

NATIONS UNIES



DOCUMENTS OFFICIELS DE L'ASSEMBLEE GENERALE
SEPTIEME SESSION

DEUXIEME COMMISSION
QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES

14 OCTOBRE — 20 DECEMBRE

1952

SIEGE PERMANENT, NEW-YORK

(Fascicule liminaire)

NATIONS UNIES



DOCUMENTS OFFICIELS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

DEUXIEME COMMISSION

QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES

14 OCTOBRE — 20 DECEMBRE

1952

SIEGE PERMANENT, NEW-YORK

AVERTISSEMENT

Les documents officiels qui suivent contiennent les corrections apportées aux comptes rendus analytiques provisoires à la demande des délégations et toutes autres modifications qu'exigent les travaux d'édition.

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation. Les cotes désignant les résolutions de l'Assemblée générale se composent d'un nombre en chiffres arabes qui indique le numéro de la résolution et d'un nombre en chiffres romains qui indique le numéro de la session. Pour chaque session les résolutions paraissent à part dans un volume imprimé en tant que *Supplément aux Documents officiels* de la session de l'Assemblée générale dont il s'agit.

Certains documents relatifs aux divers points de l'ordre du jour sont publiés en annexe. Les annexes paraissent en fascicules; chaque point de l'ordre du jour fait l'objet d'un fascicule distinct.

Le fascicule liminaire des comptes rendus des séances plénières de l'Assemblée générale contient un répertoire des documents qui se rapportent à l'ordre du jour de la septième session de l'Assemblée générale; ce répertoire indique dans quelle publication figure chaque document.

TABLE DES MATIERES

	Pages
Membres de la Deuxième Commission	viii
Ordre du jour	xi
193ème séance (séance d'ouverture)	
<i>Mardi 14 octobre 1952, à 15 h. 45</i>	
Election du Président	1
194ème séance	
<i>Lundi 20 octobre 1952, à 10 h. 30</i>	
Allocution du Président de la Commission	3
Election du Vice-Président	3
Election du Rapporteur	3
Déclaration du Secrétaire général adjoint chargé des Départements des questions économiques et des questions sociales	3
Ordre de priorité des points de l'ordre du jour (A/C.2/L.153)	4
195ème séance	
<i>Jeudi 23 octobre 1952, à 15 heures</i>	
Développement économique des pays insuffisam- ment développés (A/2172, chapitre III, et A/2192): a) financement du développement économique des pays insuffisamment déve- loppés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154); b) méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rap- port du Conseil économique et social; c) réfor- me agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194); d) assistance technique en vue du développement économique des pays insuffi- samment développés	5
196ème séance	
<i>Lundi 27 octobre 1952, à 15 heures</i>	
Développement économique des pays insuffisam- ment développés (A/2172, chapitre III, et A/2192) [suite]: a) financement du déve- loppement économique des pays insuffisam- ment développés: rapport du Conseil écono- mique et social (A/C.2/L.154); b) méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social; c) réforme agraire: rapport du Secré- taire général (A/2194); d) assistance tech- nique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés	11
197ème séance	
<i>Mercredi 29 octobre 1952, à 10 h. 30</i>	
Développement économique des pays insuffisam- ment développés (A/2172, chapitre III, A/ 2192 et A/C.2/L.155) [suite]: a) finance- ment du développement économique des pays	

insuffisamment développés: rapport du Con- seil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1); b) méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Con- seil économique et social; c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194); d) assistance technique en vue du développe- ment économique des pays insuffisamment développés	17
198ème séance	
<i>Jeudi 30 octobre 1952, à 10 h. 30</i>	
Développement économique des pays insuffi- samment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]: a) finance- ment du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Con- seil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1); b) méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Con- seil économique et social; c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194); d) assistance technique en vue du développe- ment économique des pays insuffisamment développés	23
199ème séance	
<i>Vendredi 31 octobre 1952, à 10 h. 30</i>	
Développement économique des pays insuffisam- ment développés (A/2172, chapitre III, A/ 2192 et A/C.2/L.155) [suite]: a) finance- ment du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Con- seil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1); b) méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Con- seil économique et social; c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194); d) assistance technique en vue du développe- ment économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)	31
200ème séance	
<i>Vendredi 31 octobre 1952, à 15 heures</i>	
Développement économique des pays insuffisam- ment développés (A/2172, chapitre III, A/ 2192 et A/C.2/L.155) [suite]: a) finance- ment du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Con- seil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1); b) méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Con- seil économique et social; c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194); d) assistance technique en vue du développe- ment économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)	39

	Pages
pement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169/Rev.1, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.174, A/C.2/L.175, A/C.2/L.176, A/C.2/L.177) [suite]	177
219ème séance	
<i>Mardi 25 novembre 1952, à 15 heures</i>	
Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179 et A/C.2/L.180) [suite]	187
220ème séance	
<i>Mercredi 26 novembre 1952, à 15 heures</i>	
Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179 et A/C.2/L.180) [suite]	195
221ème séance	
<i>Vendredi 28 novembre 1952, à 15 heures</i>	
Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179, A/C.2/L.180, A/C.2/L.181 et Corr.1, A/C.2/L.182, A/C.2/L.183) [suite]	201
222ème séance	
<i>Samedi 29 novembre 1952, à 10 h. 30</i>	
Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.178, A/C.2/L.180, A/C.2/L.181 et Corr.1, A/C.2/L.182 et A/C.2/L.183) [suite]	209
223ème séance	
<i>Lundi 1er décembre 1952, à 10 h. 30</i>	
Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.178) [suite]	217

224ème séance*Lundi 1er décembre 1952, à 15 heures*

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.164/Rev.1 et Corr.1, A/C.2/L.184) [suite]	223
Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1 et A/C.2/L.160)	228

225ème séance*Mardi 2 décembre 1952, à 15 heures*

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite]	233
--	-----

226ème séance*Mercredi 3 décembre 1952, à 10 h. 30*

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite]	241
--	-----

227ème séance*Mercredi 3 décembre 1952, à 15 heures*

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite]	247
--	-----

228ème séance*Jeudi 4 décembre 1952, à 15 heures*

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite]	255
--	-----

229ème séance*Vendredi 5 décembre 1952, à 10 h. 30*

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite]	263
--	-----

230ème séance*Vendredi 5 décembre 1952, à 15 heures*

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [fin]	271
--	-----

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
231ème séance		2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.190, A/C.2/L.191, A/C.2/L.192, A/C.2/L.193) [suite] ..	319
<i>Samedi 6 décembre 1952, à 10 h. 30</i>		Développement économique des pays insuffisamment développés: b) méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social (A/2172) ..	323
Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3, A/C.2/L.166) [suite] ..	277	240ème séance	
232ème séance		<i>Samedi 13 décembre 1952, à 10 h. 30</i>	
<i>Lundi 8 décembre 1952, à 10 h. 30</i>		Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155/Rev.1 et A/C.2/L.192) [suite] ..	325
Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3, A/C.2/L.166) [suite] ..	283	Développement économique des pays insuffisamment développés: b) méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social (A/2172) [fin] ..	327
233ème séance		Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) ..	327
<i>Lundi 8 décembre 1952, à 15 heures</i>		241ème séance	
Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3, A/C.2/L.166) [suite] ..	287	<i>Lundi 15 décembre 1952, à 10 h. 30</i>	
234ème séance		Motion d'ordre du Rapporteur ..	329
<i>Mardi 9 décembre 1952, à 10 h. 30</i>		Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite] ..	329
Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1) [suite] ..	289	242ème séance	
235ème séance		<i>Mardi 16 décembre 1952, à 10 h. 30</i>	
<i>Mercredi 10 décembre 1952, à 10 h. 30</i>		Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite] ..	335
Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1) [suite] ..	295	243ème séance	
236ème séance		<i>Mercredi 17 décembre 1952, à 10 h. 30</i>	
<i>Mercredi 10 décembre 1952, à 15 heures</i>		Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite] ..	337
Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1, A/C.2/L.188) [suite] ..	301	Projet de rapport de la Commission (A/C.2/L.195) ..	342
237ème séance		244ème séance	
<i>Jeudi 11 décembre 1952, à 10 h. 30</i>		<i>Jeudi 18 décembre 1952, à 10 h. 30</i>	
Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1, A/C.2/L.188, A/C.2/L.189) [suite] ..	305	Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172, A/C.2/L.194 et A/C.2/L.194/Rev.1) [suite] ..	343
238ème séance		245ème séance	
<i>Vendredi 12 décembre 1952, à 10 h. 30</i>		<i>Vendredi 19 décembre 1952, à 15 heures</i>	
Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.190) [suite] ..	311	Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [suite] ..	347
239ème séance		Projet de rapport de la Commission (A/C.2/L.195) [suite] ..	352
<i>Vendredi 12 décembre 1952, à 15 heures</i>		Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [suite] ..	353
Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.190) [suite] ..	311	246ème séance (séance de clôture)	
		<i>Samedi 20 décembre 1952, à 10 h. 30</i>	
		Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [fin] ..	357
		Clôture des travaux de la Commission ..	360

Lord Llewellyn, C.B.E., M.C., T.D.
M. A. A. Dudley, C.M.G.
M. C. M. Anderson
M. A. J. Goodman

SALVADOR

M. Carlos A. Siri
Lt-Col. Manuel J. Córdova
M. Rafael Eguizábal

SUÈDE

S.E. M. Rolf Sohlman
M. M. Stahl
M. T. Bengtsson
M. Carl-George Crafoord
M. Colliander

SYRIE

M. Toufic Huneidi
M. Abdul-Kader Huneidi

TCHÉCOSLOVAQUIE

M. J. Cech
M. J. Pscolka

THAÏLANDE

M. Thanat Khoman
Luang Chamnong Dithakar

TURQUIE

M. Kemal Süleyman Vaner
M. Nihat Ali ücuncü
M. İlhan Akant

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

M. G. P. Arkadyev
M. S. I. Rassadin

UNION SUD-AFRICAINE

M. H. L. T. Taswell
M. J. S. F. Botha

URUGUAY

M. Angel María Cusano
M. Alfredo Lepro

VENEZUELA

M. Lorenzo A. Mendoza
M. Francisco Alfonzo Ravard

YÉMEN

Sayed Mohammad Al-Shami
Sayed Ahmed Zabarah

YUGOSLAVIE

S.E. M. Leo Mates
M. Janez Stanovnik

ORDRE DU JOUR

[*Note.* — Les nombres entre crochets placés après chacun des titres indiquent le numéro du point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale.]

L'Assemblée générale, au cours de sa 382^{ème} séance plénière tenue le 17 octobre 1952, a décidé de renvoyer les points suivants de l'ordre du jour de la septième session ordinaire à la Deuxième Commission pour examen et rapport (A/C.2/176) :

1. Développement économique des pays insuffisamment développés:
 - a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés : rapport du Conseil économique et social ;
 - b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde : rapport du Conseil économique et social ;
 - c) Réforme agraire : rapport du Secrétaire général ;
 - d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés [25] ¹.
2. Rapport du Conseil économique et social (chapitres II, III et section I du chapitre VI) [11] ².
3. Rapports de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée [16, b] ³.

¹ La Deuxième Commission a décidé, au cours de la discussion du point 25 (194^{ème} séance), d'étudier en même temps le chapitre III du rapport du Conseil économique et social et la question du développement économique. Après la discussion générale du point 25, la Commission a choisi de commencer par l'alinéa d l'examen des quatre alinéas à discuter séparément (209^{ème} séance). En outre, plusieurs projets de résolution ont été discutés sous le titre général : "Développement économique des pays insuffisamment développés". Aucun projet de résolution n'a été présenté sous l'alinéa b.

² La Commission, ayant décidé de discuter le chapitre III du rapport du Conseil économique et social en même temps que le point 25 de l'ordre du jour et la section I du chapitre VI avec l'alinéa b du point 16, a limité son examen du point 11 de l'ordre du jour à la discussion du chapitre III du rapport du Conseil économique et social.

³ Le 18 décembre 1952, lors de sa 406^{ème} séance plénière, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer l'alinéa b du point 16 de l'ordre du jour à la Première Commission (A/C.2/178). En conséquence, la question des "Rapports de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée" a été retirée de l'ordre du jour de la Commission (245^{ème} séance).



SOMMAIRE

Pages

Election du Président..... 1

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Président provisoire: M. Lester B. PEARSON (Canada).

Election du Président

[Point 5*]

1. M. SANTA CRUZ (Chili) propose la candidature de M. Nosek (Tchécoslovaquie).

2. M. NASZKOWSKI (Pologne) appuie cette proposition.
M. Nosek (Tchécoslovaquie) est élu Président par acclamations.

La séance est levée à 15 h. 55.

*Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Les Documents officiels de la septième session de l'Assemblée générale sont imprimés et distribués en fascicules, c'est-à-dire que le compte rendu de chaque séance paraît sous forme de ce fascicule liminaire. Pour éviter toute confusion, les fascicules qui donneront le compte réunir ces fascicules en volumes, par organe et session. Chaque série de fascicules consacrée au compte rendu des séances d'un même organe est foliotée consécutivement de bout en bout. A la fin de la session, le Secrétariat publiera pour chaque série une couverture imprimée et un fascicule liminaire qui comprendra la page de titre, la table des matières, la liste des membres présents, l'ordre du jour et toutes autres matières préliminaires. Avant de mettre en volume une série de fascicules, il conviendra de faire précéder le compte rendu de la séance d'ouverture de ce fascicule liminaire. Pour éviter toute confusion, les fascicules qui donneront le compte rendu des séances d'ouverture et de clôture en porteront la mention très apparente.

Après la clôture de la session, les séries complètes de fascicules seront mises en vente à l'intention du public.

importance, et peuvent aboutir à bien des résultats concrets. A cet égard, l'Assemblée générale a insisté, à juste titre, sur le développement économique des pays insuffisamment développés, principale question à l'ordre du jour de la Commission. M. Blough fait observer que s'il est généralement facile de se mettre d'accord sur les objectifs à atteindre en matière de développement et dans les autres domaines économiques, en revanche les problèmes sont souvent compliqués et la façon de les résoudre n'apparaît pas toujours, clairement. Le Secrétariat est à la disposition de la Commission pour recueillir des renseignements, procéder à leur analyse et élaborer des méthodes permettant de dégager les divers éléments des problèmes en vue de leur examen, et M. Blough espère que la Commission n'hésitera pas à mettre ce concours à profit.

Ordre de priorité des points de l'ordre du jour (A/C.2/L.153)

12. Le PRESIDENT présente aux membres de la Commission le document A/C.2/L.153 dans lequel il leur propose une procédure visant à faciliter leurs travaux et à en hâter l'achèvement. Il s'agit essentiellement: 1) d'examiner le chapitre III du rapport du Conseil économique et social en même temps que le premier point à l'ordre du jour de la Commission [point 25] et la première section du chapitre VI du rapport du Conseil en même temps que le troisième point à l'ordre du jour de la Commission [point 16, b], en limitant le deuxième point de cet ordre du jour [point 11] au chapitre II du rapport du Conseil; 2) de fixer, au début de la discussion générale du point 25, un délai limite pour la présentation des propositions concernant ce point, afin d'assurer l'ordonnance du débat et de gagner du temps.

13. M. SANTA CRUZ (Chili) approuve les propositions du Président. Il fait observer toutefois que le point 25 de l'ordre du jour, qui a trait au développement économique des pays insuffisamment développés, présente trop d'importance pour que la Commission puisse, d'ores et déjà, fixer un délai limite de quatre-vingt-seize heures dans lequel devront être présentées toutes les propositions relatives à la question. Ces propositions ne doivent pas être seulement l'expression des thèses des différents gouvernements, mais aussi l'aboutissement du débat qui mettra ces thèses en présence. M. Santa Cruz préférerait donc que la date limite pour la présentation des propositions ne soit fixée qu'au cours de la discussion générale, et en fonction de celle-ci.

14. M. CUSANO (Uruguay) s'associe aux observations du représentant du Chili. Il estime que la Commission ne doit prendre aucune décision qui puisse restreindre d'une manière quelconque l'ampleur de son débat sur le développement économique des pays insuffisamment développés.

15. Le PRESIDENT reconnaît le bien-fondé des remarques formulées par les représentants du Chili et de l'Uruguay; il admet qu'il y aurait lieu de modifier le paragraphe 6 du document A/C.2/L.153 et pense que la Commission devrait examiner la question du délai à fixer pour la remise des propositions relatives au développement économique au cours de la discussion générale consacrée à ce point de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

16. M. ABDELRAZEK (Egypte) fait observer que la version française des documents leur étant parvenue avec quelque retard, certaines délégations, dont la sienne, ne sont pas prêtes à participer dès maintenant à une discussion générale sur la question du développement économique des pays insuffisamment développés qui constitue le premier point de l'ordre du jour de la Commission. Il propose donc de remettre au lundi 27 octobre la prochaine séance de la Commission.

17. M. LIMA (Brésil) estime que le délai demandé par le représentant de l'Egypte, si indispensable soit-il, pourrait être réduit à deux jours.

18. M. AZKOUL (Liban) attire l'attention de la Commission sur le paragraphe 8 de la note du Président où il est question de l'urgence des dispositions à prendre pour solliciter et recevoir des gouvernements des promesses de contributions au programme élargi d'assistance technique. En sa qualité de membre du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires, M. Azkoul se permet d'insister sur la nécessité d'accorder la priorité à cette question. En effet, le Comité, qui siège de façon permanente, a pu se rendre compte que, dans le domaine qui relève de sa compétence, on ne peut compter faire œuvre utile que pendant la session de l'Assemblée générale, au moment où les hautes personnalités appartenant aux gouvernements des différents pays se trouvent réunies à New-York. M. Azkoul insiste donc auprès de la Commission pour qu'elle ne reporte pas ses travaux à la semaine suivante avant d'avoir pris une décision sur le point qui fait l'objet du paragraphe 8 du document A/C.2/L.153.

19. Le PRESIDENT suggère, afin de tenir compte des observations du représentant du Liban, que la Commission aborde l'examen des propositions relatives au programme élargi d'assistance technique dès qu'elle aura terminé la discussion générale sur le développement économique des pays insuffisamment développés.

20. Le PRESIDENT revient alors à la suggestion du représentant de l'Egypte et rappelle que l'Assemblée générale a fixé au 20 décembre la date à laquelle la session devrait s'achever. Il espère donc que le délai demandé sera aussi court que possible.

21. Pour sa part, M. CECI (Tchécoslovaquie) est prêt à présenter dès maintenant les vues de son gouvernement sur le problème du développement économique des pays insuffisamment développés.

22. M. CASTILLO (Equateur), soulignant l'importance des questions dont la Commission est saisie, regrette que les délégations ne soient pas en mesure de se mettre immédiatement au travail. Il ne peut croire que quelques représentants, au moins, ne soient pas déjà prêts à participer à la discussion générale.

23. A l'issue d'un bref échange de vues auquel participent M. MATES (Yougoslavie), M. ABDELRAZEK (Egypte), M. WEINTRAUB (Secrétariat) et M. SANTA CRUZ (Chili), le PRESIDENT propose que la Commission ne se réunisse pas avant le jeudi 23 octobre.

Il en est ainsi décidé.

24. Le PRESIDENT prie les membres de la Commission qui sont prêts à prendre la parole de se faire inscrire sur la liste des orateurs.

La séance est levée à 11 h. 50.



SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, et A/2192)	5
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés	

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, et A/2192):

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154);**
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);**
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés**

[Point 25*]

DISCUSSION GENERALE

1. Le **PRESIDENT** rappelle que, lorsqu'à la séance précédente la Commission a examiné la manière dont elle organiserait ses travaux, il a été convenu qu'elle reprendrait l'examen de la question de la date limite de présentation des propositions se rapportant au point 25 de l'ordre du jour au cours de la discussion générale sur ce point. La Commission n'a pas encore déterminé de façon définitive l'ordre dans lequel elle aborderait les diverses propositions relatives au point 25. Le **Président** rappelle que, compte tenu des observations formulées par le représentant du Liban, il a proposé à la séance précédente que la Commission examine

d'abord les propositions relatives au point 25, *d*, dont elle pourra être saisie.

2. Le **Président** appelle ensuite l'attention de la Commission sur les règles concernant la publication des comptes rendus analytiques qui figurent dans le document A/INF/48; il souligne à ce propos que le Secrétariat se trouvera dans l'impossibilité de faire figurer dans les exemplaires imprimés des comptes rendus les corrections communiquées après l'expiration du délai indiqué.

3. Conformément à la proposition que le **Président** a formulée au paragraphe 5 du document A/C.2/L.153 et que la Commission a approuvée à la séance précédente, la discussion générale portera sur tous les aspects du développement économique et notamment sur toutes les questions énumérées au point 25.

4. Le **Président** déclare ouverte la discussion générale.

5. M. LIMA (Brésil) constate que, depuis la sixième session de l'Assemblée générale, les Nations Unies ont poursuivi avec énergie l'accomplissement de la mission qui leur incombe aux termes de la Charte. L'Organisation est la plus complète et la plus efficace qui ait jamais été créée pour l'étude des problèmes nationaux dans un esprit international. Son existence est une preuve de l'interdépendance des peuples dans la société moderne.

6. Le problème économique essentiel qui se pose aux Nations Unies est celui qui consiste à concilier les intérêts économiques nationaux avec la nécessité d'établir et de maintenir la stabilité, le progrès et la paix dans les relations économiques internationales. Les difficultés que rencontrent les Nations Unies dans la solution de ce problème se trouvent accrues du fait que plusieurs principes économiques et sociaux traditionnels

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

son niveau d'avant-guerre; la diminution du revenu national et de la consommation de denrées alimentaires a encore aggravé la sous-alimentation; la structure économique n'est pas équilibrée, ainsi qu'il ressort des statistiques relatives aux exportations de pays comme l'Égypte, la Rhodésie du Nord, le Salvador, Cuba, la Bolivie et le Venezuela.

24. La quantité de devises dont disposent les pays insuffisamment développés pour l'achat de machines et d'équipement à l'étranger dépend des débouchés qu'ils peuvent trouver pour leurs matières premières et de la façon dont ils vendent ces dernières. Au cours de précédentes discussions à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social, on a dit que la responsabilité du financement du développement de ces pays incombait à chacun de leurs gouvernements et que la plus grande partie du capital devait provenir de sources nationales. Mais la plupart des ressources en matières premières de ces pays sont aux mains de monopoles étrangers. Il suffit d'étudier les bilans des monopoles pour se rendre compte à quel point ces monopoles exploitent ces pays. En Rhodésie du Nord, par exemple, 27 pour 100 du revenu national vont au Royaume-Uni, alors que le revenu annuel de la population locale est de 5 livres par habitant. On dispose de statistiques analogues pour le Venezuela, l'Iran, la République Dominicaine et d'autres pays encore. La balance commerciale de pays tels que le Chili, le Soudan anglo-égyptien, l'Iran, le Congo belge et la Rhodésie du Nord accuse un excédent, mais les pays eux-mêmes n'en profitent pas, puisque la plupart des bénéfices vont aux monopoles étrangers.

25. D'après un rapport publié par le United States Department of Commerce, les bénéfices retirés par les Etats-Unis des capitaux placés à l'étranger ont été les suivants: en 1949, dividendes: 505 millions de dollars; intérêts: 35 millions de dollars; bénéfices de succursales: 608 millions de dollars; en 1950, dividendes: 656 millions de dollars; intérêts: 35 millions de dollars; bénéfices de succursales: 778 millions de dollars; et en 1951, dividendes: 665 millions de dollars; intérêts: 35 millions de dollars; bénéfices de succursales: 932 millions de dollars. Les bénéfices réalisés par les monopoles du pétrole, qui s'élevaient à 487 millions de dollars en 1949, ont atteint 741 millions de dollars en 1951 et si on y ajoute les bénéfices réalisés sur le raffinage, le transport et la distribution, on atteint pour 1951 un total d'un milliard de dollars.

26. D'après la déclaration d'un membre de la Chambre des députés du Parlement national du Brésil, la production de coton est contrôlée au Brésil par deux groupes qui monopolisent 75 pour 100 de la production destinée au marché intérieur et 85 pour 100 de la production destinée à l'exportation. Au Brésil, l'énergie électrique, l'exportation du café et l'exploitation des gisements de minerai de fer et de manganèse sont également contrôlés par des monopoles étrangers. On a dit que le Brésil ne pouvait prospérer sans capitaux étrangers, mais cette affirmation est inexacte. Le capital étranger a produit sur le Brésil l'effet d'une sangsue et les sommes envoyées à l'étranger sous forme de dividendes sont infiniment plus élevées que celles qui ont été investies dans le pays.

27. On pourrait citer un grand nombre de faits analogues, mais il est impossible d'évaluer toutes les

pertes subies par les pays insuffisamment développés du fait de l'action des monopoles.

28. Après la guerre, l'un des principaux buts de la politique étrangère des Etats-Unis a été de s'assurer le monopole des matières premières. Les Etats-Unis cherchaient à obtenir le contrôle de la production et de la distribution des matières premières de façon à pouvoir exercer une pression sur les pays de la communauté de l'Atlantique nord et sur les pays insuffisamment développés. Le *Strategic and Critical Materials Stock-piling Act* (Loi relative à la constitution de réserves de matériaux stratégiques et indispensables) de 1946 prévoyait la constitution de stocks de matières premières à l'état brut et semi-traité pour parer à l'éventualité d'une guerre et fixait des contingents relatifs à certaines matières premières déterminées. Elle assurait ainsi le contrôle définitif des Etats-Unis sur les fluctuations du prix des matières premières brutes sur le marché mondial. La constitution par une seule Puissance de stocks de matières premières essentielles constituait un grave danger pour la paix. Toutefois, les Etats-Unis ne se sont pas contentés de prendre certaines mesures concernant la seule période d'après-guerre. Ils voulaient s'assurer le contrôle permanent des matériaux stratégiques. Bien qu'ils fussent le principal protagoniste du système de la libre entreprise, les Etats-Unis n'étaient pas certains de pouvoir obtenir des matières premières par le jeu d'échanges commerciaux libres présentant des avantages pour les deux parties. Ils s'efforçaient d'exercer une pression pour obliger les autres pays à conclure avec eux des accords relatifs aux matières premières brutes. C'est là l'essentiel du rapport intitulé *Resources for Freedom* établi par la Materials Policy Commission (Commission des matières premières) et connu sous le nom de rapport Paley. Le rapport prévoyait qu'en 1975, l'économie des Etats-Unis serait tributaire dans une large mesure des sources étrangères pour ses approvisionnements en métaux, en minerais et en matières premières destinées à la fabrication de produits chimiques. Certaines autres mesures recommandées dans le rapport Paley méritent une attention particulière. Le rapport proposait la conclusion d'accords relatifs à la fourniture de matières premières qui garantiraient des approvisionnements minima à des prix fixés à l'avance, ainsi que la création de stocks internationaux de sécurité de ces matières premières. Il recommandait en outre d'encourager l'exploitation des ressources en matières premières des autres pays, ce qui signifiait qu'à l'avenir on encouragerait l'exportation des capitaux des monopoles des Etats-Unis vers ces pays et que la situation d'assujettissement dans laquelle ces pays se trouvent vis-à-vis des Etats-Unis à l'heure actuelle se prolongerait indéfiniment.

29. Certaines clauses économiques des accords militaires conclus entre les Etats-Unis et différents pays de l'Amérique latine obligent ces pays à fournir des matières premières à certaines conditions, à développer leur production de matières premières stratégiques essentielles et à coopérer avec les Etats-Unis pour l'adoption de mesures concernant la réglementation du commerce. En réalité, les Etats-Unis, sous prétexte de se défendre contre une agression imaginaire, exercent une pression sur les pays insuffisamment développés en vue de perpétuer les méthodes d'exploitation actuelles et pour obtenir de nouvelles concessions écono-

miques. La délégation de la Tchécoslovaquie est convaincue que l'on ne peut pas résoudre la question du financement économique si l'on ne permet pas aux pays insuffisamment développés d'exploiter librement leurs propres ressources naturelles et de régler leurs échanges commerciaux dans les conditions qu'ils jugent les meilleures.

30. Abordant la question des méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde, le représentant de la Tchécoslovaquie fait observer qu'une campagne est en cours dans les principaux pays capitalistes, et en particulier aux Etats-Unis, en vue d'augmenter la productivité. Lorsqu'on étudie la question de la productivité, il convient de tenir compte de deux facteurs: d'abord, des moyens dont on dispose pour en élever le niveau et, en deuxième lieu, des motifs qui entraîneraient un accroissement de ce genre. Le but suprême d'une augmentation de la productivité devrait être le développement équilibré de l'économie nationale et l'élévation du niveau de vie de la population prise dans son ensemble. Dans les démocraties populaires, ce motif a donné des résultats concrets. Toutefois, les motifs qui animent les monopoles impérialistes qui contrôlent le gouvernement des pays capitalistes procèdent uniquement du désir d'accroître leurs bénéfices dans la plus large mesure possible. C'est ainsi qu'on a lancé une campagne destinée à rendre l'économie des pays de l'Europe occidentale tributaire dans une mesure encore plus grande des monopoles américains en augmentant la production de matériel de guerre de ces pays. Cette augmentation de la production se traduira par une augmentation des bénéfices des monopoles, mais n'améliorera en rien la situation du travailleur et n'élèvera pas le niveau de vie de l'ensemble de la population.

31. De telles conceptions de l'accroissement de la productivité ont justifié des conclusions rigoureusement inacceptables. C'est ainsi par exemple qu'on a réussi à accroître la productivité aux Etats-Unis au moment où la crise économique de 1933 atteignait son maximum et où plus de la moitié des moyens de production n'était pas utilisée, tandis que près de 13 millions de personnes étaient réduites au chômage.

32. A l'époque actuelle, la production des armements laisse espérer des bénéfices plus élevés que la production des biens de consommation et c'est là le motif dont s'inspirent les Etats-Unis dans la campagne qu'ils ont entreprise en vue d'accroître la productivité dans les pays membres de l'OTAN, campagne qu'ils s'efforcent aussi d'étendre aux pays insuffisamment développés bien que la diminution constante de la production des biens de consommation doive inévitablement se traduire par une diminution du niveau de vie parmi des groupes importants de la population.

33. L'orateur se demande quelles sont les méthodes préconisées par les monopoles américains pour accroître la productivité. L'amélioration de la productivité peut se concevoir de deux manières: par l'augmentation du volume de la production grâce à des perfectionnements techniques ou par l'accélération du rythme du travail. On a montré que, dans la pratique, les monopoles américains mettent surtout l'accent sur la deuxième méthode qu'ils s'efforcent d'imposer dans les pays insuffisamment développés.

34. Toutefois, comme l'OIT l'a fait observer à la page 86 de l'ouvrage intitulé: "Facteurs influant sur la

productivité dans les industries mécaniques", un accroissement de la productivité n'est possible que si la collaboration des travailleurs est assurée et si la bonne foi est certaine de part et d'autre. Dans le document du Conseil économique et social intitulé: "Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde" (E/2265), on insiste sur la nécessité d'une coopération internationale pour moderniser l'outillage et créer des industries nouvelles dans les pays insuffisamment développés. Toutefois, dans la majorité de ces pays, l'exécution des programmes de développement est subordonnée à l'exploitation des matières premières; or, cette exploitation ne leur rapporte en pratique qu'une fraction minime de bénéfices considérables, car les principaux avantages vont aux monopoles qui ne réinvestissent pas leurs bénéfices dans les pays insuffisamment développés ou ne le font que pour augmenter la production des matières premières. Il s'ensuit donc que les accroissements de productivité n'ont eu d'autres effets que d'abaisser le niveau de vie de la population, qui se trouve menacé en outre par le contrôle que les monopoles des pays capitalistes exercent sur les matières premières essentielles à la production de guerre afin de financer les dépenses qu'entraînent leurs préparatifs en vue d'une guerre d'agression. Les Etats impérialistes n'ont pas aidé les pays insuffisamment développés à augmenter effectivement leur productivité ou à se procurer l'équipement et le capital qui leur sont nécessaires. Il ne serait possible d'améliorer la situation des pays insuffisamment développés qu'en leur permettant d'utiliser leurs propres ressources en vue de leur développement et de se procurer librement des biens d'équipement en échange de leurs matières premières.

35. La Tchécoslovaquie fait tout ce qui est en son pouvoir pour augmenter la production, mais elle applique des méthodes socialistes qui incitent les travailleurs à augmenter la production car l'accroissement du revenu national qui en résulte sert à relever leur niveau de vie et leur fait retour sous forme d'avantages divers. On installe des machines pour remplacer le travail manuel et l'atmosphère de compétition socialiste, en encourageant les travailleurs à proposer eux-mêmes des perfectionnements, favorise l'initiative et améliore les techniques de travail.

36. On voit les résultats pratiques de cette politique dans le fait qu'en Tchécoslovaquie, au cours du premier trimestre de 1952, la productivité a augmenté de 14,8 pour 100 par comparaison avec le premier trimestre de 1951 et, contrairement à ce qui s'est passé dans les pays capitalistes, l'emploi s'est accru de 4,6 pour 100 depuis le début de 1952. Tout en donnant une grande importance à l'accroissement de la productivité, la Tchécoslovaquie ne peut accepter les méthodes proposées dans les programmes des Nations Unies pour la mise en valeur des pays insuffisamment développés, car ces méthodes fournissent aux pays impérialistes les moyens d'utiliser le développement de ces pays pour augmenter leur propre puissance militaire.

37. Pour ce qui est de la réforme agraire, le représentant de la Tchécoslovaquie critique le rapport du Secrétaire général sur *Les défauts de la structure agraire qui entravent le développement économique*¹ (E/2003), qui n'est qu'une étude du passé. Le véritable obstacle au développement de l'agriculture dans les pays

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1951.II.B.3.



SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, et A/2192) [suite]	11
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés.	

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, et A/2192) [suite]:

- a) **Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154);**
- b) **Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) **Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);**
- d) **Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés**

[Point 25*]

DISCUSSION GÉNÉRALE

1. M. HALIQ (Arabie saoudite) fait observer que les délégations qui ont participé aux débats si approfondis que la Deuxième Commission et le Conseil économique et social ont consacrés à la question du développement économique des pays insuffisamment développés hésitent à intervenir à nouveau de crainte de répéter ce qui a déjà si souvent été dit. L'idée que le maintien de la paix pose également des problèmes d'ordre économique est généralement admise par les Nations Unies, qui reconnaissent, en outre, que le développement des pays insuffisamment développés représente le nœud de la question. Il est indéniable aussi que ce développement ne saurait être réalisé que par une

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

action internationale infiniment complexe dont le succès dépend de tant de facteurs divers qu'une vigilance de tous les instants s'impose. Il convient donc que chacun fasse part de ses réflexions et c'est pourquoi M. Haliq a tenu à intervenir lui aussi dans la présente discussion générale.

2. Presque tous les débats qui se sont déroulés récemment sur ce thème se sont fondés sur le principe que l'action internationale doit avoir pour objectif d'élever le niveau du revenu par habitant dans les pays insuffisamment développés, notamment en stimulant les investissements étrangers. A cet égard, les membres de la Deuxième Commission et ceux du Conseil économique et social ont tendance à considérer qu'il appartient maintenant aux gouvernements de faire comprendre à leurs peuples que les changements de structure sociale que suppose toute amélioration de leur situation sont onéreux et que les capitaux nécessaires faisant défaut, ils n'en connaîtront les avantages qu'à longue échéance. M. Haliq doute que les controverses politiques et économiques qui se font jour à l'heure actuelle soient de nature à aider les gouvernements dans cette tâche.

3. M. Haliq fait valoir qu'il importe non seulement d'accélérer le mouvement des investissements privés vers les pays insuffisamment développés, comme on l'a généralement reconnu, mais de chercher de plus en plus à mettre les décisions des organisations internationales à l'abri de toute pression politique, de manière que ces organisations puissent fonder leurs décisions uniquement sur des critères économiques. A cet égard, il serait bon que les institutions financières internationales, telles que la Banque internationale ou le fonds spécial que l'on se propose de créer, fussent en mesure d'élaborer des normes qui régiraient les investissements internationaux.

4. Soulignant la nécessité d'une action concrète, M. Haliq fait observer que, jusqu'à présent, le Conseil économique et social et la Deuxième Commission ont eu trop tendance à se contenter de résolutions et à prendre les paroles pour des actes. Les bonnes résolutions ont certes l'avantage de définir les objectifs à atteindre et de contribuer à encourager le progrès, mais le Conseil et la Deuxième Commission auraient intérêt à accorder plus d'attention aux problèmes cachés que fait apparaître l'étude des questions fondamentales. Ainsi, l'on proclame que les investissements sont nécessaires et l'on adopte des résolutions tendant à encourager l'apport de capitaux privés dans les pays insuffisamment développés, mais on oublie qu'en fait ce sont les régions économiquement avancées qui attirent le capital privé, ainsi qu'en témoigne l'exemple du Canada. La délégation de l'Arabie saoudite estime que la Commission tirerait certainement des enseignements utiles d'une étude des facteurs auxquels on doit imputer ce que M. Haliq appelle la "coquetterie" des investissements privés étrangers.

5. Afin d'illustrer les bienfaits que l'on peut attendre d'une collaboration loyale entre un peuple et son gouvernement et le capital étranger, M. Haliq cite l'exemple de son propre pays. Il rappelle que sous les sables arides de l'Arabie saoudite gît un trésor, le pétrole, qui représente 10 à 15 pour 100 de la production mondiale. La concession accordée par le Gouvernement aux entreprises étrangères pour l'exploitation des champs pétrolifères de l'Arabie saoudite a transformé la structure économique de ce pays. Les investissements ont atteint, depuis 1933, la somme de 526 millions de dollars; 23.000 personnes, dont 78,5 pour 100 sont des Arabes, participent à cette exploitation dont les bénéfices, avant imposition, sont partagés également entre le concessionnaire et l'Arabie saoudite. La production de pétrole, l'exploitation d'autres ressources naturelles et le développement industriel qui en ont résulté ont permis au Gouvernement de décupler son budget et de consacrer des sommes importantes à l'enseignement, à la santé publique, aux transports publics et à l'agriculture. Des entreprises nouvelles sont nées dans un pays, qui, auparavant, vivait principalement du passage des pèlerins musulmans. Parmi ces entreprises on peut citer des centrales électriques, des usines traitant des dérivés du pétrole ou produisant de l'asphalte, de la glace, etc. Les importations de denrées alimentaires, de vêtements et de matériel divers se sont considérablement améliorées. Des villes entières sont construites selon des plans soigneusement établis et les collectivités qui les occuperont seront sans doute parmi les mieux installées de cette partie du monde. Le progrès suscité par l'exploitation du pétrole s'est étendu à toutes les branches de l'économie et le Gouvernement n'épargne aucun effort pour encourager le développement des entreprises qui ne sont pas liées au pétrole. Des gisements d'or et de fer ont été découverts et la prospérité du pays va croissant.

6. M. Haliq tient à rappeler, par la même occasion, que son pays doit beaucoup aussi à l'assistance technique que lui ont apportée l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, en particulier la FAO et l'OMS.

7. Pour ce qui est de la nécessité d'accroître la productivité dans les régions insuffisamment développées, M. Haliq dit qu'il faut faire une distinction entre la capacité de produire et la capacité de vendre, que l'on

confond souvent. Les pays qui ont besoin d'investir pour se développer connaissent constamment une grave pénurie de devises fortes. Leur situation économique est telle que leur revenu par habitant et leur production ne leur permettent pas d'atteindre un taux d'épargne suffisant et, partant, d'investir assez de capitaux pour susciter un accroissement de la capacité de production. Cet état de choses les amène à rechercher le capital étranger et les entraîne dans un cercle vicieux né de leur désir même d'accroître leur productivité.

8. Ces considérations s'appliquent également à la réforme agraire. Contrairement aux pays des zones tempérées, les pays du Moyen-Orient, qui comprennent de vastes territoires désertiques, dépendent en grande partie, pour le développement de leur agriculture, de l'irrigation artificielle. Les cultures irriguées requièrent plus de capitaux et plus de main-d'œuvre; elles sont également plus productives. C'est donc le manque d'eau et non le manque de terres cultivables qui affecte surtout la plupart des pays du Moyen-Orient. M. Haliq signale à ce propos les conclusions présentées dans le chapitre premier du *Rapport final de la Mission économique d'étude des Nations Unies pour le Moyen-Orient*¹. Ce rapport renferme une série de propositions qui, mises en pratique, seront certainement de nature à accélérer la mise en valeur des ressources du Moyen-Orient.

9. Quant à la nécessité de sortir du cercle vicieux dans lequel on se trouve lorsque l'accroissement de la production exige des investissements et que l'insuffisance même de la production entrave les investissements requis, M. Haliq souligne que l'on ne saurait développer les ressources du Moyen-Orient sans assurer un important apport de capitaux. Un groupe d'experts de l'Organisation des Nations Unies a évalué à 1.300 millions de dollars la somme dont les pays du Moyen-Orient ont besoin annuellement pour élever de 2 pour 100 le niveau du revenu national par habitant. Selon leurs calculs, l'épargne nationale et les redevances au titre du pétrole fourniraient 540 millions de dollars; le reste devra provenir de l'étranger².

10. Certes, l'accroissement de la productivité est une entreprise onéreuse; mais les résultats obtenus à ce jour sont encourageants. M. Haliq cite l'exemple de l'expérience tentée à Al-Kharaj, dans l'est de l'Arabie saoudite, où un terrain aride de quelques milliers d'hectares a été transformé en une région extrêmement fertile grâce à l'application des méthodes les plus modernes. Toutefois, ce n'est pas uniquement en améliorant les cultures que l'on peut développer la production des denrées alimentaires; la découverte et l'exploitation de ressources nouvelles et inexploitées jusqu'ici autorisent de grands espoirs. Par exemple, tous les pays du Moyen-Orient possèdent des côtes étendues qui sont certainement une source de richesse. On voit donc que le sort de ces pays ne dépend pas uniquement du règlement de la question agraire. L'essentiel est d'aborder les problèmes sous un angle nouveau, avec résolution, en tenant compte, bien entendu, des importants facteurs sociologiques et culturels dont dépend le succès de tout programme d'industrialisation.

11. On s'accorde à dire que le monde ne reviendra plus aux méthodes du XIX^e siècle, qui consistaient à "laisser faire" en présence d'une situation économique

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1949.II.B.5.

² Voir *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1951.II.B.2.

précaire jusqu'au moment où les événements échappaient à tout contrôle; on pense généralement que la communauté des nations a désormais opté pour l'action collective fondée sur l'idée que les maux économiques affectent la collectivité entière et que chacun bénéficie des mesures que l'on prend pour y remédier. Cependant, les débats du Conseil économique et social et de la Deuxième Commission le prouvent, bon nombre de délégations ont tendance à envisager l'action collective en faveur du développement économique des pays insuffisamment développés sous un jour uniquement politique. Il y a là un grave danger. Il apparaît de plus en plus évident que les pays ne peuvent véritablement servir leurs intérêts nationaux qu'en coopérant avec les autres pays dans le domaine économique. Il suffit, pour s'en persuader, de mettre en parallèle les efforts que déploient, d'une part, les pays insuffisamment développés pour se procurer des capitaux étrangers, des subventions, une assistance technique, et, d'autre part, les pays industriels pour s'approvisionner en matières premières, pour investir leurs capitaux et pour développer librement leurs échanges commerciaux. Les pays économiquement avancés et ceux qui le sont moins comprendront également que l'on peut considérablement accélérer le financement du développement des pays insuffisamment développés en donnant aux capitaux privés l'orientation voulue. Il ressort clairement des délibérations de la Deuxième Commission, l'année dernière, et de celles du Conseil économique et social, cette année même, qu'il n'est pas bon, ni du point de vue économique, ni du point de vue politique, ni du point de vue moral, de laisser s'instituer de façon permanente entre les nations des rapports de bienfaiteurs à bénéficiaires, selon qu'elles sont plus ou moins développées, quel que soit l'écart de fortune qui existe entre elles. On a compris qu'à cet état de choses, à ces subventions et à ces dons unilatéraux, il fallait substituer un régime d'accords commerciaux, une coopération économique conçue non comme une entreprise de charité mais comme une affaire dans laquelle chacun trouve son profit.

12. C'est dans cet esprit que la délégation de l'Arabie saoudite appuiera de son vote le projet de résolution déposé par la délégation du Chili (A/C.2/L.154) qui a trait à la création d'un fonds spécial. Elle est persuadée, en effet, que c'est en avançant dans cette direction que la Commission et le Conseil économique et social pourront vraiment faire œuvre utile. Pour obtenir des résultats concrets et susciter le maximum de bonne volonté, il faudra, à son avis, envisager ce fonds comme une institution envers laquelle les Etats seront liés par des obligations contractuelles.

13. De nombreuses délégations, et surtout celles qui représentent les pays insuffisamment développés, ont déclaré que la création d'un fonds international était nécessaire pour aider au développement des pays insuffisamment développés car ce fonds leur permettrait d'obtenir des prêts à long terme et à faible intérêt. Ces délégations ont soutenu qu'il n'y avait aucune raison de penser qu'un financement international, conçu et appliqué par un organisme international, ne produirait pas d'aussi bons résultats que des investissements n'obéissant à aucun plan préétabli et effectués pour ainsi dire au hasard. La délégation de l'Arabie saoudite espère toutefois qu'en élaborant le plan détaillé qu'il se propose de soumettre à l'Assemblée générale, le Conseil économique et social tiendra particulièrement

compte de la nature complexe des investissements internationaux. L'une des craintes qu'éprouve la délégation de l'Arabie saoudite à ce propos, c'est de voir entraver le bon fonctionnement du fonds par la routine bureaucratique qui paralyse si souvent les organismes internationaux, par la rigidité, l'inertie, l'esprit tracassier, les dépenses excessives qui parfois les caractérisent. Elle craint également qu'il ne soit pas possible à un organisme financier mondial d'analyser la masse énorme des renseignements qui lui parviendront de façon que chacun de ses fonctionnaires puisse, au moment requis, prendre une décision fondée. La Banque internationale, le Fonds monétaire international souffrent de quelques-unes de ces faiblesses. Pour remédier à cet état de choses, il faudrait pouvoir établir un code général des investissements à l'étranger qui fût acceptable pour toutes les nations et d'une application pratique. Faute d'un tel code, les organisations mondiales se laissent guider par un ensemble de règles générales fondées sur la logique qui leur permettent bien d'avancer vers leur objectif, mais avec des résultats plus ou moins satisfaisants. Pour assurer le succès de leurs efforts, il est indispensable que la collectivité internationale fasse preuve d'un grand esprit de tolérance.

14. En tant qu'agent de la collaboration économique internationale, l'Organisation des Nations Unies s'est bornée jusqu'ici à susciter des échanges de vues entre ses Membres, à rassembler et à analyser des renseignements. L'Organisation ne peut limiter l'autonomie des Etats sur le plan économique que dans la mesure où les Etats eux-mêmes renonceront volontairement à une part de cette autonomie. La nouvelle institution que l'on se propose de créer pour faciliter les investissements étrangers étendrait donc la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies en même temps qu'elle constituerait pour elle une sorte de gageure. Pour réussir, l'Organisation des Nations Unies doit pouvoir compter sur le concours de chacun ainsi que sur la compréhension de tous ses Membres.

15. Mme LINDSTROM (Suède) fait observer qu'après avoir été à l'ordre du jour de la dernière session du Conseil économique et social, la question du financement du développement économique des pays insuffisamment développés par une société financière internationale ou par un fonds spécial, est toujours à l'étude; peut-être n'est-il pas opportun, dans la période d'attente que l'on traverse, de risquer, par de longs débats devant la Deuxième Commission, de dévier le cours de ces études.

16. Mme Lindstrom rappelle que sa délégation n'était pas de celles qui, à la sixième session de l'Assemblée générale, ont voté pour la résolution relative à la création du fonds spécial pour l'octroi de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme. La délégation de la Suède estimait alors qu'il était préférable d'assouplir les dispositions régissant l'octroi de l'assistance technique ainsi que la politique de prêt de la Banque internationale. Depuis, cependant, l'Assemblée générale et, après elle, le Conseil économique et social, se sont prononcés en faveur de la création d'un fonds spécial; en l'occurrence, Mme Lindstrom souligne que son Gouvernement ne s'oppose nullement à ce que les pays les plus favorisés, comme la Suède elle-même, accroissent l'aide financière et l'assistance technique qu'ils accordent aux pays insuffisamment développés. L'avenir économique de tous les pays du monde constitue en effet un tout indivisible et il importe de supprimer tout ce qui,

dans les rapports entre les pays fortement industrialisés et les pays insuffisamment développés, pourrait évoquer une sorte de lutte de classes sur le plan international et serait le signe d'une situation dangereuse pour la paix et pour l'unité internationales. Le Gouvernement de la Suède n'a donc pas hésité à quadrupler le montant de sa contribution au programme d'assistance technique.

17. Après avoir ainsi précisé l'attitude de principe de son Gouvernement, Mme Lindstrom indique comment, de l'avis de sa délégation, les pays appelés à bénéficier d'une aide financière ou technique pourraient justifier un accroissement de l'assistance offerte par les pays industrialisés. Elle cite à ce sujet le texte d'un récent éditorial du *New York Times* selon lequel le problème n'est pas tant économique que politique; cet éditorial évoque les événements survenus en Iran et dans certains pays d'Amérique latine pour démontrer que l'absence de protection contre l'expropriation des investissements étrangers a provoqué, chez les détenteurs de capitaux américains, des hésitations difficiles à surmonter. Ces hésitations ne sont d'ailleurs pas particulières aux capitalistes américains. C'est pourquoi les pays importateurs de capitaux devraient s'efforcer de créer un climat de confiance et prendre toutes mesures propres à encourager les investissements de capitaux privés. Ces mesures devraient notamment porter sur la question de la double imposition, qui est actuellement à l'étude au Secrétariat des Nations Unies.

18. Mme Lindstrom attire également l'attention de la Commission sur le fait que l'inégalité qui règne dans certains pays insuffisamment développés en matière de répartition des revenus et des fortunes n'est pas de nature à inspirer confiance aux ressortissants des pays industrialisés. Elle croit que les gouvernements des pays insuffisamment développés auraient avantage à montrer, en instituant un système d'impôts progressifs par exemple, qu'ils cherchent à supprimer des inégalités choquantes; ils donneraient ainsi une preuve que l'assistance technique améliore la situation des classes les moins favorisées de la population de ces pays.

19. Si les pays insuffisamment développés ne réussissent pas à créer ce climat de confiance, il sera difficile d'obtenir du fonds spécial tous les résultats qu'on en attend, et Mme Lindstrom croit que le comité chargé d'étudier la question de la création du fonds spécial devrait tenir compte de cet état de choses. Elle pense que l'on parviendrait au résultat recherché en assouplissant les normes qui régissent l'octroi de l'aide financière et technique, de manière à accroître les fournitures de matériel nécessaires à la création d'usines pilotes et à l'exécution de programmes de démonstration. Il serait alors possible de coordonner l'assistance financière et l'assistance technique et d'organiser le programme d'assistance technique des Nations Unies sur les mêmes bases que le programme du Point quatre des Etats-Unis.

20. Il est un autre aspect du programme d'assistance technique sur lequel Mme Lindstrom désire formuler quelques observations. Il s'agit du recrutement des experts, qui constitue probablement le facteur le plus important de la réussite du programme. La délégation de la Suède ne croit pas que le Bureau de l'assistance technique applique, pour le choix des experts, les méthodes les plus efficaces et les plus rationnelles. Il semble qu'on insiste trop sur l'âge et sur les années d'expé-

rience pratique des candidats, ce qui tend à exclure des techniciens ou des fonctionnaires jeunes et cependant compétents. Il semble aussi que les experts des questions sociales ne soient pas recrutés sur les mêmes bases que les experts des questions techniques ou administratives; ainsi, au lieu de procéder par voie de consultations avec les gouvernements, on recrute ces experts sur la base de consultations personnelles. Ce mode de recrutement ne paraît guère pratique. Sans aucunement prétendre qu'il faut y voir un signe de l'insuffisance des méthodes de recrutement, Mme Lindstrom tient à signaler que dans le domaine social aucun expert n'a été recruté en Suède bien que ce pays soit, après les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, celui qui a reçu le plus grand nombre de boursiers spécialisés en matière d'assistance sociale.

21. En ce qui concerne le programme de bourses des Nations Unies, Mme Lindstrom souligne qu'il y aurait peut-être intérêt à compléter les programmes d'études par des stages rétribués dans certaines entreprises industrielles. Cette méthode présenterait l'avantage d'aider à financer le stage des boursiers choisis par l'Organisation, qui recevraient un certain traitement pour couvrir leurs frais de subsistance.

22. En terminant, Mme Lindstrom tient à indiquer que l'assistance financière et technique aux pays insuffisamment développés est, pour l'Organisation des Nations Unies, le plus sûr moyen d'atteindre les buts qu'elle s'est fixés. C'est pourquoi le Gouvernement de la Suède est prêt à participer, dans toute la mesure de ses moyens, à la mise en œuvre du programme d'assistance technique.

23. M. VANER (Turquie) désire répondre à certaines allégations de son collègue tchécoslovaque qui, à la séance précédente, a prétendu qu'en Turquie, six millions de personnes souffraient d'un chômage total ou presque total et ne possédaient aucune terre, et que le Gouvernement turc ne tentait rien pour réaliser la réforme agraire alors que les agriculteurs représentent 80 pour 100 de la population du pays, et que, sur environ 21 millions d'hectares de terres arables, 10 millions d'hectares seulement étaient cultivés. De plus, le Ministre de l'agriculture de Turquie aurait affirmé que la réforme agraire ne pourrait pas être exécutée avant trente ou quarante ans. Enfin, les paysans turcs seraient empêchés par la police de cultiver librement leurs terres.

24. Ces déclarations tendancieuses montrent que le représentant de la Tchécoslovaquie cherche à minimiser les efforts du Gouvernement turc dans le domaine économique et le domaine social; elles sont inspirées par la malveillance.

25. Le représentant de la Turquie tient à souligner que son Gouvernement, avant même la deuxième guerre mondiale, avait entrepris, dans le domaine de la réforme agraire, des études approfondies. Il a par la suite promulgué la loi No 4753 qui prévoit l'attribution de terres aux agriculteurs qui n'en possèdent pas ainsi qu'à ceux dont l'exploitation, d'une superficie insuffisante, n'est pas rentable. Cette loi prévoit également l'octroi, par l'Etat, d'une assistance financière et technique aux agriculteurs devenus ainsi propriétaires. Enfin, elle assure aux intéressés des garanties juridiques en ce qui concerne la possession de leurs terres et de leur équipement.

26. Contrairement à ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie ou en Allemagne orientale, les terres attribuées

en vertu de la loi n'ont pas fait l'objet de mesures de confiscation. Il s'agissait de terres dont l'Etat était propriétaire ou de terres achetées par l'Etat à des propriétaires fonciers dont les domaines avaient une superficie de plus de 500 hectares. Les bénéficiaires de la réforme agraire doivent rembourser en vingt-cinq ans la valeur des terres qui leur ont été attribuées. Les crédits d'équipement s'étendent aussi sur vingt-cinq ans et les crédits d'exploitation sur une période de trois à cinq ans.

27. La loi de réforme agraire est mise en application suivant un plan soigneusement élaboré. Dans les régions où elle n'est pas encore appliquée, les terres appartenant à l'Etat sont mises à la disposition des agriculteurs, moyennant une redevance minime. De 1947 à la fin de 1951, 3 millions d'hectares ont été répartis entre 51.447 familles; plus de 50.000 exploitations agricoles nouvelles ont été ainsi créées. Il y a lieu de rappeler, à ce propos, que, pendant la même période, environ 160.000 réfugiés turcs expulsés de Bulgarie ont été installés en Turquie. L'Etat leur a attribué 626.000 hectares de terres, du matériel agricole, du bétail et des fonds d'exploitation. Cette mesure a été rendue possible par les dispositions que le gouvernement a prises et par l'accueil que la population turque tout entière a réservé à ces réfugiés.

28. Le représentant de la Turquie fait observer que son gouvernement a réussi à mettre en application les mesures de réforme agraire qu'il vient d'énumérer malgré les difficultés créées par la situation politique mondiale et surtout malgré les tentatives que certains voisins de la Turquie ont faites pour ébranler la structure économique et sociale du pays.

29. Quant à la déclaration du Ministre de l'agriculture de la Turquie à laquelle le représentant de la Tchécoslovaquie a fait allusion, elle montre que le Gouvernement turc est résolu à mener à bonne fin les réformes agraires, économiques et sociales qu'il a entreprises. Ces réformes sont le fruit d'une évolution continue et non, comme en Tchécoslovaquie, le résultat de mesures draconiennes imposées par les autorités. Sans doute le but final ne sera-t-il pas atteint très rapidement et cette évolution se poursuivra-t-elle pendant trente ou quarante ans, mais le peuple turc n'a pas l'intention de gagner du temps au prix de ses libertés fondamentales.

30. Le représentant de la Tchécoslovaquie a prétendu que 6 millions de personnes souffraient du chômage en Turquie. C'est là une interprétation tendancieuse des faits: il a lui-même déclaré, à juste titre, qu'en Turquie, les agriculteurs représentent 80 pour 100 de la popu-

lation. Or, chacun sait que l'activité de la main-d'œuvre agricole est sujette à des variations saisonnières.

31. Dans sa déclaration sur l'utilisation des terres arables en Turquie, le représentant de la Tchécoslovaquie ne semble pas avoir tenu compte de la répartition des terres dans ce pays. En 1949, la superficie totale du pays était de 76.711.900 hectares (non compris les lacs et les marécages). La superficie des terres cultivées était de 8.998.419 hectares, celle des jachères de 4.425.719 hectares. La superficie des prés et pâturages était de 38.613.266 hectares, celle des vignobles et des potagers de 1.847.930 hectares, celle des bois et des forêts de 10.358.168 hectares et enfin celle des terres improductives de 12.468.398 hectares.

32. La mise en œuvre de la réforme agraire, l'amélioration des méthodes de culture, le développement du crédit agricole et l'utilisation de meilleures semences ont permis d'augmenter la superficie des terres cultivées de 3 pour 100 en 1950 et de 8 pour 100 en 1951, par rapport à 1949. De même, l'indice de la production agricole, qui avait diminué en 1949 et 1950 en raison de la sécheresse, a augmenté en 1951 de 52 pour 100 par rapport à 1948. Enfin, pour ce qui est des céréales, les rendements ont accusé une amélioration très sensible. Ces résultats heureux ont entraîné une modification de la structure des exportations de la Turquie: les céréales et le coton occupent à l'heure actuelle, dans les exportations, le premier et le deuxième rang, respectivement.

33. Le représentant de la Turquie tient à faire observer que les progrès réalisés dans le domaine de la production agricole résultent en grande partie de la mécanisation de l'agriculture effectuée grâce à l'assistance technique des Etats-Unis; alors qu'en 1946 la Turquie disposait de 262 tracteurs, elle en possède plus de 30.000 en 1952. M. Vaner ne tient pas à épiloguer longuement sur l'incident de police que le représentant de la Tchécoslovaquie a mentionné en se fondant sur un communiqué de presse, mais il ne veut pas laisser échapper cette occasion de faire remarquer que la presse turque jouit de la plus entière liberté et que l'Etat n'exerce sur elle aucun contrôle. Elle expose librement les vues et les critiques des partis au pouvoir et des partis de l'opposition.

34. Le PRESIDENT annonce qu'il proposera à la Commission de clore le vendredi 31 octobre 1952 la liste des orateurs qui désirent participer à la discussion générale sur le premier point de l'ordre du jour de la Commission.

La séance est levée à 16 h. 20.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



DEUXIEME COMMISSION, 1970

SEANCE

Mercredi 29 octobre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite] 17

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés.

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]:

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés.

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres de la Commission sur le nouveau projet de résolution présenté par la délégation du Chili (A/C.2/L.155) et invite la Commission à poursuivre la discussion générale du point 25 de l'ordre du jour.

2. M. ABDELRAZEK (Égypte) souligne l'importance que revêt la lutte contre la misère, la souffrance et l'ignorance en tant que moyen de mettre fin à la tension internationale et à l'instabilité économique et sociale que cette tension entraîne.

3. Depuis la deuxième moitié de 1950, à la suite de la guerre de Corée, la situation économique mondiale

a subi des modifications profondes. Dès le début de 1951, les pays industriels ont commencé à souffrir d'une pénurie de matières premières et les pays insuffisamment développés d'une pénurie de produits industriels; la pression inflationniste a atteint un grand nombre de pays et le déséquilibre de la balance des paiements de plusieurs pays industriels importants, notamment en Europe occidentale, s'est aggravé.

4. Devant cette situation critique, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont fait en 1951 et 1952 de grands efforts pour accroître la productivité et la stabilité économique du monde. Pour sa part, le Conseil économique et social, dans ses résolutions 341 (XII) et 367 B (XIII), a instamment prié les gouvernements de poursuivre leurs efforts pour assurer une production suffisante et une répartition internationale équitable des biens d'équipement, des biens de consommation essentiels et des matières premières, pour régulariser les prix mondiaux et pour combattre l'inflation. L'Assemblée générale, par ses résolutions 521 (VI), 522 (VI) et 523 (VI) et le Conseil économique et social, par sa résolution 416 (XIV), ont depuis déployé de nouveaux efforts pour assurer un développement économique intégré et accroître la productivité dans le monde. En dehors de cette série de résolutions, le Secrétaire général a publié le rapport d'un groupe d'experts sur les *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156), dans lequel sont dégagées les causes principales de l'instabilité économique actuelle et recommandées trois catégories de mesures en vue d'y porter remède: la conclusion d'accords internationaux sur les produits de base, l'accélération du rythme des mouvements de capitaux internationaux et l'accroissement des réserves monétaires internationales.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

5. A la quatorzième session du Conseil économique et social, pendant laquelle le rapport des experts a été examiné, les débats ont montré qu'il existait des divergences de vues considérables sur ces questions. Les représentants des pays industriels, ainsi que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international, ont rejeté les recommandations des experts concernant la nécessité d'accélérer le rythme des mouvements internationaux de capitaux. La proposition relative à la conclusion d'accords internationaux sur les produits de base a soulevé également une opposition considérable. Les pays insuffisamment développés se sont naturellement élevés contre toute tentative visant à stabiliser les marchés des produits de base sans établissement préalable d'un rapport équitable entre les prix de ces produits et les prix des articles manufacturés dont ces pays ont besoin pour leur développement économique. Les experts eux-mêmes ont reconnu, au paragraphe 88 de leur rapport, que les accords sur les produits de base ne pouvaient apporter une solution complète au problème de la stabilité des échanges internationaux. Les pays plus développés, tout en étant favorables en principe à la conclusion de ces accords, ont pour leur part souligné les difficultés pratiques qu'il faudrait vaincre. Ces divergences de vues se sont reflétées dans la résolution 427 (XIV) du Conseil, sur le plein emploi et la stabilité économique internationale, qui ne fait que recommander, d'une façon générale, des mesures théoriques ou le maintien des mesures proposées dans des résolutions précédentes.

6. Cet examen montre que toutes les tentatives faites récemment pour assurer la stabilité économique et accroître la productivité dans le monde, et particulièrement dans les pays insuffisamment développés, n'ont pas réussi; le *Rapport sur l'économie mondiale, 1950-1951* (E/2193) brosse d'ailleurs un tableau assez sombre de la situation. Il n'y a pas eu de véritable pénurie de matières premières et de biens d'équipement en 1951; on a même enregistré un accroissement de leur production, mais, en raison de certains facteurs tels que l'augmentation des impôts et l'évolution défavorable du rapport des échanges, la consommation n'a pas augmenté au même rythme. Au début de 1951, la demande des biens de consommation s'est située à un niveau inférieur aux possibilités de production, et le volume de la production des biens de consommation a diminué pour se stabiliser au cours du second semestre 1951.

7. L'accroissement de la production industrielle dans les pays insuffisamment développés en 1950 et 1951 a été minime par rapport aux progrès réalisés dans d'autres pays. La consommation de denrées alimentaires par habitant a été inférieure à ce qu'elle était il y a quinze ans, et les pays insuffisamment développés sont toujours les premiers à souffrir d'une telle situation. La hausse des prix des matières premières n'a apporté à ces pays que des avantages temporaires et d'ailleurs inégalement répartis. D'autre part, beaucoup de pays insuffisamment développés ont augmenté leurs commandes de marchandises, épuisant ainsi la majeure partie de leurs recettes en devises. En conséquence, plusieurs d'entre eux ont été obligés de remettre en vigueur des restrictions à l'importation, afin de sauvegarder l'équilibre de leur balance commerciale et de leur balance des paiements. L'application de méthodes appropriées pour financer le développement économique,

la réforme agraire et l'assistance technique pour la mise en œuvre des plans de développement sont des conditions indispensables au progrès économique de ces pays.

8. En ce qui concerne le financement du développement économique, la Deuxième Commission a toujours souligné la nécessité de mesures nationales et internationales destinées à encourager la formation de capitaux nationaux et l'investissement des capitaux étrangers dans les pays insuffisamment développés, ces mesures devant compléter l'assistance technique. Il est regrettable que, jusqu'à présent, le volume total des ressources financières intérieures des pays insuffisamment développés et des investissements étrangers n'ait pas été suffisant pour assurer le financement du développement économique au rythme voulu. On a donc toujours admis qu'il était nécessaire de procéder à une mobilisation plus efficace de l'épargne nationale et en même temps de disposer d'un apport plus régulier de capitaux étrangers. Etant donné qu'il est difficile d'instaurer dans les pays insuffisamment développés un régime d'épargne forcée, l'apport de capitaux étrangers devient encore plus indispensable. Il existe trois catégories d'investissements étrangers: les capitaux privés, les prêts gouvernementaux et internationaux et les subventions internationales. Si l'on est généralement d'accord pour reconnaître que l'entreprise privée constitue le moyen le plus efficace pour favoriser le développement économique, force est de constater que le montant des capitaux étrangers privés investis dans les pays insuffisamment développés depuis la fin de la deuxième guerre mondiale est loin d'avoir été suffisant. Les capitalistes privés ne sont guère disposés à risquer leur argent dans des entreprises dans les pays insuffisamment développés; l'épargne a de plus en plus tendance à se concentrer dans des compagnies d'assurance et des caisses d'épargne. Certains pays d'Europe occidentale qui étaient naguère exportateurs de capitaux ne sont plus en mesure d'exporter des capitaux importants hors de leur propre zone monétaire. Parmi les multiples facteurs qui restreignent l'apport des capitaux étrangers, on peut citer encore la crainte d'actes arbitraires de la part des gouvernements des pays insuffisamment développés, les restrictions imposées à la gestion des entreprises étrangères et la double imposition. Enfin, certaines sociétés étrangères éprouvent des difficultés à réunir les capitaux nécessaires pour effectuer des investissements à l'étranger. Le Conseil économique et social a examiné ces difficultés au cours de sa treizième session et a recommandé un certain nombre de mesures dans sa résolution 368 (XIII).

9. La délégation égyptienne a formulé au sujet de la double imposition certaines observations devant la Deuxième Commission lors de la sixième session de l'Assemblée générale¹. Il serait nécessaire que les bénéfices réalisés dans un pays y soient réinvestis, pour aider au développement de son économie. Les fournisseurs de capitaux ne voulant pas s'incliner devant le principe selon lequel le développement économique doit s'alimenter lui-même, c'est à juste titre que le Conseil économique et social a envisagé la question de la suppression ou réduction considérable des impôts perçus par les pays exportateurs de capitaux sur les

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Deuxième Commission, 148ème séance.*

benefices produits par les investissements à l'étranger, afin que les pays insuffisamment développés puissent user efficacement de stimulants d'ordre fiscal.

10. Les pays plus avancés ont fait observer que des mesures de ce genre auraient pour conséquence une différence de traitement entre les capitaux investis à l'intérieur de leur territoire et à l'étranger. Toutefois, les arguments de la délégation égyptienne ont été bien accueillis au cours des débats de la quatorzième session du Conseil économique et social, et, par sa résolution 416 D (XIV) adoptée au cours de cette session, le Conseil a recommandé que l'on poursuive l'examen de la question de l'imposition dans ses rapports avec les investissements internationaux. A cette même fin, le Conseil a recommandé à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement d'étudier la possibilité de créer une société financière internationale.

11. Selon le rapport de la Banque internationale relatif à la création d'une société financière internationale (E/2215), cette société serait rattachée à la Banque du point de vue administratif, mais non du point de vue financier, et son capital serait souscrit par les gouvernements participants. Son objet serait de compléter, mais non de remplacer, l'apport des détenteurs de capitaux privés, et elle fonctionnerait essentiellement comme une société commerciale. Elle ne devrait toutefois pas limiter à l'excès ses domaines d'investissements par souci de réaliser des bénéfices. Elle devrait avoir les pouvoirs nécessaires pour financer des entreprises privées et adapter sa politique financière à chaque cas particulier. Selon la Banque, la société, en raison de son caractère international, encouragerait les capitalistes à financer des entreprises dont en d'autres circonstances ils se méfieraient.

12. Au cours de l'examen par le Conseil économique et social du rapport provisoire présenté par la Banque internationale, certains membres du Conseil ont fait connaître que leurs gouvernements respectifs rencontraient des difficultés à équilibrer leur balance des paiements et que, de ce fait, ils ne pourraient pour le moment participer à la constitution de la société. On a toutefois fait observer que la société pourrait commencer ses opérations avec un nombre limité de membres et que sa composition pourrait être élargie lorsque la situation de la balance des paiements des autres pays s'améliorerait. On a également exprimé la crainte que les contributions versées à la société n'aient pour effet d'empêcher certains capitaux de s'orienter vers d'autres formes d'assistance financière aux pays insuffisamment développés. Plusieurs délégations ont fait connaître que leurs gouvernements respectifs seraient disposés à participer à la création de la société après une étude plus approfondie de la question. Eu égard aux doutes exprimés quant à l'utilité de la société, le Conseil a adopté la résolution 416 C (XIV) priant la Banque internationale de poursuivre l'étude de la question en tenant compte des observations formulées par le Conseil et de faire à nouveau rapport au Conseil en 1953.

13. A l'heure actuelle, les deux principales sources de prêts gouvernementaux et internationaux sont l'Export-Import Bank et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Les prêts accordés par la Banque internationale au cours de l'exercice financier 1950-51 se sont montés à 297 millions de dollars, et à 212 millions de dollars au cours des neuf mois suivants. Au 31 mars 1952, le total des prêts ac-

cordés par la Banque dépassait 1.300 millions de dollars. Le représentant de l'Egypte rappelle à ce sujet que les auteurs du rapport sur les *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986) ont recommandé à la Banque de s'efforcer d'accorder chaque année, pendant les cinq années suivantes, des prêts s'élevant au moins à un milliard de dollars. Malheureusement, ce rapport a connu le même sort que le rapport sur les *Mesures nationales et internationales en vue du plein emploi* (E/1584) et le rapport sur les *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156).

14. Il est indispensable de trouver un moyen de financer les projets non amortissables et les projets à amortissement lent dont l'exécution est nécessaire au développement économique. A cette fin, l'Assemblée générale a adopté la résolution 400 (V). Les auteurs du rapport sur les *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* ont proposé de créer une administration internationale pour le développement économique, chargée d'aider les pays insuffisamment développés à préparer, coordonner et exécuter leurs programmes de développement, et, de leur accorder des subventions à des fins spécifiées. Les experts qui ont préparé le rapport ont estimé que le montant des subventions devrait être augmenté rapidement afin d'atteindre finalement environ 3 milliards de dollars par an. Le Conseil économique et social n'a pas nettement pris position sur la question; par le paragraphe 14 de sa résolution 368 (XIII), il a demandé au Secrétaire général de poursuivre activement l'étude des problèmes et des méthodes intéressant le financement d'origines intérieure et extérieure, financement international compris, des entreprises non rentables sises dans les pays insuffisamment développés, et de présenter ces études au Conseil lors de sa quinzième session. L'Assemblée générale, qui a également étudié la question, a adopté la résolution 520 A (VI).

15. Le Conseil a examiné à nouveau la question au cours de sa quatorzième session, en se fondant sur le document de travail du Secrétaire général relatif aux "Méthodes de financement du développement économique" (E/2234)²; dans ce document, le Secrétaire général déclarait que l'aide financière accordée par le fonds spécial devrait contribuer à compenser l'insuffisance des ressources dont un pays dispose pour son développement économique, et non servir à financer des programmes particuliers de développement ou contribuer à satisfaire aux besoins de devises du pays en question. Le représentant de l'Egypte ne partage pas cette opinion, car la société financière internationale serait chargée de contribuer au financement des programmes présentant de l'intérêt par un appoint de capitaux. De plus, le fonds spécial ne pourrait accorder de subventions ou de prêts en vue de l'exécution de projets non amortissables qu'après avoir examiné leur importance, et le représentant de l'Egypte estime que tous les programmes relatifs à l'enseignement, à la santé publique et à la construction de logements par les pouvoirs publics sont importants.

16. Le Secrétaire général a exprimé l'opinion qu'on ferait erreur en créant un nouvel organisme chargé de gérer le fonds spécial; car cet organisme devrait,

² Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, points 5 a et b de l'ordre du jour.

à son avis, être rattaché à la Banque internationale ou aux Nations Unies. A cet égard, il existe certainement sur le principe un accord général qui a été confirmé dans la résolution 520 A (VI) de l'Assemblée générale. L'attitude des délégations qui continuent de nier l'utilité du fonds spécial est regrettable. Le représentant de l'Egypte se félicite de l'adoption par le Conseil économique et social de la résolution 416 A (XIV) et il appuie le projet de résolution du Chili (A/C.2/L.154) dont la Commission est saisie.

17. En matière de réforme agraire, chacun reconnaît que le régime foncier en vigueur dans plusieurs pays met obstacle à toute amélioration des conditions de vie des petits exploitants et des travailleurs agricoles et entrave le développement économique. Dans sa résolution 370 (XIII), le Conseil économique et social a recommandé l'adoption de plusieurs méthodes destinées à réformer, notamment, les coopératives, le régime foncier et les systèmes fiscaux, et le représentant de l'Egypte attire l'attention de la Commission sur les deux principes fondamentaux énoncés dans cette résolution.

18. Le représentant de l'Egypte désire formuler ensuite certaines suggestions au sujet de la réforme du système coopératif. Dans le rapport qu'il établit en ce moment, le Secrétaire général devrait passer en revue d'une manière détaillée les principaux systèmes coopératifs et leur évolution. Il devrait également indiquer les méthodes propres à faciliter le financement des sociétés coopératives dans les pays insuffisamment développés. Le représentant de l'Egypte attire à cet égard l'attention de la Commission sur la résolution 520 C (VI) de l'Assemblée générale.

19. En ce qui concerne la réforme fiscale, le Secrétaire général, en coopération avec la FAO et conformément à la résolution 378 (XIII) du Conseil économique et social, prépare en ce moment un rapport qui sera consacré principalement à la structure des systèmes fiscaux et à leurs conséquences économiques sur le régime foncier, les récoltes et les revenus agricoles. L'étude des systèmes fiscaux sera plus utile si elle s'accompagne de certaines mesures pratiques telles que la convocation, dans diverses parties du monde, de conférences internationales chargées d'analyser et de comparer les divers systèmes d'administration foncière et d'impôts fonciers en vigueur dans les pays situés dans une région donnée.

20. Passant à la question des réformes foncières, le représentant de l'Egypte rappelle les recommandations qui figurent dans la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social. D'une manière générale, on s'est toujours accordé sur deux principes dont dépend la réussite de toute réforme foncière. Tout d'abord, ces mesures s'avèrent plus efficaces lorsqu'elles sont prises dans le cadre d'un programme d'ensemble et non isolément. Ensuite, toute nouvelle répartition des terres se trouve régie dans une large mesure par des facteurs relatifs à la population, à la terre et aux autres ressources, notamment les ressources financières. Si la superficie des terres cultivables n'est pas suffisante, il n'est pas possible d'effectuer une répartition équitable sans procéder à la mise en valeur des terres vierges et des zones arides. On remarquera d'ailleurs que l'exploitation des zones arides est un moyen d'absorber un excédent de population, de créer des emplois, d'augmenter la production de matières premières et de produits alimentaires et d'accroître les revenus.

21. M. Abdelrazek rend hommage au Secrétariat pour ses deux rapports: "Mise en valeur des terres arides" (E/2191)³ et "Coopération internationale en matière de régularisation et d'utilisation des eaux" (E/2205), et félicite le Conseil économique et social pour sa résolution 417 (XIV). Les questions de la mise en valeur des zones arides et de l'utilisation des eaux sont étroitement liées. Etant donné l'immensité de la superficie des zones arides d'Amérique du Nord et du Sud, d'Asie, d'Australie et d'Afrique, la mise en valeur des ressources hydrauliques est d'une importance vitale pour la plupart des pays du monde. Cependant, jamais on a appliqué de programme coordonné sur le plan international pour résoudre ces deux problèmes. Sans doute l'UNESCO a-t-elle établi un programme en vue de coordonner d'une façon officielle les travaux scientifiques consacrés aux zones arides, mais il n'existe aucun programme de même nature en ce qui concerne les activités de caractère économique, social et financier; aussi les institutions intéressées ne collaborent-elles d'une façon permanente qu'à propos de certains projets précis. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 417 (XIV), a donc prié le Secrétaire général d'assurer, par l'entremise du Comité administratif de coordination et, le cas échéant, du Bureau de l'assistance technique, la collaboration entre gouvernements, agences spécialisées et autres organismes intéressés, et la coordination de leurs activités. Eu égard à l'importance vitale de cette question pour le monde entier et aux difficultés et complications qu'elle soulève, M. Abdelrazek espère toutefois que les Nations Unies décideront bientôt d'envisager la création d'un organe spécial chargé d'assurer la collaboration et la coordination.

22. L'Egypte, pays surpeuplé dont la superficie cultivable est limitée, a réussi dernièrement, sous l'égide du nouveau gouvernement, à lier les mesures destinées à accroître la productivité nationale à celles qui intéressent la réforme agraire. Afin d'accroître la productivité nationale, un Conseil permanent pour le développement de la production économique et nationale a été créé. Les tâches qui lui incombent sont: l'étude de tous les projets économiques susceptibles de développer la production nationale dans les domaines agricole, industriel et commercial; l'élaboration d'un programme économique groupant les projets qui sont à la fois les plus faciles à exécuter, les moins onéreux et cependant les plus productifs; la présentation au gouvernement des projets dont l'exécution lui incombe en spécifiant les moyens de financement envisagés; la surveillance de l'exécution de ces projets par le gouvernement, le Conseil pouvant procéder lui-même à l'exécution de certains de ces projets, si nécessaire, ou la confier à tout organisme qu'il lui conviendrait de désigner à cette fin. Le Conseil jouit d'une large autonomie financière, peut librement utiliser les crédits accordés par le gouvernement et a le pouvoir d'émettre des emprunts nationaux.

23. Le Gouvernement égyptien a promulgué, en septembre 1952, un décret-loi sur la réforme agraire qui limite la propriété agricole et autorise l'expropriation de terres pour les répartir entre les petits agriculteurs. Personne n'est autorisé à conserver plus de 200 *feddans* (80 hectares) de terres agricoles. Au cours des cinq années à venir, le gouvernement réquisitionnera les domaines de plus de 80 hectares que leur propriétaire

³ Ibid., points 6 et 7 de l'ordre du jour.

aura conservés provisoirement, à condition que la fraction réquisitionnée chaque année ne soit pas inférieure au cinquième de la superficie totale des terres qui font l'objet de la réquisition. Ceux dont les terres sont ainsi réquisitionnées ont droit à une indemnité égale à dix fois la valeur locative de ces terres, à quoi s'ajoutera la valeur des installations, de l'équipement fixe et des arbres. Dans chaque village, les terres réquisitionnées seront réparties entre les petits agriculteurs de manière que chacun d'eux possède une superficie comprise entre deux et cinq *feddans* suivant la qualité des terres.

24. Le décret-loi prévoit aussi la création dans chaque village d'une société coopérative agricole composée des personnes qui ont reçu des terres réquisitionnées et de celles qui ne possèdent pas plus de cinq *feddans*. En outre, le décret-loi fixe des limites au morcellement des terres agricoles. Si une propriété d'une superficie inférieure à cinq *feddans* risquait d'être morcelée, les intéressés auraient à désigner celui à qui la propriété devrait être attribuée. En cas de désaccord, il appartiendrait au tribunal compétent de statuer.

25. Le décret-loi réglemente aussi les rapports entre locataires et propriétaires et prévoit la création d'une Commission spéciale chargée de fixer chaque année les salaires des travailleurs agricoles dans les diverses régions. En outre, le gouvernement a promulgué une loi portant suppression du régime des *Wagfs* constitué à d'autres fins que la bienfaisance.

26. Lorsqu'elle examinera la question des réformes agraires, la Commission ne devra pas oublier que l'agriculture n'est pas un métier, mais plutôt une manière de vivre. C'est pourquoi il ne faut pas négliger l'aspect social du problème. Il est à souhaiter que la FAO prenne toutes mesures utiles pour accélérer l'exécution du programme qu'elle a élaboré en 1951. C'est avec satisfaction que la délégation égyptienne a appris la récente décision de la FAO concernant la création d'un centre régional de formation de spécialistes en matière de coopératives dans le Proche-Orient, et celle de l'UNESCO relative à la création de centres de formation de spécialistes de l'éducation de base dans les régions rurales. Le premier de ces centres de l'UNESCO fonctionne au Mexique depuis 1951 pour toute l'Amérique latine; le deuxième, dont on prévoit l'installation au Caire, desservira tous les pays arabes.

27. En ce qui concerne l'exécution du programme élargi et du programme normal d'assistance technique, la délégation égyptienne constate avec satisfaction les efforts que le Secrétaire général a déployés pour surmonter les obstacles rencontrés dans le recrutement d'experts et pour étendre la portée de l'assistance technique fournie. En outre, elle approuve les amendements que, par sa résolution 433 A (XIV), le Conseil a apportés aux dispositions de sa résolution 222 (IX) relative à la nomination et aux pouvoirs du Président directeur du Bureau de l'assistance technique. La délégation égyptienne approuve aussi la nomination de représentants à demeure des services d'assistance technique, chargés de coordonner les travaux de l'assistance technique dans les divers pays. Elle souhaite que l'Organisation adopte le principe de ne recruter que des experts de réputation mondiale; en effet, le recrutement d'experts moins connus a parfois porté atteinte au prestige de l'Organisation. L'Egypte appuiera le projet de résolution visant à recueillir et à affecter au programme élargi pour 1953 des contributions d'un mon-

tant total de 25 millions de dollars, sans toutefois pouvoir prendre aucun engagement au sujet de sa propre contribution pour le troisième exercice financier.

28. Sans doute est-il certain que le monde n'a pas souffert d'une pénurie de biens d'équipement et de matières premières en 1951 et en 1952, mais il a manqué encore de biens de consommation et de denrées alimentaires. Sur le plan national, tous les pays, à quelques rares exceptions près, ont maintenu les mesures destinées à atténuer les poussées inflationnistes et à réduire le pouvoir d'achat. Toutefois, les poussées inflationnistes n'ont pas disparu malgré un ralentissement dans l'exécution des programmes de réarmement. Sur le plan international, beaucoup de pays ont maintenu les mesures destinées à limiter les importations, notamment celles provenant de la zone dollar, pour remédier au déséquilibre de leur balance des paiements.

29. Le rapport des échanges et le déséquilibre de la balance des paiements des pays insuffisamment développés se sont aggravés pendant l'année, en raison de la diminution sensible des exportations et de la chute des prix des matières premières qui ont résulté des mesures prises par les pays industrialisés. La délégation égyptienne espère donc que la huitième année de l'Organisation des Nations Unies marquera une ère nouvelle d'apaisement politique et verra l'inauguration d'un programme plus large qui réponde aux besoins des pays insuffisamment développés dans les domaines de l'assistance technique et de l'aide financière internationales.

30. M. JUNG (Inde) dit que le premier point de l'ordre du jour de la Commission se fonde sur certaines considérations et diverses conclusions sur lesquelles on est généralement d'accord — telle que la nécessité d'accroître l'afflux des capitaux vers les pays insuffisamment développés ou l'idée que l'économie mondiale est indivisible, au même titre que la sécurité mondiale. L'atmosphère est donc propice, car les divergences de vues que peuvent susciter les méthodes à adopter s'estompent derrière un désir sincère d'entreprendre immédiatement l'étude des problèmes économiques et de s'efforcer sérieusement de les résoudre.

31. En attendant le rapport du Comité créé en vertu de la résolution 416 A (XIV) du Conseil pour préparer un plan détaillé en vue de l'établissement d'un fonds spécial, la délégation de l'Inde n'a pas de commentaires précis à présenter, mais elle approuve dans ses grandes lignes le projet de résolution déposé par le Chili (A/C.2/L.154 et Corr.1).

32. Les deux questions principales dont la Commission est saisie sont les suivantes: elle doit décider de la méthode la meilleure pour stimuler les investissements dans les pays insuffisamment développés et elle doit décider de la nature de l'organisme qu'il conviendrait de créer à cet effet.

33. Le Secrétaire général a déclaré qu'il était nécessaire d'accroître considérablement les capitaux disponibles pour le développement économique; il faut donc sonder toutes les possibilités de découvrir de nouvelles sources de financement. Certes, on peut trouver des défauts aux organisations internationales, mais il n'en reste pas moins qu'elles comportent certains avantages qui leur sont propres et qui en font les meilleurs organismes de financement. Si les nations adoptaient les principes que le Secrétaire général énonce dans son document de travail (E/2234), elles seraient plus unies

et se trouveraient à l'abri des dangers que présente pour elles le recours à l'expropriation et à la monopolisation. Pour ces raisons, la délégation de l'Inde appuie sans réserve le projet de résolution du Chili (A/C.2/L.154 et Corr.1).

34. La délégation de l'Inde envisage favorablement la proposition relative à la création d'une société financière internationale et y souscrit provisoirement. Il va de soi que cette société devra établir un contact très étroit avec les institutions qui exercent des fonctions analogues dans les divers pays.

35. D'une manière générale, la délégation de l'Inde approuve les recommandations formulées par le Conseil économique et social dans sa résolution 416 E (XIV) relative aux méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde. A cet égard, elle estime qu'il est particulièrement nécessaire d'accroître les ressources alimentaires de l'Inde. On ne dispose toujours pas d'un rapport sur la coopération agricole. M. Jung tient cependant, d'ores et déjà, à rendre hommage à l'œuvre accomplie par les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées et l'Administration de l'assistance technique. Il se réjouit de ce qu'on étudie actuellement la possibilité de convoquer une conférence sur la gestion des terres en Extrême-Orient et il espère que ce projet aboutira, car des réunions de ce genre peuvent beaucoup contribuer à apaiser la tension qui règne dans le monde et à donner à la paix des bases solides.

36. L'Inde a bénéficié pleinement des programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, tant du programme normal que du programme élargi. Elle a sollicité, notamment, le concours d'experts en diverses matières. S'ils veulent assurer la mise en œuvre efficace de leur programme de développement, les pays devront créer des institutions qui leur permettront de former leurs propres techniciens; dans l'intervalle, l'Organisation des Nations Unies peut jouer un rôle vraiment utile en leur fournissant des experts et du matériel. Il est à noter que le Conseil a recommandé que l'on donne une interprétation plus large aux dispositions de sa résolution 222 (IX), qui concerne la fourniture de matériel aux institutions de formation.

37. Enfin, M. Jung est heureux d'annoncer à la Commission que son gouvernement a décidé d'accroître la quote-part de 250.000 dollars qu'il s'était engagé à verser à l'origine en tant que sa contribution au budget de 20 millions de dollars prévu pour l'assistance technique.

38. M. BAUER PAIZ (Guatemala) déclare que, de l'avis de sa délégation, la question de la réforme agraire est la plus importante subdivision du point 25 de l'ordre du jour. En ce qui concerne les pays dont l'économie repose sur l'agriculture, la solution de tous les problèmes économiques, sociaux et politiques dépend essentiellement des mesures qu'ils prennent pour corriger le système inéquitable qui régit la répartition et l'exploitation des terres. Les pays où la propriété foncière est injustement répartie sont inévitablement arriérés du point de vue économique, social et politique. Tant qu'on

n'attaquera pas de front ce problème fondamental il ne servira pas à grand-chose de rechercher des méthodes propres à financer le développement de ces pays, à accroître leur productivité et à leur fournir l'assistance technique dont ils ont besoin.

39. Pour donner suite à la résolution 524 (VI) de l'Assemblée générale, le Gouvernement du Guatemala a pris des mesures concrètes en vue de procéder à une réforme agraire; il a promulgué à cet effet une loi relative à la réforme agraire, créé un Département national de l'agriculture et distribué des terres aux paysans qui en possédaient peu ou n'en possédaient point. Le dernier recensement agricole avait montré, en effet, que 2 pour 100 seulement des propriétaires fonciers possédaient les trois quarts de la superficie des terres cultivables. Une situation aussi injuste n'est pas rare dans les pays insuffisamment développés; aussi l'Organisation des Nations Unies devrait-elle les aider par tous les moyens en son pouvoir à supprimer les maux qui en résultent.

40. Il ressort du préambule et des trois premiers articles de la loi guatémaltèque relative à la réforme agraire que celle-ci vise principalement les objectifs suivants: développer une économie agricole capitaliste; donner des terres aux paysans qui en possèdent peu ou qui n'en possèdent pas; faciliter de nouveaux investissements dans le domaine agricole; faire adopter de nouvelles méthodes de culture; et développer le crédit agricole auquel les paysans peuvent recourir. Le gouvernement a pu appliquer les dispositions de cette loi dans la paix et dans l'ordre parce qu'il avait l'appui des grandes masses populaires et parce qu'il a indemnisé de façon équitable les propriétaires touchés par les mesures d'expropriation.

41. Malgré les efforts très louables qui ont été accomplis, il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la réforme agraire; toutefois, ce domaine n'est pas le seul qui mérite de retenir l'attention. M. Bauer Paiz veut parler, notamment, du déséquilibre dont souffre l'économie de certains pays insuffisamment développés par suite des pratiques de certains monopoles financés par l'étranger. Ces entreprises non seulement accaparent une grande partie des richesses naturelles du pays à leur propre profit, mais elles font également mainmise sur des secteurs dans lesquels elles ne devraient pas normalement exercer leur activité. Au Guatemala, par exemple, un monopole contrôle les chemins de fer et les ports au détriment de l'économie nationale.

42. La délégation du Guatemala estime que le Conseil économique et social doit poursuivre l'étude de la question; elle ne voudrait cependant pas que son attitude fût interprétée comme étant hostile aux investissements étrangers. Au Guatemala, les étrangers qui placent leurs capitaux jouissent des mêmes droits que les ressortissants; c'est pourquoi le pays attend d'eux qu'ils se conforment aux principes que les Guatémaltèques sont tenus de respecter.

La séance est levée à 12 h. 40.



Jeudi 30 octobre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]	23
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés	

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);**
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);**
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés**

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. SALAMANCA (Bolivie) annonce que les observations que sa délégation a l'intention de faire porteront sur les première et quatrième subdivisions du point de l'ordre du jour en discussion, à savoir, le financement du développement économique et l'assistance technique. Le financement du développement économique n'est pas un problème d'ordre uniquement économique: c'est un problème international qui influe de façon profonde sur les relations entre les pays industrialisés et les pays insuffisamment développés. Comme le Secrétaire général lui-même l'a reconnu, ce problème est aussi grave que celui de la sécurité collective.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

2. Il existe malheureusement beaucoup de sujets de conflit, beaucoup de cas de pauvreté et d'injustice de par le monde, pour lesquels il est urgent de prendre des mesures. On a suggéré qu'il existait une possibilité de résoudre partiellement ce problème. C'est ainsi que le Conseil économique et social a examiné des propositions concernant l'adoption de mesures fiscales destinées à stimuler l'envoi de capitaux internationaux dans les pays insuffisamment développés. A cet égard, on a fait remarquer que toute résolution adoptée à ce sujet devra contenir des garanties suffisantes contre toute ingérence dans les affaires intérieures des pays insuffisamment développés qui pourrait se produire à la suite de mouvements de capitaux étrangers de ce genre. Une autre solution proposée a été la création d'un fonds spécial pour l'aide aux pays insuffisamment développés. Ces derniers ont toutefois besoin d'autre chose que de simples promesses et il importe d'effectuer les ajustements d'ordre politique, économique et social, devant assurer la stabilité politique qui seule permettra d'attirer les capitaux nécessaires au développement.

3. M. Salamanca remarque que le rapport du comité constitué aux termes de la résolution 416 A (XIV) du Conseil ne sera pas prêt avant le 1er mars 1953. L'institution d'un fonds spécial apparaît donc comme une éventualité assez éloignée et il ne serait pas surprenant, si l'on tient compte des rapports de l'Export-Import Bank, que les capitaux dont on pourra disposer en définitive soient insuffisants.

4. Un grand nombre de pays industrialisés ont indiqué qu'une augmentation des mouvements de capitaux privés rendrait plus aisée la solution des problèmes que doivent résoudre les pays insuffisamment développés, mais, malgré les avantages et les garanties que les pays

insuffisamment développés accordent aux détenteurs de capitaux privés, les capitaux de ce genre n'ont pas été fournis en quantités suffisantes; en outre, dans certains pays, en Bolivie par exemple, les investissements privés tendent à prolonger de grandes injustices économiques et à empêcher le progrès social.

5. Le rapport du Comité d'experts sur les *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986) contient une conclusion qui s'applique à la situation où se trouve la Bolivie. Il y est dit que dans plusieurs pays insuffisamment développés où le pouvoir est concentré entre les mains d'une classe peu nombreuse qui cherche avant tout à conserver ses richesses et ses privilèges, on ne peut espérer d'amélioration sans une révolution sociale qui modifie la répartition de la richesse et du pouvoir. Une telle révolution est en cours en Bolivie.

6. Une question qui présente un intérêt spécial pour les pays producteurs de matières premières est celle des prix. Les fluctuations de prix font que ces pays sont extrêmement vulnérables; elles les rendent tributaires de l'étranger. Un rapport officiel publié aux Etats-Unis d'Amérique souligne la nécessité d'adopter de façon permanente une politique de fixation des prix conforme aux nécessités de la sécurité collective des Etats-Unis et de leurs alliés. Malheureusement, dans la politique suivie en matière de prix, il n'a pas été tenu compte du bien-être des pays producteurs de matières premières, comme le montrent les fluctuations du prix de l'étain en Bolivie. Les pays acheteurs qui se trouvent en mesure de contrôler le marché se désintéressent du bien-être et du droit au progrès des producteurs de matières premières. De la sorte, le problème du rajustement des prix est devenu de plus en plus difficile à résoudre.

7. Le représentant de la Bolivie ne donne ici que de brèves indications sur le problème du financement du développement économique et sa délégation se réserve de présenter ultérieurement d'autres observations à ce sujet.

8. En ce qui concerne l'assistance technique, le Gouvernement de la Bolivie envisage actuellement de donner une portée encore plus grande aux accords d'assistance technique qu'il a conclus avec les Nations Unies. Il demandera peut-être, par exemple, les services d'un plus grand nombre d'experts ainsi que la création d'une école de droit administratif. En raison de la grande richesse dont il dispose en puissance, son pays est l'un de ceux, peu nombreux, qui peuvent, grâce à l'assistance technique, se transformer en très peu de temps.

9. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) déclare qu'il est facile d'admettre la nécessité de supprimer la pauvreté, la maladie et l'ignorance et de reconnaître que le progrès social et le progrès économique sont des buts souhaitables, mais, fait-il remarquer, il faudra consacrer beaucoup d'attention, d'énergie et d'efforts pour atteindre ces objectifs. Cette tâche a, d'un commun accord, reçu une priorité absolue de la part du Conseil économique et social, des commissions économiques régionales et de la Deuxième Commission, tant en ce qui concerne les débats que les décisions à prendre. Beaucoup de temps et d'efforts lui ont été consacrés. Les résultats se sont concrétisés par les programmes d'assistance technique des Nations Unies et des institutions spécialisées, de la Banque internationale, de l'Administration, du Plan de Colombo, du "quatrième

point" des Etats-Unis d'Amérique et par divers autres programmes communs destinés à accélérer le progrès économique et social des pays insuffisamment développés.

10. Si de grands progrès ont été accomplis, il reste encore beaucoup à faire. Le peuple américain reconnaît depuis longtemps qu'il lui appartient d'aider les peuples à assurer le développement de leurs pays respectifs. Il est convaincu que la sécurité et le progrès qu'il recherche pour lui-même ne pourront jamais être acquis tant que beaucoup d'êtres humains demeurent mal logés, mal vêtus et mal nourris. C'est à cause de cette conviction que le Gouvernement des Etats-Unis a favorisé et continuera de favoriser le progrès social et économique des régions insuffisamment développées par une action pratique fondée sur des accords bilatéraux ainsi que par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

11. On insiste toujours sur le fait que les régions insuffisamment développées doivent disposer de toute urgence de moyens de base dans des domaines tels que les transports, l'énergie, l'agriculture, l'enseignement et la santé publique. Ce sont principalement ces moyens qui doivent permettre une évolution vers des niveaux de vie plus élevés et il est compréhensible que les pays soient impatients de les créer. Il y a cependant lieu de se rappeler qu'en raison de leur nature même, il faut souvent beaucoup de temps pour réunir ces moyens et qu'un certain délai doit encore s'écouler avant qu'ils ne puissent jouer pleinement leur rôle dans l'économie d'un pays, lorsqu'on les a obtenus.

12. Malgré l'importance du financement du développement économique, cette question ne constitue pas toujours la clef du problème. C'est ainsi qu'en matière d'hydraulique et de mise en valeur des terres l'élément limitateur n'est pas le financement, mais la pénurie de techniciens dûment formés. Dans ce domaine, le nombre de savants et d'ingénieurs qualifiés atteint seulement le quart de l'effectif qui serait nécessaire pour exécuter les plans et les projets de mise en valeur des ressources hydrauliques actuellement élaborées. Il reste cependant d'importants problèmes financiers à résoudre et les Nations Unies ont un grand rôle à jouer dans tout système qui sera mis en pratique pour fournir des fonds.

13. Considérant l'efficacité des efforts entrepris jusqu'à présent pour encourager le développement économique, M. Lubin désire envisager tout d'abord la question des investissements, des dons et des prêts. Les données dont on dispose montrent qu'en 1951, près de 2 milliards de dollars de capitaux nouveaux venant de l'étranger ont été fournis aux pays insuffisamment développés par des capitalistes privés, la Banque internationale et des institutions officielles. Au cours des sept dernières années, le Gouvernement des Etats-Unis a fourni environ 6 milliards de dollars en prêts et dons. Ce chiffre ne comprend ni les 635 millions de dollars qu'il a souscrits à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, ni les contributions qu'il a versées à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées. Au cours des seize derniers mois, l'Export-Import Bank des Etats-Unis a approuvé l'octroi, à titre de prêt aux pays insuffisamment développés, d'un montant supérieur à 200 millions de dollars, ce qui porte à plus de 2.500 millions le total des prêts qu'elle a consenti à ces pays. Entre le mois de juillet 1951 et le mois d'octobre 1952, la Banque internationale a octroyé des prêts d'un montant dépas-

sant 250 millions; ces prêts, destinés à financer des projets de développement dans treize pays insuffisamment développés, ont porté le total des crédits ouverts par la Banque à ce groupe de pays à plus de 600 millions de dollars. Le Congrès des Etats-Unis a ouvert un crédit de 460 millions de dollars pour permettre de poursuivre, au cours du présent exercice financier, le programme de dons destinés à favoriser le développement de l'agriculture et de l'industrie dans ces régions. D'autre part, au cours des cinq dernières années, les pays européens ont investi environ 2 milliards de dollars dans leurs territoires d'outre-mer. Les pays insuffisamment développés ont eux aussi investi des sommes très importantes prélevées sur leurs propres ressources et le volume global de ces investissements dépasse probablement le total des chiffres qui viennent d'être cités.

14. Bien qu'il ne soit pas possible de se faire une idée complète de la situation qui existe dans le monde entier en ce moment, les faits isolés qui sont connus suffisent à indiquer certains des résultats obtenus grâce à ces investissements, aux services d'experts mis à la disposition des pays intéressés et aux efforts déployés par les pays insuffisamment développés eux-mêmes. C'est ainsi qu'en Amérique latine, le produit national brut par habitant a augmenté entre 1946 et 1950 à raison de 3,5 pour 100 par an, alors qu'au cours des cinq années précédentes l'augmentation annuelle n'avait été que de 1,4 pour 100. La production d'énergie électrique dans les pays insuffisamment développés a plus que triplé entre 1929 et 1950. M. Lubin cite des exemples précis qui font ressortir l'augmentation de la production d'énergie électrique intervenue dans l'Inde, au Mexique, aux Philippines et au Brésil, l'accroissement de la production de ciment constaté au Venezuela et au Brésil, et le développement de la production de fer et d'acier au Chili, au Mexique et dans l'Inde.

15. Pour illustrer les progrès réalisés dans les pays insuffisamment développés, M. Lubin indique qu'un programme lancé aux Philippines et financé en partie grâce à un prêt de 20 millions de dollars que l'Export-Import Bank a accordé à ce pays fournira l'énergie électrique nécessaire à l'industrie, ainsi qu'aux travaux d'hydraulique fluviale et d'irrigation dans une vaste partie de l'île de Luzon. A Ceylan, le gouvernement a récemment mis en œuvre un vaste projet combinant des travaux d'hydro-électrique, d'irrigation et de défrichage de la jungle, dont le financement a été assuré jusqu'à présent par les ressources du pays. Au Pakistan, on vient de terminer l'œuvre du réseau d'irrigation du Thal et le barrage du Sind inférieur est presque achevé. Un certain nombre de nouvelles centrales hydro-électriques seront bientôt mises en service et un groupe de nouvelles usines textiles et autres auront commencé à produire en 1953. La Colombie, mettant à profit un prêt de 25 millions de dollars que lui a accordé la Banque internationale, est en train de construire dans la vallée de la Magdalena une ligne de chemin de fer longue de 235 milles qui reliera le réseau ferroviaire de la partie orientale à celui de la partie occidentale du pays. En 1956, des communications rapides et sûres relieront le centre de la Colombie aux ports du Pacifique et de la mer des Antilles. En Irak, les autorités compétentes ont dressé des plans tendant à établir, pour tout le pays, un vaste réseau d'hydraulique fluviale et d'irrigation; ce réseau permettra de combattre les inondations fréquentes et souvent désastreuses causées par

les deux principaux fleuves de l'Irak et d'irriguer environ 9 millions d'acres de terres. Le Mexique a commencé l'exécution d'un programme de six ans tendant à irriguer 2 millions et demi d'acres de terres et il affecte depuis 1946 aux travaux d'irrigation environ 10 pour 100 de son budget national, c'est-à-dire un pourcentage qu'aucun autre pays n'a atteint jusqu'ici. En Thaïlande, à l'entrée du port de Bangkok, on est en train de procéder à des travaux de dragage qui sont les plus importants que le monde ait jamais connus; lorsque cette entreprise sera achevée en 1953, le commerce thaïlandais se trouvera dans une situation beaucoup plus favorable. Le Brésil vient de terminer la construction d'une route qui relie Sao-Paulo à Rio-de-Janeiro et, en abrégant beaucoup la durée du parcours entre ces deux villes, permet une réduction sensible des frais de transport.

16. Le représentant des Etats-Unis tient à faire observer incidemment que les entreprises qu'il vient de mentionner — et qui ne constituent que des exemples choisis au hasard de projets de développements fondamentaux — sont mises en œuvre à une époque où les nations libres sont obligées de consacrer une vaste partie de leurs ressources à leur défense. Les entreprises de cette nature sont surtout financées au moyen d'investissements du secteur public et elles relèvent de plus en plus du domaine des institutions financières de caractère gouvernemental ou intergouvernemental. Cependant, dans les pays qui ne tiennent pas à se soumettre à un contrôle gouvernemental absolu, les entreprises de cet ordre ne peuvent servir qu'à jeter les fondations du développement général de l'économie. Ce n'est que dans la mesure où de telles entreprises encouragent l'effort individuel et l'entreprise privée qu'elles contribuent à fournir aux consommateurs les biens et les services nécessaires. Le développement économique ne se borne pas à une simple mise en œuvre de programmes d'investissements établis par les gouvernements; c'est encore un processus tendant à mobiliser toutes les forces créatrices de la société en vue d'augmenter la production des biens servant à relever le niveau de vie de la population. Chaque pays est libre, bien entendu, de déterminer la nature des institutions dont il se servira pour atteindre cet objectif. L'entreprise privée étrangère jouera son rôle dans tout pays qui se sera montré disposé à l'encourager.

17. Les mouvements de capitaux privés à destination de pays insuffisamment développés ont été modestes, certes, par rapport aux besoins de ces pays, mais il n'en reste pas moins que les investissements directs en provenance des Etats-Unis ont atteint un chiffre record en 1951 et qu'au cours de la période de dix-huit mois qui s'est terminée le 30 juin 1952, ils ont atteint environ un milliard de dollars. D'autre part, ces investissements tendent depuis quelque temps à être de plus en plus diversifiés.

18. Dans certaines occasions, certaines entreprises américaines se sont conduites à l'étranger de façon à éveiller la méfiance. Cependant, ni le Gouvernement des Etats-Unis ni le peuple de ce pays n'ont encouragé ou approuvé de telles pratiques.

19. Pour se faire une idée plus juste des résultats obtenus grâce aux investissements privés, il suffirait de citer des exemples concrets montrant à quel point ces investissements ont contribué à développer et à renforcer l'économie des pays insuffisamment développés. Par contre, au Pérou, la Grace Company, qui appartient

à des Américains, a modernisé ses sucreries et a créé une fabrique de papier et une usine de produits chimiques à Paranonga. Sur les 4.200 travailleurs qu'elle emploie quatre seulement sont des citoyens des Etats-Unis résidant en permanence dans le pays. L'entreprise privée n'a pas seulement apporté des capitaux et des installations modernes dans les pays insuffisamment développés, mais encore elle a fait connaître les techniques à appliquer pour créer de nouvelles usines comme c'est le cas par exemple de l'usine des machines à coudre Singer à Ceylan. Partout où il est possible de le faire, les firmes américaines produisent sur place les machines et les pièces détachées dont ont besoin leurs usines locales. C'est ainsi que International Harvester, par exemple, a créé des usines à cet effet au Brésil et au Mexique.

20. L'entreprise privée d'origine étrangère a bien souvent stimulé le développement économique, en mobilisant des capitaux d'origine locale, car les détenteurs de capitaux locaux participent volontiers aux industries nationales en association avec des compagnies étrangères bien dirigées. L'entreprise COIA au Chili et American Cyanamide dans l'Inde illustrent bien cette tendance. Les investissements privés d'origine étrangère encouragent bien souvent la création sur place de nouvelles industries appelées à fournir les biens et services nécessaires aux entreprises étrangères. C'est ainsi que les commandes placées par International General Electric au Mexique ont provoqué un agrandissement considérable d'une fabrique de meubles mexicaine. Au Venezuela, la Creole Petroleum Company a contribué à relever les salaires de la main-d'œuvre locale, en donnant à ses travailleurs la possibilité de s'instruire; grâce à cette méthode, certains ouvriers, qui n'étaient à l'origine que des manœuvres, occupent maintenant des postes de contremaîtres. Le représentant des Etats-Unis cite enfin l'exemple de la Sears Roebuck Company qui gère actuellement une vingtaine de magasins dans toute l'Amérique latine. A l'origine, presque toutes les marchandises vendues par cette firme à l'étranger étaient fabriquées aux Etats-Unis, mais cette société s'est efforcée de produire sur place et elle fait maintenant fabriquer en Amérique latine par de la main-d'œuvre latino-américaine environ 60 pour 100 des marchandises vendues par elle dans ce continent.

21. Les exemples cités montrent que les investissements privés d'origine étrangère font bénéficier le développement économique de capitaux considérables, apportent les techniques, les connaissances et l'expérience de direction nécessaires pour lancer de nouvelles industries, aident à mobiliser les ressources d'origine locale et mettent à la portée de la population les agréments de la vie civilisée. Tout en rappelant la contribution que les bailleurs de fonds américains ont apportée au développement économique à l'étranger, le représentant des Etats-Unis ne prétend nullement que seuls les investissements américains peuvent aider les pays insuffisamment développés. Il ne faut pas oublier qu'il est d'autres pays qui peuvent investir des capitaux outre-mer. L'Europe occidentale, qui était à l'origine la principale source de capitaux destinés au développement économique, doit reprendre ce rôle. D'autre part, le représentant des Etats-Unis n'a jamais voulu prétendre que les investissements privés pouvaient répondre à tous les besoins des pays insuffisamment développés. Les investissements étrangers ne sauraient remplacer en effet la mobilisation des capitaux d'origine locale, mo-

bilisation qui, en dernière analyse, est d'une importance vitale pour le succès de tout programme de développement. Il est à espérer que la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient contribueront à donner une solution à ce problème.

22. Comme on l'a déjà dit à maintes reprises, les Etats-Unis se rendent pleinement compte de l'ampleur de la tâche qu'il reste à accomplir dans le domaine du développement économique des pays insuffisamment développés, ainsi que du fait que ces pays continueront à avoir besoin d'une assistance venue de l'extérieur. Le relèvement économique de l'Europe après la guerre, les programmes de secours d'urgence et d'assistance technique lancés par les Nations Unies, les entreprises coopératives telles que le Plan de Colombo et le programme d'assistance économique et technique offert aux pays insuffisamment développés par les Etats-Unis eux-mêmes font partie intégrante d'une offensive générale et constituent un placement important en faveur de la paix future. Le peuple des Etats-Unis a promis de participer activement à la guerre menée contre le dénuement et la misère et il restera fidèle à cette politique.

23. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) dit que sa délégation a demandé à prendre la parole pour la deuxième fois à propos du développement économique, car elle désire présenter sur ce point de l'ordre du jour certaines propositions précises qu'elle fera distribuer plus tard sous la forme d'un projet de résolution.

24. La délégation brésilienne approuve la décision prise par le Conseil économique et social dans la résolution 433 B (XIV) car elle est persuadée que le programme élargi d'assistance technique constitue un moyen efficace de relever le niveau de vie des populations des régions insuffisamment développées. Elle désire répéter qu'à son avis le Bureau de l'assistance technique et le Comité de l'assistance technique devraient suivre de très près les résolutions de l'Assemblée générale relatives à la formation des techniciens locaux dans leurs propres pays et au financement, par des organes de crédit internationaux, de l'achat d'équipement pour l'assistance technique. En ce qui concerne la première question, la formation sur place au moyen d'instructeurs étrangers revient moins cher si les dépenses en sont réglées en devises convertibles; elle offre, d'autre part, l'avantage d'éviter un grand nombre de difficultés d'ordre psychologique et linguistique. Tout en se rendant compte que ce système entraîne certaines difficultés pour les instructeurs envoyés à l'étranger, la délégation brésilienne estime que ces difficultés pourraient en grande partie être surmontées. En ce qui concerne le financement de l'achat de matériel, elle serait heureuse de voir coordonner plus étroitement les activités relevant du programme d'assistance technique avec celles de la Banque internationale en matière de prêts afin d'éviter que l'examen des projets de développement par la Banque ne souffre de retards. Elle estime également que la fourniture d'équipement et de matériel techniques, par exemple de stations expérimentales et de matériel d'enseignement pour les centres de recherche, pourrait constituer une partie essentielle des attributions du fonds spécial dont on propose la création.

25. M. Dias Carneiro estime d'autre part qu'il ne faut pas interpréter le principe de la participation générale comme signifiant que les contributions des pays capables de participer dans une mesure substantielle à l'ex-

pansion du programme doivent être subordonnées aux contributions, en monnaie locale, en nature ou en services, des pays qui ne peuvent pas faire un effort aussi important.

26. Le représentant du Brésil rappelle que, dans sa résolution 416 A (XIV), le Conseil économique et social a proposé de constituer un comité chargé de préparer le plan de création d'un fonds spécial en vue de l'octroi de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme; il indique qu'à ce sujet la délégation brésilienne désire présenter une motion tendant à ce que ce comité ne soit pas chargé seulement de présenter une étude générale des méthodes de financement du développement économique au moyen d'un fonds de ce genre, mais également de faire rapport au Conseil économique et social afin que celui-ci puisse présenter à la huitième session de l'Assemblée générale le texte complet d'un projet de statuts.

27. En présentant une telle motion, la délégation brésilienne modifie l'attitude qu'elle avait adoptée jusqu'à présent au sujet de la création d'un tel fonds, parce qu'elle estime que la thèse selon laquelle le financement du développement économique des pays insuffisamment développés devrait être laissé principalement aux capitaux privés d'origine étrangère et nationale ne tient pas compte des faits, tout au moins au stade du développement économique où les travaux publics constituent l'élément le plus important. Dans les années d'après-guerre, les capitaux privés se sont investis surtout dans l'exploitation des ressources pétrolières et minérales des régions insuffisamment développées et ils ont eu tendance à perpétuer le statut colonial des pays où ils étaient investis. Selon M. Carneiro, tout programme de développement économique doit commencer par l'élimination des obstacles d'ordre administratif, social et organique qui empêchent de réunir les éléments qui conditionnent le développement automatique par formation de capital. Dans la deuxième phase du programme, on doit s'efforcer d'éliminer les goulots d'étranglement et de créer de nouvelles entreprises; mais on ne peut disposer à cet effet de capitaux privés étrangers en raison du manque d'intérêt que ces activités présentent pour les capitalistes et de leur crainte de voir les gouvernements des pays bénéficiaires prendre des mesures dictées par un sentiment nationaliste. A ce stade du développement économique, le fonds spécial dont on propose la création serait d'une très grande utilité.

28. Bien que moins stricte, la Banque internationale continue à n'examiner que des projets particuliers, car il lui est impossible de se dégager complètement des règles qui doivent prévaloir en matière d'investissements basés sur le crédit. Elle ne finance pas les dépenses de capital en monnaie locale: ceci pourrait peut-être rentrer dans les attributions de la société financière internationale dont la création est proposée.

29. Il se pourrait fort bien, lorsque la tension internationale s'apaisera, que, dans les pays économiquement développés, l'épargne ait tendance à dépasser les possibilités d'investissement. Les capitalistes cherchant à placer leur argent pourraient rencontrer dans les pays insuffisamment développés, en même temps qu'un besoin généralisé d'investissements, les obstacles d'ordre administratif, social et organique mentionnés plus haut et l'on pourrait assister, en conséquence, à une recrudescence des tendances impérialistes qui ont jusqu'à présent rendu dans les pays insuffisamment développés les capitaux privés étrangers indésirables en tant que

moyen de financement du développement économique. Dans ces conditions, il est dans l'intérêt des pays développés de commencer dès à présent à éviter les pressions déflationnistes en aidant à créer des conditions qui favoriseraient l'ouverture de marchés futurs pour leurs capitaux en excédent.

30. Tout en approuvant la création d'un fonds spécial en vue de l'octroi de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme, la délégation brésilienne espère que le plan détaillé dont a fait mention l'Assemblée générale dans sa résolution 520 A (VI) ira au-delà de l'analyse économique générale des ressources, des opérations, de l'administration de ce fonds et du contrôle intergouvernemental auquel il sera soumis; sinon, on n'aurait accompli aucun progrès.

31. Tout en approuvant la résolution 416 C (XIV) du Conseil économique et social, M. Dias Carneiro estime que la création de la société financière internationale envisagée doit être subordonnée à la constitution du fonds spécial. Lorsqu'elle fera connaître au Conseil les résultats de son nouvel examen de la question, la Banque internationale devrait donner son avis sur la contribution possible de la société au financement du développement économique et sur la manière dont cette société devrait mener ses opérations. La Banque devrait également donner son avis sur les questions que pose le transfert des bénéfices à cause de l'inconvertibilité générale des devises, sur l'augmentation de la différence entre le prix des matières premières et celui des produits manufacturés et sur la politique des prix imposée par les pays fournisseurs de capitaux à ceux qui les reçoivent en ce qui concerne les exportations de matières premières de ces derniers. La question du transfert risque de nuire à la souplesse des opérations de la société et d'empêcher une utilisation appropriée de la contribution des Etats Membres aux investissements effectués outre-mer.

32. La société pourrait se trouver en présence d'un autre problème: celui du rapatriement des capitaux. L'inflation, la surestimation et l'inconvertibilité des devises, le déficit de la balance des paiements ont amené certains pays insuffisamment développés à appliquer une doctrine juridique fondée sur la nationalité, en vertu de laquelle les capitaux privés investis par des étrangers sont considérés comme capitaux étrangers, alors que les bénéfices réinvestis sont considérés comme capitaux nationaux appartenant à des étrangers. Il est également possible qu'au cours de leur développement économique certains pays insuffisamment développés délimitent des domaines d'investissements et prévoient certaines priorités dans leurs programmes. Cette réglementation des investissements risque de s'opposer à maints égards aux intérêts de la société agissant en tant que capitaliste privé.

33. L'existence de ces problèmes pourrait contraindre la société à demander des garanties aux gouvernements, alors que sa création a précisément pour objet d'éviter cette nécessité. La Banque devrait donc déterminer techniquement dans quelle mesure, à son avis, les dispositions législatives réglementant les importations et la répartition des capitaux étrangers dans les pays qui luttent contre l'inflation et le déséquilibre de la balance des paiements influeraient sur la politique d'investissement de la société. La Banque devrait également étudier la possibilité d'affecter à la société, sous forme de souscriptions, une partie des fonds destinés à d'autres formes d'assistance financière.

34. Comme, dans les pays développés, l'exécution des programmes de défense influe sur les taux d'intérêt et le rendement des investissements d'une manière qui ne favorise pas l'exportation de capitaux vers les pays insuffisamment développés, la Banque devrait comprendre dans son étude une analyse du marché des fonds qui pourraient être obtenus pour être investis dans les pays insuffisamment développés selon le programme de la société. Elle devrait également donner des détails sur le montant des fonds disponibles pour des investissements dans l'industrie des matières premières et dans l'industrie du pétrole, ainsi qu'une estimation des fonds pouvant servir au développement du marché intérieur de ces pays. Elle devrait aussi fournir une évaluation des capitaux disponibles dans les pays insuffisamment développés eux-mêmes. La Banque devrait dire quel est, à son avis, le meilleur moyen de mobiliser l'épargne relativement limitée des pays insuffisamment développés, qui est actuellement thésaurisée, investie dans des biens immobiliers, employée dans des entreprises commerciales, utilisée à des fins de spéculation sur les changes ou investie dans des pays plus développés.

35. Il conviendrait également de tenir compte des rapports entre la société envisagée et les institutions nationales existantes créées pour favoriser le développement économique, et de la coordination des opérations de la société avec les programmes d'assistance technique présents ou futurs. La Banque devrait s'efforcer d'établir une comparaison entre les stimulants prévus par la société pour favoriser la circulation des capitaux étrangers privés et d'autres moyens tels que les stimulants d'ordre fiscal, la possibilité d'assurer les capitaux exportés et les garanties gouvernementales contre l'inconvertibilité.

36. Enfin, la Banque devrait accorder une attention particulière à l'imposition et au contrôle des entreprises privées créées avec l'aide de la société. La délégation brésilienne estime qu'il faudrait considérer les opérations de la société envisagée comme le complément d'autres mesures comme, par exemple, la création du fonds spécial.

37. M. MATES (Yougoslavie) constate avec plaisir que maintes délégations accordent une importance croissante au développement économique des pays insuffisamment développés en tant que facteur essentiel du maintien de la paix dans le monde. Il est généralement reconnu que la paix mondiale ne peut être assurée uniquement par une action politique et qu'il faut également résoudre les problèmes économiques.

38. Les exemples cités par le représentant des Etats-Unis au cours de sa déclaration ne peuvent dissimuler la situation générale qui règne dans les pays insuffisamment développés. Le "Rapport préliminaire du Secrétaire général sur la situation sociale dans le monde" (E/CN.5/267) et d'autres rapports et études de l'Organisation des Nations Unies montrent qu'en dépit des investissements de capitaux privés et autres formes d'assistance, la situation dans les pays insuffisamment développés continue de s'aggraver. Le contraste entre la situation des pays développés et celle des pays insuffisamment développés est dû aux relations économiques et financières internationales qui ont existé dans le passé et aux courants traditionnels de capitaux privés.

39. Il est généralement admis que le développement économique des pays insuffisamment développés est la base la plus solide d'une paix durable et d'une collabo-

ration amicale capables de résister à l'agression et permet seul d'assurer la stabilité économique et la prospérité dans le monde. Le fait d'accélérer le développement économique ne suffit pas à résoudre tous les problèmes économiques qui se posent actuellement, mais peut sans nul doute en faciliter la solution.

40. Il est généralement reconnu que les pays insuffisamment développés doivent, de leur côté, faire tout ce qu'ils peuvent pour activer leur développement économique, mais qu'ils ne peuvent réussir sans une aide appréciable des pays plus développés. La clef du problème est le financement du développement économique. Les pays insuffisamment développés se composent en majeure partie de régions agricoles à population dense. La productivité de l'agriculture est faible, alors que le fort accroissement de la population exigerait une plus grande productivité; pour obtenir ce résultat, il est indispensable de mécaniser la culture et d'assurer le progrès social, ce qui exige des investissements et une augmentation de l'emploi. M. Mates estime que toutes les mesures que l'on pourrait prendre pour se procurer des capitaux nationaux dans un pays insuffisamment développé ne permettraient d'obtenir que 5 à 10 pour 100 du revenu national, alors qu'il faut déjà 3 à 5 pour 100 de ce revenu national pour compenser les effets de l'augmentation de la population.

41. Le développement économique exige que les capitaux investis soient utilisés à bon escient; à cette fin, il faudrait que l'épargne se constitue plus rapidement qu'auparavant, mais il ne peut y avoir d'épargne sans développement économique; c'est là un cercle vicieux. La solution consiste à importer des capitaux étrangers. Il est vain de penser que les pays insuffisamment développés peuvent assurer leur développement économique sans aide de l'étranger ou que les courants traditionnels de capitaux étrangers peuvent résoudre le problème, à moins qu'un changement n'intervienne dans la politique des investissements internationaux. Il faut que tous les pays fassent un effort concerté sous les auspices des Nations Unies, et, à ce propos, M. Mates appelle l'attention de la Commission sur la résolution 520 (VI) de l'Assemblée générale. Le financement international et l'assistance technique, complétés par des mesures sur le plan national, donneraient des résultats d'une grande portée.

42. Le choix de la méthode permettant de combiner les mesures internationales et les mesures nationales constitue l'une des plus grandes difficultés que pose la création du fonds spécial. L'expérience acquise par des institutions internationales comme l'UNRRA, le FISE et l'Administration de l'assistance technique se révélera utile. L'organe international qui sera créé, quel qu'il soit, devra s'abstenir d'imposer sa politique aux pays bénéficiaires; il devra comprendre la nécessité de faire en sorte que les économies nationales des pays insuffisamment développés soient bien équilibrées et que ces pays puissent normalement accéder aux marchés internationaux dans des conditions d'égalité.

43. L'orateur se félicite de l'efficacité du Programme élargi d'assistance technique et souligne l'intérêt que présente son maintien. Les résultats obtenus par le Bureau de l'assistance technique au cours des deux années de son existence ont justifié les espoirs des pays insuffisamment développés. Dans ces conditions, le représentant de la Yougoslavie appuie la proposition du Conseil économique et social visant à accroître les contributions à l'assistance technique et la Yougoslavie con-

tinuera à contribuer. Le Programme élargi favorisera l'augmentation de la productivité dans les régions insuffisamment développées; il ne faut pas oublier toutefois que l'on ne saurait appliquer sans les adapter les méthodes techniques modernes dans les pays insuffisamment développés.

44. Alors que les pays avancés cherchent à économiser leur main-d'œuvre, les pays insuffisamment développés s'efforcent d'employer leurs moyens de production de façon économique. Le représentant de la Yougoslavie espère par conséquent que, dans les études sur les méthodes visant à accroître la productivité, on s'attachera particulièrement à la situation des régions insuffisamment développées. Ce serait une erreur de croire que la seule méthode permettant d'accroître la production consiste à augmenter l'effectif de la main-d'œuvre ou à lui demander un effort plus grand. Les travailleurs ne sont pas seulement des moyens de production, il

faut aussi les considérer comme des êtres humains. L'augmentation de la production dépend aussi largement de l'emploi de méthodes rationnelles; les travailleurs eux-mêmes découvriront vraisemblablement certaines de ces méthodes.

45. En ce qui concerne la résolution 520 (VI) de l'Assemblée générale, le représentant de la Yougoslavie pense que le fonds spécial doit être créé aussitôt que possible, mais il comprend pourquoi le Conseil économique et social désire soumettre la question à un comité pour qu'il en fasse une étude détaillée. Il espère que ce comité sera bientôt constitué pour pouvoir établir son rapport et le présenter au Conseil à sa quinzième session. Par la suite, l'Assemblée générale aura la possibilité d'examiner le rapport du Conseil sur la question, qui l'aidera à élaborer les méthodes propres à renforcer l'économie mondiale.

La séance est levée à 12 h. 40.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 31 octobre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]	31
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)	

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. KATZ-SUCHY (Pologne) dit que la Commission manquerait à sa tâche si elle se contentait de passer en revue les réalisations des Nations Unies dans le domaine du développement économique. La discussion générale doit avoir une portée bien plus vaste; il faut qu'elle porte sur la situation actuelle des pays insuffisamment développés considérée dans le cadre des tendances à long et court terme qui exercent une influence sur la situation économique générale du monde.

2. La délégation polonaise a toujours été à l'avant-garde des délégations qui ont essayé d'apporter des solutions constructives au problème du développement

économique. Elle a pris une part active à l'élaboration des résolutions fondamentales concernant l'assistance technique et s'est intéressée de très près aux mesures destinées à favoriser la réforme agraire, au problème de la répartition du revenu national dans les pays insuffisamment développés et aux mesures destinées à favoriser un développement économique intégré. En dépit des tentatives faites, notamment par la délégation des Etats-Unis, pour obtenir leur rejet, les propositions de la délégation polonaise ont en général obtenu l'appui unanime de la Commission, ce qui montre qu'elles répondaient bien aux besoins des pays insuffisamment développés. Tout en s'efforçant de rester toujours au contact des réalités, la délégation polonaise a évité l'étroitesse de vues de ceux qui ont essayé de limiter la discussion du problème du développement économique aux questions d'ordre purement technique, sans prendre en considération l'ensemble de la situation économique, sociale et politique des régions insuffisamment développées. L'objectif principal des efforts visant à développer l'économie de ces régions consiste à favoriser leur indépendance politique et économique, dans l'intérêt du progrès social, du bien-être de leurs populations et de la paix internationale. Après des années de discussions, qui n'ont porté que sur des aspects particuliers du problème, l'Organisation des Nations Unies doit maintenant décider dans quel sens elle va concentrer ses efforts; elle devra fonder ces décisions sur une analyse correcte de la situation économique, sociale et politique des pays insuffisamment développés.

3. La délégation polonaise regrette que la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient n'aient pas publié leurs études annuelles avant l'ouverture de la

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

session de l'Assemblée générale. Le *Rapport sur l'économie mondiale 1950-1951* (E/2193) et les données reproduites dans les bulletins de statistique des Nations Unies ne suffisent pas à combler cette lacune; toutefois, les renseignements que l'on possède suffisent à montrer qu'au cours des deux dernières années les pays insuffisamment développés n'ont réalisé que des progrès économiques insignifiants. Le *Rapport sur l'économie mondiale 1950-1951* constate une nette tendance à la stagnation et indique que la production industrielle des pays insuffisamment développés n'a augmenté que dans une faible proportion. Comme par le passé, leur économie est restée entièrement fondée sur la production et l'exportation de denrées alimentaires et de matières premières industrielles et, dans ces pays, la conjoncture économique a été déterminée par l'évolution du rapport des échanges et de la balance des paiements qui sont, de ce fait, restés à un point critique. L'évolution récente du marché capitaliste mondial, qui a subi l'influence de la militarisation de l'économie des principaux pays capitalistes, a considérablement diminué les possibilités de développement économique des pays insuffisamment développés. Ces pays ont vu la valeur de leurs exportations baisser sensiblement, ce qui a entraîné un grave déséquilibre de leur balance des paiements. Le déficit des républiques de l'Amérique latine à l'égard des Etats-Unis d'Amérique au titre des paiements courants est passé de 167 millions de dollars en 1950 à 541 millions de dollars en 1951; la situation excédentaire du premier trimestre 1951 s'est complètement renversée par la suite et a fait place, dans les trimestres suivants, à des déficits de plus en plus grands. On peut constater une tendance semblable dans d'autres pays producteurs et exportateurs de matières premières.

4. Naturellement, cette évolution a accentué les pressions inflationnistes inhérentes à la structure économique des pays insuffisamment développés. Les prix de gros ont continué à monter en 1951 et en 1952, comme le montrent les statistiques du numéro d'octobre du *Bulletin mensuel de statistique*. Le coût de la vie s'est également élevé, aggravant ainsi la situation des travailleurs de ces pays. L'abaissement du niveau de vie et la hausse des prix ont rétréci le marché intérieur et souvent provoqué du chômage dans le secteur industriel. En résumé, la situation actuelle des pays insuffisamment développés se caractérise par l'insuffisance du développement industriel, l'aggravation de la situation de leur balance des paiements, l'accroissement de la pression inflationniste, la hausse constante des prix et la diminution continue du niveau de la consommation.

5. Tels sont les résultats de l'exploitation économique impitoyable qu'exercent depuis longtemps les Puissances impérialistes. La situation a été aggravée, en outre, par le changement de situation intervenu récemment chez les principales Puissances capitalistes, particulièrement les Etats-Unis d'Amérique, dont la militarisation croissante a rendu plus aiguë la lutte pour les matières premières et renforcé chez les Puissances industrielles la détermination de conserver sous leur contrôle exclusif les débouchés extérieurs capables d'absorber l'excédent de leur production industrielle. Cette tendance, associée à leur soif ardente de bénéfices et à leur volonté d'empêcher tout commerce entre l'Est et l'Ouest, a accentué la crise qui sévit dans l'économie capitaliste mondiale. A son tour, cette crise a accru l'instabilité économique dans les pays insuffisamment développés et a récem-

ment exposé ceux-ci à une forme nouvelle et brutale de suzeraineté.

6. Cette nouvelle évolution ressort des statistiques relatives aux investissements privés étrangers depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les investissements des Etats-Unis d'Amérique à l'étranger sont passés de 8.400 millions de dollars à la fin de l'année 1945 à 14.900 millions de dollars à la fin de 1951, et ces investissements ont rapporté environ 900 millions de dollars en 1946 et 2.300 millions de dollars en 1951. Les augmentations ci-dessus sont dues principalement à un accroissement général du taux des bénéfices faits par les sociétés américaines qui exercent leur activité à l'étranger. M. Katz-Suchy cite des chiffres pour montrer que l'Amérique latine, suivie par le Moyen-Orient, le Canada et les territoires qui constituent ce que l'on appelle les dépendances des pays membres de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), où les Puissances européennes étaient autrefois les seules à investir des capitaux, sont les principales sources de ces bénéfices. Les capitalistes américains manifestent également un intérêt particulier pour les ressources naturelles de l'Afrique et ce continent est considéré comme une réserve de matières premières stratégiques: c'est avec des capitaux américains que sont exploités l'uranium au Congo belge, le cuivre et l'amianté en Rhodésie du Sud et le cuivre et le cobalt en Rhodésie du Nord. L'Anglo-American Corporation contrôle maintenant plus de quarante sociétés sud-africaines et rhodésiennes et les capitaux américains envahissent également le Maroc français. En Asie, les Etats-Unis assument le rôle que jouait autrefois le Royaume-Uni. L'Inde procède maintenant, tant à l'exportation qu'à l'importation, à des échanges commerciaux plus importants avec les Etats-Unis qu'avec le Royaume-Uni.

7. En ce qui concerne la répartition entre les diverses industries des revenus provenant des investissements directs, la première place revient aux revenus de l'exploitation du pétrole qui atteignent 45 pour 100 du total. En Amérique latine, les revenus des capitaux investis directement dans l'industrie du pétrole, les mines, la métallurgie et l'agriculture représentent 87 pour 100 du total; les chiffres pour les pays membres de l'OECE et les pays du Moyen-Orient sont du même ordre de grandeur. Les bénéfices que les monopoles américains retirent ainsi dans les pays insuffisamment développés sont rendus possibles par l'exploitation inhumaine de la main-d'œuvre locale. Le représentant de la Pologne cite le *New York Herald Tribune* et le *Wall Street Journal* à propos des débouchés avantageux qui existent en Amérique latine pour les capitaux américains et il déclare qu'en 1951 la Creole Petroleum Corporation, par exemple, a fait un bénéfice de 36 cents par dollar de capital, ce qui représente un super-bénéfice d'environ 14.000 dollars par travailleur au service de cette société. Les bénéfices de la Chilean Exploration Company, filiale de l'Anaconda Copper, si on les compare aux salaires des mineurs chiliens, sont tout aussi élevés.

8. Les sociétés industrielles américaines enregistrent des résultats analogues. En résumé, tous les faits indiquent que les monopoles américains contrôlent de plus en plus l'exploitation des ressources naturelles dans les pays insuffisamment développés. La politique étrangère des Etats-Unis a donc, en premier lieu, pour

objet d'assurer à ces monopoles les conditions les plus favorables afin qu'ils puissent retirer des bénéfices aussi élevés que possible. M. Katz-Suchy cite pour illustrer ce point une déclaration faite par le Directeur des services financiers de la Standard Oil Company of New Jersey. Tous les moyens imaginables ont été employés pour amener les pays insuffisamment développés à accorder le régime le plus favorable aux capitaux privés américains. Cependant, les monopoles américains présentent sans cesse de nouvelles demandes, qui correspondent à leurs ambitions croissantes. Le but qu'ils poursuivent est la subordination de la vie économique et politique des pays insuffisamment développés à leurs propres fins et à leurs intérêts personnels.

9. On trouvera un exemple lumineux de leur attitude dans le programme en neuf points qui a été envoyé aux différents gouvernements du continent américain par la National Association of Manufacturers. Le représentant de la Pologne cite le programme en détail, tel qu'il est exposé dans le numéro du *New York Times* qui porte la date du 1er août 1952. Il déclare que ce programme vise à obtenir que les pays insuffisamment développés pratiquent la politique de la "porte ouverte" et permettent, sans aucune restriction, aux capitaux privés américains de pénétrer dans ces pays et d'y prospérer. La demande concernant un "traitement équitable" a pour objet de permettre aux sociétés américaines de dominer les marchés; tout contrôle gouvernemental sur les transactions intérieures et extérieures doit être éliminé; les impôts doivent être réduits et les bénéfices ne doivent connaître aucune limite; enfin, les questions de main-d'œuvre doivent être réglées conformément aux intérêts des monopoles afin d'accroître la productivité par ouvrier, et augmenter ainsi le taux des bénéfices.

10. M. Katz-Suchy explique que s'il a parlé en détail du programme en neuf points, c'est à cause des déclarations qui ont été faites récemment devant la Deuxième Commission. La contribution des Etats-Unis d'Amérique à la solution des problèmes qui se posent dans les régions insuffisamment développées peut se résumer ainsi: un plan d'esclavage économique et politique qui oblige les pays insuffisamment développés à renoncer à leur droit de suivre une politique indépendante et d'appliquer leurs propres plans d'industrialisation, et à subordonner leurs actes aux exigences insatiables de la machine de guerre américaine qui réclame toujours plus de matières premières.

11. Toutefois, les événements qui se sont produits récemment dans un grand nombre de pays insuffisamment développés montrent que la résistance opposée aux agissements des monopoles américains grandit sans cesse. Les peuples ont de plus en plus conscience que c'est l'exploitation impérialiste qui est la cause principale du retard économique de leurs pays, et ils se refusent à être exploités de la sorte. Ils commencent à demander le droit d'utiliser leurs ressources naturelles conformément à leurs propres intérêts et l'on trouve des preuves de cette évolution dans la presse américaine elle-même.

12. La lutte des populations des pays insuffisamment développés contre l'oppression et l'exploitation étrangères est qualifiée par les milieux dirigeants américains de "nationalisme". D'après la doctrine américaine officielle, un "nationaliste" est un homme qui veut protéger l'indépendance et la souveraineté de son pays, qui

refuse d'accepter l'exploitation coloniale et qui lutte pour le véritable progrès économique et social. Les milieux dirigeants américains utilisent tous les moyens possibles pour entraver ce mouvement dans les pays insuffisamment développés. On a invoqué l'autorité de l'Organisation des Nations Unies et M. Trygve Lie a lancé un avertissement contre l'"essor du nationalisme". Le Fonds monétaire international s'efforce de persuader les pays insuffisamment développés qu'il n'est pas judicieux de leur part de s'industrialiser et qu'ils ont tort de protéger leurs nouvelles industries. Les savants bourgeois fournissent des arguments pseudo-scientifiques pour défendre le malthusianisme et d'autres théories suivant lesquelles les problèmes qui se posent dans les pays insuffisamment développés ne peuvent pas recevoir de solution.

13. Les événements récents ont cependant démontré l'inexactitude de ces arguments et prouvé qu'un développement économique rapide est possible. Cette preuve en est fournie par le magnifique développement de certaines régions de l'Union soviétique qui, avant la Révolution d'octobre, étaient en retard, par les progrès réalisés dans les démocraties populaires de l'Europe orientale, et par les résultats obtenus récemment dans la République populaire de Chine. Citant en exemple son propre pays, M. Katz-Suchy fait remarquer que la Pologne, avant la deuxième guerre mondiale, répondait à tous les points de vue à la définition d'un pays dont l'économie était insuffisamment développée. Son revenu national par habitant était l'un des plus bas d'Europe, son agriculture était peu avancée, son industrie était surtout consacrée à l'extraction des matières premières. L'exploitation de l'économie par les capitaux étrangers et l'importance minime des investissements résultant du manque de capitaux nationaux ont amené entre 1913 et 1938 une diminution importante de la production dans la plupart des branches de l'industrie. En Pologne, avant la guerre, le chômage était très élevé dans l'industrie et le sous-emploi dans l'agriculture posait un problème en apparence insoluble; l'analphabétisme sévissait et les conditions de l'habitation et de l'hygiène étaient parmi les plus mauvaises d'Europe.

14. Mais tout cela appartient au passé. Par de nombreuses réformes sociales, comme la nationalisation de l'industrie, des banques et des transports, la Pologne a finalement réussi à prendre en mains le développement de son économie suivant un plan national dont l'objectif fondamental est d'augmenter la production en vue de créer les conditions nécessaires pour relever progressivement le niveau de vie de la population laborieuse. Une réforme agraire radicale a été accomplie et le commerce extérieur a pris l'extension exigée par le développement économique.

15. Ces réformes de structure ont permis de réaliser d'importants progrès. La Pologne produit actuellement trois fois plus qu'en 1938. Son équipement industriel a été modernisé et augmenté, de nouvelles branches d'industries ont été créées et la production de matières premières s'est fortement accrue. On s'est attaché tout particulièrement à développer la production agricole, et les cultivateurs disposent maintenant de machines agricoles du type le plus moderne et d'importantes quantités d'engrais chimiques. Le chômage dans l'industrie a disparu et le problème du chômage dans l'agriculture a été résolu de façon satisfaisante. Les résultats favorables obtenus dans l'industrie et l'agriculture ont

permis de relever le niveau de vie de la population. La consommation par habitant de denrées alimentaires essentielles est bien supérieure au niveau d'avant guerre et des sommes de plus en plus élevées sont consacrées à la construction de logements et aux services sociaux.

16. L'exemple de la Pologne montre qu'il est possible aux pays dont l'économie est peu avancée de réaliser un développement économique rapide dans tous les domaines. Il prouve que le développement de l'industrie lourde, ainsi que l'augmentation de la production de machines-outils, est l'une des conditions essentielles au développement de toutes les branches de l'industrie. Il démontre que l'industrialisation et le relèvement des niveaux de vie peuvent aller de pair. Les progrès réalisés en Pologne sont dus aux réformes de structure réalisées dans les domaines social et économique, ainsi qu'à l'attitude du peuple polonais, mais elles sont dues également à l'aide généreuse accordée par l'Union soviétique qui a fourni des matières premières, des biens d'équipement et des conseils techniques. Les relations entre la Pologne et l'Union soviétique sont fondées sur le respect mutuel des droits souverains des deux parties, et l'assistance reçue renforce l'indépendance politique et économique de la Pologne.

17. Ce que vient de dire M. Katz-Suchy n'implique pas que la délégation polonaise désire imposer aux autres ses méthodes de développement économique. Au contraire, il est fermement convaincu que tous les pays doivent rechercher la solution des problèmes économiques auxquels ils ont à faire face en tenant compte de leur propre situation. Il croit cependant que pour pouvoir réaliser de véritables progrès d'ordre économique et social, les conditions suivantes doivent être remplies : i) il faut permettre aux pays insuffisamment développés d'établir leurs propres programmes de développement économique, sans ingérence étrangère ; ii) il faut mettre en œuvre les réformes agraires appropriées ; iii) il faut dégager l'économie des pays insuffisamment développés de l'emprise des monopoles étrangers ; iv) il est nécessaire de réaliser une meilleure distribution du revenu national en faveur des travailleurs ; v) il faut enlever à l'économie des pays insuffisamment développés son caractère colonial en diversifiant la production ; vi) les pays insuffisamment développés doivent avoir libre et égal accès aux matières premières et aux biens d'équipement dans les conditions normales du commerce international ; vii) toutes les mesures prises doivent avoir pour objectif essentiel de renforcer l'indépendance économique et politique des pays insuffisamment développés et d'assurer le relèvement progressif du niveau de vie de leur population. Telles sont les conditions préalables à tout véritable développement économique, et c'est seulement en s'attaquant aux questions fondamentales que les Nations Unies peuvent espérer faire progresser la cause des pays insuffisamment développés, ce qui est l'un des principaux objectifs de la Charte.

18. M. LEE (Chine) déclare que l'Assemblée générale, dans sa résolution 400 (V), a reconnu deux principes qui revêtent une importance fondamentale : premièrement, il est essentiel d'accélérer le développement économique des pays insuffisamment développés si l'on veut développer l'économie mondiale et maintenir la paix et la sécurité internationales ; deuxièmement, pour accélérer ce développement, il est indispensable qu'une aide étrangère à la fois technique et financière vienne s'ajouter aux efforts déployés par les popu-

lations des pays insuffisamment développés. Il ne s'agit pas pour la Commission de décider si ces principes sont acceptables, mais d'élaborer une méthode qui permettra de les appliquer dans la pratique. Il faut donc établir une relation étroite entre les idées des diverses délégations à ce sujet et l'attitude qu'elles adoptent à l'égard de l'ensemble du problème des relations économiques internationales.

19. Le représentant de la Tchécoslovaquie a soutenu, au cours de la 195^{ème} séance, que tous les maux dont souffrent les pays insuffisamment développés sont imputables au "pillage", à l'accaparement et à l'impérialisme des pays plus développés. On ne saurait aborder le problème en employant la méthode naïve qui consiste à appliquer, dans le cadre des relations économiques internationales, la théorie communiste de la lutte des classes, en divisant arbitrairement le monde libre en deux camps et en imaginant un conflit lorsqu'il devrait y avoir de la coopération.

20. La distinction entre les pays développés et les pays insuffisamment développés n'est pas nettement tranchée. Bien qu'il y ait des différences entre ces deux grandes catégories de pays quant aux intérêts et aux besoins, il n'existe entre elles aucun conflit fondamental qui ne puisse être réglé au mieux des intérêts de chacun et de façon satisfaisante autour d'une table de conférence.

21. En sa qualité de représentant d'un pays insuffisamment développé, M. Lee a pleinement conscience de l'incidence que peuvent avoir l'impérialisme et l'exploitation économiques. Il ne saurait en aucune façon approuver l'impérialisme, mais chacun doit reconnaître que les relations entre les pays développés et les pays insuffisamment développés n'ont pas toujours été avantageuses uniquement pour les premiers. Les résultats des progrès techniques récents enregistrés dans les pays plus développés sont constamment mis à la disposition du reste du monde. Néanmoins, tout en réaffirmant qu'il n'y a pas uniquement des exploités et des exploités, M. Lee reconnaît qu'il n'y a pas égalité entre la situation économique des pays développés et celle des pays insuffisamment développés. Ces derniers sont particulièrement vulnérables à deux points de vue. Les pays industrialisés produisant des biens de consommation de meilleure qualité et mieux présentés, les populations des pays insuffisamment développés voient se multiplier leurs besoins sans disposer des moyens qui leur permettraient d'y répondre. L'unique solution consiste à accroître la productivité dans les pays insuffisamment développés, mesure d'ailleurs indispensable pour le développement du commerce extérieur des pays industrialisés et pour le maintien du plein emploi dans ces pays. En second lieu, une dépression économique dans un pays industrialisé risque d'avoir de très graves répercussions dans les pays insuffisamment développés, dont l'économie repose le plus souvent sur l'exportation d'un ou deux produits primaires. Tous les pays se doivent donc de contribuer à remédier à cette situation.

22. Dans les rapports d'experts sur les *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986) et les *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156), sont recommandées certaines mesures à adopter sur le plan national et sur le plan international. Ces rapports tiennent compte dans une large mesure de la question du financement. Il a été proposé de créer une société

financière internationale et également d'établir un fonds spécial pour l'octroi de subventions aux pays insuffisamment développés. M. Lee est heureux de constater que ces deux propositions font actuellement l'objet d'une étude approfondie, mais étant donné que les résultats de cette étude ne seront connus qu'en 1953, il estime qu'il serait préférable d'ajourner l'examen de ces propositions.

23. Des progrès sensibles ont été réalisés, ainsi qu'il ressort de l'inventaire que le représentant des Etats-Unis a fait, au cours de la 198ème séance, de l'œuvre accomplie au cours des sept dernières années. Toutefois, si rassurants que soient ces progrès, il faut admettre qu'ils n'ont pas été aussi étendus que les pays insuffisamment développés l'auraient voulu. Afin d'obtenir un développement plus rapide, il faut déterminer les causes réelles qui en entravent le progrès. M. Lee ne pense pas que les difficultés proviennent des pays insuffisamment développés eux-mêmes. Ce n'est certes pas une tâche aisée pour ces pays que de créer une atmosphère favorable au développement et aux investissements étrangers, mais les obstacles de cet ordre ne sont pas insurmontables. Toutefois, même lorsque le financement est assuré, les pays insuffisamment développés découvriront sans doute qu'ils ont encore d'autres problèmes à résoudre.

24. M. Lee explique qu'au cours des années qui viennent de s'écouler, son pays a acquis une certaine expérience dans l'utilisation des investissements étrangers. A Formose, siège provisoire de son gouvernement, des progrès considérables ont été réalisés en matière de reconstruction et de développement économiques. Les efforts ont principalement porté sur la production d'énergie et la fabrication d'engrais, toutes deux essentielles à la vie économique de l'île. Formose a eu la chance de disposer des ingénieurs et du personnel technique nécessaires, dont la plupart ont reçu leur formation à l'étranger; elle a également eu la chance de pouvoir faire face d'une manière efficace au problème de l'infiltration communiste, et de jouir par conséquent d'une stabilité sociale relative. En deux ans, la production d'énergie s'est élevée de 854 millions de kWh en 1949 à 1.285 millions de kWh en 1951; celle des engrais s'est élevée de 46.000 tonnes métriques en 1949 à 110.000 tonnes métriques en 1951.

25. Bien qu'on puisse considérer un tel résultat comme une parfaite réussite, l'évolution même du développement économique a donné naissance à certains problèmes, dont le plus important est le problème de la monnaie nationale. La délégation chinoise estime qu'il faut compléter l'examen de la question des investissements en devises par une étude des dépenses en monnaie nationale entraînées par ces investissements et qu'il faut établir une distinction nette entre ces deux catégories car elles ont des incidences économiques différentes. Dans certaines conditions, il se peut que la limite du développement économique d'un pays insuffisamment développé s'établisse non point en fonction des devises disponibles pour le financement, mais d'après la situation des avoirs en monnaie nationale. La distinction semble s'imposer d'une façon particulière lorsqu'il s'agit d'examiner le fonds spécial envisagé, étant donné qu'un grand nombre des usages auxquels on destine ce fonds correspondent à des dépenses à effectuer en monnaie locale.

26. Les obstacles qui s'opposent à un progrès rapide des pays insuffisamment développés ne sauraient être imputés à un manque de coopération de la part des pays plus avancés. Les Etats-Unis, par exemple, que l'on s'accorde en général à considérer comme le plus avancé parmi les pays industrialisés, ont versé des contributions énormes aux organisations de secours, d'aide et d'assistance techniques internationales. La participation de ce pays à la Croix-Rouge, à l'UNRRA, au FISE, à l'ECA, aux programmes de la MSA et du Point quatre a concouru au bien-être économique et à la préparation militaire de nombreux pays, y compris des pays insuffisamment développés. Le montant net de l'aide des Etats-Unis aux pays étrangers, du milieu de 1945 au milieu de 1949, s'est élevé à 35 milliards de dollars, soit 10,6 pour 100 du budget annuel des dépenses de ce pays. Ce chiffre est indéniablement impressionnant.

27. M. Lee se demande, dans ces conditions, quelle peut être la cause du retard dont souffre le progrès économique rapide que demandent les pays insuffisamment développés. Qu'est-ce qui empêche ou ralentit le libre afflux des capitaux vers ces pays? La réponse ne se trouve dans aucun rapport d'expert, mais elle est connue de tous. C'est la menace de l'agression et de l'infiltration communistes. Voilà la véritable cause de l'instabilité politique, de l'agitation et du malaise social dans le monde. Cette menace enlève tout attrait aux investissements de capitaux étrangers et détruit ce à quoi une faible mesure de développement avait permis d'arriver.

28. Un voyageur américain célèbre a écrit en 1951 que le Kremlin tournait des regards de plus en plus chargés de convoitise vers les champs pétrolifères de l'Iran et de l'Arabie saoudite, et qu'à l'intérieur d'un pays sur deux, pour ainsi dire, l'agitation, les menées subversives, la propagande et le sabotage communistes gagnaient en rapidité et en étendue. Le journal londonien *Economist* a souligné que dans les discussions de Colombo, comme dans toute autre tentative faite en vue de traiter sur le plan pratique les maux dont souffre le monde, les projets économiques demeureraient choses inutiles et vaines tant que l'on n'aurait pas créé la base politique solide sur laquelle ils doivent être édifiés. Les besoins les plus urgents sont évidemment ceux de la défense. Ce que l'*Economist* a dit du plan de Colombo s'applique avec autant de force à tout plan de l'Organisation des Nations Unies à élaborer dans l'avenir. Ce fait devrait être clairement noté et honnêtement reconnu.

29. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) s'abstiendra de répondre en détail au travestissement des faits et des mobiles qui a caractérisé une partie de la discussion, car les faits et mobiles ainsi dénaturés sont tellement loin de la vérité qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter; il se bornera donc à étudier certains principes fondamentaux dont la Commission devrait s'inspirer pour déterminer la manière dont la participation internationale au développement économique pourrait être le mieux organisée. C'est seulement en coopérant dans l'intérêt du bien commun que les pays avancés et les pays insuffisamment développés du monde peuvent atteindre les buts qu'ils se sont tous assignés.

30. La révolution industrielle, au Royaume-Uni, a donné naissance à certains problèmes sociaux, mais l'éveil de la conscience sociale des gouvernants de l'époque a eu pour résultat l'adoption d'une série de lois sur les entreprises industrielles et d'autres textes

plaît à constater que plus de 60 pour 100 des échanges internationaux sont réglés par le mécanisme efficace de compensation de l'Union européenne de paiements. Ces signes sont encourageants; ils montrent que l'Europe redevient à même de contribuer dans une large mesure au bien-être de tous les peuples. D'heureux présages se manifestent également dans d'autres parties du monde. Le Plan de Colombo, par exemple, est une initiative riche de promesses. Sur un plan différent, les commissions économiques régionales pourront apporter une aide toujours plus précieuse. Si manifestes que soient les troubles politiques dans le monde et leurs effets sur la vie économique, Sir Clifford estime qu'avec de la bonne volonté et de la patience les efforts conjugués des pays, des groupes régionaux et des Nations Unies devraient permettre d'accomplir de grandes tâches.

44. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) signale que

les journaux du matin annoncent que M. Gunnar Myrdal, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, a été victime d'un accident survenu au Danemark, près d'Elseneur. Il est persuadé que les membres de la Commission seront unanimes à lui témoigner leur sympathie.

45. M. BLOUGH (Secrétariat) remercie M. Lubin d'avoir porté ce fait à l'attention de la Commission. D'après un télégramme reçu du représentant des Nations Unies chargé des services d'information à Copenhague, M. Myrdal se rendait de Genève à Stockholm lorsque sa voiture a heurté un arbre. Fort heureusement son état est moins grave que ne le donnaient à penser les premières nouvelles reçues. Souffrant de contusions multiples, M. Myrdal a été hospitalisé à Elseneur jusqu'à ce qu'il puisse être transporté à Stockholm.

La séance est levée à 12 h. 30.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 31 octobre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Pages

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]	39
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)	
Hommage rendu à M. Santa Cruz à l'occasion de son départ	46

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]

- a) **Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1);**
- b) **Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) **Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);**
- d) **Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)**

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. BETETA (Mexique) remercie tout d'abord le représentant des Etats-Unis d'Amérique d'avoir, au cours de la 198ème séance, reconnu que les Mexicains avaient réussi à élever leur niveau de vie, en partie avec l'aide du capital étranger, mais surtout grâce à leurs propres efforts.

2. Comme la plupart des délégations, la délégation du Mexique a la conviction que la stabilité et le développement pacifique de l'économie mondiale dépendent essentiellement de la solution qui sera apportée au problème du développement économique des pays insuffisamment développés.

blème du développement économique des pays insuffisamment développés. Elle reconnaît la nécessité d'étudier ce problème sur le plan international, car les erreurs que commet un pays, ou les calamités qui le frappent, ont des répercussions qui affectent tous les autres pays du monde.

3. Il est une considération sur laquelle la délégation du Mexique croit devoir insister: le développement économique des pays insuffisamment développés doit se fonder avant tout sur l'utilisation rationnelle et efficace des ressources nationales et l'assistance étrangère ne doit être qu'un élément auxiliaire de l'action entreprise sur le plan national. Le Mexique, pour sa part, a dû recourir à l'assistance financière et technique de l'étranger, mais il ne l'a fait et il ne continuera à le faire qu'avec mesure et de façon judicieuse. Le Gouvernement mexicain, depuis la révolution de 1910, a veillé avec un soin de plus en plus jaloux à ce que les prêts reçus de l'étranger n'entraînent pas, comme auparavant, de limitation de la souveraineté nationale et n'aient pas pour effet de subordonner les intérêts de la nation à ceux de Puissances étrangères. C'est en ayant cette considération présente à l'esprit qu'en septembre dernier, lors de la réunion annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le Gouvernement mexicain a donné son agrément aux conditions dans lesquelles la Banque internationale accorde des prêts. La Banque, en effet, ne cherche pas à spéculer sur les fonds qu'elle avance et n'agit qu'en plein accord avec le gouvernement intéressé.

4. Le Mexique attache une grande importance au fait que le gouvernement intéressé doit toujours signifier

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

son accord pour la détermination du secteur dans lequel les capitaux étrangers seront investis. Cela ne signifie pas qu'il sous-estime le rôle que peut jouer l'initiative privée, qu'il a toujours respectée: la preuve en est la liberté dont jouissent les entreprises privées mexicaines et le traitement qui est réservé aux entreprises étrangères au Mexique, lorsqu'elles sont respectueuses de la loi nationale. Si le Gouvernement mexicain contrôle les investissements étrangers, c'est parce qu'il est convaincu que, pour sauvegarder sa liberté en matière de change et pour tirer le meilleur parti des investissements étrangers, il doit utiliser les devises dont il peut disposer dans les secteurs de l'économie les plus importants du point de vue du développement du pays. C'est ainsi que les crédits ouverts par la Banque internationale ont servi surtout à financer des programmes d'électrification qui ont permis de créer ou de développer des usines, d'irriguer des régions désertiques et de fournir l'électricité à des communautés rurales isolées.

5. Tout pays en voie de développement subit inévitablement des transformations qui affectent ses relations économiques avec l'extérieur et, par conséquent, sa balance des paiements. En effet, le développement économique s'accompagne généralement d'un accroissement marqué des importations, car le pays doit procéder à des importations massives de biens d'équipement pour renforcer sa capacité de production; d'autre part, les progrès accomplis et l'élévation du niveau de vie qui en résulte accentuent la demande de biens de consommation et le marché interne, dénué encore de la souplesse nécessaire, ne peut la satisfaire entièrement; une telle situation tend à rompre l'équilibre de la balance des paiements.

6. Le Mexique n'ignore pas que le capital privé étranger peut aider à rétablir l'équilibre perdu, mais il sait le danger que présente pour tout pays en voie de développement un afflux non contrôlé de capitaux privés étrangers. Les investissements privés sont toujours inspirés par l'esprit de lucre; ils s'effectuent dans les secteurs de l'activité économique où ils sont assurés d'obtenir les profits les plus élevés et les plus immédiats, et non dans ceux où ils peuvent contribuer le plus au progrès du pays en question. C'est pourquoi le Mexique, sans manifester d'hostilité ni entretenir de préjugés à l'égard du capital privé étranger, a toujours exigé de lui qu'il respecte scrupuleusement la législation nationale et ne lui a jamais accordé de privilège spécial.

7. Cependant, le Mexique ne s'est pas opposé à l'idée de créer une société financière internationale qui canaliserait les investissements de capitaux privés sans aucune intervention directe du gouvernement ou de la banque centrale du pays importateur, car il estime que les Membres des Nations Unies doivent tenir compte des désirs et des intérêts des autres membres de la communauté internationale. La délégation du Mexique tient néanmoins à déclarer qu'elle ne pense pas que les investissements privés soient le moyen idéal, ou le plus efficace, que l'on pourrait utiliser pour résoudre un problème aussi vaste que celui du développement économique des pays insuffisamment développés. La délégation du Mexique se réserve de revenir sur le problème, le cas échéant, lors de l'examen des questions de détail.

8. M. Beteta termine en parlant des allusions aux pays qui ont accepté des investissements étrangers qui

ont été faites, au cours de la discussion générale, sans viser le Mexique en particulier. Il peut dire, en ce qui concerne son pays, que ni la Banque internationale, ni aucune autre institution internationale ou nationale, publique ou privée, n'a jamais offert à son pays de fonds destinés à d'autres fins que de financer des projets librement choisis par lui; dans chaque cas, le Mexique n'a accepté de fonds qu'après avoir soigneusement étudié les obligations qu'il assumait et en tenant compte avant tout de l'intérêt national. Aucune institution n'a jamais émis la prétention — que le Mexique n'aurait d'ailleurs jamais acceptée — de s'immiscer dans les affaires qui concernent exclusivement le peuple et le Gouvernement du Mexique.

9. M. SANTA CRUZ (Chili) rappelle que sa délégation a exposé à maintes reprises devant l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ses vues sur le développement économique des pays insuffisamment développés. Elle a insisté sur le fait que la situation économique de ces pays était précaire, le niveau de vie de leur population déplorable, et que la communauté internationale devait, en adoptant un programme nouveau et hardi, tenter de remédier à cet état de choses.

10. La délégation du Chili a plaisir à constater que les délégations des pays d'Asie et d'Amérique latine, ainsi que celles des pays arabes, ont tenu compte des vues qu'elle expose depuis cinq ans. Au cours de la discussion générale en séance plénière, le représentant du Chili a souligné que la prospérité des pays développés contrastait avec l'appauvrissement progressif des pays insuffisamment développés¹. Le Secrétaire d'Etat des États-Unis a laissé entendre, au cours du même débat, qu'il partageait ce point de vue². Il a fait état de l'élévation constante du niveau de vie que l'on enregistre dans les pays industrialisés et a dit qu'elle s'accompagnait d'une répartition plus équitable des revenus. Par contre, dans les pays insuffisamment développés la situation est moins bonne qu'il y a dix ou vingt ans. Le rapport des échanges avec les pays développés est devenu plus défavorable encore pour eux. La différence entre les pays développés et les pays insuffisamment développés n'a fait que s'accroître.

11. Une telle situation ne peut engendrer que des conflits sociaux et des guerres. Pour lui porter remède, il faudrait entreprendre une action dont les objectifs seraient plus ambitieux que ceux du programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. Il est impossible d'élaborer un programme de développement économique sans modifier les méthodes actuelles de production, de répartition et de fixation des prix en ce qui concerne les matières premières, qui sont les principales ressources des pays insuffisamment développés. Le problème des matières premières est un problème capital pour les pays producteurs aussi bien que pour les pays acheteurs.

12. Pour le moment, la Commission doit se contenter d'examiner le programme dont la mise en œuvre a été entamée. Elle peut recommander l'adoption de nouvelles normes et de nouvelles méthodes en vue de l'élaboration d'un programme plus hardi, mais ce programme ne pourra être adopté que lorsque les pays industrialisés auront pris pleinement conscience des responsabilités de la communauté internationale.

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Séances plénières*, 379^{ème} séance.

² *Ibid.*, 380^{ème} séance.

13. Abordant la question du financement du développement économique des pays insuffisamment développés, M. Santa Cruz rappelle que, par sa résolution 520 A (VI), l'Assemblée générale a demandé au Conseil économique et social de lui soumettre, lors de sa septième session, un plan détaillé pour la création, aussitôt que les circonstances le permettront, d'un fonds spécial en vue de l'octroi, aux pays insuffisamment développés, de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme pour les aider à accélérer leur développement économique. Par son rapport annuel et la résolution 416 A (XIV), le Conseil a fait savoir qu'il n'avait pas été en mesure de remplir son mandat et a proposé d'inviter le Secrétaire général à désigner les membres d'un comité qui établirait le plan détaillé demandé. La délégation du Chili a été l'un des auteurs de la résolution 520 A (VI) de l'Assemblée générale; elle a également participé à l'élaboration de la résolution 416 A (XIV) du Conseil, bien qu'elle ne fût plus membre de cet organe.

14. La délégation du Chili a déposé un projet de résolution (A/C.2/L.154 et Corr.1), par lequel elle signale que le document de travail (E/2234) établi par le Secrétaire général peut servir de base à l'établissement du plan détaillé et elle invite le Conseil économique et social à examiner de très près le plan détaillé qui lui sera présenté par le comité d'experts envisagé.

15. M. Santa Cruz fait observer que l'idée de créer un fonds spécial reçoit l'approbation de pays de plus en plus nombreux. La Suède, en particulier, s'est ralliée à cette idée en constatant l'insistance avec laquelle les pays insuffisamment développés la défendent. Le Brésil, dont les autres pays de l'Amérique latine avaient jusqu'alors déploré l'abstention, approuve également l'idée et a même annoncé le dépôt d'un projet de résolution en ce sens. Le Royaume-Uni, qui s'était toujours opposé à l'idée de la création d'un fonds spécial ou d'une autorité internationale de développement économique en affirmant qu'elle manquait de réalisme, semble sur le point de modifier son attitude. Au cours d'une séance de la Chambre des communes, en juin 1952, Sir Richard Acland a fait un long exposé sur le développement économique des pays insuffisamment développés et a reproché au Gouvernement travailliste, lorsqu'il était au pouvoir, de n'avoir pas suffisamment appuyé cette idée. Au cours de leur Congrès de Milan, les partis socialistes d'Europe occidentale se sont prononcés en faveur d'un programme d'aide aux pays insuffisamment développés dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Dans son ouvrage intitulé *Citizens of the World*, M. Stringfellow Barr a préconisé la création d'une autorité internationale de développement économique qui s'inspirerait de principes analogues à ceux qui régissent la Tennessee Valley Authority; il fait mention des débats des Nations Unies sur cette question et a déclaré partager l'opinion des pays insuffisamment développés.

16. Ainsi, les idées que la délégation du Chili défend depuis longtemps reçoivent peu à peu l'approbation de l'opinion publique mondiale. On reconnaît qu'il n'est pas d'autre solution au problème du développement économique. Dans la déclaration qu'il a prononcée à la 198ème séance de la Commission, le représentant des Etats-Unis a signalé les efforts accomplis dans ce domaine par son pays et a donné l'impression que le problème serait prochainement résolu. Les initiatives prises par certains pays montrent que la communauté

internationale prend peu à peu conscience de ses responsabilités.

17. Il faut reconnaître cependant qu'au cours des dernières années, le montant des investissements internationaux, publics et privés, a été insuffisant. La Banque internationale ne peut pas, aux termes de ses statuts, consentir des prêts à faible intérêt et à long terme destinés à financer les projets non amortissables qui sont d'une importance fondamentale pour le développement économique. Le montant des investissements, depuis la dernière guerre, a été inférieur à ce qu'il avait été entre 1920 et 1930. Enfin, l'assistance technique ne suffit pas pour assurer un développement économique permettant de répondre aux besoins essentiels des pays insuffisamment développés.

18. Devant l'Assemblée générale, le représentant du Chili a exposé les principes à adopter pour la mise au point d'un programme de développement économique³. En premier lieu, ce programme doit être élaboré et mis en œuvre dans l'intérêt de tous les pays et non d'un pays déterminé. Ensuite, il faut assurer sur le plan interrégional la coordination des mesures de développement économique. Enfin, ce programme doit être mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies et il conviendrait de réserver aux commissions économiques régionales un rôle plus important.

19. Plusieurs pays insuffisamment développés s'inquiètent de constater que certaines initiatives prises vont à l'encontre des principes défendus par l'Organisation des Nations Unies, selon lesquels un programme de développement économique doit viser au plein emploi et à l'élévation des niveaux de vie. Les pays membres du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée européenne se sont préoccupés du déficit en dollars et du déséquilibre de la balance des paiements des pays d'Europe occidentale. Très récemment, le Conseil de l'Europe, présidé par le Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, a déclaré que ces facteurs de déséquilibre économique régional pouvaient provoquer un déséquilibre mondial. L'Assemblée européenne a adopté une résolution ayant en vue une mise en commun des ressources de l'Europe occidentale, le développement économique des territoires d'outre-mer et l'institution d'un régime douanier préférentiel entre le Commonwealth britannique et les pays d'Europe occidentale et leurs colonies. Ce programme a pour objet d'augmenter la production de matières premières dans les territoires coloniaux afin de réduire les importations en provenance de la zone dollar.

20. Le représentant du Chili souligne que le fait de resserrer les relations économiques à l'intérieur d'une région et d'effectuer l'intégration économique d'un groupe de pays dont les ressources sont complémentaires n'équivaut pas à la création d'un système économique équilibré. L'Europe ne peut exécuter le vaste programme qu'elle envisage sans prendre en considération ses relations avec les autres régions et sans se demander si ce programme ne ferait pas obstacle à l'exécution d'autres programmes. A cet égard, il suffit de se rappeler que l'isolement de l'URSS et des autres pays communistes a de très dangereuses conséquences. Il serait néfaste de constituer ainsi, dans le monde, des blocs de pays isolés du point de vue économique.

21. M. Santa Cruz ne pense pas que les pays européens aient l'intention de maintenir l'exploitation de

³ Ibid., 379ème séance.

mondiales, mais qu'elle ne s'est produite qu'exceptionnellement.

40. Touchant le rapport entre les prix des produits de base et ceux des produits manufacturés, l'orateur déclare que l'aggravation progressive de ce rapport provoque l'appauvrissement continu des régions insuffisamment développées et que le moyen le plus simple de remédier à cette situation est d'industrialiser ces régions, de les libérer de la sujétion économique et de leur ouvrir le chemin du bien-être et du progrès.

41. M. Bunge analyse ensuite l'attitude qu'adoptent aujourd'hui les Puissances industrielles, qui invoquent les besoins de la défense internationale et la nécessité de résoudre leurs propres problèmes pour mettre en vigueur des mesures destinées à provoquer la chute des prix des matières premières. Le représentant de l'Argentine souligne le caractère paradoxal de l'attitude de ces nations qui, d'une part, proclament leur désir de favoriser le progrès économique des pays insuffisamment développés et, d'autre part, se lancent dans une course de restrictions et de mesures de contrôle de l'activité économique qui provoque l'aggravation accélérée du rapport des échanges. A ce propos, il cite des chiffres pour montrer comment ce rapport s'est aggravé pour les pays producteurs de matières premières à partir du deuxième trimestre de 1951. Sur la base des prix en vigueur aux Etats-Unis en septembre 1952, les matières premières ont subi les baisses ci-après par rapport aux prix maximums atteints au début de la guerre de Corée: plomb 21 pour 100, étain 34 pour 100, huile de coton 43 pour 100, laine 52 pour 100, graisse de porc 55 pour 100, cuir 59 pour 100, toile à sac 60 pour 100 et caoutchouc 68 pour 100. Par contre, les prix des machines ont poursuivi leur courbe ascendante. Pour illustrer sa démonstration, M. Bunge compare de façon détaillée le mouvement du prix de la laine et celui du prix des tracteurs. Soulignant les effets de ce déséquilibre des prix sur l'économie des pays insuffisamment développés, l'orateur rappelle qu'en 1951, les pays appartenant à cette catégorie ont exporté ensemble l'équivalent de 24.155.400.000 dollars et qu'une altération de 10 pour 100 du rapport des prix entraîne une diminution égale à l'énorme somme de 2.415.540.000 dollars dans le pouvoir d'achat de ces pays, et une diminution encore plus grande de leur revenu.

42. Revenant au phénomène de la concentration des investissements dans les pays très industrialisés, M. Bunge cite des chiffres qui montrent qu'aux Etats-Unis les investissements effectués sur le marché intérieur ont été, en 1951, quarante fois supérieurs aux investissements à l'étranger.

43. Il déclare ensuite que le contrôle du prix des matières premières imposé depuis le déclenchement du conflit de Corée a été injuste parce qu'il n'a pas tenu compte du processus séculaire d'aggravation du rapport des échanges et parce qu'il a subordonné les programmes de développement économique aux nécessités de la mobilisation en vue de la défense.

44. Sur ce point l'orateur poursuit en disant que l'action nationale et internationale des grandes Puissances industrielles a eu pour effet de consolider et de favoriser l'économie des pays développés au préjudice des pays insuffisamment développés. A ce propos il critique les travaux de la Conférence internationale des matières premières qui s'est inspirée de ce point de vue

discriminatoire et dont les vices constitutionnels et de fait ont été dénoncés par la délégation de l'Argentine en séance plénière de l'Assemblée ⁴.

45. M. Bunge passe ensuite à l'examen d'une autre tendance qui réfute dans la pratique la notion théorique de la division du travail international soutenue par les pays industriels: il s'agit de la tendance qui consiste à remplacer les matières premières importées par des produits synthétiques de fabrication nationale. Comme exemple il cite les efforts du Gouvernement des Etats-Unis pour développer la production des fibres synthétiques en remplacement de la laine. S'il est exact qu'on ne peut mettre d'obstacle au progrès technique, il est incontestable aussi, déclare M. Bunge, qu'il convient de tenir compte des intérêts légitimes des pays producteurs de matières premières naturelles. Ces mesures, jointes à des tarifs douaniers élevés, des subventions à l'exportation et des restrictions qualitatives à l'importation, conduisent à une politique d'autarcie qui est entièrement contraire aux postulats théoriques de la liberté du commerce international et de l'aide aux pays insuffisamment développés.

46. Résumant son exposé, le représentant de l'Argentine aboutit aux conclusions suivantes: il importe de favoriser l'industrialisation des pays insuffisamment développés; il faut adopter des mesures qui assurent un rapport des échanges équitables et qui garantissent de justes prix pour les matières premières, de façon que les pays producteurs obtiennent les ressources financières nécessaires pour mener à bien leur industrialisation; il faut aussi éviter que les bénéfices d'une plus grande productivité et les recettes provenant des exportations de ces pays ne soient transférés dans les centres industriels; il convient, enfin, que les pays industriels abandonnent les pratiques nationales et internationales qui conduisent à une aggravation du rapport des échanges.

47. M. Bunge affirme que l'on ne doit pas subordonner les mesures destinées à favoriser le développement économique aux nécessités de la défense collective et qu'il faut à l'avenir accorder la priorité à tous les programmes de développement économique, parce que la misère est un facteur négatif dans le maintien de la paix mondiale.

48. Enfin, M. Bunge déclare qu'il ne faut pas confondre indépendance et autarcie. L'indépendance économique est la condition matérielle et essentielle de la souveraineté politique et se traduit par la liberté de chaque pays de décider ce qui convient le mieux à son développement économique et à une répartition plus juste de la richesse. L'indépendance économique est la condition essentielle de l'industrialisation des pays insuffisamment développés et de la diversification de leur production. La réforme agraire est une autre condition indispensable du développement économique.

49. En terminant M. Bunge annonce que sa délégation saisit la Commission d'un projet de résolution sur le financement du développement économique (A/C.2/L.162).

50. M. LONDOÑO PALACIOS (Colombie) déclare que la délégation de la Colombie, qui a suivi avec attention les interventions qui ont précédé la sienne, partage dans l'ensemble les idées qui ont été exprimées au sujet des quatre questions groupées sous le point de l'ordre du jour en discussion.

⁴ *Ibid.*, 380ème séance.

51. Pour sa part, la délégation de la Colombie voudrait profiter de l'occasion pour exprimer son approbation du rapport que le Conseil économique et social a soumis à l'Assemblée générale (A/2172) et, en particulier, du chapitre III de ce rapport.

52. La Colombie, qui, dans le passé, a fait appel à certaines institutions de crédit internationales, notamment l'Import-Export Bank et la Banque internationale, se croit bien placée pour apprécier le rôle que peuvent jouer les organisations internationales dans le développement économique des nations. Les prêts dont elle a bénéficié lui ont permis de mettre en œuvre un programme d'industrialisation et de travaux publics dont l'exécution aurait sans doute été retardée de quelques années au moins si elle avait dû compter uniquement sur les recettes fiscales ordinaires du pays.

53. Le développement économique de la Colombie doit beaucoup, aussi, au concours technique de la Mission de la Banque internationale que dirigeait M. Laughlin Currie. Cette mission a fait une étude approfondie de la situation économique et sociale et formulé ensuite diverses recommandations. Désireux de tirer le plus grand parti possible du rapport de la Mission, le Gouvernement colombien a confié à une Commission composée d'économistes et d'hommes d'Etat colombiens le soin d'analyser ces recommandations et d'étudier la possibilité de les mettre en œuvre, en tenant compte à la fois des ressources économiques et fiscales du pays et des fonds que la Colombie pourrait se procurer auprès de la Banque internationale et auprès d'autres organismes de financement. Cette Commission du développement économique a siégé de septembre 1950 à juillet 1951 et elle a soumis au gouvernement dix-huit rapports traitant des principaux secteurs de l'économie nationale. Saisi de ces rapports, le gouvernement a créé une Commission du plan qu'il a chargée de contrôler et de coordonner les efforts entrepris en vue d'encourager et d'accélérer le développement de l'économie colombienne.

54. M. Londoño Palacios est extrêmement heureux de pouvoir annoncer que ces mesures ont porté fruits. Le Gouvernement colombien a pu prendre, dans le cadre d'un plan d'ensemble, toute une série de décisions, notamment en matière de crédit intérieur, de tarifs douaniers, de diversification des exportations, de suppression des contrôles et d'importation de capitaux étrangers; ces décisions ont déjà exercé un effet salutaire sur l'économie nationale.

55. L'œuvre de réajustement économique et de planification ordonnée et pratique qui a déjà été accomplie a permis de mettre en train de nouveaux projets qui gagnent chaque jour en importance; l'exécution de certains de ces projets qui ont trait à des ouvrages d'irrigation, à l'extension du réseau routier et ferroviaire, à la construction de logements pour les ouvriers et les paysans, à la distribution et à la mise en culture des terres arides, à l'électrification des campagnes, à l'amélioration de l'enseignement et des conditions sanitaires, bat maintenant son plein et contribue chaque jour davantage à élever le niveau de vie de la population et à accroître son bien-être. D'autre part, la législation fiscale a également été améliorée, ainsi que les modalités de perception des impôts, ce qui a permis au Gouvernement colombien, au cours des six dernières années, de quintupler son budget, qui est maintenant de l'ordre de 700 millions de pesos. L'impulsion ainsi donnée au

développement économique a entraîné la nécessité de trouver de nouvelles ressources en vue d'assurer l'exécution des travaux que réclame, à juste titre, un peuple devenu ambitieux et qui consacre toute sa patiente énergie à accroître sa prospérité dans le cadre de libres institutions démocratiques.

56. Convaincue par les résultats obtenus dans son propre pays grâce aux capitaux et à l'assistance technique de l'étranger, la délégation de la Colombie appuiera sans réserve toute proposition visant, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, à financer le développement des pays insuffisamment développés, à accroître leur productivité, à leur accorder une assistance technique et à encourager la réforme agraire. La délégation de la Colombie ne sous-estime nullement ce qui a déjà été accompli jusqu'ici dans ce domaine, mais elle pense qu'il faudrait trouver le moyen de multiplier les sources de crédit et d'en faciliter l'accès aux pays qui ont besoin d'une aide financière extérieure.

57. M. Londoño Palacios rappelle que le Gouvernement de la Colombie et le secteur privé de l'économie ont déjà fait de grands efforts pour diversifier les exportations du pays. On n'ignore pas que, jusqu'à présent, le café a représenté 92 pour 100 des exportations colombiennes; cependant, le pays pourrait exporter aussi du pétrole, du sucre, du riz, du bois, de l'or, du bétail, du charbon, de l'alcool, des matières premières et même des produits manufacturés. La Colombie est résolue à faire l'effort nécessaire, sur le plan technique comme sur le plan financier, pour empêcher que son économie ne repose sur l'exportation d'un seul produit dont le prix est à la merci des fluctuations du marché mondial, et pour pouvoir profiter des richesses naturelles dont la Providence l'a dotée.

58. Cet aperçu de l'économie colombienne serait incomplet si l'on ne mentionnait pas que la balance des paiements du pays est pratiquement équilibrée, que le montant des transactions pour l'année 1951 a dépassé 2 milliards de dollars, et que les paiements à l'extérieur, qui s'élèvent chaque année à 500 millions de dollars environ, ne sont soumis à aucune restriction ni à aucun délai.

59. La délégation de la Colombie se plaît à reconnaître que, dans sa quête de capitaux et de techniciens étrangers, la Colombie a trouvé auprès des Etats-Unis d'Amérique un grand esprit de compréhension ainsi qu'un désir sincère de lui venir en aide. M. Londoño Palacios tient à souligner aussi l'appui technique et financier que son pays a trouvé en Europe lorsqu'il a voulu créer et mettre en exploitation la grande entreprise sidérurgique de Paz del Rio et il espère que ses liens avec l'ancien continent continueront à se resserrer.

60. La délégation de la Colombie a pris acte avec une très vive satisfaction de la déclaration faite au cours de la 198ème séance devant la Deuxième Commission par le représentant des Etats-Unis d'Amérique, qui a dit que le gouvernement et le peuple de son pays reconnaissaient qu'il restait encore beaucoup à faire, en dépit de tout ce qui avait été accompli au cours de ces dernières années, et qu'ils étaient décidés à collaborer au développement de l'économie mondiale afin d'"aider les peuples qui s'aident eux-mêmes". Elle a aussi accueilli avec joie la déclaration selon laquelle l'entreprise privée peut également jouer son rôle dans l'œuvre de développement économique des nations. Elle estime, en effet, qu'il convient non seulement d'accorder une aide technique et financière aux projets publics, mais aussi

d'offrir des facilités à toutes les entreprises dues à l'initiative privée qui contribue d'une manière si efficace à consolider les progrès économiques, à fortifier l'économie privée, à améliorer les conditions d'existence des classes les moins favorisées et à résoudre sans heurts les problèmes sociaux et économiques dont les peuples libres et soucieux de la dignité humaine préfèrent attendre la solution du libre jeu des forces économiques.

61. M. Londoño Palacios rappelle que, dans son pays comme dans d'autres parties du continent sud-américain, les deux tiers des investissements étrangers sont consacrés à l'exploitation du pétrole et des mines d'or ou de platine. 129 millions de dollars seulement sont investis dans l'agriculture, l'industrie, les transports, la banque, l'électricité et diverses entreprises commerciales. Afin d'encourager le capital étranger, la Colombie a pris de nombreuses mesures législatives visant à garantir l'exportation des dividendes ainsi que le droit, pour les capitaux investis, de sortir du pays aussi facilement qu'ils y sont entrés. Tous ceux qui ont collaboré au développement économique de la Colombie savent quel accueil aimable est réservé, dans ce pays où la tradition démocratique est vieille de 140 ans, à ceux dont l'activité est honnête et progressive, et combien on y respecte la parole donnée.

62. La Colombie croit aux bienfaits de la liberté économique et aux avantages du libre jeu de l'entreprise privée; c'est pourquoi elle a accueilli avec enthousiasme l'initiative tendant à la création d'un nouvel organisme international chargé de financer les entreprises privées. La délégation colombienne collaborera dans toute la mesure de ses moyens à l'étude de ce projet.

63. Pour terminer, M. Londoño Palacios affirme la détermination de sa délégation de soutenir toute mesure tendant à favoriser le développement économique des pays insuffisamment développés, à faciliter l'apport de capitaux publics et privés et à étendre les services d'assistance technique des Nations Unies; il forme le vœu que l'Organisation des Nations Unies voie bientôt ses efforts aboutir à des réalisations capables d'assurer le bien-être de tous les peuples dans le respect de la dignité, seul fondement d'une paix véritable.

Hommage rendu à M. Santa Cruz à l'occasion de son départ

64. M. CHAUVET (Haïti) rend hommage au représentant du Chili, M. Santa Cruz, qui rentre dans son pays. Il rappelle que M. Santa Cruz a joué un rôle de premier plan tant à la Commission économique pour l'Amérique latine qu'à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social qu'il a présidé plusieurs fois. Les membres de la Deuxième Commission n'oublieront pas les principes élevés dont s'inspire M. Santa Cruz qui place l'humanité au-dessus de la patrie et l'homme au-dessus du citoyen.

65. M. ABDELRAZEK (Egypte) s'associe, au nom de sa délégation et de celles des autres pays arabes, à l'hommage que M. Chauvet vient de rendre à M. Santa Cruz.

66. M. SANTA CRUZ (Chili) se déclare très touché par les paroles obligeantes des représentants d'Haïti et de l'Egypte auxquels il adresse ses plus vifs remerciements.

La séance est levée à 17 h. 50.



SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155 [suite] 47

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157);
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]:

- a) **Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157);**
- b) **Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) **Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194);**
- d) **Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)**

[Point 25*]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. MEYER (Cuba) tient d'abord à préciser que la délégation de Cuba ne figure pas parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.156, comme l'indique par erreur ce document.

2. Il déclare que l'injustice sociale et les inégalités économiques qui règnent actuellement dans le monde sont à la base des difficultés considérables auxquelles tous les pays se heurtent et sont un des motifs de la tension internationale. Il compte que, par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies, on pourra résoudre ces problèmes en relevant le niveau de vie des popu-

lations du globe et plus particulièrement en facilitant le développement économique des pays insuffisamment développés. Le développement économique doit constituer un tout, de manière à embrasser tous les secteurs économiques des pays et, condition absolument indispensable de son succès, tous les pays insuffisamment développés, sans exception aucune.

3. Les pays qui, comme Cuba, ont une économie fondée sur la production et l'exportation d'un nombre limité de produits primaires et de biens de consommation observent avec une inquiétude croissante les tendances restrictives qui entravent de plus en plus les échanges internationaux. Les barrières que l'on crée et que l'on maintient au moyen de subventions et de tarifs douaniers élevés — à seule fin souvent de protéger des productions agricoles anti-économiques — retardent et gênent considérablement la distribution normale des biens de consommation et des produits de base qui constituent la principale source de richesses des pays insuffisamment développés. Ces restrictions, ainsi que l'inconvertibilité des moyens de paiement, sont à la fois des symptômes et des conséquences de la tension mondiale actuelle; il importe donc que tous les gouvernements redoublent d'efforts pour libéraliser les échanges internationaux. Il est évident que les méthodes adoptées jusqu'à présent pour aboutir à ce résultat sont insuffisantes.

4. L'économie principalement agricole de Cuba, qui repose en grande partie sur un seul produit, est extrêmement sensible aux fluctuations des marchés mondiaux. La stabilité de l'économie mondiale est d'une extraordinaire importance pour sa propre stabilité. Cuba a besoin de marchés réguliers qui absorbent sa production, de prix stables et rémunérateurs et de

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

clients disposant des moyens de paiement nécessaires. Afin de fonder son économie sur des bases plus solides, Cuba s'efforce de diversifier son agriculture, sans pour autant diminuer la production des marchandises dans laquelle le pays s'est traditionnellement spécialisé et cherche à développer progressivement son industrie. Cuba ne ménagera donc pas sa participation aux efforts déployés en vue de conclure des accords internationaux relatifs aux produits de base. Ces accords sont en effet indispensables à la stabilisation du commerce mondial.

5. Le représentant de Cuba aborde ensuite le problème du financement économique des pays insuffisamment développés. Etant donné que ces pays ne possèdent pas en propre les moyens financiers qui leur permettraient de mettre en œuvre leurs plans de développement, le financement international de ces programmes est une nécessité inéluctable. Il est certain que la méthode de financement international la plus pratique et la moins onéreuse est l'investissement de capitaux privés étrangers dans les entreprises nationales, au côté des capitaux privés intérieurs. Mais la question se pose alors de créer un climat de nature à attirer ces capitaux. D'un côté, en effet, les pays insuffisamment développés craignent — et leur méfiance à cet égard a souvent été justifiée — que les capitalistes étrangers n'en arrivent progressivement à contrôler leurs principales sources de richesses, menaçant ainsi leur indépendance économique et politique. D'un autre côté, les capitalistes étrangers craignent l'expropriation, les obstacles au rapatriement de leurs capitaux ou des bénéfices réalisés, les contrôles monétaires, etc.

6. Le représentant de Cuba est convaincu que l'on ferait un grand pas en avant si l'on créait un climat favorable, si les capitalistes étrangers voulaient se contenter d'un bénéfice raisonnable et n'investissaient leurs capitaux qu'en participation avec des capitaux nationaux et sous le contrôle de ces derniers ou, en tout cas, si cette dernière condition n'était pas réalisable immédiatement, selon des modalités qui permettraient aux entreprises nationales d'acquiescer peu à peu ce contrôle. Dans ces conditions, les pays insuffisamment développés n'hésiteraient sûrement pas à offrir les garanties nécessaires aux capitaux étrangers et à les traiter sur le même pied que les capitaux nationaux. M. Meyer est même persuadé que, sur le continent américain, les conditions favorables à la création d'un climat propice à l'investissement de capitaux privés étrangers existent déjà. Les pays de ce continent sont en effet liés l'un à l'autre par la parenté de leurs régimes, qui s'inspirent des mêmes règles juridiques et des mêmes principes et, bien plus encore, par l'Organisation des Etats américains, qui constitue un instrument efficace pour prévenir par une action collective tout acte d'agression politique ou économique. Une fois établi un climat de confiance, le processus de compréhension mutuelle ne ferait que se développer.

7. Au cours des cinquante dernières années, les capitaux privés ont joué un grand rôle dans le développement économique de Cuba et ont contribué à créer une prospérité qui a permis le relèvement sensible des conditions de vie de la population. Le représentant de Cuba cite quelques chiffres à ce sujet : en 1902, les importations s'élevaient à 60.500.000 pesos et les exportations à 66.300.000 pesos. En 1951, les importations ont atteint 630.400.000 pesos et les exportations 767 millions de pesos. Le revenu national, qui était de 468

millions de pesos en 1938, atteignait 1.860 millions de pesos en 1951, tandis que le revenu par habitant passait de quelque 106 pesos en 1938 à 358 pesos en 1951. Après avoir été exploité comme une colonie pendant des siècles, Cuba est en train de consolider son indépendance économique grâce aux efforts et à l'esprit de travail et d'entreprise de ses habitants. C'est pourquoi Cuba ouvre ses portes aux capitaux étrangers dont la venue ne porte pas atteinte à son indépendance d'Etat souverain et leur réserve le même traitement qu'aux capitaux cubains.

8. Reconnaissant d'autre part que le financement des projets de développement économique non rentables, notamment dans le domaine des voies de communications, de la santé publique, de l'enseignement, etc., ne peut être réalisé au moyen de capitaux privés, la délégation de Cuba a voté en faveur de l'adoption de la résolution 520 A (VI) de l'Assemblée générale, relative à la création d'un fonds international spécial en vue de l'octroi de subventions et de prêts à long terme et à faible intérêt aux pays insuffisamment développés. De même, elle a voté pour l'adoption de la résolution 416 A (XIV) du Conseil économique et social. Elle appuiera également le projet de résolution A/C.2/L.154 présenté par la délégation du Chili. Elle désire à ce sujet faire deux observations : tout d'abord, l'autorité qui administrera le fonds spécial devra faire en sorte que, lorsqu'elle accorde les avantages de l'aide économique aux pays qui la demandent, les projets non amortissables essentiels au développement économique ou les projets visant à hâter ce développement, auxquels les prêts et les subventions seraient destinés, aient la plus haute priorité et la plus grande importance parmi les projets de cette nature dans un plan de développement intégral du pays. D'autre part, elle devra bien veiller à l'octroi de subventions, en n'accordant de prêts que dans les cas où elle sera certaine que la charge supplémentaire que leur service représente ne pèsera pas d'un poids trop lourd sur l'économie du pays bénéficiaire.

9. En ce qui concerne la société financière internationale dont il est question dans la résolution 416 C (XIV) du Conseil, la délégation cubaine attend avec impatience le rapport que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement doit présenter sur cette question. Elle considère que la création de cette société sur des bases acceptables faciliterait le développement économique des pays insuffisamment développés en mettant une nouvelle source de capitaux à leur disposition. La société, qui ne serait pas tenue d'obtenir des garanties gouvernementales pour ses prêts, pourrait investir ses capitaux plus rapidement dans des secteurs économiques pour lesquels la Banque, en raison de ses statuts, ne peut accorder de prêt.

10. La délégation de Cuba a voté pour l'adoption de la résolution 416 D (XIV) du Conseil relative aux stimulants d'ordre fiscal tendant à augmenter le courant international des capitaux privés destinés au développement économique des pays insuffisamment développés. En effet, un des principaux obstacles qui s'opposent à ce courant est la double imposition. Certains pays sont d'avis que les capitaux ne doivent pas être imposés uniquement dans les pays où ils sont investis, si l'on ne veut pas faire de discrimination à l'encontre des pays exportateurs. Le représentant de Cuba estime que les pays exportateurs devraient bien tenir compte des avantages qu'ils retireront à l'avenir du dévelop-

pement économique des pays insuffisamment développés et qui l'emporteront de beaucoup sur le préjudice qu'ils auront à subir dans l'immédiat. Il espère que la Commission des finances publiques, qui doit examiner ce problème, tiendra compte de ce point de vue. M. Meyer se demande d'autre part s'il ne serait pas possible que le Fonds monétaire international mette à la disposition de la Banque, pour augmenter le volume des prêts de celle-ci, les capitaux considérables dont il ne peut user librement en raison de certaines difficultés monétaires internationales.

11. Etant donné que la question de la création d'un fonds spécial de développement et d'une société financière internationale et la question de l'influence de la fiscalité sur le courant international des capitaux sont actuellement étudiées par des organes qui doivent soumettre leur rapport à la prochaine session du Conseil économique et social, la Commission a peu de décisions à prendre en l'occurrence. Toutefois, ces questions étant d'une importance et d'une urgence très grandes, la délégation de Cuba présentera un projet de résolution demandant que le Conseil rende compte à la prochaine session de l'Assemblée générale du résultat de ces études, afin que l'Assemblée puisse décider s'il est opportun de convoquer une conférence réunissant les gouvernements des pays économiquement développés et les gouvernements des pays insuffisamment développés en vue de mettre en vigueur les mesures qui ont déjà été proposées dans diverses résolutions et celles qui le seront lorsque les études en cours seront achevées.

12. La question de l'augmentation de la productivité dans le monde présente plusieurs aspects dont il faut tenir compte: sur le plan intérieur, les pays insuffisamment développés doivent s'efforcer d'augmenter la production des denrées alimentaires nécessaires à leur population afin de limiter les importations de ces produits et les pertes de devises qu'elles entraînent. Cuba, par exemple, doit actuellement importer les quatre cinquièmes du riz qu'il consomme. Sur le plan international, les pays exportateurs de produits de base ne pourront augmenter leur production que si le marché international se stabilise. Pour ces pays, l'augmentation de la productivité doit être synonyme d'industrialisation accrue, afin qu'ils puissent transformer eux-mêmes les produits primaires qu'ils extraient de leur sol.

13. Le représentant de Cuba passe ensuite à la question de la réforme agraire qui, selon lui, est l'un des moyens les plus efficaces pour transformer la structure coloniale des pays insuffisamment développés. Il importe, si l'on veut augmenter le rendement des terres et améliorer le niveau de vie des cultivateurs, d'adopter rapidement dans tous les pays des réformes agraires adaptées à la situation de chacun des pays intéressés. Il ne suffirait d'ailleurs pas que les travailleurs agricoles possèdent des terres; il leur faut également disposer des moyens matériels et économiques nécessaires pour les mettre en valeur. C'est pour résoudre ce problème qu'a été créée récemment à Cuba la Banque de développement agricole et industriel, dont une des fonctions consiste à accorder des crédits aux cultivateurs. La délégation cubaine exposera en temps voulu son point de vue détaillé sur cette question.

14. Le représentant de Cuba aborde enfin la question de l'assistance technique et déclare que cette assistance est indispensable au développement économique des pays

insuffisamment développés, qui ne disposent ni des ressources financières requises pour élaborer et mettre au point les plans de développement, ni des cadres et techniciens nécessaires à l'exécution de ces programmes. Le fait que l'Organisation des Nations Unies, grâce à son Programme élargi d'assistance technique, s'est mise résolument au travail dans ce domaine et a déjà abouti à des résultats très encourageants, montre que les pays économiquement développés se rendent compte aujourd'hui que leur prospérité, ainsi que la paix mondiale, sont liées au développement économique des pays insuffisamment développés.

15. En sa qualité de membre du Conseil économique et social, Cuba a participé aux délibérations du Comité de l'assistance technique et a pu constater les progrès déjà accomplis. Il a également pris part à la réforme de la structure du Bureau de l'assistance technique qui, doté maintenant d'un Président directeur qui s'occupera uniquement du Programme élargi, va pouvoir agir encore plus efficacement et plus rapidement que par le passé. Le représentant de Cuba espère que tous les pays intéressés apporteront une contribution financière importante au Programme élargi. Il regrette de constater que les contributions au premier exercice étaient plus importantes qu'elles ne l'ont été l'année suivante, bien que le nombre des pays participants soit passé de 55 à 65.

16. Cuba a bénéficié de l'assistance technique des Nations Unies dans l'établissement de ses plans de développement. Dans le cadre du programme ordinaire d'assistance technique de l'Organisation, des experts l'ont aidée à réorganiser ses services de statistique et de calcul du revenu national. En 1950, sur la demande du Gouvernement cubain, la Banque a envoyé à Cuba une mission d'experts chargée d'étudier les problèmes économiques du pays et ses possibilités de développement. Le Gouvernement cubain a demandé l'envoi d'un groupe d'experts qui étudie les moyens de mettre en œuvre les projets de développement établis, sur la base du rapport de la Banque. Certaines des recommandations faites dans le rapport des experts de la Banque sont déjà appliquées.

17. Le représentant de Cuba termine en disant que le problème le plus grave auquel Cuba ait à faire face, en ce qui concerne le développement économique, est celui du chômage chronique dont souffre une grande partie de sa population, dont les revenus dépendent de l'industrie sucrière. C'est pour résoudre ce problème que Cuba doit au plus vite diversifier son agriculture et s'industrialiser. C'est là l'objet des plans de développement que Cuba élabore avec l'aide de l'assistance technique des Nations Unies.

18. M. COHN LYON (République Dominicaine) déclare que sa délégation suit avec beaucoup d'intérêt les travaux de la Deuxième Commission sur le développement économique des pays insuffisamment développés. On peut espérer que, par une action concertée, les Etats Membres de l'Organisation adopteront des mesures concrètes visant à accélérer ce développement économique et à assurer un meilleur équilibre de l'économie mondiale.

19. Le représentant de la République Dominicaine se prononce en faveur de la création d'un fonds spécial qui accorderait des prêts à long terme et à faible intérêt. A son avis, l'exemple de son pays montre que par la volonté, par une action intelligemment orientée et par une utilisation rationnelle des ressources, il est possible

d'accomplir, dans ce domaine, de très grands progrès. Pour remédier à l'insuffisance des capitaux nationaux et à la timidité des capitaux étrangers, l'Etat a pris l'initiative de créer des entreprises industrielles qu'il a ensuite progressivement cédées à des particuliers. Il a également fait bénéficier de certaines exemptions les capitaux, tant nationaux qu'étrangers, investis dans les industries de transformation ou affectés au développement de l'agriculture.

20. Au moment de la crise économique de 1930, la République Dominicaine se trouvait dans une situation déplorable. Le total des intérêts versés au titre de la dette extérieure représentait plus de quatre fois le montant du capital emprunté. Le pays manquait de moyens de communication. Il n'était pas en mesure de développer son agriculture ou de faire un usage approprié des capitaux dont il aurait pu disposer. Il n'était pas doté des institutions bancaires qui lui auraient permis de réglementer le crédit. La République Dominicaine comptait alors 1.250.000 habitants; 10 pour 100 seulement de la superficie du pays étaient cultivés. Les principaux produits agricoles, le sucre, le cacao, le café et le tabac, occupaient une place relativement importante dans ses exportations. La valeur des exportations s'élevait à 18 millions de pesos, celle des importations à 15 millions de pesos.

21. Depuis 1930, le Gouvernement a mis en œuvre un programme de développement économique dont les résultats n'ont pas tardé à se faire sentir. La République Dominicaine a complètement remboursé sa dette étrangère en 1947; elle dispose maintenant de quatre ports dans lesquels peuvent pénétrer des bâtiments de fort tonnage; elle possède un réseau de communications étendu et de très nombreux canaux d'irrigation. Enfin, des entreprises de production d'engrais, de mise en conserve de la viande et des fruits, de fabrication d'articles textiles ont été créées. Une centrale hydro-électrique dispose d'une puissance installée de 76.000 kW et les principales villes possèdent chacune un réseau de production et de distribution d'électricité. En 1950, la République Dominicaine comptait 2 millions d'habitants; les terres cultivées représentaient 40 pour 100 de la superficie totale du pays. La valeur des exportations s'élevait à 83.500.000 pesos et celle des importations à 42.900.000 pesos. L'Etat a créé en décembre 1941 la Banque de réserve de la République, institution semi-officielle au capital de 1 million de pesos, dont l'Etat a souscrit 50 pour 100. La Banque de crédit agricole et industriel, créée en juin 1945, émet des obligations garanties par la Banque de réserve en vue de financer le développement de l'agriculture et de l'industrie ainsi que la construction d'habitations à bon marché. En 1947, l'Etat a créé la Banque centrale de la République et il a institué un nouveau système monétaire.

22. Dans le domaine de la réforme agraire, le Gouvernement a adopté dès 1932 une loi prévoyant la distribution de terres appartenant à l'Etat à des agriculteurs qui ne possédaient jusque-là aucune exploitation. Cette loi a été modifiée en 1943 et en 1948; désormais, après dix ans d'exploitation, les agriculteurs qui auront justifié par leur travail l'usufruit des terres à eux distribuées en recevront la pleine propriété. Ces mesures sont dues, en grande partie, à l'initiative du Président Trujillo; elles ont été complétées par l'assistance technique que les Etats-Unis et presque tous les pays

de l'Amérique latine ont accordée à la République Dominicaine.

23. Toutefois, malgré ces résultats, la République Dominicaine fait toujours partie des pays insuffisamment développés. Son économie est fondée essentiellement sur la production agricole, notamment sur la production de sucre, qui représente 50 pour 100 du revenu national. Or, il se produit à l'heure actuelle, sur les marchés où la République Dominicaine livrait auparavant son sucre, une contraction inquiétante qui préoccupe beaucoup ce pays en raison du fait que les mesures discriminatoires prévues par la législation des Etats-Unis interdisent l'accès du marché américain. Pourtant, le représentant de la République Dominicaine a le ferme espoir que la bonne volonté et le sentiment de justice dont doivent être empreintes les relations internationales prépareront la voie à un avenir meilleur.

24. M. de SEYNES (France) fait observer que la Commission ne doit pas traiter de problèmes nouveaux au cours de la présente session. Elle aurait donc pu, semble-t-il, se contenter d'expédier les affaires courantes. Toutefois, la discussion générale n'aura pas été vaine. En effet, d'une année à l'autre les déclarations des différentes délégations se nuancent et parfois même se transforment. Le représentant du Chili a fait remarquer à juste titre que cette discussion contribue très certainement à l'œuvre d'éducation de l'opinion publique mondiale.

25. Cette contribution n'est certes pas négligeable. En France, un nombre sans cesse croissant d'établissements d'enseignement consacrent une place importante aux problèmes dont traite la Commission. Dans le domaine de l'action internationale, comme dans le domaine de l'action sur le plan national, il n'est possible d'accomplir de nouveaux progrès qu'en rendant l'opinion publique mieux informée et en la ralliant aux mesures audacieuses qu'il faut adopter.

26. Le présent débat intéresse le sociologue tout autant que l'économiste: en effet, chacun peut se demander quelle méthode pourrait avoir sur l'opinion publique l'influence souhaitée. Les réponses à cette question varient selon les tempéraments. Certains, vivement émus par le spectacle de la misère et du désespoir, insistent sur le fait que la situation va s'aggravant. D'autres ont besoin, au contraire, de s'assurer que l'œuvre à laquelle l'Organisation se consacre a des racines profondes dans la réalité; ils sont naturellement tentés de mettre l'accent sur les résultats déjà obtenus et les progrès en cours.

27. Il ne faudrait pas croire que les adeptes de la conception "optimiste" ne voient qu'un aspect de la situation alors que les défenseurs de la conception "pessimiste" pourraient seuls embrasser la situation dans son ensemble. Il serait illusoire de prétendre que l'utilisation de données globales permet une vue plus exacte et plus complète de la situation. En effet, des données de ce genre feraient croire à une certaine similitude des conditions qui règnent dans les pays insuffisamment développés. En fait, dans la masse des renseignements dont ils disposent, les membres de la Commission ne choisissent que ceux qui illustrent certains aspects de la situation.

28. De nombreux représentants ont insisté à juste titre sur le jeu des forces qui prive du minimum vital un nombre toujours croissant d'êtres humains; sans aucun doute, dans beaucoup de pays du monde,

notamment dans les pays de l'Asie et de l'Extrême-Orient, la situation, parfois tragique, semble justifier la diffusion des philosophies les plus désespérées. Dans ces pays, les perspectives d'amélioration sont manifestement liées à l'exécution de travaux considérables qui ne peuvent être accomplis sans une aide extérieure d'envergure.

29. Toutefois, dans d'autres pays, le jeu des forces économiques et démographiques est moins implacable et l'on peut remédier à la situation à moins de frais et plus rapidement. Dans certains de ces pays, qui ont souffert du cloisonnement provoqué par la guerre et de la fermeture temporaire de certains marchés d'exportation, on a constaté une augmentation un peu hâtive et désordonnée de la consommation de produits alimentaires. Stimulés par ce cloisonnement et par le souvenir amer des années de crise, ces pays ont voulu satisfaire leur désir légitime d'industrialisation et y ont consacré la majeure partie de leur énergie; aussi l'ensemble de la production agricole a-t-il considérablement diminué. Toutefois, il est encourageant de constater que, dans ce domaine, le redressement est déjà amorcé et que les gouvernements et les organismes internationaux semblent accorder actuellement au développement de l'agriculture une attention plus soutenue que pendant les premières années de l'après-guerre; à ce sujet, il convient de noter l'action entreprise, lors de sa dernière session, par la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

30. Il est certain que dans l'ensemble des pays insuffisamment développés, la productivité agricole est encore très faible. La formation de l'épargne se heurte à des difficultés considérables dans les pays principalement agricoles. Encore faudrait-il préciser ce qu'on entend par pays principalement agricoles. D'après une étude publiée par le Secrétariat en 1951 et intitulée "Volume et répartition du revenu national dans les pays insuffisamment développés" (document E/2041), sur vingt pays insuffisamment développés, situés dans différentes régions du monde, trois pays seulement tirent de l'agriculture une partie de leur revenu national supérieure à 50 pour 100. D'après le même document, une part non négligeable du revenu national de plusieurs de ces pays provient de secteurs où la productivité est nettement supérieure à celle de l'agriculture. Par conséquent, dans les pays considérés, à juste titre, comme principalement agricoles, il existe des sources de formation de capitaux autres que l'agriculture, lesquelles ne sont d'ailleurs pas encore complètement exploitées.

31. L'une des sources principales du financement du développement économique des pays insuffisamment développés est évidemment le commerce d'exportation. Dans certains pays, le produit national, par tête d'habitant, a augmenté de façon considérable, sans doute en raison de l'apport en devises du commerce d'exportation. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine évalue cette augmentation à 3,5 pour 100 par an de 1946 à 1950 dans les pays de l'Amérique latine, alors qu'elle ne dépassait pas 1,4 pour 100 au cours des cinq années précédentes. Toutefois, les perspectives du commerce d'exportation, étroitement liées aux termes de l'échange, constituent, pour les pays insuffisamment développés un très grave sujet de préoccupation; dans son remarquable exposé au cours de la 200ème séance, le représentant de l'Argentine a énoncé à cet égard des considérations pessimistes.

32. M. de Seynes cite ensuite certains chiffres extraits du rapport du Secrétaire général sur le "Rapport existant entre les fluctuations des prix des produits primaires et la possibilité pour les pays insuffisamment développés de se procurer des devises étrangères" (E/2047), chiffres qui indiquent les fluctuations annuelles moyennes des recettes provenant de l'exportation de treize produits. Il ressort de ces chiffres que l'on ne peut formuler de conclusion relative à l'évolution des termes de l'échange qu'avec une certaine prudence.

33. D'après le représentant de l'Argentine, un abaissement des prix de revient, résultant d'une amélioration de la productivité dans les pays fournisseurs de matières premières, ne se traduirait pas par une augmentation correspondante des débouchés en raison du manque d'élasticité de la consommation des produits de base dans les pays industriels. Une partie de la population devrait ainsi abandonner les productions de base et trouver une occupation dans l'industrie, ce qui nécessiterait l'importation d'équipement supplémentaire et augmenterait encore l'écart entre la capacité d'exporter et la nécessité d'importer. Ainsi, en définitive, ce sont les pays utilisateurs des produits de base qui bénéficieraient d'une amélioration de la productivité dans les pays fournisseurs de ces produits.

34. Le représentant de la France fait observer que certaines indications contenues dans le document E/2047 donnent à penser qu'une telle évolution n'est pas toujours inévitable. Le Secrétariat a conclu de ces indications qu'au cours des années de baisse des prix, les quantités vendues ont en général augmenté, ce qui a compensé, au moins dans une certaine mesure, les répercussions de la baisse des prix.

35. Sans doute, cette conclusion n'est-elle pas de nature à réfuter entièrement la thèse soutenue par le représentant de l'Argentine. Toutefois, dans un problème aussi complexe, il convient de tenir compte des signes d'encouragement aussi bien que des motifs d'alarme. Entre autres signes d'encouragement, le représentant de la France cite une déclaration du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine qui a signalé qu'entre 1946 et 1950, les termes de l'échange, pour les pays de l'Amérique latine, se sont améliorés de 66 pour 100 par comparaison avec la période comprise entre 1940 et 1945 et qu'il dépassait de 62 pour 100 la moyenne annuelle de la période comprise entre 1930 et 1940. De même, le "rapport Paley" contient un certain nombre d'indications encourageantes. D'après ce rapport, il faut s'attendre à ce que la demande des différents produits augmente dans certains cas de 25 pour 100 au plus et dans d'autres cas de 400 pour 100. En outre, la concurrence se fera sentir de plus en plus dans le domaine des produits industriels par suite de l'augmentation de la capacité de production de nombreux pays et en raison de l'apparition, sur certains marchés, des produits industriels de l'Allemagne et du Japon; on peut s'attendre à ce que la position des pays exportateurs de matières premières se trouve sérieusement renforcée dans la détermination des termes de l'échange.

36. Il ne faudrait pas, pour autant, négliger l'importance des fluctuations à court terme qui peuvent provoquer des perturbations sérieuses dans la situation économique des pays insuffisamment développés. Le groupe d'experts qui a préparé le rapport présenté à

la quatorzième session du Conseil économique et social sous le titre *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156) a insisté sur ce fait. Il faut donc faire tout son possible pour atténuer les oscillations à court terme. A cet égard, le représentant des Etats-Unis, à la dernière session du Conseil, a laissé entendre que son Gouvernement était disposé à envisager la conclusion d'accords intéressant non seulement les produits en excédent, mais aussi les produits dont la pénurie se fait sentir à l'heure actuelle. A cette session, les membres du Conseil se sont prononcés en faveur d'une action visant à établir une certaine stabilité des cours des matières premières. C'est là évidemment un accord de principe et il ne faudrait pas considérer les difficultés d'application comme une raison suffisante pour renoncer à l'adoption de toute mesure.

37. Au cours du présent débat, si certains membres ont manifesté des doutes sur la participation du capital privé au financement du développement économique, d'autres, en revanche, ont exprimé de grands espoirs. A cet égard, il convient de se rappeler les déclarations des représentants de Haïti, du Mexique et de la Colombie.

38. En ce qui concerne la France, la part du capital privé dans le financement des plans de développement des territoires d'outre-mer n'a cessé d'augmenter. D'après le plan décennal, un tiers des investissements devait être financé par les capitaux privés, le reste par des fonds publics. Ces espérances ont été déçues au cours des premières années d'exécution du plan, mais le retard accumulé semble être en voie de résorption à mesure que l'exécution des travaux de base crée des conditions favorables à l'établissement d'entreprises privées.

39. Sans doute, l'investissement de capitaux métropolitains à l'intérieur d'une zone monétaire englobant les territoires d'outre-mer ne se heurte pas aux mêmes obstacles que les investissements effectués à l'étranger. Dans ce domaine, le rôle des capitaux français, encore modeste, n'est cependant pas négligeable, et le représentant de la Colombie a fait allusion, au cours de la 200ème séance, à des entreprises qui présentent pour son pays une importance vitale et auxquelles les capitaux français ont participé. Ces prestations ne se présentent pas obligatoirement sous la forme des investissements traditionnels, mais l'octroi de crédits pour la fourniture de matériel et le remboursement de ces crédits sur une période à peu près équivalente à celle de l'amortissement du matériel correspondent à de véritables investissements.

40. La mise en œuvre de nouvelles formules de financement est l'une des manifestations du comportement moderne des détenteurs de capitaux privés. Sans doute, existe-t-il des contradictions entre les intérêts du capital privé à l'étranger et certaines aspirations nationales. Le capital privé a tendance à s'aventurer de préférence dans le domaine des industries extractives; il serait d'ailleurs déplorable qu'il vienne à s'en désintéresser. Toutefois, les différents pays ont le souci légitime de conserver le contrôle de leurs ressources de base et d'affecter les bénéfices résultant de leur exploitation aux autres besoins du développement économique. Ces contradictions se sont parfois développées jusqu'au point de rupture, mais cela n'a pas été le cas le plus général, et il y a lieu d'espérer que le comportement nouveau du capital privé permettra de trouver des

arrangements qui résorbent ces contradictions au bénéfice mutuel des parties en cause.

41. Le représentant de la France ne désire pas aborder la question de la création d'une société financière internationale et d'un fonds spécial, projets qui sont actuellement pendents devant d'autres instances. Il tient seulement à rappeler que les commentaires présentés par le Gouvernement français à propos de ces deux projets, loin d'être des objections de principe, étaient fondés sur des facteurs historiques dont on ne peut prévoir la disparition prochaine. En fait, le Gouvernement français s'inspire des mêmes principes dans le financement du développement des territoires d'outre-mer. Ce financement est assuré par un Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) et par des prêts à long terme et à faible intérêt consentis à des collectivités locales. De même, la Caisse centrale de la France d'outre-mer rappelle dans une certaine mesure l'organisme dont la Banque suggère la création. Alimentée par des avances du Trésor de la métropole, cette Caisse accorde des crédits à court, à moyen et à long terme aux sociétés privées comme aux sociétés publiques ou semi-publiques installées dans les territoires d'outre-mer. Enfin, deux autres établissements publics de la métropole, le Crédit colonial et le Crédit national, jouent un rôle analogue avec, dans certains cas, la garantie de l'Etat. Le représentant de la France rappelle à cette occasion que le plan de développement des territoires d'outre-mer prévoyait des investissements de près de 3 milliards de dollars, objectif qui n'a pas été modifié en dépit des mesures d'armement adoptées par le Gouvernement français.

42. M. de Seynes signale que l'on ne sait pas encore avec exactitude quels effets la politique d'armement aura sur les différents aspects du problème qu'étudie actuellement la Commission. Il rappelle toutefois que le représentant de l'Argentine a jugé incompréhensible le fait de subordonner les besoins du développement à des objectifs militaires. Le représentant de la France envie ce "capital de sécurité" accumulé au cours de l'histoire et qui permet une telle déclaration. Il espère que son pays se trouvera le plus tôt possible dans une situation telle que le souci de la défense nationale lui semblera absurde et qu'il pourra libérer de nouvelles énergies pour la grande œuvre de solidarité pacifique à laquelle se consacre l'Organisation.

43. Le représentant de la France se réserve le droit de reprendre la parole au cours de l'examen détaillé du point 25 de l'ordre du jour.

44. M. MADRIGAL (Philippines) déclare qu'il ressort des nombreuses discussions que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont consacrées au développement économique des pays insuffisamment développés que le stade des travaux préparatoires est dépassé et que le moment est venu de passer à l'action. Le problème que les Nations Unies se sont engagées à résoudre est un problème qui se pose à l'humanité depuis les temps les plus reculés. Les vicissitudes de l'histoire ont fait qu'aujourd'hui des millions d'êtres humains vivent dans une misère abjecte dans des régions qui furent le berceau de la civilisation. Ce dont on doit s'étonner, en vérité, ce n'est pas de cet état de choses, mais de ce que l'on n'ait pas encore cherché, jusqu'à présent, à y mettre fin par une action collective.

45. Le Secrétaire général a entièrement raison de dire, dans l'*Introduction au rapport annuel du Secré-*

taire général sur l'activité de l'Organisation, 1er juillet 1951-30 juin 1952², que les problèmes économiques et sociaux des pays insuffisamment développés présentent autant de gravité que le conflit "Est-Ouest" et qu'on ne trouvera la force nécessaire pour assurer la paix du monde que "si l'on a le courage de reconnaître les aspirations des peuples dans le domaine de la liberté, de l'égalité et du respect des droits de l'homme et si l'on donne de sérieux motifs d'espoir aux deux tiers de nos semblables qui vivent encore dans le dénuement, mais qui savent désormais qu'ils ont droit à un autre destin et qui sont fermement décidés à mettre fin à leur situation actuelle".

46. Tout effort de développement de l'économie mondiale doit tenir compte de divers éléments. D'une part, il y a la nécessité où se trouvent les pays industriels de réaliser le plein emploi; de l'autre, celle d'établir les échanges internationaux sur la base la plus équitable possible. Il faut, enfin, assurer le développement économique des pays insuffisamment développés; pris isolément, cet élément est peut-être le plus important de tous.

47. L'économie mondiale est régie par le principe de l'interdépendance. Deux documents officiels publiés aux Etats-Unis le montrent de façon flagrante. Le premier est le rapport Paley, qui souligne le fait que les Etats-Unis ont autant besoin des pays insuffisamment développés que ceux-ci ont besoin d'eux. Le deuxième est celui qui contient la décision du président Truman de créer le Public Advisory Board for Mutual Security, chargé d'étudier la politique que suivent les Etats-Unis en matière de commerce extérieur. A cet égard, M. Madrigal dit que les Philippines, qui envisagent la possibilité de reviser leurs relations commerciales avec les Etats-Unis, se réjouissent de constater que le nouvel organisme a notamment pour mandat d'étudier la politique douanière des Etats-Unis, les restrictions à l'importation, y compris les contingentements et les méthodes douanières, la politique agricole dans la mesure où elle affecte le commerce extérieur, ainsi que les lois et règlements maritimes relatifs au transport des produits américains.

48. M. Madrigal tient à déclarer, à ce propos, que le président Truman, à qui l'on doit l'initiative des rapports Gray et Rockefeller — rapports qui ont suscité des commentaires favorables au sein même de l'Assemblée de la part des représentants des pays insuffisamment développés — ainsi que du programme du Point 4 et de la Mutual Security Administration (MSA) s'est acquis le respect de millions d'hommes libres résidant dans les pays insuffisamment développés, dont les Philippines.

49. En effet, les discussions qui se déroulent à l'Organisation des Nations Unies n'ont qu'une valeur théorique aux yeux du fermier iranien ou du paysan de l'Inde. Si l'on veut que les peuples des pays insuffisamment développés se rangent dans le camp de la liberté, il faut leur donner le sentiment que des mesures concrètes sont prises pour hâter leur développement et pour élever leur niveau de vie.

50. La question de nouvelles sources de financement pour mettre en œuvre des projets de développement offre un intérêt capital pour les régions insuffisamment développées. Mais, dans ce domaine, le Conseil écono-

mique et social n'a pas obtenu de résultats bien satisfaisants, quoi qu'il ait reçu à cet égard des directives précises de l'Assemblée générale. Il se peut que, pour des raisons politiques ou pour d'autres raisons, le moment ne soit pas opportun. Pour sa part, la délégation des Philippines n'a eu d'autre recours, lors de la quatorzième session du Conseil économique et social, que de donner son assentiment à la constitution d'un comité préparatoire chargé d'élaborer un plan détaillé pour la création d'un fonds spécial en vue de l'octroi de subventions et de prêts à long terme aux pays insuffisamment développés. La délégation des Philippines espère sincèrement que le Conseil et l'Assemblée générale ne manqueront pas de donner une suite rapide aux recommandations que ce comité préparatoire formulera en 1953.

51. Dans les déclarations qu'ils ont faites devant le Conseil économique et social pour appuyer certaines propositions tendant à assurer aux pays insuffisamment développés une aide financière appropriée, les représentants de ces pays ont dit que leurs peuples attendaient des Nations Unies qu'elles remplissent les obligations qu'elles ont contractées aux termes des Articles 55 et 56 de la Charte. Ces peuples demandent aux Nations Unies, non pas de leur faire l'aumône mais de se rendre mieux compte des dangers qui peuvent naître d'un monde dont une moitié a faim alors que l'autre est rassasiée, dont une moitié vit dans la sécurité alors que l'autre sent gronder la révolte.

52. L'Assemblée générale, par sa résolution 400 (V), a reconnu combien il était nécessaire de stimuler les mouvements de capitaux privés vers les pays insuffisamment développés. A cet égard, la délégation des Philippines a noté avec une profonde satisfaction la déclaration dans laquelle le représentant des Etats-Unis a indiqué, au cours de la 198ème séance de la Commission, le changement d'orientation qu'il convenait de donner aux investissements privés, afin de les diriger vers les industries manufacturières plutôt que vers les industries extractives. M. Madrigal dit que cette attitude éclairée ne manquera pas d'influer favorablement sur l'ensemble de la solution qui sera donnée au problème du développement économique, car il s'agit, en vérité, non seulement d'accroître le volume des investissements privés, mais de les canaliser vers les domaines les plus propres à contribuer au développement économique des pays intéressés.

53. Parmi les sources de capital, il semble que l'on puisse compter à nouveau, dans un proche avenir, sur les pays de l'Europe occidentale. Ces pays ont été durement touchés par la guerre; dès qu'ils auront franchi la phase de la reconstruction, à laquelle ils ont consacré tous leurs efforts jusqu'ici, ils reprendront, sans aucun doute, leur rôle traditionnel d'exportateurs de capitaux.

54. Ainsi, tant du côté des Etats-Unis que de celui de l'Europe occidentale, les investissements privés se présentent sous un jour favorable. Il faut, néanmoins, évaluer les perspectives en fonction des immenses besoins des régions insuffisamment développées. Si les investissements privés étrangers ne se maintiennent pas au rythme des efforts de développement des pays insuffisamment développés, les pays évolués se verront dans l'obligation de consentir des prêts ou des dons à ces pays.

55. M. Madrigal souligne qu'en ce qui concerne la région où la Commission économique pour l'Asie et

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 1 A*, p. 5.

l'Extrême-Orient exerce son activité, une récente enquête a indiqué que les pays avaient tendance à assouplir leurs lois et réglementations en matière d'investissements étrangers. L'Inde a assoupli les règlements qui régissent le service des dividendes à l'étranger et l'amortissement. Le Gouvernement des Philippines accorde une exonération d'impôts portant sur quatre années aux industries essentielles nouvellement créées. Le Président Quirino a même souligné la nécessité, au cours de la dernière session du Congrès, d'étendre cette exemption à sept années.

56. Le Gouvernement des Philippines adopte cette attitude parce qu'il a conscience de l'apport précieux des capitalistes étrangers en matériel et en connaissances technologiques. Etant donné les liens économiques étroits qui les lient aux Etats-Unis d'Amérique, les Philippines ont permis aux capitaux américains de collaborer sur un pied d'entière égalité avec les capitaux philippins au développement de leurs ressources et à la gestion de leurs services publics. En 1949, le montant des capitaux envoyés des Philippines aux Etats-Unis s'est élevé à 6 millions de dollars. En 1950, après qu'un système de contrôle des changes eut été institué aux Philippines pour sauvegarder la stabilité des réserves monétaires, le montant des capitaux envoyés aux Etats-Unis a été de l'ordre de 4 millions de dollars.

57. Il ne suffit pas, pour assurer le développement des pays insuffisamment développés, que les investissements étrangers atteignent un volume suffisant; encore faut-il que ces investissements continuent de s'effectuer à un rythme régulier. L'exemple des Etats-Unis, aujourd'hui le plus grand pays créateur du monde, est significatif à cet égard: le montant des capitaux investis aux Etats-Unis a passé de 200 millions en 1843 à 2,900 millions en 1908. Pour assurer la régularité désirée, les réinvestissements de capitaux sont aussi nécessaires que l'apport de capitaux nouveaux.

58. Le capital privé est généralement timoré. Il ne suffit pas de l'attirer vers un pays donné, il faut l'encourager à y rester, car tout bénéfice réinvesti sert de stimulant à de nouveaux investissements. A cet égard, une difficulté à surmonter est le fait que les placements à l'étranger sont relativement peu attrayants, compte tenu des aléas, par rapport aux investissements dans le pays. Les stimulants d'ordre fiscal peuvent jouer, ici, un rôle extrêmement utile. Lors de sa quatorzième session, le Conseil économique et social, à la demande de la délégation des Philippines et d'un certain nombre d'autres délégations, a adopté la résolution 416 (XIV) invitant la Commission des finances publiques à étudier la possibilité, grâce à des accords bilatéraux ou à des mesures unilatérales, d'assurer que le revenu des investissements internationaux dans les pays insuffisamment développés ne soit imposé que dans ces pays, ce revenu étant exonéré d'impôts dans les pays autres que ceux où sont faits ces investissements internationaux. C'est là un concept juridique que défendent vingt nations de l'Amérique latine. Si les recommandations que formulera la Commission des finances publiques se révèlent acceptables par les principaux pays exportateurs de capitaux, on pourra raisonnablement compter sur un accroissement sensible du volume des investissements privés dans les pays insuffisamment développés.

59. Le rapport que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a soumis à la quatorzième session du Conseil économique et social montre la voie vers une solution pratique du problème:

le Gouvernement des Philippines, pour sa part, approuve en principe la suggestion de la Banque de créer une société financière internationale. Il estime cependant que de nombreux points de détail restent à régler et il formule l'espoir que la Banque sera en mesure, après avoir consulté ses membres et les autres Gouvernements intéressés, de présenter au Conseil, en 1953, une formule détaillée qui puisse servir de base à une action concrète dans ce domaine.

60. Pour ce qui est des risques que comportent la non-convertibilité des devises et l'expropriation, M. Madrigal rappelle que les Etats-Unis ont institué, dans le cadre de la Mutual Security Administration, un système garantissant les investissements à l'étranger en vertu d'accords conclus avec onze pays d'Europe et, plus récemment, avec les Philippines et la Chine nationaliste. Il fait observer que ce domaine d'action, encore que limité, offre de grandes possibilités. Si les Etats-Unis décident d'étendre ce principe, les investissements privés à l'étranger ne manqueront pas d'en être vivement encouragés.

61. M. Madrigal déclare qu'il ne faut pas voir, dans les diverses possibilités qu'il a énoncées, des cures miraculeuses destinées à redonner vie à des mourants; les pays insuffisamment développés ne mourront pas s'ils cessent d'avoir accès au capital privé étranger. Il n'en reste pas moins que leur progrès économique et social sera accéléré si les capitaux étrangers coopèrent avec les capitaux nationaux, aident les pays à élever leur niveau de vie et assurent une plus grande stabilité économique.

62. La délégation des Philippines a toujours soutenu que l'assistance financière et l'assistance technique étaient indissolublement liées au point de vue économique. Il est intéressant de constater que l'on ne peut rendre hommage à l'Organisation des Nations Unies sans mentionner le programme d'assistance technique. Les études rapides faites par l'Organisation et ses institutions spécialisées justifient du reste les espoirs et sont de nature à réfuter toute critique. Aujourd'hui, des centaines d'experts sont répartis dans le monde, diffusant, sous l'égide des Nations Unies, les connaissances qui sont le gage du progrès. Les décisions prises récemment dans le domaine de l'assistance technique sont des plus encourageantes. En 1951, le Conseil économique et social a approuvé le principe selon lequel matériel et fournitures devaient être mis à la disposition des pays insuffisamment développés en même temps que les conseils d'experts, et il a manifesté un intérêt accru pour les centres de démonstration et les projets-pilotes. A sa dernière session, le Conseil a agréé une proposition, vivement défendue par la délégation des Philippines, qui tendait à diminuer la charge financière qui pèse sur les pays insuffisamment développés, tenus de loger les experts et de pourvoir à leurs frais quotidiens; grâce à cette nouvelle politique, les pays insuffisamment développés pourront désormais recevoir un plus grand nombre d'experts et envoyer davantage de leurs ressortissants à l'étranger. La délégation des Philippines s'est réjouie également de la décision du Conseil de renforcer l'Administration de l'assistance technique en nommant M. Owen aux fonctions de Président directeur. Le Gouvernement philippin a manifesté, du reste, l'intérêt qu'il porte au programme d'assistance technique des Nations Unies en réservant, sur son budget pour l'exercice financier 1952-1953, un crédit de 250.000 dollars représentant sa quote-part des

frais afférents à l'exécution de projets entrepris aux Philippines dans le cadre du Programme élargi.

63. La délégation des Philippines a eu l'occasion de dire les résultats étonnants que l'on pouvait obtenir avec une mise de fonds des plus modestes. Ainsi, aux Philippines, quelques milliers de pesos consacrés à la mise en œuvre d'un programme de tissage ont permis de procurer à des milliers de travailleurs agricoles des revenus supplémentaires dans les périodes de chômage saisonnier.

64. L'Organisation des Nations Unies peut être fière de l'œuvre collective qu'elle a entreprise en ce qui concerne la santé publique. Dans ce domaine, un grand pas en avant a été accompli vers l'objectif humanitaire défini aux Articles 55 et 56 de la Charte.

65. La réforme agraire est un autre élément important du développement économique. Là encore, de multiples possibilités s'offrent à l'action collective, principalement en matière d'assistance technique et financière; mais l'effort principal doit être fait sur le plan national. Les récents événements ont démontré que les pays insuffisamment développés avaient conscience de l'importance que présente pour eux l'adoption d'une politique libérale de réforme agraire. L'exemple de la Syrie, de l'Égypte, de l'Iran le prouve amplement. Aux Philippines, le gouvernement a entrepris l'exécution de deux programmes de réinstallation, qui visent à favoriser le développement de l'île de Mindanao, dont les ressources naturelles sont virtuellement inexploitées. Pour ce qui est des pays évolués, M. Madrigal cite la récente décision du Gouvernement des Pays-Bas, qui autorise l'émigration au Brésil de cinquante familles hollandaises accompagnées de leur cheptel et de leur matériel. Il espère que cet exemple sera suivi par les autres pays

industriels. M. Madrigal mentionne aussi la Conférence relative aux problèmes agricoles, réunie en août dernier sous les auspices du Gouvernement des États-Unis et de la FAO et qui a permis aux experts de cinquante nations de mettre leurs connaissances en commun. D'autres conférences du même ordre ne manqueraient pas d'être utiles pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de la terre, même si elles ne portent pas directement sur l'aspect juridique de la question de la réforme agraire.

66. Le représentant des Philippines approuve entièrement les efforts déployés par le Conseil économique et social pour accroître la productivité dans le monde. Il est extrêmement encourageant de constater que les nations sont parvenues à un stade de leurs relations économiques où les plus évoluées n'hésitent pas à partager leurs connaissances techniques.

67. En conclusion, M. Madrigal se déclare frappé par l'élévation des débats de la Deuxième Commission. La discussion a montré que, s'il existait une profonde divergence de vues parmi les membres, cette divergence portait, non pas sur le but à atteindre, mais sur les méthodes à adopter. La discussion a montré également que tous les espoirs étaient permis tant que l'Organisation des Nations Unies continuait de se préoccuper du développement économique des pays insuffisamment développés.

68. Le PRÉSIDENT propose aux membres de la Commission de fixer au mercredi 5 novembre, à 18 heures, la date limite pour le dépôt de toutes propositions et de tous projets de résolutions relatifs au point 25 de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.



Mardi 4 novembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

- Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite] :
- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157 et A/C.2/L.159) ;
 - b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social ;
 - c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194) ;
 - d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1) 57

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite] :

- a) **Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157 et A/C.2/L.159) ;**
- b) **Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social ;**
- c) **Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194) ;**
- d) **Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)**

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. KHOMAN (Thaïlande) fait observer que certains orateurs ont brossé un tableau très sombre de la situation des pays insuffisamment développés; d'autres, au contraire, ont prononcé des paroles d'espoir. En raison de son caractère même, le peuple thaïlandais a tendance à adopter une attitude optimiste. Sans doute, ses conditions de vie ne sont-elles pas parfaites, mais il est loin de désespérer. La construction de nouvelles routes et de nouveaux ponts ainsi que la création de nouvelles plantations, qui ont été rendues possibles par le développement du réseau routier et par la construction de barrages et de canaux d'irrigation, sont,

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

pour ce peuple, des motifs d'encouragement. En 1957, à la fin de la mise en œuvre du plan quinquennal de construction de routes, plan au financement duquel sera affectée une somme de 1,200 millions de baht, soit environ 70 millions de dollars, la Thaïlande possèdera un réseau routier très complet. Enfin, on peut espérer que l'exécution du programme d'industrialisation permettra de mieux satisfaire les besoins de la population et d'élever son niveau de vie.

2. Les problèmes qui se posent à la Thaïlande ressemblent, dans une très grande mesure, à ceux que la plupart des pays insuffisamment développés doivent résoudre. Il s'agit, tout d'abord, de la question des fluctuations des prix des produits primaires. Dans son rapport annuel (A/2172), le Conseil a signalé que l'augmentation des prix des produits primaires avait pour effet d'accroître les gains en devises des pays insuffisamment développés, mais que ces pays ne pouvaient affecter les bénéfices ainsi obtenus à l'exécution de leurs programmes de développement, en raison de la hausse parallèle des prix des produits manufacturés et surtout des biens d'équipement dont ils ont besoin. Cette hausse des prix des biens d'équipement empêche les pays insuffisamment développés de hâter la mise en œuvre de leurs programmes de développement économique et d'assurer l'exécution à bonne cadence des travaux déjà entrepris.

3. En 1952, la situation a empiré et, par suite de la baisse sensible du prix des matières premières due à une contraction de la demande dans les pays industrialisés, le montant des recettes en devises des pays insuffisamment développés a considérablement diminué. Non seulement la situation de la balance des paiements de ces pays s'en est ressentie, mais encore le finan-

cement de leurs programmes de développement à partir des ressources nationales a été rendu difficile sinon impossible. Cet état de choses est regrettable et constitue, pour les pays insuffisamment développés comme pour le reste du monde, une menace très grave. Il est difficile, dans ces conditions, de respecter le principe selon lequel la responsabilité du développement économique incombe essentiellement au pays intéressé.

4. La région méridionale de la Thaïlande, dans laquelle se trouvent les plantations de caoutchouc et les mines d'étain, a été gravement atteinte par les répercussions des mouvements que M. Khoman vient de décrire. Le problème qui découle des brutales variations du prix des matières premières appelle une solution rapide, car il est à l'origine de l'insuffisance du développement économique. De nombreux pays insuffisamment développés ont toujours dépendu de marchés étrangers qui contrôlent non seulement le prix des produits primaires, mais aussi celui des articles manufacturés. Ce problème peut être résolu avec la coopération des pays industrialisés, qui sont en mesure de faciliter la stabilisation des prix des produits primaires et de rendre possible l'amélioration des conditions économiques des pays fournisseurs de ces produits.

5. Abordant la question du financement du développement économique au moyen de capitaux étrangers ou internationaux, le représentant de la Thaïlande rappelle que, selon une déclaration du Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, cette institution consent des prêts de plus en plus nombreux. Certains Etats membres ont pu libérer une partie de leur souscription en monnaie nationale, ce qui a permis à la Banque internationale de développer ses opérations de prêt et de faciliter l'exécution de projets de développement fondamentaux dans un certain nombre de pays insuffisamment développés. Le représentant de la Thaïlande espère que cette évolution se poursuivra.

6. Au sujet de la création d'une société financière internationale, recommandée par le Conseil économique et social dans sa résolution 416 C (XIV), la délégation de la Thaïlande reconnaît qu'il s'agit là d'une question complexe qui doit être étudiée très attentivement. Toutefois, étant donné la situation actuelle des pays insuffisamment développés, on peut se demander s'il ne serait pas possible à la Banque internationale de suggérer la création d'un organisme temporaire qui entamerait ses opérations dans un cadre restreint, mais qui les développerait ultérieurement si les circonstances le permettaient. Un tel organisme pourrait consentir des prêts ou effectuer des investissements en dehors du domaine dévolu à la Banque internationale. En outre, si certains pays exportateurs de capitaux estimaient ne pas être actuellement en mesure d'apporter une contribution financière, ils pourraient autoriser cet organisme à émettre des emprunts sur leur marché intérieur.

7. Abordant la question des méthodes visant à accroître la productivité, le représentant de la Thaïlande signale que son Gouvernement a entrepris, pour ce qui est de l'agriculture, une action en ce sens, action que l'aide accordée par l'Organisation des Nations Unies et par les Etats-Unis a beaucoup facilitée. Un laboratoire agricole, installé près de Bangkok, effectue des travaux de recherches sur la qualité et le rendement des semences de riz. Ce laboratoire est devenu,

en quelque sorte, un centre national de la productivité semblable à ceux dont le Conseil économique et social a préconisé la création dans sa résolution 416 E (XIV). Cette tentative a déjà donné d'heureux résultats et, en 1952, la récolte de riz sera nettement supérieure à celle de l'année précédente.

8. Le Gouvernement de la Thaïlande s'intéresse également à la question de la réforme agraire, qu'un comité interministériel est chargé d'étudier. En 1951, le Gouvernement a adopté les dispositions législatives visant à protéger les fermiers contre tout abus en matière de location des terres agricoles. Le Gouvernement comprend parfaitement que la réforme agraire pourrait contribuer à accroître la productivité et à renforcer la structure politique et sociale du pays.

9. Le Gouvernement thaïlandais s'est inspiré des conseils qui lui ont été donnés par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'assistance technique. Il a créé un comité de coordination qui travaille en étroite collaboration avec le fonctionnaire de l'Organisation chargé de l'assistance technique à Bangkok. Il serait cependant souhaitable de développer les services d'assistance technique de l'Organisation en Asie et en Extrême-Orient.

10. En conclusion, M. Khoman signale que, dans son pays, l'indice du coût de la vie a augmenté mais, les salaires ayant augmenté dans des proportions beaucoup plus fortes, le niveau de vie des salariés n'a pas diminué. La Thaïlande, dont la situation ressemble fort à celle des autres pays insuffisamment développés, cherche à assurer son développement économique et demande seulement qu'on l'aide à y parvenir.

11. M. FACIO (Costa-Rica) déclare que les Nations Unies sont maintenant unanimes à penser qu'il ne saurait y avoir de paix durable tant que l'on ne parviendra pas à établir des conditions qui garantissent un minimum de bien-être économique et social à tous les peuples du monde. Cette pensée, érigée en axiome de politique internationale, comporte un corollaire que les Nations Unies ont accepté avec la même unanimité: la stabilité économique et le progrès social du monde exigent que tous les peuples participent à l'œuvre entreprise pour le développement des pays insuffisamment développés.

12. Tous les experts, tous les organes de l'Organisation des Nations Unies qui se sont penchés sur la question, s'accordent à reconnaître que la stabilité de de l'économie mondiale et la sécurité collective dépendent essentiellement du progrès économique et, partant, de l'évolution sociale des pays qui n'ont pas bénéficié de la grande révolution industrielle. L'Assemblée générale a proclamé sa conviction à cet égard dans diverses résolutions et, en particulier, dans sa résolution 400 (V). Enfin, la présente discussion générale a démontré que les représentants des grandes Puissances industrielles se préoccupaient du sort des nations économiquement faibles au même titre que les représentants des pays insuffisamment développés.

13. Malheureusement, si la nature et l'urgence du problème ont été unanimement reconnues, on n'a pas, pour autant, adopté de mesures efficaces pour le résoudre. Le représentant du Chili a eu raison de dire, au cours de la 200ème séance, que les grandes Puissances n'ont pas eu la volonté ni l'enthousiasme nécessaires pour mettre en œuvre le programme audacieux de développement économique dont le monde a

besoin. Mais les nations économiquement faibles ont manqué, pour leur part, de volonté et de courage. En effet, il ne s'agissait pas pour elles de demander l'aumône, mais bien de revendiquer un droit, le droit de mettre fin à une situation dont elles ne peuvent être tenues pour responsables et dont les pays industriels ont, certes, profité.

14. Le problème de la paix et de la sécurité collective est un problème qui touche toutes les nations et que toutes doivent résoudre en commun, les unes, les moins évoluées, en apportant leurs ressources naturelles, leur potentiel de main-d'œuvre et leur soif de progrès, les autres, les plus avancées, en accordant le bénéfice de leurs connaissances techniques, de leurs moyens financiers et de leur potentiel industriel. C'est de cette manière-là seulement que l'on pourra soustraire l'immense majorité de la population mondiale — 1.600 millions d'êtres humains — à la faim, à la maladie et à l'ignorance qui sont leur lot quotidien.

15. Néanmoins, tant que l'assistance technique et financière que les pays insuffisamment développés reçoivent dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies comme en dehors d'elle ne sera que de l'ordre de 1 pour 100 par rapport aux dépenses d'armement, il est à craindre qu'avant que l'on ne réussisse à instaurer ce monde meilleur vers lequel on aspire un cataclysme social ne se produise qui marque la fin de la civilisation contemporaine. Le danger existe; il suffit, pour s'en convaincre, de songer à l'avertissement répété du Secrétaire général, qui a signalé dans plus d'un rapport l'écart chaque jour plus grand qui sépare les pays industriels en voie d'enrichissement et les pays insuffisamment développés en voie d'appauvrissement.

16. La délégation du Costa-Rica s'associe à l'appel solennel que la délégation chilienne a adressé aux Membres des Nations Unies pour leur demander d'accorder toute leur attention au danger inhérent à l'appauvrissement constant des peuples moins évolués et de reconnaître qu'il faut multiplier les efforts tentés en vue d'assurer le développement économique des pays insuffisamment développés.

17. Il va de soi que cette attitude n'implique aucune critique à l'égard de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées. La délégation du Costa-Rica s'élève, au contraire, contre les allégations de certaines délégations qui, qualifiant les organismes internationaux d'instruments des "Puissances impérialistes", voudraient tenir ces organismes pour responsables du peu de progrès accompli à ce jour dans le domaine économique. Si l'action des organismes internationaux n'a pas été plus fructueuse, c'est parce qu'on ne les a pas dotés des ressources nécessaires et la responsabilité en incombe au premier chef à la nation même qui inspire ces injustes accusations, et qui n'apporte pas sa collaboration. M. Facio tient à déclarer publiquement que les pays de l'Amérique latine, et notamment ceux de l'Amérique centrale, ont au contraire contracté une dette de gratitude à l'égard de la Commission économique pour l'Amérique latine, de l'Administration de l'assistance technique, de l'UNESCO, de la FAO, de l'OMS, pour l'aide que ces organismes ne cessent de leur prodiguer.

18. Les républiques de l'Amérique centrale procèdent pour leur part, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, à une expérience d'intégration économique

dont le représentant du Chili, dans sa récente intervention, a bien voulu parler en termes élogieux. Cette volonté d'union économique répond à un besoin réel. Les cinq pays de l'Amérique centrale ne sauraient, en effet, se résigner à limiter leur développement économique en fonction de leurs propres consommateurs, dont le nombre ne dépasse pas un million. Ils savent que les méthodes modernes de production agricole et industrielle sont adaptées à des marchés autrement plus importants. Ils ont compris la nécessité de supprimer, pour le moins, les barrières douanières qui compartimentent l'Amérique centrale. Ils s'en préoccupaient déjà depuis de longues années, mais de nombreux obstacles les avaient jusqu'ici empêché de mener à bien un tel projet; l'une des principales difficultés découlait de la crainte des pays intéressés de voir leurs propres intérêts sacrifiés à ceux d'autres pays, ainsi que de leur désir d'être traités de manière parfaitement équitable lorsque l'on appliquerait un plan d'unification économique. Seul un organisme international comme l'Organisation des Nations Unies pouvait leur apporter cet élément fondamental de confiance sans lequel rien ne pouvait être tenté.

19. A la demande des pays de l'Amérique centrale, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine a fait procéder à des études et formulé des recommandations qui ont servi de base à la constitution d'un "Comité de coopération économique des Ministres de l'économie de l'Amérique centrale". Le Comité s'est réuni au mois d'août dernier. Grâce à la coopération de la CEPAL et de l'Administration de l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, cette première réunion a été couronnée de succès et a permis de jeter les bases de l'intégration économique recherchée, qui ne manquera pas d'être un facteur des plus importants pour le développement économique des pays intéressés. Le Comité de coopération économique s'est transformé ensuite en organe permanent de la CEPAL et s'est donné pour mission de présenter aux gouvernements des recommandations concrètes pour la fusion progressive de leurs économies; le Comité se charge également de coordonner les programmes nationaux de développement économique, de procéder aux études nécessaires et d'orienter l'assistance technique. Il a récemment invité la République de Panama, dont les problèmes économiques sont analogues à ceux des cinq républiques de l'Amérique centrale, à participer à ses travaux.

20. M. Facio donne quelques précisions concernant les principes généraux qui présideront à l'édification de l'union économique projetée. Le Comité a décidé de procéder à l'intégration de façon progressive et d'établir un ordre de priorité, en ce qui concerne tant la création d'entreprises nouvelles que le développement d'activités existantes. Les premiers efforts porteront sur un nombre limité de projets concrets, qui ont été arrêtés compte tenu de l'intérêt commun et de la nécessité de favoriser le développement agricole et de développer les échanges commerciaux entre les pays de l'Amérique centrale. C'est ainsi que le Comité a demandé à l'Administration de l'assistance technique, à la FAO et à d'autres institutions spécialisées de désigner des experts qui, en collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine, prépareront des projets visant le développement des branches ci-après: coton, filés et tissus de coton; graines oléagineuses, huiles et graisses; bétail, produits laitiers,

classe moyenne pourrait bien constituer l'archétype de ce "citoyen américain" dont Abraham Lincoln et José Martí ont prophétisé la venue.

38. Sur le plan économique, l'Uruguay, sans obtenir des résultats exceptionnels, n'en a pas moins, dans le cadre de ses ressources, jeté les bases d'un développement économique sûr et continu. Il possède un réseau routier et ferroviaire capable de contribuer au développement rapide des secteurs agricole et touristique de l'économie du pays. Dans le domaine de la santé publique, grâce à des installations très modernes et à une politique sociale hardie, l'Uruguay est parvenu à diminuer, dans des proportions considérables, le taux de la mortalité. Dans le domaine de l'enseignement, l'Uruguay a réussi à supprimer l'analphabétisme et il dispose d'établissements publics et privés d'enseignement primaire, secondaire, technique et supérieur, qui assurent à toute la population un niveau de connaissances relativement élevé. Alors que l'Uruguay compte un peu plus de 2 millions d'habitants, les seuls établissements secondaires, techniques et supérieurs sont fréquentés par plus de 56.000 étudiants. Conformément à la constitution du pays, l'enseignement à tous les degrés est complètement gratuit et vise à donner une formation morale et civique élevée.

39. Pour accomplir tous ces progrès, sans lesquels il ne saurait y avoir de développement économique, l'Uruguay a agi indépendamment, sans demander aucune aide extérieure. Sa réussite s'explique par une politique fiscale éclairée et prudente et par la nationalisation des principales industries et des services publics essentiels du pays, tels que la production et la distribution d'énergie électrique, les transports ferroviaires, les P.T.T., les assurances, le raffinage et la vente des combustibles et de l'alcool, les lignes aériennes, etc. En se libérant de la tutelle des anciens concessionnaires de services publics, qui, le plus souvent, étaient des sociétés étrangères, l'Uruguay a pu élever le niveau de vie de sa population, en même temps qu'il a assuré la participation des employés et des ouvriers à l'exploitation des services publics, participation qui est indispensable à la paix sociale dans un pays démocratique. Bientôt, dans toutes les branches d'activité publiques et privées, le capital financier et le capital-travail participeront aux bénéfices des entreprises.

40. L'Uruguay emploie notamment, pour son développement économique, un système d'autofinancement, en réinvestissant dans des entreprises publiques de développement les excédents des cotisations de la sécurité sociale.

41. Après avoir indiqué les moyens que son pays met en œuvre pour développer son économie et après avoir montré l'œuvre déjà accomplie, le représentant de l'Uruguay déclare que l'obstacle principal qui s'oppose au plein développement de son pays est l'insuffisance de sa population. L'Uruguay peut recevoir un nombre considérable d'immigrants qui l'aideront à mettre en valeur ses richesses potentielles, qui sont considérables, puisque des statistiques établies par la FAO ont montré que 76 pour 100 de la superficie du territoire se composent de terres cultivables. A cette fin, la délégation de l'Uruguay présentera un projet relatif à la conclusion d'accords bilatéraux en matière de migration. Ces accords, conclus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, permettraient de résoudre un double problème: le problème de l'excédent de population dont

souffrent certains pays, notamment l'Italie — dont M. Cusano regrette profondément qu'elle ne soit pas encore Membre de l'Organisation des Nations Unies — et celui de l'insuffisance de population qui condamne à un niveau de vie très peu élevé certains pays qui ont une superficie considérable de terres exploitables et de grandes richesses naturelles.

42. Pour certains pays insuffisamment développés, où manquent les bases mêmes du développement économique que l'Uruguay a réussi à établir par ses propres moyens, le problème se pose de façon plus grave. Ces pays ont besoin d'une aide financière et technique beaucoup plus étendue. Si, comme c'est souvent le cas, ils éprouvent des difficultés à obtenir des prêts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, que ses statuts obligent à une politique financière très prudente — certains la trouvent même parfois trop prudente — il importe de créer une institution internationale capable de leur accorder des subventions ou des prêts à long terme et à faible intérêt. Pour les autres pays qui, comme l'Uruguay, possèdent déjà une économie en développement, la création d'une institution internationale qui pourrait mobiliser les capitaux privés des grands pays industriels et les investir dans des entreprises de développement, en accord avec la Banque internationale, accélérerait considérablement le rythme de leur développement.

43. Il est temps, en tout cas, de traduire en initiatives concrètes les longues études auxquelles les organisations internationales qui s'intéressent au problème du développement économique se livrent depuis plus de trois ans. Toutefois, cet effort international de développement devra se faire dans des conditions qui respecteront l'indépendance politique et économique des pays assistés, sans quoi l'exploitation des richesses des pays insuffisamment développés, au lieu d'accroître le bien-être de leurs populations, ne ferait que les soumettre à un esclavage économique et menacer les bases démocratiques de leurs régimes. Le représentant de l'Uruguay cite le paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte qui vise à protéger le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il fait observer que ce droit peut être violé par des moyens économiques tout autant que par l'agression armée. Mais il est persuadé que les Etats Membres de l'Organisation sauront, de concert, opposer une barrière morale à tout acte de ce genre.

44. M. TAYLOR (Canada) déclare que sa délégation a été heureuse de constater, à la lecture du rapport du Conseil économique et social, que des progrès ont été accomplis dans trois domaines différents.

45. En premier lieu, la productivité mondiale s'accroît sensiblement. Certes, on voudrait accélérer son rythme d'expansion, surtout dans les régions où l'accroissement démographique est plus sensible encore. Néanmoins, les progrès sont réels et il appartient maintenant à la Commission d'étudier les mesures complémentaires qu'il convient de prendre pour renforcer l'action entreprise dans ce domaine.

46. En deuxième lieu, on se fait maintenant une idée plus juste de la nature et de l'interdépendance des problèmes économiques que le monde est appelé à résoudre. Des divergences de vues subsistent sans doute, mais le nombre des points sur lesquels s'est fait l'accord va croissant, tandis que les malentendus sont en voie de disparaître.

47. En troisième lieu, on s'achemine nettement vers l'adoption de mesures concrètes. D'aucuns s'impatientent de la lenteur que l'on met à traduire les études, les rapports et les discussions en une action positive. La délégation du Canada pense, pour sa part, que le Conseil et la Commission ont raison de ne pas entreprendre de nouveau projet sans y avoir mûrement réfléchi et sans s'être assurés que le projet est non seulement valable en soi, mais de nature à contribuer au développement futur de l'action collective.

48. La délégation du Canada tient à remercier les gouvernements, le Conseil économique et social, les institutions spécialisées, les experts et les membres du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour la part qu'ils prennent à cette action. Il est évident qu'il reste encore beaucoup à faire pour atteindre l'idéal visé, mais, si l'on tient compte des difficultés de la tâche entreprise, on ne peut sous-estimer l'œuvre déjà accomplie. Le rapport du Conseil économique et social appelle certaines observations que la délégation du Canada se réserve de présenter au moment opportun. Pour l'instant, elle se bornera à exprimer son opinion sur deux questions qui l'intéressent tout particulièrement.

49. Elle voudrait rappeler, tout d'abord, que le Canada participe de façon active aux programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. En plus de sa contribution financière, le Canada a offert les services de plus de cent experts, qui fournissent leur concours à vingt pays différents, au titre soit du programme élargi d'assistance technique, soit du plan de Colombo. Il a reçu en outre plus de deux cents personnes à qui il a donné ou donne une formation technique. A ce propos, M. Taylor souligne que le Canada a fourni des conseils d'experts ou en a reçu lui-même en vertu d'accords bilatéraux qui remontent à quinze ou vingt ans. Il rappelle également le rôle que l'entreprise privée peut jouer à cet égard, car l'assistance technique n'est pas une sphère d'activité réservée aux gouvernements; c'est un domaine dans lequel de nombreuses organisations non gouvernementales du Canada s'emploient avec succès depuis de longues années.

50. Le représentant de l'Arabie saoudite a souligné à juste titre, au cours de la 196ème séance, le caractère complexe des investissements internationaux. Il est certain qu'il n'existe pas, en la matière, de règle fixe applicable à tous les pays; la meilleure méthode est celle qui se placerait à mi-chemin entre les investissements faits pour ainsi dire au hasard, sans plan préconçu, et ceux qui obéiraient à une formule trop rigide, entachée d'esprit bureaucratique. Pour résoudre ce problème, il faudra faire preuve d'imagination et adopter une procédure extrêmement souple. Les investissements peuvent provenir, en effet, soit des pays insuffisamment développés eux-mêmes, soit d'importations de capital effectuées par l'entremise de gouvernements ou d'institutions gouvernementales, soit encore d'importations de capital dues à l'initiative privée. Il est évident que la politique fiscale et économique des gouvernements peut jouer un rôle prépondérant en matière de formation de capital. Sur ce point, la délégation du Canada partage l'opinion émise au cours de la 196ème séance par la délégation de la Suède, qui a dit qu'une politique fiscale et économique de caractère progressif pouvait créer une atmosphère de confiance propice aux investissements étrangers.

51. M. Taylor signale aussi que le Canada, qui fait actuellement un grand effort de développement économique, doit 85 pour 100 de ses investissements à l'épargne nationale et 15 pour 100 au capital étranger. Bien que le Canada soit un pays importateur de capitaux, il en exporte également: ses exportations de capitaux privés se sont élevées, en 1950, à 20 millions de dollars, et, en 1951, à 30 millions de dollars, investis en Asie, en Afrique, aux Antilles et en Amérique du Sud.

52. M. MCDOUGALL (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) attire l'attention des membres de la Commission sur l'extrême gravité de la situation alimentaire mondiale, alors que la population accuse un accroissement rapide et continu. Cette question vitale a été débattue à la quatorzième session du Conseil économique et social, mais le représentant de la FAO estime nécessaire de la porter devant la Commission, car, n'étant pas seulement technique, elle ne peut pas être résolue uniquement par la FAO. Les mesures à prendre doivent en effet retenir d'urgence l'attention de nombreux services ministériels à l'échelon gouvernemental le plus élevé.

53. La lutte efficace menée contre les maladies les plus meurtrières et le succès des méthodes de protection de la mère et de l'enfant appliquées dans la plupart des pays ont considérablement accéléré, au cours des vingt dernières années, le rythme d'accroissement de la population, aussi bien dans les pays développés que dans les pays insuffisamment développés. La conjugaison de trois facteurs, l'augmentation de la natalité, la régression de la mortalité et l'allongement de la durée moyenne de la vie, fait que, chaque année, la population du globe augmente d'un peu plus de 1 pour 100. Quelle est, par contre, la situation en matière de production de denrées alimentaires? Déjà, en 1937, le Comité mixte pour le problème de l'alimentation de la Société des Nations indiquait que plus de la moitié de l'humanité souffrait de sous-alimentation. Depuis lors, le contraste entre les populations qui disposent de quantités suffisantes de denrées alimentaires et les populations affamées s'est encore accentué: en 1948-50, la production mondiale de denrées alimentaires n'atteignait que 95 pour 100 du chiffre d'avant-guerre et, de plus, c'est dans les pays déjà producteurs d'un excédent de denrées alimentaires que la production a augmenté dans les proportions les plus fortes. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis et au Canada, pays qui ne représentent que 7,5 pour 100 de la population mondiale, la production agricole atteint 22,6 pour 100 du total mondial. Malgré la générosité de ces pays, cette situation aggrave la pénurie de dollars dont souffre le monde. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que, depuis quelques années, l'Amérique du Nord bénéficie de conditions climatiques particulièrement favorables à l'agriculture. Si elle devait connaître à nouveau des sécheresses analogues à celle des années 1930 — hypothèse que l'on ne saurait exclure a priori — la situation alimentaire du monde pourrait bien devenir catastrophique.

54. Le représentant de la FAO, passant ensuite à un aspect particulier de la question, examine la situation des pays importateurs de denrées alimentaires. Depuis longtemps, certains pays importent une proportion importante des produits alimentaires qu'ils consomment. Le problème s'est aggravé récemment du fait que, depuis la guerre, des régions autrefois exportatrices de produits alimentaires sont devenues impor-

tatrices. C'est le cas notamment de l'Asie du Sud et du Sud-Est. Le nombre des pays exportateurs diminue donc tandis que celui des pays importateurs augmente. En outre, dans les pays exportateurs eux-mêmes, les quantités disponibles pour l'exportation diminuent par suite de l'augmentation de la consommation intérieure ou de l'accroissement du cheptel.

55. Devant cette situation alarmante, qu'éclaire d'un jour brutal la comparaison de l'accroissement de la population (12 pour 100) et de celui de la production alimentaire mondiale (7 pour 100) entre 1934 et 1950, la Sixième Conférence de la FAO a formellement recommandé à tous les gouvernements de faire en sorte que, chaque année, l'augmentation de la production alimentaire soit supérieure à l'accroissement de la population, dans une proportion de 1 à 2 pour 100 environ. Dans le cas de nombreux pays, il faudrait, pour obtenir ce résultat, que l'augmentation annuelle de la production agricole soit de l'ordre de 2 à 4 pour 100. La FAO se rend compte qu'une telle augmentation ne réussirait pas à faire disparaître la sous-alimentation dans le monde entier, et elle a dû reconnaître que même cet effort risquait de dépasser les capacités d'un certain nombre de pays.

56. D'un point de vue purement technique, la FAO est convaincue que les connaissances scientifiques de l'humanité permettraient de produire rapidement assez de denrées alimentaires pour assurer un niveau de nutrition suffisant à la population actuelle du monde, et même à une population plus nombreuse encore.

Mais les possibilités techniques ne sont pas les seules à considérer. Si l'on tient compte en effet des problèmes politiques, sociaux et administratifs qu'il faudrait résoudre pour parvenir à ce résultat, on a lieu d'être assez pessimiste. Il faut en effet surmonter d'innombrables obstacles, parmi lesquels M. McDougall cite notamment la difficulté de répandre les méthodes agricoles modernes parmi une paysannerie souvent très retardataire, l'instabilité des prix des produits agricoles, leur rapport avec les prix des produits manufacturés, le problème des réformes agraires susceptibles d'augmenter le rendement agricole, etc.

57. Sur le plan technique, la FAO, dans le cadre de son programme ordinaire et de son programme d'assistance technique, ne néglige aucun effort pour satisfaire aux demandes d'assistance des gouvernements. Mais le problème dépasse le domaine purement technique et c'est pourquoi la FAO se félicite de l'intérêt manifesté par l'Assemblée générale des Nations Unies. Le problème alimentaire mondial est en effet à la base de la plupart des problèmes économiques et sociaux qui font l'objet des délibérations de la Deuxième et de la Troisième Commission. La FAO espère donc que la discussion de ce grave problème à l'Assemblée amènera les gouvernements à reconnaître la nécessité d'entreprendre au plus vite une action énergique pour augmenter la production des denrées alimentaires dans le monde entier. C'est l'intérêt de chaque pays aussi bien que l'intérêt général de la communauté des nations qui est en jeu.

La séance est levée à 12 h. 45.



SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite].....	65
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157 et A/C.2/L.159);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et A/C.2/L.158);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)	

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192 et A/C.2/L.155) [suite]:

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157 et A/C.2/L.159);**
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et A/C.2/L.158);**
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)**

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. ELAHI (Pakistan) déclare que les débats de la Commission relatifs au développement économique des pays insuffisamment développés ont pris un aspect nouveau et semblent désormais empreints d'assurance et de fermeté. La collaboration internationale, tant bilatérale que multilatérale, en vue de relever le niveau de vie des pays insuffisamment développés s'est sensiblement étendue et le Programme élargi d'assistance technique a suscité un grand enthousiasme et a éveillé de grands espoirs.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

2. M. Elahi a été très impressionné par les faits qu'a cités le représentant des Etats-Unis au cours de la 198ème séance, ainsi que par les statistiques les plus récentes publiées par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement au sujet de ses opérations de prêt. Les débats antérieurs avaient fait craindre que les pays avancés n'envisagent pas favorablement la création d'un fonds spécial international chargé d'octroyer des subventions et des prêts à faible intérêt et à long terme; or cette proposition n'a fait l'objet d'aucune opposition au cours de la présente session. M. Elahi pense qu'il faut s'attendre à ce que le Comité de neuf membres prévu par la résolution 416 A (XIV) du Conseil économique et social élabore un plan intéressant et de grande envergure. Toutefois, étant donné la mesure dans laquelle les pays insuffisamment développés sont tributaires des nations industrialisées, seule la promesse formelle d'une collaboration sincère et agissante peut les encourager et les rassurer réellement.

3. Les pays insuffisamment développés ont amplement prouvé leur ardeur par des faits. Ils ont utilisé à l'extrême leurs propres ressources pour créer les conditions préalables qui sont nécessaires à tout développement économique et pour équilibrer leur économie. Ils ont encouragé par tous les moyens les détenteurs de capitaux privés à placer leurs fonds dans des entreprises nouvelles et lorsque l'apport des capitaux privés s'est révélé insuffisant les pouvoirs publics ont aidé des sociétés d'économie mixte de création récente. Plusieurs sociétés de ce genre ont été créées au Pakistan et l'Etat détient une grande partie des actions de chacune d'elles.

4. Bien souvent ces mesures ont beaucoup contribué à lever les hésitations des détenteurs de capitaux et de nouvelles entreprises privées ont ainsi pu être créées. Cependant, malgré tous leurs efforts, les pouvoirs publics n'ont pas pu provoquer l'énorme accélération du rythme de développement qui, seule, peut contribuer à relever le niveau de vie. Ils ont donc été contraints de rechercher des sources de financement à l'étranger.

5. M. Elahi donne ensuite en exemple certains faits qui se sont produits au Pakistan, afin d'illustrer les efforts déployés par les pays insuffisamment développés en vue de mobiliser leurs ressources intérieures. En moins de quatre ans et demi le nombre des sociétés par actions a été porté de 1.363 à 2.976 et leur capital versé est passé de moins de 80 millions de roupies à plus de 257 millions. Les dépôts en banque ont augmenté de 50 pour 100 entre janvier 1949 et janvier 1952. Le montant des dépôts dans les caisses d'épargne postales, et la valeur des bons d'épargne postaux se sont également accrus. Les pouvoirs publics ont été en mesure de placer des emprunts de développement d'un montant de plus de 1.100 millions de roupies, à un taux d'intérêt variant entre 2½ et 3 pour 100; enfin, les recettes fiscales ont laissé des excédents budgétaires qui ont été investis dans des entreprises de mise en valeur. L'effort fourni est très vaste et ses résultats ont même dépassé les prévisions; cependant, les besoins demeurent immenses et il faut toujours recourir à l'assistance de l'étranger.

6. L'évolution récente du commerce international et des prix sur le marché mondial a accentué ces besoins. Les possibilités qu'ont les pays insuffisamment développés de mobiliser des capitaux intérieurs et d'importer des biens d'équipement et de l'outillage sont directement fonction de la situation de leur balance commerciale. A l'époque où les prix de ses produits d'exportation étaient élevés et où la demande en était forte, le Pakistan a pu constituer une réserve importante grâce à l'excédent laissé par ses échanges commerciaux. Cependant cette situation n'a duré que peu de temps, puis les prix des produits de base ont brusquement baissé. L'équilibre de la balance commerciale du Pakistan s'en est trouvé compromis, de sorte que ce pays n'est plus en mesure de financer ses importations de biens d'équipement au moyen de ses exportations courantes. D'autre part, désireux de maintenir sa balance de paiements à un niveau stable, le Pakistan a été obligé de frapper de restrictions les importations de certains biens de consommation qui sont pourtant d'importance vitale. La situation commerciale ne s'est pas encore stabilisée et les pays insuffisamment développés redoutent les répercussions que risque d'avoir sur leur économie et sur leurs projets de développement toute récession, si faible soit-elle, qui pourrait se produire dans les pays industrialisés en 1953.

7. Les pays avancés devraient se pencher sur cette situation. Ils ont en effet eux-mêmes intérêt à stabiliser le marché et à maintenir la demande de produits de base à un certain niveau qui assure des prix raisonnables, pour permettre aux pays insuffisamment développés de se procurer les devises dont ils ont besoin pour faire face à leurs paiements courants et à leurs achats de biens d'équipement. Dans certains cas, il

serait urgent de donner une nouvelle orientation à la politique commerciale et de reviser les tarifs douaniers en vigueur dans les pays industrialisés, afin d'éviter que cette politique n'annule les efforts que font les pays insuffisamment développés pour augmenter leur production.

8. Passant à l'examen de certains facteurs qui semblent entraver les vastes mouvements de capitaux étrangers, M. Elahi fait observer que l'on a dit si souvent aux pays importateurs de capitaux qu'ils devaient s'efforcer de créer une atmosphère de confiance quant au traitement accordé aux fonds d'origine étrangère que ces pays commencent à se demander si l'on ne cherche pas tout simplement à assurer une situation privilégiée aux capitaux étrangers. Sa délégation a clairement fait comprendre que le Pakistan accueille volontiers les capitaux étrangers que l'on cherche à investir sur son territoire uniquement pour des raisons industrielles et économiques et non pour bénéficier d'avantages particuliers. Certains détenteurs de capitaux étrangers ont traité ce problème de façon pratique et ont créé, de concert avec le Pakistan, des entreprises mixtes. Les pays européens manquent eux-mêmes de capitaux et ne sont donc pas en mesure d'en exporter, mais ils reconnaissent qu'il s'est créé un climat favorable aux investissements étrangers. Malheureusement, les deux pays d'Amérique du Nord qui pourraient effectuer d'importants investissements outre-mer n'ont pas encore reconnu ce fait.

9. M. Elahi estime que si l'on procédait à une étude réaliste de la situation qui existe dans les pays tels que le Pakistan, il n'y aurait aucune raison de continuer à réclamer la création d'un climat favorable. En procédant à une nouvelle série d'études, la Banque internationale contribuerait à dissiper les craintes des pays exportateurs de capitaux et, en créant rapidement une société financière internationale relevant de cette banque, on lèverait sans doute certaines des hésitations qu'éprouvent maintenant les capitalistes étrangers. On pourrait obtenir le résultat souhaité en prenant des dispositions qui permettraient de recourir au besoin au Fonds monétaire international pour transférer les sommes gagnées à l'étranger et pour rapatrier les capitaux investis à l'étranger; on pourrait également inviter les industriels et les financiers des pays exportateurs de capitaux à étudier eux-mêmes la situation existant dans les pays insuffisamment développés. Le Conseil économique et social pourrait examiner toutes ces suggestions à sa prochaine session.

10. Les prêts consentis par la Banque internationale sont allés régulièrement en augmentant, mais la part de ces prêts qui revient aux pays insuffisamment développés est loin d'être la plus importante. Jusqu'ici, la Banque a prêté au Pakistan 30 millions de dollars environ, ce qui ne représente qu'une faible partie des sommes recueillies dans le pays pendant la même période; en outre, le taux d'intérêt perçu par la Banque est presque une fois et demie plus élevé que le taux d'intérêt auquel le Gouvernement emprunte dans le pays. Il est donc évident que les prêts de la Banque sont non seulement insuffisants mais encore extrêmement onéreux, si l'on en juge par les taux pratiqués sur le marché intérieur. Il est donc d'autant plus nécessaire de créer une autre institution et la délégation du Pakistan attend impatiemment les rapports

qui doivent être présentés au sujet de la société financière internationale et du fonds spécial.

11. En raison de l'augmentation rapide de la population enregistrée depuis la guerre dans les pays insuffisamment développés, la question de la production des denrées alimentaires s'est posée avec acuité dans la plupart de ces pays. La sécheresse et les calamités naturelles qui se sont abattues sur le Pakistan pendant deux campagnes agricoles successives ont diminué la production de denrées alimentaires qui, autrefois excédentaire, est devenue déficitaire. Plusieurs grands programmes d'irrigation ont été mis à exécution en vue d'assurer une production alimentaire suffisante mais, dans ce cas encore, la question du financement joue un rôle très important.

12. En dépit de l'augmentation remarquable de l'activité de la plupart des industries du Pakistan, la production industrielle globale du pays reste faible, d'une part parce qu'elle est partie d'un niveau très bas et, d'autre part, parce que jusqu'ici les industries étaient financées principalement à partir de capitaux nationaux.

13. Toutefois, le Pakistan a étudié avec une extrême attention la question fondamentale de la réforme agraire. Dans le Pakistan oriental, les pouvoirs publics ont institué avec beaucoup de hardiesse un nouveau régime de propriété foncière. Le Gouvernement de la province rachète aux propriétaires et aux personnes interposées qui les détiennent tous les biens dont la superficie dépasse un certain minimum, de façon à éliminer tous les intermédiaires entre l'Etat d'une part et le cultivateur d'autre part. Au Pakistan occidental, où un grand nombre d'agriculteurs sont propriétaires des terres qu'ils cultivent, il s'agit surtout d'améliorer les méthodes d'exploitation, le financement des entreprises et la mise en vente de la production. Le Gouvernement poursuit résolument une politique de réformes progressives, mais, à cause de la complexité du problème, les progrès sont moins rapides qu'on le souhaiterait.

14. A cet égard, le représentant du Pakistan attire l'attention de la Commission sur un aspect du problème de la réforme agraire qui n'a pas reçu dans le passé toute l'attention qu'il convient de lui accorder. Il ne suffit pas, pour réaliser la réforme agraire, d'être prêt à prendre certaines mesures, il faut encore disposer des fonds nécessaires. Le Gouvernement du Pakistan ne saurait envisager de prendre des mesures d'expropriation sans verser en contrepartie une indemnité équitable et raisonnable. Mais le montant des indemnités à payer est si élevé qu'il ne resterait aucun fonds pour d'autres projets de développement. C'est donc le manque de disponibilités financières qui limite l'application des réformes que l'on veut réaliser.

15. Les crues d'été au Pakistan oriental, qui ont recouvert une étendue d'environ 2 millions et demi d'acres, ont laissé un dépôt de limon précieux qui a rendu inutile l'emploi d'engrais, puis la terre est demeurée asséchée pendant une courte période au cours de laquelle les exploitants qui ne disposent que d'une main-d'œuvre manuelle n'ont pas été en mesure d'entreprendre tous les travaux de culture. De plus, les eaux ont laissé en se retirant des mares importantes à certains endroits, mais, en d'autres, le sol est resté privé d'eau. La seule façon de cultiver ces terres consiste à mécaniser l'agriculture et à installer des pompes électriques, mais pour cela il faudrait au préa-

lable acquérir les petites propriétés morcelées, indemniser les nombreuses personnes interposées et créer des exploitations plus étendues. L'on pourrait donner au problème de l'alimentation du Pakistan oriental une solution définitive s'il était possible de mettre à l'abri des eaux les vastes étendues qui sont périodiquement inondées. Pour cela, il faut des fonds. Le représentant du Pakistan propose que l'on procède à une étude approfondie de l'aspect financier de la réforme agraire et que le Comité d'experts qui doit élaborer les plans pour la création d'un fonds international examine également la possibilité d'employer le fonds envisagé au financement de la réforme agraire.

16. Pour faciliter l'examen minutieux de la question, le représentant du Pakistan présente un projet de résolution (A/C.2/L.158) demandant, d'une part, que le Secrétaire général fasse figurer dans le questionnaire qu'il adressera aux gouvernements une question portant sur les incidences financières des programmes de réforme agraire et que, dans le rapport qu'il doit présenter au Conseil économique et social, il rassemble et analyse les renseignements qu'il aura recueillis, et, d'autre part, que le Comité de neuf membres entreprenne une étude des aspects financiers de la réforme agraire. Les déclarations du représentant des Etats-Unis à la sixième session de l'Assemblée générale¹ et du représentant de la Suède à la présente session (196ème séance), selon lesquelles la nécessité d'une assistance extérieure pour le financement de la réforme agraire serait mieux comprise si les pays insuffisamment développés donnaient l'impression qu'ils s'efforcent d'éliminer progressivement les inégalités dans la répartition des revenus et des biens, ont encouragé le représentant du Pakistan à présenter sa demande.

17. M. Elahi fait devant la Commission l'éloge du projet de résolution commun relatif à l'assistance technique (A/C.2/L.156). Le Programme élargi d'assistance technique a connu un grand succès et autorise de très grands espoirs, étant donné que M. Owen lui consacrera dorénavant tout son temps. Le Pakistan est reconnaissant de l'assistance qu'il a reçue dans le cadre du programme. Lorsqu'on a entrepris l'exécution du programme, le Pakistan se trouvait en présence d'une pénurie grave de spécialistes et de personnel qualifié due au plus grand mouvement de population à travers ses frontières que le Pakistan ait connu dans l'histoire. Grâce au Programme élargi, le Pakistan a bénéficié des services d'un grand nombre d'experts tandis que du personnel pakistanais recevait une formation à l'étranger. Le Gouvernement du Pakistan n'a pas toujours été satisfait de la compétence de certains experts qui ont été mis à sa disposition, mais ces cas ont été très rares et il est probable qu'avec les améliorations apportées récemment dans les méthodes de recrutement, ils ne se reproduiront plus. M. Elahi désire remercier les institutions spécialisées qui ont accepté spontanément de participer au programme d'assistance technique, et il tient à féliciter le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique qui s'est acquis l'amitié et la gratitude de tous les pays bénéficiaires.

18. Pour excellent que puisse être le Programme élargi, son utilité est fortement limitée par son ampleur

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Deuxième Commission, 176ème séance.*

même ainsi que par le fait qu'il a surtout pour objet de fournir les services d'experts et d'accorder des bourses d'étude. Les possibilités qu'il offre intéressent principalement les pays qui n'en sont qu'à la phase initiale de leur développement et dressent l'inventaire de leurs ressources ou élaborent des plans. Les pays dont l'évolution a dépassé ce stade ont un besoin urgent d'établissements et de moyens de formation à l'intérieur de leur propre territoire. Le programme d'assistance technique devrait prévoir la création d'établissements de ce genre ainsi que le recrutement du personnel et la fourniture du matériel qui leur sont nécessaires. Il devrait aussi faire une place de plus en plus importante aux projets de démonstration et à la fourniture du matériel, de l'outillage et du personnel appropriés. Il est très rare que l'on ait fourni du matériel, de l'outillage et du personnel pour les établissements de formation et les projets de démonstration, et ce qui a été fait dans ce sens était loin de répondre aux besoins.

19. Il n'est pas toujours indispensable de s'assurer la collaboration des experts internationaux les plus éminents. Un grand nombre de pays insuffisamment développés ne peuvent pas mettre à profit de façon satisfaisante les connaissances hautement techniques de ces experts, car il faut disposer, pour pouvoir le faire, d'un appareil spécialisé extrêmement complexe et onéreux.

20. Le problème du sous-emploi qui se pose de façon permanente dans les régions rurales des pays insuffisamment développés ne peut être résolu qu'en créant un réseau d'industries artisanales et de petites industries et en fournissant à ces régions de l'électricité à bas prix. Un outillage simple et les services d'experts qui ne sont pas des spécialistes du travail en usine pourraient faciliter dans une large mesure la solution de ce problème. Il convient d'entreprendre une nouvelle et vaste expérience de mise en valeur des régions rurales et l'Administration de l'assistance technique serait bien avisée en prenant cette initiative.

21. Il est souhaitable aussi d'envoyer des stagiaires des pays insuffisamment développés dans des régions où le degré de spécialisation et la complexité des méthodes industrielles ne sont pas poussés au point de ne présenter qu'une faible utilité pratique dans les pays d'où viennent ces stagiaires. Dans ce cas encore, il serait certainement moins coûteux de recruter des experts ailleurs qu'en Amérique du Nord.

22. On semble s'accorder à reconnaître que le besoin d'assistance technique est un besoin permanent et, ceci étant, rien ne s'oppose à ce qu'on fasse du programme un programme permanent. Le représentant du Pakistan propose que le Conseil économique et social présente des propositions précises à cet égard afin que l'Assemblée générale les examine à sa huitième session.

23. Dans l'ensemble, les commissions économiques régionales ont obtenu des résultats encourageants. M. Elahi approuve de façon générale le projet de résolution du Chili (A/C.2/L.155); toutefois, il n'est pas certain qu'il soit opportun de permettre aux secrétariats des commissions régionales d'intervenir dans les décisions concernant les régions où les projets doivent être mis à exécution. Le secrétariat d'une commission devrait avoir pour rôle exclusif de présenter les faits et non pas d'exprimer un point de vue. Lorsque plu-

sieurs pays souhaitent en même temps que l'exécution d'un projet régional soit entreprise chez eux, c'est à la commission régionale elle-même ou à ses comités ou, en dernier ressort, à l'Administration de l'assistance technique de décider en quel lieu un projet déterminé doit être exécuté. Le représentant du Pakistan signale à ce propos, en ce qui concerne le recrutement du personnel des commissions économiques, qu'il n'est pas satisfait de la représentation particulièrement insuffisante de son pays au secrétariat de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

24. Le Gouvernement du Pakistan n'ignore pas l'intérêt que présentent les études rédigées par les commissions économiques régionales et il espère que leur champ d'application sera encore étendu à l'avenir. M. Elahi est déçu, comme l'a été le représentant de la Pologne, par le fait que la dernière série d'études économiques régionales annuelles ait été incomplète, et il espère que le Conseil économique et social disposera à sa prochaine session du plus grand nombre d'études possible.

25. M. DURAN (Honduras) déclare qu'il a étudié avec intérêt les projets de résolution qui font l'objet des documents A/C.2/L.156, A/C.2/L.158 et A/C.2/L.159, et qu'il approuve les suggestions formulées dans les documents A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.155 et A/C.2/L.157.

26. En raison de l'état de tension qui règne actuellement dans le monde, il est indispensable de s'attacher d'urgence à l'étude des méthodes visant à financer le développement économique des pays insuffisamment développés, soit par la coopération d'organisations déjà existantes, soit par le recours à un organisme international supérieur. Le Honduras, qui doit faire face aux problèmes que posent la diminution constante de ses ressources alimentaires et l'augmentation régulière de sa population, porte naturellement le plus vif intérêt aux progrès accomplis par les petits pays agricoles dotés de ressources limitées. On peut comprendre que les pays plus vastes, plus évolués accordent la priorité aux besoins de la défense nationale, mais, de ce fait, les petits pays ont dû augmenter les exportations de matières premières destinées à la défense et réduire, par contre-coup, les exportations d'autres marchandises.

27. Il est indispensable d'instituer un organisme chargé de coordonner et de contrôler les méthodes de financement. En raison des conditions rigoureuses que lui imposent ses statuts, la Banque internationale ne peut accorder des prêts qu'à la condition qu'ils soient garantis par l'Etat. Bon nombre de petits pays ne sont malheureusement pas en mesure d'offrir ces garanties, étant donné leur économie instable, leur balance commerciale défavorable ou d'autres raisons d'ordre économique. Certains événements économiques ou politiques — les mesures de nationalisation, par exemple — ont également fait obstacle, parfois aux investissements privés dans les entreprises des pays insuffisamment développés. Le projet de résolution du Chili (A/C.2/L.154 et Corr.1) mérite d'être étudié attentivement.

28. Dans le rapport qu'elle a présenté au Conseil économique et social au sujet de la création d'une société financière internationale (E/2215), la Banque internationale a souligné que les institutions nationales

et internationales ne répondent pas à la nécessité de stimuler les investissements de capitaux privés destinés au financement du développement économique. Certains membres du Conseil ont exprimé la crainte que la société internationale dont on envisage la création ne permette pas de répondre à cette nécessité: en raison d'engagements contractés antérieurement, certains Etats pourraient, en effet, ne pas être en mesure de coopérer à cette nouvelle entreprise.

29. Le représentant du Honduras a noté avec beaucoup d'intérêt les vues exprimées à ce sujet par les orateurs qui l'ont précédé, notamment celles qu'ont formulées les délégations des pays d'Amérique. A la lumière de ces opinions, il tient à appeler l'attention de la Commission sur les progrès accomplis dans son pays.

30. Grâce à une administration judicieuse, le Honduras commence à récolter les fruits de la politique de coopération internationale. Conscient de la nécessité d'aborder avec énergie le problème du développement économique, le Honduras a établi des plans en vue d'améliorer sa structure économique, sociale et culturelle et a encouragé, en particulier, la coopération aux organisations régionales et internationales. En 1949, le Gouvernement hondurien a sollicité les services d'une mission chargée de procéder à une étude sur la situation économique des pays et de présenter un rapport sur la possibilité de créer des banques d'Etat. Le rapport de la mission a servi de base à l'établissement du système bancaire hondurien actuel — notamment à la création d'une banque centrale de développement — et à l'élaboration d'une législation nouvelle en matière d'impôt sur le revenu. A la suite de ces mesures, le Honduras possède maintenant un des systèmes fiscaux et bancaires les plus modernes du continent américain.

31. D'autre part, le Honduras a bénéficié de l'assistance précieuse de la Banque internationale et du Fonds monétaire, qui l'ont aidé à mettre en œuvre des projets de développement et lui ont accordé des crédits. Au titre du programme du Point quatre, le Honduras a eu recours aux services d'experts qui ont effectué des études relatives au réseau routier et à l'exploitation des ressources hydro-électriques du pays. En outre, le Gouvernement du Honduras a donné son agrément au programme d'immigration proposé par la Banque internationale.

32. Au titre du programme d'assistance technique, le Honduras s'est assuré les services d'experts de la FAO, qui ont étudié les ressources forestières du pays et ont établi des plans pour la lutte contre l'érosion. On a également préparé des plans en vue de former le

personnel hondurien qui participera à la mise en œuvre de ces projets et l'on se propose d'adopter une nouvelle réglementation de la pêche et d'exploiter davantage les ressources en bois. En outre, des experts agricoles ont esquissé des plans en vue du développement de l'industrie agricole et de l'industrie de la pêche, ainsi que de la création de centres agricoles et de la construction de silos. Des dispositions ont été prises pour permettre à des ressortissants du Honduras de suivre des cours à l'étranger. Des experts de l'élevage ont étudié les maladies du bétail, et des entomologistes ont effectué d'utiles recherches sur les insectes nuisibles. Etant donné la pénurie de personnel hondurien spécialisé, le programme des bourses de formation présente un intérêt particulier. Le Honduras a bénéficié d'autres mesures d'assistance internationale, le programme de distribution de lait en poudre entrepris avec l'aide du FISE et l'enquête menée sur les ressources minérales avec le concours de l'Administration de l'assistance technique, par exemple. Plusieurs représentants de l'Amérique latine en ayant déjà longuement parlé, le représentant du Honduras ne veut pas s'étendre sur le rôle utile que joue la Conférence de l'Amérique centrale de la Commission économique pour l'Amérique latine.

33. Le développement économique du Honduras en est encore à la période difficile des plans; c'est-à-dire qu'il a un grand besoin d'assistance technique active, notamment sous la forme de services d'experts chargés d'étudier les ressources du pays et d'organiser le développement, ainsi que de bourses en vue de la formation de spécialistes honduriens. Le Honduras, qui se rend parfaitement compte de l'interdépendance du monde, désire vivement promouvoir les projets de développement économique, qui amèneront le bien-être général; il donne donc son appui sans réserve à toutes les mesures qui visent cette fin.

34. En résumé, le Honduras se propose de développer l'industrie agricole et l'industrie de la pêche; de stimuler les autres industries nationales qui reposent sur l'utilisation des matières premières; d'encourager l'exploitation méthodique des ressources forestières; d'améliorer le réseau routier et les moyens de communication; de créer de nouvelles sources d'énergie électrique; de stimuler la construction d'habitations à bon marché et d'encourager l'urbanisme et l'aménagement des campagnes; de développer les collectivités rurales; de diffuser les méthodes de conservation du sol et de lutte contre l'érosion; enfin, d'améliorer l'organisation des services sanitaires publics et d'élever le niveau général de vie.

La séance est levée à 16 h. 15.



Jeudi 6 novembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

- Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155 et A/C.2/L.164) [suite]..... 71
- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162 et A/C.2/L.163);
 - b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
 - c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1 et A/C.2/L.160);
 - d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155 et A/C.2/L.164) [suite]:

- a) **Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162 et A/C.2/L.163);**
- b) **Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) **Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1 et A/C.2/L.160);**
- d) **Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)**

[Point 25 *]

DISCUSSION GENERALE (suite)

1. M. JOCKEL (Australie) déclare que sa délégation préfère, avant d'exposer ses vues sur l'importante question du financement du développement économique, attendre le résultat des travaux entrepris à ce sujet par le Conseil économique et social.
2. Un des traits les plus marquants de la discussion générale a été l'attention que l'on a consacrée à la question des prix des matières premières sur le marché

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

mondial, et l'inquiétude que certains membres ont exprimée à propos de la baisse qui vient de se produire. L'Australie se préoccupe vivement de cette question pour deux raisons: d'abord, parce qu'elle est elle-même un important producteur de produits de base — ces produits constituent 85 pour 100 de ses exportations — et, ensuite, parce que les prix des matières premières présentent beaucoup d'importance pour ses voisins du sud et du sud-est de l'Asie. Le problème n'est certes pas facile à résoudre mais la Deuxième Commission semble être, en raison de son caractère représentatif, l'organe le plus qualifié pour en discuter utilement.

3. Après l'ouverture des hostilités en Corée, la demande de matières premières s'est considérablement accrue et les prix ont accusé une hausse marquée; mais demande et prix ont rapidement fléchi, et les balances des paiements des pays de production primaire ont accusé un déficit dû, en partie à la réduction de leurs recettes d'exportation, en partie à l'accroissement des importations que ces pays avaient décidé au moment où la situation sur le marché des matières premières leur était favorable.

4. La baisse des prix des produits provenant du sud et du sud-est de l'Asie a atteint des articles d'exportation généralement stables comme le caoutchouc, le thé, le jute et l'étain. Toute baisse de ce genre porte naturellement préjudice au développement économique. En fait, il est difficile de concevoir qu'un pays puisse élaborer et mettre en œuvre un programme de développement économique avec quelque chance de succès s'il ne peut pas compter sur un revenu national et des recettes en devises tout au moins stables.

5. Par sa participation au plan de Colombo, le Gouvernement australien s'est familiarisé avec les problèmes auxquels les pays insuffisamment développés ont à faire face dans ce domaine. C'est ainsi qu'il a appris, au cours de la réunion que le Comité consultatif du Commonwealth a tenue à Karachi au mois de mars dernier, que l'évolution favorable du rapport des échanges en 1950-1951 et, pour certains pays, en 1951-1952 également, a permis aux nations qui participent au plan de Colombo de financer leurs programmes de développement au moyen de leurs propres ressources. Cependant, l'importante réduction des recettes d'exportation a privé plusieurs pays de cette région du monde de ressources en devises dont le montant dépasse de beaucoup celui de l'aide extérieure. Le Comité consultatif du Commonwealth a calculé qu'au cours actuel, toute fluctuation de 10 pour 100 dans le prix du caoutchouc se traduisait par une perte ou un gain de 50 millions de livres par an. Ce chiffre montre bien que des mesures visant à stabiliser le prix de cette matière première à un niveau raisonnable contribueraient au moins autant à assurer le bien-être et le développement économique de la région intéressée que des mesures d'assistance étrangères. D'ailleurs, le Groupe international pour l'étude du caoutchouc examine, en ce moment, la possibilité de conclure un accord en ce sens. Le Gouvernement australien est disposé, pour sa part, à étudier les moyens de conclure des accords analogues en ce qui concerne les autres produits de base qu'exportent les pays insuffisamment développés.

6. M. Jockel déclare qu'il ne partage pas toutefois le pessimisme de certaines délégations quant à l'évolution du rapport des échanges pour les pays producteurs de matières premières. A cet égard, la délégation de l'Australie estime qu'il ne faut pas perdre de vue que, d'une manière générale, le rapport entre les prix des différents produits de base peut avoir des incidences aussi importantes que le rapport entre les prix des matières premières et ceux des produits manufacturés. En effet, certains pays insuffisamment développés sont eux-mêmes importateurs de matières premières. Pour en revenir à l'exemple du sud-est de l'Asie, le problème posé par la baisse des prix des produits d'exportation est encore aggravé par la hausse continue du prix du riz. M. Jockel attire l'attention des membres de la Commission sur les paragraphes 42 à 49 du rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique mondiale* (E/2156) où les experts ont insisté sur la nécessité de fixer un juste rapport entre les prix. Il cite, en particulier, le paragraphe 46 de ce rapport, où il est dit que malgré le mouvement défavorable des prix des produits de base par rapport à ceux des produits manufacturés au cours du demi-siècle qui a pris fin vers 1930, on n'est pas en droit de supposer que cette tendance se poursuivra au cours du demi-siècle à venir. M. Jockel, pour sa part, pense que les débats de la Deuxième Commission ont fait apparaître certaines indications favorables qui permettent d'espérer le contraire. Tout d'abord, il ressort de l'étude qui a été faite des besoins de matières premières des Etats-Unis qu'il existera sur le marché de la zone dollar d'importants débouchés pour les matières premières destinées à des fins industrielles. La deuxième indication a été donnée par le représentant de la FAO, M. McDougall, dans son exposé relatif à la pénurie de denrées alimentaires dans le monde (202ème séance). La FAO vient de publier une étude sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture en

1952 qui renferme d'intéressantes données sur la tendance des prix. Il en ressort que, d'une manière générale, les prix de gros des denrées alimentaires sont restés fermes au cours de l'année 1951-1952.

7. M. Jockel commente ensuite les observations formulées par M. McDougall au sujet de la position de l'Australie à cet égard. Il donne aux membres de la Commission et à la FAO l'assurance que son Gouvernement se rend parfaitement compte de l'importance du rôle que l'Australie peut jouer en tant que producteur et exportateur de denrées alimentaires. Il comprend que l'Australie doit s'efforcer d'accroître ses exportations de produits alimentaires dans toute la mesure possible, non seulement dans l'intérêt de l'économie nationale mais aussi pour faciliter l'approvisionnement des pays où la production alimentaire n'est pas suffisante pour répondre aux besoins pressants de la population. Le Gouvernement australien a du reste pris des mesures pour assurer, aussi bien pour l'immédiat qu'à longue échéance, une augmentation sensible de la production agricole. Il a notamment accordé une assistance financière aux agriculteurs sous la forme d'avantages fiscaux. Le blé, par exemple, a été exonéré de la taxe à l'exportation, pendant l'année en cours. En outre, le gouvernement est disposé à verser un acompte de 12 shillings par boisseau sur la valeur de la récolte de l'année prochaine. Il a aussi mis en application une nouvelle méthode d'imposition en vue d'accorder un traitement plus équitable aux personnes dont le revenu varie d'une année à l'autre. Enfin, le Gouvernement australien vient d'adopter un plan de production qui porte sur une période de cinq ans et qui fixe pour chaque branche de production des objectifs déterminés en fonction de la capacité maximum dans les conditions économiques actuelles. On trouvera des détails à ce sujet dans l'étude de la FAO sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture en 1952. La FAO fait notamment ressortir que, dans l'économie australienne, on attache autant d'importance à la production agricole qu'à la production du charbon ou aux industries qui travaillent pour la défense nationale.

8. Passant au programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, M. Jockel rappelle les progrès importants qui ont été accomplis dans ce domaine depuis 1948. En quatre années, les prévisions de dépenses sont passées de 288.000 dollars à plus de 20 millions de dollars. Le programme d'assistance technique a fait ses preuves, et le Gouvernement australien estime que si l'on veut que les pays évolués remplissent les obligations qu'ils ont assumées à l'égard des pays insuffisamment développés, il convient non seulement de maintenir ce programme, mais de l'élargir encore davantage.

9. Cependant, la mise en œuvre du programme n'a pas été aussi rapide qu'on aurait pu le souhaiter. Au 31 août dernier, après vingt-six mois d'activité, les dépenses effectuées en Australie s'élevaient à 70.000 dollars environ, alors que le total des contributions atteignait 600.000 dollars.

10. La lenteur avec laquelle la contribution australienne a été utilisée peut être imputée à divers facteurs, tels que l'éloignement, les difficultés de communication, la structure fédérale de l'Etat et la nécessité d'agir en coopération avec les six gouvernements fédérés. Toutefois, le Gouvernement australien et l'Administration de l'assistance technique ont maintenant pris des

mesures pour remédier à cette situation. L'Administration de l'assistance technique a notamment installé un bureau de liaison en Australie, le premier qu'elle ait établi dans un pays contribuant.

11. M. Jockel rappelle que l'Australie a offert de recevoir cette année soixante boursiers, alors qu'elle en avait reçu dix-neuf, au cours du premier exercice financier. En outre, vingt-trois experts australiens ont participé jusqu'ici à l'exécution du programme élargi d'assistance technique, et l'on espère pouvoir fournir très prochainement quinze experts de plus. Mais c'est surtout en ce qui concerne les fournitures et le matériel que l'Australie espère accomplir les plus grands progrès dans l'avenir immédiat. Le représentant de l'assistance technique en Australie compte pouvoir, d'ici la fin de l'année, consacrer une somme de 200.000 dollars à l'achat de matériel. Ces chiffres montrent que le Gouvernement de l'Australie aussi bien que l'Organisation des Nations Unies font de leur mieux pour accélérer la mise en œuvre du programme d'assistance technique.

12. A propos du problème de la convertibilité des contributions, M. Jockel remarque que la mesure dans laquelle chaque gouvernement autorisera la conversion de sa contribution dépend de la réponse qu'il donne lorsqu'on lui demande de contribuer; le Comité chargé de négocier les contributions ne manquera pas d'en tenir compte. La délégation de l'Australie estime qu'il faut faire un effort particulier pour utiliser les contributions en monnaies non convertibles afin de préserver le caractère international du programme d'assistance technique. Un autre moyen d'assurer ce caractère international est de faire appel, dans la plus large mesure possible, à des experts de différentes nationalités.

13. En terminant, M. Jockel remercie le Secrétariat pour le document de travail qu'il a présenté à la Commission au sujet du programme d'assistance technique (TAB/CM/314). Il est intéressant de connaître le détail des dépenses de l'ordre de 21 millions de dollars qui ont été prévues pour 1952. Cependant ce chiffre, en lui-même, ne reflète pas complètement les progrès accomplis. Il est possible qu'on ait dépensé une fraction trop importante des contributions en monnaies convertibles; il serait intéressant que le Secrétariat soumette à la Commission un deuxième document de travail qui donnerait le détail des dépenses effectuées dans les diverses monnaies et qui indiquerait les intentions du Bureau de l'assistance technique à cet égard.

14. M. GINOSSAR (Israël) constate que le développement économique des pays insuffisamment développés est une nécessité reconnue par toutes les délégations. S'il existe quelques divergences d'opinion, elles portent moins sur les méthodes à suivre pour résoudre le problème que sur les priorités. Les uns insistent sur la nécessité d'une aide financière et technique extérieure, les autres sur l'importance des ressources dont les pays insuffisamment développés disposent et sur les efforts qu'ils doivent eux-mêmes déployer afin de les mettre en valeur. Cette dispute n'est pas sans rappeler la fameuse parabole sur la primauté de la poule ou de l'œuf; or, on s'accorde à les juger également indispensables.

15. Quoique parfois très différents, les problèmes qui se posent aux pays insuffisamment développés ont souvent aussi des caractères communs. M. Ginossar croit donc utile d'exposer l'expérience acquise en

Israël, où les Juifs travaillent depuis des dizaines d'années à l'avancement d'un pays insuffisamment développé. Il est probable, en effet, que cette expérience pourrait être utilisée par d'autres pays sous réserve de quelques modifications.

16. Pour ce qui est de la réforme agraire qu'il faut entreprendre, sous une forme ou sous une autre, dans de nombreux pays, y compris dans certains pays du Moyen-Orient, si l'on veut supprimer les maux économiques et sociaux dont s'accompagne un régime foncier semi-féodal, le problème ne s'est jamais posé dans ces termes en Israël. En effet, les immigrés juifs ont dû créer leur agriculture de toutes pièces et ont pu, dès le début, adopter des méthodes progressives et modernes. Dans 90 pour 100 des villages israéliens, on cultive des terres qui appartiennent à la collectivité, bien que tenues par les fermiers au titre de baux à long terme et à faible loyer. Le crédit agricole est assuré principalement par des institutions dotées de fonds publics; certaines de ces institutions sont des coopératives de crédit. L'expérience d'Israël montre que les méthodes coopératives permettent une meilleure utilisation des terres, une mécanisation poussée et une adaptation progressive de l'agriculteur nouveau à de nouvelles conditions de travail et aux techniques modernes. En fait, l'agriculture israélienne est fondée sur le mouvement coopératif. A quelques exceptions près, toutes les récentes communautés agricoles d'Israël ont adopté un système coopératif. On trouve dans le pays trois types de villages coopératifs qui se différencient par le degré auquel on a poussé la mise en commun des terres, de l'outillage, du travail et des produits. Il subsiste également, à côté de ces diverses coopératives agricoles, des exemples du système plus ancien de la communauté agricole, dont la première a été créée en 1911; là, tout appartient à l'ensemble de la collectivité et tous les travaux, y compris les tâches domestiques, sont effectués en commun. Ce système, unique en son genre, qui représente la forme la plus poussée de l'aide mutuelle, est particulièrement bien adapté à l'activité des pionniers.

17. Le nouvel immigrant peut donc choisir entre différents types d'entreprises coopératives ou communautaires. D'après l'expérience d'Israël, il semble que les nouveaux immigrants préfèrent le type de coopérative où les villages sont répartis en lots d'égale valeur, cultivés par les coopérateurs et leur famille, et où toutes les opérations d'achat et de vente sont effectuées sur une base coopérative. Les machines, trop coûteuses pour que chaque cultivateur puisse en posséder une, sont également la propriété collective de la coopérative. Ce type d'organisation donne à l'initiative individuelle l'occasion de s'exercer librement en même temps qu'elle permet une aide mutuelle très étendue ainsi que l'utilisation d'engins mécanisés. La préférence montrée par les nouveaux immigrants pourrait fort bien aider à résoudre le problème qui se pose dans d'autres pays, consistant à trouver le meilleur moyen d'adapter des paysans peu évolués aux techniques nouvelles et notamment à la mécanisation de l'agriculture. C'est en ce sens que l'expérience israélienne peut être utile à d'autres pays insuffisamment développés. D'ailleurs, un certain nombre de missions d'études étrangères — hindoues, philippines et birmanes, par exemple — sont venues sur place étudier le système coopératif d'Israël.

18. Les villages arabes en Israël ont une organisation coopérative beaucoup moins poussée, en raison surtout des traditions différentes des Arabes. Cependant, le

Gouvernement d'Israël et la Fédération juive du travail les aident à créer des coopératives de production et de consommation. Il existe déjà 128 coopératives arabes, dont 90 coopératives agricoles. Grâce à cette aide, le cultivateur arabe d'Israël améliore rapidement ses conditions d'existence, et il est certain qu'on verra progressivement apparaître un type de village arabe moderne qui sera peut-être analogue aux villages juifs mais qui pourrait bien être aussi tout à fait différent et original.

19. Bien qu'Israël n'ait pas lui-même de problème agraire à résoudre, le Gouvernement suit avec intérêt les efforts que déploient divers pays du monde, y compris certains de ses voisins immédiats, pour résoudre ceux qui se posent chez eux. Il ne faut pas oublier que la redistribution des terres n'est pas suffisante en elle-même. Il faut aussi prendre des mesures propres à assurer de façon plus efficace leur mise en valeur. Les mesures soulèvent des problèmes législatifs, administratifs et financiers que l'on ne pourra résoudre sans faire davantage appel à l'assistance technique offerte par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées.

20. Au cours des dernières années, les autorités israéliennes ont accordé une attention soutenue au problème de l'accroissement de la productivité. Elles ont créé un Conseil de la productivité qui bénéficie de l'appui de l'Association des fabricants et de la Fédération du travail. Ce conseil a lancé une campagne tendant à augmenter la productivité dans tous les domaines. Des résultats tangibles ont déjà été obtenus; c'est ainsi que la productivité du travail a augmenté de 35 pour 100 dans le port d'Haïfa grâce aux conseils d'un expert des Nations Unies, sans que l'on ait été obligé d'engager des dépenses d'aménagement supplémentaires. Cependant, le succès complet dépend d'une longue éducation des entrepreneurs et de la main-d'œuvre.

21. Dans le domaine de l'agriculture, le problème principal est la mise en valeur des terres arides. D'importantes recherches ont été entreprises à ce sujet à la fois dans les régions désertiques, comme le Négeb, et dans les régions salines autour de la mer Morte. Les spécialistes israéliens ont apporté leur contribution aux travaux de la Commission des terres arides de l'UNESCO. Une conférence internationale sur la mise en valeur des régions désertiques s'est tenue à Jérusalem avec la participation d'experts de nombreux pays. Une exposition internationale sur le même sujet sera ouverte à Jérusalem en 1953. A ce propos, M. Ginossar partage entièrement l'opinion exprimée par le représentant de l'Égypte au cours de la 197^{ème} séance: le problème des terres arides exige la mise en commun des recherches et des efforts de tous les pays intéressés. Il rappelle la résolution 416 E (XIV) du Conseil économique et social, qui insiste sur l'importance de la coopération régionale. Israël a fait connaître à maintes reprises qu'il est disposé à coopérer dans ce domaine avec ses voisins. Il regrette que leur attitude négative ait empêché la création d'une commission économique pour le Moyen-Orient. Cette attitude est contraire non seulement à l'intérêt de la région dans son ensemble, mais également aux recommandations du Conseil économique et social et aux principes mêmes de la Charte.

22. Le Gouvernement d'Israël est très heureux d'avoir bénéficié de l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et du Gouvernement des États-Unis

sous la forme de l'envoi d'experts, de bourses d'études et de perfectionnement, et aussi d'équipement. Il a lui-même envoyé quelques experts dans d'autres pays tels qu'Haïti et Ceylan. Avec l'aide de l'Administration de l'assistance technique, le Gouvernement d'Israël a créé un centre de recherches en matière de construction de maisons en terre stabilisée. Ce centre pourra fournir d'utiles renseignements aux pays où les conditions permettent l'utilisation du même matériau.

23. Fort de sa propre expérience, le Gouvernement d'Israël est convaincu que les moyens dont le Bureau de l'assistance technique dispose sont trop limités. C'est pourquoi la délégation d'Israël appuiera la résolution 433 B (XIV) du Conseil économique et social tendant à fixer à 25 millions de dollars les ressources dont on devrait disposer pour le programme élargi d'assistance technique en 1953. La délégation d'Israël espère que l'on n'appliquera pas d'une façon trop rigide le principe selon lequel les gouvernements bénéficiaires de l'assistance technique doivent prendre à leur charge une fraction importante des dépenses locales relatives aux programmes. Certains gouvernements rencontrent des difficultés considérables à cet égard. De même, le représentant d'Israël signale que le Bureau de l'assistance technique a établi en principe que le coût de l'équipement requis pour l'exécution d'un programme quelconque ne devrait pas dépasser 25 pour 100 du montant total des dépenses relatives au programme. A son avis, il faudrait appliquer ce pourcentage limite non pas à chaque programme — car certains programmes nécessitent un équipement plus important que d'autres — mais à l'ensemble des demandes d'assistance technique présentées par tel ou tel gouvernement au cours d'une même année.

24. Le représentant d'Israël est d'accord avec le Bureau de l'assistance technique qui a décidé de nommer des représentants résidents dans les pays bénéficiaires. La coopération établie avec le représentant résident en Israël promet d'être des plus fécondes. Enfin, M. Ginossar demande que l'on ne décide pas trop hâtivement de réduire les dépenses d'administration de l'Assistance technique. Comme les activités de cette administration s'étendent constamment, une telle réduction ne ferait qu'accroître la charge des dépenses locales qui pèse déjà lourdement sur les pays bénéficiaires et pourrait compromettre l'exécution de projets utiles.

25. Le représentant d'Israël fait observer, d'autre part, que, si grands que soient les efforts que les pays insuffisamment développés déploient en vue de leur propre développement, et même si l'on tient compte de l'assistance technique, l'apport des capitaux extérieurs est évidemment indispensable. Deux projets à cet effet sont actuellement à l'étude. On se réjouira de l'adoption de toute mesure qui aura été jugée capable d'encourager ou d'organiser l'afflux du capital étranger dans les pays insuffisamment développés. A propos de la société financière internationale dont la création est envisagée, le représentant d'Israël signale que des sociétés analogues ont apporté une contribution importante au développement économique d'Israël: elles ont permis l'investissement de capitaux privés qui, autrement, ne se seraient pas aventurés dans les entreprises en question. La délégation d'Israël espère en tout cas que les statuts de cette société lui permettront d'exercer ses activités dans tous les pays qui auront besoin de ses services, qu'ils soient ou non membres de la Banque

internationale pour la reconstruction et le développement, ou même de l'Organisation des Nations Unies.

26. Le représentant d'Israël termine en déclarant que l'on peut se laisser aller à un certain pessimisme si l'on considère seulement la différence énorme qui existe entre les besoins du monde dans le domaine économique et le domaine social et les possibilités d'action immédiate. Mais si l'on se souvient de l'état d'esprit des peuples et des gouvernements dans la période qui a précédé la première guerre mondiale, où la devise était: "Chacun pour soi et Dieu pour tous", si l'on se souvient également du premier pas en avant fait par la Société des Nations en vue de susciter un sentiment de solidarité politique dans le monde, et si l'on considère, d'autre part, combien ce sentiment d'unité économique du monde, qui trouve son expression dans la Charte des Nations Unies, est aujourd'hui ancré dans l'esprit et dans le cœur d'une masse considérable de personnes dans tous les pays, on peut au contraire manifester un optimisme prudent, mais assuré.

27. M. ABDELRAZEK (Egypte) déclare que la délégation égyptienne a toujours préconisé une collaboration régionale et internationale fondée sur le principe de l'égalité des peuples et sur leur droit à disposer d'eux-mêmes. Mais la collaboration internationale suppose la sincérité et l'unité d'intérêts. La délégation égyptienne est obligée de reconnaître que la situation actuelle dans le Proche-Orient n'est pas de nature à encourager la collaboration avec certain voisin, tant que la question palestinienne n'aura pas reçu une solution fondée sur la justice et le droit international.

28. M. RUYGERS (Pays-Bas) désire présenter seulement quelques remarques d'ordre général, mais il se réserve le droit de revenir plus longuement, au moment voulu, sur la question du financement du développement économique et sur celle de l'assistance technique.

29. Au cours des dernières sessions, la Deuxième Commission avait paru être l'un des organes de l'Assemblée générale capables de faire œuvre utile dans le domaine pratique. Les espoirs en ce sens ne sont guère encouragés cependant par la tendance que manifestent les membres de la Commission à faire des discours de plus en plus longs — et parfois de pure propagande — qui ne contribuent guère à résoudre les graves problèmes dont l'Organisation est appelée à s'occuper. L'opinion publique, il ne faut pas l'oublier, jugera l'Organisation des Nations Unies d'après la qualité et non l'abondance des discours — et l'histoire parlementaire démontre que la meilleure façon de régler les problèmes est de les aborder dans un esprit réaliste et pratique.

30. La discussion générale qui se déroule actuellement appelle une autre observation. Il semble que l'on ait trop souvent tendance à considérer le développement économique des pays insuffisamment développés comme un problème distinct. On ne saurait cependant ignorer l'interdépendance des problèmes économiques, ni celle des pays intéressés. Par exemple, la pénurie de dollars dont souffre l'Europe non seulement constitue une difficulté majeure pour l'Europe elle-même, mais fait obstacle à l'aide que l'Europe pourrait apporter aux pays insuffisamment développés des autres régions du monde. Ainsi, ce problème, qui paraît si étranger à la question dont s'occupe présentement la Commission, s'y rattache, en fait, directement. Bien que le déficit en dollars se résorbe progressivement — il est passé, au

cours de ces dernières années, de 8 à 2 milliards, grâce, en grande partie, au plan Marshall — il ne laisse pas de préoccuper les pays de l'Europe occidentale. Une solution consisterait en la réduction par les Etats-Unis de certains de leurs tarifs douaniers; les négociations à ce sujet se poursuivent depuis assez longtemps déjà et les pays de l'Europe commencent à éprouver quelque scepticisme quant à leur aboutissement. Une autre possibilité — qu'étudie l'OECE à Paris — serait d'accroître de façon sensible les investissements des Etats-Unis en Europe: cette solution servirait non seulement les intérêts de l'Europe, mais également ceux des pays insuffisamment développés. Enfin, le *New York Times* a mentionné récemment un plan de grande envergure qui consisterait en la création d'un fonds destiné à favoriser une convertibilité tout au moins partielle entre le dollar et les monnaies moins fortes de l'Europe; ce plan comprendrait également des dispositions qui pourraient contribuer sérieusement à régler le problème des matières premières.

31. M. Ruygers se demande si la Commission n'aurait pas intérêt à s'occuper plus qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent de ces problèmes d'interdépendance économique. Il ajoute que les Pays-Bas attendent avec intérêt la publication — annoncée par le Secrétaire général dans son rapport — des études sur les relations commerciales entre l'Amérique latine et l'Europe et entre l'Europe et la région où la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient exerce son activité.

32. Il existe également une interdépendance entre le développement économique et le progrès social. Si le développement économique des nations exige, dans la plupart des cas, une mise de fonds initiale considérable, il ne pourra cependant jamais s'accomplir en l'absence d'un climat social favorable, qui ne dépend pas seulement de facteurs économiques mais de tous les autres facteurs, matériels et moraux, qui jouent un rôle dans l'existence de l'homme. C'est pourquoi le Gouvernement des Pays-Bas a été heureux de voir le Secrétaire général affirmer à plusieurs reprises, dans son rapport, sa décision d'instaurer une coopération plus étroite entre le Département des questions économiques et le Département des questions sociales: il y a là un progrès très important. Les pays les plus avancés reconnaissent, de manière générale, le lien qui existe entre le développement économique et le développement social; ils ne devraient donc pas oublier l'expérience qu'ils ont acquise à cet égard lorsqu'ils abordent l'étude de l'assistance à accorder aux pays insuffisamment développés, car, en définitive, le but que l'on vise n'est pas simplement de construire des routes ou de produire de l'énergie électrique, mais d'améliorer les conditions d'existence des populations intéressées.

33. M. Ruygers répète que la Commission doit s'efforcer de donner à ses délibérations le caractère le plus concret possible. Chaque délégation attribue une importance particulière à tel ou tel aspect du problème à l'étude, chacune a ses convictions propres ou son idéologie; les unes mettent en avant le développement industriel, les autres la réforme agraire, les unes l'initiative privée, les autres le contrôle gouvernemental. Il appartient à la Commission de considérer les différents problèmes en fonction de leur importance relative, et d'opter pour les solutions qui s'adaptent le mieux à chaque cas particulier. Les pays insuffisamment développés sont en effet en droit d'attendre des Nations

Unies une assistance économique effective et non des théories économiques.

34. Passant à un autre ordre d'idées, M. Ruygers souligne que les fortes fluctuations qui se sont produites sur les marchés de matières premières après le déclenchement des hostilités en Corée ont prouvé de façon très claire que la conclusion d'accords à long terme relatifs aux produits de base, qui neutraliseraient les répercussions de chaque commotion politique ou économique, contribuerait à stabiliser l'économie mondiale. De tels accords profiteraient non seulement aux pays qui dépendent essentiellement de leurs exportations de matières premières, mais également aux pays plus évolués qui, comme les Pays-Bas, doivent importer toutes les matières premières dont ils ont besoin. L'excellent rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156) consacre un chapitre entier à ce problème. Bien que la délégation des Pays-Bas ne souscrive pas à toutes les conclusions de cet ouvrage, il lui semble qu'il y a là un problème sur lequel le Conseil économique et social aurait intérêt à se pencher.

35. La délégation des Pays-Bas est favorable, en principe, au projet de résolution de la délégation du Chili qui tend à encourager la coopération régionale dans l'intérêt du développement coordonné d'une région donnée (A/C.2/L.155). Si diverses raisons semblent empêcher les nations d'adopter actuellement certaines mesures d'ordre général, il est possible tout au moins de favoriser la coopération internationale sur le plan régional, ainsi que le prouve l'expérience tentée en Europe occidentale. Rappelant une récente déclaration du Ministre de l'agriculture des Pays-Bas sur les progrès réalisés dans le cadre du plan Schuman et sur l'adoption prochaine de plans analogues dans le domaine de l'agriculture, M. Ruygers déclare que c'est dans le même esprit que la délégation des Pays-Bas examinera le projet de résolution du Chili. Il exprime toutefois l'espoir que le représentant du Chili voudra bien reconnaître que la coopération internationale que son projet cherche à encourager ne doit cependant, en aucun cas, porter atteinte au maintien de relations économiques normales avec les autres régions du monde.

36. En ce qui concerne le problème de la réforme agraire, la délégation des Pays-Bas pense, avec la majorité des membres de la Commission, qu'il mérite de retenir tout l'attention de l'Organisation des Nations Unies, notamment dans la mesure où sa solution contribuera à remédier à la grave situation alimentaire où se trouve le monde en raison du rythme de l'accroissement démographique. Il n'existe guère de situation uniforme dans le domaine agraire, et les décisions les plus efficaces que l'on puisse prendre sont celles qui se fondent sur les données particulières à chaque région considérée. Les Pays-Bas, qui sont un des pays agricoles les plus développés du monde et qui possèdent en outre une vaste expérience en matière d'agriculture tropicale, s'intéressent vivement à la question et sont disposés à mettre leurs connaissances et leur expérience au service des pays insuffisamment développés qui voudraient avoir recours à leur aide.

37. Pour terminer, M. Ruygers souligne que la Commission semble se trouver cette année dans une situation plus délicate qu'au cours des sessions antérieures. En effet, faute de temps, le Conseil économique et social a dû reporter à sa prochaine session l'étude de nombreux

problèmes économiques. M. Ruygers ne pense pas que la Commission faciliterait la tâche du Conseil si elle entreprenait une vaste discussion de ces mêmes problèmes.

38. M. ARDALAN (Iran) constate avec satisfaction que l'Organisation des Nations Unies reconnaît toute l'importance du développement économique des pays insuffisamment développés. Seule la coopération internationale peut permettre d'assurer ce développement. Le Conseil économique et social s'est rendu compte que les organismes qui contribuent à l'amélioration des conditions économiques de ces pays sur le plan international ne répondent pas aux nécessités de l'heure. Au cours de ses dernières sessions, il a donc recherché une meilleure solution : il a proposé la création d'institutions internationales de crédit telles qu'un fonds spécial ou une société financière internationale.

39. La délégation de l'Iran a été également heureuse de constater que, pendant ces dernières années, des représentants de pays insuffisamment développés ont assuré la présidence du Conseil économique et social. Par ses initiatives hardies, le représentant du Chili, M. Santa Cruz, a contribué utilement à l'examen des problèmes dont le Conseil était saisi. Au cours de la quatorzième session du Conseil, le représentant du Pakistan, M. Amjad Ali, s'est acquitté admirablement de sa tâche en faisant preuve de beaucoup de tact et d'intelligence. Enfin, les représentants des pays insuffisamment développés ont présenté de nombreuses observations et suggestions très utiles.

40. Après avoir étudié la situation économique des pays insuffisamment développés et analysé les mesures prises par les organismes internationaux en vue d'améliorer cette situation, le Conseil économique et social a conclu que ces mesures n'avaient pas encore donné tous les résultats escomptés. Le contraste entre la situation des pays industrialisés et celle des pays insuffisamment développés s'est encore accentué du fait de l'accroissement de la population et de la diminution de la productivité dans ces derniers pays. En dépit des progrès scientifiques, l'amélioration de la productivité ne correspond pas à l'augmentation de la population ; on constate notamment que la production des denrées alimentaires, par habitant, est actuellement inférieure à celle d'avant-guerre. Entre 1948 et 1950, la population mondiale a augmenté de 13 pour 100 alors que la production des denrées alimentaires ne s'est accrue que de 7 pour 100. Ainsi, en 1950, cette production par habitant, ne s'élevait qu'à 95 pour 100 du niveau de 1948.

41. En raison des difficultés économiques, de la baisse des prix des produits agricoles et de la diminution des exportations, l'optimisme qui régnait dans les pays insuffisamment développés jusqu'à la fin de 1951 a fait place au découragement. Les réserves de dollars des pays industriels et notamment des pays européens avaient augmenté par suite du développement de leurs exportations, mais cette amélioration a été éphémère. Malgré l'aide financière des Etats-Unis, ces pays n'ont pas réussi à retrouver leur stabilité économique. En fait, la prospérité des pays industriels ne saurait être assurée tant que le rythme du développement économique des pays insuffisamment développés sera insuffisant.

42. Le représentant de l'Iran insiste sur l'interdépendance économique des différents pays. A son avis, la stabilité économique du monde exige le relèvement du

niveau de vie de la population des pays insuffisamment développés; l'augmentation du pouvoir d'achat de cette population assurerait aux pays industrialisés des débouchés sûrs et réguliers.

43. L'assistance technique et financière peut contribuer sans aucun doute à l'amélioration de la situation économique des pays insuffisamment développés, mais les institutions internationales créées à cette fin ne possèdent pas les moyens de faire face aux besoins considérables de ces pays. La Banque internationale est l'une des institutions les plus aptes à favoriser le développement économique; elle y a certainement contribué par l'octroi de prêts. Toutefois, comme un groupe d'experts l'a indiqué, au paragraphe 264 du rapport intitulé *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986): "en raison des besoins de capitaux des pays insuffisamment développés, on ne peut pas dire que la Banque réponde aux nécessités de la situation".

44. Au cours de l'exercice 1951-1952, la Banque a accordé à seize Etats des prêts dont le montant total s'élève à 298 millions de dollars. En cinq ans, elle a consenti à vingt-sept Etats des prêts pour un total de 1.412 millions de dollars, soit une moyenne annuelle de 280 millions de dollars. Les deux tiers ont été accordés aux pays industrialisés. D'après le groupe d'experts, la Banque devrait mieux comprendre le rôle qu'elle pourrait jouer dans le développement économique des pays insuffisamment développés et, pendant cinq ans, consentir à ces pays des prêts dont le montant s'élèverait en moyenne à 1 milliard de dollars par an.

45. La délégation de l'Iran regrette également que la Banque subordonne parfois l'octroi de prêts à des conditions qui ne relèvent pas du domaine économique. C'est ainsi qu'après avoir envoyé en Iran plusieurs missions et après avoir donné son accord de principe à l'exécution de certains programmes, la Banque aurait dû consentir au Gouvernement de l'Iran un prêt de 19 à 21 millions de dollars. Elle s'est refusée à le faire en soutenant qu'il lui fallait attendre que la situation de l'Iran devienne moins confuse. En fait, il faut voir la véritable raison de cette décision dans la nationalisation de l'industrie pétrolière décidée par le gouvernement.

46. A la quatorzième session du Conseil économique et social, le représentant de l'Iran a signalé que jamais, ou du moins jusqu'en 1941, l'économie de l'Iran n'avait été basée sur les revenus du pétrole¹. De 1931 à 1941, ces recettes avaient été versées à Londres dans un compte spécial et elles n'avaient été affectées en aucune façon au développement économique du pays.

47. Le représentant de l'Iran se déclare très satisfait de l'assistance que l'Organisation des Nations Unies et plusieurs institutions spécialisées ont accordée à son pays. Il fait l'éloge de la mission qui s'est rendue récemment en Iran sous la direction de M. Gutt, ancien président du Fonds monétaire.

48. Sur la recommandation d'un groupe d'experts, le Conseil économique et social a envisagé la création d'une société financière internationale et la constitution d'un fonds spécial. D'après la Banque internationale, ces organismes faciliteraient l'investissement de capitaux

dans des programmes dont l'exécution est actuellement retardée, faute des fonds nécessaires.

49. Certains pays paraissent redouter les restrictions qui seraient imposées aux capitaux privés investis dans les pays insuffisamment développés. Ces craintes ne sont nullement justifiées. En fait, dans les pays insuffisamment développés du Proche-Orient, les capitaux privés n'ont été investis jusqu'ici que dans un seul secteur de l'économie, à savoir l'industrie du pétrole. Si les pays industrialisés ne désirent pas s'assurer une situation privilégiée, se réserver la possession et l'exploitation de certaines ressources et exercer ainsi une influence décisive sur la vie économique ou politique de tel ou tel pays insuffisamment développé, et s'ils désirent investir leurs capitaux dans un esprit de coopération, ils jouiront de toutes les garanties voulues.

50. La représentante de la Suède a fait mention (196ème séance) d'un article paru dans le *New York Times* selon lequel la question des investissements présenterait désormais un caractère plus politique qu'économique. L'expropriation des intérêts étrangers en Iran et dans certains pays de l'Amérique latine aurait fait naître dans l'esprit de quelques capitalistes certaines doutes qu'il serait difficile de dissiper. En Iran, le problème n'a revêtu un caractère politique qu'en raison des interventions constantes d'un gouvernement qui essayait de protéger les intérêts de la société étrangère dont le Gouvernement iranien a nationalisé les biens.

51. La délégation de l'Iran estime que la création d'un organisme international de crédit stimulerait les investissements de capitaux et permettrait de créer un climat favorable au développement économique des pays insuffisamment développés: en effet, les détenteurs de capitaux trouveraient auprès de cet organisme toutes les garanties nécessaires et les pays insuffisamment développés ne craindraient plus que les capitalistes étrangers contrôlent un jour leur activité économique. Toutefois, cette institution, tout en favorisant les investissements de capitaux privés, ne pourrait répondre à tous les besoins des pays insuffisamment développés. Il serait donc nécessaire de créer un fonds spécial qui consentirait les crédits permettant de financer des entreprises non rentables. Le Conseil économique et social, par sa résolution 416 A (XIV), a chargé un comité de préparer à cet égard un plan détaillé.

52. L'assistance technique ne porte que sur un domaine très limité; elle exige, pour être utile, une aide financière et un climat favorable aux investissements de capitaux privés. On dit souvent que les pays insuffisamment développés pourraient créer ce climat en arrêtant eux-mêmes leur programme de développement économique, en exploitant leurs ressources naturelles, en répartissant équitablement leur revenu national par le canal de l'imposition des revenus, en procédant à une réforme agraire qui permettrait une juste distribution des terres et en favorisant le développement de l'enseignement et l'amélioration de la santé publique. Ces pays contribueraient ainsi à l'élévation du niveau de vie de leur population.

53. Le Gouvernement iranien approuve entièrement le principe selon lequel la responsabilité du développement économique incombe principalement aux pays intéressés. De 1930 à 1940, il a entrepris à cet égard une œuvre de grande envergure, construisant des routes, des voies ferrées et créant de nombreuses usines, sans avoir à utiliser à cette fin les recettes provenant de la

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social*, quatorzième session, 606ème séance.

vente du pétrole. Après la seconde guerre mondiale, des experts étrangers ont établi pour le compte du Gouvernement iranien, avec une dépense s'élevant à près d'un million de dollars, un vaste programme de développement économique et social; ce programme devait être exécuté en sept ans. En raison de la diminution des exportations et de l'aggravation de la situation financière, le Gouvernement iranien a envisagé d'affecter à l'exécution de ce programme les recettes du pétrole. Mais l'ancienne société anglo-iranienne des pétroles s'est refusée à verser à l'Iran les redevances qu'elle lui devait aux termes de l'accord de 1933.

54. Cette société devait à l'Iran 49 millions de livres sterling; le Gouvernement de l'Iran a exigé d'elle le versement de cette somme avant d'engager des pourparlers relatifs à l'indemnité qu'il proposait de lui accorder. Le Gouvernement du Royaume-Uni a approuvé l'attitude inadmissible de l'ancienne société anglo-iranienne. Plutôt que de resserrer les liens d'amitié entre l'Iran et le Royaume-Uni, il a suivi une politique qui ne pouvait entraîner qu'une violente réaction. Le peuple iranien a réclamé la nationalisation de l'industrie pétrolière. Le gouvernement a décidé cette nationalisation pour résoudre les difficultés économiques du pays et améliorer les conditions de vie de la population. L'ancienne société anglo-iranienne n'a en effet jamais tenu compte des droits fondamentaux de la population iranienne. Les impôts qu'elle a versés au Gouvernement britannique représentent plusieurs fois le montant des redevances qu'elle a payées au Gouvernement iranien.

55. Le gouvernement a voulu, par la nationalisation, supprimer toute influence étrangère. En effet, la domination de l'ancienne société était telle que le Gouvernement iranien ne pouvait décider librement des affaires intérieures et extérieures du pays. Au lieu de répondre aux désirs légitimes du peuple iranien, le Gouvernement du Royaume-Uni est intervenu directement. Il a soumis l'affaire au Conseil de sécurité et à la Cour internationale de Justice, en soutenant que le Gouvernement de l'Iran n'avait pas respecté les principes du droit international. Le Conseil de sécurité a suspendu l'examen de la question en attendant la décision de la Cour. Celle-ci, par son arrêt, s'est déclarée incompétente et elle a estimé que le contrat signé entre le Gouvernement iranien et la Société anglo-iranienne des pétroles ne présentait pas le caractère d'un instrument international.

56. La Cour ayant ainsi rendu son arrêt, le Gouvernement iranien a signifié qu'il était prêt à négocier avec l'ancienne société sur la question de l'indemnisation. D'après la loi sur la nationalisation, 25 pour 100 des recettes provenant de la vente du pétrole doivent être déposées dans une banque comme garantie

de cette indemnité. Le gouvernement a proposé que le montant de l'indemnité soit évalué en fonction des biens de l'ancienne société et que cette indemnité soit versée conformément aux modalités suivies par d'autres pays dans les cas de nationalisation. Enfin, le Gouvernement iranien s'est déclaré prêt à soumettre l'affaire à l'arbitrage de la Cour internationale de Justice.

57. Contrairement à toutes les règles du droit international, le Gouvernement du Royaume-Uni a adopté un ensemble de mesures tendant à empêcher l'Iran de vendre son pétrole et ses produits pétroliers sur les marchés internationaux. Il a ainsi paralysé l'industrie pétrolière de l'Iran et aggravé la situation économique du pays. On en vient à conclure que si les grandes Puissances recommandent aux pays insuffisamment développés de contribuer par leurs propres ressources au développement de leur économie, de telles recommandations ne sont valables que dans la mesure où les initiatives prises sur ce plan ne portent pas atteinte à la situation privilégiée de certaines grandes Puissances.

58. Le peuple iranien se heurte actuellement à de très nombreuses difficultés; l'exécution de ses plans de développement économique a été ralentie, parfois même arrêtée. Toutefois, il ne reculera devant aucun sacrifice; il ne se soumettra ni à la force ni à l'injustice.

59. Le représentant de l'Iran attire l'attention de la Commission sur l'essor du nationalisme qui caractérise l'époque actuelle. Il s'agit là d'un effort légitime d'émancipation économique et politique. En faisant droit aux revendications légitimes des peuples qui ont récemment acquis leur indépendance politique ou qui luttent pour obtenir leur indépendance économique, on contribuerait à l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population mondiale et au maintien de la paix.

60. Ces peuples qui manifestent ainsi leur nationalisme n'entendent nullement relâcher les liens d'amitié qui les unissent aux Puissances plus évoluées. Toutefois, ils tiennent à fonder ces relations sur le respect mutuel et sur les principes de la Charte. De nombreux pays plus évolués se méprennent sur la portée et le sens véritable de cette évolution. S'ils examinaient ce problème de plus près, ils constateraient que les pays insuffisamment développés souhaitent une coopération internationale qui leur permettrait d'améliorer leurs conditions d'existence. C'est là le seul moyen de prévenir le chaos dans le monde.

La séance est levée à 12 h. 55.



Jeudi 6 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.164, A/C.2/L.165 et Corr.1) [suite]	79
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162 et Corr.1, A/C.2/L.163);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1 et A/C.2/L.160);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)	

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.164, A/C.2/L.165 et Corr.1) [suite]:

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162 et Corr.1, A/C.2/L.163);
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1 et A/C.2/L.160);
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. GROMYKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que si le développement économique des pays insuffisamment développés a fait l'objet de nombreux débats à l'Assemblée générale, aucun progrès véritable n'a été réalisé jusqu'à présent dans la fourniture d'aide à ces pays. Etant donné les

difficultés économiques devant lesquelles se trouvent beaucoup d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée a le devoir politique et moral d'examiner à nouveau la question et de trouver un moyen efficace pour développer l'économie de ces pays et améliorer leurs niveaux de vie. Dans un certain nombre de pays insuffisamment développés, la situation est telle qu'en dépit de leurs énormes richesses naturelles et de leurs vastes réserves de main-d'œuvre, des millions d'êtres humains meurent presque de faim; en effet, ceux-ci ne sont pas les vrais maîtres des ressources de leur pays et ne peuvent les utiliser pour leur propre bien-être. Ce fait est démontré par le faible niveau du revenu national de la plupart des pays de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine.

2. L'orateur rappelle une récente déclaration du représentant du Chili, faite à l'Assemblée générale¹; celui-ci a précisé que le revenu par habitant de plus de 1.500 millions de personnes habitant les pays insuffisamment développés est inférieur à 200 dollars par an, et que dans ces pays la misère ne cesse de croître. Une déclaration analogue a été faite par le représentant de la Bolivie².

3. Le Rapport sur l'économie mondiale 1949-1950 (E/1910/Rev.1) a révélé que le revenu national de près d'un tiers de la population du monde, notamment dans des pays comme la Birmanie, l'Indonésie, la République des Philippines et l'Equateur, représente

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

¹ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale septième session, Séances plénières, 379ème séance.

² Ibid., 384ème séance.

moins de 5 pour 100 de l'ensemble du revenu mondial et est inférieur à 50 dollars par habitant et par an. Le récent "Rapport préliminaire sur la situation sociale dans le monde" (E/CN.5/267) contient également des faits très révélateurs touchant les conditions dans lesquelles vivent les populations des pays insuffisamment développés.

4. Si les pays insuffisamment développés, quoique riches en ressources naturelles, n'ont pas atteint un niveau de vie convenable, c'est parce qu'ils se trouvent sous la dépendance politique et économique des Puissances impérialistes et des monopoles étrangers, ceux-ci étant maîtres de leurs économies et, de ce fait, de leur vie sociale. Les Puissances impérialistes cherchent à s'enrichir en dépouillant les pays insuffisamment développés de leurs ressources naturelles, sans tenir aucun compte des intérêts de la population autochtone. Une autre cause de l'extrême misère est le maintien du régime foncier sous une forme féodale ou semi-féodale dans des pays tels que le Brésil, la Turquie et d'autres pays du Proche et du Moyen-Orient. La majeure partie des terres se trouve aux mains de grands propriétaires fonciers et de monopoles étrangers. Ces derniers continuent à étendre leurs propriétés, tandis que la nombreuse population paysanne demeure entièrement sous leur dépendance. On possède des chiffres qui indiquent le grand pourcentage des terres qui appartiennent à des monopoles aux Philippines, en Tunisie, dans le Sud-Ouest Africain, ainsi que dans d'autres pays.

5. En Amérique latine, les compagnies de pétrole étrangères sont propriétaires de grandes étendues; cette situation a fait l'objet de commentaires détaillés dans la presse de l'Amérique latine, qui a incité la population à résister à la pression exercée par le capital étranger et a demandé l'adoption de mesures destinées à défendre les légitimes intérêts nationaux. Ainsi, au Venezuela, les 2.100.000 acres qui appartiennent à une filiale de la Standard Oil Company pourraient assurer la subsistance de millions de paysans, à la seule condition de se trouver aux mains de leur véritable propriétaire, le peuple vénézuélien. De même, de grands espaces appartiennent à d'autres compagnies pétrolières en Amérique latine.

6. Le récent "Rapport préliminaire sur la situation sociale dans le monde" indique que, par suite de la concentration des terres aux mains de grands propriétaires fonciers et de sociétés étrangères, la population paysanne manque de terres et, de ce fait, se trouve placée dans un état de dépendance, s'est endettée et demeure incapable d'atteindre un niveau de vie convenable. Ce rapport signale qu'en Argentine, pays relativement développé, la partie des terres qui est exploitée ne dépasse pas 20,7 pour 100 de la superficie totale. Au Mexique, le pourcentage correspondant est de 16,7 pour 100; en Syrie et en Algérie, on relève des chiffres très voisins. Le rendement agricole dans beaucoup de pays est extrêmement faible et la production y est organisée en vue de répondre à la demande des marchés capitalistes étrangers, et non aux besoins de la population autochtone, qui est sous-alimentée. Ces faits démontrent la nécessité absolue de procéder à une réforme agraire, en tenant toutefois compte des caractéristiques nationales de chaque pays insuffisamment développé. Mais la réforme agraire ne saurait se faire sans une distribution des terres qui soit équitable au point de vue social.

7. Pour marquer le contraste avec la situation qui existe dans les pays insuffisamment développés, l'orateur parle des récentes réalisations de la République populaire de Chine, où la réforme agraire a libéré les forces productives et a créé des conditions favorables à l'industrialisation. Une vaste réforme agraire a été mise en œuvre, la structure sociale des villages a été entièrement transformée, le pourcentage de la population pauvre a été considérablement réduit et le paysan a été libéré de son asservissement séculaire à l'égard du propriétaire foncier.

8. Les représentants des Etats-Unis aux Nations Unies affirment souvent que leur pays a été l'initiateur de réformes agraires dans les pays insuffisamment développés; en réalité, les propositions que les Etats-Unis ont présentées à l'Organisation des Nations Unies, loin d'être conçues dans l'intérêt des cultivateurs de ces pays, visent à favoriser les intérêts des propriétaires étrangers. En outre, les recommandations relatives à la réforme agraire qui ont été examinées par le Conseil économique et social à sa treizième session, ainsi que par l'Assemblée générale à sa sixième session, sont restées lettre morte.

9. L'absence de progrès dans le développement des pays insuffisamment développés est due au fait que les Etats-Unis et les autres nations capitalistes s'efforcent de conserver les pays en question comme fournisseurs de matières premières et comme débouchés pour leurs exportations. Les accords qui ont été conclus avec les pays insuffisamment développés ne visent pas seulement à subordonner leur économie à la poursuite de ces fins, ils concèdent aussi le droit de construire dans ces pays des installations militaires, des aérodromes, des ports et des routes, au titre du programme militaire des Etats-Unis. Dans son rapport au Président des Etats-Unis, un conseil consultatif pour le développement international a déclaré que les Etats-Unis reçoivent des pays insuffisamment développés les trois quarts de leurs importations de matières premières stratégiques et donné à entendre que ces pays devraient être considérés comme partie intégrante de l'économie de guerre des Etats-Unis. D'autres rapports officiels des Etats-Unis proposent que l'économie des pays insuffisamment développés soit utilisée de façon à servir les plans stratégiques des Etats-Unis; ainsi, il faut qu'on fournisse une assistance technique pour la construction de routes aux Indes, en Iran et au Pakistan, ces pays étant considérés comme importants au point de vue stratégique.

10. Les représentants des Etats-Unis auprès des Nations Unies cherchent cependant à accréditer la légende du désintéressement de leur pays dans leur politique à l'égard des pays insuffisamment développés. Il n'en est pas moins vrai que le programme dit du Point quatre, par exemple, est pour les Etats-Unis un moyen d'étendre leur hégémonie et d'asservir les pays auxquels ils accordent leur assistance. Les Etats-Unis imposent à ces pays leurs conseillers, exigent d'eux des renseignements sur leur économie et s'immiscent dans leurs relations avec d'autres Etats. Les demandes de privilèges politiques, économiques et militaires dont s'accompagnent les prêts et autres formes d'assistance technique sont la négation même du principe de la souveraineté des Etats. Un rapport du *State Department Bulletin* sur le programme du Point quatre a reconnu que ce programme était une arme de la diplomatie américaine. Dans un article paru dans le

New York Herald Tribune le 5 mars 1952, Walter Lippman a admis que les bénéficiaires de l'assistance accordée au titre du Point quatre considèrent ce programme comme une survivance sous une autre forme de l'impérialisme occidental. L'été dernier, M. Truman lui-même, à l'assemblée générale du parti démocrate à Chicago, a qualifié ce programme d'entreprise rémunératrice.

11. Les statistiques des Etats-Unis font ressortir jusqu'à quel point cette nation se sert des pays insuffisamment développés pour se procurer des matériaux stratégiques d'importance décisive. Il est manifeste que ce sont les Etats-Unis qui tirent le profit le plus clair du programme du Point quatre. Les déclarations que publient la presse indienne et la presse égyptienne sont un reflet de l'attitude hostile des pays bénéficiaires à l'égard du contrôle que les Etats-Unis exercent sur leur économie en vertu des accords conclus au titre du Point quatre. Il est particulièrement significatif que la Syrie et le Chili aient décliné l'offre d'assistance qui leur a été faite au titre du programme du Point quatre et que l'Indonésie, la Birmanie et l'Iran n'aient guère montré d'enthousiasme.

12. Lorsqu'ils se heurtent à une résistance de ce genre, les Etats-Unis n'hésitent pas à exercer une pression brutale, comme le montre l'histoire de leurs relations avec les Etats qui reçoivent leur aide. Même les pays capitalistes qui bénéficient de l'assistance des Etats-Unis ne se sentent pas assez forts pour déclarer ouvertement, par la voix de leurs porte-parole officiels, que les conditions qui leur sont imposées sont inacceptables. Mais les pays bénéficiaires élèvent cependant de plus en plus la voix et commencent à prendre conscience des dangers que comporte pour eux l'assistance étrangère.

13. Le Président des Etats-Unis, dans le rapport économique qu'il a présenté au Congrès en janvier 1951, a admis qu'il n'était pas possible de tracer une ligne de démarcation bien nette entre l'assistance économique accordée aux pays insuffisamment développés et l'aide militaire que ces pays sont appelés à recevoir. On ne saurait dire en termes plus explicites que l'ensemble du programme du Point quatre est un instrument au service de l'expansion militaire des Etats-Unis.

14. La propagande que font les Etats-Unis au sujet de l'assistance technique n'a rien de commun avec les fins énoncées dans la Charte des Nations Unies et elle ne tend qu'à entraver le développement des pays insuffisamment développés. La faiblesse de ces pays résiderait, aux dires de certains, en ce qu'ils ne disposent pas en abondance de capitaux étrangers; il serait plus exact de dire que ce sont les pays capitalistes qui cherchent à intensifier la demande de capitaux étrangers pour s'emparer de la direction de l'économie des pays où ces capitaux seront investis. Le problème réel n'est pas l'absence de capitaux; les investissements étrangers ne sont qu'un moyen de dominer la vie économique, politique et sociale des pays où les capitaux sont investis.

15. M. Gromyko dénonce les manœuvres de ceux qui, au sein même des Nations Unies, font miroiter les avantages que présenterait l'afflux de capitaux étrangers pour les pays insuffisamment développés appelés à en bénéficier; mais ces investissements de capitaux étrangers tendent aux mêmes buts que les

investissements effectués au titre du programme du Point quatre et de l'assistance technique. Les chiffres que publie le *Statistical Abstract* (annuaire statistique) des Etats-Unis pour 1951 font ressortir que de 12.480 millions de dollars à la fin de 1939 les investissements des Etats-Unis à l'étranger sont passés à 36.100 millions de dollars à la fin de 1951. La rapacité qui a présidé à ces investissements ressort clairement du fait que ces capitaux ont servi non pas à favoriser le développement industriel mais à procurer aux Etats-Unis des matières premières et à leur permettre de réaliser des bénéfices substantiels. La richesse nationale des pays insuffisamment développés est drainée par les monopoles étrangers en tête desquels se rangent les monopoles des Etats-Unis, du fait des bénéfices considérables qu'ils réalisent. Les Etats-Unis ont cherché d'une manière systématique à investir leurs capitaux dans les territoires coloniaux et autres territoires placés auparavant sous la souveraineté du Royaume-Uni, de la France et d'autres pays. Les bénéfices importants qu'ont procuré les investissements à l'étranger ont stimulé la course aux bénéfices maxima qui est un des traits permanents du capitalisme. Si l'on en croit les sources d'information américaines, les bénéfices que les Etats-Unis ont tirés des investissements étrangers — notamment des capitaux investis dans la production minière et la production des matières premières — sont, de 1.113 millions de dollars en 1936, passés à 2.700 millions de dollars en 1951. Le profit est le seul mobile; les hommes d'affaires américains ne se préoccupent nullement de développer l'économie des pays insuffisamment développés; ils cherchent au contraire à paralyser tous les efforts que pourraient faire ces pays pour développer leurs industries et assurer l'autonomie de leur économie.

16. L'exposé fait par le représentant des Etats-Unis au cours de la 198ème séance montre que le gouvernement de ce pays continue à dissimuler aux peuples des pays insuffisamment développés ses vrais objectifs. Les allégations de ce représentant ont été réfutées par les délégations de la Bolivie, du Chili, du Brésil, de l'Egypte, de l'Argentine et d'autres encore, qui ont exposé les besoins réels des pays insuffisamment développés et décrit le traitement que leur imposaient les Etats-Unis. La délégation des Etats-Unis, comprenant que la forme d'assistance que son pays préconise n'a pas permis d'obtenir les résultats escomptés dans les pays insuffisamment développés, a laissé entendre que certaines sociétés avaient peut-être abusé de la situation. Or, ce ne sont pas les sociétés qu'il faut blâmer, mais la politique générale des monopoles des Etats-Unis. Les représentants de l'Iran (204ème séance) et du Brésil (198ème séance) ont déjà affirmé que les capitaux privés d'origine étrangère investis dans les pays insuffisamment développés ne contribuaient qu'à accroître la dépendance de ces pays vis-à-vis de l'étranger. Le représentant de l'Egypte a souligné que l'assistance accordée par les Nations Unies aux pays insuffisamment développés s'est révélée inefficace en raison de la course aux armements (197ème séance).

17. La délégation de l'URSS juge chimériques les espoirs que fondent certains Etats sur la création d'une société financière internationale; une telle mesure ne changerait rien à la situation actuelle. Certaines organisations auraient pu apporter leur aide, mais elles se sont fait les instruments des Etats-Unis. M. Gromyko a entendu avec sympathie les déclarations

des représentants des pays insuffisamment développés qui ont fait ressortir que la politique d'assistance économique suivie par certains pays avait échoué et qu'il y avait lieu d'adopter un autre système, plus conforme aux principes dont se réclament les Nations Unies. Il importe de mettre un terme à la course aux armements et à la constitution de bases militaires sur le territoire des pays en voie de développement. Il faut revenir aux relations commerciales normales qui échappent à l'emprise de la politique des Etats-Unis. Les pays insuffisamment développés sont ceux qui souffrent le plus des préparatifs de guerre auxquels procèdent les pays signataires du Pacte de l'Atlantique Nord; l'inflation croît, la production des biens de consommation fléchit et il a fallu abandonner des plans de développement économique. Ces pays sont de plus contraints à augmenter leurs dépenses militaires et à élever leurs impôts et leurs prix. Toutes les ressources matérielles et techniques des pays signataires du Pacte de l'Atlantique Nord sont mobilisées, dans le cadre de plans tels que le Plan Schuman, à des fins militaires. La renaissance du militarisme en Allemagne occidentale, en violation des accords internationaux, illustre de façon frappante cette évolution.

18. En revanche, la collaboration entre l'Union soviétique, les démocraties populaires et la République populaire de Chine se fonde sur le respect du principe de l'égalité. Ces pays, qui ne comptent pas sur des subventions ou des dons mais tablent sur leurs efforts propres et sur les rapports commerciaux normaux, font des progrès véritables en matière économique et sociale. Malgré les dévastations causées par la guerre, la production industrielle de la Pologne en 1951 est 2,9 fois plus importante qu'en 1949. On possède des statistiques analogues pour la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie, tandis que la production industrielle de l'Allemagne orientale en 1951 est 2,4 fois plus élevée qu'en 1946. La République populaire de Chine, la République démocratique populaire de Corée et la République populaire de Mongolie appliquent également une politique de développement efficace. Le progrès de ces pays est largement dû au fait que leurs relations s'inspirent du principe de l'assistance mutuelle, dépourvue de tout égoïsme.

19. Dans les Républiques socialistes soviétiques d'Ouzbékistan, de Kazakhstan, de Kirghizie, de Turkménie et de Tadjikistan, qui comptent au total une population de 17 millions, la production de l'industrie lourde a été 22 fois plus grande en 1951 qu'en 1928 et la production d'énergie électrique est trois fois plus grande que dans l'ensemble de la région constituée par la Turquie, l'Iran, le Pakistan, l'Egypte, la Syrie et l'Afghanistan, dont la population totale s'élève à 156 millions.

20. Tout programme efficace adopté en vue du développement économique des pays insuffisamment développés doit avant tout favoriser les industries nationales. Aucun privilège touchant l'utilisation du territoire ou de la main-d'œuvre ne peut être accordé aux pays qui fournissent l'assistance. Dans le domaine des relations commerciales, il faut tenir pleinement compte des besoins de développement des pays insuffisamment développés. L'Union soviétique s'est montrée disposée à étendre son commerce avec les pays insuffisamment développés en exportant de l'équipement minier, de l'outillage agricole et du matériel de transport, en

échange des produits qu'exportent habituellement les pays insuffisamment développés. La politique commerciale de l'Union soviétique part de ce principe que le meilleur moyen d'aider les pays insuffisamment développés consiste à encourager le commerce avec ces pays sans aucune ingérence dans leurs affaires intérieures et sans leur imposer des conditions exorbitantes.

21. M. FAYAT (Belgique) assure une nouvelle fois la Deuxième Commission de son plein appui; il rappelle à cet égard la résolution 377 A (V) relative à l'union pour le maintien de la paix par laquelle l'Assemblée générale demande aux Etats Membres d'intensifier leurs efforts individuels et collectifs en vue de réaliser des conditions de stabilité économique et de progrès social, notamment par le développement des pays et des régions insuffisamment développés.

22. En s'unissant en faveur de la paix, les peuples pacifiques assument une double charge: assurer leur sécurité militaire et veiller à leur bien-être. Malheureusement, plus la tension internationale est grande, plus il devient difficile d'intensifier les efforts pour faire face aux problèmes économiques. Si les pays industrialisés pouvaient être libérés du fardeau de la défense, ils pourraient mettre à la disposition des pays insuffisamment développés beaucoup plus de techniciens, de matériel et de moyens financiers, en vue du progrès économique et social.

23. Il faut que l'opinion publique, tant dans les pays avancés que dans les pays insuffisamment développés, se rende compte combien la paix est fonction du développement économique et à quel point les questions de l'assistance technique, de la productivité, de la réforme agraire et le financement sont intimement liées. L'orateur pense, comme le représentant de la France, que la discussion a contribué dans une certaine mesure à rapprocher les divers points de vue sur la question.

24. Les pays insuffisamment développés se rendent maintenant compte que le problème du développement économique ne saurait être résolu si l'on ne comprend pas qu'il faut du temps, qu'il est nécessaire de tenir compte du nombre de techniciens disponibles, des méthodes de financement, et des ressources naturelles existantes, et qu'il ne faut pas oublier que le développement a pour but final le progrès social et le bien-être de toutes les classes de la société. Le représentant des Etats-Unis a parlé de la pénurie générale de spécialistes des questions de mise en valeur des terres et d'irrigation. Aucun financement, si généreux soit-il, ne peut éliminer sur-le-champ cette difficulté.

25. Plusieurs aspects importants du progrès économique relèvent principalement des efforts que les pays insuffisamment développés déploieront eux-mêmes. L'administration, les finances publiques et le régime fiscal, l'instruction et la législation sociale sont si intimement liés au statut politique des pays intéressés qu'il serait téméraire de vouloir proposer une ingérence directe de l'extérieur. Il appartient aux pays insuffisamment développés eux-mêmes d'entreprendre les réformes nécessaires. Il est permis de douter que, sans ces réformes, aucune des entraves qui résultent d'une structure économique unilatérale puisse être supprimée. Des pays tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont toujours largement tributaires de leurs exportations de produits primaires. Cependant, ils ne sont pas considérés comme insuffisamment développés. Un pays

comme la Belgique possède moins de ressources naturelles que certaines régions insuffisamment développées; le sol des Flandres, qui occupent la moitié du territoire, est stérile. Le seul avantage dont dispose la Belgique est la ténacité de sa population. La volonté des pays insuffisamment développés d'assurer leur développement est donc un signe très encourageant.

26. La déclaration du représentant de l'Argentine au cours de la 200ème séance peut avoir donné l'impression qu'il est déloyal de fabriquer des matières premières synthétiques. Toutefois, ces produits ne sont pas simplement la reproduction des substances naturelles connues et ils n'ont pas nécessairement une influence fâcheuse sur les prix. Certains produits synthétiques ont des qualités différentes de leur équivalent naturel, et il est même probable que la fabrication des produits synthétiques a une influence stabilisatrice sur le prix des produits naturels.

27. Certains pays, en raison de leur degré d'industrialisation, sont considérés comme étant développés. Néanmoins, dans un grand nombre de pays d'Europe occidentale par exemple, la productivité n'atteint que la moitié et même le tiers du niveau qu'elle a aux Etats-Unis. Ces pays ont leurs propres problèmes de développement économique. Toutefois, le représentant de la Belgique ne désire pas minimiser la nécessité où se trouvent les pays développés de favoriser le progrès économique des pays insuffisamment développés et il s'associe aux vues exprimées à cet égard par le représentant de la Suède au cours de la 196ème séance. Le représentant de la FAO a souligné l'importance du problème (202ème séance) et a fait remarquer que le taux d'accroissement de la production mondiale de denrées alimentaires est insuffisant par rapport à l'accroissement annuel de 25 millions de personnes de la population mondiale.

28. La liste des travaux auxquels la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a apporté un concours financier est impressionnante. Il est encourageant d'apprendre que la Banque a l'intention d'élargir ses opérations. M. Fayat prendra connaissance avec intérêt de l'étude sur la société financière internationale dont la création est envisagée et du rapport des experts sur le fonds spécial destiné à l'octroi de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme.

29. Outre la part qu'elle a prise aux opérations de la Banque internationale et aux investissements privés à l'étranger, la Belgique a lancé deux plans décennaux de développement, l'un au Congo belge et l'autre au Ruanda-Urundi, au titre desquels elle se propose de faire des investissements dépassant un milliard de dollars.

30. Le représentant de la Belgique se félicite des améliorations dont ont fait l'objet les dispositions prises par les Nations Unies pour fournir l'assistance technique et accueille avec sympathie la nomination d'un Président permanent du Bureau de l'assistance technique. La Belgique fournira volontiers, dans la mesure de ses moyens, les experts et l'assistance technique qui lui seront demandés. Le 1er octobre 1952, M. Ryckmans a indiqué au Comité des renseignements provenant des territoires non autonomes en quoi consistait l'assistance technique fournie par la Belgique à l'Afrique centrale³. En outre, la Belgique a fait tout son possible pour

affecter des experts à l'exécution des programmes d'assistance technique des Nations Unies. Environ trente experts belges prêtent actuellement leur concours aux travaux prévus par le programme élargi.

31. Dans les cas où l'on ne dispose pas d'investissements privés ou lorsqu'on ne juge pas souhaitable de faire appel à eux, il peut être nécessaire de recourir au secteur public; l'importance des investissements de ce secteur est déterminée par l'empressement plus ou moins grand avec lequel les contribuables des pays développés acceptent des charges fiscales supplémentaires. Les débats de la Commission aideront à faire comprendre au public la nécessité du développement économique et les objectifs qu'il vise. Il faut par ailleurs qu'il soit bien entendu que les sacrifices financiers consentis apporteront une aide efficace aux pays insuffisamment développés et favoriseront leur progrès social, conformément aux recommandations de la résolution 535 (VI) de l'Assemblée générale.

32. M. BAKR (Irak) déclare que les Nations Unies sont particulièrement bien adaptées au rôle qui consiste à réaliser avec succès une coopération économique fructueuse et de grande portée. La coopération, sous forme de l'échange de biens et de services, est indispensable à l'économie mondiale considérée dans son ensemble comme à l'économie de chaque pays en particulier.

33. Au cours de l'histoire, un grand nombre de pays sont devenus maîtres de leur destinée économique alors que d'autres, qui poursuivent la lutte pour leur libération, n'auront plus longtemps à attendre. Dans le développement de la coopération économique internationale, il faut tenir dûment compte de la méfiance bien compréhensible que ce programme ne peut manquer de susciter dans un grand nombre de régions insuffisamment développées. On n'a pas encore mis en application un programme mondial assez efficace ou assez substantiel pour répondre à l'immense tâche que représente la mise en valeur des pays insuffisamment développés. Il y a eu des actes de générosité épisodiques. Les programmes actuels sont lamentablement insuffisants. Il faut convaincre les populations de l'Asie et de l'Afrique que les pays avancés s'intéressent sincèrement à leur bien-être et à leur progrès. Les pays avancés doivent adopter une attitude de compréhension et ne pas se laisser dépasser par les tendances actuelles. L'histoire récente a montré que le retard apporté à accepter les changements de la situation a entraîné, pour un grand nombre de pays avancés, des pertes matérielles et une perte de prestige incalculables.

34. Tous les éléments responsables d'Asie et d'Afrique, s'ils se souviennent de l'exploitation dont ils ont été victimes et de l'amertume du passé, comprennent que le progrès rapide auquel ils aspirent ne peut se faire sans l'apport des techniques et de l'expérience des pays avancés. La vérité la plus importante à apprendre par tous les peuples est le fait qu'ils sont indispensables les uns aux autres. La révélation des inégalités actuelles a troublé la conscience du monde. En dépit de la sombre situation internationale actuelle, la perspective d'une meilleure existence pour le plus grand nombre de peuples n'a jamais été plus réconfortante.

35. Grâce à la richesse de son sol et à deux grands fleuves, l'Irak dispose de grandes possibilités économiques plus durables que ses ressources en pétrole. De grands progrès ont été accomplis au cours des trente dernières années. De nombreuses régions du pays

³ Voir le document A/AC.35/SR.65.

utilisent du matériel et un outillage modernes. On parvient peu à peu à amener les agriculteurs à adopter les méthodes modernes de mécanisation. Certains des programmes les plus importants et les plus coûteux qui ont déjà été entrepris par le Conseil irakien du développement, créé en 1950, ou qui sont sur le point de l'être, concernent l'irrigation, la conservation de l'eau et l'hydraulique fluviale. L'Irak consacre la majeure partie de ses recettes provenant du pétrole à l'exécution de plans de mise en valeur des ressources économiques du pays. Le Conseil du développement dispose de son budget propre qui comprend 70 pour 100 du revenu net provenant du pétrole. D'autres projets sont en cours d'exécution en vertu de contrats passés avec des entreprises nationales ou étrangères. Parmi les plus importants figure le projet du barrage de Bekhme (énergie hydro-électrique et irrigation) et le projet de Wadi Tharthar (hydraulique fluviale). La production d'asphalte facilitera dans une large mesure la construction des routes et les gaz des champs de pétrole de Kirkouk, qui sont actuellement perdus, seront recueillis et utilisés. L'Etat crée à l'heure actuelle des raffineries de pétrole qui lui appartiennent et qu'il exploitera.

36. Au cours des dernières années, plusieurs projets de réforme agraire ont été amorcés. Le premier, qui est le projet de Dujaila, a été mis en œuvre après l'achèvement du barrage de Kout sur le Tigre qui a permis d'irriguer des terrains autrefois incultes qui appartiennent à l'Etat. Ce projet témoin a été en œuvre grâce à la collaboration des divers services du gouvernement chargés de la protection sociale, de l'éducation de base et de l'hygiène, et à la coordination des travaux de ces services. On a appliqué avec succès des méthodes coopératives pour le développement des entreprises de production et de distribution.

37. L'Irak a accueilli avec enthousiasme l'élaboration du programme d'assistance technique. Toutefois, M. Bakr estime que l'ampleur et l'importance de l'assistance technique fournie aux pays insuffisamment développés sont trop faibles. Le sens de l'expression "pays insuffisamment développés" ne peut pas donner lieu à de grandes différences de points de vue. Cependant, les Nations Unies semblent croire que tant qu'il restera dans un pays quelque chose à développer ou à améliorer, ce pays sera insuffisamment développé et, par voie de conséquence, pourra prétendre à une assistance technique. Il en est résulté une tendance à attacher une attention excessive aux pays relativement évolués et qui n'ont pas le même besoin urgent d'assistance technique que certains autres. Il convient de tenir compte, lorsqu'on répartit l'assistance technique à fournir, des besoins relatifs des pays ainsi que des ressources dont ils disposent.

38. La délégation de l'Irak estime que l'Administration technique devrait se conformer étroitement à son mandat tel qu'il découle des résolutions adoptées par l'Assemblée générale et par le Conseil économique et social. En outre, il est essentiel que ce soient des personnes compétentes, libres de tout préjugé et de toute partialité et parfaitement au courant de la situation dans la région considérée, qui soient chargées d'évaluer les besoins et de décider s'il convient d'accorder une assistance. M. Bakr regrette que l'Administration de l'assistance technique soit inspirée de la politique plus ou moins avouée qui consiste à ne pas nommer de ressortissants arabes à un poste qui se rattache

d'aussi loin que ce soit à l'assistance technique en faveur de la région du Moyen-Orient. En adoptant une telle attitude, l'Administration de l'assistance technique s'expose à être accusée de partialité.

39. S'il est exact que l'Administration de l'assistance technique accomplit une œuvre du plus haut intérêt dans un certain nombre de pays, les résultats qu'elle obtient ne correspondent pas à la complexité de son organisation. Le retard avec lequel il est donné suite aux demandes et les délais qui s'écoulent avant l'envoi des experts constituent l'une des difficultés les plus importantes. Le représentant de l'Irak est heureux de savoir que l'on s'efforce d'y remédier. Il est également regrettable que les dépenses locales relativement importantes dont on espère que les pays bénéficiaires prendront la charge aient découragé divers pays qui ont le plus grand besoin d'assistance technique de demander à en bénéficier.

40. Certaines difficultés, notamment en ce qui concerne les experts, sont apparues par suite de l'absence d'uniformité entre les accords d'assistance technique supplémentaire conclus entre les gouvernements bénéficiaires d'une part et l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées d'autre part. M. Bakr souligne combien il importe de choisir des experts bien disposés et impartiaux, au courant des problèmes qui se posent dans les pays où ils sont envoyés; il fait observer qu'aucun Arabe n'a été nommé à un poste de la Division des missions de l'Administration de l'assistance technique, bien qu'en vertu du programme élargi huit Etats arabes réunissent les conditions requises pour bénéficier d'une assistance.

41. On a créé au Ministère des affaires étrangères de l'Irak une section spéciale chargée de s'occuper exclusivement des problèmes relatifs à l'assistance technique, soit que celle-ci émane de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées, soit encore qu'elle soit fournie au titre du programme du Point quatre ou à tout autre titre. Cette section reste en rapports étroits avec les divers services du gouvernement et avec la délégation permanente auprès des Nations Unies. Le représentant de l'Irak espère qu'elle bénéficiera de l'aide et de la coopération de l'Administration de l'assistance technique.

42. Dans un grand nombre de pays insuffisamment développés qui disposent d'un potentiel économique important, le seul facteur qui s'oppose au développement est l'absence ou l'insuffisance de capitaux. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement pourrait consentir des prêts aux pays insuffisamment développés, sous certaines conditions, et la société financière internationale dont la création est envisagée pourrait répondre à certains besoins et se révéler d'un grand intérêt pour stimuler le développement. La délégation de l'Irak envisagerait avec intérêt de nouvelles discussions concernant la création de la société envisagée.

43. En terminant, M. Bakr fait observer qu'à l'occasion des efforts déployés sur le plan international dans le domaine économique il faut accepter le monde tel qu'il existe à l'heure actuelle et ne pas attendre des modifications d'ordre politique qui pourraient fort bien ne jamais se produire. A l'intérieur d'une même région, on devrait aider par tous les moyens les pays désireux de coopérer sur le plan international, au lieu de subordonner la coopération à l'admission d'un peuple dont l'économie, l'histoire, le tempérament et

les demandes sont extrêmement différents de ceux des autres nations. Toute immixtion d'un peuple qui prétend jouir d'une supériorité économique et qui s'est imposé dans une région où règnent par ailleurs des conditions de vie harmonieuses, ne peut se traduire que par une opposition plus active de la population autochtone aux envahisseurs. Alors qu'il y a un million de réfugiés arabes sur ses frontières, Israël devrait s'abstenir de tenir des propos conciliants au sujet de la coopération économique régionale.

44. M. HALIQ (Arabie saoudite) constate que le l'URSS a mentionné dans son discours que l'Arabie saoudite se trouve sous la domination économique des Etats-Unis. Le représentant de l'URSS pensait certainement aux capitalistes privés américains qui détiennent une concession pour l'exploitation de champs pétrolifères dans l'Arabie saoudite orientale. Cette entreprise a été créée conjointement par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite qui ont apporté chacun 50 pour 100 des capitaux, et 80 pour 100 de ses employés sont des ressortissants du pays. M. Haliq estime que les conditions dans lesquelles cette entreprise fonctionne sont pour le moins aussi favorables à l'Arabie saoudite que l'offre que l'URSS a récemment faite à l'Irak en vue de participer à l'industrie pétrolière de ce pays.

45. M. NASR (Administration de l'assistance technique) a écouté avec beaucoup d'intérêt le représentant de l'Irak. Certaines des remarques formulées par celui-ci concernent directement les méthodes propres à améliorer l'assistance technique, et l'Administration de l'assistance technique a déjà mis en œuvre certaines mesures à cet effet. M. Nasr ne comprend cependant pas que le représentant de l'Irak ait accusé l'Administration de l'assistance technique de partialité. Il est convaincu que M. Keenleyside, Directeur général de l'Administration de l'assistance technique, fournira des explications satisfaisantes à ce sujet quand il prendra la parole devant la Commission.

46. M. BAKR (Irak) ne pense pas qu'il convienne d'examiner cette question devant la Commission et il préférerait s'entretenir en particulier avec M. Keenleyside.

47. M. WEBB (Nouvelle-Zélande) regrette que les remarques formulées par le représentant de l'URSS n'aient pas été de nature plus constructive. Il ressort du discours de ce représentant que celui-ci déplore que les efforts des pays avancés pour améliorer le sort des pays insuffisamment développés fassent de grands progrès, ce qui rappelle la fable du renard et des raisins.

48. Tout le monde s'accorde à dire que la santé économique de la communauté mondiale est une question d'importance primordiale et la discussion générale qui se déroule au sein de la Commission fournit l'occasion d'examiner les progrès réalisés et d'apprécier la valeur des techniques employées.

49. Rappelant que par sa résolution 118 (II) l'Assemblée générale a recommandé au Conseil de faire chaque année l'étude des conditions et des tendances économiques dans le monde, M. Webb signale que la documentation rassemblée par le Secrétariat a servi de base à la plupart des plans élaborés par les Nations Unies. En 1947, les commissions économiques régionales s'occupaient surtout des problèmes d'organisation et il n'était pas encore question d'assistance technique. Le programme élargi met maintenant en jeu des millions de dollars et, pour les populations, il

a permis de faire des progrès énormes dans les domaines de la santé publique, de l'agriculture, de l'industrie, des transports, etc. Dans presque tous les domaines, les Nations Unies sont maintenant passées au stade de l'exécution des programmes. Certes, il reste encore beaucoup à faire, mais M. Webb est convaincu qu'il sera plus facile d'atteindre les objectifs visés si l'on étudie l'œuvre qui a déjà été accomplie, car les pays pourront ainsi présenter des propositions susceptibles de réalisation pratique. Il félicite le représentant des Etats-Unis de l'exposé qu'il a fait au cours de la 198ème séance sur les mesures prises dans le domaine économique.

50. M. Webb attire l'attention de la Commission sur le fait que la nature de l'activité des Nations Unies dans le domaine économique s'est quelque peu modifiée. Il y a cinq ans, alors que tout le monde reconnaissait l'ampleur du problème, on avait dû par nécessité faire face à certains problèmes au fur et à mesure qu'ils se posaient. Dans l'intervalle, de grands progrès ont été accomplis dans la coordination des efforts et on a reconnu l'interdépendance des problèmes économiques mondiaux. On a institué un système complet d'étude et de mise au point. Les commissions économiques régionales ont montré leur utilité non seulement parce qu'elles contribuent à résoudre les problèmes régionaux mais encore parce qu'elles permettent de comparer les besoins des différentes régions et les demandes de l'économie mondiale. Non seulement les programmes d'assistance technique ont été fortement élargis, mais ils ont encore été coordonnés pour procurer le maximum d'avantages, et des mesures ont été prises pour conjuguer les activités normales des institutions spécialisées et de l'Organisation des Nations Unies.

51. La proposition relative à la création d'une société financière internationale n'ayant pas encore été soumise à la Commission pour qu'elle en fasse une étude détaillée, la délégation de la Nouvelle-Zélande ne s'étendra pas longuement sur ce sujet. M. Webb désire cependant préciser que son gouvernement a reconnu depuis longtemps le rôle que les investissements privés pouvaient et devaient jouer dans la mise en valeur des ressources insuffisamment exploitées. Les besoins sont si grands dans ce domaine que les gouvernements ne peuvent espérer assurer à eux seuls le financement nécessaire. Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande étudiera avec soin toute proposition tendant à provoquer l'afflux des capitaux privés d'investissement.

52. La création de la société envisagée n'est cependant pas la seule mesure qui s'impose. Il est plus important de trouver des capitaux à l'intérieur du pays que d'obtenir une aide extérieure. Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a été frappé de l'œuvre que les pays insuffisamment développés avaient pu accomplir par eux-mêmes et il convient de féliciter ces pays de leur sens des responsabilités.

53. Au cours des dernières années, on s'est rendu compte toujours davantage de l'interdépendance existant entre les différents facteurs capables de contribuer au développement de l'économie d'un pays. Le développement n'est pas simplement une question de matériel et de capitaux; on a encore besoin de techniciens et la formation puis l'utilisation de ces techniciens sont tout au moins facilitées par une éducation, un état de santé et une hygiène alimentaire satisfaisants. Alors que la création de certaines des institutions spécialisées, telles que la FAO, l'OMS et

l'OIT, est due au premier chef à des motifs humanitaires, on s'est aperçu que ces organismes pouvaient aussi, au cours de leurs travaux, contribuer directement au développement économique. M. Webb fait toutes réserves sur la question de savoir si les activités des institutions spécialisées et le programme d'assistance technique suffisent ou s'il faut les compléter de quelque autre manière, par exemple par des subventions. Il convient cependant de ne pas perdre de vue ce problème et de reconnaître que le capital ne saurait à lui seul suffire à assurer le développement économique.

54. Après avoir examiné les progrès réalisés, M. Webb croit devoir signaler que l'Organisation des Nations Unies devrait continuer à faire preuve de souplesse dans ses activités et dans l'exécution de ses projets. Il n'y a pas de formule simple qui permette d'élever les niveaux de vie, ni aucune définition généralement reconnue de ce qui constitue un niveau de vie élevé; il faut reconnaître qu'il existe des différences dans les ressources des diverses nations et dans leur caractère propre. Il est facile de simplifier à l'excès l'usage des expressions "développé" et "insuffisamment développé" et d'accepter trop facilement le terme "industrialisation" comme synonyme de développement.

55. Dans le sens habituel du terme, la Nouvelle-Zélande serait considérée comme un pays "développé". M. Webb ne peut accepter ce point de vue. Tout en bénéficiant d'un niveau de vie élevé et d'une production très forte par habitant, les exigences du développement pèsent en ce moment très lourdement sur les ressources de ce pays. Pour l'exercice 1951-1952, on a évalué le produit national brut à 700 millions de livres environ, et les investissements en biens de capital ont atteint, pour le même exercice, 20 pour 100 de ce montant. Ce chiffre est très élevé et ne signifie nullement que la Nouvelle-Zélande développe son industrie et ses ressources conformément à ses besoins. La Nouvelle-Zélande a élaboré un programme important de développement qui n'a pas encore pu être réalisé, et elle a été obligée d'établir un ordre de priorité et de réduire les investissements à la fois dans le secteur privé et dans le secteur public. On estime que le programme de mise en valeur du Gouvernement central entraînera à lui seul une dépense de 57 millions de livres environ pour l'année en cours. Ce programme a été réduit aux éléments essentiels indispensables pour maintenir et accroître la production. En réalité, son exécution exige de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux; elle impose à la population de la Nouvelle-Zélande un sacrifice dans le présent, afin de lui permettre de jouir dans l'avenir de tous les fruits de son travail. S'il est exact que la Nouvelle-Zélande est un pays favorisé par le sort, elle n'est pas un pays "développé" au sens véritable de ce terme.

56. En rappelant encore une fois que l'on accepte trop facilement le terme industrialisation comme synonyme de développement, M. Webb fait remarquer que la Nouvelle-Zélande est un pays d'agriculture et d'élevage dont la prospérité dépend, avant tout, de son sol et de son cheptel. Elle possède peu de gisements minéraux d'importance économique, et il ne semble pas que le pays dispose des éléments qui lui permettraient de créer une industrie lourde. Grâce à son habileté et son travail, l'agriculteur néo-zélandais a réussi, en améliorant ses terres, à fonder l'un des systèmes les plus efficaces du monde pour la production de la viande, de la laine, du beurre et du fromage.

Il est aidé dans sa tâche par un réseau de services de vulgarisation des méthodes agricoles, par des travaux de recherche scientifique et par la gestion compétente de coopératives de transformation et de mise en vente des produits laitiers. Le volume du commerce de la Nouvelle-Zélande par habitant est l'un des plus élevés du monde et 95 pour 100 de l'ensemble de ses exportations proviennent de son agriculture et de son élevage. La prospérité de la Nouvelle-Zélande en dépend.

57. M. Webb n'entend nullement recommander à d'autres de suivre la voie dans laquelle son pays s'est engagé ou de minimiser l'importance de l'industrialisation. Ce qu'il tient à faire remarquer, c'est que les programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies devraient faciliter dans chaque pays la mise en valeur des ressources qui conviennent le mieux à son développement. Il convient de ne pas sous-estimer l'importance de l'agriculture. Rien ne s'oppose, à son avis, à ce que la politique économique d'un pays ne soit pas orientée essentiellement, mais non exclusivement, vers la production de denrées alimentaires, et aucune raison pour qu'une communauté agricole ne puisse pas jouir de niveaux de vie élevés. A ce propos, il approuve la déclaration du représentant de la FAO (202^{ème} séance) et souligne que l'urgence présentée par un accroissement important de la production mondiale de denrées alimentaires constitue probablement le problème le plus aigu qui se pose aujourd'hui au monde.

58. Passant au programme d'assistance technique, M. Webb félicite le Bureau de l'assistance technique des progrès qu'il a réalisés. Il constate avec satisfaction l'importance que les différents représentants attachent à l'assistance technique et il estime que leurs observations circonstanciées sont des plus intéressantes.

59. La Nouvelle-Zélande a promis de contribuer au titre du programme élargi d'assistance technique, tant pour le premier que pour le deuxième exercice, et M. Webb constate avec regret que l'Organisation des Nations Unies a éprouvé des difficultés à utiliser intégralement ces contributions. Il espère qu'en attribuant un plus grand nombre de bourses à des élèves pour poursuivre leurs études en Nouvelle-Zélande, en recrutant des experts néo-zélandais qualifiés et en achetant du matériel et des fournitures en Nouvelle-Zélande, le Bureau de l'assistance technique sera en mesure d'utiliser les contributions promises par son Gouvernement. Tout en reconnaissant la valeur des arguments qu'on lui a opposés, son Gouvernement estime, étant donné l'importance attachée au caractère international du programme, qu'il conviendrait que les pays bénéficiaires prennent à leur charge le logement et la nourriture des experts et les frais de déplacement à l'intérieur du pays occasionnés par leurs travaux.

60. Pour donner un exemple de ce que pourrait faire la Nouvelle-Zélande, M. Webb mentionne le rôle que son pays joue dans le cadre du Plan de Colombo relatif au développement économique. Non seulement la Nouvelle-Zélande a versé pendant trois ans une contribution annuelle d'un million de livres en vue d'aider les pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est à se procurer des biens d'équipement, mais encore elle s'est engagée à fournir, au titre du Plan de Colombo, une assistance technique jusqu'à concurrence d'une valeur de 400.000 livres. Plus de cent bourses d'études et de formation ont été attribuées à des bénéficiaires appelés à suivre des cours en Nouvelle-Zélande, et des experts néo-

zélandais se sont rendus dans divers pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est. Cet échange d'experts et de stagiaires se poursuivra dans l'avenir.

61. Ces résultats n'ont pas été obtenus sans difficulté. En Nouvelle-Zélande, comme dans d'autres pays, il y a pénurie de techniciens. Toutefois, ce que fait la Nouvelle-Zélande par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans le cadre des programmes d'assistance technique et du FISE, les contributions qu'elle verse à d'autres fonds, montrent que, fidèle à sa promesse, elle s'acquitte des obligations qui lui incombent dans la mesure de ses moyens, et M. Webb est persuadé que les progrès réalisés montrent que l'Organisation des Nations Unies est en mesure, grâce à des plans minutieusement mis au point, de faire face aux exigences du développement économique.

62. M. ABDELRAZEK (Egypte) fait observer que la déclaration dans laquelle le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques vient de déplorer la misère presque universelle qui existerait dans les pays insuffisamment développés et leur prétendu assujettissement à la politique impérialiste des pays industrialisés fait contraste avec l'optimisme que le représentant des Etats-Unis a manifesté récemment à l'égard du développement économique des pays insuffisamment développés (198ème séance) et avec les considérations philosophiques que le représentant de la France a exposées (201ème séance). La vérité se situe entre l'optimisme et le pessimisme, entre la satisfaction

des uns et le mécontentement des autres. Il serait illogique qu'après l'abolition, l'année dernière, du Traité anglo-égyptien de 1936, l'Egypte accepte de conclure avec les Etats-Unis d'Amérique un traité d'amitié et de commerce dont les dispositions seraient plus désavantageuses que celles de l'accord anglo-égyptien. En sa qualité de Président de la Mission égyptienne chargée des négociations avec les Etats-Unis d'Amérique, M. Abdelrazek affirme que ces négociations se déroulent dans une atmosphère de compréhension et d'amitié et sur des bases de parfaite égalité qui sauvegardent les droits légitimes des deux pays.

63. Invoquant l'article 114 du règlement intérieur, M. VANER (Turquie) et M. GINOSSAR (Israël) se réservent le droit de répondre après la clôture de la discussion générale.

64. Le PRESIDENT espère qu'il sera possible de terminer la discussion générale le vendredi 7 novembre, après quoi les représentants qui ont fait connaître leur intention de répondre en vertu de l'article 114 du règlement intérieur pourront faire leurs déclarations. Il propose à la Commission d'examiner ensuite successivement les projets de résolution relatifs à l'assistance technique (point 25, *d*), au financement du développement économique (point 25, *a*) et à la réforme agraire (point 25, *c*), puis de passer à l'examen de tous les autres projets de résolution ou de toutes les autres propositions présentées au sujet du point 25.

La séance est levée à 18 heures.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 7 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.164, A/C.2/L.165 et A/C.2/L.166) [suite]	89
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162 et Corr.1 et A/C.2/L.163);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1 et A/C.2/L.160);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1 & 2)	

Président: M. Ernest CHAUVET (Haïti).

En l'absence du Président, M. Ernest Chauvet (Haïti), Vice-Président, prend place au fauteuil présidentiel.

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.164, A/C.2/L.165, A/C.2/L.166) [suite]:

- a) **Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162 et Corr.1 et A/C.2/L.163);**
- b) **Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) **Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160);**
- d) **Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1 & 2)**

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. ENCINAS (Pérou) rappelle qu'à la dixième session du Conseil économique et social, le représentant du Pérou a déclaré que les programmes d'assis-

tance technique et les programmes de financement n'étaient pas seulement complémentaires mais qu'ils constituaient, les uns comme les autres, un élément indispensable de tout effort tendant à favoriser le développement économique des pays relativement peu développés¹. Au cours du XIX^e siècle, le développement économique de l'Europe et des autres pays a entraîné d'importants mouvements de capitaux et de connaissances techniques entre les pays avancés et les pays relativement moins développés. Les mouvements analogues sont indispensables de nos jours pour assurer l'équilibre économique du monde, c'est-à-dire pour maintenir la demande, l'emploi, les investissements et la productivité à un niveau élevé, et pour étendre les échanges internationaux.

2. Tout le monde reconnaît désormais que les programmes d'assistance technique des Nations Unies sont nécessaires et efficaces. Les programmes nationaux, le programme du Point quatre et le Plan de Colombo, ont eux aussi créé des précédents fort utiles dans la vie internationale et indiquent les moyens permettant de régler le problème soumis à la Commission. Cependant, on reconnaît aussi dans bien des milieux que l'assistance technique, si indispensable soit-elle, ne suffit pas à elle seule. A la longue, on ne pourrait accomplir que peu de choses si le progrès technique n'était pas accompagné de progrès dans les domaines économique et social,

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, dixième session, 369^e séance.*

progrès qui doivent augmenter la productivité et relever les niveaux de vie dans les pays insuffisamment développés. Le Conseil économique et social a reconnu que, pour aboutir à ce résultat, il fallait procéder à de larges investissements. Ces investissements sont d'autant plus nécessaires que les pays insuffisamment développés au point de vue économique ne constituent pas seulement un vide économique et social, mais encore un vide idéologique et intellectuel. La misère, le ressentiment, la déception et la désillusion qu'éprouvent ces pays créent des forces subversives, ouvertes ou virtuelles, et amènent une situation extrêmement sensible aux conflits idéologiques et intellectuels de l'époque actuelle. C'est précisément ce vide que doit combler le développement économique et social.

3. Plus tard, l'assistance technique et les investissements pourront contribuer à créer la situation de prospérité qui est indispensable à la paix, mais la question qui se pose maintenant c'est celle de savoir le temps qu'il faudra. Etant donné que la situation devient de plus en plus critique, la délégation du Pérou appuie la création de la société financière internationale et l'institution d'un fonds spécial pour l'octroi de subventions et de prêts à long terme; elle est fort alarmée de la lenteur relative de certaines délégations à se rendre compte de l'importance que présente le problème du financement du développement économique. Certaines de ces délégations semblent estimer que les institutions nationales ou internationales qui existent actuellement suffisent à faire face à la situation actuelle, alors que d'autres croient que c'est l'histoire elle-même qui indiquera la solution à adopter. Dans les deux cas, on estime qu'à l'heure actuelle on ne peut faire rien ou presque rien de nouveau ou d'important pour améliorer le sort des pays insuffisamment développés.

4. Cependant, l'avenir de ces pays ne dépend que des mesures que prendra l'Organisation des Nations Unies. Il faut espérer que leur émancipation se fera conformément aux principes énoncés dans la Charte et non suivant les principes qui président à l'instauration des dictatures économiques et intellectuelles qui sont contraires à tout ce qu'il y a de meilleur dans l'homme.

5. La paix et le bien-être de l'humanité sont en péril. Aussi faut-il prendre sans délai des mesures tendant à écarter ce danger. Le temps n'est pas loin où le rythme du développement déterminera peut-être les résultats mêmes du développement économique. Tout retard apporté à cette œuvre augmentera le volume du travail et les souffrances qu'il faudra endurer non seulement pour sauver des millions de vies humaines, mais aussi pour sauvegarder un idéal.

6. L'on connaît bien le manque de capital auquel se heurtent les pays insuffisamment développés qui essaient de mettre en valeur leur économie. C'est là un cercle vicieux: les pays relativement peu développés ont besoin de larges investissements pour financer des projets dont le coût n'est pas amortissable; mais on ne peut réaliser le taux d'investissement nécessaire que lorsqu'on a déjà atteint une étape avancée ou relativement avancée.

7. Ce sont les capitaux privés d'origine étrangère qui ont déterminé le développement économique

extraordinairement rapide des Etats-Unis d'Amérique et du Canada dont l'économie est en pleine croissance. On n'a pas été en mesure d'aboutir aux mêmes résultats dans d'autres régions pour des raisons culturelles, historiques et même religieuses. Comme l'a dit le Secrétaire général dans son étude intitulée *Mouvements internationaux de capitaux entre les deux guerres* (ST/ECA/2), les investissements privés de source étrangère se portent d'ordinaire vers la production de matières premières destinées à l'exportation. Or, une telle production ne contribue pas directement au développement économique tel que l'envisage l'Organisation des Nations Unies. Bien qu'il existe des exceptions à cette règle, notamment depuis la guerre, et bien qu'il se soit manifesté une tendance à investir des capitaux dans la production des services et dans des industries manufacturières, il ne serait pas exagéré de dire que la manière la plus efficace de stimuler le développement économique serait de diriger le courant des investissements de telle façon qu'ils contribuent directement à mettre en œuvre les plans de développement social envisagés par l'Organisation des Nations Unies.

8. Les capitaux privés de source étrangère sont plus abondants que les mêmes capitaux d'origine locale; cependant, ils sont relativement inertes. Il faudrait les pousser à contribuer plus activement au développement économique. Les capitaux privés d'origine étrangère, aussi bien que les capitaux d'origine locale, ont rempli et continuent à remplir des fonctions importantes dans les économies nationales, bien qu'il soit évident que ni les uns ni les autres ne suffisent pour le moment à favoriser le développement économique tel qu'on l'envisage actuellement. Les deux catégories de capitaux sont indispensables si l'on veut atteindre les objectifs économiques énoncés dans la Charte.

9. Les capitaux étrangers de sources gouvernementale et intergouvernementale peuvent apporter au développement économique une contribution plus directe et plus rapide, par leur nature même. L'une et l'autre méthode de financement, qu'elle soit administrée par les Etats directement intéressés ou par une institution internationale, doivent permettre, en théorie du moins, d'améliorer les possibilités de progrès économique et permettre de donner des résultats plus rapides.

10. La société financière internationale et le fonds spécial qu'il est proposé de créer méritent l'appui de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, quel que soit le niveau de leur développement économique. Il faudrait, pour une bonne utilisation du fonds, qu'il existe un système d'encouragements analogue à ceux qui existent en Australie, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis d'Amérique, si l'on veut qu'il aide vraiment les pays à s'aider eux-mêmes et à offrir de nouvelles possibilités aux investissements.

11. En résumé, toutes les formes d'investissements sont indispensables, complémentaires et suffisantes si on les considère dans leur ensemble. Les capitaux étrangers, pourvu qu'on les oriente dans la direction voulue par l'intermédiaire d'une société financière internationale, stimuleront les mouvements de capitaux nationaux et créeront des possibilités de développement général dont on ne soupçonne même pas l'exis-

tence. Une telle politique de financement constituerait l'une des bases de la paix, l'autre base étant formée par les échanges équitables entre des pays qui se trouvent à des niveaux de développement différents, échanges qui s'effectueraient dans un monde d'où seraient exclues l'autarcie et la discrimination.

12. M. Encinas rend hommage à l'excellent travail qu'ont accompli les Commissions économiques régionales. Le centre de formation professionnelle qu'a créé la Commission économique pour l'Amérique latine illustre bien le sens pratique et la largeur des vues de cet organe. En collaboration avec le Conseil économique et social et avec d'autres commissions économiques régionales, la CEPAL a pris des mesures efficaces pour resserrer la coordination et pour étudier les méthodes qui permettraient d'augmenter les échanges commerciaux entre l'Europe, l'Asie et l'Amérique latine.

13. M. KRIVEN (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que les représentants du Chili, de l'Arabie saoudite, de l'Irak, de la Bolivie, du Costa-Rica et de l'Argentine ont fait observer avec raison que les Nations Unies ont adopté de nombreuses résolutions et de nombreuses recommandations au sujet du développement économique, mais qu'elles ont, dans la pratique, fait peu de chose pour venir en aide aux pays insuffisamment développés. La délégation du Costa Rica a signalé (202ème séance) que les sommes dépensées au titre de l'assistance aux pays insuffisamment développés correspondaient tout au plus à 1 pour 100 des dépenses afférentes aux préparatifs de guerre des Etats-Unis et des autres Puissances impérialistes. Les représentants de l'Irak et de l'Argentine ont souligné (204ème et 200ème séances) que la situation économique des pays insuffisamment développés était maintenant plus grave qu'avant la deuxième guerre mondiale. Cette aggravation est le résultat de l'exploitation et des spoliations auxquelles se livrent les Puissances impérialistes.

14. On peut même dire qu'au cours des récentes années les Etats-Unis et d'autres pays ont intensifié cette exploitation pour qu'elle marche de pair avec la course aux armements. On ne saurait négliger les déclarations du représentant de la Bolivie et des représentants d'autres pays insuffisamment développés qui ont parlé de la lutte que leurs pays mènent pour se libérer du joug impérialiste.

15. Dans les divers rapports qu'ils ont présentés, le Secrétariat et le Conseil économique et social cherchent, comme le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis l'a fait dans sa déclaration², à expliquer l'aggravation de la situation en soutenant que la production de denrées alimentaires ne suffit pas aux besoins d'une population mondiale qui s'accroît de façon constante. Mais la théorie de Malthus, qui est contraire à la science et qui est réfutée par les faits, visait uniquement à égarer l'opinion publique en détournant son attention de la division du monde en pays riches et en pays pauvres.

16. Les pays insuffisamment développés possèdent de grandes ressources naturelles et une main-d'œuvre nombreuse qui, si elles étaient utilisées rationnellement, permettraient de relever les niveaux de vie, mais ces

pays ne sont pas les maîtres de leur propre destin. Des sources importantes de matières premières sont aux mains de monopoles étrangers qui imposent leur politique aux pays insuffisamment développés en les contraignant à ne se consacrer qu'à une seule culture, en détruisant leur économie, en les appauvrissant et en les empêchant de développer leurs industries et leur agriculture. Le 30 mars 1952, M. Acheson a déclaré devant la Commission des affaires étrangères du Sénat que le programme du Point quatre avait pour objet principal de faire naître un climat propice aux investissements et que les Etats-Unis n'avaient pas l'intention de créer des industries importantes dans les pays insuffisamment développés, mais bien d'ouvrir de nouveaux débouchés aux produits des Etats-Unis.

17. Il est donc évident qu'en fournissant une assistance les Etats-Unis ne se proposent pas de rendre indépendants les pays insuffisamment développés ni de les amener à se suffire à eux-mêmes sur le plan économique; les Etats-Unis n'aident pas ces pays à développer leurs industries; ils cherchent uniquement à exploiter leurs sources de matières premières pour leurs propres besoins militaires.

18. D'après la revue américaine *Business Week* du 3 novembre 1951, les bénéfices provenant des investissements étrangers des Etats-Unis pour la période de six ans se terminant en 1951 se sont élevés à 10 milliards et demi de dollars. En 1950, 80 pour 100 environ des bénéfices provenant des investissements étrangers ont été envoyés aux Etats-Unis, qui exercent d'ailleurs un contrôle sur les autres 20 pour 100.

19. Les compagnies pétrolières américaines et britanniques dans le Moyen-Orient ont réalisé des bénéfices énormes. Le *New York Times* du 4 janvier 1949 a publié le rapport dans lequel un spécialiste de ces questions signale que, alors que le coût de production d'un baril de pétrole dans le Moyen-Orient est de 45 cents, le prix de vente en Europe est de 2,65 dollars. Les chiffres montrent que pour l'année 1950-1951 les bénéfices des 817 sociétés coloniales britanniques ont augmenté de 58 pour 100 et les bénéfices des sociétés pour l'exploitation de l'étain, du cuivre, des métaux non ferreux et du caoutchouc accusent, pour la même période, une augmentation du même ordre. Les dividendes distribués par la plus grande société britannique d'exploitation du caoutchouc en Malaisie ont augmenté de 25 à 45 pour 100 au cours de cette période.

20. Le Moyen-Orient offre un exemple des efforts que les monopoles capitalistes déploient pour maintenir les pays insuffisamment développés dans un état de dépendance en faisant d'eux de simples sources de matières premières: 15 à 20 pour 100 seulement des habitants du Moyen-Orient sont occupés dans l'industrie et les transports, les 80 à 85 pour 100 restants travaillant dans l'agriculture. Cela montre à quel point la région est encore peu développée au point de vue économique, bien qu'elle soit depuis cent ans sous la domination de capitalistes étrangers. Le seul but des capitalistes est d'obtenir de ces pays les matières premières dont ils ont besoin. En Egypte, la production du coton est développée au détriment de la production du blé, du maïs et du riz, ce qui fait que l'Egypte, pays traditionnellement producteur de blé, doit importer le blé dont elle a besoin et souffre d'une pénurie constante de denrées alimentaires. Pendant

² Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Séances Plénières*, 380ème séance.

la période 1948-1950, sa production de fils de laine a baissé de 50 pour 100 et sa production de sucre a également baissé dans des proportions importantes.

21. De même, l'aide américaine à l'Iran a eu des effets désastreux sur les industries textiles de ce pays. Les monopoles américains et britanniques exportent des fils de coton vers ce pays, minant ainsi l'industrie locale qui normalement aurait été en mesure de satisfaire la demande intérieure.

22. Contrairement aux affirmations du représentant de la Turquie à l'Organisation des Nations Unies, il apparaît que ce pays souffre aussi d'avoir accepté l'aide américaine. Le Général Arnold, chef de la Mission militaire des Etats-Unis en Turquie, a déclaré que, pour la période 1947-1951, la Turquie a reçu des Etats-Unis du matériel militaire d'une valeur d'un milliard de dollars. Le but des Etats-Unis est de militariser le pays; aussi le Gouvernement turc dépense-t-il actuellement à des fins militaires plus de 60 pour 100 des crédits figurant à son budget annuel. Par ailleurs, les Etats-Unis reçoivent de la Turquie des quantités toujours plus grandes de matières premières précieuses, notamment de chrome.

23. Tant pour préparer la guerre que pour s'assurer des bénéfices énormes, les monopoles américains augmentent rapidement la production du pétrole dans les pays du Moyen-Orient. En 1951, cette production dépassait de plus de six fois celle de 1937. Les statistiques relatives à la production du pétrole en Arabie saoudite accusent une augmentation du même ordre. Pourtant, malgré les bénéfices plus élevés, le revenu national des pays producteurs de pétrole n'a pas augmenté. L'ancienne Anglo-Iranian Oil Company a, elle aussi, réalisé des bénéfices considérables et ruiné l'économie nationale. En forçant les pays insuffisamment développés à faire porter tous leurs efforts sur l'extraction d'un seul produit minéral ou sur une seule culture, le capital étranger les condamne à se développer dans une seule direction et à rester dans une situation économique défavorable. Les monopoles capitalistes leur achètent leurs matières premières à bas prix et demandent pour leurs produits industriels des prix élevés, de sorte que les populations de ces pays souffrent du chômage et de la famine. Les représentants à l'Organisation des Nations Unies de pays tels que l'Iran, l'Irak, l'Argentine, le Chili et le Pakistan ont montré dans leurs déclarations que les Etats-Unis avaient pour politique de piller leurs pays et d'étouffer leur économie nationale.

24. L'orateur rappelle la déclaration que le représentant de la Bolivie a faite devant l'Assemblée générale³ et d'où il ressort que la Bolivie est un autre exemple de pays assujéti à la domination économique du capitalisme. En dépit de la grande variété des ressources naturelles de ce pays, l'étain est le seul produit minéral qui soit extrait de façon intensive et les pays capitalistes en ont fixé le prix à un niveau extrêmement bas. Cette politique, comme le représentant de la Bolivie l'a dit, porte atteinte aux principes de solidarité et de réciprocité qui devraient régir les relations entre grandes et petites Puissances.

25. Ces exemples montrent que la situation véritable est très différente de l'image faussement optimiste

que le représentant de la France en a donnée. Les faits ne servent qu'à prouver l'hypocrisie des déclarations faites devant la Deuxième Commission par les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni, qui se sont efforcés d'établir que l'aide accordée aux pays insuffisamment développés avait pour but d'améliorer le niveau de vie des populations de ces pays. Cette aide n'est pas fournie sur une base d'égalité et les règles élémentaires du respect de la souveraineté nationale et de la non-intervention dans les affaires intérieures sont méconnues.

26. Ainsi que les représentants du Chili, de la Bolivie, de l'Iran, du Guatemala, de l'Egypte, de l'Uruguay et de l'Argentine et d'autres représentants l'ont fait ressortir, la condition première et indispensable du bien-être économique et culturel de ces pays est qu'ils exploitent eux-mêmes leurs ressources naturelles, s'industrialisent et accèdent à l'indépendance économique et politique. L'histoire de nombreux pays montre que sans indépendance il est impossible de parvenir à un haut degré de développement.

27. Les accords relatifs à l'octroi d'assistance technique doivent être conclus dans des conditions d'égalité et à l'avantage mutuel des parties, et ils doivent viser au développement industriel des pays bénéficiaires. L'assistance doit tendre à renforcer l'autonomie économique et l'indépendance politique des pays insuffisamment développés en tant qu'Etats souverains et non à conférer aux Etats qui apportent leur assistance des privilèges politiques, militaires et économiques. Ce n'est qu'à cette condition que l'assistance technique respectera les principes élevés de la Charte et que les pays insuffisamment développés pourront améliorer leur niveau de vie, surmonter le retard de leur développement économique et social et prendre place, sur le même pied que les autres pays, dans la communauté des nations.

28. Les relations qui existent entre l'Union soviétique, les démocraties populaires et la République populaire de Chine illustrent le type de coopération libre et amicale qui devrait s'établir. L'Union soviétique a prêté une aide désintéressée aux démocraties populaires et a favorisé leur industrialisation. Depuis la guerre, les démocraties populaires ont relevé leur économie ruinée et ont accompli de remarquables progrès dans la voie de l'industrialisation. C'est ainsi que la Hongrie, pays autrefois exclusivement agricole, est devenue un pays industriel et que la production de l'industrie lourde hongroise a triplé depuis la guerre. La production industrielle a enregistré des progrès analogues en Roumanie et en Bulgarie; en Albanie, des manufactures de textiles, des centrales hydro-électriques, des raffineries de sucre et d'autres industries ont été établies.

29. Les débats qui se déroulent aux Nations Unies montrent clairement d'une part, le désir des pays insuffisamment développés de se libérer du joug impérialiste et, d'autre part, le peu d'empressement des Puissances coloniales à sacrifier leurs intérêts et à favoriser le développement économique des premiers. L'économie de ces pays ne pourra se développer qu'avec la disparition du colonialisme et des régimes qui s'en inspirent. Il est incontestable que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays s'efforcent d'accroître la dépendance économique des pays insuffisamment

³ *Ibid.*, 384^eme séance.

développés, dont ils tirent des avantages exceptionnels. Ces derniers doivent chercher avant tout à exploiter eux-mêmes leurs richesses naturelles afin d'améliorer radicalement le bien-être de leur population. Les Nations Unies devraient leur fournir une assistance conçue de manière à renforcer leur indépendance économique et politique.

30. M. BRIGHT (Libéria) déclare que son pays marque un vif intérêt pour le programme d'assistance technique des Nations Unies et qu'il a déjà incorporé dans son plan de développement les facilités qui lui sont offertes au titre de ce programme. Le Libéria consacre pour sa part 20 pour 100 de son revenu national au programme d'assistance technique, qui vise essentiellement à favoriser l'enseignement, la santé et l'hygiène, le progrès civique, l'agriculture et le commerce. La production de denrées alimentaires se développe et celle des produits d'exportation s'améliore et se diversifie.

31. Il est encourageant de constater chez les pays dont le développement est déjà avancé un désir marqué d'aider les pays moins développés en les faisant bénéficier de leurs connaissances techniques. La délégation du Libéria estime, elle aussi, qu'il faudrait sans plus tarder se préoccuper du financement des programmes dans les pays insuffisamment développés. On a dit et répété qu'il fallait créer les conditions propres à attirer des capitaux étrangers dans ces pays. Si les droits des pays insuffisamment développés étaient dûment reconnus par les pays qui cherchent à investir leurs capitaux, il devrait être toujours possible de conclure des accords qui soient mutuellement avantageux. Les capitalistes en quête d'investissements rémunérateurs ne devraient pas non plus perdre de vue que le progrès de la civilisation fait naître chez les populations des pays insuffisamment développés des besoins nouveaux et qu'il y aurait lieu d'élaborer de nouveaux arrangements conformes aux exigences du temps présent.

32. Le Libéria est prêt à accueillir tous investissements de capitaux étrangers dont le volume et le rythme répondraient à ses besoins actuels. Ses relations avec les capitalistes étrangers ont été plus ou moins heureuses et, dans certains cas, les arrangements conclus n'ont pas répondu à ses espérances. Toutefois, lorsque l'attention des capitalistes a été attirée sur l'inégalité de traitement que comportaient les dispositions d'un accord, il est arrivé qu'ils se montrent disposés à convenir de conditions plus favorables. Il en a été ainsi, par exemple, pour l'accord récemment conclu par le Libéria avec une société des Etats-Unis créée pour l'exploitation de gisements de minerai de fer. L'accord initial n'imposait à la société que le versement d'une redevance négligeable; il ne contenait aucune clause de participation aux bénéfices; le Libéria n'était pas représenté au conseil d'administration, qui décidait souverainement de la vente de la production et de la répartition des bénéfices. Lorsque ces inégalités de traitement lui ont été signalées, la société s'est déclarée prête à entamer des négociations, à la suite desquelles il a été convenu que le Libéria recevrait 25 pour 100, et finalement 50 pour 100, des bénéfices nets, et la composition du conseil d'administration a été modifiée de manière à comprendre des Libériens.

33. Mais il ne suffit pas de stimuler la production en favorisant l'afflux de capitaux; il faut encore garantir

l'écoulement des produits à des conditions favorables. Il y aurait donc lieu d'élaborer des plans en vue de conclure un accord général sur les prix des produits offerts sur le marché mondial. Il est vain d'espérer établir un marché mondial ferme dans un climat de restrictions des échanges et de barrières douanières, ou tant que les pays industriels ne montreront pas plus d'empressement à payer des prix équitables aux producteurs de produits bruts ou semi-finis. De telles entraves à l'écoulement des produits et les restrictions en matière de prix risquent de rendre vains tous les efforts déployés par les Nations Unies pour mettre en œuvre leur programme d'assistance.

34. M. Bright se réserve le droit de présenter des observations sur les questions qui font l'objet des subdivisions du point 25 de l'ordre du jour lors de la discussion de chacune d'entre elles.

35. M. YAFTALI (Afghanistan) déclare que le développement des pays insuffisamment développés revêt la plus haute importance puisque le monde, tant au point de vue économique que politique, est indissoluble, et que c'est en améliorant les conditions économiques dans tous les pays que l'on peut le mieux garantir le maintien de la paix.

36. La délégation de l'Afghanistan, qui représente un pays insuffisamment développé, estime qu'il faut assurer la prospérité matérielle et le développement économique pour sauvegarder la liberté individuelle et garantir la survie nationale. L'Afghanistan est dans une large mesure tributaire des mesures d'assistance que l'Organisation des Nations Unies pourra adopter. A cet égard, le facteur temps est des plus importants puisqu'en Afghanistan, comme dans d'autres pays insuffisamment développés, la situation économique est grave.

37. L'économie du pays est essentiellement agricole et pour accroître la production, il faut, notamment, augmenter la superficie des terres arables. La culture permanente dépend entièrement de l'irrigation et pour développer l'agriculture il est indispensable de développer les installations d'irrigation. Au cours des années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, la production agricole de l'Afghanistan a fortement souffert de la sécheresse. Conscient du fait que la pénurie de denrées alimentaires est un phénomène mondial et que chaque pays doit prendre les mesures appropriées pour remédier à la situation, le Gouvernement de l'Afghanistan a immédiatement intensifié sa politique de mise en valeur des terres et de conservation des ressources en eau. Plusieurs grands barrages, avec réservoirs, sont déjà construits et un autre sera bientôt achevé; ils fourniront au pays des sources importantes d'énergie. Un vaste réseau d'irrigation est presque terminé; c'est le premier des quatre ou cinq réseaux qui doivent être établis progressivement. Avec l'achèvement de ces travaux, la situation alimentaire s'améliorera en Afghanistan et les industries locales pourront disposer de matières premières; il deviendra possible également d'exporter vers d'autres pays des produits agricoles en excédent. L'orateur expose les projets relatifs à l'utilisation des ressources en eau des bassins des rivières Kaboul, Koundouz et Koktcha, qui amélioreront très sensiblement la situation économique de l'ensemble du pays.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



SEANCE

Samedi 8 novembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

- Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.164, A/C.2/L.165 et Corr.1, A/C.2/L.166 [suite] 97
- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162 et A/C.2/L.163);
 - b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
 - c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160);
 - d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1).

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.164, A/C.2/L.165 et Corr.1 et A/C.2/L.166 [suite]):

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162 et A/C.2/L.163);
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
- c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1 et A/C.2/L.160);
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)

[Point 25*]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. GOURINOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que l'Organisation des Nations Unies s'occupe depuis de nombreuses années de la question du développement économique des pays insuffisamment développés. Les faits sont aujourd'hui

bien connus. Ils peuvent se résumer ainsi: les deux tiers de l'humanité vivent dans une épouvantable misère; dans les pays insuffisamment développés, le revenu moyen par habitant est inférieur à 60 dollars par an, les conditions sanitaires sont désastreuses et le revenu national est réparti dans des conditions outrageusement inégales. La situation dans les territoires coloniaux est encore pire que dans les pays insuffisamment développés qui ont atteint l'indépendance politique. En outre, d'après les derniers rapports économiques de l'Organisation des Nations Unies, cette situation n'a fait qu'empirer encore au cours des dernières années.

2. La Deuxième Commission doit rechercher les causes de cette situation et y trouver des remèdes efficaces. Il ressort clairement des déclarations faites à la Commission par les représentants des grands pays capitalistes que les gouvernements de ces pays ne font rien et n'ont pas l'intention de faire quoi que ce soit pour résoudre le problème. C'est pour détourner l'attention des membres de la Commission que le représentant des Etats-Unis a essayé de brosser un tableau presque riant de la situation dans ce domaine. Or, il n'y a qu'à se reporter aux déclarations des représentants et des hommes d'Etat des pays insuffisamment développés pour se rendre compte des raisons pour lesquelles ces pays se trouvent dans un état lamentable. Le représentant du Brésil, par exemple, a accusé les monopoles étrangers de freiner le développement économique des pays insuffisamment développés afin de les obliger à n'être que des fournisseurs de produits primaires à bon marché.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

3. Les monopoles étrangers se sont appropriés une grande partie des richesses des pays insuffisamment développés, dont les produits exportés dans leur quasi-totalité vers les grands pays capitalistes, à des prix contrôlés par les monopoles. Ces prix sont très bas, par rapport à ceux des biens d'équipement et des produits manufacturés que les pays insuffisamment développés doivent importer. Ces pays sont ainsi spoliés de deux milliards et demi de dollars par an, somme plus importante que le montant de la prétendue aide qu'ils reçoivent des pays capitalistes. En 1951, les capitalistes américains ont investi à l'étranger environ 1.400 millions de dollars. Or, cette année-là, les capitaux américains investis à l'étranger ont rapporté 1.900 millions de dollars. On voit donc qu'en fait d'aide, ce sont plutôt les pays insuffisamment développés qui, loin de recevoir une assistance des Etats-Unis d'Amérique, aident ce pays.

4. De nombreux hommes d'Etat américains ont d'ailleurs déclaré publiquement que le programme du Point quatre n'avait rien d'une œuvre philanthropique et n'était qu'une entreprise égoïste et intéressée. C'est ainsi qu'en six ans, les capitaux américains investis à l'étranger ont rapporté 11.300.000 dollars de bénéfice. Ces profits gigantesques ne sont réalisés que par l'exploitation systématique des pays insuffisamment développés.

5. Le représentant de la RSS de Biélorussie ajoute que les capitaux américains investis à l'étranger rapportent davantage que les capitaux investis aux Etats-Unis. En 1948, les capitaux investis aux Etats-Unis rapportaient 10 pour 100 en moyenne. En revanche, les capitaux investis en Amérique latine, dans les territoires coloniaux et dans le Moyen-Orient rapportaient respectivement 17,6 pour 100, 20 pour 100 et 31 pour 100. Ces chiffres prouvent que, si les capitalistes étrangers investissent des capitaux dans les pays insuffisamment développés, c'est parce qu'ils sont attirés par la perspective de bénéfices considérables et non pas du tout parce qu'ils veulent aider au développement de ces pays, comme le prétendent les représentants des grands pays capitalistes. M. Gourinovitch cite à ce sujet une déclaration dans laquelle M. Douglas, Juge à la Cour suprême des Etats-Unis, a reconnu que le programme du Point quatre n'avait rien fait pour améliorer le sort des masses travailleuses des pays insuffisamment développés.

6. L'exploitation des pays insuffisamment développés sert en outre à alimenter la machine de guerre des pays capitalistes, dont les monopoles investissent de préférence leurs capitaux dans les industries de base qui ont une importance stratégique et servent leurs plans d'agression. C'est ainsi que les Etats-Unis importent des pays insuffisamment développés 100 pour 100 de leur caoutchouc, 82 pour 100 de leur fer, 79 pour 100 de leur cuivre, etc. Par ailleurs, le *New York Times* du 24 mai 1952 révèle que le montant de l'aide militaire des Etats-Unis aux pays du Moyen-Orient s'élève à 600 millions de dollars, alors que l'aide économique à cette région ne s'élève qu'à 196 millions de dollars, soit trois fois moins.

7. On répète sans cesse à la Deuxième Commission que, sans aide financière extérieure, il est impossible aux pays insuffisamment développés de mettre en valeur leurs richesses potentielles et d'élever le niveau de vie de leurs populations. C'est méconnaître les grandes

possibilités d'autofinancement de ces pays qui, s'ils pouvaient disposer de leurs propres ressources, pourraient se passer en grande partie du capital étranger. Si ces pays pouvaient vendre leurs produits à des prix équitables, ils pourraient facilement se procurer tous les biens d'équipement dont ils ont besoin pour leur développement. Ils pourraient en tout cas consacrer à ce développement les bénéfices énormes qui ne profitent actuellement qu'aux pays étrangers.

8. Examinant le rôle que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement joue dans le développement économique des pays insuffisamment développés, M. Gourinovitch dit que la Banque ne remplit pas la tâche qui lui a été confiée. Aux mains des Etats-Unis, qui contrôlent 38 pour 100 de ses actions elle ne sert que les intérêts des pays capitalistes et, négligeant ceux des pays insuffisamment développés, elle cherche à orienter dans un sens favorable aux grands pays capitalistes la politique économique de ses débiteurs, à qui elle essaie de dicter leurs plans de développement. Les conditions de ses prêts sont extrêmement dures, comme l'a fait observer le représentant du Pakistan. C'est ainsi que l'Iran a été contraint de rejeter récemment les conditions asservissantes que voulait lui imposer la Banque. C'est pourquoi les pays insuffisamment développés préconisent la création d'un nouvel organe international de financement.

9. Le représentant de la RSS de Biélorussie ajoute que les pays insuffisamment développés peuvent améliorer considérablement leur production agricole en menant à bien de grandes réformes agraires, en distribuant aux paysans les terres que les monopoles étrangers se sont appropriées et en mettant en culture les immenses superficies encore inexploitées. Il est incontestable que leurs possibilités de développement, tant dans le domaine industriel que dans le domaine agricole, sont considérables. Ils possèdent en effet d'immenses réserves de main-d'œuvre et de matières premières. S'ils se libèrent du contrôle des monopoles étrangers, s'ils utilisent rationnellement leurs ressources, s'ils parviennent à établir leur commerce extérieur sur des bases équitables et si la course aux armements est abandonnée, les pays insuffisamment développés pourront rapidement accroître le rythme de leur activité économique et élever le niveau de vie de leur population.

10. M. TOUS (Equateur) déclare que sa délégation attache une très grande importance à la question du développement économique des pays insuffisamment développés. Elle se prononcera toujours en faveur de décisions visant à accélérer le progrès économique de la majeure partie de la population du monde et, par là même, à accroître le prestige de l'Organisation des Nations Unies.

11. Le représentant de l'Equateur rappelle que la Société des Nations avait pris des dispositions en vue de résoudre certains problèmes politiques, de favoriser le progrès social, d'assurer l'administration de territoires non autonomes; elle avait reconnu l'importance que la stabilité économique du monde présente pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Malheureusement, elle s'est intéressée trop tard à la solution des problèmes économiques les plus importants.

12. Les auteurs de la Charte des Nations Unies n'ont pas oublié l'expérience acquise par la Société des Nations et ils ont fait figurer au Chapitre X de la Charte les principales recommandations formulées par cette organisation à la suite des travaux qu'elle avait

entrepris en 1937. Le représentant de l'Equateur constate avec satisfaction que le Conseil économique et social n'a pas non plus négligé les leçons du passé.

13. M. Tous se préoccupe toutefois quelque peu de l'attitude de certaines grandes Puissances qui soutiennent que la solution des problèmes économiques est subordonnée au règlement des conflits politiques. La population du monde espère très vivement que le conflit de Corée sera bientôt réglé. La poursuite de la guerre de Corée provoquerait un découragement général. A cet égard, on peut affirmer que, s'ils bénéficiaient d'une aide technique et financière, les pays insuffisamment développés seraient mieux à même de contribuer à la solution du problème coréen.

14. M. Tous constate, avec regret, qu'une atmosphère de méfiance a bien souvent régné au cours du présent débat. Il ne faudrait pas que les pays industrialisés et les pays insuffisamment développés adoptent une attitude de prêteurs ou d'emprunteurs; seule, la coopération internationale permettra d'assurer la stabilité économique du monde.

15. Pour d'autres raisons encore, l'Equateur s'intéresse au développement économique des pays insuffisamment développés: c'est un petit pays dont le territoire a été gravement amputé en 1942, à l'époque où les nations occidentales luttèrent vaillamment contre des Puissances totalitaires. C'est un pays qui cherche à améliorer sa situation économique et à élever le niveau de vie de sa population, afin de mieux jouer le rôle qui lui est dévolu dans la communauté des nations.

16. Le représentant de l'Equateur se propose d'examiner en détail les quatre questions dont la Commission est actuellement saisie, questions qui devraient être classées, suivant leur importance, dans l'ordre suivant: assistance technique; financement du développement économique; méthodes permettant d'améliorer la productivité dans le monde et enfin réforme agraire.

17. Il faut mettre au premier plan les programmes d'assistance technique, ordinaire et élargi, dont l'exécution permettra seule de résoudre les autres problèmes. En effet, des capitaux peuvent être investis dans un pays sans que le niveau de vie de la population en soit pour autant élevé. De même, l'augmentation de la productivité dans plusieurs secteurs de l'économie peut fort bien ne pas entraîner une amélioration des conditions de vie de la population. Enfin, l'augmentation de la production ne suffit pas à assurer le développement économique du pays. C'est pourquoi, dans ses résolutions, l'Assemblée générale a mis l'accent sur le problème de l'assistance technique. C'est seulement par la diffusion des connaissances techniques qu'on pourra, dans un pays, améliorer la productivité et, par là même, attirer les capitaux étrangers.

18. Pour ces raisons, le représentant de l'Equateur partage entièrement l'opinion du représentant du Pakistan et d'autres membres de la Commission, qui pensent que le programme d'assistance technique devrait porter essentiellement sur la formation professionnelle du personnel technique dans le pays même. Sans doute, si l'on met particulièrement l'accent sur cet aspect du programme, il faudra envoyer dans les pays bénéficiaires un plus grand nombre d'experts et créer de nombreux centres de démonstration, ce qui entraînera une augmentation des dépenses.

19. M. Tous estime que le montant annuel des dépenses afférentes au programme d'assistance technique devrait, ultérieurement, être de l'ordre de 100 millions de dollars. Si l'on veut que le programme donne des résultats fructueux, cette somme n'est pas extraordinaire. Certaines grandes Puissances ont décidé d'augmenter considérablement le montant de l'aide financière qu'elles accordent à 750.000 réfugiés. En revanche, les mêmes grandes Puissances hésitent à augmenter leur contribution à un programme d'assistance technique dont bénéficient les trois quarts de la population du monde. Il ne fait pas de doute que le montant des contributions au programme d'assistance technique, qui s'élève actuellement à environ 20 millions de dollars, est nettement insuffisant.

20. La délégation de l'Equateur dépose devant la Commission deux projets de résolutions. Le premier a pour objet de donner un caractère permanent au programme d'assistance technique, établi jusqu'à présent sur une base temporaire. Le deuxième projet de résolution tend à élargir le programme et à fixer immédiatement à 40 millions de dollars le total des contributions, étant entendu que les pays insuffisamment développés augmenteront leur contribution dans la mesure même où ils bénéficieront d'une aide plus importante.

21. La population de l'Equateur tient à diriger elle-même ses propres destinées et ne demande donc pas qu'on lui fasse la charité. Elle voudrait bénéficier d'une assistance plus importante et, à cette fin, elle est disposée à apporter au programme d'assistance technique une contribution plus forte.

22. Sans doute le montant des contributions que les Etats participants se sont jusqu'à présent engagés à verser ne s'élève-t-il qu'à 19 millions de dollars alors que le Conseil économique et social a fixé à 25 millions de dollars le total des contributions. On pourrait croire que, dans ces conditions, la délégation de l'Equateur fait preuve d'un optimisme exagéré. Toutefois, il faut se rappeler que, en 1950, le montant des contributions s'élevait à 20 millions de dollars pour un exercice financier s'étendant sur un an et demi. En 1952, ce montant a été fixé également à 20 millions de dollars, mais pour un exercice s'étendant seulement sur une année. En outre, au début de l'exécution du programme, le nombre des pays participants était de cinquante et un; il est passé à cinquante-cinq, puis à soixante-quinze. Ce sont là des indications encourageantes. Les espoirs des pays bénéficiaires n'ont pas été déçus. Cependant, les pays industrialisés ne devraient pas faire dépendre de contingences politiques le développement économique des pays insuffisamment développés qui constitue une œuvre de longue haleine. Ils devraient collaborer à cette œuvre en augmentant le montant de leur participation au programme d'assistance technique.

23. La représentante de la Suède a déclaré, au cours de la 196ème séance, que les pays qui bénéficient de certains avantages matériels devraient consentir aux pays insuffisamment développés une assistance technique et financière plus importante. Une telle politique ne procéderait pas de sentiments altruistes, mais tiendrait compte de l'interdépendance économique des différents pays. La Suède a, dans toute la mesure du possible, fait disparaître les différences les plus flagrantes entre les classes, ce qui lui permet d'éviter les troubles sociaux et politiques. De même, il faudrait faire disparaître les différences les plus flagrantes entre les pays indus-

trialisés, qui sont riches, et les pays insuffisamment développés, qui sont pauvres, sinon la paix et la justice internationales seraient en péril.

24. Le représentant de l'Equateur approuve entièrement cette déclaration qui fait ressortir que certains membres de la Commission ne tiennent pas compte uniquement des intérêts propres à leur pays. La contribution de la Suède est actuellement quatre fois supérieure au montant que ce pays a versé au début de l'exécution du programme d'assistance technique. De même, d'autres pays industrialisés ont augmenté le montant de leur contribution. Si tous ne l'ont pas fait, ce n'est pas qu'ils manquent d'enthousiasme à l'égard du programme, ou ne comprennent pas bien où est leur intérêt; leur attitude s'explique par les difficultés qui découlent de la situation politique et militaire.

25. M. Tous n'approuve pas la suggestion selon laquelle on pourrait envoyer dans les pays insuffisamment développés des experts qui ne seraient pas nécessairement les plus qualifiés dans leurs domaines respectifs. A son avis, il faut, au contraire, choisir les experts avec grand soin afin de ne pas porter atteinte au prestige de l'Organisation et à celui du pays dont l'expert est originaire. Ces experts doivent être des hommes cultivés, si l'on veut créer un climat favorable à la diffusion des connaissances techniques.

26. Le représentant de l'Equateur se déclare satisfait de l'assistance technique accordée à son pays par l'Organisation des Nations Unies et par les institutions spécialisées. Il mentionne les différents domaines dans lesquels des experts étrangers ont donné d'utiles conseils aux autorités et à l'administration équatorienne. Il signale également qu'en 1952, l'Organisation a accordé à l'Equateur dix bourses d'études ou de perfectionnement en matières de développement économique, cinq bourses d'études en matière d'administration publique et dix-huit bourses d'études en matière de service social. Le Gouvernement de l'Equateur a décidé de coordonner l'assistance technique accordée par l'Organisation et les mesures de mise en œuvre des programmes de développement qu'il a lui-même élaborés.

27. Abordant la question du financement du développement économique, M. Tous rappelle que la Commission est saisie de deux propositions visant à créer une société financière internationale et un fonds spécial. En principe, la délégation de l'Equateur approuve ces propositions. Toutefois elle estime qu'il conviendrait d'accorder la priorité à la création d'une société financière internationale qui pourrait ne pas constituer un organe autonome mais faire partie intégrante de la Banque ou de l'Organisation des Nations Unies. Cet organisme permettrait aux pays insuffisamment développés d'exécuter certains travaux sans avoir à demander des subventions ou des prêts. Il pourrait investir des fonds dans des projets rentables, lesquels attireraient ensuite les capitaux privés étrangers.

28. M. Tous rappelle que l'augmentation de la productivité dépend dans une très grande mesure de la diffusion des connaissances techniques. Dans son rapport, le Conseil économique et social a montré qu'il avait parfaitement saisi cet aspect de la question¹. De même, selon le représentant de l'Equateur, la réforme agraire ne peut donner de résultats fructueux que si l'on met les

agriculteurs au courant des méthodes les plus modernes d'exploitation. C'est pourquoi on ne saurait trop insister sur l'œuvre de formation professionnelle que le programme d'assistance technique permet d'accomplir.

29. M. Tous voudrait, avant de terminer, répondre à certains représentants qui, au cours du présent débat, ont cru devoir présenter aux pays de l'Amérique latine des avis et des conseils sur la manière dont ils devraient procéder au développement de leur économie. Pour être bref, le représentant de l'Equateur se bornera à revenir sur les observations que M. Gromyko a faites (205ème séance). M. Gromyko a dit toute l'importance que l'URSS et les autres pays à économie marxiste attachaient au développement économique des pays insuffisamment développés. Il a ajouté toutefois, que, malgré les innombrables débats que l'Organisation des Nations Unies a consacrés à ce problème, elle n'avait réalisé que bien peu de progrès dans ce domaine, et que l'Assemblée générale se devait maintenant de prendre des mesures concrètes et efficaces pour aider les pays insuffisamment développés à résoudre les graves difficultés économiques auxquelles ils doivent faire face.

30. M. Tous s'exprime en toute franchise: la déclaration de M. Gromyko, sa présence même au sein de la Deuxième Commission, l'avaient amené à espérer que l'URSS et les autres pays à économie marxiste avaient décidé de prendre désormais une part active à la mise en œuvre du programme d'assistance technique et que le représentant de l'URSS allait faire une déclaration solennelle en ce sens à la Commission.

31. Il n'en a rien été. La Commission a entendu les habituelles tirades de propagande, accompagnées, selon la méthode bien connue, de données statistiques utilisées arbitrairement et de manière à fournir une image déformée de la réalité. Il est sans doute vrai que 20,7 pour 100 du territoire national de l'Argentine ne sont pas cultivés, mais il est également vrai — et cela, M. Gromyko s'est abstenu de le souligner — que les pays qui s'étendent au sud du Rio Grande sont très peu peuplés et ne comptent que 150 millions d'habitants alors que le Brésil, à lui seul, est plus vaste que les Etats-Unis d'Amérique.

32. M. Gromyko a dit que la délégation des Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies en général voulaient donner l'impression que les pays développés sont mus par le plus grand désintéressement, alors qu'en fait, toute l'assistance technique et financière qu'ils accordent aux pays insuffisamment développés tend à servir leurs desseins politiques et militaires. M. Tous ne pense pas, pour sa part, que l'on puisse reprocher à la délégation des Etats-Unis d'Amérique d'avoir cherché à donner une telle impression. Au contraire, M. Acheson a admis sans ambage que les Etats-Unis en aidant les nations moins favorisées, songeaient autant à leurs propres intérêts qu'à ceux de ces nations². Il a même employé à ce sujet l'expression "intérêts bien compris", qui ne prête à aucune équivoque. C'est là une attitude parfaitement naturelle. Chaque nation cherche à progresser, chacune veut assurer à son peuple les meilleures conditions d'existence possible. Il en est qui possèdent davantage de ressources ou de plus puissants moyens d'action, mais l'Organisation des Nations Unies a été créée justement pour permettre aux nations de se concerter sur un pied d'égalité et de

¹ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Supplément No 3, chap. III, sect. II.

² Ibid., Séances Plénières, 380ème séance.

décider en commun des mesures qu'il convient de prendre pour assurer le maximum d'avantages au plus grand nombre.

33. Les déclarations du genre de celles que la Commission a eu l'occasion d'entendre de la part de certains de ses membres ne paraissent avoir d'autre but que de semer la discorde et d'empêcher tout accord entre les pays évolués et les pays insuffisamment développés.

34. Le **PRESIDENT** annonce que la discussion générale est close. Certains représentants ont demandé à prendre la parole en vertu de l'article 114 du règlement intérieur. Le Président indique qu'il ne clôt pas la liste des orateurs et que tous les membres qui voudront faire usage du droit de réponse pourront le faire soit à cette séance, soit aux prochaines.

35. **M. GINOSSAR** (Israël) dit que la délégation d'Israël a fait au sujet de la coopération régionale, une déclaration qui est consignée dans le procès-verbal; rien de ce qui a été dit ultérieurement devant la Commission ne l'amène à modifier son opinion.

36. **M. Ginossar** s'est gardé jusqu'ici d'introduire des éléments d'ordre politique dans les débats de la Deuxième Commission. Cependant, d'autres délégations ayant soulevé la question des réfugiés arabes, il se voit obligé de rappeler que ce problème a fait l'objet de longues discussions devant un autre organe de l'Assemblée générale — la Commission politique spéciale — et que le représentant d'Israël a prononcé à cette occasion un discours très complet au cours duquel il a indiqué qui étaient les véritables responsables.

37. **Sir Clifford NORTON** (Royaume-Uni) voudrait que l'on prenne acte d'une brève déclaration par laquelle il désire répondre aux allégations formulées au sujet de son pays par le représentant de l'Iran au cours de la 204ème séance.

38. Le représentant de l'Iran a fait allusion au différend regrettable qui s'est produit entre les deux pays et que **Sir Clifford**, pour sa part, déplore profondément. En effet, une amitié traditionnelle lie le Royaume-Uni et l'Iran, et le Royaume-Uni voudrait la voir non seulement renouée mais renforcée. Le Gouvernement britannique ne veut que du bien au peuple iranien et il espère sincèrement que le Gouvernement de l'Iran trouvera une aide précieuse auprès de la mission que l'Administration de l'assistance technique a récemment envoyée en Iran sous la direction de **M. Camille Gutt**.

39. **Sir Clifford** s'abstiendra d'examiner à fond le différend relatif à l'entreprise exploitée par la Société anglo-iranienne des pétroles en Iran. Il voudrait cependant rappeler que cette société a fait beaucoup pour l'Iran. Non seulement elle a investi des centaines de millions de livres sterling en biens d'équipement, mais encore elle a pris des mesures pour la sécurité sociale de ses employés et pour leur procurer des logements, des écoles et des hôpitaux. De plus, conformément à l'Accord de 1933 relatif à la concession, le Gouvernement de l'Iran a reçu des sommes très importantes sous la forme de redevances et d'impôts. Comme les bénéfices de la Société allaient en augmentant, un accord complémentaire a été négocié en 1949, aux termes duquel le Gouvernement de l'Iran aurait reçu d'importants versements supplémentaires. L'Iran, toutefois, n'a pas ratifié ce nouvel accord et bien que la société ait formulé alors d'autres propositions — entre autres celle de partager également les

bénéfices — le Gouvernement iranien a décidé de nationaliser l'industrie pétrolière.

40. Le représentant de l'Iran a dit que la société devait au Gouvernement iranien la somme de 49 millions de livres sterling. En fait, si le Gouvernement iranien avait ratifié l'accord complémentaire, une somme légèrement supérieure à ce chiffre serait allée à son crédit jusqu'au moment où la nationalisation est intervenue. Mais la Société a été dépossédée de ses biens en Iran en octobre 1951 et c'est par conséquent le Gouvernement iranien qui devrait maintenant l'indemniser.

41. Il apparaît clairement que, s'il n'avait pas déposé la Société anglo-iranienne, le Gouvernement de l'Iran aurait disposé d'importantes sommes d'argent qu'il aurait pu consacrer au développement de l'économie du pays. La responsabilité dans ce domaine incombe au seul Gouvernement iranien.

42. On se trouve en présence de la dénonciation unilatérale d'un accord dont les dispositions sont claires, concrètes et ont force obligatoire. Une de ces dispositions prévoit même que l'accord ne sera pas dénoncé unilatéralement. Par conséquent, le litige porte, non pas sur le principe de la nationalisation de l'industrie pétrolière, mais sur sa réalisation unilatérale, contrairement à un accord en vigueur; il concerne, en outre, le droit que des individus ou des sociétés ont, moralement et légalement, d'obtenir une indemnité des Etats qui les exproprient.

43. Au cours des débats de la Deuxième Commission sur les moyens de stimuler le courant des capitaux privés vers les pays insuffisamment développés, les membres de la Commission ont été généralement d'accord pour reconnaître que la confiance est l'élément essentiel du succès. Des actes unilatéraux du genre de ceux dont il vient d'être fait état ont inévitablement pour effet de créer un climat qui est exactement le contraire d'un climat de confiance.

44. Le Gouvernement britannique se voit naturellement dans l'obligation, en son nom comme en celui de la Société anglo-iranienne des pétroles, de réserver tous ses droits. Le représentant de l'Iran a laissé entendre que le Gouvernement britannique organisait une sorte de blocus pour empêcher la vente à l'étranger du pétrole iranien. En fait, la seule mesure que la Société ait prise pour se protéger a été d'annoncer qu'elle intenterait des poursuites judiciaires dans tous les pays où ces poursuites seraient appropriées, contre tous ceux qui vendraient du pétrole en violation de ses droits.

45. Dès le début, le Gouvernement britannique n'a épargné aucun effort en vue d'arriver à un accord avec le Gouvernement iranien. Il espérait, notamment, que la Cour internationale de Justice pourrait faciliter le règlement du différend. Mais la Cour n'a étudié que la question de sa propre compétence et, en se déclarant incompétente, elle a invoqué uniquement des considérations d'ordre technique portant sur les conditions assez ambiguës dans lesquelles l'Iran avait accepté la clause facultative de l'Accord de 1932. La Cour a estimé, à la majorité de ses membres, que les conditions d'acceptation formulées par l'Iran limitaient la juridiction de la Cour aux seuls différends touchant les traités conclus après 1932 entre ce pays et le Royaume-Uni, et que l'Accord relatif à la concession n'entraînait pas dans cette catégorie.

46. Sir Clifford n'exposera pas dans le détail toutes les initiatives que son gouvernement a prises en vue d'aboutir à un règlement de la question, règlement que le Royaume-Uni espère encore possible. Toutefois, il rappelle qu'au cours de l'été de 1952, lorsque le Gouvernement de l'Iran avait proposé de soumettre à la Cour internationale de Justice certains aspects de la question de l'indemnisation, les Gouvernements du Royaume-Uni et des Etats-Unis avaient répondu par une proposition commune. Aux termes de cette proposition, le Gouvernement du Royaume-Uni et la Société anglo-irakienne des pétroles acceptaient de faire arbitrer par la Cour internationale de Justice la question de l'indemnisation, reconnaissant par là la mesure de nationalisation qui avait été prise. La Société et le Gouvernement iranien entameraient des négociations en vue d'assurer la reprise des ventes de pétrole iranien sur le marché mondial, ce qui permettrait au Gouvernement de l'Iran de compter à nouveau sur les recettes provenant du pétrole. Le Gouvernement iranien recevrait, entre-temps, dix millions de dollars pour couvrir certaines dépenses budgétaires et le Gouvernement du Royaume-Uni lèverait certaines des restrictions imposées aux exportations à destination de l'Iran et à l'utilisation par ce pays de ses avoirs en livres sterling. Le Gouvernement du Royaume-Uni a donc essayé d'aider l'Iran à surmonter ses difficultés. Malheureusement, cette offre, faite dans un esprit de conciliation n'a pas davantage été couronnée de succès et, pour le moment, les négociations sont interrompues.

47. Sir Clifford répète que le Gouvernement britannique n'en continue pas moins d'espérer que l'amitié traditionnelle entre les deux pays sera renouée dans un proche avenir.

48. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) remercie les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni, de la France, de l'URSS, de la RSS d'Ukraine,

de la RSS de Biélorussie des avis qu'ils ont bien voulu formuler en ce qui concerne le développement de l'économie brésilienne. Ces avis ne coïncident pas toujours avec ceux des Brésiliens eux-mêmes, mais ils les aideront certainement à analyser avec davantage d'objectivité leurs propres problèmes économiques.

49. Certaines délégations ont souligné à juste titre l'importance du rôle que les investissements étrangers ont joué dans le développement de l'économie du Brésil. De 1890 à 1939, ces capitaux provenaient surtout du Royaume-Uni, de France et de Belgique et étaient principalement investis dans les secteurs des industries extractives et des services publics. A partir de 1920, le Brésil a surtout reçu des capitaux américains qui ont été investis dans les secteurs de la banque et du commerce, dans l'exportation des produits miniers et l'importation des biens de consommation. Mais ces investissements n'ont pas eu pour effet de raffermir le marché local. La moyenne annuelle des investissements a été de l'ordre de 8 millions de dollars alors que les sorties de capitaux, représentant les bénéfices réalisés, se sont élevés à 30 millions de dollars. Cet état de choses ne doit pas être attribué à la malveillance, car il est naturel que le capital cherche à réaliser les bénéfices les plus élevés possible. En outre, il peut s'expliquer en partie par l'inflation qui sévit sur le marché intérieur, où le niveau actuel des prix est supérieur de 500 pour 100 à celui de 1939. Le Gouvernement brésilien prend des mesures pour remédier à cette situation et il espère que ses efforts seront probablement couronnés de succès. Grâce à l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à l'aide d'investissements judicieusement choisis, le Brésil compte en effet pouvoir développer son économie selon les normes saines qui doivent régir la coopération économique internationale.

La séance est levée à 14 heures.



SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.164, A/C.2/L.165 et Corr.1, A/C.2/L.166) [suite]	103
a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162, A/C.2/L.163);	
b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;	
c) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160);	
d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1).	

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.164, A/C.2/L.165 et Corr.1, A/C.2/L.166) [suite]:

- a) **Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162, A/C.2/L.163);**
- b) **Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) **Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160);**
- d) **Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1)**

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. CHAUVET (Haïti) déclare que sa délégation a joué un rôle trop important dans l'Organisation a joué un rôle trop important dans l'organisation et financière pour demeurer indifférente aux attaques répétées contre cette belle œuvre de solidarité sociale. Il tient à faire ressortir que ce n'est pas l'Organisation

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

des Nations Unies ni ses institutions spécialisées qui contraignent les pays insuffisamment développés à solliciter une assistance technique ni le Gouvernement des Etats-Unis qui les oblige à accepter son aide économique et financière; ce sont les pays insuffisamment développés qui demandent cette assistance et cette aide. Si la réalité était aussi sombre que les représentants du bloc soviétique se plaisent à la représenter, on ne verrait pas un nombre de plus en plus grand de pays recourir à l'assistance technique des Nations Unies et des Etats-Unis, ni contribuer, dans la mesure du possible, au budget du programme élargi, qui dépasse aujourd'hui 20 millions de dollars.

2. D'aucuns voudraient prétendre que l'assistance technique des Nations Unies dissimule une mainmise des Etats-Unis sur les pays insuffisamment développés. S'il en était ainsi, les techniciens envoyés auprès de ces pays devraient être des citoyens des Etats-Unis. L'exemple d'Haïti prouve qu'il n'en est rien: sur les dix-huit techniciens des Nations Unies et des institutions spécialisées qui se trouvent actuellement en Haïti, on compte trois Anglais, cinq Français, trois Canadiens, deux Belges, deux Mexicains, un Sud-Africain, un Chinois et un seul Américain. Le Gouvernement d'Haïti a sollicité, en outre, les services de quatre nouveaux experts, deux Belges, un Hollandais et un Grec. Il est difficile de supposer que, dans ces conditions, l'assistance technique des Nations Unies puisse être un instrument de l'impérialisme des Etats-Unis ou de Wall Street. D'autre part, il y a lieu de constater qu'Haïti ne figurait pas parmi les pays que

le représentant des Etats-Unis a cités comme ayant bénéficié de l'aide économique et financière de ce pays.

3. M. Chauvet n'a pas l'intention d'ouvrir une controverse sur les intentions impérialistes des Etats-Unis. Il veut cependant apporter à cet égard le témoignage de son pays. Haïti avait contracté en 1922, auprès de la National City Bank of New York, un emprunt de 24 millions de dollars assorti d'une clause politique qui soumettait ses douanes et ses services fiscaux au contrôle d'agents américains. Toutefois, bien avant l'extinction de la dette contractée, le Gouvernement a décidé de procéder au remboursement en recourant à un emprunt intérieur et le Gouvernement des Etats-Unis y a consenti volontiers. Aujourd'hui, Haïti ne compte plus un seul citoyen des Etats-Unis dans l'administration de ses douanes ou de ses impôts; son armée ne compte pas un seul soldat américain et aucune base navale ou aérienne n'est installée sur son territoire, bien que l'île occupe une position d'une grande importance stratégique sur la route du canal de Panama.

4. Pour ce qui est du monopole que Wall Street exercerait sur les produits de base des pays insuffisamment développés, la situation est la suivante en ce qui concerne Haïti: une seule usine sucrière appartient à une société américaine, la Haitian American Sugar Company (Hasco); il est intéressant de noter que toute la production de cette usine est exportée vers l'Europe.

5. M. Chauvet signale que le Parlement haïtien ayant voté, il y a environ deux ans, le monopole d'Etat de la fabrication du ciment et le Gouvernement ayant cherché des capitaux à l'étranger pour financer cette importante entreprise, ce sont des capitalistes italiens, et non américains, qui se sont intéressés à l'affaire, dont s'occupe aujourd'hui une société française, la Société Lambert. Enfin, tout dernièrement, c'est une autre société française, la Société des grands travaux de Marseille, qui a passé avec le Gouvernement haïtien un contrat de 12 millions de dollars pour la modernisation du réseau routier.

6. Il ressort de ce qui précède qu'en ce qui concerne Haïti, tout au moins, les capitaux américains n'ont pas cherché à accaparer le marché, comme on les en accuse si volontiers. Il n'en reste pas moins qu'Haïti recherche ces capitaux qui sont les seuls disponibles pour l'instant. Autrefois, les pays en quête d'investissements s'adressaient aux banques de Paris ou de Londres; aujourd'hui, ils s'adressent à New-York. Nul ne saurait s'entendre reprocher de chercher des investissements là où on peut les trouver. M. Chauvet rappelle qu'il a exposé au cours de la 195ème séance les conditions dans lesquelles Haïti, pour sa part, accepte les investissements étrangers.

7. M. Chauvet se réjouit de constater que les représentants du pays du bloc soviétique ont cité à l'appui de leur thèse des déclarations émanant d'hommes d'Etat qui sont les représentants officiels de gouvernements de pays insuffisamment développés. Le fait que ces hommes d'Etat peuvent ainsi librement exprimer une opinion ou formuler des critiques montre que leurs pays ne sont pas aux ordres du Gouvernement des Etats-Unis, comme on voudrait le faire croire.

8. Pour terminer, M. Chauvet tient à exprimer de nouveau l'admiration qu'il éprouve pour l'œuvre accomplie par l'Organisation des Nations Unies dans le

domaine de l'assistance technique, et pour l'aide économique que les Etats-Unis accordent aux pays insuffisamment développés. Il exprime l'espoir qu'Haïti pourra un jour largement profiter de ces prêts et de ces dons, qui ont déjà atteint le chiffre de 6 milliards et demi de dollars.

9. M. VANER (Turquie) dit qu'au cours de leurs interventions, les représentants de l'Union soviétique (205ème séance), de la République socialiste soviétique d'Ukraine (206ème séance) et de la République socialiste soviétique de Biélorussie (207ème séance) ont parlé de son pays de telle manière qu'il se voit obligé de prendre la parole pour rétablir la vérité.

10. M. Gromyko a dit que la population des pays du Moyen-Orient, et en particulier celle de la Turquie, vit dans une extrême misère, en raison notamment d'un régime foncier féodal ou semi-féodal. Il a dit également que la production d'énergie électrique des républiques soviétiques qui avoisinent la Turquie, et qui comptent 17 millions d'habitants, était trois fois supérieure à la production totale de la Turquie, de l'Iran, du Pakistan, de l'Egypte, de la Syrie et de l'Afghanistan, dont la population totale s'élève à 156 millions d'habitants.

11. De son côté, le représentant de la RSS d'Ukraine a dit que l'aide américaine avait eu des effets néfastes pour la Turquie, qu'elle n'avait pour but que de militariser le pays et qu'en contrepartie le Gouvernement turc devait consacrer plus de 60 pour 100 de son budget aux dépenses militaires. Le représentant de la RSS de Biélorussie a fait allusion, en des termes analogues, aux effets de l'aide américaine à la Turquie.

12. Se fondant sur les données statistiques récentes que le recensement de 1950 a fournies, M. Vaner entreprend de réfuter ces allégations. Il dit que la population turque a augmenté de 2.100.000 habitants depuis le dernier recensement de 1945, ce qui représente un taux d'augmentation de 21 pour 1.000. Cet accroissement est dû notamment à la diminution du taux de mortalité, ce qui indique l'efficacité des mesures prises pour lutter contre les maladies et la mortalité infantile. Cette diminution de la mortalité prouve également que la population turque ne s'est jamais trouvée et ne se trouve pas dans l'état de profonde misère qu'a voulu décrire M. Gromyko. Quant au prétendu régime féodal de la Turquie, le recensement agricole de 1950 a montré que le pourcentage des paysans turcs qui ne possédaient pas de terres était inférieur à 10 pour 100. Le représentant de la Turquie ne juge pas utile de répéter ce qu'il a dit au cours de la 196ème séance au sujet des mesures de réforme agraire mises en œuvre actuellement en Turquie.

13. La superficie des terres cultivées a augmenté de 10 pour 100 entre 1950 et 1952, et la production de céréales de 48 pour 100 pendant la même période. La Turquie, qui était importatrice de céréales il y a seulement quelques années, a pu exporter 300.000 tonnes de céréales en 1951 et en exportera probablement plus d'un million de tonnes en 1952. La campagne de 1952 laisse entrevoir des résultats encore plus favorables. Ces progrès sensationnels sont dus à la mécanisation de l'agriculture qui a été rendue possible par l'assistance technique fournie par les Etats-Unis d'Amérique.

14. En ce qui concerne les exportations de matières premières "stratégiques" qui, d'après le représentant de l'Ukraine, auraient plus que décuplé dans les cinq dernières années, le représentant de la Turquie indique

que les exportations de chrome n'ont accusé qu'une augmentation de 50 pour 100 et que les exportations de cuivre sont restées à peu près stationnaires pendant cette période.

15. M. Vaner met en doute les chiffres que M. Gromyko a cités pour illustrer les progrès réalisés, dans le domaine économique et social, par les républiques soviétiques voisines de la Turquie. Il est en effet impossible de vérifier ces chiffres étant donné que l'accès des territoires soviétiques est interdit aux étrangers, que la plupart des statistiques fournies par les autorités soviétiques sont exprimées en pourcentage, sans indication du chiffre de base, et qu'enfin les années de référence choisies pour ces statistiques sont souvent très anciennes. Le représentant de la Turquie pourrait facilement faire état de progrès aussi étourdissants, s'il utilisait le même procédé. C'est ainsi que la production d'énergie électrique en Turquie est aujourd'hui trois fois supérieure à celle de 1938 et 23 fois supérieure à celle de 1923.

16. M. Vaner rappelle qu'à la treizième session du Conseil économique et social, le représentant de l'Union soviétique avait déjà prétendu que l'aide américaine à la Turquie avait un caractère exclusivement militaire. L'observateur turc au Conseil, répondant à cette allégation, avait montré les heureuses répercussions de l'aide américaine dans les domaines agricole et industriel¹. L'aide militaire n'a fait que s'ajouter à cette assistance économique, et tous les pays libres se réjouiront qu'elle ait sensiblement renforcé la capacité défensive du pays. Le représentant de la Turquie ajoute qu'il n'est pas vrai que le Gouvernement turc consacre actuellement 60 pour 100 de son budget à la défense nationale. S'il lui est impossible de réduire les dépenses militaires comme il le voudrait, c'est pour des raisons bien connues du représentant de l'Union soviétique et de ses collègues.

17. Les déclarations faites par les représentants soviétiques montrent que, pour juger les progrès réalisés en matière économique et sociale dans les pays capitalistes, il faut maintenant tenir compte d'un nouveau critère, à savoir: la réaction des représentants soviétiques. Il semble en effet qu'il y a un rapport direct et pour ainsi dire mathématique entre l'importance de ces progrès et la virulence des critiques émises par les porte-parole soviétiques.

18. M. MADRIGAL (Philippines) observe que la discussion générale sur le développement économique des pays insuffisamment développés a révélé l'existence de deux conceptions opposées. Pour un grand nombre de représentants, le développement économique des pays insuffisamment développés pose un problème qui ne peut être résolu que sur le plan international par l'action des Nations Unies et des institutions spécialisées, dans le cadre du programme élargi d'assistance technique; c'est la conception commune aux gouvernements des pays occidentaux, hautement industrialisés, et aux gouvernements des pays insuffisamment développés. A cette conception s'oppose celle des pays à économie planifiée dont les représentants, tout en affirmant que le développement économique reste l'objectif à atteindre, prétendent résoudre le problème de façon différente. C'est ainsi que le représentant de l'URSS, qui s'est

fait le champion de cette deuxième conception, a soutenu que la solution du problème dépendait non pas du financement, mais de l'effort sur le plan national.

19. M. Madrigal reconnaît certes le rôle que l'entreprise nationale peut jouer dans le développement économique. Il souligne que les pays insuffisamment développés ne ménagent pas leurs efforts, mais que, le taux de formation du capital étant relativement peu élevé, ces pays ne peuvent financer leurs programmes de développement dans les meilleures conditions. Ils ont donc besoin d'une aide financière qui jouera le rôle de catalyseur du développement économique. C'est pourquoi il faut apporter aux pays insuffisamment développés une aide effective plutôt que leur prodiguer des encouragements. Les représentants des pays insuffisamment développés n'ont d'ailleurs pas manqué de faire ressortir la nécessité d'une aide financière internationale, tant privée que publique, et l'Assemblée générale elle-même a reconnu cette nécessité.

20. M. Madrigal revient ensuite sur certaines allégations concernant la République des Philippines. Il tient tout d'abord à rectifier l'affirmation selon laquelle le revenu annuel par habitant serait, aux Philippines, inférieur à 50 dollars. En réalité, le revenu national annuel atteignait, en 1951, 175 dollars par habitant. Le représentant des Philippines tient à préciser également que les affirmations relatives au régime agraire existant dans son pays sont inexactes; il signale qu'il est devenu juridiquement impossible à une société de détenir des superficies de terrain considérables. Dès 1900, des textes législatifs ont réglementé la vente des terres et domaines, et la Constitution promulguée en 1936 a organisé le régime de la propriété foncière conformément aux vœux de la population. Le Gouvernement consacre toute son attention à la solution du problème agraire; à l'heure actuelle, 66 pour 100 des paysans philippins sont propriétaires de tout ou partie de la terre qu'ils cultivent.

21. M. Madrigal tient également à fournir quelques précisions sur les relations commerciales de son pays avec les Etats-Unis. Il rappelle que depuis plus de quarante ans les Etats-Unis accordent à son pays le bénéfice d'un système de tarif préférentiel, grâce auquel les produits exportés par les Philippines entrent en franchise aux Etats-Unis. Ce sont les recettes provenant de ces exportations qui, jointes aux apports de capitaux venus des Etats-Unis, ont aidé à financer le programme de développement économique et social des Philippines avant leur accession à l'indépendance. Actuellement, les Philippines appliquent un système de contrôle des importations et de contrôle des changes que le Gouvernement des Etats-Unis aurait pu considérer comme une atteinte aux dispositions de l'accord commercial conclu avec les Philippines; le Gouvernement des Etats-Unis ne s'est cependant nullement opposé à l'application des mesures de contrôle des changes et des importations. Il y a eu simplement ajustement des relations commerciales entre les deux pays, d'un commun accord et dans une atmosphère de confiance mutuelle; les parties ont tenu compte des liens étroits qui, pendant quarante ans, ont uni l'économie des Philippines à l'économie des Etats-Unis; elles ont également tenu compte de la nécessité de relever un pays ravagé par la guerre et de lui permettre d'adapter ses relations commerciales à une situation nouvelle, de manière qu'il puisse occuper dans l'économie régionale

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, treizième session, 504ème séance.*

crise des transports ferroviaires en Tchécoslovaquie. Tel est pourtant le sort d'un pays dont le niveau de vie, avant la guerre, était un des plus élevés du monde.

37. Le représentant de l'URSS a dit que le moment était venu de passer aux actes. Il a ajouté que la première mesure à prendre était de mettre fin à la course aux armements. Tous les membres de la Commission savent cependant que l'Union soviétique n'a, à aucun moment depuis la guerre, relâché ses efforts de réarmement. A cet égard, M. Lubin attire l'attention de la Commission sur l'observation qui figure à la page 166 de l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1951* (E/ECE/140/Rev.1). Il est dit dans cette étude qu'en 1950 et 1951 les dépenses de l'Union soviétique pour sa défense nationale ont atteint ou même dépassé ce qu'elles étaient en 1940. En 1951, leur montant a dépassé de deux tiers environ celui de l'ensemble des ressources affectées aux investissements et à la défense en 1937. On peut lire aussi dans cette étude que le volume des ressources qui sont allées à la consommation dans l'Union soviétique n'a, en 1951, augmenté que modérément par rapport à la période d'avant-guerre.

38. Pour terminer, M. Lubin voudrait répéter la conclusion à laquelle il avait abouti dans sa première intervention. Les résultats obtenus au cours des récentes années en ce qui concerne le développement économique des pays insuffisamment développés laissent bien augurer de l'avenir. Un progrès considérable a été accompli, les faits sont là pour le prouver. Chaque année, la consommation d'électricité des pays insuffisamment développés s'accroît, leur production de ciment aussi. L'industrie du fer et de l'acier des pays de l'Amérique latine, qui était pour ainsi dire inexistante avant la guerre, est devenue aujourd'hui une industrie importante. Les nouvelles routes construites dans les régions insuffisamment développées s'étendent sur des milliers de kilomètres. Peut-on soutenir, en présence de ces faits, que la situation économique de ces régions se soit aggravée? Cependant, les résultats obtenus sont insuffisants au regard des besoins de la collectivité mondiale. Le peuple des Etats-Unis se rend parfaitement compte de l'importance et du caractère urgent de l'œuvre qui reste à réaliser; conscient de ses responsabilités en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies, il est décidé, pour sa part, à jouer le rôle qui lui incombe.

39. M. GROMYKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique attache une grande importance à la question du développement économique des pays insuffisamment développés. La longue déclaration que le représentant de l'Union soviétique a consacrée à cette question au cours de la 205^{ème} séance en est la preuve. Cette déclaration n'a pas plu à tous les représentants: certains, notamment les représentants de la Nouvelle-Zélande et de l'Equateur, l'ont trouvée négative. Ces réactions n'étonnent pas M. Gromyko, qui s'est accoutumé à voir certaines délégations donner invariablement leur approbation à toutes les déclarations et propositions de la délégation des Etats-Unis. Mais qu'y avait-il de négatif à montrer qu'il est impossible d'étudier la question du développement économique des pays insuffisamment développés et de l'aide fournie à ces pays par les Etats-Unis, sans la lier à la politique générale du Gouvernement des Etats-Unis, politique qui vise avant tout à

alimenter la machine de guerre américaine, à accélérer la course aux armements et, pour y parvenir, à militariser les pays insuffisamment développés et à asservir leur économie? Le représentant de l'Union soviétique a montré ces tendances de la politique américaine en citant des déclarations de porte-parole officiels des Etats-Unis, d'hommes d'affaires autorisés et de grands journaux américains et en se référant à des statistiques officielles. Ces sources d'information ne suffisent-elles pas à indiquer la nature véritable de la politique américaine?

40. Le représentant de l'Union soviétique a prouvé au moyen de chiffres et de faits précis que la prétendue aide économique des Etats-Unis aux pays insuffisamment développés ne visait qu'à permettre aux monopoles américains de s'approprier leurs richesses naturelles, notamment leurs matières premières stratégiques, et de les exporter aux Etats-Unis. Tous les gouvernements du bloc occidental sont d'accord pour suivre cette politique. La discorde s'installe parmi eux lorsqu'il s'agit de se répartir le butin.

41. Le deuxième objet de la politique d'"aide" américaine est d'étouffer l'économie des pays insuffisamment développés. Il suffit d'étudier les documents publiés par le Secrétariat des Nations Unies pour se rendre compte que l'aide technique et financière américaine ne tend qu'à augmenter la production des matières premières industrielles et agricoles de ces pays. Aucun effort n'est fait pour favoriser leur industrialisation, qui leur permettrait de se libérer de l'emprise économique des grands pays capitalistes.

42. La délégation soviétique est persuadée qu'on n'apportera aucune modification profonde à cette situation en créant une ou plusieurs institutions financières internationales chargées de distribuer des prêts ou des subventions. Pour aider vraiment les pays insuffisamment développés, il faut abandonner la course aux armements, baser les relations commerciales entre les pays sur l'égalité des droits et le respect tant des intérêts de toutes les parties intéressées que de la souveraineté des Etats. Malgré les déclarations dithyrambiques des représentants d'Haïti et des Philippines, chacun sait bien que les relations économiques des Etats-Unis avec les autres pays ne sont pas fondées sur ces principes.

43. Le troisième objet de la politique économique des Etats-Unis — c'est-à-dire des monopoles américains qui la dirigent — est d'utiliser les pays insuffisamment développés comme débouchés pour leur production. Là encore, le représentant de l'Union soviétique s'est fondé sur nombre de faits et de déclarations officielles relatives aux objectifs du programme du Point quatre.

44. M. Gromyko regrette que les représentants des pays insuffisamment développés ne puissent pas tous suivre l'exemple donné par les délégations des pays soviétiques et des démocraties populaires, qui ont dévoilé la nature véritable de la prétendue aide américaine. On peut toutefois déceler une différence assez nette entre le ton des déclarations des représentants des pays insuffisamment développés à la présente session de l'Assemblée et celui qu'ils avaient adopté précédemment. En nombre toujours croissant et d'un ton toujours plus ferme, les représentants de pays insuffisamment développés comme le Chili, la Bolivie, l'Egypte, l'Iran, le Guatemala, déclarent qu'ils attendent autre chose que des dollars, qu'ils veulent libérer l'éco-

nomie de leur pays et agir chez eux comme ils l'entendent. La voix du peuple bolivien, qui vient de reprendre possession de ses mines, couvre celle des représentants asservis aux intérêts américains. Le représentant de l'Union soviétique espère que le peuple bolivien parviendra à défendre cette conquête contre toutes les attaques dont il va faire l'objet.

45. On a accusé la délégation soviétique de n'avoir fait aucun apport concret à la discussion. Cette accusation est sans fondement. La délégation soviétique a défini les conditions du développement économique des pays insuffisamment développés. Elle a demandé en outre l'élimination des clauses discriminatoires auxquelles les gouvernements des pays insuffisamment développés sont obligés de souscrire lorsqu'ils concluent des accords commerciaux avec les Etats-Unis. Ces clauses sont dirigées contre les démocraties populaires et l'Union soviétique, mais elles causent un dommage considérable aux pays insuffisamment développés eux-mêmes, qui sont ainsi empêchés de profiter des échanges libres et fructueux qu'ils pourraient entretenir avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes. L'Union soviétique pourrait acheter un grand nombre de produits aux pays insuffisamment développés, et non pas seulement un ou deux de leurs produits de base, et leur vendre des biens d'équipement et d'autres marchandises dont ils ont besoin. Elle vient d'acheter des bananes au Mexique, mais elle serait prête à acheter bien d'autres produits, si les Etats-Unis n'en interdisaient malheureusement la vente.

46. On voit donc que la délégation soviétique a examiné l'ensemble du problème d'une manière constructive et qu'elle a fait des propositions concrètes. Mais les conditions essentielles du développement économique des pays insuffisamment développés ne peuvent se trouver remplies si la politique des Etats-Unis ne subit pas une modification fondamentale. C'est pourquoi la délégation soviétique a analysé cette politique en détail. Le représentant des Etats-Unis n'a en rien réfuté les affirmations du représentant de l'Union soviétique. Ce n'est pas en manipulant les chiffres qu'il parviendra à modifier le tableau général de la situation brossé par le représentant de l'Union soviétique.

47. M. Gromyko termine en indiquant que sa délégation exprimera plus tard, au cours du débat, son point de vue sur les propositions présentées au sujet des diverses questions examinées par la Commission.

48. M. TOUS (Equateur) proteste contre la déclaration du représentant de l'Union soviétique, qui a dit que les pays insuffisamment développés n'étaient pas libres d'exprimer leur opinion sur leurs besoins réels en matière économique et sur la politique économique des Etats-Unis. Les pays insuffisamment développés Membres de l'Organisation des Nations Unies sont des pays indépendants; ils peuvent s'exprimer en toute liberté sur ce sujet comme sur d'autres. Ils ont indiqué plus d'une fois qu'ils étaient mécontents de telle ou telle mesure prise par tel ou tel grand pays. Ils ont même exprimé leur approbation de certains arguments présentés par les délégations de pays d'Europe orientale. M. Tous aimerait voir les satellites de l'Union soviétique faire preuve d'autant d'indépendance.

49. Le représentant de l'Equateur répète que les déclarations du représentant de l'Union soviétique n'ont rien de constructif. La proposition d'échange de pro-

duits, que M. Gromyko vient de préciser un peu plus qu'il ne l'avait fait jusqu'ici, reste encore une vague généralité. Pour mettre un terme à leur exploitation par les pays capitalistes, a-t-il, au nom de son Gouvernement, proposé aux pays insuffisamment développés de leur acheter leurs produits à un prix plus élevé que celui que leur offrent les Etats-Unis ou les autres grands pays industriels? Leur a-t-il proposé, au nom de son Gouvernement, de leur vendre des biens d'équipement à un prix inférieur à celui que demandent les pays capitalistes? Il ne l'a pas fait. Une proposition concrète de ce genre prouverait pourtant la sincérité de l'Union soviétique et serait acceptée avec joie par les pays insuffisamment développés. Même l'Allemagne d'Hitler, qui voulait tromper les Etats-Unis d'Amérique sur ses intentions réelles, leur avait au moins fait des propositions commerciales avantageuses et avait tenu certaines de ses promesses. L'Equateur a essayé d'établir des relations commerciales avec la Tchécoslovaquie. Il n'a jamais pu signer avec elle un accord commercial concret. Les pays insuffisamment développés attendent autre chose que des déclarations générales; ils veulent des actes précis et positifs.

50. M. KATZ-SUCHY (Pologne) rappelle que lors de sa récente déclaration au cours de la 199ème séance, il s'est borné à exposer le point de vue de sa délégation sur l'ensemble de la question considérée. Il se réserve donc d'intervenir plus tard sur des points de détail. Le débat appelle cependant certaines observations que le représentant de la Pologne va développer immédiatement devant la Commission.

51. Trois tendances se sont affirmées au cours du débat. Tout d'abord, les représentants des pays capitalistes ont exagéré l'importance du financement du développement économique des pays insuffisamment développés par le capital étranger. La raison en est que ces pays capitalistes ont tout intérêt à maintenir les pays insuffisamment développés dans un état de subordination, pour continuer à exploiter leurs ressources en matières premières et à retirer de cette exploitation des bénéfices considérables. C'est pourquoi leurs représentants se sont efforcés d'écarter toute suggestion réaliste, et ont multiplié les propositions tendant à créer un climat favorable aux investissements, en recommandant aux pays insuffisamment développés d'avantager les capitalistes par des mesures législatives ou administratives.

52. Ensuite, un groupe de représentants de certains pays insuffisamment développés s'est prononcé en faveur de solutions de caractère intermédiaire, destinées à aider ces pays dans le cadre d'un programme d'envergure limitée.

53. Enfin, la troisième tendance a été représentée par la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et par les représentants des démocraties populaires. M. Katz-Suchy précise que ces délégations n'ont pas prétendu s'opposer de façon catégorique à l'octroi aux pays insuffisamment développés d'une assistance technique et financière. Elles estiment cependant que l'intervention du capital étranger doit se limiter à certains cas bien définis et que l'assistance technique ne doit tenir qu'une place restreinte dans un plan réaliste de développement. Le représentant de la Pologne estime que le progrès a pour condition préalable l'indépendance économique; cela suppose l'affranchissement de toute domination impérialiste, la

suppression du régime colonial d'exploitation, l'application de mesures tendant à conserver dans le pays d'exploitation les bénéfices réalisés. Pour ce qui est de ces bénéfices, il convient d'en assurer le emploi sur place, de manière à pouvoir diversifier l'économie et favoriser l'industrialisation.

54. Pour leur part, les représentants des pays capitalistes se sont efforcés de minimiser l'importance des facteurs politiques et économiques qui affectent la situation des pays insuffisamment développés. Ils se sont gardés de réfuter les arguments déjà avancés par la délégation de la Pologne. Certaines délégations, comme la délégation des Etats-Unis, ont tenté de donner une image déformée des faits. D'autres délégations, comme la délégation de la Belgique, ont cherché à relier le problème du développement économique des pays insuffisamment développés à celui de la défense nationale. Ces délégations semblent oublier que si certains gouvernements se sont laissé entraîner dans la mise en œuvre ruineuse d'un programme de défense nationale, c'est faute d'avoir écouté les appels au respect de la Charte que les Gouvernements de l'URSS et des démocraties populaires n'ont pas manqué de leur prodiguer depuis plusieurs années. En affectant à la réalisation du programme de défense nationale les ressources des pays insuffisamment développés, les pays hautement industrialisés ne font que rendre plus difficile encore la situation des pays insuffisamment développés. De même, le représentant des Pays-Bas qui s'est plaint de l'arrêt des échanges commerciaux entre les pays de l'ouest et de l'est de l'Europe (204^{ème} séance) paraît avoir oublié, lui aussi, que cet arrêt est dû à la pression exercée sur les Puissances occidentales par le Gouvernement des Etats-Unis.

55. Le représentant des Etats-Unis a présenté les faits de manière tendancieuse en affirmant que les capitalistes américains couraient, en investissant des capitaux dans les pays insuffisamment développés, des risques trop peu rémunérés, et que, dans certains cas, ils subissaient des pertes. Il a également présenté sous un jour fallacieux le programme du Point quatre des Etats-Unis, qui, loin d'être un innocent programme de développement de l'administration et de l'hygiène publiques, est entièrement subordonné aux buts politiques et stratégiques du Gouvernement des Etats-Unis. M. Katz-Suchy n'en veut pour preuve que la décision prise par le Congrès américain de n'accorder aucune assistance technique ou financière à un pays qui n'accepterait pas de contribuer à l'organisation de défense des pays occidentaux. Il rappelle également le message du Président des Etats-Unis au Congrès, message d'où il ressort que, sans l'afflux de matières premières provenant des pays bénéficiaires de l'assistance technique, la puissance militaire des Etats-Unis serait fâcheusement compromise. M. Katz-Suchy signale également que la presse américaine donne de nombreuses indications sur les difficultés que le Gouvernement des Etats-Unis rencontre dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine où il cherche à répandre les prétendus bienfaits de son assistance technique. Même en Amérique latine, où les Etats-Unis ont pu exercer leur influence dans les meilleures conditions, la popu-

lation reste sous-alimentée, sujette aux épidémies, dépourvues de moyens de transport et d'outils de travail, et la situation ne s'est nullement améliorée depuis la deuxième guerre mondiale. L'exploitation des ressources naturelles de ces pays s'est poursuivie au profit des sociétés exploitantes. M. Katz-Suchy cite à ce sujet des chiffres pour établir que les investissements en Amérique latine se sont révélés beaucoup plus lucratifs que dans d'autres régions. Il signale notamment que les bénéfices réalisés au Venezuela par la Standard Oil Co. et au Chili par l'Anaconda Copper Co. sont très supérieurs aux bénéfices obtenus par les mêmes sociétés aux Etats-Unis. L'intervention de l'Organisation des Nations Unies et des Etats-Unis n'a donc nullement bénéficié aux pays insuffisamment développés et M. Katz-Suchy ne croit pas que cette situation soit de nature à justifier la création d'un fonds international de financement.

56. M. Katz-Suchy rappelle aussi que le représentant de la Belgique a mis en valeur les résultats obtenus par son pays dans les territoires coloniaux qu'il administre, le Congo et le Ruanda-Urundi. La Banque nationale de Belgique a indiqué dans un rapport que les échanges entre les pays européens autres que la Belgique et le Luxembourg et ces colonies ont laissé en faveur de ces dernières un excédent constant d'environ 70 millions de dollars par an. M. Katz-Suchy se demande dans quelle mesure les autochtones du Congo et du Ruanda-Urundi ont eux-mêmes bénéficié de l'exploitation des ressources de ces pays. De même, il ne semble pas que les bénéfices réalisés grâce aux matières premières des colonies britanniques d'Afrique occidentale et de Malaisie aient profité à la population de ces colonies; au contraire, affirme M. Katz-Suchy, le Royaume-Uni a englouti ces sommes dans la course aux armements.

57. A la politique d'exploitation suivie dans les pays insuffisamment développés par les Puissances capitalistes, M. Katz-Suchy oppose la politique appliquée par l'URSS et les démocraties populaires qui se sont attaquées avec un plein succès à la reconstruction et au développement d'une économie ravagée par la guerre. L'héroïsme de la population polonaise et la généreuse collaboration de l'URSS ont permis d'opérer ce relèvement. L'industrie a déjà accompli des progrès gigantesques; l'agriculture a également progressé, moins rapidement toutefois que l'industrie, ce qui est normal. Il est vrai que le Gouvernement a pris récemment certaines mesures de rationnement, mais ces mesures s'expliquent par un accroissement considérable de la consommation par habitant. La Pologne est toute disposée à contribuer au développement économique des pays insuffisamment développés en multipliant ses échanges commerciaux avec eux. L'industrie polonaise est en mesure de fournir aux pays insuffisamment développés un grand nombre de biens dont ils ont besoin pour leur développement. C'est ainsi que le Gouvernement polonais entend collaborer à la création d'un monde meilleur dans le cadre des dispositions de la Charte et sans chercher à porter atteinte à l'indépendance économique ou politique des pays bénéficiaires.

La séance est levée à 18 h. 30.



SOMMAIRE

Pages

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.164, A/C.2/L.165 et Corr.1, A/C.2/L.166) [suite] 111

- a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social; (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162 et A/C.2/L.163);
- b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;
- c) Réforme agraire (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1 et A/C.2/L.160);
- d) Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1, A/C.2/L.167).

Développement économique des pays insuffisamment développés: d) assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1, A/C.2/L.167) 115

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.164, A/C.2/L.165 et Corr.1 et A/C.2/L.166):

- a) **Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162 et A/C.2/L.163);**
- b) **Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social;**
- c) **Réforme agraire (A/2194, A/C.2/L.158/Rev.1 et A/C.2/L.160);**
- d) **Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1, A/C.2/L.167)**

[Point 25 *]

DISCUSSION GÉNÉRALE (*fin*)

1. Le **PRESIDENT** annonce que d'autres membres de la Commission désirent prendre la parole, usant du droit de réponse aux déclarations faites au cours de la discussion générale, conformément à l'article 114 du règlement intérieur.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

2. M. **ARDALAN** (Iran) déclare qu'il n'avait pas l'intention, quand il a pris la parole à la 204ème séance, de soulever la question de la nationalisation de l'industrie du pétrole dans son pays. Actuellement, personne ne conteste plus à un pays le droit de nationaliser ses industries-clés. La question n'est pas de la compétence des organes internationaux, ainsi que l'a confirmé l'arrêt de la Cour internationale de Justice, mais elle a été néanmoins examinée de manière approfondie par le Conseil de sécurité et par la Cour internationale. Au cours de sa précédente intervention, M. Ardalan n'avait donc pas à s'étendre sur cet aspect du problème. Il n'a pas essayé d'exposer dans le détail les raisons qui ont motivé l'attitude du peuple iranien. Il n'a pas cherché à prouver par des statistiques que l'ancienne Société avait réalisé des gains illicites et que l'Iran n'avait reçu qu'une part insignifiante de ses bénéfices et il n'a pas mentionné la situation lamentable dans laquelle, après cinquante ans d'exploitation, le personnel employé par la Société se trouvait, tant au point de vue sanitaire que pour ce qui est du logement.

3. Dans son intervention, M. Ardalan se proposait de soumettre à la Commission certaines observations d'ordre général. Il voulait montrer comment un pays insuffisamment développé, après avoir lutté pendant des années pour recouvrer ses droits légitimes et après avoir utilisé à cette fin tous les moyens pacifiques et amicaux à sa disposition, avait finalement décidé de nationaliser son industrie du pétrole. Cette mesure

était parfaitement conforme à l'esprit de la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale. Toutefois, comme l'exposé par lequel le représentant du Royaume-Uni a répondu à ses remarques au cours de la 207^{ème} séance contenait certaines allégations qui appellent des éclaircissements, M. Ardalan reviendra brièvement sur la question.

4. Le représentant du Royaume-Uni a parlé du rôle que l'ancienne Société pétrolière a joué en Iran, du point de vue social; il a mentionné les centaines de millions de livres qui ont été investies en biens d'équipement et qui ont servi à créer des écoles et des hôpitaux. M. Ardalan se voit obligé de préciser sur ce point que les 20 millions de livres investis en biens d'équipement ont été largement récupérés il y a trente ans, et que, depuis lors, les bénéfices réalisés par l'ancienne société ont atteint un chiffre de vingt-cinq à trente fois supérieur au montant du capital investi à l'origine. L'ancienne société n'a consacré qu'une infime portion de ses bénéfices considérables à la consolidation de sa position en Iran. Elle a investi des sommes importantes en vue d'assurer le bien-être de ses employés britanniques. Mais elle a fait peu de chose pour ses travailleurs iraniens. Le rapport de l'Organisation internationale du Travail sur les conditions de travail dans l'industrie du pétrole (*New Series of ILO, No. 24*), qui, d'une manière générale, est favorable à l'ancienne société, révèle certains faits. A la fin de 1949, environ 90 pour 100 du personnel des cadres, composé presque entièrement de sujets britanniques, étaient logés dans des maisons appartenant à la société, alors que, pour les petits salariés, le pourcentage était seulement de 16,6 pour 100. Ces chiffres donnés par un organisme compétent qui se montre très favorable à la cause britannique se passent de commentaires.

5. Le représentant du Royaume-Uni a dit aussi que l'Iran avait reçu des sommes très importantes sous forme de redevances et d'impôts aux termes de l'accord relatif à la concession, imposé en 1933. Il convient cependant d'attirer l'attention sur les sommes que le gouvernement britannique a reçues à titre de dividendes et d'impôts. En 1950, l'ancienne société a réalisé des bénéfices s'élevant à 110 millions de livres, montant égal à celui de tous les versements qu'elle a faits au Gouvernement iranien sous quelque forme que ce soit, y compris les redevances et les impôts, pendant les cinquante années durant lesquelles elle a fonctionné. En revanche, l'ancienne société a versé au Gouvernement du Royaume-Uni jusqu'à cette année sous la forme d'impôts et de dividendes, y compris les remises consenties à l'Amirauté, une somme globale de 1.680 millions de dollars. Au cours de sa dernière année d'activité, elle a versé 16 millions de livres au Gouvernement iranien alors qu'elle a versé au Gouvernement du Royaume-Uni, pendant la même année, plus de 50 millions de livres sous forme d'impôts. Il est certain que ces chiffres suffisent à justifier la nationalisation, et, si le Gouvernement iranien peut prêter le flanc à la critique, c'est pour avoir tardé à donner satisfaction aux aspirations légitimes de son peuple.

6. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, puisque l'accord complémentaire de 1949 n'avait pas été ratifié par le Parlement iranien, le Gouvernement iranien n'était pas fondé juridiquement à réclamer à l'ancienne société 49 millions de livres. Afin de régler le différend, le Gouvernement iranien a dit qu'il était

disposé à régler la question de l'indemnisation d'après la procédure appliquée en matière de nationalisation dans le Royaume-Uni ou dans tout autre pays. Pour montrer sa bonne volonté, il s'est même déclaré prêt à soumettre la question de l'indemnisation à la Cour internationale de Justice. Aucune de ses propositions n'a été acceptée. Enfin, le Gouvernement iranien, pour améliorer sa situation économique, a demandé à recevoir, avant que les négociations ne commencent, 20 millions de livres sur les 49 millions auxquels il a indubitablement droit. Cette somme de 20 millions de livres est inférieure à la part revenant au Gouvernement iranien sur la réserve générale de 110.500 millions de livres que possédait la société en 1951, si l'on calcule cette part sur la base de 20 pour 100 fixée dans l'accord relatif à la concession imposé en 1933.

7. Le représentant du Royaume-Uni a soutenu que le Gouvernement iranien avait dénoncé unilatéralement un accord en violation de certaines dispositions précises de cet accord même. A ce sujet, M. Ardalan répète ce qu'il a déjà dit à la quatorzième session du Conseil économique et social: du fait de la nationalisation de l'industrie du pétrole, l'accord de concession, imposé à l'Iran en 1933, est devenu caduc et, en conséquence, le contrat passé avec l'ancienne société n'est plus valable¹. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le Gouvernement iranien s'était engagé à ne pas modifier les dispositions de l'accord relatif à la concession obtenue illégalement en 1933; à ce sujet, M. Ardalan fait observer qu'un principe bien établi de droit public est qu'une mesure législative prise par une assemblée n'engage en rien les décisions des assemblées futures. Le contester reviendrait à nier le principe de la souveraineté parlementaire et nationale.

8. Le représentant du Royaume-Uni a refusé de reconnaître que son gouvernement avait établi une sorte de blocus économique pour empêcher la vente du pétrole iranien à l'étranger. Pourtant, le fait qu'un pétrolier transportant du pétrole iranien a été confisqué prouve qu'il en est bien ainsi. En outre, le Gouvernement du Royaume-Uni continue à exercer une pression sur les compagnies de transport pour les empêcher de fournir des services à la Société nationale des pétroles iraniens. Le Premier Ministre britannique a lui-même reconnu que d'autres restrictions d'ordre économique avaient été imposées à l'Iran et il a dit que ces restrictions seraient supprimées si le Gouvernement iranien acceptait les propositions britanniques du 30 août 1952.

9. L'ancienne société pourra bien tenter une action judiciaire contre les acheteurs de pétrole iranien, mais les décisions que rendraient les tribunaux ne font pas de doute si l'on se rappelle ce qui s'est passé, dans un cas analogue, lorsque le Mexique a procédé à la nationalisation de son industrie pétrolière. Toutes les instances ont, en définitive, reconnu la souveraineté du Mexique et le droit incontestable qu'un pays a de faire ses propres lois. Il vaudrait infiniment mieux que le Gouvernement du Royaume-Uni tînt compte des leçons de l'histoire et aidât le Gouvernement iranien à vendre le pétrole, plutôt que de chercher à l'en empêcher. Non seulement il contribuerait à l'établissement de relations amicales, mais il agirait encore dans l'intérêt économique du Royaume-Uni.

¹ Voir les *Procès-verbaux du Conseil économique et social, quatorzième session, 594^{ème} séance.*

10. Le représentant du Royaume-Uni, s'efforçant de minimiser les conséquences de l'arrêt rendu par la Cour internationale, a fait observer que la Cour ne s'était déclarée incompétente que pour des raisons techniques. Or, contrairement à ce que soutient le Gouvernement du Royaume-Uni, la Cour s'est déclarée incompétente parce que la concession de 1933 ne constituait qu'un contrat privé et non un traité international.

11. Enfin, le représentant du Royaume-Uni a mentionné les efforts déployés par son gouvernement pour parvenir à un règlement de la question. Il convient cependant de souligner que tous ces efforts ne visaient qu'à rétablir l'ancienne société et à limiter la liberté d'action du Gouvernement iranien, comme le confirme la dernière note du Ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne.

12. La délégation de l'Iran est très sensible aux sentiments d'amitié exprimés par le représentant du Royaume-Uni; elle eût cependant aimé que ces paroles soient confirmées par des actes. Elle regrette que dans le différend au sujet du pétrole iranien le Gouvernement du Royaume-Uni ne se soit nullement soucié de respecter les principes d'amitié et n'ait pas manifesté le moindre esprit d'entente.

13. Au lendemain de la rupture des relations diplomatiques, M. Mossadegh a expliqué que les événements avaient inéluctablement amené l'Iran à rompre les relations diplomatiques et à attendre, pour les renouer, que le Gouvernement britannique modifie son attitude en tenant compte de l'évolution mondiale, du réveil national du peuple iranien et des principes de justice et d'équité. Le Gouvernement iranien a clairement fait savoir que les relations d'amitié sincère entre le peuple iranien et le Royaume-Uni continueront à exister sur leurs fondations solides. Le représentant de l'Iran ne doute pas que le jour où le peuple britannique aura connaissance des registres comptables de l'ancienne société et apprendra les injustices dont le peuple iranien a été l'objet, les manœuvres politiques, les provocations et le pillage dont il a été la victime, il ne manquera pas de rendre hommage à sa patience et à sa longanimité.

14. M. ENCINAS (Pérou), rappelant que le représentant de la Pologne a dit à la séance précédente que les Etats-Unis imposeraient leurs programmes d'assistance technique aux pays d'Amérique latine, tient à répondre que ni les Etats-Unis, ni l'Organisation des Nations Unies, ni aucun autre organisme national ou international n'ont jamais imposé et n'imposeront jamais au Gouvernement péruvien un programme quelconque. Il met le représentant de la Pologne au défi de prouver le contraire. Il l'assure, d'autre part, qu'aucun gouvernement ayant des relations amicales avec le Pérou n'osera le tenter; son gouvernement repousserait toute tentative de ce genre, au cas où elle se produirait. Il invite le représentant de la Pologne à montrer que le Gouvernement polonais a suivi une politique analogue.

15. Le représentant de la Pologne a établi une comparaison entre les salaires reçus, en 1950, par les ouvriers de l'industrie du coton au Pérou et aux Etats-Unis. Il va sans dire que les chiffres dont il a fait état ne sont pas comparables; au lieu de tenir compte des salaires réels, il n'a en effet indiqué que des salaires nominaux en dollars. Comme le pouvoir d'achat n'est pas le même au Pérou qu'aux Etats-Unis, il est normal qu'exprimés en dollars, les salaires soient plus élevés aux Etats-Unis.

16. A ce propos, le représentant du Pérou cite un article relatif à la situation dans l'Union soviétique, paru dans la *Monthly Review* du mois de novembre 1952 sous le titre: "Revenus ouvriers dans l'Union soviétique". L'auteur de cet article, dont les conclusions sont entièrement favorables aux conditions qui règnent en Union soviétique, donne des chiffres intéressants, en convertissant en dollars le prix des biens de consommation dans ce pays; s'appuyant sur ces chiffres, il soutient la thèse que, dans l'Union soviétique, les niveaux de vie s'élèvent plus rapidement que dans les autres pays. Selon cet article, le prix d'un complet de laine, en Union soviétique, varierait entre 100 et 200 dollars. M. Encinas signale qu'au Pérou, un complet de laine fabriqué dans le pays reviendrait à 20 ou 30 dollars. Vouloir comparer les deux chiffres serait parfaitement arbitraire, et il est tout aussi impossible d'établir une comparaison entre les chiffres que le représentant de la Pologne a mentionnés à la séance précédente. Le représentant du Pérou n'en accusera pas pour autant le représentant de la Pologne de déformer les chiffres; il aime mieux croire que le représentant de la Pologne n'a pas pu se procurer des données statistiques plus exactes sur les salaires pratiqués au Pérou.

17. D'autre part, M. Encinas ne désire pas créer l'impression fallacieuse que les salaires réels sont aussi élevés au Pérou qu'aux Etats-Unis. Au Pérou, comme dans les autres pays insuffisamment développés, les salaires sont peu élevés par rapport à ceux que l'on pratique dans les pays industrialisés, où le niveau de production et celui de la technique sont plus élevés. C'est pour améliorer le niveau de vie de sa population que le Pérou participe aux programmes d'assistance technique entrepris par l'Organisation des Nations Unies.

18. La Deuxième Commission a pour tâche essentielle de chercher à élever les niveaux de vie, et non d'écouter les accusations et contre-accusations stériles qui ont émaillé certains des discours prononcés au cours du débat. Le représentant du Pérou se demande quelle part les délégations des pays communistes prendront à l'accomplissement de cette tâche. Le représentant de la Pologne a en effet fait savoir à la Commission que sa délégation et celles des autres démocraties populaires n'étaient pas opposées, en principe, aux programmes d'assistance technique, ni à leur financement, pour peu que ces programmes soient exécutés dans certaines conditions. Or, il ressort de la déclaration du représentant de la Pologne que les délégations des démocraties populaires s'opposent à ces programmes à moins qu'ils ne soient organisés par un gouvernement communiste. S'il en est autrement, M. Encinas espère que le représentant de la Pologne voudra bien exposer dans quelles conditions sa délégation apportera son concours aux programmes entrepris par les Nations Unies, car c'est un point qu'il ne semble pas avoir traité jusqu'à présent.

19. M. CECH (Tchécoslovaquie) rappelle qu'un certain nombre de délégations ont très justement fait remarquer que l'un des principaux obstacles au développement de la production agricole vient de ce que l'on n'a pas favorisé la réforme agraire.

20. Bien que le représentant de la Turquie ait essayé de prouver le contraire, l'exemple de la Turquie illustre cette affirmation. Lorsqu'il était ministre, M. Ka-

raosmanoglu, maintenant décédé, avait déclaré que, dans ce pays, environ 2.500.000 familles ne possèdent aucune terre, et environ 77 pour 100 des terres arabes appartiennent à des propriétaires fonciers qui représentent 13 pour 100 seulement des personnes possédant des terres. La presse turque a publié de nombreuses informations qui montrent l'état de mécontentement et de malaise qui règne dans le pays. En 1951, un journal a signalé 718 atteintes à l'ordre public, 400 saisies de bétail et 43 saisies de terres; un autre a rapporté les échauffourées qui ont eu lieu avec la police, et une déclaration de l'ancien chef du gouvernement a révélé la sérieuse inquiétude que cause la situation. Le journal anglais *Daily Herald* a, en décembre 1950, dépeint l'étonnement constant des voyageurs en Turquie devant la situation économique du pays. En 1950, un certain nombre de journaux turcs ont été supprimés et leurs rédacteurs ont fait l'objet de poursuites judiciaires pour avoir publié des articles protestant contre la situation. Fait aggravant, par suite de la politique des Etats-Unis qui forcent la Turquie à participer à leur programme militaire, 60 pour 100 des crédits inscrits au budget de la Turquie sont maintenant affectés à des fins militaires, ce qui a entraîné une diminution correspondante des crédits affectés à l'agriculture et perpétué la misère des populations rurales.

21. Bien que l'on ait tout fait pour donner à entendre que les accords commerciaux conclus entre l'URSS et la Tchécoslovaquie jouaient au détriment de ce dernier pays, il est notoire qu'une révolution socialiste est actuellement menée à bien en Tchécoslovaquie et que l'exécution du programme de redressement de ce pays est déjà très avancée. Les chiffres de la production pour 1952 sont supérieurs de 18 pour 100 à ceux de 1951; la production dans les industries lourdes a augmenté de 26 pour 100 et celle des denrées alimentaires de 7,6 pour 100. L'industrie du charbon et la production de l'énergie électrique accusent des augmentations analogues. La productivité du travail a aussi beaucoup augmenté et le chômage n'existe pratiquement pas, l'édification de l'économie socialiste employant la totalité de la main-d'œuvre disponible. Ces dernières années, la Tchécoslovaquie a donné une attention particulière à la production agricole. Bien que la production des céréales ait été dans une certaine mesure compromise par le mauvais temps, la superficie totale des terres en culture s'est accrue de 2,3 pour 100.

22. Tous ces faits contribuent à montrer l'intérêt de l'étroite collaboration économique qui existe entre la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique; ce dernier pays aide la Tchécoslovaquie à développer son industrie lourde et lui fournit des matières premières et des machines agricoles. La Tchécoslovaquie a ainsi été mise en mesure de diminuer ses importations de produits agricoles. Le matériel d'exploitation minière que lui a fourni l'Union soviétique a, de même, permis à la Tchécoslovaquie d'accroître sa production de charbon et de ce fait renforcé son indépendance économique; cette politique contraste avec celle des pays capitalistes, qui, lorsqu'ils font bénéficier des pays d'une assistance économique, ne se proposent que d'en tirer profit.

23. La Tchécoslovaquie s'emploie également à accroître sa production de charbon. Au cours des sept années qui se sont écoulées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, sa production a augmenté de 150 pour 100. La Tchécoslovaquie améliore aussi ses services sociaux

en faveur des travailleurs. L'an dernier, elle a doublé ses facilités de transport par fer et par route. L'augmentation que les exportations accusent depuis 1946 représente aussi un très grand progrès. Le commerce d'exportation avec les démocraties populaires et l'Union soviétique est fondé sur le principe de l'égalité et du bénéfice mutuel, ce qui fait contraste avec la politique de domination poursuivie par les pays capitalistes.

24. Le représentant de la Tchécoslovaquie conclut en citant des chiffres publiés dans le journal suisse *Neue Zürcher Zeitung* du 5 septembre 1952, qui illustrent le caractère spoliateur des investissements américains à l'étranger. En 1951, par exemple, les bénéfices des investissements des Etats-Unis à l'étranger ont dépassé 4 millions de dollars.

25. M. LEA PLAZA (Chili) se tient pour obligé de réfuter les allégations formulées au cours de la discussion générale par un certain nombre de délégations d'Europe orientale suivant lesquelles la politique des Etats-Unis a réduit le Chili en esclavage sur les plans économique et politique et entrave les efforts que ce pays déploie pour élever le niveau de vie de son peuple. Comme les comptes rendus des débats le montrent, c'est interpréter les faits de façon absolument erronée. Le Chili estime que les efforts qui visent à favoriser le développement économique des pays insuffisamment développés doivent, pour être efficaces, être fondés sur une saine collaboration internationale qui respecte pleinement la souveraineté nationale. La politique traditionnelle du Chili est de ne se soumettre aux ordres d'aucun pays ni d'aucune organisation.

26. M. KRIVEN (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que le représentant de la Turquie a été tout à fait incapable de réfuter l'argument présenté par sa délégation, selon lequel l'assistance des Etats-Unis à la Turquie est surtout destinée à servir les plans militaristes des Etats-Unis. En fait, bien qu'une certaine partie de l'aide des Etats-Unis à la Turquie ait été utilisée pour le développement agricole, cette aide sert essentiellement à créer des bases militaires, des aéroports et des routes stratégiques. Les travailleurs turcs sont les premiers à souffrir de l'augmentation des dépenses militaires imposée à leur gouvernement.

27. Le représentant de la Turquie a dépeint sous un jour bien favorable les améliorations faites en Turquie. Mais le rapport de la mission envoyée en Turquie par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement permet de voir quelle est en fait la situation réelle; il y est en effet nettement indiqué qu'en Turquie environ 2 millions et demi de paysans, ou bien ne possèdent aucune terre ou bien ne sont propriétaires que d'une très faible superficie. Les indications relevées dans la presse turque montrent quels taux d'intérêts élevés les propriétaires exigent pour consentir des prêts et combien les paysans sont endettés. Dans la région de la mer Noire, la situation des paysans est particulièrement difficile et la Commission agraire a depuis longtemps cessé de distribuer des terres. Tous ces faits montrent que les déclarations du représentant de la Turquie ne peuvent déguiser la vérité: l'assistance des Etats-Unis est extrêmement préjudiciable à l'indépendance de la Turquie et au développement de son économie agricole.

28. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) et M. VANER (Turquie) se réservent le droit de répondre aux déclarations faites au cours de la discussion

générale, mais demandent qu'on leur laisse le temps de préparer leurs réponses.

29. Le PRESIDENT propose à la Commission d'entendre les réponses de ces représentants à un moment opportun au cours de l'une des séances de la semaine suivante.

Il en est ainsi décidé.

30. M. DAWSON (Organisation internationale du Travail) rappelle que le représentant de l'Iran a prétendu que le rapport de l'OIT sur les conditions de travail dans l'industrie pétrolière en Iran témoignait d'une certaine partialité en faveur du Royaume-Uni et il fait remarquer que l'OIT ne se préoccupe que des conditions de travail. Cette organisation n'a pas qualité pour exprimer une opinion dans le différend qui sépare l'Iran et le Royaume-Uni et elle ne s'est pas départie de ce principe.

31. M. KAZEMI (Iran) assure la Commission que la délégation de l'Iran n'avait nullement l'intention de mettre en doute l'impartialité de l'OIT.

32. Le PRESIDENT déclare que la discussion générale sur le point 25 est close.

Développement économique des pays insuffisamment développés: d) assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1, A/C.2/L.167)

33. Le PRESIDENT invite d'abord le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique et le Président directeur du Bureau de l'assistance technique à faire une communication à la Commission à propos de la première subdivision du point 25 de l'ordre du jour à être examinée séparément: l'assistance technique.

34. M. KEENLEYSIDE (Directeur général de l'Administration de l'assistance technique) exprime la satisfaction que tous les membres de l'Administration de l'assistance technique ont éprouvée à la nomination de M. Owen au poste de Président directeur du Bureau de l'assistance technique. Il remercie toutes les délégations qui ont encouragé et stimulé ceux qui avaient pour tâche d'exécuter les instructions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social relatives à l'assistance technique.

35. Toutefois, au cours du débat général, l'Administration de l'assistance technique a fait l'objet de quelques critiques. Au cours de la 196ème séance, la représentante de la Suède a laissé entendre qu'il y avait quelque différence entre les méthodes employées, selon que l'on recrutait des experts en matière de service social ou des spécialistes des questions d'administration publique ou du développement économique. Ceci est exact. Cette différence est due essentiellement au fait qu'un spécialiste des questions sociales a été prié d'aider pendant près d'un an les fonctionnaires des Nations Unies chargés du recrutement et les fonctionnaires du Département des questions sociales à dresser une liste complète d'experts en matière de protection sociale, à partir de listes fournies par des associations professionnelles, des institutions, des experts et des services gouvernementaux. Cette méthode n'a pas été appliquée dans la même mesure à d'autres domaines. En général, on s'est servi de la liste, mais il est arrivé que l'on s'adresse directement aux gouvernements. Les

observations de la représentante de la Suède ont été communiquées au service chargé du recrutement, qui ne manquera pas de tenir compte du fait qu'elle estime préférable de faire plus souvent appel aux gouvernements, notamment pour le choix d'experts en matière de protection sociale.

36. La représentante de la Suède a également proposé d'envoyer plus fréquemment de jeunes experts aux gouvernements qui demandent des avis de spécialistes. Par ailleurs, les représentants de l'Egypte (197ème séance) et d'autres pays ont vivement insisté pour qu'on choisisse uniquement des personnes de réputation mondiale ou possédant des titres équivalents. L'Administration de l'assistance technique est convaincue pour sa part qu'il est indispensable de faire preuve de la plus grande exigence lorsque l'on recrute des experts à l'intention des gouvernements. Il en résulte, non pas toujours, mais souvent, que les fonctionnaires chargés du recrutement choisissent des experts qui ont une expérience longue et variée et, par conséquent, un certain âge. De plus, certains gouvernements bénéficiaires ont tendance à voir d'un mauvais œil un expert qui paraît trop jeune. Cette suggestion de la représentante de la Suède ne pourrait donc être appliquée que progressivement et avec précautions.

37. Les avis sont également partagés sur un autre point: certains représentants jugeraient opportun d'organiser des programmes de formation professionnelle à l'intérieur des pays bénéficiaires, alors que d'autres préféreraient instituer des bourses de perfectionnement permettant aux étudiants de ces pays de faire leurs études à l'étranger. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, l'Administration de l'assistance technique respecte les vœux des gouvernements qui présentent des demandes, tout en indiquant sa manière de voir quand l'occasion s'en présente. Elle donne la préférence à la formation sur place ou aux études à l'étranger, selon les cas. Dans certains pays et dans certains domaines, il est évidemment préférable de créer et de renforcer des établissements existants de formation professionnelle, mais il y a toujours des cas où l'assistance technique ne peut être fournie efficacement que par l'octroi de bourses de perfectionnement dans les pays plus avancés.

38. Le représentant de l'Irak a donné à entendre, au cours de la 205ème séance, que certains experts nommés par l'Administration de l'assistance technique et même certains membres du personnel de cette administration avait laissé paraître qu'ils obéissaient à des préjugés nationaux ou raciaux. Il a dit qu'il préférerait que la question soit discutée hors de la Commission, mais les conclusions que l'on pourrait tirer de sa déclaration sont si graves qu'il serait injuste à l'égard des fonctionnaires du Département de ne pas y répondre publiquement.

39. On a peine à croire que l'Administration de l'assistance technique puisse faire preuve de préjugés nationaux ou raciaux étant donné que les neuf fonctionnaires qui occupent les postes les plus élevés de l'AAT représentent neuf pays, six groupes raciaux et cinq grandes religions; il semblerait qu'ils dussent nécessairement faire preuve de compréhension et de tolérance. Il n'est pas certain que d'autres services du Secrétariat aient atteint des normes plus élevées à cet égard. Le principal conseiller en matière de protection sociale est ressortissant d'un Etat arabe et le directeur

adjoint de l'un des deux grands services du Département est un Iranien qui parle arabe et connaît parfaitement toute la région du Moyen-Orient. Peut-être y a-t-il eu des erreurs, mais elles ont été très peu nombreuses et font contraste avec l'attitude générale de l'Administration de l'assistance technique. M. Keenleyside pour sa part n'a eu connaissance que d'un seul cas depuis deux ans; le responsable, un expert, a été immédiatement et publiquement réprimandé. Jamais l'Administration de l'assistance technique n'admettrait que des membres de son personnel manifestent des préjugés raciaux ou religieux. M. Keenleyside serait heureux de recevoir des renseignements de la part des délégations qui s'intéressent à certains cas précis de cette nature, et il ne demande même qu'à discuter personnellement toute autre question se rapportant à l'assistance technique.

40. Le représentant de l'Irak a dit que l'Organisation des Nations Unies avait tendance à orienter ses efforts en matière d'assistance technique vers des pays qui ont déjà accompli des progrès considérables dans la voie du développement économique plutôt que vers ceux qui ne font que s'engager dans cette voie. Aucun organe officiel n'a jamais donné une définition claire du terme "insuffisamment développé" et l'Assemblée générale a chargé l'Administration de l'assistance technique de prêter assistance aux gouvernements qui en font la demande et, dans toute la mesure du possible, de donner à ce concours la forme que le gouvernement intéressé désire. L'AAT a essayé d'appliquer consciencieusement ces instructions. Elle s'est efforcée tout particulièrement de porter les possibilités de l'assistance technique à la connaissance des gouvernements qui avaient fait connaître leurs besoins particuliers. C'est pourquoi elle a nommé des représentants régionaux dans les principales régions, notamment au Moyen-Orient. En 1951, le Directeur général adjoint et un haut fonctionnaire originaire lui-même du Moyen-Orient se sont rendus dans la région et se sont entretenus avec la plupart des gouvernements. Malheureusement, cette région a envoyé un nombre relativement faible de demandes. En trois ans, l'Irak n'a demandé que quatre experts. L'AAT a donné suite à trois de ces demandes et, pour la quatrième, elle attend les précisions du Gouvernement de l'Irak. En 1952, le Gouvernement irakien a proposé quarante candidats aux bourses de perfectionnement: l'AAT n'a repoussé que sept de ces candidatures, elle étudie six autres cas et elle en a recommandé vingt-sept. C'est là une proportion très supérieure à la moyenne.

41. M. Keenleyside est prêt à discuter les autres critiques moins importantes formulées par le représentant de l'Irak; il se félicite qu'il soit question d'augmenter le nombre des membres de la délégation permanente de l'Irak afin d'assurer une coopération plus étroite entre cette délégation et les organes des Nations Unies qui s'occupent d'assistance technique.

42. L'assistance technique a pris une ampleur beaucoup plus grande au cours de l'année écoulée. Pendant la première période d'exécution du programme élargi, soit dix-huit mois au total, les dépenses ont atteint le chiffre approximatif de 2.900.000 dollars. En 1952, elles s'élèveront à près de 6.500.000 dollars. L'ampleur des opérations de l'AAT est donc trois fois supérieure à ce qu'elle était.

43. Depuis le début de l'exécution du programme d'assistance technique, en 1948, l'Organisation a nommé

500 experts de 45 pays, dont 300 environ ont été ou seront envoyés à l'étranger en 1952; à la fin de 1952, plus de 700 boursiers d'études et de perfectionnement seront sur place alors qu'on en comptait 451 en 1951. D'autres chiffres analogues pourraient être utilement fournis aux délégations qui le demanderaient au cours de la discussion.

44. M. OWEN (Président directeur du Bureau de l'assistance technique) voudrait faire un exposé portant sur l'ensemble des travaux du Bureau de l'assistance technique plutôt que sur l'aspect que M. Keenleyside vient d'analyser.

45. La désignation d'un Président directeur du BAT a constitué un progrès de la plus haute importance dans le domaine de l'organisation. On peut déjà constater un progrès marqué dans la coordination et l'organisation des institutions intéressées, et les programmes s'exécutent à un rythme plus rapide. Le Président directeur s'occupe actuellement d'examiner chaque projet en cours d'exécution ou envisagé, afin de se faire une idée d'ensemble du programme. Il bénéficie du concours de quatre consultants spécialistes de questions diverses et originaires de régions différentes; ils devraient pouvoir soumettre leur rapport au BAT avant la fin de novembre.

46. M. Owen ne cède pas à l'illusion de croire que le programme élargi, qui ne dispose que de ressources restreintes, peut avoir un effet direct sur les programmes de développement économique; on peut toutefois en tirer parti pour s'assurer que le maximum est fait pour que ces programmes soient menés à bien, que les compétences soient utilisées, que les plans soient bien conçus et que le programme dans son ensemble soit organisé d'une façon économique et efficace. Les débuts ont été prometteurs.

47. Le nombre des experts employés montre bien l'ampleur prise par les activités d'assistance technique. A la date du 1er octobre 1952, 1.598 experts étaient employés, dont 956 se trouvaient sur les lieux. Ces experts ont été choisis dans plus de 60 pays; ce fait, à lui seul, réfute l'argument selon lequel le programme n'intéresserait qu'un petit nombre de pays avancés du point de vue technique. Le programme a été l'occasion d'une vaste et féconde confrontation d'aptitudes et d'idées. En outre, les 2.699 boursiers, dont 869 poursuivaient des études à la date du 1er octobre 1952, ont été choisis dans 50 pays et sont en train d'enrichir leur expérience dans plus de 45 pays. Là encore on est en train d'utiliser de la manière la plus complète les possibilités de formation technique de presque tous les Etats Membres et non pas seulement d'un petit nombre de pays très développés. Il s'agit d'une véritable coopération internationale et non pas de charité.

48. Certains ont peut-être été déçus par le premier exercice financier, au cours duquel l'AAT n'a pu engager que 6.500.000 dollars de dépenses. D'après une estimation assez précise, le montant correspondant pour l'exercice financier actuel serait de 21 millions de dollars, soit une augmentation du simple au triple. Le groupe des consultants est en train d'examiner des demandes et en attend d'autres qui, si elles étaient satisfaites, porteraient le total, pour 1953, à 38 millions de dollars. On peut penser toutefois que ce total sera ramené à un montant plus proche de celui des contributions prévues, certains projets recevant un rang de priorité moins élevé.

49. Les estimations fournies au Conseil économique et social étaient forcément quelque peu sommaires; mais les estimations plus récentes fondées sur de plus amples renseignements montrent que le montant de 25 millions de dollars que le Conseil a fixé comme objectif ne suffira pas, même si l'on tient compte du solde à reporter du premier exercice, à financer tous les projets dont l'exécution est considérée comme souhaitable en 1953. C'est pourquoi M. Owen doit demander à toutes les délégations de ne rien négliger pour atteindre au moins le chiffre choisi comme objectif.

50. Il se pose ainsi un problème d'une importance capitale en ce qui concerne la bonne administration du programme d'assistance technique. Selon M. Owen, le programme ne devrait pas s'élargir trop rapidement; il devrait plutôt viser à un développement régulier et constant. Il est à espérer, par conséquent, que le CAT trouvera un moyen qui permette au BAT d'avoir davantage l'assurance qu'il pourra travailler d'une façon continue. A l'heure actuelle, à la mi-novembre 1952, M. Owen ne sait pas encore d'une façon certaine quels crédits seront disponibles pour 1953, ce qui rend très difficile d'arrêter des dispositions. Assurément, il devrait être possible de connaître plus tôt dans l'année le montant des crédits qui seront disponibles et d'obtenir des assurances pour une période plus longue. Cela permettrait de réaliser des économies dans l'administration du programme.

51. Les gouvernements pourraient apporter un concours précieux s'ils faisaient tout ce qui est en leur pouvoir pour verser rapidement les contributions qu'ils se sont engagés à verser. Certains gouvernements, probablement pour des raisons d'ordre constitutionnel, n'ont pas encore acquitté leur contribution pour le premier exercice financier. L'action des gouvernements bénéficiaires pourrait également être utile. La principale difficulté rencontrée au cours de la première période tenait au caractère vague des demandes présentées. Il a fallu consacrer beaucoup de temps à des négociations afin de déterminer exactement la nature précise de l'assistance demandée. Il y a maintenant dix-sept représentants à demeure, avec lesquels les gouvernements peuvent se concerter lorsque les demandes en sont encore au stade de l'élaboration. Le nombre de ces représentants sera légèrement augmenté et de plus grandes facilités administratives seront mises à leur disposition. Ils seront ainsi mieux à même de négocier avec les gouvernements, d'obtenir plus d'éclaircissements sur les demandes présentées, et de faire en sorte que les plans du pays lui-même ou toute autre forme d'assistance internationale, comme celle qui est fournie au titre du Point quatre ou au titre du Plan de Colombo, ne soient pas en opposition ou ne fassent pas double emploi avec l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies. Il serait extrêmement utile que les gouvernements créent au sein de leur organisation administrative un organe chargé des relations avec le représentant à demeure.

52. Le montant des engagements pris pour 1953 s'élève à 65 millions de dollars, soit une augmentation de 10 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent; mais la majeure partie de ces crédits sont libellés en monnaies nationales non convertibles. Le BAT est parvenu à utiliser ces devises de plusieurs manières; toutefois il reste encore un groupe de pays important dans lesquels la difficulté n'a pu être surmontée. A ce

propos, M. Owen voudrait remercier particulièrement les Gouvernements australien et néo-zélandais d'avoir contribué à surmonter les difficultés en matière de devises; il remercie également le Gouvernement belge qui a fait un effort spécial à cet égard. Si M. Owen, qui aurait pu donner bien d'autres exemples, a cité le cas de ces pays, c'est seulement pour montrer tout ce que l'on peut faire, par un effort spécial, pour que le programme soit international, non pas seulement sur le papier, mais en fait, de manière que tous les Etats Membres puissent en tirer profit.

53. Les demandes d'assistance présentées pour 1953 dépassent de beaucoup l'objectif visé. Il faudra par conséquent examiner les demandes d'une manière très attentive. Les échanges de vues entre l'Organisation des Nations Unies et les gouvernements bénéficiaires présenteront donc une importance croissante. Ce qui fait le grand intérêt du programme, c'est qu'il entre dans le cadre des activités de l'Organisation des Nations Unies et que les délégations et le Secrétariat conjuguent leurs efforts pour aboutir à des résultats positifs et tangibles avec des ressources très réduites. C'est pourquoi on ne devrait épargner aucun effort pour améliorer encore une œuvre déjà satisfaisante.

54. Le PRESIDENT attire l'attention des membres de la Commission sur le projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1) et sur les amendements que l'Equateur propose d'y apporter (A/C.2/L.167).

55. M. DE SEYNES (France), parlant au nom de la délégation française et non des autres auteurs du projet de résolution, déclare que les bienfaits du programme d'assistance technique sont entrés, pour son gouvernement, dans le domaine des évidences. Il ne lui paraîtrait pas nécessaire d'y revenir, si ce programme n'avait, une fois de plus, été l'objet d'attaques de la part des délégations de l'Union Soviétique et des démocraties populaires. De telles attaques sont déconcertantes, car, de toutes les activités entreprises par les Nations Unies, l'assistance technique est bien la moins contestable. D'ailleurs, les critiques dont elle fait l'objet se développent selon une argumentation de plus en plus embarrassée. Au début, en 1949, les délégations en question avaient affirmé leur volonté de coopérer et avaient travaillé de manière constructive à l'élaboration du programme. Par la suite, elles prétendirent que le programme avait été détourné de ses buts et que les principes qui sont à sa base avaient été violés sans, bien entendu, apporter la moindre preuve à l'appui de cette assertion. Aujourd'hui, elles se contentent de dire que le programme des Nations Unies, comme tout autre programme d'assistance, doit être envisagé dans un contexte historique général qui se caractérise par la volonté impérialiste de certains pays. M. de Seynes demande aux délégations de l'Union soviétique et des démocraties populaires de considérer, lorsque le vote interviendra, qu'il ne s'agit pas de prendre position sur les bénéfices des capitaux américains investis à l'étranger, sur la politique des Puissances métropolitaines dans leurs territoires d'outre-mer, sur le Point quatre ou sur le Plan de Colombo, mais sur le programme élargi des Nations Unies dont le caractère unique et singulier doit être reconnu.

56. Passant à l'examen du dispositif de la résolution, M. de Seynes souligne que le paragraphe 1 concerne la réforme du Bureau de l'assistance technique selon les principes que M. Owen a exposés et que la délégation

française approuve. Les dispositions financières mentionnées au paragraphe 2 représentent un compromis entre deux tendances qui se manifestent au Comité de l'assistance technique, et que l'on pourrait appeler respectivement la tendance centralisatrice et la tendance décentralisatrice. Cette question a fait l'objet de débats approfondis, les avis ont été presque également partagés, et il est douteux que le renouvellement de la discussion permette d'aboutir à un compromis plus satisfaisant. Beaucoup de délégations éprouveront peut-être quelque difficulté à accepter le paragraphe 3. La délégation française a témoigné elle-même une certaine hésitation. Il doit être clairement entendu que l'adoption de ce paragraphe ne liera pas les gouvernements pour ce qui est de leurs contributions respectives. Mais, lorsqu'il s'agit d'un programme financé par des contributions volontaires, il paraît indispensable de fixer un objectif financier, de telle manière que l'organe chargé de négocier les contributions puisse s'efforcer, dans toute la mesure du possible, d'ajuster les ressources aux besoins.

57. Le paragraphe 4 ne nécessite pas d'explications et il faut espérer qu'il sera suivi d'effet.

58. M. TOUS (Equateur) présente ses amendements (A/C.2/L.167), qu'il faut considérer plutôt comme une addition que comme un amendement proprement dit, le représentant de l'Equateur appuyant pleinement le projet de résolution commun. Le texte de l'Equateur donne une idée exacte de ce qui ressort de la discussion générale, qui a eu lieu après le dépôt du projet de résolution commun. L'amendement au premier alinéa du préambule s'explique par la certitude que le programme n'a plus un caractère expérimental, mais qu'il est entré dans le domaine des faits. De même, l'amendement au deuxième alinéa du préambule veut dire que le pro-

gramme doit être considéré comme ayant atteint une certaine permanence et une certaine continuité. Le troisième alinéa du préambule répond simplement — la Commission le sait bien — aux vœux du Bureau de l'assistance technique, de l'Administration de l'assistance technique et des délégations intéressées. La plupart des gouvernements établissent leur budget largement à l'avance, et le Bureau de l'assistance technique devrait pouvoir faire de même.

59. Les deux paragraphes supplémentaires que la délégation de l'Equateur propose d'ajouter au dispositif visent simplement à mettre ces idées en application. Le nouveau paragraphe 5 a pour but de donner au Comité de négociation les instructions appropriées pour qu'il puisse faire rapport plus tôt au Conseil. Le nouveau paragraphe 6 permettrait au Bureau de l'assistance technique de faire des plans à long terme. Il est vrai que certaines délégations pourront peut-être manifester peu d'empressement à s'engager aussi longtemps à l'avance, mais, lorsqu'un Gouvernement assume des responsabilités, même volontairement, il doit à tout le moins être prêt à les remplir de façon continue, quand bien même il ne pourrait pas en prévoir toutes les répercussions possibles. Les plans à long terme que font les gouvernements constituent un précédent. Le chiffre de 40 millions de dollars a été choisi parce que M. Owen a déclaré que le montant des demandes que l'on recevra atteindrait 38 millions de dollars. M. Tous avait estimé d'abord qu'il conviendrait d'indiquer l'année 1953 plutôt que 1954, mais il est parvenu à la conclusion que, pour des difficultés d'ordre constitutionnel et d'ordre budgétaire, certains pays y seraient peut-être opposés. Il ne croit pas que l'on puisse faire d'objections valables aux amendements qu'il propose.

La séance est levée à 13 h. 20.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Jeudi 13 novembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: d) assistance en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1 et A/C.2/L.157) [suite] 119

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: d) assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1 et A/C.2/L.167) [suite]

[Point 25, d*)]

1. Mme WRIGHT (Danemark) affirme que le Gouvernement et le peuple danois s'intéressent de plus en plus au problème de l'assistance technique et financière à apporter aux pays insuffisamment développés pour assurer leur développement économique. Cependant, le terme "insuffisamment développé" leur déplaît, car le développement culturel de beaucoup de régions dites insuffisamment développées est aussi avancé que celui de certains pays plus développés sur le plan industriel. Un pays peut d'ailleurs être insuffisamment développé dans tel domaine, mais très développé dans tel autre. Par exemple, le Danemark a demandé le concours d'un expert des questions de service social familial dans le cadre du programme d'assistance technique, mais cela ne signifie nullement que le Danemark soit insuffisamment développé sur le plan social.

2. Le Gouvernement danois désire particulièrement améliorer la situation économique, sociale et de l'instruction au Groenland, pays sous-développé dont il assure l'administration. Les capitaux qu'il a investis au Groenland servent à créer de nouvelles stations de pêche, des centres de recherche, des conserveries, à acheter du matériel de pêche et à construire des logements, des hôpitaux, des écoles et des institutions de protection de l'enfance. Sa politique est conforme au principe généralement accepté de la participation du bénéficiaire aux charges financières et s'apparente aux réalisations mentionnées par presque tous les autres représentants des pays moins développés.

3. Le Gouvernement danois a appris avec grand plaisir les réformes sociales et fiscales réalisées dans d'autres pays, car les gouvernements participants sont ainsi assurés de l'augmentation du rendement de leurs

contributions. Il a aussi noté avec satisfaction les grands progrès réalisés par le Bureau de l'assistance technique pour résoudre le problème de l'utilisation des contributions versées en monnaies qui, comme celle du Danemark, ne sont pas facilement convertibles en dollars. Pour ces raisons, le Gouvernement danois votera volontiers pour le projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1) tendant à porter de 20 à 25 millions de dollars le montant total des contributions pour le programme de 1953 et espère pouvoir augmenter sa propre contribution dans la même proportion.

4. Le Gouvernement danois respecte le principe de la coordination, selon lequel les organes des Nations Unies doivent décider, de concert avec les pays bénéficiaires, de l'utilisation des contributions versées par les divers pays; mais, en plus de sa contribution au fonds commun, il envisage d'effectuer un versement supplémentaire, en vue de permettre d'organiser au Danemark des cours et des stages d'études pratiques; il s'agit là de mesures isolées, qui, par la suite, pourront avoir peut-être un caractère permanent.

5. Mme Wright pense, comme la représentante de la Suède, que le recrutement des experts pose un problème crucial. Il serait certainement utile, comme celle-ci l'a suggéré au cours de la 196^{ème} séance, de faire appel aux jeunes générations dans tous les pays. Une grande expérience pratique est indispensable également et il n'est pas toujours nécessaire que les experts aient une formation académique ou scientifique. Des experts du génie civil pourraient jouer un rôle très utile.

6. Le Danemark enseigne à sa main-d'œuvre agricole excédentaire l'usage des machines et le travail industriel; cette politique est certainement pratiquée aussi dans d'autres pays. Si des pays sous-développés s'intéressent à la question, le Danemark est prêt à accueillir dans ses écoles techniques des élèves étrangers, à condition qu'ils possèdent déjà une certaine formation et des connaissances linguistiques. De retour dans leur pays, ils pourraient ensuite y créer des écoles techniques avec l'aide de techniciens que le Danemark ou d'autres pays leur enverraient. En donnant une solide formation

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

professionnelle à la main-d'œuvre non qualifiée, on rassurerait les capitalistes étrangers, car l'existence des machines coûteuses se trouverait prolongée et leur rendement serait porté au maximum.

7. L'institut technologique de Copenhague envisage de donner des cours de formation technologique auxquels seront admis des ressortissants de pays moins développés; il envisage également de donner des cours sur les méthodes coopératives. Avec l'aide de l'Organisation internationale du Travail, un cycle d'études sur cette question aura lieu en 1953. Environ trente représentants de pays insuffisamment développés y prendront part. Ces cours pourront devenir permanents si assez de demandes parviennent des pays insuffisamment développés. Pour sa part, le Gouvernement danois veut démontrer qu'il croit à la valeur de l'enseignement théorique et pratique; il le prouve en se déclarant prêt à verser des fonds supplémentaires. En outre, les échanges d'étudiants auxquels ces cours donneront lieu favoriseront la compréhension internationale.

8. M. ABDELRAZEK (Egypte) affirme à nouveau que l'Egypte continue à soutenir le principe de l'assistance technique. Elle est fière d'être l'un des auteurs du projet de résolution commun qui fait l'objet du document A/C.2/L.156 et Corr.1, relatif aux contributions à verser en faveur du Programme élargi d'assistance technique.

9. Il s'associe aux déclarations faites par le représentant de la France lors de la séance précédente en ce qui concerne l'interprétation du paragraphe 3 du dispositif de la résolution. L'adoption de cette résolution n'engage pas les gouvernements à verser des contributions ou à augmenter les contributions actuelles pour atteindre les objectifs prévus pour le nouvel exercice financier, mais confirme simplement la résolution du Conseil économique et social et laisse les gouvernements libres d'agir en tenant compte de leur situation financière, ce qui est conforme au caractère facultatif du Programme élargi.

10. M. Abdelrazek note que la déclaration faite à la séance précédente par le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique n'engage cette administration à suivre aucune ligne de conduite qui favorise soit les jeunes experts qualifiés soit les experts de réputation mondiale. Il donnerait personnellement la préférence aux experts dont la réputation est établie dans leur spécialité particulière, mais se rend compte que, dans la pratique, il n'est pas essentiel de suivre cette méthode de façon rigoureuse. Le développement économique général et les différents programmes de développement sont des questions relatives. D'ailleurs, l'âge ne joue pas un rôle important; le principal est que les experts choisis soient à la hauteur de leur tâche et possèdent une expérience suffisante. Il n'est pas nécessaire qu'ils soient des savants ou des professeurs renommés, mais ils doivent avoir une compréhension profonde de la situation des pays insuffisamment développés et être capables d'adapter leurs méthodes de travail aux conditions locales. Malheureusement, comme il a pu le constater, il n'en a pas toujours été ainsi.

11. M. Abdelrazek regrette que le Président directeur du BAT, qui est chargé de nommer les représentants résidents de l'assistance technique, n'ait donné, dans son exposé de la séance précédente, aucune indication sur sa politique future en matière de nomination.

12. Le représentant de l'Egypte rend hommage à l'esprit qui anime les amendements de l'Equateur (A/C.2/L.267), mais estime que, dans les circonstances actuelles, il ne serait pas pratique de rendre permanent le Programme élargi d'assistance technique.

13. Les événements se succèdent si rapidement qu'il est possible que d'ici un an le Programme ne réponde plus aux besoins et exige l'établissement d'un programme nouveau et plus élargi encore. En outre, le fait de donner un caractère permanent au Programme élargi, même pour une période de temps limitée, peut faire naître l'idée fausse que les pays insuffisamment développés sont condamnés à rester d'une façon permanente dans cette situation, ce qui ne correspondrait pas aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies.

14. M. Abdelrazek ignore sur quelle base a été calculé le chiffre de 40 millions de dollars pour 1954, mentionné dans le quatrième amendement proposé par l'Equateur (A/C.2/L.167). Dans son exposé du 8 novembre devant la Deuxième Commission, au cours de la 207^{ème} séance, le représentant de l'Equateur a soutenu que les pays qui contribueraient le plus au programme en seraient les plus grands bénéficiaires; cet argument n'est pas très solide. Dans les programmes internationaux, il convient que les pays riches apportent une contribution plus importante que les pays pauvres; en partant du même principe, il convient que l'assistance technique continue d'être accordée sur la base d'une répartition géographique équitable, quel que soit le montant des contributions de chaque région géographique.

15. Ne pouvant voter ni pour, ni contre les amendements proposés par l'Equateur, M. Abdelrazek se verra dans l'obligation de s'abstenir si le représentant de l'Equateur insiste pour les maintenir. De toute façon, voter pour ou contre importe peu; ce qui importe, c'est de réaliser des progrès solides et durables s'appuyant sur les propres efforts des intéressés.

16. M. WOULBROUN (Belgique) rappelle brièvement les raisons qui militent en faveur de la continuation du Programme élargi d'assistance technique. Le Programme a permis aux pays insuffisamment développés de mieux utiliser leurs ressources et d'élever leur niveau de vie; il représente une œuvre internationale pratique et désintéressée et, par l'échange de personnes, favorise une meilleure compréhension internationale. Ainsi que le Président directeur du BAT l'a fait observer, c'est une entreprise commune de 65 Etats qui apportent des contributions, de 60 Etats qui fournissent des experts et de 70 Etats et territoires qui reçoivent des services.

17. M. Woulbroun reconnaît, avec le représentant de la France, que les critiques adressées aux programmes d'assistance technique manquent de pertinence. La délégation belge reconnaît les difficultés considérables auxquelles le BAT et l'AAT ont dû faire face, mais estime qu'une œuvre considérable a été accomplie.

18. Après une certaine lenteur, au début, dans l'utilisation des services offerts par la Belgique, la situation s'est sensiblement améliorée. Un grand nombre d'experts belges servent actuellement à l'étranger et de nombreux boursiers étrangers sont venus étudier en Belgique. Le Gouvernement belge essaie de promouvoir une utilisation encore plus complète de sa contribution.

19. La délégation belge approuve le projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1). L'importance de la contribution belge pour 1953 dépendra du nombre des contributions apportées à ce programme par rapport à 1952, de l'importance des fonds recueillis, de l'importance des contributions individuelles et du degré d'utilisation des contributions antérieures de la Belgique. M. Woulbroun espère que ces éléments d'appréciation permettront en 1953 au Gouvernement belge de maintenir pour le moins le montant de la contribution qu'il a apportée en 1952.

20. Parlant des amendements proposés par l'Equateur (A/C.2/L.167), M. Woulbroun estime que les programmes en sont encore à leurs débuts et que ces propositions devront donc faire l'objet d'un examen attentif de la part des services compétents de chaque gouvernement. Il approuve les observations que le Président directeur du BAT a faites au sujet de la nécessité de développer progressivement le programme. On pourra peut-être aboutir un jour à un programme permanent, comme l'Equateur le propose dans son deuxième amendement; toutefois, la délégation belge préférerait ne pas prendre position immédiatement sur des propositions en ce sens. La solution la plus opportune serait peut-être d'en référer le principe au Comité de l'assistance technique et au Conseil économique et social. On pourrait retenir le paragraphe 5 que le quatrième amendement proposé par l'Equateur envisage d'ajouter au projet de résolution commun, qui ne suscite pas d'objections de la part de sa délégation.

21. M. O'NAGHTEN (Cuba) rappelle que sa délégation a déjà insisté lors de la discussion générale (201ème séance) sur l'importance qu'elle attache aux programmes d'assistance technique et indiqué de quelle manière Cuba profite des services fournis dans le cadre de ces programmes.

22. M. O'Naghten voudrait formuler quelques brèves observations sur les plus importants des problèmes d'assistance technique dont le Conseil économique et social et le Comité de l'assistance technique ont traité à leur dernière session. Dans le programme 1 du dispositif du projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1), la Commission note avec satisfaction les mesures prises par le Conseil dans sa résolution 433 A (XIV). Dans cette dernière, le Conseil, amendant sa résolution 222 (IX), créait un poste de Président directeur du Bureau de l'assistance technique. Cette résolution marquait un autre changement important: elle disposait en effet que les décisions relatives aux recommandations faites par le Président directeur ou les membres du Bureau devaient être adoptées d'un commun accord par le Président directeur et tous les membres du Bureau; toutefois, lorsque cet accord général ne serait pas réalisé, les recommandations ou propositions devaient être considérées comme adoptées si la majorité des membres du Bureau présents et votants et le Président directeur étaient d'accord. Certains représentants avaient pensé qu'il n'était pas judicieux d'accorder tant de pouvoir à une seule personne, mais le Conseil avait finalement adopté la résolution. La délégation cubaine est persuadée que la réorganisation du Bureau assurera une gestion plus efficace et mieux centralisée du programme d'assistance technique.

23. Passant ensuite à la résolution que le Comité de l'assistance technique a adoptée au sujet des frais

locaux des programmes d'assistance technique¹, qui doivent être assumés par les gouvernements bénéficiaires, M. O'Naghten déclare que c'est peut-être le point qui a soulevé le plus de discussions au Comité de l'assistance technique. C'est d'ailleurs, à son avis, le facteur qui a le plus contribué à entraver et à retarder l'exécution du programme d'assistance technique. Tous les représentants ont reconnu que cette question des frais locaux retardait la mise en vigueur du programme, mais ils n'ont pas été tous d'accord sur le meilleur moyen de surmonter cette difficulté. Enfin, une solution transactionnelle a été adoptée en vertu de laquelle le pays bénéficiaire serait, dans certains cas, dispensé de subvenir au logement et aux frais de voyage des experts à l'intérieur du pays et aux frais de voyage des titulaires de bourses de perfectionnement à l'étranger. En ce qui concerne les frais locaux, on a invoqué comme arguments d'une part les difficultés psychologiques auxquelles se heurtent certains gouvernements lorsqu'ils cherchent à recueillir les sommes nécessaires (c'est l'argument qui a été avancé par le représentant des Philippines au Comité de l'assistance technique) et d'autre part les difficultés dues à l'importance des sommes nécessaires. Le Programme élargi d'assistance technique est essentiellement coopératif; normalement les pays bénéficiaires devraient subvenir à une part considérable des frais des services techniques, comme le prévoit la résolution 222 (IX) du Conseil.

24. Le représentant de Cuba insiste sur la mesure dans laquelle les pays insuffisamment développés ont jusqu'ici coopéré à la mise en vigueur du programme. Les Etats-Unis ont versé environ 60 pour 100 des contributions au fonds spécial de l'assistance technique, 11 pays ont versé 20 pour 100 et les autres les 20 pour 100 restants. Ainsi, sur 10 dollars versés au fonds spécial, 8 dollars environ sont fournis par 12 pays économiquement développés et 2 dollars par les pays sous-développés. Mais ce n'est pas tout. Dans une note relative aux frais locaux, que le Bureau de l'assistance technique a soumise au Groupe de travail du Comité de l'assistance technique, le Bureau de l'assistance technique a déclaré que les pays insuffisamment développés assumaient en moyenne 50 pour 100 des frais locaux afférents à chaque programme. Ainsi donc, si l'on considère la contribution des pays insuffisamment développés en ce qui concerne tant le fonds spécial que les frais locaux on s'apercevra que les pays sous-développés versent 12 dollars sur 20 dollars consacrés à un projet donné. Les pays sous-développés versent donc chaque année 4 millions sur les 20 millions de dollars du Compte spécial, plus une somme égale au montant du fonds spécial, autrement dit 20 millions de plus. Il est à remarquer que cette somme de 24 millions de dollars est destinée uniquement au Programme élargi et qu'en outre, chaque pays sous-développé doit subvenir aux frais des programmes de recherche et de développement qu'il entreprend pour son propre compte. Ces chiffres permettront à la Commission de se faire une idée exacte du fardeau que supportent les pays insuffisamment développés et lui feront comprendre qu'il est nécessaire de les aider dans toute la mesure du possible, sans s'écarter bien entendu du principe de la participation du bénéficiaire aux charges financières du programme.

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 22, b, de l'ordre du jour, E/2304, annexe, II.

25. La délégation de Cuba espère que l'adoption par le CAT de la résolution sur les dépenses qui incombent aux gouvernements aidera considérablement à résoudre les difficultés; dans le cas contraire, la coopération de tous à l'œuvre de revision indispensable permettra d'atteindre les objectifs fixés. La délégation cubaine attend avec intérêt le prochain rapport du BAT sur la question. On lit dans le cinquième rapport du CAT au Conseil² que "le Comité et les organisations participantes ont unanimement convenu que les méthodes actuellement utilisées pour procéder à la répartition des dépenses locales avaient provoqué des difficultés, et notamment que certaines de ces dépenses, qu'on estimait jusqu'à maintenant devoir incombent normalement aux gouvernements des pays bénéficiaires, avaient empêché la réalisation du Programme dans les délais prévus".

26. Abordant la question des contributions futures au Compte spécial, M. O'Naghten rappelle que l'Organisation des Nations Unies, persuadée que le retard des pays insuffisamment développés est souvent dû moins au manque de ressources qu'au défaut de compétence technique, a tenté de résoudre le problème en créant le Programme élargi d'assistance technique. On célèbre dans tous les pays les possibilités du Programme; mais, alors que 55 pays ont versé plus de 20 millions de dollars pour le premier exercice financier, 65 pays n'en ont versé que 19 pour le deuxième. M. O'Naghten est extrêmement déçu de constater, sans sous-estimer pour autant les difficultés à vaincre, que de nombreux pays ont réduit leur contribution pour le deuxième exercice, alors même qu'ils n'ignorent pas les résultats obtenus au cours du premier. Non content d'essayer d'obtenir la contribution au Compte spécial d'un nombre de pays aussi grand que possible, il insistera donc pour que ceux qui ont déjà contribué dans le passé continuent à le faire aussi généreusement qu'ils pourront, de façon à ce que l'on puisse élargir le Programme.

27. La délégation de Cuba votera pour le projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1). Elle constate avec satisfaction que l'Equateur a présenté des amendements (A/C.2/L.167) tendant à obtenir le maximum d'appui financier en faveur du Programme. M. O'Naghten n'est pas sûr toutefois qu'il sera possible de recueillir les 40 millions de dollars dont il est question au quatrième amendement. Le chiffre de 25 millions de dollars que le Conseil s'est fixé comme objectif a été choisi en considération à la fois des besoins des pays insuffisamment développés et des possibilités pratiques de réaliser les programmes projetés. M. O'Naghten pense donc qu'il vaut mieux ne pas fixer de chiffre précis avant de connaître le détail du programme pour 1954.

28. Il félicite l'Administration de l'assistance technique et les experts des résultats qu'ils ont obtenus.

29. M. TAYLOR (Canada), soulevant une motion d'ordre, demande au Président directeur du BAT de dire ce qu'il pense du chiffre de 40 millions de dollars proposé comme objectif pour 1954; il voudrait savoir comment on est parvenu à ce chiffre.

30. M. OWEN (Président directeur du Bureau de l'assistance technique) félicite la délégation de l'Equateur d'avoir manifesté un intérêt et un zèle aussi vifs à l'égard du Programme. Le représentant de l'Equateur

n'a eu d'autre intention que d'élargir le Programme et d'indiquer dans quelle mesure il devrait à son avis être élargi.

31. Il y a beaucoup à retenir des observations que le représentant de Cuba a faites sur le rythme auquel il convient de procéder à cet élargissement. M. Owen propose de laisser le soin de prendre une décision pour 1954 aux experts du BAT et du CAT, qui tiendront compte de tous les facteurs pertinents, et notamment de la possibilité de recruter des experts.

32. M. MADRIGAL (Philippines) fait observer que le projet de résolution commun, à la rédaction duquel sa délégation a participé, note avec satisfaction les résultats accomplis jusqu'ici par le Programme élargi d'assistance technique et vise à faire approuver par l'Assemblée générale les dispositions administratives et financières prises par le Conseil à sa quatorzième session. On peut considérer l'objectif de 25 millions de dollars dont il est question dans le projet de résolution commun comme un encouragement d'ordre psychologique tendant à stimuler les efforts. Dans la mesure où les contributions de l'année précédente peuvent servir d'indication, il est raisonnable d'espérer que cet objectif pourra être atteint.

33. L'assistance technique représente l'un des efforts les plus constructifs des Nations Unies et constitue une réponse aux espérances de millions d'habitants des régions insuffisamment développées. Jusqu'à présent, l'assistance technique fournie en vertu du Programme élargi s'est étendue à environ 90 pays et territoires; les sommes recueillies au titre du Programme de 1952 ont déjà été entièrement allouées. Le Programme pourra être révisé par le Conseil, agissant par l'intermédiaire du Comité de l'assistance technique; de nouvelles mesures seront prises à la lumière de l'expérience acquise.

34. M. Madrigal rappelle que sa délégation, au cours de la quatorzième session du Conseil, a vigoureusement plaidé en faveur d'un assouplissement des principes actuellement suivis en ce qui concerne les dépenses locales qui incombent aux gouvernements bénéficiaires. Elle a signalé que les difficultés éprouvées par les pays insuffisamment développés à régler ces dépenses risquent de restreindre les bienfaits du Programme. Une résolution a été adoptée qui recommande une politique plus libérale en ce qui concerne les dépenses locales. Le Gouvernement philippin juge cette nouvelle attitude extrêmement utile.

35. M. Madrigal évoque l'assistance technique que son pays a reçue des Nations Unies dans les domaines suivants: tissage, production de pâte à papier, travaux hydro-électriques, usines d'engrais et mines. Les demandes d'assistance technique ont fait l'objet d'une coordination de sorte qu'il n'y a pas eu double emploi entre l'assistance technique fournie par les Nations Unies et celle qui a été dispensée aux Philippines en vertu des programmes de l'Administration de coopération économique et de l'Agence de sécurité mutuelle.

36. Le représentant des Philippines déclare qu'il est heureux de voter en faveur du projet commun de résolution. Il pense, avec le représentant de l'Equateur, qu'il faut rendre permanent le Programme élargi d'assistance technique. Il serait sans doute utile que le Comité de négociation pour les fonds extra-budgétaires prenne contact aussitôt que possible avec les gouvernements au sujet des contributions qu'ils se sont engagés

² Ibid., E/2304.

à verser au Compte spécial. Des raisons de procédure constitutionnelle empêcheront toutefois le Gouvernement philippin de donner une réponse certaine au Comité de négociation avant novembre; de même, il ne pourra pas prendre d'engagement pour une période de quatre ans. Compte tenu de ces réserves relatives au quatrième amendement de l'Equateur, la délégation des Philippines votera en faveur des propositions contenues dans le document A/C.2/L.167.

37. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que, de l'avis de sa délégation, la nomination d'un Président directeur du BAT est la plus importante des mesures prises jusqu'à présent pour augmenter l'efficacité de l'ensemble des activités d'assistance technique. Le Conseil économique et social, en fixant le mandat de ce Président, lui a imposé de lourdes responsabilités. Il lui faut, pour réussir, l'appui sans réserve de l'AAT et des institutions spécialisées. Cela veut dire que chaque gouvernement est tenu d'harmoniser le point de vue qu'il exprime aux Nations Unies et celui que ses délégations expriment devant les institutions spécialisées. Même si les discussions au sein des institutions spécialisées sont plus limitées et plus particulières, les gouvernements n'en doivent pas moins veiller à ce que leurs délégations ne se fassent pas les champions d'intérêts particuliers et n'appuient pas des propositions incompatibles avec l'attitude qu'elles adoptent à la Deuxième Commission. C'est là une considération que les gouvernements doivent avoir toujours présente à l'esprit lorsqu'ils donnent leurs instructions aux délégations chargées de les représenter aux conseils d'administration des institutions spécialisées.

38. Tout en reconnaissant que le Programme doit être fondé sur la coopération, le CAT a jugé, à l'unanimité, que la façon dont on fixe actuellement les dépenses locales a, dans bien des cas, causé des difficultés, et il a demandé au BAT d'étudier les moyens de surmonter ces difficultés. Un groupe de travail financier du BAT doit se réunir d'ici peu et fera connaître ses conclusions en décembre à un groupe de travail du CAT. La délégation des Etats-Unis étudiera ces suggestions avec le plus grand soin. Elle est convaincue qu'avec plus d'expérience, on arrivera à trouver une solution satisfaisante.

39. M. Lubin partage l'avis du Président directeur du BAT au sujet de l'importance des représentants à demeure de l'assistance technique, qui s'occuperaient de coordonner les programmes bilatéraux et multilatéraux dans leur région, tout en coordonnant les travaux entrepris par plusieurs institutions dans le cadre des programmes multilatéraux et tout en remplissant les fonctions de représentants du BAT dans les consultations avec les gouvernements. La coordination des activités multilatérales et bilatérales rendrait de grands services à ceux qui sont responsables de ces dernières.

40. L'assistance technique en matière d'administration publique et de services gouvernementaux est indispensable au succès technique et financier des programmes de développement économique. En effet, les experts d'assistance technique doivent s'en remettre aux services des gouvernements bénéficiaires du soin d'exécuter les programmes qu'ils ont recommandés. Il y aurait beaucoup à apprendre d'un échange de renseignements entre gouvernements et de rapports qui indiqueraient comment différents pays ont résolu les mêmes problèmes administratifs. Il serait probable-

ment préférable que cet échange de renseignements ait lieu entre pays d'une même région. Il y a un manque certain de fonctionnaires qualifiés, en particulier dans les pays qui sont en voie de développement. Les bourses accordées dans ce domaine et les cycles d'études en préparation sont d'une grande utilité. Le Gouvernement des Etats-Unis, qui a, pour sa part, trouvé cette méthode très fructueuse, continuera à coopérer pleinement aux programmes multilatéraux destinés à fournir ce genre d'assistance technique.

41. La coordination entre les programmes des Nations Unies et ceux que le Gouvernement des Etats-Unis met en œuvre dans un grand nombre de pays insuffisamment développés s'est récemment améliorée de façon fort satisfaisante. La coordination a lieu sur place; la mise au point se fait dans les capitales des pays bénéficiaires. Dans bien des cas, malgré la difficulté de recruter du personnel qualifié et de trouver les crédits nécessaires, les gouvernements bénéficiaires ont créé des comités chargés à la fois d'organiser le développement économique et de coordonner les différents projets d'assistance technique.

42. Le Gouvernement des Etats-Unis est le premier à reconnaître les difficultés que posent, pour tous les gouvernements, les contributions au Programme élargi. Il croit néanmoins que ce programme est indispensable au succès de la tâche commune qui consiste à élever le niveau de vie des populations du monde entier. Il appuie donc sans réserve la requête du Président directeur et invite tous les gouvernements à la prendre en considération. Il faut réunir de nouveaux fonds pour 1953, 25 millions de dollars au moins, soit une augmentation de 6.500.000 dollars. Cela suppose bien entendu le versement de contributions plus élevées et la participation des gouvernements qui n'ont pas jusqu'à présent contribué au Programme.

43. En ce qui concerne les amendements de l'Equateur (A/C.2/L.167), M. Lubin appuiera le troisième amendement et la première partie du quatrième, qui permettent au Comité de négociation de commencer à s'occuper plus tôt des versements pour 1954. Il appuiera également le premier amendement, car il estime que le Programme a déjà fait ses preuves. Il ne peut appuyer le sixième paragraphe proposé dans le quatrième amendement. En vertu du système constitutionnel et législatif des Etats-Unis, le Gouvernement de ce pays ne peut s'engager quatre ans ni même deux ans à l'avance. En outre, les dispositions financières actuelles ont été prises à titre expérimental et doivent être modifiées d'année en année; cette souplesse est nécessaire. Il ne peut non plus appuyer la proposition qui fixe un objectif de 40 millions de dollars pour 1954. Il ne peut engager son Gouvernement pour une date aussi éloignée et c'est, de toute façon, au Conseil économique et social qu'il appartient de fixer cet objectif, s'il le juge bon. Le Conseil ne devrait le faire qu'après avoir pris connaissance de l'œuvre accomplie en 1952 et 1953 et étudié les plans pour 1954. Le Président directeur semble approuver cette interprétation. Il ressort clairement du quatrième rapport du BAT au CAT (E/2213) que, étant donné les difficultés d'ordre pratique soulevées par le recrutement des experts et l'examen des demandes, une brusque augmentation des contributions n'entraînerait pas d'avantages correspondants. Le Président directeur a déjà déclaré qu'un accroissement progressif de l'effort était préférable à une augmentation brusque.

44. M. RUYGERS (Pays-Bas), parlant de la question des experts envoyés dans les pays insuffisamment développés au titre du programme d'assistance technique, dit que sa délégation ne partage pas entièrement l'opinion du représentant de l'Égypte, selon laquelle on devrait choisir des experts jouissant d'une renommée mondiale. Dans la plupart des cas, lorsqu'il s'agit de résoudre un problème pratique, ce n'est pas en choisissant un nom connu qu'on aura trouvé l'homme qui convient. En particulier, lorsque la nature du travail exige que l'on offre aux experts un contrat à long terme, il ne faut pas que le groupe dans lequel on doit faire un choix soit trop restreint. Il semble que la FAO s'en soit rendu compte. En outre, dans certains cas, on a besoin de la collaboration de deux ou de plusieurs experts. La délégation des Pays-Bas estime que l'on devrait appliquer des normes plus souples de façon à pouvoir, au besoin, envoyer plusieurs experts.

45. En ce qui concerne le Programme élargi, M. Ruygers pense qu'il serait possible d'améliorer la coordination des activités au sein des organisations et dans les pays eux-mêmes. En outre, une plus grande concentration des efforts dans un nombre plus restreint de domaines peut donner des résultats plus efficaces. Les possibilités futures et les aspects du développement économique général devraient jouer un rôle prépondérant dans le choix des travaux à entreprendre. Enfin, les Pays-Bas qui, si l'on tient compte de leurs ressources nationales, ont apporté une contribution importante dans le domaine de l'assistance technique s'intéressent tout particulièrement à ce que le travail se fasse dans les meilleures conditions d'économie et d'efficacité. M. Ruygers a noté avec satisfaction les assurances données par M. Keenleyside à la Cinquième Commission³; il est sûr que les propositions constructives présentées par le Comité consultatif permettront d'obtenir les meilleurs résultats possibles avec les fonds dont on dispose.

46. Pour montrer l'intérêt que les Pays-Bas portent à l'œuvre d'assistance technique, M. Ruygers signale à la Commission que l'on a créé aux Pays-Bas un Institut des études sociales dont l'objectif général est de développer les connaissances dans le domaine des sciences sociales considérées tout spécialement sous leurs aspects comparatif et international. L'Institut a été ouvert en octobre 1952. Il compte des étudiants de pays tels que l'Inde, le Pakistan, la Thaïlande, les États-Unis, l'Égypte et le Royaume-Uni. L'Institut a été créé grâce aux efforts combinés de toutes les universités des Pays-Bas, qui fournissent la plupart du personnel enseignant. Cet Institut, qui est subventionné par le Gouvernement, est cependant une organisation indépendante, libre d'adapter son programme aux besoins actuels et à ceux qui se feront sentir dans l'avenir.

47. La délégation des Pays-Bas apporte son appui sincère au projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1). M. Ruygers donnera plus tard son avis au sujet des amendements de l'Équateur (A/C.2/L.167). Il rend hommage à l'œuvre accomplie par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, par l'intermédiaire notamment du Conseil, du Comité de l'assistance technique, du Bureau de l'assistance technique et de l'Administration de l'assistance technique.

48. La délégation des Pays-Bas s'engage à donner son plein appui au Programme élargi au cours de l'année qui vient. Une proposition tendant à verser au Compte spécial un montant légèrement supérieur à celui de l'année précédente a été présenté au Parlement des Pays-Bas, au titre du budget de 1953. A ce sujet, M. Ruygers déplore que certains pays ne réussissent pas à faire coïncider leurs actes avec leurs paroles.

49. Il espère que l'œuvre d'assistance technique se développera progressivement et contribuera à créer des liens plus étroits entre les peuples du monde et à assurer la paix et la sécurité sociale.

50. M. UMARI (Irak) déclare qu'il a insisté, au cours de son précédent exposé (205ème séance) sur certaines questions, qui, dans le domaine de l'assistance technique, lui tenaient particulièrement à cœur. La réponse de M. Keenleyside, au cours de la 209ème séance, l'a convaincu que les fonctionnaires responsables de l'Administration de l'assistance technique ont pleinement conscience de leurs responsabilités et font de leur mieux pour les assumer scrupuleusement. M. Umari n'est cependant pas d'accord avec M. Keenleyside lorsqu'il dit que le terme "insuffisamment développé" est vague. Bien que l'on n'ait pas donné de définition de ce terme, on estime généralement qu'il désigne des pays qui manquent de personnel qualifié, d'experts et d'équipement technique. Le fait que l'on s'attache surtout à fournir une assistance technique à ces pays n'empêche pas, dans certains domaines spécialisés, d'accorder une aide à des pays plus développés, comme l'a suggéré le représentant du Danemark.

51. M. Umari rend hommage à la conception dynamique que le Président directeur se fait de l'assistance technique, car des progrès dans le domaine économique s'imposent de toute urgence. Il a constaté également avec plaisir que le Président directeur s'est aperçu combien il est délicat d'accepter ou de fournir une telle assistance; il estime qu'en fournissant cette aide par l'intermédiaire des Nations Unies et des institutions spécialisées, on pose les fondements d'une interdépendance internationale. On peut faire en sorte que les pays insuffisamment développés aient le sentiment qu'ils participent à l'œuvre commune non seulement du fait qu'ils reçoivent une assistance mais encore du fait qu'ils accueillent les experts dans leurs propres organisations.

52. M. Umari déclare que son pays apprécie à sa valeur l'aide des institutions spécialisées dont l'Irak fait partie.

53. Il appuie le projet de résolution commun qui a pour objet de renforcer la collaboration internationale en mettant en commun les ressources de toutes les institutions intéressées. Les amendements de l'Équateur (A/C.2/L.167) ne lui semblent pas opportuns; mais il faut espérer que le temps n'est pas loin où il pourra être adopté utilement.

54. U TINT SWE (Birmanie) appuie le projet de résolution commun et, dans l'ensemble, les amendements de l'Équateur. Les arguments qui ont été formulés contre le sixième paragraphe proposé dans le quatrième amendement de l'Équateur seraient justifiés si l'objectif de 40 millions de dollars prévu pour 1954 n'était pas qualifié de "possible".

55. Les amendements au préambule sont acceptables puisque le Programme a été, est, et continuera certai-

³ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Cinquième Commission, 345ème séance.*

nement d'être un moyen international efficace d'aider au développement économique. On peut voir, dans le chapitre pertinent (par. 104 à 151) du second volume du quatrième rapport du Bureau de l'assistance technique (E/2213), l'importance que ce programme a eue pour la Birmanie au cours du premier exercice financier du programme; cette assistance a continué au cours du second exercice. Malgré quelques fautes et quelques retards inévitables, le Programme élargi a été appliqué avec succès. Les références à la résolution 433 A (XIV) et 433 B (XIV) du Conseil dans le projet de résolution commun se justifient par les résultats obtenus. La délégation de l'Irak n'est pas

opposée aux mesures financières exposées au paragraphe 4 de la résolution 433 B (XIV) du Conseil. Tous les pays participants pourraient, du moins en principe, appuyer le paragraphe 4 du projet de résolution commun. Il est possible que certains pays ne puissent apporter une contribution importante pour le nouvel exercice financier et que d'autres pays n'aient pas fait entièrement honneur aux engagements qu'ils avaient pris précédemment; mais tous les pays participants voudront certainement donner tout ce qu'ils pourront dans le plus bref délai possible.

La séance est levée à 13 heures.



SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés : d) assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1, A/C.2/L.167 et Corr.1) [suite]... 127

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés : d) assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1, A/C.2/L.167 et Corr.1) [suite]

[Point 25, d*)]

1. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) rend hommage à la clarté avec laquelle le représentant de la France a présenté le projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1), au cours de la 209^{ème} séance. Ce projet de résolution confirme les mesures adoptées par le Comité de l'assistance technique et ne manquera pas de bénéficier du soutien de la Commission. Sir Clifford remercie M. Owen et M. Keenleyside de la contribution qu'ils ont apportée aux débats. En citant les résultats tangibles obtenus grâce au programme d'assistance technique, M. Owen est intervenu de façon particulièrement utile.

2. Le dernier rapport du Bureau de l'assistance technique au Comité de l'assistance technique (E/2213) montre que partout les gouvernements mettent à exécution des programmes de mise en valeur des terres, d'accroissement de la production de denrées alimentaires, de lutte contre les maladies, d'amélioration des systèmes d'irrigation et de communication et de perfectionnement des méthodes d'administration et d'enseignement : tous ces programmes témoignent des efforts déployés en vue du développement économique. Sir Clifford est persuadé que ces programmes ne sauraient que bénéficier des mesures prises sur le plan international, et le Programme élargi constitue l'un des moyens les plus importants employés à cette fin. Pour que l'on puisse maintenir ou relever le niveau des contributions en faveur du programme, il est indispensable que les gouvernements soient en mesure de fournir la preuve des résultats tangibles qu'ils ont obtenus. Aussi Sir Clifford espère-t-il que les gouvernements de tous les pays participants publieront les études qu'ils ont faites pour évaluer les réalisations accomplies grâce à l'assistance technique.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

3. Le Royaume-Uni participe au programme à la fois en qualité de donateur et de bénéficiaire. La délégation britannique reconnaît qu'il convient d'examiner de nouveau les méthodes employées pour déterminer et financer les dépenses en monnaies locales afférentes aux projets d'assistance technique. En conséquence, Sir Clifford prie instamment les institutions spécialisées qui sont membres du Bureau de l'assistance technique de présenter le plus tôt possible les recommandations qu'elles ont approuvées à cet égard, car la résolution adoptée par le Comité de l'assistance technique ne représente qu'une solution provisoire.

4. La délégation britannique soutient la proposition tendant à renforcer le Bureau de l'assistance technique et à développer le système des représentants d'assistance technique à demeure. Comme l'a signalé M. Keenleyside, la question de savoir si les experts recrutés doivent être des personnalités jouissant d'une grande réputation ou au contraire des jeunes est subordonnée aux nécessités de chaque cas particulier. Ce qui importe, c'est que les experts choisis soient capables de s'adapter aux besoins et aux conditions du lieu où ils sont affectés.

5. En ce qui concerne les amendements (A/C.2/L.167) au projet de résolution commun proposés par l'Equateur, la délégation britannique estime pour sa part que la résolution initiale avait l'avantage d'être simple. Il est préférable de laisser une certaine souplesse dans l'organisation de l'assistance technique afin qu'elle puisse s'adapter plus rapidement à l'évolution de la situation. Il faut que la question de l'établissement du programme à titre permanent soit examinée par le Comité de l'assistance technique et le Conseil économique et social avant que la Deuxième Commission puisse l'étudier. Le Gouvernement du Royaume-Uni a contribué aux deux premières étapes du programme et continuera dans cette voie. Toutefois, Sir Clifford estime qu'il est préférable d'attendre les rapports sur l'état d'avancement des travaux au cours des prochains mois avant de prendre une décision au sujet de l'importance du programme de 1954, au lieu de la définir dès maintenant comme le fait l'amendement présenté par la délégation de l'Equateur. En ce qui concerne les activités

du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires, Sir Clifford a l'impression que l'amendement n'en mentionne aucune qui ne soit déployée par ce Comité dans le cadre de ses travaux courants. Aussi espère-t-il que le représentant de l'Equateur appuiera le projet de résolution commun sans insister pour que ses propres amendements soient adoptés.

6. M. CHA (Chine) remercie au nom de sa délégation MM. Owen et Keenleyside des déclarations qu'ils ont faites au cours de la 209^{ème} séance. Il est heureux de noter que l'Administration de l'assistance technique ne tolère pas que son personnel ait des préjugés raciaux ou religieux.

7. Le fond du projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1) est conforme à la résolution 433 A (XIV) du Conseil économique et social. Les dispositions financières qui figurent en annexe du projet de résolution sont destinées à faciliter l'application du Programme élargi. Le fait que le montant des contributions pour le programme de 1953 est fixé à 25 et non plus à 20 millions de dollars montre bien que ce programme doit être encore élargi. M. Cha espère que les pays qui ont les moyens de faire des contributions importantes seront en mesure de verser des sommes encore plus considérables et que les gouvernements qui n'ont pas encore payé les contributions qu'ils s'étaient engagés à fournir pour le premier ou le deuxième exercice financier s'en acquitteront prochainement de manière que le programme puisse se poursuivre conformément aux plans initiaux.

8. Pour ce qui est des amendements de l'Equateur (A/C.2/L.167 et Corr.1), le représentant de la Chine déclare que la plupart des gouvernements doivent imputer leurs contributions aux programmes internationaux sur les crédits ouverts chaque année par le Parlement; il est par conséquent difficile pour les délégations de se prononcer sur le maintien du programme pendant une longue période. Les travaux du Bureau de l'assistance technique, ainsi que ceux de l'Administration de l'assistance technique, seraient évidemment facilités si les gouvernements annonçaient plus tôt le montant des contributions qu'ils s'engagent à verser. En ce qui concerne la question des pourparlers à entreprendre par le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires après la clôture de la seizième session du Conseil, M. Cha estime qu'il n'est pas nécessaire que l'Assemblée générale prenne une décision à ce sujet avant sa huitième session. De l'avis de la délégation de la Chine, la question des 40 millions de dollars qui constituent l'objectif envisagé pour 1954 pourrait être également réglée par l'Assemblée générale en 1953. L'expérience acquise au cours de l'année qui vient fournira d'utiles indications. La délégation de la Chine ne voit aucun inconvénient à ce que, dans un an, on procède à une nouvelle extension du programme ou à une étude plus approfondie du problème, mais elle estime qu'il serait sans doute prématuré de procéder actuellement à cet examen.

9. M. DE SEYNES (France) déclare que les amendements de l'Equateur au projet de résolution commun lui inspirent des sentiments divers. Il accueille avec la plus grande sympathie la tentative faite pour donner un caractère plus stable au programme d'assistance technique. Les problèmes que les amendements mettent en évidence sont de la plus grande importance. Les difficultés dues au fait que les contributions du programme

d'assistance technique proviennent de crédits ouverts chaque année ont été expliquées et chacun reconnaît que certaines opérations à long terme prévues par le programme d'assistance technique sont fortement gênées par l'impossibilité où se trouvent les gouvernements de s'engager à verser des contributions pour une période supérieure à un an. Toutefois, M. de Seynes, en qualité de représentant d'un pays fortement attaché aux méthodes parlementaires traditionnelles, ne peut faire abstraction de la règle du budget annuel. Le principe en vertu duquel le budget doit être préparé sur une base annuelle est à l'origine même du système parlementaire; c'est lui qui a permis aux organes représentatifs de tempérer progressivement le pouvoir exécutif. Ce principe a une valeur historique et sentimentale telle qu'il n'a été que très rarement possible jusqu'à présent de tourner la règle du budget annuel, bien que cette règle apparaisse aujourd'hui quelque peu surannée. C'est à la lumière de ces considérations que le représentant de la France croit devoir examiner les divers amendements soumis par la délégation de l'Equateur.

10. M. de Seynes appuie sans commentaires les premier, deuxième et troisième amendements de l'Equateur; il est également en faveur du paragraphe 5 proposé, mais ici avec une restriction. Il n'est pas sûr qu'il soit possible ou utile pour le Comité de négociation d'entreprendre sa tâche immédiatement après la session du Conseil. Si toutefois les circonstances étaient favorables, il serait très désirable que le Comité de négociation puisse faire état d'un vœu exprimé par l'Assemblée générale, car ses travaux s'en trouveraient facilités.

11. Les difficultés les plus sérieuses surgissent à propos du paragraphe 6. M. de Seynes ne pense pas que les "dispositions financières" puissent être soustraites au contrôle annuel de l'Assemblée et il suggère au représentant de l'Equateur que ces mots pourraient sans inconvénient disparaître de son projet. Par contre, la Commission pourrait demander au Conseil de fixer des objectifs financiers pour une période qui resterait à déterminer, trois ans par exemple. Les chiffres ainsi fournis représenteraient une simple estimation dont on ne garantirait pas la réalisation, mais ils constitueraient une indication précieuse pour les gouvernements et exerceraient une certaine pression morale. En outre, cette procédure n'est pas sans précédent aux Nations Unies. L'an passé, à propos de la question des réfugiés de Palestine, l'Assemblée générale a formulé un programme de trois ans comportant pour chaque année des objectifs financiers. Il ne serait donc pas révolutionnaire de suivre une procédure analogue dans le cas de l'assistance technique.

12. Le représentant de la France a une observation à faire au sujet du programme d'assistance technique en général. Lors de la séance précédente le représentant des Etats-Unis a souligné la nécessité pour chaque gouvernement de coordonner soigneusement l'attitude observée par les délégations qui le représentent auprès de chacune des organisations participant au Programme élargi d'assistance technique. Les institutions sont dans l'impossibilité de coordonner leurs programmes si les gouvernements ne le font pas. Il désire donc appuyer les observations du représentant des Etats-Unis et souligner l'importance de cet aspect de la question.

13. M. JOCKEL (Australie) félicite M. Owen de ses nouvelles fonctions de Président directeur du Bureau de l'assistance technique et s'associe aux remarques

faites au cours de la 210ème séance par le représentant des Etats-Unis touchant l'importance de ce poste.

14. La délégation de l'Australie appuiera le projet de résolution commun; elle est du même avis que le représentant de la France au sujet du montant de 25 millions de dollars envisagé comme objectif.

15. En ce qui concerne les amendements de l'Equateur, M. Jockel fait remarquer que certains gouvernements ne sauraient sans difficultés donner au programme un caractère permanent et il ne croit pas que le deuxième amendement ajoute grand-chose à la résolution, étant donné que le programme continuera d'être financé par des contributions volontaires. Il pense que l'unanimité aurait plus de chances de se faire si on le supprimait. Chacun reconnaît que le programme d'assistance technique rend de grands services et doit être poursuivi; il est inutile de préciser davantage ce point.

16. Les autres amendements de l'Equateur ont trait à un problème très important, qui consiste à obtenir des gouvernements qu'ils prennent des engagements à long terme au sujet du financement du programme. Pour ce qui est des contributions à ce programme, M. Jockel rappelle que les sommes promises pour la première année s'élevaient à 20 millions de dollars et que les dépenses ont été de 6.500.000 dollars. Pour la deuxième année, le chiffre des contributions promises est de 18.800.000 dollars et on estime que les dépenses atteindront 21 millions. Compte tenu des 3 millions de dollars virés à la réserve spéciale, il en résulte que l'on devrait pouvoir reporter une somme d'environ 8 millions de dollars, et l'utiliser pour couvrir les dépenses de 1953. Mais la situation est différente si l'on considère la valeur des contributions effectivement perçues. Pour le premier exercice financier, 19.400.000 dollars ont été versés. On ignore encore quelle somme atteindront les versements pour le deuxième exercice mais, si l'on suppose que le pourcentage des défections sera du même ordre, il se peut qu'il y ait un déficit de 600.000 à 800.000 dollars. En outre, le Gouvernement des Etats-Unis s'est engagé à verser pour le premier exercice une contribution supérieure à celles des autres pays réunis et il a intégralement payé la somme promise, mais nul ne sait s'il continuera à le faire, auquel cas il y aurait pour le deuxième exercice, un déficit encore plus fort qui s'élèverait à 2 millions de dollars. Il est donc permis de penser que les versements n'atteindront que 36.200.000 dollars alors que les gouvernements se sont engagés à verser 38.800.000 dollars. Cette différence peut ne pas paraître considérable, elle est néanmoins importante, d'autant plus qu'il sera sans doute difficile d'utiliser les devises dans lesquelles auront été faits certains versements. Il en résulte donc: premièrement, que le report pourra s'élever non pas à 8 millions, mais à 5,5 millions de dollars; deuxièmement, qu'il convient de rapprocher le montant actuel des dépenses, soit 21 millions de dollars, non pas de la somme promise (18.800.000 dollars), mais du montant reçu (16.800.000 dollars); troisièmement, que si on prévoit une augmentation de 25 pour 100 en faisant passer l'objectif de 20 à 25 millions, ce que l'Assemblée cherche en fait à obtenir est un accroissement de 50 pour 100 des recettes de 16,8 à 25 millions de dollars.

17. Tous les calculs se basent évidemment sur l'hypothèse d'une certaine différence entre les sommes promises et les sommes versées. Cette hypothèse peut ne pas se trouver vérifiée, mais elle est cependant assez

vraisemblable pour faire ressortir l'importance des engagements à long terme et de ce que M. Owen a dit à propos du besoin de faire des prévisions serrées et des économies. Il se peut également que la somme reportée sur l'exercice 1953 soit moins importante qu'on ne le prévoit et il faudra alors résoudre le problème du financement du programme pendant les premiers mois de l'année et au cours de 1954. Donc, puisqu'il faudra tôt ou tard aborder tout le problème du financement du programme, M. Jockel croit préférable de laisser au Conseil et au Comité de l'assistance technique le soin de l'étudier dans son ensemble. Il propose que, pour le moment, la Commission ne se prononce pas par un vote sur cet aspect de la question. Si la proposition de l'Equateur tendant à inviter le Conseil économique et social à fixer l'objectif pour 1954 venait à être mise aux voix, la délégation de l'Australie s'inspirerait dans une grande mesure, pour arrêter son attitude, des vues exprimées par les pays qui ne siègent pas au Conseil.

18. M. JUNG (Inde) déclare que sa délégation appuie le projet de résolution commun. Il n'a pas encore reçu d'instructions au sujet des dispositions financières envisagées, mais il a toutes raisons de croire qu'elles recevront l'approbation de son gouvernement.

19. En tout cas, la délégation de l'Inde approuve l'esprit dans lequel les amendements de l'Equateur ont été présentés. M. Jung ne s'opposera pas au premier de ces amendements. Il approuve l'objet du deuxième mais il croit que certains détails de la structure existante, les questions des dépenses en monnaie locale et du matériel notamment, demandent plus ample examen. Il fait remarquer toutefois que la permanence du programme dépend de la permanence des contributions financières et il propose en conséquence à la Commission de ne pas s'engager sans avoir au préalable consulté les gouvernements qui contribuent. La souplesse du programme est loin d'être un signe de faiblesse. M. Jung reconnaît que le troisième amendement est nécessaire pour des raisons administratives car il permettra de dresser les plans en temps utile. Il croit néanmoins qu'il serait prématuré de fixer à 40 millions de dollars l'objectif pour 1954. Il faut laisser ce soin au Bureau de l'assistance technique et au Conseil, d'autant plus que le financement des programmes existants ne va déjà pas sans difficultés. Il propose donc de ne pas indiquer de montant précis dans le paragraphe 6.

20. En résumé, la délégation de l'Inde appuie le projet de résolution commun et les premier, troisième et quatrième amendements de l'Equateur sous réserve de la suppression, dans le paragraphe 6 envisagé, du chiffre de 40 millions. Cette attitude lui est dictée par son enthousiasme pour l'ensemble du programme d'assistance technique. Ce programme en est encore à ses débuts, mais il a déjà d'excellents résultats à son actif; l'augmentation de la contribution de son pays au programme élargi est modeste, mais elle témoigne de l'importance que l'Inde attache à la réalisation de ce programme qui est, à son avis, l'une des tâches les plus importantes des Nations Unies.

21. M. SALAMANCA FIGUEROA (Bolivie) précise qu'une expérience très importante se poursuit actuellement en Bolivie dans le domaine de l'assistance technique. Cette expérience a pour objet de développer les connaissances techniques dans les différentes sphères de l'activité économique. Cela n'est pas tou-

jours une tâche facile, en particulier lorsque, comme c'est le cas pour la Bolivie, des obstacles d'ordre économique et politique ont entravé les progrès techniques. Toutefois, le pays traverse actuellement une période de transition au cours de laquelle il aura besoin d'assistance sur le plan technique pour développer son économie.

22. Pour qu'un pays puisse se développer du point de vue économique, il est indispensable que son gouvernement encourage ce développement et que son peuple l'accepte avec empressement. Ces conditions n'existaient pas en Bolivie en 1950, quand les Nations Unies ont envoyé dans ce pays une commission mixte comprenant des représentants de l'OIT, de la FAO et de l'UNESCO. Cette mission a enquêté sur les besoins et les ressources du pays et a formulé dans un rapport une série de recommandations relatives au développement économique et social du pays. Cependant, elle n'a pas traité de manière approfondie la question des mines. A la suite de ce rapport, le Gouvernement de la Bolivie a néanmoins accepté une recommandation aux termes de laquelle l'Organisation des Nations Unies offrait son aide à la Bolivie en recrutant un certain nombre d'experts en matière d'administration publique qui seraient assimilés dans l'administration bolivienne.

23. En 1951, l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la Bolivie ont signé un accord aux termes duquel les Nations Unies s'engageaient à fournir dix secrétaires administratifs et des experts et à accorder trente bourses à des étudiants boliviens. Le Secrétaire général a nommé un représentant spécial pour la Bolivie et, de son côté, le Gouvernement bolivien a désigné un haut fonctionnaire chargé de coordonner les différents programmes d'assistance technique du pays.

24. Le Gouvernement de la Bolivie désire rendre hommage à l'intégrité et aux grandes qualités tant du représentant nommé par le Secrétaire général que des experts détachés par l'Administration de l'assistance technique et par les institutions spécialisées. Le Gouvernement de la Bolivie a présenté aux Nations Unies plusieurs demandes relatives à l'équipement nécessaire pour mettre en œuvre le programme d'assistance technique en Bolivie. Il espère soumettre prochainement les noms de plusieurs candidats aux bourses de perfectionnement; après avoir terminé leurs études à l'étranger, ces boursiers se mettent à l'œuvre en Bolivie dans leurs spécialités respectives.

25. La Bolivie a besoin de l'aide des Nations Unies pour moderniser et développer son industrie de l'étain et pour entreprendre des réformes agraires. Le Gouvernement de la Bolivie a déjà engagé des négociations avec l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies pour obtenir une nouvelle assistance sur le plan technique. Il a demandé à l'Organisation des Nations Unies de l'aider à recruter des ingénieurs, des techniciens et des experts en matière d'administration publique qui l'aideraient à mettre en œuvre des programmes relatifs à l'organisation et à l'exploitation de ses mines. Le Gouvernement a décidé de créer un conseil de la planification économique chargé d'étudier avec soin les possibilités qui lui sont offertes d'utiliser les importantes ressources minérales du pays. Le Gouvernement de la Bolivie a également l'intention de demander aux Nations Unies et aux institutions spécialisées de lui fournir d'autres experts en matière de réforme agraire et d'administration publique.

26. En terminant, M. Salamanca déclare que sa délégation votera en faveur du projet de résolution commun dont le Comité a été saisi, et en faveur de la plupart des amendements à ce projet présentés par le représentant de l'Equateur. Il ne peut cependant prendre au nom de son Gouvernement aucun engagement au sujet du montant qu'on se propose d'atteindre.

27. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) approuve la position prise par le représentant de la France au sujet des amendements proposés par l'Equateur au projet de résolution commun, dont son pays est l'un des auteurs.

28. Deux des facteurs qui empêchent d'élargir le programme d'assistance technique sont le montant limité des fonds dont on dispose pour sa mise en œuvre et l'incertitude qui entoure la situation financière future. Aux termes du projet de résolution commun, les gouvernements sont invités à augmenter de 5 millions de dollars l'objectif de 20 millions fixé actuellement comme montant des contributions. Les fonds que le Brésil s'est engagé à fournir seront sans aucun doute prochainement versés. Le Brésil ne croit pas que l'augmentation relativement faible des contributions envisagée dans le projet de résolution commun sera suffisante pour couvrir les besoins minimums d'assistance technique des pays insuffisamment développés. Ce montant représente seulement le maximum de ce que l'on peut faire dans les circonstances actuelles.

29. La délégation du Brésil appuie en principe le quatrième amendement présenté par l'Equateur, mais elle estime, comme le représentant de Cuba, qu'on ne devrait pas tenter de fixer dès maintenant un objectif pour les contributions de l'exercice 1954.

30. En ce qui concerne l'incertitude qui existe actuellement au sujet des fonds dont on disposera dans l'avenir, il est évident que l'œuvre d'assistance technique des Nations Unies est gênée par le retard apporté dans le paiement des contributions que les membres se sont engagés à verser. Ce fait a empêché notamment le Bureau de l'assistance technique de donner la possibilité de faire carrière aux experts qu'il a recrutés.

31. Pour les raisons indiquées ci-dessus, la délégation du Brésil appuiera les trois premiers amendements présentés par l'Equateur. Elle se réserve de formuler d'autres observations au sujet de la question dont l'examen se poursuit actuellement au sein de la Commission.

32. M. TAYLOR (Canada) rend hommage à l'esprit dans lequel le représentant de l'Equateur a présenté ses amendements au projet de résolution commun. Toutefois, la délégation canadienne ne croit pas que la révision proposée apporte une amélioration quelconque au fond ou à la forme du projet de résolution.

33. Il est prématuré, par exemple, de parler de continuer "à titre permanent" le programme d'assistance technique. S'il est incontestable que l'Administration et le Bureau de l'assistance technique doivent établir leurs programmes pour une période de plus d'une année, point de vue qui sera certainement exprimé dans le rapport de la Commission, la délégation canadienne ne croit pas qu'il soit judicieux actuellement d'élaborer des plans pour une période de plusieurs années.

34. En ce qui concerne le paragraphe 5 proposé par l'Equateur, la délégation canadienne ne croit pas que l'Assemblée générale ait le droit de déléguer au Conseil

économique et social le pouvoir de se prononcer en dernier ressort sur l'importance globale du programme d'assistance technique. Les décisions adoptées par cet organe composé de dix-huit Etats Membres ne peuvent lier de façon définitive les soixante Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

35. Quant au paragraphe 6 proposé, les règles parlementaires du Canada empêchent ce pays de prendre des engagements financiers pour une période qui dépasse une année. Cela ne signifie nullement d'ailleurs que le Canada n'appuie pas vigoureusement le programme d'assistance technique. Néanmoins la délégation canadienne ne pourra voter en faveur des amendements proposés par l'Equateur.

36. M. KAZEMI (Iran) déclare que sa délégation considère le Programme élargi d'assistance technique comme la réalisation la plus remarquable que les Nations Unies aient accomplie jusqu'à présent dans le domaine de la coopération économique internationale. Le fait que ce programme atteint maintenant sa phase de plein développement est une source de satisfaction pour la délégation iranienne qui espère que le courant d'assistance technique vers les pays insuffisamment développés s'en trouvera renforcé.

37. La délégation iranienne approuve la nomination d'un Président directeur du Bureau de l'assistance technique et appuie le projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1) sur ce point. Elle exprime à l'Administration de l'assistance technique et aux institutions spécialisées la reconnaissance et la gratitude de son pays pour l'aide précieuse accordée à l'Iran. Elle espère que le programme d'assistance technique pour l'exercice financier 1953 comprendra deux éléments particuliers qui présentent un intérêt vital pour l'Iran, à savoir une usine pour la fabrication du DDT et des bourses d'études sur les questions relatives à l'industrie pétrolière.

38. Malgré les difficultés financières et économiques que l'Iran connaît actuellement, ce pays s'est conformé aux dispositions financières de la résolution 433 B (XIV) du Conseil économique et social.

39. En ce qui concerne les amendements au projet de résolution commun proposés par l'Equateur, la délégation iranienne n'est en mesure de prendre d'avance, au nom de son gouvernement, aucun engagement au sujet de l'objectif de 40 millions de dollars que l'Equateur suggère de fixer pour le programme d'assistance technique de 1954.

40. M. VANER (Turquie) rappelle que son gouvernement a apporté une importante contribution au Programme élargi d'assistance technique et déclare que beaucoup a été fait pour le développement économique des pays insuffisamment développés. La Turquie elle-même a bénéficié de l'assistance technique accordée par les Nations Unies.

41. La délégation turque estime que la décision de nommer un Président directeur du Bureau de l'assistance technique est judicieuse et propre à faciliter l'examen des demandes d'assistance technique présentées par les gouvernements.

42. Il suggère la publication périodique d'un rapport analytique qui permettrait aux gouvernements qui contribuent d'étudier l'œuvre accomplie par les Nations Unies dans le domaine de l'assistance technique.

43. Le Gouvernement turc regrette que, malgré les importantes contributions qu'il a fournies au programme d'assistance technique, l'Administration de l'assistance technique ne compte aucun ressortissant turc dans son personnel ou parmi ses experts.

44. Convaincu de la nécessité de poursuivre l'exécution des programmes d'assistance technique, le Gouvernement turc a fait figurer à cet effet dans son budget pour 1953 un crédit en livres turques correspondant à 180.000 dollars, soit l'équivalent de ce qu'il a contribué au cours de chacun des exercices précédents.

45. La délégation turque appuie le projet de résolution commun, mais elle ne peut pas prendre position au sujet des amendements proposés par le représentant de l'Equateur avant de connaître le point de vue des auteurs du projet de résolution.

46. M. BURR (Chili) déclare que son gouvernement fonde de grands espoirs sur le Programme élargi d'assistance technique, qu'il considère comme l'un des moyens les plus efficaces d'assurer le progrès économique.

47. En ce qui concerne le délicat problème des dépenses en monnaie locale pour couvrir certaines dépenses afférentes aux programmes d'assistance technique, il partage le point de vue déjà exprimé par le représentant de Cuba (210ème séance) et espère que l'on pourra rapidement trouver une solution qui permette aux pays insuffisamment développés de bénéficier pleinement de l'assistance technique.

48. La délégation du Chili croit que le Bureau de l'assistance technique, tel qu'il vient d'être réorganisé, sera mieux en mesure de coordonner les divers programmes d'assistance technique des Nations Unies et accomplira une œuvre plus efficace sous la direction de M. Owen, qui peut maintenant consacrer tout son temps à cette tâche. A propos de la question de la coordination, M. Burr appelle l'attention de la Commission sur les heureux résultats obtenus par le Conseil économique et social interaméricain.

49. La délégation chilienne appuie sans réserves le projet de résolution commun dont la Commission est saisie. Quant aux amendements de l'Equateur, elle votera probablement en faveur de la plupart d'entre eux. Toutefois, elle s'abstiendra sur le dernier amendement, parce qu'elle ne peut pas prendre à l'avance, au nom de son gouvernement, l'engagement d'apporter une contribution déterminée pendant une période de quatre ans.

50. M. MATES (Yougoslavie) se félicite de la désignation de M. Owen au poste de Président directeur du Bureau de l'assistance technique et rend hommage aux déclarations faites par ce dernier et par le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique au cours de la 209ème séance. Il approuve entièrement les observations formulées par M. Owen au sujet de l'importance que revêt le Programme élargi d'assistance technique en tant qu'entreprise véritablement internationale. Ce programme constitue le meilleur moyen d'échanger des connaissances techniques et permet de réunir des experts et des savants de nombreux pays; il permet ainsi de favoriser l'entente sur le plan international et de mettre en valeur les principes énoncés dans la Charte en ce qui concerne la coopération dans le domaine économique et le domaine social.

51. La délégation yougoslave est heureuse de constater que les doutes sérieux qui avaient été exprimés au départ quant aux chances de succès du Programme élargi ont été dissipés dans une large mesure. Le Programme a bénéficié d'un soutien plus actif à la Deuxième Commission et à l'Assemblée générale au cours de la présente session et s'est développé à un point tel que ses possibilités dépassent actuellement les crédits prévus à cette fin, bien que ceux-ci aient été augmentés. Il est donc certain que le programme est maintenant en plein essor et fonctionne de façon satisfaisante, mais il convient de l'améliorer encore et, surtout, de faire en sorte qu'il bénéficie d'un appui constant et universel.

52. La Yougoslavie a bénéficié grandement de l'aide de l'Organisation des Nations Unies fournie tant par les services du Siège permanent que par ceux installés à Belgrade. L'assistance accordée à la Yougoslavie au titre du Programme porte sur la formation d'experts grâce à l'attribution de bourses, la formation à l'étranger de travailleurs qualifiés et la fourniture de matériel. Malgré les critiques formulées à l'encontre du Programme et les difficultés dues aux dépenses à faire en monnaie locale, M. Mates estime que les perspectives d'avenir sont favorables.

53. La Yougoslavie apprécie d'autant plus le Programme qu'elle est en mesure de dresser un parallèle entre les résultats qu'il a permis d'obtenir et les expériences totalement différentes qu'elle a connues dans le passé; aussi estime-t-elle que la coopération internationale, telle que la prévoit le Programme, constitue pour les petites nations la meilleure sauvegarde contre les abus dont elles peuvent être l'objet de la part de pays plus importants.

54. Etant donné les critiques formulées à l'égard des programmes d'assistance technique, M. Mates estime qu'il est de son devoir de citer un exemple qui permettra aux membres de la Deuxième Commission d'établir une comparaison entre les avantages que présente les programmes d'assistance technique des Nations Unies et les arrangements proposés en vertu d'un projet d'accord que l'URSS avait envisagé de conclure avec la Yougoslavie en 1948. Aux termes de l'accord soviétique, la Yougoslavie devait prendre à sa charge toutes les dépenses relatives à l'administration du programme, à la formation de spécialistes et de travailleurs yougoslaves en URSS et à l'envoi de spécialistes soviétiques en Yougoslavie, le montant devant être fixé en dollars des Etats-Unis. Le matériel technique nécessaire pour la mise en œuvre du programme devait être acheté à l'Union soviétique par la Yougoslavie dans le cadre des accords commerciaux en vigueur. M. Mates pense que son bref exposé des arrangements ainsi proposés servira à dissiper les doutes qu'il pourrait y avoir en ce qui concerne les mérites relatifs des deux systèmes d'assistance.

55. Pour ces raisons et pour montrer combien elle apprécie les avantages dont son pays a bénéficié au titre du programme d'assistance technique des Nations Unies, la délégation yougoslave appuie fermement le projet de résolution commun. De même, elle approuve entièrement les amendements proposés par la délégation de l'Equateur, étant donné qu'elle désire également que le programme soit élargi et établi à titre permanent; toutefois, la délégation yougoslave estime, pour sa part, qu'il n'est pas indispensable de mettre aux voix, au

cours de la session actuelle de l'Assemblée générale, les propositions formulées par l'Equateur. Néanmoins, elle ne votera pas contre les amendements en question.

56. M. SOHLMAN (Suède) déclare qu'il a écouté avec une attention toute particulière les observations faites par le Président directeur du Bureau de l'assistance technique au sujet de l'intérêt qu'il y aurait à fixer un objectif financier pour le programme d'assistance technique, afin de pouvoir établir plus facilement des plans s'étendant sur plusieurs années. Toutefois, la Suède ne peut accepter, pour les raisons qui ont été expliquées par la délégation des Etats-Unis et par les représentants d'autres pays, l'amendement relatif aux dispositions financières proposées par l'Equateur. Il pourrait cependant être utile d'incorporer les idées exprimées dans ce document au rapport de la Deuxième Commission à l'Assemblée générale.

57. La délégation suédoise a appris avec satisfaction que l'Administration de l'assistance technique tiendra compte des observations qu'elle a présentées à propos du recrutement des experts. Elle espère que l'on étudiera à nouveau la possibilité d'engager de jeunes experts, et elle souscrit aux observations que les représentants du Danemark et des Pays-Bas ont formulées à ce sujet au cours de la séance précédente.

58. La délégation suédoise est donc prête à voter en faveur du projet de résolution commun; quant aux amendements proposés par l'Equateur, elle est prête à voter en faveur des premier et troisième amendements et du paragraphe 5 proposé dans le quatrième, mais il ne lui est possible d'appuyer ni le deuxième amendement ni le paragraphe 6 proposé dans le quatrième.

59. M. COHN LYON (République Dominicaine) se déclare convaincu que le Programme élargi constitue un précieux instrument de progrès en vue de la réalisation du développement économique des pays insuffisamment développés. Des résultats excellents ont été enregistrés pendant la brève période où il a été mis en application. La délégation de la République Dominicaine exprime sa satisfaction de l'excellente besogne qu'ont accomplie le Bureau et l'Administration de l'assistance technique, et se félicite des déclarations qui ont été faites par le Président directeur du BAT et par le Directeur général de l'AAT.

60. Toutefois, certains problèmes subsistent, tels que le manque de techniciens, les difficultés que l'on éprouve à choisir des experts satisfaisants et la nécessité de veiller à ce que les missions envoyées dans les différents pays répondent parfaitement aux besoins locaux; il est certain que le programme peut être encore amélioré. Le représentant de la République Dominicaine estime qu'il convient de tenir compte des remarques qui ont été faites par le représentant de Cuba au sujet des dépenses en monnaie locale. Il se déclare convaincu que le programme pourrait être mis en application plus rapidement s'il était possible de réduire les dépenses qui sont supportées par les pays bénéficiaires.

61. La délégation de la République Dominicaine appuiera le projet de résolution commun ainsi que les amendements proposés par l'Equateur, à condition que le quatrième amendement soit révisé conformément aux propositions qui ont été faites par les représentants des Etats-Unis et de la France. Elle estime qu'il convient également de tenir compte des observations formulées par les représentants du Royaume-Uni, du Canada et de l'Australie.

62. M. MORALES (Argentine) exprime, lui aussi, sa satisfaction des progrès qui ont été signalés par le Président directeur du Bureau de l'assistance technique et le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique. La réorganisation administrative qui vient d'avoir lieu amènera sans aucun doute de nouveaux progrès.

63. L'Argentine croit traditionnellement à la coopération internationale fondée sur le respect mutuel de la souveraineté nationale, et c'est la raison pour laquelle elle a toujours soutenu le programme d'assistance technique des Nations Unies. Elle a offert bon nombre de bourses de recherche scientifique et elle a fourni, au titre du programme, des experts à d'autres pays. Elle se propose de continuer à coopérer à la réalisation du programme dans la limite de ses moyens.

64. Comme preuve de l'appui que son pays apporte au programme, M. Morales est heureux d'annoncer que l'Argentine vient de verser au Compte spécial sa contribution pour l'exercice 1951-1952, qui se monte à 2 millions de pesos argentins.

65. La délégation de l'Argentine appuie le projet de résolution commun, étant entendu que son gouvernement ne s'engage pas, ce faisant, à augmenter sa contribution. Elle fait le plus grand cas des idées exprimées dans les amendements de l'Equateur, et elle souscrit aux premier, second et troisième, mais pour des raisons d'ordre administratif et d'ordre gouvernemental, elle se voit dans l'impossibilité d'appuyer le quatrième amendement.

66. M. HALIQ (Arabie saoudite) appuie également, au nom de sa délégation, le projet de résolution commun et les principes énoncés dans les amendements proposés par l'Equateur. Il estime que, comme l'a fait remarquer le représentant du Canada, ces amendements ont répondu à leur but en donnant lieu à des débats, sans qu'il soit nécessaire d'adopter ces amendements intégralement. Les points litigieux qui figurent dans le deuxième amendement et au paragraphe 6 proposé dans le quatrième amendement devront sans nul doute faire l'objet d'un nouvel examen. Etablir le programme d'assistance technique à titre permanent équivaldrait à intégrer les fonds nécessaires à l'ensemble du budget de l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concerne le paragraphe 6 proposé, M. Haliq ne pense pas qu'il soit indiqué de fixer un chiffre précis ou une période déterminée. On pourrait éventuellement demander au Conseil économique et social d'examiner s'il serait opportun de faciliter l'établissement de plans à longue échéance: M. Haliq serait disposé, le cas échéant, à présenter une proposition formelle dans ce sens.

67. M. CARANICAS (Grèce) déclare que son pays est heureux de constater que le programme d'assistance technique commence à donner des résultats; il continuera à lui donner son appui. La phase initiale est terminée et on peut maintenant se faire une idée plus exacte de ce qu'est le véritable rôle de l'assistance technique. L'accroissement du budget du programme et les progrès signalés par le Président directeur du Bureau de l'assistance technique prouvent abondamment la valeur de ce programme. Il est particulièrement remarquable de constater la coordination heureuse de l'œuvre des institutions spécialisées et de l'Organisation des Nations Unies.

68. La Grèce est reconnaissante pour l'assistance qu'elle a reçue, car elle n'ignore pas les difficultés que l'on rencontre lorsqu'il s'agit de trouver des experts particulièrement compétents et d'attribuer les bourses d'études demandées. Son gouvernement partage également les vues exprimées par le Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement dans le rapport qu'il a présenté au Conseil économique et social à sa quatorzième session¹ au sujet du programme d'assistance technique de la Banque qui prévoit des missions d'étude générales dont les travaux devraient aider les pays membres à formuler des programmes de développement à long terme.

69. Le Gouvernement grec étudie actuellement la possibilité d'utiliser les services du Programme élargi pour créer un centre national de productivité et se propose de tirer pleinement parti des programmes d'assistance technique pour faire attribuer à ses candidats des bourses d'études et pour recevoir l'assistance d'experts.

70. M. Caranicas souligne le rôle important que jouent les représentants à demeure et rappelle les vues exprimées à ce sujet dans le cinquième rapport du comité de l'assistance technique². Les représentants doivent être à même d'évaluer les conditions qui existent sur place et d'user de tact dans leurs rapports avec les gouvernements. Il ne faut pas que des considérations politiques puissent exercer une influence sur ces questions, et les représentants doivent s'en tenir strictement à leurs fonctions techniques.

71. La délégation grecque tient à affirmer une fois de plus qu'il n'existe pas de meilleur investissement au monde que le Programme d'assistance technique des Nations Unies. Elle appuie donc sans réserve le projet de résolution commun. Elle approuve également l'objet des amendements de l'Equateur, mais estime que le paragraphe 6 proposé ne tient guère compte des réalités.

72. M. TOUS (Equateur) remercie toutes les délégations qui ont appuyé ses amendements. Il constate que l'appui accordé à son texte n'a fait que confirmer sa propre intention, c'est-à-dire que les amendements ne devraient être considérés que comme un additif au projet de résolution commun.

73. Etant donné les objections dont a fait l'objet le deuxième amendement de son texte, le représentant de l'Equateur serait disposé à modifier les mots "à titre permanent".

74. Toutefois, la question la plus discutée semble porter sur la proposition qui vise à ajouter un paragraphe 6 au projet de résolution. En fait, il n'a pas voulu suggérer que l'on établisse un système budgétaire rigide pour une période de quatre années, car il sait que les gouvernements ne peuvent s'engager plus d'un an à l'avance. Il a donc préparé, avec le concours du représentant de la France et l'appui de plusieurs autres auteurs de projet de résolution commun initial, un texte révisé pour le paragraphe 6 qui sera distribué sous la cote A/C.2/L.167/Corr.1; il espère que ce texte constituera un compromis acceptable.

La séance est levée à 13 h. 10.

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social*, quatorzième session, 605ème séance.

² *Ibid.*, Annexes, point 22 b, de l'ordre du jour [E/2304].



Vendredi 14 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: d) assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1, A/C.2/L.167 et Corr.1 et 2) [fin] 135

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: d) assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1, A/C.2/L.167 et Corr.1 et 2) [fin]

[Point 25, d*)]

1. M. ELAHI (Pakistan) rappelle que, lors du débat général, il a dit qu'il y aurait lieu de passer du stade de l'octroi de bourses d'études à celui de la création de centres de formation et de la mise en œuvre de projets de démonstration. Il ne reviendra donc pas sur cette question, mais il tient à dire une fois encore que des projets pilotes ou des projets de démonstration sont indispensables pour généraliser les bienfaits de l'assistance technique. Il espère notamment que le projet dont les experts de l'Organisation des Nations Unies ont recommandé la mise en œuvre au Béloutchistan fera l'objet de toute l'attention du Bureau de l'assistance technique.

2. Rappelant que sa délégation figure au nombre des auteurs du projet de résolution commun relatif à l'assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.256 et Corr.1), M. Elahi se déclare heureux de constater que ce projet a reçu l'appui de nombreuses délégations. En ce qui concerne les amendements proposés par le représentant de l'Equateur (A/C.2/L.167 et Corr.1) qui visent à donner au programme d'assistance technique un caractère permanent et plus régulier, M. Elahi rappelle que sa délégation n'a pas manqué de souligner à plusieurs reprises que le programme d'assistance technique avait dépassé le stade expérimental; c'est pourquoi la délégation du Pakistan avait proposé, elle aussi, de charger le Conseil économique et social de rédiger des propositions que l'Assemblée générale examinerait. M. Elahi appuie donc les amendements en question. Il se félicite notamment que le représentant de l'Equateur ait accepté de remanier, dans le document A/C.2/L.167/Corr.1,

le texte du paragraphe 6 proposé dans le quatrième amendement qui, sous sa forme actuelle, peut être accepté par les délégations qui avaient exprimé des doutes sur la possibilité de fixer dès maintenant l'objectif que le programme élargi devrait atteindre. En conséquence, la délégation du Pakistan votera en faveur des amendements présentés par la délégation de l'Equateur.

3. M. GUTIERREZ GOMEZ (Colombie) s'associe aux orateurs qui ont souligné l'importance du programme d'assistance technique comme moyen d'assurer le développement des pays insuffisamment développés dans le cadre de la coopération internationale. Sa délégation appuie le projet de résolution commun dont la Commission est saisie. Il déclare que la Colombie s'est engagée dans une entreprise de développement économique qui requiert le concours d'experts capables de l'aider à découvrir et à exploiter ses ressources naturelles. Ce pays a déjà prouvé son désir de prendre part, dans la mesure de ses moyens, à la réalisation d'un programme de coopération internationale. C'est ainsi que la Colombie a participé à un certain nombre d'expériences dans le domaine de l'assistance technique; parmi ces expériences, il convient de mentionner les travaux de la mission économique de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Le Gouvernement de la Colombie a également accueilli des experts de l'Organisation des Nations Unies en matière d'administration et de finances publiques, de mécanisation de l'agriculture et d'installations ferroviaires. De même, le Gouvernement de la Colombie a accueilli à Bogota les Membres de la Conférence sidérurgique qui s'est tenue sous les auspices de la Commission économique pour l'Amérique latine et dont les résultats ont été très encourageants.

4. Le Gouvernement colombien a également créé un organisme chargé de coordonner les différents programmes de même nature, d'en assurer le financement et d'en orienter l'exécution pour en obtenir le meilleur rendement. Il a créé aussi le centre de planification économique dont le rôle est de servir d'organe de liaison entre les différentes missions d'assistance technique qui travaillent en Colombie. Tout ceci indique

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

à quel point le Gouvernement colombien apprécie la valeur de la coopération internationale sur le plan technique. M. Gutiérrez Gómez croit que cette coopération technique, pour porter tous ses fruits, devrait être une coopération élargie et à long terme. C'est pourquoi il appuiera le projet de résolution commun. Il appuiera également les amendements présentés par la délégation de l'Equateur. A ce sujet, il fait observer qu'en élaborant le document A/C.2/L.167/Corr.1, le représentant de l'Equateur a su maintenir l'esprit de sa proposition primitive tout en supprimant certains points de détail qui avaient donné lieu à des objections de la part de plusieurs délégations. Il se félicite que le débat puisse ainsi prendre fin sur une note harmonieuse. Enfin, M. Gutiérrez Gómez tient à rendre hommage au Président directeur du Bureau de l'assistance technique et au personnel chargé de la préparation et de la mise en œuvre des programmes.

5. M. NURADI (Indonésie) attire tout d'abord l'attention de la Commission sur le document du Bureau de l'assistance technique qui porte la cote TAB/INF/C/R.44 et qui a trait à l'état des contributions au programme élargi d'assistance technique à la date du 30 septembre 1952. A en croire ce document, l'Indonésie n'aurait pas encore versé sa contribution pour le deuxième exercice du programme élargi d'assistance technique. M. Nuradi tient à signaler qu'il s'agit là d'une erreur et que le Gouvernement de l'Indonésie s'est acquitté de ses obligations en juillet 1952. Il exprime l'espoir que l'Administration procédera à la rectification qui s'impose, si ce n'est déjà fait.

6. M. Nuradi exprime ensuite la satisfaction que lui inspire l'examen des résultats déjà obtenus par l'Administration de l'assistance technique. Il souligne notamment qu'en Indonésie de grands progrès ont été accomplis par rapport à l'année dernière et que ces progrès sont, dans une large mesure, dus aux efforts conjugués des organes chargés de l'administration du programme et du Gouvernement indonésien. La première année d'exécution du programme d'assistance technique a permis de dégager des enseignements et l'on a ainsi pu adapter le programme aux besoins du pays. L'assistance technique a grandement facilité pour l'Indonésie la mise en œuvre du programme de développement économique établi par son gouvernement. Le Bureau de planification du Gouvernement de l'Indonésie a pu notamment s'assurer les services d'économistes compétents pour l'élaboration d'un programme d'ensemble de développement économique à long terme. M. Nuradi en exprime sa reconnaissance à l'Administration de l'assistance technique. Il souligne également le rôle de premier plan qu'a joué le représentant à demeure de l'Administration de l'assistance technique, qui a contribué au succès du programme d'assistance technique en Indonésie en coordonnant les travaux des experts des institutions spécialisées et ceux de la mission d'assistance technique. Il tient à ce sujet à remercier le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande d'avoir répondu favorablement au Président directeur du Bureau de l'assistance technique qui lui avait demandé de détacher M. John Reid en Indonésie pour y exercer les fonctions de représentant à demeure.

7. Le Gouvernement de l'Indonésie, satisfait des résultats obtenus par l'assistance technique, envisage

l'avenir avec optimisme. Il ne doute pas en effet que sous l'impulsion de M. Owen, son Président directeur, le Bureau de l'assistance technique accroîtra encore la portée du programme élargi en résolvant certains problèmes, notamment ceux qui sont liés aux prix de revient locaux et à la fourniture de matériel.

8. M. Nuradi appuie sans réserve le projet de résolution commun. Il déclare qu'en dépit de sa situation financière précaire, le Gouvernement de l'Indonésie s'efforcera de contribuer au financement du programme élargi.

9. En ce qui concerne les amendements présentés par la délégation de l'Equateur, M. Nuradi se déclare heureux que leur auteur ait tenu compte des observations formulées au cours de la discussion générale et ait remanié la rédaction du paragraphe 6 proposé dans le quatrième amendement; l'Assemblée générale disposera ainsi, à sa prochaine session, de tous éléments utiles pour envisager de donner un caractère permanent à l'assistance technique sans que les gouvernements aient à prendre pour le moment des engagements financiers à long terme. M. Nuradi votera donc pour les amendements présentés par la délégation de l'Equateur.

10. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) remercie le représentant de l'Indonésie des paroles aimables qu'il a prononcées à l'égard du Gouvernement néo-zélandais. La délégation de la Nouvelle-Zélande n'est pas encore intervenue dans le débat, d'une part parce qu'elle a indiqué au cours de la discussion générale (205ème séance) que son gouvernement appuie sans réserve le programme d'assistance technique, et, d'autre part, parce que des opinions concordantes ont été exprimées au cours de l'examen de la question. M. Perry espère que l'on arrivera à réaliser l'unanimité; pour sa part, il appuiera le projet de résolution commun.

11. En ce qui concerne les amendements présentés par la délégation de l'Equateur, M. Perry appuiera la nouvelle rédaction proposée pour le paragraphe 6. Il est heureux de constater qu'on supprime toute mention de la "permanence" du programme dans l'amendement au deuxième alinéa du préambule; il pense en effet qu'il est inutile d'insister sur le point, puisque la notion d'assistance à long terme inspire implicitement l'ensemble du programme et le concours apporté par les divers gouvernements. En outre, s'il sera toujours nécessaire de procéder à des échanges internationaux de connaissances générales et techniques, on espère que les problèmes des pays insuffisamment développés ne se poseront pas toujours. M. Perry estime également que les questions financières occupent une trop large place aux troisième et quatrième amendements. Le succès du programme d'assistance technique ne sera pas jugé en fonction des sommes dépensées, mais sur la base des progrès obtenus grâce à l'application et à la concentration des techniques modernes en vue de la solution des problèmes posés par le développement économique. Il est certain qu'il faut pouvoir établir les plans à l'avance, mais M. Perry doute que le paragraphe 5 proposé (texte qu'il n'est pas en mesure d'appuyer) soit de nature à résoudre la question en faisant avancer de deux mois environ la date des négociations. A son avis, c'est le rapport prévu dans le paragraphe 6 dont l'insertion est proposée qui apportera une solution.

12. En terminant, le représentant de la Nouvelle-Zélande s'associe aux éloges qui ont été adressés au Président directeur du Bureau de l'assistance technique et au Directeur général de l'assistance technique.

13. M. HUNEIDI (Syrie) exprime l'espoir que les échanges de vues auxquels vient de procéder la Commission faciliteront les travaux de l'Administration de l'assistance technique dans le Moyen-Orient et permettront d'améliorer le sort des populations de cette région.

14. Il souligne que la coopération internationale dans le domaine économique est l'un des aspects les plus importants de l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies. Cette coopération, qui prend la forme d'une aide accordée par les pays industrialisés aux pays insuffisamment développés, est sans aucun doute un élément de paix et de sécurité dans le monde; la participation d'un grand nombre de pays au programme élargi d'assistance technique est la preuve évidente des bienfaits que les pays insuffisamment développés peuvent retirer de l'exécution de ce programme. C'est ce qui justifie le désir d'élargir encore l'assistance technique et de la rendre permanente.

15. M. Huneidi s'élève contre l'affirmation suivant laquelle il conviendrait de répartir l'assistance technique entre les pays bénéficiaires proportionnellement à leurs contributions au programme. En effet, les pays insuffisamment développés sont en général tout autant dépourvus de ressources financières que de moyens techniques; il serait donc illogique de demander à ces pays, qui ont besoin d'assistance technique, une contribution financière supérieure à celle qu'ils seraient en mesure de fournir.

16. Pour ce qui est du projet de résolution commun, M. Huneidi déclare que la délégation de la Syrie est prête à l'appuyer, tout en réservant pour son gouvernement une complète liberté d'action. Il estime également que le texte remanié des amendements présentés par la délégation de l'Equateur est parfaitement acceptable et constitue même un réel progrès par rapport au texte primitif; il est en effet préférable d'adopter une formule progressive pour assurer le succès de l'œuvre entreprise. C'est pourquoi la délégation de la Syrie votera pour les amendements de l'Equateur et notamment pour le texte du paragraphe 6 tel qu'il figure au document A/C.2/L.167/Corr.1.

17. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il ne peut passer sous silence les remarques que le représentant de la Yougoslavie a jugé bon de formuler, au cours de la séance précédente, au sujet du caractère de l'aide que l'URSS accorde aux pays qui sollicitent son assistance économique et technique. M. Arkadyev ne s'étonne pas de ces remarques: il y a longtemps que les dirigeants de la Yougoslavie sont devenus les agents dociles de l'impérialisme américain et qu'ils recherchent toutes les occasions de plaire à leurs maîtres. Or, quelle meilleure façon pour eux de se gagner l'estime de ces derniers que de porter des accusations calomnieuses contre l'URSS?

18. Le représentant de la Yougoslavie a dit que l'assistance donnée par l'URSS à la Yougoslavie n'était pas fondée sur le principe de l'égalité. Il a cité à ce propos l'article 8 de l'accord d'assistance technique conclu entre l'URSS et la Yougoslavie, qui prévoyait que le pays bénéficiaire réglerait les dépenses afférentes

au transport des fournitures et aux frais de séjour et de déplacement des experts. M. Arkadyev souligne que les deux parties avaient librement accepté cet arrangement, dont elles avaient arrêté les termes d'un commun accord. Les dispositions incriminées étaient tout à fait normales et n'avaient pas de caractère politique ou militaire.

19. Les déclarations du représentant de la Yougoslavie à la Deuxième Commission contredisent du reste celles de son chef Tito qui, en 1945, à l'occasion de la ratification du traité d'amitié et d'entraide conclu entre la Yougoslavie et l'URSS, affirmait publiquement que cet accord respectait pleinement les droits et la souveraineté des petits pays et que l'URSS était mue par le seul désir de resserrer les liens existant entre les deux pays et de collaborer à la reconstruction et au développement de la Yougoslavie.

20. Mais la Yougoslavie d'aujourd'hui n'est plus celle du lendemain de la guerre. Elle est entrée dans l'orbite des Etats-Unis en vertu de l'accord militaire signé en 1951 dans le cadre de la prétendue sécurité mutuelle. Elle aura désormais son rôle à jouer dans le bloc militaire que le Pentagone s'efforce de créer dans les Balkans. Cela explique les nombreuses visites de généraux, d'hommes d'Etat, de techniciens américains et, tout récemment encore, celle du chef des forces navales américaines en Méditerranée accompagné de son escadre. A propos de cette dernière visite, M. Arkadyev cite un article du *New York Herald Tribune* selon lequel le chef des forces navales américaines aurait eu pour mission d'obtenir l'autorisation d'utiliser les bases navales yougoslaves et d'amener la flotte yougoslave à participer aux manœuvres de la flotte américaine en Adriatique.

21. M. Arkadyev dit que les visées des Etats-Unis ne s'arrêtent pas là. Leur objectif est de transformer le territoire et l'économie yougoslaves en un arsenal pour leur machine de guerre. L'assistance technique et financière fournie ces derniers temps à la Yougoslavie n'a d'autre but que de développer la production de guerre de ce pays, aux dépens de la production civile. M. Arkadyev cite à l'appui de ses assertions des extraits du *Christian Science Monitor* et du *World Telegram and Sun*. Il déclare qu'il ressort clairement de toutes ces informations que, si les Etats-Unis fournissent des fonds à la Yougoslavie, c'est pour y constituer un point d'appui qui leur permettra de menacer les pays de l'Europe orientale. Si la Yougoslavie n'y voit aucune atteinte à sa souveraineté et à son honneur, d'autres en jugent différemment.

22. Les représentants de la Yougoslavie dans les organes des Nations Unies se plaisent souvent à parler de menaces qui pèseraient sur leur pays. Ils omettent cependant de dire que c'est à la Yougoslavie elle-même qu'incombe la responsabilité du climat hostile qui règne aujourd'hui dans cette partie du monde. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler son attitude à l'égard de l'Albanie et les déclarations faites à ce sujet par M. Enver Hodja. Sans doute la Yougoslavie se conforme-t-elle dans ce domaine aux ordres qu'elle reçoit.

23. M. Arkadyev ne fera pas lui-même l'éloge de l'assistance que l'URSS fournit aux démocraties populaires et à d'autres pays amis. Il préfère s'en remettre au témoignage d'un porte-parole qualifié de la Répu-

blique hongroise, M. Gerö, qui écrivait récemment que l'aide fraternelle de l'URSS était un élément indispensable du développement économique et social de son pays comme de celui des autres démocraties populaires d'Europe et d'ailleurs. Après avoir énuméré diverses réalisations rendues possibles par cette aide, notamment dans le domaine de l'industrie métallurgique, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie et en Roumanie, M. Gerö signalait que ces pays accroissaient rapidement leur production de tracteurs, de voitures automobiles, d'outillage agricole, de biens d'équipement, de produits chimiques. Il soulignait que plusieurs pays qui ne possédaient qu'une industrie rudimentaire se trouvent dotés, aujourd'hui, d'industries modernes outillées pour la production en série. Grâce à l'aide de l'URSS, la Hongrie, pays essentiellement agricole, s'est industrialisée en quelques années au point que, en 1951, sa production dépassait de 256 pour 100 le niveau d'avant-guerre. M. Gerö concluait en affirmant que le nouveau plan quinquennal de l'URSS contribuerait à resserrer davantage encore la coopération économique entre l'URSS et les démocraties populaires. Le représentant de l'URSS termine en disant que ces paroles sont suffisamment éloquentes et qu'il n'a rien à y ajouter.

24. M. HUEZO (Salvador) dit que son pays est l'un de ceux où il est le plus urgent de procéder à la prospection, à l'inventaire et à l'exploitation des ressources naturelles, en raison de la forte pression démographique qu'il subit. C'est pourquoi le Gouvernement salvadoréen a toujours porté un vif intérêt aux activités de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées dans le domaine de l'assistance technique.

25. L'OMS, la FAO, l'UNESCO et l'OIT collaborent actuellement à l'exécution d'un vaste projet d'amélioration rurale et d'hygiène du milieu dans une région qui compte une centaine de milliers d'habitants. Une mission de vingt et un membres a étudié la structure économique du pays et a formulé des recommandations pour l'élaboration d'un plan général de développement économique. Enfin, le Salvador bénéficie des mesures qui sont prises, sous les auspices de la Commission économique pour l'Amérique latine, en vue de réaliser l'union économique des pays de l'Amérique centrale.

26. La délégation du Salvador ne peut donc que se féliciter de l'œuvre accomplie par l'Organisation des Nations Unies et elle appuiera le projet de résolution commun.

27. M. YAFTALI (Afghanistan) dit que l'Afghanistan, pays insuffisamment développé, compte sur l'assistance technique des Nations Unies pour réaliser son développement économique et social. L'Afghanistan a eu l'heur de bénéficier de cette assistance dès le début et il souhaite voir élargir davantage encore un programme dont il a éprouvé et continue d'éprouver toute l'utilité.

28. M. Yaftali indique que son gouvernement a créé une organisation permanente chargée de coordonner et de faciliter les travaux des experts qui se trouvent sur son territoire au titre de l'assistance technique. Cet arrangement s'est révélé des plus satisfaisants.

29. La délégation afghane s'est réjouie de la nomination de M. David Owen aux fonctions de Président

directeur, car elle est convaincue qu'il donnera une nouvelle impulsion à l'exécution du programme élargi.

30. M. Yaftali votera en faveur du projet de résolution commun; il approuve également les amendements présentés par le représentant de l'Equateur dans leur dernière rédaction (A/C.2/L.167 et Corr.1).

31. M. MATES (Yougoslavie), invoquant l'article 114 du règlement intérieur, demande à répondre à la dernière intervention du représentant de l'URSS.

32. Il rappelle tout d'abord que les observations qu'il avait formulées et que M. Arkadyev vient de rappeler concernaient un projet d'accord élaboré en 1948.

33. Le représentant de l'URSS a déclaré à ce propos qu'il est tout naturel que les pays bénéficiaires couvrent les frais de l'assistance technique qui leur est fournie. Mais lorsqu'on demande aux pays bénéficiaires de régler la totalité des dépenses, on ne peut plus parler d'assistance; il s'agit alors d'un marché aux termes duquel avis techniques et matériel sont vendus au prix fort.

34. Si M. Arkadyev était vraiment convaincu du caractère normal de cet accord, il n'aurait pas témoigné d'une aussi vive indignation et il n'aurait pas considéré les déclarations du représentant de la Yougoslavie comme injurieuses à l'égard de son pays. Mais il sait que toute comparaison entre les méthodes appliquées par l'URSS et celles que l'Organisation des Nations Unies s'efforce de mettre au point dans le domaine de l'assistance technique ne serait pas à l'avantage des premières et cela explique la vivacité de ses propos. Le représentant de la Yougoslavie déclare qu'il n'a pas été surpris par le ton du représentant de l'URSS, qui rappelle étrangement celui des communications officielles que la Yougoslavie reçoit depuis plusieurs années de Moscou. M. Mates laisse aux membres de la Commission le soin de juger de l'effet d'une telle attitude et des dangers qu'elle peut comporter pour les relations internationales.

35. Quant à la déclaration du maréchal Tito que M. Arkadyev a citée, elle concernait, non pas le projet d'accord de 1948, mais un accord d'amitié et d'assistance mutuelle conclu par l'URSS et la Yougoslavie en mars 1945, en pleine guerre, alors que la Yougoslavie, comme bien d'autres pays à l'époque, était persuadée qu'il était possible d'établir des relations amicales avec l'URSS sur une base durable. Malheureusement, les événements qui se sont produits entre 1945 et 1948 ont démontré l'inanité de ces espoirs. La responsabilité ne peut en incomber à la Yougoslavie, car on ne saurait songer sérieusement que ce petit pays de 16 millions d'habitants envisage et prépare une agression contre les pays du bloc soviétique, qui comptent plus de 200 millions d'âmes.

36. Le représentant de l'URSS voudrait faire croire que la Yougoslavie a vendu son territoire et sa liberté aux Etats-Unis lorsqu'elle a conclu avec eux un accord d'assistance militaire. Il n'ignore cependant pas que le texte de cet accord a été publié et que tout le monde peut s'assurer que toutes ses clauses sont inspirées par le désir des signataires de sauvegarder la paix et d'atteindre les objectifs de la Charte. Certes, l'accord porte essentiellement sur la fourniture d'armes à la Yougoslavie. Mais il ne faut pas oublier que c'est l'URSS qui a acculé la Yougoslavie à la regrettable

nécessité de réarmer. La Yougoslavie n'a jamais caché que, depuis 1948, elle utilise une partie importante de son revenu national et de sa production pour renforcer sa défense nationale, car elle est décidée à sauvegarder la liberté de son sol, qu'elle a défendu au cours des siècles au prix d'immenses sacrifices.

37. M. Arkadyev a cité des personnalités américaines qui se sont récemment rendues en Yougoslavie. La liste qu'il a donnée est loin d'être complète. Il a oublié de mentionner la visite amicale de la flotte britannique ou encore celle d'un général de l'état-major de l'armée française, le général Blanc. Il n'a pas dit non plus que la Yougoslavie accueille un très grand nombre de journalistes et de touristes, car ses portes sont largement ouvertes. Elle envoie elle-même des hommes d'Etat, des parlementaires, des généraux, à l'étranger. Une mission d'amitié est sur le point de se rendre en Asie. La Yougoslavie est décidée, en effet, à multiplier ses contacts avec le monde extérieur, non pour préparer une agression mais pour nouer des liens avec le reste du monde, et aussi pour pouvoir compter sur des amitiés solides si un jour elle se trouvait en péril, malgré elle.

38. M. Arkadyev, fidèle à l'habitude chère aux représentants de l'URSS, a cité des journaux américains. Il a mentionné, notamment, un article du *New York Herald Tribune* relatif à la visite de la flotte américaine en Yougoslavie. M. Mates tient à souligner qu'il s'agissait d'un "canard" que Belgrade et Washington se sont empressés de démentir. Du reste, le journal ne disait pas qu'un accord avait été conclu au sujet de l'utilisation de bases yougoslaves, mais qu'un tel accord était souhaité. Quoi qu'il en soit, M. Mates affirme que le Gouvernement yougoslave n'a conclu et n'a l'intention de conclure aucun accord de ce genre et qu'il n'existe aucune base étrangère en Yougoslavie.

39. Enfin, pour ce qui est du témoignage de MM. Hodja et Gerò, que le représentant de l'URSS a invoqué, M. Mates déclare qu'il n'appartient ni à M. Arkadyev, ni à lui-même d'en juger: le jugement définitif sera rendu par l'histoire, qui, elle, ne se trompe pas.

40. Le PRESIDENT annonce que la discussion sur le point 25, d de l'ordre du jour (Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés) est close. Il invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1) dont la Commission est saisie, ainsi que sur les amendements présentés par la délégation de l'Equateur (A/C.2/L.167 et Corr.1).

41. M. KATZ-SUCHY (Pologne) fait observer que le projet de résolution concerne le programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés. Il conviendrait donc, à son avis, d'en modifier le titre actuel et de l'intituler: "Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés".

42. Le PRESIDENT accepte la proposition du représentant de la Pologne et fait remarquer que l'Assemblée générale a adopté à sa sixième session une résolution 519 (VI) qui porte le titre proposé par le représentant de la Pologne. Il prie le Rapporteur de tenir compte de cette suggestion et de modifier en consé-

quence dans son rapport le titre actuel du projet de résolution.

43. Il signale que le représentant de l'Equateur a également remplacé, dans son deuxième amendement (A/C.2/L.167), les mots "et sa continuation à titre permanent" par "et son progrès continu". Il annonce que les auteurs du projet de résolution commun ont accepté les deux premiers amendements de l'Equateur.

44. M. GARCIA (Philippines) demande que lorsque le projet de résolution sera mis aux voix, la Commission vote par appel nominal sur le deuxième alinéa du préambule.

45. Le PRESIDENT met aux voix le troisième amendement de l'Equateur (A/C.2/L.167).

Par 46 voix contre zéro, avec 6 abstentions, l'amendement est adopté.

46. M. EL-TANAMLI (Egypte) et M. DE SEYNES (France) estiment que la traduction française des mots "*their pledges to*", qui figurent dans le paragraphe 5 que le représentant de l'Equateur propose d'ajouter au projet de résolution, implique un engagement plus précis que celui que prévoit le texte original anglais. Ils proposent de remplacer les mots "s'engageront" par "pourraient s'engager".

Il en est ainsi décidé.

47. M. ENCINAS (Pérou) demande que la traduction espagnole des mots "*towards the goal*", qui figurent au paragraphe 5 proposé dans le quatrième amendement, soit modifiée, car elle ne correspond pas exactement au sens du texte original anglais.

48. M. DE SEYNES (France) estime que la même critique peut être adressée à la traduction française.

49. Le PRESIDENT dit que le Secrétariat effectuera les modifications nécessaires¹.

50. Il met aux voix la première partie du quatrième amendement de l'Equateur qui tend à ajouter un paragraphe 5 au dispositif du projet de résolution commun.

Par 39 voix contre zéro, avec 13 abstentions, l'amendement est adopté.

51. Le PRESIDENT indique que les auteurs du projet de résolution commun ont accepté la deuxième partie modifiée du quatrième amendement de l'Equateur, à savoir le paragraphe 6 qu'on envisage d'ajouter au dispositif du projet de résolution commun, dans la rédaction proposée au document A/C.2/L.167/Corr.1.

Il est procédé au vote par appel nominal sur le deuxième alinéa du préambule du projet de résolution commun sous sa forme modifiée par l'amendement de l'Equateur.

L'appel commence par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Birmanie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indo-

¹ Le texte du paragraphe 5, rectifié en espagnol et en français suivant les observations des représentants du Pérou et de la France, figure au document A/C.2/L.167/Corr.2.

nésie, Iran, Irak, Israël, Libéria, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Arabie saoudite, Suède, Syrie, Thaïlande, Turquie.

Vote contre: Néant.

S'abstiennent: République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Par 47 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le deuxième alinéa du préambule est adopté.

52. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution commun sous sa forme modifiée.

Par 46 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution commun est adopté sous sa forme modifiée.

53. A la suite d'un débat de procédure concernant l'ordre d'examen des divers projets de résolution et amendements présentés au sujet du point 25, *a*, de l'ordre du jour, auquel prennent part M. BUNGE (Argentine), M. JÖKEL (Australie), M. SALAMANCA FIGUEROA (Bolivie), M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique), M. DE SEYNES (France), M. HALIQ (Arabie saoudite), M. HUNEIDI (Syrie) et M. MATES (Yougoslavie), le PRESIDENT propose de classer les projets de résolution et amendements en quatre catégories.

54. Les trois premières, qui ont trait directement au point 25, *a*, de l'ordre du jour intitulé: Financement du développement économique des pays insuffisamment développés, sont les suivantes: i) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: documents A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161 et A/C.2/L.163; ii) financement du développement économique grâce à la fixation de prix internationaux justes et équitables pour les produits de base et à la réalisation de programmes nationaux de développement économique intégré: document A/C.2/L.162; iii) migrations et développement économique: document A/C.2/L.164.

55. La quatrième catégorie, qui concerne le droit pour chaque pays de nationaliser et d'exploiter librement ses richesses naturelles, est constituée par le document A/C.2/L.165 et Corr.1, que le Président propose d'examiner une fois la discussion du point 25, *a*, terminée et avant d'entreprendre la discussion du point 25, *c*, intitulé: "Réforme agraire".

56. Quant au projet de résolution A/C.2/L.155 relatif aux travaux des commissions économiques régionales, le Président suggère de l'examiner à la fin de la discussion du point 25 de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h. 35.



SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162, A/C.2/L.163 et A/C.2/L.164)	141
---	-----

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.162, A/C.2/L.163 et A/C.2/L.164)

[Point 25, a*]

1. Le **PRESIDENT** rappelle qu'à la fin de la séance précédente, la Commission a décidé de classer en trois catégories les projets de résolution et amendements dont elle est saisie à propos du point 25, a, de l'ordre du jour. Il invite la Commission à aborder l'examen des projets classés dans la première catégorie: A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161 et A/C.2/L.163.

2. **M. BURR** (Chili) présente le projet de résolution de sa délégation (A/C.2/L.154 et Corr.1); s'il est vrai qu'elle insiste tout particulièrement sur le financement du développement économique des pays insuffisamment développés, sa délégation ne sous-estime pas, pour autant, l'importance des autres aspects du développement économique.

3. Au cours de la discussion générale, un des membres de la Commission a déclaré, tout en approuvant, en principe, le projet de résolution du Chili, que certaines délégations n'envisageaient pas sans appréhension la création d'un fonds spécial. Or, il est absolument nécessaire de chercher à résoudre les problèmes économiques et sociaux des pays insuffisamment développés à une époque où la situation de ces pays s'aggrave de plus en plus et où la tension politique internationale s'accroît, et le représentant du Chili estime au contraire que la création d'un fonds spécial aiderait à y parvenir.

4. **M. Burr** rappelle les conditions dans lesquelles l'Assemblée générale a adopté la résolution 520 A (VI) et les raisons pour lesquelles le Conseil n'a pas été en

mesure de soumettre à la présente session de l'Assemblée générale un plan détaillé pour la création du fonds spécial. Il indique ensuite les considérations qui ont amené la délégation du Chili à déposer le projet de résolution dont la Commission est maintenant saisie. En premier lieu, sa délégation estime que, pour assurer leur développement économique, les pays insuffisamment développés ont un besoin urgent de capitaux; les investissements devraient y atteindre un montant beaucoup plus élevé qu'à l'heure actuelle. Or, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne dispose pas de ressources suffisantes à cette fin; de même, les capitaux privés étrangers n'affluent pas en quantités appréciables dans les pays intéressés, et surtout, ils ne sont pas investis dans des projets non amortissables; enfin, dans ces pays, l'épargne nationale ne suffit pas, à elle seule, à assurer le financement du développement économique.

5. Le représentant du Chili ajoute que l'écart entre la situation des pays industrialisés et celle des pays insuffisamment développés s'accroît sans cesse: dans ces derniers, l'alimentation en particulier est moins bonne qu'il y a dix ans. A son avis, l'assistance technique apporte une contribution utile au développement économique des pays insuffisamment développés, mais il faudrait la compléter par des mesures de financement. Enfin, le représentant du Chili déclare qu'il n'est nullement convaincu par les objections soulevées contre la création d'un fonds spécial. Il estime indispensable d'assurer le financement des entreprises non amortissables qui donneront aux pays insuffisamment développés une structure économique solide et qui les mettront, par là même, en mesure d'attirer des capitaux privés étrangers. Pour terminer, il constate avec satisfaction que le projet de résolution du Chili, au cours de la discussion générale, a fait l'objet, de la part de plusieurs délégations, de commentaires très favorables.

6. **M. DIAS CARNEIRO** (Brésil) présente les amendements (A/C.2/L.157) que sa délégation propose d'apporter au projet de résolution du Chili. Après avoir rappelé la teneur des Articles 55 et 56 de la Charte, il

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

indique que le premier amendement du Brésil a pour objet de souligner l'importance de ces deux articles.

7. M. Dias Carneiro attire ensuite l'attention de la Commission sur les efforts que les représentants des pays insuffisamment développés ont tentés depuis de nombreuses années pour faire comprendre qu'une augmentation plus rapide de la production dans leurs pays est la condition préalable de toute élévation sensible du niveau de vie de la population et du développement de l'économie mondiale. Même avec l'appoint des investissements de capitaux internationaux, les ressources financières des pays insuffisamment développés ne suffisent pas, actuellement, pour assurer le développement économique au rythme voulu. Ce développement économique exige la mobilisation constante de l'épargne nationale et l'accroissement des investissements étrangers, tant publics que privés. En outre, le développement économique suppose l'exécution de projets amortissables et de projets qui, sans être amortissables, se justifient par leurs effets sur la production et sur le revenu national. Il y a des pays où le financement de projets non amortissables doit, dans certaines circonstances, être assuré par un système de subventions alimentées par des capitaux étrangers. Enfin, l'accélération du développement économique nécessite l'octroi, à certains pays, de prêts à faible intérêt et à long terme.

8. Le deuxième amendement du Brésil a pour objet de rappeler que le Conseil économique et social, par des résolutions adoptées à ses sessions précédentes, a reconnu tous ces faits ainsi que la nécessité d'augmenter la production dans les pays insuffisamment développés et d'établir, à cette fin, un fonds spécial pour financer le développement économique de ces pays.

9. Par son troisième amendement, la délégation du Brésil cherche à donner à l'Assemblée générale les moyens de créer le fonds spécial d'ici un an au plus tard. A son avis, l'Assemblée générale devrait demander au Conseil de lui soumettre non seulement un plan détaillé mais des propositions précises concernant le statut du fonds spécial. Disposant ainsi, à sa huitième session, de ce projet de statut, l'Assemblée générale pourrait, le cas échéant, convoquer une conférence, réunissant les représentants des pays intéressés, qui examinerait les conditions nécessaires à la mise en œuvre des propositions du Conseil.

10. La délégation du Brésil estime que les projets de résolution du Chili et de Cuba ne font pas ressortir assez nettement la nécessité de mettre au point un projet de statut. L'Assemblée générale pourrait ainsi courir le risque de ne créer le fonds spécial qu'en 1955 ou même plus tard encore. C'est pour éviter ce risque que la délégation du Brésil a présenté son troisième amendement.

11. M. HALIQ (Arabie saoudite) présente le projet de résolution commun déposé par l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Irak et le Liban (E/C.2/L.161).

12. Au cours de la discussion générale, les auteurs de ce projet de résolution ont constaté que la plupart des membres de la Commission se sont fondés sur l'hypothèse selon laquelle le développement économique des pays insuffisamment développés ne peut être financé que par un apport suffisant de capitaux privés étrangers. Selon certains représentants, ces capitaux peuvent jouer un rôle fort utile. D'autres représentants ne partagent pas cet avis.

13. Les auteurs du projet de résolution estiment, pour leur part, que l'Assemblée générale gagnerait à recevoir quelques indications sur le rôle de ces capitaux. Sans doute, dispose-t-elle déjà de rapports établis par la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, mais ces rapports ne traitent qu'un aspect du problème. Les auteurs du projet de résolution proposent donc d'inviter le Secrétaire général à faire figurer dans un des prochains rapports sur l'économie mondiale une étude du rôle que les capitaux privés étrangers peuvent jouer dans le financement du développement économique des pays insuffisamment développés.

14. M. DOMINGUEZ COMPANYY (Cuba) rappelle qu'au cours de la discussion générale (201ème séance), sa délégation a déjà exposé ses vues sur le financement du développement économique des pays insuffisamment développés, question qui a d'ailleurs fait l'objet de longs débats devant l'Assemblée générale et le Conseil économique et social. Comme l'unanimité s'est faite apparemment sur la nécessité de financer le développement économique des pays insuffisamment développés, il convient maintenant de passer du plan théorique des résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil à celui de l'application pratique de certaines des mesures préconisées.

15. C'est dans cet esprit que la délégation de Cuba a saisi la Deuxième Commission du projet de résolution qui porte la cote A/C.2/L.163; elle croit par là interpréter le désir de la plupart des délégations d'avancer dans la voie des réalisations pratiques.

16. M. Domínguez Company fait d'abord l'historique de la question du financement du développement économique des pays insuffisamment développés telle qu'elle s'est présentée devant l'Assemblée générale. Il rappelle que l'Assemblée générale a commencé par reconnaître, dans sa résolution 400 (V), que l'accélération du développement économique des pays insuffisamment développés exigeait une aide étrangère, non seulement technique mais financière. Un groupe d'experts désignés par le Secrétaire général a également confirmé cette opinion dans le rapport intitulé *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986). Par la suite, l'Assemblée générale, dans sa résolution 520 A (VI), a chargé le Conseil économique et social de lui soumettre un plan détaillé pour la création d'un fonds spécial en vue de l'octroi aux pays insuffisamment développés de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme. A sa quatorzième session, le Conseil économique et social, par sa résolution 416 A (XIV), a décidé de constituer un Comité chargé de préparer ce plan détaillé pour le 1er mars 1953 au plus tard. D'autre part, la Banque internationale a présenté au Conseil un rapport sur la proposition relative à la création d'une société financière internationale (E/2215); selon ce rapport, cette société permettrait de combler les lacunes qui existent actuellement dans le système de financement international du développement économique. Le Conseil économique et social a donc prié la Banque, par sa résolution 416 C (XIV), de poursuivre les études entreprises sur l'opportunité de créer une société financière internationale pour permettre aux capitaux étrangers de contribuer davantage au développement économique des pays insuffisamment développés.

17. M. Domínguez Company fait observer ensuite que l'œuvre des Nations Unies ne serait pas complète si la Commission se bornait à adopter, comme elle l'a fait au cours de la séance précédente, un projet de résolution relatif au Programme élargi d'assistance technique. Il lui appartient maintenant d'aider à créer des organes de financement international capables d'accélérer le développement économique en assurant l'apport de capitaux nécessaire. Le représentant de Cuba sait bien que tous les pays doivent être associés à cet effort de financement, mais il rappelle que les pays insuffisamment développés éprouvent, faute de réserves suffisantes, de grandes difficultés à réunir les capitaux que leur développement économique exige; c'est donc des pays industrialisés que peut venir l'aide financière nécessaire à la réalisation de l'idéal de stabilité et de bien-être que la Charte envisage.

18. M. Domínguez Company donne alors lecture du dispositif du projet de résolution de sa délégation (A/C.2/L.163, paragraphes 10, 11 et 12). Il insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à inscrire à l'ordre du jour de la huitième session de l'Assemblée générale l'étude des questions relatives à la création du fonds spécial et de la société financière internationale, afin de déterminer s'il y a lieu de réunir une conférence des gouvernements des pays intéressés pour étudier les mesures pratiques à prendre en vue de créer le fonds spécial et la société.

19. En terminant, M. Domínguez Company fait valoir qu'à son avis la société financière internationale devrait être une entité associée à la Banque internationale mais jouissant néanmoins de l'autonomie financière. Sa mission consisterait à compléter et non à remplacer les investissements privés. Il exprime à nouveau l'espoir que l'Assemblée générale n'hésitera pas à passer du stade des considérations théoriques à celui de l'action pour accélérer le développement économique des pays insuffisamment développés.

20. M. CHAUVET (Haïti) note tout d'abord que, selon les projets de résolution présentés par les délégations du Chili et du Brésil, les comptes rendus des débats de l'Assemblée générale relatifs à la question du financement seraient communiqués au Comité des neuf experts prévu par la résolution 416 A (XIV) du Conseil. Il exprime à ce propos le désir que le plan de crédit présenté par sa propre délégation à la 195ème séance soit également communiqué à ce Comité, en même temps que le texte des paragraphes *a*, *c* et *d* de la résolution 520 A (VI) de l'Assemblée générale.

21. M. Chauvet rappelle ensuite que le représentant de la France a proposé d'envisager l'ensemble de la question du fonds spécial et de la création d'une société financière internationale d'après le "Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement relatif à la création d'une société financière internationale". C'est ainsi qu'il va procéder pour sa part.

22. Etudiant le rapport de la Banque internationale, M. Chauvet remarque tout d'abord que, selon elle, c'est l'industrie qui offrirait les possibilités les plus nombreuses et qui constituerait vraisemblablement le principal domaine d'activité de la société financière. M. Chauvet ne croit pas qu'il soit indiqué de donner à priori la préférence aux questions industrielles alors que les pays insuffisamment développés offrent encore de très grandes possibilités dans le domaine de l'agriculture.

23. En ce qui concerne la vente, par la société, des valeurs de son portefeuille, M. Chauvet estime qu'elle ne devrait faire l'objet d'aucune restriction, sinon la société risquerait de voir se cristalliser son portefeuille, alors qu'elle aurait pour but de favoriser le plus possible la réalisation des valeurs. M. Chauvet fait observer à ce sujet que les actions des entreprises prospères pourront se négocier à un cours bien supérieur à leur valeur nominale, ce qui compensera sans doute largement les pertes que la société pourrait faire en négociant les actions d'entreprises moins prospères. M. Chauvet ne partage donc pas les vues pessimistes exprimées par la Banque internationale dans son rapport. Il estime que la société pourra fort bien créer un marché pour les valeurs qu'elle détiendra.

24. M. Chauvet note également qu'aux termes du rapport de la Banque un contrôle conjoint de la politique suivie permettrait d'éviter tout conflit entre les opérations de la Banque internationale et celles de la société. Il exprime pour sa part la crainte de voir la société financière hésiter, si ce contrôle conjoint est effectivement institué, devant certains projets qui n'offriraient pas toutes les garanties qu'exige généralement une banque avant de s'intéresser à une affaire. De l'avis de M. Chauvet, il serait dangereux d'unifier ainsi la politique de la Banque internationale et celle de la société financière, car ces deux organismes, qui seraient de nature essentiellement différente, devraient appliquer des méthodes différentes. Il ne convient donc pas d'envisager un contrôle conjoint.

25. M. Chauvet estime que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement devrait s'occuper surtout de projets bien déterminés de reconstruction et de développement, accorder la priorité aux entreprises capables d'accroître rapidement la productivité des pays bénéficiaires, et fournir les devises nécessaires à l'exécution de ces projets. La Banque internationale accorde des prêts à de puissantes entreprises privées, à des organismes nationaux de financement, ou aux gouvernements des Etats. Lorsqu'elle accorde un prêt en devises à un organisme national de financement, toutes les précautions sont prises, parce que les demandes de financement ont été étudiées par l'organisme intéressé, par le gouvernement du pays demandeur et par la Banque elle-même. C'est pourquoi, de l'avis de M. Chauvet, ce mode de financement devrait retenir l'attention du Comité des neuf experts.

26. M. Chauvet estime aussi qu'il serait souhaitable que les gouvernements des pays insuffisamment développés créent des commissions non gouvernementales de développement économique chargées d'aider à élaborer un programme général en s'appuyant sur le rapport des missions d'étude de la Banque internationale ou sur les recherches auxquelles cette institution aurait participé. Il évoque à ce sujet la procédure suivie par le Gouvernement de la Colombie à l'occasion de l'octroi par la Banque internationale d'un prêt pour la réfection du réseau routier de ce pays.

27. M. Chauvet regrette que la Banque internationale ne puisse participer à la constitution de sociétés par actions, car, de ce fait, elle se trouve dans l'impossibilité d'étudier des projets parfois fort intéressants.

28. En terminant, M. Chauvet exprime l'espoir que le Comité des neuf experts pourra tenir compte des remarques qu'il vient de formuler. La délégation d'Haïti souhaite que les pays insuffisamment développés

puissent à l'avenir acquérir le matériel, l'outillage, les engrais et les semences nécessaires aux entreprises industrielles et agricoles en voie de développement. Elle espère également que l'application de méthodes modernes dans les petites et moyennes entreprises permettra de spécialiser la main-d'œuvre et d'accroître la productivité. Elle espère enfin que les agriculteurs et les industriels des pays insuffisamment développés disposeront, grâce à l'intervention d'une institution financière internationale, existante ou à créer, des crédits à long terme et des garanties d'intérêts ou d'amortissement nécessaires à l'expansion de leurs entreprises.

29. M. ABDELRAZEK (Egypte) rappelle qu'il a exposé en détail, lorsqu'il est intervenu dans la discussion générale, au cours de la 197^{ème} séance, les vues de sa délégation sur l'ensemble de la question du financement du développement économique des pays insuffisamment développés. Cette question présente deux aspects distincts : les mesures à prendre en vue de stimuler les investissements de capitaux privés et la création d'un fonds spécial pour l'octroi de subventions et de prêts à long terme et à faible intérêt.

30. Les difficultés qui découragent les investissements privés peuvent être rangées en quatre catégories. L'Assemblée générale a tenté de faire disparaître celles de la première catégorie, c'est-à-dire les difficultés d'ordre fiscal, et notamment la double imposition qui frappe souvent les investissements à l'étranger, en demandant au Secrétaire général et à la Commission des finances publiques de procéder à un examen d'ensemble de la question. D'autre part, la création d'une société financière internationale permettrait de parer aux difficultés de la deuxième catégorie : celles qu'éprouvent les sociétés qui voudraient créer des entreprises à l'étranger, mais qui ne réussissent pas à réunir des capitaux suffisants. Il reste, en troisième lieu, que certains pays insuffisamment développés n'envisagent pas les investissements étrangers avec faveur, craignant qu'ils ne soient le prétexte d'une ingérence de l'étranger dans leurs affaires économiques et politiques. Enfin, les actes arbitraires auxquels se livrent parfois les gouvernements des pays insuffisamment développés et les entraves qu'ils apportent au rapatriement des capitaux et des bénéfices ajoutent encore aux difficultés.

31. Le Conseil économique et social a longuement débattu ces questions et il a formulé à sa treizième session des recommandations précises en vue d'augmenter et de régulariser le courant des capitaux étrangers d'origine privée [résolution 368 B (XIII)].

32. Ces recommandations ne sont cependant pas entièrement satisfaisantes. Tout d'abord, il semble qu'elles n'envisagent que le cas des entreprises étrangères créées sans aucune participation du capital privé national. Or, M. Abdelrazek tient à rappeler que, dans le paragraphe 2 de sa résolution 294 B (XI), le Conseil économique et social avait reconnu la nécessité de mobiliser dans toute la mesure possible les ressources financières des pays insuffisamment développés, soit indépendamment de l'apport des capitaux étrangers qui pourront se trouver disponibles en vue du développement économique, soit en conjonction avec cet apport.

33. D'autre part, dans sa résolution 368 B (XIII), le Conseil a recommandé aux pays qui désirent attirer des capitaux étrangers privés de donner, par traité ou par d'autres moyens, des assurances convenables quant au

traitement accordé aux fournisseurs de capitaux étrangers en ce qui concerne notamment les transferts de bénéfices et le retrait de leurs capitaux. M. Abdelrazek souligne que cette recommandation est en contradiction avec le principe selon lequel le développement économique doit s'alimenter lui-même [résolution 294 B (XI), paragraphe 3] ; en effet, ce résultat ne peut être atteint que par le réinvestissement des bénéfices dans les pays où ils ont été produits.

34. En outre, si le Conseil, dans sa résolution 368 B (XIII), recommande aux capitalistes étrangers de se conformer, dans la gestion de leurs entreprises, à des normes de conduite appropriées, il reste muet sur la question du taux d'intérêt souvent excessif qu'ils exigent.

35. Ces observations tendent à démontrer que ni les institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies ni le Conseil économique et social n'ont examiné de façon complète la question des investissements étrangers dans les pays insuffisamment développés. Le projet de résolution que la délégation de l'Egypte présente en commun avec les délégations de l'Arabie saoudite, de l'Irak et du Liban (A/C.2/L.161) se propose justement de combler cette lacune en demandant au Secrétaire général de faire figurer dans un des prochains rapports sur l'économie mondiale une étude du courant international des capitaux privés, portant notamment sur le volume et la direction de ce courant. Le Secrétaire général est en outre prié d'exposer les raisons de l'insuffisance persistante de ces investissements dans les pays insuffisamment développés, pour aider le Conseil à élaborer des propositions constructives.

36. Pour ce qui est du fonds spécial que l'on envisage d'instituer en vue de financer les projets non amortissables dans les pays insuffisamment développés, la délégation de l'Egypte a eu l'occasion de dire qu'elle appuiera sans réserve le projet de résolution présenté à cet effet par la délégation du Chili (A/C.2/L.154 et Corr.1). Les amendements du Brésil (A/C.2/L.157) lui paraissent également acceptables, car ils touchent à la forme et non au fond de la proposition chilienne. Toutefois, la délégation de l'Egypte ne pense pas qu'il convienne de demander au Conseil de préparer un projet de statut pour le fonds spécial, au lieu du "plan détaillé" mentionné aux paragraphes 1 et 2 du dispositif de la résolution 520 A (VI) de l'Assemblée générale. En effet, tout projet de statut ne viserait que la réglementation régissant le fonctionnement du fonds ; or les dispositions de la résolution 520 A (VI) ont une portée beaucoup plus générale. Il importe d'en tenir compte, surtout si l'on songe que, par sa résolution 416 A (XIV), le Conseil économique et social a prévu expressément que le Comité qu'il a créé s'inspirerait des dispositions de ladite résolution 520 (VI) de l'Assemblée générale.

37. Pour terminer, M. Abdelrazek fait observer que les trois projets de résolution dont la Commission est saisie (A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.161 et A/C.2/L.163) ne diffèrent pas sensiblement. La délégation de l'Egypte approuve donc également le projet de résolution présenté par la délégation de Cuba (A/C.2/L.163), qui a le mérite de proposer une procédure extrêmement logique pour l'examen de la question du financement du développement économique des pays insuffisamment développés et d'envisager la possibilité

de réunir ultérieurement une conférence des gouvernements des pays intéressés.

38. Mme WRIGHT (Danemark) souscrit aux observations du représentant de l'Egypte quant à la similitude des trois projets de résolution et elle propose à la Commission de confier à un groupe de travail le soin de rédiger un projet de résolution unique qui reprendrait les idées principales des textes en question.

39. A l'issue d'un échange de vues auquel participent Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni), M. JONKER (Pays-Bas), M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique), M. FACIO (Costa-Rica), M. CUSANO (Uruguay), M. JUNG (Inde), M. DURON (Honduras), M. MADRIGAL (Philippines), M. HALIQ (Arabie saoudite), M. FAROOQ (Pakistan), M. ENCINAS (Pérou), M. TOUS (Equateur), M. WOULBROUN (Belgique), M. MASSOUD-ANSARI (Iran), M. DIAS CARNEIRO (Brésil), M. CHAUVET (Haïti)

et M. ABDELRAZEK (Egypte), le PRESIDENT propose que le groupe de travail soit composé des représentants des pays suivants: Arabie saoudite, Brésil, Chili, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Pakistan, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Il en est ainsi décidé.

40. M. GUTIERREZ (Colombie) et M. ABDELRAZEK (Egypte) voudraient qu'il soit bien entendu que le groupe de travail reste libre de présenter un ou plusieurs projets portant sur les trois questions principales que la Commission a discutées: 1) constitution d'un fonds spécial; 2) création d'une société financière internationale; 3) mesures à prendre en vue d'accroître le courant international des capitaux privés.

41. Le PRESIDENT déclare que le groupe de travail aura, en effet, toute liberté d'action à cet égard.

La séance est levée à 12 h. 30.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mercredi, 19 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169, A/C.2/L.170 et Corr.1, A/C.2/L.171) [suite]	147
---	-----

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social; (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169, A/C.2/L.170 et Corr.1, A/C.2/L.171) [suite]

[Point 25, a *)]

1. Le PRESIDENT annonce que le groupe de travail créé à la séance précédente a terminé ses travaux; il a fondu en un texte unique le premier groupe de résolutions relatives au financement du développement économique pour établir une résolution en trois parties, (A/C.2/L.170 et Corr.1) qu'il soumet à la Commission. La partie A a trait à la création d'un fonds spécial; la partie B à la création d'une société financière internationale, et la partie C aux autres mesures destinées à stimuler le courant international de capitaux privés en vue du développement économique des pays insuffisamment développés. Il croit savoir que les auteurs des projets de résolution et des amendements contenus dans les documents A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161, A/C.2/L.163 ont décidé de retirer leur texte pour appuyer le projet de résolution préparé par le groupe de travail (A/C.2/L.170 et Corr.1). Le Président propose à la Commission d'examiner ce texte.

Il en est ainsi décidé.

2. M. BURR (Chili) déclare que le projet de résolution de la délégation chilienne concernant la création d'un fonds spécial (A/C.2/L.154 et Corr.1), renforcée par certains des amendements du Brésil (A/C.2/L.157), a été incorporée à la partie A du projet de résolution du groupe de travail. Le paragraphe 8 de la partie A ne lui donne pas entièrement satisfaction, mais il n'a pas l'intention de soulever cette question de façon formelle. En ce qui concerne le paragraphe 6 de la partie A du projet de résolution, il tient à préciser que

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

le fait de prier le Conseil économique et social de consacrer une attention spéciale au problème du financement international du développement économique et social et de le résoudre par la coopération internationale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies n'implique nullement que l'on détourne son attention de toutes les autres formes de financement et que l'on méconnaisse l'importance de ces formes. En ce qui concerne la partie C du projet de résolution, il déclare qu'à son avis l'étude des obstacles qui s'opposent au courant des capitaux privés et des mesures destinées à favoriser ce courant devrait comprendre l'analyse de la façon d'utiliser les divers systèmes fiscaux pour augmenter le courant international des capitaux privés. Selon l'opinion de son pays, les pays exportateurs de capitaux doivent faciliter l'utilisation de leurs ressources par les pays insuffisamment développés en renonçant, dans la mesure du possible, aux impôts sur l'exportation de ces capitaux et sur les revenus qu'ils produisent. Il convient en outre d'inciter les détenteurs de capitaux privés étrangers à réinvestir leurs bénéfices dans le pays où ces bénéfices ont été réalisés. Enfin, les capitaux privés devraient être soumis exclusivement à l'impôt national du pays insuffisamment développé intéressé.

3. La délégation du Chili votera en faveur des trois parties du projet de résolution qui à son avis constitue un progrès dans l'examen des problèmes du financement.

4. M. ABDELRAZEK (Egypte) remercie le Président de la Deuxième Commission du talent avec lequel il a présidé le groupe de travail. Il espère que le projet de résolution présenté par le groupe rencontrera l'assentiment unanime.

5. M. LIMA (Brésil) déclare que, comme la partie B du nouveau projet de résolution s'inspire du projet de sa délégation (A/C.2/L.159), celle-ci tient à préciser certains des objectifs essentiels de la société financière internationale envisagée.

6. L'idée de créer une société internationale de ce genre a son origine dans le principe posé dans la résolution 294 (XI) du Conseil économique et social et a abouti au projet de résolution dont la Commission

est actuellement saisie. La résolution du Conseil a reconnu qu'en matière du financement du développement économique, il n'existe pas de relation directe et logique entre, d'une part, les dépenses immédiates exposées respectivement en monnaies locales et étrangères, et, d'autre part, les montants respectifs de capital étranger et de ressources locales qu'il est désirable d'affecter au financement. Ce fait est également reconnu dans le rapport des experts sur les *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986); dans leurs conclusions, les experts ont reconnu que l'un des principaux obstacles au développement économique des pays insuffisamment développés était la répugnance des capitaux locaux à s'investir en valeurs mobilières à revenu variable. Les experts ont donc proposé la création d'une société financière internationale qui serait autorisée dans certaines conditions à consentir des prêts et à procéder à des investissements, conjointement avec les entreprises privées.

7. Le Conseil économique et social, par sa résolution 368 C (XIII), a demandé à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement d'examiner le rôle qu'une telle société pourrait jouer dans le financement des pays insuffisamment développés et la Banque a soumis un rapport préliminaire sur cette question en avril 1952 (E/2215). Le Conseil, dans sa résolution 416 C (XIV), a proposé que les gouvernements consultent les organismes et les groupements d'affaires nationaux qui s'intéressent à ce problème; il a également prié la Banque internationale de demander à ses membres leur avis sur l'opportunité de créer une société financière du type envisagé, et de présenter un rapport au Conseil à ce sujet en 1953.

8. Le Brésil approuve les termes de la résolution 416 C (XIV) du Conseil, et c'est pourquoi il a présenté le projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.159. A son avis, l'Assemblée générale ne peut rien faire d'autre pour le moment que de maintenir ce problème à l'ordre du jour, et d'attendre les résultats des études entreprises.

9. Le Brésil a conscience des difficultés que les gouvernements rencontreront dans leurs consultations, en raison de l'absence de renseignements précis sur la nature de la société envisagée, mais il craint que la mobilisation du capital privé par des organismes publics soit considérée avec méfiance dans certains pays insuffisamment développés.

10. La délégation du Brésil votera en faveur des trois parties du projet de résolution présenté par le groupe de travail.

11. M. MATES (Yougoslavie) déclare que sa délégation a quelques hésitations au sujet du projet de résolution du groupe de travail, mais qu'elle n'a pas l'intention de présenter des amendements formels, parce qu'elle considère ledit projet de résolution, et notamment les parties B et C, non comme l'expression de décisions, mais comme un moyen qui permettra de poursuivre les études en cours.

12. Si la Commission vote séparément sur les trois parties du projet de résolution, la délégation yougoslave votera pour les parties A et B. En ce qui concerne la partie C, la délégation yougoslave est disposée à appuyer le paragraphe 2, mais elle ne peut accepter certains autres paragraphes du texte. Toutefois, elle ne désire

pas empêcher qu'on poursuive l'étude des problèmes mentionnés. Si la Commission vote sur chaque paragraphe de la partie C, la délégation yougoslave appuiera certaines parties de ce texte; si la partie C est mise aux voix dans son ensemble, elle s'abstiendra de participer au vote.

13. Le PRESIDENT annonce qu'il mettra aux voix séparément les parties A, B et C du projet de résolution.

14. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) déclare qu'il n'a pas de nouveaux amendements à proposer car il a fait partie du groupe de travail; il souhaite simplement présenter quelques observations sur le projet de résolution. La délégation du Royaume-Uni s'est opposée à la proposition antérieure de l'Assemblée générale tendant à créer un fonds spécial de développement, car elle considère que cette proposition n'est pas susceptible d'application pratique à l'heure actuelle¹. Elle estime qu'il convient maintenant d'attendre sans parti pris le rapport du Comité d'experts créé par le Conseil pour étudier la question sans préjuger en rien le résultat.

15. Dans la partie A du projet de résolution, l'importance du financement international du développement économique est soulignée, mais le représentant du Royaume-Uni a été heureux de constater que le représentant du Chili reconnaissait l'importance des autres méthodes de financement. Le Plan de Colombo et les projets de financement au titre du Fonds de développement colonial, qu'il a mentionnés au cours de la discussion générale (199^e séance), constituent des exemples de ces méthodes différentes; d'autres représentants pourraient certainement citer de nouveaux exemples. Le représentant du Royaume-Uni espère que le financement international, aussi bien dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies qu'en dehors de leur sphère, prendra une plus grande ampleur; toutes les méthodes propres à encourager le développement économique contribuent à la réalisation des objectifs de la Charte.

16. La délégation du Royaume-Uni accepte la partie A du projet de résolution présenté par le groupe de travail, étant entendu que cette partie n'a aucune portée restrictive, et elle est également disposée à approuver les parties B et C dudit projet.

17. M. TAYLOR (Canada) estime que le nouveau projet de résolution établi par le groupe de travail répond aux objectifs visés par les propositions originales et supprime tout chevauchement. La délégation du Canada est disposée à l'appuyer, mais elle souhaite insister sur le fait qu'elle n'interprète pas le projet de résolution comme préjugant les résultats des études actuellement effectuées par le Comité d'experts et par la Banque internationale, études qu'elle espère voir achever le plus tôt possible. Elle réserve son jugement sur le fond de la question jusqu'au moment où seront communiqués les résultats des études et des enquêtes entreprises.

18. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation, en tant que membre du groupe de travail, appuiera naturellement le texte combiné du projet de résolution et qu'elle en approuve plus particulièrement la partie C. En votant sur la partie A, le représentant des Etats-Unis désire préciser que la position de son gouvernement à l'égard de la question essentielle de la

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Deuxième Commission*, 166^e séance, et *Séances Plénières*, 360^e séance.

création d'un fonds spécial ne s'est pas modifiée; il continue à s'opposer à la création d'un fonds de ce genre, parce qu'il estime que le moment n'est pas encore venu d'adopter une telle mesure et parce qu'il formule des réserves sur le principe de l'octroi de subventions par une institution internationale.

19. Il convient de noter que les Etats-Unis s'opposent seulement à la procédure proposée et non pas à l'objectif visé. Ils reconnaissent pleinement que les pays insuffisamment développés ont besoin d'une aide extérieure et ils sont prêts à collaborer sans restriction aux efforts entrepris pour fournir à ces pays une assistance appropriée.

20. La délégation des Etats-Unis votera pour la partie A, sous réserve de la condition énoncée dans la résolution 520 A (VI) de l'Assemblée générale, à savoir que l'étude des plans prévoyant la création d'un fonds de ce genre n'engagera pas les gouvernements à prendre part à l'exécution de ces projets. La délégation des Etats-Unis interprète le paragraphe 6 de la partie A du projet de résolution présenté par le groupe de travail dans le même sens que le représentant du Chili; il est important que le Conseil ne se voie pas limité au seul examen de la création d'un fonds spécial, mais qu'il continue à étudier tous les types du financement international.

21. M. Lubin s'associe aux représentants du Royaume-Uni et du Canada, qui ont déclaré que l'approbation du projet de résolution, et notamment de la partie A, ne préjuge nullement les résultats des études actuellement en cours.

22. M. JONKER (Pays-Bas) fait part de l'intention de sa délégation d'appuyer les trois parties du projet de résolution, qui prévoit la meilleure procédure possible dans les circonstances actuelles. Il tient cependant à préciser la position de son gouvernement sur le fond des questions visées.

23. Ainsi qu'elle l'a indiqué à la Deuxième Commission l'année précédente², la délégation des Pays-Bas ne voit pas d'objection à la création d'une société financière internationale, mais elle doute que le moment soit venu. La position de son gouvernement n'a pas changé, ainsi qu'il ressort de la déclaration faite récemment à l'Assemblée générale par le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas³. Tout le monde reconnaît que le financement international est indispensable au développement économique et social des pays insuffisamment développés, mais l'accord sur les méthodes de financement est difficile à réaliser.

24. En théorie, l'idée d'une société financière est bonne; cependant, il est douteux que l'on puisse trouver suffisamment de raisons pratiques pour justifier la création d'un organe spécial de cette nature. Le premier rapport de la Banque internationale à ce sujet ne contient pas d'arguments irréfutables et il importe donc que la Banque poursuive ses études. En outre, il n'est pas encore devenu évident que la création d'un fonds spécial en vue de l'octroi de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme, soit une solution satisfaisante. Il est aussi permis de douter qu'un tel fonds puisse être véritablement international.

25. En tous cas, la Commission doit attendre le rapport que le Comité d'experts présentera au Conseil

économique et social et le rapport que le Conseil soumettra à l'Assemblée générale, à sa prochaine session. La Commission sera à ce moment mieux en mesure d'exprimer ses vues en la matière.

26. M. DE SEYNES (France) explique qu'il ne faut pas interpréter l'appui qu'il donne au projet de résolution (A/C.2/L.170 et Corr.1) comme préjugant la position que la délégation française adoptera lorsque les rapports auront été soumis, ni comme modifiant l'attitude qu'elle avait prise antérieurement au sujet des deux organisations proposées. Ces objections reposent non pas sur des principes, mais sur certaines circonstances historiques qui, vraisemblablement, ne changeront pas dans l'avenir immédiat.

27. M. GUTIERREZ GOMEZ (Colombie) pense, comme il l'a déjà dit à la séance précédente, qu'il est préférable d'examiner séparément les trois parties du projet de résolution.

28. Il rappelle, à propos de la partie B, qu'il avait été proposé en mars 1951 de créer une société financière internationale destinée à encourager le développement économique des pays insuffisamment développés en stimulant l'entreprise privée libre. Cette proposition avait été accueillie avec intérêt et sympathie par les milieux internationaux, les détenteurs de capitaux et les gouvernements. Au cours des discussions et des consultations à ce sujet, la proposition a reçu un accueil favorable pour plusieurs raisons. D'abord, parce que toute mesure visant à encourager l'entreprise privée libre, qui s'est avérée être le meilleur instrument de l'industrialisation et du progrès, était bienvenue. Ensuite, l'accueil enthousiaste réservé à la proposition vient du fait que l'on a reconnu que le manque de capitaux est le principal obstacle au développement économique. A cet égard, l'orateur rend hommage aux excellents travaux entrepris par la Banque internationale, qui a fourni à de nombreux pays insuffisamment développés une aide éminemment précieuse. Enfin, la proposition a été bien accueillie parce que le courant de capitaux privés des pays industriellement développés vers les pays moins développés avait été faible. L'orateur est convaincu que la société financière internationale, qui coopérerait avec de nombreuses institutions nationales similaires, serait un moyen très efficace qui rassurerait les détenteurs de capitaux et permettrait de mobiliser des fonds.

29. La partie C du projet de résolution aurait un effet décisif sur le financement du développement économique, comme le prouvent les excellentes études consacrées à ce sujet par des autorités aussi hautes et aussi expérimentées que l'International Development Advisory Board des Etats-Unis et le groupe d'experts de l'Organisation des Nations Unies. Ce dernier a non seulement souligné la nécessité d'étendre le domaine des activités de la Banque internationale, mais il a aussi estimé qu'il était essentiel de combler le vide dû au fait que le mandat de la Banque ne lui permet pas de faire certaines opérations, en prévoyant la possibilité d'investir des capitaux sans garanties gouvernementales.

30. Le Conseil économique et social a demandé à la Banque d'étudier quelle contribution une organisation du type proposé pourrait apporter au développement économique, et le rapport du 29 avril 1952 présenté par la Banque ne saurait être plus complet. Le Président et les Directeurs de la Banque ont naturellement déclaré qu'ils ne prenaient au sujet du plan aucun engagement

² Ibid., Deuxième Commission, 164ème séance.

³ Ibid., septième session, Séances Plénières, 392ème séance.

définitif, ni en leur nom, ni en celui des gouvernements participants. Mais les opinions et les conclusions exposées dans le rapport ont un caractère assez positif pour que l'on puisse dire que l'organisation proposée comblerait une lacune importante du plan international établi en vue du financement du développement économique.

31. Dès que les gouvernements participants sauront que la société envisagée vise à compléter, non à remplacer les investissements privés, qu'elle a pour objet de stimuler l'entreprise privée, de fournir des capitaux à investir uniquement dans les entreprises que désigneront les pays intéressés, dès qu'ils se rendront compte que les investissements ont un caractère suffisamment spéculatif pour accepter de courir des risques moyennant des bénéfices convenables, ils seront en mesure d'exprimer une opinion définitive sur les normes générales d'organisation et, faut-il espérer, ils seront prêts à approuver la réunion d'une conférence analogue à celle de Bretton Woods. Pour préparer son rapport, la Banque a mis à profit non seulement son expérience de six années, mais aussi ses consultations avec les gouvernements et les détenteurs de capitaux.

32. L'objection suivant laquelle les fonds publics ne devraient pas servir à financer les investissements du secteur privé repose sur un attachement irréductible au principe de la libre entreprise, principe que le représentant de la Colombie approuve, lui aussi, mais sans aller jusqu'à estimer qu'il faut empêcher les pouvoirs publics de suppléer à l'entreprise privée dans les domaines où celle-ci ne peut manifestement s'engager faute de capitaux, d'intérêt, de compétence ou d'initiative. On a affirmé que, dans tous les cas où existera un climat favorable aux investissements privés, des crédits considérables deviendront disponibles. Cette affirmation est difficile à réfuter en théorie, mais en pratique, la situation est très différente. Le fait que la plupart des pays insuffisamment développés qui ont adopté une politique amicale et exempte de discrimination à l'égard des investissements privés étrangers, qui ont pris des mesures pour éliminer les risques autant que possible, et qui ont conclu des traités bilatéraux pour encourager ces investissements, ont néanmoins été incapables d'attirer les capitaux nécessaires à la réalisation d'un grand nombre de projets riches de promesses, en donne la preuve.

33. L'Organisation des Nations Unies ne devrait pas établir la constitution de la société financière internationale, étudier dans le détail les statuts de cette société ou déterminer les conditions dans lesquelles son capital sera constitué, avant d'avoir la certitude que la proposition elle-même est acceptable en définitive et qu'il sera possible de réunir une conférence des pays participants sous les auspices de la Banque internationale.

34. Le projet de résolution (A/C.2/L.170 et Corr.1) établi par le groupe de travail est favorable à la création d'une société financière internationale et exprime l'espoir que la Banque internationale et le Conseil économique et social achèveront bientôt les travaux entrepris à ce sujet. Mais il se pourrait que la proposition prenne simplement place parmi les autres documents relatifs à la série d'études et de travaux, et l'exécution du plan proposé s'en trouverait retardée. Le représentant de la Colombie demande donc au groupe de travail d'étudier la possibilité de remanier le paragraphe 6 actuel de la

partie B du projet de résolution de manière à inviter le Conseil économique et social à convoquer, en attendant que la Banque internationale présente un rapport nouveau et favorable, une conférence des pays participants sans attendre que l'Assemblée générale procède, à sa huitième session, à un examen plus approfondi de la question.

35. Il n'a aucune objection à formuler en ce qui concerne les parties A et C du projet de résolution.

36. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) dit qu'il votera en faveur du projet de résolution. Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande examinera avec la plus grande attention les propositions auxquelles donneront lieu les études du Comité d'experts et de la Banque internationale. La délégation de la Nouvelle-Zélande votera en faveur du projet de résolution mais elle réserve l'attitude qu'elle adoptera en définitive sur la question du fonds spécial et de la société financière internationale.

37. M. WOULBROUN (Belgique) explique que la manière dont il compte voter sur le projet de résolution n'implique aucune modification quant à l'attitude de la délégation belge à l'égard, notamment, de la question de la création éventuelle du fonds spécial, attitude qui a été précisée à la sixième session de l'Assemblée générale⁴. Le Gouvernement belge est cependant disposé à examiner le rapport qui sera préparé par le Groupe d'experts avec attention et impartialité.

38. La délégation belge, qui a déjà précisé qu'elle est en faveur de l'étude de la création d'une société financière internationale, n'a pas modifié son attitude à cet égard. Le représentant de la Belgique prend acte avec satisfaction de l'insertion de la partie C dans le projet de résolution. Le 10 novembre 1952, le Ministre des affaires étrangères de Belgique a mis en relief le rôle important que les capitaux privés pouvaient apporter en contribuant à financer le développement économique et à aider les pays peu développés à promouvoir l'équilibre de leur balance des paiements⁵, problème qui ne se pose d'ailleurs pas uniquement pour les pays peu développés. Pour atteindre ces objectifs, il faut que le volume des investissements soit considérable. Il y a lieu d'étudier le problème des investissements, et notamment celui de l'établissement d'un climat favorable au mouvement des capitaux privés, de manière réaliste, si l'on veut assurer un apport suffisant de capitaux aux pays insuffisamment développés, maintenir la stabilité économique dans le monde et contribuer au développement économique général.

39. M. JUNG (Inde) dit que, pour les raisons qu'il a exposées pendant la discussion générale (197ème séance), sa délégation est en faveur du fonds que l'on propose de créer. Le programme d'assistance technique a montré combien l'action des Nations Unies peut être salutaire pour les pays bénéficiaires et pour l'Organisation elle-même. La création du fonds ne ferait pas que répondre à un besoin urgent, elle permettrait aussi à la collaboration internationale de se manifester. Le représentant de l'Inde souhaite que les pays développés témoignent d'un plus grand enthousiasme à l'égard de la proposition, et elle espère que l'opinion de sa délégation sera portée à la connaissance du Comité d'experts.

40. Même les pays qui ont conclu des accords d'aide bilatérale ou multilatérale pourront à la longue tirer profit du concours de la société internationale qui sera

⁴ Ibid., sixième session, Deuxième Commission, 162ème séance.

⁵ Ibid., septième session, Séances plénières, 392ème séance.

crée par l'Organisation des Nations Unies. Le représentant de l'Inde ne veut pas dire par là qu'il faut exclure les autres formes d'assistance; l'immensité du problème rend impossible toute exclusion de ce genre. L'Inde, par exemple, a demandé et obtenu de l'aide de l'étranger pour accélérer le rythme de son programme de développement national, obéissant surtout au désir d'élever rapidement le niveau de vie de sa population. L'aide extérieure est fournie exclusivement sur une base économique et ne porte que sur le programme de développement que l'Inde elle-même a élaboré. L'Inde ne s'est pas contentée de recevoir une assistance, elle a elle-même participé au développement d'autres pays, dans le cadre du Plan de Colombo, par exemple. M. Jung estime donc que, pour préserver le caractère coopératif de l'entreprise, le fonds ne devrait aider que les pays qui sont prêts à lui apporter leur contribution.

41. Il faut créer la société financière internationale sans perdre de temps. Elle répondra à des besoins importants, notamment si elle opère avec un système de fonds de contrepartie dans les pays intéressés. Le représentant de l'Inde invite instamment la Banque internationale à achever son rapport assez rapidement pour le soumettre à l'Assemblée générale à sa huitième session.

42. L'existence de la société financière internationale contribuera en elle-même à encourager l'apport des capitaux privés dans les pays insuffisamment développés. Les fournisseurs de capitaux doivent se défendre, sinon d'un sentiment grandissant de souveraineté économique, du moins du danger d'adopter des pratiques qui peuvent mener aux monopoles et à l'exploitation. Les pays insuffisamment développés ont un besoin évident d'investissements de capitaux privés et il faut que les fournisseurs de ces capitaux soient protégés de façon appropriée par les conditions mêmes de l'investissement et par la stabilité politique, économique et sociale. Les études que le projet de résolution propose d'accomplir et les opinions qu'il envisage de faire rechercher contribueront certainement à éclaircir les données du problème. Le représentant de l'Inde a donc l'intention de voter en faveur du projet de résolution tout entier.

43. M. HALIQ (Arabie saoudite) fait observer que certaines délégations, comme par exemple la délégation yougoslave, s'opposent en principe à certains aspects du projet de résolution. Mais il semble qu'en dernière analyse, la délégation yougoslave soit disposée à accepter ce texte.

44. Pour écarter les objections que les délégations des Etats-Unis et du Chili ont formulées au sujet du paragraphe 6 de la partie A, M. Haliq propose de remplacer le mot "problème" par le mot "problèmes".

45. Bien que certains représentants aient formulé des préférences pour certains points particuliers du projet de résolution en exprimant des doutes sur d'autres points, le représentant de l'Arabie saoudite est convaincu que l'adoption du projet de résolution dans son ensemble devrait aller sans difficultés pour toutes les délégations.

46. M. BURR (Chili) précise que ni sa délégation, ni celle des Etats-Unis n'ont présenté d'amendement au paragraphe 6 de la partie A du projet de résolution. Les explications données par les deux délégations sur la portée du paragraphe 6 suffisent.

47. Le PRESIDENT déclare que, du moment que personne ne veut plus parler sur le projet de résolution présenté par le groupe de travail, la Commission peut passer à l'examen du projet de résolution de l'Argentine (A/C.2/L.162), du document relatif aux incidences financières de ce projet (A/C.2/L.162/Add.1), et des amendements que proposent d'y apporter les représentants de Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador (A/C.2/L.169). L'examen du projet de résolution du groupe de travail (A/C.2/L.170 et Corr.1) sera repris plus tard.

48. M. BUNGE (Argentine) rappelle à la Commission les principes fondamentaux dont s'inspire le projet de résolution soumis par sa délégation (A/C.2/L.162). Ce texte s'inspire d'un principe essentiel, celui de la corrélation entre deux éléments qui présentent une très grande importance pour le développement économique. Ces éléments sont: le rapport existant entre les prix des produits primaires et ceux des produits manufacturés, et la mise en œuvre des plans nationaux de développement économique intégré. L'avenir des pays insuffisamment développés dépend d'un rapport de prix approprié, juste et équitable, ainsi que de la manière dont les programmes de développement économique seront appliqués sur le plan national. Cela posé, M. Bunge ne sous-estime pas non plus l'importance que présentent les mesures d'ordre international, et la délégation de l'Argentine a toujours appuyé les résolutions qui prévoyaient de telles mesures.

49. Depuis longtemps, le rapport des prix évolue au détriment des pays fournisseurs de matières premières. Cette évolution a eu pour cause fondamentale les mouvements cycliques de l'offre et de la demande, mouvements à la suite desquels les matières premières ont eu à supporter tout le poids des régressions économiques. Alors que d'autres éléments de la production industrielle sont restés relativement stables, les prix des produits primaires ont fini par constituer une partie de moins en moins importante de la valeur du produit fini. Ce processus a été suivi d'une augmentation de la production des matières premières, mais, en raison de la pression exercée par les facteurs cycliques, ce sont les pays hautement industrialisés qui ont profité des bénéfices résultant de cette augmentation, grâce à une évolution défavorable du rapport des échanges des pays fournisseurs de produits de base.

50. Le cas des Etats-Unis d'Amérique fournit un très bon exemple de cette évolution. Alors qu'entre 1925 et 1950 la production nationale de ce pays a doublé, sa consommation de produits de base n'a augmenté que de 52 pour 100. Selon le *Paley Report* les services "ont commencé à constituer une partie de plus en plus importante des biens et services qui entrent dans la production totale et l'on ajoute désormais de plus en plus de valeur aux matières premières en les soumettant à des opérations de plus en plus complexes. C'est pour cette raison que des matières premières d'une valeur relativement moins importante permettent d'alimenter une production qui augmente à un rythme de plus en plus rapide."

51. L'expansion économique a pour résultat inévitable une plus grande concentration des capitaux, une augmentation du rendement horaire de la main-d'œuvre et une meilleure utilisation des produits de base. Même si l'on tient compte de l'effet que l'élasticité plus ou moins grande de la demande des différents produits

exerce sur les taux relatifs d'expansion, le fait demeure que la quantité des matières premières échangées s'accroît à un rythme beaucoup moins rapide que la quantité des autres éléments qui entrent dans la production totale. Et si l'on prend en considération la dynamique des prix, il est inévitable que la rémunération relative des produits primaires diminue graduellement. En conséquence le rapport des échanges de produits de base et de produits manufacturés évolue dans un sens toujours défavorable aux produits de base. Ce processus se trouve très bien expliqué dans l'étude "Problèmes théoriques et pratiques de la croissance économique" (E/CN.12/221) qui a été préparée par la Commission économique pour l'Amérique latine.

52. Il est donc évident qu'une tendance chronique à la baisse progressive se manifeste dans les relations des prix des produits primaires et que le volume des échanges internationaux de ces produits est en diminution régulière par rapport à la production mondiale dans son ensemble.

53. A partir du deuxième trimestre de 1951, le rapport des échanges de matières premières a commencé à marquer une nouvelle évolution défavorable qui provenait non seulement des facteurs énumérés ci-dessus, mais aussi des mesures adoptées, sur le plan national comme sur le plan international, par les Puissances fortement industrialisées. Au cours de la discussion générale (201ème séance), le représentant de la France a signalé que, pendant la période d'après-guerre, les relations entre les prix avaient été favorables aux matières premières. Il a en outre signalé que, ainsi que l'expose le Secrétaire général dans le document intitulé "Rapport existant entre les fluctuations des prix primaires et la possibilité, pour les pays insuffisamment développés, de se procurer des devises étrangères" (E/2047) les quantités de produits primaires vendues au moment où les prix baissent augmentent généralement, ce qui compense dans une certaine mesure la diminution des prix. Il est vrai qu'en raison des exigences de la reconstruction et de l'accumulation des demandes, le rapport des échanges de produits primaires s'est sensiblement amélioré au cours de la période d'après-guerre. En ce qui concerne l'Amérique latine néanmoins, la capacité d'importation par habitant a été pour les années 1945-1949 de 15,6 pour 100 inférieure à celle de la période 1925-1929, en raison de l'augmentation de la population et de la diminution du quantum des exportations. En outre, l'affirmation selon laquelle les quantités de matières premières échangées tendent à augmenter quand les prix sont peu élevés est en contradiction manifeste avec les faits ainsi qu'avec d'autres affirmations contenues dans le même rapport. Il n'existe aucune relation entre la fluctuation moyenne des prix et la fluctuation moyenne du quantum, et la comparaison de leur importance relative ne peut fournir aucune indication sur la corrélation de ces fluctuations dans le temps. D'autre part, il ressort de l'analyse des importations totales des Etats-Unis qui figure dans ce rapport (E/2047) que ces importations se caractérisent par la baisse ou la hausse simultanée des quantités et des prix d'une année à l'autre, ce qui contribue à intensifier les variations des recettes en devises. Le rapport contient de nombreuses affirmations du même genre. En outre, la CEPAL a démontré dans l'"Etude de la situation économique de l'Amérique latine 1950" (E/CN.12/217) que les prix des matières premières

et les quantités échangées suivent des courbes presque parallèles.

54. Ce fait, joint au phénomène de la diminution de la part qui revient aux produits primaires dans la valeur totale des marchandises et des services, permet de conclure que les fluctuations des prix ainsi que les tendances économiques de longue période s'accompagnent inévitablement d'un resserrement du volume du commerce des produits primaires, et par suite d'une diminution de leur production. Ce fait étant établi, on peut se demander quel effet produit ce phénomène dans des pays insuffisamment développés, en l'isolant de celui qu'il produit dans les pays fortement industrialisés qui sont également producteurs de matières premières. Pour prévenir les répercussions que pourraient avoir ces phénomènes sur les activités primaires, il n'y a pas d'autre ressource que de réduire les frais réels de production des matières premières, soit en augmentant la productivité, soit en diminuant les salaires. Les pays fortement industrialisés qui sont en même temps producteurs de matières premières compensant la baisse des prix en utilisant de nouvelles techniques de production, leur productivité supérieure a provoqué le transfert vers eux d'une partie des bénéfices des pays insuffisamment développés. Ces phénomènes s'accompagnent en outre d'un chômage croissant, dont l'incidence accentue la tendance à l'appauvrissement, à moins que l'économie ne se développe dans d'autres secteurs.

55. Le seul procédé capable de freiner cette tendance consisterait à combiner les mesures de protection des prix, qui empêcheraient le transfert des bénéfices des activités primaires aux centres industrialisés, avec des programmes de développement national qui permettraient d'absorber l'excédent de main-d'œuvre et d'encourager la constitution de réserves nationales. En ce qui concerne les mesures visant à protéger les prix, la délégation de l'Argentine juge indispensable que tous les gouvernements se rendent compte de l'importance du problème, afin de pouvoir adopter les méthodes les plus propres à parer à la situation. Au cours des deux dernières années, les gouvernements des pays fortement industrialisés ont adopté une série de mesures tendant à faire baisser les prix des matières premières, en se préoccupant exclusivement de maintenir la production industrielle à son maximum avec le minimum de frais et de pourvoir ainsi à leur réarmement. Toutes les mesures adoptées avaient pour seul objectif d'empêcher que le mécanisme normal des prix n'intervienne pour rationner les approvisionnements de matières premières. Ainsi, le facteur de la politique gouvernementale étant venu se joindre aux tendances structurelles et cycliques du système économique, l'évolution défavorable progressive du rapport des échanges, dont a déjà fait mention le représentant de l'Argentine, s'est accentuée de manière impressionnante.

56. Il est donc indispensable que les gouvernements envisagent la situation sous tous ses aspects et qu'ils ne se laissent pas aveugler par les exigences d'un problème particulier. Ils ne devraient ni se borner à appliquer des mesures de contrôle uniquement au moment où les prix des matières premières montent, ni s'attendre à ce que la loi de l'offre et de la demande fonctionne normalement au moment où les prix baissent. Ils ne devraient pas appliquer de mesures qui favoriseraient l'expansion économique d'un petit groupe de nations au détriment de la plus grande partie de la population du monde.

57. Passant à la question de la diversification de la production et de l'industrialisation des pays en voie de développement, le représentant de l'Argentine signale que la division des pays en pays fournisseurs de matières premières et en pays fortement industrialisés ne peut que contribuer à appauvrir les premiers. Il est donc indispensable que les pays insuffisamment développés s'efforcent d'unir leurs économies afin d'atteindre le niveau de développement économique qui permettra d'assurer la prospérité de leurs populations. Cela ne signifie pas que ces pays doivent s'industrialiser au détriment de leur production de matières premières et au détriment des exigences de leur commerce extérieur et de l'équilibre de leur balance des paiements. Ce résultat devrait être acquis grâce à un développement harmonieux et il faudrait parvenir à réaliser un équilibre aussi parfait que possible entre les divers secteurs de l'économie.

58. Le représentant de la FAO a déclaré au cours de la 202ème séance que l'industrialisation croissante de l'Argentine et de l'Australie avait limité le volume des ressources existantes affecté par ces pays à l'agriculture ; le Gouvernement argentin estime en fait que l'expansion et la diversification de sa production dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage est d'une importance fondamentale pour sa politique économique et ses principaux efforts tendent à réaliser un équilibre satisfaisant entre sa production primaire et sa production industrielle.

59. La politique qui consiste à fabriquer des produits de remplacement occupe une place prépondérante parmi les méthodes qui ont eu les effets les plus sensibles sur le rapport entre les prix des matières premières et ceux des articles manufacturés. Cette méthode, qui est la conséquence des progrès scientifiques et techniques, a permis d'améliorer la qualité des articles fabriqués et d'accroître le bien-être de l'humanité en général. Aucune mesure restrictive ne pourrait arrêter cette évolution. Néanmoins, la division internationale du travail provoquée par la vaste expansion industrielle du siècle précédent, qui a réparti les pays du monde en pays industrialisés et en pays fournisseurs de matières premières, fait qu'il est nécessaire, lorsqu'on étudie le problème des produits de remplacement, de tenir compte des progrès que les pays insuffisamment développés ont besoin de réaliser. Toute décision visant à fabriquer un produit de remplacement compromet inévitablement l'économie du pays qui fournissait le produit naturel, en particulier si la substitution a lieu brusquement et se trouve imposée avec rigueur.

60. Il n'est pas possible de ralentir le progrès technique, mais l'on pourrait faire beaucoup pour éviter des décisions gouvernementales visant à remplacer des produits importés par des produits synthétiques dans la seule intention de rendre le pays indépendant dans ces domaines. Si la fabrication d'un produit de remplacement n'est pas justifiée par des considérations économiques, les gouvernements devraient s'abstenir de l'encourager et éviter ainsi de nuire à la structure économique du pays producteur du produit naturel. L'orateur n'entend naturellement pas prétendre que les gouvernements devraient s'abstenir d'encourager les recherches scientifiques et techniques et dans cet esprit il partage l'opinion exprimée par le représentant de la Belgique pour défendre les produits synthétiques.

61. A l'alinéa *b* du paragraphe 4 du projet de résolution déposé par sa délégation (A/C.2/L.162), il est recommandé aux Etats Membres d'éviter d'encourager la production de produits synthétiques et de produits de remplacement qui affectent inutilement la demande internationale de produits de base naturels. M. Bunge désire insister tout spécialement sur le mot "inutilement". La production de produits de remplacement est inutile lorsque le prix de revient réel ou prévu d'un produit artificiel est plus élevé que celui du produit naturel, et lorsque des mesures prises par le gouvernement ont facilité ou accéléré une substitution qui n'aurait pas eu lieu autrement ou aurait demandé plus longtemps. Le projet de résolution prévoit naturellement une exception en faveur des nécessités de la sécurité nationale en temps de guerre et des exigences des recherches et des progrès techniques.

62. La recommandation qui figure à l'alinéa *c* du paragraphe 4 du projet de résolution vise à empêcher l'adoption d'une politique d'autarcie au sujet des produits primaires. L'effet néfaste qu'une telle politique pourrait avoir sur les possibilités de développement des pays fournisseurs de matières premières est trop évident pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter.

63. Tout au long du projet de résolution, on se réfère aux fluctuations cycliques du prix des produits de base. L'importance qu'il y a à stabiliser les prix des produits primaires ne peut être niée, mais aucune mesure prise à cet effet ne pourrait donner des résultats satisfaisants si l'on ne fixe pas en même temps un rapport équitable et approprié entre les prix des produits de base et ceux des articles manufacturés. Dans le cas contraire, la stabilisation des prix serait seulement avantageuse pour les pays fortement industrialisés. Il est, par conséquent, indispensable d'accorder aux rapports des prix une place de premier plan dans tous les programmes internationaux futurs visant à la stabilisation des prix des produits primaires. Autrefois, les prix des produits primaires ont, dans certains cas, été partiellement stabilisés en raison de l'effet des cartels. Plus récemment, certains pays industrialisés ont adopté des mesures de nature contraire en limitant la demande lorsque les prix étaient élevés, de façon à les faire baisser. Ces deux types de mesure sont également nuisibles aux pays insuffisamment développés et au progrès économique du monde tout entier. Il faut, par conséquent, s'abstenir d'y avoir recours dans tout arrangement international futur visant à stabiliser les prix.

64. Certains représentants ont suggéré que le taux probablement élevé de l'activité économique dans le proche avenir provoquerait l'établissement de rapports des prix équitables. Il s'agit là d'une simple hypothèse que l'évolution de la situation semble devoir infirmer ; de plus, même dans les conditions les plus favorables, le fléchissement continu aurait tendance à se poursuivre sans cesse pour les raisons de structure déjà signalées. Les mesures gouvernementales doivent, par conséquent, s'efforcer de favoriser l'établissement et le maintien de rapports des prix qui rendraient possible une formation de capital appropriée dans les pays insuffisamment développés et permettraient ainsi un rythme de développement économique au moins comparable à celui de l'accroissement de leur population.

65. L'étude demandée au paragraphe 6 du projet de résolution offrirait un avantage certain en permettant de faire connaître plus complètement l'importance de ce

problème. De même, le rapport qui doit être préparé par le groupe d'experts dont le paragraphe 7 du projet de résolution prévoit la constitution, devrait faciliter l'adoption de mesures pratiques destinées à corriger les erreurs du passé.

66. M. Bunge n'entend pas insister sur la nécessité de mettre au point des méthodes efficaces pour financer de façon appropriée le développement économique des pays insuffisamment développés. La délégation de l'Argentine a présenté ce projet de résolution dans l'espoir qu'il permettrait de dégager une conception plus nette de l'étendue du problème et d'aboutir à l'application de mesures pratiques pour le résoudre. L'objectif

immédiat du projet de résolution est de faire comprendre aux pays fortement industrialisés, auxquels incombe la grande responsabilité du progrès économique et social du monde, combien il importe de mettre fin une fois pour toutes à l'application de mesures uniquement fondées sur leurs avantages propres, qui empêche l'établissement d'un rapport des prix convenable et équitable pour les produits primaires. Si l'on parvient à réaliser à l'égard de ce problème l'entente nécessaire, la paix et la prospérité de tous sans distinction aucune se trouveront favorisées.

La séance est levée à 17 h. 30.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Jeudi 20 novembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169, A/C.2/L.170 et Corr.1, A/C.2/L.171 et A/C.2/L.172) [suite].....	155
---	-----

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169, A/C.2/L.170 et Corr.1, A/C.2/L.171 et A/C.2/L.172) [suite]

[Point 25, a*]

1. U TINT SWE (Birmanie) remercie les membres du groupe de travail de l'excellent document (A/C.2/L.170) qu'ils ont soumis à la Commission; sa délégation est particulièrement heureuse de constater que le groupe de travail a placé en tête du projet de résolution dont il recommande l'adoption un rappel des obligations que les gouvernements des Etats Membres ont assumées en vertu des Articles 55 et 56 de la Charte. Le représentant du Brésil a dit tout récemment que ceux qui veulent s'employer sincèrement à établir des relations amicales entre les nations doivent toujours garder présentes à l'esprit les dispositions de ces deux articles de la Charte; la délégation de la Birmanie souscrit sans réserves à cette opinion.

2. Bien que l'horizon politique soit sombre à l'heure actuelle, la délégation de la Birmanie, pour qui le sens des réalités n'exclut pas tout optimisme, se refuse à admettre que les tensions du moment doivent durer toujours et que les difficultés qui semblent aujourd'hui insurmontables le paraîtront encore demain. Elle se refuse également à penser que tout échec subi dans un domaine particulier doive paralyser les efforts entrepris dans d'autres domaines. C'est dans cet esprit d'optimisme éclairé et parce qu'elle a foi dans les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies que la délégation birmane votera en faveur du projet de résolution dont la Commission est saisie.

3. U Tint Swe rappelle que le Gouvernement de la Birmanie s'est toujours vivement intéressé à la question du financement du développement économique des

pays insuffisamment développés. L'année précédente, la délégation birmane se trouvait déjà parmi les membres de la Deuxième Commission qui avaient présenté un projet de résolution à ce sujet. Elle s'était également associée à une autre délégation pour rédiger un projet de résolution tendant à assurer la mise en œuvre des recommandations formulées dans le rapport intitulé *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986). C'est donc avec plaisir qu'elle appuiera les parties A et B du projet de résolution considéré, car elle y voit l'aboutissement logique des efforts entrepris à la session précédente.

4. La délégation birmane ne refusera pas sa voix au projet de résolution C. Elle tient cependant à indiquer son sentiment à l'égard de ce troisième projet. Tous les pays qui ont accédé à l'indépendance, et particulièrement ceux qui y ont accédé récemment, sont naturellement jaloux de leur indépendance, tant économique que politique. Toute tentative d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, toute violation de sa souveraineté économique seraient contraires à l'esprit de la Charte. On ne devrait jamais permettre aux investissements privés de servir d'instrument de domination étrangère; au contraire, "investissements privés" et "assistance financière" devraient être synonymes et l'on devrait orienter le courant des capitaux privés vers les pays insuffisamment développés de manière à favoriser tant les intérêts de leurs détenteurs que ceux des pays où ces capitaux seront investis. La délégation birmane compte que les investissements privés étrangers préconisés dans la partie C du projet de résolution feront l'objet de négociations préalables qui mettront les pays insuffisamment développés à l'abri de tout danger de pression ou d'ingérence caractérisée.

5. M. NURADI (Indonésie) dit que sa délégation attache une grande importance au fait que chacune des trois parties du projet de résolution proposé par le groupe de travail réaffirme la nécessité de faire appel à la coopération internationale pour résoudre de façon satisfaisante le problème du financement du développe-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

ment économique des pays insuffisamment développés. Ayant souscrit à la Charte des Nations Unies, le Gouvernement indonésien tient à souligner que, par coopération internationale, il entend essentiellement une action entreprise dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. M. Nuradi croit devoir insister sur ce point étant donné la teneur générale des discours prononcés au cours de la séance précédente par les représentants des pays développés.

6. Les récents mouvements du commerce international montrent de façon frappante combien les économies des divers pays sont interdépendantes et combien ce qui touche l'une affecte également les autres. Toute diminution de la demande de matières premières, qu'elle soit provoquée artificiellement ou non, réduit le pouvoir d'achat des pays producteurs et, par conséquent, leur capacité d'acquérir des produits manufacturés. Il est bon de se remémorer ces vérités premières, car elles indiquent toute la gravité de la question que traite la Commission.

7. Les efforts tentés en vue d'élever le niveau économique des pays insuffisamment développés sont entravés par une lamentable insuffisance de ressources. La seule façon de résoudre le problème est de mettre en commun tous les moyens disponibles, c'est-à-dire d'organiser la coopération internationale sur une base aussi large que possible. La délégation indonésienne souscrit donc entièrement au paragraphe 6 de la partie A du projet de résolution considéré, qui prie le Conseil économique et social "de consacrer une attention spéciale au problème du financement international du développement économique et social et de le résoudre par la coopération internationale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies". Elle comprend, d'après cette partie du projet de résolution, que la coopération internationale sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies doit être placée au-dessus de toute autre méthode à laquelle on pourrait avoir recours pour favoriser le développement économique des pays insuffisamment développés. Le représentant du Royaume-Uni a certes raison de dire que la coopération internationale ne doit pas exclure toute autre forme d'action. La délégation indonésienne s'oppose, toutefois, aux solutions partielles, d'une portée internationale limitée, qui ne tiendraient pas compte de l'interdépendance économique des pays et des ressources limitées dont ils disposent.

8. Ce n'est donc pas sans inquiétude qu'elle a suivi les travaux de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, qui a examiné récemment, à Strasbourg, un plan destiné à développer la production des matières premières et des denrées alimentaires des territoires d'outre-mer qui ont des liens constitutionnels avec les pays membres du Conseil de l'Europe. Elle se demande, en effet, si ce plan n'est pas fondé sur la négation de l'interdépendance économique des pays du monde entier qui, pourtant, est un fait reconnu. Elle se demande aussi si ce plan, au cas où il serait appliqué, n'aurait pas pour effet d'affaiblir, par la division, les moyens déjà limités dont le monde dispose. Elle craint que les pays insuffisamment développés de l'Amérique latine, du Moyen-Orient et de l'Asie qui ont accédé à l'indépendance politique ne se trouvent dans l'impossibilité d'accomplir des progrès alors que les pays métropolitains consacraient toutes leurs ressources à la mise en valeur des territoires qui dépendent d'eux. En présentant ces observations, la délégation de l'Indonésie

n'obéit pas uniquement à des mobiles égoïstes : elle se préoccupe aussi de l'émancipation politique des territoires non autonomes.

9. Les propositions de Strasbourg comportent également d'autres dangers que la délégation de l'Indonésie voudrait commenter plus en détail : elle se réserve de le faire au moment opportun dans la suite du débat.

10. Reconnaissant qu'il n'est pas possible de mettre sur pied, à la présente session, le dispositif nécessaire pour assurer le fonctionnement efficace du fonds spécial et de la société financière internationale, la délégation indonésienne votera pour les parties A et B du projet de résolution dont les dispositions sont de nature à hâter la création de ces organismes. Elle se prononcera aussi en faveur de la partie C, qui a surtout l'avantage de demander au Secrétaire général d'entreprendre une étude du courant international des capitaux privés.

11. M. FACIO (Costa-Rica) annonce que sa délégation votera pour le projet de résolution présenté par le groupe de travail. Elle exposera les raisons qui l'amènent à accorder sa voix à chacune des trois parties que comprend ce projet, car la portée de ces textes et le but qu'ils visent peuvent dépendre de l'interprétation qui leur est donnée. M. Facio rappelle, à titre d'exemple, que divers représentants de pays industriels ont clairement laissé entendre, la veille, qu'ils ne croyaient pas à la viabilité d'un fonds spécial destiné à financer à des conditions avantageuses des projets non amortissables. Ils ont dit qu'ils acceptaient que l'on entreprit des études à ce sujet, mais que les gouvernements sont opposés à la création d'un fonds de ce genre dans les circonstances actuelles. En revanche, plusieurs d'entre eux ont mis l'accent sur la partie C, qui traite des mesures à prendre pour encourager le courant international des capitaux privés.

12. La délégation du Costa-Rica envisage la question sous un angle tout à fait différent. Elle considère, en effet, que parmi les moyens envisagés pour aider au développement économique des pays insuffisamment développés la création d'un fonds spécial est le moyen le plus efficace et celui qui promet de contribuer le plus à l'intégration harmonieuse de l'économie des pays insuffisamment développés. La délégation du Mexique a eu entièrement raison d'affirmer, au cours de la discussion générale (200ème séance), que les investissements privés ne constituent pas le moyen idéal, ni même le plus efficace, de résoudre un problème aussi vaste que celui de la misère dans laquelle vit la plus grande partie de la population des pays insuffisamment développés.

13. Après avoir évoqué le discours prononcé devant l'Assemblée générale par le chef de la délégation chilienne, M. Santa Cruz, à propos du développement économique des pays insuffisamment développés¹, et après avoir cité quelques extraits de ce discours, M. Facio rappelle qu'au cours de la discussion générale, la délégation du Costa-Rica a bien précisé qu'elle ne niait pas l'utilité des investissements privés étrangers (202ème séance). Ces investissements peuvent contribuer grandement au développement économique des pays insuffisamment développés, à la condition, toutefois, qu'ils obéissent à certaines règles déterminées, qu'ils ne soient pas le prétexte de pressions politiques

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Séances plénières, 379ème séance.*

et qu'ils n'aient pas pour unique résultat de procurer aux pays industriels des matières premières à bon marché. Toute étude objective des grands courants d'investissement en Amérique latine montre qu'il est rare que les capitaux étrangers aient contribué réellement à améliorer le sort des populations des pays insuffisamment développés. On ne saurait nier cependant que des progrès ont été accomplis ces derniers temps à cet égard.

14. M. Facio donne ensuite quelques exemples, empruntés à son pays, pour illustrer les différentes formes que peuvent prendre les investissements étrangers; certains sont favorables, d'autres défavorables, au développement économique du pays où ils s'effectuent. Parmi les investissements utiles, il cite le cas d'un groupe d'anciens combattants américains qui se sont établis au Costa-Rica avec leurs familles pour y créer un grand élevage de volailles auquel ils appliquent les méthodes les plus modernes. Ce triple apport de capitaux, de connaissances techniques et de main-d'œuvre ne peut avoir que des effets salutaires sur l'économie nationale.

15. Parmi les investissements nuisibles, M. Facio cite le cas d'une société de fabrication de pneus installée dans l'Ohio, qui a fait construire au Costa-Rica une usine pour la fabrication de toiles spéciales. L'activité de cette usine, en apparence toute simple, se caractérise, en réalité, par les éléments juridico-économiques suivants. Il apparaît tout d'abord qu'en occupant une partie du sol national, en utilisant la main-d'œuvre nationale et en mobilisant un secteur de l'économie nationale, la société étrangère se livre à une véritable "occupation économique". En deuxième lieu, la société répartit ses activités de façon inéquitable, réservant les travaux les moins rémunérés à la zone "économiquement occupée": ainsi, l'ouvrier qu'elle emploie dans l'Ohio gagne quinze fois plus, en moyenne, que celui qu'elle emploie au Costa-Rica, bien que tous deux contribuent à la production du même pneu. En troisième lieu, la société cherche à maintenir très bas le niveau des salaires dans la région "occupée", sous prétexte de soutenir la concurrence des autres pays insuffisamment développés. Enfin, cette "occupation économique" s'accompagne de toutes les manifestations extérieures qui lui sont propres et qui ont des effets extrêmement défavorables du point de vue psychologique: discrimination raciale, établissement de zones résidentielles privées, affiches et placards en langue étrangère, etc. M. Facio estime que le cas qu'il vient de citer illustre bien une forme d'investissement à éviter. D'aucuns soutiendront que cette forme d'investissement est également une source de dollars pour le pays. L'occupation militaire constituerait aussi une source de dollars, mais nul ne songerait à y voir un moyen rationnel de développement économique.

16. Il s'agit donc de s'entendre sur les objectifs à atteindre lorsque l'on parle d'investissement de capitaux privés. Si le but recherché est de relever le niveau de vie des pays insuffisamment développés, de supprimer entre les peuples du monde les différences qui sont la cause de tensions sociales, "l'occupation économique" est la plus mauvaise solution à laquelle on puisse songer, car elle repose sur l'exploitation du travail des uns au bénéfice des autres. Cette forme d'investissements, si elle se développait, ne pourrait avoir d'autre conséquence que d'accentuer davantage encore l'écart qui

existe entre les niveaux économiques des différents pays du monde, écart dont le Secrétaire général signale chaque année la gravité.

17. M. Facio fait observer qu'il a choisi deux exemples extrêmes. Les investissements privés se présentent sous bien d'autres formes, plus ou moins acceptables suivant qu'elles se rapprochent de l'un ou de l'autre des cas cités. Quoi qu'il en soit, la délégation du Costa-Rica estime que les investissements privés ne conviennent en aucun cas aux entreprises d'intérêt public, ainsi qu'elle a eu l'occasion de le dire au cours de son intervention dans la discussion générale. D'autre part, les pays insuffisamment développés n'ont pas intérêt non plus à accueillir les détenteurs de capitaux qui sont à la recherche de main-d'œuvre à bon marché. Au Costa-Rica, la production de l'électricité, qui est assurée par une société étrangère, combine ces deux inconvénients. La société concessionnaire est animée d'un esprit de lucre qui n'est pas fait pour favoriser le développement économique du pays et elle n'a qu'un souci: maintenir très bas le niveau des salaires. Le contremaître costaricien gagne une somme équivalente à 70 dollars par mois, alors que l'ingénieur adjoint qui recopie des plans dans les bureaux de New-York reçoit 200 dollars par mois: or, c'est le consommateur du Costa-Rica qui paie les deux salaires, puisqu'il subvient à l'ensemble des frais afférents au service qui lui est fourni. C'est ainsi qu'au fur et à mesure que le temps passe, la richesse s'accumule dans un pays, et la pauvreté s'accroît dans l'autre.

18. La délégation du Costa-Rica est d'avis que la solution la plus avantageuse pour les pays insuffisamment développés est de faire appel à l'épargne nationale et de financer au moyen de capitaux intérieurs des entreprises privées et des institutions publiques de développement. Pour cela, toutefois, il leur faut obtenir des prix équitables pour les produits d'exportation qui constituent leur principale source de revenus. Le projet de résolution de la délégation de l'Argentine s'inspire de cette idée, et c'est pourquoi la délégation du Costa-Rica l'appuie sans réserve.

19. Il n'en reste pas moins que les capitaux étrangers peuvent jouer un rôle extrêmement utile dans le développement économique des pays insuffisamment développés s'ils respectent les conditions énoncées plus haut. Il est une forme d'investissement à laquelle on n'a pas suffisamment recours et qui est cependant excellente: les prêts consentis aux entreprises privées locales, soit directement, soit indirectement par l'entremise des institutions bancaires ou de développement du pays. La dernière formule est la meilleure, car, d'une part, le détenteur de capitaux traite avec des organismes responsables et, d'autre part, ces organismes peuvent mettre à profit leur connaissance des conditions locales pour orienter les capitaux vers le secteur qui en a le plus besoin. Le capitaliste étranger perçoit l'intérêt de ses capitaux en même temps qu'il contribue à la création de nouvelles entreprises productives, sans en devenir, pour autant, le propriétaire.

20. Exposant la thèse économique la plus répandue dans son pays, M. Facio déclare que, d'une manière générale, on estime que la meilleure manière de préserver le caractère démocratique de l'économie nationale est de multiplier le nombre des propriétaires d'entreprise. Les Costariciens pensent qu'il leur sera possible, dans le cadre d'un programme général de développe-

ment, de laisser libre cours à l'initiative privée, à côté d'institutions autonomes, créées par l'Etat, qui assureraient les services essentiels, tels que le crédit, la production de l'énergie électrique, les transports publics, et qui seraient chargées de prendre les mesures nécessaires pour contrôler les prix et encourager la production. Déjà des milliers d'agriculteurs cultivent le maïs pour leur propre compte, mais l'Etat réglemente et protège leur activité par l'entremise d'institutions autonomes qui veillent à maintenir les prix à un niveau équitable, répartissent les semences, financent l'achat de l'outillage, etc. Cette association de l'Etat et des producteurs privés assure à l'économie le plus haut degré d'efficacité; elle a, en outre, l'avantage de donner aux travailleurs, conscients du rôle qu'ils jouent dans l'économie nationale, un sens plus élevé de leur propre dignité, d'en faire des hommes véritablement libres, que ne sauraient séduire aucune démagogie totalitaire, qu'elle soit de droite ou de gauche.

21. Pour terminer, M. Facio émet l'opinion que la société financière internationale que l'on se propose de créer se révélera sans aucun doute un excellent moyen de financer les entreprises privées locales. La délégation de Costa-Rica se prononcera donc en faveur de la partie B du projet de résolution et elle espère que le projet envisagé sera très prochainement mis à exécution.

22. M. DOMINGUEZ COMPANY (Cuba) dit qu'il souscrit au projet de résolution rédigé par le groupe de travail, malgré les modifications apportées au texte proposé par Cuba; il estime en effet que le projet du groupe de travail renferme les questions et les principes que la délégation de Cuba avait à l'esprit en présentant sa proposition, et représente un pas en avant, certes très prudent, et que Cuba aurait préféré plus énergique, vers la création du fonds spécial et de la société financière internationale. D'autre part, la possibilité de convoquer l'année prochaine une conférence des gouvernements intéressés, comme Cuba l'avait proposé dans son projet de résolution, n'est pas exclue.

23. M. BOTHA (Union Sud-Africaine) dit qu'après avoir pris connaissance de l'excellent document rédigé par le groupe de travail, il ne pensait pas qu'il aurait à expliquer le vote favorable qu'il se prépare à émettre. Mais les déclarations de certains membres de la Commission l'incitent à formuler quelques observations sur les textes proposés afin qu'il n'y ait aucun malentendu quant à la position de sa délégation.

24. La délégation sud-africaine se prononcera pour la partie A du projet de résolution, mais il ne faudra pas voir dans ce vote la preuve qu'elle a modifié son attitude en ce qui concerne la création d'un fonds spécial, ou qu'elle approuve le dispositif proposé. Elle tient à préciser qu'elle pense que le paragraphe 6 de la partie A fera l'objet d'une interprétation aussi large que possible, comme les représentants du Chili, des Etats-Unis et du Royaume-Uni l'ont indiqué à la séance précédente.

25. De même, son vote favorable sur la partie B ne préjuge d'aucune manière le résultat des travaux entrepris par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

26. L'Union Sud-Africaine accueille en revanche très volontiers la partie C du projet de résolution, qui souligne l'importance des investissements privés pour le développement économique des pays insuffisamment développés. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine

attache en effet la plus haute importance à cette question et remercie les quatre délégations qui ont pris l'initiative de la porter à l'attention de la Commission. S'il n'attache pas une importance particulière au paragraphe 3, il a en revanche la certitude que les études visées au paragraphe 2 seront extrêmement utiles.

27. M. BAUER PAIZ (Guatemala) annonce que sa délégation votera pour les trois parties du projet de résolution proposé par le groupe de travail.

28. Pour ce qui est de la partie C, M. Bauer Paiz tient à souligner que l'expérience du Guatemala en matière d'investissements étrangers n'a pas toujours été heureuse. Le représentant du Costa-Rica vient de faire une analyse approfondie des dangers que ces investissements peuvent présenter pour les pays insuffisamment développés et la délégation du Guatemala souscrit entièrement à ses observations. Malgré toutes les mesures prises au Guatemala pour gagner la confiance des capitalistes étrangers, ceux-ci réexportent, d'une manière générale, leurs bénéfices et leurs capitaux, et ne songent aucunement à contribuer au développement économique du pays. C'est pourquoi la délégation du Guatemala pense qu'il conviendrait d'insérer dans le paragraphe 3 de la partie C une réserve qui tienne compte des préoccupations des gouvernements des pays insuffisamment développés. Elle présente, à cet effet, un amendement tendant à modifier la fin du paragraphe 3 comme suit: "... afin d'encourager un apport continu et suffisant, dans les pays insuffisamment développés, de capitaux qui contribuent réellement à l'intégration harmonieuse et efficace de leur économie ainsi qu'à leur développement économique et social." (A/C.2/L.172).

29. M. COHN LYON (République Dominicaine) déclare que le projet de résolution du groupe de travail dont la Commission est saisie reçoit l'agrément de sa délégation. Il précise que les dispositions de la partie A du projet ne doivent nullement tendre à limiter ou à restreindre l'intérêt qu'il convient de porter à d'autres modes de financement, notamment le financement à l'aide de capitaux privés. Il tient d'autre part à souligner que le recours aux investissements privés d'origine intérieure ou étrangère ne doit en rien exclure l'exercice par l'Etat intéressé de tous ses droits de souveraineté. Il a déjà eu l'occasion, au cours de la discussion générale (201ème séance), d'attirer l'attention sur la place accordée par son gouvernement à l'initiative privée dans le développement de son pays, ainsi que sur les mesures de protection prises en faveur du capital national et étranger, pour l'attirer ou pour l'utiliser au mieux des intérêts du pays.

30. M. IMRU (Ethiopie) estime que la partie C du projet de résolution tend à affaiblir quelque peu les dispositions des parties A et B. Il ressort en effet du texte de la partie C qu'un certain nombre de délégations persistent à penser que les investissements privés permettent de résoudre efficacement le grave problème du développement des pays insuffisamment développés; il semble aussi que, de l'avis de certaines délégations, le fonds spécial ou la société financière internationale ne constituent pas, dans les circonstances présentes, un moyen pratique d'assurer le financement du développement économique.

31. Pour sa part, M. Imru reconnaît la nécessité d'encourager les investissements en provenance du secteur privé. Toutefois, l'Ethiopie a constaté par l'expérience que ce moyen de financement n'est pas de

nature à assurer un développement économique rapide parce que le capital privé recherche à la fois la sécurité et un rapport élevé; il ne peut donc donner de résultats efficaces que dans une économie déjà forte et prospère.

32. Pour toutes ces raisons, la délégation de l'Ethiopie préfère les solutions proposées dans les parties A et B du projet de résolution. Elle votera cependant aussi pour la partie C du projet.

33. M. BETETA (Mexique) rappelle qu'il est intervenu dans la discussion générale (200ème séance) pour parler des investissements au Mexique. Il ne reviendra donc pas sur les arguments qu'il a présentés en faveur de la thèse mexicaine suivant laquelle les investissements privés doivent avant tout contribuer au développement économique et social du pays intéressé, c'est-à-dire à l'élévation du niveau de vie de la population. C'est ce qui justifie les mesures législatives tendant à réglementer les investissements privés. Ce principe étant posé, la délégation du Mexique votera pour les trois parties du projet de résolution.

34. M. ABDELRAZEK (Egypte) pense que la partie C du projet de résolution soulève un malentendu qu'il tient à dissiper. Il rappelle le récent exposé dans lequel il a eu l'occasion de préciser les difficultés qui entravent les investissements privés. Ces difficultés peuvent être classées en quatre catégories. Il existe tout d'abord des difficultés d'ordre fiscal. D'autre part, certaines sociétés désireuses de créer des entreprises à l'étranger ne réussissent pas toujours à réunir les capitaux suffisants. En outre, certains pays insuffisamment développés n'envisagent pas les investissements étrangers avec faveur car ils craignent une ingérence de l'étranger dans leurs affaires économiques et politiques. Enfin, les entraves que certains pays insuffisamment développés apportent au rapatriement des capitaux et des bénéfices accroissent encore les difficultés. M. Abdelrazek estime avoir ainsi précisé la position de sa délégation avec suffisamment de clarté. Après avoir entendu les déclarations de certaines délégations de pays fortement industrialisés, il exprime maintenant la crainte que l'activité des Nations Unies dans le domaine du financement du développement économique n'ajoute encore aux déceptions des peuples du monde.

35. M. MADRIGAL (Philippines) déclare que le projet de résolution présenté par le groupe de travail est acceptable pour sa délégation. Il se bornera à formuler quelques remarques sur le financement du développement économique des pays insuffisamment développés. A son avis, la meilleure solution réside dans la conclusion d'accords entre les gouvernements des pays fortement industrialisés et ceux des pays insuffisamment développés. C'est aux gouvernements intéressés qu'il appartient de répartir les fonds nécessaires au développement des industries privées. M. Madrigal souligne ensuite que les gouvernements des pays où s'effectuent les investissements devront veiller à défendre ces pays contre l'exploitation par le capital privé. Le Congrès de la République des Philippines a songé à protéger les travailleurs philippins en fixant un salaire minimum et en définissant les conditions du travail dans les grandes entreprises minières ou autres financées par le capital étranger. De même, en ce qui concerne les revenus des investissements, le gouvernement peut, par une législation appropriée, empêcher que les capi-

talistes étrangers ne réalisent des bénéfices excessifs aux dépens de l'économie du pays.

36. M. Madrigal croit qu'il faut mettre en œuvre tous les moyens possibles pour assurer le développement économique des pays insuffisamment développés. C'est pourquoi il votera pour le projet de résolution présenté par le groupe de travail.

37. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution présenté par le groupe de travail sous la cote A/C.2/L.170 et Corr.1, et qui comporte trois parties, A, B, C.

38. Il met aux voix la partie A.

Par 46 voix contre zéro, avec 5 abstentions, la partie A du projet de résolution est adoptée.

39. Le PRESIDENT met aux voix la partie B.

Par 46 voix contre zéro, avec 5 abstentions, la partie B du projet de résolution est adoptée.

40. Le PRESIDENT invite ensuite la Commission à se prononcer sur l'amendement introduit par la délégation du Guatemala, sous la cote A/C.2/L.172. Cet amendement tend à modifier le texte de la partie C du projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.170 et Corr.1.

Par 44 voix contre zéro, avec 7 abstentions, cet amendement est adopté.

41. M. ENCINAS (Pérou), expliquant son vote sur l'amendement présenté par la délégation du Guatemala, déclare qu'il s'est abstenu, non parce qu'il ne partage pas le point de vue exprimé dans l'amendement considéré, mais parce qu'il estime que cet amendement n'apporte rien de nouveau en évoquant des considérations qui ont déjà été exprimées dans toutes les résolutions pertinentes à la question.

42. Le PRESIDENT met aux voix le texte amendé de la partie C du projet de résolution.

Par 45 voix contre zéro, avec 6 abstentions, la partie C du projet de résolution est adoptée.

43. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) tient à exposer les raisons pour lesquelles il s'est abstenu de voter sur les trois parties du projet de résolution présenté par le groupe de travail. Il ne peut partager l'opinion de certains représentants qui ont placé leurs espoirs dans la constitution d'un fonds spécial ou d'une société financière internationale. Il rappelle à ce sujet que des institutions internationales analogues, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international, ont déçu les espoirs que les Etats Membres des Nations Unies avaient placés en elles. Il n'y a donc aucune raison de supposer que les nouvelles institutions que la Commission recommande de créer ne deviendront pas, comme la Banque internationale et le Fonds monétaire, des instruments du capitalisme américain. La délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne peut donc appuyer le projet de résolution. Comme elle ne veut pas non plus faire obstacle à des projets qui tendent à assurer le développement économique des pays insuffisamment développés, elle s'est simplement abstenue de participer au vote.

44. M. Arkadyev saisit cette occasion pour souligner que la Commission n'a pas attaché d'importance au fait que les ressources des pays insuffisamment développés sont actuellement mobilisées à des fins bellicistes; la

mise en valeur de ces ressources devrait avoir pour but l'amélioration du bien-être des populations ce qui n'est pas possible dans les conditions d'exploitation actuellement imposées aux pays insuffisamment développés. La Commission ne s'est pas davantage préoccupée de la persistance de la politique d'exploitation des territoires non autonomes par les Puissances administrantes. Il ressort de renseignements fournis par le Fonds monétaire que le Royaume-Uni a contracté envers les territoires de la Couronne britannique une dette de plus de 10 milliards de dollars et que ses obligations envers d'autres pays du bloc sterling s'élèvent à 7.880 millions de dollars. M. Arkadyev indique que la pénurie de devises dans les pays insuffisamment développés conduit ces pays à importer des capitaux étrangers dans des conditions qui correspondent à un véritable asservissement. Pendant ce temps, les Puissances impérialistes réalisent d'énormes bénéfices. C'est ainsi que, de 1938 à 1951, les sociétés et les banques des Etats-Unis ont accumulé, en exploitant les pays insuffisamment développés, des bénéfices de l'ordre de 12.500 millions de dollars et que les placements effectués en Amérique latine ont rapporté aux détenteurs de capitaux un revenu qui atteint 15 pour 100 du capital engagé.

45. M. Arkadyev regrette que la Commission ait oublié, semble-t-il, à la fois les principes de la Charte et les considérations sur lesquelles s'appuie la résolution 368 (XIII) du Conseil économique et social. Il trouve regrettable qu'on ait perdu de vue que le financement du développement économique des pays insuffisamment développés doit avant tout servir à élever le niveau de vie des populations de ces pays; on a également oublié que le revenu national des pays insuffisamment développés devrait être affecté aux besoins de ces pays et non dirigé vers les monopoles qui les exploitent. De même, les pays insuffisamment développés devraient pouvoir procéder à de libres échanges avec les démocraties populaires, ce qui leur permettrait de se libérer de l'exploitation par les monopoles capitalistes. Là encore la Commission n'a pas voulu se préoccuper de la situation des pays insuffisamment développés.

46. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à étudier le projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine (A/C.2/L.162) ainsi que les amendements relatifs à ce projet (A/C.2/L.169).

47. M. HUEZO (Salvador) déclare que les délégations des pays de l'Amérique centrale sont disposées à appuyer le projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine, parce qu'elles en approuvent les principes généraux.

48. Toutefois, la délégation du Salvador, associée à celle du Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, a présenté un amendement (A/C.2/L.169) tendant à ajouter au projet argentin un nouveau paragraphe où l'on recommanderait aux gouvernements de conclure des ententes internationales sur les produits de base en vue: a) de garantir la stabilité des prix de ces produits; et b) d'assurer la continuité des programmes de développement économique et social des pays producteurs de matières premières.

49. M. Huezo estime, en effet, qu'il importe de stabiliser les prix sur le marché mondial à des niveaux plus équitables, ce qui mettrait les producteurs de matières premières à l'abri des fluctuations brusques qui ont des répercussions défavorables sur le rapport des

échanges. M. Huezo est persuadé que la stabilité des prix des produits, ainsi que la continuité des programmes de développement économique pourront être assurées par la conclusion d'ententes internationales sur les produits de base. Il cite à cet égard l'accord international du blé auquel ont souscrit 42 gouvernements, dont 38 représentants des pays importateurs. Cet accord a été conclu au moment où deux pays exportateurs de blé, le Canada et l'Australie, disposaient d'un fort excédent exportable alors que d'autres pays, désireux d'importer du blé, ne pouvaient le faire en raison de difficultés financières. L'application de l'accord a donné des résultats satisfaisants tant pour les importateurs que pour les exportateurs et M. Huezo croit que des accords de ce type pourraient se généraliser à l'avenir.

50. Etudiant l'alinéa a du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine, M. Huezo insiste sur la nécessité de maintenir un rapport équitable entre les prix des produits de base et ceux des biens d'équipement et autres articles manufacturés. M. Huezo partage l'opinion du représentant de l'Argentine. Il exprime le vœu que certains pays, notamment les Etats-Unis, qui ont appliqué dans leur propre territoire un système de parité des prix au profit des producteurs agricoles, adoptent la même attitude lorsqu'ils traitent avec d'autres pays. C'est ce qui justifie la proposition du représentant de l'Argentine.

51. Le représentant du Salvador fait également observer qu'à l'alinéa b du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine, il est fait mention de la production de produits synthétiques et de produits de remplacement, qui affecte inutilement la demande internationale de produits de base naturels. Là encore, il partage sans réserves l'opinion du représentant de l'Argentine. Il rappelle que le Salvador s'est trouvé dans l'obligation de cesser de cultiver certaines plantes parce qu'il ne pouvait lutter contre la concurrence de certains colorants chimiques, et que l'exportation de ces produits naturels représentait à l'époque environ 60 pour 100 des exportations du Salvador. Il évoque aussi le danger que la production de caoutchouc synthétique a fait courir aux pays producteurs de caoutchouc naturel. De même, la production d'engrais synthétiques a porté atteinte aux intérêts du Chili en tant que producteur d'engrais naturels. Les difficultés rencontrées par les pays producteurs de textiles naturels en raison de la concurrence des fibres synthétiques jetées en grandes quantités sur le marché mondial ne sont pas moins graves. Le représentant du Salvador signale aussi qu'il existe maintenant un procédé tendant à remplacer, dans la fabrication de la pâte à papier, le bois par la paille de canne à sucre. Il ne croit pas que l'utilisation de la paille de canne à sucre en tant que produit de remplacement du bois soit de nature à porter atteinte au commerce de pays comme le Canada ou la Suède parce que ces pays ont une économie diversifiée; mais il souligne qu'il pourrait en être autrement s'il s'agissait de pays moins avancés sur la voie du développement économique.

52. M. Huezo tient à préciser qu'il ne prend nullement position contre le progrès technique, pas plus d'ailleurs que le représentant de l'Argentine ne l'a fait en présentant son projet de résolution. Il est uniquement question, dans ce projet, d'éviter, sauf pour d'impérieuses raisons de sécurité en temps de guerre et sans préjudice des recherches et progrès techniques, d'encourager la production de produits synthétiques. Le repré-

sentant de l'Argentine a seulement voulu par là exprimer son désir de voir assurer par tous les moyens la stabilité économique mondiale. Il se peut que le progrès technique entraîne pour l'économie de certains pays la nécessité d'une réadaptation, mais M. Huezou souligne que cette réadaptation demande du temps.

53. Pour terminer, le représentant du Salvador exprime l'espoir que le représentant de l'Argentine acceptera les amendements proposés par les délégations du Salvador, du Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua qui n'ont cherché qu'à compléter le projet de résolution de l'Argentine en y faisant place à quelques idées qui ne leur avaient pas paru suffisamment précisées dans le texte initial.

54. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) déclare que sa délégation approuve entièrement le projet de résolution de l'Argentine et les amendements qui figurent dans le document A/C.2/L.169. Toutefois, il saisit cette occasion pour exposer les difficultés que présenterait la mise en œuvre de ce projet de résolution.

55. Faute d'un apport constant et régulier de capitaux étrangers publics et privés, les pays insuffisamment développés ne peuvent se procurer que par l'exportation de denrées alimentaires ou de matières premières les devises dont ils ont besoin pour acheter à l'étranger les biens essentiels à leur développement économique et aussi pour assurer le service de leur dette extérieure.

56. A supposer que, sur une longue période, l'équilibre de la balance des paiements des pays insuffisamment développés soit assuré, ces pays ne pourront, en l'absence d'investissements importants, financer leur développement économique qu'au moyen d'un excédent d'exportations. A cette fin, ils pourraient soit réduire leurs importations de produits non essentiels en maintenant leurs exportations au même niveau, soit accroître leurs exportations en maintenant leurs importations d'articles non essentiels au même niveau, soit encore accroître leurs exportations tout en réduisant leurs importations de biens de consommation non essentiels. Or, les pays insuffisamment développés ne peuvent opter ni pour la première ni pour la troisième de ces solutions car une réduction des importations entraînerait un ralentissement de leur développement économique et une réduction de la consommation aurait pour effet d'abaisser le niveau de vie et de restreindre le bien-être de la population. Ils ne peuvent donc adopter que la deuxième solution, mais il leur est difficile d'accroître leurs exportations car la demande de matières premières et de denrées alimentaires manque d'élasticité et les acheteurs de ces produits ont tendance à en contrôler les prix par des pratiques monopolistiques.

57. Si, au contraire, les pays insuffisamment développés, dont la population désire atteindre un niveau de vie plus élevé, ne réussissent pas à équilibrer leur balance des paiements, leur situation deviendrait tragique. C'est pour éviter ce danger que depuis neuf ou dix ans les pays insuffisamment développés demandent que l'on fixe, pour leurs exportations, des prix paritaires en fonction de leurs importations. Si ces prix paritaires étaient pratiqués, les pays insuffisamment développés disposeraient d'un moyen supplémentaire et durable de financement ou tout au moins pourraient financer eux-mêmes leur développement économique au moyen de leurs recettes d'exportations. C'est là un objectif qu'il est extrêmement difficile d'atteindre. Il

faut tenir compte en effet du fait que les pays développés ne sont guère enclins à suivre ce raisonnement. En outre, les pays insuffisamment développés désirent remédier à la situation plus rapidement que ne le permet la conjoncture économique. Enfin, le rapport des échanges serait certainement fixé par de constantes négociations et il est probable que les pays producteurs d'articles manufacturés exerceraient, dans ces négociations, une influence prépondérante. D'ailleurs il est toujours très difficile de déterminer une année de base pour le calcul de l'indice du rapport des échanges. Le représentant du Brésil expose les raisons de cette difficulté et il ajoute que, pour les indices se rapportant à des périodes de courte durée, l'année de base serait sans doute déterminée par voie de négociations bilatérales.

58. En dépit de tous les obstacles qu'il a mentionnés, le représentant du Brésil votera pour le projet de résolution de l'Argentine et pour les amendements présentés dans le document A/C.2/L.169.

59. M. TAYLOR (Canada) présente quelques observations sur le préambule du projet de résolution de l'Argentine où sont rappelés les faits suivants: le rapport des échanges a des répercussions très sensibles sur le revenu national et le bien-être économique de tous les pays, notamment des pays dont la prospérité dépend dans une grande mesure du commerce international. En outre, les pays dont l'économie est fondée principalement sur la production de matières premières sont très vulnérables aux fluctuations du rapport des échanges. Enfin la diversification de l'économie pourrait diminuer l'ampleur de ces fluctuations et en atténuer les effets.

60. Le représentant du Canada approuve en principe cet exposé, mais il fait observer que la diversification de la production ne donne pas nécessairement une plus grande stabilité à l'activité économique. Elle ne présente des avantages que si elle est établie sur des bases rationnelles; sinon, elle peut accentuer plutôt qu'atténuer les fluctuations économiques. La prospérité économique du Canada, par exemple, dépend de l'activité des industries qui fournissent des produits primaires. C'est pourquoi le Canada a toujours cherché à augmenter la production de l'agriculture, de l'industrie du bois et des mines. L'expérience montre que la diversification de l'économie ne peut remplacer un effort constant visant à améliorer le rendement des industries de base.

61. Le projet de résolution de l'Argentine envisage les répercussions que les fluctuations de prix peuvent avoir sur l'économie des pays en voie de développement. Cependant, il convient de noter que des fluctuations de ce genre peuvent également avoir d'importantes répercussions sur l'économie des pays développés qui, ces dernières années, ont éprouvé de grandes difficultés à équilibrer leur balance des paiements. Leur revenu national réel a subi les effets de fortes hausses à l'importation des matières premières et des produits alimentaires essentiels.

62. Le représentant du Canada affirme que les prix des matières premières ne suivent pas tous une évolution parallèle. Sans doute, les prix des matières premières sont-ils en moyenne trois fois plus élevés qu'en 1938 et inférieurs de 15 pour 100 environ au niveau record qu'ils ont atteint après la guerre, mais certains ont subi des fluctuations plus marquées.

63. Comme le représentant de l'Australie l'a signalé, de nombreux pays en voie de développement sont importateurs aussi bien qu'exportateurs de matières premières. Dans ce cas, les rapports des échanges ne suivent pas une évolution parallèle. Les fluctuations brutales du rapport des échanges sont néfastes, non seulement pour les pays qu'elles atteignent, mais aussi pour les pays qui en bénéficient temporairement. Il serait souhaitable que tous les pays collaborent à la mise au point de mesures visant à réduire l'ampleur et à atténuer la violence de ces fluctuations.

64. Sur une longue période, il faut considérer non seulement les prix des produits de base, mais aussi la productivité et les prix de revient réels. Ainsi, le prix du blé canadien sur le marché mondial est à peine le double de ce qu'il était avant la première guerre mondiale. En revanche, la valeur unitaire des facteurs de production dans la culture du blé dépasse de quatre à cinq fois le niveau atteint à la même époque. En d'autres termes, le rapport arithmétique des échanges a évolué au détriment du cultivateur canadien. Néanmoins, le niveau de vie du producteur de blé canadien est aujourd'hui plus élevé qu'en 1912 ou en 1913. Cette amélioration s'explique par une augmentation considérable de la productivité dans la culture du blé. Le cultivateur bénéficie en partie de cette augmentation de la productivité par un accroissement de son revenu réel; le consommateur en bénéficie également par une diminution relative du prix du blé. Il en est de même pour les nations. A mesure que la productivité augmente, le rapport réel des échanges s'améliore presque certainement, même si le rapport arithmétique paraît avoir subi un mouvement défavorable.

65. Le représentant du Canada, abordant l'examen de l'alinéa *b* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine, fait observer que la recherche scientifique constitue l'élément primordial du progrès et facilite ainsi l'élévation des niveaux de vie. Certains bénéficient des progrès techniques, d'autres en pâtissent. En raison de l'augmentation rapide de la demande de produits de toutes sortes, il serait fâcheux de ne pas tirer parti des progrès scientifiques. Il est possible qu'au début, les avantages qu'ils présentent ne soient pas répartis équitablement, mais à la longue tous les pays en profitent. Ce n'est pas en limitant les progrès techniques que l'on pourra résoudre ces problèmes; il faudrait, au contraire, aménager une structure économique suffisamment souple et susceptible d'adaptation. Bien qu'elle ne puisse appuyer les idées implicitement exprimées à l'alinéa *b* du paragraphe 4, la délégation du Canada approuve le principe général selon lequel les Etats Membres devraient éviter, sauf pour d'impérieuses raisons de sécurité, en temps de guerre, d'appliquer aux importations de sévères restrictions de caractère discriminatoire et de remplacer les produits naturels par des produits synthétiques. Elle reconnaît que, pour se conformer aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, tous les pays devraient tenir compte des répercussions que leur politique peut avoir sur le bien-être des populations des autres Etats Membres.

66. Le représentant du Canada fait observer que si le rapport des échanges de nombreux pays fournisseurs de produits primaires est devenu défavorable, c'est notamment parce que ces pays ont imposé des restrictions aux importations. Dans bien des cas, ces mesures sont peut-être inévitables, mais elles contribuent à augmenter le prix des produits importés ainsi que les prix de revient de la production nationale. Ainsi, le rapport des échanges de nombreux pays est devenu défavorable par suite de l'impossibilité d'établir la liberté du commerce international sur une base multilatérale. En fait, il ressort de nombreux rapports que, dans les vingt ou trente années à venir, le monde aura besoin de quantités de plus en plus grandes de denrées alimentaires et de matières premières et que le rapport réel des échanges des pays qui sont en mesure de fournir ces produits s'améliorera très certainement.

67. Le représentant du Canada rappelle que, selon la loi de l'offre et de la demande, les prix se modifient constamment et qu'ils servent ainsi de guide aux producteurs et aux consommateurs. Sans doute a-t-on le choix entre le régime de la liberté des prix et celui de l'économie dirigée, mais l'expérience montre que la réglementation des prix donne à l'économie une certaine rigidité et ne contribue pas à l'augmentation de la productivité. Il pourrait être souhaitable d'adopter des mesures visant à atténuer l'ampleur des fluctuations de prix, mais il faut éviter toute mesure présentant un caractère par trop rigide. Une économie en progrès se caractérise essentiellement par sa souplesse et ses possibilités d'adaptation.

68. Le représentant du Canada signale ensuite que, pour ce qui est des ententes relatives aux produits de base, il ne peut approuver la proposition présentée, dans leur amendement, par les délégations du Costa-Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua. En effet, M. Taylor croit que la multiplicité des accords de ce genre aurait pour conséquence de donner trop de rigidité à la structure des prix internationaux. Le Gouvernement du Canada n'est pas opposé, en principe, aux ententes relatives aux produits de base et il y voit un moyen qui permettrait, éventuellement, d'atténuer l'ampleur des fluctuations de prix. Il est prêt à participer aux travaux de groupes d'études sur les produits de base et à adhérer à des accords de ce genre, à condition qu'ils portent sur des produits déterminés, qu'ils ménagent dans une certaine mesure le libre jeu des forces économiques et qu'ils promettent de donner des résultats satisfaisants; encore faudrait-il que les principaux pays intéressés soient parties à ces accords. En tout état de cause, on ne peut considérer la conclusion d'accords relatifs aux produits de base comme une panacée.

69. Pour toutes ces raisons, la délégation du Canada ne pourra appuyer les passages du projet de résolution de l'Argentine qui prévoient, implicitement ou non, la possibilité d'établir entre les prix un rapport fixe et de limiter les progrès scientifiques.

La séance est levée à 13 heures.

ASSEMBLEE
GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels

SEANCE



Vendredi 21 novembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169/Rev.1, A/C.2/L.171) [suite] 163

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169/Rev.1, A/C.2/L.171) [suite]

[Point 25, a *)]

1. M. ENCINAS (Pérou) tient à présenter quelques observations au sujet du projet de résolution de la délégation de l'Argentine (A/C.2/L.162). Ces observations portent sur le paragraphe 4 qui constitue la partie principale du dispositif.

2. Le représentant du Pérou indique tout d'abord que les dispositions de l'alinéa a du paragraphe 4 n'ont pas pour objet de maintenir une situation de fait, mais d'établir un rapport équitable entre les prix des produits de base et ceux des biens d'équipement et autres produits manufacturés; telle est, du moins, l'interprétation que la délégation du Pérou donne à cet alinéa. Sans doute faut-il s'attendre à ce que les Etats Membres rencontrent des difficultés dans l'accomplissement de leur tâche, mais M. Encinas croit qu'il est bon que l'Organisation des Nations Unies prenne position sur cette question du rapport des prix, ne serait-ce que pour tenter de fixer une norme idéale. Il approuve donc entièrement le texte de cet alinéa.

3. Quant à l'alinéa b du paragraphe 4, la délégation du Pérou n'est pas en mesure de l'accepter. M. Encinas craint en effet qu'un arrêt des processus technologiques qui sont à la base du progrès ne soit préjudiciable au bien-être des populations du monde et notamment des populations des pays insuffisamment développés. Ce serait lutter contre le progrès que de faire obstacle au développement des produits synthétiques sous le prétexte que l'afflux de ces produits sur le marché mondial affecterait la demande de produits primaires naturels. L'adoption de cet alinéa risquerait donc

d'avoir des répercussions sérieuses, et le représentant du Pérou ne croit pas que le mot "inutilement", qui figure dans le texte, constitue une garantie suffisante contre les effets nuisibles que l'adoption de cet alinéa pourrait avoir. Il n'est d'ailleurs pas facile de définir la portée de ce mot. M. Encinas fait observer que le progrès technique s'accomplit à un rythme que nul ne peut modifier, et sans qu'on en puisse prévoir l'aboutissement; il est possible que certains processus technologiques conduisent à la mise au point de méthodes de production massive qui pourront présenter des avantages pour les populations des pays insuffisamment développés. En outre, il est à noter qu'une disposition comme celle qui figure à l'alinéa b du paragraphe 4 du projet est en contradiction avec l'esprit des résolutions adoptées au sujet du programme d'assistance technique; on manquerait par conséquent de logique à l'appuyer et il serait même paradoxal et dangereux de le faire. La délégation du Pérou ne pourra donc pas voter pour cet alinéa.

4. En ce qui concerne l'alinéa c du paragraphe 4, le représentant du Pérou fait observer que la recommandation faite aux Etats Membres de réduire les entraves à l'importation des produits de base a pour objet, en réalité, de ménager l'établissement d'un rapport équitable entre les prix des biens d'équipement et ceux des produits de base. C'est là une idée qui est déjà exprimée de façon beaucoup plus précise à l'alinéa a du même paragraphe. M. Encinas ne refusera pas, cependant, son appui à l'alinéa c.

5. En raison de toutes ces considérations, la délégation du Pérou demandera probablement le vote par division sur le paragraphe 4.

6. Pour ce qui est des amendements présentés en commun par les délégations du Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras et du Salvador dans le document A/C.2/L.169, M. Encinas déclare qu'il les approuve entièrement. Il réserve sa position au sujet du texte révisé de ces amendements (A/C.2/L.169/Rev.1) dont il n'a pas encore pu prendre connaissance.

7. M. WOULBROUN (Belgique) déclare que sa délégation est bien placée pour comprendre les pré-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

occupations de la délégation de l'Argentine, puisque la Belgique, en tant que Puissance administrante de territoires africains, est à la fois un pays industrialisé et un pays producteur de matières premières. La délégation belge ne s'étonne donc pas que les pays dont la vie économique est partiellement subordonnée à l'existence d'un marché favorable pour leurs produits de base, généralement peu variés, désirent ne pas être exposés à des fluctuations du rapport entre les prix des produits exportés et les prix des produits industriels importés. Ces fluctuations risquent en effet d'avoir des incidences fâcheuses sur leurs possibilités de développement économique.

8. M. Woulbroun rappelle que la délégation belge a déjà donné son appui à l'idée de la conclusion d'accords intergouvernementaux sur les produits de base. Certes, l'expérience a montré les difficultés pratiques inhérentes à la négociation de pareils accords, et la délégation du Canada, notamment, n'a pas manqué d'y faire allusion. Il importe cependant que les gouvernements des divers pays engagent des négociations sur ces accords en les étudiant de très près, et pour chaque produit.

9. Au sujet de l'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine, M. Woulbroun fait observer que d'autres représentants, notamment celui du Pérou, n'ont pas manqué de signaler les difficultés que présente la définition d'un rapport adéquat, juste et équitable, entre les prix des produits de base, d'une part, et les prix des biens d'équipement et des autres produits manufacturés, d'autre part. Parmi ces difficultés, il faut citer celle que soulèverait la réalisation d'un accord préalable sur une période de référence acceptable pour toutes les parties intéressées. M. Woulbroun se réserve d'ailleurs de revenir ultérieurement sur la recommandation qui figure à l'alinéa *a* du paragraphe 4.

10. Pour ce qui est des dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 4 concernant la limitation des fabrications de produits de synthèse ou de remplacement, M. Woulbroun se demande s'il est possible de concevoir des mesures pratiques tendant à limiter cette production dans un monde où les progrès récents sont dus en grande partie à la recherche scientifique et à la technologie. Le représentant de la Belgique souligne d'autre part que les produits naturels et les produits synthétiques qui ont des utilisations similaires ne sont pas nécessairement des produits concurrents; il arrive qu'ils aient des applications complémentaires. Les produits naturels et les produits synthétiques sont souvent employés conjointement et leur mélange peut, dans certains cas, aboutir à un produit fini dont les propriétés sont supérieures à celles des éléments constitutifs. On peut citer notamment l'exemple des fibres artificielles qui, de plus en plus, sont mélangées à la laine dans la confection des tissus. M. Woulbroun fait valoir en outre que la fabrication des produits de synthèse peut être rapidement accrue en cas d'augmentation de la demande, ce qui n'est pas le cas pour bon nombre de produits naturels. A l'appui de son raisonnement, il cite de nouveau l'exemple des fibres artificielles dont la production a sensiblement augmenté au cours des dernières années, alors qu'entre 1931 et 1949 la production de laine a varié entre un minimum de 1.500.000 tonnes et un maximum de 1.770.000 tonnes. Enfin, M. Woulbroun indique que le prix de revient des produits synthétiques se maintient souvent à un niveau

relativement stable, et que parfois il a tendance à baisser, même dans une économie marquée par des poussées inflationnistes. C'est pourquoi l'on peut considérer que, dans certains cas, le mélange de produits synthétiques avec des produits naturels similaires peut se traduire par une stabilisation des prix des produits de base.

11. M. Woulbroun comprend parfaitement les motifs qui ont inspiré le représentant de l'Argentine lorsqu'il a formulé les recommandations qui figurent à l'alinéa *b* du paragraphe 4 de son projet de résolution. Il estime cependant que les dispositions de cet alinéa pourraient gêner même les pays producteurs de matières premières qui désireraient établir sur leur propre territoire des usines de produits synthétiques capables de remplacer et de concurrencer des produits naturels dont ils seraient dépourvus. Il se peut en effet que les pays insuffisamment développés voient dans la création d'industries de ce genre un moyen efficace de sauvegarder l'équilibre de leur balance des paiements. M. Woulbroun croit également que les dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 4 risqueraient d'entraver les mesures prises par certains gouvernements pour favoriser la création d'industries nouvelles, notamment dans le cadre d'une action contre le chômage structurel.

12. Le représentant de la Belgique estime en outre que l'alinéa *b* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine soulève des difficultés d'interprétation. Il croit notamment, avec le représentant du Pérou, qu'il est difficile de définir la portée du mot "inutilement". D'autre part, lorsque le représentant de l'Argentine a présenté son projet de résolution à la 214^{ème} séance, il a spécifié que les gouvernements ne devaient pas chercher à réduire la durée normale des recherches scientifiques relatives à des projets capables de conduire à la création d'industries dont les produits concurrenceraient les produits de base naturels; or, il paraît également très difficile de définir cette notion de durée normale.

13. Avant de terminer, M. Woulbroun tient à préciser que les observations qu'il vient de présenter ne tendent nullement à minimiser l'importance du problème; il a simplement voulu mettre en évidence certains aspects complexes de la question. La délégation belge recherche activement les moyens qui permettraient d'aider les pays insuffisamment développés à organiser leur production et à vendre leurs produits de base, dans des conditions compatibles avec la nécessité de relever le niveau de vie de leurs populations, et de manière à pouvoir se procurer, dans les meilleures conditions possibles, les produits industriels et les biens d'équipement qui leur sont nécessaires.

14. M. Woulbroun se félicite enfin de l'initiative de la délégation argentine qui, par son projet de résolution, a saisi les gouvernements de certains problèmes importants auxquels ils devraient accorder toute leur attention. Il regrette toutefois que sa délégation ne puisse accepter le projet sous sa forme actuelle.

15. M. DOMINGUEZ COMPANYY (Cuba) déclare que la délégation de Cuba appuie l'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine. Il rappelle à ce sujet que les délégations de Cuba à la Conférence de Bogota et au Conseil économique et social ont toujours soutenu qu'il était nécessaire d'établir un rapport équitable entre les prix des produits primaires et ceux des biens d'équipement. De même, au cours de la deuxième guerre mon-

diale, le Gouvernement de Cuba s'est efforcé, dans ses relations avec le Gouvernement des Etats-Unis, de suivre une politique orientée vers ces fins. M. Domínguez Company n'hésitera donc pas à approuver cet alinéa.

16. Pour ce qui est de l'alinéa *b* du paragraphe 4, le représentant de Cuba comprend parfaitement les préoccupations du représentant de l'Argentine en ce qui concerne la fabrication de produits de synthèse et de remplacement et les difficultés que cette production peut entraîner pour les pays fournisseurs de produits naturels. Mais, indépendamment des restrictions qu'elles impliquent, les dispositions de cet alinéa, de l'avis de M. Domínguez Company, ne sont pas suffisamment précises et, par conséquent, pourraient avoir des effets opposés à l'objet même de la proposition de l'Argentine. La délégation de Cuba n'est donc pas en mesure d'appuyer cet alinéa.

17. En revanche, elle appuiera de son vote la recommandation figurant à l'alinéa *c* du paragraphe 4.

18. En terminant, M. Domínguez Company rappelle l'exemple invoqué à la séance précédente par le représentant du Salvador et déclare que la paille de canne à sucre ne saurait être assimilée à un produit de remplacement de la pâte de bois pour la fabrication du papier. La paille de canne à sucre est en effet un produit complémentaire naturel, un produit primaire qui ne peut être visé par les recommandations du paragraphe 4, *b*, du projet argentin.

19. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) fait observer que peu de pays ont une économie qui dépende aussi étroitement des mouvements du commerce international que celle du Royaume-Uni. L'économie britannique subit le contre coup des fluctuations du rapport des échanges qui peuvent affecter tant les produits manufacturés que les produits de base; aussi la délégation du Royaume-Uni partage-t-elle entièrement le sentiment qui a amené le représentant de l'Argentine à demander aux gouvernements de tenir compte des besoins des autres pays aussi bien que des leurs, avant de modifier leur politique commerciale.

20. Si la délégation du Royaume-Uni est d'accord sur ce point, elle craint cependant de ne pouvoir souscrire à l'analyse que le représentant de l'Argentine a faite du problème à la 214ème séance. Il a été dit que le mouvement du rapport des échanges au cours des vingt-cinq dernières années a été de plus en plus défavorable aux pays producteurs de produits de base, et que cette tendance se poursuivra probablement dans l'avenir. Si cette affirmation est vérifiée pour la période d'avant-guerre, elle ne l'est pas pour l'après-guerre et rien ne permet de penser qu'elle le sera dans l'avenir. Comparant les variations qu'ont subies, au cours des deux dernières années, les prix des produits qui entrent dans les échanges commerciaux de trois pays — le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne occidentale — Sir Clifford constate que, si l'on prend comme base l'année 1949, avec l'indice 100, on se rend compte que l'indice des prix des produits manufacturés exportés par ces trois pays a passé de 98 en 1950 à 120 en 1952, celui des prix des denrées alimentaires importées de 123 en 1950 à 143 en 1952, et celui des prix des matières premières importées de 119 à 169. Ainsi, l'écart entre le prix des denrées alimentaires importées et celui des produits manufacturés exportés s'est accru de 19 pour 100 depuis 1949, l'écart entre le

prix des matières premières importées et celui des produits manufacturés exportés de 41 pour 100. Il semble donc bien que le rapport des échanges ait évolué en faveur des producteurs de matières premières et de denrées alimentaires, malgré la baisse qui s'est produite en 1951, date à laquelle les prix ont atteint leur niveau le plus élevé depuis l'ouverture des hostilités en Corée.

21. Il n'est guère possible de prédire l'avenir; cependant, il ne semble pas qu'il y ait lieu de s'inquiéter du sort des pays de production primaire. Comme le représentant de la France l'a souligné, il est peu probable, en effet, que les prix des biens d'équipement et des produits manufacturés subissent une hausse à une époque où l'industrie d'un certain nombre de pays — dont l'Allemagne occidentale, le Japon et quelques pays insuffisamment développés eux-mêmes — est en pleine expansion.

22. En revanche, les amples et soudaines fluctuations des prix des produits de base posent un problème grave. L'expérience des récentes années a prouvé que ces fluctuations nuisent aussi bien aux intérêts des pays producteurs qu'à ceux des pays consommateurs, qu'ils soient industrialisés ou non. Comme les experts qui ont rédigé le rapport sur les *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156), la délégation du Royaume-Uni pense que le meilleur moyen conçu à ce jour pour parer à ces fluctuations consiste en la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs à des produits de base donnés. Toute mesure prise pour stabiliser le prix d'un produit de base a des effets salutaires sur l'ensemble des échanges. Le commerce mondial ne pourrait donc que bénéficier de la conclusion d'un certain nombre d'accords de ce genre. L'accord relatif au blé illustre les résultats que l'on peut espérer de cette méthode de coopération internationale. La délégation du Royaume-Uni estime que les gouvernements devraient s'attaquer au nœud de la question, et considérer successivement chaque produit de base plutôt que d'essayer de stabiliser les prix de tous les produits de base et de tous les produits manufacturés à un niveau arbitrairement fixé. En vérité, cette dernière méthode ne serait pas pratique: abstraction faite des difficultés d'ordre politique et constitutionnel qui se présenteraient, il ne semble guère possible d'établir un rapport entre les prix des produits de base et celui des très nombreux produits manufacturés qu'importent les pays de production primaire.

23. Ainsi, l'un des meilleurs moyens de favoriser la stabilité économique à laquelle toutes les nations aspirent serait donc bien de conclure des ententes internationales relatives aux produits de base, en se conformant aux principes et aux méthodes que le Conseil économique et social a approuvés par ses résolutions 30 (IV), 296 (XI) et 373 (XIII). Toutefois, on ne peut attendre de ces accords — ni de toute autre mesure, nationale ou internationale visant le même but — qu'ils maintiennent avec rigidité la demande ou les prix à un niveau artificiel ou fixé d'avance; leur seul effet serait de réduire ou de supprimer les fluctuations à court terme. Toute tentative en vue de contrecarrer les tendances à long terme du marché mondial, à la hausse ou à la baisse, entraînerait une déformation de la production mondiale qui ne répondrait pas à des normes économiques rationnelles et accroîtrait, par conséquent, les difficultés que l'on cherche précisément à résoudre.

24. Le représentant de l'Argentine a certes raison de dire que les nations ne doivent pas invoquer la loi de l'offre et de la demande dans les seuls cas où elle leur est favorable, quitte à adopter des mesures de contrôle quand leurs intérêts sont en jeu, mais Sir Clifford ne pense pas qu'il soit juste d'adresser ce reproche aux pays industrialisés. Il est vrai que plusieurs d'entre eux continuent d'appliquer certaines mesures restrictives que la guerre leur a imposées et qui n'auraient pas de raison d'être dans un monde idéal. Toutefois, un système de stabilisation des prix comme celui que le projet de résolution de l'Argentine paraît envisager présenterait d'aussi graves inconvénients que ces mesures de contrôle, car il imposerait des méthodes rigides qui ne pourraient avoir pour effet que de déformer et, à la longue, de bouleverser complètement la structure du commerce international, sans qu'aucun pays en tire avantage.

25. L'adoption du projet de résolution de l'Argentine aurait également d'autres conséquences. On peut supposer que le but qu'elle vise est de stabiliser les prix des produits de base à un niveau relativement élevé. Il en résulterait, inévitablement, une hausse du coût de production des produits manufacturés et, par voie de conséquence, une hausse du coût des importations de biens d'équipement des pays insuffisamment développés. D'autre part, il ne faut pas oublier que rares sont les pays de production primaire qui n'importent pas eux-mêmes certains produits de base et des denrées alimentaires. L'avantage qu'ils retireraient d'une hausse du prix de leurs produits d'exportation serait donc annihilé par l'augmentation inévitable du coût de leurs importations.

26. Passant à l'alinéa *b* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine, Sir Clifford dit qu'il comprend le motif de cette disposition, mais il doute que les gouvernements acceptent les restrictions qu'elle leur imposerait. Tous les pays ont besoin, en effet, d'une entière liberté d'action pour ajuster leur économie aux progrès réalisés dans le domaine technique. Cet ajustement ne s'accomplit pas toujours sans mal: le Royaume-Uni en a fait l'expérience, notamment dans l'industrie textile. Cependant, on manquerait du sens des réalités si l'on essayait de barrer la route au progrès. Ce que l'on peut demander aux gouvernements, c'est de ne pas limiter inutilement, ou artificiellement, l'utilisation des produits naturels, et de permettre à ceux-ci de concurrencer librement tous produits de synthèse ou de remplacement que l'on pourrait inventer. Si telle est bien la portée de l'alinéa *b* du paragraphe 4, la délégation du Royaume-Uni y souscrira volontiers.

27. Pour terminer, Sir Clifford dit que son gouvernement est prêt à participer à toutes consultations intergouvernementales que l'on pourrait organiser en vue d'étudier les mesures à prendre pour parer au danger que représentent l'instabilité économique et les fluctuations soudaines du rapport des échanges. La délégation du Royaume-Uni reconnaît que les gouvernements des pays insuffisamment développés pourront établir leur programme de développement économique avec plus de confiance s'ils ont la certitude de pouvoir vendre leurs produits de base à des prix équitables et de tirer des recettes stables de leurs exportations. Elle reconnaît également que le développement économique doit tendre essentiellement à élever le niveau de vie des populations des pays insuffisamment développés. Mais elle ne pense

pas qu'il faille chercher à donner une solution générale à un problème aussi complexe. En effet, il est possible que les mesures prises sur le plan intérieur agissent tout autant sur la stabilité des prix que des accords internationaux relatifs aux produits de base. Sir Clifford rappelle que le groupe d'experts présidé par M. Angell a étudié de façon très approfondie les *Mesures en vue de la stabilité économique internationale*. Il doute que de nouvelles études d'experts se révèlent très utiles à ce stade: c'est aux gouvernements qu'il appartient maintenant d'examiner attentivement l'ensemble du problème. L'adoption d'un projet de résolution ne paraît donc pas s'imposer à la Deuxième Commission.

28. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que son gouvernement reconnaît que l'instabilité des prix des produits primaires et les modifications du rapport des échanges placent tous les pays, développés et insuffisamment développés, devant de très graves difficultés. En présentant son projet de résolution, la délégation de l'Argentine a voulu aider à surmonter certaines de ces difficultés. Aux termes de ce projet, les gouvernements des Etats Membres seraient invités à prendre des mesures qui faciliteraient l'institution d'un système international de parité des prix. Ainsi serait maintenu "un rapport adéquat, juste et équitable entre le prix des produits de base et celui des biens d'équipement et autres articles manufacturés" (A/C.2/L.162).

29. S'il faut prendre des mesures de ce genre, c'est parce que, selon la délégation de l'Argentine, le rapport des échanges serait actuellement défavorable aux pays fournisseurs de produits primaires; de plus, si l'on tire des leçons de l'expérience des cinquante ou soixante-quinze dernières années, il est facile, d'après la délégation de l'Argentine, d'imaginer quelle serait, à l'avenir, la situation des pays producteurs de matières premières.

30. Contrairement à l'affirmation selon laquelle le rapport des échanges est actuellement défavorable aux pays fournisseurs de produits primaires, certains renseignements montrent que, pour la majorité de ces pays, l'évolution du rapport des échanges depuis la fin de la seconde guerre mondiale a été favorable. Il est vrai que les prix des produits primaires ne sont pas restés au niveau record qu'ils avaient atteint peu après le début de la guerre de Corée et que le prix de tel ou tel produit primaire est inférieur à ce qu'il était avant 1950, mais les prix de l'ensemble des produits primaires ont augmenté par comparaison aux prix des articles manufacturés.

31. Le représentant des Etats-Unis rappelle une déclaration dans laquelle le Secrétaire exécutif de la CEPAL a signalé qu'entre 1946 et 1950 le rapport des échanges, pour l'Amérique latine, avait augmenté d'environ 66 pour 100 par comparaison au niveau atteint pendant la période 1940-1945. De même, ce rapport dépassait alors de 62 pour 100 le niveau atteint entre 1930 et 1940.

32. Si l'on prend l'année 1938 comme année de référence, il apparaît qu'en 1950 le niveau des prix mondiaux des produits primaires faisant l'objet d'échanges internationaux dépassait de 36 pour 100 celui des prix des produits manufacturés. D'après des statistiques établies par l'Organisation des Nations Unies, l'augmentation de l'indice des prix des produits primaires importés par les Etats-Unis a été, entre 1938 et 1948, supérieure d'un tiers à celle de l'indice des prix des

articles manufacturés exportés des Etats-Unis. En d'autres termes, pour financer l'importation d'une même quantité de produits primaires, les Etats-Unis devaient, en 1948, exporter une quantité d'articles manufacturés supérieure de 33 pour 100 à celle qu'ils exportaient en 1938.

33. A l'augmentation progressive des prix des matières premières intervenue depuis 1938 s'est ajoutée, entre juin 1950 et juin 1951, une hausse brutale. D'après des évaluations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, les pays fournisseurs de produits primaires ont accru leurs gains en devises de 2,3 milliards de dollars en 1950 et de 3,2 milliards de dollars en 1951, soit une augmentation totale de 5,5 milliards de dollars en deux ans, par comparaison aux gains réalisés entre janvier 1948 et septembre 1949.

34. Si les prix des matières premières ne sont pas revenus au niveau record qu'ils avaient atteint après le début de la guerre de Corée, les pays fournisseurs de produits primaires se trouvent néanmoins, par comparaison aux années qui ont précédé la deuxième guerre mondiale, dans une situation très favorable, tout au moins lorsque l'on considère leurs échanges commerciaux avec les Etats-Unis. Si l'on prend comme base l'indice 100 pour la période 1936-1938, on constate que la valeur unitaire des importations des Etats-Unis en provenance de l'Amérique latine avait atteint l'indice 357 à la fin du premier semestre de 1952. La valeur unitaire des exportations des Etats-Unis à destination de l'Amérique latine, pendant la même période, avait atteint l'indice 203. En d'autres termes, pendant le premier semestre de 1952, les Etats-Unis devaient, pour obtenir de l'Amérique latine une quantité de produits égale à celle qu'ils se procuraient entre 1936 et 1938, exporter à destination de l'Amérique latine 78 pour 100 de plus qu'ils n'avaient à le faire en 1936-1938.

35. Le représentant des Etats-Unis compare ensuite l'évolution des prix de certains produits primaires importés d'Amérique latine par les Etats-Unis et l'évolution des prix d'articles manufacturés exportés par les Etats-Unis entre 1937 et 1951. Il ressort de cette comparaison que l'augmentation du prix de nombreux produits primaires, et notamment du café brésilien, de la laine, du cacao et du cuivre, a varié pendant cette période de 124 pour 100 à plus de 800 pour 100. Par contre, entre 1937 et 1952, l'indice des prix des articles manufacturés exportés par les Etats-Unis n'a augmenté que de 97 pour 100, par suite des mesures de contrôle des prix que le Gouvernement des Etats-Unis a appliquées en 1950 et 1951 aux produits destinés à l'exportation comme aux articles destinés à la consommation intérieure. En l'absence d'un tel contrôle, l'indice des prix des articles manufacturés exportés par les Etats-Unis serait considérablement plus élevé. Il en serait probablement de même du prix des matières premières exportées par ce pays.

36. Si l'on mettait en œuvre les dispositions du projet de résolution de l'Argentine, il faudrait soit augmenter les prix à l'exportation des articles manufacturés des Etats-Unis afin de maintenir un rapport "adéquat, juste et équitable" entre ces prix et ceux des matières premières importées par ce pays, soit abaisser les prix des matières premières que les Etats-Unis importent afin d'établir un rapport équitable entre ces prix et ceux des articles manufacturés qu'ils exportent.

37. On peut aussi se demander si le rapport des échanges, au cours des prochaines années, restera favorable aux pays fournisseurs de matières premières. Selon le rapport Paley, les Etats-Unis ont consommé, en 1950, 2,7 milliards de tonnes de produits primaires. Ils ont utilisé notamment la moitié de la production mondiale de pétrole, de caoutchouc et de minerai de fer. Il est dit, dans le rapport Paley, que le produit national brut des Etats-Unis continuera, au cours des vingt-cinq années à venir, d'augmenter à la même cadence que pendant les cent dernières années; sur cette base, on prévoit qu'en 1975 la demande américaine de métaux, de combustibles et de minéraux non métalliques sera supérieure de 40 pour 100 à ce qu'elle était en 1950. Il est évident que cette augmentation aidera les pays fournisseurs de matières premières à se procurer plus facilement des dollars.

38. Le représentant des Etats-Unis ne pense pas qu'il soit possible de négocier un accord général tendant à établir un rapport entre le prix de tous les produits de base et ceux des articles manufacturés. Tout d'abord, aucun critère objectif ne permet de déterminer ce qu'on entend exactement par un rapport "adéquat, juste et équitable". Les négociations multilatérales que l'on pourrait engager sur les prix d'un très grand nombre de produits de base considérés simultanément auraient pour seul effet de retarder l'adoption de mesures visant à atténuer les fluctuations des prix de tel ou tel produit de base important.

39. Toutefois, à supposer que les gouvernements intéressés puissent établir un rapport quelconque entre les deux catégories de prix, il faudrait, pour maintenir ce rapport, mettre en œuvre de façon permanente des contrôles internationaux sur la production et la répartition des produits visés. Il faudrait tout au moins exercer, sur le plan national ou international, un contrôle sur le prix de tous les produits importants qui entrent dans le commerce international. Cela revient à dire que les Etats devraient assurer eux-mêmes la direction de leur commerce extérieur. Le Gouvernement des Etats-Unis n'est pas disposé à contracter une obligation de ce genre.

40. Le projet de résolution de l'Argentine cherche à donner aux pays insuffisamment développés les moyens de financer leur développement économique. Toutefois, on peut se demander si le soutien artificiel obtenu grâce à cette parité internationale des prix des produits primaires constitue la méthode appropriée. Les pays insuffisamment développés doivent eux-mêmes importer de grandes quantités de produits primaires. Ils ne bénéficieraient évidemment pas d'une augmentation du prix des produits dont ils sont dépourvus. En outre, de nombreux pays développés exportent de grandes quantités de produits primaires, notamment de la pâte à papier, du soufre, du blé, du coton et du minerai de nickel.

41. Il ne fait pas de doute que les pays développés bénéficieraient, au moins autant que les pays insuffisamment développés, d'un accord international visant à établir un soutien artificiel des prix des produits primaires. La conclusion d'un tel accord ne faciliterait donc pas le financement du développement économique des pays insuffisamment développés. Lorsqu'on examine les problèmes soulevés par la délégation de l'Argentine, il faut se rappeler que le rapport entre les prix des différents produits primaires est tout aussi impor-

tant que le rapport entre les prix des produits primaires et ceux des articles manufacturés.

42. Le projet de résolution de l'Argentine prévoit la création d'un petit groupe d'experts qui étudierait les mesures pratiques à prendre pour maintenir un rapport adéquat, juste et équitable entre les prix des produits primaires et ceux des articles manufacturés. Or, le même problème a déjà été étudié par un autre groupe d'experts, à la demande du Conseil économique et social. A ce propos, le représentant des Etats-Unis attire l'attention de la Commission sur le rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* et il donne lecture du paragraphe 44 dudit rapport dans lequel les experts ont déclaré que, pour maintenir artificiellement pendant une longue période les mêmes relations entre certains prix, il faudrait mettre en œuvre de façon permanente des contrôles internationaux sur la production ou la répartition des produits intéressés; cette méthode, ont-ils ajouté, avantagerait surtout les producteurs des pays plus riches, souvent très industrialisés qui sont les principaux fournisseurs du marché mondial pour la plupart des produits primaires.

43. M. Lubin aborde ensuite l'examen de l'alinéa *b* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine. Un grand nombre de pays insuffisamment développés créent actuellement des industries manufacturières qui fabriquent ou utilisent des produits synthétiques et des produits de remplacement; en recommandant aux gouvernements de ne pas encourager la fabrication de ces produits, on nuirait aux intérêts des pays insuffisamment développés eux-mêmes. Le Gouvernement des Etats-Unis n'est pas disposé à accepter une telle recommandation.

44. Le représentant des Etats-Unis note que l'amendement proposé par les cinq pays de l'Amérique centrale attire l'attention sur des travaux utiles que l'on pourrait entreprendre en ce qui concerne les prix des produits de base. Il reconnaît que les fluctuations brutales de ces prix ont des conséquences fâcheuses pour tous les pays ou presque. Afin d'atténuer ces fluctuations, il faudrait négocier des accords internationaux relatifs aux produits de base en se conformant aux principes et méthodes approuvés par le Conseil économique et social. A cet effet, les moyens dont on dispose à l'heure actuelle sont bien suffisants et le Gouvernement des Etats-Unis est prêt à participer à des négociations portant sur un ou plusieurs produits de base, chaque fois que ces négociations promettent d'aboutir. Lorsqu'un pays acheteur ou vendeur souhaite sincèrement la conclusion d'un accord sur tel ou tel produit, il peut toujours demander à la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de convoquer un groupe d'étude, puis une conférence qui tiendrait compte des travaux de ce groupe d'étude. Chaque fois que les Etats-Unis, en leur qualité de producteur ou de consommateur d'un produit déterminé, y verront un avantage, ils seront tout disposés à participer aux travaux d'un groupe d'étude ou d'une conférence de ce genre.

45. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) confirme que le prix du café a plus que doublé en huit ou neuf ans, ainsi que l'a indiqué le représentant des Etats-Unis d'Amérique. Il tient cependant à souligner, à ce propos, que la vente du café constitue la seule source de dollars

à laquelle le Brésil peut puiser pour régler ses achats de biens d'équipement aux Etats-Unis. La hausse du prix du café a permis au Brésil de ne pas faire appel aussi fréquemment que par le passé à l'Import-Export Bank, de réduire sa dette extérieure et de considérer avec plus d'indulgence les transferts de bénéfices auxquels procèdent les capitalistes américains. On ne saurait faire grief au Brésil, qui s'efforce de réaliser son développement économique aussi rapidement que possible, de tirer parti de la situation aussi longtemps qu'elle durera.

46. M. SALAMANCA (Bolivie) annonce que sa délégation se prononcera en faveur du projet de résolution de l'Argentine, bien qu'elle se rende pleinement compte des difficultés que son application peut soulever.

47. En effet, les pays insuffisamment développés ont eu beaucoup à souffrir de la politique suivie par certaines nations qui se sont efforcées de maintenir le prix des produits de base à un niveau artificiel, sous prétexte que le monde traverse une période de crise. Cette situation injuste est d'autant plus grave que les pays de production primaire doivent se procurer les produits manufacturés dont ils ont besoin sur le marché libre, à des prix gonflés par l'inflation. Ces conditions empêchent la formation de l'épargne nationale et entravent tout progrès social. Voici dix ans que les pays insuffisamment développés s'efforcent vainement d'obtenir l'application du principe de la réciprocité en matière de commerce international. L'établissement d'un système de prix paritaires contribuerait davantage au financement du développement économique des pays insuffisamment développés que ne peut le faire un fonds spécial comme celui que l'on se propose de créer. Si l'on pouvait rétablir la liberté des échanges internationaux, le projet de résolution de l'Argentine n'aurait plus d'objet; mais tel ne semble pas être le cas, et nul ne peut prévoir la fin de la période de crise que traverse le monde. Dans ces conditions, il semble bien qu'il faille prendre des mesures pour remédier à l'instabilité économique du moment et pour établir un rapport plus équitable entre les prix des produits manufacturés et ceux des matières premières.

48. U Tint SWE (Birmanie) dit qu'il votera pour le projet de résolution de l'Argentine ainsi que pour l'amendement des cinq Puissances de l'Amérique centrale.

49. Pays à la fois insuffisamment développé et dévasté par la dernière guerre, la Birmanie éprouve de grandes difficultés à accomplir la tâche de reconstruction et de relèvement qu'elle s'est fixée. Il est donc très naturel qu'elle cherche à tirer le meilleur parti possible des matières premières qu'elle produit.

50. La délégation birmane approuve entièrement l'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution et espère que tous les Etats Membres en respecteront l'esprit.

51. Bien que la Birmanie ne produise pas de matières synthétiques et ne compte pas en produire dans un avenir prochain, la délégation birmane a étudié attentivement les dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 4, car elle comprend les craintes que ces dispositions ont suscitées; il lui semble que les réserves qui y sont formulées en ce qui concerne la sécurité nationale en temps de guerre ainsi que la recherche et les progrès techniques limitent suffisamment la portée de cet alinéa.

La séance est levée à 12 h. 10.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 21 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169/Rev.1, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.174, A/C.2/L.175, A/C.2/L.176) [suite] 169

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169/Rev.1, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.174, A/C.2/L.175, A/C.2/L.176) [suite]

[Point 25, a*]

1. M. CECHE (Tchécoslovaquie) déclare que, lors de la discussion générale, au cours des 195^{ème} et 209^{ème} séances, sa délégation a déjà fait observer que la structure économique des pays insuffisamment développés manquait d'équilibre en ce sens que ces pays produisent principalement des matières premières et des produits primaires. Elle a également fait observer que les ressources financières des pays insuffisamment développés dépendaient de la possibilité de vendre leurs matières premières et du prix qu'ils en obtiennent. M. Cech a écouté avec intérêt certains représentants expliquer que les fluctuations du rapport entre le prix des matières premières et le prix des articles finis sont dues à ce que les pays industrialisés ont pris des mesures pour faire baisser les prix des matières premières, provoquant ainsi un déséquilibre dans la balance commerciale des pays insuffisamment développés. C'est là un élément de la politique impérialiste des Etats-Unis, qui tend à monopoliser les matières premières d'importance stratégique, ainsi que les matières premières peu abondantes sur le marché.

2. En 1950, lorsque des stocks suffisants eurent été constitués, les prix des matières premières ont subi une baisse, et cela a marqué l'apogée d'un cycle de dix ans. Il est notoire que les fluctuations intéressent non seulement les prix, mais également les quantités de matières premières échangées. La fluctuation moyenne annuelle des prix a été de 18 pour 100; la

fluctuation moyenne annuelle des quantités a été de 25 pour 100; la fluctuation moyenne annuelle des recettes d'exportation a été de 35 pour 100 et, dans le cas des Etats-Unis, elle s'est élevée à 49 pour 100. Il est évident que de telles fluctuations constituent un grave obstacle au développement normal des pays insuffisamment développés, étant donné qu'elles mettent ces pays dans l'impossibilité d'évaluer ne serait-ce que tous les ans, le montant des capitaux dont ils pourront vraisemblablement disposer pour l'achat de biens d'équipement. Dans son étude *Price-Quantity Interactions in Business Cycles*, le professeur Mills a déclaré que les prix des matières premières variaient deux fois plus que les prix des produits finis; c'est là une raison supplémentaire de l'infériorité constante des pays insuffisamment développés par rapport aux pays industrialisés. Les pays insuffisamment développés souffrent également des fluctuations à long terme dans les prix; sur une période de dix ans, les prix des matières premières sont tombés de 40 pour 100 par rapport aux prix des produits finis. Il est évident que ce sont les pays insuffisamment développés qui supportent l'impact de cette baisse.

3. M. Cech appelle l'attention de la Commission sur les énormes bénéfices des monopoles des Etats-Unis. Lors de la Conférence scientifique de l'Organisation des Nations Unies pour la conservation et l'utilisation des ressources naturelles, le chef du Service économique et statistique du Département des mines du Gouvernement des Etats-Unis a présenté un rapport selon lequel certains minéraux et minerais étaient peu abondants sur le marché. Lorsqu'il y a pénurie sur le marché, les prix des matières premières devraient manifester une tendance à la hausse, mais il n'en a pas été ainsi. La seule explication possible est que les matières premières sont concentrées entre les mains de pays développés qui prennent des mesures pour contrôler les prix et pour exploiter la main-d'œuvre dans les pays insuffisamment développés. Il existe, par exemple, un pays d'Amérique latine qui exporte constamment le manganèse qu'il devrait utiliser pour développer sa propre industrie sidérurgique.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

4. M. Cech cite des statistiques, publiées par le quotidien *Le Monde*, sur les prix de certaines matières premières, telles que la laine, le coton brut, l'étain, le caoutchouc, le coprah, le sucre et le cuivre, qui montrent les fluctuations énormes, s'élevant dans certains cas à 100 pour 100, qu'ont subies les prix de ces matières premières en 1951 et 1952. Selon l'indice des prix des matières premières publié par Moody, si l'on prend pour base 1931 = 100, l'indice a été de 396 pour juin 1950, de 439 pour mars 1951 et le maximum en 1951 a été 535. De telles fluctuations gênent évidemment les pays insuffisamment développés dans leurs efforts pour développer leur économie.

5. Au sujet de la production du caoutchouc, M. Cech fait observer que, d'après un numéro de mars 1952 de *l'Economist*, la production mondiale de caoutchouc est passée de 2.400.000 tonnes, en 1951, à 2.800.000 tonnes. Toutefois, l'augmentation est due entièrement à la production de caoutchouc synthétique aux Etats-Unis, et il y a eu une chute sensible dans la production de caoutchouc naturel. Les petits producteurs ont été les premiers à souffrir de cette situation. En Indonésie, où la production de caoutchouc au cours du premier semestre de 1951 était tombée de 20 pour 100, et en Malaisie, seuls les petits producteurs ont été touchés; les grandes plantations de caoutchouc n'ont pas souffert. Les petits producteurs de l'Asie du Sud-Est sont les seules victimes de la politique des Etats-Unis, qui jettent d'énormes quantités de caoutchouc synthétique sur le marché, afin de faire baisser le prix du caoutchouc naturel. Les Etats-Unis ont également fait baisser le prix de l'étain en Malaisie et en Indonésie.

6. D'après un rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine, les bénéfices des monopoles des Etats-Unis se sont élevés en 1950 à 700 millions de dollars, soit 200 millions de dollars de plus que l'actif de la balance commerciale des Républiques de l'Amérique du sud et de l'Amérique centrale. En outre, les Etats-Unis imposent une série de mesures de contrôle et font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher les pays insuffisamment développés de diriger eux-mêmes leur propre commerce. Pour assurer leur mise en valeur économique, les pays insuffisamment développés doivent avoir toute latitude pour développer leurs propres industries, tant les industries légères que les industries lourdes, ce qui n'est possible que par voie d'accords commerciaux ne contenant aucune condition de caractère politique et laissant les pays insuffisamment développés libres d'établir leurs propres programmes de développement. Toute autre méthode entraînerait des difficultés en matière de balance des paiements, empêcherait la constitution d'une épargne intérieure suffisante et provoquerait du chômage. Il ne fait aucun doute qu'une étude des fluctuations de prix montrera la cause véritable de la situation actuelle.

7. La délégation tchécoslovaque estime que les paragraphes 2, 3, a, et 3, b du projet de résolution de l'Argentine (A/C.2/L.162) sont inutiles. Quant à l'alinéa b du paragraphe 4, il n'est ni utile ni opportun. De l'avis de la délégation tchécoslovaque, le relèvement du niveau de vie sera assuré grâce au développement des forces productives et à l'utilisation maxima des moyens de production, que l'on utilise les matières premières naturelles ou que l'on ait recours aux produits synthétiques. M. Cech ne peut donc appuyer l'alinéa b

du paragraphe 4. De même, la délégation tchécoslovaque estime que le paragraphe 7 n'est pas opportun puisqu'on ne peut espérer obtenir de résultats concrets en créant le groupe d'experts proposé.

8. Elle considère également inopportuns les amendements communs (A/C.2/L.169/Rev.1) qui sont sans rapport avec le problème examiné. En résumé, la délégation tchécoslovaque se prononcera exclusivement en faveur des alinéas c, d, et e du paragraphe 3, des alinéas a et c du paragraphe 4, et des paragraphes 5 et 6. M. Cech demande donc que le projet de résolution soit mis aux voix par division.

9. M. BURR (Chili) déclare que sa délégation appuie sans réserve le projet de résolution de l'Argentine, qui est peut-être l'un des projets les plus importants dont la Commission ait été saisie. Comme le représentant de l'Argentine a déjà exposé en détail les principes qui sont à la base de ce projet de résolution au cours de la 214^{ème} séance, M. Burr se bornera à formuler quelques observations sur certains points qui, à son avis, présentent un intérêt particulier.

10. Les économistes ont expliqué comment les avantages du progrès technique se sont concentrés dans les pays industrialisés et comment le rapport des prix est resté constamment défavorable pour les produits primaires. Le représentant de l'Argentine a montré comment, entre 1876 et 1938, les pays de la zone périphérique ont perdu une grande partie de leur pouvoir d'achat et comment leur revenu national a diminué.

11. Parlant de la situation du Chili, au cours des dernières années, M. Burr déclare qu'entre 1940 et 1945 l'économie du pays a été caractérisée par une évolution constamment défavorable du rapport des échanges. Si l'on prend comme année de base 1838 = 100, le rapport net des échanges, qui pour le Chili était de 113,5 en 1939, est tombé à 101,2 en 1940 et a diminué constamment par la suite, pour atteindre en 1944 le minimum de 69,9. Le Chili est un des pays dont le rapport des échanges a le plus fléchi et ce, parce que le prix du cuivre est resté stable (11,75 cents la livre), alors que les prix de ses importations ont augmenté dans des proportions considérables.

12. Pendant la période considérée, la réserve liquide de la Banque centrale a augmenté d'environ 80 millions de dollars pour atteindre un total de 110 millions de dollars, mais ce dernier montant représente moins de 50 pour 100 de la valeur moyenne des importations pendant les premières années de la période de guerre; il est donc absolument insuffisant pour faire face aux besoins de la reconstruction. L'augmentation de la réserve liquide n'est pas due à un accroissement quelconque des exportations de matières premières stratégiques, ni à une situation favorable du commerce extérieur; elle provient simplement du fait qu'en raison de la guerre, le Chili s'est trouvé dans l'impossibilité d'importer des biens d'équipement et du matériel. Entre 1940 et 1945, les importations de biens d'équipement ont diminué de 30 pour 100 en moyenne, et les importations de biens de consommation ont augmenté de 10 pour 100, alors que le taux annuel d'accroissement de la population a atteint 1,5 pour 100. C'est pourquoi la quantité de biens de consommation par habitant a beaucoup diminué. Dans les pays insuffisamment développés, où le niveau de vie est

faible, tout abaissement de ce niveau ne peut que causer de graves troubles politiques et sociaux.

13. Au cours de la période d'après-guerre, poursuit M. Burr, le prix du cuivre a augmenté, ce qui a entraîné une légère amélioration du rapport des échanges entre 1946 et 1951. Pendant la période qui a suivi le début de la guerre de Corée, les prix des matières premières et des produits de base ont accusé une forte augmentation. Les importations du Chili ont diminué entre 1946 et 1951 et, en 1951, les importations de biens d'équipement ont triplé par rapport aux chiffres enregistrés en 1945. Cet accroissement a été dû à la demande accumulée qui pouvait enfin recevoir satisfaction, et à la mise en œuvre de programmes de développement. Son financement s'est fait au moyen de crédits extérieurs et non grâce à une amélioration du rapport des échanges qui est resté moins favorable qu'avant la guerre. En conséquence, la balance des paiements du Chili a évolué dans le mauvais sens. En raison des faits que M. Burr vient de citer, la délégation chilienne s'intéresse particulièrement à la question du rapport des échanges et aux autres questions sur lesquelles porte le projet de résolution de l'Argentine.

14. La veille, au cours de la 215ème séance, le représentant du Canada a signalé quelques-uns des avantages qu'entraînent les fluctuations des prix. Toutefois, M. Burr souligne les conséquences que les fluctuations du prix du cuivre peuvent avoir sur l'économie chilienne, étant donné que le revenu provenant de l'industrie du cuivre représente environ 50 pour 100 de l'actif de la balance commerciale du pays. Depuis 1949, le prix du cuivre a varié entre 16 et 36 cents la livre. Les fluctuations des prix touchent également les prix industrialisés, mais ces pays sont en mesure de prendre des dispositions pour contrebalancer les effets des fluctuations, alors que les pays insuffisamment développés ne peuvent le faire. Il existe une tendance à imposer des mesures de contrôle lorsque les fluctuations sont favorables aux pays insuffisamment développés. Malheureusement, cette méthode n'est employée que dans un seul sens. A cet égard, le représentant du Chili attire l'attention de la Commission sur les paragraphes 221 et 222 du rapport du groupe d'experts sur les *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986).

15. Pour permettre aux pays insuffisamment développés de renforcer leur position, la base sur laquelle repose leur économie doit être élargie au moyen de la diversification et de l'industrialisation. Jusqu'à ce qu'on ait procédé à cette modification, il est plus nécessaire que jamais de prévoir toutes les garanties possibles en ce qui concerne les prix des matières premières. Une seule de ces garanties est proposée dans le projet de résolution de l'Argentine, savoir, la fixation de prix justes et équitables pour les produits de base. Par ailleurs, d'autres garanties sont envisagées dans les alinéas b et c du paragraphe 4 du projet de résolution.

16. La délégation du Chili approuve particulièrement la teneur de l'alinéa b du paragraphe 4. Le problème que mentionne cet alinéa est, en effet, de la plus haute importance pour les pays insuffisamment développés dont l'économie est tributaire des échanges d'un ou de deux produits essentiels et est, de ce fait, très vulné-

rable. Si des produits synthétiques venaient à supplanter ces produits naturels, les pays insuffisamment développés éprouveraient de grandes difficultés à trouver un autre produit pour alimenter leurs exportations. Le Gouvernement du Chili a suivi avec grand intérêt la mise au point de produits de remplacement. Une vive inquiétude s'est manifestée, il y a quelque temps, aussi bien au Chili qu'aux Etats-Unis, lorsque certains services du Gouvernement des Etats-Unis ont formulé des recommandations concernant un produit de remplacement du cuivre. Bien entendu, le délégué du Chili n'est pas adversaire du progrès technique, mais il estime que les gouvernements devraient envisager toutes les répercussions possibles, même les plus lointaines, et, ce faisant, ne pas perdre de vue les intérêts vitaux des pays insuffisamment développés. La question des produits de remplacement a été débattue plus d'une fois au cours de conférences internationales. A cet égard, le représentant du Chili appelle l'attention de la Commission sur les dispositions de la résolution IX, relative au développement de la production de produits de base que les Ministres des affaires étrangères des Etats d'Amérique ont adoptée au cours de leur troisième réunion. Cette résolution porte, en partie du moins, sur le même sujet que l'alinéa b du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine.

17. Le représentant du Chili reconnaît que la mise en œuvre de plans intégrés de développement économique atténuerait les effets des fluctuations des prix des produits de base. Les pays dont l'économie est en voie de développement ont tout intérêt à suivre une politique d'ensemble qui tienne compte de leur interdépendance économique; autrement, la division excessive du marché risquerait de faire perdre à ces pays les avantages qu'ils retirent des progrès techniques.

18. Le représentant du Canada a déclaré que les mesures de diversification doivent être essentiellement dictées par des considérations de rendement. M. Burr est d'avis, lui aussi, qu'il convient de développer la production primaire, mais tient à rappeler que si les efforts portent uniquement sur les produits de base, le rythme du développement économique des pays insuffisamment développés ne sera pas aussi rapide que celui des pays industrialisés. Il pense également que le développement économique des pays insuffisamment développés doit se faire d'une manière aussi rationnelle que possible, étant donné en particulier le manque de capitaux. Il cite à cet égard un passage de la section traitant de l'avantage qu'il y a, du point de vue économique, à créer des industries dont la productivité est moindre que dans les centres industriels, dans le chapitre II du rapport intitulé "*Problemas teóricos y prácticos del crecimiento económico*" (E/CN.12/221).

19. Le développement économique ne saurait avoir lieu sans capitaux. L'une des méthodes les plus efficaces qui permettent d'assurer aux pays insuffisamment développés les capitaux nécessaires est de fixer des prix justes et équitables pour les produits primaires. La solvabilité économique qui en résulterait pour les pays insuffisamment développés contribuerait à créer une atmosphère favorable propre à encourager les investissements; prêts et placements de capitaux privés s'offriraient alors vraisemblablement à ces pays.

20. En résumé, les fluctuations considérables qu'a connues le commerce international depuis 1929 ont

fait obstacle à l'accroissement de la valeur des exportations, elles ont provoqué une évolution défavorable du rapport des échanges ainsi qu'une forte réduction du volume des investissements de capitaux privés. Tous ces facteurs ont retardé sinon entravé la stabilisation et l'expansion de l'économie des pays insuffisamment développés. Le représentant du Chili est convaincu que le projet de résolution de l'Argentine ainsi que les amendements proposés (A/C.2/L.169/Rev.1) contribueront beaucoup à faciliter la solution du problème. En effet, il estime opportun, étant donné la complexité de la question, de charger un groupe d'experts de l'étudier. Sa délégation présente donc un amendement (A/C.2/L.174) au projet de résolution de l'Argentine, car elle estime que la tâche des experts sera facilitée s'ils peuvent prendre connaissance des débats que la Commission a consacrés à la question.

21. M. LEE (Chine) déclare que le représentant de l'Argentine a fait œuvre utile en mettant en relief les fluctuations du prix des produits de base par rapport, tout particulièrement, au prix des articles manufacturés. C'est là un aspect de la situation économique actuelle qui cause de vives inquiétudes dans des nombreux pays, y compris la Chine. En effet, pour un pays dont les exportations portent principalement sur un ou deux produits de base, de telles fluctuations des cours peuvent signifier selon le cas la prospérité ou la crise. Le représentant de la Chine accueille également avec satisfaction les amendements présentés par le Costa-Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador qui recommandent aux gouvernements de conclure des ententes internationales sur les produits de base en vue d'assurer la stabilité des prix de ces produits. Il approuve sans réserve l'attitude prise par la délégation de l'Argentine qui, dans le projet de résolution qu'elle a déposé, souligne qu'il est indispensable de tenir compte des effets des mesures qui affectent le prix des produits de base entrant dans le commerce international.

22. Les questions évoquées aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 4 sont très compliquées et appellent un examen attentif. M. Lee doute fort que le contrôle des prix, considéré comme une mesure à long terme, soit efficace ou même désirable. Comme le représentant des Etats-Unis l'a rappelé à la séance précédente, les experts qui ont établi le rapport intitulé "*Mesures en vue de la stabilité économique internationale*" (E/2156) partagent également ces doutes.

23. Théoriquement, c'est la hausse et non la stabilité des prix qui stimule l'épargne nationale dans un pays insuffisamment développé. On s'accorde ainsi en général à reconnaître que la poussée des prix des matières premières avant 1952 a largement contribué au succès du plan de Colombo. Il semble ressortir des déclarations faites à la Commission que les perspectives à long terme concernant l'évolution des prix des matières premières ne sont pas nécessairement mauvaises si on les compare à la tendance des prix des articles manufacturés. Même si l'on pouvait stabiliser les prix des matières premières aux niveaux actuels, ce ne sont pas nécessairement les pays producteurs qui en profiteraient.

24. La question des produits synthétiques et des produits de remplacement, évoquée à l'alinéa *b* du paragraphe 4, est loin d'être nouvelle. Le remplacement

de la soie par la rayonne a été un désastre économique pour la Chine; ce pays comprend donc très bien toute la portée du problème mais son représentant ne voit pas quel moyen pratique on pourrait utiliser pour empêcher un tel fait de se reproduire. En outre, les intérêts économiques divergent. C'est ainsi que, si l'on pouvait perfectionner le procédé qui permet de faire du papier à partir de la bagasse, la Chine, qui possède de grandes quantités de cette matière, en retirerait un bénéfice considérable; mais les pays qui sont grands producteurs de pâte de bois seraient menacés. Ainsi qu'il ressort des déclarations d'autres délégations, il est difficile de prévoir les conséquences des progrès techniques pour les différents pays et le représentant de la Chine estime que l'Organisation des Nations Unies devrait étudier les méthodes permettant d'aider un pays dont l'économie se trouve soudainement affectée par ces progrès.

25. M. Lee estime que la Commission agirait inconsidérément en prenant position sur des dispositions précises touchant une question aussi compliquée que celle qui fait l'objet des alinéas *a* et *b* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine; sa délégation ne pourra donc pas voter pour ce projet de résolution sous sa forme actuelle.

26. M. DE SEYNES (France) félicite le représentant de l'Argentine d'avoir suscité un débat sur des problèmes d'une grande importance. Les gouvernements s'inquiètent de voir que les échanges internationaux ne se sont pas développés au même rythme que la production. Le débat est donc particulièrement intéressant du fait qu'il se trouve centré sur la question des termes de l'échange, qui est au cœur même du problème général.

27. Malgré le vif intérêt que présente ce débat, M. de Seynes se trouve en proie à une perplexité croissante et il se demande s'il est vraiment prudent de prendre position sur le texte de l'Argentine. Les prémisses offertes par la délégation de l'Argentine et par les représentants qui ont soutenu ou combattu son projet paraissent extrêmement fragiles.

28. Il ne semble pas qu'un accord existe au sein de la Commission sur l'évolution passée des termes de l'échange. Au cours d'une même séance (216^{ème} séance), le représentant des Etats-Unis a donné un certain nombre d'illustrations tendant à prouver que les termes de l'échange ont évolué dans certains cas en faveur des producteurs de matières premières et le délégué de la Bolivie a réaffirmé ensuite que l'évolution défavorable des termes de l'échange est un fait indiscutable. Au cours de la 215^{ème} séance, le représentant du Brésil a critiqué efficacement la résolution de l'Argentine et cependant il a conclu à son adoption sans réserve. Le même représentant, au cours de la séance précédente, a fait un plaidoyer pour la liberté des prix sans renier un projet qui semble requérir un système de fixation de prix.

29. Comme la Belgique, la France a, dans ce domaine et par le fait de ses territoires d'outre-mer, des intérêts divers et même contradictoires. C'est donc avec une parfaite objectivité que le représentant de la France s'efforce d'examiner ce problème et il doit malheureusement reconnaître qu'il est très difficile de formuler un jugement sur la base des statistiques et des données de fait qui ont été offertes au cours du débat.

30. A défaut de données de fait, dispose-t-on au moins d'une construction théorique qui pourrait pallier l'insuffisance des statistiques et permettre de formuler un jugement? Les thèses offertes à cet égard, quoique fort intéressantes, paraissent fragiles. Au cours de la 214ème séance, le représentant de l'Argentine a fait état d'une théorie selon laquelle les bénéfices résultant des progrès de la productivité dans la production des matières premières seraient automatiquement transférés aux pays industriels. Cette théorie rappelle un peu la théorie de la plus-value qui eut son heure de célébrité. Comme elle, elle repose sur une idée *a priori* des conditions d'appropriation des ressources naturelles. Le représentant de l'Argentine a soutenu également une thèse selon laquelle les prix des matières premières interviennent pour une part décroissante dans les prix des produits manufacturés, par suite de l'incorporation dans ces prix de dépenses de services et par suite des progrès de la technologie. Il en résulterait une disproportion croissante entre les revenus des pays producteurs de matières premières et ceux des pays industrialisés. Outre que cette théorie ne tient pas compte de l'ensemble des conséquences des progrès de la technologie sur l'économie des pays sous-développés, elle semble se fonder sur un postulat, à savoir que l'inégalité des revenus entre les diverses nations est un mal en soi. Cela est possible, mais non évident; ce qui importe avant tout, dans le contexte actuel, c'est le niveau absolu des revenus des pays sous-développés et le rythme de croissance de ces revenus. Sans doute les économistes semblent d'accord pour reconnaître que les inégalités dans la répartition des revenus à l'intérieur d'un pays déterminé sont une cause d'instabilité. Encore cela est-il vrai surtout des économies les plus complexes. En tout cas, la simple transposition de cette théorie sur le plan international demanderait un sérieux examen. Enfin, divers orateurs ont évoqué les tendances séculaires; celles-ci sont aussi sujettes à renversement et l'on ne semble pas avoir examiné de très près à quel moment du cycle le monde se trouverait présentement.

31. A défaut de données de fait suffisantes ou d'une construction doctrinale convaincante, la délégation française éprouve les plus grandes difficultés à définir son attitude à l'égard du texte de l'Argentine. Ce texte comporte des engagements concernant la politique économique de certains pays et doit donc être examiné avec la plus grande prudence. M. de Seynes pense que le débat aura de toute façon porté ses fruits même sans l'adoption d'une résolution. Si l'on doit passer au vote, M. de Seynes se félicite de ce que le représentant de l'Argentine considère que son projet est susceptible de perfectionnement et la délégation française est prête à collaborer à toute tentative qui aurait pour objet d'amender le texte dans un sens qui rendrait l'acceptation plus facile pour les pays auxquels ces recommandations s'adressent. Déjà il semble que l'amendement offert par les délégations de l'Amérique centrale ouvre une voie qui peut être explorée utilement pour donner un sens plus concret et plus précis au projet de l'Argentine. M. de Seynes espère que la transformation de la résolution de l'Argentine se poursuivra sans hâte exagérée.

32. M. CARANICAS (Grèce) déclare qu'il a examiné attentivement le projet de résolution de l'Argen-

tine, ainsi que les amendements qu'on se propose de lui apporter (A/C.2/L.169/Rev.1). Les observations formulées par les représentants du Brésil, du Canada, du Royaume-Uni et des Etats-Unis l'ont vivement intéressé et il pense que leurs remarques au sujet des difficultés insurmontables que l'on éprouverait à élaborer un système international de rapport entre les prix ont convaincu de nombreuses délégations qu'il serait impossible de réaliser un accord général à propos d'un tel projet. La réduction de la vulnérabilité des pays insuffisamment développés à l'égard des fluctuations de prix sur le marché international représente un idéal extrêmement séduisant, mais qu'il semble impossible d'atteindre, comme l'indique le rapport intitulé "*Mesures en vue de la stabilité économique internationale*" (E/2156).

33. La Grèce, pays insuffisamment développé dont l'économie est surtout agricole, a fréquemment subi les conséquences fâcheuses de la hausse du prix des produits primaires et de la réduction du prix de ses propres exportations, qui consistent en articles de luxe. La hausse des prix internationaux survenue depuis 1938 a eu des répercussions fâcheuses sur la balance commerciale de la Grèce, et le rapport des échanges a, de ce fait, évolué de façon défavorable. Récemment, les fortes variations du prix du blé, par exemple, ont eu une incidence considérable sur les disponibilités en devises. C'est uniquement grâce aux ententes internationales sur les produits de base, conclues notamment dans le cadre de l'Emergency Fund Council et de l'Accord international sur le blé, que ce pays a pu être protégé dans une certaine mesure contre les fluctuations excessives des prix. Par conséquent, M. Caranicas estime qu'il faut chercher le moyen d'atteindre les objectifs proposés par la délégation de l'Argentine, mais sans adopter de résolution aussi ambitieuse.

34. Tout en approuvant en principe le projet de résolution de l'Argentine, la délégation de la Grèce a proposé à l'alinéa *a* du paragraphe 4 un amendement (A/C.2/L.173) dont M. Caranicas expose l'objet. Le Conseil économique et social a étudié, lors de sa quatorzième session, la question des accords internationaux sur les produits de base, et M. Caranicas estime qu'il est opportun de souligner combien il importe de procéder à des consultations internationales à ce sujet, particulièrement dans l'intention de conclure des ententes intergouvernementales portant sur des produits de base tels que le sucre, le coton, etc.

35. Il trouve que le texte actuel de l'alinéa *b* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine n'est pas suffisamment précis et qu'il y aurait intérêt à modifier également d'autres paragraphes. Peut-être serait-il possible de créer un groupe de travail chargé de rédiger une nouvelle version du projet de résolution et d'examiner les amendements qu'il est proposé d'apporter à ce texte.

36. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) déclare que la Nouvelle-Zélande, en tant que pays agricole, s'intéresse vivement aux questions soulevées dans le projet de résolution de l'Argentine. Les fluctuations des prix sur les marchés internationaux ont une incidence directe et critique sur la situation économique de son pays et sur le niveau de vie de la population. Il estime cependant pour sa part que le projet de résolution n'observe pas les critères dont il convient de tenir

compte dans une résolution concernant des problèmes économiques, à savoir le sens des réalités et les possibilités d'application pratique. Les questions qui y sont soulevées sortent du cadre du financement du développement économique des pays insuffisamment développés. La résolution aborde de nombreuses questions, dont chacune pose des problèmes subsidiaires. L'alinéa *a* du paragraphe 4 soulève la question essentielle, mais tend à la simplifier outre mesure.

37. M. Perry partage les vues exprimées par le représentant du Canada au cours de la 215^{ème} séance et doute que le projet de résolution de l'Argentine puisse réellement permettre d'atteindre l'idéal d'un rapport juste et équitable entre les prix. La Nouvelle-Zélande sait par expérience que les tendances accusées par les prix à l'exportation des produits de base provenant de l'élevage ne sont pas nécessairement semblables; il en va de même pour les biens d'équipement et les articles manufacturés. La balance des paiements d'un pays n'est pas uniquement influencée par le niveau moyen des prix mondiaux; elle l'est également par l'orientation et la nature de ses échanges. En outre, les facteurs qui agissent ne sont pas nécessairement les mêmes pour tous les pays. En l'absence d'un système général de contrôle international, la plupart des pays voudront probablement conserver leur liberté d'action afin de pouvoir prendre à l'égard de tel ou tel produit les mesures jugées nécessaires.

38. M. Perry estime que l'alinéa *b* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine est restrictif, tout au moins implicitement; bien qu'on puisse s'attendre que la Nouvelle-Zélande, en tant qu'exportateur important de produits primaires, accueille favorablement toute restriction apportée à la mise au point de produits de remplacement, elle ne pourra jamais, en fait, sanctionner une procédure qui fait obstacle au progrès.

39. Comme le suggère le projet de résolution, on peut établir des rapports et formuler des recommandations, mais on doit toujours prendre en considération les difficultés que de nombreuses délégations ont mentionnées et tenir compte de ce qui est fait dans la même intention avec d'autres méthodes, notamment au moyen des accords internationaux sur les produits de base. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, par exemple, concerne de nombreuses questions soulevées dans le projet de résolution de l'Argentine. L'amendement proposé par la délégation de la Grèce (A/C.2/L.173) contient des propositions utiles à cet égard.

40. La délégation de la Nouvelle-Zélande estime que le projet de résolution de l'Argentine s'est révélé utile du fait qu'il a soulevé des questions importantes et donné lieu à un échange de vues extrêmement intéressant. Toutefois, sous sa forme actuelle, ce projet ne résoud pas le problème et la délégation de la Nouvelle-Zélande n'est pas en mesure de l'appuyer.

41. M. JOCKEL (Australie) approuve l'analyse du projet de résolution de l'Argentine faite à la séance précédente par le représentant des Etats-Unis. Comme elle l'a souligné au cours de la discussion générale (204^{ème} séance), la délégation de l'Australie attache une grande importance au rôle que jouent les exportations dans le programme de développement des pays

insuffisamment développés, mais elle n'est pas en mesure d'appuyer les points essentiels du projet de résolution. La Commission a situé le débat sur un plan très élevé. L'orateur convient avec le représentant de la France qu'il est préférable de ne pas adopter de résolution sur une question aussi complexe. Il serait peut-être bon de retenir l'idée exprimée par la délégation du Canada, et de prévoir que tous les pays devront tenir dûment compte des effets de leur politique économique nationale sur celle des autres pays. L'alinéa *b* du paragraphe 4 pourrait être amendé dans ce sens.

42. M. BUNGE (Argentine) constate avec regret que son projet de résolution a été mal interprété par certaines délégations. L'alinéa *a* du paragraphe 4 n'implique pas que la délégation de l'Argentine préconise un système de contrôle rigide sur l'ensemble des prix internationaux. Les avantages du système des prix actuel, que l'Argentine apprécie pleinement, ne sont pas reconnus par tous les pays. Au cours de ces dernières années, certains des pays les plus évolués ont, en adoptant des normes rigoureuses, exercé un contrôle direct ou indirect sur les prix et la demande de matières premières; lorsque la situation économique mondiale a commencé à leur devenir défavorable, ils ont abandonné certains des principes qui avaient inspiré leur politique économique.

43. Au cours de la séance précédente, le représentant des Etats-Unis a fait remarquer que l'on exerçait aussi un contrôle sur les prix des biens d'équipement, afin de préserver l'équilibre des rapports des prix. D'ailleurs, le Secrétaire de la défense des Etats-Unis a admis, dans le septième rapport trimestriel qu'il a adressé au Président au sujet de la mobilisation défensive, que le régime actuel de contrôle des prix était inefficace pour enrayer la hausse des prix et il a fait allusion à la manière dont la hausse du prix du fer, de l'aluminium et du cuivre a fait monter les prix des articles fabriqués à partir de ces métaux. Si le contrôle des prix des matières premières est de nature rigide et affecte la courbe des prix sur le marché mondial, le contrôle des biens manufacturés est souple.

44. L'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine engage les Etats Membres à n'adopter aucune mesure pour modifier le régime des prix avant d'avoir considéré son effet sur le rapport des échanges des autres pays, afin de maintenir un rapport adéquat, juste et équitable entre le prix des biens d'équipement et celui des autres produits manufacturés. Le sens de la dernière phrase devrait être bien compris de tous, mais il semble avoir inquiété certains membres de la Commission.

45. Plusieurs délégations ont affirmé qu'au cours de la période d'après-guerre, le rapport des échanges s'était modifié à l'avantage des pays producteurs de matières premières. Le représentant de l'Argentine ne l'ignore pas, mais l'accroissement de la demande de produits primaires et de matières premières est dû aux besoins de la guerre et de la reconstruction, et la tendance chronique à la baisse n'a été renversée que temporairement.

46. Il faudrait adopter comme critère une année plus représentative que 1937 ou 1938, car c'est au cours de ces années-là que le rapport des échanges de l'Argentine a été le plus défavorable. Par ailleurs, il

faudrait étudier la question non pas en fonction de tendances actuelles ou récentes, mais en tenant compte des fluctuations des prix au cours d'une période assez longue et de leurs répercussions sur le volume des échanges. La Commission devrait également tenir compte du rapport qui existe entre la production de produits primaires et le taux d'accroissement de la population.

47. Le représentant des Etats-Unis s'est référé au volume du commerce au cours de certaines années pour montrer que le rapport des échanges pendant ces années était favorable aux pays insuffisamment développés. Mais tel n'a pas été le cas pour l'Argentine. Selon les renseignements réunis par les Services de statistique argentins, la balance commerciale de l'Argentine a été moins favorable en 1951 qu'en 1937, parce que l'indice des prix des exportations n'a pas monté aussi rapidement que celui des importations. M. Bunge ne pense cependant pas qu'il faille s'attacher exclusivement au facteur prix et, à ce propos, il a l'intention de présenter ultérieurement une réponse détaillée à la déclaration du représentant de la France.

48. Certains orateurs semblent avoir mal interprété sa recommandation sus les produits synthétiques et les produits de remplacement. Il se rend parfaitement compte qu'on ne peut rien sans les recherches et le progrès technique, et il ne propose pas d'abandonner ces recherches. La recommandation en question vise les mesures gouvernementales adoptées sans transition pour permettre à un pays de se suffire à lui-même, en encourageant la production intérieure de produits synthétiques destinés à remplacer les importations, même lorsque les produits synthétiques sont plus coûteux. Un rapport sur l'état des stocks dont le Congrès des Etats-Unis a été saisi et qui date du 15 août 1952 comprend une longue liste de produits d'importation pour lesquels il devrait être possible, affirme-t-on, de trouver des produits de remplacement. Comme le rapporte le *New York Times* du 21 novembre 1952, un des membres de la Material Policy Commission des Etats-Unis a souligné qu'il ne fallait pas interpréter le récent rapport de la Commission comme signifiant que les Etats-Unis sont en train de devenir une nation besogneuse ou qu'ils sont obligés d'importer quel que soit le prix des matières premières. Ce rapport faisait simplement observer que les Etats-Unis n'augmenteraient leurs achats réguliers de matières premières que si les prix étaient appropriés et les

conditions d'investissement à l'étranger favorables. On signalait en outre que, pour la plupart des matières premières dont ils avaient besoin, les Etats-Unis disposaient de produits de remplacement. On voit clairement ce que ceci implique.

49. Bon nombre des dangers que l'on croit trouver dans le projet de résolution n'existent pas en réalité. Certains ont dit que la proposition argentine simplifiait le problème à l'excès. M. Bunge ne voit pas en quoi le fait de constater que certains pays deviennent de plus en plus riches tandis que d'autres vont toujours s'appauvrissant peut être qualifié de simplification excessive. Il se réserve le droit de revenir sur certains des arguments présentés au cours de la discussion et de faire, à une séance ultérieure, des observations sur les amendements que l'on propose d'apporter au projet de résolution.

50. M. CUSANO (Uruguay) fait observer que son pays est très étroitement lié à l'Argentine par la géographie et la tradition. L'économie des deux pays est aussi très semblable et il n'est donc pas étonnant que la délégation uruguayenne approuve d'une manière générale le point de vue du représentant de l'Argentine, bien qu'elle puisse s'en éloigner légèrement sur certains détails. M. Cusano désire consulter son gouvernement avant de se prononcer définitivement sur le projet de résolution et il demande l'autorisation de prendre à nouveau la parole à un stade ultérieur du débat.

51. M. NURADI (Indonésie) indique qu'il a présenté des amendements (A/C.2/L.175, A/C.2/L.176) au projet de résolution de l'Argentine et aux amendements communs relatifs à ce projet. Il voudrait, à la prochaine séance, exprimer le point de vue de sa délégation sur le projet de résolution et présenter ses amendements.

52. Le PRESIDENT demande à la Commission si elle est disposée à examiner le projet de résolution de l'Uruguay relatif aux migrations (A/C.2/L.164).

53. Après un bref échange de vues auquel prennent part M. BUNGE (Argentine) et M. CUSANO (Uruguay), M. NURADI (Indonésie) propose de lever la séance.

Par 27 voix contre zéro, avec 14 abstentions, la motion tendant à lever la séance est adoptée.

La séance est levée à 17 h. 45.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Lundi 24 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169/Rev.1, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.174, A/C.2/L.175, A/C.2/L.176, A/C.2/L.177) [suite] 177

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169/Rev.1, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.174, A/C.2/L.175, A/C.2/L.176, A/C.2/L.177) [suite]

[Point 25, a*]

1. M. NURADI (Indonésie) attire l'attention des membres de la Commission sur le niveau de vie très peu élevé des populations des pays insuffisamment développés. La situation difficile dans laquelle se trouvent ces pays deviendrait déplorable si le reste du monde devait connaître une crise économique. Après avoir signalé qu'à l'heure actuelle, le montant global des dépenses d'armement s'élève chaque année à 80 milliards, soit trente fois le revenu national de l'Indonésie, M. Nuradi constate avec satisfaction que l'Organisation des Nations Unies s'efforce de faciliter le développement économique et de prévenir une crise éventuelle. Ce sont là deux aspects d'un même problème car le développement économique permettrait de stimuler la demande dans les pays insuffisamment développés et l'expérience a montré qu'une augmentation de la demande est toujours préférable à une réduction de l'offre.

2. Peut-être est-il trop tôt pour parler d'une crise, mais il ne fait pas de doute que, par comparaison avec 1951, 1952 a été une année de récession. La diminution des exportations de matières premières des pays insuffisamment développés a eu de graves répercussions sur la production, l'emploi, les revenus et la mise en œuvre des projets de développement dans ces pays. Par comparaison avec 1951, le volume des exportations de l'Indonésie a diminué de 28 pour 100 pendant le premier semestre de 1952. Au contraire, les

importations ont augmenté de 30 pour 100. La chute des prix, provoquée par la diminution des exportations, a placé devant de sérieuses difficultés les petites exploitations de caoutchouc, de coprah et autres produits. Le fléchissement de la production a entraîné un certain chômage et déséquilibré le budget et la balance des paiements de l'Indonésie. A l'appui de ses affirmations, M. Nuradi cite des chiffres indiquant l'importance du déficit budgétaire, le montant de la circulation monétaire et la situation de la balance des paiements de son pays. Enfin, il signale que la diminution des exportations a obligé le Gouvernement indonésien à réduire ses importations et, par voie de conséquence, à abandonner l'exécution de projets de développement importants.

3. De nombreux autres pays insuffisamment développés se trouvent dans la même situation que l'Indonésie. C'est pourquoi la délégation de l'Argentine a tenté, par son projet de résolution (A/C.2/L.162), de contribuer à la stabilité de l'activité économique. Stabilité ne signifie pas stagnation ou rigidité. La stabilité n'exclut pas le développement économique, au contraire. Parmi les facteurs de l'instabilité économique, l'ampleur excessive des fluctuations du rapport des échanges n'est pas le moindre. La délégation de l'Argentine a donc pris une initiative heureuse en proposant d'inviter le Secrétaire général à étudier les moyens d'atténuer ces fluctuations. Il est évident que l'évolution économique des pays insuffisamment développés a des répercussions sur le reste du monde. Il n'est donc pas abusif de recommander aux gouvernements d'agir avec prudence et de se concerter avant d'adopter des mesures visant à atténuer l'ampleur des fluctuations du rapport des échanges.

4. Pour ces raisons, la délégation de l'Indonésie approuve les dispositions du deuxième alinéa du texte actuel du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine. Reconnaisant la complexité du problème du rapport des échanges, elle propose cependant d'ajouter un nouvel alinéa b (A/C.2/L.175). Elle estime, en effet, qu'avant de chercher à atténuer

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

l'ampleur des fluctuations du rapport des échanges, il faudrait étudier avec soin tous les facteurs dont dépendent les fluctuations.

5. La délégation indonésienne approuve l'amendement des cinq Puissances de l'Amérique centrale (A/C.2/L.169/Rev.1). A son avis, la stabilisation des prix des produits primaires faciliteraient la solution du problème du rapport des échanges. Toutefois, elle a jugé nécessaire de proposer une modification à cet amendement. En effet, l'amendement des cinq Puissances de l'Amérique centrale semble préconiser la conclusion d'accords intergouvernementaux pour chaque produit primaire. La délégation de l'Indonésie ne saurait contracter une obligation de ce genre. C'est pourquoi elle propose de rédiger ce texte en des termes plus généraux; ainsi la Commission ne préjugerait pas les conclusions auxquelles aboutira le groupe d'experts dont il est fait mention au paragraphe 7 du projet de résolution de l'Argentine. La délégation de l'Indonésie ne croit pas que l'on puisse résoudre le problème par la conclusion d'accords portant chacun sur un produit primaire donné. Elle estime, au contraire, qu'il faut considérer l'ensemble des produits primaires si l'on veut en stabiliser les prix. Elle se prononce en faveur de la constitution de stocks régulateurs internationaux, car elle y voit une solution plus simple qui permettrait, le cas échéant, d'effectuer une réforme monétaire, en prenant comme base d'unité monétaire internationale la valeur des principaux produits primaires qui serait liée ou non à la valeur de l'or.

6. La délégation de l'Indonésie propose aussi (A/C.2/L.175) de remanier l'alinéa *c* du paragraphe 3 du projet de résolution de l'Argentine, afin d'indiquer en termes plus généraux les répercussions des fluctuations des prix et du rapport des échanges sur l'activité économique. Ces répercussions ne s'exercent pas seulement dans le domaine fiscal et sur la balance des paiements; elles se font sentir également dans d'autres domaines de l'activité économique. Dans l'alinéa *d* du paragraphe 3, la délégation indonésienne aimerait que l'on indique que les fluctuations de prix peuvent avoir un effet sur l'exécution des plans de développement économique et sur le rapport des échanges, mais que ce phénomène ne se produit pas de manière automatique.

7. Abordant la modification (A/C.2/L.176) que sa délégation propose d'apporter à l'alinéa *b* du paragraphe 5 de l'amendement des cinq Puissances de l'Amérique centrale, M. Nuradi fait observer qu'en lisant cet amendement, on pourrait croire que les pays producteurs seraient seuls bénéficiaires de la stabilité des prix des produits primaires. En fait, les pays consommateurs en bénéficieraient également, car ils pourraient être assurés d'un apport continu de matières premières à des prix dont il serait possible de prévoir les mouvements.

8. Le représentant de l'Indonésie approuve l'amendement du Chili (A/C.2/L.174) et il ajoute que la solution du problème soulevé par le rapport des échanges est d'une importance capitale non seulement pour les pays insuffisamment développés mais aussi pour le monde entier. En revanche, il ne peut appuyer l'amendement de la Grèce (A/C.2/L.173) qui s'écarte entièrement du problème.

9. La délégation de l'Indonésie espère que la Commission adoptera le projet de résolution de l'Argentine et elle espère sincèrement que les travaux du groupe d'experts proposé seront fructueux.

10. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) présente l'amendement (A/C.2/L.177) que sa délégation propose d'apporter au projet de résolution de l'Argentine. Il importe, à son avis, de distinguer nettement entre les fluctuations des prix des produits de base et les mouvements séculaires de la valeur de ces produits. Bien souvent, au cours de la discussion, les membres de la Commission n'ont pas précisé la nature des fluctuations auxquelles ils faisaient allusion, ce qui est une source de malentendus. A cet égard, le représentant de la France a fait ressortir à la séance précédente que les arguments invoqués en faveur de la proposition de l'Argentine étaient parfois contradictoires. Il serait regrettable que le projet de résolution de l'Argentine fût rejeté pour des difficultés de sémantique. Enfin, il est curieux de constater que si la question des mouvements séculaires du rapport des échanges des pays exportateurs de produits primaires a été mentionnée dès 1949 dans des documents établis pour le Conseil économique et social, il n'en a pas été question, de façon précise, dans une seule résolution de l'Assemblée générale.

11. La délégation du Brésil a donc jugé nécessaire de proposer une modification au préambule du projet de résolution de l'Argentine afin de distinguer entre les fluctuations cycliques des prix de chaque produit de base et les mouvements séculaires de la valeur de ces produits considérés en tant que groupe par rapport aux produits manufacturés. Les fluctuations cycliques des prix de chaque produit ressortent de séries statistiques qui diffèrent évidemment suivant le produit, le pays exportateur et la période considérée. Ces fluctuations oscillent autour d'un mouvement séculaire de la valeur des produits primaires considérés en groupe. D'après des études récentes, la durée de ce mouvement séculaire serait de cent quarante ans; il a atteint un maximum au cours des guerres napoléoniennes, puis un minimum entre 1870 et 1880, et un autre maximum en 1937.

12. La délégation du Brésil estime qu'une définition claire de ces deux catégories de mouvements aiderait à faire disparaître toute confusion. Cette définition serait donnée dans le préambule du projet de résolution, et le dispositif se subdiviserait logiquement en deux parties: l'une traitant des fluctuations cycliques et des moyens d'en atténuer l'ampleur, l'autre portant sur la création d'un groupe d'étude qui examinerait les méthodes permettant de remédier aux difficultés provoquées par les mouvements séculaires de la valeur des produits primaires par rapport à celle des produits manufacturés.

13. Etant donné que la Commission est saisie d'un certain nombre d'amendements concernant les ententes relatives aux produits de base et la création d'un groupe d'étude, la délégation du Brésil s'est contentée de suggérer deux textes exprimant en des termes différents des idées que l'on trouve déjà dans le projet de résolution de l'Argentine et dans plusieurs amendements.

14. M. J. S. F. BOTHA (Union Sud-Africaine) reconnaît l'extrême difficulté du problème dont traite

le projet de résolution de l'Argentine; c'est un problème d'une grande importance pour les pays qui, comme l'Union Sud-Africaine, dépendent dans une grande mesure de leurs exportations de matières premières pour se procurer des devises.

15. Le représentant de l'Union Sud-Africaine admet, en principe, que les pays industrialisés, et notamment les nations constamment créditrices, sont spécialement tenues de prendre en considération, dans leur politique économique, la situation économique et l'état de la balance des paiements des autres pays. Toutefois l'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine paraît non seulement simplifier le problème à l'excès, mais encore préconiser une solution qui aurait pour seul effet de soulever de nouveaux problèmes. En fait, dans son rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156), le groupe d'experts nommé par le Secrétaire général a indiqué clairement qu'un système de "parité des prix" serait très difficile à appliquer et ne serait guère opportun si l'on admet que l'objectif à atteindre consiste à stabiliser et à développer l'économie mondiale.

16. A l'alinéa *b* du paragraphe 4 de son projet, le représentant de l'Argentine propose d'inviter les gouvernements à ne pas encourager la production d'articles synthétiques ou de produits de remplacement qui affectent inutilement la demande internationale de produits de base naturels. De prime abord, ce principe paraît acceptable et il semble que les pays insuffisamment développés, principaux exportateurs de matières premières, devraient bénéficier de son application. Mais il faut se rappeler que cette obligation serait imposée à tous les pays, qu'ils soient développés ou insuffisamment développés. Dans le système économique des pays industrialisés de l'Occident, l'entreprise privée se consacre à la production sans l'aide de l'Etat. Par contre, dans les pays insuffisamment développés, l'industrie a très souvent recours, sous des formes variées, à l'aide et au concours de l'Etat. En fait, l'obligation mentionnée à l'alinéa *b* du paragraphe 4 s'appliquerait donc plus aux pays insuffisamment développés qu'aux pays développés; elle aurait un effet exactement contraire à celui que le représentant de l'Argentine a en vue.

17. Les représentants de la Belgique et du Canada ont déjà montré que l'application des dispositions de cet alinéa pourraient avoir de très fâcheuses conséquences. En particulier, les mots "produits de remplacement" ont un sens très large: ainsi on peut utiliser le coton en remplacement de la laine dans la confection de certains articles habituellement fabriqués en laine. De même, on pourra peut-être un jour utiliser à des fins industrielles l'énergie atomique en remplacement du charbon et du pétrole. Le représentant de l'Union Sud-Africaine n'est pas entièrement opposé à la thèse du représentant de l'Argentine, car il connaît les difficultés qui ont été provoquées de la sorte dans certains cas particuliers, mais il ne pourra pas appuyer l'alinéa *b* du paragraphe 4 qu'il estime rédigé en termes trop généraux.

18. Abordant l'alinéa *c* du paragraphe 4, le représentant de l'Union Sud-Africaine rappelle que la réduction des entraves à l'importation des produits de base est déjà étudiée par certains organismes. Son pays,

qui est partie à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, a contracté, entre autres, de nombreuses obligations de caractère multilatéral concernant l'importation de produits primaires. L'expérience a montré que les négociations portant sur la suppression des entraves à l'importation de ces produits sont extrêmement longues et difficiles. L'alinéa *c* du paragraphe 4 ne semble donc exprimer que le pieux espoir de voir les gouvernements abolir toutes les restrictions par de simples mesures unilatérales.

19. Sans s'opposer à l'amendement de la Grèce (A/C.2/L.173), le représentant de l'Union Sud-Africaine rappelle qu'au paragraphe 36 de son rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale*, le groupe d'experts a signalé que les ententes internationales relatives aux produits de base étaient "manifestement difficiles à organiser et à mettre en œuvre" et que la variété des produits auxquels elles pouvaient s'appliquer était nécessairement limitée. Le représentant de l'Union Sud-Africaine ne croit pas que la Commission ferait preuve de réalisme en faisant aux gouvernements l'obligation impérieuse de conclure des ententes internationales alors qu'elle connaît le caractère limité de ces ententes. On a d'ailleurs déjà souligné, à maintes reprises, l'importance des ententes internationales relatives aux produits de base et il semble inutile de le faire une fois de plus.

20. S'il n'a pas d'objections contre l'amendement de la Grèce, le représentant de l'Union Sud-Africaine préférerait pourtant que la Commission fût saisie de propositions précises plutôt que de vagues généralités. Les mêmes observations s'appliquent en général à l'amendement des cinq Puissances de l'Amérique centrale (A/C.2/L.169/Rev.1). Le représentant de l'Union Sud-Africaine estime que l'amendement de l'Indonésie (A/C.2/L.175) est rédigé en des termes très généraux et il aimerait avoir des précisions.

21. M. Botha ne voudrait toutefois pas donner l'impression qu'il a adopté une attitude purement négative et il indique que les experts ont proposé une solution au paragraphe 47 de leur rapport: "Il est probable qu'en cherchant à atteindre des niveaux plus élevés de productivité, on obtiendrait de meilleurs résultats qu'en s'attachant à adopter des mesures restrictives visant à améliorer la situation d'un groupe aux dépens d'un autre."

22. Au paragraphe 7 de son projet de résolution, la délégation de l'Argentine demande qu'un groupe d'experts procède à une nouvelle étude du rapport entre le prix des produits de base et celui des articles manufacturés. Le représentant de l'Union Sud-Africaine attire à ce propos l'attention des membres de la Commission sur le rapport intitulé: *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* établi par le groupe d'experts conformément aux résolutions 290 (XI) et 341 (XII) du Conseil économique et social; ce rapport a en effet déjà traité cette question. Le représentant de l'Union Sud-Africaine aurait préféré que la Commission ne soit pas saisie d'un projet de résolution sur ce problème fort complexe. Une proposition qui se borne à reprendre une formule particulière risque d'avoir pour effet de rendre le problème encore plus obscur et plus complexe.

23. M. KATZ-SUCHY (Pologne) fait observer que le projet de résolution de la délégation de l'Argentine

touche à un problème qui n'est pas nouveau pour les Membres de la Commission. Ce problème peut se résumer comme suit : les exportations de certains pays insuffisamment développés reposent dans l'ensemble soit sur un produit unique, soit sur quelques matières premières ; les recettes d'exportation constituent pour ces pays une source importante de revenus qui doit leur permettre de financer leurs importations de biens d'équipement. Il est donc indispensable d'établir entre les prix des matières premières et ceux des biens d'équipement un rapport équitable qui permette aux pays insuffisamment développés de se procurer les capitaux nécessaires à leur développement ; en d'autres termes, le problème consiste à résoudre la question du financement du développement économique en organisant le commerce international. M. Katz-Suchy croit qu'il conviendrait de considérer la proposition du représentant de l'Argentine sur un plan plus élevé. Il convient, à son avis, de tenir compte non seulement des éléments du rapport des échanges, mais de tous les facteurs qui peuvent aider à caractériser la position des pays insuffisamment développés sur le marché mondial.

24. Sans vouloir entamer une polémique avec le représentant de la France, M. Katz-Suchy déclare qu'il ne partage pas les conceptions énoncées par ce dernier dans l'exposé qu'il a fait au cours de la séance précédente. Il reconnaît qu'il est difficile d'établir des séries statistiques capables de donner un tableau d'ensemble des rapports entre les prix des produits alimentaires et des matières premières exportées par les pays insuffisamment développés, et ceux des produits manufacturés que ces pays importent. En dépit de ces difficultés, un fait reste certain, c'est qu'il ne peut être question de justice et d'équité sur le marché capitaliste où les prix sont fixés conformément aux intérêts des monopoles qui dominent le marché. Le rapport des échanges des pays insuffisamment développés s'établit en fonction de la situation de ces pays dans un marché dominé par les Puissances impérialistes. Aussi, lorsque le représentant de la France exprime quelque inquiétude en ce qui concerne ce qu'il a désigné sous le nom de "théorie des transferts" (217^{ème} séance), M. Katz-Suchy tient à rappeler qu'en économie capitaliste, l'accroissement de la productivité se traduit en général par un accroissement du taux des bénéfices. Mais, dans le cas des pays insuffisamment développés, il faut tenir compte du fait que les monopoles étrangers absorbent la plus grande partie des bénéfices qui résultent de l'accroissement de la productivité, parce qu'ils contrôlent la production et le commerce des matières premières et des produits alimentaires exportés par ces pays.

25. M. Katz-Suchy rappelle aussi que le représentant de la France a attiré l'attention de la Commission sur la difficulté qu'il y aurait à définir la tendance actuelle de l'évolution économique. M. Katz-Suchy estime pour sa part qu'il est facile de faire le point, parce que le simple fait que l'Organisation des Nations Unies soit amenée à se pencher sur les problèmes que soulève le projet de résolution de l'Argentine est l'indice d'un renversement de tendance ; les débats reflètent en effet un durcissement de la résistance des pays insuffisamment développés à l'exploitation impérialiste. Ils indiquent que les gouvernements des pays insuffisamment

développés ont pris conscience de leurs possibilités dans le domaine du développement économique, qu'ils pourront assurer s'ils retrouvent le contrôle de l'exploitation de leurs ressources naturelles. Ces pays sont donc engagés dans une lutte dont l'issue déterminera leurs relations économiques avec le monde extérieur. Il appartient à l'Organisation des Nations Unies de les aider dans leurs efforts vers la libération politique et économique.

26. M. Katz-Suchy fait valoir que les pays insuffisamment développés doivent leur situation actuelle à un long processus d'évolution historique. En effet, pendant plusieurs dizaines d'années, ces pays ont été soumis à la domination étrangère sous ses formes politique et économique. C'est ainsi que l'exploitation étrangère leur a imposé une structure économique spéciale dans laquelle une main-d'œuvre mal rétribuée produisait des matières premières et des denrées alimentaires qu'ils échangeaient dans des conditions défavorables contre des produits de l'industrie. De ce fait, le rapport des échanges s'est trouvé faussé.

27. M. Katz-Suchy souligne que les exportations de matières premières et de produits alimentaires constituent pratiquement l'unique source de devises pour ces pays, et qu'elles représentent également la fraction la plus importante du revenu national. Ces ressources sont vendues à des prix qui sont déterminés par des facteurs sur lesquels les pays producteurs eux-mêmes ne peuvent agir ; en conséquence, la vie économique de ces pays dépend de circonstances extérieures dont les plus importantes sont l'évolution du cycle économique et les progrès techniques intervenus dans les pays industriels. C'est ainsi que, par le passé, les recettes en devises des pays insuffisamment développés ont pu varier de 30 pour 100 d'une année à l'autre ; étant donné la part régulièrement absorbée par le service de la dette extérieure et par les redevances à verser aux sociétés étrangères d'exploitation, ces pays ne pouvaient compter sur la production de matières premières et de produits alimentaires pour assurer leur développement économique. Leur structure économique ne pouvait donc s'améliorer.

28. Le représentant de la Pologne indique qu'en général, une augmentation du prix des matières premières n'entraîne pas une amélioration de la situation des pays insuffisamment développés, car elle s'accompagne d'un accroissement du prix des produits de l'industrie. Au contraire, toute hausse sur les produits de l'industrie a des conséquences fâcheuses pour l'ensemble de la vie économique des pays insuffisamment développés. Ces pays sont donc les derniers à bénéficier de l'amélioration de la situation économique et les premiers à subir les conséquences des crises économiques. Au surplus, l'action conjuguée, dans certains cas, de la baisse des prix des matières premières et de la hausse des prix des biens d'équipement, a conduit à un déséquilibre total des échanges et à un déficit des balances des paiements. M. Katz-Suchy pense que les Puissances capitalistes, et en premier lieu les Etats-Unis, sont responsables de cet état de choses. Il rappelle que la délégation de la République argentine n'a pas manqué de montrer les effets désastreux pour son pays de la pression exercée par les Etats-Unis sur les prix de certaines matières premières. La Bolivie et le

Chili ont également été victimes de manœuvres tendant à faire baisser les cours de l'étain et du cuivre.

29. Le représentant de la Pologne insiste aussi sur le fait que, pour maintenir leur prépondérance sur le marché des matières premières, les Etats-Unis font pression sur les pays insuffisamment développés afin de les empêcher d'entretenir des relations commerciales avec l'Union des Républiques socialistes soviétiques et avec les démocraties populaires. Il cite à ce sujet le bulletin de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient de novembre 1951, où il est dit que le contrôle exercé par les Etats-Unis sur la destination de certaines matières premières a provoqué une baisse sensible des prix de ces produits.

30. M. Katz-Suchy rappelle qu'à la sixième session de l'Assemblée générale la Deuxième Commission, après avoir étudié la situation des pays insuffisamment développés et notamment la situation de leur commerce extérieur, avait adopté à l'unanimité une résolution 523 (VI) intitulée "Développement économique intégré et accords commerciaux" dont le projet avait été présenté par la délégation de la Pologne. Cette résolution traitait non seulement de la question des matières premières et des denrées alimentaires exportées par les pays insuffisamment développés, mais aussi du problème des importations nécessaires à ces pays. Elle indiquait notamment, parmi les moyens d'obtenir les ressources nécessaires à la réalisation des plans de développement économique dans les pays insuffisamment développés, la possibilité de créer les conditions permettant à ces pays de se procurer des biens d'équipement en échange des marchandises et des services qu'ils exportent. Elle envisageait les possibilités de faciliter le mouvement des biens d'équipement par des accords commerciaux, sous réserve que ces accords ne comportent aucune condition d'ordre économique ou politique qui violerait les droits souverains des pays insuffisamment développés. M. Katz-Suchy estime que cette résolution définit avec exactitude les bases des relations économiques des pays insuffisamment développés avec les autres pays. Sa portée dépasse celle du projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine, parce que, tout en cherchant à créer des conditions favorables aux pays exportateurs de matières premières, elle tend à permettre aux pays insuffisamment développés de recevoir les biens d'équipement ainsi que les produits de base nécessaires à leur développement. Elle ne se limite donc pas à la question du rapport des échanges.

31. M. Katz-Suchy regrette que l'on n'ait rien fait pour mettre en œuvre cette résolution. Il estime que l'Organisation des Nations Unies pourrait, en prenant des mesures énergiques, contribuer de façon notable à la solution du problème du financement du développement économique des pays insuffisamment développés, et atteindre les buts visés par le projet de résolution argentin.

32. Il invite donc la Commission à insister pour que la résolution 523 (VI) soit mise en œuvre, et il suggère que l'on demande un rapport où serait exposé ce qui a été fait dans ce domaine. Il indique que, pour sa part, le Gouvernement de la Pologne est prêt à étendre ses relations commerciales avec les pays insuffisamment développés sur la base des principes énoncés dans cette résolution.

33. M. HALIQ (Arabie saoudite) constate que, si les diverses délégations s'accordent à reconnaître le bien-fondé des principes sur lesquels repose le projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine, les points de vue sont quelque peu différents en ce qui concerne le dispositif et notamment le paragraphe 4 du projet. Il ne partage pas, pour sa part, l'opinion exprimée par les délégations de la France et du Royaume-Uni qui, tout en donnant leur accord sur les principes énoncés, ont jugé qu'il n'y avait pas matière à se prononcer par un vote.

34. M. Haliq souligne que les pays insuffisamment développés, après deux guerres mondiales, se trouvent en présence d'Etats industrialisés qui, en raison de leur situation prépondérante, sont à même d'influer sur la vie économique ou politique des autres Puissances. Les pays insuffisamment développés sont donc obligés d'attendre des pays plus favorisés la solution des problèmes que pose leur propre développement économique. Il croit qu'il est injuste, et inexact du point de vue scientifique, de prétendre que le problème du développement économique des pays insuffisamment développés est une question d'apport de capitaux et d'assistance technique. C'est pourquoi il remercie le représentant de l'Argentine d'avoir, par son projet de résolution, porté un certain nombre de problèmes à l'attention des membres de la Commission.

35. M. Haliq précise que, dans l'examen des problèmes que pose le développement économique, il ne faut jamais perdre de vue que ce développement sera le résultat de l'évolution des relations internationales et non celui du jeu de certaines forces. Ce qui rend les problèmes du développement économique difficiles à résoudre, ce n'est pas tant la nécessité de jeter les bases d'une coopération économique, mais l'évolution de l'attitude des gouvernements envers ces problèmes. Il convient donc d'envisager le projet de résolution de l'Argentine sous l'angle de la mise en œuvre concrète des principes dont il s'inspire. A ce sujet, les membres de la Commission doivent se souvenir que certains pays, actuellement industrialisés ne le sont eux-mêmes que de fraîche date; leurs gouvernements devraient être à même de comprendre les motifs qui ont amené la délégation de l'Argentine à se faire le porte-parole des pays désireux de progresser dans la voie du développement économique et de s'industrialiser progressivement. M. Haliq déclare qu'il n'est pas d'organisation plus qualifiée que l'Organisation des Nations Unies pour donner à ces aspirations la possibilité de s'exprimer librement.

36. En présentant son projet de résolution, la délégation de l'Argentine s'est efforcée de proposer un remède à l'instabilité monétaire et aux pratiques injustes qui marquent le commerce international. Il faut s'en féliciter, dit M. Haliq, parce que nombreux sont les obstacles à la création d'une saine économie mondiale. Il est certain que ces obstacles ne peuvent être surmontés que par la coopération internationale, laquelle suppose la compréhension des problèmes propres à chaque pays. Cette coopération internationale devrait porter notamment sur la suppression des barrières douanières et sur la création d'institutions chargées de réglementer ou de supprimer des pratiques nuisibles à l'équilibre du rapport des échanges dans le commerce international. M. Haliq fait observer que si l'Organisation des Nations Unies a pris des mesures

en vue d'aboutir à la stabilisation des taux de change et du courant des capitaux des pays riches vers des pays moins favorisés, elle a négligé de s'occuper des questions relatives au rapport des échanges et à la parité des produits primaires et des produits manufacturés.

37. M. Haliq déclare que l'établissement de rapports d'échange équitables entre les matières premières et les biens d'équipement soulève un certain nombre de questions. Cet équilibre du rapport des échanges suppose notamment l'équilibre entre les salaires dans les différentes industries et dans les différents pays. Il suppose que les bénéfices représentent partout une fraction comparable des prix. Il dépend des différences de salaires et de prix de revient. La difficulté tient à ce qu'il n'existe pas de code des relations économiques internationales que tous les Etats soient en mesure d'appliquer. Le principe du libre échange pourrait s'appliquer sur un marché où régnerait la libre concurrence, mais il ne peut s'appliquer en économie planifiée, où les prix, les salaires, le loyer de l'argent, les taux de change, sont déterminés de façon arbitraire. De ce fait, les pays insuffisamment développés se trouvent placés devant un dilemme que le projet de résolution de l'Argentine met en évidence et que certaines délégations n'ont pas manqué de commenter.

38. M. Haliq décrit le rôle que l'Organisation internationale du commerce, prévue par la Charte de La Havane, devrait pouvoir jouer dans le domaine de la coopération économique, si un certain nombre de conditions étaient remplies. Au nombre de ces conditions figure la ratification de la Charte de La Havane par les pays les plus importants du point de vue commercial, la nécessité pour les Etats Membres de rendre à leur structure économique une souplesse suffisante et de stabiliser leur monnaie, enfin la participation des entreprises privées au commerce d'exportation. Petits et grands, tous les Etats devraient participer également aux décisions de l'Organisation internationale du commerce. Enfin cette organisation devrait pouvoir appuyer ses décisions par des sanctions économiques. Du fait de la planification à l'échelon national et de la création de monopoles d'Etat du commerce international, la coopération internationale économique n'est devenue possible que dans la mesure où on peut l'obtenir par des accords internationaux. C'est ce dont les délégations de l'Amérique centrale et la délégation de la Grèce ont voulu tenir compte en présentant leurs amendements. De l'avis de M. Haliq, il ne sera possible d'assurer une coopération économique internationale véritable qu'en recherchant une procédure qui tienne compte des réalités. Si les grandes Puissances se bornent à adopter des résolutions qui ne représentent que de pieuses intentions, il est inutile de chercher à faire aboutir ces résolutions.

39. M. Haliq fait observer que si les accords bilatéraux présentent de graves défauts, les accords multilatéraux, de leur côté, ne sont pas moins difficiles à appliquer; ils sont de ce fait rarement acceptables. Or, pour être durables, les accords doivent être acceptables par toutes les parties. C'est pourquoi M. Haliq met la Commission en garde contre le danger que présenterait une résolution qu'un vote majoritaire de la Commission imposerait aux pays auxquels elle s'adresse au premier chef.

40. M. Haliq voit dans le projet de résolution de l'Argentine une tentative pour sortir de l'impasse. Il croit que l'amendement présenté par la délégation de la Grèce et qui vise la conclusion d'accords intergouvernementaux portant chacun sur un produit de base donné modifierait le projet argentin d'heureuse façon.

41. En terminant, M. Haliq déclare qu'il n'a pas voulu formuler d'opinion définitive sur la question à l'étude. Il s'est simplement efforcé d'orienter le débat de manière à donner plus de force aux recommandations que la Commission adoptera en définitive.

42. M. BETETA (Mexique) rappelle que le Mexique attache une importance considérable au problème évoqué par le projet de résolution de l'Argentine. Lors de la sixième session de l'Assemblée générale, à Paris, la délégation du Mexique avait déjà souligné la nécessité de placer les relations commerciales et monétaires des différentes nations sur une base plus équitable et elle avait soutenu que le meilleur moyen serait d'instituer, à l'échelon mondial, un système de prix paritaires analogue à celui qu'appliquent les Etats-Unis d'Amérique sur le plan national. Faisant observer que le rapport des échanges au cours du siècle dernier, avait progressivement évolué au détriment des pays de production primaire, sauf en de rares périodes critiques d'accroissement de la demande, la délégation du Mexique avait ajouté que les pays insuffisamment développés ne pouvaient tirer aucun profit des réserves en devises qu'ils réussissaient à accumuler en ces périodes, étant donné que, d'une manière générale, des restrictions frappaient alors l'exportation des biens d'équipement et de consommation dont ils avaient besoin; à la fin de la période critique, le pouvoir d'achat de leurs réserves était considérablement réduit du fait que la suppression des restrictions à l'exportation coïncidait presque toujours avec celle du contrôle des prix. Les pays du continent américain ont cherché à remédier à cet état de choses; ils ont étudié la question avec beaucoup de soin, notamment l'année dernière à Washington, lors de la réunion des experts des banques centrales, et en avril dernier, à Panama, lors de la réunion du Conseil économique interaméricain.

43. Le Mexique, qui a participé à ces efforts interaméricains, se réjouit de voir le problème porté sur le plan international grâce à l'initiative de la délégation de l'Argentine, et il se propose d'appuyer de son vote l'ensemble du projet de résolution que présente cette délégation. Bien que l'alinéa *a* du paragraphe 4 contienne certaines notions difficiles à définir, comme celle d'un rapport "juste" et "équitable" entre les prix, la délégation du Mexique approuve le principe de cette disposition, dont l'application ne manquera pas de favoriser le développement économique des pays insuffisamment développés, et, partant, l'économie et la sécurité mondiales, puisqu'il ne saurait y avoir de stabilité économique et de paix durable tant que le niveau de vie des pays insuffisamment développés restera aussi bas qu'il l'est à l'heure actuelle. La délégation du Mexique s'abstiendra de voter sur l'alinéa *b* du paragraphe 4, car, si elle n'ignore pas les dangers signalés par la délégation de l'Argentine, elle comprend que cette disposition puisse paraître quelque peu limitative à certains membres de la Commission.

Enfin, M. Beteta dit qu'avant de faire connaître son sentiment sur les divers amendements, il aimerait savoir quels sont ceux que la délégation de l'Argentine serait prête à accepter.

44. M. HUEZO (Salvador) rappelle que le représentant des Etats-Unis d'Amérique, dans sa dernière intervention (216ème séance), s'est fondé sur la récente augmentation du prix de divers produits de base et denrées alimentaires, dont le café, pour prouver que le rapport des échanges évoluait dans un sens favorable aux pays de production primaire. Le représentant des Etats-Unis a pris comme base de comparaison les prix cotés en 1937, ce qui explique qu'il ait pu parler de hausse marquée; s'il avait choisi l'année 1926, au contraire, il aurait vu qu'en 1949, l'indice de la hausse des produits de base n'était que 47 contre 51 pour les produits manufacturés. Pour la période qui a suivi l'ouverture des hostilités en Corée, la situation est la suivante: entre le 22 juin 1950 et le mois de décembre de la même année, le prix sur place de la livre de café était passé de 49 à 55 cents, soit une augmentation de 12 pour 100; celui d'une tonne d'acier de 34 dollars 50 à 44 dollars, soit une augmentation de 26 pour 100.

45. M. Huezo fait observer que la revalorisation du café a coïncidé avec la suppression du contrôle exercé sur le prix des matières premières, pendant la dernière guerre, par le Gouvernement des Etats-Unis. Il ne s'agissait, du reste, que d'un ajustement nécessaire et équitable, en raison des prix plus élevés des produits manufacturés ainsi que de l'accroissement de la demande; en effet, selon le Bureau panaméricain du café, non seulement le nombre des consommateurs de café a augmenté aux Etats-Unis, mais la consommation par tête s'est accrue de façon sensible. Il serait difficile de soustraire le prix du café à la pression inflationniste de ces différents facteurs.

46. En vérité, il serait très difficile, d'une manière générale, de déterminer le niveau auquel il conviendrait de fixer les prix des différents produits de base afin de maintenir l'équilibre voulu avec les prix des produits manufacturés. Certains éléments peuvent cependant servir de guide en la matière. Le facteur le plus important dont il y aurait lieu de tenir compte est la dépréciation latente que subissent les produits de base, soit du fait d'une action indirecte de la part des pays industriels, soit en raison d'une politique de compression des prix que ces pays appliqueraient ouvertement. L'effet salutaire de la hausse récente des prix des matières premières a été très limité pour la plupart des pays de production primaire.

47. M. Huezo rappelle que, durant la dernière guerre, les pays qui avaient réussi à accumuler des réserves en dollars n'ont pu les utiliser pour l'achat de machines et de biens d'équipement dont leur économie avait besoin pour fonctionner et se développer normalement. Les dollars, à cette époque, n'étaient que ces symboles monétaires dénués de tout pouvoir d'achat immédiat, et seuls les permis d'exportation des Etats-Unis avaient une valeur réelle. Une fois la situation normale rétablie, le pouvoir d'achat du dollar s'est considérablement amoindri. Dans ces conditions, on ne peut dire que les échanges se soient effectués dans des conditions d'équité. En outre, quelle que soit l'amélioration

apparente du rapport des échanges, aucune équation ne saurait exprimer les privations que les populations des pays de production primaire ont dû subir.

48. Le Fonds monétaire international a préparé pour la septième réunion des gouverneurs du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement un document intitulé *The World Payments Situation*. Dans ce document, on peut lire que le rapport des échanges des Etats-Unis, sur la base des prix de 1950, a subi une diminution d'environ 18 pour 100. Il est dit d'autre part, qu'entre le début de 1950 et la date de publication du rapport, les Etats-Unis avaient importé des produits de base pour une valeur de 1.600 millions de dollars, et que le revenu national brut des Etats-Unis au cours de la même période, a atteint 300.000 millions de dollars. En d'autres termes, si on rapproche la somme consacrée par les Etats-Unis à l'achat de produits de base, du montant du revenu national brut, on constate que les acquisitions de matières premières ne représentent même pas 1 pour 100 du revenu national. M. Huezo fait observer que des fluctuations qui touchent la centième partie seulement du revenu total — qu'il s'agisse d'un individu ou d'un pays — n'ont guère d'importance. On ne saurait donc mettre en parallèle les conséquences qu'auraient pour les Etats-Unis d'une part, et pour les pays de production primaire, d'autre part, un réajustement du prix des produits de base. Il suffit de songer que ce qui ne constitue qu'une infime fraction du revenu national des Etats-Unis représente une partie importante du revenu national des pays qui produisent les matières premières que les Etats-Unis importent. Cette considération explique toute l'importance que les pays de production primaire attachent à la question du rapport des échanges. Ces pays sont persuadés que ce n'est qu'en procédant à une étude très minutieuse du rapport des prix sur le marché mondial, ainsi que des éléments qui concourent à la formation de ces prix, que l'on pourra atteindre l'objectif recherché, c'est-à-dire assurer à tous les pays un prix juste et équitable pour les matières premières qu'ils produisent.

49. M. BUNGE (Argentine) déclare qu'il est prêt à accepter les amendements proposés par les délégations des Républiques d'Amérique centrale (A/C.2/L.169/Rev.1) si les auteurs de ces amendements acceptent eux-mêmes la modification proposée par le représentant de l'Indonésie dans le document A/C.2/L.176. Il accepte aussi pour sa part les amendements proposés par la délégation de l'Indonésie (A/C.2/L.175) et par la délégation du Chili (A/C.2/L.174).

50. M. FACIO (Costa-Rica) déclare que les autres auteurs des amendements proposés sous la cote A/C.2/L.169/Rev.1 acceptent comme lui les amendements proposés par la délégation de l'Indonésie dans le document A/C.2/L.176, sous réserve que le mot "multilatérales" soit ajouté dans le texte après les mots "ententes internationales".

51. M. NURADI (Indonésie) accepte cette modification. Il demande s'il serait possible de saisir la Commission d'un nouveau projet de résolution argentin dont le texte tiendrait compte des modifications acceptées par le représentant de l'Argentine.

52. M. BUNGE (Argentine) confirme qu'il accepte de reviser son projet de résolution.

53. Le PRESIDENT annonce que le Secrétariat fera établir un texte révisé du projet argentin.

54. M. GUTIERREZ GOMEZ (Colombie) souligne que des discussions comme celle qui se déroule actuellement sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies présentent beaucoup d'intérêt pour le développement de l'économie mondiale. Il est, certes, extrêmement encourageant pour tous ceux qui gèrent les affaires économiques de leur pays de voir examiner avec tant de compétence et sous des angles si divers des questions qui sont aussi intimement liées à la paix et au bien-être de l'humanité que le développement économique des pays insuffisamment développés. Une simple analyse des observations suscitées par le projet de résolution argentin aiderait à atteindre l'objectif visé par ce projet. Pour sa part, la délégation de la Colombie désire s'associer à ce projet et expliquer les raisons pour lesquelles elle se prononcera en sa faveur.

55. Tous les participants au débat ont été d'accord pour approuver le fond des recommandations que la délégation de l'Argentine propose d'adresser aux Etats Membres. Si de nombreux orateurs ont formulé des réserves, c'est sans doute qu'ils ont attribué une portée excessive à certaines expressions employées dans le projet de résolution, ou qu'ils hésitent à engager leur gouvernement sur certains points qui n'ont pas une importance fondamentale. Afin de faciliter un accord au sein de la Commission, M. Gutiérrez Gómez se propose de récapituler les considérations sur lesquelles se fonde le projet de résolution argentin et que sa délégation approuve sans réserve.

56. En premier lieu, l'équilibre économique des pays insuffisamment développés est particulièrement sensible aux fluctuations des prix des produits de base. C'est là un axiome si évident qu'il n'est guère besoin de l'expliquer. M. Gutiérrez Gómez tient, toutefois, à rappeler que le revenu national de certains pays dépend en grande partie de la production et de l'exportation d'un nombre limité de produits de base, voire d'un seul produit. C'est ainsi qu'en Amérique latine, un seul produit représente parfois près de 90 pour 100 de la valeur totale des exportations d'un pays donné et que, des recettes tirées de la vente de ce produit, peut dépendre le financement d'un quart du total des importations de produits et de services divers. Ce détail suffit à montrer la gravité des conséquences que les fluctuations des prix des produits de base peuvent avoir sur le développement économique des pays intéressés et sur le bien-être de leur population.

57. En deuxième lieu, l'évolution des prix sur le marché mondial a exercé une influence défavorable sur le rapport des échanges des pays insuffisamment développés. On a présenté à la Commission des renseignements statistiques tendant à nier cette affirmation. M. Gutiérrez Gómez ne discutera pas les chiffres cités, mais il tient à faire observer que l'examen des prix d'un nombre limité de produits de base au cours de deux périodes choisies arbitrairement ne constitue pas une base suffisante pour tirer des conclusions définitives dans un domaine aussi complexe que celui du rapport des échanges. Le choix de l'époque ou des époques considérées présente en effet une très grande importance. Par exemple, si l'on prend le cas du café, on

constate que, sur la base des prix cotés de 1928 à 1952, les fluctuations sur le marché mondial ont été de l'ordre de 200 pour 100. Si l'analyse statistique porte seulement sur la période s'étendant entre le début de la guerre de Corée et la fin de l'année 1952, on constate une légère baisse des prix, de moins de 5 pour 100; par contre, si la période considérée va de l'époque antérieure à la deuxième guerre mondiale à l'année 1952, le pourcentage de l'augmentation atteint bien le niveau très élevé que le représentant des Etats-Unis a signalé. Il serait possible d'avancer des raisons également valables pour justifier le choix de telle ou telle époque aux fins d'une étude de l'évolution du cours du café sur le marché mondial. Mais la vérité est que, dès l'année 1946, tous les pays de production primaire, sans exception, ont connu une pénurie de devises et ont souffert du déséquilibre constant de leur balance des paiements. Il est juste de reconnaître que le déséquilibre permanent de la balance des paiements a également d'autres causes, telles que, pour ne citer qu'un exemple, la nécessité où se trouvent les pays de production primaire d'importer des biens d'équipement pour assurer le développement de leur économie; mais, de toute manière, l'élément dominant est certainement le rapport défavorable de leurs échanges. Sans doute, c'est dans la période de l'après-guerre, à dater de 1946, que les produits de base ont été les mieux cotés sur le marché mondial; mais l'économie est une science essentiellement relative, et il faudrait étudier de très près les importations que tous les pays de production primaire ont effectuées ainsi que les modifications fondamentales que la structure de leurs exportations a subies pour comprendre les raisons pour lesquelles la hausse des produits de base n'a pas compensé celle des biens d'équipement et des produits manufacturés. M. Gutiérrez Gómez cite, à ce propos, l'exemple de son pays, dont la situation est analogue à celle de la plupart des autres pays de l'Amérique latine. Les réserves en devises que la Colombie avait pu accumuler de 1942 à 1946, du fait qu'il lui était difficile d'importer en raison de la guerre, et malgré le contrôle exercé sur le prix du café dans des conditions désavantageuses pour elle, n'ont pas été suffisante pour équilibrer sa balance commerciale dans la période qui suivit immédiatement la fin des hostilités: la Colombie perdit plus de 30 pour 100 du montant total de ses réserves de devises au cours de la seule année 1947. Dès lors, le Gouvernement colombien tenta de rétablir l'équilibre de sa balance des paiements en adoptant, en matière d'importation et de contrôle monétaire, des mesures intérieures qui ont radicalement changé la structure de son commerce extérieur. La situation apparemment favorable du café sur le marché mondial est démentie, en fait, par la difficulté constante qu'éprouvent les pays qui produisent cette denrée à se procurer des devises, difficultés qui les a amenés à réglementer et à réduire leurs importations.

58. En troisième lieu, pour atteindre l'objectif que s'est fixé l'Organisation des Nations Unies et pour l'aider à contribuer au développement économique des pays insuffisamment développés, il importe que les gouvernements qui se trouvent contraints d'adopter des mesures qui affectent le prix des produits de base tiennent dûment compte de l'effet que ces mesures peuvent avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement. M. Gutiérrez Gómez croit

qu'il lui suffit, pour défendre le bien-fondé de cette affirmation, de rappeler que la situation commerciale de la plupart des pays en voie de développement a été si précaire et si vulnérable, au cours des cinq dernières années, malgré la tendance satisfaisante des prix de leurs produits d'exportation, qu'ils auraient été acculés à un désastre financier si les grands importateurs de matières premières avaient agi unilatéralement.

59. Tel est l'esprit dans lequel M. Gutiérrez Gómez interprète le projet de résolution argentin. Ce projet ne tend nullement à fixer les prix à un niveau immuable au moyen de contrôle gouvernementaux ou internationaux. Les dispositions essentielles du projet sont celles de l'alinéa *a* du paragraphe 4; si l'on veut faciliter le financement du développement économique des pays insuffisamment développés, il est indispensable, étant donné que les mesures prises par les pays importateurs de produits de base ont de si graves réper-

cussions sur l'économie vulnérable des pays de production primaire en voie de développement, que les pays industriels, s'ils se voient contraints d'intervenir dans le jeu de l'offre et de la demande et dans les mouvements naturels des prix, se préoccupent non seulement des intérêts de leurs populations, mais aussi des difficultés et des besoins des pays qui produisent les matières premières dont ils cherchent à contrôler le prix.

60. Bien qu'elle approuve le projet de résolution argentin dans son ensemble, la délégation de la Colombie s'abstiendra de voter sur les alinéas *b* et *c* du paragraphe 4, car elle reconnaît que ces dispositions peuvent prêter à discussion; leur suppression ne diminuerait en rien la portée des considérants et des autres parties du dispositif.

La séance est levée à 18 heures.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mardi 25 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179 et A/C.2/L.180) [suite] 187

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179 et A/C.2/L.180) [suite]

[Point 25, a *)]

1. M. BUNGE (Argentine) annonce qu'il a saisi la Commission d'un texte révisé de son projet de résolution qui porte la cote A/C.2/L.162/Rev.2. Dans ce nouveau texte se trouve incorporée la plus grande parties des amendements proposés par la délégation du Brésil, et notamment, sous réserve de certaines modifications destinées à en éclaircir le sens, l'amendement proposé par le Brésil pour l'alinéa a du paragraphe 2 (A/C.2/L.177). M. Bunge rend hommage à l'esprit de compréhension du représentant du Brésil qui a accepté certaines de ses suggestions et il se félicite de voir le texte du projet de résolution argentin clarifié par les amendements du Brésil.

2. M. LIMA (Brésil) signale que le texte révisé du projet de résolution de l'Argentine tient compte non seulement des suggestions formulées dans l'amendement présenté par sa délégation, mais aussi des indications données par les délégations du Chili et de l'Indonésie qui, elles aussi, avaient proposé des amendements. Il se réserve d'intervenir plus tard en ce qui concerne l'amendement de la délégation grecque.

3. M. COHN LYON (République Dominicaine) déclare que sa délégation appuiera le projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine.

4. Il avait eu d'abord quelques doutes sur le texte original de ce projet, mais le représentant de l'Argentine a dissipé ces inquiétudes en précisant que son projet de résolution n'avait nullement pour objet d'instituer

un système rigide de contrôle des prix; il ne s'agit en effet que de déterminer les facteurs de l'équilibre du rapport des échanges de manière à permettre à ceux des Etats Membres qui seraient amenés à prendre des mesures affectant le système des prix de tenir compte de l'incidence de ces mesures sur les rapports des échanges des autres pays. Le représentant de la République Dominicaine en déduit que, dans une situation normale caractérisée par l'absence de tensions politiques ou de difficultés en matière de balance des paiements, la mise en œuvre du projet de résolution de l'Argentine ne ferait pas obstacle au mouvement naturel des prix, c'est-à-dire au libre jeu de l'offre et de la demande.

5. En ce qui concerne les ententes internationales relatives aux produits de base, M. Cohn Lyon est prêt à reconnaître que si ces accords ont, dans certains cas, produit des résultats qu'il est permis de juger satisfaisants, ils ne constituent pas nécessairement la solution idéale du problème. Cependant, grâce à la conclusion d'accords internationaux, les pays consommateurs peuvent en effet se procurer les marchandises qui leur sont nécessaires tandis que les producteurs reçoivent un juste prix pour leurs produits. M. Cohn Lyon voit donc dans ces accords une solution temporaire aux difficultés d'ordre monétaire qu'éprouvent certains pays consommateurs. Dans le même ordre d'idées, il se félicite de constater qu'à l'alinéa d du paragraphe 4, il est recommandé aux Etats Membres d'intensifier leurs efforts en vue de réduire les entraves à l'importation des produits de base. M. Cohn Lyon est en effet convaincu qu'il n'est pas inutile de proclamer la nécessité de réduire les obstacles qui s'opposent au commerce international. Il faut observer à ce sujet que les procédures auxquelles on peut avoir recours à cette fin ne sont pas toujours aussi rapides qu'il serait souhaitable. Il reconnaît cependant que, dans certains cas, ces procédures se sont révélées efficaces; à titre d'exemple, il indique que les Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, actuellement réunies à Genève, viennent d'être saisies d'une plainte présentée par les Etats-Unis et le Canada contre les restrictions que le Gouvernement belge avait

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

imposées à l'importation de produits de la zone dollar; dans ce cas particulier, la délégation belge a fait connaître aux Parties contractantes que le Gouvernement de la Belgique s'employait à assouplir les restrictions qui font l'objet de la plainte. M. Cohn Lyon déclare que ces faits sont de nature à confirmer la confiance que sa délégation place dans les instruments internationaux. Il regrette toutefois que, dans le cas particulier de son propre pays, son gouvernement n'ait pu obtenir satisfaction en ce qui concerne certaines dispositions de la loi des Etats-Unis sur les sucres, qui portent atteinte aux intérêts de la République Dominicaine. C'est pourquoi il appuie sans réserves la recommandation formulée à l'alinéa c du paragraphe 4 au projet argentin révisé.

6. M. TOUS (Equateur) attire l'attention de la Commission sur l'actualité du problème qu'a soulevé le représentant de l'Argentine en présentant son projet de résolution. Ce problème peut, selon la formule d'un éminent économiste et sociologue américain, se résoudre par l'application d'une politique de justes prix pour les matières premières. Il s'agit là d'un problème qui a des incidences sur le niveau de vie dans les pays insuffisamment développés et sur les possibilités de développement de ces pays. M. Tous ne croit pas qu'il faille rejeter toute la responsabilité sur les autres pays; peut-être, au contraire, les représentants des pays fournisseurs de matières premières pourraient-ils se reprocher de n'avoir pas jusqu'à présent posé ce problème avec toute l'insistance voulue; peut-être auraient-ils dû adopter les mesures de défense économique collective qu'imposent les circonstances et aussi l'indifférence de certains pays industrialisés.

7. M. Tous fait observer à ce sujet que si le projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine n'est pas une simple déclaration platonique, il manque cependant, à certains égards, de la netteté et de la précision nécessaires et il soulève des problèmes connexes qui ne sont pas de nature à éclairer la présente discussion. De ce fait, le représentant de l'Equateur n'est pas surpris que de nombreuses délégations aient proposé des amendements destinés à renforcer quelque peu ce projet qui a reçu l'approbation des représentants des pays insuffisamment développés. Il ne s'étonne d'ailleurs pas non plus que ce projet ait suscité parmi les délégations des pays industrialisés, des commentaires souvent compréhensifs, mais en général décourageants.

8. M. Tous rappelle à ce propos les difficultés soulevées par la rédaction de la Charte de La Havane et les déceptions qui ont suivi la Conférence internationale du commerce et de l'emploi tenue en 1948 à La Havane. Il n'en reste pas moins qu'il faut être reconnaissant à la délégation de l'Argentine d'avoir saisi la Commission d'un problème d'importance fondamentale pour les pays insuffisamment développés.

9. M. Tous précise que ce problème est maintenant d'une actualité brûlante parce qu'il s'agit, cette fois, de réajuster les prix non pas selon les lois de l'offre et de la demande, mais dans le cadre des mesures de défense économique que pourraient prendre les pays fournisseurs de matières premières. Il rappelle que, lors de la deuxième guerre mondiale, les pays d'Amérique latine se sont trouvés dans l'obligation d'instituer des mesures de contrôle des prix. En sa qualité de Directeur du contrôle des priorités et de la répartition des importations dans son pays, il a eu l'occasion d'appli-

quer ces mesures et d'en suivre de près les effets dans l'ensemble des pays de l'Amérique latine. Il a pu constater qu'elles avaient des répercussions désastreuses sur la structure économique naissante de l'Equateur et sur la vie même de la population. Il décrit la situation de pénurie dans laquelle se trouvait pendant la guerre la petite industrie équatorienne, et les bouleversements qui sont intervenus dans les exploitations agricoles, minières et forestières. Par suite de l'occupation par l'armée japonaise des régions d'Extrême-Orient productrices de caoutchouc, son pays a dû reprendre l'exploitation du caoutchouc qu'il avait depuis longtemps abandonnée; il l'a fait dans des conditions telles que les arbres producteurs de latex ont été saignés jusqu'à épuisement. Dans le même ordre d'idées, l'Equateur a fortement entamé ses ressources en bois de balsa et en quinquina pour contribuer à la victoire des alliés contre les Puissances totalitaires. D'une façon générale, la guerre a bouleversé l'économie des pays d'Amérique latine. En compensation des sacrifices consentis, ces pays avaient accumulé, à la fin de la guerre, un montant total de 4 à 5 milliards de dollars au titre des livraisons de matières premières. Il ne s'agissait là, souligne M. Tous, que d'une richesse éphémère. En effet, le Gouvernement des Etats-Unis s'est empressé, dès la fin de la guerre, de lever les contrôles des prix et des salaires; par suite, les prix des biens d'équipement que les pays d'Amérique latine ont dû se procurer dans ce pays ont augmenté de plus de 50 pour 100 avant même qu'ils aient eu le temps de les recevoir. Les excédents de matériel qui ont été dirigés vers ces pays n'ont été qu'un palliatif insuffisant et les gouvernements des pays d'Amérique latine ont eu l'impression, justifiée ou non, d'avoir été les perdants d'une loterie. C'est ce que les représentants diplomatiques auprès du Gouvernement des Etats-Unis n'ont pas manqué de manifester à plusieurs reprises, individuellement ou collectivement.

10. M. Tous établit alors une comparaison entre les événements de la deuxième guerre mondiale et la situation créée par les hostilités de Corée. L'histoire se répète et il est naturel que les représentants des pays fournisseurs de produits de base cherchent maintenant à éviter le retour d'une situation dont ils ont subi les conséquences il y a quelques années.

11. C'est à la lumière de cet aperçu historique que le représentant de l'Equateur considère le projet de résolution déposé par la délégation de l'Argentine ainsi que les amendements des délégations des pays d'Amérique centrale, du Chili et du Brésil. Il regrette toutefois de ne pouvoir appuyer les dispositions des alinéas b et c du paragraphe 4 du projet de résolution pour les raisons que d'autres orateurs ont exposées avant lui. Il croit cependant qu'il y aurait intérêt à mentionner ces recommandations dans le rapport de la Commission.

12. En ce qui concerne les arguments avancés par le représentant des Etats-Unis pour établir que les cours pratiqués sur les marchés internationaux sont favorables aux pays producteurs de matières premières, M. Tous se réserve de les réfuter ultérieurement en présentant des chiffres et en évoquant des faits précis. Il lui suffira pour le moment de s'associer aux déclarations faites au cours de la séance précédente par les représentants du Mexique, du Salvador, du Costa-Rica et de la Colombie qui ont démontré que les périodes de références choisies par le représentant des Etats-Unis n'étaient précisément pas les plus convaincantes. Il

attire à ce sujet l'attention de ses collègues sur le fait que les prix de produits essentiels à l'économie de son pays, comme le cacao et le riz, ont subi au cours d'une période d'un an à dix-huit mois des baisses de 40 pour 100. Il se demande quel aurait pu être l'effet d'une telle baisse sur les relations politiques et économiques des Etats-Unis avec les pays acheteurs de ces produits si les Etats-Unis avaient été le pays producteur. Il se demande aussi quel pays industrialisé resterait indifférent devant une baisse aussi forte du prix de ses produits.

13. En terminant, M. Tous regrette d'avoir dû s'exprimer avec quelque rudesse et prie ses collègues de n'y voir que la marque de sa franchise.

14. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la discussion a révélé toute l'importance qu'un grand nombre de pays représentés au sein de la Commission, en particulier les pays insuffisamment développés, attachent à la solution du problème évoqué par le projet de résolution de l'Argentine. L'intérêt manifesté par les divers représentants qui ont participé au débat n'est pas un effet du hasard. Les pays insuffisamment développés se trouvent effectivement dans une situation économique très précaire, ainsi qu'il ressort des études qui leur ont été consacrées par divers organismes des Nations Unies et des déclarations de leurs représentants à la Deuxième Commission. Le tableau de la désorganisation qui règne sur le marché capitaliste international fait contraste avec l'harmonie qui préside aux relations commerciales des Républiques populaires démocratiques. Alors que ces dernières coopèrent sur un pied d'entière égalité, certaines grandes Puissances, comme les Etats-Unis d'Amérique, n'ont d'autre préoccupation que celle de défendre leurs intérêts égoïstes.

15. La politique commerciale des Etats-Unis d'Amérique tend essentiellement à assurer de nouveaux débouchés aux exportations de ce pays, sous le couvert d'une action prétendue philanthropique. Les Etats-Unis cherchent à écouler les produits de leur industrie aux prix les plus élevés, et ils n'hésitent pas à utiliser tous les moyens de pression dont ils disposent pour obliger les autres pays à leur acheter les articles dont ils n'ont plus l'emploi. A titre d'exemple, M. Arkadyev rappelle que, tout récemment, une société d'exportation américaine a vendu au Mexique, pour le compte de la Commodity Product Corporation, un stock de 900.000 tonnes de haricots secs que les services d'inspection américains avaient jugé de trop basse qualité, pour que la vente en puisse être autorisée sur le marché intérieur. Cette transaction prouve indéniablement que la politique d'exportation des Etats-Unis vise non pas à répondre aux besoins du marché international, mais à assurer les profits les plus élevés possibles aux grands monopoles américains. On trouve un autre exemple typique de l'exploitation à laquelle se livrent les monopoles américains dans le fait que les cigarettes américaines se vendent 140 piastres le paquet au Liban, alors qu'elles reviennent à 20 piastres. Un député libanais, M. Raphaël Naroud, a récemment accusé la régie des tabacs de limiter la production locale des cigarettes pour encourager la vente des cigarettes américaines importées, dont elle tire un bénéfice annuel de 12 millions de livres. Il est inutile de dire que ce sont surtout les grandes compagnies américaines qui profitent de cette énorme marge bénéficiaire.

16. Les pays insuffisamment développés ne se trouvent guère dans une situation plus favorable lorsqu'il s'agit de mettre en valeur leurs ressources naturelles ou de favoriser leurs industries naissantes. M. Arkadyev cite encore l'exemple du Liban, où, selon le journal *Le Soir*, l'importation de briques étrangères, dont le prix est de beaucoup inférieur à celui des briques produites sur place, a virtuellement acculé à la faillite les dix briqueteries existantes.

17. Les monopoles américains ne se soucient pas d'établir un rapport juste et équitable entre le prix des produits manufacturés qu'ils exportent et celui des produits de base qu'ils importent. Au contraire, ils n'hésitent pas à faire pression sur les pays de production primaire pour maintenir au niveau le plus bas les prix des produits de base nécessaires à leur industrie. Il suffit de rappeler l'exemple du Chili et de sa production de cuivre et de soufre, ou encore celui du Venezuela, dont toute l'économie est littéralement contrôlée par des intérêts américains. De quelque côté que l'on se tourne, on voit les pays insuffisamment développés impuissants devant le "diktat" des monopoles américains. On ne saurait donc s'étonner de l'hostilité croissante que les pays de l'Amérique latine manifestent à l'égard des Etats-Unis d'Amérique. Cette hostilité a fait récemment l'objet des commentaires de l'*Economist*, qui l'attribuait aux prix élevés auxquels les Etats-Unis vendent les biens d'équipement que les pays en voie de développement doivent se procurer, ainsi qu'aux droits de plus en plus élevés perçus à l'entrée aux Etats-Unis sur les produits de base, notamment sur l'étain bolivien et le café brésilien.

18. On connaît les effets de la politique des Etats-Unis sur le marché capitaliste qu'ils dominent. Lorsque les Etats-Unis ont eu intérêt à se procurer des matières premières d'importance stratégique en vue de leur réarmement, ils ont laissé monter les prix sur le marché mondial; une fois leurs stocks constitués, ils ont agi pour faire baisser les cours, sans se préoccuper de l'économie des pays de production primaire que ces fluctuations brusques lésaient profondément. Il est indéniable que les Etats-Unis exercent un contrôle despotique sur le marché des produits de base: la manifestation la plus évidente en est la pression qu'ils exercent sur les pays de production primaire pour les empêcher d'exporter leurs produits vers les nations soviétiques et vers les pays de l'Orient. Le rapport intitulé *GATT in action* montre bien que les efforts de la Conférence sur les matières premières pour établir un contrôle des prix des produits de base sont en opposition directe avec les principes, déjà modérés, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, auquel les Etats-Unis ont adhéré. Le rapport montre aussi que les accords internationaux conclus par les pays capitalistes n'ont pas supprimé les difficultés des pays insuffisamment développés, mais qu'ils ont servi les intérêts expansionnistes des Etats-Unis d'Amérique. Par des mesures unilatérales, les Etats-Unis se sont efforcés d'abaisser les barrières douanières qui gênaient leurs exportations de produits finis, tout en pratiquant eux-mêmes une politique protectionniste. La meilleure preuve en est qu'en 1951 les exportations des Etats-Unis avaient augmenté de 28 pour 100 par rapport au niveau d'avant-guerre, alors que celles du Royaume-Uni n'avaient accusé qu'une augmentation de 3,5 pour 100. Il est évident que cet état de choses ne peut que susciter l'opposition des autres Puissances

industrielles et le mécontentement des pays insuffisamment développés. Dans ces conditions, on comprend que les représentants des pays insuffisamment développés s'attachent à étudier des problèmes qui présentent pour eux une importance vitale.

19. La délégation de l'URSS, pour sa part, appuiera de son vote le projet de résolution argentin, car elle estime que l'adoption de cette proposition ne manquera pas de favoriser le développement économique des pays insuffisamment développés. L'URSS estime qu'on ne doit négliger aucun effort en vue d'aider les pays insuffisamment développés à diversifier leur production primaire et à créer une industrie légère ainsi qu'une industrie lourde. Le projet de résolution argentin tend à atténuer les effets des fluctuations du prix des produits de base sur l'économie des pays insuffisamment développés, à établir un rapport juste et équitable entre ces prix et ceux des biens d'équipement et des autres articles manufacturés, et à permettre l'utilisation rationnelle des revenus de l'activité primaire des pays insuffisamment développés dans le seul intérêt de la population. La délégation de l'URSS approuve entièrement ces objectifs et elle estime que le projet revêt une importance toute particulière du fait que, dans le monde capitaliste, les pays insuffisamment développés ne sont qu'une source d'enrichissement pour les monopoles étrangers qui exploitent à leur seul bénéfice les ressources et le travail de ces pays. Il est donc naturel que les représentants des Puissances industrielles hésitent à souscrire au projet de résolution de l'Argentine qui reflète les aspirations légitimes des pays insuffisamment développés.

20. Si elle approuve l'esprit du projet de résolution de l'Argentine, la délégation de l'URSS s'abstiendra, toutefois, lors du vote, sur certains paragraphes — notamment le paragraphe 2, l'alinéa *a* du paragraphe 3, l'alinéa *b* du paragraphe 4 et le paragraphe 8 — où l'on trouve, soit quelque expression hyperbolique, soit quelque disposition dont l'application soulèverait des difficultés ou ne donnerait pas le résultat escompté.

21. M. DE SEYNES (France) note que tous les orateurs qui ont participé au débat ont rendu hommage à la délégation de l'Argentine pour avoir pris l'initiative de poser devant la Commission la question de la parité des prix des produits de base et des articles manufacturés. On s'est plu à reconnaître que le débat a été des plus intéressants et des plus utiles; le moment est venu, cependant, de lui donner une issue.

22. D'aucuns ont envisagé de clore la discussion sans appeler la Commission à prendre position sur le projet de résolution de l'Argentine; ils ont soutenu que le fait de ne pas adopter de résolution formelle n'impliquerait nullement que les débats de la Commission aient été stériles. Cette issue est cependant peu probable, la délégation de l'Argentine et les autres délégations qui ont défendu le projet de résolution ayant le désir légitime de voir leurs efforts aboutir à un résultat concret.

23. On pourrait envisager également l'éventualité du rejet du projet de résolution argentin: la délégation de la France considérerait cette issue comme extrêmement regrettable. Elle serait désolée, pour sa part, d'avoir à voter contre plusieurs des dispositions de ce projet.

24. Une autre solution, également regrettable, consisterait en l'adoption du projet de résolution argentin

par une faible majorité des membres de la Commission, et surtout par une majorité qui ne comprendrait pas un certain nombre des Puissances auxquelles s'adressent au premier chef les recommandations qui constituent le fond de la résolution proposée.

25. Ce sont ces diverses considérations sur l'issue possible de la discussion qui ont amené la délégation de la France à proposer des amendements (A/C.2/L.179) au projet de résolution révisé de l'Argentine. Ces amendements représentent une tentative de compromis pour aboutir à un texte qui soit acceptable pour une majorité importante des membres de la Commission et dont seraient éliminées des clauses dont la portée est si incertaine qu'elles risqueraient fort de n'être point respectées.

26. Le représentant de l'Argentine a dit lui-même que la portée de son texte avait été indûment élargie au cours du débat. Il faut reconnaître que la manière très stimulante dont le représentant de l'Argentine a présenté sa proposition n'a pas manqué d'inciter la Commission à sortir des limites que les termes précis du projet auraient assignées au débat. C'est ainsi que le représentant de la France a été encouragé, pour sa part, à vouloir fonder sur des prémisses solides l'action que l'on se propose d'entreprendre. M. de Seynes est tout disposé à renoncer à ce souci de logique et à admettre que l'on peut fort bien adopter une résolution même si l'on éprouve quelque incertitude à l'égard des prémisses sur lesquelles elle se fonde. En revanche, il ne lui est pas possible d'accepter une résolution qui emporte pour son Gouvernement un engagement extrêmement sérieux sans que la moindre indication ait été fournie quant à la nature et à la portée des mesures qu'il est invité à prendre. Il y aurait intérêt à donner aux Puissances industrielles auxquelles s'adressent les recommandations formulées dans le projet de résolution, des précisions sur ce que l'on attend d'elles, sur ce que l'on entend exactement par "rapport équitable" entre les prix des produits de base et ceux des biens d'équipement et autres articles manufacturés, et sur les méthodes à suivre pour établir ce rapport.

27. La délégation française était opposée à l'origine à la création d'un nouveau groupe d'experts. Toutefois, on peut admettre que la question des termes de l'échange n'a pas été le thème central des études du groupe présidé par le Professeur Angell et qu'une nouvelle étude, effectuée par d'autres experts qui se pencheraient plus particulièrement sur la question évoquée par la délégation de l'Argentine, pourrait présenter quelque utilité. Mais si l'utilité de nouvelles études est admise, on ne saurait, en toute logique, demander aux gouvernements de faire autre chose, dans l'intervalle, que de montrer un esprit de coopération internationale "en tenant dûment compte, toutes les fois qu'ils adoptent des mesures qui affectent les prix des produits de base qui font l'objet d'échanges internationaux, des effets que ces mesures peuvent avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement". Les gouvernements pourront accepter de prendre des engagements plus précis lorsque la Commission aura reçu le rapport des experts et qu'elle pourra leur donner des indications sur les méthodes qu'elle voudrait leur voir appliquer.

28. M. de Seynes fait observer qu'une méthode permettant d'obtenir le même résultat à moins de frais aurait été de demander aux pays intéressés de communiquer leurs idées sur la question au Conseil économique

et social ou à tout autre organe compétent des Nations Unies. Mais la délégation de l'Argentine semble attacher un prix tout spécial à la création d'un nouveau groupe d'experts et la délégation de la France lui cède volontiers sur ce point.

29. M. de Seynes présente ensuite en détail les amendements proposés dans le document A/C.2/L.179. Il prie les membres de la Commission de ne pas tenir compte du premier amendement, de pure forme, qu'il retire. Le deuxième amendement a surtout pour objet de supprimer la seconde partie de l'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution argentin, à partir des mots "de façon à maintenir un rapport adéquat...". M. de Seynes explique que cet amendement découle directement des observations d'ordre général qu'il vient de présenter: il laisse subsister l'engagement général, que les gouvernements peuvent prendre, de tenir compte des effets des mesures à adopter sur le rapport des échanges des pays en voie de développement, tout en supprimant ce que le texte proposé comporte à la fois de trop précis et de trop vague: trop précis parce qu'il fixe des responsabilités déterminées, trop vague parce qu'il n'indique pas les moyens par lesquels ces responsabilités pourraient être assumées. Le troisième amendement, de même nature, vise à mettre la rédaction de l'alinéa *c* du paragraphe 4 en harmonie avec celle de l'alinéa *a*. Enfin le dernier amendement découle simplement des changements proposés pour le paragraphe 4, et il ne modifie ni le sens ni la portée du paragraphe 8.

30. Pour terminer, M. de Seynes exprime l'espoir que la délégation de l'Argentine sera en mesure d'accepter les amendements proposés par la délégation française.

31. M. BUNGE (Argentine) rend hommage à l'esprit de coopération dans lequel le représentant de la France a proposé ses amendements. Selon M. de Seynes, l'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine serait rédigé en des termes à la fois trop vagues et trop précis. Dans cet alinéa il est fait mention d'un rapport "adéquat, juste et équitable" entre le prix des produits de base et celui des biens d'équipement et des autres articles manufacturés. Il est possible en effet que ces trois adjectifs, s'appliquant à des valeurs, présentent un caractère assez vague.

32. Le représentant de l'Argentine souligne ensuite qu'il n'était nullement dans ses intentions de donner au projet de résolution des incidences politiques. Il a seulement voulu attirer l'attention sur le fait que les mesures d'ordre économique prises par un gouvernement risquent d'avoir des répercussions internationales; ainsi, la politique économique d'un gouvernement peut avoir pour effet soit d'accroître soit de réduire la demande de matières premières. L'alinéa *a* du paragraphe 4 a pour seul objet de signaler aux gouvernements la nécessité de tenir compte de la situation des pays fournisseurs de matières premières lorsqu'ils prennent des mesures d'ordre économique.

33. M. Bunge rappelle qu'à la suite du conflit coréen, des mesures de contrôle des prix ont entravé le libre jeu de l'offre et de la demande sur les marchés internationaux. Si, en appliquant des mesures de contrôle au prix des articles manufacturés, les gouvernements des pays industriels avaient cherché à maintenir un rapport équitable entre le prix de ces biens et celui des matières premières, la plupart des difficultés que

les pays insuffisamment développés affrontent actuellement auraient été évitées.

34. De l'avis de M. Bunge, les délégations des pays industrialisés n'ont pas à s'inquiéter de l'emploi des mots "adéquat, juste et équitable". Ces adjectifs constituent l'essentiel de l'alinéa *a* du paragraphe 4 et c'est pourquoi le représentant de l'Argentine ne pourra accepter la suppression de la dernière partie de cet alinéa que la délégation française a proposée.

35. Au sujet de l'autre amendement de la France au paragraphe 4, le représentant de l'Argentine se réserve de présenter quelques observations lorsqu'il aura eu le loisir de l'étudier. M. Bunge ne peut, d'autre part, accepter l'amendement de la France au paragraphe 8, car il limiterait la portée de l'étude confiée au groupe d'experts.

36. Le représentant de l'Argentine signale aussi qu'il ne peut accepter l'amendement de la Grèce (A/C.2/L.173) qui traite d'un problème limité et qui affaiblirait, par là même, l'ensemble du projet de résolution.

37. Pour terminer M. Bunge déclare que, quel qu'en soit le résultat, le vote sur le projet de résolution de sa délégation ne sera pas sans signification. Peut-être ce projet fera-t-il mieux comprendre aux pays industrialisés la nature des problèmes qui se posent aux pays insuffisamment développés et permettra-t-il ainsi de résoudre plus aisément ces problèmes. Tel est le véritable but que la délégation de l'Argentine cherche à atteindre.

38. M. DE SEYNES (France) fait valoir à nouveau que l'amendement de la délégation française au paragraphe 8 découle des amendements au paragraphe 4 proposés par la même délégation. Il perd tout son sens si ces amendements ne sont pas adoptés.

39. Le représentant de la France rappelle que, dans sa déclaration précédente, il a souligné les inconvénients que présenterait l'adoption du projet de résolution sans l'appui des Puissances industrielles auxquelles s'adressent les recommandations de ce projet. Il n'a nullement voulu par là s'opposer au principe démocratique de la majorité et faire prévaloir la volonté de certaines Puissances. Mais il estime dangereux d'adresser aux pays industrialisés des recommandations dont ils ne comprennent pas le sens. Le représentant de l'Argentine n'a pas donné sur ce point toutes les précisions qu'on pouvait attendre. Il a signalé que son projet de résolution visait à faire mieux comprendre les problèmes qui se posent aux pays insuffisamment développés. Le représentant de la France croit que la Commission pourrait obtenir les mêmes résultats en adoptant l'amendement qu'il a déposé.

40. M. VANER (Turquie) propose d'insérer dans le préambule du projet de résolution de l'Argentine le passage de l'alinéa *a* du paragraphe 4 dont le représentant de la France demande la suppression. Ce passage deviendrait ainsi l'alinéa *g* du paragraphe 3.

41. M. BUNGE (Argentine) n'approuve pas cette proposition: ce n'est pas dans le préambule en effet que l'on peut faire figurer une recommandation essentielle.

42. M. ABDELRAZEK (Egypte) signale que, faute d'un rapport équitable entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation, les pays insuffisamment développés ont subi entre 1913 et 1938 des pertes dont la valeur s'élève à quatre milliards de dollars or.

S'ils avaient bénéficié d'un rapport équitable, ils ne devraient pas actuellement demander des prêts à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement qui intervient dans les affaires intérieures des pays intéressés sous prétexte de leur accorder une assistance technique. C'est pour éviter un tel état de choses que le représentant de l'Égypte se prononcera en faveur du projet de résolution de l'Argentine.

43. M. Abdelrazek approuve notamment l'alinéa *c* du paragraphe 4 de ce projet de résolution; il précise, à ce propos, que les pays insuffisamment développés ne s'opposent pas au progrès scientifique, mais qu'ils s'élèvent contre la politique d'autarcie suivie par certains pays industrialisés, au détriment de nombreux pays fournisseurs de matières premières. Le représentant de l'Égypte appuie également les dispositions du paragraphe 5 du projet de résolution. Il s'oppose à la suppression de la deuxième partie de l'alinéa *a* du paragraphe 4, proposée par la France; à son avis, cet amendement enlèverait toute valeur à l'ensemble du projet de résolution. Le Conseil économique et social a déjà exprimé dans sa résolution 341 (XII) le vœu de voir établir un rapport équitable entre le prix des matières premières et celui des articles manufacturés; pourtant, aucun membre du Conseil n'a demandé une définition de l'adjectif "équitable". Enfin, le représentant de l'Égypte approuve la création d'un nouveau groupe d'experts, car le groupe nommé comme suite à la demande du Conseil économique et social n'a pas fait de proposition précise au sujet de l'institution d'un système de parité des prix, dans son rapport *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156).

44. Mme WRIGHT (Danemark) signale que sa délégation ne se prononcera pas en faveur du projet de résolution de l'Argentine mais qu'elle appuiera l'amendement de la France aux alinéas *a* et *c* du paragraphe 4. Mme Wright présente ensuite l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A.C.3/L.180); elle préférerait que les problèmes mentionnés dans le projet de résolution fussent soumis à l'examen du Conseil économique et social plutôt qu'à celui d'un groupe d'experts.

45. M. MATES (Yougoslavie) appuiera le projet de résolution de l'Argentine; à son avis, ce projet ne suggère pas les meilleures méthodes qui permettraient de remédier aux difficultés des pays insuffisamment développés, mais, ce qu'il faut, c'est examiner le problème dans son ensemble, et non s'arrêter sur la rédaction du projet de résolution.

46. Le représentant de la Yougoslavie formule les plus expresses réserves sur l'alinéa *c* du paragraphe 4. Certains représentants ont soutenu que les clauses restrictives de cet alinéa lui enlèvent toute sa force; dans ce cas, cet alinéa est inutile. D'autres représentants ont déclaré qu'à leur avis cet alinéa pouvait faire obstacle au développement scientifique et économique; s'il en est ainsi, l'alinéa est inacceptable.

47. Le représentant de la Yougoslavie reconnaît que l'alinéa *a* du paragraphe 4 manque de précision, mais il s'oppose à l'amendement de la France tendant à supprimer la dernière partie de ce texte. A son avis, cet amendement rendrait vain le projet de résolution tout entier.

48. M. Mates s'oppose également à l'amendement de la France et à l'amendement commun des pays scandi-

naves au paragraphe 8. Il estime que si la Commission désire connaître les vues d'un groupe d'experts, elle doit exprimer ce vœu elle-même et non pas confier l'étude de la question au Conseil économique et social. Elle serait ainsi en mesure de reprendre l'examen du problème au cours de la prochaine session et d'adopter alors toute décision utile.

49. Selon le représentant de la Yougoslavie, l'amendement des cinq Puissances de l'Amérique centrale, tel qu'il a été modifié par la délégation de l'Indonésie et incorporé dans le projet de résolution révisé sous la cote A/C.2/L.162/Rev.2, rend superflu l'amendement de la Grèce qui exprime en d'autres termes une idée analogue.

50. En conclusion, M. Mates précise que, s'il se prononce en faveur du projet de résolution de l'Argentine, il n'en approuve pourtant pas tous les détails.

51. M. NURADI (Indonésie) suggère, par souci de logique, de modifier de la façon suivante l'alinéa *d* du paragraphe 3 "... ce qui fait obstacle non seulement à l'acquisition de ressources suffisantes pour assurer les paiements à l'étranger, mais encore à la formation d'une épargne nationale suffisante".

52. M. BUNGE (Argentine) accepte la modification proposée par le représentant de l'Indonésie.

53. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) approuve également cette modification; il votera pour le texte remanié du projet de résolution de l'Argentine et il s'abstiendra lors du vote sur l'amendement de la Grèce et sur l'amendement commun du Danemark, de la Norvège et de la Suède.

54. Mme LIONAES (Norvège) ne peut approuver le projet de résolution de l'Argentine dans sa forme actuelle. En effet, elle ne croit pas qu'un soutien artificiel des prix, visant à établir un rapport stable entre les prix des matières premières et ceux des produits manufacturés, faciliteraient le développement économique des pays insuffisamment développés. En outre, le projet de résolution ne donne aucune précision sur la manière dont ce rapport devrait être établi. Le problème a déjà été étudié par un groupe d'experts qui a jugé impossible l'établissement d'un tel rapport.

55. La représentante de la Norvège est opposée à l'alinéa *c* du paragraphe 4. Elle ne croit pas que la fabrication de produits synthétiques nuise au bien-être des populations des pays insuffisamment développés; cette production contribue au contraire à l'élévation du niveau de vie de ces populations.

56. Mme Lionaes approuve les amendements de la France aux alinéas *a* et *c* du paragraphe 4. Si la Commission adoptait les amendements de la France et l'amendement commun du Danemark, de la Norvège et de la Suède, la délégation de la Norvège serait en mesure de se prononcer en faveur du projet de résolution de l'Argentine.

57. M. UMARI (Irak) fait observer que les dispositions de l'alinéa *c* du paragraphe 4 ont suscité certaines appréhensions. Afin de les dissiper, il propose de modifier comme suit le texte de l'alinéa *c*: "éviter de fabriquer des produits synthétiques ou des produits de remplacement dans le seul but d'abaisser les prix des matières premières visées, sans tenir compte du jeu des forces économiques qui déterminent ces prix."

58. Mme BURWASH (Canada) déclare que le texte remanié du projet de résolution de l'Argentine n'a pas

dissipé toutes les appréhensions de la délégation du Canada. Elle se prononce en faveur des amendements de la France et de la Grèce et de l'amendement commun du Danemark, de la Norvège et de la Suède.

59. M. CARANICAS (Grèce) rappelle que depuis 1939 son pays a souffert d'une évolution défavorable du rapport des échanges. En principe, il se prononcerait donc en faveur d'un système de parité des prix. Mais le projet de résolution ne suggère à cet égard aucune solution pratique. D'ailleurs il faut se rappeler que, dans le paragraphe 44 de son rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale*, le groupe d'experts a signalé qu'un système international de parité des prix "serait très difficile à appliquer et ne donnerait pas de bons résultats". On peut se demander si un autre groupe d'experts pourrait mieux résoudre ce problème complexe.

60. Le représentant de la Grèce approuve l'amendement de la France à l'alinéa a du paragraphe 4. Il ne peut d'autre part accepter les dispositions de l'alinéa c du même paragraphe. Il s'abstiendra lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution de l'Argentine,

car il estime préférable d'adopter un projet de résolution modeste mais susceptible d'être mis en œuvre, plutôt qu'un projet ambitieux qui ne donnerait aucun résultat fructueux.

61. M. BUNGE (Argentine) rappelle que d'après certains représentants, les perspectives concernant la demande et les prix des matières premières seraient encourageantes. Cette opinion lui semble particulièrement optimiste et, pour la réfuter, il donne lecture d'un article paru le 22 novembre 1952 dans l'*Economist*.

62. Le représentant de l'Argentine fait observer que dans son étude intitulée *Mesures en vue de la stabilité économique internationale*, le groupe d'experts n'a consacré que deux pages à la question de l'établissement d'un rapport entre le prix des produits manufacturés et le prix des matières premières. Pourtant, c'est là un problème dont tous les membres de la Commission reconnaissent la complexité. Il ne serait donc pas inutile de créer un nouveau groupe d'experts qui étudierait le problème dans son ensemble et dont les travaux pourraient donner des résultats fructueux.

La séance est levée à 18 h. 20.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mercredi 26 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179 et A/C.2/L.180) [suite] 195

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179 et A/C.2/L.180) [suite]

[Point 25, a*]

1. M. ELAHI (Pakistan) remercie le représentant de l'Argentine d'avoir appelé l'attention de la Commission sur les risques d'évolution défavorable du rapport des échanges, c'est-à-dire sur un problème qui suscite de vives inquiétudes chez les pays insuffisamment développés. M. Elahi rappelle qu'au cours de son intervention dans la discussion générale (203^{ème} séance), il avait signalé non seulement l'aggravation du rapport des échanges, mais aussi les conséquences encore plus graves qu'aurait, pour les pays insuffisamment développés, une récession même modérée dans les pays industriels, et qu'il avait insisté sur la nécessité de prendre des mesures qui puissent garantir pour les produits de base une demande stable et des prix raisonnables.

2. La délégation du Pakistan approuve entièrement les objectifs du projet de résolution argentin (A/C.2/L.162/Rev.2). Elle estime, elle aussi, qu'avant de prendre des mesures qui pourraient affecter les prix des produits de base les gouvernements devraient tenir dûment compte de l'effet que ces mesures risquent d'avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement; elle pense également que les gouvernements devraient s'abstenir d'encourager la fabrication de produits synthétiques et de produits de remplacement, et qu'il faudrait s'efforcer de réduire les entraves à l'importation des produits de base.

3. La délégation du Pakistan n'est toutefois pas certaine que le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs

soit de conclure des ententes internationales multilatérales, ou des accords relatifs aux produits de base. La délégation du Pakistan a exposé en détail ses vues sur la question des accords relatifs aux produits de base à la quatorzième session du Conseil économique et social, lors de l'examen des mesures destinées à assurer la stabilité économique internationale. Les accords relatifs aux produits de base ne sont d'aucune utilité en période critique: ils contribuent, certes, à contenir les prix dans certaines limites mais ils n'exercent pas forcément une action stabilisatrice. En tout cas, ils ne remplissent pas la fonction la plus importante du point de vue des pays insuffisamment développés: favoriser un accroissement constant de la demande. S'ils aident, dans une certaine mesure, à freiner les mouvements de hausse, ils sont généralement impuissants à enrayer les mouvements de baisse, et, par conséquent, ne servent pas les intérêts des pays insuffisamment développés.

4. La délégation du Pakistan votera donc contre le paragraphe 5 du projet de résolution de l'Argentine; cette attitude est d'ailleurs justifiée aussi par les raisons, excellentes, qui sont exposées dans le rapport intitulé: *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156). M. Elahi fait appel aux représentants de l'Argentine, de l'Indonésie et des cinq Puissances de l'Amérique centrale qui ont coopéré à la rédaction de ce paragraphe pour qu'ils consentent à le supprimer, car son maintien empêcherait la délégation du Pakistan de se prononcer en faveur de l'ensemble du projet de résolution. Pour les mêmes raisons, la délégation du Pakistan votera contre les amendements proposés par la délégation de la Grèce (A/C.2/L.173).

5. Passant à la question des produits synthétiques et des produits de remplacement, M. Elahi déclare qu'aucune considération scientifique ou technique ne saurait justifier l'adoption, par les gouvernements, de mesures qui entravent le libre jeu de la concurrence au détriment de produits de base. De pareilles mesures s'apparentent à la volonté d'autarcie ou représentent une forme de pression économique à laquelle les pays visés sont en droit de s'opposer. Il semble bien que l'alinéa c

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

du paragraphe 4 du projet argentin ait pour seul objet d'attirer l'attention sur les dangers que présente, pour l'ensemble de la collectivité mondiale, l'action égoïste de certains gouvernements. Ce serait en effet manquer du sens des réalités que de tenter de barrer la route au progrès, mais on a vu, dans le passé, des gouvernements prendre des mesures avantageant des produits synthétiques ou de remplacement dans le dessein délibéré de faire pression sur le marché de telle ou telle matière première. C'est là une menace réelle pour les pays insuffisamment développés, et c'est pourquoi la délégation du Pakistan estime que la question mérite, tout au moins, d'être étudiée de façon plus approfondie.

6. M. Elahi en vient à la partie du projet de résolution argentin qui prête le plus à controverse: celle qui vise l'établissement d'un rapport adéquat, juste et équitable entre les prix des produits de base et ceux des biens d'équipement et autres articles manufacturés. Le représentant du Pakistan avoue qu'il se sent quelque peu hésitant sur ce terrain. Tous les pays insuffisamment développés désirent naturellement des marchés stables et des prix équitables pour leurs produits. Le Pakistan, qui compte sur l'exportation de cinq produits seulement — le jute, le coton, la laine, les peaux et le thé — pour se procurer des devises, accueillerait avec joie toutes mesures dont on pourrait attendre raisonnablement qu'elles maintiennent les prix de ces produits. M. Elahi fait observer, à ce propos, que les pays insuffisamment développés ont à se défendre contre une double action de la part des Puissances industrielles: lorsque les prix des matières premières montent, les pays industriels développent la production des produits de remplacement; lorsque les prix des matières premières baissent, non seulement les pays industriels ne viennent pas en aide aux pays de production primaire, mais ils cèdent aux revendications protectionnistes de leur industrie de remplacement.

7. Comment donc résoudre la question de la parité des prix? La délégation du Pakistan a examiné attentivement tous les arguments qui ont été avancés pour ou contre la proposition formulée par la délégation de l'Argentine. Elle a dû conclure, à son regret, que l'établissement d'un rapport adéquat, juste et équitable entre les prix des produits de base et ceux des biens d'équipement et autres articles manufacturés est un idéal que l'on ne peut espérer réaliser dans les circonstances actuelles. Le représentant de l'Argentine a dit lui-même qu'il ne prétendait pas apporter de solution à un problème extrêmement complexe. La délégation du Pakistan se demande donc, étant donné l'opinion des experts dans le rapport *Mesures en vue de la stabilité économique internationale*, ainsi que l'opposition manifestée par les représentants des Puissances industrielles et l'incertitude où se trouvent certains représentants de pays insuffisamment développés, s'il ne serait pas plus sage de supprimer la dernière partie de l'alinéa a du paragraphe 4 du projet de résolution argentin, à partir des mots "de façon à maintenir...".

8. La délégation du Pakistan approuve sans réserve les paragraphes 6 et 7 du projet; elle serait disposée à accepter également le paragraphe 8, au sujet duquel elle a certains doutes, si l'on n'y faisait pas mention des accords sur les produits de base. La délégation du

Pakistan pense, d'autre part, que les experts devraient soumettre leur rapport au Secrétaire général plutôt qu'aux gouvernements représentés au Conseil économique et social. M. Elahi espère que le représentant de l'Argentine voudra bien accepter ces amendements d'importance secondaire.

9. La délégation du Pakistan s'abstiendra lors du vote de l'amendement présenté par le Danemark, la Norvège et la Suède (A/C.2/L.180); elle ne s'opposera pas à l'adoption des amendements de la France (A/C.2/L.179).

10. M. FACIO (Costa-Rica) déclare qu'il votera pour le projet de résolution argentin dont le texte révisé (A/C.2/L.162/Rev.2) tient compte des amendements proposés par les délégations du Brésil, du Chili, de l'Indonésie et des cinq pays d'Amérique centrale. Il est plus clair et plus catégorique que le texte primitif, et la délégation du Costa-Rica le trouve, de ce fait, parfaitement acceptable.

11. M. Facio ne croit pas devoir exposer les raisons d'ordre théorique et pratique qui l'incitent à appuyer ce projet de résolution; tout a été dit à ce sujet et rien ne saurait être ajouté aux arguments pertinents qu'ont avancés entre autres, les représentants de l'Argentine et du Brésil. Il exposera toutefois les réflexions que lui inspirent les arguments de certaines délégations qui ont combattu le projet de l'Argentine.

12. Il estime que ces arguments reposent en général sur des hypothèses étranges au projet lui-même. En effet, comme l'a fort bien souligné le représentant de la Colombie au cours de la 218^{ème} séance, les recommandations formulées dans le projet n'ont pour objet ni d'établir un rapport immuable des prix, à la faveur de mesures de contrôle prises sur le plan national ou international, ni de faire intervenir les Etats dans le mécanisme de l'établissement des prix. Il s'agit simplement de recommander aux Etats Membres qui sont importateurs de matières premières de tenir compte, toutes les fois qu'ils adoptent des mesures affectant les prix de ces matières premières, non seulement des effets immédiats de ces mesures sur leur propre économie, mais aussi de leurs répercussions sur l'économie des pays insuffisamment développés. A ce propos, M. Facio analyse le cycle des relations commerciales entre les pays insuffisamment développés et les pays industrialisés. C'est par la vente de leurs matières premières que les pays insuffisamment développés se procurent les devises nécessaires à l'achat des produits manufacturés dont ils ont besoin pour s'équiper. Ces produits manufacturés sont fournis par des pays industrialisés dont l'économie repose précisément sur la production massive et sur la vente de ces marchandises. Le projet de résolution servirait donc aussi bien les intérêts des pays industrialisés que ceux des pays insuffisamment développés.

13. Pour illustrer sa thèse, M. Facio rappelle les effets désastreux de la baisse des prix de l'étain et du cuivre sur les économies de la Bolivie et du Chili. Il évoque également les perturbations que la baisse des prix du café pendant la deuxième guerre mondiale a engendrées dans l'économie de son pays. A cet égard, il indique que l'adoption du projet de résolution de l'Argentine par l'Assemblée générale aurait, sur l'économie des pays producteurs de café, un effet immédiat que les délégations opposées au projet n'apprécient peut-être

pas pleinement. Il rappelle que la culture du café exige une main-d'œuvre considérable, une somme de travail énorme qui, dans les conditions actuelles, ne reçoit pas sa juste rémunération. C'est ce qu'un représentant du Costa-Rica n'a pas manqué de faire valoir devant le Comité Gillette chargé par le Gouvernement des Etats-Unis d'enquêter sur la hausse du prix du café aux Etats-Unis; le représentant du Costa-Rica a précisé que le salaire horaire de l'ouvrier costa-ricien employé à la culture du café n'est que de dix centavos, soit huit fois moins que le salaire de l'ouvrier agricole américain. On imagine quels peuvent être, dans ces conditions, le niveau de vie de l'ouvrier costa-ricien, le revenu national du Costa-Rica et les ressources financières d'un pays que des mesures de contrôle extérieures empêchent d'écouler son unique produit primaire à un juste prix.

14. Le but du projet de résolution révisé est précisé de garantir les pays insuffisamment développés contre la détérioration du rapport des échanges. Il convient donc qu'il reçoive l'appui moral de l'Assemblée générale, dans l'intérêt de tous les pays, qu'ils soient insuffisamment développés ou industrialisés.

15. M. Facio passe ensuite à l'examen des amendements que diverses délégations ont proposés. Il déclare tout d'abord qu'il se gardera d'ajouter quoi que ce soit à l'exposé du représentant du Salvador, qui a présenté, au nom des cinq Puissances d'Amérique centrale, un amendement tendant à recommander aux gouvernements de coopérer à l'élaboration d'ententes internationales sur les produits de base, aux fins indiquées dans les alinéas *a* et *b* du texte qui est devenu le paragraphe 5 du projet de résolution révisé (A/C.2/L.162/Rev.2)

16. Pour ce qui est des amendements présentés par les délégations de la Grèce (A/C.2/L.177), de la France (A/C.2/L.179) et des pays scandinaves (A/C.2/L.180), M. Facio se plaît à reconnaître l'esprit de conciliation dont ces délégations ont fait preuve en recherchant des formules de compromis. Il estime cependant que ces amendements tendent à affaiblir le projet de résolution de l'Argentine et à en réduire la portée. Il ne sera donc pas en mesure de les appuyer de son vote, exception faite de l'amendement proposé par le représentant de la France qui contribue à améliorer la présentation de l'alinéa *c* du paragraphe 4.

17. En terminant, M. Facio exprime sa surprise d'avoir entendu, au cours de la séance précédente, le représentant de la France affirmer que le projet de résolution de l'Argentine, même s'il était adopté, serait absolument inopérant parce qu'il ne pourrait recueillir l'appui des représentants des pays industrialisés. Il tient à rappeler qu'une résolution adoptée par l'Assemblée générale devient l'expression de la volonté des Nations Unies, quelle que soit la répartition des voix. Si l'on devait admettre que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale n'ont de valeur que dans la mesure où les grandes Puissances les appuient, cela reviendrait à accorder à ces dernières un droit de veto que la Charte n'a certes pas envisagé. M. Facio ne veut pas croire que ce soit là l'opinion du représentant de la France.

18. M. DE SEYNES (France) déclare que le représentant du Costa-Rica s'est mépris sur le sens de sa déclaration. Il a simplement voulu signaler à la

Commission qu'une recommandation, quand elle s'adresse à certaines Puissances, risque d'être inopérante et platonique si ces Puissances ignorent ce que l'on attend d'elles; il avoue que, pour sa part, les termes "adéquat, juste et équitable" s'appliquant au rapport des prix ne lui paraissent toujours pas clairement définis. Il estime regrettable qu'une résolution de cette importance soit adoptée dans de telles conditions. Il tient à préciser qu'il n'a jamais envisagé l'exercice d'un veto, de droit ou de fait, par certaines Puissances. Cette pratique serait en effet absolument contraire aux principes qui régissent les travaux de l'Assemblée générale.

19. M. BURR (Chili) annonce que sa délégation se prononcera en faveur du projet de résolution de l'Argentine sous sa forme révisée. Elle ne peut accepter, toutefois, les divers amendements proposés par la délégation de la France (A/C.2/L.179), par les délégations du Danemark, de la Suède et de la Norvège (A/C.2/L.180), et par la délégation de la Grèce (A/C.2/L.173), car ils auraient pour effet d'enlever toute sa force au projet de résolution de l'Argentine.

20. Un des membres de la Commission a déclaré, au cours de la séance précédente, que le projet argentin était ambitieux et "sentimental". M. Burr ne partage pas cette opinion. Au contraire, il voit dans le projet de résolution de l'Argentine l'expression documentée et réfléchie d'une des plus graves préoccupations des pays insuffisamment développés, producteurs de matières premières. Si les délégations des pays insuffisamment développés ont défendu leurs idées avec tant de vigueur, c'est que le problème dont la Commission est saisie présente une importance capitale pour leurs pays, car il touche à leur stabilité économique et à leurs espoirs de progrès.

21. On a dit qu'il était très difficile de donner une définition des termes "adéquat, juste et équitable" appliqués au rapport qui devrait exister entre le prix des produits de base et celui des articles manufacturés. M. Burr tient à signaler que d'autres assemblées internationales n'ont pas hésité à employer l'un ou l'autre de ces termes dans les résolutions qu'elles ont adoptées. Il cite, en particulier, la résolution 17 de la quatrième réunion des Ministres des affaires étrangères des Etats américains, tenue l'année précédente à Washington, où, justement, il est question d'établir un "rapport équitable" entre les prix des différents produits qui entrent dans les échanges des Républiques américaines.

22. M. Burr explique qu'il votera contre l'amendement que la délégation française a proposé d'apporter à l'alinéa *c* du paragraphe 4 du projet de résolution argentin, parce que cet amendement lui paraît trop limitatif: le texte proposé par la France ne constitue pas une recommandation assez précise pour protéger les pays insuffisamment développés contre la concurrence des produits synthétiques et des produits de remplacement soutenue par une action gouvernementale.

23. M. Burr rappelle que le projet de résolution de l'Argentine vise essentiellement à entourer la vente des produits de base naturels sur le marché mondial des garanties que suppose une coopération internationale bien comprise. Toute politique qui ne reconnaîtrait pas, au premier chef, l'interdépendance économique des peuples, ne pourrait avoir d'autre résultat que d'anéantir l'espoir des pays insuffisamment développés d'élever

le niveau de vie de leur population et de réaliser des progrès dans le domaine économique et le domaine social. Parmi les garanties que le projet de résolution de l'Argentine cherche à obtenir, figure en bonne place la recommandation aux Etats Membres de tenir dûment compte, toutes les fois qu'ils adoptent des mesures qui affectent les prix de produits de base, des effets que ces mesures peuvent avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement, et d'éviter d'encourager la fabrication de produits synthétiques et de produits de remplacement qui affectent inutilement la demande internationale de produits de base naturels.

24. M. GINOSSAR (Israël) fait observer que, selon les orateurs qui l'ont précédé, il serait possible de diviser le monde en deux catégories de pays: d'une part les pays insuffisamment développés, producteurs de matières premières, où le niveau de vie est peu élevé, et d'autre part, les pays industrialisés, qui sont assez riches pour contribuer au développement des pays insuffisamment développés en leur achetant des produits primaires au prix fort. Il estime qu'une mise au point est nécessaire. Il existe, en effet, des pays en voie de développement économique qui doivent importer des matières premières ou des produits de base parce qu'ils en sont dépourvus, et qui éprouvent des difficultés à se procurer les devises nécessaires au règlement de ces importations. Telle est la situation d'Israël, où un strict contrôle doit s'exercer sur les importations et sur la consommation.

25. M. Ginossar déclare que les critiques entendues au cours du débat font naître des doutes sérieux en ce qui concerne l'effet éventuel des mesures envisagées dans le projet de résolution sur les prix de l'ensemble des exportations et sur l'économie des pays qu'il vient de mentionner. Il croit que le problème mérite d'être étudié de très près et il tient à réserver la position de son gouvernement. Il indique en outre que la situation particulière où se trouve Israël oblige le gouvernement de ce pays à favoriser la création d'industries locales pour la fabrication de produits de remplacement et de synthèse, en vue d'économiser des devises dont le pays a besoin pour pouvoir importer des produits manufacturés ou primaires.

26. La délégation d'Israël s'inspirera de ces considérations lors du vote sur le projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine. Elle ne peut notamment appuyer l'alinéa c du paragraphe 4, du moins dans sa forme actuelle. Elle tiendra cependant compte des aspirations des pays producteurs de matières premières et des difficultés qu'ils éprouvent; c'est pourquoi elle s'abstiendra de voter contre certains paragraphes du projet de résolution qui paraissent préjuger quelque peu les conclusions des études et des rapports envisagés.

27. M. BRIGHT (Libéria) rappelle que les pays fournisseurs de produits primaires estiment depuis longtemps que leur situation économique s'améliorerait considérablement si les pays consommateurs consentaient à prendre des mesures en vue de rendre plus stables les prix des produits primaires. Au contraire, les pays consommateurs craignent que l'adoption de telles mesures ne réduisent les marges bénéficiaires de leurs industries.

28. Le projet de résolution de l'Argentine ne fait qu'inviter les pays consommateurs à tenir compte

d'avantage des difficultés devant lesquelles se trouvent les pays fournisseurs. En outre, les études proposées aux paragraphes 7 et 8 de ce projet permettraient d'élucider les problèmes complexes soulevés par le rapport entre le prix des produits primaires et celui des articles manufacturés.

29. Par les dispositions de l'alinéa c du paragraphe 4, le projet de résolution a pour objet d'empêcher que les produits synthétiques et les produits de remplacement ne soient utilisés dans des conditions qui nuieraient aux intérêts d'une grande partie de la population mondiale. C'est pourquoi la délégation du Libéria approuve cet alinéa et la clause restrictive qu'il renferme. Elle se prononcera en faveur de l'ensemble du projet de résolution de l'Argentine.

30. M. ABDELRAZEK (Egypte) attire l'attention de la Commission sur le fait qu'au paragraphe 2 du dispositif de sa résolution 341 A (XII), le Conseil économique et social a adopté le principe de rapports "équitable" entre les prix des articles manufacturés et ceux des matières premières. Par sa résolution 523 (VI), l'Assemblée générale a sanctionné ce principe. Dans son préambule, le projet de résolution de l'Argentine rappelle ces deux résolutions. On peut donc considérer que le projet de résolution fait logiquement suite à la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale.

31. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) rappelle que certains représentants se sont demandé comment on pourrait définir un rapport "adéquat, juste et équitable" entre les prix. A son avis, ce rapport s'établit par le jeu des transactions commerciales entre deux parties, lorsque aucune des parties n'est soumise à une pression quelconque de la part d'une autre Puissance. Le représentant du Brésil ajoute que la fixation unilatérale d'un prix maximum ou le recours à des pratiques monopolistiques constituent une intervention dans le libre jeu des forces économiques.

32. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que, dans une précédente intervention (216^{ème} séance), il a souligné certaines difficultés pratiques que soulèverait la mise en œuvre du projet de résolution de l'Argentine. En particulier, il serait très difficile d'établir un rapport "adéquat, juste et équitable" entre le prix des produits primaires et celui des articles manufacturés; de plus, il serait impossible, à son avis, de "maintenir" ce rapport sans que l'Etat assure la direction du commerce extérieur. Le Gouvernement des Etats-Unis est résolument opposé à une telle politique.

33. De ces observations, certains représentants ont conclu que le Gouvernement des Etats-Unis s'opposerait à l'examen du problème du rapport des échanges. Cette conclusion ne correspond nullement à la réalité. Le représentant des Etats-Unis a déjà signalé que son gouvernement était parfaitement disposé à envisager la négociation d'accords sur tel ou tel produit de base avec d'autres gouvernements.

34. Il comprend que le projet de résolution de l'Argentine vise essentiellement à inviter les gouvernements, lorsqu'ils adoptent des mesures ayant pour objet d'agir sur les prix des matières premières, à tenir compte des effets que ces mesures peuvent avoir sur le rapport entre le prix de ces matières premières et le prix des articles manufacturés. A son avis, cet objectif serait plus facilement atteint si la Commission adoptait l'amen-

dement français à l'alinéa a du paragraphe 4. La délégation des États-Unis votera donc pour cet amendement.

35. M. BUNGE (Argentine) déclare que sa délégation ne voudrait pas que le projet de résolution qu'elle a déposé fut rédigé en des termes qu'elle jugerait insuffisants. C'est la raison pour laquelle, la délégation de l'Argentine ne peut partager l'opinion des représentants de la France et des États-Unis. Elle demande seulement que les pays insuffisamment développés bénéficient d'une mesure à laquelle ils ont droit. Elle ne cherche aucunement à imposer la moindre rigidité aux relations économiques internationales, elle fait simplement appel au sentiment de la justice. Elle comprend parfaitement que le Gouvernement des États-Unis soit opposé à la direction du commerce extérieur par l'État. Pourtant, ce gouvernement a eu recours à une politique de ce genre en fixant des prix maxima pour l'étain, le cuivre et le caoutchouc. Les pays industriels devraient user avec modération de la puissance dont ils disposent, afin de servir au mieux les intérêts de la communauté internationale et de respecter les exigences de la justice.

36. Le PRESIDENT signale qu'un groupe de travail officieux, composé des auteurs des différents amendements, doit se réunir à la fin de la journée; le texte que ce groupe doit élaborer sera distribué dans la matinée du 27 novembre.

37. Après un échange de vue auquel participent M. BUNGE (Argentine), M. CUSANO (Uruguay), M. GARCIA (Philippines), M. MENA (Nicaragua), M. DURON (Honduras) et M. HUEZO (Salvador), M. CARANICAS (Grèce) propose d'annuler la séance que la Commission devait tenir dans la matinée du jeudi 27 novembre 1952.

Par 18 voix contre 10, avec 24 abstentions, cette proposition est adoptée.

M. JOCKEL (Australie) propose de lever la séance afin de permettre au groupe de travail officieux de se réunir le plus tôt possible.

39. M. FACIO (Costa-Rica) appuie cette proposition.

En l'absence d'objections, la proposition de l'Australie est adoptée.

La séance est levée à 16 h. 45.





Vendredi 28 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179, A/C.2/L.180, A/C.2/L.181 et Corr.1, A/C.2/L.182, A/C.2/L.183) [suite]	201
--	-----

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.178, A/C.2/L.179, A/C.2/L.180, A/C.2/L.181 et Corr.1, A/C.2/L.182, A/C.2/L.183) [suite]

[Point 25, a *)

1. M. JOCKEL (Australie) présente à la Commission les amendements au projet de résolution révisé de l'Argentine (A/C.2/L.162/Rev.2) rédigés par les onze membres du groupe de travail qui s'est réuni officiellement dans la journée du 26 novembre (A/C.2/L.181 et Corr.1). Il fait observer que ces amendements se rapportent aux sept premiers paragraphes du projet de résolution, l'accord n'ayant pu se faire sur les modifications à apporter au paragraphe 8. Le groupe de travail a fait de son mieux pour établir un texte de compromis en n'apportant au projet de résolution de l'Argentine que les retouches qui lui ont paru tout à fait indispensables. M. Jockel espère que le nouveau texte sera acceptable pour la majorité des membres de la Commission.

2. M. DE SEYNES (France) rappelle qu'en présentant les amendements de la délégation française (A/C.2/L.179) au projet de résolution argentin, il avait indiqué que ces propositions ne représentaient nullement l'effort ultime que sa délégation était disposée à faire dans le sens d'un compromis. Maintenant que le groupe de travail a présenté ses amendements, la délégation française retire les siens. M. de Seynes ajoute qu'il serait très fâcheux qu'une opposition fondée sur un simple malentendu puisse subsister au sein de la Commission; or, il est à craindre qu'on soit en présence d'un cas de ce genre. Ainsi s'expliquent les efforts que

certaines délégations ont déployés pour donner au projet de résolution de l'Argentine une rédaction qui traduise plus clairement les intentions qu'à certains moments ces délégations ont cru discerner dans ce projet, d'après les commentaires du représentant de l'Argentine lui-même et des membres de la Commission qui l'ont soutenu.

3. Rappelant l'échange de vues qu'il a eu au cours de la séance précédente avec le représentant du Costa-Rica au sujet du rôle de la majorité au sein de l'Organisation, le représentant de la France voudrait y ajouter ceci: si la règle de la majorité est la loi de l'Assemblée, elle n'en est pas nécessairement la règle d'or. Le compromis, l'esprit de compréhension mutuelle, l'ajustement réciproque des positions et peut-être, avant tout, une certaine souplesse et une certaine tolérance dans l'usage des mots, ont un rôle important à jouer dans les délibérations des organes des Nations Unies, surtout lorsqu'il s'agit d'accomplir une œuvre de coopération comme celle que la Deuxième Commission a entreprise à propos du développement économique des pays insuffisamment développés. C'est dans cet esprit que la délégation de la France s'est associée aux efforts du groupe de travail et elle espère que la délégation de l'Argentine et celles qui l'ont suivie voudront bien examiner le résultat du travail de ce groupe dans le même esprit.

4. M. BUNGE (Argentine) constate avec regret que le groupe de travail, qui s'était réuni dans l'espoir de trouver une formule de compromis, a proposé au contraire des modifications qui s'éloignent plus encore du projet de résolution de l'Argentine que les amendements initiaux. Si un rapprochement pouvait paraître possible à la séance précédente, il n'en est plus de même à ce moment. La délégation de l'Argentine votera contre tous les amendements proposés dans le document A/C.2/L.181 et Corr.1; elle le regrette d'autant plus qu'elle aurait été heureuse de s'assurer l'appui des onze délégations qui les ont présentées. Son attitude est motivée par des considérations de principe.

5. En premier lieu, la délégation de l'Argentine ne pense même pas qu'un compromis soit souhaitable

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

lorsqu'il s'agit d'une divergence de vues aussi profonde sur la manière d'envisager le problème. M. Bunge rappelle que l'adoption du projet de résolution relatif à la création d'un fonds spécial et d'une société financière internationale (A/C.2/L.170) avait été suivie d'une série d'explications de vote qui montraient bien que les membres de la Commission restaient divisés quant à l'objectif à atteindre: il ne sert à rien d'adopter des résolutions ambiguës qui prêtent à des interprétations diamétralement opposées. D'ailleurs, loin de constituer un compromis les amendements que l'on propose maintenant d'apporter au projet de résolution de l'Argentine auraient pour effet, soit d'y introduire des idées contraires à son esprit, soit de lui enlever toute sa force. Ce n'est certainement pas là le but visé par les onze délégations, mais tel serait pourtant l'effet des amendements proposés si la Commission les adoptait. On s'est plu, au cours du débat, à reconnaître le caractère progressiste du projet de résolution argentin; on a dit qu'il constituait un premier pas vers une action internationale coordonnée, destinée à assurer à la longue la stabilité économique et à supprimer la misère où se débat encore une grande partie de la population du monde. Encore faut-il, dès l'abord, poser le problème avec suffisamment de clarté pour qu'à l'avenir on n'ait pas d'hésitation au sujet des mesures à prendre.

6. Analysant ensuite les différents amendements proposés dans le document A/C.2/L.181 et Corr.1, M. Bunge admet que les quatre premiers peuvent sans doute être considérés comme des modifications de forme: mais, s'ils n'affectent pas le fond du texte original, ils n'y introduisent pas moins, par le recours à la forme conditionnelle, par la suppression ou l'addition de certains termes, des ambiguïtés et des éléments de doute que la délégation de l'Argentine ne peut accepter.

7. En revanche, le sens même de l'alinéa f du paragraphe 3 du projet de résolution de l'Argentine est déformé dans le nouveau texte proposé pour cet alinéa dans le cinquième des amendements communs. Alors que le projet original souligne la nécessité de stimuler la formation d'une épargne nationale suffisante dans les pays insuffisamment développés, le nouveau texte parle, tout simplement, d'encourager l'épargne, tant dans les pays très industrialisés que dans les pays en voie de développement. M. Bunge souligne que les encouragements à l'épargne adressés aux personnes physiques ou aux personnes morales n'aboutissent pas forcément à la constitution d'une épargne nationale, c'est-à-dire à la formation de capitaux qui serviront à financer le développement économique. En outre, si, pour des raisons évidentes, des mesures de ce genre sont utiles dans certaines conditions — pour contenir une demande excessive, par exemple, ou une tendance inflationniste — elles ne sont pas à conseiller en temps de crise pour les mêmes raisons. De toute manière, le paragraphe 3 du texte original traite exclusivement du problème du développement économique et des effets que les fluctuations de prix peuvent avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement; en mentionnant la formation de l'épargne dans les pays industriels, le cinquième amendement commun introduit un élément nouveau qui n'a pas sa place dans le projet de résolution.

8. Le sixième amendement commun tend à déplacer une disposition de l'alinéa a du paragraphe 4 du texte argentin pour l'insérer dans les considérants. M. Bunge fait observer que cette modification n'ajoute rien au

préambule de la résolution mais qu'elle affaiblit considérablement le dispositif. Cette proposition ne lui paraît donc pas plus acceptable que les autres.

9. M. Bunge en vient au septième amendement commun, qui porte sur l'alinéa a du paragraphe 4, c'est-à-dire sur la partie la plus discutée du projet de résolution argentin. Ici également, l'introduction de la forme conditionnelle ou d'expressions ambiguës modifie tellement la rédaction originale que l'adoption du nouveau texte équivaldrait, purement et simplement, à un rejet du texte original. Tout d'abord, en substituant aux mots "toutes les fois qu'ils adoptent des mesures" les mots "toutes les fois qu'ils envisagent d'adopter des mesures" les auteurs de l'amendement ont introduit un élément subjectif qui échappe à toute définition précise. Ils aggravent ensuite cette limitation en précisant que les mesures envisagées doivent être "destinées à agir sur les prix des produits de base". On sait cependant que lorsque les gouvernements interviennent dans les échanges internationaux, c'est, en règle générale, pour faire face à des situations complexes, et que les mesures qu'ils prennent ont des conséquences multiples. Ce ne sont pas seulement les mesures "destinées" à agir sur les prix des produits de base qui affectent ces derniers: les contrôles indirects peuvent aussi avoir un effet néfaste et ce sont eux que vise également le projet de résolution de l'Argentine. On voit donc combien l'amendement proposé restreint la portée de la disposition originale. D'autre part, l'amendement demande aux gouvernements "d'atténuer" les effets défavorables que les mesures qu'ils prennent peuvent avoir sur le rapport des échanges des pays en voie de développement: il ne s'agit pas d'atténuer les effets défavorables, mais bien de les supprimer. Enfin, le nouveau texte apporte une autre restriction en mettant l'accent sur la possibilité, pour les pays insuffisamment développés, de financer leurs achats de biens d'équipement et d'autres articles manufacturés; en effet, l'alinéa a du paragraphe 4 du projet de résolution argentin a une portée beaucoup plus vaste puisqu'il envisage l'ensemble des nécessités du développement économique.

10. La délégation de l'Argentine ne peut accepter, non plus, aucun des autres amendements proposés. Elle tient à maintenir l'alinéa b du paragraphe 4 de son projet de résolution remanié où l'amendement indonésien est incorporé parce qu'il complète de façon heureuse l'alinéa a.

11. Le nouveau texte proposé pour le paragraphe 5 ne reflète pas la thèse que la délégation de l'Argentine défend à propos des ententes multilatérales; en effet, pour les raisons si clairement exposées par le représentant de l'Indonésie, elle est opposée aux accords internationaux portant chacun sur un produit de base déterminé, auxquels elle préfère les ententes multilatérales portant sur de très nombreux produits. En outre, le nouveau texte du paragraphe 5 ne mentionne pas la nécessité de maintenir un rapport adéquat, juste et équitable entre les produits de base et ceux des biens d'équipement et autres articles manufacturés.

12. Enfin, pour ce qui est du douzième amendement, M. Bunge fait observer que si sa délégation ne s'oppose pas à ce que l'on entreprenne une étude des effets que certains produits synthétiques peuvent avoir sur la demande de produits de base naturels, elle aimerait que cette étude portât plus particulièrement sur les mesures que prennent certains gouvernements pour encourager

la fabrication de produits synthétiques ou de produits de remplacement à des fins d'autarcie ou pour faire pression sur le prix de certains produits naturels, ce qui est beaucoup plus précis.

13. Il semble qu'il soit bien tard, au stade actuel de la discussion, pour modifier les textes en question. La délégation de l'Argentine serait disposée, toutefois, à accepter la proposition constructive que le représentant de l'Iraq a présentée à la 219ème séance, visant l'alinéa *c* du paragraphe 4.

14. Revenant aux objections soulevées à propos des mots "adéquat, juste et équitable", qui figurent à l'alinéa *a* du paragraphe 4, M. Bunge se demande si elles ne sont pas dues, en partie, au fait que l'expression "de façon à maintenir un rapport adéquat..." a été traduite en anglais par "*in order to ensure that the prices remain in an adequate...*" Il fait observer que le mot "*guardar*", que l'on trouve dans le texte espagnol, a une acception dynamique que n'a pas le terme, plus statique, de "*remain*" : il conviendrait peut-être de le remplacer par "*keep*".

15. M. Bunge ajoute que l'objection soulevée par certains membres de la Deuxième Commission contre l'emploi des mots "adéquat, juste et équitable" ne correspond pas aux vues des membres de leurs délégations qui siègent aux autres Commissions : il n'en veut donner pour exemple que la résolution dite des vingt et une Puissances, récemment adoptée par la Première Commission (A/C.1/725) ; il n'est pas plus difficile de concevoir un rapport juste et équitable entre les prix, qu'un règlement juste et honorable du conflit de Corée. M. Bunge donne ensuite lecture d'un article du *New York Times* en date du 27 novembre, annonçant qu'en raison de la hausse des prix des peaux et des cuirs, le Gouvernement des États-Unis envisage la possibilité de rétablir un contrôle sur la vente des chaussures et autres articles de cuir manufacturés. Il rappelle que dans son analyse statistique détaillée de la situation sur le marché mondial, le représentant des États-Unis avait cité les cuirs et peaux comme les seuls produits de base dont le prix n'ait pas augmenté. Le fait que l'on envisage d'instituer un contrôle dans ce secteur prouve bien que l'on reconnaît la nécessité de maintenir un rapport adéquat entre le prix des produits de base et celui des articles manufacturés.

16. M. CHAUVET (Haïti) déclare que sa délégation tient toujours compte des réalités lorsqu'elle envisage les projets de résolution présentés à la Commission ; elle veut éviter que ces projets ne deviennent lettre morte. La délégation d'Haïti aimerait voter pour la plus grande partie du projet de résolution de l'Argentine ; toutefois, les objections de certaines Puissances appelées à donner à ce projet de résolution tout son effet rendent sa mise en œuvre douteuse.

17. La Commission a obtenu, dans les domaines de l'assistance technique et du développement économique, des résultats tangibles ; en effet ses débats constructifs ont bien souvent aplani les divergences de vues. Il n'en est pas ainsi en l'occurrence. La délégation de l'Argentine voudrait instituer une sorte d'échelle mobile des prix des matières premières et des prix des articles manufacturés. A cette fin, il faudrait une collaboration loyale entre pays acheteurs et pays vendeurs. Si cette collaboration fait défaut, le projet de résolution de l'Argentine est voué à l'échec.

18. Le représentant d'Haïti estime que le projet de résolution de l'Argentine n'envisage pas tous les aspects du problème complexe soulevé par les fluctuations du rapport des échanges. Le prix des produits primaires est également affecté par la production massive de matières premières momentanément en vogue, ce qui entraîne, en définitive, une surproduction et une chute des prix. Telle est l'expérience dont Haïti a souffert en ce qui concerne notamment la production de sisal et des huiles essentielles et autres. Peut-être faudrait-il pallier cet inconvénient par une répartition géographique de la production des matières premières.

19. Pour toutes ces raisons, le représentant d'Haïti se prononcera en faveur des amendements communs (A/C.2/L.181 et Corr.1) ; si ces amendements ne sont pas adoptés, il s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution de l'Argentine.

20. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) fait observer qu'à une seule exception près, les amendements communs qui portent sur le préambule du projet de résolution de l'Argentine ont pour objet de donner à ce texte une plus grande précision. L'exception est constituée par l'alinéa *g* qu'il est question d'ajouter au paragraphe 3 et qui reprend la dernière partie de l'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine. En effet, il semble préférable de faire figurer ce passage dans les considérants plutôt que dans le dispositif. Ces nouvelles considérations sont d'ailleurs liées au dispositif par les derniers mots de l'amendement à l'alinéa *a* du paragraphe 4 : "en ne perdant pas de vue les objectifs énoncés au paragraphe 3 de la présente résolution". Cet amendement étend la portée des considérations dont les gouvernements doivent tenir compte et il donne plus de poids aux recommandations adressées aux gouvernements.

21. Le représentant de la Nouvelle-Zélande fait observer que l'amendement à l'alinéa *a* du paragraphe 4 ne renferme que deux modifications de fond. Par l'insertion des mots "destinées à agir" la première vise à définir de manière plus précise les mesures qui affectent les prix des produits primaires. A cet égard, le représentant de la Nouvelle-Zélande signale que, si un gouvernement, pour des raisons valables, modifie l'incidence des impôts qui frappent les produits de l'agriculture ou de l'industrie, il prend, par là même, une mesure qui affecte les prix des produits primaires. Le projet de résolution de l'Argentine s'appliquerait ainsi aussi bien aux produits agricoles qu'aux matières premières. Il s'appliquerait aux produits primaires importés et aux produits exportés. Telle ne semblait pas être l'intention du représentant de l'Argentine ; aussi, les auteurs de l'amendement commun ont jugé nécessaire d'apporter la précision mentionnée.

22. L'objet du deuxième amendement à l'alinéa *a*, paragraphe 4 est identique. De nombreuses délégations éprouvent des difficultés à interpréter les mots "rapport adéquat, juste et équitable entre les prix des produits de base et ceux des biens d'équipement et des autres articles manufacturés". Si cette formule manque de précision, il serait difficile aux gouvernements de s'en servir comme critère lorsqu'ils étudient les effets que peuvent avoir les décisions qu'ils adoptent. Cette formule paraît signifier que la possibilité, pour les pays en voie de développement, de financer leurs achats de biens d'équipement ne doit pas être compromise par une mesure qu'un autre pays prendrait en vue d'agir sur

les prix des produits primaires. L'amendement en question cherche à préciser cette interprétation.

23. Abordant l'amendement qui tend à supprimer l'alinéa c du paragraphe 4 et à insérer un nouveau paragraphe après le paragraphe 7 du texte actuel, le représentant de la Nouvelle-Zélande doute de l'utilité que présenterait une étude des effets exercés par les produits synthétiques sur la demande de produits primaires naturels. Toutefois il est prêt à voter pour cet amendement.

24. Les amendements communs n'apportent aucune modification au paragraphe 8 du projet de résolution de l'Argentine. La délégation de la Nouvelle-Zélande préfère à ce paragraphe l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A/C.2/L.180). Mais si la majorité de la Commission ne se prononce pas en faveur de cet amendement, la délégation de la Nouvelle-Zélande ne s'opposera pas au paragraphe 8, à condition, bien entendu, que le reste du projet de résolution lui paraisse acceptable.

25. Le représentant de la Nouvelle-Zélande estime que le groupe de travail officieux a proposé une solution de compromis qui devrait recevoir l'appui de tous les membres de la Commission. Toutefois, il ne croit pas que, même s'il tenait compte des amendements communs, le projet de résolution constituerait un exposé équilibré de tous les problèmes qu'il soulève. Le représentant d'Israël a signalé au cours de la dernière séance que certains pays qui ne sont pas développés ne sont pas non plus exportateurs de produits primaires. Peut-être pourrait-on faire mention de cette catégorie de pays.

26. Pour terminer, le représentant de la Nouvelle-Zélande déclare qu'il votera pour les amendements communs (A/C.2/L.181 et Corr.1) et que, si ces amendements sont adoptés, il votera pour l'ensemble du projet de résolution de l'Argentine ainsi remanié.

27. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) rend hommage à l'œuvre accomplie par le groupe de travail officieux qui s'est efforcé d'atteindre le but que le représentant de l'Argentine s'était fixé dans son projet de résolution.

28. Le représentant des Etats-Unis a signalé précédemment qu'à son avis, on ne pouvait atténuer les effets des fluctuations du prix des produits primaires sur le commerce international et sur le rapport des échanges des pays fournisseurs que par la négociation d'accords internationaux portant chacun sur un produit de base donné. C'est pourquoi la délégation des Etats-Unis ne peut approuver l'alinéa a du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine.

29. Toutefois, la délégation des Etats-Unis comprend parfaitement les problèmes que ces fluctuations posent aux pays dont l'économie repose essentiellement sur l'exportation de produits primaires. Elle est prête à adopter une résolution qui appellerait sur ce problème l'attention des Etats Membres et les inviterait à en tenir compte chaque fois qu'ils prennent des décisions qui pourraient affecter les prix de leurs importations. Ainsi, la délégation des Etats-Unis, qui était disposée à appuyer les amendements de la France, est prête à appuyer l'amendement qui fait l'objet du paragraphe 7 du document A/C.2/L. et Corr.1.

30. Le représentant des Etats-Unis a déjà signalé qu'il voterait contre l'alinéa c du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine. Toutefois, il recon-

naît l'importance que le problème traité dans cet alinéa présente pour les pays producteurs de matières premières et il est prêt à appuyer l'amendement proposé au paragraphe 12 du document A/C.2/L.181.

31. Le Gouvernement des Etats-Unis, parfaitement conscient des difficultés soulevées par les fluctuations des prix des produits primaires, est disposé à participer à des négociations sur des accords internationaux relatifs aux produits primaires chaque fois que ces accords offrent des chances de succès. C'est pourquoi le représentant des Etats-Unis appuie les dispositions du nouveau paragraphe 5 proposé.

32. A propos des termes du paragraphe 8 du projet de résolution de l'Argentine, M. Lubin rappelle qu'un groupe d'experts éminents, choisis aussi bien dans des pays insuffisamment développés, que dans des pays développés a jugé, dans le rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156), que l'institution d'un système de parité des prix ne serait ni possible ni souhaitable. En faisant appel à un nouveau groupe d'experts, la Commission créerait un précédent fâcheux. Elle risquerait de donner l'impression que lorsqu'un groupe d'experts exprime des vues contraires à celles de certains gouvernements, l'Organisation des Nations Unies crée un nouveau groupe d'experts dans l'espoir qu'il aboutira à des conclusions différentes. La délégation des Etats-Unis appuiera donc l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A/C.2/L.180).

33. Pour conclure, le représentant des Etats-Unis déclare que l'adoption des amendements communs rendrait plus acceptable pour sa délégation le projet de résolution de l'Argentine.

34. M. NURADI (Indonésie) répond à la question que le représentant du Pakistan a posée lors de la séance précédente au sujet du paragraphe 5 du projet de résolution de l'Argentine. Il ne croit pas qu'il y ait opposition entre le point de vue de la délégation du Pakistan et celui de l'Indonésie. La délégation de l'Indonésie estime en effet que l'accroissement de la demande est la condition du développement économique, parce qu'il contribue à élever le niveau de vie des populations du monde. Elle estime aussi que la conclusion d'accords multilatéraux permettrait de maintenir la demande effective de produits primaires et c'est pourquoi le représentant de l'Indonésie a déjà souligné l'intérêt que présenterait la constitution de stocks régulateurs qui joueraient le rôle d'une réserve de pouvoir d'achat en cas d'effondrement des prix dû à des fluctuations cycliques ou autres. M. Nuradi rappelle que les experts chargés de rédiger le rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* ont préconisé la constitution de stocks régulateurs comme moyen de créer les conditions de la stabilité économique. La délégation de l'Indonésie s'oppose pour le moment à des accords portant chacun sur des produits déterminés, parce que de tels accords ne prévoient pas la constitution de stocks régulateurs. Ces accords n'envisagent en effet que les cas où la demande excède l'offre; ils ne profitent donc qu'aux acheteurs. Dans le cas d'ententes multilatérales prévoyant la constitution de stocks régulateurs, l'offre et la demande peuvent être toutes deux prises en considération. Un stock régulateur intéressant tous les produits primaires serait idéal, mais M. Nuradi croit que, pour des raisons pratiques, il est préférable d'envisager la constitution de stocks régulateurs portant sur des produits distincts.

35. Le représentant de l'Indonésie espère que les précisions qu'il vient de donner permettront au représentant du Pakistan d'appuyer de son vote les dispositions du paragraphe 5 du projet argentin.

36. Pour les raisons qu'il vient d'exposer, M. Nuradi déclare qu'il ne peut, pour sa part, accepter l'amendement proposé au paragraphe 11 du document A/C.2/L.181 et qui recommande l'élaboration d'ententes multilatérales portant chacune sur un produit de base déterminé. Rappelant que plusieurs représentants ont exprimé l'appréhension que leur causait l'emploi des mots "rapport adéquat, juste et équitable" dans le projet de résolution de l'Argentine, M. Nuradi fait valoir que les mêmes représentants auraient pu éprouver les mêmes scrupules à employer le langage des sciences économiques et renoncer alors à parler de variations cycliques, d'équilibre monétaire ou de revenu national sous le prétexte que ce sont là des notions dont il n'existe pas de définition acceptable pour tous. Il met la Commission en garde contre les dangers d'un pessimisme qui pourrait la conduire à croire à la vanité de ses efforts. Il rappelle que les experts, auteurs du rapport sur les *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* ont indiqué sans être eux-mêmes très optimistes, que le problème des fluctuations à long terme n'est pas insoluble. Il recommande à la Commission de s'inspirer de cette attitude et il indique que, précisément, le projet de résolution de l'Argentine tend à demander un rapport sur des mesures pratiques; ce rapport ne risque pas de faire double emploi avec le rapport sur les *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* où ne sont exprimées que des idées générales.

37. En terminant, M. Nuradi regrette que les amendements proposés par le groupe de travail soient en opposition avec les conceptions de la délégation indonésienne. Il votera donc contre les amendements proposés dans le document A/C.2/L.181.

38. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) déclare que la stabilité du commerce international est au premier rang des préoccupations de son gouvernement. C'est un sujet qui a des incidences multiples et qui exige l'abandon de toute attitude dogmatique. Le représentant de la Pologne n'a d'ailleurs pas manqué de le faire remarquer. Il a décrit, à ce propos, un monde qui, du point de vue économique, paraît presque utopique, un monde qui serait régi par le commerce d'état international. Malheureusement, l'instauration d'un tel régime entraînerait le sacrifice des idéaux chers au monde libre. Pour sa part, Sir Clifford continue de penser qu'il serait préférable pour la Commission d'examiner la question à l'étude sans se prononcer sur une résolution.

39. Sir Clifford passe ensuite à l'étude des amendements communs contenus dans les documents A/C.2/L.181 et Corr.1 à la rédaction desquels il a participé. Il indique, à propos de l'alinéa d du paragraphe 3 du projet argentin, que son gouvernement considère que le Royaume-Uni est au nombre des pays particulièrement sensibles aux fluctuations temporaires du prix des produits de base. Comme l'a fait remarquer le représentant d'Israël à la séance précédente, il semblerait que le commerce international soit dominé par une sorte d'opposition entre les pays industrialisés et les pays insuffisamment développés. En réalité, l'opposition n'est pas aussi clairement définie que les débats de la

Commission l'ont donné à croire et le Royaume-Uni a subi, particulièrement après la deuxième guerre mondiale, des fluctuations violentes provoquées par de brusques écarts entre l'offre et la demande.

40. Sir Clifford précise que sa délégation ne peut, même indirectement, s'engager à l'égard d'une politique de stabilité des prix reposant sur l'établissement de parités. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'intervient pas dans la fixation des prix à l'exportation, qu'il appartient à l'acheteur et au vendeur de déterminer; de ce fait, la concurrence joue en faveur des pays insuffisamment développés, acheteurs de produits manufacturés. C'est pourquoi la délégation du Royaume-Uni, qui a intérêt à voir se développer les marchés d'exportation, s'est jointe à celles qui ont proposé de modifier l'alinéa a du paragraphe 4 du projet argentin; l'amendement proposé tend à indiquer que la solution du problème du rapport des échanges réside dans la possibilité pour les pays insuffisamment développés de financer leurs achats de biens d'équipement et autres articles manufacturés.

41. Sir Clifford fait observer que le nouveau paragraphe 5 proposé dans le document A/C.2/L.181 reprend en fait les dispositions de l'alinéa b du paragraphe 4 du projet de résolution argentin qu'il complète en mentionnant la possibilité de coopérer à l'élaboration d'ententes multilatérales portant chacune sur un produit de base déterminé. Il exprime à ce sujet sa certitude que les procédures de consultation intergouvernementale prévues par le Conseil économique et social sont bien conçues pour permettre aux gouvernements de trouver d'un commun accord le moyen de faire échec à l'instabilité économique. Le représentant du Royaume-Uni estime en outre qu'il convient de ne pas considérer le rapport des échanges des pays de production primaire uniquement en fonction du rapport des échanges des pays producteurs de biens d'équipement. Il existe en effet d'autres facteurs qui affectent le développement économique des pays de production primaire. Au premier rang de ces facteurs figure la politique intérieure de ces pays. C'est pourquoi Sir Clifford se félicite de voir que le projet argentin souligne, au paragraphe 6, l'importance des programmes nationaux des pays de production primaire.

42. La délégation du Royaume-Uni appuie également le paragraphe 7 du projet de résolution de l'Argentine. Sir Clifford estime en effet que l'étude envisagée pourrait être d'une grande utilité à condition que l'on choisisse avec soin les produits sur lesquels devra porter cette étude.

43. En ce qui concerne le paragraphe 8 du projet argentin, Sir Clifford ne croit pas que les travaux d'un petit groupe d'experts, tels qu'ils sont prévus, puissent donner des résultats utiles. Il votera donc pour l'amendement que les délégations scandinaves ont proposé d'apporter à ce paragraphe (A/C.2/L.180).

44. En terminant, Sir Clifford déclare qu'il serait regrettable de perdre le bénéfice des idées avancées par le représentant de l'Argentine, en voulant s'en tenir à un texte dont la forme ne reçoit pas l'agrément d'un certain nombre de délégations.

45. M. RUYGERS (Pays-Bas) déclare que la délégation de l'Argentine a fait œuvre utile en suscitant une discussion sur la fixation des prix des produits de base et en attirant l'attention de l'opinion publique sur ce problème. Certes, des divergences de vues se sont

fait jour, mais M. Ruygers exprime l'espoir qu'elles seront réduites au minimum car les efforts de la Commission ne peuvent être constructifs que si la compréhension nécessaire s'établit entre les pays insuffisamment développés et les pays industrialisés. M. Ruygers, qui a participé aux discussions du groupe de travail, espérait que celui-ci trouverait une formule permettant à la Commission de sortir de l'impasse où elle est engagée. En réalité, ce résultat n'a pas été atteint mais M. Ruygers croit qu'un grand pas sera fait vers la solution recherchée s'il est possible d'obtenir l'accord d'une importante majorité sur un texte de résolution. Il partage en cela l'opinion des représentants de la France et de la Grèce. L'idéal serait d'obtenir un vote unanime.

M. Chauvet (Haïti) prend la présidence.

46. M. JUNG (Inde) présente les amendements soumis par sa délégation sous la cote A/C.2/L.182. Il précise qu'il partage dans l'ensemble l'opinion du représentant de l'Argentine. Toutefois, son avis diffère en ce qui concerne l'alinéa c du paragraphe 4 et le paragraphe 8 du projet de résolution argentin.

47. Pour ce qui est de l'alinéa c du paragraphe 4, il souligne que les pays en voie de développement économique peuvent eux-mêmes s'intéresser à la production de produits synthétiques pour des raisons économiques ou sociales, ou pour des raisons de sécurité. Il croit également qu'avant de prendre position au sujet des incidences de la production des matières synthétiques sur la demande internationale de produits naturels, il conviendrait d'étudier la question de très près. C'est pourquoi la délégation de l'Inde voudrait voir supprimer l'alinéa c du paragraphe 4. C'est pourquoi aussi elle propose d'ajouter au projet argentin un nouveau paragraphe 8 invitant le Secrétaire général à entreprendre une étude des effets qu'ont les produits synthétiques importants sur la demande de produits de base naturels faisant l'objet d'échanges internationaux. M. Jung appuie la proposition tendant à nommer un groupe d'experts. Il croit cependant qu'il serait contraire aux traditions et à la courtoisie de tenir le Conseil économique et social à l'écart des travaux de ce groupe d'experts. C'est pourquoi il a proposé un amendement tendant à faire transmettre le rapport du groupe d'experts à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social, avec les observations de celui-ci. Il espère que le représentant de l'Argentine acceptera cette modification de son projet.

48. Enfin, M. Jung signale qu'il y aurait intérêt à remanier la présentation des paragraphes 4 et 5. Toutefois, étant donné que la question évoquée figure à l'ordre du jour de la Conférence économique du Commonwealth britannique à laquelle l'Inde participe actuellement, la délégation de l'Inde préfère ne pas prendre d'engagement en ce qui concerne le fond de ces deux paragraphes. Elle s'abstiendra donc lors du vote.

49. M. DIAS CARNEIRO (Brésil), après avoir pris connaissance des amendements proposés par le groupe de travail et par la délégation de l'Inde, tient à modifier la position de sa délégation.

50. Il votera pour les amendements qui font l'objet des paragraphes 1 et 2 du document A/C.2/L.181, et contre les amendements qui figurent aux paragraphes 3, 4, 5, 6, 7, 11 et 12 du même document. Il votera pour les amendements présentés par la délégation de l'Inde.

51. M. Dias Carneiro annonce également que sa délégation vient de déposer, sous la cote A/C.2/L.183, un amendement tendant à modifier le texte du paragraphe 5 du projet de résolution de l'Argentine.

52. M. GARCIA (Philippines) remercie le représentant de l'Argentine d'avoir saisi la Commission d'un problème de la plus haute importance. Il rappelle que cette question figurait parmi les préoccupations du Conseil économique et social lorsqu'il a étudié le *Rapport sur l'économie mondiale 1950-51* (E/2193/Rev.1).

53. M. Garcia souligne que les pays insuffisamment développés n'avanceront sur la voie du développement économique que s'ils peuvent compter sur des relations économiques justes et équitables avec les pays industrialisés. C'est un fait reconnu que les prix sont déterminés par le jeu de l'offre et de la demande; or, aussi longtemps que les pays producteurs de matières premières seront en voie de développement, leur demande se maintiendra. Il apparaît, d'autre part, que l'organisation économique des pays insuffisamment développés est beaucoup plus sensible aux fluctuations des prix que l'économie des pays industrialisés. C'est ainsi que, dans ces pays, toute baisse des salaires consécutive au fléchissement du rapport des échanges a, pour les ouvriers agricoles, des conséquences beaucoup plus graves que pour le travailleur des pays industrialisés. Il importe donc de garantir les pays insuffisamment développés contre les fluctuations des prix des produits primaires et M. Garcia se félicite de l'initiative que le représentant de l'Argentine a prise, s'attaquant, dans son projet, de résolution, à la racine du mal et non aux symptômes. Il appuiera donc ce projet, ainsi que les amendements proposés par la délégation du Brésil. L'alinéa c du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine soulève la délicate question des produits de remplacement. M. Garcia fait observer qu'il n'est pas de limite à l'ingéniosité humaine et que de ce fait l'existence des produits synthétiques pose un réel problème pour l'avenir. Il était donc utile d'évoquer ce problème dans le projet de résolution.

54. M. Garcia reconnaît l'effort constructif du groupe de travail; ses propositions d'amendement introduisent cependant des éléments nouveaux qui sont étrangers à l'esprit du projet de résolution primitif. C'est pourquoi M. Garcia s'abstiendra de voter sur ces amendements.

55. Quant aux amendements proposés par la délégation de l'Inde, la délégation des Philippines les juge acceptables. En revanche, M. Garcia votera contre les amendements présentés par le Danemark, la Norvège et la Suède, parce qu'il estime qu'on ne peut saisir le Conseil économique et social de la question avant que les experts aient rédigé une étude.

56. En terminant, M. Garcia confirme l'intention de sa délégation de voter pour le projet argentin, mais il souligne la nécessité de jeter encore plus de lumière sur le problème à l'étude.

57. M. ABDELRAZEK (Egypte) estime que la rédaction de l'alinéa c du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine n'est pas conforme à l'esprit de ce projet. Il importe en effet de ne pas condamner une fois pour toutes la fabrication des produits de synthèse et de remplacement dans les pays insuffisamment développés et dans les pays industrialisés. Le représentant de l'Egypte croit notamment qu'il y aurait intérêt à remplacer dans le texte de ce paragraphe les mots "d'encourager la production" par les mots "de

pratiquer une politique d'autarcie en encourageant...". Il estime aussi qu'il conviendrait de remplacer les mots "qui affectent inutilement la demande internationale de produits de base naturels," par les mots "qui affectent sérieusement la demande internationale de produits de base naturels".

58. M. Abdelrazek ne partage pas l'opinion du représentant de l'Inde au sujet de ce paragraphe et il ne croit pas qu'il y ait lieu de charger le Secrétariat d'étudier les effets des produits synthétiques sur la demande de produits de base naturels. A son avis, cette étude relève plutôt de la compétence d'un groupe d'experts.

59. M. Abdelrazek demande également qu'on insère les mots "et c" après les mots "aux alinéas a et b", dans le paragraphe 8 du projet de résolution argentin. Il accepte l'amendement présenté par le représentant du Brésil (A/C.2/L.183).

60. En terminant, il reconnaît avec le représentant d'Haïti qu'il est vain d'adopter des résolutions chimériques, mais il fait observer qu'il convient de ne pas généraliser, car l'Organisation des Nations Unies a fait à maintes reprises œuvre utile; il rappelle notamment les résolutions 341 (XI) du Conseil économique et social et 523 (VI) de l'Assemblée générale.

61. M. TAYLOR (Canada) déclare que si les amendements communs sont adoptés, sa délégation pourra se prononcer en faveur de l'ensemble du projet de résolution de l'Argentine à la mise en œuvre duquel son gouvernement coopérera sans réserve. Le représentant du Canada exprime sa préférence pour l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A/C.2/L.180). Pourtant, même si la majorité de la Commission n'approuve pas cet amendement, le représentant du Canada ne s'opposera pas au projet de résolution de l'Argentine, à condition toutefois que les amendements communs soient adoptés.

62. De l'avis de M. DE GROUTE (Belgique), le représentant de l'Argentine a soulevé, dans son projet de résolution, un problème très important. Si l'on considère que le développement des pays insuffisamment développés est pour une large part, tributaire de l'aide extérieure, il apparaît essentiel de mettre ces pays en mesure d'employer au mieux leurs propres ressources. A cette fin, le paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine propose différentes méthodes et notamment l'institution d'une parité des prix et la protection des produits primaires contre les produits synthétiques. Ces solutions n'offrent pas de garanties d'efficacité. En effet, l'action sur le mécanisme des prix est très délicate et provoque fréquemment des déceptions. La fixation d'une parité pour les prix des produits primaires risquerait d'aggraver la situation des pays insuffisamment développés. L'augmentation des prix de ces produits pourrait entraîner une contraction des marchés et susciter une plus grande concurrence des produits synthétiques et des produits de remplacement. Par suite d'une réaction en chaîne dont il n'est pas possible de prévoir la portée, la revalorisation des prix des produits primaires pourrait déclencher dans le monde une hausse généralisée qui modifierait la balance des paiements et le niveau de l'emploi dans les pays acheteurs.

63. A propos des mots "rapport adéquat, juste et équitable" le représentant de la Belgique reconnaît qu'il est, dans certains cas, nécessaire de recourir à des notions subjectives, mais il souligne que le projet de résolution de l'Argentine applique une notion subjective à des mécanismes concrets. Cette notion manque de

précision. Il en est de même des dispositions relatives à la fabrication des produits synthétiques; comme elles se prêtent à des interprétations erronées, les auteurs des amendements communs proposent de charger le Secrétariat d'étudier la question.

64. Le représentant de la Belgique se prononce en faveur des amendements communs et il espère que cet effort de conciliation permettra à la Commission de prendre une décision unanime. Si ces amendements n'étaient pas adoptés, le représentant de la Belgique voterait contre le dispositif du projet de résolution de l'Argentine. Il approuve cependant les paragraphes 7, 8 et 9 de ce dispositif, compte tenu de l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A/C.2/L.180).

65. M. CARANICAS (Grèce) annonce que sa délégation retire sa proposition d'amendement (A/C.2/L.173) dont l'essentiel est repris dans les amendements communs. Il réserve sa position sur tous les amendements qui seraient présentés ultérieurement.

66. M. BUNGE (Argentine) demande au représentant de l'Egypte de retirer ses propositions en faveur de l'amendement de l'Inde (A/C.2/L.182).

67. M. ABDELRAZEK (Egypte) y consent.

68. M. ELAHI (Pakistan) signale, comme suite aux observations du représentant de l'Indonésie, que l'attitude de sa délégation n'a pas changé: elle estime toujours qu'il serait impossible d'instituer une parité des prix sans prendre des mesures de contrôle auxquelles plusieurs pays sont opposés. Pour cette raison, la délégation du Pakistan s'abstiendra lors du vote sur les amendements communs et sur le projet de résolution de l'Argentine.

69. M. BURR (Chili) n'approuve pas les amendements communs qui paraissent accentuer, plutôt qu'atténuer, les divergences de vue entre les membres de la Commission. M. Burr estime que jusqu'à présent, la question essentielle du rapport des échanges n'a pas été suffisamment élucidée et qu'à cette fin, il importe de créer un nouveau groupe d'experts.

70. M. DIAS CARNEIRO (Brésil), pour illustrer les termes "rapport adéquat, juste et équitable", indique que son pays a conclu des accords bilatéraux portant sur des groupes de produits primaires et des produits manufacturés avec de nombreux pays dont la Turquie, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la France, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Chili, la Tchécoslovaquie et l'Autriche. Des négociations sont en cours avec d'autres pays, notamment le Japon et la Suède.

71. M. BLUSZTAJN (Pologne) propose la clôture du débat.

Par 40 voix contre zéro, avec 12 abstentions, la proposition de la Pologne est adoptée.

72. M. TOUS (Equateur) demande que le Secrétariat présente un tableau comparatif des différents amendements et des dispositions du projet de résolution de l'Argentine.

73. Après un échange de vues auquel participent M. CUSANO (Uruguay), M. GINOSSAR (Israël), M. VANER (Turquie), M. HALIQ (Arabie saoudite), M. HUEZO (Salvador) et M. TOUS (Equateur), M. BLUSZTAJN (Pologne) propose de lever la séance.

Par 27 voix contre 4, avec 19 abstentions, cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 18 h. 40.



SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés; rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.178, A/C.2/L.180, A/C.2/L.181 et Corr.1, A/C.2/L.182 et A/C.2/L.183) [suite].. 209

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés; rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162/Rev.2 et Add.1, A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.178, A/C.2/L.180, A/C.2/L.181 et Corr.1, A/C.2/L.182, A/C.2/L.183) [suite]

[Point 25, a*]

1. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur le projet de résolution de l'Argentine (A/C.2/L.162/Rev.2) et sur les amendements à ce projet (A/C.2/L.180, A/C.2/L.181 et Corr.1, A/C.2/L.182 et A/C.2/L.183); la délégation de l'Argentine a accepté les amendements à son projet de résolution présenté par l'Inde (A/C.2/L.182).

2. La Commission est saisie d'un état des incidences financières du projet de résolution de l'Argentine, présenté par le Secrétaire général conformément aux articles 152 et 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale (A/C.2/L.162/Add.1).

3. M. BLOUGH (Secrétariat) déclare qu'aucune date n'est fixée pour l'achèvement de l'étude relative aux produits synthétiques proposée par l'Inde dans son amendement, qui est maintenant incorporé au projet de résolution de l'Argentine. Si le Secrétariat est autorisé à la faire coïncider avec d'autres travaux, cette étude n'entraînera vraisemblablement aucune dépense supplémentaire; mais le cas sera probablement différent si l'étude en question doit être terminée en 1953.

4. Les incidences financières de l'étude et de l'analyse mentionnées au paragraphe 7 du projet de résolution dépendront de l'ampleur de ces dernières; c'est pourquoi le Secrétariat aimerait connaître les vues de la délégation argentine à ce sujet.

5. M. BUNGE (Argentine) déclare que sa délégation, en acceptant l'amendement de l'Inde, entendait par là

que l'étude sur les produits synthétiques devrait être présentée à la session suivante du Conseil économique et social. La délégation de l'Argentine estime que le problème est urgent et qu'il convient d'achever l'étude en question le plus rapidement possible.

6. Le représentant de l'Argentine ne pense pas que l'évaluation mentionnée au paragraphe 7 du projet de résolution de sa délégation présente la moindre difficulté, car il croit savoir que l'on dispose déjà des éléments de base nécessaires pour accomplir le travail. Il souhaite simplement disposer d'une évaluation satisfaisante des conséquences financières que peuvent avoir les modifications du rapport des échanges; l'analyse de la répartition des revenus pourra être fondée en grande partie sur les travaux déjà effectués par le Secrétariat dans ce domaine. La demande formulée au paragraphe 7 signifie donc simplement que le Secrétariat devra poursuivre, en les développant, les utiles études qu'il a entreprises sur ces questions.

7. M. JUNG (Inde) déclare qu'il partage le point de vue de la délégation de l'Argentine et qu'à son avis également il faudrait soumettre les rapports en question au Conseil économique et social pour sa prochaine session. Il a cru comprendre que l'achèvement de ces études à ce moment-là n'entraînerait que des dépenses peu élevées, certains travaux relatifs à la question ayant déjà été effectués.

8. M. BLOUGH (Secrétariat) répond que, toutes considérations financières mises à part, il ne sera pas possible d'achever l'étude relative aux produits synthétiques pour la présenter au Conseil économique et social pour sa prochaine session, au mois de mars. Le Secrétariat effectuera cette étude le plus rapidement possible, mais celle-ci ne pourra pas être prête avant la session d'été du Conseil économique et social ou même avant la huitième session de l'Assemblée générale. Comme l'étude relative aux modifications du rapport des échanges ne nécessitera qu'une simple mise à jour de matériaux dont on dispose déjà, le Secrétariat pourra effectuer le surcroît de travail sans engager de dépenses supplémentaires.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

9. M. TOUS (Equateur) demande si le groupe d'experts qui sera désigné aux termes du paragraphe 8 du projet de résolution de l'Argentine pourra se charger également de l'étude relative aux produits synthétiques.

10. M. BUNGE (Argentine), répondant à M. Blough, déclare que sa délégation sera satisfaite si l'étude en question est terminée en temps voulu pour la session d'été du Conseil économique et social.

11. Le représentant de l'Argentine estime qu'en adoptant la proposition du représentant de l'Equateur on chargerait le groupe d'experts d'un fardeau trop lourd; à son avis, c'est la répartition du travail proposée dans son projet de résolution remanié qui représente la meilleure façon de procéder.

12. M. BLOUGH (Secrétariat) dit que le Secrétariat s'efforcera de préparer l'étude sur les produits synthétiques pour la session d'été du Conseil économique et social. Ni cette étude ni l'analyse dont il est question au paragraphe 7 n'exigeront le concours d'experts supplémentaires; le Secrétariat peut très bien étudier et analyser les faits, mais les recommandations sont plutôt du ressort d'experts.

13. Le PRÉSIDENT déclare que, conformément à l'article 129 du règlement intérieur, la Commission votera d'abord sur les amendements au projet de résolution de l'Argentine, en commençant par ceux qui figurent au document A/C.2/L.181 et Corr.1.

14. M. BUNGE (Argentine) dit que sa délégation n'a pas d'objections à élever à l'égard des premier et second amendements.

15. Le PRÉSIDENT met aux voix le troisième amendement figurant au document A/C.2/L.181 et concernant l'alinéa c du paragraphe 3 du projet de résolution de l'Argentine.

Par 20 voix contre 20, avec 11 abstentions, l'amendement est rejeté.

16. Le PRÉSIDENT met aux voix le quatrième amendement des onze Puissances (A/C.2/L.181) avec les modifications qui figurent au document A/C.2/L.181/Corr.1, concernant l'alinéa d du paragraphe 3 du projet de résolution de l'Argentine.

17. M. BUNGE (Argentine) demande le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la République des Philippines, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Suède, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Canada, Chine, Danemark, France, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège.

Votent contre: Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Éthiopie, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, Libéria, Mexique, Nicaragua, Pérou.

S'abstiennent: Philippines, Arabie saoudite, Thaïlande, Haïti, Irak, Israël, Pakistan, Paraguay.

Par 30 voix contre 16, avec 8 abstentions, l'amendement est rejeté.

18. Le PRÉSIDENT invite la Commission à voter sur le cinquième amendement figurant au document A/C.2/L.181 et proposant une nouvelle rédaction de l'alinéa f du paragraphe 3 du projet de résolution de l'Argentine.

19. M. BUNGE (Argentine) demande le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Yougoslavie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Australie, Belgique, Canada, Danemark, France, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Votent contre: Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Libéria, Mexique, Nicaragua, Pérou, Pologne, Arabie saoudite, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela.

S'abstiennent: Chine, Éthiopie, Haïti, Israël, Pakistan, Paraguay, Philippines, Thaïlande.

Par 31 voix contre 15, avec 8 abstentions, l'amendement est rejeté.

20. Le PRÉSIDENT invite la Commission à voter sur le sixième amendement figurant au document A/C.2/L.181 et proposant l'addition d'un alinéa g au paragraphe 3 du projet de résolution de l'Argentine.

21. M. FACIO (Costa-Rica) demande le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Turquie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Australie, Belgique, Canada, Chine, Danemark, France, Grèce, Israël, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède.

Votent contre: Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Éthiopie, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, Mexique, Nicaragua, Pérou, Arabie saoudite.

S'abstiennent: République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Haïti, Irak, Libéria, Pakistan, Paraguay, Philippines, Pologne, Thaïlande.

Par 20 voix contre 19, avec 13 abstentions, l'amendement est rejeté.

22. Le PRÉSIDENT invite la Commission à voter sur le septième amendement figurant au document A/C.2/L.181 et proposant une nouvelle rédaction de l'alinéa a du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine (A/C.2/L.162/Rev.2).

23. M. BUNGE (Argentine) demande le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Libérie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Canada, Chine, Danemark, France, Grèce.

Votent contre: Libéria, Mexique, Nicaragua, Pérou, Pologne, Arabie saoudite, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, Irak.

S'abstiennent: Pakistan, Paraguay, Philippines, Syrie, Thaïlande, Haïti, Israël.

Par 32 voix contre 16, avec 7 abstentions, l'amendement est rejeté.

24. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur le huitième amendement figurant au document A/C.2/L.181. Il propose de mettre aux voix la suppression de l'alinéa *b* du paragraphe 4, étant donnée que la question du nouveau paragraphe 5 sera réglée lorsque la Commission se prononcera sur le onzième amendement.

Il en est ainsi décidé.

25. M. NURADI (Indonésie) demande le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Paraguay, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Suède, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Canada, Chine, Danemark, France, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège.

Votent contre: Pérou, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Libéria, Mexique, Nicaragua.

S'abstiennent: Paraguay, Haïti, Israël, Pakistan.

Par 35 voix contre 16, avec 4 abstentions, l'amendement est rejeté.

26. Le PRESIDENT signale que la délégation de l'Argentine a déjà accepté le premier amendement proposé par la délégation de l'Inde (A/C.2/L.182); il propose, en conséquence, de ne pas mettre aux voix le neuvième amendement figurant au document A/C.2/L.181.

Il en est ainsi décidé.

27. Le PRESIDENT fait observer qu'il n'est pas nécessaire de mettre aux voix le dixième amendement qui prévoit simplement un nouveau numérotage.

Il en est ainsi décidé.

28. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur le onzième amendement (A/C.2/L.181) qui prévoit

une nouvelle rédaction du paragraphe 5 du projet de résolution de l'Argentine.

29. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) et M. ABDEL-RAZEK (Egypte) demandent le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Luxembourg, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Canada, Chine, Danemark, France, Grèce.

Votent contre: Mexique, Nicaragua, Pakistan, Pérou, Philippines, Arabie saoudite, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Libéria.

S'abstiennent: Paraguay, Pologne, Syrie, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Haïti, Israël.

Par 29 voix contre 16, avec 10 abstentions, l'amendement est rejeté.

30. Le PRESIDENT invite ensuite la Commission à voter sur l'amendement du Brésil qui porte sur le paragraphe 5 du projet de résolution de l'Argentine et qui figure au document A/C.2/L.183.

31. M. TOUS (Equateur), prenant la parole pour une motion d'ordre, demande au représentant de l'Argentine s'il est disposé à accepter le texte du document A/C.2/L.183 et à l'incorporer à son propre projet de résolution.

32. M. BUNGE (Argentine) explique qu'il existe certains points communs entre l'amendement du Brésil et les amendements présentés par d'autres délégations; par conséquent, il ne lui est pas possible de prendre une décision à cet égard.

33. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) demande le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal sur l'amendement du Brésil.

L'appel commence par le Nicaragua, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Nicaragua, Pérou, Philippines, Arabie saoudite, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Guatemala, Haïti, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Mexique.

Votent contre: Pakistan, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Canada, Danemark, France, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande.

S'abstiennent: Norvège, Paraguay, Pologne, Suède, Syrie, Thaïlande, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Afghanistan, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Inde, Libéria.

Par 27 voix contre 13, avec 15 abstentions, l'amendement est adopté.

34. M. DE SEYNES (France), expliquant son vote, dit qu'il a été dans l'obligation de voter contre l'amendement du Brésil; en effet, si, comme l'a indiqué le représentant du Brésil, la France a conclu avec le Brésil et certains autres pays des accords que l'on peut considérer comme entrant dans le cadre des ententes et accords internationaux bilatéraux dont il est question dans l'amendement, elle est devenue partie à ces instruments beaucoup plus pour des considérations d'opportunité que pour des raisons de doctrine. Le principe posé dans l'amendement du Brésil n'est guère compatible avec celui des accords multilatéraux auquel la France apporte son adhésion et qu'elle met en pratique dans certains autres cas.

35. En outre, l'amendement du Brésil met en jeu au dernier moment une nouvelle notion qui n'a pas encore été examinée; le représentant de la France estime par conséquent que cette proposition est prématurée.

36. Le PRESIDENT invite la Commission à examiner le douzième amendement qui figure au document A/C.2/L.181 et qui propose d'ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 7 du projet de résolution de l'Argentine.

37. M. GINOSSAR (Israël), parlant sur une motion d'ordre, voudrait savoir si les auteurs de l'amendement commun (A/C.2/L.181) seraient disposés à accepter la rédaction proposée par l'Inde pour le paragraphe en question. En effet, les deux textes ne diffèrent que par l'addition des mots: "et à communiquer les résultats de cette étude au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale" et la mention de "produits synthétiques importants" au lieu de "certains produits synthétiques", dans la rédaction proposée par l'Inde.

38. Le PRESIDENT annonce que la délégation de l'Argentine accepte l'amendement proposé par la délégation de l'Inde dans le document A/C.2/L.182. Dans ces conditions, il pense que les auteurs des amendements communs (A/C.2/L.181) pourront accepter de retirer leur douzième amendement.

39. M. JOCKEL (Australie) convient, au nom des auteurs des amendements communs, qu'il est inutile de mettre aux voix le douzième amendement.

40. Le PRESIDENT annonce, en conséquence, que le douzième amendement qui figure au document A/C.2/L.181 est retiré.

41. Il prie la Commission de voter sur l'amendement commun présenté par le Danemark, la Norvège et la Suède (A/C.2/L.180) et tendant à remplacer les paragraphes 8 et 9 du projet de résolution de l'Argentine par un nouveau texte.

Par 27 voix contre 17, avec 7 abstentions, l'amendement est rejeté.

42. M. ENCINAS (Pérou) s'est abstenu parce que cet amendement avait pour objet d'inviter le Conseil économique et social à entreprendre une tâche qui fait déjà partie de ses fonctions habituelles.

43. Le PRESIDENT rappelle que le représentant de la Tchécoslovaquie a demandé que le projet de résolution révisé présenté par la délégation de l'Argentine (A/C.2/L.162/Rev.2) soit mis aux voix paragraphe par paragraphe.

44. Le PRESIDENT met aux voix le premier paragraphe du projet de résolution remanié de l'Argentine.

Par 38 voix contre zéro, avec 14 abstentions, le paragraphe est adopté.

45. Le PRESIDENT met aux voix le second paragraphe.

Par 41 voix contre zéro, avec 13 abstentions, le paragraphe est adopté.

46. Le PRESIDENT met aux voix l'alinéa a du paragraphe 3 [anciennement alinéa b (A/C.2/L.162/Rev.2)].

Par 37 voix contre zéro, avec 17 abstentions, l'alinéa a du paragraphe 3 est adopté.

47. Le PRESIDENT met aux voix l'alinéa b du paragraphe 3 [anciennement alinéa a (A/C.2/L.162/Rev.2)] dans sa rédaction modifiée par le second amendement qui figure au document A/C.2/L.181.

Par 38 voix contre zéro, avec 16 abstentions, l'alinéa b du paragraphe 3 est adopté.

48. Le PRESIDENT met aux voix l'alinéa c du paragraphe 3.

Par 33 voix contre 8, avec 12 abstentions, l'alinéa c du paragraphe 3 est adopté.

49. Le PRESIDENT met aux voix l'alinéa d du paragraphe 3, modifié conformément à l'amendement oral de l'Indonésie accepté par la délégation de l'Argentine (219^{ème} séance), c'est-à-dire le texte qui figure au document A/C.2/L.162/Rev.2 étant suivi des mots "ce qui fait obstacle non seulement à l'acquisition de ressources suffisantes pour assurer les paiements à l'étranger, mais encore à la formation d'une épargne nationale suffisante".

Par 37 voix contre 5, avec 11 abstentions, l'alinéa d du paragraphe 3 est adopté sous sa forme amendée.

50. Le PRESIDENT met aux voix l'alinéa e du paragraphe 3.

Par 34 voix contre zéro, avec 7 abstentions, l'alinéa e du paragraphe 3 est adopté.

51. Le PRESIDENT met aux voix l'alinéa f du paragraphe 3.

Par 37 voix contre 9, avec 6 abstentions, l'alinéa f du paragraphe 3 est adopté.

52. Le PRESIDENT met aux voix l'alinéa a du paragraphe 4.

53. M. BUNGE (Argentine) demande le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Chili, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, Guatemala, Indonésie, Iran, Irak, Libéria, Mexique, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie.

Votent contre: Danemark, France, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Canada.

S'abstiennent: Chine, Haïti, Inde, Israël, Pakistan, Thaïlande.

Par 33 voix contre 15, avec 6 abstentions, l'alinéa a du paragraphe 4 est adopté.

54. Le PRESIDENT met aux voix l'alinéa b du paragraphe 4.

Par 36 voix contre 2, avec 15 abstentions, l'alinéa b du paragraphe 4 est adopté.

55. Le PRESIDENT rappelle que le représentant de l'Argentine a accepté la proposition de l'Inde (A/C.2/L.182, premier amendement) tendant à supprimer l'alinéa c du paragraphe 4.

56. Il met ensuite aux voix l'alinéa d du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine, qui deviendra l'alinéa c du paragraphe 4 s'il est adopté.

57. M. BURR (Chili) demande le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Canada, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Chili, Chine, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Libéria, Mexique, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie.

S'abstiennent: Canada, Colombie, Ethiopie, France, Grèce, Israël, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Thaïlande, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela, Australie, Belgique.

Par 37 voix contre zéro, avec 18 abstentions, l'alinéa d du paragraphe 4 est adopté.

58. M. BUNGE (Argentine) fait observer qu'il y a lieu de remplacer les mots "*reasonable, fair, and equitable*" qui figurent à l'alinéa a du paragraphe 5 par les mots "*adequate, just and equitable*", employés à l'alinéa a du paragraphe 4. [Cette modification n'affecte pas le texte français.]

59. Le PRESIDENT rappelle que la Commission a déjà adopté l'amendement du Brésil portant sur la première partie du paragraphe 5 (A/C.2/L.183). Il met aux voix l'alinéa a du paragraphe 5 ainsi modifié.

Par 29 voix contre 14, avec 11 abstentions, l'alinéa a du paragraphe 5 est adopté.

60. Le PRESIDENT met aux voix l'alinéa b du paragraphe 5.

Par 33 voix contre 3, avec 17 abstentions, l'alinéa b du paragraphe 5 est adopté.

61. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 6.

Par 40 voix contre zéro, avec 14 abstentions, le paragraphe 6 est adopté.

62. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 7.

Par 43 voix contre zéro, avec 12 abstentions, le paragraphe 7 est adopté.

63. Le PRESIDENT rappelle que la délégation de l'Argentine a accepté l'amendement de l'Inde (A/C.2/L.182, second amendement) tendant à ajouter un huitième paragraphe.

64. M. ENCINAS (Pérou) demande qu'il soit précisé dans le texte du paragraphe 8 de quelle session de l'Assemblée il s'agit, puisqu'il a été décidé de transmettre à la huitième session de l'Assemblée générale les résultats de l'étude mentionnée dans ce paragraphe.

65. M. JOCKEL (Australie) estime qu'il est contraire au règlement de proposer une modification de fond pendant le vote.

66. M. BUNGE (Argentine) déclare qu'il ressort clairement de l'amendement de l'Inde que le texte se rapporte à la huitième session de l'Assemblée générale.

67. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 8 tel qu'il figure dans le document A/C.2/L.182.

Par 36 voix contre zéro, avec 18 abstentions, le paragraphe 8 (A/C.2/L.182) est adopté.

68. Le PRESIDENT met aux voix la paragraphe 8 (A/C.2/L.162/Rev.2), qui deviendra le paragraphe 9 s'il est adopté.

Par 32 voix contre 10, avec 10 abstentions, le paragraphe 8 (A/C.2/L.162/Rev.2) est adopté.

69. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 9 du projet de résolution de l'Argentine qui deviendra le paragraphe 10 s'il est adopté.

Par 30 voix contre 3, avec 17 abstentions, le paragraphe 9 est adopté.

70. Le PRESIDENT met aux voix, dans son ensemble, le texte remanié du projet de résolution de l'Argentine sous sa forme modifiée.

71. M. BUNGE (Argentine) demande le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Australie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Bolivie, Brésil, Birmanie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Libéria, Mexique, Paraguay, Pérou, Philippines, Arabie saoudite, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine.

Votent contre: Australie, Belgique, Canada, Danemark, France, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Suède, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent: République socialiste soviétique de Biélorussie, Chine, Tchécoslovaquie, Haïti, Israël, Pologne, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Par 29 voix contre 16, avec 9 abstentions, le texte remanié du projet de résolution de l'Argentine est adopté sous sa forme modifiée.

72. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) explique son vote sur le projet de résolution de l'Argentine et les amendements qui ont été proposés et déclare qu'il approuve le but essentiel de ce projet de résolution; il admire la foi avec laquelle la délégation de l'Argentine a défendu sa thèse.

73. Bien que la délégation de l'Union soviétique ait appuyé quelques-unes des très importantes dispositions qu'il contient, elle n'a pas été en mesure, pour des raisons qu'elle a exposées antérieurement, de voter en

faveur de la désignation d'un comité d'experts. De même, elle s'oppose aux amendements à l'alinéa *a* du paragraphe 4 que les onze Puissances ont proposés (A/C.2/L.181 et Corr.1). De l'avis de la délégation de l'Union soviétique, le groupe de travail a transformé à tel point le projet de résolution original de l'Argentine que le texte actuel, au lieu de défendre les intérêts des pays insuffisamment développés, comme cela avait été envisagé dans le projet original, porte sérieusement atteinte à ces mêmes intérêts.

74. Ainsi, le projet de résolution original recommandait des mesures destinées à établir un rapport équitable entre les prix des produits de base et ceux des articles manufacturés, ce qui aurait permis aux pays insuffisamment développés de tirer le meilleur parti possible de leur épargne nationale et, ce faisant, de relever leurs niveaux de vie. Or, le groupe de travail a tellement déformé cette recommandation que l'établissement de niveaux de salaires équitables et le relèvement du niveau de vie des pays insuffisamment développés se sont trouvés subordonnés à la seule mise en œuvre de programmes nationaux de développement économique. De ce fait, les pays industrialisés seront dégagés de la responsabilité qui doit leur incomber en ce qui concerne le développement économique des pays insuffisamment développés. Pour ces raisons, la délégation de l'Union soviétique n'a pas été en mesure d'appuyer les parties du projet de résolution qui ont été modifiées par le groupe de travail.

75. De même, la délégation de l'URSS n'a pu appuyer l'amendement présenté par le Danemark, la Norvège et la Suède (A/C.2/L.180). Dans cet amendement, il est fait mention de la Conférence de la Havane relative à la création d'une organisation internationale du commerce comme d'une réalisation positive; or nul n'ignore que cette Conférence avait été convoquée exclusivement pour servir les intérêts des Etats-Unis d'Amérique et qu'elle n'a nullement contribué au développement du commerce mondial dans son ensemble.

76. Enfin, la délégation de l'Union soviétique n'a pu souscrire à la mention qui est faite du rapport du Comité d'experts intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156); elle estime, en effet, que ce rapport n'est ni utile ni constructif. Dans ses observations relatives au rapport, à la quatorzième session du Conseil économique et social, la délégation de l'URSS a signalé les imperfections qu'elle a relevées dans les propositions qui y sont énoncées¹; ces propositions confieraient le sort des pays insuffisamment développés à des organes des Etats-Unis, tels que l'Export-Import Bank et la Banque internationale.

77. M. KAZEMI (Iran) déclare que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution remanié de l'Argentine parce qu'elle est convaincue que ce projet exercera des effets bienfaisants en permettant de mieux comprendre les facteurs qui influent sur le rapport des échanges et sur le développement général des pays insuffisamment développés. Comme certaines autres délégations, la délégation de l'Iran aurait préféré voir modifier plusieurs dispositions du projet; à son avis, il aurait mieux valu que l'étude relative aux produits synthétiques fût confiée au Comité d'experts et non au Secrétariat. Néanmoins, la résolution doit être considérée comme une proposition constructive qui exercera

un effet favorable sur l'opinion mondiale; l'orateur tient à féliciter le représentant de l'Argentine de sa prévoyance et de son esprit d'initiative.

78. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) revendique le droit de répondre au représentant de l'Union soviétique conformément aux dispositions de l'article 114 du règlement intérieur. Il avait cru comprendre qu'aucun orateur ne pouvait plus prendre la parole si ce n'est pour expliquer son vote. Or, le représentant de l'Union soviétique a profité de son intervention pour calomnier le Gouvernement des Etats-Unis et plusieurs autres gouvernements. Le représentant d'un Etat qui s'est emparé par la force des richesses d'autres pays, comme l'URSS l'a fait en Hongrie et en Roumanie, n'est guère qualifié pour faire de telles déclarations.

79. M. BLUSZTAJN (Pologne), prenant la parole sur une motion d'ordre, s'oppose à la tentative du représentant des Etats-Unis de rouvrir le débat sur la politique commerciale de l'Union soviétique. En expliquant son vote, le représentant de l'URSS a passé en revue les paragraphes du projet de résolution de l'Argentine que sa délégation pouvait ou ne pouvait pas appuyer; il a été ainsi obligé de faire mention de certains faits qui avaient déjà été évoqués devant la Commission.

80. Le PRESIDENT explique qu'il a donné la parole au représentant des Etats-Unis par application de l'article 127 du règlement intérieur, en vue de lui permettre d'expliquer son vote. Etant donné que la discussion générale est close, il ne peut accorder à ce représentant le droit de réponse visé à l'article 114.

81. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) en appelle de la décision du Président.

82. Le PRESIDENT, par application de l'article 112 du règlement intérieur, met aux voix l'appel du représentant des Etats-Unis.

Par 29 voix contre 5, avec 10 abstentions, l'appel est déclaré recevable.

83. M. GARCIA (Philippines) regrette d'avoir dû voter contre la décision du Président. Il n'a pu faire autrement, car, d'après ce qu'il a compris, le représentant des Etats-Unis a demandé la parole aux termes de l'article 114 du règlement et le Président la lui a accordée par application de ce même article.

84. M. BLUSZTAJN (Pologne) explique qu'il a voté pour la décision présidentielle parce qu'il considère que le Président applique toujours le règlement intérieur de façon exacte. De l'avis de M. Blusztajn, le représentant des Etats-Unis n'a aucunement le droit de rouvrir le débat; du reste, sa déclaration ne constitue en rien une explication de vote.

85. M. DE SEYNES (France) dit que, par son vote, il s'est prononcé moins contre la décision présidentielle que contre la tentative faite par le représentant de la Pologne pour empêcher un membre de la Commission de faire usage du droit de réponse.

86. Poursuivant sa déclaration, M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il lui est également difficile de considérer les attaques calomnieuses du représentant de l'URSS comme une explication de vote.

87. L'Union soviétique s'est assurée un contrôle sur le rapport des échanges de certains Etats en saisissant et contrôlant les avoirs d'un certain nombre de sociétés dans ces pays. Il n'est même pas nécessaire que ces sociétés fassent des bénéfices pour que l'URSS obtienne d'elles des dividendes; elle s'est arrangée pour obtenir

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, 629ème séance.*

la garantie de bénéfices, réalisés ou non, et pour les transférer avant même qu'ils n'aient été réalisés. L'URSS ne s'est guère souciée du rapport des échanges d'autres nations lorsque, dans le passé, elle a adhéré à des cartels internationaux dont le seul objectif était de nuire aux échanges commerciaux de pays tiers. Elle a même obligé certains cartels à l'admettre comme membre en recourant au dumping et en provoquant ainsi une baisse des prix.

88. M. GOURINOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie), prenant la parole sur une motion d'ordre, fait observer que lorsqu'un représentant use du droit de réponse, sa déclaration ne doit porter que sur les questions soulevées dans le discours auquel il répond. Il lui est difficile d'admettre que le représentant des Etats-Unis soit en droit de poursuivre sa dissertation sur la politique commerciale de l'URSS, alors que le représentant de l'URSS n'a mentionné les Etats-Unis qu'en passant.

89. M. SALAMANCA (Bolivie), parlant également sur une motion d'ordre, rappelle que le représentant des Etats-Unis a été autorisé à parler; il convient donc de le laisser s'exprimer librement et de ne pas l'interrompre.

90. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique), poursuivant sa déclaration, rappelle que l'URSS a témoigné d'une grande sollicitude à l'égard du rapport des échanges des pays insuffisamment développés. Toutefois, cela ne l'a pas empêché, en cinq années, de contraindre l'économie autrichienne à lui fournir des marchandises et des services d'une valeur de près d'un milliard de dollars; 70 pour 100 des marchandises ont été transférées en URSS; le reste a été vendu et le produit de la vente a également été transféré en URSS.

91. M. BUNGE (Argentine) indique que le projet de résolution de l'Argentine, ainsi que la délégation de ce pays l'a affirmé au moment où elle en a saisi la Commission, ne poursuit aucun objectif politique: on ne devrait le juger que sur sa valeur intrinsèque. Son adoption par l'Assemblée générale permettra aux Etats Membres de beaucoup mieux comprendre les différents aspects du problème.

92. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'en rouvrant le débat quant au fond, le représentant des Etats-Unis a enfreint le règlement intérieur; il revendique dès lors le droit de lui répondre.

93. L'URSS n'a aucune raison d'avoir honte de la politique et des méthodes qu'elle applique en matière commerciale, car ses rapports avec les autres nations se fondent sur le principe de l'égalité; l'URSS ne cherche en aucune manière à s'assurer des avantages particuliers. Nul n'ignore, en revanche, que la position des Etats-Unis est entièrement différente. Les monopoles américains pillent l'économie des pays insuffisamment développés et l'exploitent au maximum. C'est précisément cette situation qui a amené les pays insuffi-

samment développés à s'insurger contre les pratiques commerciales des Etats-Unis. Malgré ce que le représentant de l'Argentine a dit au sujet du caractère apolitique du projet de résolution présenté par sa délégation, il n'en est pas moins évident que ce projet est une protestation contre la pression qu'exercent les monopoles des Etats-Unis d'Amérique.

94. M. Arkadiev dit que dans son explication de vote, il a indiqué les raisons pour lesquelles sa délégation ne pouvait accepter certaines déclarations de fait contenues dans le projet argentin: il n'a, de ce fait, aucunement enfreint le règlement intérieur.

95. M. BOTHA (Union Sud-Africaine), expliquant le vote de sa délégation sur le projet de résolution de l'Argentine, déclare que la délégation de l'Union Sud-Africaine s'est prononcée en faveur des parties de la résolution qu'elle était en mesure d'accepter. Elle a voté contre l'alinéa f du paragraphe 3 parce que cet alinéa semble fondé sur un principe que la délégation sud-africaine ne peut admettre, savoir, que les nations très industrialisées devraient avoir le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres pays. La délégation de l'Union Sud-Africaine a voté contre l'alinéa a du paragraphe 4 pour les raisons qu'elle a déjà exposées (218ème séance). Elle a voté contre l'alinéa b du paragraphe 4 parce que les dispositions de cet alinéa lui ont paru trop vagues. Elle a voté contre le texte amendé du paragraphe 5, car, à son sens, la conclusion d'accords bilatéraux dans ce domaine constitue une mesure rétrograde. Elle a voté également contre le paragraphe 9, parce que ce paragraphe recommande une étude qui lui paraît superflue et parce qu'il tend à confier à un nouvel organisme des fonctions qui relèvent de la compétence du Conseil économique et social.

96. M. Botha dit que sa délégation regrette de s'être vu dans l'obligation de voter contre l'ensemble d'un projet dont elle envisageait l'objectif avec beaucoup de sympathie.

97. M. ABDELRAZEK (Egypte) souligne que, par tradition, la Deuxième Commission évite de s'engager dans des discussions d'ordre politique et consacre toute son attention à l'étude de questions économiques, dans l'espoir de faire œuvre constructive. C'est pourquoi il s'est abstenu de participer au vote lorsque la décision présidentielle a été contestée. Mais étant donné la teneur des déclarations faites par plusieurs représentants pour expliquer leur vote, il voudrait proposer à la Commission d'exprimer, par un vote, sa confiance envers le Président. M. Abdelrazek demande également, en vertu de l'article 117 du règlement intérieur, l'ajournement du débat.

98. Le PRESIDENT met aux voix la motion d'ajournement.

Par 40 voix contre une, avec 4 abstentions, cette motion est adoptée.

La séance est levée à 13 h. 55.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Lundi 1er décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.178) [suite] 217

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.178) [suite]

[Point 25, a*]

1. M. LEE (Chine), expliquant son vote sur le projet de résolution amendé que la Commission a adopté à la séance précédente (A/C.2/L.162/Rev.2), rappelle qu'il s'est abstenu lorsque l'ensemble du texte a été mis aux voix. Il lui était difficile, en particulier, d'accepter les dispositions de l'alinéa a du paragraphe 4 qui imposent à certains gouvernements l'obligation de veiller au maintien d'un rapport adéquat, juste et équitable entre les prix des produits primaires et ceux des articles manufacturés. Cette obligation entraîne l'intervention de l'Etat dans le commerce extérieur et la délégation de la Chine est opposée à une telle politique.

2. La délégation chinoise a voté pour les paragraphes 1, 2 et 3, les alinéas b et c du paragraphe 4 et les paragraphes 5, 6, 7 et 8 du projet de résolution. Elle estime que l'adoption des amendements communs (A/C.2/L.181) aurait permis d'atteindre plus facilement les buts visés par la délégation de l'Argentine. C'est pourquoi elle a voté pour ces amendements à l'exception de celui qui faisait l'objet du paragraphe 5.

3. La délégation chinoise estime que l'étude du problème par un groupe d'experts faciliterait les délibérations du Conseil et de l'Assemblée générale et ne ferait pas nécessairement double emploi avec l'étude intitulée *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156). Si la délégation chinoise s'est abstenue lors du vote sur l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A/C.2/L.180), et sur le paragraphe 9 du projet de résolution, c'est parce que le mandat du groupe d'experts est défini dans l'alinéa a du paragraphe 4 auquel cette délégation est opposée.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

4. M. UMARI (Irak) rappelle qu'une décision du Président a été contestée au cours de la séance précédente. Il tient à préciser que cette contestation ne visait nullement la personnalité du Président qui a toujours dirigé les débats de la Commission avec une grande compétence.

5. M. CUSANO (Uruguay), présente le projet de résolution déposé par sa délégation à propos des migrations et du développement économique (A/C.2/L.164/Rev.1). Il est persuadé que les membres de la Commission reconnaissent toute l'importance que le problème des migrations présente, tant pour les pays surpeuplés que pour ceux qui, en raison de l'insuffisance numérique de leur population, ne peuvent exploiter leurs ressources naturelles comme ils le voudraient. La question intéresse particulièrement les pays d'Amérique latine, qui doivent leur évolution économique, sociale et politique aux grands courants migratoires du siècle dernier. L'Uruguay, pour sa part, éprouve une immense reconnaissance envers l'Espagne et l'Italie, qui lui ont envoyé, pendant des années, les meilleurs de leurs fils. Napolitains et Génois, Basques et Galiciens ont labouré la terre, élevé le bétail et contribué à développer l'industrie de l'Uruguay; les fils et les petits-fils de ces humbles émigrants jouent, aujourd'hui, un rôle de premier plan dans la vie nationale.

6. Cependant, la guerre et les conditions économiques et sociales de l'après-guerre ont ralenti, sinon complètement arrêté l'afflux des immigrants. Alors que, dans beaucoup de pays, le surpeuplement entraîne le chômage et la misère, dans d'autres, le manque de main-d'œuvre freine le développement économique et d'immenses richesses restent inexploitées. Le projet de résolution que la délégation uruguayenne a déposé tend à remédier à cette situation.

7. Ce projet se fonde essentiellement sur les conclusions du rapport du Secrétaire général intitulé "Financement international de l'émigration européenne" (E/2019). M. Cusano appelle en particulier l'attention de ses collègues sur les prévisions de l'Organisation internationale du Travail relatives à l'émigra-

tion, qui figurent au paragraphe 21 de ce rapport, et selon lesquelles "au moins 3 à 4 millions de travailleurs, ainsi que les membres de leurs familles, sont actuellement disponibles pour l'émigration".

8. Pour ce qui est du concours que les institutions spécialisées et les autres organisations internationales peuvent apporter à l'œuvre de déplacement et d'équipement des migrants ainsi qu'au financement des migrations, M. Cusano indique que l'on trouve dans le rapport précité, aux paragraphes 147 et 155 respectivement, deux exemples dont il n'est pas besoin de souligner l'importance: le prêt de 100 millions de dollars que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a consenti au Commonwealth d'Australie pour lui permettre de poursuivre sa politique d'immigration, et le prêt de 100 millions de dollars consenti par l'Export-Import Bank à l'Etat d'Israël afin de faciliter l'intégration des immigrants dans l'économie productive de ce pays. M. Cusano rappelle à ce propos que, dans le paragraphe 141 de son rapport, le Secrétaire général exprime l'opinion que la seule organisation internationale qualifiée pour entreprendre le financement du développement économique, y compris le financement des migrations, est la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

9. M. Cusano est heureux d'annoncer que son Gouvernement et le Gouvernement italien ont négocié récemment un accord destiné à encourager et à faciliter l'immigration d'Italiens en Uruguay. Cet accord, qui doit entrer en vigueur très prochainement et qui a été conclu à la satisfaction des deux Gouvernements et des deux peuples, montre bien que l'Uruguay a déjà dépassé, pour sa part, le stade des décisions purement théoriques et qu'il prend des mesures concrètes en vue de favoriser l'immigration dans son territoire. L'action des organisations internationales complèterait heureusement toute initiative de même nature que les autres gouvernements pourraient prendre. Le projet de résolution de l'Uruguay s'inspire de cette considération, qui est tout à fait conforme, du reste, aux suggestions du Secrétaire général concernant les mesures à prendre sur le plan international (E/2019). Le Secrétaire général recommande notamment d'intensifier l'action bilatérale dans le domaine du financement des migrations, de favoriser le financement des migrations en faisant appel aux organisations internationales et d'accroître l'assistance technique en vue du financement des migrations: le projet de résolution uruguayen correspond point pour point à ces recommandations.

10. La Commission a pu constater que le texte révisé du projet de résolution uruguayen (A/C.2/L.164/Rev.1) tient compte des excellentes propositions d'amendement présentées par les délégations de la Belgique et de la France (A/C.2/L.168), de l'Australie (A/C.2/L.171) et de la Grèce (A/C.2/L.178). Le dernier paragraphe du texte initial, notamment, a été complètement remanié, conformément aux suggestions des représentants de la Belgique, de la France et de la Grèce. Ce paragraphe renferme cependant une disposition, relative à la formation technique des migrants dans les pays d'immigration, qui ne paraît pas recevoir l'assentiment général: si le représentant de la Grèce ne s'y oppose pas, la délégation de l'Uruguay ne verrait aucun inconvénient à la supprimer.

11. M. DE SEYNES (France) approuve l'ensemble du projet de résolution de l'Uruguay. Au nom des délégations belge et française, il remercie le représentant de l'Uruguay d'avoir inséré dans son projet de résolution les amendements présentés par ces délégations, et dont l'objet était de donner à ce texte un caractère aussi général que possible.

12. Le représentant de la France propose de modifier légèrement le dernier paragraphe du projet de résolution en ajoutant les mots "en particulier la Banque internationale pour la reconstruction et le développement" après les mots "les autres organisations internationales", et en supprimant les mots "et invite en particulier la Banque internationale à coopérer à cette tâche". En effet, dans le texte actuel du projet, les dispositions relatives à l'assistance économique financière et administrative ne s'appliquent qu'à la Banque internationale alors qu'elles devraient s'appliquer à toutes les organisations mentionnées dans ce paragraphe.

13. M. CHAUVET (Haïti) appuie le projet de résolution de l'Uruguay. Toutefois, il fait observer que l'on prend trop souvent, dans le domaine des migrations, des mesures de discrimination fondées sur la race ou la religion. Pour exclure des mesures discriminatoires de ce genre, le représentant d'Haïti propose d'ajouter à la fin du premier paragraphe du dispositif les mots suivants: "sans discrimination d'aucune sorte".

14. M. CARANICAS (Grèce) dit que sa délégation s'intéresse vivement au projet de résolution de l'Uruguay, et rappelle que, pour son pays, le problème de l'émigration présente une gravité particulière depuis la fin de la première guerre mondiale, époque à laquelle des populations grecques ont été expulsées d'Asie Mineure.

15. La Grèce a toujours été surpeuplée; des émigrants grecs se sont tout d'abord rendus dans les autres pays méditerranéens et ils ont même atteint la Crimée et le Caucase. Pourtant, à la fin de la première guerre mondiale et à la suite de la révolution russe, on a assisté à un renversement total de cette tendance. Les Grecs qui habitaient Odessa, la Crimée, le Kouban et le Caucase sont revenus dans la mère patrie. Il en a été de même des Grecs résidant dans de nombreux pays du sud-est européen et du Moyen-Orient où des sentiments de nationalisme se manifestaient. En 1922 et 1923, un million et demi de réfugiés, venus d'Asie Mineure, sont arrivés en Grèce. En 1924, la loi relative à l'immigration, adoptée par le Congrès des Etats-Unis, a mis fin à l'émigration grecque vers les Etats-Unis.

16. Pendant la deuxième guerre mondiale, l'occupation ennemie et les guérillas ont aggravé le problème du surpeuplement de la Grèce. Des Grecs résidant dans les pays voisins ainsi qu'en Roumanie et en URSS sont revenus dans leur pays d'origine. Ainsi, pendant plus de vingt-cinq ans, non seulement l'excédent de population n'a pu émigrer, mais les Grecs vivant à l'étranger sont revenus dans un pays surpeuplé où sévissait le chômage.

17. A l'heure actuelle, la Grèce compte 8.150.000 habitants. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le taux annuel d'accroissement de la population s'est élevé à 13 pour 1.000. La Grèce n'est pas en mesure d'effectuer les investissements nécessaires pour assurer à sa population un niveau de vie adéquat. Le nombre des chômeurs inscrits atteint 156.000. De plus, la

main-d'œuvre souffre du sous-emploi, notamment dans l'agriculture. La population active s'accroît à un rythme plus rapide que la production. Le surpeuplement empêche toute augmentation de la productivité. L'émigration d'une partie de la population excédentaire permettrait donc de résoudre, dans une certaine mesure, les problèmes économiques de la Grèce.

18. Le Gouvernement grec prend d'ailleurs des mesures pour organiser l'émigration. C'est pourquoi il attache une grande importance aux travaux entrepris par le Comité intergouvernemental provisoire pour les mouvements migratoires d'Europe (PICMME). De même, l'émigration temporaire permettrait de remédier à la pénurie de main-d'œuvre dont souffrent certains pays de l'Europe occidentale. Enfin, au cours de sa campagne électorale, le futur Président des Etats-Unis a préconisé une modification des lois relatives à l'immigration qui tiendrait compte de la situation des pays européens auxquels le surpeuplement cause de sérieuses difficultés.

19. Toutefois, seuls les pays insuffisamment peuplés sont en mesure d'apporter une solution durable au problème du surpeuplement. Le représentant de l'Uruguay a signalé que l'insuffisance du peuplement constituait l'obstacle principal au développement économique de son pays, et il a ajouté que l'Uruguay pouvait admettre un nombre considérable d'immigrants qui aideraient à l'exploitation des ressources du pays. Ainsi, les pays surpeuplés dont les ressources sont trop faibles pour permettre une élévation du niveau de vie et les pays insuffisamment peuplés en voie de développement ont tout intérêt à conclure entre eux des accords bilatéraux relatifs aux migrations. Le représentant de la Grèce cite à ce propos les paragraphes 144 et 145 du rapport intitulé *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986). Il rappelle qu'au cours de la 202ème séance le représentant de la FAO a attiré l'attention de la Commission sur la gravité de la situation alimentaire mondiale. Il ne fait pas de doute que la conclusion d'accords bilatéraux relatifs aux migrations et la coopération de toutes les organisations internationales non seulement permettraient de résoudre certains des problèmes qui se posent aux pays surpeuplés et aux pays insuffisamment peuplés mais contribueraient aussi à accroître la production mondiale de denrées alimentaires. A ce propos, le représentant de la Grèce cite un extrait d'un article sur les migrations paru le 23 octobre 1952 dans le *New York Times*.

20. Au sujet des amendements qu'il a proposés et que le représentant de l'Uruguay a incorporés dans son projet de résolution, le représentant de la Grèce signale qu'il a voulu rendre plus précis le deuxième alinéa du préambule en ajoutant, après le mot "entraîne", les mots "le chômage" et "le sous-emploi", c'est-à-dire en mentionnant deux maux caractéristiques des pays surpeuplés. Au quatrième alinéa, il a voulu rappeler que l'OIT a apporté une contribution importante à la solution du problème des migrations. C'est l'OIT qui a convoqué en octobre 1951 la Conférence des pays qui s'intéressent aux migrations européennes, à l'issue de laquelle le PICMME a été créé. Les gouvernements intéressés ont reconnu qu'il existait un rapport étroit entre le développement économique et l'immigration. C'est pourquoi le représentant de la Grèce a proposé d'ajouter les mots "dans le cadre du développement

économique général" après les mots "de conclure", au paragraphe 1 du dispositif.

21. Abordant l'amendement relatif à la formation technique, le représentant de la Grèce précise qu'à son avis il est indispensable d'instituer des centres de formation dans les pays d'immigration pour que les mouvements de migration soient fructueux. Toutefois, il reconnaît que ces centres pourraient aussi jouer un rôle utile dans les pays d'émigration et il est disposé à ajouter à son amendement les mots "et dans les pays d'émigration", après les mots "dans les pays d'immigration", dans le paragraphe 2 du dispositif.

22. Comme le représentant de l'Uruguay, M. Caranicas pense que le manque de moyens de financement internationaux constitue le principal obstacle à l'émigration européenne. Pour terminer, il insiste sur le fait que l'immigration est un des facteurs essentiels du développement économique de nombreux pays insuffisamment développés.

23. M. JOCKEL (Australie) déclare qu'il appuiera le projet de résolution de l'Uruguay relatif aux migrations et au développement économique; ce projet a le mérite d'attirer l'attention sur le concours pratique que l'action internationale peut apporter au déplacement des migrants. L'Australie ne porte pas un intérêt particulier aux études et aux recherches entreprises par les institutions internationales ni aux mesures d'assistance technique destinées à assurer la formation professionnelle des migrants car elle a établi à cet égard ses propres programmes. En revanche, l'octroi de capitaux aux fins d'investissement présente un intérêt pour elle, car cette mesure pourrait lui permettre de recevoir un plus grand nombre d'immigrants.

24. L'Australie accueille actuellement un grand nombre de migrants, qui viennent soit à titre privé, soit au titre de programmes d'assistance. Le représentant de l'Australie présume que le projet de résolution de l'Uruguay ne portera pas atteinte aux migrations à titre privé. En Australie, il existe des liens étroits entre les problèmes de la migration et ceux du développement économique; en effet, si le pays a besoin de migrants pour exécuter ses programmes de développement, le nombre de migrants qu'il peut recevoir dépend du degré d'évolution de son économie. Depuis la guerre, le taux d'immigration en Australie est très élevé. Depuis 1947, c'est-à-dire en quatre ans et demi, la population de l'Australie s'est accrue de 22 pour 100; il va sans dire que cette augmentation s'explique dans une grande mesure par l'afflux des migrants. Comme leur arrivée dans le pays est encore toute récente, ces immigrants donnent encore lieu à un prélèvement net sur les ressources en capital du pays. Pour se procurer une partie des capitaux supplémentaires dont il a besoin d'urgence, le Gouvernement australien a demandé à la Banque internationale de lui consentir des prêts; les négociations menées à cette fin ont été couronnées de succès. A la page 43 du sixième rapport annuel de la Banque pour l'année 1950-1951, on peut lire que l'Australie entre dans une ère de développement économique rapide. Une forte augmentation de l'immigration a provoqué un accroissement annuel de 3 1/2 pour 100 du chiffre de la population et l'un des objectifs de la politique australienne est de continuer à accueillir, pendant les dix prochaines années, de nombreux immigrants. Cette politique implique l'investissement de sommes importantes dans de nouvelles installations

productives ainsi que pour la construction de logements et pour les services publics.

25. Ces considérations ont amené la délégation de l'Australie à proposer au représentant de l'Uruguay de modifier légèrement le troisième alinéa du préambule de son projet (A/C.2/L.164/Rev.1); cet amendement, portant la cote A/C.2/L.171, a été accepté. En tant que représentant d'un des pays les moins peuplés du monde, M. Jockel approuve sans réserve le fond du troisième alinéa mais il craint néanmoins qu'il ne prête, dans son contexte, à des interprétations erronées. Aux fins des migrations, il ne s'agit pas simplement de transporter l'excédent de population d'une région dans une autre région insuffisamment peuplée. Il est reconnu, de nos jours, qu'il est préférable qu'un pays d'immigration ne reçoive des migrants que dans la mesure où il peut les intégrer à son économie en voie de développement, compte tenu des conditions industrielles et sociales propres au territoire. En outre, l'amendement de l'Australie aurait l'avantage de dissiper certains malentendus en précisant qu'une augmentation du chiffre de la population ne constitue pas à elle seule un progrès économique et qu'on ne saurait l'envisager sans tenir compte des ressources en capital du pays d'accueil.

26. En ce qui concerne l'amendement proposé par le représentant d'Haïti, M. Jockel tient à faire remarquer que la discrimination peut prendre de nombreuses formes qui ne sont pas toutes nécessairement condamnables. Les migrants, par exemple, pourraient bénéficier de certains avantages de sécurité sociale par rapport aux autres étrangers. Le représentant de l'Australie attendra, pour se prononcer, d'avoir eu connaissance du texte écrit de cet amendement.

27. M. SEPULVEDA (Chili) fait valoir que le Chili est, par excellence, un pays d'immigration. Ce pays a reçu récemment 5.000 familles d'immigrants en vertu d'accords conclus avec l'Organisation internationale pour les réfugiés. Le Chili pratique aussi la même politique que l'Australie en matière d'immigration privée. M. Sepúlveda s'associe donc à la déclaration du représentant de l'Australie en ce qui concerne les dispositions du paragraphe 2 du dispositif du projet. Il estime également, comme le représentant de la Grèce, que les travailleurs migrants peuvent recevoir une formation professionnelle aussi bien dans les pays d'émigration que dans les pays d'immigration.

28. Il annonce en terminant qu'il votera pour le projet présenté par la délégation de l'Uruguay.

29. M. LIMA (Brésil), au nom de sa délégation, approuve dans leur ensemble les dispositions du projet présenté par la délégation de l'Uruguay. Il tient cependant à faire observer qu'il ne suffit pas, dans le cas du Brésil, de considérer les vastes étendues de terres encore non exploitées que ce pays possède et la pénurie de main-d'œuvre dont il souffre. En réalité, la population du Brésil qui est de 53 millions d'habitants s'accroît sans cesse; son taux d'accroissement annuel est actuellement de 2,25 pour 100 et le Gouvernement du Brésil se trouve dans l'obligation d'ouvrir sans cesse de nouvelles terres à l'exploitation, ce qui exige d'importants investissements pour l'amélioration des conditions de vie et de la situation sanitaire de tout un peuple.

30. L'accroissement de la population pose au Gouvernement du Brésil des problèmes intérieurs dont il doit

tenir compte pour arrêter sa politique en matière d'immigration. Il est notamment dans l'obligation d'appliquer une politique sélective sans laquelle les immigrants risqueraient de devenir une charge trop lourde pour le pays d'accueil. C'est pourquoi M. Lima tient à réserver la position de sa délégation en ce qui concerne l'amendement proposé par la délégation d'Haïti. Il existe certes des mesures discriminatoires injustifiées, parmi lesquelles on peut citer les mesures inspirées par le sectarisme politique, racial et religieux. Mais le représentant du Brésil souligne que tout pays d'immigration peut avoir à appliquer des critères de sélection reposant sur des considérations techniques ou professionnelles. Il craint que l'adoption de l'amendement proposé par la délégation d'Haïti ne gêne les gouvernements intéressés dans le choix des critères de sélection. Tout en rendant hommage à la délégation d'Haïti pour la générosité des idées qui l'inspirent, il se demande s'il n'y a pas incompatibilité entre l'esprit et la lettre de son amendement. Il tient par conséquent à réserver sa position à ce sujet.

31. M. CHAUVET (Haïti) déclare qu'en présentant son projet d'amendement, il n'a envisagé la discrimination que dans le sens où elle est interdite par la Charte. Il ne croit pas que cet amendement doive susciter des discussions détaillées; c'est pourquoi il le maintient et il exprime l'espoir qu'il sera mis aux voix et adopté.

32. M. BERCKEMEYER (Pérou) déclare que le projet de résolution présenté par la délégation de l'Uruguay a trait à une problème capital pour le Pérou. Ce pays est en effet tributaire de l'immigration pour son développement économique. C'est pourquoi il appuiera le projet uruguayen de son vote.

33. M. VARTALITIS (Argentine) indique que son pays est, de tous les pays d'Amérique latine, celui qui a reçu le plus d'immigrants. Rien de ce qui touche à l'immigration n'est indifférent au Gouvernement de l'Argentine qui s'intéresse vivement au projet de résolution uruguayen tel qu'il a été révisé pour tenir compte des amendements proposés par les délégations de la Belgique et de la France, de l'Australie et de la Grèce. De l'avis de M. Vartalitis, les accords bilatéraux constitueront un moyen efficace de résoudre le problème de l'immigration.

34. Le représentant de l'Argentine appuie le projet de résolution uruguayen, qui est de première importance pour les pays insuffisamment développés.

35. M. LEE (Chine) rappelle que son pays fournit de nombreux émigrants à tous les pays d'immigration. Son gouvernement s'intéresse donc à toutes les mesures qui tendent à faciliter l'immigration et, en particulier, au projet présenté par la délégation de l'Uruguay.

36. M. Lee appuie, en principe, l'amendement présenté par la délégation d'Haïti; il espère que cet amendement pourra être présenté sous une forme qui le rendra acceptable pour toutes les délégations.

37. Il fait observer qu'il y aurait lieu, comme suite à la proposition orale du représentant de la France, de modifier le texte anglais du second paragraphe du dispositif en remplaçant les mots "*its constitutional provisions*" par les mots "*their respective constitutional provisions*".

38. M. DE SEYNES (France), à propos de la rectification proposée par le représentant de la Chine, souligne que le passage correspondant du texte français ("dans

la limite des dispositions constitutionnelles applicables”) n’a pas à être modifié.

39. M. CUSANO (Uruguay) se félicite de l’accueil que les membres de la Commission ont bien voulu réserver à son projet de résolution.

40. Il donne au représentant de l’Australie l’assurance que son projet ne vise nullement à substituer l’action gouvernementale aux initiatives privées qui pourraient être prises au sujet des migrations; il tend, au contraire, à les encourager et à les soutenir.

41. La délégation de l’Uruguay comprend parfaitement les préoccupations du représentant d’Haïti et elle approuve entièrement le principe de l’amendement qu’il a proposé. Toutefois, elle estime que cette proposition demande réflexion, car les gouvernements sont tenus par leurs lois nationales en matière d’immigration, et la Commission doit prendre garde de ne pas compromettre l’adoption du projet de résolution en y introduisant une disposition qui risque d’être contraire à ces lois.

42. M. Cusano accepte volontiers la formule proposée par le représentant de la Grèce en ce qui concerne la formation technique des migrants, qui serait donnée dans les pays d’émigration aussi bien que dans les pays d’immigration; cette formule, plus large, semble répondre aux objections que le texte initial avait suscitées.

43. D’autre part, M. Cusano remercie le représentant de la France de la suggestion constructive qu’il a faite au sujet du second paragraphe du dispositif. Il propose, pour sa part, de supprimer entièrement le membre de phrase “dans la limite des dispositions constitutionnelles applicables”: cette réserve paraît, en effet, superflue, étant donné qu’il ne saurait être question de demander au Secrétaire général, ni aux institutions spécialisées et autres organisations internationales, de sortir de leurs attributions constitutionnelles.

44. M. DE SEYNES (France) et M. CARANICAS (Grèce) préféreraient maintenir la formule en question,

afin de donner tous apaisements aux institutions spécialisées.

45. M. CHAUVET (Haïti) voudrait préciser son amendement au premier paragraphe du dispositif; au lieu des mots “sans discrimination d’aucune sorte”, il propose de dire “sans discrimination fondée sur la race ou la religion”. Aucun gouvernement ne peut s’opposer à cette formule qui s’inspire directement des principes de la Charte.

46. M. LUBIN (Etats-Unis d’Amérique) approuve entièrement la teneur du projet de résolution présenté par la délégation de l’Uruguay. Il tient cependant à rappeler que la politique suivie par les Etats-Unis d’Amérique en matière d’immigration se fonde essentiellement sur les lois que le Congrès a adoptées et que lui seul a le pouvoir de modifier, s’il le juge nécessaire. Dans le passé, les Etats-Unis n’ont pas eu pour politique de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux dans ce domaine. Cette réserve exprimée, la délégation des Etats-Unis n’hésitera pas à donner sa voix au projet uruguayen, car elle veut montrer qu’elle s’intéresse aux efforts que les Etats Membres des Nations Unies sont disposés à faire, chacun dans le cadre de sa propre législation, pour faciliter les migrations dans le monde.

47. M. JOCKEL (Australie), revenant à la question de la formation technique des migrants dans les pays d’émigration comme dans les pays d’immigration, se demande s’il n’y aurait pas lieu d’adopter, à ce sujet, dans le second paragraphe du dispositif, les mots “sur la demande des gouvernements intéressés”, après les mots “organisations internationales”.

48. M. CUSANO (Uruguay) invite les représentants qui ont des suggestions à présenter au sujet du second paragraphe du dispositif à se réunir pour l’aider à en arrêter la rédaction définitive.

La séance est levée à 12 h. 20.



SOMMAIRE

Pages

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.164/Rev.1 et Corr.1, A/C.2/L.184) [suite]	223
Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160)	228

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.164/Rev.1 et Corr.1, A/C.2/L.184) [suite]

[Point 25, a*]

1. M. ELAHI (Pakistan) déclare que si la solution du problème de la surpopulation et du développement économique doit être facilitée par l'encouragement des migrations sous l'égide d'organisations internationales, notamment de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, il faut qu'il soit entendu qu'aucune discrimination ne sera pratiquée. Bien que le projet de résolution remanié de l'Uruguay (A/C.2/L.164/Rev.1) n'évoque en rien la notion de discrimination, le premier paragraphe du dispositif pourrait donner lieu à des malentendus dans sa forme actuelle. L'amendement d'Haïti (A/C.2/L.184) est fondé sur des considérations judicieuses. L'orateur espère que le représentant de l'Uruguay exprimera clairement que l'action internationale relative aux migrations devrait être équitable pour tous les pays, quelle que soit leur situation géographique.

2. M. CUSANO (Uruguay) explique que les auteurs des divers amendements ont fait des concessions au cours des réunions du groupe de rédaction officieux, afin que le texte puisse être accepté par toutes les délégations. La version remaniée du second paragraphe du dispositif figure dans le document A/C.2/L.164/Rev.1 et Corr.1. La suggestion du représentant de l'Australie tendant à subordonner la collaboration internationale pour assurer le déplacement et l'équipement de groupes de migrants ainsi que leur formation technique, mentionnée dans le second paragraphe du dispositif,

à une demande des gouvernements intéressés n'a pas rencontré l'agrément de tous les membres du groupe de rédaction, mais ce représentant est évidemment libre de saisir la Commission de son amendement. Le groupe de rédaction ne s'est pas jugé compétent pour émettre un avis définitif sur l'amendement d'Haïti (A/C.2/L.184) et a estimé qu'il serait préférable de laisser à la Commission elle-même le soin de se prononcer à son sujet.

3. M. JOCKEL (Australie) présente ses observations sur l'amendement d'Haïti. Il présume que cet amendement ne vise pas la politique fondamentale que les pays d'immigration suivent lorsqu'ils décident des migrants qu'ils peuvent recevoir. Tout pays souverain a le droit d'arrêter sa propre politique à l'égard des migrations. A son avis, l'amendement vise le traitement et la procédure appliqués aux migrants que l'on installe en exécution d'un accord. Le terme "déplacement", par exemple, se rapporte au transport et au mouvement des migrants. Il préférerait que le représentant d'Haïti n'insiste pas sur sa proposition d'amendement, mais il reconnaît que le texte actuel représente une amélioration très nette par rapport à la rédaction proposée à l'origine. Le représentant de l'Australie s'abstiendra de voter sur l'amendement d'Haïti, mais, puisqu'il est acceptable en principe, sous réserve de l'interprétation qu'il vient d'en donner, il votera en faveur de l'ensemble du projet de résolution, même si l'amendement y est incorporé.

4. M. TAYLOR (Canada) rappelle que la situation économique qui a existé au Canada entre 1930 et 1946 a empêché tout vaste mouvement d'immigration. Depuis la guerre, le Canada est redevenu un pays d'accueil pour un nombre d'immigrants exceptionnellement élevé; entre la fin de la guerre et le 30 juin 1952 le Canada a accueilli plus de 750.000 immigrants, dont 120.000 environ ont immigré sous les auspices de l'OIR. Entre 1947 et 1951, le Canada a versé plus d'un million de dollars à l'Organisation internationale du

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Travail et 20.600.000 dollars à l'OIR, pour aider à financer les mouvements des immigrants remplissant les conditions requises. D'autre part, ce pays a participé aux efforts déployés par le Comité intergouvernemental provisoire pour les mouvements migratoires d'Europe afin de favoriser ainsi la solution générale de certains problèmes.

5. Le représentant du Canada ne met donc nullement en doute la validité du principe général dont s'inspire la résolution de l'Uruguay et selon lequel les pays disposant de vastes ressources inutilisées et dont la population est numériquement insuffisante pourraient hâter dans une mesure importante leur développement économique en complétant l'accroissement naturel de leur population grâce à des mesures tendant à encourager l'immigration de personnes bien adaptées à leurs besoins économiques et à leur climat culturel. D'autre part, on pourrait faire beaucoup, et on a d'ailleurs déjà beaucoup fait, grâce à la collaboration internationale. Le Canada a collaboré sans réserve à l'activité du Comité d'experts triparti qui s'est réuni en août 1950 à Paris, ainsi qu'à la Conférence sur les migrations qui s'est tenue en octobre 1951 à Naples sous les auspices de l'OIT. On peut s'attendre également à ce que les institutions internationales qui s'intéressent à la question apportent, conformément à leurs dispositions constitutionnelles respectives, une assistance financière au déplacement des migrants vers les pays d'accueil.

6. La migration est un problème, essentiellement humain et individuel; cependant, les vastes mouvements migratoires soulèvent de graves problèmes sociaux et économiques. C'est ainsi que la politique d'immigration appliquée au Canada tient compte du rythme auquel ce pays peut absorber les nouveaux venus et tend à éviter la création de nouvelles enclaves qui retarderaient l'adaptation des immigrants à la vie matérielle et spirituelle du Canada. Ni la planification ni une direction centrale et coordonnée ne permettent de régler ces problèmes de façon satisfaisante.

7. Le Canada continuera donc à favoriser l'immigration dans les limites du raisonnable, et de prendre, le cas échéant, des mesures complémentaires dans le cadre d'arrangements administratifs bilatéraux tendant à faciliter l'installation des immigrants qui répondent aux conditions requises. M. Taylor reconnaît que d'autres Etats peuvent avoir des vues et une politique différentes et donner leur appui à l'amendement haïtien selon lequel les accords bilatéraux qui pourraient être conclus ne devront renfermer aucune clause qui comporte une discrimination fondée sur la race ou la religion. Le Canada continuera à collaborer à toute action internationale tendant à régler des problèmes particuliers et à faciliter la mise en œuvre des accords répondant aux besoins des parties contractantes et conformes à leur politique. Mais il ne voudrait pas voir la Commission adopter à l'égard de la politique d'immigration une attitude indiquant qu'elle considère, implicitement ou explicitement, que les accords prévoyant l'installation de groupes constituent la meilleure méthode de régler les problèmes d'immigration.

8. Cela dit, M. Taylor appuie le projet de résolution remanié et l'amendement d'Haïti.

9. M. HALIQ (Arabie saoudite) déclare que certains principes sur lesquels reposent le projet de résolution de l'Uruguay et les amendements à ce texte l'empêchent

d'adopter une attitude bien définie à l'égard de ces textes.

10. Le projet de résolution s'adresse avant tout aux pays d'Europe et d'Amérique ainsi qu'à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie; il est par conséquent quelque peu sélectif et prête à controverse. L'amendement d'Haïti et l'intervention du représentant de l'Australie confirment qu'il en est bien ainsi. Cependant, les problèmes du surpeuplement et de la migration présentent pour l'Asie une importance bien plus grande.

11. L'Organisation des Nations Unies ne devrait pas se borner à envisager ce problème du point de vue économique; elle devrait prendre aussi en considération ses aspects sociologique, humanitaire et juridique. Le fait que la Commission doive s'occuper principalement des questions économiques ne lui permet nullement de négliger les autres aspects du problème. En 1948, la Deuxième Commission a été saisie des aspects économiques et juridiques de la question qui a été également examinée au cours d'une réunion mixte des Deuxième et Troisième Commissions, sans qu'on ait pu aboutir toutefois à aucun résultat satisfaisant. Tout en comprenant le désir que manifestent certaines délégations d'établir la coopération internationale nécessaire pour faciliter les migrations, le représentant de l'Arabie saoudite n'est pas en mesure de voter pour le projet de résolution de l'Uruguay.

12. M. CHAUVET (Haïti) fait observer que son amendement tend à empêcher les mesures discriminatoires qui sont proscrites par la Charte. Il demande que son amendement fasse l'objet d'un vote par appel nominal.

13. M. STANOVNIK (Yougoslavie) déclare que beaucoup de Yougoslaves qui avaient émigré après la deuxième guerre mondiale aux Etats-Unis, au Canada et en Australie sont rentrés depuis dans leur pays d'origine. Si l'émigration s'est arrêtée, c'est notamment parce que la Yougoslavie a lancé un vaste plan de développement économique qui a créé de nouvelles possibilités d'emploi dans l'agriculture et dans l'industrie.

14. Il pense, comme le représentant du Pakistan, que le surpeuplement pose un problème plus grave pour les pays d'Asie que pour les pays européens. Ainsi que le représentant de l'Arabie saoudite l'a déjà fait observer, il faut envisager ce problème sous tous ses angles. Il est parfaitement clair que le revenu national d'un pays insuffisamment développé ne peut pas augmenter pour la simple raison qu'une partie de sa population décide d'émigrer, bien que ce fait puisse provoquer un certain accroissement du revenu par habitant.

15. L'orateur ne s'oppose pas à ce qu'on encourage l'émigration; sous l'angle des principes généraux l'immigration contribuera à résoudre le problème de la main-d'œuvre dans certains pays, mais les pays dont les travailleurs sont originaires n'en tireront aucun avantage. Il vaudrait mieux fournir une aide financière à ces pays pour leur permettre de développer leurs industries, que de leur permettre de faciliter l'émigration; en effet, ces pays possèdent des ressources naturelles et une main-d'œuvre suffisantes, mais ils manquent de capitaux pour exploiter leurs richesses d'une manière appropriée. Les fonds qui seront investis dans la migration profiteront aux pays d'immigration mais non pas aux pays d'origine des émigrants.

16. En conséquence, l'orateur s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution de l'Uruguay. Cependant, cette abstention ne signifie en aucune manière que la Yougoslavie désire empêcher les divers pays de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux destinés à faciliter la solution des problèmes que pose le surpeuplement.

17. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) relève que l'intérêt du projet de résolution provient notamment de ce que son auteur, après avoir constaté que certains pays insuffisamment développés sont surpeuplés alors que d'autres n'ont pas une population assez nombreuse, propose des méthodes propres à remédier à cette situation; l'orateur appuie pleinement cette proposition.

18. M. Perry estime que les termes du projet de résolution de l'Uruguay, notamment ceux du premier paragraphe du dispositif, pourraient conduire à dépasser l'objectif envisagé. La conclusion d'accords serait utile, par exemple, pour obtenir une aide financière de la Banque internationale, mais il faut laisser aux pays d'immigration une certaine latitude. En conséquence, l'orateur accueille avec faveur l'explication du représentant de l'Uruguay selon laquelle le projet de résolution ne vise nullement à interdire la migration en vertu d'accords particuliers. Il présume également que la proposition ne tend pas à exclure des arrangements officiels entre les divers pays, notamment entre ceux qui sont unis par des liens étroits, ni à recommander aux gouvernements de modifier leur politique à l'égard des migrations.

19. Le nombre d'habitants de la Nouvelle-Zélande n'est ni insuffisant ni excessif. Ce pays ne dispose pas de vastes territoires qui pourraient se prêter à l'installation de migrants. En fait, le Parlement néo-zélandais vient d'adopter des mesures qui étendent le pouvoir qu'a le gouvernement de reprendre des terres déjà occupées, pour y installer d'anciens combattants.

20. On ne saurait s'opposer aux objectifs généraux de l'amendement présenté par Haïti, mais l'orateur se demande s'il est nécessaire ou opportun de faire figurer cet amendement dans la résolution; en effet, le premier paragraphe du dispositif vise les cas où les gouvernements intéressés jugeraient souhaitable de conclure des accords. Ces accords renfermeront presque certainement des clauses relatives au traitement des migrants et certaines de ces clauses pourraient passer pour discriminatoires à l'égard des immigrants, pendant un certain temps, parce qu'elles joueraient apparemment à leur avantage ou à leur détriment. Il est donc préférable de ne pas préjuger les dispositions des accords et de renoncer à faire figurer dans une résolution une clause d'ordre général à ce sujet. Néanmoins, il votera en faveur du projet de résolution de l'Uruguay.

21. M. BAKR (Irak), tout en appuyant le principe sur lequel se fonde le projet de résolution, pense qu'il ne faudrait pas considérer cette question comme un problème exclusivement économique. Etant donné que la proposition aurait certaines répercussions pour son pays, il s'abstiendra lors du vote.

22. M. ABDELRAZEK (Egypte) déclare que l'Egypte est surpeuplée, mais qu'elle n'est ni un pays d'immigration ni un pays d'émigration. Les Egyptiens sont très attachés à leur patrie et les efforts déployés par le gouvernement visent à absorber l'excédent de population et non à encourager l'émigration. L'orateur

estime que les aspects sociaux et juridiques de la migration sont plus importants encore que ses aspects économiques. De ce fait, la Troisième Commission ou, mieux encore, l'ancienne Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions aurait été plus compétente pour s'occuper du problème. En 1948, la question avait été soulevée dans un projet de résolution présenté par l'Argentine, qui avait été renvoyé à la Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions; cependant, celle-ci s'était bornée à prier le Secrétaire général de porter la question à la connaissance du Conseil économique et social et de soumettre à cet organe la documentation pertinente.

23. Abordant l'aspect juridique du problème, l'orateur fait remarquer que la plupart des émigrants quittent leur pays d'origine sans esprit de retour; c'est la raison même pour laquelle le droit international privé leur fait perdre leur nationalité d'origine. Cet état de choses crée des difficultés entre les pays d'origine et les pays d'adoption. D'autre part, l'émigration a des répercussions plus étendues sur le plan national que sur le plan international. En conséquence, l'orateur s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution de l'Uruguay; il appuie par ailleurs l'amendement d'Haïti.

24. M. JONKER (Pays-Bas) appuie le projet de résolution parce qu'il s'inspire des principes mêmes que les Pays-Bas appliquent à l'égard des citoyens néerlandais qui s'établissent à l'étranger. Il rappelle que, le 3 novembre 1952, le représentant des Philippines a dit que les agriculteurs néerlandais qui émigrent reçoivent au moment du départ du cheptel, du matériel et d'autres objets destinés à leur permettre de s'installer à l'étranger. La migration est un problème qui présente un intérêt international, et non purement national; l'orateur accueille donc avec faveur toute proposition qui vise à fournir une aide extérieure. Il est disposé à voter en faveur du projet de résolution dans sa rédaction actuelle; il votera également en faveur de l'amendement d'Haïti, bien qu'il considère que ce dernier est superflu.

25. M. DOMINGUEZ COMPANY (Cuba) estime que, si le développement économique est insuffisant, c'est souvent parce que la densité de la population est trop faible; cependant, le rapport qui existe entre l'accroissement de la population et le développement économique ne signifie pas que ces deux phénomènes doivent se produire en même temps. Avant de songer à organiser l'immigration, il faut prendre des mesures en vue du développement économique. Etant donné la faible densité de sa population, l'Amérique latine serait en mesure d'accueillir un grand nombre d'immigrants, mais les systèmes économiques et le niveau de développement des pays de cette région ne leur permettent pas encore de le faire. De l'avis de la délégation de Cuba, le financement de l'immigration envisagé dans le deuxième paragraphe du dispositif du projet ne présentera guère d'utilité si l'on ne commence pas par développer l'économie des pays qui doivent recevoir des immigrants. Il importe de financer d'abord la création d'industries nouvelles ou d'étendre les superficies cultivées des régions à faible densité de population; ce n'est qu'après avoir pris des mesures de ce genre que l'on pourra encourager l'immigration. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne doit pas avoir pour mission de fournir une aide financière en vue de transporter et d'équiper des groupes d'immigrants, et moins encore en vue de leur donner

une formation professionnelle. La délégation de Cuba estime que le premier paragraphe du dispositif du projet renferme des idées constructives, mais, étant donné ce que son représentant vient de dire du financement des migrations, elle s'abstiendra de voter sur ce point.

26. M. BAUER PAIZ (Guatemala) déclare que son pays a été heureux d'admettre des immigrants d'un grand nombre de nationalités, sans distinction de race ou de religion, tout comme il a ouvert ses portes aux réfugiés politiques. Le projet de résolution de l'Uruguay contribuera à faire régner une meilleure entente sur le plan international; l'orateur l'appuie en principe, bien que sa situation démographique empêche le Guatemala d'accepter les modalités d'un système d'immigration rigide. Le Guatemala s'efforce de relever le niveau de vie de sa population, notamment dans les régions rurales, et il se heurte à des difficultés de migration sur le plan local. On finira par résoudre le problème au moyen de plans de réforme agraire à longue échéance, mais en attendant, le Gouvernement du Guatemala n'est pas disposé à assumer des engagements d'ordre international qui lui imposeraient la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux en matière d'immigration. En conséquence, l'orateur s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution.

27. M. CUSANO (Uruguay) déclare qu'il s'efforcera de défendre le projet de résolution de sa délégation en exposant les motifs réels qui l'ont poussé à soumettre ce texte. Il n'a pas inséré dans son projet remanié les mots qui figurent dans l'amendement du représentant d'Haïti, car il n'existe pas dans son pays la moindre discrimination raciale ou religieuse. L'article 5 de la Constitution de l'Uruguay garantit la liberté de religion; aussi, les catholiques, les protestants et les juifs sont-ils entièrement libres de pratiquer leurs religions respectives. Il en est de même du problème racial. Nul n'a jamais été inquiété à cause de son origine ou de la couleur de sa peau. En raison de l'absence totale de discrimination en Uruguay, M. Cusano n'a pas voulu soulever cette question dans son projet de résolution, et c'est pourquoi il a refusé d'accepter l'amendement d'Haïti lors de la réunion du groupe de travail. Toutefois, le représentant de l'Uruguay appuiera cet amendement lorsqu'il sera mis aux voix.

28. Revenant sur ce que les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et de l'Iran ont dit au sujet des problèmes politiques et autres que soulevait la question des migrations, il fait observer que sa délégation n'a nullement cherché à régler dans son ensemble ce problème dont tout le monde reconnaît la complexité. Toutefois on n'accomplirait jamais aucun progrès si l'on s'abstenait de prendre des mesures sous prétexte que le problème dont il s'agit est compliqué; la délégation de l'Uruguay s'est donc efforcée d'apporter tout au moins une contribution partielle à la solution de ce problème.

29. Les mesures dont il est question dans son projet de résolution, mesures qui visent à favoriser les accords bilatéraux et multilatéraux sur la question des migrations, ont un caractère positif et peuvent se révéler avantageuses pour beaucoup de pays. Il n'est point besoin, bien entendu, de préciser de quelle région du monde il s'agit; chaque pays demeurera libre d'agir comme bon lui semble et les pays qui n'ont pas besoin d'immigrants ne seront nullement tenus de conclure des

accords. Il existe cependant des pays, comme l'Italie par exemple, que l'on pourrait considérer sans aucun doute comme des pays d'émigration. L'Italie n'est nullement en mesure d'assurer un niveau de vie satisfaisant à l'ensemble de sa population; lorsque la population est excédentaire dans tel ou tel pays, rien n'empêche d'essayer de la transférer dans un pays qui ne retirerait que des avantages de cette opération. L'Uruguay est très reconnaissant de la contribution qu'ont apporté à son développement les différents groupes d'immigrants qu'il a accueillis sur son territoire, et beaucoup d'autres pays ont des raisons analogues d'éprouver la même reconnaissance.

30. Le problème des migrations est avant tout un problème humanitaire et, c'est en ce sens, sans aucune arrière-pensée et sans intention politique, que la délégation de l'Uruguay a présenté son projet de résolution.

31. Il tient à répéter à l'intention du représentant de la Nouvelle-Zélande ce qu'il a déjà dit au représentant de l'Australie: la recommandation selon laquelle les pays devraient conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux n'empêche nullement la conclusion d'accords officiels ou privés sur les mouvements de groupes d'immigrants. On a affirmé que la recommandation qui figure au premier paragraphe du dispositif du projet de résolution risque de porter atteinte à la liberté individuelle. M. Cusano ne croit pas pour sa part qu'on puisse déceler dans ce texte une intention pareille, mais pour rendre ce paragraphe tout à fait clair, il serait prêt à y insérer le mot "volontaires".

32. M. VARTALITIS (Argentine) déclare que, comme il l'a déjà indiqué au cours de la séance précédente, sa délégation appuie le principe des accords bilatéraux. Le projet de résolution envisage, certes, la conclusion d'accords multilatéraux, mais puisque ces accords ne doivent constituer qu'une des solutions possibles, la délégation de l'Argentine estime qu'elle pourra voter pour ce texte sans pour cela prendre d'engagements en ce qui concerne les accords multilatéraux.

33. Il demande que le second paragraphe du dispositif (A/C.2/L.164/Rev.1 et Corr.1) fasse l'objet d'un vote séparé, car sa délégation a l'intention de s'abstenir lors du vote sur ce paragraphe.

34. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que les déclarations faites par certains représentants au sujet de la question des migrations, sonnent faux. Il est certain que l'on a tort de vouloir orienter arbitrairement vers des pays nouveaux les réfugiés que la guerre a déplacés de leur pays d'origine, ainsi que l'ont fait l'Organisation internationale pour les réfugiés et le Haut-Commissariat pour les réfugiés. Certaines personnes déplacées ont été forcées, bien souvent dans des conditions extrêmement difficiles, à s'expatrier outre-mer, aux États-Unis, au Canada et en Amérique du Sud.

35. La délégation de l'URSS ne peut appuyer aucune résolution tendant à rompre à tout jamais les liens existant entre les migrants et leur pays natal. Il résulte des explications que vient de fournir le représentant de l'Uruguay que son projet de résolution porte sur la réinstallation des réfugiés d'Europe. Même si ce projet de résolution ne doit s'appliquer qu'aux cas où les émigrants cherchent à échapper à des conditions de vie particulièrement difficiles, sa délégation s'abstiendra lors

du vote à son sujet, car elle estime que ce n'est pas dans ce sens qu'il faut chercher une solution. Pour régler le problème des migrations, il faut assurer un développement équilibré de tous les moyens de production, ce qui permettrait à chacun de rester dans son pays d'origine.

36. Si M. Arkadiev a l'intention de s'abstenir lors du vote sur l'amendement d'Haïti, ce n'est pas parce que sa délégation approuve la discrimination raciale ou religieuse, mais bien parce qu'elle entend s'abstenir lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution.

37. M. CUSANO (Uruguay) pense que le représentant de l'URSS a mal compris ses observations. Le projet de résolution ne vise pas à faire venir en Uruguay des groupes de réfugiés déplacés du fait de la guerre et à les empêcher de retourner dans leur pays d'origine. Toute suggestion de ce genre trahirait sa propre pensée, car, comme il l'a souligné, le projet de résolution se fonde sur des motifs uniquement humanitaires et nullement politiques. Il a évoqué les courants ethniques et démographiques qui déterminent les migrations et il n'a songé qu'aux émigrants qui désireraient s'expatrier volontairement de leur plein gré, parce qu'ils ne peuvent pas gagner convenablement leur vie dans leur pays d'origine.

38. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) remercie le représentant de l'Uruguay de ses explications.

39. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement d'Haïti (A/C.2/L.184) qui vise à insérer les mots "sans discrimination fondée sur la race ou la religion" avant les mots "dans le cadre du développement économique général" dans le premier paragraphe du dispositif du projet de résolution révisé de l'Uruguay (A/C.2/L.164/Rev.1).

A la demande du représentant d'Haïti, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Afghanistan, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Argentine, Belgique, Bolivie, Canada, Chili, Chine, Danemark, Egypte, Ethiopie, France, Grèce, Haïti, Israël, Pays-Bas, Pakistan, Pérou, Philippines, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay.

Vote contre: Néant.

S'abstiennent: Afghanistan, Australie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Colombie, Cuba, Tchécoslovaquie, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, Thaïlande, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Par 21 voix contre zéro, avec 28 abstentions, l'amendement est adopté.

40. M. BETETA (Mexique) déclare que sa délégation s'est abstenue de voter sur l'amendement proposé par la délégation d'Haïti, parce que, bien qu'elle soit entièrement d'accord avec le principe de l'absence de discrimination raciale ou religieuse en matière de migrations, elle craint, comme d'autres délégations, que cet amendement ne soulève des difficultés pratiques. La plupart des pays pratiquent une politique d'immigration qui comporte certaines restric-

tions, parce qu'il est souhaitable que la fusion ethnique des immigrants et de la population d'origine puisse être complète. L'amendement risque de rendre difficile la continuation de cette politique.

41. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation a voté en faveur de l'amendement d'Haïti parce qu'elle a retenu les explications du représentant d'Haïti: aucune mesure discriminatoire fondée sur la race ou la couleur ne doit être prévue dans les accords bilatéraux ou multilatéraux.

42. M. VANER (Turquie) déclare que sa délégation s'est abstenue de voter sur le projet d'amendement parce que la législation de son pays accorde une préférence aux immigrants de sang turc. Il n'existe pas de discrimination raciale ou religieuse en Turquie.

43. Le PRESIDENT met aux voix les quatre paragraphes du préambule et le premier paragraphe du dispositif du projet de résolution révisé de l'Uruguay (A/C.2/L.164/Rev.1) sous leur forme modifiée.

Par 28 voix contre zéro, avec 19 abstentions, les quatre paragraphes du préambule et le premier paragraphe du dispositif sont adoptés.

44. Le PRESIDENT met aux voix le texte révisé du second paragraphe du dispositif du projet de résolution de l'Uruguay (A/C.2/L.164/Rev.1 et Corr.1).

Par 28 voix contre zéro, avec 21 abstentions, le second paragraphe du dispositif est adopté.

45. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution révisé de l'Uruguay ainsi modifié.

A la demande du représentant de l'Egypte, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Venezuela, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Danemark, France, Grèce, Haïti, Inde, Iran, Israël, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela.

Vote contre: Néant.

S'abstiennent: Afghanistan, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cuba, Tchécoslovaquie, Egypte, Ethiopie, Guatemala, Indonésie, Irak, Nicaragua, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, Thaïlande, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Par 29 voix contre zéro, avec 20 abstentions, le projet de résolution révisé ainsi modifié est adopté.

46. M. BLUSZTAJN (Pologne) déclare que sa délégation s'est abstenue de voter sur le projet de résolution parce qu'elle croit, comme elle l'a déjà fait remarquer fréquemment, que le problème démographique qui se pose dans certains pays peut et doit être résolu par ces pays eux-mêmes grâce à l'adoption de mesures appropriées et adéquates permettant d'augmenter leur capacité de production et leurs ressources nationales. La migration n'est pas le meilleur moyen de résoudre le problème. Puisque la délégation de la Pologne s'est abstenue de voter sur l'ensemble de la résolution, elle n'a pas pu voter en faveur de l'amendement d'Haïti, bien qu'elle soit entièrement favorable au principe selon lequel la discrimination raciale et reli-

gieuse ne saurait être admise quelles que soient les circonstances.

47. M. MENA (Nicaragua) estime qu'il n'est pas nécessaire de mentionner la question de la discrimination, car il ne se pose pour son pays aucun problème de caractère racial ou religieux. Il s'est abstenu de voter sur le projet de résolution parce que le Nicaragua, avant de s'intéresser à la question de la migration internationale, doit tout d'abord s'attacher à résoudre certains problèmes concernant sa population autochtone.

48. M. BOTHA (Union Sud-Africaine) explique que sa délégation s'est abstenue de voter parce que son gouvernement n'envisage pas de conclure d'accords bilatéraux ou multilatéraux au sujet des migrations.

49. M. IMRU (Ethiopie) déclare que sa délégation n'a pas voté contre la résolution parce que l'Ethiopie est favorable à tout effort destiné à favoriser les mouvements de populations à des fins humanitaires et économiques. Au cours des trente années passées, l'Ethiopie a accueilli de nombreux émigrants, les a aidés à fonder un foyer et a facilité leur intégration dans la communauté.

50. Toutefois, la délégation de l'Ethiopie n'a pu voter en faveur de la résolution parce que son gouvernement n'est pas disposé à conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux au sujet des migrations. Le problème qui se pose pour l'Ethiopie est différent de celui dont il est question dans la résolution: il consiste à faciliter le déplacement harmonieux de la population des régions du Nord, qui sont surpeuplées, vers les régions du Sud, où la population n'est pas assez dense. La résolution a un caractère restrictif, car elle ne prévoit pas les déplacements internes de population.

51. M. Imru remercie le représentant d'Haïti d'avoir fourni à la Commission une occasion de réaffirmer sa conviction que la discrimination raciale ou religieuse est contraire à la Charte et aux principes d'humanité.

52. Le PRESIDENT invite la Commission à passer à l'examen du projet de résolution de l'Uruguay faisant l'objet des documents A/C.2/L.165 et A/C.2/L.165 et Corr.1 ainsi qu'à l'examen de l'amendement présenté par la Bolivie (A/C.2/L.166).

53. M. CUSANO (Uruguay) signale que le représentant de la France lui a demandé s'il serait possible à la Commission d'examiner la question de la réforme agraire avant de discuter le second projet de résolution de l'Uruguay, car le représentant de la France qui doit prendre la parole sur la question de la réforme agraire se voit obligé, du fait de ses fonctions parlementaires, de retourner en France cette semaine. M. Cusano est tout disposé à remettre à plus tard la discussion du projet de résolution de sa délégation, étant entendu qu'il sera examiné après la question de la réforme agraire.

54. Le PRESIDENT annonce qu'il va suivre la procédure proposée par M. Cusano.

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160)

[Point 25, c*]

55. M. BLOUGH (Secrétariat) désire donner quelques détails pour compléter le rapport reproduit dans le document A/2194, qui traite des travaux entrepris par

le Secrétariat en ce qui concerne la réforme agraire. Le Secrétariat s'occupe de deux choses très importantes dans ce domaine: le questionnaire sur la réforme agraire et l'étude du rôle des coopératives dans l'agriculture. Il partage la responsabilité de ces travaux avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et avec d'autres institutions spécialisées intéressées. Le questionnaire sur la réforme agraire a été distribué, à titre d'information, sous la cote A/2194/Add.1.

56. Dans sa résolution 370 (XIII), le Conseil économique et social a demandé au Secrétariat de préparer un questionnaire et a indiqué sur quels points devait porter l'enquête. Le Conseil a également décidé que ce questionnaire serait publié périodiquement, au moins une fois tous les trois ans. Il a ainsi reconnu que les changements importants qui interviennent dans ce domaine ne se produisent pas rapidement et s'est soucié de ne pas imposer aux gouvernements la tâche de préparer chaque année un rapport détaillé. Avant d'établir le questionnaire, le Secrétaire général et les institutions spécialisées intéressées ont étudié minutieusement le problème; bien entendu, il sera possible d'améliorer le questionnaire grâce à l'expérience acquise. Les gouvernements ont été invités à répondre au questionnaire avant le 1er juin 1953; les réponses seront analysées au cours du second semestre de 1953 et les résultats seront présentés au Conseil économique et social en 1954. M. Blough invite les gouvernements à répondre au questionnaire le plus tôt possible afin de permettre au Secrétariat de commencer ses travaux sans retard. Les gouvernements ne doivent pas perdre de vue qu'ils peuvent, s'ils le désirent, consulter les commissions économiques régionales, le Secrétariat du Siège ou la FAO, au cas où ils éprouveraient certaines difficultés dans la préparation de leurs réponses.

57. La résolution du Conseil sur la réforme agraire a fait ressortir que les institutions spécialisées ne doivent pas cesser d'étudier en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies la question de la réforme agraire et doivent accorder à ce problème une priorité de premier rang dans leurs programmes d'assistance technique. Jusqu'à présent, on n'a reçu que peu de demandes d'assistance technique dans ce domaine. Il est possible que les gouvernements veuillent examiner de nouveau la possibilité de demander une assistance pour résoudre les problèmes qui se posent à eux dans le domaine de la réforme agraire.

58. La seconde tâche qui incombe à l'Organisation des Nations Unies est l'étude des résultats obtenus en matière de coopération agricole; cette étude lui a également été confiée par le Conseil dans sa résolution 370 (XIII). L'Organisation des Nations Unies a déjà entrepris cette étude avec la collaboration des institutions spécialisées intéressées; le rapport sera probablement terminé à la fin de 1953 et soumis au Conseil, à sa première session, en 1954.

59. M. DULIN (France) remercie la Commission d'avoir bien voulu modifier son programme de manière à lui donner la possibilité de prendre la parole à la présente séance.

60. Il rappelle la déclaration qu'il a faite au cours de la sixième session de l'Assemblée générale¹ et déclare

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Deuxième Commission, 177ème séance.*

qu'il a l'intention de signaler les plus significatives des réalisations faites par la France pour améliorer la structure agraire selon les directives de la résolution 524 (VI) adoptée par l'Assemblée générale le 12 janvier 1952. En agissant ainsi, la France n'entend donner de leçon à quiconque, mais tient simplement à partager avec d'autres nations les fruits de son expérience dans ce domaine.

61. Il s'associe aux principes énoncés dans la résolution sur la réforme des structures agraires adoptée par la FAO à sa sixième session et il reconnaît, en particulier, la nécessité d'une collaboration entre toutes les organisations nationales et internationales intéressées.

62. La structure agraire de la France a atteint un état d'équilibre qui interdit toute modification profonde; la réforme à accomplir dans le domaine agraire ne présente donc pas en France un caractère aussi urgent que dans les pays insuffisamment développés. D'une manière générale, la structure agricole de la France a évolué de manière à bien répondre aux besoins de la population rurale.

63. On peut citer en exemple de la collaboration des Etats Membres et des organisations internationales, préconisée par la résolution 524 (VI) de l'Assemblée générale, les rapports établis par les diverses branches de l'administration française et plus particulièrement le rapport récemment publié par la Caisse nationale de crédit agricole. Ce rapport souligne la contribution du crédit agricole mutuel à la réalisation d'un programme de réforme agraire dont l'orateur expose les cinq objectifs principaux.

64. Le premier est de faciliter, grâce à un système de crédit individuel à long terme, l'accession à la propriété des travailleurs agricoles et des petits fermiers. M. Dulin indique les avantages d'une stabilité sociale plus grande et de la meilleure exploitation du sol qui résulte des encouragements donnés à l'accession à la petite propriété. Il cite des chiffres indiquant le montant des prêts individuels à long terme accordés à cet effet. A la fin de 1938, le crédit agricole français avait consenti 122.356 prêts pour un montant de 2.049 millions de francs; à la fin de 1951, 166.141 prêts avaient été accordés pour un montant de 12.103 millions de francs.

65. Bien que, dans la majorité des cas, la petite propriété paysanne apparaisse comme la forme la plus souhaitable de l'exploitation du sol, du fait qu'elle donne aux populations rurales le sentiment de la sécurité et de la liberté, il est d'autres cas où l'agriculteur a plus d'avantages à louer le sol. En conséquence, le deuxième objectif du programme de réforme agraire a été d'aider les jeunes exploitants, dont les disponibilités sont limitées, à acheter de l'équipement et du cheptel. Les jeunes, plus disposés à accepter les procédés nouveaux, jouent un rôle utile dans l'amélioration de la productivité. Un système de prêts de cinq ans leur permet d'acquérir du cheptel et du matériel agricole. Des prêts à long terme sont également accordés pour l'amélioration des bâtiments de la ferme.

66. Il ne s'agit là que de mesures appliquées sur le plan individuel, mais le système du crédit agricole français a également encouragé, pour venir en aide aux petits exploitants, l'extension des coopératives agricoles. Il existe actuellement 25.000 groupements coopératifs agricoles dans les territoires de la France métropolitaine et de la France d'outre-mer. Ces coopératives agricoles ont plus de 3 millions de membres et rencontrent le plus

de succès surtout dans les régions où dominent les petites et moyennes exploitations. Ainsi, la production du blé est assurée en France surtout par les petits agriculteurs: 68 pour 100 cultivent moins de 2 hectares et il existe plus de 1.000 coopératives de producteurs de blé. Le développement des coopératives de production est étroitement lié au progrès technique car il permet aux exploitations familiales d'utiliser l'outillage le plus récent. D'autre part, les petits propriétaires peuvent rechercher pour leurs produits de meilleurs débouchés à des prix plus rémunérateurs. Le développement de la coopération agricole a été rendu possible par l'aide financière apportée à ce mouvement par le système de crédit agricole: ces deux institutions sont étroitement liées.

67. Un quatrième aspect du programme de réforme agraire a été l'effort fait pour assurer une meilleure répartition de la population agricole active entre les diverses régions françaises en accordant aux migrants agricoles une aide qui leur permet de s'installer. Un fonds spécial, qui consent des prêts à cet effet, a été constitué et, en trois ans, plus de 2.000 familles ont été établies dans des régions déficitaires en main-d'œuvre agricole. Un autre des buts poursuivis par le programme de réforme agraire a été l'accroissement de la productivité des régions insuffisamment développées grâce à une aide technique et financière. A cette fin, la France a établi en 1952 un système nouveau de zones-témoins et de villages-témoins. Au cours de ces expériences, l'assistance technique et les crédits ont été concentrés sur ces régions de manière que, outre l'accroissement de la productivité, elles servent d'exemple et de stimulant pour l'ensemble de l'agriculture du pays. A la fin de 1952, des zones-témoins avaient été constituées dans 27 départements et on espère étendre ce système aux territoires de la France d'outre-mer.

68. Le représentant de la France décrit ensuite le nouveau plan quadriennal (1953-1956) d'équipement et de modernisation et expose les résultats qu'on en attend pour le développement de l'agriculture. Six cents milliards de francs doivent être investis dans l'agriculture en quatre ans et de façon à augmenter la production agricole de 20 pour 100 au cours de cette période. Les objectifs de production ont été établis en accord avec l'Organisation européenne de coopération économique de manière à permettre une satisfaction aussi complète que possible des besoins alimentaires de l'Europe occidentale. La production agricole des régions sous-développées de la France et des territoires d'outre-mer doit être améliorée, non pas par des investissements massifs et coûteux, mais en réalisant des progrès techniques et en poursuivant le remembrement. Le contact direct avec les exploitants agricoles doit être établi par l'intermédiaire de conseillers agricoles qui aideront à résoudre les problèmes concrets qui se posent dans chaque région. Au cours de la période 1952-1956, 2.800 conseillers supplémentaires seront recrutés, ce qui porterait le nombre des conseillers à environ un pour 700 exploitants. Avec l'aide des zones et des villages-témoins, le conseiller aidera les exploitants à rompre avec les méthodes archaïques.

69. En vertu du plan de quatre ans, le Ministère de l'agriculture devra donner beaucoup d'extension aux travaux de remembrement. A cet effet, il faudra environ 4.500 personnes et la dépense sera de l'ordre de 7 milliards par an.

70. Ces deux problèmes représentent deux aspects majeurs de la réforme agricole prévue par le plan de quatre ans, mais ils s'accompagneront, entre autres, du développement de l'industrie des engrais et de l'industrie du machinisme agricole. Il faudra réduire le prix des engrais, fournir un plus grand nombre de tracteurs, améliorer les travaux d'irrigation et de drainage et moderniser la distribution des produits agricoles.

71. Les résultats obtenus grâce au plan de 1946-1952 ont démontré qu'une agriculture en expansion est la condition du relèvement du niveau de vie de tous les Français. L'agriculture française doit renoncer au protectionnisme d'avant-guerre et jouer son rôle qui est de contribuer à l'approvisionnement d'une Europe unifiée et d'un monde sous-alimenté. Il existe encore en France des étendues considérables qui peuvent être utilisées pour l'agriculture et, dans un délai de cinq ans, la France sera capable d'augmenter sa production et celle de ses territoires d'outre-mer de plus de 20 pour 100 et d'abaisser ses prix de revient dans une proportion du même ordre. L'orateur espère que les exemples donnés serviront à démontrer que le Gouvernement français a appliqué les recommandations de l'Assemblée générale dans le domaine agricole.

72. Au moment où certains pays critiquent la gestion de la France en Afrique du Nord, M. Dulin aimerait démontrer que, en dehors de l'extension aux territoires de la France d'outre-mer des réalisations sociales, la France a fait beaucoup pour améliorer la production agricole. Trois séries de mesures ont été prises en Afrique du Nord.

73. La première a trait à l'amélioration des conditions d'exploitation: 90 pour 100 des superficies cultivées appartiennent aux producteurs autochtones qui utilisent des méthodes archaïques; les transformations ne peuvent être opérées que lentement et beaucoup de résultats ont déjà été obtenus.

74. La deuxième série de mesures a consisté dans la mise en valeur de terres stériles en construisant des barrages et des systèmes d'irrigation. Plusieurs ouvrages nouveaux ont été terminés ou le seront prochainement; en 1953, la superficie irriguée sera beaucoup plus importante. On a également pris des mesures pour protéger les terres contre l'érosion. L'agriculture est l'activité dominante des territoires français d'outre-mer et c'est du revenu agricole que dépendra longtemps encore la prospérité de leur population. En conséquence, on poursuit des efforts pour faire appliquer des méthodes modernes bien adaptées à ces régions et pour améliorer la production grâce à la recherche, à la protection des sols et à l'utilisation des techniques modernes, en fournissant de l'outillage, en créant des stations-pilotes et des industries de transformation. Les méthodes déjà en pratique en Afrique du Nord et à Madagascar seront appliquées dans d'autres territoires. On évalue à 80 ou 85 milliards par an le montant des dépenses consacrées à l'amélioration de l'agriculture dans les territoires d'outre-mer.

75. En ce qui concerne l'amélioration du régime foncier dans les territoires de l'Union française, M. Dulin rappelle l'exposé fait par sa délégation lors de la treizième session du Conseil économique et social ²

² Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social*, treizième session, 536ème séance.

et déclare que la France continue à mettre en œuvre le programme de travail qu'il avait décrit à cette époque.

76. Expliquant le système du crédit agricole, le représentant de la France déclare qu'en 1951, la Caisse nationale de crédit agricole, par exemple, a consenti des avances de 7.725.000 francs à la caisse de la Martinique, de 9.235.000 francs à la caisse de la Guadeloupe et de 13.560.000 francs à la caisse de la Réunion. Dans les autres territoires de l'Union française, les institutions de crédit mutuel agricole sont indépendantes de la Caisse nationale. Les institutions de crédit agricole d'Afrique noire sont basées sur les principes coopératifs qui ont si bien fait leurs preuves dans la métropole. L'orateur cite des chiffres qui montrent l'importance des caisses gérées par les diverses institutions de l'Afrique noire et de l'Afrique du Nord. Ces fonds rendent de grands services mais sont encore insuffisants pour donner toute l'aide que l'on peut en attendre.

77. Passant à la question de l'action internationale propre à favoriser les réformes agraires dans les pays insuffisamment développés, M. Dulin déclare que la France approuve entièrement les méthodes suggérées par le Secrétaire général dans son rapport sur l'état d'avancement des travaux (A/2194). Beaucoup de travaux utiles ont été effectués dans l'étude des problèmes fiscaux qui intéressent l'agriculture; la réunion de la FAO à Rome en avril 1952 a été d'une grande utilité, et les réponses des gouvernements au questionnaire des Nations Unies sur la réforme agricole fourniront sans doute des éléments constructifs.

78. Outre ces solutions à long terme, il faut prendre des mesures d'urgence, notamment au point de vue de l'assistance technique et financière à fournir. L'agriculture est en France une science depuis plus de 300 ans et la France sera toujours heureuse de coopérer en mettant ses experts à la disposition des gouvernements qui en feront la demande. Toutefois, l'assistance technique ne peut fonctionner sans moyens financiers; il faut des institutions autonomes de crédit agricole afin d'aider au développement de l'agriculture dans les pays insuffisamment développés. L'expérience entreprise au Guatemala est intéressante, mais les établissements de crédits agricoles nationaux ont besoin de fonds pour poursuivre leurs opérations et le projet de création d'une société financière internationale paraît à l'orateur très important à cet égard.

79. Devant la tragique situation alimentaire où le monde se trouve actuellement, il est raisonnable d'espérer que les institutions internationales capables d'accorder une assistance financière, en particulier la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, redoubleront d'efforts pour permettre la réalisation de la réforme agraire. Le Gouvernement français pense que la Banque, dans le cadre même de ses statuts, devrait trouver la possibilité de mettre à la disposition des gouvernements une assistance technique et financière pour favoriser les investissements destinés au développement de l'agriculture. En conséquence, la France appuie sans réserve le projet de résolution commun présenté par l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, (A/C.2/L.160) et le projet de résolution révisé présenté par le Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1). La France désire ainsi préciser qu'à son avis, toute évolution de l'agriculture doit respecter le principe de la propriété, de la liberté et de l'initiative individuelles. Le système français de l'exploitation agricole, bien de la famille qui

l'exploite, soutenu par les coopératives et le crédit agricole, a indéniablement facilité le progrès technique; la France est trop fière de son passé et de ses traditions pour renier ces principes.

80. M. ABDELRAZEK (Egypte) remercie le représentant de la France de son exposé et de l'appui qu'il a donné au projet de résolution commun (A/C.2/L.160). Le projet de résolution souligne la nécessité, non seulement d'améliorer la productivité, mais également de respecter les droits individuels, et précise que

la réforme agraire doit s'accompagner de progrès techniques et technologiques. Les auteurs de la résolution ont reconnu que l'agriculteur doit devenir l'élément fondamental du développement de son pays et qu'il faut, en conséquence, lui assurer un niveau de vie suffisant et une protection contre les bouleversements financiers. Il espère que la France s'efforcera d'atteindre ces buts en Afrique du Nord en se fondant sur ses principes traditionnels de liberté, d'égalité et de fraternité.

La séance est levée à 18 h. 15.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mardi 2 décembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite] 233

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite]

[Point 25, c *]

1. M. ELAHI (Pakistan), présentant le projet de résolution de sa délégation (A/C.2/L.158/Rev.1), souligne que le problème de la réforme agraire présente une importance vitale pour le bien-être d'une très grande partie de la population du monde, particulièrement dans les pays insuffisamment développés.

2. Sur les 1.300 millions d'êtres humains qui tirent leur subsistance de l'agriculture, plus d'un milliard vivent en Asie, en Afrique, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Alors que la proportion des personnes vivant de l'agriculture est d'une sur trois en Europe et d'une sur cinq en Amérique du Nord, elle est de trois sur quatre en Asie, en Afrique et dans d'autres régions insuffisamment développées. Le rendement à l'hectare est extrêmement bas dans les pays insuffisamment développés, alors que la population y est très dense. La production moyenne par habitant est de deux tonnes et demie en Amérique du Nord, elle n'est que d'un quart de tonne environ en Asie et d'un huitième de tonne en Afrique. C'est surtout à la structure du régime agraire de ces pays qu'il faut attribuer leur faible productivité et le niveau de vie très bas qui en résulte.

3. L'Organisation des Nations Unies a pris diverses mesures pour remédier à la situation. Par sa résolution 370 (XIII), le Conseil économique et social a reconnu que les mesures destinées à améliorer la situation des populations rurales devaient faire partie des programmes généraux de développement, et il a invité le Secrétaire général à recueillir auprès des gouvernements des renseignements ainsi que des suggestions au sujet d'une action internationale en matière de réforme agraire. L'Assemblée générale, après avoir débattu la

question au cours de sa sixième session, a adopté la résolution 524 (VI), par laquelle elle prie instamment tous les Etats Membres des Nations Unies d'étudier la possibilité d'ouvrir des crédits destinés à mettre en œuvre des programmes de réforme agraire, et invite les institutions qui accordent des prêts internationaux à examiner avec bienveillance les demandes de prêts qui leur seraient présentées.

4. Plus récemment, le Secrétaire général, agissant en collaboration avec la FAO et d'autres institutions spécialisées, a fait distribuer un questionnaire sur la réforme agraire (A/2194/Add.1). En outre, conformément aux dispositions de la partie A de la résolution que la Commission a récemment adoptée (A/C.2/L.170) (215^{ème} séance), le Conseil économique et social est prié de soumettre un plan détaillé pour la création d'un fonds spécial en vue de l'octroi de subventions et de prêts destinés à favoriser le développement économique. Le projet de résolution dont la délégation du Pakistan a saisi la Commission contient de nouvelles suggestions quant aux renseignements que les gouvernements des Etats Membres pourraient fournir en réponse au questionnaire sur la réforme agraire; il invite en outre le comité d'experts qui élaborera le plan détaillé pour la création d'un fonds spécial à considérer le financement de la réforme agraire comme l'un des domaines où l'activité du fonds s'exercerait le plus utilement.

5. Le Pakistan a suivi la question de très près car, comme tout pays insuffisamment développé, son économie est essentiellement agricole et 80 pour 100 environ de sa population vivent de l'agriculture. Dans le Bengale oriental, des lois promulguées récemment ont aboli le système féodal et transféré la propriété des terres aux cultivateurs. Dans le Pakistan occidental, le régime foncier a été modifié de manière à conférer des titres de propriété à de nombreux fermiers, à stabiliser la situation des autres cultivateurs et à réduire le taux des fermages. Au Pendjab et dans les provinces du Nord-Ouest, la terre appartenait en grande partie aux paysans, mais, dans les régions en voie de développement, elle est divisée en parcelles économiquement exploitables. La Commission d'enquête (Agricultural

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Inquiry Committee) présidée par Lord Boyd-Orr a recommandé d'autres réformes, telles que la création de coopératives à fins multiples qui procureraient à leurs adhérents des fonds et des fournitures et s'occuperaient de la vente de leurs récoltes.

6. Toutefois, la réalisation de la réforme agraire ne dépend pas uniquement de la volonté que l'on a d'effectuer des changements; elle exige, en effet, des mises de fonds importantes. Le Pakistan estime que l'expropriation des terres doit toujours donner lieu à indemnisation. D'autre part, de vastes régions doivent être mises en valeur ou défrichées, et les travaux d'irrigation ou d'assèchement nécessaires à cet effet sont très coûteux. De plus, les pays insuffisamment développés doivent consacrer des sommes importantes à leur industrialisation et à d'autres formes du développement économique; ils ont donc besoin de recevoir de l'Organisation des Nations Unies une aide prompte et efficace. Le projet de résolution de la délégation du Pakistan ne marque qu'un faible progrès vers le règlement des nombreux problèmes qui restent à résoudre. M. Elahi espère qu'il ne soulèvera aucune controverse au sein de la Commission.

7. Pour ce qui est des progrès économiques réalisés en Afrique du Nord, s'il est vrai que les mesures qui ont été prises dans cette partie du monde ont contribué à améliorer les conditions d'existence de la population, ainsi que l'a fait ressortir le représentant de la France, il n'en reste pas moins que l'opinion mondiale a le sentiment qu'elles ont été inspirées par des mobiles égoïstes. Les autorités françaises se conformeraient aux meilleures traditions de la France et s'assureraient la collaboration volontaire des Tunisiens et des Marocains, si elles les laissaient exercer le droit, que leur confère la Charte, de disposer librement d'eux-mêmes. Le monde témoignerait alors à l'égard de l'assistance économique de la France l'admiration à laquelle elle a droit.

M. Chauvet (Haïti) prend place au fauteuil présidentiel.

8. M. ABDELRAZEK (Egypte) rappelle qu'au cours des deux dernières années le Conseil économique et social et l'Assemblée générale ont proclamé certains principes. Ces deux organes ont pleinement reconnu que le développement économique de certains pays est gêné par la structure de leur régime agraire et ils y ont vu l'une des principales causes de la faible productivité agricole de ces pays et du niveau de vie très bas qui en résulte pour leur population. Le nœud du problème réside dans l'insuffisance des superficies cultivées. En outre, l'accroissement constant de la population mondiale donne un caractère d'urgence à la nécessité d'exploiter intégralement toutes les terres dont on dispose. Dans ce domaine, il importe surtout d'augmenter la production des denrées alimentaires; en effet, le volume des vivres consommés par habitant est inférieur, aujourd'hui, à ce qu'il était il y a quinze ans.

9. On a reconnu également la nécessité de modifier le régime foncier et de procéder à une répartition équitable des terres. Toutefois, il est difficile de répartir équitablement les terres cultivées si l'on n'accroît pas leur superficie totale: d'où la nécessité de défricher les terres arides ou vierges. Lorsque le terrain ne se prête pas à la culture, il peut être dangereux de s'obstiner à morceler les grandes propriétés; en effet, la thèse selon laquelle leur morcellement serait de nature à faire

baissier la productivité n'est pas sans fondement. Aussi — M. Abdelrazek a déjà eu l'occasion de le souligner — l'exploitation des zones arides présente-t-elle une très grande importance. Les terres arides occupent une grande partie de la surface du globe et leur mise en culture nécessite de coûteuses recherches scientifiques et la mise au point de plans à long terme. Dans son rapport sur la mise en valeur des terres arides (A/2191), le Secrétaire général a divisé les différents pays en plusieurs groupes, selon l'étendue des terres arides par rapport à la superficie totale de leur territoire. La première catégorie groupe les pays où les zones très arides et arides représentent 67 pour 100 au moins de la superficie totale; la deuxième catégorie groupe les pays où les zones très arides et arides représentent de 33 à 66 pour 100 de la superficie totale; la troisième catégorie groupe les pays où les zones arides et semi-arides représentent 33 pour 100 au moins de la superficie totale; enfin, la quatrième et la cinquième catégories groupent les pays où les zones arides et semi-arides représentent de 10 à 32 pour 100 et moins de 10 pour 100 de la superficie totale. Le rapport fait ressortir que, si chaque région géographique possède un ensemble particulier de conditions qui posent pour son développement économique des problèmes spéciaux, la mise en valeur des zones arides relève dans tous les cas du même problème: l'insuffisance des ressources en eau. Ainsi, leur développement est une entreprise très complexe qui nécessite des mesures à long terme onéreuses. Parallèlement, on devrait prendre des dispositions pour améliorer dans l'intervalle la protection, la répartition et la vente des récoltes mondiales actuelles.

10. D'autre part, l'agriculture n'est pas tant un métier qu'un mode de vie: il importe donc de considérer avec beaucoup de soin les aspects sociaux de la réforme agraire. M. Abdelrazek espère que la FAO sera en mesure de hâter l'exécution de son programme de travail touchant la formation professionnelle dans le domaine agricole et la création de centres de formation régionaux; il indique ensuite la valeur qu'il attache, dans ce domaine, aux projets d'éducation de base de l'UNESCO.

11. En 1951, la Confédération internationale des syndicats libres a soumis au Conseil économique et social un mémorandum (E/C.2/294) dans lequel elle faisait ressortir que le Conseil avait négligé de traiter le problème du financement dans sa résolution 370 (XIII) relative à la réforme agraire, et recommandait de créer un fonds spécial à cet effet. L'empressement que mettent les classes ouvrières du monde entier à défendre ce principe s'oppose à l'esprit des déclarations que les représentants des pays riches ont faites devant la Deuxième Commission et au caractère hésitant de la résolution 524 (VI) que l'Assemblée générale a adoptée à ce sujet.

12. Le projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) dont la Commission est saisie traite de tous les aspects de la réforme agraire, mais il ne contient que des propositions très modérées en matière de financement. Il n'en a pas moins soulevé des critiques: par exemple, on a reproché à ses auteurs d'avoir traité dans une seule résolution de deux questions différentes: celle de la réforme agraire et celle des terres arides. Bien que l'Assemblée générale, la FAO et d'autres organismes compétents aient reconnu l'interdépendance de ces sujets, les auteurs du projet de résolution com-

mun ont tenu compte des observations formulées et, après avoir supprimé la mention des terres arides, ils ont inséré la formule de compromis "mise en culture de nouvelles terres". Il n'en reste pas moins que la réforme agraire, en soi, ne saurait suffire à accroître la productivité et à élever les niveaux de vie si elle ne tend pas à créer de petites propriétés familiales, si elle ne respecte pas le principe de la libre propriété, et si elle ne s'accompagne pas de progrès technique et mécanique et de programmes de formation professionnelle. De plus, on doit se garder de dissocier le progrès économique et le progrès technique du progrès social, dans lequel la cellule familiale a un rôle important à jouer. Le projet de résolution commun révisé tient compte de tous ces principes.

13. Pour terminer, M. Abdelrazek tient à souligner que le *New York Times* du 2 décembre 1952 a mal interprété les observations qu'il avait présentées, au cours de la 224ème séance, à propos de la déclaration du représentant de la France sur la réforme agraire. M. Abdelrazek rappelle l'essentiel de ces observations, afin qu'aucun malentendu ne subsiste à cet égard.

14. M. LEE (Chine) félicite le Secrétaire général pour son rapport sur l'avancement des travaux concernant la réforme agraire (A/2194); il félicite également l'OIT, la FAO et l'UNESCO pour l'attitude constructive qu'elles ont adoptée en réponse aux résolutions 401 (V) et 524 (VI) de l'Assemblée générale et 370 (XIII) du Conseil économique et social. L'intérêt que portent les trois commissions économiques régionales à la réforme agraire lui a donné une impression particulièrement favorable.

15. Le projet de résolution présenté par le Pakistan et le projet de résolution commun rappellent tous deux le paragraphe 5 de la résolution 524 (VI) de l'Assemblée générale, dont la deuxième partie dépasse le cadre de la réforme agraire proprement dite et traite de programmes, tels que la régénération du sol et l'irrigation, qui sont indispensables pour mettre en œuvre des mesures de réforme agraire. Tout en reconnaissant qu'il convient d'insister sur les dispositions propres à provoquer une réforme agraire, la Commission ne devrait pas négliger les mesures concernant la réforme agraire en tant que telles, notamment celles qui tendent à améliorer les régimes d'occupation de la terre, à promouvoir l'institution de coopératives agricoles, à améliorer la gestion des terres et le régime des impôts fonciers, ainsi qu'à développer le bien-être rural et à étendre le crédit rural.

16. Le Gouvernement de la Chine a pris des mesures concrètes en vue de la réforme agraire, conformément à la première partie du paragraphe 5 de la résolution 524 (VI) de l'Assemblée générale. Le programme de réduction des fermages à Formose a déjà donné d'heureux résultats. Grâce à la réduction des fermages à un pourcentage déterminé de 37,5 pour 100 de la recette globale, alors que l'ancien taux habituel était d'au moins 50 pour 100, le niveau de vie des fermiers de Formose s'est notablement amélioré. Peut-être le Gouvernement chinois a-t-il remporté son plus gros succès administratif en obtenant la collaboration sans réserve de la classe des propriétaires terriens que des campagnes éducatives ont amenés à reconnaître que le programme apporterait à tous des avantages dans l'avenir.

17. En 1951, soit un an après l'entrée en vigueur du programme de réduction des fermages, la production

du riz a atteint pour la première fois le niveau de 1.400.000 tonnes métriques; elle est passée en 1952 à 1.600.000 tonnes métriques. Le prix des terres a baissé de plus d'un tiers et 24.000 familles de fermiers ont profité du prix peu élevé du terrain pour acheter en tout une superficie de 12.400 hectares. Afin d'encourager les exploitants à produire davantage et dans l'intérêt de la justice et de la stabilité sociales, il est procédé à l'élaboration d'une législation aux termes de laquelle les propriétaires devront abandonner, contre une juste indemnité, la terre qu'ils ne cultivent pas; la terre serait alors donnée à bail à des fermiers moyennant le paiement d'un loyer différé pendant une longue période. On s'attend à ce que 83 pour 100 de toutes les terres affermées passent des propriétaires aux fermiers exploitants. L'Etat, qui est lui-même gros propriétaire, a donné l'exemple: sur les 180.000 hectares de terres domaniales, 50.000 hectares ont déjà été distribués, et la plus grande partie des terres non réparties a été consacrée à la culture de la canne à sucre. Le gouvernement étudie les méthodes propres à répartir ces terres entre de petits propriétaires sans porter atteinte à l'industrie sucrière. Il convient de noter qu'il y a eu transfert et non confiscation; la Chine respecte la propriété privée sous réserve de l'application des règlements gouvernementaux, et les propriétaires ont reçu une juste indemnité. Le trésor n'était pas en mesure d'indemniser tous les anciens propriétaires en espèces, et des plans ont été élaborés pour les indemniser en partie en espèces, en partie en obligations foncières, et en partie sous forme de participations dans des industries d'Etat.

18. Il existe certaines limites de principe aux avantages économiques que la réforme agraire peut présenter, non seulement en Chine mais aussi dans la plupart des pays insuffisamment développés de la région du Pacifique et de l'Extrême-Orient. Les exploitations agricoles sont en général peu étendues et il est difficile de les agrandir. Le niveau de vie d'une famille d'agriculteurs est en conséquence limité par les possibilités de production de la petite parcelle qu'elle cultive. C'est pourquoi la Commission devrait étudier aussitôt que possible des programmes financiers en vue du relèvement et de la création d'industries dans les pays insuffisamment développés. Comme le représentant de la Nouvelle-Zélande l'a remarqué, un niveau de vie élevé n'est pas incompatible avec une économie agricole. C'est exact, sous réserve que l'on puisse disposer d'une grande étendue de terre arable, et que la population ne soit pas trop dense. Dans de nombreux pays d'Orient, c'est l'inverse qui est vrai; il est indispensable que la population puisse compléter son économie agricole par une activité industrielle. C'est pourquoi le représentant de la Chine appuie les principes généraux qui sont à la base des deux projets de résolution dont la Commission est saisie. Il présente un amendement (A/C.2/L.186) tendant à rendre plus clair le projet de résolution déposé par le Pakistan et à le mettre en harmonie avec la résolution pertinente de l'Assemblée générale.

19. Les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ainsi que d'autres représentants ont à maintes reprises fait mention d'une prétendue réforme agraire en Chine continentale mais sans parler du prix que la population de la Chine a dû payer pour cette réforme agraire. Selon le *New York Times* du 23 octobre 1952, la Commission des

syndicats libres de l'American Federation of Labor a déclaré que le régime communiste en Chine était responsable de la mort de 14 millions de personnes en cinq ans, dont 5 millions ont été exécutées dans les régions rurales après avoir été accusées d'être "propriétaires" ou "tyrans de village". La réforme agraire de Formose diffère par ses objectifs, ses méthodes et ses effets, de la confiscation des terres et de la liquidation des propriétaires, que les Communistes ont imposées à la Chine continentale. Tandis que les Communistes recourent à la confiscation pure et simple, à l'épuration et au massacre des propriétaires, la réforme agraire à Formose repose sur le transfert paisible du droit de propriété à l'exploitant par des voies rationnelles et juridiques.

20. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) prenant la parole sur une motion d'ordre, fait observer que le Président n'a pas empêché certains orateurs de se livrer à une propagande politique de mauvais aloi qui n'a absolument rien à voir avec la question à l'étude.

21. M. JUNG (Inde) déclare que l'Inde a pour principal objectif de modifier le caractère de son agriculture pour le faire passer de la culture de subsistance à l'exploitation économique, afin de permettre aux petits agriculteurs d'accroître leurs revenus. Elle s'efforce d'atteindre ce but tout en conciliant les intérêts qui s'opposent dans le cadre de l'économie agraire, en supprimant les inégalités et en fournissant une base économique et sociale au développement équilibré des collectivités rurales.

22. Le régime de l'occupation des terres et la législation agraire varient considérablement suivant les différents Etats de l'Inde, mais ce régime est toujours compatible avec les grandes lignes de la politique de l'Etat indien et les dispositions principales du plan de cinq ans. De ce fait, les législations agraires comportent un certain nombre de caractéristiques communes: la suppression des intermédiaires et, dans certaines conditions, le transfert du droit de propriété aux locataires, la protection des locataires, la fixation d'un prix maximum pour l'acquisition future de la terre par les particuliers, un juste loyer, une réglementation de la sous-location, le remembrement et l'encouragement à la création de coopératives. On attache de plus en plus d'importance au développement de coopératives à fins multiples en remplacement des sociétés de crédit. Outre diverses formes de sociétés coopératives, des sociétés d'exploitation perfectionnée ont été fondées. Les coopératives aident les cultivateurs en leur accordant des allocations, des subventions, des prêts à faible intérêt et une assistance technique.

23. La culture coopérative a été appliquée dans la plupart des Etats et, pour l'encourager, les gouvernements des Etats consentent des exemptions d'impôts fonciers et un traitement privilégié en matière d'assistance. Divers avantages ont été accordés aux sociétés coopératives de vente pour faciliter leur tâche. Des lois sur l'exonération des débiteurs ont été promulguées à certains moments pour réduire ou supprimer l'endettement dans les campagnes. Au fur et à mesure de la diminution de l'endettement obtenue grâce à cette législation, on s'est efforcé de donner de l'extension aux coopératives pour en faire la principale institution de crédit agricole.

24. L'Inde est plus un pays insuffisamment développé qu'un pays surpeuplé et le seul remède à cette situation consiste en une réforme agraire vaste et profonde. Il faut non seulement supprimer les méthodes traditionnelles surannées mais aussi les remplacer partout par de nouveaux systèmes destinés à accroître la productivité comportant la fourniture d'outillage et de meilleurs possibilités d'éducation, ce qui exige une assistance financière considérable.

25. La Constitution de l'Inde respecte le droit de propriété privée. C'est pourquoi l'Etat a dû verser des indemnités à raison des droits de propriété qu'il désire abolir. Le versement d'indemnités aux personnes interposées implique à lui seul le versement de sommes énormes.

26. Le projet de résolution A/C.2/L.160/Rev.1, dont l'Inde est l'un des auteurs, traite de la réforme agraire sous son aspect le plus important, et le représentant de l'Inde est persuadé que la Commission lui réservera un accueil favorable. Il accepte l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.187) au projet commun et appuie sans réserve le projet de résolution présenté par le Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1).

27. M. PATINO ROSELLI (Colombie) déclare que la réforme agraire joue un rôle important dans le développement économique de la Colombie. Il suffit, pour le prouver, de rappeler que, pendant l'année passée, la Banque de crédit agricole de la Colombie a augmenté de plus de 50 pour 100 le montant de ses prêts qui dépasse actuellement 220 millions de pesos. Avec la coopération de cette banque et de l'Office pour la distribution des terres, la colonisation et la conservation des forêts, le Gouvernement de la Colombie a récemment distribué des terres à 500 familles dans la vallée de la Saldaña où de grands travaux d'irrigation ont été entrepris en vue de bonifier de vastes étendues de terres dont la plus grande partie appartient à de petits propriétaires. D'autres travaux d'irrigation ont été récemment entrepris dans la vallée du Coello, près des barrages de Sisga et de Neusa et dans la plaine de Bogotá.

28. La Banque de crédit agricole a apporté aux agriculteurs une aide précieuse en leur fournissant de l'outillage mécanique et en accordant des prêts à plus de 150.000 clients. D'autre part, l'Institut de crédit foncier met actuellement en train un vaste programme de création et de financement d'habitat rural. Les organismes d'Etat encouragent les coopératives agricoles par tous les moyens possibles.

29. Dans le domaine de l'éducation rurale, une expérience intéressante a consisté dans l'organisation, pour une série d'écoles, d'émissions radiophoniques subventionnées par l'Etat. Etant donné le succès de l'expérience, on a fait du poste de radiodiffusion utilisé l'un des postes les plus puissants de l'Amérique du Sud. On a mis au point des cours d'instruction agricole et créé de nouvelles écoles pour la formation du personnel enseignant. Le chemin de fer de la vallée de la Magdalena permettra bientôt d'assurer le développement économique de vastes étendues de terres vierges. Dans cette région, le gouvernement se propose de distribuer des terres aux agriculteurs qui n'ont que de faibles ressources.

30. Le représentant de la Colombie votera pour le projet de résolution du Pakistan et pour le projet de

résolution commun qui proposent des méthodes appropriées en vue d'assurer une réforme agraire rationnelle et rapide.

31. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) rappelle qu'en 1950 le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis avait signalé les efforts entrepris par de nombreux pays, notamment en Asie, en vue d'instituer des régimes fonciers mieux conçus; le Secrétaire d'Etat avait prié instamment l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées de mettre en œuvre des programmes qui donneraient à des millions d'hommes un nouvel espoir de satisfaire leurs besoins alimentaires, de devenir propriétaires des terres qu'ils cultivent et de retrouver leur dignité humaine. Par la suite, l'Assemblée générale a adopté la résolution 401 (V) qui préconise essentiellement une étude des structures agraires existantes et des moyens par lesquels l'Organisation pourrait aider les gouvernements, sur leur demande, à supprimer les injustices et à encourager la production. Depuis, de nombreuses mesures ont été prises pour mettre en œuvre cette résolution.

32. En juin 1951, le Secrétaire général a publié un rapport sur "les défauts de la structure agraire qui entravent le développement économique" (E/2003), dont le Conseil économique et social s'est inspiré pour étudier la réforme agraire à sa treizième session. Le Conseil a mis l'accent sur la nécessité de compléter une distribution équitable des terres par toute une série de programmes étroitement coordonnés. Le Conseil a également reconnu que les efforts visant à encourager la bonification des terres et l'accroissement de la productivité seraient sans doute peu fructueux s'ils ne s'accompagnaient pas d'un aménagement approprié du régime foncier. Comme le représentant des Etats-Unis l'avait souligné au cours de cette session, la réforme agraire comprend de nombreuses mesures autre que l'amélioration des régimes fonciers¹.

33. La FAO est allée encore au delà des mesures prises par le Conseil économique et social et entérinées par l'Assemblée générale. Comme le représentant des Etats-Unis l'a déclaré à la dernière Conférence de la FAO, cette institution ne peut atteindre ses objectifs élevés que si, dans le monde entier, de très nombreux agriculteurs ont la possibilité d'être propriétaires de la terre qu'ils cultivent, de la travailler dans des conditions qui permettent une production maxima, d'obtenir un revenu équitable et de maintenir ou de restaurer la fertilité du sol. Le Gouvernement des Etats-Unis a défendu constamment et avec énergie la cause de la réforme agraire devant l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la FAO.

34. A cet égard, le résultat des efforts de l'Organisation des Nations Unies se mesure moins par les études et les rapports qu'elle publie que par les décisions des gouvernements; le représentant des Etats-Unis serait heureux que d'autres membres de la Commission exposent les résultats obtenus par leurs gouvernements respectifs. Il espère que certains des dirigeants agricoles des pays représentés à la Commission ont tiré profit de leur participation à la Conférence sur le régime agraire qui s'est tenue en 1951 sous l'égide de l'Université de Wisconsin. Une autre conférence, convoquée en 1952, sous les auspices de l'Université de Californie, a permis

aux délégations participants d'échanger leurs connaissances pratiques en matière de crédit agricole et de système coopératif.

35. Etant donné que l'Italie et le Japon ne sont pas représentés à l'Assemblée, M. Lubin désire dire quelques mots au sujet des progrès réalisés dans ces pays en matière de réforme agraire. En application du programme de réforme agraire institué en Italie, en 1950, les nouveaux propriétaires remboursent leurs prédécesseurs par annuités, sur une période de trente ans, et ils ne peuvent se défaire des terres qu'en les rendant à l'Office de la réforme agraire qui procédera à une nouvelle distribution. Les nouveaux propriétaires doivent assurer au mieux la mise en valeur de leurs terres et le gouvernement les aide en leur accordant des prêts à faible intérêt et une assistance technique.

36. La réforme agraire au Japon se caractérise aussi par un programme d'ensemble à long terme. En 1945, environ 70 pour 100 des 6 millions de familles rurales exploitaient leurs terres moyennant un loyer représentant de 50 à 70 pour 100 des recettes tirées de la récolte. Pour mettre en œuvre son programme de réforme agraire, le Gouvernement japonais a acheté et revendu près de 2.083.500 hectares de terres et il a réduit le fermage qui ne s'applique plus qu'à 10 pour 100 seulement du total des terres cultivées contre 46 pour 100 auparavant. Depuis 1946, les bénéficiaires de la réforme agraire qui se sont endettés auprès des anciens propriétaires ne représentent qu'un faible pourcentage et seuls quelques agriculteurs ont revendu leurs terres à leurs anciens propriétaires. Le gouvernement et tous les principaux partis politiques du Japon ont approuvé les principes qui sont à la base du programme de réforme agraire et l'on n'envisage aucune modification de la législation.

37. Pour ce qui est du rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement des travaux (A/2194), la délégation des Etats-Unis a été satisfaite d'apprendre que le Secrétaire général avait adressé aux gouvernements le questionnaire sur les défauts des structures agraires et elle a constaté avec plaisir que les secrétariats des commissions économiques régionales et la FAO sont disposés à aider les gouvernements à rassembler la documentation dont ils auront besoin pour établir leurs réponses. Le représentant des Etats-Unis s'associe à M. Blough pour inviter les gouvernements à répondre au questionnaire de la manière la plus complète possible. D'autre part, la délégation des Etats-Unis s'intéressera vivement aux résultats des études entreprises sur les coopératives et les problèmes fiscaux.

38. Les études et cycles d'étude régionaux sur les problèmes du régime foncier, que la CEAE0 et la CEPAL ont envisagés conjointement avec la FAO, prennent une importance particulière en raison des dispositions du second paragraphe du dispositif du projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) qui préconise la réunion de conférences ou de cycles d'étude régionaux sur les problèmes techniques et pratiques soulevés par la mise en œuvre des programmes de réforme agraire. Ces mesures seraient particulièrement opportunes dans le Proche-Orient. M. Lubin présume que la FAO participera aussi à la Conférence sur l'administration des terres, y compris les problèmes fiscaux, que doivent tenir la CEAE0 et l'AAT.

39. Le représentant des Etats-Unis invite instamment les gouvernements intéressés à demander à l'Organisa-

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, treizième session*, 533ème séance.

tion des Nations Unies une assistance technique en matière de réforme agraire, puisque c'est la seule manière d'utiliser les moyens disponibles. Plusieurs gouvernements de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique latine ont demandé l'assistance technique de la FAO en vue de réaliser leur réforme agraire et M. Lubin espère que d'autres pays suivront cet exemple.

40. La délégation des Etats-Unis félicite le Secrétaire général, les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées d'avoir rapidement mis au point des programmes précis. Il est inutile d'insister sur l'importance des consultations entre les différents organismes en vue d'éviter les doubles emplois, M. Lubin croit que la FAO devrait prendre l'initiative de délimiter les problèmes et de donner des indications générales sur la marche à suivre; il espère que, dans l'avenir, la FAO donnera une priorité de deuxième rang aux monographies et aux études. Les grandes études juridiques sur la réforme agraire et les études sur les problèmes du mouvement coopératif que l'UNESCO se propose d'entreprendre pourraient être effectuées dans de meilleures conditions par d'autres organismes. L'UNESCO pourrait accorder une priorité plus élevée aux problèmes d'éducation en matière de réforme agraire, à l'élargissement des programmes d'éducation de base et à la coopération avec la FAO en ce qui concerne les études sociales relatives à la réforme agraire.

41. La délégation des Etats-Unis appuie sans réserves le projet de résolution commun présenté par l'Egypte, l'Inde et l'Indonésie (A/C.2/L.160/Rev.1). Toutefois, M. Lubin propose de modifier ce projet en ajoutant un paragraphe sur l'éducation et l'information (A/C.2/L.187). L'une des tâches les plus importantes de l'Organisation des Nations Unies est de stimuler l'intérêt général à l'égard de la réforme agraire et de faire comprendre la nécessité d'adopter des mesures pratiques.

42. Au sujet du second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1), le représentant des Etats-Unis fait observer que le comité d'experts aurait pour tâche, aux termes de la résolution 416 A (XIV) du Conseil, d'examiner en détail la nature des dispositions d'ordre international que l'on pourrait prendre en vue d'assurer le financement du développement économique. La délégation des Etats-Unis pense que le comité devra par conséquent étudier le volume des ressources nécessaires, la nature de ces ressources et les conditions dans lesquelles les contributions seraient versées et les décaissements effectués. Toutefois, le dernier paragraphe du projet de résolution inviterait les experts à examiner un problème qui se rattache essentiellement au domaine de l'exécution. C'est là le genre de recommandation que l'on pourrait adresser au Conseil d'administration du fonds, après sa création, mais il ne semble pas opportun de donner dès maintenant des instructions détaillées de cet ordre. La délégation des Etats-Unis n'est donc pas en mesure d'appuyer ce paragraphe, bien qu'elle reconnaisse tout l'intérêt qu'il y a à encourager les programmes de réforme agraire.

43. La délégation des Etats-Unis pourra donner son appui aux autres dispositions du projet de résolution du Pakistan mais, comme elles semblent faire double emploi, dans une certaine mesure, avec celles du projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1), le repré-

sentant des Etats-Unis se demande si les auteurs de ces deux projets ne pourraient pas se mettre d'accord sur un texte unique.

M. NOSEK (*Tchécoslovaquie*) reprend la présidence.

44. M. NURADI (Indonésie) déclare qu'étant donné que les représentants de l'Egypte et de l'Inde ont présenté des observations sur les dispositions du projet commun de résolution, à la rédaction duquel sa délégation a participé, il se bornera à exposer les raisons pour lesquelles l'Indonésie s'intéresse tout particulièrement à la question de la réforme agraire.

45. En Indonésie, le régime féodal de la grande propriété terrienne n'existe pratiquement plus; le principal problème que le gouvernement ait à résoudre est celui de l'accroissement de la production. C'est là un problème économique d'une grande importance qui touche à l'existence même de la population. Il existe un écart considérable entre la production alimentaire et l'accroissement de la population.

46. L'Indonésie est un pays producteur de riz. En 1940, la moyenne de la consommation de riz s'établissait à 89 kilogrammes par habitant mais en 1951, elle était descendue à 78 kilogrammes. Le régime alimentaire des Indonésiens ne fournit en moyenne que 1.700 calories par jour, alors que le minimum vital est de 2.250 calories. Plusieurs pays d'Asie ont atteint le niveau de 2.250 calories et, dans les pays développés tels que les Etats-Unis et les Pays-Bas, la moyenne quotidienne s'élève à 3.000 calories environ. En 1951 et 1952, l'Indonésie s'est vue dans l'obligation d'importer de 500.000 à 600.000 tonnes de riz. Avant la guerre, la production nationale de riz suffisait à la consommation du pays qui disposait même d'un petit excédent exportable. Pendant l'occupation japonaise et la révolution qui l'a suivie, les cultures ont été négligées et les rizières ont été endommagées par les opérations militaires. L'Indonésie s'est trouvée dans l'obligation d'importer non seulement du riz mais aussi d'autres denrées alimentaires telles que le blé, lorsque le riz était rare, et ces importations ont gravement déséquilibré sa balance des paiements. En outre, le riz joue un rôle de premier plan dans l'économie du pays; le prix du riz a des incidences sur le niveau des salaires, sur la production, sur le volume des exportations, sur l'équilibre de la balance des paiements, en fait, sur tous les aspects de l'activité économique. Il est donc essentiel au bien-être économique de l'Indonésie que le pays dispose d'une plus grande quantité de riz.

47. Le Gouvernement indonésien accorde la plus haute priorité au problème de l'amélioration de l'agriculture. Il prend actuellement des mesures pour accroître la production agricole dans de vastes régions du Bornéo et de Sumatra et des projets d'irrigation et de construction d'usines hydro-électriques sont en voie d'exécution à Java. Le gouvernement encourage également la création de sociétés coopératives de crédit agricole et de services de vulgarisation des connaissances agricoles; de plus, il s'est déclaré disposé à accorder, si besoin est, des subventions à la production du riz.

48. M. Nuradi espère que la Commission adoptera à l'unanimité le projet commun de résolution. Sa délégation est prête à accepter l'amendement des Etats-Unis et elle appuiera le projet de résolution du Pakistan.

49. M. ABDELRAZEK (Egypte) déclare que sa délégation accepte sans réserve l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.187) au projet commun de résolution. Il suggère toutefois d'ajouter les mots "sur leur demande" après les mots "Etats Membres", afin de ne pas donner l'impression que le Secrétaire général peut imposer son assistance aux gouvernements.

50. La délégation égyptienne est disposée à appuyer le projet de résolution du Pakistan, mais M. Abdelrazek suggère de remplacer le titre "Réforme agraire" par celui de "Financement de la réforme agraire", étant donné que ce projet porte exclusivement sur cet aspect de la question. En ce qui concerne le deuxième paragraphe du dispositif, le représentant de l'Egypte comprend que le fonds spécial serait destiné à financer des projets de développement économique non amortissables. On ne saurait prétendre que tous les projets de réforme agraire ne sont pas amortissables. En conséquence, il suggère d'ajouter les mots "des entreprises non amortissables ou lentement amortissables" après le mot "financement", dans le deuxième paragraphe du dispositif, et il espère que sa proposition amènera le représentant des Etats-Unis à ne plus s'opposer à ce paragraphe.

51. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) accepte l'amendement oral du représentant de l'Egypte.

52. M. GEORGES-PICOT (Secrétaire général adjoint chargé des Départements des questions économiques et des questions sociales) présume que l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.187) ne serait mis en application que dans la mesure où les ressources budgétaires existantes le permettraient. Si cette interprétation est exacte, la tâche sera exécutée par le Département de l'information, au moyen des crédits actuels, et l'amendement n'entraînera aucune dépense supplémentaire.

53. M. ELAHI (Pakistan), se référant aux observations du représentant des Etats-Unis sur le projet de résolution de sa délégation, estime, pour sa part, que l'une des tâches essentielles du Comité d'experts proposé sera d'étudier la meilleure manière d'utiliser les fonds disponibles. Il pense que la déclaration du représentant de l'Egypte n'est pas absolument exacte, car le fonds spécial ne se bornerait pas à financer des projets non amortissables; il consentirait aussi des prêts à faible intérêt et à long terme. L'exécution des programmes de réforme agraire nécessitera certainement des sommes importantes qui devront être fournies par des institutions internationales. Il aimerait avoir plus de temps pour étudier les suggestions des représentants des Etats-Unis et de l'Egypte et il fera connaître sa décision le lendemain.

54. M. ABDELRAZEK (Egypte) estime, selon son interprétation de la résolution 520 (VI) de l'Assemblée générale, que le fonds spécial doit être constitué pour financer seulement les projets non amortissables ou lentement amortissables. Il pourra, dans certains cas appropriés, accorder des subventions ou des prêts à long terme en faveur de projets lentement amortissables. Mais, si le fonds devait financer tous les projets sans distinction, il usurperait les fonctions de la Banque internationale et de la société financière internationale qu'on envisage de constituer.

55. M. LIMA (Brésil) indique que, dans son pays, la Commission nationale de la politique agricole étudie actuellement le matériel qui lui sera nécessaire pour exécuter la tâche que le gouvernement lui a assignée. Lorsque ce travail préparatoire sera terminé, son gouvernement pourra répondre de façon plus complète au questionnaire du Secrétaire général sur la réforme agraire. Au Brésil, la réforme agraire bat son plein. Les mesures qui ont été prises permettront d'utiliser plus complètement les terres arides du Nord-Est et l'on va créer un réseau étendu de services sociaux ruraux, financés par des fonds publics spéciaux.

56. M. DOMINGUEZ COMPANY (Cuba) déclare que sa délégation a étudié attentivement les projets de résolution présentés à la Commission. Dans son esprit, le second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1) signifie que les programmes de réforme agraire sont aussi importants que les autres programmes de développement économique, mais qu'ils ne doivent pas bénéficier d'une priorité spéciale. Il suggère donc d'ajouter à la fin du paragraphe les mots "sans lui donner, pour autant, la priorité". Il reconnaît que la réforme agraire est d'une importance capitale et qu'elle exige l'application de mesures urgentes appropriées à chaque pays. Il ne faut pas perdre de vue, néanmoins, que le but à atteindre est d'accélérer le développement économique et d'élever le niveau de vie des pays insuffisamment développés; pour y parvenir, il est indispensable d'assurer un développement économique intégré, y compris la diversification et l'accroissement de la production agricole, ainsi que la création et l'expansion de nouvelles industries.

57. M. ELAHI (Pakistan) précise que sa délégation a simplement suggéré que le comité d'experts envisage aussi le financement de la réforme agraire; elle n'a jamais songé à recommander d'accorder une priorité spéciale aux projets de ce genre. Si le représentant de Cuba insiste sur sa proposition, il l'acceptera.

La séance est levée à 17 h. 40.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels

SEANCE



Mercredi 3 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite] 241

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite]

[Point 25, c *)

1. M. BETETA (Mexique) déclare que son gouvernement s'intéresse vivement au problème de la réforme agraire. Bien que le Mexique s'emploie actuellement à développer ses industries, la plus grande partie de sa population active se consacre encore à l'agriculture.

2. A la sixième session de l'Assemblée générale¹, le représentant du Mexique, dans un exposé d'ensemble sur la réforme agraire, avait signalé notamment que le Gouvernement mexicain avait pris, dès 1910, des mesures pour supprimer le système féodal qui datait de la domination espagnole. En 1915, ces mesures avaient force de loi. Le Gouvernement du Mexique a toujours fondé sa politique en matière de réforme agraire sur la justice sociale. Il reconnaît aussi que la réforme agraire doit s'accompagner d'un certain nombre de mesures tendant à développer l'irrigation, à faciliter le crédit agricole et à assurer le progrès technique de l'agriculture. Au moment de l'adoption de la résolution 524 (VI), le représentant du Mexique avait souligné également que, dans de nombreux pays, les défauts de la structure agraire font obstacle au développement de l'agriculture ainsi qu'au développement économique en général et que, pour cette raison, il faut assurer une meilleure distribution des terres en se guidant sur les principes de justice sociale.

3. Ayant rappelé cette déclaration prononcée à la sixième session de l'Assemblée générale, le représentant du Mexique ne croit pas nécessaire de préciser davantage l'attitude de sa délégation. La résolution 524 (VI) répond, dans une grande mesure, aux vœux de la délé-

gation mexicaine. Sans doute le Mexique a-t-il, dans le domaine de la réforme agraire, obtenu des résultats, mais son agriculture et son économie ne sont toujours pas suffisamment développées; dans certaines régions, les terres n'appartiennent pas à ceux qui devraient en être les légitimes propriétaires, et elles ne sont pas encore distribuées de façon absolument équitable. Le Gouvernement du Mexique intensifie donc ses efforts en vue de résoudre ce problème et d'accroître ainsi la productivité dans l'agriculture ainsi que le pouvoir d'achat de la population rurale, ce qui contribuera au développement de l'industrie et au progrès économique en général.

4. Le Gouvernement du Mexique cherche à donner à l'agriculteur des connaissances techniques qui lui permettront d'utiliser au mieux les terres qu'il possède et d'appliquer judicieusement les méthodes modernes; il estime cependant que la mécanisation de l'agriculture ne s'impose pas toujours et qu'il est bon, dans certains cas, de développer l'artisanat rural. Depuis sa création, l'école d'agriculture du Mexique dispense un enseignement de base conforme aux principes qui ont été énoncés par l'UNESCO, c'est-à-dire aux besoins tant culturels que pratiques du paysan; ces principes sont ceux que le Secrétaire général a exposés dans son rapport sur la réforme agraire.

5. Consciente des difficultés que crée une distribution inéquitable des terres, la délégation du Mexique se prononce en faveur du projet de résolution présenté par l'Egypte, l'Inde et l'Indonésie (A/C.2/L.160/Rev.1) et du projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1). Elle approuve, en particulier, les dispositions du premier paragraphe du dispositif du projet de résolution commun; en effet, le Gouvernement du Mexique s'efforce, par l'adoption de mesures administratives, de mettre en œuvre la législation relative à la réforme agraire. La délégation du Mexique approuve aussi, sans réserves, les dispositions de l'alinéa a du troisième paragraphe et de l'alinéa c du quatrième paragraphe du préambule du projet de résolution commun, car elle voit dans la réforme agraire l'un des moyens d'augmenter la production mondiale de denrées alimentaires. Enfin, la délégation du Mexique votera pour

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

¹ Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Deuxième Commission, 176^{ème} séance.

l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.187); elle estime qu'en diffusant largement les résolutions de l'Assemblée générale relatives à la réforme agraire parmi les personnes et les groupements intéressés, on facilitera la mise en œuvre de ces résolutions.

6. M. BELKODJA (France) rappelle que la délégation française a déjà eu l'occasion de faire connaître à la Commission les réalisations de la France dans le domaine agraire, et l'aide que des techniciens français seraient en mesure d'apporter aux Membres de l'Organisation qui en exprimeraient le désir. La délégation française a précisé en outre qu'elle appuiera le projet de résolution présenté par la délégation du Pakistan et le projet de résolution commun. M. Belkodja reviendra pour sa part sur ce dernier projet.

7. Le représentant de la France indique qu'il a eu l'occasion d'étudier de près le problème agraire de la Tunisie, où ce problème se pose avec une acuité particulière comme dans tout pays à prédominance agricole et à démographie ascendante. Les études qu'il a faites l'ont convaincu que toute réforme agraire suppose d'abord un ajustement du statut juridique des terres qui soit conforme aux exigences des lois économiques et en harmonie avec les objectifs sociaux visés. C'est d'ailleurs là un fait qui a été reconnu dans le rapport soumis à la treizième session du Conseil économique et social où l'on trouve une étude approfondie de l'aspect juridique du problème agraire dans différents pays du monde, et notamment en Asie, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Tout en rendant hommage au Secrétariat pour la qualité du rapport présenté sous le titre *La Réforme agraire — les défauts de la structure agraire qui entravent le développement économique* (E/2003/Rev.1), M. Belkodja indique qu'il appartient aux délégations de parachever l'œuvre du Secrétariat en apportant leur contribution à l'étude d'un problème essentiel dont dépend le mieux-être de plusieurs dizaines de millions d'êtres humains. Chaque pays possède en effet son expérience propre et peut, en participant à la discussion, apporter sa contribution au patrimoine technique de l'Humanité.

8. M. Belkodja souligne qu'une réforme agraire est particulièrement souhaitable dans les pays islamiques, où le statut juridique des terres revêt un aspect particulier. Presque tous ces pays souffrent, à des degrés variables, de la précarité du titre de propriété, et tous, ou presque tous, ont des institutions particulières. On y peut distinguer trois régimes différents de propriété: le régime de la propriété franche, le régime du bien *habous*, et le régime des terres collectives. M. Belkodja se propose d'étudier sommairement chacun de ces régimes de propriété en droit musulman.

9. Pour ce qui est de la propriété franche, qui correspond aux biens *melk* du droit musulman, le titre de propriété obéit aux règles qui régissent la propriété dans les pays occidentaux, et qui dérivent du droit romain; c'est-à-dire qu'il comporte le droit d'user, de jouir et d'abuser. Les imperfections que l'on peut relever en ce qui concerne ces titres de propriété n'ont trait qu'à la forme, et elles sont dues à une publicité insuffisante, à des délimitations souvent vagues d'où il résulte une certaine insécurité dans les transactions. M. Belkodja croit qu'il serait possible de remédier à cette insécurité en adoptant par exemple le système de l'immatriculation des fonds, par une adaptation aux

pays islamiques du système que l'Australie applique depuis l'institution du *Torrens Act*. Ce système, qui est coûteux parce qu'il exige la collaboration de techniciens éprouvés, offre cependant l'avantage de procurer une sécurité absolue aux propriétaires. Il en résulte notamment une plus-value du fonds et une possibilité de crédit accrue, ce qui se traduit, en fin de compte, par un enrichissement général. Des mesures transitoires pourraient être prises sous la forme d'un enregistrement cadastral des biens, afin de préciser les limites de la propriété et de la mettre à l'abri des contestations possessoires. M. Belkodja exprime sa conviction que la combinaison du système *Torrens* et du système de l'enregistrement cadastral constituerait un progrès certain, de nature à promouvoir l'économie agricole des pays considérés.

10. M. Belkodja étudie ensuite le régime des biens *habous*. Il précise que le *habous* est une création des premiers jurisconsultes de l'Islam, en vertu de laquelle le propriétaire d'un bien meuble ou immeuble immobilise pour toujours ce bien au profit d'une œuvre pieuse, sociale ou culturelle. En général, sans se dessaisir *ipso facto* du bien, le propriétaire en conserve les revenus pour lui-même et pour sa descendance. Ces revenus ne font retour à la fondation *habous*, appelée pour cette raison fondation de retour, qu'à l'extinction des dévolutaires désignés dans l'acte de constitution *habous*. C'est là une institution du droit musulman qui a rendu d'éminents services dans les domaines confessionnel, culturel et social. Il convient cependant de reconnaître qu'une conception rigoureuse du *habous* constitue un obstacle au développement économique. Cette interprétation stricte irait à l'encontre des impératifs économiques modernes qui commandent la circulation des biens et l'extension du crédit. C'est pourquoi les jurisconsultes musulmans, sous la poussée des nécessités économiques et pour pallier les effets d'immutabilité du *habous*, ont été conduits à mettre sur pied différents systèmes dont le plus ingénieux est le contrat de *Mogharsa*. Aux termes de ce contrat, le dévolutaire d'un fonds *habous* remet sa terre nue à un tiers avec obligation pour ce tiers de la complanter en arbres; le fonds, une fois la plantation arrivée à l'âge de produire, est partagé par moitié, sauf autre convention des parties, entre le dévolutaire et le preneur à *Mogharsa*, la part du dévolutaire demeurant un bien *habous* et celle du preneur à *Mogharsa* acquérant le statut de propriété franche ou de bien *melk*.

11. Cette opération peut être assimilée à un contrat d'échange; on peut la considérer comme l'échange d'une terre nue d'une superficie donnée contre une terre de moindre étendue, mais de plus grande valeur du fait qu'elle est complantée. Le système de la *Mogharsa* permet de mobiliser la moitié des biens ruraux *habous*, qui va grossir la masse des biens *melk*, sans porter la moindre atteinte aux fondations *habous*, auxquelles elle procure par ailleurs un enrichissement souvent substantiel. Il faut cependant reconnaître que le problème posé par la propriété rurale *habous* n'est pas entièrement résolu par le recours au contrat de *Mogharsa*. Ce procédé représente un grand pas en avant, il permet de faire entrer la moitié des biens *habous* dans le circuit économique général, mais en tout état de cause l'autre moitié des biens *habous* garde son statut originel. M. Belkodja indique qu'il existe un remède à cette situation dans l'association coopéra-

tive. L'adoption de cette formule permettrait d'ouvrir à l'institution du *habous* l'accès du crédit indispensable à toute entreprise économique grâce à la garantie solidaire des coopérateurs. Elle procurerait aux dévolutaires l'avantage matériel dû à un accroissement des moyens d'exploitation, et aussi des possibilités de crédit dont, faute de garanties réelles, ils seraient fatalement privés s'ils étaient isolés. C'est pourquoi M. Belkodja estime qu'étant donné la nécessité où se trouve la majeure partie des pays islamiques de moderniser leurs institutions juridiques et de les adapter aux exigences des phénomènes économiques, il devient indispensable d'adopter une interprétation évolutive de la notion de *habous*, et de l'orienter vers la formule de l'association coopérative.

12. M. Belkodja étudie enfin le régime de propriété des terres collectives qui est en vigueur dans la plupart des pays soumis à la loi musulmane. Il rappelle que cette institution des terres collectives trouve son explication dans des facteurs d'ordre sociologique. En Tunisie, par exemple, les terres collectives, qui sont situées dans le centre et dans le sud du pays, sont occupées par des tribus arabes, les tribus hilaliennes, qui, venues d'Egypte au XI^{ème} siècle, ont occupé l'intérieur du pays. Sous l'influence de la poussée démographique et du progrès social, ces tribus nomades ont adopté un mode de vie sédentaire, et les pouvoirs publics ont été amenés à étudier les modalités de fixation des populations rurales. Cette évolution a donné naissance à un conflit juridique qui opposait deux écoles, la première considérant qu'il s'agissait de terres domaniales, et la seconde estimant que ces terres, quoique n'ayant pas fait l'objet d'appropriation privative, étaient un bien de la tribu dont la jouissance appartenait collectivement aux membres de la tribu. C'est cette thèse qui a prévalu et qui en 1935 a donné naissance à une législation réglementant les modalités de gestion et de jouissance des terres collectives. Cette législation consacre le principe de la gestion du fonds commun par les membres de la tribu, les pouvoirs publics n'exerçant qu'une mission de tutelle pour veiller à la régularité des opérations effectuées par les conseils de gestion. Le législateur de 1935 a donc tranché le conflit qui opposait les partisans de la propriété domaniale aux partisans de la propriété collective; il a aussi défini les conditions dans lesquelles les membres de la tribu pourraient accéder à la propriété privative. Des textes récents sont venus compléter le décret de 1935 pour faciliter l'acheminement des membres de la tribu vers l'appropriation privative, sous la seule condition d'un effort de mise en valeur, et avec le souci de les mettre à l'abri de toute entreprise spéculative de la part de tiers étrangers à la tribu. Cette législation, qui est inspirée de considérations réalistes, constitue un progrès certain.

13. En terminant, M. Belkodja exprime l'espoir d'avoir contribué à éclairer quelque peu certains des aspects du problème foncier dans une catégorie de pays insuffisamment développés. Il tient à féliciter les auteurs du projet de résolution commun qui ont attiré l'attention de la Commission sur le problème de l'amélioration des structures agraires et des régimes fonciers dans plusieurs régions géographiques du monde.

14. M. BURR (Chili) déclare que sa délégation qui attache beaucoup d'importance à la réforme agraire se proposait de déposer un projet de résolution sur cette

question; toutefois, elle s'en est abstenue après avoir examiné le projet de résolution commun et le projet de résolution du Pakistan qui lui donnent satisfaction.

15. La délégation du Chili a déjà souligné que les défauts de la structure agraire, dans les pays insuffisamment développés, sont la conséquence directe du retard dans le développement de l'économie; que la réforme agraire doit tendre à une exploitation des terres qui soit équitable du point de vue social et profitable du point de vue économique, et qu'elle ne doit pas se limiter à la redistribution des terres; que les pays insuffisamment développés font de l'étude de cette réforme une partie intégrante de leurs plans de développement économique; que la solution à adopter sera nécessairement différente selon les pays et que pour atteindre les objectifs visés, la plupart des pays insuffisamment développés ont besoin de moyens financiers extraordinaires qui leur font entièrement ou partiellement défaut.

16. Les débats de la Commission ont montré toute l'importance que les Etats Membres des Nations Unies attachent à la solution du problème financier qui, seule, permettra de mener à bien, dans un délai minimum, la réforme agraire dans le monde. On peut raisonnablement espérer que les institutions chargées de fournir une assistance financière, notamment la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, redoubleront d'efforts pour permettre la mise en œuvre de programmes agricoles.

17. Le représentant du Chili fait observer que le développement des moyens de transport est une condition essentielle de l'accroissement de la production agricole et de l'amélioration de la distribution des denrées alimentaires. Une mission d'étude de la Banque internationale au Chili a constaté que le développement du réseau routier de ce pays faciliterait l'exploitation de ses ressources agricoles. Dans de nombreux pays, la question des transports est ainsi liée à celle de l'accroissement de la productivité dans l'agriculture. M. Burr croit que l'on pourrait mentionner cette question à l'alinéa b du troisième paragraphe du préambule du projet de résolution commun, bien que le représentant de l'Egypte veuille limiter la portée de ce projet. M. Burr pense aussi que l'on pourrait mentionner l'insuffisance des moyens de crédit parmi les facteurs qui entravent l'accroissement rapide de la production agricole dans plusieurs pays.

18. La délégation du Chili se prononcera en faveur du projet de résolution commun et de l'amendement des Etats-Unis. Elle approuve, en principe, le projet de résolution du Pakistan; les doutes qui subsistent dans son esprit à l'égard des dispositions du second paragraphe du dispositif de ce projet seraient dissipés si la délégation du Pakistan acceptait la suggestion formulée au cours de la séance précédente par le représentant de l'Egypte.

19. M. BAKR (Irak) déclare que depuis l'accession de l'Irak à l'indépendance, le gouvernement de ce pays essentiellement agricole s'est surtout employé à développer l'agriculture. Malheureusement, le manque de fonds et de techniciens et l'absence d'un plan général de développement économique l'ont considérablement gêné dans sa tâche.

20. Dès le début, le Gouvernement irakien a cherché à étendre la superficie des terres cultivées. Il a cru que le meilleur moyen d'assurer une répartition équitable des terres était de confier cette tâche aux chefs de

tribu; cette erreur initiale a posé un problème d'un ordre nouveau auquel le gouvernement doit aujourd'hui faire face. Toutefois, l'Etat possède encore suffisamment de terres qui peuvent être mises en culture grâce aux méthodes modernes et à l'irrigation; il lui est donc possible de procéder dès maintenant à la répartition de ces terres en petits lots, sans avoir à passer par l'intermédiaire des chefs de tribu. Le gouvernement a créé une banque agricole qui accorde des prêts aux nouveaux propriétaires. Il espère que le jeu des forces économiques permettra d'arriver à l'équilibre voulu sans qu'il soit nécessaire d'adopter des lois rigoureuses dont l'application pourrait se révéler difficile pour diverses raisons.

21. Etant donné que les terres arabes sont en grande partie la propriété de l'Etat, l'institution d'un système de petite propriété foncière étayé par une structure coopérative adéquate semble être possible et ne devrait pas se heurter à de nouvelles difficultés d'ordre économique ou social. Le projet-pilote de Djaila est un exemple frappant des résultats que l'on peut obtenir en matière de réforme agraire; il a permis en même temps au Gouvernement iraquien d'acquérir une expérience précieuse, tant dans le domaine agricole que dans le domaine économique, social et pédagogique. D'autres projets analogues sont en voie d'exécution dans différentes régions de l'Irak.

22. Ainsi, le Gouvernement iraquien attache une très grande importance à la question de la réforme agraire. C'est pourquoi il appuiera de son vote le projet de résolution présenté en commun par les délégations de l'Egypte, de l'Inde et de l'Indonésie (A/C.2/L.160/Rev.1), ainsi que le projet de résolution présenté par la délégation du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1).

23. Cela dit, M. Bakr voudrait répondre aux membres de la délégation française qui ont longuement exposé devant la Commission les mesures de réforme agraire qui ont été prises dans l'Union française. Leurs observations ayant porté notamment sur la situation qui règne à cet égard dans les territoires de l'Afrique du Nord, la délégation de l'Irak estime qu'une mise au point s'impose. M. Bakr donne alors lecture de divers passages de trois ouvrages concernant le Maroc: *Some guiding facts on the problem of Morocco* (étude publiée à Londres en 1951), *Morocco* par Rom Landau (publié sous les auspices de la Carnegie Endowment for Peace) et *Morocco, before the Protectorate, under the Protectorate and Failure of the Protectorate* (publié à Londres par la World Moslem Conference en 1951).

24. Ces extraits mettent en lumière les faits suivants: le Maroc a connu au cours de mille années d'indépendance une très grande prospérité, qu'il devait essentiellement à l'état florissant de son agriculture. Aujourd'hui, sur les 11 millions d'hectares cultivés, 1 million et demi appartiennent à 8.500 Français, le reste à 850.000 Arabes. La superficie cultivée ne représente qu'un tiers de la superficie totale des terres arabes. En trente-neuf ans d'administration française, 50.000 hectares seulement ont été défrichés. Les autorités françaises se sont toujours opposées, soit directement, soit par des méthodes dilatoires, au financement d'exploitations agricoles par des capitalistes étrangers. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le Maroc, jadis exportateur de céréales, soit aujourd'hui dans l'obligation d'en importer. La situation des ouvriers agricoles

est lamentable; ils reçoivent des salaires de famine et ne bénéficient d'aucune protection sociale. Ce n'est qu'en septembre 1951 que l'Administration française a songé à créer un comité chargé de fixer les salaires minima pour les travailleurs agricoles, encore que ce comité n'ait qu'un caractère purement consultatif. L'inégalité est absolue entre la population européenne et la population arabe: pendant la guerre, cette inégalité s'est étendue au rationnement des articles de première nécessité. Dans certaines régions, le régime du travail forcé subsiste encore. Les expropriations, qui ont été si nombreuses en 1927, lorsque des milliers d'Arabes ont été dépossédés au profit de colons ou de sociétés françaises, sont toujours fréquentes.

25. M. Bakr déclare que les faits qu'il vient de mentionner permettront à la Commission de se faire une idée exacte de la situation qui existe en Afrique du Nord dans le domaine de l'agriculture. Il espère que le grand peuple français, qui a été à l'avant-garde de la lutte pour la liberté, l'égalité et la fraternité, n'hésitera pas à donner effet à ces principes élevés dans ses relations avec les autres peuples.

26. M. DE SEYNES (France) réserve le droit de sa délégation de répondre, à une prochaine séance, aux accusations portées contre les autorités françaises qui administrent les territoires de l'Afrique du Nord.

27. M. BAKR (Irak) fait également connaître son intention de faire usage du droit de réponse.

28. Le PRESIDENT rappelle le nom des délégations qui ont demandé à participer au débat sur la réforme agraire et déclare que la liste des orateurs est maintenant close.

29. M. HALIQ (Arabie saoudite) dit que l'Arabie saoudite, qui s'est associée aux autres Membres arabes de l'Organisation des Nations Unies pour porter les questions du Maroc et de la Tunisie devant l'Assemblée générale, croit devoir, elle aussi, corriger le tableau que les représentants de la France à la Deuxième Commission ont brossé de la situation en Afrique du Nord. Sans doute, M. Belkoudja a-t-il laissé entendre que ce tableau comportait certaines ombres, mais il les a attribuées à la structure même de la société musulmane. C'est là une vieille querelle dans laquelle M. Haliq ne tient pas à s'engager; toutefois, il ne peut s'empêcher de faire observer que les causes sont tout autres.

30. Les renseignements que le représentant de l'Irak vient de communiquer à la Commission au sujet du Maroc émanent de sources arabes de l'Afrique du Nord: ils prouvent de façon incontestable que les difficultés dans lesquelles se débattent les habitants autochtones découlent de la politique économique que la France a suivie, depuis 1912, en Afrique du Nord. Cette politique se caractérise par les éléments ci-après.

31. En premier lieu, la métropole cherche à maintenir le protectorat dans un état de dépendance économique: le Maroc n'est, pour elle, qu'un réservoir de matières premières et de main-d'œuvre à bon marché. Le Maroc ne possède aucune industrie nationale. Aucun système valable de propriété foncière ne défend les intérêts de la population autochtone, qui constitue pourtant 92 pour 100 de la population totale. Dans le domaine financier sévit une grave inflation, que les représentants de la France se sont, tous deux, gardés de mentionner. Cependant, les récentes difficultés monétaires entre la France et les Etats-Unis montrent bien

que la France s'oppose à la liberté du commerce marocain et qu'elle défend avec acharnement la situation économique prépondérante qu'elle s'est assurée en Afrique du Nord.

32. En deuxième lieu, le capital français accapare les principaux secteurs de l'économie marocaine. Cette mainmise se traduit par l'abandon des travailleurs arabes, en particulier des paysans et des petits artisans, à un sort misérable.

33. En troisième lieu, il n'existe aucun plan destiné à assurer le développement harmonieux de l'économie des territoires de l'Afrique du Nord en fonction de leurs besoins actuels et de leurs besoins futurs. A cet égard, les populations arabes de l'Afrique du Nord entretiennent un grief légitime: depuis 1948, la France utilise les fonds qui sont alloués aux territoires de l'Afrique du Nord au titre du plan Marshall et du *Mutual Security Act* pour étendre sa domination économique et politique ainsi que son influence culturelle en Afrique du Nord. Ces fonds ont aidé de nombreux Français et même des étrangers à s'établir dans les trois territoires et à y multiplier les entreprises françaises qui exploitent les ressources et la main-d'œuvre locales.

34. M. Haliq signale ensuite que l'on trouve des précisions concernant les expropriations de terres effectuées au Maroc dans les numéros du *Journal officiel* chérifien. On peut constater, par exemple, qu'un seul décret d'expropriation, applicable à la région de Rabat, porte sur 5.000 hectares; un autre décret concerne plus de 3.000 hectares dans la région de Meknès.

35. Tous ces faits obligent la délégation de l'Arabie saoudite à affirmer que les doléances des Arabes de l'Afrique du Nord sont fondées, en dépit des allégations de la France au sujet de l'évolution favorable de l'économie des territoires qu'elle administre. Du reste, on ne doit pas évaluer les progrès accomplis sur le seul plan économique, car les aspirations nationales s'élèvent bien au-dessus des considérations purement matérielles.

36. M. ELAHI (Pakistan) approuve entièrement le projet de résolution commun. Il estime, en outre, que l'amendement des Etats-Unis donnerait à ce projet une plus grande portée. M. Elahi rappelle que le représentant des Etats-Unis a soulevé des objections contre le second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan au cours de la séance précédente. A ce propos, il donne lecture du quatrième alinéa du préambule de la résolution 524 (VI) de l'Assemblée générale et il appelle l'attention de la Commission sur le premier paragraphe du dispositif du projet de résolution commun. De ces textes, il ressort que l'Assemblée générale reconnaît que la réforme agraire ne constitue pas un problème isolé, mais qu'elle touche à tous les aspects du développement économique. Au second paragraphe du dispositif de son projet de résolution, le représentant du Pakistan demande simplement que le Comité d'experts considère le financement de la réforme agraire comme l'un des domaines où pourrait s'exercer l'activité du fonds spécial.

37. D'après le représentant des Etats-Unis, il serait prématuré d'inviter le Comité d'experts à examiner cette question qui ne devrait faire l'objet d'une étude qu'après la création du fonds spécial. Le représentant du Pakistan croit au contraire qu'il serait difficile de

soulever une telle question de principe après la création de ce fonds. Le représentant des Etats-Unis a reconnu que la réforme agraire était liée à différents problèmes et notamment à ceux que posent les moyens de transport, l'irrigation, le développement de l'artisanat et la diffusion des connaissances techniques. Le second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan ne préjuge en rien les conclusions auxquelles le Comité d'experts pourra aboutir. Ce comité doit examiner les différents domaines d'activité du fonds spécial. En demandant que le Comité envisage également la possibilité d'utiliser les fonds en vue d'élever, par la réforme agraire, le niveau de vie des populations rurales, la délégation du Pakistan n'engage pas les Nations Unies à contracter une obligation quelconque.

38. M. DOMINGUEZ COMPANY (Cuba), après avoir entendu les commentaires du représentant du Pakistan sur le projet de résolution déposé par la délégation de ce pays, déclare qu'il est prêt à voter pour ce projet (A/C.2/L.158/Rev.1). Il votera également pour les amendements proposés par la délégation de la Chine (A/C.2/L.186), pour le projet de résolution commun présenté par les délégations de l'Egypte, de l'Inde et de l'Indonésie (A/C.2/L.160/Rev.1) ainsi que pour l'amendement proposé par la délégation des Etats-Unis (A/C.2/L.187).

39. M. MCDOUGALL (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) rappelle l'intérêt que la FAO porte au problème de la réforme agraire qui figure à son programme depuis la conférence tenue en mai 1943, à Hot Springs. C'est pour cette organisation un sujet de satisfaction que l'Assemblée générale puis le Conseil économique et social aient abordé cet important problème.

40. M. McDougall fait observer que la réforme agraire soulève des problèmes politiques, économiques et techniques. Le problème politique touche à l'épineuse question du droit de propriété qui relève strictement de la compétence de chaque gouvernement; à ce sujet, le représentant de la FAO indique qu'il est indispensable de garantir à l'exploitant la stabilité de l'occupation de la terre qu'il cultive. Faute de cette stabilité, le cultivateur ne se sentirait en effet nullement enclin à accroître la productivité de la terre en l'aménageant ou en y incorporant les engrais nécessaires. Il ne chercherait pas davantage à prendre les précautions nécessaires pour ne pas épuiser le sol. C'est là un point extrêmement important, étant donné qu'à l'heure actuelle le taux d'accroissement de la population mondiale dépasse le taux d'accroissement de la production alimentaire.

41. M. McDougall rappelle que la Conférence de la FAO n'a pas manqué d'attirer l'attention des gouvernements sur la nécessité d'augmenter la production des denrées alimentaires dans une proportion qui atteint parfois trois à quatre pour cent par an. Il n'est pas douteux que la réforme agraire aiderait beaucoup à atteindre cet objectif; mais une réforme agraire mal conçue ou mal coordonnée avec l'assistance technique pourrait avoir des incidences fâcheuses sur la production. Il importe donc, de l'avis de M. McDougall, de lier la question de la réforme agraire à celle du crédit agricole; un système de crédit conçu pour aider les petits agriculteurs à améliorer leurs exploitations permettrait, en effet, d'améliorer sensiblement la situation économique et sociale des régions agricoles. La création

de coopératives pour la vente des produits agricoles aurait les mêmes effets.

42. M. McDougall signale que la FAO a invité le Secrétariat des Nations Unies, l'Organisation internationale du Travail et l'UNESCO à participer à Rome à une conférence pour établir un questionnaire (A/2194/Add.1) qui a été adressé aux divers gouvernements et dont le Secrétaire général des Nations Unies a saisi la Commission. La FAO a compris qu'il lui appartenait d'orienter l'activité des institutions spécialisées vers la solution de certains problèmes liés à l'amélioration de la production des denrées alimentaires, comme l'a récemment suggéré le représentant des Etats-Unis. Elle ne se borne d'ailleurs pas à rédiger des monographies et des études, mais elle s'intéresse à l'élaboration et à l'exécution de programmes d'action; elle ne consacre qu'une partie de ses ressources limitées aux monographies dont elle confie souvent l'établissement à des universités ou à des experts, en définissant elle-même les grandes lignes des travaux demandés. Les monographies qu'elle fait ainsi établir constituent pour elle une documentation précieuse qui lui permet d'évaluer les divers modes d'occupation et d'exploitation de la terre.

43. M. McDougall indique que son organisation attache la plus haute importance aux travaux qu'elle peut entreprendre dans le domaine technique à la demande des gouvernements intéressés. C'est ainsi qu'elle a organisé des cycles d'étude sur les questions que pose la réforme agraire. Depuis la sixième session de l'Assemblée générale, six gouvernements ont adressé à la FAO des demandes d'experts en matière de réforme agraire. Le représentant de la FAO espère que son organisation pourra dans l'avenir satisfaire d'autres demandes émanant de gouvernements.

44. Pour ce qui est de la publicité que le représentant des Etats-Unis voudrait voir donner aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social touchant la question de la réforme agraire, M. McDougall déclare que l'organisation fera de son mieux pour donner à tous les documents relatifs à la réforme agraire la plus large diffusion possible.

45. M. JOCKEL (Australie) remercie le représentant du Pakistan des éclaircissements qu'il a donnés au sujet du projet de résolution de sa délégation. Il est heureux de savoir que, selon l'interprétation du représentant du Pakistan, le Comité d'experts pourra étudier l'opportunité de faire de la réforme agraire un des domaines d'activité du fonds spécial. M. Jockel suggère au représentant du Pakistan de modifier le texte du projet de résolution conformément à cette interprétation.

46. M. ELAHI (Pakistan) est prêt à modifier le texte du projet de résolution de sa délégation dans le sens indiqué par le représentant de l'Australie. En présentant ce projet, sa délégation envisageait en effet de laisser aux experts le soin d'étudier la possibilité d'aider à la réforme agraire par des moyens financiers. Il accepte également les deux amendements de la Chine (A/C.2/L.186) aux deux paragraphes du dispositif de ce projet de résolution.

47. Le PRESIDENT demande si le représentant de l'Inde, qui s'est associé aux délégations de l'Egypte et de l'Indonésie pour présenter le projet de résolution qui figure au document A/C.2/L.160/Rev.1, accepte comme ses collègues l'amendement présenté par la délégation des Etats-Unis (A/C.2/L.187).

48. M. JUNG (Inde) confirme son accord sur l'amendement proposé par la délégation des Etats-Unis.

La séance est levée à 12 h. 50.



SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme
agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/
Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite] 247

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite]

[Point 25, c*]

1. M. GARCIA (Philippines) demande au Secrétariat s'il ne pourrait pas faire distribuer le nouveau texte révisé des projets de résolution dont la Commission est saisie, étant donné que les auteurs de ces projets ont accepté plusieurs amendements.
2. M. WEINTRAUB (Secrétaire de la Commission) fait observer que les amendements dont il s'agit ne sont guère importants et il demande au représentant des Philippines de ne pas insister en faveur de sa demande, en raison de la nécessité où se trouve l'Organisation d'économiser le papier.
3. M. CHAUVET (Haïti) déclare qu'il avait l'intention de demander à prendre la parole au sujet de la réforme agraire, mais qu'il y a renoncé, étant donné la tournure politique qui a été donnée à la discussion lors de la séance précédente à propos de la réforme agraire au Maroc et en Tunisie. A son avis, la Deuxième Commission n'a pas qualité pour examiner l'aspect politique de ces questions.
4. M. KAZEMI (Iran) déclare que sa délégation approuve sans réserves l'esprit dans lequel sont rédigés les deux projets de résolution soumis à la Commission. Il partage le désir du représentant du Pakistan de voir les institutions financières internationales qui existent actuellement et le fonds spécial qu'il est proposé de créer, fournir les fonds nécessaires. Il est en outre fort satisfait de la recommandation qui figure au premier paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1).
5. Le projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) présente lui aussi un grand intérêt. Tout programme de développement économique d'ensemble doit réserver une place de premier rang à la mise en

valeur des terres arides, ainsi qu'au contrôle et à l'utilisation des ressources en eau, car ces mesures constituent la méthode la plus rapide et la plus rationnelle de mettre fin à la pénurie de denrées alimentaires. Les mesures d'ordre pratique dont fait état le projet de résolution commun, notamment au troisième paragraphe du dispositif, auront de très heureux résultats en favorisant le développement économique et en contribuant à augmenter la productivité de l'agriculture des pays insuffisamment développés.

6. Les deux projets de résolution portent sur deux problèmes très importants qui se sont toujours posés en Iran. La délégation iranienne prend acte avec intérêt des mesures que l'Organisation des Nations Unies a prises depuis 1950 pour étudier les problèmes qui se posent aux pays insuffisamment développés. M. Kazemi est entièrement d'avis que, comme le Secrétaire général l'a écrit dans son rapport intitulé *La réforme agraire — les défauts de la structure agraire qui entravent le développement économique* (E/2003/Rev.1), le caractère désuet de la structure agraire des pays insuffisamment développés constitue le principal obstacle auquel se heurte le développement économique. Cependant, on a dit fréquemment que toute réforme efficace de la structure agraire doit s'intégrer dans un programme de développement économique cohérent et coordonné.

7. La réforme agraire ne consiste pas en une simple redistribution des terres. L'Iran a acquis une certaine expérience à cet égard. Peu avant 1940, le Gouvernement iranien a procédé, dans deux provinces, à une redistribution des terres de caractère limité. Les résultats n'ont pas été satisfaisants, car les nouveaux propriétaires ne disposaient pas des éléments nécessaires, tels que les ressources financières de l'assistance technique, pour cultiver leurs terres de façon efficace. Il est donc clair qu'à moins d'être accompagnée d'une assistance financière et technique, la redistribution des terres risque même d'être nuisible à la production agricole.

8. Pour améliorer le sort des paysans, il faut élaborer très soigneusement les lois nécessaires et déboursier

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

des sommes considérables. Peu de pays insuffisamment développés sont en mesure de dépenser de grosses sommes à cet effet. Cependant, depuis la guerre, l'Iran s'est sincèrement efforcé d'améliorer son agriculture. Ce pays a dressé en 1949 un plan de développement économique qui avait une portée limitée et qui devait être appliqué sur une période de sept ans. Sur un crédit total de 700 millions de dollars, ce plan prévoyait l'affectation de 165 millions à l'irrigation, à la conservation et à l'assainissement des terres ainsi qu'à la création d'institutions de crédit rural et de coopératives agricoles. Toutes ces mesures sont certainement de nature à donner des résultats positifs. Cependant, étant donné la situation financière du pays, on n'a pu les appliquer que de façon partielle.

9. Le Gouvernement de l'Iran a toutefois décidé que la redistribution immédiate des terres, formule peut-être inapplicable, ne constituait pas la seule solution possible. En vertu d'un décret qu'il a promulgué en août 1952, chaque propriétaire terrien est contraint de remettre 20 pour 100 de sa part de la récolte, cette quantité devant être partagée également entre le cultivateur et le conseil de village. Les fonds ainsi acquis par le conseil de village sont utilisés pour améliorer le bien-être de la collectivité et pour accorder des prêts aux paysans nécessiteux. Le gouvernement a adopté un autre programme d'importance encore plus fondamentale: il a décidé de redistribuer les terres appartenant à la Couronne et de les vendre aux paysans sans terres. Ce programme a déjà été exécuté dans quatorze villages qui appartenaient autrefois à la Couronne et 933 cultivateurs sans terres ont reçu chacun de 6 à 8,5 hectares de terres.

10. En outre, des coopératives agricoles ont été créées, une banque de développement au capital d'un million de dollars a été établie et les émissions de Radio-Téhéran consacrées aux conseils techniques sur la productivité agricole sont diffusées au moyen de haut-parleurs installés dans les villages. La délégation de l'Iran n'ignore pas qu'il est nécessaire de prendre des mesures encore plus énergiques pour instaurer en Iran un système social meilleur et plus moderne, mais il faut, pour appliquer de telles mesures, des ressources financières énormes. La délégation iranienne espère, malgré le fait que les discussions de la Commission n'aient abouti jusqu'ici qu'à très peu de résultats pratiques, qu'une solution sera bientôt trouvée au problème du financement du développement économique.

11. C'est dans cet esprit qu'elle votera pour les deux projets de résolution présentés à la Commission. Elle votera également en faveur de l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.187).

12. M. UMARI (Irak), répondant au représentant d'Haïti, dit que ni sa délégation ni celle de l'Arabie saoudite n'avaient eu l'intention de soulever la question de la réforme agraire en Afrique du Nord. Il n'aurait pas abordé ce sujet si le représentant de la France n'en avait pas parlé le premier; mais il lui était impossible d'accepter la déclaration du représentant de la France selon laquelle la situation en Afrique du Nord est, en ce qui concerne la réforme agraire, très satisfaisante.

13. M. STANOVNIK (Yougoslavie) dit que le rapport du Secrétaire général sur la réforme agraire,

le rapport de la FAO et la discussion qui s'est déroulée à la Commission sur la question montrent clairement que les revendications concernant la réforme agraire ont atteint des proportions considérables et que l'on déploie de grands efforts pour mettre celle-ci en œuvre. La réforme agraire est sans aucun doute l'un des maillons les plus importants de la chaîne du développement économique. Il ressort clairement des débats de la Commission relatifs aux rapports entre les prix des matières premières et ceux des articles manufacturés que si les pays insuffisamment développés ne veulent pas rester, sur le marché mondial, dans une position d'infériorité, ils devront modifier la nature de leurs exportations. Ces pays doivent s'industrialiser pour mettre fin à leur structure économique fondée sur une production unique, mais, pour rendre l'industrialisation possible, il est nécessaire d'accroître la production de denrées alimentaires, de mécaniser l'agriculture et d'entreprendre de nouvelles cultures industrielles. Toutes ces mesures relèvent de la réforme agraire.

14. La réforme agraire trouve sa justification historique dans le fait que tous les pays insuffisamment développés s'efforcent actuellement de la mettre en application. La FAO a indiqué que, dans les pays insuffisamment développés, la population augmente chaque année de 1,5 pour 100, tandis qu'au cours des quinze dernières années la production agricole n'a augmenté chaque année que de 0,7 pour 100. En prenant pour base 100 la production moyenne des années 1934-1938, la production agricole mondiale a atteint en 1950-1951 l'indice 109. L'augmentation de la production a surtout eu lieu en Amérique du Nord, tandis que la production agricole en Extrême-Orient n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-guerre. Ces constatations ont conduit un grand nombre d'hommes d'Etat à des conclusions malthusiennes, mais l'étude du problème à laquelle s'est livrée l'Organisation a montré que les Nations Unies sont énergiquement opposées à toute idée défaitiste.

15. Seule la réforme agraire, qui permettrait d'accroître la production agricole, peut régler les aspects sociaux et humanitaires du problème que pose la disparité entre les ressources alimentaires disponibles et la population. Mais la réforme agraire présente aussi un aspect politique. La situation retardataire de l'agriculture a pour conséquence l'exploitation effroyable des paysans par des groupes de grands propriétaires fonciers qui dilapident les modestes économies des paysans en produits de luxe et en spéculations stériles.

16. La question de la propriété foncière est l'élément essentiel de la réforme agraire mais elle ne constitue pas à elle seule tout le problème. On peut envisager la réforme agraire dans son ensemble comme la question de savoir sous quelle forme l'agriculture est organisée et comment, par l'emploi de stimulants, on pourrait produire de grandes quantités en utilisant le minimum de facteurs de production.

17. Parlant ensuite du cas de son propre pays, M. Stanovnik déclare que la Yougoslavie a commencé sa réforme agraire en effectuant un nouveau partage des terres. Les premiers changements s'étaient produits au cours du siècle précédent lorsque les domaines des propriétaires féodaux sont devenus la propriété indi-

viduelle des paysans. Cependant les grands propriétaires fonciers et les banques n'ont pas tardé à acquérir de plus en plus de terres. Au cours de la guerre de libération nationale et de la révolution populaire, la Yougoslavie a procédé à une nouvelle répartition des terres qui appartenaient aux grands propriétaires fonciers au profit des paysans.

18. Cependant ce nouveau partage des terres n'a pas permis à lui seul d'augmenter la production agricole. La superficie des exploitations agricoles restait trop petite pour permettre l'emploi de méthodes modernes et la production de surplus pour la vente. Même en 1950, alors que 14 pour 100 des fermes se trouvaient réunies en coopératives de travail agricole, 25,2 pour 100 des propriétés agricoles avaient une superficie de 2 hectares et 33,2 pour 100 une superficie de 2 à 5 hectares.

19. Les efforts faits en Yougoslavie pour améliorer l'agriculture n'ont pas tous donné de bons résultats. S'il est incontestable que les grandes exploitations collectives constituent la forme la plus rationnelle de production agricole, les faits ont montré que la propriété collective des terres ne garantissait pas toujours l'institution de relations socialistes sur ces terres. Les propriétés collectives placées sous la direction économique de l'autorité centrale qui applique un régime de travail salarié représentent une forme très dangereuse de bureaucratie. On s'est vite rendu compte que ces propriétés, qui réunissaient toutes les conditions économiques essentielles permettant une augmentation importante du rendement, n'ont pas répondu aux espoirs qu'on plaçait en elles, précisément en raison du système d'organisation centralisé. Le principe selon lequel l'ensemble de l'économie du pays est actuellement réorganisé, c'est-à-dire la direction de l'économie par les producteurs eux-mêmes, est actuellement appliqué avec succès dans les coopératives de travail agricole.

20. Les coopératives agricoles sont organisées sur le principe suivant: les agriculteurs qui vivent dans un village conservent les terres leur appartenant mais coordonnent leurs activités pour l'achat et la vente des produits et des outils, l'utilisation de pépinières communes, d'usines de transformation des denrées alimentaires, etc. A l'heure actuelle, il y a en Yougoslavie 7.581 coopératives qui réunissent 98 pour 100 des agriculteurs. La coopérative générale est une bonne forme d'organisation pour faciliter le progrès technique et c'est aussi une excellente école pour l'enseignement des méthodes coopératives grâce auxquelles la petite culture pourra évoluer peu à peu vers les formes les plus modernes de production. L'idée de la démocratisation des relations fondamentales dans l'agriculture, en d'autres termes le principe de l'autonomie économique, est à la base de tous les efforts entrepris actuellement pour réorganiser l'agriculture. La Yougoslavie a donc supprimé les contrôles de l'autorité centrale sur les coopératives et a mis fin à la planification centrale de la production agricole. Dans l'état actuel des choses, les coopératives travaillent en tenant compte des demandes du marché et les décisions sont prises en toute liberté par leurs membres.

21. Si la Yougoslavie a jusqu'à présent attaché la plus grande importance au développement industriel, elle ne méconnaît cependant pas la nécessité de faire de grands efforts économiques dans le domaine agricole.

Comme les travaux industriels de base sont maintenant, dans l'ensemble, prêts d'être achevés, la plus grande partie des nouveaux investissements pour l'année prochaine sera orientée vers l'agriculture. Outre les investissements en équipement nouveau et en engrais, la Yougoslavie se voit dans la nécessité d'entreprendre des travaux d'irrigation. A ce propos, l'orateur tient à dire combien a été précieuse l'aide fournie par la FAO au cours de la grave sécheresse dont vient de souffrir son pays. Pour exécuter ses plans d'irrigation, la Yougoslavie aura besoin d'une assistance internationale aussi bien technique que financière.

22. C'est parce que la Yougoslavie elle-même a dû surmonter toutes les difficultés inhérentes aux problèmes agraires que la délégation de ce pays approuve pleinement les projets de résolution dont est saisie la Commission. Lorsque l'on étudie le second paragraphe du dispositif du projet de résolution présenté par le Pakistan, il ne faut pas oublier que la réforme agraire est un élément essentiel du développement économique général d'un pays et qu'on ne saurait considérer qu'elle consiste simplement à redistribuer les terres. La délégation de la Yougoslavie approuve l'amendement proposé par le représentant de l'Australie pour ce paragraphe parce qu'il en définit les intentions de façon plus précise.

23. A la séance précédente, le représentant du Chili a mentionné, entre autres projets indispensables pour augmenter la productivité, l'introduction de techniques agricoles modernes, les grands travaux d'irrigation et la construction d'usines de transformation des produits alimentaires. Il est hors de doute que l'exécution de projets de ce genre excède les possibilités financières des pays insuffisamment développés et ne pourra se faire sans une aide financière extérieure.

24. La délégation de la Yougoslavie appuie le projet de résolution du Pakistan, étant entendu que le produit des emprunts publics internationaux que prévoit ce projet ne devrait pas servir à indemniser les gros propriétaires terriens ni être appelé à d'autres fins improductives. Le représentant de la Yougoslavie exprime l'espoir que, dans ses travaux, le Comité d'experts s'inspirera des échanges de vues qui ont eu lieu au sein de la Commission.

25. M. KATZ-SUCHY (Pologne) constate que deux années se sont écoulées depuis qu'à la demande de la délégation de la Pologne le problème de la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés a été inscrit à l'ordre du jour des organes des Nations Unies. En adoptant à l'unanimité le projet de résolution présenté à l'origine par la Pologne à Paris, lors de la session précédente, l'Assemblée générale a montré que les délégations s'accordaient à reconnaître que l'on n'avait que trop tardé à prendre des mesures énergiques pour abolir les régimes fonciers anachroniques dans les pays insuffisamment développés. Ces régimes sont si imparfaits qu'ils maintiennent la productivité agricole à un niveau extrêmement bas, privent ces pays des moyens de développer leur économie et abaissent le niveau de vie de l'ensemble de la population, dont le pouvoir d'achat ne suffit pas à stimuler le développement industriel. L'inertie de la demande effective chez la population rurale influe sur le revenu des travailleurs employés dans d'autres branches; ceux-ci consomment alors moins qu'il ne le

faudrait pour favoriser l'expansion de la production agricole. Un cercle vicieux est ainsi engendré, et, lorsque certains orateurs ont affirmé au cours des débats de la Commission que des réformes radicales avaient été entreprises, il est manifeste que le problème n'a rien perdu de la gravité qu'il avait il y a deux ans.

26. Les renseignements statistiques sur le régime foncier des pays insuffisamment développés font généralement défaut, mais les quelques chiffres dont on dispose illustrent abondamment les conditions du régime foncier et l'influence néfaste que continuent à exercer les impérialistes étrangers qui exploitent cette situation pour étendre leur domination et accroître leurs profits.

27. Examinant les conditions qui règnent dans l'Amérique latine, M. Katz-Suchy dit qu'il a lu dans un ouvrage intitulé *La géographie de la faim* de M. de Castro, Président du Conseil exécutif de la FAO, que les terres en culture au Brésil ne représentent que 2 pour 100 de la superficie de ce pays et que les terres exploitées en vue de la production de denrées alimentaires ne représentent que 1 pour 100 de cette superficie. Les résultats du recensement récent permettent d'expliquer cette anomalie. Ils révèlent que 27.000 entreprises agricoles de plus de 1.000 hectares sont propriétaires de 48 pour 100 des terres, alors que les petites exploitations agricoles, qui représentent 75 pour 100 de l'ensemble des entreprises de culture, ne possèdent que 11 pour 100 des terres. En Argentine, les exploitations de plus de 1.000 hectares, qui ne représentent en nombre que 7 pour 100 des entreprises agricoles, possèdent 80 pour 100 de l'ensemble des terres, alors que les petites entreprises n'en possèdent que 3 pour 100. En Equateur, au Chili et au Venezuela, les pourcentages sont du même ordre.

28. L'agriculture de l'Amérique latine a eu beaucoup à souffrir également de la pénétration des capitaux des monopoles des Etats-Unis. A Porto-Rico, 80 pour 100 des terres arables appartiennent à des sociétés sucrières américaines et la situation est sensiblement la même à Cuba. Ces pays ont donc été contraints d'abandonner la production de denrées alimentaires pour se livrer à la culture des produits d'exportation. L'ouvrage déjà mentionné indique que la monoculture et le régime des grandes propriétés sont les deux grands fléaux de l'Amérique latine. Son auteur expose le rôle néfaste qu'a joué dans le passé la pénétration des capitaux des monopoles des Etats-Unis en Amérique centrale. Ces facteurs continuent à entraver le progrès économique et social auquel aspirent les peuples de l'Amérique latine. M. Katz-Suchy renvoie à un ouvrage du professeur Seymour Harris, intitulé *Economic Problems of Latin America* (Problèmes économiques de l'Amérique latine), qui décrit la condition servile du prolétariat agricole. En Bolivie également, par exemple, le régime de l'agriculture resté essentiellement féodal est caractérisé par le système du péonage, qui équivaut pratiquement au travail forcé.

29. En Extrême-Orient, la situation est à peu près identique. La structure du système de production agricole a été bouleversée par l'intervention des capitaux étrangers et la fragmentation de la petite propriété paysanne a encore aggravé la situation de la population rurale. En outre, des sociétés étrangères se sont assurées la possession de grandes étendues de terres arables pour se livrer à la culture de produits destinés

à l'exportation, comme par exemple en Malaisie. Dans l'Inde et au Pakistan où la domination britannique a pris fin, le régime agraire, féodal et anachronique, subsiste intégralement. La majorité de la population rurale est composée de fermiers qui ne sont pas propriétaires et qui ont souvent à payer en fermages jusqu'à 60 pour 100 de leurs récoltes. Bien que la population ait augmenté, la superficie cultivée est restée la même, alors qu'il y a des possibilités certaines de l'augmenter.

30. Dans les pays du Moyen-Orient, la structure du régime agraire est également semi-féodale. M. Katz-Suchy cite le rapport du Secrétariat sur la réforme agraire qui signale les conditions exorbitantes faites aux métayers en Syrie.

31. Dans les colonies et dans les Territoires sous tutelle, le régime agraire est encore plus défectueux et la situation de la population rurale plus déplorable. En Rhodésie du Sud, 1.500.000 Africains sont parqués sur 20 millions d'acres de terres médiocres, alors que 100.000 colons européens occupent 50 millions d'acres de bonnes terres. Ces proportions sont sensiblement les mêmes au Kenya et au Tanganyika.

32. Il est évident que de telles situations contribuent à l'abaissement des niveaux de vie de la population rurale. Le rapport de la FAO pour l'année en cours indique que la quantité moyenne de produits alimentaires par habitant est en voie de stabilisation à un niveau inférieur à celui des années d'avant-guerre. Les céréales constituent encore l'aliment principal dans les régions insuffisamment développées. Dans l'Inde et à Ceylan, par exemple, la sous-alimentation est un phénomène courant et l'apport journalier moyen de calories est très faible. Le rapport souligne encore que ce régime alimentaire, mal équilibré, explique l'existence de différentes maladies caractéristiques d'une déficience physique telles que la pellagre, qui, en Egypte, par exemple, sévit aussi bien parmi la population rurale que parmi la population urbaine. Le taux élevé de mortalité parmi les jeunes enfants de l'Afrique, de l'Amérique centrale et de l'Asie est dû à un régime alimentaire défectueux.

33. M. Katz-Suchy déclare que les faits qu'il a cités suffisent à montrer qu'il importe de prendre promptement des mesures décisives en vue d'améliorer la condition des populations des régions insuffisamment développées. Il passe en revue les recommandations contenues dans le projet de résolution sur la réforme agraire (A/C.2/L.82)¹ que la délégation de la Pologne avait présenté à la session précédente de l'Assemblée générale. L'expérience acquise par les pays qui ont entrepris d'importantes réformes agraires montre bien que de telles mesures sont indispensables pour accroître le rendement agricole et améliorer la situation de la population rurale. Ceci est vrai pour la Pologne qui, avant la guerre, avait toutes les caractéristiques d'un pays insuffisamment développé. En Pologne, à cette époque, la proportion de paysans qui ne possédaient pas de terres était très élevée, les fermages étaient exorbitants et le niveau de production extrêmement bas. La réforme agraire qui a été appliquée a radicalement modifié la structure du régime foncier. Six

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Annexes*, point 26 de l'ordre du jour, documents A/C.2/L.82 et A/2052.

millions d'hectares de terres ont été distribués à environ un million de familles paysannes. La réforme agraire et l'industrialisation qui a suivi ont permis d'employer dans l'industrie d'importantes sections de la population rurale. En 1950-1951, la superficie de terres arables par agriculteur a augmenté de 50 pour 100. De nouvelles lois ont permis de garantir la jouissance des terres et des crédits à faible intérêt ont été mis à la disposition des cultivateurs. L'utilisation d'engrais et la production de machines agricoles se sont largement développées. Malgré les dommages causés par la guerre, le rendement par hectare pour les principales récoltes est maintenant supérieur à celui d'avant-guerre.

34. Il en est résulté une amélioration importante du niveau de vie de la population rurale, une augmentation de la consommation de denrées alimentaires et un accroissement de l'utilisation des textiles, des matériaux de construction et du charbon. L'analphabétisme a disparu et actuellement la jeunesse des régions rurales a librement accès à toutes les professions. En outre, la réforme agraire n'a pas été une entreprise isolée; elle a fait partie d'un plan général de développement économique. Il a donc été possible de réaliser de rapides progrès en agriculture, progrès qui, à leur tour, ont contribué à accélérer le développement de l'industrie lourde et à relever le niveau culturel, social et économique de l'ensemble de la population.

35. La réforme agraire qui a été entreprise en Pologne, dans d'autres démocraties populaires et dans la République populaire de Chine prouve que la suppression du régime agraire féodal et semi-féodal est l'une des conditions indispensables du développement économique et du progrès social.

36. C'est pourquoi la délégation de la Pologne estime qu'il convient d'accorder une priorité absolue à la question de la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés. Si l'on veut véritablement réaliser des progrès, ces pays doivent mettre en œuvre sans retard les recommandations de la résolution 524 (VI) adoptée par l'Assemblée générale. La réforme agraire ne doit cependant pas consister uniquement en mesures administratives. Elle doit avoir une portée plus vaste, car l'abolition d'un système agricole désuet est étroitement liée à la libération de nouvelles forces sociales qui jusqu'ici n'ont pu jouer leur rôle dans la vie des pays insuffisamment développés.

37. Au cours de la 225ème séance, le représentant des Etats-Unis a cité les paroles prononcées par M. Acheson au sujet de l'importance de la réforme agraire, mais il est bien connu que la politique internationale des Etats-Unis a pour objet principal d'étendre l'empire du capital américain. L'attention fiévreuse que ce pays porte subitement à la réforme agraire ne vient pas de ce que les Etats-Unis se préoccupent des intérêts des pays insuffisamment développés. Les impérialistes, qui voient combien la réforme agraire est populaire, prennent peur et s'y associent de façon qu'elle s'effectue dans une direction qui empêchera tout progrès réel et servira leurs propres fins. La lutte pour les réformes agraires n'est qu'un épisode de la bataille menée par les pays insuffisamment développés contre l'impérialisme étranger pour obtenir une entière indépendance politique et économique. Dans ce combat, l'Organisation des Nations

Unies doit lutter aux côtés des populations des régions insuffisamment développées. Si elle ne le faisait pas, cela équivaldrait à renier la Charte.

38. En ce qui concerne les projets de résolution dont est saisie la Commission, la délégation de la Pologne estime que le texte présenté par le représentant du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1) ne tient pas compte de la nécessité urgente de réaliser une réforme agraire et s'occupe uniquement des incidences financières du problème. Il semble indiquer que la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés ne pourrait s'accomplir sans aide financière de l'étranger; la délégation de la Pologne estime que l'adoption d'une thèse semblable peut retarder la solution pratique du problème, notamment en raison du caractère de la politique suivie actuellement par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'influence exercée d'une façon générale par les capitaux étrangers dans les pays insuffisamment développés. Toutefois, la délégation de la Pologne ne votera pas contre le projet de résolution parce qu'elle reconnaît la nécessité d'effectuer une réforme agraire dans les pays insuffisamment développés.

39. La délégation de la Pologne appuiera le projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) parce que le texte donne une évaluation exacte de la situation actuelle de la production agricole dans les pays insuffisamment développés et représente une tentative pour résoudre le problème qui consiste à augmenter la superficie des terres cultivées. Elle appuie en particulier la recommandation qui figure au premier paragraphe du dispositif.

40. M. Katz-Suchy termine en soulignant la nécessité de passer du stade des études et des recommandations à celui de l'action dans le domaine pratique.

41. M. LEPRO (Uruguay) rappelle que, selon l'histoire, le besoin qui pousse les hommes à s'assurer la nourriture et la richesse a toujours été un agent puissant de progrès pour l'humanité, et déclare que l'un des objectifs de l'Organisation des Nations Unies est de transformer le globe en un monde où l'homme puisse vivre heureux. Le représentant du Chili, M. Santa Cruz, a dit un jour que l'appui dont les hommes d'Etat peuvent faire bénéficier les recommandations des Nations Unies est d'importance secondaire, mais que c'est par leur intermédiaire, du moins pendant la période initiale, que les Nations Unies doivent agir.

42. Par bonheur, tous les représentants sont d'accord pour estimer que la réforme agraire est d'une importance primordiale pour l'avènement d'un monde meilleur. Le représentant des Etats-Unis a cité une déclaration de M. Acheson pour étayer ce principe, et il ressort clairement des exposés qui ont été faits par de nombreuses autres délégations qu'elles aussi partagent cette façon de voir. Pour sa part, le représentant de l'Uruguay estime que les autorités nationales peuvent jouer un rôle très utile, et que, d'une façon générale, l'Organisation des Nations Unies a reçu des renseignements complets de la plupart des pays du monde pour l'aider à traiter ce problème. Personne ne doit se laisser impressionner par les déclarations de propagande qui sont faites à des fins politiques. Tout ce que les pays représentés au sein de l'Organisation des Nations Unies — et aussi les pays qui n'y sont pas

encore représentés, comme l'Italie et le Japon — font pour favoriser le bien-être de leurs populations contribue à abattre les barrières de l'incompréhension et de la haine. L'accroissement du bien-être matériel rend les peuples plus réceptifs aux influences culturelles et leur permet ainsi de mieux se comprendre les uns les autres. Il est vrai, toutefois, qu'une large fraction de la population du globe reste indifférente aux questions culturelles parce qu'elle ne connaît que la pauvreté et la faim. C'est à leurs dirigeants qu'il incombe de mettre fin à la pauvreté, à la sous-alimentation et à l'ignorance, et de permettre à ces peuples de participer davantage à la vie mondiale. Un grand nombre des discours qui ont été prononcés devant la Commission ont montré que les gouvernements entendent poursuivre cette tâche avec ardeur.

43. La liberté de l'information est importante, mais il faut reconnaître, si l'on a le sens des réalités, qu'avant de pratiquer les bienfaits de la culture il est indispensable de satisfaire les besoins alimentaires. Il apparaît aussi clairement qu'au milieu d'une situation aussi diversifiée et aussi complexe que l'est celle du monde aujourd'hui, l'Organisation des Nations Unies ne peut pas prétendre établir des plans uniformes et rigides. Ce fait a été reconnu par le Conseil économique et social dans sa résolution 370 (XIII) en date du 7 septembre 1951. Le même point de vue a été exprimé par le représentant de la Grèce au cours de la 147^{ème} séance de la Deuxième Commission, lorsqu'il a déclaré que les projets doivent présenter un intérêt local ou avoir un avantage direct pour la population. Les autorités nationales ont pour tâche d'aider les populations à prendre des mesures positives pour améliorer leur propre bien-être. C'est dans cet esprit que la résolution du Conseil économique et social dont il vient de parler a recommandé aux gouvernements d'instituer des réformes agraires appropriées dans l'intérêt des agriculteurs sans terres ainsi que des petits et moyens cultivateurs.

44. Comme son collègue, M. Quadros, l'a déclaré en 1951, le régime foncier ne constitue pas en Uruguay une question particulièrement urgente. Toutefois, le Gouvernement uruguayen estime que la répartition équitable des terres est un principe de justice sociale. Au cours de l'avant-dernière séance, les représentants du Pakistan, de l'Égypte, de la Chine et d'autres pays encore ont souligné que leurs pays respectifs étaient en train d'agir pour fractionner les grandes exploitations agricoles.

45. Le Gouvernement uruguayen adopte actuellement des mesures fiscales de plus en plus strictes afin de rendre difficile le maintien des grandes propriétés particulièrement celles dont le rendement est le plus faible et celles qui appartiennent à des propriétaires absentéistes, mettant ainsi en œuvre l'alinéa *g* du paragraphe 3 de la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social. On ne compte en Uruguay que 71 propriétés de plus de 10.000 hectares et elles apportent toutes une contribution de forme variable à l'économie nationale, par exemple en produisant de grandes quantités de viande et de laine. 82 pour 100 des terres sont consacrées à l'élevage du bétail, 7,6 pour 100 à l'agriculture et 2,8 pour 100 aux exploitations forestières. Les terres improductives ne représentent que 5,4 pour 100. Le représentant de l'Uru-

guay ne peut donc comprendre comment l'on a pu évoquer les déserts tragiques de l'Amérique latine.

46. La législation uruguayenne réserve une place importante aux rapports entre propriétaires et fermiers. Le Parlement uruguayen étudie en ce moment un projet de loi aux termes duquel les prix des denrées peuvent être fixés périodiquement en fonction du rendement des terres. Une compensation est ainsi établie entre les intérêts du propriétaire et ceux du fermier, qui n'a pas à se préoccuper des mauvaises récoltes. Contrairement à ce qu'a affirmé le représentant de la Tchécoslovaquie, il n'existe pas en Uruguay d'exploitations du type visé à l'alinéa *p* du paragraphe 3 de la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social.

47. Lors de la sixième session de l'Assemblée générale², le représentant de l'Uruguay, M. Mattos, a exposé devant la Deuxième Commission comment la réforme agraire s'effectuait en Uruguay, et il a parlé du développement du crédit agricole, du rôle des coopératives et de la fixation de salaires minima pour les travailleurs agricoles; on peut ajouter à cela la loi sur les pensions pour tous les travailleurs agricoles. Ce même représentant a parlé en détail de l'Institut de colonisation (Instituto de colonización), qui poursuit, dans des conditions d'autonomie complète, la même politique agraire que les Gouvernements italien et japonais, dont le représentant des États-Unis a fait mention au cours de la 225^{ème} séance.

48. Une innovation importante dans le domaine législatif est le plan d'amélioration de base pour le développement de l'agriculture, particulièrement en ce qui concerne les trois points principaux suivants: les pâturages, l'alimentation en eau et les zones montagneuses. Le plan vise à accroître la production de la laine, de la viande et du cuir, qui représente 80 pour 100 des exportations du pays et couvre les besoins du marché intérieur. Le plan de développement des pâturages est conforme aux recommandations spécifiques qui ont été formulées par la Mission technique de la Banque internationale et par la FAO. L'amélioration de l'alimentation en eau permettra d'assurer une distribution d'eau suffisante pour irriguer tous les pâturages. Dans les zones montagneuses, on effectue actuellement des plantations d'arbres afin d'abriter le bétail. Le Gouvernement uruguayen fournit 53 pour 100, et la Banque internationale 47 pour 100, des fonds nécessaires pour couvrir les dépenses afférentes au plan. Il est prévu que les investissements s'élèveront à 174.175.000 pesos. La totalité du prêt consenti par la Banque internationale sera utilisée pour payer les importations de fil de fer, d'équipement spécial et de matériel d'irrigation. Sans se trouver dans la situation tragique des contrées arides, l'Uruguay ne perd pas de vue combien il importe que la terre reçoive toute l'eau nécessaire pour qu'elle puisse pourvoir aux besoins de l'homme.

49. Se conformant aux recommandations formulées dans les rapports de la FAO et de la Banque internationale, l'Uruguay a détaché des techniciens auprès des centres organisés sous les auspices de ces deux institutions. Les améliorations envisagées dans le plan seront entreprises grâce à des emprunts à faible intérêt.

² Ibid., Deuxième Commission, 176^{ème} séance.

50. Des mesures sont également prises afin d'intensifier la campagne contre les maladies du bétail. La fabrication de vaccins dans tout le pays a été autorisée; les pouvoirs publics aideront la Commission nationale d'amélioration de la race ovine afin de lui permettre d'accroître la production de laine de 20 pour 100 en trois ans.

51. L'amélioration des pâturages, de l'alimentation en eau et la transhumance régulariseront et rendront moins onéreuse la production de la viande. Le plan a pour objectif final l'amélioration de la production de l'élevage, la réduction des effets de la sécheresse, l'emploi d'engrais et de semences améliorées et la protection du bétail contre les intempéries. Comme le représentant de l'Uruguay l'a souligné récemment devant l'Assemblée générale³, le revenu national de l'Uruguay et des pays qui ont les mêmes caractéristiques rend possible l'accumulation d'une épargne nationale et la formation de capitaux nationaux, et ces pays ont la possibilité de se procurer les sommes nécessaires pour leur développement économique grâce à l'aide de la Banque internationale. Le Gouvernement uruguayen a l'intention d'investir en cinq ans une somme de 164.165.000 pesos.

52. Le représentant de l'Uruguay appuie le projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) ainsi que l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.187), car il considère que ces textes correspondent aux normes fixées par l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concerne le financement, il estime que la Banque internationale est à même de satisfaire les besoins correspondants.

53. M. VARTALITIS (Argentine) déclare que le Gouvernement de l'Argentine fonde sa politique foncière sur des principes de justice et d'humanité. La législation foncière a pour but de protéger les familles et les ouvriers agricoles et prévoit que ces ouvriers peuvent devenir propriétaires de la terre qu'ils cultivent. Le Gouvernement de l'Argentine cherche par là à faire profiter l'ensemble des habitants des richesses et des produits du sol.

54. Le gouvernement s'est rendu compte qu'il lui fallait se défaire de ses vastes propriétés au profit des habitants et a, en conséquence, élaboré une législation relative aux terres du domaine public. Mais ces terres doivent être morcelées en parcelles propres à la culture, selon un plan qui tienne compte à la fois de la nature du sol, de la situation du terrain, des possibilités d'amélioration et d'autres facteurs qui permettraient à une famille d'agriculteurs de subvenir à ses besoins et l'encourageraient à accroître la productivité de la terre. Le gouvernement considère donc l'unité familiale qui exploite ses propres terres comme un élément essentiel de sa politique. Afin de mettre en œuvre ce plan, le gouvernement a accordé des avantages aux fermiers qui désiraient acquérir des terres et a octroyé 12.000 titres de propriété à des familles d'agriculteurs après leur avoir consenti les crédits nécessaires à l'achat.

55. En vertu du premier plan gouvernemental, qui portait sur les années 1947 à 1951, un million d'hectares environ ont été répartis entre les agriculteurs, contre 55.000 hectares de 1941 à 1946. Les pouvoirs publics

se proposent d'intensifier encore dans les années à venir ce programme de distribution des terres, notamment à l'égard des terres sur lesquelles un système d'irrigation est déjà construit, en voie de construction ou à l'étude. Le montant des prêts à l'agriculture consentis par le gouvernement est passé de 400 millions de pesos en 1945 à 2.900 millions de pesos en 1951. Le gouvernement encourage la création des coopératives agricoles. Au cours des cinq dernières années, les prêts aux coopératives se sont élevés à 1 milliard de pesos et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Le nombre des coopératives s'est accru régulièrement pendant la même période; il y a maintenant plus de 700 coopératives qui comptent plus de 200.000 membres.

56. M. Vartalitis votera en faveur du projet de résolution commun, de l'amendement des Etats-Unis à ce projet et du projet de résolution du Pakistan. Ces textes soulignent l'importance de la réforme agraire et insistent sur la nécessité d'intensifier la production agricole; les recommandations qu'ils contiennent correspondent à la politique agraire de l'Argentine.

57. Si l'on se place à un point de vue plus général, la diversification des économies nationales et le développement économique des pays insuffisamment développés favoriseraient la réforme agraire car ils entraîneraient un accroissement de la production moyenne en augmentant le pouvoir d'achat des pays dans lesquels la consommation est actuellement insuffisante. Il est essentiel aussi de favoriser le libre échange international des produits agricoles si l'on veut voir augmenter le rendement agricole et le revenu national des pays insuffisamment développés.

58. Pour conclure, M. Vartalitis répond aux paroles que le représentant de la Pologne a prononcées au sujet de la réforme agraire en Argentine en faisant état des renseignements tirés de l'ouvrage intitulé *La géographie de la faim*. Le représentant de l'Argentine déclare que l'auteur de cet ouvrage n'a pas consulté de renseignements complets et récents sur l'Argentine. C'est pourquoi les chiffres cités par le représentant de la Pologne ne correspondent pas à la réalité. Par exemple, les chiffres concernant la proportion des terres qui appartiennent à un petit groupe de propriétaires ne sont pas les chiffres actuels puisque l'Argentine a morcelé les grandes propriétés rurales. En outre, il convient de faire observer qu'une grande partie des terres en question sont des pâturages et doivent avoir une étendue plus grande que n'en ont les parcelles habituellement réservées à l'exploitation agricole.

59. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) signale que l'étude de M. Smith intitulée *The Brazilian People and their Institutions*, qui a paru en 1951, contient des renseignements beaucoup plus récents et beaucoup plus dignes de foi que les statistiques citées par le représentant de la Pologne. Certaines difficultés liées à des questions d'hygiène empêchent le Brésil de procéder à la réforme agraire aussi rapidement qu'il le souhaiterait; toutefois, cette réforme progresse lentement et sûrement et le gouvernement s'efforce de ne pas commettre l'erreur de distribuer des terres sans tenir compte de la main-d'œuvre disponible.

60. M. Dias Carneiro n'est pas d'accord avec le représentant de la Pologne lorsque celui-ci affirme que les conditions arriérées qui règnent au Brésil sont dues à l'exploitation à laquelle se livrent les monopoles des

³ Ibid., septième session, Séances plénières, 384ème séance.

Etats-Unis. Il faut tenir compte d'importants facteurs d'ordre juridique, social et matériel qui existaient et existent encore au Brésil. Pour procéder immédiatement à une réforme agraire radicale il faudrait confisquer les terres et expulser les propriétaires.

61. M. BLUSZTAJN (Pologne) remercie les représentants de l'Argentine et du Brésil d'avoir donné des éclaircissements sur la structure agraire de leur pays. Il est difficile de se procurer des statistiques récentes sur les régimes agraires, mais, si les chiffres cités par M. Katz-Suchy sont peut-être un peu dépassés, ils n'en donnent pas moins certaines indications sur l'ampleur du problème.

62. M. ABDELRAZEK (Egypte) explique que l'Egypte n'est pas le seul pays où la pellagre existe à l'état endémique; elle est endémique dans divers pays insuffisamment développés. Si la Pologne devait être touchée par cette maladie, elle bénéficierait, à n'en pas douter, de l'assistance d'une mission médicale égyptienne.

63. Au cours de la séance précédente, le représentant du Chili a souligné l'importance des moyens de transport. Les auteurs du projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) n'ont pas intentionnellement passé les transports sous silence, mais il était difficile

de mentionner tous les divers aspects de la réforme agraire dans un texte de résolution.

64. Afin de faire mieux comprendre le système de la réforme agraire en Egypte, M. Abdelrazek explique que le droit coranique n'interdit pas la réforme agraire; il vise au contraire à assurer le bien-être, la liberté et l'égalité de tous les citoyens. Il prie le représentant de la France de croire que ce n'est nullement la haine de la France ou du peuple français qui a inspiré ses déclarations ou celles des représentants de l'Irak et de l'Arabie saoudite, mais seulement l'espoir de voir la Tunisie devenir bientôt un Etat souverain.

65. M. UMARI (Irak) est heureux de voir l'intérêt que le représentant de la Pologne porte à son pays; toutefois, ses remarques sur les mauvaises conditions qui, selon lui, sont celles de l'agriculture dans le sud de l'Irak semblent prouver qu'il s'est insuffisamment documenté. On peut également se demander si ces remarques étaient à propos. La Commission n'a pas oublié les renseignements que sa délégation a fournis au sujet de la réforme agraire en Irak et qui auraient dû empêcher le représentant de la Pologne de se lancer dans des généralisations au sujet du sud de l'Irak.

La séance est levée à 17 h. 50.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Judi 4 décembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite] 255

Président: M. Jiři NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186 et A/C.2/L.187) [suite]

[Point 25, c *)]

1. M. BERCKEMEYER (Pérou) déclare qu'il est peu de civilisations dont la destinée soit aussi étroitement liée à la terre que celle du Pérou. Le problème agraire de ce pays est aussi compliqué que sa topographie et son histoire. Parmi les problèmes qui s'y posent, on peut citer l'aridité de la zone montagneuse, l'érosion du sol, les zones forestières impénétrables et les dévastations provoquées par les pluies excessives. Il n'est donc pas surprenant que la délégation du Pérou s'intéresse vivement aux programmes de réforme agraire de l'Organisation des Nations Unies. Elle a participé activement à l'élaboration des résolutions 401 (V) et 524 (VI) de l'Assemblée générale et aux travaux du Servicio cooperativo Interamericano de Producción de Alimentos (SCIPA).

2. Le représentant du Pérou s'associe au point de vue selon lequel la réforme agraire est plus qu'une simple question de développement. Outre le fait que les trois cinquièmes de la population du Pérou vivent de la production agricole, le problème agraire au Pérou est également lié à la question de la population autochtone indienne. L'amélioration du niveau de vie de cette population et son intégration dans la culture nationale sont d'autres aspects d'un problème complexe dont la terre est l'élément principal. C'est pourquoi M. Berckemeyer est heureux de constater que l'on a insisté sur les aspects humains de la question agraire.

3. Tout comme dans d'autres pays qui sont en cours de développement économique, le problème principal au Pérou est celui de l'accroissement de la production agricole en vue de la constitution de capitaux qui puissent être employés pour favoriser un développement économique harmonieux. Le Gouvernement péru-

vien poursuit une politique qui vise à accroître le nombre des propriétaires exploitants et, à cette fin, il recourt surtout aux terres rendues cultivables grâce aux projets d'irrigation. Au cours de l'année dernière, le gouvernement a investi 98.700.000 soles dans son programme national pour financer des travaux qui permettront d'irriguer 20.000 hectares de terres autrefois désertiques dans la partie septentrionale du Pérou. Lorsque l'exécution de ce plan sera achevée, il sera possible d'irriguer 281.000 hectares de terre et d'accroître de plus de 500.000 hectares la superficie cultivable.

4. Le Gouvernement péruvien s'est attaché aussi à obtenir de l'outillage agricole et a créé un système de coopératives pour mettre cet outillage à la disposition des cultivateurs qui ne sont pas en mesure de l'acheter. A cette fin, le Pérou a dépensé près de 250 millions de soles pour l'achat d'outillage agricole à l'étranger et a obtenu de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement un prêt de 20 millions de soles pour des achats similaires. La Banque agricole du Pérou a également offert des facilités de crédit aux agriculteurs. Son capital a été constamment augmenté et, en 1950, il atteignait 100 millions de soles. Elle administre aussi la Société de l'Amazone, dont l'objet est de faciliter le développement de la région péruvienne de l'Amazone.

5. Le représentant du Pérou donne un aperçu de l'œuvre utile accomplie par la SCIPA au Pérou; sous ses auspices, un accord bilatéral a été conclu avec les Etats-Unis en vue de familiariser les fermiers péruviens avec les nouvelles méthodes d'exploitation agricole, d'assurer la fourniture de graines de semence et de bétail de race, de renforcer la lutte contre les parasites, etc.

6. Le Gouvernement péruvien a également entrepris un important programme visant à accroître les stocks d'engrais. Bien que le Pérou exporte du guano, ses besoins sont si grands qu'il a été obligé d'importer une certaine quantité d'engrais et il a commencé à fabriquer des engrais artificiels.

7. Aucun programme de développement agricole ne peut être satisfaisant s'il n'est complété par la construction de routes et par la formation technique et l'édu-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

cation générale de la population rurale. Le Gouvernement péruvien exécute un plan de six ans, dans le cadre duquel 2 milliards de soles doivent être investis pour développer et améliorer le réseau routier du pays, notamment les routes transversales qui donnent accès à l'intérieur du pays. Ce plan facilitera beaucoup l'exploitation des richesses minières et agricoles des régions montagneuses et forestières. M. Berckemeyer donne des indications sur les routes déjà achevées et sur le plan des travaux futurs.

8. Tels sont les points essentiels de la politique agraire du Pérou, qui est destinée à protéger le droit des cultivateurs à posséder des terres; cette considération revêt une grande importance étant donné que, jusqu'ici, 10 pour 100 seulement des terres arables de ce pays ont été mis en culture.

9. La délégation du Pérou appuie le projet de résolution commun présenté par l'Égypte, l'Inde et l'Indonésie (A/C.2/L.160/Rev.1) et le projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1) mais estime qu'il serait préférable de les réunir en un projet de résolution unique et de faire figurer dans le préambule de la résolution A/C.2/L.160/Rev.1 le troisième paragraphe du dispositif de cette résolution. La délégation du Pérou appuie également l'amendement que les États-Unis ont proposé d'apporter au projet de résolution commun (A/C.2/L.187).

10. M. GOURINOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) souligne que la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés doit tenir compte au premier chef des besoins des petits propriétaires et des paysans qui ne possèdent pas de terres. Les paysans de ces pays luttent pour améliorer leur niveau de vie et recouvrer les terres dont ils ont été dépossédés par les monopoles étrangers; ils réclament l'institution de systèmes de crédit, la fourniture d'engrais et d'équipement, et la création de coopératives qui leur permettraient d'écouler leurs produits. En adressant des recommandations aux gouvernements, les Nations Unies doivent prendre en considération les aspirations des paysans des pays insuffisamment développés.

11. Le représentant de l'Indonésie (225ème séance) et d'autres encore ont mentionné le caractère arriéré des populations rurales de leurs pays et, au cours de la 226ème séance, les représentants de l'Irak et de l'Arabie saoudite ont exposé les conséquences désastreuses de la domination étrangère en Tunisie et au Maroc. On a déjà montré clairement combien les populations autochtones ont souffert par suite de la saisie des terres par les monopoles étrangers. M. Gourinovitch se bornera en conséquence à examiner la question de la saisie des terres effectuées à des fins militaires.

12. Au cours de la treizième session du Conseil économique et social, la Fédération syndicale mondiale a signalé que 25 pour 100 des terres arables de l'île de Guam avaient été saisies par les autorités militaires américaines¹. Des saisies analogues ont eu lieu au Japon, en Allemagne occidentale et en France; dans ce dernier pays, des terres situées aux environs de Cambrai ont été saisies au profit de l'armée de l'air des États-Unis, et les paysans n'ont même pas été

autorisés à rentrer leurs récoltes. Au Japon, les forces armées des États-Unis occupent 115.900 hectares de terres, dont 5.300 appartenaient autrefois aux paysans. La saisie de terres en Allemagne occidentale à l'occasion des récentes manœuvres a entraîné des pertes financières considérables pour la population locale. En Prusse rhénane et dans la province de Hesse, les récoltes de pommes de terre et de fruits ont été perdues, et les vignobles ont été détruits avant les vendanges. Interrogées sur la façon dont ces pertes donneraient lieu à indemnité, les autorités militaires américaines ont répondu que l'Allemagne devait se préparer à devenir un théâtre d'opérations militaires.

13. Il ressort nettement du rapport du Secrétariat sur la réforme agraire qu'il existe dans les pays insuffisamment développés de vastes superficies inexploitées. Il est extrêmement utile d'étudier l'expérience acquise à cet égard dans la République populaire de Chine et dans les démocraties populaires. Sa délégation a exposé devant l'Assemblée générale les progrès qui ont été réalisés dans la République socialiste soviétique de Biélorussie dans le secteur agricole². L'agriculture de ce pays a beaucoup souffert au cours de la deuxième guerre mondiale; les superficies arables ont été réduites de 43 pour 100, et quelque 2.200 villages ont été détruits. Néanmoins, la situation économique de la Biélorussie a été depuis lors entièrement rétablie. Deux cent mille hectares de marais ont été mis en culture et 300.000 hectares de terres ont été défrichées. L'élevage et la mécanisation de l'agriculture ont été développés de façon notable, le nombre des tracteurs a doublé, et 445.000 maisons ont été construites depuis la guerre pour loger la population rurale.

14. M. Gourinovitch expose les objectifs du prochain plan quinquennal, qui prévoit l'augmentation des surfaces cultivées et le développement de la production agricole et du cheptel. Pendant la deuxième guerre mondiale, tous les marais qui avaient été asséchés ont été dévastés, mais, depuis, 200.000 hectares ont été rendus à la culture, et le plan quinquennal comprend des projets relatifs à l'assèchement des basses terres qui longent le Pripet, par exemple. Ce programme permettra de sextupler le volume des récoltes et d'améliorer l'élevage, l'exploitation des forêts et la pêche. De nouvelles usines de transformation du lait, de la viande, de la betterave à sucre seront créées et la fabrication de briquettes de tourbe sera développée. Son pays est persuadé de pouvoir mener à bien ces plans et améliorer ainsi les conditions de vie de la population.

15. La question de la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés présente un caractère d'urgence, et il est indispensable de prendre des mesures décisives, notamment pour développer les surfaces cultivées et redistribuer les terres, y compris celles qui sont aux mains d'entreprises étrangères. Ces dernières ont développé la production des denrées destinées à l'exportation au détriment des cultures destinées à la consommation intérieure.

16. La délégation de la République socialiste soviétique de Biélorussie appuiera le projet de résolution commun présenté par l'Égypte, l'Inde et l'Indonésie, car il recommande des mesures propres à accroître les

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, treizième session*, 534ème séance.

² Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Séances plénières*, 595ème séance.

surfaces cultivées, mais elle s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution du Pakistan.

17. M. BAUER PAIZ (Guatemala) expose les raisons économiques et sociales qui ont amené le Congrès et le Gouvernement du Guatemala à apporter une solution énergétique et démocratique au problème agraire et aux problèmes sociaux connexes. Citant l'économiste guatémaltèque Marco Antonio Ramírez, il indique que l'agriculture, qui emploie plus de 70 pour 100 de la population, est l'activité économique la plus importante du Guatemala et sa principale source de devises. L'économie du pays comporte certains traits qui ont freiné le développement. Le Guatemala, bien qu'il soit essentiellement un pays agricole, est incapable de nourrir sa population. Le recensement agricole de 1950 en révèle la raison: alors que les dimensions des exploitations agricoles ont augmenté, l'importance relative des terres consacrées aux cultures de base tel que le maïs, les fèves, le blé, la canne à sucre, les légumes et les céréales, a diminué, et la fraction non cultivée des terres s'est accrue. On en a donc conclu que les produits agricoles destinés à la consommation intérieure venaient des petites exploitations qui ne possédaient pas de jachères, de pâturages ou de friches. La culture intensive de lopins de terre, y compris les terres marginales, a entraîné une augmentation des prix agricoles.

18. Le recensement agricole a indiqué que les trois quarts des terres cultivées étaient exploitées par 2 pour 100 du nombre des entreprises agricoles. Les exploitations les plus importantes sont situées dans les régions administratives les plus riches et les plus productives, tandis que les moins importantes se trouvent dans des régions dont la population est très dense et s'accroît avec une grande rapidité.

19. Le taux annuel de l'accroissement de la population du Guatemala s'élève à 2,4 pour 100. Etant donné les progrès insuffisants dans la redistribution des terres, la lenteur de l'augmentation de la production agricole et l'accroissement rapide de la population, il est probable qu'en l'absence de mesures efficaces propres à encourager le progrès technique dans l'agriculture, la fameuse loi de Malthus jouera, et les guerres et les épidémies en viendront à être considérées comme une bénédiction, parce qu'elles supprimeront l'excédent de population. Mais, comme le Guatemala est un pays pacifique qui désire améliorer les conditions de vie de sa population, la réforme agraire apparaît comme la meilleure méthode qui puisse permettre de faire progresser l'agriculture.

20. Indépendamment de l'aspect social du problème, il faut également tenir compte de certains facteurs économiques qui conditionnent la réforme agraire. Le niveau élevé de l'emploi dans l'agriculture fait contraste avec le chômage qui sévit dans d'autres branches d'activités; en raison de ce chômage, les salaires sont très bas et la consommation se maintient à un niveau insuffisant. La sous-commission s'accompagne d'une faible cadence de production; à cette faible cadence de production correspondent des revenus très bas; et à cause de ces revenus très bas, il y a sous-consommation. Il faut rompre ce cercle vicieux. Le fait que moins du tiers de la population est employée dans l'industrie, dans les transports, dans l'administration et dans les services publics, montre que l'industrie n'est pas au Guatemala un facteur économique dynamique. Il est

logique qu'un programme de développement ait pour objet de donner un emploi aux chômeurs partiels de l'agriculture. D'autre part, certains monopoles étrangers ont étendu leur domaine d'activité et exploitent maintenant des entreprises de transports maritimes et ferroviaires. Ces entreprises sont exploitées dans l'intérêt d'actionnaires étrangers, ce qui a retardé l'évolution économique et sociale du pays. Il faut espérer que l'on pourra améliorer cette situation dans l'avenir.

21. Le représentant du Guatemala explique comment son Gouvernement a mis en œuvre les dispositions de la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social; avant même l'adoption de cette résolution, le Gouvernement du Guatemala avait commencé à réunir les statistiques qui devaient lui permettre de promulguer une loi sur la réforme agraire. Ce gouvernement a également appliqué une loi sur l'affermage obligatoire de terrain aux paysans sans terre. Il a promulgué, cette année, une loi conforme aux recommandations que le Conseil économique et social a adressées aux gouvernements dans sa résolution 370 (XIII).

22. Le Gouvernement du Guatemala s'est conformé à la première recommandation de la résolution 370 (XIII) en étudiant le rapport du Secrétaire général et en tenant compte de l'expérience acquise par le Mexique en matière de réforme agraire. Mettant en œuvre la deuxième recommandation, le Guatemala a institué des réformes agraires en cherchant surtout à répondre aux besoins des paysans sans terres, ainsi que des petits et moyens cultivateurs. Du terrain a été mis à la disposition des paysans sans terres suivant trois différents régimes, en propriété, en usufruit ou en location. Le représentant du Guatemala expose les conditions dans lesquelles les terres dont les grands propriétaires ont été expropriés peuvent devenir la propriété des paysans sans terres, ainsi que les conditions qui régissent la location des terres qui appartiennent à l'Etat. Les terres qui étaient propriété d'Etat avant l'adoption de la loi sur la réforme agraire ne peuvent devenir propriété privée mais ceux qui les cultivent peuvent en avoir l'usufruit. Si ces agriculteurs ne veulent pas les cultiver, soit à titre privé, soit en coopérative, ces terres peuvent être exploitées conjointement par l'Etat et par des cultivateurs détenteurs de capitaux.

23. Il existe trois formes principales de régime foncier au Guatemala: la propriété d'Etat, la propriété privée et la propriété communale. L'Etat de guerre régnant entre le Guatemala et les Puissances de l'Axe au cours de la deuxième guerre mondiale, les biens ennemis sont devenus propriété de l'Etat. L'Etat est ainsi devenu le plus grand propriétaire agricole du pays. Il existe au Guatemala de nombreuses communautés autochtones où la terre est propriété communale. Il n'existe pas de règle générale qui s'applique à ces communautés, car les traditions et les coutumes varient considérablement de l'une à l'autre. Dans certaines communautés, le travail se fait collectivement, dans d'autres il est exécuté individuellement et dans d'autres encore ce sont des travailleurs salariés qui en sont chargés. La propriété privée est la forme de propriété foncière la plus répandue; la plupart des exploitations appartiennent à des propriétaires privés. Aux termes de la loi sur la réforme agraire, les terres communales ne peuvent devenir propriété privée. L'Etat dédommage

les propriétaires expropriés, et on estime à 10 millions de dollars environ le total des indemnités qu'il a versées.

24. A l'heure actuelle, le Gouvernement du Guatemala applique des mesures tendant à mettre en œuvre les recommandations figurant au paragraphe 3 du dispositif de la résolution 370 (XIII) du Conseil. Par l'entremise du Service national de l'agriculture, l'Etat fournit une assistance économique et technique et procure aux cultivateurs des animaux de trait et des machines agricoles à des prix raisonnables. On va bientôt créer un nouvel institut financier, la Banque nationale pour l'agriculture, qui sera chargée d'accorder des prêts, particulièrement aux petits propriétaires fonciers.

25. La CEPAL et la FAO ont fourni une assistance précieuse au Gouvernement du Guatemala en organisant un cycle d'études sur le crédit rural qui s'est tenu au Guatemala en septembre 1952. Au cours de ce cycle d'études, on a souligné l'importance du crédit rural en ce qui concerne l'acquisition de machines, de matériel d'irrigation, de matériaux de construction, de semences et d'engrais. On a également fait remarquer que c'est seulement par l'intermédiaire d'institutions fonctionnant sous les auspices du Gouvernement et par l'intermédiaire d'instituts de crédit spécialisés qu'il est possible d'accorder des conditions satisfaisantes en matière de crédit agricole. On a mentionné la disparité existant entre les prix des produits agricoles et ceux des machines, ainsi que la nécessité de remédier à cette situation. On a examiné toute une série de problèmes ayant trait à l'organisation du crédit agricole, tels que les taux d'intérêt, les sources de crédit et la collaboration des organismes internationaux. Ce cycle d'études s'est révélé d'une grande utilité pour le Gouvernement du Guatemala qui envisage l'établissement d'un système de crédit rural dirigé qui permettra aux petits cultivateurs de faire le meilleur usage possible des prêts qui leur sont accordés.

26. La FAO a également envoyé au Guatemala un expert chargé d'étudier le régime foncier en liaison avec les incidences de la loi sur la réforme agraire.

27. De plus, le Guatemala s'occupe d'améliorer son système de transports et de construire une route moderne qui doublera la ligne de chemin de fer qui relie actuellement la capitale et le principal port sur l'Atlantique et qui est insuffisante. On envisage également d'augmenter la production d'énergie électrique et de diversifier l'économie en encourageant la production du coton, des huiles, des fibres textiles et du bois. L'Etat préconise aussi les méthodes coopératives; il donne son appui à un organisme qui dirige des coopératives de production agricole et accorde une assistance technique et financière à leurs membres.

28. La résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social a notamment recommandé d'améliorer le statut économique, social et juridique des travailleurs agricoles. Le Code du travail garantit aux travailleurs agricoles du Guatemala les droits et les salaires minimums fixés par l'OIT. Ces travailleurs sont organisés en syndicats qui jouissent des mêmes droits que ceux des travailleurs urbains; ils touchent des prestations d'assurance sociale s'ils sont malades ou victimes d'accidents du travail. Les salaires ont été relevés à la suite de la fixation de salaires minima dans les fermes appartenant à l'Etat et à la suite de la négociation de

conventions collectives. En outre des projets visant à donner un enseignement élémentaire et à combattre l'analphabétisme sont actuellement mis en œuvre.

29. L'analyse sommaire des réformes agraires accomplies au Guatemala que vient de présenter M. Bauer-Paiz montre que cette réforme a donné des résultats très satisfaisants et qu'elle a été entreprise conformément aux recommandations de l'Organisation des Nations Unies en vue de répondre aux besoins réels du pays. En poursuivant cette réforme, on ne s'est pas seulement efforcé d'améliorer les méthodes de culture; on n'a pas non plus eu recours aux mesures rigoureuses employées par ceux qui estiment que la seule façon de résoudre le problème agraire est de confisquer les terres. Au Guatemala, on estime que le régime de la propriété privée a une importance sociale et que le propriétaire foncier qui n'exploite pas ses terres doit être exproprié au profit des cultivateurs sans terres. On ne croit pas qu'il soit suffisant, du moins dans des pays dont la structure est analogue à celle du Guatemala, d'entreprendre une réforme agraire uniquement d'après le principe qui consiste à donner à bail des terres privées ou publiques. Pour accomplir cette réforme avec succès il faut non seulement prendre des mesures dans les domaines technique et financier ainsi que dans le domaine de l'enseignement, mais on doit s'attaquer à la base même du régime foncier défectueux. Au Guatemala la réforme agraire a été entreprise en combinant ces différents facteurs.

30. Le Gouvernement du Guatemala adressera une réponse complète au questionnaire sur la réforme agraire, car ce pays, tout en estimant avoir obtenu des résultats très importants grâce à ses propres efforts, apprécie à sa juste valeur la collaboration de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

31. La délégation du Guatemala appuiera les projets de résolution dont a été saisie la Commission, car leur objectif est conforme à celui que vise actuellement ce pays en matière de réforme agraire.

32. M. ABDELRAZEK (Egypte) fait remarquer qu'il y a dans le texte espagnol une erreur de traduction au début du troisième paragraphe du dispositif du projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1), ce qui explique pourquoi le représentant du Pérou l'a mal interprété.

33. Le PRESIDENT déclare que le texte espagnol du projet de résolution sera rectifié.

34. M. KRIVEN (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que le fait que la Commission a déjà discuté la question de la réforme agraire au cours des années passées confirme que l'on reconnaît d'une façon générale la nécessité d'accomplir une réforme agraire dans les pays où il existe encore un régime féodal ou semi-féodal. Quand la terre appartient à de grands propriétaires fonciers ou à des monopoles étrangers qui l'exploitent à leur profit, le développement général du pays en souffre et le niveau de vie de la population est très bas.

35. Dans un grand nombre de pays, de grandes étendues de terres appartiennent encore à des monopoles étrangers. De plus, les milieux dirigeants des Etats-Unis établissent actuellement des bases aériennes et militaires sur les terres des pays insuffisamment développés pour préparer une nouvelle guerre. Les

terres ainsi aliénées sont souvent très fertiles. Au Japon par exemple, les forces des Etats-Unis ont occupé en 1951 plus de 216.000 hectares de terres, dans la région de Hokkaido, pour y établir des bases militaires. Dans l'Allemagne occidentale et en France, des terres ont également été occupées à des fins militaires.

36. Dans les pays où les monopoles étrangers exploitent les terres, la production de denrées alimentaires a diminué et les surfaces ensemencées sont moins importantes. En Asie, par exemple, la production de riz et de sucre a marqué un recul, et la ration alimentaire journalière de la population n'atteint pas un niveau minimum de 2.000 calories. La population ne reçoit en moyenne que 1.600 calories par jour dans l'Inde et 1.560 calories en Indochine. Dans tous les pays insuffisamment développés, on voit monter l'indice du coût de la vie. Si l'on prend pour base 1938 = 100, l'indice du coût de la vie a été, en 1951, de 2.000 en Algérie, de 1.548 en Afrique-Equatoriale française et de 2.571 en Tunisie.

37. Les représentants de l'Iraq et de l'Arabie saoudite ont décrit la condition misérable des paysans du Maroc, due à l'exploitation des capitalistes français (226ème séance). L'économie de la Tunisie est également sous le contrôle des capitalistes français qui utilisent à leur profit les richesses en matières premières de la colonie. Il existe une disproportion énorme entre la superficie des terres appartenant à des colons français et celle appartenant à des Tunisiens. La plus grande partie de la population est sous-alimentée, elle est frappée d'impôts arbitraires, elle manque des services médicaux nécessaires et d'établissements scolaires.

38. Le Royaume-Uni a trouvé au Cameroun une source d'approvisionnements en matières premières et s'est emparé des meilleures terres appartenant à la population indigène. Dans cette colonie, il existe encore un impôt de capitation; 11,7 pour 100 seulement des enfants d'âge scolaire fréquentent l'école; le taux de l'analphabétisme est de 90 pour 100; et il n'existe que onze hôpitaux pour répondre aux besoins de tout le Territoire dans le domaine de la santé publique.

39. Le représentant des Etats-Unis a déclaré au cours de la 225ème séance qu'au Japon la réforme agraire avait été accomplie dans l'intérêt des paysans. En réalité la situation est tout à fait différente. La majorité des exploitations agricoles sont très petites et plus d'un tiers de ces fermes ne possèdent pas de bétail. La totalité de la surface ensemencée a diminué par rapport à 1946. Le régime agraire a encore dans ce pays un caractère féodal et la pauvreté sévit dans les villages japonais. Il est évident que la prétendue réforme agraire n'est qu'un nouveau moyen d'exploiter les masses.

40. La situation de l'agriculture dans les territoires coloniaux insuffisamment développés fait ressortir la nécessité indiscutable de procéder à une réforme agraire et de redistribuer les terres d'une manière équitable de façon qu'elles deviennent la propriété de ceux qui les cultivent. Une telle réforme dans le domaine économique et politique est indispensable au développement des pays insuffisamment développés. Les représentants de certains pays ont déclaré que leurs gouvernements avaient l'intention de mettre en œuvre des programmes

de réforme agraire à long terme, mais jusqu'ici presque rien n'a été accompli. L'histoire montre cependant que, dans les cas où une réforme agraire a été accomplie et où les gouvernements ont donné aux paysans l'aide nécessaire, le développement s'est effectué rapidement, réalisant ainsi les conditions nécessaires à une amélioration continue du bien-être de la population.

41. La délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine appuiera le projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) qui contient des recommandations visant à l'application de mesures pratiques qui permettront de procéder à une réforme agraire dans les pays insuffisamment développés. Le projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1) traite surtout de l'aspect financier de la réforme agraire et la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine estime que cette réforme peut être accomplie sans aide financière internationale. C'est pourquoi elle s'abstiendra de voter sur le projet de résolution.

42. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) déclare qu'il votera en faveur du projet de résolution commun et du projet de résolution du Pakistan sans toutefois prendre l'engagement de contribuer au fonds international de développement dont la création est envisagée.

43. En ce qui concerne les accusations qui ont été portées contre son gouvernement, la Commission n'ignore pas que le Royaume-Uni s'intéresse à la réforme agraire et qu'il a appuyé toutes les résolutions que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont adoptées à ce sujet. Sir Clifford Norton se félicite de l'excellent travail que la FAO accomplit.

44. Son gouvernement a toujours été en faveur des mesures de réforme agraire destinées à augmenter la production alimentaire, à élever le niveau de vie et à améliorer les conditions sociales dans les diverses parties du monde. Mais il voit les choses de façon pratique et refuse de prendre des formules toutes faites pour des réalités. Si l'on veut augmenter la production, élever le niveau de vie et améliorer les conditions sociales, il faut d'abord prévoir l'octroi de crédits, la création de coopératives et la vulgarisation des méthodes agricoles. Il faut aussi tenir compte des conditions et des traditions locales. Si un gouvernement se contentait de morceler les grandes propriétés en petites parcelles, sans créer d'organisations coopératives et sans exercer une certaine forme de contrôle, la production ne pourrait qu'aller en diminuant et les populations rurales se trouveraient dans une situation plus difficile encore que par le passé. Des experts britanniques en matière de questions agraires remplissent les fonctions de conseillers techniques dans de nombreux pays du monde qui désirent se familiariser avec les méthodes de réforme agraire. Un orateur a prononcé le nom de Ceylan. Si Ceylan était Membre des Nations Unies, ses représentants se joindraient à ceux des autres pays de l'Asie du Sud-Est pour retracer comment leur pays a procédé à la réforme agraire en groupant les petits propriétaires fonciers en sociétés coopératives.

45. Le Gouvernement du Royaume-Uni tient essentiellement à ce que toute réforme agraire dans les territoires dont il a la charge se fasse de façon raisonnable, pratique et dans un esprit de progrès et ait pour résultat d'augmenter la prospérité et de favoriser le développement social de la collectivité au profit de

laquelle elle a été entreprise. Le représentant du Royaume-Uni ne croit pas que des méthodes brutales soient la meilleure manière de servir la cause du progrès. Le questionnaire relatif à la réforme agraire donnera à son gouvernement l'occasion de renseigner la Commission sur la situation foncière dans les territoires du Royaume-Uni et sur les mesures qui y ont été adoptées. Sir Clifford Norton espère que les délégations retireront un enseignement pratique des faits et des chiffres dignes de foi que le rapport du Secrétaire général portera à leur connaissance.

46. Il ne suffit pas, pour mener à bien une réforme agraire, de s'en tenir à certaines règles rigides établies d'avance une idée préconçue. Les projets de résolution dont est saisie la Commission sont conçus de façon à favoriser le progrès dans cet important domaine.

47. M. COHN LYON (République Dominicaine) déclare que la question en discussion présente un intérêt particulier pour la République Dominicaine qui cherche par tous les moyens en son pouvoir à développer son économie et ses ressources naturelles, qui sont surtout agricoles. Depuis 1930, son pays procède à l'exécution d'un programme destiné à accroître la productivité agricole et à améliorer le bétail. En 1952, le gouvernement a élaboré une législation de base relative à l'installation d'agriculteurs sur de nouvelles terres; il en a modifié le texte au fur et à mesure que la situation évoluait et il a finalement promulgué, le 18 août 1948, la loi n° 1783. Cette loi prévoit notamment l'installation d'agriculteurs sur les terres du domaine public dont la superficie dépasse 100 hectares; elle dispose que le Ministère de l'agriculture a le droit de décider des cultures à entreprendre sur les neuf dixièmes de chaque exploitation, qu'un agriculteur auquel on a retiré son titre de propriété conserve son droit de propriété sur toutes les améliorations qu'il a apportées à l'exploitation et sur les animaux et le matériel qu'il possède, et que les agriculteurs qui remplissent les conditions requises deviennent propriétaires de leurs terres au bout de 10 ans. Cette loi stipule également que les propriétaires privés doivent mettre leurs terres en exploitation aussi rapidement et complètement que possible, sous peine d'expropriation. Le gouvernement s'est occupé d'installer des services sanitaires, des bureaux de postes, des moyens de transport, etc., sur les anciennes terres du domaine public. Afin de stimuler la production, le gouvernement a aussi construit un grand nombre de canaux d'irrigation, de dispensaires, d'hôpitaux et d'écoles dans tout le pays. Il a également pris des dispositions en vue de fournir des graines de semence aux agriculteurs, de leur faciliter l'achat de matériel agricole, de vulgariser les connaissances techniques, d'organiser des cours de formation professionnelle et de consentir des prêts à faible taux d'intérêt.

48. Alors que par le passé la République Dominicaine était obligée d'importer des produits tels que riz, maïs, huile, beurre et conserves de viande, elle produit maintenant assez pour couvrir les besoins de la consommation intérieure et peut même exporter vers les pays voisins.

49. M. Cohn a écouté avec grand intérêt les diverses déclarations faites au sein de la Commission et son attitude lors du vote sera dictée par l'expérience que son pays a acquise et par les résultats de la politique de réforme agraire de la République Dominicaine.

50. Mme WRIGHT (Danemark) se félicite de ce que le projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) a été présenté, notamment parce qu'il fait ressortir la nécessité d'éduquer les cultivateurs par des cycles d'études, des cours et des conférences sur les questions agricoles; cela montre que l'on se rend compte que tout pays possédant des terres fertiles peut accroître sa production agricole par ses propres efforts en procédant à une réforme agraire fondée sur une parfaite connaissance de tous les facteurs pertinents comme des leçons de l'expérience.

51. Mme Wright rappelle que le représentant de la FAO a cité le Danemark en exemple, car c'est un pays qui, grâce à son organisation agricole, a pu utiliser au mieux celles de ses terres dont la fertilité laissait à désirer. A la fin du XIX^{ème} siècle, le Danemark, pays exportateur de blé, a semblé voué à la ruine quand le rapport des échanges a subitement tourné à son désavantage par suite d'une baisse des tarifs de fret transatlantique et de la réduction de ses exportations de céréales qui en est résultée. La réforme agraire qui a été adoptée de bonne heure au Danemark a rendu le fermier propriétaire de la terre qu'il cultivait et a fait de lui un citoyen fort respecté, convaincu de sa valeur personnelle en tant qu'individu aussi bien qu'à titre de membre de son association coopérative. Les puissantes sociétés coopératives se sont rendu compte que l'agriculture danoise aurait avantage à modifier sa structure. Au lieu de produire et d'exporter des fourrages, le Danemark a commencé à en importer et il a profité du bas prix des céréales étrangères pour développer sa production laitière à laquelle le marché mondial offrait des débouchés plus larges. Ce revirement s'est opéré sans aide financière de l'extérieur et il a permis au Danemark d'accroître le revenu qu'il tirait de ses exportations et de nourrir un nombre de plus en plus grand de ses habitants.

52. Les coopératives danoises ont aidé les petits fermiers à bénéficier des progrès de la technique en achetant et en employant en commun les machines agricoles les plus modernes et qui donnaient le meilleur rendement. Ainsi, un petit peuple agricole a pu augmenter la production globale de son agriculture et contribuer au développement industriel grâce à un déplacement de la main-d'œuvre des campagnes vers les villes qui se poursuit avec régularité.

53. Dans le *Rapport définitif du Comité mixte de la Société des Nations — L'alimentation dans ses rapports avec l'hygiène, l'agriculture et la politique économique*, il est dit que le Danemark offre le parfait exemple d'une agriculture adaptée à une nouvelle situation. La modification apportée à l'économie agricole du Danemark, loin d'entraîner une réduction de la superficie des terres cultivées en céréales, a suscité une nouvelle demande de céréales et de fourrages et provoqué par voie de conséquence, une augmentation de la production. En 1930, la culture des céréales occupait 50 pour 100 de la superficie totale des terres cultivées au Danemark, au lieu de 45 pour 100 en 1881, ce qui montre que l'encouragement de l'élevage n'est nullement incompatible avec la culture en grand des céréales.

54. Les débats ont montré que, dans certains pays, le régime foncier est aussi bon, ou même meilleur que celui du Danemark. Toutefois, si certains des pays qui sont en train de procéder à des réformes agraires trouvent que l'expérience du Danemark et sa structure

agricole actuelle pourraient leur être utiles, le Gouvernement du Danemark est tout disposé à organiser au Danemark des cours, des conférences et des cycles d'études pour les représentants qui désireraient user de cette possibilité. On pourrait comprendre parmi les sujets d'études les coopératives laitières, la fabrication du *bacon*, les organismes d'exportation pour les œufs, les coopératives d'achat et les sociétés de producteurs de fourrages. Le système des coopératives danoises pourraient également présenter un intérêt éducatif pour les pays qui étudient actuellement les méthodes qui leur permettraient de mobiliser des capitaux. Le Danemark assumerait la plus grande partie des dépenses entraînées par ces programmes d'études qu'il imputerait sur les crédits ouverts à cette fin à titre de contribution supplémentaire au Programme élargi d'assistance technique.

55. M. BAKR (Irak) déclare que son interprétation de la situation économique de l'Afrique du Nord française est extrêmement différente de celle qu'a donnée le représentant de la France.

56. Le Vice-Président de la Chambre de commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Fez a déclaré, dans son rapport sur les prévisions budgétaires du Ministère des travaux publics, que si l'on soutient fréquemment que toutes les classes de la société marocaine doivent bénéficier du développement économique du pays, le résultat est tout différent quand des facteurs non économiques influencent l'économie. Les considérations politiques jouent un rôle important dans la structure économique du Maroc. Il est dit ensuite dans ce rapport qu'au sein du peuple marocain existe une colonie européenne privilégiée qui s'étend dans des propor-

tions alarmantes. C'est la communauté européenne qui bénéficie le plus de la richesse économique du pays, notamment des facilités telles que les moyens de communication, les routes et les chemins de fer. Les Marocains n'y participent qu'accessoirement, à titre de consommateurs ou de main-d'œuvre peu payée.

57. La plupart des routes de troisième catégorie qui desservent les régions agricoles ont été construites pour l'avantage des colons européens. Les Européens sont également privilégiés en ce qui concerne la répartition des réseaux d'irrigation. Une somme de 3.525.900.000 francs a été réservée pour construire 2.381 habitations à l'usage des Européens, alors qu'un crédit de 2.191.900.000 francs est prévu pour construire 6.113 maisons destinées aux Marocains. Il n'existe un problème du logement pour les Européens que parce que l'on encourage l'immigration. Le nombre des fonctionnaires et hommes d'affaires français augmente constamment et des Marocains sont expulsés pour faire place aux nouveaux arrivants.

58. Jusqu'en 1933, les transports routiers étaient libres au Maroc. Le 6 février 1933, un décret a été promulgué qui stipulait que les compagnies de transports routiers devaient avoir une licence d'exploitation, mesure destinée à avantager les compagnies françaises qui n'arrivaient pas à lutter contre leurs concurrents marocains. Le 23 décembre 1937, un autre décret a prescrit que les licences d'exploitation de transport étaient réservées aux Européens et aux Marocains consentants. Une contrainte rigoureuse est exercée sur la seule compagnie de transport marocaine qui ait survécu.

La séance est levée à 17 h. 35.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 5 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite] 263

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite]

[Point 25, c*)]

1. M. DE SEYNES (France) tient à répondre à répondre à certaines allégations concernant la politique française en Afrique du Nord. Tout d'abord, il remercie le représentant de l'Egypte de la déclaration apaisante qu'il a faite à la fin de la 227ème séance, en donnant l'assurance que ni les peuples, ni les gouvernements des pays arabes ne nourrissent de sentiments de haine contre la France, ce sentiment étant d'ailleurs contraire aux préceptes de la religion musulmane. Le représentant de la France estime qu'en raison de certaines déclarations et de certaines attitudes, l'assurance donnée par le représentant de l'Egypte était bien nécessaire.

2. M. de Seynes doit faire certaines distinctions entre les déclarations qui ont été faites au sujet de l'Afrique du Nord. Les délégués de l'Egypte et du Pakistan se sont bornés à émettre un vœu concernant le statut politique et constitutionnel de la Tunisie et du Maroc. M. de Seynes ne peut évidemment les suivre sur ce terrain; de tels problèmes sont moins encore de la compétence de la Deuxième Commission que de celle de la Première Commission. Toutefois, d'autres représentants ont voulu s'instituer accusateurs publics et ils ont prononcé contre la France de véritables réquisitoires. Ils ont fondé leur argumentation sur des documents que l'on s'étonne de voir utiliser devant la Deuxième Commission, formée aux disciplines économiques et à la critique des sources.

3. Le représentant de l'Irak est responsable de la tournure qu'ont pris les débats. A deux reprises (226ème et 227ème séances), il a soutenu que M. Dulin avait présenté un tableau par trop favorable de la situation en Afrique du Nord. Or, M. Dulin s'est contenté de signaler au cours de la 224ème séance que

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

la France, tout en reconnaissant parfaitement la tâche qui lui reste à accomplir, était désireuse de partager les fruits de son expérience. On trouve même dans son discours des passages d'auto-critique que l'on chercherait vainement ailleurs.

4. M. de Seynes regrette aussi que le représentant de l'Arabie saoudite se soit engagé dans la voie ouverte par le représentant de l'Irak. Il a cherché, dans l'exposé que M. Belkoudja a fait au cours de la 226ème séance, des sous-entendus qui n'y sont pas. D'après lui, M. Belkoudja aurait insinué que des institutions d'origine religieuse feraient obstacle au développement économique des pays de l'Afrique du Nord. En fait, M. Belkoudja a affirmé exactement le contraire. Il a signalé les problèmes, reconnus par le représentant de l'Egypte lui-même, que pose le *habous*, institution que le Gouvernement égyptien a jugé nécessaire de supprimer.

5. Cependant, le représentant de l'Arabie saoudite a utilisé une formule heureuse: il a voulu verser au débat un certain nombre de données afin de les juxtaposer avec les faits cités par le représentant de la France. Cette conception de "juxtaposition" est conforme à la thèse toujours soutenue par la France, à savoir qu'à la Deuxième Commission, les problèmes économiques communs à diverses régions du monde devraient être étudiés indépendamment du statut politique des pays intéressés. Si l'on veut vraiment "juxtaposer", il convient de placer les données économiques que l'on fournit dans le cadre d'une étude comparative qui devrait inclure des pays de structure analogue. La délégation française se prêterait volontiers par exemple à une étude comparative des conditions économiques du Maroc et de celles qui prévalent en Irak.

6. Le représentant de la France ne se sent pas la vocation d'un censeur et ne tient nullement à prononcer un réquisitoire contre d'autres pays. Il regrette que certaines délégations aient puisé leurs informations dans une littérature dont l'origine indique assez le caractère, alors qu'il existe au sein même des Nations Unies une documentation abondante sur laquelle une information sérieuse pourrait être basée. Puisque cette

littérature a été utilisée, certaines mises au point sont nécessaires.

7. Certaines délégations ont fait mention de la répartition des terres cultivées au Maroc. En fait, la superficie des terres cultivées est de 15.170.500 hectares. Les autochtones sont propriétaires de 14.458.000 hectares répartis comme suit: terres exploitées: 6.975.000 hectares; terres de parcours et partiellement cultivées: 7.483.000 hectares. Enfin, les forêts s'étendent sur 3.500.000 hectares. La superficie appartenant à la population non autochtone est de 712.000 hectares. On a dit que les exploitations autochtones étaient quarante fois plus nombreuses que les exploitations non autochtones; en fait, leur nombre est 147 fois plus élevé. On a soutenu que la superficie des terres appartenant aux autochtones était quatre fois plus grande que celle des terres appartenant aux non autochtones, alors qu'elle lui est vingt fois supérieure.

8. Certaines délégations ont affirmé aussi que la population marocaine avait souffert de la famine. Sans doute ont-elles fait allusion à des famines qui ont sévi avant 1912. Depuis, le Maroc n'a pas connu la famine. En 1945, il s'est produit, certes, une grave pénurie de denrées alimentaires, due à des circonstances atmosphériques catastrophiques et aux bouleversements provoqués par la guerre, mais la France a accordé au Maroc une aide supplémentaire pour remédier à cette pénurie et en pallier les effets.

9. On a mentionné des décrets portant expropriation de terres au profit de propriétaires français. Cette assertion est absolument fausse. Il est juridiquement impossible aux autorités françaises d'exproprier des terres appartenant aux autochtones pour les remettre à la population non autochtone. Il est vrai qu'au début du Protectorat, des lotissements d'une superficie de 272.000 hectares ont été vendus, mais ces lotissements consistaient, pour la plus grande partie, en terres domaniales non exploitées. Par la suite, toutes les terres dont la population non autochtone est devenue propriétaire ont été achetées conformément aux dispositions du droit privé.

10. Le représentant de l'Arabie saoudite a soutenu que la France s'était servie des crédits de l'aide Marshall pour installer des colons au Maroc. En fait, l'installation de nouveaux colons au Maroc a pratiquement cessé depuis 1930. Le même représentant a affirmé aussi que la France cherchait à faire obstacle au développement économique du Maroc. Il est inutile de répondre à une allégation pareille, qui est complètement dénuée de fondement. Le représentant de l'Arabie saoudite a fait en particulier une analyse extrêmement sommaire du système des changes entre le Maroc et la France. En réalité, le déficit de la balance commerciale du Maroc, qui s'élève actuellement à 71 milliards de francs français, est entièrement comblé par la France.

11. Au cours de la séance précédente, le représentant de la France a entendu une accusation qui lui paraît complètement absurde et selon laquelle les neuf dixièmes des routes "tertiaires", construites au Maroc et en Tunisie, seraient tracées uniquement pour desservir les fermes des colons non autochtones. Il suffit de considérer la répartition des terres au Maroc pour se rendre compte qu'une route ne peut desservir une ferme non autochtone sans desservir en même temps plusieurs fermes autochtones.

12. Un des membres de la Commission a parlé des sociétés de transport marocaines et mentionné trois décrets qui porteraient expropriation de Marocains au profit de Français. En fait, le système des transports routiers au Maroc a subi une crise; il en a d'ailleurs été ainsi pour les transports routiers de tous les pays du monde. Pour y faire face, les autorités sont intervenues par l'adoption d'une réglementation. Elles ont également prévu des sanctions applicables à toute personne qui violerait cette réglementation. Toutefois, ces sanctions ne présentent pas le moindre caractère arbitraire, et il existe un tribunal d'appel qui, à maintes reprises, a annulé certaines sanctions.

13. Le représentant de l'Irak, mentionnant les crédits à l'habitation, a déclaré que la population autochtone bénéficiait de ces crédits dans une mesure beaucoup plus faible que la population non autochtone. L'accusation de l'Irak, si elle était fondée, ne s'appliquerait qu'au passé, car, à l'heure actuelle, ces crédits ne sont consentis qu'aux Marocains.

14. Le représentant de la France croit préférable de ne pas prolonger indûment cette discussion; il estime que les allégations dirigées contre son pays, étant donné leur caractère fantaisiste, ne contribuent nullement à orienter le débat de façon constructive.

15. M. ABDELRAZEK (Egypte), soulevant une question d'ordre, fait observer que la délégation française, par sa participation aux débats, reconnaît en fait que la Deuxième Commission peut traiter, sous différents aspects, la question de l'Afrique du Nord. Comme elle dénie, à cet égard, toute compétence à la Première Commission, le représentant de l'Egypte y voit une contradiction assez surprenante. Il rappelle que la délégation française a soulevé elle-même la question de l'Afrique du Nord devant la Deuxième Commission en faisant parler un musulman qui n'a pas hésité à attaquer sa propre religion.

16. M. HALIQ (Arabie saoudite) souscrit aux observations du représentant de l'Egypte et ajoute qu'en ce qui le concerne, le débat est clos.

17. M. BAKR (Irak) soulevant une question d'ordre, précise qu'au cours de ses précédentes interventions, il a voulu présenter un tableau aussi fidèle et aussi complet que possible de la situation économique de l'Afrique du Nord. Il a cherché seulement à persuader la France de faire tous ses efforts pour remédier à la situation actuelle et relever le niveau de vie des populations autochtones du Maroc et de la Tunisie.

18. Le représentant de la France ayant fait allusion aux conditions qui règnent en Irak, M. Bakr rappelle qu'il a signalé lui-même les défauts de la structure agraire dans son pays ainsi que les initiatives prises par son gouvernement pour y remédier. Il n'appartient pas au représentant d'autres pays de critiquer un état de choses dont le Gouvernement de l'Irak est parfaitement conscient.

19. M. MADRIGAL (Philippines) rappelle qu'à sa sixième session, l'Assemblée générale a approuvé la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social, relative à la réforme agraire. L'Organisation des Nations Unies a ainsi pris conscience de l'importance que ces questions présentent pour le développement économique des pays insuffisamment développés.

20. La réforme agraire peut entraîner non seulement la division et la répartition d'importantes exploitations,

mais aussi, dans certains cas, le remembrement des terres. D'une manière plus générale, la réforme agraire doit s'accompagner de mesures visant au développement de l'irrigation, de l'électrification des campagnes, du crédit agricole, de l'artisanat rural et à l'utilisation des engrais et de l'outillage agricole.

21. Dans un récent rapport, la FAO a fait ressortir la gravité de la situation alimentaire mondiale. Aussi, les programmes agricoles visant à augmenter la production des denrées alimentaires présentent-ils un caractère d'urgence.

22. Le représentant des Philippines signale que, dans son propre pays, l'électrification des campagnes se poursuit par la construction d'importantes installations hydro-électriques. De même, le Gouvernement des Philippines améliore le réseau routier du pays qui facilite l'accès aux différents marchés; à cet égard, l'Administration de la sécurité mutuelle des Etats-Unis a accordé aux Philippines une aide appréciable.

23. La Banque centrale des Philippines, pour sa part, a consenti une avance de 200 millions de pesos pour la mise en œuvre de programmes agricoles. Il est à noter aussi que l'Export-Import Bank des Etats-Unis a accordé à la République des Philippines un prêt de 20 millions de dollars pour faciliter ses achats de matériel agricole à l'étranger. La Reconstruction Finance Corporation des Philippines a terminé les travaux de reconstruction proprement dits et consent maintenant des prêts aux entreprises industrielles et agricoles; le montant des ressources dont elle dispose s'élève à 250 millions de dollars environ.

24. Le Congrès des Philippines, de son côté, vient d'adopter une loi sur le crédit agricole; cinq banques de crédit agricole accordent aux agriculteurs des prêts pour l'achat de matériel et de semences et pour le paiement des salaires.

25. M. Madrigal tient à signaler, avec gratitude, l'aide que l'Administration de la sécurité mutuelle des Etats-Unis a apportée aux Philippines; pour l'exercice financier se terminant au 30 juin 1952, les crédits alloués se sont élevés à 47 millions de dollars environ. Cette aide a permis aux Philippines de mettre en œuvre des programmes touchant l'artisanat, la distribution d'engrais et les travaux de recherche et de développement.

26. M. Madrigal rappelle les dommages considérables causés aux Philippines par trois ans d'occupation japonaise; il ajoute que, de 1940 à 1951, la population des Philippines a passé de 16,5 millions à 20 millions d'habitants. En dépit de ces difficultés, le Gouvernement des Philippines a fait tout son possible pour améliorer la productivité dans l'agriculture et il a déjà obtenu d'intéressants résultats. D'ici deux ans, ou moins, la production de riz des Philippines sera suffisante pour répondre aux besoins de la population. En 1953, la production de sucre permettra aux Philippines de remplir leur contingent de 850.000 tonnes sur le marché des Etats-Unis. De 4,5 millions d'hectares en 1938, la superficie des terres cultivées est passée à 4,9 millions d'hectares en 1949 et à 6,6 millions d'hectares en 1951.

27. La délégation des Philippines se prononcera très volontiers en faveur du projet de résolution déposé par la délégation du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1). Après les explications du représentant du Pakistan, elle est

convaincue que le Comité d'experts devrait étudier dans quelle mesure le fonds spécial pourrait consentir des dons et des prêts aux pays insuffisamment développés.

28. Par leur projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1), les délégations de l'Egypte, de l'Inde et de l'Indonésie s'efforcent, à juste titre, de donner un certain équilibre à la politique agraire en mettant l'accent sur la mise en valeur des terres arides et sur les ressources hydrauliques. Aux Philippines, le problème de l'exploitation des ressources hydrauliques se pose avec acuité. En effet, l'exploitation de ces ressources est un des facteurs importants du développement économique. Les Philippines ont d'ailleurs participé à l'élaboration du programme d'hydraulique fluviale de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient. Le Gouvernement philippin a constaté avec satisfaction que la CEAE0 avait décidé d'examiner les questions d'hydraulique fluviale dans le cadre plus général du développement à fins multiples des bassins fluviaux. De même, la CEAE0 met au premier rang de ses préoccupations, l'assistance et la vulgarisation techniques dans ce domaine. Il ne faut pas négliger l'importance que les problèmes d'hydraulique fluviale présentent pour les pays de l'Asie et de l'Extrême-Orient où la moitié de la population vit sur les rives de grands fleuves, soumise ainsi à la menace constante des inondations.

29. C'est pour ces raisons que la délégation des Philippines avait présenté à la quatorzième session du Conseil économique et social, un projet qui est devenu la résolution 417 (XIV) dans laquelle le Conseil souligne la nécessité d'assurer la mise en valeur des ressources hydrauliques, et de faciliter, par là même, le développement économique de chaque pays.

30. La délégation des Philippines approuve la proposition visant à créer des centres régionaux de formation en matière de mise en valeur des terres arides et d'exploitation des ressources hydrauliques; ces centres permettraient aux différents pays d'une même région d'échanger des connaissances afin de résoudre des problèmes communs.

31. La délégation des Philippines appuie l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.187) qui vise à susciter l'intérêt de la communauté internationale envers une question fondamentale. Le représentant des Philippines souhaiterait que, dans ce domaine, on fasse connaître non seulement les recommandations de l'Organisation des Nations Unies, mais aussi les tentatives que font les pays insuffisamment développés en vue de résoudre ce problème.

32. M. Madrigal rappelle que sa délégation a présenté, avec d'autres délégations, la proposition tendant à inscrire les questions du Maroc et de la Tunisie à l'ordre du jour de la septième session de l'Assemblée générale. La délégation des Philippines s'est donc vivement intéressée à la discussion qui s'est déroulée au sein de la Deuxième Commission et qui lui a permis de se rendre compte de tous les aspects économiques du problème. Le Gouvernement des Philippines a toujours appuyé les aspirations légitimes des peuples non autonomes et il est prêt à approuver toute mesure tendant à favoriser la cause de ces peuples et à améliorer leurs conditions d'existence.

33. Pour terminer, le représentant des Philippines insiste sur l'importance des deux projets de résolution dont la Commission est saisie par les délégations de

quatre pays insuffisamment développés qui ont une population totale de 450 millions d'habitants. En prenant cette initiative, ces délégations ont adopté une attitude constructive, et le représentant des Philippines espère que les pays industrialisés feront, à leur tour, preuve d'imagination en contribuant à la mise en œuvre de programmes internationaux d'assistance technique et financière.

34. M. GLOZAR (Tchécoslovaquie) tient tout d'abord à mettre en évidence les liens étroits qui existent entre le régime de la propriété et de l'occupation des terres d'une part, la production agricole et la situation économique et sociale des travailleurs agricoles du monde entier d'autre part. Il rappelle qu'au cours de toutes les discussions portant sur la réforme agraire, la délégation de la Tchécoslovaquie n'a jamais manqué d'appuyer toutes les propositions de nature à apporter une solution à ce problème. C'est ainsi que la délégation de la Tchécoslovaquie a appuyé le projet de résolution relatif à la réforme agraire présenté par la délégation de la Pologne et adopté par l'Assemblée générale lors de sa sixième session [résolution 524 (VI)]. Elle a participé aussi aux débats que le Conseil économique et social a consacrés à la question. Depuis que l'Assemblée générale a été saisie de la question de la réforme agraire, la situation économique et sociale du monde a subi une telle évolution que la mise en œuvre de cette réforme est devenue plus urgente encore. Non seulement les pays insuffisamment développés ont été touchés par les effets de la militarisation des économies des Puissances impérialistes au premier rang desquelles figurent les Etats-Unis, mais encore les pays capitalistes eux-mêmes ont vu se détériorer la situation de leur agriculture; dans ces derniers pays les petits exploitants sont à la merci des grands propriétaires et des trusts financiers, au profit desquels ils sont obligés d'aliéner peu à peu les terres qu'ils possèdent. Le problème s'est donc rapidement aggravé. En participant aux débats sur la question, la délégation tchécoslovaque désire apporter à la Commission les fruits de l'expérience de la réforme à laquelle le Gouvernement de la Tchécoslovaquie a procédé depuis la deuxième guerre mondiale, et mettre en relief les résultats obtenus en URSS et dans les démocraties populaires où l'agriculture a atteint un développement sans précédent depuis que le peuple a pris son destin en main et que la terre appartient à ceux qui la cultivent.

35. M. Glozar va maintenant mettre en lumière les causes de la situation catastrophique de la production agricole, dont les petits cultivateurs et les travailleurs agricoles subissent actuellement les effets.

36. Cette situation catastrophique est due tout d'abord à la politique suivie par les monopoles étrangers qui contrôlent ou s'efforcent de contrôler la production agricole des pays insuffisamment développés. Cette politique repose sur le système de la monoculture. Les monopoles étrangers ne se préoccupent que d'accroître leurs profits, ce qui exclut toute idée d'élévation du niveau de vie des masses laborieuses.

37. Un autre obstacle au développement de l'agriculture dans les pays insuffisamment développés consiste dans les méthodes primitives appliquées dans ces pays, dans le fait que ces pays sont mal équipés en machines agricoles et souffrent d'une pénurie d'engrais et de semences.

38. Enfin le régime de propriété en vigueur dans la plupart des pays insuffisamment développés est un troisième obstacle à l'accroissement de la production agricole et au relèvement du niveau de vie des masses. La propriété y est concentrée entre les mains de grands propriétaires fonciers qui appliquent eux aussi une politique de monoculture et qui empêchent les travailleurs d'accéder à la propriété de la terre. Ces grands propriétaires se soucient fort peu des besoins des masses et se laissent guider par leurs intérêts personnels dans le choix des produits à cultiver. Ils imposent des salaires de famine et ne se préoccupent guère des conditions de travail faites aux agriculteurs. Tels sont les points sur lesquels M. Glozar désire attirer l'attention de la Commission, et telle est la situation à laquelle il conviendrait de remédier.

39. La délégation de la Tchécoslovaquie votera pour le projet de résolution présenté par les délégations de l'Egypte, de l'Inde et de l'Indonésie parce qu'il constitue une contribution positive à la recherche d'une solution du problème agraire. Les dispositions du premier paragraphe du dispositif de ce projet paraissent particulièrement judicieuses.

40. Pour ce qui est du projet présenté par la délégation du Pakistan, le représentant de la Tchécoslovaquie déclare qu'il ne pourra l'appuyer de son vote. Ce projet accorde, en effet, trop d'importance à l'aide financière étrangère. Nul n'ignore que les capitalistes étrangers dans les pays insuffisamment développés font appliquer une politique de monoculture nuisible au développement harmonieux de la production agricole et s'opposent à l'établissement d'un régime agraire bien conçu, condition préalable de l'élévation du niveau de vie des masses. C'est donc une erreur que de compter sur le financement étranger pour accélérer la réforme agraire. C'est pourquoi la délégation de la Tchécoslovaquie s'abstiendra lors du vote sur ce projet.

41. M. VANER (Turquie) rappelle que, dans une précédente intervention au cours de la 196^{ème} séance, il a exposé les vues de sa délégation sur la réforme agraire et fait connaître les réformes auxquelles a procédé son gouvernement, qui s'est efforcé de développer la production alimentaire en Turquie. Il se bornera donc maintenant à fournir quelques précisions sur la répartition des terres en Turquie. Il indique qu'en 1950, il existait 17 Commissions spéciales chargées de contrôler la répartition des terres, et que le nombre de ces Commissions a été porté à 64 en 1952. Il signale également qu'au cours des trente-quatre dernières années, 62.007 familles ont reçu 288.000 hectares de terres cultivables et 196.885 hectares de pâturages. De même, le Gouvernement de la Turquie s'est employé à fournir des terres aux 154.000 réfugiés qui avaient fui les persécutions du régime communiste en Bulgarie. C'est ainsi que 66.000 hectares de terres ont été attribués à 15.520 familles. En outre, des crédits bancaires d'un montant global de 6.028.200 dollars ont été accordés pour l'achat de matériel agricole.

42. M. Vaner réserve le droit de sa délégation de répondre aux allégations de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et d'autres délégations.

43. En terminant, il déclare que sa délégation appuiera le projet de résolution présenté par les délégations de l'Egypte, de l'Inde et de l'Indonésie, car les recommandations qui y sont formulées, sont conformes à la

législation et à la politique appliquées par le Gouvernement turc sur le plan national. La délégation de la Turquie appuiera également le projet de résolution présenté par la délégation du Pakistan; elle est convaincue, en effet, que les études relatives au financement de la réforme agraire se révéleront utiles en ce sens qu'elles fourniront des indications sérieuses pour l'avenir.

44. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la réforme agraire est l'un des éléments essentiels du développement économique des pays insuffisamment développés. Encore faut-il que cette réforme soit entreprise dans l'intérêt des paysans dépourvus de terres, ou insuffisamment pourvus de terres. Il souligne qu'il n'est pas normal que la plupart des terres cultivées se trouvent concentrées dans les mains de propriétaires qui ne les ont jamais cultivées. Il est contraire à l'intérêt des populations laborieuses et des paysans que les terres soient sans cesse exploitées par des monopoles étrangers qui ne tiennent pas compte des intérêts supérieurs du pays ou qu'elles soient simplement tenues en réserve par leurs propriétaires au lieu d'être exploitées.

45. M. Arkadyev rappelle que sa délégation a déjà eu l'occasion d'indiquer que c'est là l'état de choses qui règne dans bon nombre de pays insuffisamment développés. Par exemple, la plupart des plantations de canne à sucre des Philippines appartiennent à des entreprises des Etats-Unis. De même, en Malaisie, région productrice de caoutchouc, les trois quarts des terres appartiennent à des sociétés d'exploitation anglaises. Dans le Sud-Ouest Africain, les étrangers possèdent jusqu'à 40 pour 100 des meilleures terres. A Cuba, ce sont des compagnies étrangères qui exploitent la principale richesse du pays, la canne à sucre. Dans toute l'Amérique latine, l'économie est dominée par les monopoles étrangers, et M. Arkadyev rappelle à ce sujet le rôle joué par des sociétés étrangères, comme la United Fruit Company, la Cuban American Sugar Company, etc.. Ces sociétés possèdent les terres et la plupart des exploitations agricoles, elles exportent les produits de l'agriculture ainsi que des produits de transformation. Elles dominent totalement l'économie des pays où elles opèrent parce qu'elles possèdent aussi des chemins de fer, des fabriques, des dépôts, et jusqu'aux flottes nécessaires au commerce d'exportation. A l'appui de sa thèse, M. Arkadyev cite quelques chiffres concernant les sociétés étrangères installées dans l'Etat de Sao-Paulo, au Brésil. La Lancashire General Investment Ltd. possède 56.000 hectares de terres, le Plantation Syndicate of Brazil Ltd en détient 34.000, la Sao Paulo Electric Company Ltd. 28.000, la Companhia Colonizadora do Brazil 43.000. Tandis que les monopoles détiennent 313.000 hectares de terres, il existe 4.800.000 familles qui sont dépourvues de terres. Ces chiffres sont tirés du journal brésilien *Impressa popular* du 20 avril 1952.

46. M. Arkadyev signale qu'aux Indes, il existe également d'immenses territoires que les propriétaires fonciers se soucient bien peu d'exploiter. De 1916-1917 à 1947-1948, le pourcentage de la population dépourvue de terres par rapport à la population possédante est passé de 9,3 pour 100 à 20,2 pour 100, tandis que le pourcentage des terres occupées par les propriétaires fonciers est passé de 12 à 30 pour 100. M. Arkadyev souligne qu'il n'est absolument pas normal de négliger

ainsi de vastes superficies qui pourraient être cultivées. Il en résulte que le niveau de vie de la population est très inférieur au niveau normal. M. Arkadyev signale encore que 50 pour 100 des terres cultivables de Ceylan ne sont pas exploitées, et que la proportion des terres non exploitées est encore aux Indes de 60 pour 100, au Pakistan de 70 pour 100, aux Philippines de 69 pour 100 et en Turquie de 34 pour 100. En Afrique du Nord, la répartition des terres et le régime foncier ne sont pas plus satisfaisants; c'est ainsi qu'en Tunisie, 80 pour 100 des terres se trouvent entre les mains de 700 familles de colons, et qu'en Algérie, 700.000 hectares appartiennent à 37.000 exploitants français. Dans toute l'Afrique française, les indigènes ont été expropriés au profit des colons et des sociétés, et, dans les régions que l'Empire britannique s'est appropriées, la situation est sensiblement la même. Au Kenya, par exemple, 2.000 à 3.000 Européens disposent de la moitié des terres, alors que 5.500.000 autochtones se partagent l'autre moitié.

47. M. Arkadyev souligne que rien jusqu'à présent n'a été fait pour remédier à cet état de choses. Certes, le représentant des Etats-Unis a déclaré, devant la Deuxième Commission, que la mise en œuvre de la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés était devenue un des éléments de la politique des Etats-Unis. Le Gouvernement des Etats-Unis a voulu se faire passer pour le défenseur de la réforme agraire et il s'efforce de prouver qu'il en a eu l'initiative. En fait, les déclarations du représentant des Etats-Unis ne sont que l'expression du désir de maquiller la vérité et de la travestir pour détourner l'attention de l'action néfaste des monopoles.

48. M. Arkadyev tient à rappeler qu'à la sixième session de l'Assemblée générale c'est la délégation de la Pologne et non la délégation des Etats-Unis qui a pris l'initiative d'un projet de résolution sur la réforme agraire qui est devenu la résolution 524 (VI) de l'Assemblée générale. Ce n'est pas en tenant des propos généreux que les représentants des Etats-Unis pourront reprendre l'initiative dans le domaine de la réforme agraire. Le Gouvernement des Etats-Unis prétend, par l'organe de sa délégation, avoir aidé l'Italie et le Japon à procéder à des réformes. En réalité, ces prétendues réformes se sont soldées par un échec total. Au Japon notamment, les biens fonciers sont concentrés dans des mains de moins en moins nombreuses et les paysans qui ont dû vendre leurs terres ont compris qu'ils ont été dupés et que les belles promesses faites six ans plus tôt par le Gouvernement des Etats-Unis ne se sont pas réalisées. Il s'agissait simplement d'une manœuvre de la part du Gouvernement des Etats-Unis et des Autorités américaines d'occupation, qui se sont faits les complices des grands propriétaires fonciers japonais. Les autorités américaines d'occupation ont réussi à consolider le régime capitaliste dans le cadre de l'économie rurale japonaise, au détriment des petits exploitants, dont un grand nombre ont été expropriés.

49. Si les Etats-Unis n'ont pas résolu le problème agraire au Japon, ils ne l'ont pas davantage résolu dans la zone américaine d'occupation en Allemagne. Là aussi, ils se sont faits les défenseurs des grands propriétaires, et ils ont appuyé les "Junkers" dont ils ont maintenu l'autorité. C'est ainsi que dans le Hanovre des fermiers ont été chassés de terres qu'ils occupaient depuis longtemps pour faire place à des "Junkers" qui

avaient abandonné leurs terres en Allemagne de l'Est. Ces terres sont exploitées dans des conditions qui font penser au servage.

50. De même, en Italie, le Gouvernement des Etats-Unis a réussi à briser les efforts de redressement du Gouvernement italien. La réforme agraire a échoué, l'agriculture italienne s'est trouvée écrasée par suite de l'application des mesures de libéralisation des importations qui ont été prises à l'instigation du Gouvernement des Etats-Unis. Le rendement de la production agricole a baissé, et l'Italie continue à importer des produits alimentaires.

51. A ces échecs de la réforme agraire dans les pays où les Etats-Unis exercent leur influence, M. Arkadyev oppose les succès obtenus dans les démocraties populaires et dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Il évoque la réforme agraire à laquelle a procédé le Gouvernement central de la République populaire de Chine dès qu'il a expulsé du territoire chinois les représentants du Kouomintang et les agents des Etats-Unis. Cette réforme agraire a été conçue de manière à créer des conditions de travail normales pour les travailleurs agricoles et à permettre d'industrialiser la Chine. Depuis qu'elle a été mise en œuvre, la structure sociale de la Chine s'est rapidement modifiée, la misère recule et les masses paysannes sont libérées de leur sujétion au régime capitaliste. De ce fait, la production agricole s'améliore. M. Arkadyev cite notamment le cas du coton dont la production, en 1951, a dépassé de 36,9 pour 100 le niveau atteint en 1950. Il indique en outre que la production de coton en 1951 a dépassé de 10 pour 100 la production de 1936 qui représentait le maximum jamais atteint. Maintenant, la Chine se suffit pratiquement pour ce qui est de ses besoins de cotonnades. D'autre part, le Gouvernement de la Chine populaire a réalisé des prodiges en matière d'irrigation. Grâce aux ouvrages d'irrigation et de défense contre les inondations construits le long du fleuve Jaune, les eaux de ce fleuve sont maintenant efficacement contrôlées. Alors qu'en 1949 les inondations recouvraient une superficie de huit millions d'hectares, la zone inondée en 1951 n'était plus que de 1.400.000 hectares. Ces ouvrages d'irrigation ont contribué à augmenter la productivité de l'agriculture chinoise. La production de céréales est déjà supérieure à ce qu'elle était avant la guerre. La production de coton atteint l'indice 252 par rapport à 1949. Grâce à ces progrès, le déséquilibre de la balance commerciale de la Chine se trouve corrigé.

52. Des progrès analogues ont été observés dans les autres démocraties populaires, où la réforme agraire a été l'élément essentiel du progrès économique. M. Arkadyev cite des statistiques concernant la superficie des terres qui ont été distribuées à la population dans les diverses démocraties populaires: en Bulgarie, 150.000 hectares; en Pologne, 7.300.000 hectares; en Hongrie, 1.857.000 hectares; en Tchécoslovaquie, 4.400.000 hectares; en Roumanie, 1.111.000 hectares; en Albanie, 320.000 hectares. Il précise également qu'en Allemagne de l'Est les terres occupées par les anciens "Junkers" ont été rendues aux 528.000 familles qui les occupaient. Les réformes agraires auxquelles ont procédé les démocraties populaires ont permis d'utiliser des techniques modernes et d'accroître la productivité en facilitant la tâche des paysans libérés.

53. M. Arkadyev cite également les réalisations de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Il

indique que l'agriculture de ce pays ne cesse de se développer. Ainsi, en 1951, on comptait 5.300.000 hectares cultivés de plus qu'en 1939. En 1952, la récolte de céréales a atteint un total de 8 milliards de *pouds*, contre 7.600.000.000 de *pouds* en 1951. Cette amélioration est due notamment au fait que le Gouvernement de l'URSS est en mesure d'appliquer à l'agriculture des méthodes scientifiques et industrielles. M. Arkadyev évoque aussi les succès remportés par son pays en matière d'élevage. Il indique qu'en 1952 le cheptel se composait de 13.400.000 bovins, de 41.800.000 ovins, de 21.200.000 porcs et de 5.600.000 chevaux. Il cite également les progrès réalisés par la mécanisation de l'agriculture en URSS, où 8.939 stations assurent le service de 676.000 tracteurs et de 146.000 *combines*, sans compter des millions d'autres machines agricoles.

54. M. Arkadyev déclare, en terminant, que sa délégation appuiera le projet de résolution commun des délégations de l'Egypte, de l'Inde et de l'Indonésie. Ce projet représente en effet un effort dans la recherche d'une solution du problème agraire et M. Arkadyev estime qu'il comprend des dispositions pratiques dont la valeur est indéniable.

55. En ce qui concerne le projet de résolution présenté par la délégation du Pakistan, M. Arkadyev estime que la mise en œuvre de ce projet suppose l'intervention des sociétés financières internationales, ce qui n'est pas, à son avis, la solution adéquate. Il s'abstiendra donc lors du vote sur ce projet.

56. M. JUNG (Inde), parlant au nom des auteurs du projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1), remercie les nombreux membres de la Commission qui ont annoncé leur intention de voter en faveur de ce projet. Il se réjouit tout particulièrement de constater que la proposition à laquelle la délégation de l'Inde s'est associée a réussi à rapprocher des délégations qui ne défendent pas toujours la même thèse.

57. Bien qu'il hésite à s'engager à son tour sur le terrain de la polémique, M. Jung croit devoir relever les allégations de M. Lee concernant la situation qui règne actuellement en Chine dans le domaine agricole. L'Inde a récemment envoyé dans ce pays une mission culturelle composée de personnalités éminentes, qui ont été extrêmement impressionnées par la transformation radicale du régime foncier: les magnifiques résultats obtenus méritent qu'on les étudie et qu'on leur rende un juste hommage. La délégation de l'Inde ne peut que regretter que les véritables représentants de la Chine ne siègent pas parmi les membres de la Commission pour leur exposer en détail l'œuvre accomplie.

58. D'une manière générale, M. Jung partage l'opinion du représentant de la Pologne en ce qui concerne la situation peu satisfaisante de l'agriculture dans les pays insuffisamment développés. Le projet de résolution commun se fonde précisément sur cette considération. Toutefois, il n'est pas juste de dire que les gouvernements des pays insuffisamment développés ne font rien pour remédier à la situation ou que les mesures qu'ils adoptent n'ont aucune valeur pratique. Dans son évaluation des résultats obtenus par ces pays, le représentant de la Pologne n'a pas tenu compte des effets de cataclysmes naturels, tels que la sécheresse et les inondations, qui sont de nature à gêner, et même à empêcher, l'exécution de projets excellents en eux-mêmes. Il n'a pas tenu compte, non plus, du fait que ces pays sont soucieux de respecter la procédure législative et judi-

ciaire prévue par la Constitution qu'ils se sont donnée et à laquelle ils sont très attachés, de sorte qu'il ne leur est pas toujours possible de régler tous les problèmes aussi rapidement qu'ils pourraient le désirer.

59. Les réponses du Gouvernement de l'Inde au questionnaire sur la réforme agraire adressé par le Secrétaire général montreront le caractère concret des mesures prises dans ce pays qui n'a pas attendu la recommandation de l'Assemblée générale pour réaliser sa réforme agraire. La réforme agraire est l'un des domaines auquel l'Inde, dès son accession à l'indépendance, a accordé une priorité élevée dans le programme de développement national; elle figurait, du reste, parmi les principales revendications des Indiens à l'époque où ils n'étaient pas encore un peuple souverain.

60. L'Inde s'oppose fermement à tout système d'exploitation économique, qu'il soit le fait d'étrangers ou de potentats féodaux. C'est pourquoi les explications du représentant de la France concernant l'Afrique du Nord n'ont pas paru très convaincantes à M. Jung. Pour ce qui est de son pays, il affirme que du jour où les Indiens sont devenus les maîtres chez eux, ils ont aboli le système féodal et périmé des intermédiaires oisifs.

61. M. HUNEIDI (Syrie) est amené, par la dernière intervention du représentant de la France, à déclarer que la responsabilité de la discussion qui s'est engagée au sein de la Commission n'incombe pas aux représentants de l'Irak et de l'Arabie saoudite, mais bien à la délégation française elle-même. Celle-ci ayant jugé bon de demander à M. Belkoudja de lui servir de porte-parole, il était naturel que les autres membres de la Commission répondissent aux déclarations de ce représentant. Ceux qui l'ont fait ne sauraient être tenus pour des accusateurs publics parce qu'ils ont communiqué à la Commission des renseignements véridiques sur l'Afrique du Nord. D'autre part, la délégation française pêche contre la logique en défendant, devant la Deuxième Commission, la politique que suit la France en Afrique du Nord, alors que la question est inscrite à l'ordre du jour d'un autre organe de l'Assemblée générale, plus compétent pour en connaître.

62. Bien qu'elle n'ait pas pris une part active au débat général sur la réforme agraire, la délégation syrienne estime que cette question constitue l'un des éléments les plus importants de toute étude du développement économique des pays insuffisamment développés. La délégation de la Syrie a traité le problème de la réforme agraire lors du débat général sur l'assistance technique à accorder aux pays insuffisamment développés (206ème séance). A cette occasion, elle a exposé la procédure adoptée par le Gouvernement syrien pour répartir les terres domaniales entre les paysans dépourvus de biens, ainsi que les diverses mesures qu'il a prises dans le domaine de l'éducation rurale, de la protection sociale et de l'hygiène. Elle a dit aussi combien elle appréciait l'aide que son pays recevait de la FAO et des autres institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies.

63. Devant les deux projets de résolution soumis à la Commission, l'attitude de la délégation syrienne est la même qu'à l'égard de l'ensemble du problème de l'assistance technique: persuadée que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées peuvent aider les pays insuffisamment développés à accroître leur production agricole, elle est disposée à appuyer de son vote tout projet qui permettrait d'atteindre ce but.

64. Elle appuiera donc sans réserves le projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1). Le régime foncier a une influence profonde sur la production agricole des pays insuffisamment développés; or, dans ce domaine, les efforts les plus efficaces sont ceux qui, étayés par une assistance technique internationale, s'exercent sur le plan régional. Les meilleurs résultats seront obtenus dans les régions où des organisations régionales sont déjà à l'œuvre et peuvent servir d'intermédiaire pour coordonner les efforts des gouvernements, d'une part, de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, d'autre part. La création de centres d'étude et de formation et l'organisation de conférences régionales consacrées à l'étude des problèmes posés par la réforme agraire, offrent un vaste domaine où l'assistance technique des Nations Unies peut s'exercer très utilement.

65. La délégation syrienne votera aussi pour le projet de résolution de la délégation du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1), qui tend à rassembler des renseignements qui ne manqueront pas d'éclairer le débat que le Conseil économique et social consacrera, lors de sa prochaine session, à la question de la réforme agraire. Du fait qu'il envisage le financement de la réforme agraire comme l'un des domaines où le fonds spécial pourrait exercer son activité, ce projet, s'il était adopté, mettrait en outre à la disposition des pays insuffisamment développés les moyens financiers qui leur sont nécessaires pour réaliser leur programme de réforme.

66. M. LIMA (Brésil) fait observer qu'au cours de sa promenade mi-économique, mi-politique, à travers le monde, le représentant de l'URSS s'est arrêté au Brésil; la situation agricole de ce pays lui a inspiré certaines remarques que le représentant du Brésil ne peut laisser passer sans commentaires. En effet, ce n'est pas aux monopoles américains que le Brésil doit sa structure agraire, mais bien à l'héritage du passé et aux conditions historiques, économiques et sociales qui lui sont propres.

67. Quant aux entreprises de colonisation auxquelles le représentant de l'URSS a fait allusion, ce ne sont pas des monopoles étrangers, mais des entreprises brésiliennes qui s'occupent, entre autres choses, de la vente des terres dans les régions nouvellement défrichées qui s'étendent au sud de la province de Sao-Paulo et au nord du fleuve Parana. Ces terres sont aujourd'hui exploitées par des milliers de petits propriétaires et constituent l'une des plus riches régions agricoles du pays. Evidemment, le monde soviétique, qui croit détenir toutes les vérités, ne peut comprendre qu'on puisse réaliser des progrès par d'autres méthodes que les siennes.

68. Cela dit, M. Lima annonce qu'il votera en faveur des deux projets de résolution dont la Commission est saisie.

69. M. LEE (Chine) dit que la déclaration du représentant de l'Inde sur la situation des paysans chinois n'a pas manqué d'éveiller en lui des sentiments contradictoires: en sa qualité de Chinois, il aurait aimé pouvoir accorder créance à cette déclaration; malheureusement, il lui est impossible de le faire. Dans sa dernière intervention au cours de la 225ème séance, le représentant de la Chine avait cité, à dessein, des documents de source neutre pour démontrer la grande misère dans laquelle vit le paysan chinois sous le régime nouveau que lui impose la réforme agraire; le représentant de

l'Inde n'a avancé aucun argument probant pour réfuter ces informations. Au reste, nulle étude de la situation actuelle en Chine ne peut être complète et impartiale si elle ne tient pas compte des facteurs humains, qui ont pour le moins autant d'importance que les considérations purement économiques.

70. Quant au représentant de l'URSS, il a montré toute la virtuosité qui lui est habituelle en jonglant avec les statistiques. Mais lorsqu'il a insisté sur l'accroissement de la production cotonnière de la Chine au cours des deux dernières années, il a omis de mentionner qu'avant la guerre sino-japonaise la Chine était sur le point de subvenir à elle seule à ses besoins dans ce domaine. La culture du cotonnier a beaucoup souffert de la guerre d'une part, et, d'autre part, de l'agitation communiste dans les campagnes. L'amélioration actuelle, loin de prouver la supériorité du régime en vigueur, n'est qu'un témoignage de ce que peut accomplir une grande nation agricole lorsqu'elle est à l'abri des effets néfastes de la guerre et de l'agitation politique.

71. M. ELAHI (Pakistan) dit que sa délégation est très heureuse de l'attention croissante que la Commission accorde aux aspects financiers de la réforme agraire. Le projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1) a simplement pour objet de mettre en lumière l'un des obstacles que les pays insuffisamment développés doivent surmonter pour modifier leur régime économique.

72. Il est encourageant de noter que les pays insuffisamment développés sont pleinement conscients des responsabilités qui leur incombent dans le domaine agraire et qu'ils prennent tous des mesures pour élever le niveau de vie de leur population rurale. Il est particulièrement satisfaisant de constater l'augmentation constante de la production de denrées alimentaires dans les pays où la situation alimentaire n'est pas favorable. Les gouvernements intéressés n'ignorent pas que la

réforme agraire et l'amélioration de la structure économique, financière et sociale du pays dépendent, au premier chef, de leurs propres efforts et non de l'aide qu'ils peuvent recevoir de l'étranger.

73. Une autre délégation, celle de l'Inde, a déjà eu l'occasion de signaler l'assistance que les organisations internationales, notamment l'Administration de l'assistance technique, la FAO, l'OMS, l'OIT, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international ont prêtée et continuent de prêter aux pays insuffisamment développés. L'Organisation des Nations Unies cherche à étendre les domaines où cette assistance peut s'exercer, ainsi que le prouvent des récentes décisions de la Commission. Le projet de résolution présenté par la délégation du Pakistan est en harmonie avec cette politique générale.

74. Si la coopération internationale dans le domaine économique n'est pas entravée par des facteurs politiques, le fonds spécial que l'on se propose de créer pourra très bien élargir son activité et s'occuper du financement de la réforme agraire. Une assistance économique efficace et prompte, accordée sous les auspices des Nations Unies, est en effet de nature à pallier le danger que représente la dépendance des petits pays insuffisamment développés à l'égard des grandes Puissances, et à affermir la paix dans le monde.

75. C'est pourquoi la délégation du Pakistan regrette que certains représentants ne croient pas pouvoir appuyer le projet de résolution qu'elle a présenté. Elle se réjouit, toutefois, de l'appui que la majorité des membres ont bien voulu lui promettre et elle prend acte avec une très grande satisfaction de la décision du Gouvernement du Danemark de faire entreprendre une étude des méthodes que le Danemark a adoptées pour résoudre ses propres problèmes dans le domaine agraire.

La séance est levée à 13 h. 10.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 5 décembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.I, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186 et A/C.2/L.187) [fin] 271

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.I, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186 et A/C.2/L.187) [fin]

[Point 25, c*)]

1. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) rappelle qu'à la séance précédente, la Commission a entendu les représentants du bloc soviétique, comme à l'accoutumée, se répandre en propos accusateurs au sujet de la situation tragique que connaissent les paysans de nombreux pays et vanter les succès éclatants remportés par l'agriculture soviétique. Au cours de la 225^{ème} séance, le représentant de l'URSS a manifesté une vive inquiétude devant la pénurie de denrées alimentaires qui sévit dans certaines parties du monde; mais, il lui serait difficile de nier que la Pologne a récemment traversé la crise alimentaire la plus grave qu'elle ait connue depuis la guerre, crise qui a provoqué, au cours du deuxième semestre de 1951, des troubles et des grèves. Comme la délégation des Etats-Unis l'a déjà signalé (208^{ème} séance), la Pologne a dû, en septembre 1951, remettre en vigueur le rationnement de la viande et des matières grasses, qui, par la suite, s'est étendu au savon, au sucre et à d'autres denrées de première nécessité. En outre, il est à noter que les cartes de rationnement n'ont souvent qu'un valeur symbolique.

2. Les représentants des pays soviétiques n'ont pas décrit les véritables effets du système de réforme agraire soviétique sur l'agriculteur. Il est cependant manifeste que les agriculteurs des pays d'Europe orientale ne désirent nullement produire, lorsque l'Etat leur enlève leurs gains et leurs récoltes et que le gouvernement ne répond à leurs vœux que par des mesures de répression de plus en plus barbares.

3. En Hongrie, par exemple, au cours de la dernière campagne, il semble que les agriculteurs aient eu pour principal souci de soustraire à l'Etat une fraction suffi-

sante de leurs moissons pour pouvoir vivre, tandis que le gouvernement cherchait uniquement à se faire livrer les récoltes aux prix fixés par l'Etat, qui sont presque invariablement inférieurs au niveau voulu pour assurer aux agriculteurs et à leur famille le revenu minimum indispensable. Pour obtenir ce résultat, le Gouvernement hongrois a dû faire usage de la force; en fait, ce n'est que devant l'Organisation des Nations Unies que les représentants des gouvernements communistes cherchent à dissimuler des agissements de ce genre: le rapport du Ministre de l'agriculture hongrois sur la production fait ressortir que des poursuites ont été engagées contre les agriculteurs qui ne livrent pas la quantité de grain voulue. Un exemple suffit—le 13 juillet, trois journaux hongrois ont publié une liste d'amendes et de condamnations à des peines de prison allant jusqu'à dix-huit mois dont des cultivateurs ont fait l'objet en une seule journée pour avoir négligé de faire leurs moissons à temps ou de réparer leurs machines. On sait que, depuis cette date, plus de cinq cents nouvelles condamnations, dont certaines pour une durée de trois ou même cinq ans, ont été prononcées pour livraisons inférieures aux quantités imposées, refus de livrer les produits du sol ou constitution irrégulière de réserves.

4. Il est exact que le Gouvernement de l'Union soviétique a réussi à obliger ses agriculteurs à se faire membres des fermes collectives, mais on a de nombreuses preuves de l'hostilité incessante que rencontre ce système qui fonctionne maintenant depuis vingt ans. La presse soviétique a publié des milliers de déclarations qui attestent soit que les fermes collectives ne peuvent exécuter les programmes de production des autorités centrales, soit que ces autorités ne peuvent convaincre les paysans des avantages de la collectivisation.

5. Prenant l'exemple de la Lithuanie, M. Lubin décrit la méthode que l'on applique pour faire entrer un paysan dans une ferme collective au moyen d'un engagement dit volontaire, que l'intéressé doit signer s'il ne veut pas être dirigé sur un camp de travail; l'engagement signé, le paysan ne peut plus s'en aller

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

ailleurs. Lorsqu'il est devenu membre, l'agriculteur ne peut plus s'échapper de la ferme collective, car des mesures sévères limitent ses déplacements. En fait, sa condition est devenue celle d'un serf. Les restrictions sont aussi rigoureuses qu'à la plus mauvaise période du régime tsariste. Il est évident que ces mesures n'auraient pas été adoptées si l'on avait jugé possible de s'assurer de manière permanente la coopération volontaire des paysans. Ces quelques exemples montrent que les vingt années de collectivisation n'ont pas abouti au paradis agraire promis et que l'on ne s'est préoccupé ni du facteur humain ni des aspirations des populations. Il n'est pas étonnant que Staline lui-même s'inquiète de la situation agricole en URSS, ainsi qu'il ressort de son récent article sur les problèmes économiques du socialisme, paru dans la revue *Bolshevik* du 2 octobre 1952.

6. M. ENCINAS (Pérou) estime qu'il est de son devoir de répondre à l'allégation du représentant de l'Union soviétique selon laquelle les Etats-Unis appliqueraient d'une manière générale en Amérique latine, et par conséquent, probablement au Pérou, une politique économique tendant à maintenir le système de la monoculture. La politique poursuivie aux termes de l'accord conclu entre le Pérou et les Etats-Unis au sujet du Inter-American Food Production Cooperative Service (SCIPA), que le représentant du Pérou a mentionnée la veille (228^{ème} séance), va directement à l'encontre du système de la monoculture. Une autre institution qui rend également de grands services au Pérou est le Service culturel et pédagogique qui mène une campagne contre l'analphabétisme. Le Pérou bénéficie en outre des bourses de perfectionnement attribuées par l'Organisation des Nations Unies.

7. En outre, la tendance accusée par les entreprises privées américaines au Pérou est absolument contraire à la monoculture. Une filiale de la Goodyear Corporation fabrique des pneus qui sont utilisés dans le pays même et une filiale de la Grace Company possède des usines de produits textiles, des raffineries de sucre et des fabriques de papier. De plus, cette société filiale participe à l'exploitation du sous-sol, notamment pour l'extraction du cuivre, a organisé un centre d'élevage et a construit une usine de produits chimiques.

8. M. KATZ-SUCHY (Pologne) déclare que la délégation des Etats-Unis a pris l'habitude, chaque fois qu'elle fait l'objet d'accusations au cours d'un échange de vues portant sur une question économique quelconque, de mentionner l'existence du rationnement des produits alimentaires en Pologne. M. Katz-Suchy déclare qu'il serait le dernier à nier que le rationnement des produits alimentaires a été rétabli en Pologne; mais la raison de ce rationnement est fort simple, à savoir l'augmentation générale du niveau de la consommation par habitant, augmentation qui a provoqué à son tour l'accroissement de la consommation chez les masses laborieuses.

9. Avant la deuxième guerre mondiale, le nombre total des personnes exerçant une activité non agricole était de 2.700.000; à la fin de 1951, il atteignait 5.200.000. Ce développement de l'emploi, notamment dans le secteur industriel, a augmenté de 3 millions le nombre des consommateurs. Avant la guerre, ces personnes constituaient la masse de la population excédentaire des villages et n'obtenaient pas de revenus

réguliers. Les emplois temporaires ou saisonniers qu'elles trouvaient ne leur permettaient d'acheter que fort peu de choses; elles vivaient chichement en cultivant de petites parcelles de terrain.

10. Depuis la guerre, non seulement le nombre des acheteurs a augmenté, mais on a enregistré en outre un accroissement considérable du niveau général de la consommation par habitant. Par exemple, la consommation annuelle de lait par habitant est passée de 189 litres en 1938 à 269 en 1951; pour la viande, elle est passée de 3,3 kilogrammes à 17,2 kilogrammes; pour le sucre, de 0,26 kilogramme à 18,39 kilogrammes et pour les allumettes — qui étaient autrefois un article de luxe — elle est passée de 4 boîtes à 51 boîtes.

11. Bien que le Gouvernement polonais ne soit pas satisfait, à certains points de vue, des progrès réalisés jusqu'ici, ceux-ci reflètent toutefois la tendance générale de l'économie polonaise et prouvent nettement l'amélioration du niveau de vie et de l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs. A l'heure actuelle, le chiffre de la consommation en Pologne dépasse largement la moyenne européenne. Si le rationnement des produits alimentaires a été rétabli, c'est pour orienter cette augmentation et assurer à chacun une part équitable. M. Katz-Suchy dément l'allégation du représentant des Etats-Unis selon laquelle, en Pologne, les tickets de rationnement ne seraient pas toujours honorés. Apparemment, le représentant des Etats-Unis a voulu prouver que les mesures de réforme agraire adoptées en Pologne avaient échoué; mais l'augmentation générale du niveau de la consommation prouve, en fait, que ces mesures ont réussi, bien qu'elles n'aient été appliquées que depuis quelques années.

12. Lorsqu'elle se réfère à la réforme agraire, la délégation polonaise ne préconise aucun système particulier, socialiste ou autre; elle souligne simplement l'urgence du problème, qu'il faut résoudre en tenant compte des besoins, des conditions et du niveau économique de chaque pays. La délégation polonaise s'est toujours bornée à exposer les lignes générales de la réforme agraire; si l'on propose d'appliquer un système unique, certains pays risquent d'abandonner totalement toute idée de réforme agraire.

13. Plusieurs délégations ont mis en doute les chiffres que M. Katz-Suchy avait cités au cours d'une récente intervention; mais il avait précisé qu'il se contentait d'examiner la situation générale sans se préoccuper des responsabilités particulières d'un gouvernement donné. En dépit des explications fournies par divers représentants, tels que le représentant de l'Inde, le problème n'en demeure pas moins grave et l'on n'a presque rien fait jusqu'ici pour mettre en œuvre la résolution proposée par la Pologne à l'origine. M. Katz-Suchy tenait en outre à signaler qu'on avait cherché à se servir du slogan de la réforme agraire à des fins tout à fait différentes, comme l'avaient montré les déclarations du représentant de l'Union soviétique et d'autres représentants. Les Etats-Unis, en particulier, se sont révélés subitement les défenseurs acharnés de la réforme agraire: comme ils ne peuvent pas s'opposer à une telle réforme, ils cherchent à s'en servir pour renforcer leur emprise économique sur certains pays. Ce qui s'est passé au Japon, en Alle-

magne occidentale et en Corée du Sud prouve quelles sont les intentions des Etats-Unis à cet égard.

14. En outre, le rapport du Département de l'agriculture des Etats-Unis sur le régime foncier de ce pays montre que, là aussi, une grande partie des terres sont réunies entre les mains d'une petite minorité: les statistiques de 1949, par exemple, montrent que 3 pour 100 des personnes qui possèdent des terres arables détiennent 41 pour 100 de la superficie totale de ces terres, alors que 50 pour 100 du volume total de la production agricole provient de 10 pour 100 des grandes exploitations. Le système du métayage est encore très répandu et les cultivateurs à bail sont plus nombreux qu'ils ne l'étaient il y a soixante-dix ans.

15. Dans un ouvrage intitulé *La géographie de la faim*, M. Josué de Castro, qu'on ne saurait soupçonner d'être prévenu contre les Etats-Unis, décrit l'assujettissement dans lequel vit la population de Porto-Rico, dont le niveau de vie n'est pas plus élevé que celui de Hong-kong et dont l'état de santé est aussi très précaire.

16. Il est incontestable qu'on souffre aussi de la faim aux Etats-Unis. Selon le bulletin statistique du National Research Council des Etats-Unis, 53 pour 100 des Etats du sud ont un régime alimentaire insuffisant. M. de Castro estime à 73 pour 100 de la population dans le Black Belt, et à 80 pour 100 dans la vallée de la Red River, le nombre des gens soumis au régime suranné du métayage. Ainsi, l'on constate l'existence de conditions de servitude et de quasi-esclavage non seulement dans certains pays peu développés dominés par les Etats-Unis, et dans d'autres tels que la Corée, où l'agression des Etats-Unis a entravé le progrès social, mais sur le sol même des Etats-Unis.

17. Un sénateur de l'Alabama, M. Sparkman, a déclaré, dans un exposé qu'il a fait au cours d'une séance antérieure de la Commission, qu'il fallait employer à la production de guerre les deux millions de travailleurs agricoles en chômage partiel et, à cette fin, grouper les petites propriétés, au lieu de préconiser le morcellement de la grande propriété pour distribuer des terres à ceux qui n'en ont pas.

18. Le problème de la réforme agraire n'a rien perdu de l'importance décisive qu'il avait lorsque la Commission a commencé à l'examiner. Les diverses résolutions adoptées marquent un progrès, mais c'est aux gouvernements qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires. En citant des chiffres et des faits qui témoignent des progrès réalisés en Pologne, M. Katz-Suchy a voulu montrer ce qu'il était possible d'accomplir en un laps de temps relativement court, grâce à la nationalisation de l'industrie et des banques. La réforme agraire est indispensable au développement économique. Les pays insuffisamment développés aspirent ardemment à la réforme agraire et c'est en vain qu'on cherchait à tromper leur attente.

19. M. TOUS (Equateur) répond au représentant de la Pologne que la situation de l'Equateur, pays de faible densité de population, n'est pas aussi grave que celle de pays qui souffrent d'une pénurie de terres. Rien n'est négligé pour permettre aux personnes qui le désirent d'acquérir et de cultiver leur propre terre. M. Tous ne conteste pas l'existence de cas analogues à ceux que le représentant de la Pologne a signalés; mais celui-ci, en faisant état des conditions qui règnent dans divers pays de l'Amérique latine, s'est fondé sur

la relation d'une personne qui partage les idées politiques de la délégation polonaise. Les représentants du Mexique et de l'Argentine ont indiqué au représentant de la Pologne que les renseignements qu'il possédait et les conclusions qu'il en tirait étaient surannés et inexacts et, en bien des cas, ne rendaient pas fidèlement compte de la réalité. Il est superflu de développer ce point de vue, mais M. Tous désire faire remarquer que les pourcentages et les autres renseignements statistiques donnés par le représentant de la Pologne au sujet de l'Equateur ne reposent également que sur des conjectures, étant donné que les statistiques nécessaires ne sont pas disponibles.

20. Le Gouvernement de l'Equateur encourage activement le développement économique et social du pays tout entier et il a préparé un plan judicieux de réforme agraire, convaincu que la propriété privée est le régime le plus propre à stimuler la production. M. Tous se plaît à constater que le représentant de la Pologne apprécie également les bienfaits de la propriété privée à cet égard. Ce représentant devrait donc en conclure qu'un cultivateur produira davantage s'il exploite sa propre terre que s'il est membre d'une entreprise collective.

21. En Equateur, le gouvernement dédommage équitablement le propriétaire foncier en cas d'expropriation et met à la disposition des nouveaux exploitants le matériel dont ils ont besoin. Sans nier l'existence en Equateur de conditions peu satisfaisantes à bien des égards, M. Tous est persuadé que des conditions similaires existent dans d'autres pays. Il est disposé à reconnaître l'exactitude de la déclaration du représentant de la Pologne, à savoir que les conditions existant en Pologne sont très satisfaisantes, mais il est plus difficile d'étudier la situation de la Pologne que celle de l'Equateur ou d'autres pays de l'Amérique latine. On a prétendu que l'état retardataire de certains pays d'Amérique latine était dû aux artifices des sociétés étrangères, mais cet état existe depuis des siècles; ce n'est certainement pas l'exploitation étrangère — qui ne remonte qu'à une époque relativement récente — qui a engendré ces conditions. Ces sociétés auraient peut-être pu contribuer davantage au progrès social et rémunérer la main-d'oeuvre mieux qu'elles ne l'ont fait mais il n'est pas juste — et c'est de plus injurieux pour l'Equateur — de déclarer que les sociétés étrangères ont asservi l'économie. L'histoire montre quel prix les pays de l'Amérique latine attachent à leur indépendance; ils sauront maintenir cette tradition.

22. M. KATZ-SUCHY (Pologne) souligne de nouveau la nécessité urgente d'une réforme agraire. Le représentant de l'Equateur ne peut pas à la fois prétendre que les faits et les chiffres indiqués sont faux et reconnaître la nécessité d'une réforme agraire. Selon ce représentant, les statistiques que la délégation polonaise a utilisées ne sont pas satisfaisantes, mais l'on ne dispose pas de renseignements exacts; or, l'ignorance ne saurait tenir lieu d'argument dans une discussion. Les statistiques montrent que la réforme agraire en Equateur et dans les autres pays de l'Amérique latine est un problème sérieux. Le représentant de la Pologne s'étonne d'entendre le représentant de l'Equateur nier l'existence du contrôle qu'exercent les monopoles étrangers et rappelle les indications et les renseignements nombreux que les délégations de divers

pays ont fourni à ce sujet. Toutes les informations connues démontrent la nécessité urgente d'une réforme agraire.

23. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que les représentants hostiles au régime socialiste de l'URSS ont tenté de peindre sous des couleurs sombres l'économie et la structure agricole de son pays. Le représentant des Etats-Unis, notamment, a sorti de leur contexte des extraits de certaines publications pour induire ses auditeurs en erreur. Il est parfaitement inutile de se livrer à des falsifications au sujet de la situation en URSS: il existe en nombre suffisant des renseignements et des témoignages objectifs de personnes qui sont allées récemment dans ce pays. Un groupe de Canadiens a publié récemment un livre intitulé: *We have seen socialism*, au sujet de ce que ses membres ont vu et entendu au cours d'un séjour en URSS. Après avoir visité plusieurs fermes collectives, ils ont conclu que le fermier soviétique vit mieux que le fermier canadien et lui est supérieur sur le plan culturel. Ce livre indique aussi que la production moyenne de fruits, de sucre, de pommes de terre et autres denrées est plus élevée en URSS qu'au Canada. Les visiteurs ont décrit le vaste système d'irrigation créé pour remédier à la sécheresse ainsi que les longues ceintures de forêts protectrices destinées à mettre fin aux ravages de la nature.

24. Au lieu de ces progrès évidents, le représentant des Etats-Unis préférerait sans doute constater la mise en œuvre en URSS d'un système de plantations semblable à celui des Etats méridionaux des Etats-Unis, où des monopoles étrangers peuvent traiter les travailleurs comme s'ils étaient du bétail selon les méthodes qu'ils utilisent dans certains pays insuffisamment développés. Ce genre de tyrannie existait dans la Russie tsariste, mais le peuple a secoué à jamais le joug étranger. Outre leur participation à la propriété collective, les travailleurs agricoles de l'URSS ont le droit de posséder une terre, du bétail et de la volaille; ils ont aussi de multiples occasions d'augmenter leur niveau culturel et leurs connaissances techniques. Aucune clôture de fil de fer barbelé ne sépare les exploitations comme aux Etats-Unis. Les progrès accomplis en URSS sont fondés sur le collectivisme; au contraire, aux Etats-Unis, un travailleur peut se trouver tout à coup sans ressources ou en chômage.

25. C'est ouvertement qu'en URSS les défauts du système agricole font l'objet de critiques et son amélioration constitue l'objectif que tous les efforts visent à atteindre. On pourrait demander au représentant des Etats-Unis de confirmer qu'aux Etats-Unis les agriculteurs en faillite en raison de l'extension des monopoles agricoles se trouvent obligés d'émigrer vers les villes où ils vont grossir le nombre des chômeurs. Selon le Département du Commerce des Etats-Unis, le nombre des grandes exploitations est passé de 5.400 en 1944, à 9.000 en 1950. Un économiste américain, M. Edwards, a indiqué que les agriculteurs américains vivent sous un régime proche de la féodalité et sont à la merci d'intermédiaires à qui ils versent 30 à 40 pour 100 de la valeur de leurs produits. Les agriculteurs sont obligés de travailler pour des sociétés aux conditions imposées par celles-ci. Une autre publication sur l'esclavage des nègres aux Etats-Unis, dont l'auteur

est un certain M. Hayward, montre comment les monopoles financiers exploitent les plantations des Etats méridionaux et maintenant la ségrégation et le système des castes. De la main-d'œuvre à bon marché est amenée de Porto-Rico et du Mexique. Le représentant des Etats-Unis devrait étudier soigneusement la situation de son propre pays qui est loin d'être satisfaisante. Il est clair que la nécessité d'une réforme agraire exige l'adoption de mesures effectives.

26. M. FACIO (Costa-Rica) dit que le représentant de la Pologne a parlé de Costa-Rica comme étant un des pays qui avait subi la pression du capital américain à tendance monopoliste au point que sa structure économique restait fondée sur la monoculture et que ses possibilités économiques s'en trouvaient diminuées. Cette déclaration ne donne pas une idée exacte de la situation. On peut considérer que l'économie de Costa-Rica repose sur la monoculture — en effet, elle dépend principalement de la production du café — mais ce phénomène n'est pas le fait d'une pression étrangère. Le café est et a toujours été une production indigène. Mais Costa-Rica s'est efforcé de diversifier sa production et, à ce titre, a récemment reçu l'aide des Etats-Unis au titre du programme du Point quatre. Actuellement, il produit dans de bonnes conditions des denrées telles que fèves, riz, sucre, lait et viande; au cours des deux dernières années, il a pu exporter une partie de sa production de fèves, de riz et de viande. Les Etats-Unis ont également aidé Costa-Rica en collaborant à la création de l'Ecole de développement agricole et à des travaux de recherche sur la mise au point de nouvelles cultures pour les pays tropicaux.

27. Costa-Rica ne souffre pas des inconvénients que présentent les grandes propriétés; au contraire, les 40.000 hectares consacrés à la culture du café sont répartis entre 27.000 propriétaires. Nombreux sont les agriculteurs dont la propriété a une superficie de moins d'un hectare. Le principal problème qui se pose consiste à augmenter le rendement de l'agriculture.

28. Mlle BURWASH (Canada) fait observer au représentant de l'URSS qu'au Canada chacun a le droit d'exprimer son opinion, quelque erronée qu'elle puisse être.

29. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) se juge tenu de répondre à certaines des observations des représentants de l'URSS et de la Pologne.

30. En ce qui concerne la situation de l'agriculteur américain, il déclare qu'au 1er janvier 1952, la valeur totale des terres et des biens agricoles, y compris l'épargne rurale, atteignait près de 170 milliards de dollars; il convient de déduire de cette somme une dette agricole de 15 milliards de dollars. En moyenne le niveau de vie des familles rurales s'est élevé de 54 pour 100 de 1940 à 1950. La consommation d'électricité dans les fermes est un indice de cette amélioration. En 1930, 13 pour 100 des fermes étaient électrifiées; en 1940, 33 pour 100 et en 1950, 78 pour 100. En 1950, près des deux tiers des fermes avaient des machines à laver électriques; 61 pour 100 des familles rurales avaient des glacières mécaniques et 93 pour 100 d'entre elles avaient des radios. Le niveau de vie de la population rurale de chaque Etat et de presque tous les pays s'est élevé entre 1945 et 1950. En outre, le revenu agricole des Etats-Unis

a accusé une augmentation significative. Le revenu brut se montait à 10 milliards de dollars en 1940 et à plus de 37 milliards en 1951; le revenu net des exploitations agricoles était de 6 milliards de dollars en 1940 et de plus de 21 milliards de dollars en 1951. Le pouvoir d'achat a augmenté de 57 pour 100 entre 1940 et 1951. Le représentant de l'URSS semble croire que la banqueroute menace tous les agriculteurs américains; à ce sujet, M. Lubin fait observer qu'en 1951, sur 1000 exploitations agricoles 1,5 seulement ont été saisies pour non-paiement d'hypothèques.

31. En ce qui concerne la situation de Porto-Rico, le représentant des Etats-Unis dit que cette île, qui a une superficie de 800.000 hectares dont la moitié environ est cultivable, avait une population de 2.219.000 habitants en 1950. Cela signifie que la superficie moyenne de terre arable par personne est inférieure à vingt centiares dans cette île, qui est une des régions du monde où la densité de la population est la plus forte. Le Gouvernement de Porto-Rico, avec l'aide du Gouvernement des Etats-Unis, s'efforce de diversifier la production agricole et de développer l'industrie pour faciliter la situation agricole. De 1945 à 1951, 136 usines nouvelles ont été bâties et, au cours des dix dernières années, la production industrielle de Porto-Rico a doublé. Un rapport publié en 1949 par le Bureau de statistique des Nations Unies montre que, sur les 70 pays étudiés, le niveau de vie des Porto-Ricains se place au vingt-sixième rang; d'ailleurs ce niveau de vie est plus élevé que celui de tous les pays d'Europe orientale, sauf trois.

32. Le PRESIDENT prononce la clôture de la discussion générale sur la réforme agraire.

33. M. SILES ZUAZO (Bolivie), expliquant le vote de sa délégation sur les projets de résolution relatifs à la réforme agraire dont la Commission est saisie, déclare que le territoire actuel de la Bolivie, du Pérou et de l'Equateur constituait, il y a plus de cinq cents ans, l'Empire des Incas. Cet empire, qui reposait sur une économie agricole, avait une population d'environ onze millions d'habitants. Malgré les difficultés auxquelles ils avaient à faire face, les Incas avaient réussi à établir une économie agricole à caractère socialiste et un système de sécurité sociale qui supprimait le chômage et la famine. La production agricole était admirablement organisée et l'on y avait créé d'excellents systèmes de communications et d'irrigation. Cette civilisation a produit la pomme de terre et le maïs, qui sont maintenant des denrées alimentaires essentielles. La communauté agricole, précurseur des fermes collectives et des coopératives agricoles, qui était à la base de ce système, a survécu. Après l'arrivée des Espagnols, l'économie agricole a été transformée en une économie minière et le pays a été soumis à un régime féodal.

34. Pour remédier à cette situation, où la majorité de la population vivait dans les conditions les plus misérables et dans l'état le plus primitif, le gouvernement issu de la révolution bolivienne a accordé le droit de vote aux paysans illettrés et entreprend l'exécution d'une réforme agraire. Autrefois, étant donné que, pour exercer le droit de vote, il fallait savoir lire et écrire, il n'y avait que 120.000 électeurs sur une population de plus de 3.000.000 d'habitants, et les élus représentaient généralement les intérêts de la minorité.

35. L'objet de la réforme agraire en Bolivie est de moderniser la communauté agricole, d'assurer à ceux qui travaillent la terre le fruit de leur travail, de donner des terres aux paysans qui n'en possèdent pas, de supprimer les grandes propriétés improductives, de fournir de l'outillage agricole, du crédit et des conseils techniques et de combattre l'ignorance et la maladie. S'efforçant de créer de meilleures conditions de vie dans une atmosphère de paix sociale et de progrès, le Gouvernement bolivien étudiera avec la plus grande intérêt l'expérience des autres pays et les recommandations des institutions spécialisées des Nations Unies. M. Siles a été heureux d'apprendre qu'une mission d'assistance technique des Nations Unies sera envoyée en Bolivie pour donner des conseils en vue de l'étude de la réforme agraire.

36. La délégation bolivienne appuiera les projets de résolution relatifs à la réforme agraire dont la Commission est saisie.

37. M. CARANICAS (Grèce) déclare que la question de la réforme agraire est de la plus haute importance pour le développement des pays insuffisamment développés. Etant donné que la Commission a entendu l'an dernier un exposé détaillé sur la réforme agraire dans son pays¹, les observations du représentant de la Grèce seront très brèves.

38. Le début de la réforme agraire en Grèce remonte à 1833; depuis, le gouvernement a donné aux paysans sans terre des domaines qui appartenaient à l'Etat, à l'Eglise ou à de gros propriétaires. Entre 1917 et 1923, on a pris des mesures radicales pour redistribuer les terres dans plusieurs provinces et, cette année, les propriétaires des quelques grands domaines privés qui subsistaient encore ont été expropriés, de sorte que la Grèce est maintenant un pays de petits propriétaires agricoles. Le problème principal qui s'y pose n'est donc pas celui du régime foncier mais celui des engrais et de l'outillage, de l'enseignement des techniques modernes et de la création de coopératives et d'établissements de crédit agricole.

39. La délégation grecque appuiera le projet de résolution révisé du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1) qui permettra de résoudre un grand nombre de problèmes, et notamment celui des capitaux nécessaires pour l'exécution des projets de mise en valeur et d'irrigation des terres. La délégation grecque votera aussi pour le projet de résolution commun révisé (A/C.2/L.160/Rev.1) et pour l'amendement des Etats-Unis qui s'y rapporte (A/C.2/L.187).

40. M. HALIQ (Arabie saoudite), parlant en qualité de Rapporteur, fait observer qu'il conviendrait d'ajouter, à la fin du second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan, après les mots "à faible intérêt", les mots "et à long terme", pour que ce passage du dispositif soit en harmonie avec le préambule.

41. M. ELAHI (Pakistan) remercie le représentant de l'Arabie saoudite d'avoir signalé cette omission et accepte la modification proposée.

42. M. BURR (Chili) rappelle qu'il a formulé certains doutes en ce qui concerne le second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan,

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Deuxième Commission, 177ème séance.*

lors de son exposé sur la réforme agraire (226ème séance). Les éclaircissements qui ont été apportés et l'amendement que le représentant du Pakistan a accepté, ont dissipé ses doutes. Il votera donc en faveur du projet de résolution.

43. Répondant à une question de M. GINOSSAR (Israël), le PRESIDENT rappelle à la Commission que le représentant du Pakistan a accepté la suggestion du représentant de l'Australie visant à ajouter, après le mot "financement", le mot "éventuel" au second paragraphe du dispositif du projet de résolution.

44. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) demande que le second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan soit mis aux voix séparément.

45. Le PRESIDENT met aux voix le second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1), tel qu'il a été amendé par le document A/C.2/L.186 et compte tenu des modifications proposées par les représentants de l'Australie et de l'Arabie saoudite.

Par 42 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le paragraphe ainsi modifié est adopté.

46. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1) amendé par le document A/C.2/L.186.

Par 47 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution ainsi modifié est adopté.

47. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) précise que, s'il s'est abstenu de voter sur le second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan, c'est, comme il l'a déjà fait observer, parce qu'il

ne croit pas qu'il appartienne au Comité d'experts d'examiner la question soulevée dans ce paragraphe. Son abstention ne signifie nullement que sa délégation estime que le fonds spécial envisagé, s'il est constitué, ne doit pas alors accorder de subventions ou de prêts pour les programmes de réforme agraire.

48. Le PRESIDENT signale que les auteurs du projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) ont accepté l'amendement qui figure au document A/C.2/L.187. Il met aux voix le projet de résolution commun ainsi modifié.

Le projet de résolution commun ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

49. M. ABDELRAZEK (Egypte) remercie les membres de la Commission d'avoir adopté à l'unanimité le projet de résolution commun. Cet accord unanime montre que le monde se rend maintenant compte des besoins de l'humanité et que l'Organisation des Nations Unies se propose de prendre des mesures propres à favoriser le développement de tous les pays, qu'ils soient riches ou pauvres, puissants ou faibles. Il espère que l'Organisation des Nations Unies sera bientôt en mesure de résoudre les problèmes politiques avec la même unanimité et d'accorder la liberté à tous les peuples qui luttent pour l'obtenir afin qu'ils puissent tous connaître une ère de paix, de justice et d'indépendance.

50. M. ELAHI (Pakistan) remercie également les représentants pour l'appui qu'ils ont donné au projet de résolution de sa délégation.

La séance est levée à 17 h. 45.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Samedi 6 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3, A/C.2/L.166) [suite]	277
--	-----

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3, A/C.2/L.166) [suite]

[Point 25 *]

1. M. CUSANO (Uruguay) déclare que s'il est un problème directement lié au financement du développement économique des pays insuffisamment développés, c'est bien celui de la libre exploitation par ces pays de leurs propres richesses. Certes, le financement d'origine extérieure sous forme de secours, de prêts ou d'investissements privés est un élément précieux, indispensable même, du développement de ces pays. Ce n'est pas, cependant, la solution idéale. De l'avis de M. Cusano, l'idéal pour un pays insuffisamment développé est d'accéder à l'indépendance économique, de disposer librement de ses ressources, de se procurer des devises en vendant ses produits à des acquéreurs de son choix. Telles sont les considérations qui ont amené la délégation de l'Uruguay à présenter le projet de résolution qui porte la cote A/C.2/L.165.

2. M. Cusano souligne que l'Uruguay s'est toujours acquitté de ses engagements vis-à-vis du capital étranger et qu'il n'envisage nullement de changer d'attitude. Il tient à fournir à ce sujet les éclaircissements qui s'imposent à la suite des commentaires que le projet uruguayen a suscités dans le *New York Times*. Après s'être demandé s'il convenait d'interpréter ce projet comme l'annonce de mesures de nationalisations prochaines en Uruguay, ce journal a affirmé que le projet de résolution ne représentait pas une prise de position du Gouvernement uruguayen, mais seulement l'opinion d'un membre de la délégation de ce pays, lui-même chef de l'opposition.

3. C'est là, déclare l'orateur, une affirmation non seulement erronée, mais tendancieuse: le Gouvernement de l'Uruguay donne à sa délégation des instructions très précises auxquelles les représentants se font

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

un devoir de se conformer. Il n'y a donc aucune divergence entre les idées qu'ils exposent devant l'Assemblée générale et les vues de leur gouvernement.

4. Le représentant de l'Uruguay s'élève également contre le jugement quelque peu ironique que le *New York Times* a porté sur le projet de résolution en question. Il reconnaît bien volontiers avec ce journal que ce projet de résolution "n'amènera pas la fin du monde". En déposant ce projet, la délégation de l'Uruguay ne recherche nullement un bouleversement universel, elle vient simplement proposer d'établir des normes qui permettent d'assurer le bien-être des peuples dans le cadre d'une existence pacifique.

5. Après cette mise au point, le représentant de l'Uruguay passe aux questions soulevées par les représentants de diverses délégations.

6. Certains représentants ont cru devoir souligner le prestige que l'Uruguay avait gagné par sa politique de respect scrupuleux des obligations contractées. Jamais, en effet, l'Uruguay n'a porté atteinte par sa législation aux intérêts étrangers dans le pays. Jamais il n'a inquiété le capital étranger ni cessé de payer sa dette extérieure. C'est ce qui confère à la délégation de l'Uruguay toute l'autorité morale nécessaire pour présenter son projet. Certes, le Gouvernement de l'Uruguay a nationalisé les services publics et certaines industries de base, notamment l'industrie de l'énergie électrique, les transports, les télégraphes et téléphones, le service des eaux, les installations portuaires, les assurances, l'industrie des carburants, de l'alcool, du ciment, de la pêche, etc. Avant la nationalisation, la plupart de ces services étaient assurés par des sociétés privées, financées dans l'ensemble par des capitaux du Royaume-Uni qui ont pris de ce fait une part prépondérante au développement de l'économie naissante de l'Uruguay. M. Cusano se plaît à souligner que jamais le Gouvernement de la Grande-Bretagne n'a eu à intervenir dans les rapports entre le Gouvernement de l'Uruguay et les ressortissants britanniques qui avaient investi des capitaux en Uruguay. Lorsque l'Uruguay a nationalisé ses services publics, il a indemnisé justement, et même large-

ment, les sociétés touchées, conformément aux dispositions de l'article 32 de la Constitution alors en vigueur, qui traitait de l'expropriation. Les mêmes principes sont énoncés dans la nouvelle Constitution adoptée en 1952 par voie de plébiscite, et M. Cusano est en mesure d'affirmer que son pays restera fidèle à sa politique de justice et d'intégrité.

7. D'autres représentants ont fait observer à M. Cusano que, le principe de la nationalisation étant universellement reconnu en droit international et dans bon nombre de constitutions, la recommandation des Nations Unies prendrait le caractère d'une déclaration platonique. A cela, M. Cusano répond que tel est le caractère de l'immense majorité des décisions des Nations Unies et que c'est peut-être ce qui leur donne leur valeur: les grands principes universels tirent leur pouvoir moral de la sincérité de ceux qui les reconnaissent. M. Cusano ne croit cependant pas que le projet de sa délégation soit purement platonique. En effet, il a pour but d'affirmer la nécessité de protéger les populations des pays insuffisamment développés et de justifier l'attitude des gouvernements de ces pays qui sont désireux de nationaliser leurs ressources naturelles. Il appartient à l'Organisation des Nations Unies de proclamer ces principes et de montrer la même unité d'esprit que le généreux Préambule de la Charte, qui, s'il est lui-même platonique, n'en constitue pas moins une merveilleuse manifestation de confiance dans les forces morales protectrices de l'humanité souffrante.

8. M. Cusano étudie ensuite quant au fond la question soulevée par le projet de sa délégation. Le principe de la nationalisation est sans doute un vieux principe de socialisme d'Etat, toutefois, plus que l'ancienneté, c'est l'opportunité qui confère aux principes toute leur valeur. C'est pourquoi, en Uruguay, les mesures de nationalisation, autrefois combattues, n'ont été imposées qu'au moment opportun, c'est-à-dire lorsque l'Etat s'est trouvé techniquement et économiquement assez fort pour pouvoir se substituer aux intérêts privés. Passant à l'examen du problème du point de vue de l'ensemble des pays insuffisamment développés, M. Cusano fait observer que certains de ces pays ont déjà envisagé, avec plus ou moins d'audace, la possibilité de nationaliser leurs ressources naturelles. Il souligne qu'il importe de ne pas confondre ce droit souverain des Etats à exploiter ce qui leur appartient, avec les manifestations d'une idéologie agressive et destructrice. A l'appui de sa thèse, il rappelle un récent exposé de M. Hernán Santa Cruz, alors représentant du Chili à l'Organisation des Nations Unies; dans cet exposé, M. Santa Cruz avait montré la misère dans laquelle vivent les populations des pays insuffisamment développés, ainsi que la situation catastrophique de leur balance commerciale. Il évoquait, par contraste, les immenses richesses naturelles que ces pays possèdent et soulignait aussi que les pays industrialisés sont de plus en plus tributaires des pays insuffisamment développés pour les matières premières dont leurs industries ont besoin. Ce sont là des arguments qui militent en faveur d'une révision des principes qui régissent l'exploitation des ressources naturelles dans les pays insuffisamment développés.

9. Pour sa part, M. Cusano croit qu'il n'est plus possible, dans un monde qui a connu deux guerres dévas-

tatrices et de gigantesques crises économiques et sociales, de maintenir des conceptions périmées sur l'exploitation de la richesse des peuples. C'est une tragique erreur que de croire à la survivance de doctrines égoïstes qui tendent à priver la population d'un pays de la jouissance des richesses qui lui appartiennent. Certes, M. Cusano estime qu'il convient de respecter le capital privé, base de la société moderne, mais il importe aussi de protéger les intérêts de la collectivité. Comme l'indique la Constitution de l'Uruguay, la propriété est un droit inviolable, sous réserve de l'application des lois d'intérêt général.

10. M. Cusano estime qu'il est indispensable, pour favoriser le développement économique des pays insuffisamment développés, de trouver des solutions convenables et permanentes. Pour louable qu'elle soit, l'assistance technique ne constitue qu'une solution de caractère provisoire; si c'est la libération économique et politique des peuples que l'on veut promouvoir, il faut envisager des mesures qui leur permettent d'exploiter eux-mêmes et à leur profit les ressources naturelles qu'ils possèdent. C'est dans cet esprit que la délégation de l'Uruguay a présenté son projet de résolution.

11. M. SILES ZUAZO (Bolivie) souligne que le problème évoqué par la délégation de l'Uruguay présente une importance capitale pour les pays insuffisamment développés, en particulier pour la Bolivie, qui participera au débat non pas d'un point de vue théorique, mais en apportant le témoignage d'une expérience dramatique: en effet, en proclamant la nationalisation de ses grandes mines d'étain, la Bolivie a pris récemment une mesure qui ne manquera pas d'influer sur le cours même de son histoire.

12. Etant donné l'intérêt qu'elle porte au problème, la délégation de la Bolivie se réserve d'intervenir au fond lors d'une prochaine séance; elle voudrait se borner, pour le moment, à déclarer qu'elle approuve le principe du projet de résolution uruguayen (A/C.2/L.265 et Corr. 1 et 3) et qu'elle est prête à accueillir toutes les suggestions constructives qui seront présentées au sujet de son propre amendement (A/C.2/L.166); elle envisage également, le cas échéant, de soumettre d'autres propositions à la Commission.

13. M. BETETA (Mexique) souligne qu'il est souvent difficile de faire une distinction entre les questions qui sont du domaine du droit international et celles qui relèvent uniquement de la souveraineté des Etats; cependant, les dispositions qui régissent la propriété et l'exploitation des ressources naturelles ressortissent, sans aucun doute, à l'Etat; on les trouve inscrites dans bien des constitutions nationales. Ainsi, l'article 27 de la Constitution des Etats-Unis du Mexique proclame le droit pour la nation de subordonner la propriété privée à l'intérêt public et de prendre les mesures nécessaires pour assurer la conservation et une répartition équitable des richesses naturelles. Le Mexique ne peut donc souscrire à aucune proposition qui vise à obtenir la reconnaissance, sur le plan international, du droit des Etats de nationaliser leurs ressources naturelles, car toute proposition de cette nature paraîtrait mettre en doute la validité d'un droit dont l'exercice constitue l'une des manifestations les plus évidentes de la souveraineté nationale.

14. Tout en approuvant les idées exprimées dans le projet de résolution dont la délégation de l'Uruguay vient de saisir la Commission, la délégation du Mexique ne peut accepter le dernier alinéa où il est recommandé aux Etats Membres de "reconnaître" le droit pour chaque pays de nationaliser et d'exploiter librement ses richesses naturelles. L'Organisation des Nations Unies n'a pas à se prononcer sur un principe dont la validité, M. Beteta le répète, ne peut être mise en doute. Les pays qui y sont autorisés par leur Constitution peuvent exercer le droit de procéder à des nationalisations au même titre qu'ils exercent le droit de lever des impôts ou d'appeler leurs ressortissants sous les drapeaux, sans qu'aucun organisme international n'ait à leur reconnaître ce droit.

15. La délégation du Mexique envisage avec sympathie l'amendement proposé par la délégation bolivienne, qui tend évidemment à corriger la principale faiblesse du projet de résolution uruguayen, mais qui n'y réussit pas tout à fait. La délégation du Mexique pense, en effet, qu'il ne convient pas davantage d'inviter les Etats Membres à "respecter" le droit pour chaque pays de nationaliser et d'exploiter ses richesses naturelles, que de les inviter à "reconnaître" ce droit. Pour sa part, elle préférerait une rédaction qui exprimerait plus clairement l'idée de l'amendement bolivien : les Etats Membres doivent s'abstenir d'exercer la moindre contrainte sur les pays qui prennent des mesures de nationalisation précisément parce qu'ils sont tenus de respecter le droit pour chaque pays de nationaliser ses richesses naturelles.

16. D'autre part, l'expression "services gouvernementaux et administratifs", qui figure dans l'amendement bolivien, soulève un certain nombre de questions. Les services diplomatiques sont-ils également visés ? N'auraient-ils pas le droit d'intervenir pour défendre les intérêts économiques des ressortissants de leur pays ? L'emploi de termes aussi ambigus soulève toute une série de problèmes complexes, d'ordre juridique et politique, qui échappent à la compétence de la Deuxième Commission.

17. Pour toutes ces raisons, M. Beteta voudrait, à titre tout à fait officieux, proposer au représentant de la Bolivie de remanier son amendement afin de recommander aux Etats Membres, s'ils désirent réaliser les buts et les principes de la Charte, de s'abstenir d'avoir recours à des mesures de coercition, d'ordre politique ou économique, ou à des représailles, quelles qu'elles soient, à l'encontre des pays qui ont exercé ou se proposent d'exercer leur droit légitime de nationaliser et d'exploiter librement leurs richesses naturelles.

18. M. STAHL (Suède) rappelle qu'au cours de la discussion générale (196ème séance), la délégation de la Suède a déjà eu l'occasion de souligner que si une certaine égalité entre les classes, sur le plan économique, contribue au maintien de la paix sociale à l'intérieur des pays, de même, l'égalité des conditions économiques et sociales des différentes nations constitue un élément essentiel de la paix et de la sécurité internationales. Cette opinion s'impose de plus en plus dans le monde. En Suède, par exemple, on fait de grands efforts pour propager des informations relatives aux pays insuffisamment développés et aux problèmes qu'ils ont à résoudre.

19. Le développement économique de ces pays appelle des mesures de tous ordres, mais le moyen le plus sûr, peut-être, de l'accélérer est d'accroître le volume des investissements privés, seuls capables d'assurer l'exploitation des ressources disponibles dans le plus bref délai possible. Toutefois, pour attirer les capitaux étrangers, il est indispensable que les conditions politiques et économiques du pays soient telles qu'elles inspirent confiance aux détenteurs de fonds. Aucune organisation internationale ne peut créer ce climat de confiance : c'est aux pays intéressés qu'il appartient de le faire naître, selon les méthodes qu'ils jugent appropriées.

20. Pour ce qui est de la nationalisation, la délégation de la Suède estime que la question, très complexe, n'est pas de la compétence de l'Organisation des Nations Unies : elle fait partie, de toute évidence, de la catégorie des questions que vise le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, c'est-à-dire, des "affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat".

21. L'adoption d'un projet de résolution qui accorderait la sanction des Nations Unies à une catégorie de mesures que des groupes importants de la population de différents pays considèrent comme les manifestations d'une politique à laquelle ils sont opposés, risquerait d'avoir le regrettable effet de diminuer la confiance que ces groupes accordent à l'Organisation des Nations Unies, institution internationale placée au-dessus des querelles politiques intestines. Une telle décision ne serait pas conforme à la Charte et, en dernière analyse, elle ne servirait pas les intérêts des divers Etats Membres.

22. Des considérations pratiques militent aussi contre l'adoption du projet de résolution de l'Uruguay. M. Stahl ne mentionnera que celle-ci : en proclamant le droit de procéder à des nationalisations sans souligner en même temps l'obligation d'accorder une indemnité convenable aux intérêts étrangers touchés par la nationalisation, on risque d'ébranler la confiance des détenteurs de capitaux et d'entraver par là le financement du développement économique des pays insuffisamment développés. Ainsi, dans ses effets sinon dans sa forme, le projet de résolution de l'Uruguay n'est pas compatible avec l'esprit de l'Article 55 de la Charte.

23. Pour les raisons de principe et les considérations d'ordre pratique qu'il vient d'exposer, M. Stahl sera dans l'impossibilité de voter pour le projet de résolution dont la Commission est saisie par la délégation de l'Uruguay.

24. M. CHAUVET (Haïti) déclare que ce serait affaiblir le droit que possèdent tous les Etats souverains de nationaliser et d'exploiter leurs richesses naturelles que d'adopter un projet de résolution comme celui que la Commission est appelée à examiner. La nationalisation, considérée sous l'angle de l'indépendance économique, est une mesure essentiellement intérieure. M. Chauvet craint donc que l'affirmation solennelle de ce droit n'ait pour conséquence de détruire l'effet des mesures que la Commission s'efforce de prendre en vue d'encourager l'investissement des capitaux étrangers dans les entreprises des pays insuffisamment développés. Pour ces raisons, et malgré toute sa bonne volonté, la délégation d'Haïti s'abs-

tiendra de participer au vote sur le projet de résolution de l'Uruguay.

25. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) constate que le projet de résolution présenté par la délégation de l'Uruguay a déjà donné lieu à un stimulant échange de vues au sein de la Commission: cela est naturel, car il porte sur un sujet qui prête à controverse.

26. La principale raison pour laquelle la Deuxième Commission devrait s'abstenir d'adopter une résolution de cette nature, c'est que, malgré toute la prudence avec laquelle elle est rédigée, le seul mot de "nationalisation" risque d'impressionner défavorablement les personnes qui pourraient vouloir investir des capitaux: il est à craindre que ce projet n'inquiète à la fois les capitalistes étrangers et l'épargne locale. D'une manière générale, le grand public n'analyse pas très attentivement une proposition de ce genre; il ne manquera donc pas de s'alarmer, quelles que soient les intentions des auteurs. Sir Clifford ne saurait trop insister sur les conséquences que l'adoption de ce projet pourrait avoir pour l'aboutissement des efforts que déploie la Commission en vue d'accélérer le développement des pays insuffisamment développés.

27. Le projet de résolution considéré n'est du reste pas rédigé en termes très clairs. Si la délégation de l'Uruguay songe au droit des gouvernements des Etats Membres de contrôler les ressources naturelles de leurs pays, il convient de souligner, à cet égard, que la nationalisation n'est que l'une des formes que peut prendre ce contrôle. Dans tous les pays, les organes législatifs adoptent les lois qui régissent la propriété et l'exploitation des biens. Dans plusieurs pays, les lois relatives aux titres de propriété diffèrent selon qu'elles s'appliquent à des ressortissants du pays ou à des étrangers. Ces lois varient également d'un pays à l'autre. D'une manière générale, il est reconnu que parmi les prérogatives de l'Etat figure le droit de regard sur la propriété privée. Cependant, en parlant de nationalisation, on introduit un concept nouveau. La nationalisation n'est qu'une méthode à laquelle certains gouvernements ont eu recours pour contrôler sur leur territoire les ressources existantes ou en voie de constitution, et elle pose des problèmes de politique intérieure dont la solution devrait être laissée aux gouvernements eux-mêmes, qui prendront les décisions qui s'imposent en fonction de leurs engagements internationaux et autres et des dispositions constitutionnelles applicables.

28. La Deuxième Commission n'a pas pour mission de rédiger des textes juridiques, mais elle doit se garder d'adopter des recommandations qui, faute de précision, risquent d'avoir des conséquences insoupçonnées. L'auteur du projet de résolution a, semble-t-il voulu préciser, à titre de principe très large et très général, qu'il faut assurer le respect du droit qu'ont tous les pays, et plus particulièrement les pays insuffisamment développés, de contrôler l'exploitation de leurs ressources naturelles. Sir Clifford pense pouvoir déduire des paroles prononcées par le représentant de l'Uruguay au moment où il a présenté son projet que les pays qui adoptent des mesures de nationalisation doivent les mettre en œuvre en respectant leurs obligations légales.

29. La délégation du Royaume-Uni ne songe pas à présenter d'amendements pour le moment. Elle a tenu

seulement à exposer ses vues sur la question très grave qui a été soulevée et elle se réserve d'intervenir à nouveau à un stade ultérieur du débat.

30. M. ABDON (Iran) déclare que sa délégation a étudié attentivement le projet de résolution de l'Uruguay et l'amendement de la Bolivie, qu'elle est prête à appuyer l'un et l'autre, non sans avoir présenté, au préalable, certaines observations.

31. Pour un Etat, le droit de disposer librement de ses ressources naturelles découle du principe même de la souveraineté, reconnu en droit international. C'est un droit inaliénable dont la méconnaissance ou la limitation entraînerait la suppression de la souveraineté sans laquelle un Etat ne peut être Membre de l'Organisation des Nations Unies. En vertu du principe de la souveraineté, chaque Etat a le droit illimité de disposer comme il l'entend de ses ressources nationales. Des mesures de nationalisation ont été prises dans de nombreux pays et notamment en France, en Bulgarie, en Pologne, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie et dans le Royaume-Uni. Aux Etats-Unis mêmes, les pouvoirs publics sont intervenus dans la création de grandes entreprises telles que la Tennessee Valley Authority. Enfin, le Mexique en 1938 et l'Iran en 1951, ont nationalisé leur industrie du pétrole.

32. A l'occasion de la nationalisation du pétrole au Mexique, le Gouvernement des Etats-Unis a reconnu, par l'entremise de M. Cordell Hull, Secrétaire d'Etat, le principe de la nationalisation. Le Gouvernement du Royaume-Uni a également admis ce principe lorsque, au cours d'une intervention à la Chambre des Communes, le ministre des Affaires étrangères a déclaré que, aux termes de la Charte des Nations Unies, les matières premières d'un pays lui appartiennent en propre. Par une note en date du 3 août 1951, le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré qu'il reconnaissait, tant en son nom qu'au nom de l'Anglo-Iranian Oil Company le principe de la nationalisation de l'industrie pétrolière de l'Iran. Il a confirmé cette déclaration par une note en date du 27 août 1952.

33. Dans ces conditions, on pourrait se demander quelle utilité présente une résolution recommandant aux gouvernements de reconnaître le droit que possède tout état de nationaliser ses richesses naturelles. Sous réserve de certains amendements, cette résolution serait cependant utile si elle recommandait aux Etats de ne pas recourir à des mesures de coercition politique ou économique, au cas où un gouvernement exercerait son droit de nationaliser ses ressources naturelles.

34. Le représentant de l'Iran estime donc que la Commission pourrait se prononcer sur les trois aspects suivants du problème dont elle est saisie. En premier lieu, le droit des pays insuffisamment développés de disposer librement de leurs ressources naturelles en tant que facteur très important de leur développement économique; en deuxième lieu, l'exercice de ce droit en tant que garantie de l'indépendance économique de ces pays; enfin, lorsqu'un Etat exerce son droit de nationaliser ses ressources naturelles, la nécessité pour les autres Etats Membres de l'Organisation de s'abstenir de toutes mesures de coercition.

35. Il ressort des débats de la Commission que la stabilité de l'économie internationale ne peut être assurée que par le développement économique des pays

insuffisamment développés; à l'heure actuelle, les ressources dont on dispose pour financer ce développement économique sont encore insuffisantes. Dans ces conditions, il faut laisser aux pays insuffisamment développés la possibilité de tirer parti de leurs ressources naturelles et d'affecter les recettes provenant de la vente de leurs matières premières à la mise en œuvre de leurs programmes de développement économique. Il faudrait que certains pays industrialisés comprennent que, dans le monde moderne, la politique qui consiste à exploiter les richesses d'un autre pays au détriment des intérêts de la population de ce pays ne se justifie pas.

36. Pour un Etat, le droit de nationaliser ses ressources naturelles est la garantie de l'indépendance économique. Pour comprendre cet aspect de la question, il faut connaître les raisons pour lesquelles certains pays ont pris des mesures de nationalisation. Le représentant de l'Iran expose la situation qui régnait dans son pays avant la nationalisation de l'industrie pétrolière. L'Anglo-Iranian Oil Company conservait par devers elle la majeure partie des recettes provenant de la vente du pétrole et elle ne versait à l'Iran que de modestes redevances. Le Gouvernement de l'Iran n'avait même pas la possibilité de disposer de ces redevances, versées à Londres sur un compte spécial en livres sterling. Etant donné que ces redevances n'étaient bien souvent pas convertibles en dollars ou en autres devises, l'Iran se trouvait dans l'obligation de se procurer au Royaume-Uni les biens d'équipement qui lui étaient nécessaires. Le Gouvernement du Royaume-Uni était en mesure d'interdire toute initiative qu'il jugeait contraire à ses intérêts. L'Anglo-Iranian Oil Company cherchait à réaliser le maximum de bénéfices sans tenir compte des besoins économiques de l'Iran et en s'opposant à toute réforme sociale. Le régime de la concession constituait un obstacle au développement économique du pays; pour appuyer sa thèse, le représentant de l'Iran donne lecture du troisième paragraphe du préambule du chapitre 3 du rapport intitulé *Les conditions économiques au Moyen-Orient* (E/1910/Add.2/Rev.1).

37. Des raisons politiques ont également incité des pays comme l'Iran à nationaliser leurs industries. En effet l'Anglo-Iranian Oil Company intervenait dans les affaires intérieures de l'Iran et, dans la déclaration qu'il a prononcée en 1951 devant le Conseil de sécurité¹, le Premier Ministre de l'Iran a signalé que, malgré ses apparences commerciales, l'Anglo-Iranian Oil Company devait être considérée comme l'équivalent moderne de l'East-Indian Company qui, en peu de temps, avait placé toute la péninsule de l'Inde sous sa domination. Le représentant de l'Iran rappelle ensuite les mesures de nationalisation du pétrole adoptées en 1938 par le Gouvernement du Mexique. La stabilité économique du pays était gravement menacée par les interventions des sociétés pétrolières Standard Oil et Royal Dutch.

38. Ainsi, alors qu'en Europe les mesures de nationalisation ont été inspirées principalement par des considérations économiques et sociales, les décisions de ce genre adoptées dans les pays insuffisamment développés ont, pour une grande part, été motivées par des

considérations politiques. L'Iran a procédé à la nationalisation de son industrie pétrolière parce que l'existence même de ce pays était menacée par le régime en vigueur. Il ne faudrait pas en conclure que le Gouvernement iranien ne souhaite pas recevoir de capitaux étrangers. Au contraire, il est prêt à accueillir les capitalistes étrangers qui seraient désireux de faire des investissements en Iran, mais il ne le fera que sur la base de contrats commerciaux et à condition que le capital étranger n'essaie pas d'obtenir des privilèges contraires aux intérêts de l'Iran.

39. M. Abdoh fait observer que les trusts du pétrole ont une puissance telle qu'ils font appel à leurs gouvernements non seulement pour imposer leur volonté aux pays dans lesquels ils exercent ou ils ont exercé leur droit de concession, mais aussi pour s'opposer, dans certains cas, aux décisions prises par des organismes compétents d'autres grandes Puissances. D'après le *New York Times*, l'Anglo-Iranian Oil Company a demandé récemment au Gouvernement du Royaume-Uni d'intervenir pour ne pas laisser ses documents entre les mains de la Commission d'enquête qui étudie l'activité des cartels du pétrole. Ces sociétés pétrolières font également appel à l'intervention de leurs gouvernements après l'adoption, par un Etat, de mesures de nationalisation, afin de perpétuer leur domination économique sous une nouvelle forme. En réalité, la non-intervention des Puissances étrangères en faveur de leurs ressortissants, sauf dans le cas d'un déni de justice, est un principe qu'on ne saurait nier. Pourtant, certaines grandes Puissances ne l'ont pas toujours respecté.

40. Lors de la nationalisation de l'industrie pétrolière au Mexique, le Gouvernement du Royaume-Uni a exercé une pression économique sur le Gouvernement mexicain. Il a prétendu que les sociétés pétrolières étaient propriétaires de la totalité des gisements de pétrole mexicains et que, pour rendre légale l'expropriation, il fallait leur verser l'équivalent de la valeur totale de ces réserves souterraines. Ainsi, le Gouvernement britannique a voulu retarder la conclusion d'un accord et créer au Mexique une situation économique intolérable. Pour interdire la vente du pétrole mexicain sur le marché mondial, les sociétés pétrolières étrangères ont soutenu que ce pétrole était une marchandise volée et que quiconque s'en rendrait acquéreur deviendrait par là même complice du voleur. Les sociétés pétrolières ont déposé des plaintes devant des tribunaux européens afin de procéder à la saisie du pétrole mexicain parvenant en Europe. Toutefois, les saisies provisoires édictées par des tribunaux des Pays-Bas ont été levées l'une après l'autre. De même, un tribunal français et un tribunal belge n'ont pas admis les plaintes déposées par les sociétés pétrolières. Il est à noter que le Gouvernement du Royaume-Uni a eu recours, contre l'Iran, à des procédés analogues afin d'interdire la vente du pétrole iranien sur le marché mondial.

41. Le Gouvernement iranien s'est toujours déclaré prêt à admettre le principe de l'indemnisation; il a même accepté de soumettre ce problème à l'arbitrage de la Cour internationale de Justice. Toutefois, cette proposition n'a pas reçu un accueil favorable, car on voulait que l'Iran verse, à titre d'indemnité, non seulement la valeur des avoirs de l'Anglo-Iranian Oil Company, mais aussi les bénéfices que cette société

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité*, sixième année, 560ème séance.

aurait pu en tirer si la concession instituée en 1933 était restée en vigueur jusqu'en 1993. Le représentant de l'Iran fait observer que ces mesures avaient pour objet d'aggraver la situation économique de son pays et de maintenir, sous une forme nouvelle, la domination politique et économique de l'Anglo-Iranian Oil Company sur l'Iran.

42. Cet exemple illustre clairement les raisons qui ont sans doute amené les délégations de l'Uruguay et de la Bolivie à déposer le projet de résolution et l'amendement dont la Commission est saisie. Le représentant de l'Iran ne pense pas que ce projet et l'amendement qui l'accompagne puissent avoir des effets miraculeux; ils attirent cependant l'attention des Etats Membres sur les responsabilités qui leur incomberaient s'ils adoptaient ou maintenaient des mesures de coercition et d'ingérence politique et économique contraires à toutes les règles du droit et aux principes de la coopération internationale.

43. M. HUNEIDI (Syrie) estime que le droit que possèdent les Etats de nationaliser et d'exploiter librement leurs richesses naturelles présente, pour le développement économique des pays insuffisamment développés, une importance considérable, d'autant plus

que l'exercice de ce droit par les pays insuffisamment développés donne lieu fréquemment à des différends qui ont des répercussions internationales.

44. Au cours des dernières années, le Gouvernement syrien a nationalisé un certain nombre de sociétés étrangères en leur accordant une indemnité adéquate. La délégation syrienne estime donc que le droit pour un pays de nationaliser ses ressources naturelles est un droit reconnu en droit international, et qu'il est inaliénable. Tous les orateurs ont exprimé le même avis, mais certains d'entre eux ont des doutes sur la nécessité d'adopter un projet de résolution qui réaffirme ce droit. D'autres ont parlé des répercussions qu'une recommandation de ce genre pourrait avoir sur les pays qui envisagent d'investir des capitaux dans des régions insuffisamment développées.

45. La délégation syrienne ne partage pas entièrement ces appréhensions, mais elle croit qu'il faut rédiger le projet de résolution en termes mesurés, sinon il risquerait d'avoir de fâcheux effets sur les investissements dans les pays insuffisamment développés. Elle appuiera donc le projet de résolution de l'Uruguay ainsi que tout amendement tendant à en améliorer la rédaction.

La séance est levée à 12 h. 50.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Lundi 8 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3, A/C.2/L.166) [suite]	283
--	-----

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3, A/C.2/L.166) [suite]

[Point 25*]

1. M. JONKER (Pays-Bas) souligne qu'il faut être tout particulièrement objectif lorsque l'on examine la question du droit des pays à nationaliser et à exploiter librement leurs ressources naturelles, question qui fait l'objet du projet de résolution de l'Uruguay (A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3) et de l'amendement que la Bolivie propose d'apporter à ce projet (A/C.2/L.166). La question de la nationalisation est si étroitement liée à des facteurs politiques et idéologiques qu'il est malaisé d'accorder au facteur économique toute la place qui lui revient.

2. De l'avis de la délégation néerlandaise, il n'y a pas lieu d'examiner les rapports existant entre le respect du droit de nationalisation, avec toutes ses répercussions éventuelles, et le développement économique des pays insuffisamment développés. La Deuxième Commission n'a pas à réaffirmer le droit de nationalisation. Cette question relève plutôt de la Troisième Commission qui étudie actuellement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; d'autre part, s'il s'agit de déterminer la portée de ce droit, il faut confier ce problème à un organe juridique.

3. Il est fort douteux, en outre, qu'en adoptant le projet de résolution de l'Uruguay, on serve en rien le développement économique des pays insuffisamment développés. M. Jonker cite à ce propos un passage du "Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement relatif à la création d'une société financière internationale" (E/2215); il en ressort que les restrictions dont les pays insuffisamment développés frappent les entreprises privées tendent inévitablement à décourager les capitaux étrangers et que l'on a abouti, fort malheureusement, à une situation où les garanties demandées par les gouvernements, d'une part, et par les détenteurs de capitaux privés,

d'autre part — chacun craignant d'être lésé par l'autre partie — sont bien souvent inconciliables. Il est malaisé d'encourager le progrès des entreprises privées dans de telles circonstances. En conséquence, les détenteurs de capitaux étrangers et les pays insuffisamment développés doivent agir avec prudence.

4. La Deuxième Commission a adopté récemment une résolution dans laquelle la création d'une société financière internationale est favorablement envisagée; peut-être y a-t-il donc intérêt à ce qu'elle n'en adopte pas une autre qui pourrait aggraver les appréhensions existantes et décourager les investissements étrangers.

5. De plus, la délégation des Pays-Bas estime que le libellé du projet de résolution de l'Uruguay laisse à désirer. Ce texte ne rappelle pas qu'en cas de nationalisation les gouvernements sont tenus de verser une indemnité adéquate aux entreprises intéressées et il insiste sur l'indépendance économique à un moment où l'on s'efforce précisément de mettre en évidence l'interdépendance des problèmes économiques et la nécessité d'établir une collaboration internationale dans ce domaine. La Commission abordera bientôt l'examen d'un projet de résolution du Chili (A/C.2/L.155) qui porte sur la collaboration et l'intégration du développement économique à l'échelle régionale; il est évident que cette idée va à l'encontre de l'idée d'indépendance économique. Dans un monde qui évolue inévitablement vers des relations politiques et économiques de plus en plus étroites, une résolution insistant sur l'idée de l'indépendance ne peut guère être utile.

6. Il y a quelques dizaines d'années, la question de la nationalisation a eu un caractère aigu, mais l'actuelle situation économique mondiale exige que l'on comprenne mieux l'importance qu'il y a à envisager la plupart des grandes questions économiques sous l'angle international. En Europe, où presque tous les pays ont pris certaines mesures de nationalisation, un certain nombre de pays — les Pays-Bas, notamment — ont entrepris d'internationaliser la production du charbon et de l'acier.

7. Le droit que tout gouvernement a de nationaliser et d'exploiter les ressources naturelles de son pays est incontestable, mais est-il bien sage d'insister sur ce

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

principe, quelles que soient les circonstances? Le problème du développement économique des pays insuffisamment développés est si grave qu'il faut attentivement se garder d'en compromettre la solution en adoptant un slogan qui promet plus qu'il ne peut tenir.

8. Il est parfois difficile d'établir une distinction entre les motifs véritables d'une nationalisation et les manifestations d'un nationalisme politique. Le nationalisme politique est l'un des fruits amers que l'on doit à une période, maintenant révolue, de la pensée occidentale, mais l'Europe a déjà appris que ce nationalisme n'apportait que la misère avec lui. Il est tragique qu'à un moment où l'Europe commence à mieux voir les faits sous leur jour véritable, cette doctrine erronée aille progressant dans d'autres parties du monde.

9. Les Pays-Bas ont montré qu'ils se rendaient entièrement compte des difficultés du problème. Si leur représentant a soulevé cette question, c'est seulement parce qu'il est convaincu que la Commission devrait éviter de prendre des mesures qui risquent, en définitive, de ne contribuer en rien au développement économique des pays insuffisamment développés. Tout Etat a droit à ce que l'on respecte ses aspirations nationales. Mais, étant donné l'atmosphère que l'adoption du projet de résolution de l'Uruguay et de l'amendement de la Bolivie risque de créer, la délégation des Pays-Bas ne pourra appuyer ni l'un ni l'autre de ces textes.

10. M. GINOSSAR (Israël) dit que le projet de résolution de l'Uruguay ne fait qu'énoncer à nouveau un fait bien établi, étant donné que le droit de l'Etat à disposer de ses propres richesses naturelles est mentionné dans la plupart des constitutions et qu'il n'est contesté ni dans la législation ni dans la pratique internationales. Des difficultés ne s'élèvent que dans les cas où l'Etat a accordé des concessions pour l'exploitation de ses ressources nationales et où les concessionnaires ont aménagé des installations; si les entreprises en question sont ensuite nationalisées, des contestations peuvent alors s'élever à propos des contrats et de l'indemnisation.

11. Toutefois, Israël n'a pas connu ce genre de difficultés. Le Gouvernement de ce pays a pour principe d'encourager les investissements étrangers, notamment les investissements destinés à mettre en valeur les ressources naturelles du pays car, sans ces investissements, le rythme des progrès économiques subirait un grave ralentissement. L'Etat d'Israël n'a pris aucune mesure touchant les concessions accordées avant sa création. Dans un cas particulier, celui de la Palestine Potash Company, on a procédé, par voie de libres négociations, à une réorganisation acceptable de part et d'autre. Le Gouvernement d'Israël a continué à accorder, suivant des conditions appropriées, de nouvelles concessions telles que, par exemple, une pour la prospection du pétrole et plusieurs pour la construction de silos.

12. De l'avis du Gouvernement d'Israël, les pays insuffisamment développés, qui ont un besoin urgent des techniques et des capitaux étrangers, en particulier des capitaux privés, devraient encourager les capitalistes étrangers à participer à la mise en valeur de leurs ressources naturelles. Ce gouvernement sait par expérience qu'en ce domaine il n'y a pas de conflit entre la souveraineté de l'Etat et les intérêts légitimes du capitaliste étranger qui accepte d'aider cet Etat à développer son potentiel économique dans des conditions satisfaisantes pour les deux parties. On a souligné à

plusieurs reprises que les investissements privés étrangers étaient nécessaires et qu'il fallait les encourager, et ce principe est énoncé dans la partie C de la résolution du groupe de travail (A/C.2/L.170), qui a reçu l'appui presque unanime des membres de la Commission (215ème séance). La délégation d'Israël estime que, pour envisager le problème de la nationalisation, il convient de tenir compte de cette résolution et de la nécessité d'éviter toute méprise de la part de ceux dont on recherche l'assistance.

13. Mlle BURWASH (Canada) dit que, si elle ne conteste pas que les Etats aient le droit de nationaliser leurs ressources naturelles, la discussion qui vient d'avoir lieu ne l'a pas convaincue que le moment était venu d'adopter un projet de résolution sur la question, ou qu'il revenait à la Deuxième Commission d'adopter un texte de cette nature. Le projet de résolution de l'Uruguay ne fait que constater un fait évident et reconnu. Comme certains représentants l'ont observé, l'Organisation des Nations Unies pourrait, en réaffirmant ce fait, éveiller des doutes sur la validité primitive du principe auquel il correspond. L'adoption de ce projet pourrait également ralentir la venue des capitaux privés dans les pays insuffisamment développés, car le texte donne à croire que ces pays ont l'intention de nationaliser leurs ressources.

14. Mlle Burwash croit que le problème examiné a un caractère essentiellement juridique et que la Sixième Commission ou la Commission du droit international devrait s'en occuper. Sa délégation ne pense pas que la Commission devrait donner suite au projet de résolution de l'Uruguay.

15. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni), prenant la parole pour préciser une question soulevée par le représentant de l'Iran à la séance précédente, dit qu'en faisant allusion à la déclaration générale que lui, Sir Clifford, avait prononcée, le représentant de l'Iran a laissé entendre que le Gouvernement du Royaume-Uni en était venu à reconnaître qu'en statuant sur le différend relatif aux pétroles anglo-iraniens, la Cour internationale de Justice ne s'était pas arrêtée à la question de compétence, et que ce gouvernement avait admis le point de vue du Gouvernement iranien suivant lequel ce différend ne relève que de la compétence nationale de l'Iran. Le représentant du Royaume-Uni ne peut accepter cette interprétation. La Cour internationale de Justice n'a pas sanctionné la légalité de la décision du Gouvernement iranien, et elle n'a pas non plus considéré que l'affaire relevait de la compétence nationale de l'Iran. Au contraire, la Cour a semblé estimer qu'au premier abord l'affaire devait être portée sur le plan international. Le fait que la Cour a ensuite examiné la question d'une juridiction obligatoire n'a ni réglé la question au fond ni permis de déterminer si l'affaire devait être portée sur le plan international.

16. Lorsque le représentant du Royaume-Uni, à la séance précédente, a présenté des observations sur le projet de résolution de l'Uruguay, il a dit que les gouvernements jouissaient de pouvoirs souverains sur le plan intérieur, mais cela ne signifie pas qu'ils ne doivent pas respecter leurs obligations juridiques sur le plan intérieur ou extérieur. Le représentant de l'Iran a fait allusion aux négociations qui ont suivi la nationalisation de l'exploitation du pétrole au Mexique. Les problèmes résultant de cette situation ont reçu une solution qui a donné satisfaction aux intérêts britan-

niques en même temps qu'au Gouvernement du Mexique. Ce précédent apporte donc un argument en faveur de la thèse soutenue par le Gouvernement du Royaume-Uni, suivant laquelle il serait également possible de régler le différend avec le Gouvernement iranien de manière satisfaisante pour l'une et l'autre partie. Le Gouvernement du Royaume-Uni désire parvenir à un règlement rapide et équitable de la situation, ce qui serait plus facile si le Gouvernement iranien donnait des assurances satisfaisantes touchant les conditions dans lesquelles les parties devraient recourir à un arbitrage international pour régler le problème de l'indemnisation.

17. M. CUSANO (Uruguay) déclare qu'il avait eu l'intention de limiter le plus possible la durée de son intervention; cependant, il se voit dans l'obligation de réfuter certaines allégations qui ont été formulées au sujet du projet de résolution présenté par sa délégation. Certains ont donné à entendre que ce projet risquerait d'aller à l'encontre des dispositions de la Charte relatives au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. M. Cusano ne saurait croire qu'on ait pu déceler pareille intention dans le projet de résolution: il ne peut s'agir que d'un malentendu. Les membres de la Commission ont entendu les représentants de l'Iran et de la Bolivie déclarer que le projet de résolution protégerait le droit des pays de nationaliser leurs ressources et contribuerait ainsi à renforcer leur indépendance sur le plan économique.

18. Le représentant de l'Iran ne saurait accepter l'allégation selon laquelle le projet de résolution présenté par sa délégation serait contraire au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Bien au contraire, c'est l'absence de toute action qui porterait préjudice à ce principe. Dans de nombreux pays insuffisamment développés qui possèdent en puissance des richesses immenses, la population vit dans des conditions lamentables par suite de l'exploitation étrangère. La délégation de l'Uruguay veut que l'on respecte le droit des peuples de nationaliser les ressources naturelles de leur pays et de profiter de leurs richesses.

19. M. Cusano explique que le projet de résolution présenté par sa délégation est uniquement destiné à servir de base de discussion; il est entièrement disposé, pour sa part, à examiner tous les amendements que l'on pourrait y apporter conformément aux propositions formulées par les représentants de la Syrie, d'Israël et du Mexique. Il est même disposé à ajouter une clause selon laquelle le principe d'une indemnisation équitable serait appliqué, en cas de nationalisation conformément à la Constitution du pays intéressé.

20. Tout en rappelant qu'il soutiendra toujours le droit des nations contre celui des capitaux privés, M. Cusano s'élève donc énergiquement contre l'allégation selon laquelle le projet de résolution présenté par sa délégation risquerait de porter préjudice au principe de la libre disposition.

21. M. HALIQ (Arabie saoudite) déclare que le projet de résolution de l'Uruguay invite la Commission à approuver un principe évident. Il est superflu, car il équivaut pour les Nations Unies à demander aux gouvernements de reconnaître leur droit d'agir en tant que gouvernements. En outre, cette résolution risquerait de mettre certains pays insuffisamment développés dans une situation embarrassante. D'abord, aucun pays insuffisamment développé ne pourrait émettre un vote

indiquant qu'il n'est pas d'avis de reconnaître le droit d'un pays de nationaliser et d'exploiter ses propres ressources. Ensuite, il est probable que l'on présentera des amendements portant sur certaines questions, telles que l'indemnisation et l'arbitrage, au sujet desquelles de nombreuses délégations ont une position assez nuancée. Si une délégation appuie une résolution concernant de telles questions, elle prendra certains engagements qui risquent, par la suite, d'entraver la liberté d'action de son gouvernement.

22. Bien que la délégation de l'Arabie saoudite estime que l'amendement présenté par la Bolivie (A/C.2/L.166) améliore quelque peu le texte du projet de résolution, l'adoption de cet amendement ne dissipera pas toutes ses craintes. La délégation de l'Arabie saoudite n'a pas encore pris de décision définitive au sujet du projet de résolution, mais elle espère que les auteurs des amendements qui pourront éventuellement être présentés prendront en considération les craintes qu'elle a exprimées.

23. M. MADRIGAL (Philippines) déclare qu'aux termes de la Constitution de son pays, toutes les ressources naturelles appartiennent à l'Etat. Aucune partie du domaine public ne peut être aliénée, à l'exception des propriétés agricoles de l'Etat pour lesquelles une indemnité appropriée doit être versée. Aux termes de la Constitution, l'Etat a également le droit, dans l'intérêt du bien-être du pays et de la défense nationale, de créer et d'exploiter des industries et des moyens de transport et de communications. L'Etat peut exproprier à son profit des services et autres entreprises privées, moyennant le paiement d'une juste indemnité. Bien que des organisations telles que la National Development Corporation et la National Rice and Corn Corporation aient été financées par le gouvernement pour combler le vide provenant de la carence de l'entreprise privée, l'Etat a pour principe de réduire le champ d'activité des entreprises d'Etat dès que l'entreprise privée est en mesure de se substituer à lui dans ce domaine.

24. M. Madrigal rappelle qu'à sa session de 1952, la Commission des droits de l'homme a approuvé, en vue de son insertion dans les projets de pactes relatifs aux droits de l'homme, un texte, fondé sur une proposition chilienne, qui concerne les aspects économiques du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et exprime une idée très voisine de celle du projet de résolution de l'Uruguay¹. Il n'est pas sûr que la Commission puisse adopter un texte préférable à celui que la Commission des droits de l'homme a approuvé. De son côté, la Troisième Commission ne cesse de donner une importance accrue aux aspects économiques du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il serait bon peut-être que, avant de poursuivre plus avant l'étude de la question, la Deuxième Commission attende, jusqu'en 1953, que la Commission des droits de l'homme ait soumis ses projets de pactes à l'Assemblée générale, ceci pour les raisons suivantes.

25. La Commission des droits de l'homme a rédigé un texte plus précis et elle est, par conséquent, mieux à même de présenter un projet à l'Assemblée générale après avoir soumis une question de cette importance au long et minutieux examen qu'elle exige. Une décision internationale en la matière devrait trouver place dans une déclaration générale sur les aspects écono-

¹ Voir les *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 4*, par. 67, 70 et 71.

miques du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au lieu de se présenter sous une forme isolée. Il est souhaitable de ne pas prêter le flanc aux critiques de ceux qui estiment, de façon compréhensible, que les débats de l'Organisation se répètent trop; si le projet de résolution de l'Uruguay était adopté, l'Organisation des Nations Unies serait amenée à présenter au monde deux textes analogues. Enfin, les projets de pactes relatifs aux droits de l'homme dont l'Assemblée sera saisie contiendront non seulement des déclarations relatives aux droits économiques mais aussi des dispositions concernant la mise en œuvre de ces droits.

26. L'Organisation des Nations Unies est sur le point de parvenir à une phase cruciale en ce qui concerne les mesures relatives au développement économique. Si l'on veut que ses efforts soient couronnés de succès, il ne faut pas que la position des pays industrialisés, dont la coopération est essentielle pour mener à bien les programmes économiques internationaux, soit compromise. Le projet de résolution de l'Uruguay pourrait, s'il était adopté, rendre ces pays hostiles aux divers programmes économiques. La Commission a récemment adopté une résolution tendant à accroître les investissements privés dans les régions insuffisamment développées. Si la proposition de l'Uruguay était adoptée, les détenteurs de capitaux privés pourraient interpréter la décision de la Commission de manières diverses. Si, au moment où elle encourage les investissements privés afin de relever le niveau de vie des pays insuffisamment développés, la Commission adoptait une résolution qui risquerait de décourager ces investissements, elle irait à l'encontre des fins mêmes qu'elle se propose.

27. C'est pourquoi M. Madrigal appuiera toute proposition tendant à renvoyer le vote jusqu'à la session de 1953 de l'Assemblée générale, c'est-à-dire au moment où l'Assemblée sera saisie des projets de pactes relatifs aux droits de l'homme; toutefois, si le projet de résolution est mis aux voix, M. Madrigal s'abstiendra.

28. M. M. I. BOTHA (Union Sud-Africaine) pense que le représentant de l'Uruguay a donné à entendre que certaines délégations avaient mal interprété son projet de résolution. Or, même si la Commission approuvait le principe de ce projet sans se soucier du libellé exact, elle resterait en présence de certaines difficultés.

29. Le droit que tout pays a de diriger son économie nationale, droit qui comprend le droit de nationaliser n'importe quelle partie de ses ressources nationales, n'a jamais été mis en question sur le plan international. Les Etats ont toujours exercé ce droit ainsi que le droit de nationaliser certains autres secteurs de leur économie, tels que les services publics; aucune question ne s'est jamais posée à ce sujet. S'il y a parfois eu des heurts entre Etats ce n'est pas parce que l'on n'a pas respecté le droit de nationalisation, mais parce que cer-

tains Etats ne se sont pas acquittés de leurs obligations internationales au moment où ils ont procédé à des nationalisations. Ces obligations sont complexes et il serait difficile de prévoir tous les aspects qu'elles peuvent prendre. Il peut donc être nécessaire de chercher à résoudre le problème en en traitant les aspects qui ont suscité des heurts entre Etats.

30. Tous les Etats ont certains droits souverains inhérents et il est inutile d'essayer de les énumérer parce que la situation actuelle ne serait pas changée de ce fait, et que tout excès de simplification induirait en erreur. A la séance précédente, le représentant de la Suède a rappelé qu'il n'était pas souhaitable que l'Organisation des Nations Unies intervienne dans la politique intérieure des Etats. La nationalisation constitue un aspect de la politique intérieure au sujet duquel de nombreux pays sont extrêmement susceptibles. Dans certains pays, il se peut que la nationalisation soit une question de politique intérieure fort contestée; en adoptant une déclaration à ce sujet, les Nations Unies pourraient s'attirer, si elles prennent position, des reproches parfaitement fondés pour être intervenues dans les affaires intérieures de tel ou tel Etat. En outre, il se peut qu'il y ait un certain nombre de pays auxquels leur Constitution ne permet pas de procéder à des nationalisations. Le projet de résolution de l'Uruguay pourrait, s'il était adopté, soulever dans certains pays des controverses politiques regrettables. C'est pourquoi M. Botha ne peut souscrire ni à ce projet de résolution ni à l'amendement de la Bolivie, qui semblent dénier aux Etats le droit de protéger les intérêts de leurs propres citoyens.

31. M. LOPEZ VILLAMIL (Honduras) estime que la portée du projet de résolution de l'Uruguay et de l'amendement de la Bolivie n'est pas suffisante. Il ne convient pas que l'Organisation des Nations Unies recommande de reconnaître sur le plan international des principes qui sont énoncés dans les constitutions nationales. Bien qu'il comprenne les mobiles des auteurs du projet de l'amendement, M. López Villamil estime que ces textes n'ont pas une portée assez grande pour englober les principes en question. L'amendement présenté par la Bolivie affaiblirait plus qu'il ne renforcerait le droit de souveraineté absolue et d'indépendance politique. En revanche, M. López Villamil serait disposé à appuyer un texte qui recommanderait de respecter le droit établi que tout Etat Membre a de protéger sa souveraineté nationale et de nationaliser ses ressources dans des conditions appropriées.

32. M. M. I. BOTHA (Union Sud-Africaine) espère que le représentant du Honduras n'a pas conclu de la précédente intervention que, selon la délégation de l'Union Sud-Africaine, un pays ne pourrait nationaliser des secteurs de son économie qu'à la condition que sa Constitution le prévoie.

La séance est levée à 12 heures.



Lundi 8 décembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3, A/C.2/L.166) [suite]	287
--	-----

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3, A/C.2/L.166) [suite]

[Point 25 *]

1. M. CUSANO (Uruguay) signale qu'un groupe de travail officieux doit se réunir au cours de l'après-midi afin de mettre au point un texte remanié du projet de résolution de sa délégation (A/C.2/L.165). Ce groupe de travail tiendra compte des différentes suggestions et objections formulées au cours du débat. Le représentant de l'Uruguay propose de lever la séance afin de permettre à ce groupe de travail d'établir dans la soirée un texte qui pourrait être distribué le lendemain matin.
2. M. SALAMANCA FIGUEROA (Bolivie) appuie la proposition du représentant de l'Uruguay.
3. Le PRÉSIDENT déclare close la liste des orateurs qui comprend les représentants des pays suivants:

Turquie, Pakistan, Bolivie, Nouvelle-Zélande, Equateur, Yougoslavie, Chili, Argentine, Inde, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Chine, Australie, Irak, Iran, Indonésie, France, Colombie, Pérou, Guatemala, Libéria, Belgique, Brésil, Pologne, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique, Union Sud-Africaine, Philippines, Pays-Bas, Mexique, Canada.

4. Le Président met ensuite aux voix la proposition de l'Uruguay.

Par 23 voix contre zéro, avec 21 abstentions, cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 15 h. 55.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.



Mardi 9 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1) [suite] 289

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

En l'absence du Président, M. Ernest Chauvet (Haïti), Vice-Président, prend place au fauteuil présidentiel.

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1) [suite]

[Point 25 *]

1. M. CUSANO (Uruguay) explique que le groupe de travail officieux a réalisé un accord unanime sur un projet de résolution révisé (A/C.2/L.165/Rev.1) d'où ont été éliminés plusieurs points litigieux; en sa qualité de coauteur du projet de résolution, l'orateur estime que la nouvelle rédaction est nettement meilleure que le texte original.

2. M. STANOVNIK (Yougoslavie) déclare que ce serait une erreur de s'opposer à l'adoption du projet pour la seule raison que celui-ci se borne à reprendre certains principes énoncés dans la Charte.

3. S'il a bien compris les déclarations faites par les représentants du Royaume-Uni, de la Suède, des Pays-Bas, du Canada et de certains autres Etats, ceux-ci ont reconnu que le droit d'un pays à nationaliser ses richesses est un droit incontestable qui est étroitement lié à la souveraineté nationale, mais ont fait valoir que, pour certaines raisons d'ordre pratique, il convenait de ne pas insister sur ce point pour le moment parce qu'une telle insistance pouvait avoir un effet préjudiciable sur les investissements privés. Quant à lui, M. Stanovnik estime que, si aucun Etat n'a l'intention de violer ce droit, rien ne s'oppose à ce qu'on le réaffirme. Les capitalistes privés de nationalité étrangère savent parfaitement que les pays insuffisamment développés ont le droit de nationaliser leurs ressources. On a déclaré que c'est avant tout la reconnaissance de ce fait qui explique le mouvement international des capitaux privés. La délégation des Etats-Unis a admis que son propre gouvernement n'avait pas toujours approuvé la façon dont certaines sociétés privées se sont comportées à l'étranger. La réaffirmation du droit de nationaliser les res-

sources contribue à renforcer les mesures qu'un pays est amené à prendre pour se défendre contre l'exploitation étrangère.

4. Si le capital privé cherche à se faire protéger contre la nationalisation, chaque pays est cependant libre d'exercer les droits qui lui sont propres, bien qu'il ne soit pas nécessairement tenu de le faire en ce qui concerne le droit de nationalisation. L'adoption du projet de résolution ne devrait pas entraver le mouvement des capitaux privés étrangers. Etant donné que ce droit est généralement reconnu et que plusieurs délégations jugent souhaitable de le réaffirmer, il n'y a aucune raison de différer une décision à ce sujet jusqu'au moment où les projets de pactes relatifs aux droits de l'homme auront été adoptés, ni de renvoyer la question à la Troisième ou à la Sixième Commission. La nationalisation relève d'une notion essentiellement économique et son caractère pressant n'est pas douteux. Par ailleurs, il importe d'examiner toute question économique dans tous ses détails au point de vue des effets qu'elle exercera sur les divers systèmes sociaux; en outre, la Commission est un organe de l'Assemblée générale et ses décisions ont non seulement une portée économique, mais encore une portée juridique et sociale.

5. L'orateur votera en faveur du projet de résolution, tout en se réservant d'expliquer sa position à propos de tout amendement qui serait soumis ultérieurement; il se propose d'intervenir à nouveau dans le débat si besoin est.

6. M. SILES ZUAZO (Bolivie) félicite la délégation de l'Uruguay de l'initiative qu'elle a prise de susciter un débat sur la question de la nationalisation.

7. En avril 1952, lorsque la Bolivie a nationalisé ses vastes mines d'étain, le peuple bolivien s'est pleinement rendu compte, pour la première fois dans son histoire, de l'importance qu'il convient d'attribuer à l'indépendance économique. Dans le passé, il n'y avait aucun moyen approprié qui eût permis de signaler à l'attention de la communauté internationale la situation économique, politique et sociale des petits pays, où s'exerce l'influence de puissants milieux financiers qui contrôlent tous les grands moyens d'information. Ainsi, l'opinion internationale a été amenée à porter un jugement

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

erroné ou superficiel sur certains faits dont dépend la vie de millions d'êtres humains dépourvus de toute possibilité de se faire entendre. Cette période malheureuse est à présent révolue, notamment grâce à l'avènement de l'Organisation des Nations Unies, qui est issue de la lutte pour un monde meilleur dans lequel les mesures discriminatoires, l'injustice, l'exploitation et la guerre seraient à jamais bannies. L'Organisation des Nations Unies offre aux petits pays et aux pays moyens une tribune où ils ont la possibilité de tenir l'opinion publique au courant de la situation. Cette possibilité est particulièrement utile lorsqu'il s'agit d'encourager le respect d'un droit international. Le fait que la Bolivie a nationalisé son industrie minière est directement lié au principe que la Commission examine en ce moment.

8. Les deux facteurs ci-après sont indispensables au développement économique des pays peu avancés: le désir des populations de réaliser le progrès, et l'appui moral de leurs institutions sociales, économiques, juridiques et politiques. Aucun pays de l'Amérique latine ne désire davantage que la Bolivie pouvoir adopter des méthodes modernes; l'orateur est convaincu que les institutions boliviennes parviendront avec le temps à améliorer les conditions de vie de la population.

9. M. Siles Zuazo a étudié avec intérêt le rapport du Groupe d'experts intitulé: *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986) et il a noté en particulier le paragraphe 33. Le paragraphe 37 montre à quel prix les populations arriérées parviennent à progresser. La Bolivie a payé un prix particulièrement élevé, notamment au cours des six dernières années, pendant lesquelles des dizaines de milliers de Boliviens ont été persécutés, emprisonnés dans des camps de concentration et massacrés au cours de la lutte contre le pouvoir politique détenu par les grands intérêts miniers par l'intermédiaire des pouvoirs publics. Le groupe d'experts a souligné à juste titre que, dans beaucoup de pays insuffisamment développés, le pouvoir économique et politique est monopolisé par une minorité attachée avant tout à la défense de ses intérêts et de ses privilèges et opposée au progrès. Depuis la récente révolution sociale, le Gouvernement bolivien a pris des mesures énergiques pour redistribuer la richesse nationale et pour supprimer les privilèges et les inégalités flagrantes.

10. Sous la direction de Patiño, le monopole international de l'étain a amassé une richesse énorme en exploitant les gisements de la Bolivie aussi bien que ceux de la Thaïlande, du Congo belge, de la Nigéria, de la Birmanie et de la Malaisie. Patiño a créé pour lui-même et pour ses successeurs un vaste cartel dont le point de départ a été la mine d'étain Salvadora et qu'il a ensuite développé en absorbant d'importantes sociétés minières des Etats-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne, de Thaïlande, de Suisse, du Panama, d'Indonésie et d'autres pays encore. Cet empire mondial de l'étain s'est constitué au détriment des travailleurs boliviens et au prix du développement de la Bolivie. Les richesses amassées par cet empire n'ont pas servi à aider le progrès de la Bolivie; elles se sont simplement ajoutées à celles des pays déjà industrialisés et prospères.

11. En plus de ce système de monopole privé, il existe un monopole d'achat de l'étain, soumis au contrôle éta-

tique. Cette dernière forme de monopole fonctionne grâce à l'intervention gouvernementale, comme le démontre la fixation des prix et les mesures prises pour limiter la consommation, mais les pays producteurs de matières premières doivent acheter les articles manufacturés dans les pays très industrialisés aux prix du marché libre. Les techniciens ont reconnu que le coût de production de l'étain bolivien est très élevé, mais les services d'achat ont fixé le prix de l'étain à 1 dollar 12 la livre c.a.f. à New-York. Cependant, le Royaume-Uni a pu, peu de temps après, obtenir 1 dollar 215 la livre pour de l'étain produit en Extrême-Orient où les coûts de production sont inférieurs. Selon des estimations effectuées à La Paz en 1947 par le Département des mines et du pétrole, la Bolivie a perdu plus de 80 millions de dollars en raison du contrôle des prix imposé par les pays consommateurs.

12. La Bolivie a lutté pendant longtemps pour obtenir des conditions justes et équitables sur le marché international afin de financer son développement. Pendant la deuxième guerre mondiale, alors que la Bolivie était devenue le principal producteur d'étain du monde démocratique, elle n'a pas pu obtenir des prix raisonnables pour les minerais tirés de son sol. Immédiatement après la guerre, un service d'achat d'un pays industrialisé a fixé le prix de l'étain unilatéralement. En 1951, les Etats-Unis ont envoyé en Bolivie une commission chargée de déterminer les coûts de production. Selon ses recommandations, le prix de l'étain devrait être déterminé d'après le coût de production le plus bas augmenté d'un profit minimum. Pour pouvoir produire l'étain au prix imposé par l'acheteur, les monopoles ont contraint les mineurs à travailler pour un salaire de famine. Des milliers d'ouvriers ont été victimes des tueurs à gages des monopoles miniers.

13. La seule façon équitable d'équilibrer les prix de revient et les prix de vente est de placer les mines principales sous le contrôle d'un seul organisme soucieux des intérêts de l'ensemble de la population. La population bolivienne a résolu ce problème, non sans qu'il en résulte des événements tragiques, en nationalisant les groupes de mines indispensables à la réalisation de progrès normaux.

14. Les ressources mondiales en étain sont limitées et sont régies par certains principes économiques immuables. La tendance générale des prix étant à la hausse, si le marché mondial était placé sous le signe d'une collaboration benévole et mutuelle, le prix de l'étain, dont le coût de production augmente constamment, viendrait en tête de l'indice général des prix. Or, les chiffres montrent que l'évolution a été absolument inverse. Désireux d'obtenir des matières premières à bas prix, les pays industrialisés mettent en danger les ressources mondiales en étain. Selon *The Journal of Commerce* du 4 décembre 1952, l'indice général des prix s'établit à 274,1 sur la base 1939=100, alors que celui du prix de l'étain n'atteint que 241,6. L'augmentation du prix de l'étain n'est donc pas allée de pair avec le relèvement général des prix et elle a été beaucoup moins importante que pour les céréales et les denrées alimentaires, alors que la Bolivie doit payer en dollars les denrées alimentaires et l'outillage qu'elle importe.

15. Selon un rapport de la Commission des forces armées du Sénat des Etats-Unis en date du 16 juillet 1952, il a été recommandé de supprimer dans tous les

accords futurs la clause de la nation la plus favorisée. Depuis l'annonce de la non-convertibilité de la livre sterling notamment, cette clause, qui constituait le fondement principal de l'économie libérale et de l'entreprise privée, était devenue vulnérable, bien qu'elle continuât à jouer un rôle important dans les accords commerciaux. Il serait injuste de supprimer cette clause dans les accords sur l'étain, tout en la maintenant dans les accords relatifs à la vente d'articles manufacturés américains aux pays producteurs d'étain. Une telle inégalité porterait atteinte à la formation de capital et empêcherait l'amélioration du niveau de vie dans les pays insuffisamment développés; elle rendrait ainsi nuls et non avenue les principes énoncés dans l'Article 55 de la Charte.

16. M. Siles s'étend ensuite sur l'universalité des principes juridiques sur lesquels on s'est fondé lors de la nationalisation des mines en Bolivie. L'Etat moderne a le pouvoir d'assurer le bien-être et le progrès social de la population surtout lorsque l'intérêt public est en cause, ce mot étant pris dans son sens le plus large au point de vue social et national. Ce principe international a été reconnu explicitement dans la recommandation VII de l'*Inter-American Conference on Systems of Economic and Financial Control* (Conférence interaméricaine sur les systèmes de contrôle économique et financier), tenue à Washington en juillet 1942. C'est afin de pouvoir conserver son indépendance politique sur le plan international que la Bolivie a été obligée de nationaliser sa principale source de richesse économique.

17. La nationalisation a été entreprise en observant strictement les lois nationales et le droit international. Le décret de nationalisation a réaffirmé deux principes universellement acceptés. D'abord, le montant du dédommagement versé en cas d'expropriation ne doit pas être calculé d'après la valeur de la concession, principe énoncé expressément dans la loi fédérale des Etats-Unis en date du 11 août 1888 et à l'article 7 du Code des mines de Bolivie. Le second principe est celui de la légalité de l'expropriation, moyennant dédommagement, des biens et des installations appartenant aux entreprises intéressées si l'intérêt général l'exige. Le versement d'indemnités avant l'expropriation est prévu dans certains cas, mais, pour ce qui est des mines, le montant du dédommagement doit être fixé de façon précise, compte tenu de certaines conditions essentielles. En premier lieu, le montant est calculé d'après les comptes présentés par les entreprises le 31 décembre 1951, eu égard également aux transactions effectuées jusqu'à la date effective de la nationalisation. En second lieu, la Bolivie doit percevoir les taxes, droits de douane et autres redevances que les entreprises lui doivent depuis longtemps.

18. Conformément aux principes universellement acceptés, et en raison de l'importance qu'elles revêtent en tant que principale richesse et source de devises, la Bolivie a occupé les mines avant de verser un dédommagement, mais elle a effectué certains versements d'avance à titre de garantie, en attendant que les comptes soient réglés de façon définitive.

19. Les services des sociétés minières étrangères chargés des relations extérieures ont cherché à convaincre l'opinion publique mondiale que la nationalisation était en fait une confiscation. Ils ont affirmé que, tandis que la valeur totale des investissements effectués

dans les entreprises nationalisées atteignait quelque 60 millions de dollars, la Bolivie les avait évalués, aux fins de dédommagement, à 22 millions de dollars seulement. C'est inexact, car cette affirmation ne tient pas compte des explications pertinentes qui figurent clairement dans le décret relatif à la nationalisation. Il y a lieu de faire entrer en ligne de compte les avoirs que les entreprises détiennent en dehors de la Bolivie ou qu'elles ont consacrés à d'autres activités, ainsi que des sommes qu'elles doivent au Gouvernement bolivien; cela justifie largement l'écart entre les deux chiffres. L'évaluation qui a servi de base au calcul du montant du dédommagement est largement supérieure à la valeur des actions des sociétés en question sur les marchés internationaux. On a également cherché à impressionner le public en soulignant l'écart entre la valeur totale des entreprises et le montant réclamé par le Gouvernement bolivien au titre des droits à l'exportation, des impôts sur les capitaux exportés, des impôts sur les bénéfices et autres redevances. Après avoir exposé les raisons qui justifiaient les revendications du Gouvernement bolivien, M. Siles Zuazo fait observer en outre que les sociétés étrangères n'avaient cessé d'enfreindre une législation qui remonte à 1939, en vertu de laquelle elles devaient préciser la façon dont elles utilisaient une partie des bénéfices provenant de l'exploitation des mines.

20. En terminant, M. Siles Zuazo rappelle les grandes difficultés que l'Iran et le Mexique ont éprouvées lors de la nationalisation de leurs ressources pétrolières. Le représentant de l'Iran a décrit les manœuvres auxquelles la société étrangère dépossédée s'était livrée en vue de boycotter le pétrole iranien et ruiner l'économie du pays (204ème, 209ème et 231ème séances). La Bolivie a connu de terribles effusions de sang au cours de la révolution et de la contre-révolution de 1945-1946, avant qu'elle ait pu s'assurer définitivement le contrôle de l'industrie minière sur son territoire, et, de la même façon, les sociétés expropriées ont menacé depuis lors de boycotter la production nationale. Mais leur puissance a été détruite; on ne peut pas arrêter la marche des peuples vers l'indépendance, et la Bolivie bénéficie désormais du soutien d'autres pays, en Amérique latine et ailleurs.

21. M. Siles Zuazo explique qu'il s'est étendu assez longuement sur l'histoire de la nationalisation de l'industrie minière dans son pays et sur les conséquences économiques et politiques de cette mesure uniquement afin que l'expérience acquise par la Bolivie puisse se révéler utile au cours de l'examen du projet de résolution révisé concernant l'exploitation des ressources nationales.

22. M. TOUS (Equateur) déclare que sa délégation s'associe avec plaisir aux nobles efforts de la délégation uruguayenne tendant à défendre la cause des pays insuffisamment développés.

23. Le fait que l'Uruguay a nationalisé ses entreprises d'intérêt public sans porter atteinte aux droits des capitalistes étrangers et qu'il les dirige de façon efficace pour le bien de la collectivité prête à ce pays l'autorité morale nécessaire pour soumettre le projet de résolution dont la Commission est actuellement saisie. La culture de l'Uruguay, ses pratiques démocratiques, sa législation sociale avancée et son équilibre financier assurent à ce pays un rôle de premier plan dans les conférences internationales. Tous ceux qui

connaissent le peuple uruguayen savent bien qu'en soumettant un projet de résolution sur la nationalisation des richesses et des ressources naturelles, la délégation de ce pays obéit à des motifs entièrement désintéressés; elle ne cherche qu'à améliorer le sort des pays moins fortunés qui tiennent à devenir les maîtres de leurs propres richesses naturelles pour mettre fin à la misère de leurs populations.

24. En appuyant ce projet de résolution, la délégation de l'Equateur s'inspire de motifs analogues. Bien que l'Equateur ait nationalisé ses entreprises d'intérêt public sur une échelle beaucoup moins vaste que ne l'a fait l'Uruguay, le Gouvernement équatorien n'ignore pas les besoins des nations économiquement faibles dont certaines sont encore victimes de l'exploitation étrangère.

25. D'autre part, étant donné les demandes d'indemnisation exorbitantes que formulent certains propriétaires étrangers lorsqu'on nationalise leurs biens, la délégation de l'Equateur estime qu'il est opportun de réaffirmer le droit de nationalisation. Au début, cette délégation éprouvait certains doutes quant à la nécessité d'une telle réaffirmation, mais ses doutes ont été dissipés lorsqu'elle a constaté qu'au cours des dernières années ce droit qui appartient à chaque Etat avait semblé être menacé, et lorsqu'elle a entendu le représentant de l'Uruguay dire qu'il conviendrait d'appliquer le principe d'une indemnisation équitable et conforme aux lois de chacun des pays intéressés.

26. A ce propos, le représentant de l'Uruguay a cité le paragraphe 2 de l'article 32 de la Constitution de son pays qui pose le principe d'un juste dédommagement préalable en cas d'expropriation. La Constitution de l'Equateur contient des dispositions analogues en la matière. Le paragraphe 1 de l'article 183 de la Constitution de l'Equateur garantit le droit de propriété privée et le paragraphe 2 de ce même article précise qu'il ne peut être procédé à des expropriations qu'à titre de mesure d'intérêt public. Des lois spéciales stipulent en outre que lorsqu'il y a expropriation, il faut accorder aux intéressés un juste dédommagement avant l'expropriation.

27. Le principe de l'indemnisation préalable peut susciter des difficultés dans les pays dont l'économie est fondée sur un produit unique et où l'Etat ne peut obtenir les fonds dont il a besoin pour verser l'indemnité qu'en exploitant les richesses naturelles qu'il veut nationaliser. M. Tous estime cependant que lorsque le gouvernement décide de nationaliser une source de richesses naturelles déterminée, il aura toujours le moyen de trouver les fonds nécessaires pour dédommager les capitalistes privés. Les dispositions à prendre pour procéder à une expropriation peuvent varier selon les cas, mais on ne peut mettre en question ni le droit qu'à l'Etat de procéder à la nationalisation en dernière instance ni le droit des capitalistes privés à une compensation préalable.

28. La délégation de l'Equateur ne croit pas qu'en acceptant le principe de la nationalisation des richesses et des ressources naturelles l'on s'engagerait à suivre la politique que l'Uruguay a appliquée avec beaucoup de succès. Il s'agit tout simplement de réaffirmer un droit que chaque pays est libre d'exercer ou de ne pas exercer. Si l'on interprète la nationalisation comme une mesure discriminatoire à l'égard des capitalistes étrangers, le Gouvernement de l'Equateur ne pourra

pas en appuyer le principe, car la Constitution équatorienne garantit aux étrangers des droits égaux à ceux des ressortissants du pays, à l'exception des droits politiques. La délégation de l'Equateur ne pourra appuyer non plus le principe de la nationalisation si son application devait être considérée comme obligatoire. Le représentant de l'Uruguay a reconnu qu'à un certain moment le système de nationalisation avait provoqué une vive opposition dans son pays, car on avait estimé qu'il était plus important d'attirer dans le pays des capitaux étrangers pour en renforcer la jeune économie. La délégation de l'Equateur est d'avis qu'on ne doit procéder à des nationalisations qu'en temps opportun et que, dans certains cas, on peut même se dispenser de le faire.

29. En bref, la délégation de l'Equateur était entièrement disposée à appuyer le texte initial du projet de résolution de l'Uruguay. Elle estime toutefois qu'on pourrait améliorer la version remaniée de ce projet de résolution sans toucher à l'énoncé même du principe de la nationalisation qui figure dans le dispositif. Il est également indispensable d'insérer dans ce texte le principe d'un juste dédommagement préalable afin d'écarter les appréhensions que pourraient éprouver certaines délégations. Etant donné que ces deux principes figurent dans les lois et les constitutions des pays avancés aussi bien que dans celles des pays insuffisamment développés, il faut les énoncer l'un et l'autre dans le projet de résolution.

30. M. LEA PLAZA (Chili) sait gré aux délégations de la Bolivie et de l'Uruguay de l'esprit de compréhension et de conciliation qu'elles ont montré en présentant la version remaniée de leur projet de résolution. Le projet remanié répond à bon nombre des objections soulevées par le projet initial.

31. Le Gouvernement du Chili, reconnaissant la validité des principes sur lesquels est fondé le projet de résolution, a chargé sa délégation de l'appuyer. Il peut sembler étrange qu'il soit nécessaire de mettre même en discussion un tel sujet au stade actuel de l'histoire du monde, puisque les principes en jeu sont déjà inscrits au paragraphe 3 de l'Article premier et aux Articles 55, a, et 56 de la Charte. Il peut également sembler superflu d'adopter le projet de résolution révisé, étant donné que l'article 10 de la Constitution du Chili prévoit l'expropriation pour cause d'utilité publique, après paiement d'une indemnité équitable. Néanmoins, le Gouvernement du Chili a voulu apporter son soutien à la réaffirmation de certains principes, qu'il considère comme essentiels pour la coexistence des nations dans le droit et l'harmonie, puisque, de temps en temps, il semble qu'il y ait une certaine tendance à négliger ces principes.

32. La délégation du Chili juge nécessaire de souligner une fois de plus les différences qui existent dans le niveau économique et social de nombreux pays; elle veut signaler également que cette disproportion est, dans une large mesure, indépendante de la volonté des gouvernements, et qu'elle est due à un grand nombre de facteurs historiques, géographiques, ethniques et autres. L'idée de la solidarité entre les nations a gagné beaucoup de terrain, mais la pression des intérêts privés gêne fréquemment les efforts que déploient les gouvernements pour traduire cette solidarité dans les faits.

33. Il serait évidemment difficile d'assurer l'évolution des pays insuffisamment développés épris de progrès jusqu'à ce que leurs aspirations aient trouvé leur libre expression dans le cadre de la loi si les populations de ces pays ne constataient pas l'existence d'une ferme volonté de mettre en pratique les principes qui sont inscrits dans la Charte. C'est pour cette raison que la délégation du Chili appuie le projet de résolution révisé présenté par la Bolivie et l'Uruguay, qui expose concrètement des principes que le Chili a toujours défendus au sein de l'Organisation. La délégation du Chili a présenté à la Commission des droits de l'homme une proposition qui traite de principes du même ordre; cette proposition a été adoptée et constitue maintenant le paragraphe 3 de l'article premier du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques.

34. Lorsque les gouvernements sont convaincus qu'ils doivent reprendre possession de leurs richesses naturelles pour élever le niveau économique et culturel de leurs peuples, l'exercice de ce droit ne peut qu'engendrer une confiance et une harmonie mutuelles. Par contre, si des gouvernements étrangers essayaient de s'opposer à l'exercice de ce droit, cela ne pourrait que susciter entre les peuples un antagonisme dont certains intérêts idéologiques sauraient tirer parti. Le représentant du Chili met en relief la différence d'attitude des pays insuffisamment développés et des pays du bloc soviétique en ce domaine. Alors que les pays insuffisamment développés procèdent avec prudence et dignité, en reculant souvent la date à laquelle ils seront en mesure de répondre à leurs besoins économiques, le bloc soviétique se livre, au sein de l'Organisation des Nations Unies et en utilisant son organisation mondiale, à une propagande démagogique dont le but est d'aggraver les relations économiques entre les pays insuffisamment développés et les pays industrialisés.

35. Les pays démocratiques du monde libre doivent peser toute l'importance que présente, pour la sauve-

garde et le progrès des idées de liberté humaine et de solidarité, l'abolition du colonialisme économique. L'opinion publique doit se rendre compte de toute la gravité du problème auquel ont à faire face les pays insuffisamment développés et doit comprendre que la situation actuelle, qui est contraire aux principes de justice les plus élémentaires, ne saurait durer.

36. L'Organisation des Nations Unies est l'organe le plus approprié pour la discussion de ces questions. C'est le seul organe où l'on puisse reconnaître pleinement que les pays insuffisamment développés doivent reprendre possession de leurs richesses naturelles et en disposer librement et qu'il y a là une nécessité historique que l'on est forcé d'accepter, comme il faut bien admettre que la croissance de l'homme de l'enfance à la maturité est inévitable.

37. M. BAKR (Irak) dit que sa délégation est convaincue que les États ont, sans contestation possible, le droit de nationaliser leurs ressources naturelles. Ce droit relève de la compétence nationale des États tout autant que le droit de lever des impôts. Néanmoins, puisqu'on a estimé opportun de réaffirmer ce droit, la délégation de l'Irak appuiera le projet de résolution révisé de la Bolivie et de l'Uruguay. Ce projet de résolution ne conférera aucun nouveau pouvoir aux États et ne limitera aucun des droits qu'ils possédaient précédemment; M. Bakr ne voit donc pas pourquoi l'adoption de ce projet de résolution devrait empêcher les investissements de capitaux privés. Les capitalistes étrangers savent déjà que chaque pays possède le droit de nationaliser ses richesses naturelles, sous réserve de prendre des mesures d'indemnisation appropriées et de procéder aux ajustements nécessaires dans le domaine économique. La version remaniée du projet de résolution est rédigée de telle manière qu'il est inutile que la délégation de l'Irak s'étende davantage sur cette question.

La séance est levée à 12 h. 50.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Mercredi 10 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1) [suite] 295

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

En l'absence du Président, M. Ernest Chauvet (Haïti), Vice-Président, prend place au fauteuil présidentiel.

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1) [suite]

[Point 25 *]

1. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) rappelle que le débat sur le texte non révisé du projet de résolution uruguayen avait abouti à deux résultats contradictoires: les membres de la Commission ont été pratiquement unanimes à reconnaître qu'un Etat souverain a le droit de nationaliser les ressources de son territoire, mais ils ont exprimé des opinions absolument divergentes sur le point de savoir si l'Organisation des Nations Unies doit affirmer ce droit. Il est facile d'évaluer la mesure dans laquelle l'accord s'est fait au sein de la Commission, car le droit de nationaliser les ressources est incontestablement l'un des attributs de la souveraineté qui peut se comparer au droit de lever des impôts ou de légiférer pour le maintien de l'ordre public, et il ne fait aucun doute que tous les représentants pourraient citer des exemples montrant que leur propre pays a nationalisé des ressources, des industries ou des entreprises de service public sans qu'il y ait eu une sanction internationale préalable.

2. Toutefois, on a demandé, d'une part, pourquoi il serait inopportun de réaffirmer un droit indéniable et, d'autre part, pourquoi l'Assemblée devrait affirmer un droit si largement reconnu. Si un désaccord s'est rapidement fait jour, au sein de la Commission, à propos de la ligne de conduite à choisir, c'est que le droit en question est un droit national et que l'on reconnaît que, pour l'affirmer sur le plan international, il faudrait, le cas échéant, tenir compte de toutes les considérations économiques, politiques et juridiques qui s'imposent. On serait ainsi amené à porter des jugements, non seulement sur la politique des divers pays, mais aussi

sur toute la question des relations économiques internationales.

3. Bien qu'il n'apporte pas de réponses aux grandes questions soulevées, le texte révisé (A/C.2/L.165/Rev.1) a du moins le mérite de les poser expressément. La délégation de la Nouvelle-Zélande espère qu'avant de se prononcer, la Commission va examiner très attentivement les termes du projet de résolution et qu'elle envisagera comme il se doit toutes ses incidences et ses répercussions éventuelles. La Commission a pris dernièrement des décisions en ce qui concerne l'assistance technique, l'aide financière, la réforme agraire et d'autres questions encore, qui présentent toutes un trait commun, puisqu'elles portent sans exception sur les mesures d'ordre pratique qu'il faudrait prendre pour favoriser le développement économique. La délégation de la Nouvelle-Zélande estime qu'il convient de continuer à insister sur les éléments pratiques et que, de ce point de vue, le projet de résolution révisé de l'Uruguay ne résiste pas à l'épreuve.

4. Quel que soit le but véritable de la résolution, on trouvera inévitablement qu'il implique que des réserves sont faites en ce qui concerne l'établissement des conditions nécessaires à l'accroissement des courants de capitaux destinés aux investissements; on ne peut voir dans les recommandations qu'il propose autre chose qu'une calomnie à l'égard d'Etats dont la générosité est en réalité le principal soutien des programmes économiques internationaux.

5. M. Perry croit se rappeler que le représentant de l'Uruguay a déclaré que la reconnaissance du droit de nationalisation, sur le plan international, aiderait à la mise en œuvre des programmes nationaux de développement économique. Sans doute maintient-il toujours cet argument bien que le mot de "nationalisation" ne figure plus dans le texte révisé du projet de résolution. La délégation de la Nouvelle-Zélande ne voit toutefois aucune raison pour jeter le doute sur l'aptitude des Etats souverains à décider eux-mêmes s'ils auraient intérêt à nationaliser certaines industries ou certaines ressources. Il est clair que le projet révisé fait plus que d'affirmer simplement que l'on s'entend à reconnaître le droit souverain des Etats à cet égard. On peut en interpréter les termes de plusieurs façons

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

différentes et, pour cette seule raison, ce texte est critiquable. Il recommande aux Etats de respecter les droits des autres et de s'abstenir de certaines formes de pression. Si cette formule se rapporte au passé, la délégation de la Nouvelle-Zélande ne peut souscrire au jugement qu'elle implique; si elle doit servir de guide pour l'avenir, ce ne sont pas les termes qui conviennent. Parce qu'il donne à entendre que certains Etats ne respectent pas les droits des autres à moins d'être contraints par une sanction internationale, le projet de résolution est incompatible avec les efforts que l'Organisation des Nations Unies déploie en vue d'assurer le financement du développement économique.

6. Le projet de résolution laisse également supposer que, dans les pays insuffisamment développés, la nationalisation est un élément indispensable du progrès; la délégation de la Nouvelle-Zélande espère que l'Organisation des Nations Unies s'abstiendra de préjuger l'exercice des droits de chaque pays en formulant une telle assertion.

7. Naturellement, il est vrai qu'il ne faut rien faire pour compromettre l'entente mutuelle et la coopération sur le plan économique, mais le projet de résolution vise nettement certains Etats et M. Perry y voit une manifestation assez particulière de l'esprit de compréhension mutuelle et de coopération. Le projet de résolution ne reconnaît pas les intérêts de ceux qui, par l'apport de capitaux ou le concours de techniciens, ont contribué au développement de certains pays; il ne laisse pas davantage supposer que l'on voudra bien reconnaître les intérêts de ceux auxquels l'Assemblée générale, dans ses résolutions, a si fréquemment demandé une assistance et une aide financière en vue du développement économique.

8. La délégation de la Nouvelle-Zélande estime que le projet de résolution de l'Uruguay ne contribuera pas à favoriser le développement économique et qu'en réalité il compromettra le succès des mesures de coopération internationale que la Deuxième Commission est en train d'examiner. Naturellement, la délégation néo-zélandaise est prête à étudier tout amendement qui pourrait être présenté mais, étant donné qu'elle ne voit pas comment l'adoption du projet de résolution pourrait donner des résultats utiles, elle ne pourra lui donner son appui.

9. M. BUNGE (Argentine) estime qu'en prenant l'initiative d'appeler l'attention de la Commission sur une question d'un si grand intérêt pour le monde contemporain, le représentant de l'Uruguay a agi avec beaucoup d'à propos. Eviter toute déclaration sur des problèmes de ce genre n'est pas toujours la meilleure solution. Il faut donc féliciter les représentants de la Bolivie et de l'Uruguay d'avoir soumis un texte révisé qui respecte l'esprit du projet de résolution original, qui envisage le problème sous tous ses aspects et qui renferme des propositions constructives.

10. Nul ne peut contester le droit pour l'Etat d'exploiter les ressources du pays; cependant, dans la pratique, il ne suffit pas d'énoncer un droit; il faut donner à chaque pays la possibilité d'exercer ses droits. D'autre part, comme il peut arriver qu'un conflit se produise entre l'exercice de deux droits, il faut définir le champ d'application de chaque droit. De plus, un pays a non seulement le droit, mais le devoir d'exploiter librement ses richesses et ses ressources naturelles, afin d'assurer à son peuple un niveau de vie aussi élevé que possible.

La libre exploitation des ressources naturelles est un des éléments essentiels de tout programme de développement économique et l'on ferait obstacle au progrès si l'on ne tenait pas compte de ce droit ou si on le déniait. L'exercice de ce droit n'est pas illimité, il est vrai; il fait l'objet de certaines restrictions, tant sur le plan national que sur le plan international. Les droits des Etats sont limités par la volonté du peuple, qui trouve son expression dans les constitutions nationales. D'autre part, il est inévitable que des Etats différents appliquent à la recherche du progrès des méthodes différentes.

11. Le projet de résolution a suscité des critiques extrêmement diverses. Les nations qui attribuent une grande importance à l'entreprise privée craignent que l'intervention du Gouvernement ne détruise ce qui, d'après leur propre expérience, les a aidées à atteindre la plupart des buts qu'elles s'étaient fixés dans le domaine économique, culturel et social. On a également fait valoir que l'adoption du projet de résolution pourrait nuire à l'établissement d'un climat favorable aux investissements ou empêcher la mobilisation des richesses nationales.

12. Les pays où subsiste encore le système de l'entreprise privée ont sans doute constaté que c'est là le meilleur système; cependant, tous les Etats ont pris, à des degrés divers, des mesures de nationalisation. Les dispositions administratives applicables varient naturellement, comme varie la mesure dans laquelle les Etats ont nationalisé certaines activités. Dans bon nombre de pays, l'Etat intervient maintenant dans certains secteurs pour combler les lacunes laissées par l'entreprise privée.

13. En faisant allusion aux aspects essentiels de la gestion des affaires publiques, le représentant de l'Argentine a voulu affirmer le droit pour l'Etat d'utiliser et d'exploiter librement les ressources naturelles du pays. Il est nécessaire que l'Etat puisse exercer ce droit pour créer une atmosphère de confiance et de sécurité. Les pays dominés par de grandes entreprises qui sapent l'autorité du gouvernement, et les pays appauvris par des monopoles étrangers n'offrent pas un climat favorable aux investissements étrangers. A cet égard, le représentant de la Bolivie a apporté une contribution précieuse au débat, lors de la séance précédente.

14. D'autre part, l'Etat est une entité dynamique, et les théories qu'il applique évoluent constamment. Les concepts individualistes du XIX^{ème} siècle ont cédé la place à des théories qui insistent davantage sur l'intérêt commun. Aux termes de la Constitution de l'Argentine, les critères dont il faut tenir compte sont la justice sociale et le bien commun. La délégation de l'Argentine ne croit pas que le projet de résolution révisé créerait une atmosphère défavorable aux investissements privés. Il est probable que les pays intéressés appuieront le principe de l'investissement privé étranger, si les entreprises étrangères, dans leurs opérations, se conforment à la législation nationale. M. Bunge approuve sans réserve les observations du représentant de Costa-Rica touchant certaines formes d'investissements à éviter (215^{ème} séance).

15. Il ne faut pas oublier que le droit, pour un pays, d'exploiter librement ses richesses et ressources naturelles n'a pas toujours été reconnu. Il a fallu lutter sur le plan international pour faire admettre le principe de la non-intervention. Comme les pays d'Amérique

latine le savent, même le droit pour un gouvernement de percevoir des impôts n'a pas toujours été respecté. Les pays d'Amérique latine ont réaffirmé le principe de la non-intervention en 1933 au cours de la Conférence de Montevideo.

16. Des conflits s'élèvent lorsque les principes élémentaires de l'harmonie internationale ne sont pas respectés, par exemple lorsqu'une pression s'exerce en faveur d'intérêts étrangers. L'entente internationale est compromise lorsqu'une Puissance étrangère intervient à l'appui des capitalistes en vue de leur assurer des privilèges injustifiés dans les pays où ils placent leurs capitaux. Les personnes qui placent des capitaux dans les pays insuffisamment développés doivent courir les mêmes risques et s'exposer aux mêmes inconvénients que les ressortissants de ce pays. La contrainte ou la pression que pourraient exercer les intérêts étrangers, sous quelque forme que ce soit, est absolument illégitime.

17. La délégation de l'Argentine appuie sans réserve le projet de résolution révisé qui offre un moyen de résoudre le problème à l'étude et qui tient compte des besoins des pays dont l'économie est en voie de développement.

18. M. IMRU (Ethiopie) estime que le texte révisé du projet de résolution marque un grand progrès par rapport au texte original et il remercie les auteurs des efforts qu'ils ont faits pour supprimer certains des points qui prétaient à controverse.

19. La décision que prendra la Commission à l'issue du débat n'affectera en rien le droit souverain que tout gouvernement a de mettre à profit et d'exploiter ses ressources naturelles ou de promulguer des lois en vue d'organiser son économie conformément aux besoins et aux intérêts nationaux. La nationalisation est certes un moyen d'exploiter les ressources naturelles. Cependant, la Commission n'examine pas au fond la question de la nationalisation, mais celle du droit des peuples de mettre à profit leurs ressources naturelles. Personne ne conteste ce droit et l'on peut se demander s'il est nécessaire que l'Assemblée générale le réaffirme; en effet, on risque, en le réaffirmant, de susciter certains doutes sur ce droit.

20. Tout gouvernement a le droit, si besoin est, de fixer les limites des secteurs publics et privés de l'économie et de promulguer des lois pour les réglementer. On ne peut contester à un gouvernement le droit de nationaliser des entreprises. Mais, si un gouvernement exerce ce droit, il devient par là-même responsable des conséquences de sa politique, en particulier du versement des indemnités voulues.

21. Le dispositif du projet de résolution révisé soulève une question importante qui mérite un examen attentif: en effet, des différends peuvent s'élever lorsqu'un pays adopte une politique qui affecte les intérêts des ressortissants de certains autres pays ou lorsqu'une Puissance étrangère exerce une pression illégitime sur l'économie d'un pays insuffisamment développé. La recommandation formulée dans le dispositif mérite d'être appuyée par la Commission, car elle tend à créer un climat de respect entre les nations et tient compte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui est énoncé dans la Charte.

22. Si la délégation de l'Ethiopie craignait que le projet de résolution n'ait pour effet de décourager les investissements de capitaux privés étrangers, elle ne

l'appuierait pas. M. Imru est convaincu que les étrangers qui ont investi des capitaux en Ethiopie ont connaissance des principes sur lesquels repose la législation de son pays et de la politique suivie par son gouvernement. Ce n'est pas en adoptant une attitude négative que l'on peut attirer le capital étranger. M. Imru a déjà exposé devant la Commission les mesures que son gouvernement a prises pour attirer les investissements étrangers; ces mesures donnent une meilleure idée de la politique suivie par son gouvernement que l'attitude que ce gouvernement pourrait prendre à l'égard du projet de résolution. Toutefois, s'il était possible d'apporter au projet un amendement qui dissiperait les craintes que l'on a déjà exprimées au sujet d'une réduction possible de l'apport des capitaux étrangers, la délégation éthiopienne l'examinerait favorablement. Le projet de résolution est insuffisant, car il ne mentionne pas les obligations telles que le paiement d'indemnités appropriées. Il serait donc préférable de renvoyer l'examen de la question à la prochaine session de l'Assemblée générale.

23. M. P. CHENG (Chine) déclare que sa délégation a examiné le projet de résolution avec tout l'intérêt qu'il mérite. Il reconnaît pleinement que tous les Etats Membres doivent respecter le droit des autres d'exploiter et de nationaliser, s'ils le jugent bon, leurs richesses naturelles. Il estime même que ce principe peut s'appliquer aux industries essentielles aussi bien qu'aux ressources naturelles.

24. Au cours du siècle dernier, le Gouvernement chinois a été obligé d'accepter et même de solliciter les investissements étrangers pour mettre en valeur les ressources du pays. Bien qu'il n'ait pas eu à se louer de ce mode d'exploitation, le Gouvernement chinois a strictement respecté ses obligations relatives au service des emprunts étrangers. Certes il n'accueillait pas très favorablement les entreprises étrangères mais il ne s'est pas opposé à leurs opérations.

25. Le droit de tout Etat d'exploiter comme il l'entend ses propres ressources n'a jamais été contesté et le représentant de la Chine se demande si une déclaration d'un organisme international peut ajouter ou retrancher à la valeur d'un principe si généralement reconnu. Cependant, c'est une chose d'affirmer qu'un gouvernement a le droit de nationaliser ses ressources, et c'en est une autre de dire qu'il est nécessairement sage et avantageux pour lui de tout nationaliser. La plupart des gouvernements ont nationalisé les services postaux, les mines, les chemins de fer et les services publics; il en est qui ont nationalisé les industries essentielles comme l'industrie sidérurgique et les charbonnages; d'autres sont allés encore plus loin. Le point exact où il convient de s'arrêter dépend de différents facteurs et il est impossible d'appliquer une règle unique à tous les pays. En outre, lorsqu'un gouvernement impose la nationalisation à des entreprises étrangères opérant dans le pays, la question est encore plus compliquée du fait des obligations contractuelles, du paiement des indemnités et même de considérations touchant au prestige national.

26. Au stade actuel de son développement économique, la Chine a délibérément opté pour la nationalisation. L'épargne privée disponible ne pouvait fournir les capitaux nécessaires aux services publics, aux industries lourdes, aux transports et aux télécommunications. Le Gouvernement chinois estime que les ressources du

pays doivent être exploitées au bénéfice du plus grand nombre, mais il reconnaît que dans certains domaines l'entreprise privée présente des avantages. Le Gouvernement chinois a eu de la chance de ne rencontrer aucune entreprise étrangère à Formose. Il est cependant intéressant de se demander jusqu'à quel point il nationalisera les entreprises intérieures. Le Gouvernement de la Chine possède et dirige non seulement l'industrie minière et les communications, mais aussi presque toutes les entreprises productrices d'énergie électrique et d'engrais, les raffineries de pétrole et l'industrie sucrière, 70 pour 100 de l'industrie textile et une fraction importante des industries du ciment, du papier et des industries chimiques. Le Gouvernement de la Chine s'inspire du principe que les industries doivent fonctionner pour le bien de toute la communauté et non pour le bénéfice de quelques-uns et, dans ce pays où les techniciens sont rares, l'intervention du gouvernement a permis de réaliser une certaine économie de main-d'œuvre. Le gouvernement s'emploie actuellement à dénationaliser certaines industries légères du pays; quant à savoir jusqu'à quel point il doit aller dans cette direction, seule l'expérience acquise permettra de le dire.

27. Dans le projet de résolution révisé, on n'a pas utilisé le mot "nationalisation", mais il est évident que le principe est en cause. Il n'y a aucune raison pour qu'un Etat ait recours à des moyens de pression, sauf si ses intérêts ont été lésés du fait qu'un autre pays a nationalisé certaines entreprises. La question de la nationalisation en tant qu'instrument économique est une question très complexe dont il est impossible d'envisager tous les aspects de façon satisfaisante dans une résolution des Nations Unies. Le représentant de la Chine estime donc que le projet de résolution mérite d'être étudié plus qu'il n'est possible de le faire à la présente session. L'expression "pression directe ou indirecte", notamment, est beaucoup trop vague. Il ne serait pas judicieux de prendre une décision hâtive sur la question.

28. M. BAUER PAIZ (Guatemala) fait valoir que le projet de résolution uruguayen (A/C.2/L.165 et Corr.1 et 2) et l'amendement bolivien (A/C.2/L.166) ont trait au développement économique des pays insuffisamment développés, mais que plusieurs délégations les ont combattus sous le prétexte qu'outre leur objectif économique, ces textes auraient un but politique. Entre autres arguments les plus fréquemment avancés, il a été dit que le droit de chaque Etat de nationaliser et d'exploiter librement ses ressources naturelles est inhérent à sa souveraineté, et qu'il n'appartient pas à l'Organisation des Nations Unies d'affirmer ce principe sur le terrain de l'indépendance et du développement économiques. On a prétendu qu'une déclaration de principe annulerait l'effet d'autres résolutions qui reconnaissent l'importance du capital privé dans le développement économique et découragerait les détenteurs de capitaux privés. On prétend aussi qu'il est contraire à la coopération internationale d'encourager un esprit de nationalisme, particulièrement au moment où les peuples du monde prennent plus que jamais conscience des liens qui les unissent dans la société. On a même affirmé que l'adoption du projet de résolution affaiblirait le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en imposant aux pays une politique

d'expropriation qui pourrait n'être pas conforme à leurs vœux.

29. A propos du premier argument, il est intéressant d'analyser les méthodes de financement que les pays insuffisamment développés comptent utiliser pour assurer leur développement économique et social. La Commission a rapidement traité la question en examinant le document A/C.2/L.170 et elle a constaté combien il était difficile de recourir au capital public international pour financer le développement des pays insuffisamment développés. La création d'une société financière internationale et d'un fonds spécial exigeront beaucoup de temps et plusieurs années s'écouleront avant que ces institutions puissent fournir l'aide financière qu'on attend d'elles. La Commission sait également que l'apport des capitaux privés est insuffisant, et c'est pourquoi elle a adopté le second paragraphe du dispositif de la partie C de la résolution dont le texte figure au document A/C.2/L.170.

30. Etant donné que les pays insuffisamment développés seront longtemps dépourvus de capitaux privés intérieurs et extérieurs, et de capitaux publics, nationaux ou internationaux, l'orateur ne voit pas pourquoi l'on empêcherait ces pays de rechercher d'autres solutions qui n'enlèvent rien à la valeur de l'aide financière. On ne peut malheureusement nier que dans bon nombre de pays le capital privé n'a pas efficacement contribué au développement économique et social, et qu'il a souvent servi à exploiter et appauvrir ces pays, tout en enrichissant des minorités privilégiées; dans certains cas, il a même provoqué l'épuisement des ressources naturelles, la sortie des devises et l'intervention dans les affaires intérieures. Enfin, le capital privé est devenu une force égoïste de toute-puissance qui a démembré l'économie des pays où les investissements se sont faits.

31. M. Bauer Paiz ne veut pas dire qu'il en soit ainsi de tous les investissements. Il apprécie pleinement les avantages offerts par le capital privé lorsque les investissements répondent à un minimum de conditions légales et tiennent compte des intérêts des populations en cause. Il convient de distinguer nettement entre le capital privé ou public nuisible aux pays où se font les investissements et le capital qui est investi au profit de ces pays. Les pays qui subissent l'exploitation économique de puissances d'argent doivent rechercher des remèdes convenables, la nationalisation entre autres. Telle a certainement été l'opinion de la Commission lorsqu'elle a accepté l'amendement du Guatemala (A/C.2/L.172) au projet de résolution présenté par le groupe de travail (A/C.2/L.170). La réciproque de la suggestion formulée dans l'amendement du Guatemala est également vraie: le capital privé qui ne contribue pas à l'amélioration de la structure économique des pays insuffisamment développés ainsi qu'à leur progrès économique et social est indésirable.

32. Pour ce qui est de l'affirmation selon laquelle il n'est pas souhaitable d'éveiller des sentiments nationalistes ou de porter atteinte au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, M. Bauer Paiz fait observer que ceux qui appuient le projet de résolution uruguayen n'ont pas songé à encourager le chauvinisme ni à imposer aux Etats des méthodes que ceux-ci ne jugeraient pas convenables. Mais, conformément au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les Etats qui le jugent opportun et nécessaire devraient

avoir la possibilité de prendre des mesures appropriées pour exploiter librement leurs ressources naturelles.

33. L'orateur appuie sans réserve le projet de résolution révisé parce qu'il offre une heureuse solution et parce qu'il place convenablement le problème sur le plan économique. Des termes tels que le mot "nationalisme", qui donnaient lieu à controverse, ont été supprimés. La recommandation formulée dans le dispositif repose sur un principe très important dont les pays insuffisamment développés pourraient s'inspirer pour accélérer leur développement économique et social et pour exploiter leurs ressources naturelles, à l'abri des pressions extérieures, ce qui leur permettrait de jouer leur rôle dans la coopération économique internationale et dans la recherche du bien-être général.

34. M. KATZ-SUCHY (Pologne) rappelle qu'au cours de la discussion sur le projet de résolution de l'Argentine (A/C.2/L.162 et Rev.1), il a souligné que les pays insuffisamment développés revendiquaient de plus en plus la reconnaissance de leurs droits et l'accès à la place qui leur revient dans l'économie mondiale. Le débat actuel prouve à nouveau qu'ils aspirent de plus en plus à l'indépendance dans le domaine économique; même si le projet de résolution révisé proposé par la Bolivie et l'Uruguay ne devait pas avoir d'autre résultat que cette discussion, il n'aurait pas été inutile.

35. La délégation polonaise note que bien des points du projet de résolution initial ont été supprimés dans le texte révisé. Plusieurs formules autour desquelles avait tourné le débat n'y figurent plus et le projet se borne maintenant à réaffirmer des principes déjà reconnus. Cependant, comme le projet révisé énonce, au sujet du développement économique, des principes généraux auxquels sa délégation a toujours souscrit, elle votera pour ce projet en dépit de ses lacunes et de ses imperfections.

36. Le représentant du Chili a essayé de présenter les interventions de certaines délégations, celle de la Pologne et de l'URSS par exemple, comme de diaboliques tentatives en vue de diviser le monde et d'écarter la discussion des problèmes véritables pour la faire dévier vers la propagande politique. L'examen le plus sommaire de l'attitude des délégations de l'URSS et des démocraties populaires suffit à prouver qu'elles n'ont jamais manqué de se joindre à tout effort entrepris en faveur d'une collaboration économique véritable, et bien des problèmes, y compris ceux de la situation économique mondiale, ont été discutés sur leur initiative. En outre, les principes du développement économique général adoptés par le Conseil économique et social ont été beaucoup améliorés par plusieurs amendements de ces délégations auxquelles on prête des intentions sinistres et inavouées.

37. Si l'on étudie les relations économiques de la Pologne, on peut constater à quel point ce pays a favorisé la collaboration économique dans les échanges mondiaux et voir également d'où proviennent les difficultés. Les Etats-Unis, qui fomentent actuellement la guerre économique et aident les exploitants et les profiteurs à ruiner l'économie des pays insuffisamment développés, ont imposé leur politique discriminatoire en matière d'échanges internationaux, même dans l'accord relatif au cuivre chilien.

38. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation appuiera le projet de résolution révisé.

39. M. TAYLOR (Canada) déclare qu'il ne peut appuyer le projet de résolution révisé, malgré l'ingéniosité des modifications que ses auteurs y ont apportées et malgré l'éloquence de ses défenseurs.

40. Le nouveau texte semble admettre que la direction des affaires économiques doit nécessairement être centralisée par les pouvoirs publics, ce qui est peut-être souhaitable dans certains pays, pour certaines branches d'activité économique et à un certain degré de développement, mais c'est à chaque pays qu'il appartient d'en décider. Il ne peut pas accepter que l'idée d'un mécanisme particulier soit érigée en principe universel; la propriété privée et la propriété publique ne représentent ni l'un ni l'autre des principes éternellement et universellement valables.

41. Au Canada, l'Etat possède et gère un grand nombre d'entreprises, notamment les chemins de fer, la production de l'électricité, le téléphone, la radiodiffusion et la télévision. Certaines provinces canadiennes possèdent et gèrent des entrepôts frigorifiques et des installations de congélation de poisson. Cependant, ces secteurs de l'économie sont devenus publics non pas en application d'un principe général, mais parce que l'approbation publique a paru un moyen judicieux et efficace d'assurer certains services. L'expérience du Canada étant différente selon les régions et les provinces, le Gouvernement canadien ne s'est pas permis d'indiquer à d'autres pays comment ils devraient gérer leurs affaires économiques. Bien que nettement prédisposé en faveur de la propriété et de l'entreprise privée, le Canada n'a jamais hésité à pratiquer une politique d'appropriation publique lorsqu'elle lui paraissait opportune.

42. La Commission accomplit le meilleur de son œuvre lorsqu'elle discute de questions générales et procède à des échanges de vues et de données d'expérience, mais on enlève parfois leur utilité à ces discussions en essayant de donner une application universelle à des résolutions particulières. La Commission pourrait très bien envisager des discussions générales sur toutes propositions qui lui sont soumises sans chercher à adopter des résolutions précises; ces discussions ont l'avantage d'éclairer l'opinion publique et de ne pas aggraver les désaccords.

43. Pour ce qui est du dispositif du projet de résolution révisé, M. Taylor, tout en admettant qu'il puisse être opportun de recourir à certaines mesures de nationalisation dans certaines circonstances et dans certains pays, ne peut accepter que l'exploitation par l'Etat des richesses et des ressources naturelles soit présentée comme étant la condition indispensable du progrès et du développement économique. Il ne comprend pas non plus le sens de l'invitation à "s'abstenir de toute pression directe ou indirecte". L'une des fonctions essentielles d'une ambassade ou d'un consulat est certainement de favoriser et de protéger les intérêts des pays que ces organismes représentent; une grande partie de l'activité diplomatique normale consiste à faire des représentations et à négocier des accords. La discussion et la négociation sous toutes ses formes sont des méthodes admises pour résoudre les conflits internationaux.

44. Pour ces raisons, et pour celles que sa délégation a invoquées à la 232ème séance, M. Taylor ne pourra pas appuyer le projet de résolution révisé.

La séance est levée à 12 h. 25.



SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1, A/C.2/L.188) [suite]	301
---	-----

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

En l'absence du Président, M. Ernest Chauvet (Haïti), Vice-Président, prend place au fauteuil présidentiel.

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1, A/C.2/L.188) [suite]

[Point 25 *]

1. M. VANER (Turquie) souligne que le débat sur le projet de résolution de l'Uruguay et l'amendement de la Bolivie, à présent combinés en un projet de résolution révisé portant la cote A/C.2/L.165/Rev.1, s'est poursuivi à un niveau très élevé et a porté principalement sur l'esprit politique de la question de la nationalisation des ressources naturelles. La discussion a montré que la question est complexe et qu'elle présente, du point de vue purement politique, des difficultés qui paraissent insurmontables. La délégation de la Turquie voudrait, pour sa part, traiter des aspects pratiques du problème.

2. M. Vaner fait observer, tout d'abord, que le mot "nationalisation" peut avoir des acceptations très diverses suivant l'objectif que l'on poursuit et l'intention qui motive la décision. D'autre part, il importe de faire une distinction entre les expressions, souvent considérées comme synonymes, "ressources naturelles" et "richesses naturelles", la deuxième désignant les ressources lorsqu'elles sont exploitées par l'homme. On conçoit que, dans ces conditions, les relations entre les gouvernements et leurs propres ressortissants, ainsi que celles entre les gouvernements et les autres gouvernements ou leurs ressortissants, puissent présenter un caractère extrêmement complexe en cas de nationalisation. A cet égard, l'étude comparée de la législation minière dans le monde est riche en enseignements; d'une manière générale, les gisements de minerais sont considérés comme propriété exclusive de l'Etat, d'où il résulte que le propriétaire d'une terre

ne peut pas disposer librement de la ressource naturelle qui se trouve dans les limites de sa propriété, c'est-à-dire l'exploiter directement ou indirectement, sans obtenir au préalable une autorisation de l'Etat. De cette conception est né le système dit des "concessions" accordées aux individus ou sociétés, nationaux ou étrangers, par l'Etat dans le territoire duquel les ressources naturelles sont situées. Les concessions entraînent, à leur tour, une situation contractuelle qui implique des obligations et des droits pour les deux parties. Parmi les obligations qui incombent à l'Etat qui décide de faire usage de son droit de souveraineté et d'appliquer la clause de résolution anticipée du contrat, figure celle de compenser l'autre partie contractante. Or, cette question d'indemnisation, à elle seule, est capable de donner lieu à de graves conflits.

3. M. Vaner rappelle l'expérience de la Turquie, où plusieurs cas de nationalisation ont eu lieu depuis la constitution de la République, en 1923. Le Gouvernement turc, tout en étant jaloux de sa souveraineté, n'a jamais renié les obligations découlant de ses engagements contractuels. En général, la nationalisation s'est effectuée sous forme d'achat ou de rachat, sur la base d'une autorisation expresse conférée au gouvernement par le Parlement en vertu d'un acte législatif spécial applicable à chaque cas particulier. La loi détaillée adoptée pour le rachat des houillères d'Eregali, dans le nord de la Turquie, a été considérée, à l'époque, comme constituant un exemple parfait d'équité. Le décret du Conseil des ministres relatif à l'application de cette loi comprenait, entre autres mesures destinées à sauvegarder les intérêts des cédants, une formule scientifique pour le calcul des indemnités. Le Conseil des ministres avait pris le soin de définir tous les termes contenus dans la loi; cela n'empêcha cependant pas de nombreux conflits d'interprétation, que l'on ne put régler qu'en faisant appel à un corps d'experts en matières diverses et après deux années de travail intensif et onéreux pour le Trésor turc.

4. Forte de son expérience, la Turquie ne croit pas pouvoir appuyer le projet de résolution révisé présenté par les délégations de la Bolivie et de l'Uruguay (A/C.2/L.165/Rev.1), bien qu'elle en approuve le

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

principe. Elle estime, en effet, que ce sujet difficile ne saurait être traité au moyen d'une simple résolution. D'autre part, il ne faut pas oublier que les projets de pactes relatifs aux droits de l'homme, qui proclament le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, prévoient que ce droit doit comprendre également la souveraineté de l'Etat sur les richesses et les ressources naturelles et qu'une nation ne peut être privée en aucun cas de ses propres moyens de subsistance en raison de droits quelconques revendiqués par d'autres Etats. Etant donné que l'ensemble de la question sera examiné par la Commission des droits de l'homme et par le Conseil économique et social, qui feront rapport à l'Assemblée générale lors de sa prochaine session, il semble qu'il soit plus sage de ne prendre aucune décision à ce sujet dans l'entretemps. Toutefois, la délégation turque serait disposée à accorder sa voix au projet de résolution considéré si des propositions d'amendement en amélioreraient le texte.

5. Mme WRIGHT (Danemark) fait observer que les projets de pactes relatifs aux droits de l'homme et le projet de résolution révisé de la Bolivie et de l'Uruguay traitent de la même question. Il serait fâcheux que deux organes des Nations Unies examinent simultanément cette question. Pour que les débats de l'Assemblée générale puissent donner des résultats fructueux, il conviendrait donc que le Conseil économique et social ait, au préalable, reçu communication des projets de pactes relatifs aux droits de l'homme, projets qu'il transmettra ensuite à l'Assemblée.

6. Mme Wright rappelle, à ce propos, les déclarations du représentant des Philippines (232^{ème} séance) et des représentants du Canada et de l'Ethiopie (235^{ème} séance) et, pour les raisons qu'elle vient d'invoquer, elle demande l'ajournement du débat conformément à l'article 115 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

7. M. SILES ZUAZO (Bolivie) se déclare peu satisfait des explications données par la représentante du Danemark. A son avis, elle semble avoir commis une certaine confusion entre les droits des peuples et les droits des Etats. Il se demande en outre dans quelle partie des projets de pactes serait traitée la question de la nationalisation des richesses naturelles. Pour conclure, M. Siles Zuazo souhaiterait que, pour expliquer sa proposition, la représentante du Danemark donnât plus de précisions à la Commission.

8. Mme WRIGHT (Danemark) estime qu'il n'est pas nécessaire de donner des explications supplémentaires à l'appui de sa proposition d'ajournement du débat. Dans sa déclaration, le représentant des Philippines a donné des précisions qui devraient satisfaire le représentant de la Bolivie.

9. M. ABDUH (Iran) n'est pas surpris qu'il se soit trouvé une délégation pour proposer de renvoyer à plus tard l'examen de l'importante question à l'ordre du jour. Il exprime cependant le regret que cette proposition vienne de la délégation du Danemark; si, en effet, ce pays figure parmi les pays industrialisés, sa qualité de petite Puissance aurait dû lui faire prendre position en faveur des principes de justice et de respect de la souveraineté que défend la délégation de l'Uruguay en présentant son projet de résolution. Le représentant de l'Iran ne comprend d'ailleurs pas que l'étude de la question de la nationalisation des ressources naturelles

puisse donner lieu à controverse. Il étudie les aspects théoriques et pratiques du problème.

10. Du point de vue théorique, le problème se pose de façon extrêmement simple; certains pays qui disposent de ressources naturelles ont jugé que la nationalisation de ces ressources constituait un pas en avant vers le développement et la stabilité économiques; en procédant à la nationalisation, ils se sont bornés à appliquer le principe de l'égalité des droits souverains, principe dont les adversaires eux-mêmes de la nationalisation ont reconnu la validité. Du point de vue pratique, la nationalisation des ressources naturelles a cependant soulevé des difficultés, en ce sens que certains Etats ont eu recours, directement ou indirectement, à des mesures de coercition qui ont entravé la stabilité et le développement économiques, non seulement des pays insuffisamment développés, mais encore du monde entier; nul n'ignore en effet que l'économie mondiale est solidaire de celle des pays insuffisamment développés, et que la prospérité économique du monde est indivisible. Ce sont ces difficultés pratiques qui ont amené la délégation de l'Uruguay à présenter un projet de résolution qui tend à faire respecter le droit qu'ont les pays insuffisamment développés d'exploiter à leur profit leurs propres ressources naturelles.

11. Selon la représentante du Danemark, il conviendrait d'ajourner l'étude de cette question parce qu'elle serait liée aux travaux de la Commission des droits de l'homme qui, dans le cadre de l'élaboration des pactes relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels de l'homme, étudie le droit des peuples à disposer de leurs ressources naturelles. M. Abdoh ne partage pas ce point de vue. Il fait observer qu'à l'heure actuelle la Deuxième Commission est saisie d'un projet relatif au droit, d'ailleurs reconnu, qu'ont les Etats souverains de disposer de leurs ressources naturelles; il ne s'agit pas, comme devant la Commission des droits de l'homme, d'une controverse sur le droit des peuples à disposer de ces ressources. Le présent problème se pose sur un terrain strictement économique, et non sur le plan social ou juridique. D'autre part, comme l'a fait observer le représentant de la Bolivie, de nombreuses délégations ont marqué l'intérêt qu'elles portent au projet de résolution uruguayen en s'inscrivant pour prendre la parole. M. Abdoh estime en conséquence qu'il n'y a aucune raison valable pour ajourner la discussion. C'est pourquoi il demande à la représentante du Danemark de retirer sa motion d'ajournement. Au surplus, l'adoption d'une telle motion signifierait que la Deuxième Commission se prononce en faveur de la coopération économique sur la base de la domination de l'économie mondiale par les pays industrialisés, au lieu de promouvoir la coopération économique sur la base de la souveraineté des Etats.

12. Le PRESIDENT prend acte de ce que le représentant de l'Iran vient de se prononcer contre la motion présentée par la représentante du Danemark. Il rappelle qu'aux termes de l'article 115 du règlement intérieur, outre l'auteur de la motion, deux orateurs pour et deux contre peuvent prendre la parole, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

13. M. HALIQ (Arabie saoudite) fait observer que la Commission est saisie d'une question très simple, celle de l'exercice par chaque Etat de ses droits souverains. En dépit de ce caractère de simplicité, la

question à l'étude a donné lieu à l'expression de divergences de vues qui ont amené la délégation de l'Arabie saoudite à s'associer aux délégations de l'Inde et de l'Egypte pour présenter un texte destiné à réaliser un compromis entre le projet de résolution uruguayen et l'amendement présenté par la délégation des Etats-Unis (A/C.2/L.188). Au nom des délégations qui saisissent la Commission de ce projet de compromis, M. Haliq

présente une motion officielle d'ajournement de la séance.

14. Le PRESIDENT met aux voix la motion d'ajournement de la séance.

Par 29 voix contre 9, avec 9 abstentions, la proposition est adoptée.

La séance est levée à 16 h. 12.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Jeudi 11 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1, A/C.2/L.188, A/C.2/L.189) [suite]	305
--	-----

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.165/Rev.1, A/C.2/L.188, A/C.2/L.189) [suite]

[Point 25*]

1. Le PRESIDENT rappelle à la Commission qu'à la séance précédente, la représentante du Danemark a demandé l'ajournement du débat sur le projet de résolution révisé présenté par les délégations de la Bolivie et de l'Uruguay (A/C.2/L.165/Rev.1), et que le représentant de l'Iran a combattu cette motion d'ajournement. Conformément à l'article 115 du règlement intérieur, deux orateurs peuvent maintenant prendre la parole en faveur de cette motion et un orateur peut encore la combattre.

2. M. KATZ-SUCHY (Pologne), prenant la parole pour une motion d'ordre, dit qu'on ne saurait considérer que la motion de la représentante du Danemark tombe sous le coup de l'article 115; celui-ci a été prévu pour permettre de différer le débat quand le moment n'est pas encore venu de discuter une question, en raison d'un retard de présentation de la documentation nécessaire ou d'autres renseignements pertinents. Or, la Commission a déjà passé beaucoup de temps à examiner le projet de résolution dont elle est saisie; elle est parfaitement disposée à se prononcer sur ce projet et l'article 115 n'a pas pour objet d'offrir la possibilité de renvoyer indéfiniment une décision. La dignité de la Commission et l'importance de la question en jeu ne permettront pas que l'on cherche à étouffer la question sous le prétexte d'une motion de procédure.

3. La représentante du Danemark a donné des explications qui prouvent nettement que sa motion ne porte pas sur une question de procédure. Elle a demandé à la Commission d'ajourner le débat jusqu'à ce qu'une décision — dont on ne saurait prévoir la date — ait été adoptée par un autre organe, et elle a cherché à lier le projet de résolution à la discussion des projets de pactes relatifs aux droits de l'homme. Sa proposition

porte donc manifestement sur une question de fond; la Commission doit la traiter comme telle et, après l'avoir régulièrement discutée, elle doit se prononcer sur cette proposition, conformément aux dispositions du règlement intérieur en suivant l'ordre dans lequel les motions ont été présentées.

4. M. TOUS (Equateur), prenant la parole pour une motion d'ordre, déclare qu'il est inutile de déformer le sens des articles du règlement intérieur, ceux-ci étant parfaitement clairs. L'article 115 ne doit pas être interprété dans un sens restrictif et il ne faut pas chercher à décider si la motion d'ajournement est une question de fond ou une question de procédure. Le représentant de l'Equateur est donc absolument opposé à l'interprétation qu'en donne le représentant de la Pologne.

5. Le représentant de l'Equateur tient à expliquer pourquoi sa délégation s'est abstenue de voter sur la motion d'ajournement de la séance qui a été présentée la veille. En effet, cette abstention peut paraître étrange en raison de l'appui sincère que la délégation de l'Equateur a donné au projet de résolution; elle s'explique par deux raisons. Premièrement, il est bien connu que la délégation de l'Equateur a toujours combattu les motions d'ajournement des séances parce qu'elle tient à voir la Commission avancer ses travaux le plus possible et discuter à fond chaque question. Deuxièmement, au cours des débats qui se sont déroulés à l'Assemblée générale sur les mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée, la délégation de l'Equateur a appuyé les recommandations tendant à modifier l'article 115. Elle est convaincue que ni le Président ni les représentants de la Commission n'appuieraient une motion d'ajournement si cet ajournement n'était pas opportun. Il leur faut suivre les règles, jouer franc jeu et s'attacher à l'esprit du règlement intérieur. Quand plusieurs orateurs sont inscrits pour prendre la parole sur une proposition, il n'est pas juste de demander l'ajournement du débat et M. Tous est persuadé que la Commission s'y opposera à une majorité écrasante. Même si la délégation de l'Equateur était opposée à un projet de résolution que l'on serait en train d'examiner, elle ne chercherait jamais à couper court à la discussion en demandant l'ajournement du débat.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

C'est pourquoi le représentant de l'Equateur ne s'est pas, la veille, prononcé en faveur de la motion d'ajournement.

6. M. MADRIGAL (Philippines) prend la parole pour demander encore une fois que l'examen du projet de résolution soit différé. Il n'est pas opposé à ce projet de résolution et le seul point qu'il conteste, c'est la manière dont la question est présentée. Il réitère les cinq raisons qu'il a précédemment données (232ème séance) pour motiver un ajournement du débat sur le projet de résolution.

7. La délégation des Philippines a été vivement impressionnée par la manière dont le représentant de l'Uruguay a présenté le projet de résolution (231ème séance); elle estime comme ce dernier qu'il faut relever les niveaux de vie dans les régions insuffisamment développées. M. Madrigal ne pense pas toutefois que ce but puisse être atteint en prenant une décision sur le projet de résolution, au stade actuel du débat. La Commission serait mieux avisée de s'abstenir de prendre une décision sur la question avant l'année suivante, lorsque la Commission des droits de l'homme aura achevé l'élaboration des projets de pactes relatifs aux droits de l'homme, elle sera alors en mesure d'embrasser la question dans son ensemble.

8. Aucune délégation n'a combattu l'opinion que M. Madrigal a exprimée touchant l'opportunité d'attendre. Le représentant des Philippines est d'avis que le projet de résolution révisé constitue une réédition des dispositions de la proposition chilienne qui ont été incorporées dans les projets de pactes relatifs aux droits de l'homme. Les projets de pactes qui imposeront des obligations aux Etats auront plus d'efficacité qu'une résolution et serviront mieux l'intention des délégations de la Bolivie et de l'Uruguay. L'Uruguay est membre de la Commission des droits de l'homme et du Conseil économique et social; il sera en mesure d'exposer ses vues sur les projets de pactes lorsque ces organes les examineront. Incorporer la proposition dans les projets de pactes serait plus judicieux du point de vue juridique, puisque les Etats sont libres de ratifier ou non les pactes suivant qu'ils le jugent à propos. Si un gouvernement estime que les projets de pactes présentent un caractère par trop restrictif, il n'est pas tenu de les ratifier et il ne serait pas porté atteinte à la juridiction nationale, question qui a été soulevée au cours du débat.

9. La délégation des Philippines reconnaît parfaitement que les Etats doivent constamment exercer un droit souverain sur leurs ressources naturelles, mais il n'y a pas urgence à répéter ce qui est déjà exprimé dans les projets de pactes. Après avoir attentivement étudié le texte révisé du projet de résolution, la délégation des Philippines a été frappée de l'analogie qu'il présentait avec les formules employées dans les projets de pactes; aussi incline-t-elle à laisser la Commission des droits de l'homme étudier la question.

10. La demande d'ajournement du débat n'est pas une tentative faite en vue de combattre le projet de résolution. Il faut toutefois examiner les questions en se conformant à la procédure réglementaire, et il ne servirait de rien d'approuver une formule qui existe déjà dans les projets de pactes. Il n'a pas encore été répondu à la question que le représentant des Philippines avait posée pour savoir quel serait le texte qui prévaudrait.

11. Jusqu'à présent, le débat a permis d'exposer de nombreux points de vue différents et l'on n'a pas cherché

à étouffer la discussion. L'ajournement ne nuirait certainement pas au projet de résolution. Les droits inaliénables des pays insuffisamment développés ne peuvent leur être enlevés et ils pourront survivre jusqu'à ce que la Commission des droits de l'homme examine la question l'année suivante. D'autre part, l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.188) accroît la complexité de la question et pourrait prolonger le débat d'une semaine. Il serait malavisé de risquer cette prolongation alors que la date fixée pour l'achèvement des travaux de l'Assemblée est si proche.

12. Enfin, si le projet de résolution était approuvé, la Commission des droits de l'homme pourrait faire valoir qu'il n'y a pas lieu de mentionner la question dans les projets de pactes, puisqu'une résolution de l'Assemblée y aurait déjà pourvu. Il est toutefois très important que les pactes soient très complets.

13. Pour toutes ces raisons, la délégation des Philippines appuie la motion d'ajournement du débat.

14. M. CUSANO (Uruguay), prenant la parole contre la motion d'ajournement, fait observer à la représentante du Danemark que vingt orateurs environ sont inscrits qui n'ont pas pris la parole et qu'il serait injuste à leur égard d'adopter cette motion. De toute façon la majorité des membres de la Commission s'est prononcée contre l'ajournement. Il ne faudrait pas se servir du droit de proposer l'ajournement comme d'une arme contre les délégations qui veulent poursuivre la discussion et se prononcer sur le projet de résolution commun et les amendements qu'on a proposé d'y apporter.

15. Le représentant des Philippines a constaté que le débat avait été riche d'enseignements mais qu'il était inutile de voter. Si cet avis prévaut, la Commission passera pour un simple cercle d'études. M. Cusano invite donc la représentante du Danemark à retirer sa proposition.

16. M. JOCKEL (Australie), parlant en faveur de la proposition danoise, estime que les membres de la Commission ont laissé transparaître au cours des débats des préoccupations d'ordre politique, qui rendent difficile de juger avec impartialité le projet de résolution.

17. Le représentant de l'Iran a prétendu, au cours de la séance précédente, que la délégation danoise défendait les intérêts des pays industrialisés contre les pays insuffisamment développés; parlant des nationalisations et des pays qui s'efforcent, selon lui, de s'opposer aux nationalisations et de troubler la stabilité de l'économie mondiale, il a établi un lien entre le projet de résolution et certains événements contemporains. En fait, la délégation iranienne a demandé à la Commission de se prononcer au sujet d'un différend auquel son pays est partie.

18. Sans aucun doute, le texte sur lequel on tombera d'accord en fin de compte sera rédigé, quel qu'en soit le fond, en termes très généraux et sans rapport avec le temps qu'on y aura consacré. L'Australie s'inquiète du temps gaspillé en échanges de vue oiseux qui se terminent par de vaines résolutions. L'opinion publique ne veut pas davantage voir l'Organisation des Nations Unies devenir un simple lieu de réunions contradictoires où l'on n'adopterait que des résolutions sans effet.

19. Si on l'adopte, le projet de résolution sera parfaitement inutile et découragera les investissements. Il convient donc de suspendre le débat et d'adopter la proposition danoise.

20. Le PRESIDENT met aux voix la motion d'ajournement présentée par le Danemark.

21. M. TOUS (Equateur) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la République Dominicaine, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: France, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Philippines, Suède, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Belgique, Canada, Chine, Danemark.

Votent contre: Equateur, Egypte, Ethiopie, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Liban, Mexique, Pakistan, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Tchécoslovaquie.

S'abstiennent: Grèce, Haïti, Israël, Pérou, Thaïlande, Venezuela, Birmanie.

Par 28 voix contre 16, avec 7 abstentions, la proposition est rejetée.

22. Mme WRIGHT (Danemark), parlant en vertu de l'article 114 du règlement intérieur, rappelle que le représentant de l'Uruguay a fait observer qu'en présentant sa proposition d'ajournement, le Danemark montrait qu'il ne s'intéressait pas au développement économique des pays insuffisamment développés. Or, non seulement le Danemark a manifesté tout l'intérêt qu'il porte à ce problème au cours du débat relatif au Programme élargi d'assistance technique, mais encore il est le seul pays qui ait promis d'augmenter sensiblement sa contribution à ce Programme. D'autre part, le Danemark a créé divers cycles d'études, dont quatre se tiendront sur son territoire même en 1953, sous les auspices de la FAO, de l'OIT et de l'Administration de l'assistance technique.

23. La délégation danoise n'a pas d'intérêt personnel en jeu; elle se préoccupe uniquement de favoriser le développement économique des pays insuffisamment développés et reconnaît parfaitement à tout pays qui le désire le droit de nationaliser ses ressources. Le Danemark lui-même a procédé à des nationalisations chaque fois qu'il l'a jugé utile pour le progrès économique. Mme Wright pense avec le représentant de la Suède que le projet de résolution ne donne aux pays insuffisamment développés aucun droit dont ils n'aient pas joui auparavant en leur qualité d'Etats souverains. Mais, en adoptant ce projet, on créerait une situation moins favorable à l'afflux des capitaux étrangers.

24. La représentante du Danemark a proposé d'ajourner le débat pour que le problème soit examiné à l'échelon technique le plus élevé au Conseil économique et social.

25. M. HALIQ (Arabie saoudite) propose à la Commission de se prononcer immédiatement sur le projet de résolution révisé (A/C.2/L.165/Rev.1) et les amendements qui s'y rapportent.

26. Le PRESIDENT, faisant observer que la proposition du représentant de l'Arabie saoudite équivaut à une motion de clôture du débat, met cette proposition aux voix.

Par 25 voix contre 3, avec 16 abstentions, la proposition est adoptée.

27. M. URQUIA (Salvador) demande que le Secrétariat mentionne, dans le compte rendu, qu'il a voté pour la proposition.

28. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement (A/C.2/L.188) que les Etats-Unis ont proposé d'apporter au projet de résolution révisé.

29. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) demande que chacun des paragraphes du dispositif proposé dans son amendement fasse l'objet d'un vote séparé et que le dernier paragraphe du dispositif proposé fasse l'objet d'un vote par appel nominal.

Par 21 voix contre 19, avec 7 abstentions, le premier paragraphe du dispositif proposé dans l'amendement des Etats-Unis est adopté.

30. M. TOUS (Equateur) déclare qu'il a voté pour ce paragraphe, parce qu'il est conforme au principe dont s'inspire le projet de résolution révisé, qu'il précise d'ailleurs.

31. Le PRESIDENT met aux voix le troisième paragraphe du dispositif proposé dans l'amendement des Etats-Unis.

Par 20 voix contre 18, avec 8 abstentions, le paragraphe est adopté.

32. Le PRESIDENT met aux voix le dernier paragraphe du dispositif contenu dans l'amendement des Etats-Unis.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Norvège, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Norvège, Philippines, Suède, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Canada, Chine, Danemark, France, Grèce, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande.

Votent contre: Pakistan, Panama, Pologne, Arabie saoudite, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Tchécoslovaquie, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Mexique.

S'abstiennent: Pérou, Thaïlande, Venezuela, Australie, Birmanie, Costa-Rica, Haïti, Israël.

Par 27 voix contre 15, avec 8 abstentions, le paragraphe est rejeté.

33. Le PRESIDENT met aux voix le premier paragraphe du dispositif proposé dans l'amendement des Etats-Unis.

Par 34 voix contre zéro, avec 13 abstentions, le paragraphe est adopté.

34. M. CUSANO (Uruguay) annonce qu'à la suite des discussions du groupe de travail officieux, les délégations de la Bolivie et de l'Uruguay retirent le dernier paragraphe de leur projet de résolution commun (A/C.2/L.165/Rev.1) et acceptent de le remplacer par le texte de l'amendement indien (A/C.2/L.189), qui propose un nouveau dispositif.

35. Le PRESIDENT annonce en conséquence que les auteurs du projet de résolution révisé ayant accepté l'amendement indien, le dispositif du projet devient celui proposé dans le document A/C.2/L.189. Donc, l'amen-

dement des Etats-Unis (A/C.2/L.188), tendant à remplacer le dispositif du projet de résolution révisé, s'applique à ce dispositif tel qu'il résulte de l'acceptation de l'amendement indien.

36. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement des Etats-Unis, c'est-à-dire les trois premiers paragraphes, le dernier ayant été rejeté.

37. M. MORALES (Argentine) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Norvège, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Norvège, Philippines, Suède, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Canada, Chine, Danemark, Equateur, France, Grèce, Haïti, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande.

Votent contre: Pakistan, Panama, Pologne, Arabie saoudite, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Tchécoslovaquie, Egypte, Salvador, Ethiopie, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Mexique.

S'abstiennent: Pérou, Thaïlande, Venezuela, Australie, Israël.

Par 28 voix contre 17, avec 5 abstentions, l'amendement des Etats-Unis est rejeté.

38. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution révisé (A/C.2/L.165/Rev.1) dans lequel est incorporé l'amendement de l'Inde (A/C.2/L.189) accepté par les auteurs.

39. M. CUSANO (Uruguay) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Nicaragua, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Pakistan, Panama, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Tchécoslovaquie, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Mexique.

Votent contre: les Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent: Norvège, Pérou, Philippines, Suède, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela, Australie, Belgique, Canada, Chine, Danemark, France, Grèce, Honduras, Israël, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande.

Par 31 voix contre une, avec 19 abstentions, le projet de résolution révisé est adopté.

40. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) avait espéré pouvoir exposer le point de vue de sa délégation au sujet du projet de résolution révisé soumis par la Bolivie et l'Uruguay; cependant, en raison de la clôture du débat, il n'a pas été à même de le faire ni même d'expliquer l'amendement soumis par sa délégation (A/C.2/L.188).

41. Le projet de résolution commun manque d'équilibre; en effet, tout en reconnaissant effectivement la responsabilité des Etats Membres envers les gouvernements qui estiment que le bien-être de leur population serait favorisé s'ils exploitaient leurs ressources par la voie de la nationalisation des entreprises, il ne reconnaît aucune responsabilité envers ceux qui ont investi des capitaux privés et dont les propriétés sont expropriées du fait de la nationalisation — bien que le représentant de l'Uruguay ait déclaré qu'il consentirait à prendre en considération tout amendement qui pourrait être formulé dans ce sens.

42. L'amendement des Etats-Unis avait pour objet de remédier à ce manque d'équilibre; cependant, puisque la Commission ne l'a pas accepté, la délégation des Etats-Unis s'est vu obligée de voter contre l'ensemble du projet de résolution.

43. M. JOCKEL (Australie) précise qu'il s'est abstenu de voter pour les motifs qu'il a exprimés dans sa déclaration précédente. La délégation australienne estime que le projet de résolution ne serait d'aucune utilité. Pour cette même raison uniquement, elle n'a pris aucune attitude positive à l'égard de l'amendement des Etats-Unis, bien qu'elle soit consciente du fait que le dernier paragraphe du dispositif proposé dans cet amendement consistait surtout en une citation de la Charte de La Havane.

44. M. CUSANO (Uruguay) tient à répondre non pas tellement au reproche tacite du représentant des Etats-Unis, qu'à l'allusion que ce dernier a faite à la déclaration de l'Uruguay au sujet du droit des entreprises expropriées à une indemnisation. En effet, M. Cusano a déclaré qu'il était disposé à examiner tout amendement ayant trait au respect des droits de ce genre, sous réserve de l'application de la législation nationale; mais aucun amendement de ce genre n'a été mis aux voix. En ce qui concerne l'Uruguay, la Constitution nationale contient des dispositions prévoyant que les entreprises expropriées recevront une indemnisation équitable; M. Cusano déclare que son gouvernement continuera à suivre cette politique.

45. M. HALIQ (Arabie saoudite) tient à assurer au représentant des Etats-Unis que, lorsqu'il a proposé la clôture des débats, il ne songeait qu'à hâter la marche des travaux, car la tendance générale s'est déjà révélée. M. Haliq déclare qu'il n'avait aucun autre motif et espère que le représentant des Etats-Unis acceptera cette explication de sa position.

46. M. WOULBROUN (Belgique) fait observer que le mot "nationalisation" ne figure pas dans le projet de résolution révisé, mais que cette idée paraît être implicitement contenue dans ce projet et le principe de la nationalisation y être déclaré indispensable aux politiques de développement économique. Les Etats ont le droit incontesté de nationaliser leurs ressources et la plupart des constitutions contiennent des dispositions régissant les modalités de l'expropriation pour cause d'utilité publique, dispositions prévoyant, entre autres, l'octroi aux détenteurs des biens expropriés d'une juste et préalable indemnité.

47. Le rappel, même indirect, du droit de nationaliser, est superfétatoire. Dans l'exercice de ce droit, il est essentiel néanmoins que le pays qui effectue une nationalisation respecte les engagements internationaux couvrant les biens nationalisés et assure l'octroi d'une juste et préalable indemnité. C'est, entre autres, ce

qu'impliquait le dernier paragraphe du dispositif proposé dans l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.188) qui a été repoussé, et qui aurait introduit dans la résolution un équilibre qui lui fait défaut. Les mesures arbitraires prises à l'égard des capitaux étrangers sont de nature à décourager les investissements privés qui constituent une source extrêmement importante du financement du développement économique. La résolution, dans la forme dans laquelle elle a été adoptée, peut avoir un effet tout aussi fâcheux et décourager ces investissements.

48. M. DE SEYNES (France) s'est abstenu de participer au débat, car il avait espéré que la Commission appuierait les arguments avancés par le représentant des Philippines et qu'elle aurait ajourné le débat. La délégation française estime que tout examen de la question doit inévitablement tenir compte de ses aspects juridiques. La délégation française a voté pour la mo-

tion d'ajournement présentée par la délégation danoise, parce qu'elle considérait elle aussi que la question de la discussion était liée au projet de pacte relatif aux droits économiques et sociaux.

49. En aucun cas, la délégation française n'aurait pu voter contre les principes affirmés dans le projet de résolution, même dans la forme originelle qui lui avait été donnée par le représentant de l'Uruguay. Mais le débat a montré qu'un vote sur ce sujet est extrêmement embarrassant. Si l'on se place dans le cadre du développement économique, il est à noter que, parmi les délégations des pays sous-développés, certaines pensent trouver une assistance dans le vote d'une telle résolution; d'autres, au contraire, redoutent les effets qu'elle peut avoir sur le flux des capitaux privés. Dans ces conditions, la délégation française a préféré s'abstenir.

La séance est levée à 13 h. 15.



Vendredi 12 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.190) [suite] 311

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

En l'absence du Président, M. Ernest Chauvet (Haïti), Vice-Président, prend place au fauteuil présidentiel.

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.190) [suite]

[Point 25*]

1. M. LIMA (Brésil) précise que, pour un certain nombre de raisons, sa délégation a voté en faveur du projet de résolution révisé présenté par la Bolivie et l'Uruguay (A/C.2/L.165/Rev.1) et de l'amendement présenté par l'Inde (A/C.2/L.189). Il y a d'abord lieu de s'arrêter à l'origine historique du retard que l'on constate dans le développement économique des pays insuffisamment développés. Les pays industrialisés ont achevé leur développement grâce à la révolution industrielle et en même temps que celle-ci, alors que les pays insuffisamment développés restaient dans une situation arriérée comparable à celle des pays soumis au régime colonial, même après avoir obtenu l'indépendance politique. C'est ce fait qui a entravé le développement normal des entreprises de services publics qui ne servent pas essentiellement à l'exportation des denrées alimentaires et des matières premières, et qui a également empêché le développement du marché intérieur de ces pays. Les moyens de communication modernes ont permis aux populations des pays insuffisamment développés de prendre conscience de leur niveau de vie peu élevé et de demander à leurs gouvernements d'adopter des mesures pour y remédier. Les gouvernements se sont alors efforcés d'accélérer le développement économique, seule solution possible lorsque la situation politique n'est pas stable.

2. D'autre part, les capitaux privés étrangers cherchent davantage à réaliser le maximum de bénéfices dans le minimum de temps qu'à contribuer à l'exécution des programmes de développement indispensables. Dans les pays insuffisamment développés, il y avait en

général une pénurie de capitaux privés de source nationale, et les détenteurs de ces capitaux cherchaient également, avant tout, à réaliser de gros bénéfices. Pour faire face aux besoins de développement économique, les gouvernements des pays insuffisamment développés se sont donc vus obligés de jouer eux-mêmes le rôle d'entrepreneurs. Nul n'ignore les difficultés d'ordre économique, financier et technique qu'une telle situation a créées pour les gouvernements. C'est pour cette raison que la résolution qui vient d'être adoptée recommande à tous les Etats Membres de s'abstenir de tout acte direct ou indirect, destiné à empêcher un Etat quelconque d'exercer sa souveraineté à l'égard de ses ressources naturelles.

3. Au cours du développement des pays insuffisamment développés, il peut se présenter des situations économiques où l'Etat est appelé à jouer un rôle principal. Cela ne crée pas nécessairement une atmosphère peu favorable aux investissements de capitaux privés ou aux entreprises privées. C'est ainsi que la Constitution du Brésil admet la notion de nationalisation mais s'inspire, en ce qui concerne le système économique de la nation, du principe de la liberté de l'entreprise privée. Il y a trois ans, le Gouvernement du Brésil a garanti un prêt de 70 millions de dollars accordé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement à la société canadienne qui fournit la lumière et l'énergie électriques aux villes de Rio-de-Janeiro et de Sao-Paulo.

4. Par ailleurs, la Chambre des députés du Brésil vient d'adopter une loi qui nationalise l'exploitation des ressources pétrolières du pays. Toutefois, le Gouvernement brésilien a été inspiré en la circonstance par des considérations pratiques et non par une opposition de principe à l'entreprise privée. C'est également vrai pour la majeure partie des pays insuffisamment développés. Les relations internationales seraient gravement compromises si l'on devait considérer l'intervention de l'Etat dans le domaine économique, notamment la nationalisation, comme un acte dirigé contre les investissements privés et les entreprises privées. La résolution que la Commission vient d'adopter a mis en relief le fait que, lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre aussi rapidement que possi-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

ble un plan économique national, seul l'Etat est en mesure de s'acquitter de cette tâche. Il est indispensable de comprendre ces faits si l'on veut maintenir la confiance et la coopération économique internationales.

5. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) désire expliquer le vote de sa délégation sur la résolution adoptée au cours de la séance précédente, et déclare que la dernière partie du débat consacré à cette question a confirmé, comme le pensait la délégation du Royaume-Uni, que c'est une erreur d'adopter à l'heure actuelle une résolution à ce sujet. Le représentant du Royaume-Uni s'est vu dans l'impossibilité de donner son approbation au texte révisé. Il regrette, toutefois, étant donné que la Commission a jugé l'adoption d'une résolution nécessaire, que la discussion de la question ait brusquement pris fin. Toutes les délégations ont reconnu la validité du principe selon lequel tous les gouvernements sont libres de prendre dans leur propre pays les mesures qui leur semblent opportunes, sous réserve de respecter leur législation nationale ainsi que les engagements internationaux ou autres. Il suffisait donc de trouver une formule qui exprime ce principe d'une façon acceptable pour toutes les délégations.

6. Sir Clifford a voté en faveur de l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.188) et il regrette que la délégation des Etats-Unis n'ait pas eu l'occasion de faire un exposé devant la Commission. La délégation du Royaume-Uni n'a pu accepter ni le dispositif initial du projet de résolution révisé ni le nouveau dispositif substitué par l'amendement de l'Inde (A/C.2/L.189), dans leur rédaction actuelle. Bien que sir Clifford pense que les auteurs de la résolution n'aient pas eu pour intention d'empêcher les gouvernements d'exercer leurs droits légitimes en vue de protéger les intérêts de leurs ressortissants à l'étranger, il estime que, pour éviter tout malentendu, une garantie à cet effet aurait dû figurer dans le texte. La délégation du Royaume-Uni estime aussi qu'en raison de l'impression défavorable qu'une résolution de ce genre ne peut manquer de produire sur les capitalistes privés capables de procéder à des investissements, il eût été prudent de rappeler de façon explicite que les pays en cause étaient prêts à offrir un dédommagement pour les titres de propriété et autres intérêts étrangers que pourraient toucher la nationalisation.

7. M. TAYLOR (Canada) déclare que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution révisé parce qu'elle n'est ni partisan ni adversaire du principe de la nationalisation et, aussi, parce qu'elle estimait que le projet soulevait des questions d'ordre plutôt juridique qu'économique et n'aurait pas dû être examinée par la Deuxième Commission. M. Taylor reconnaît avec le représentant des Etats-Unis que la résolution présente un caractère unilatéral et ne traite que des droits légaux des pays qui importent des capitaux. C'est pourquoi sa délégation a appuyé l'amendement des Etats-Unis qui aurait donné un texte plus équilibré.

8. M. ABDOLAH (Iran) indique que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution révisé et de l'amendement de l'Inde. Elle a tenu compte du fait que certains Etats, tout en reconnaissant le principe de la nationalisation et le droit des Etats de le mettre en œuvre, ont cependant suscité des difficultés en vue d'empêcher d'autres Etats de disposer librement de leurs ressources naturelles. Une telle attitude est de

nature à faire obstacle à la stabilité et au développement économiques des pays insuffisamment développés. C'est pourquoi le représentant de l'Iran a jugé qu'il était utile d'adopter la recommandation tendant à ce que les Etats Membres s'abstiennent de toutes mesures visant à empêcher l'exercice de la souveraineté d'un Etat à l'égard de ses ressources naturelles. Cette déclaration constitue l'élément essentiel de la résolution.

9. On a émis l'idée que la résolution visait à encourager la nationalisation des ressources dans les pays insuffisamment développés. Le représentant de l'Iran se doit de rectifier cette impression. La délégation de l'Iran n'a aucunement l'intention d'encourager ou de combattre la nationalisation. La résolution précise simplement que si des pays jugent souhaitable d'exploiter librement leurs ressources naturelles, les Membres de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux principes de la Charte, doivent s'abstenir de tout acte qui gênerait l'exercice de ce droit.

10. Le Gouvernement de l'Iran ne désire pas davantage décourager les capitalistes privés étrangers; en principe, son gouvernement accueille volontiers des investissements privés étrangers et il est même disposé à garantir aux capitalistes le droit de rapatrier une certaine partie de leurs revenus conformément à la législation nationale et à des accords commerciaux normaux. Le système des concessions n'est pas le seul moyen qui s'offre aux investissements étrangers. Son pays n'est pas partisan de ce système car, comme d'autres pays insuffisamment développés, il en a souffert dans le passé. Il convient d'encourager entre les Etats une coopération fondée sur l'égalité et la souveraineté de chacun d'eux, mais les tentatives faites par certains Etats pour en dominer d'autres du point de vue économique et politique sont loin d'être compatibles avec ce principe. L'Iran se rend compte que les connaissances techniques des pays industrialisés sont indispensables et il a lui-même mis à profit l'assistance technique offerte par l'Organisation des Nations Unies. Il n'en est résulté aucune difficulté, car l'Organisation des Nations Unies n'a nullement essayé de dominer l'économie iranienne.

11. Il faut comprendre la position des pays insuffisamment développés. Certains pays ont pris l'habitude d'exploiter les économies d'autres pays grâce à des concessions dont ils ont retiré des bénéfices exagérés. Il leur est naturellement difficile d'accepter avec résignation la fin d'une telle situation, mais les pays du Moyen-Orient et de l'Amérique latine ont pris conscience de leurs droits et l'on ne saurait tolérer que l'état de choses actuel se prolonge. Les intentions de l'Iran n'ont pas toujours été comprises par certaines délégations ou par le *New York Times*. Ce journal a dit que l'Iran entendait décourager les investissements de capitaux privés étrangers. Ce n'est pas la première fois que le *New York Times* déforme la vérité en ce qui concerne ce pays; nul doute que ce journal n'ait eu des raisons pour le faire, mais il n'en demeure pas moins que l'Iran accueillera volontiers les investissements étrangers effectués en vertu d'accords commerciaux normaux.

12. Selon certains représentants, la résolution aurait dû comprendre des dispositions concernant l'indemnisation. Or, la question du dédommagement, comme

celle de la nationalisation, relève de la juridiction intérieure des Etats et ne peut par conséquent faire l'objet d'une résolution.

13. Cependant, bien que l'Iran ait soutenu que l'indemnisation est une question exclusivement intérieure et malgré le fait que ses tribunaux nationaux sont compétents en la matière, ce pays a consenti, pour prouver sa bonne volonté, à soumettre à l'arbitrage de la Cour internationale de Justice son différend avec l'ancienne *Anglo Iranian Petroleum Company*, en ce qui concerne la question du dédommagement sur les bases déjà indiquées par le Gouvernement iranien.

14. La déclaration de la représentante du Danemark à la séance précédente semble indiquer qu'elle a mal interprété les observations antérieures de M. Abdoh (236ème séance). Celui-ci n'a pas dit que le Danemark n'était pas en faveur du développement économique des pays insuffisamment développés. La délégation de l'Iran a toujours apprécié la collaboration sincère du Danemark dans le domaine économique. En réalité, M. Abdoh a dit, d'une part, que certaines personnes ou certaines compagnies pourraient trouver avantageux de dominer la vie économique des pays insuffisamment développés et, d'autre part, que le Danemark ne peut avoir aucun intérêt à encourager des agissements de cet ordre. M. Abdoh tient à s'excuser auprès de la représentante du Danemark si ses paroles n'ont pas traduit fidèlement sa pensée.

15. Il est également erroné de dire que l'Iran essaie de diviser les Nations Unies en deux groupes, les pays développés et les pays insuffisamment développés, ainsi que le représentant de l'Australie l'a laissé entendre. L'Iran a toujours déploré la division qui existe au sein des Nations Unies entre le bloc soviétique, d'une part, et le groupe des Etats-Unis et de diverses autres Puissances, d'autre part, car cet état de choses n'est pas dans l'intérêt de la paix mondiale. En tant que petite Puissance, l'Iran n'a épargné aucun effort pour s'associer avec d'autres Puissances, petites et moyennes, afin de former un troisième groupe qui maintiendrait l'équilibre entre les deux autres. Malheureusement, deux notions différentes de la coopération internationale semblent toujours se manifester: l'une selon laquelle celle-ci devrait être fondée sur le respect de la souveraineté nationale et l'autre admettant la nécessité que certaines Puissances exercent dans une certaine mesure une influence prépondérante. La délégation de l'Iran s'oppose catégoriquement à toute notion de la coopération internationale fondée sur la domination de quelques pays par d'autres. Contrairement à l'opinion du *New York Times*, la manière dont la Commission a voté la journée précédente indique l'impartialité des petites Puissances. Elles ont été accusées d'appuyer parfois le bloc soviétique, parfois les Etats-Unis. L'Iran est en faveur de la justice et du droit, d'où qu'ils viennent. Il s'oppose à toute coopération économique fondée sur la domination de quelques Etats par d'autres et est en faveur des investissements étrangers privés dans le cadre d'accords commerciaux normaux.

16. M. ELAHI (Pakistan) déclare que sa délégation a suivi les débats avec grand intérêt. La clôture des débats l'ayant empêché d'expliquer la position de son pays, M. Elahi va l'exposer brièvement en expliquant son vote.

17. Le Pakistan a toujours estimé qu'un Etat souverain a toujours en propre le droit indiscutable de diriger son économie suivant les intérêts et les besoins nationaux. Ce droit a été reconnu par la Charte des Nations Unies et par le droit international et a été librement exercé dans le passé par le Pakistan. Au Pakistan, presque tous les services publics, le système d'irrigation, les chemins de fer, les communications, les mines et les entreprises hydro-électriques, sont déjà contrôlés par l'Etat; une loi visant à la nationalisation des transports routiers a été adoptée récemment. L'action de l'Etat jouera un rôle important à l'avenir dans la vie économique du Pakistan et suppléera si besoin est, aux capitaux privés. Toutefois, le Pakistan n'est pas en faveur d'une économie entièrement nationalisée; il croit possible une coopération entre l'Etat et les entreprises privées, fait bon accueil aux investissements étrangers et donne toutes facilités aux entreprises et aux capitalistes étrangers.

18. En outre, le Pakistan n'admet pas l'expropriation des intérêts privés sans un juste dédommagement. Les dispositions législatives stipulent que, lorsque des biens immobiliers sont expropriés, le propriétaire doit recevoir la valeur intégrale de ses biens au prix du marché et en outre une majoration de 15 pour 100 destinée à le dédommager des inconvénients que présente pour lui cette mesure. Les entreprises d'Etat ont pour la plupart été créées par le gouvernement et n'ont pas été reprises à des propriétaires étrangers par voie d'expropriation. Le Pakistan a donc prévu aussi bien le droit de nationalisation que la garantie des intérêts privés, nationaux ou étrangers.

19. La délégation du Pakistan a voté pour le texte révisé du projet de résolution, qui semble préférable au texte initial proposé par l'Uruguay et paraît mieux répondre aux fins recherchées qu'il ne l'aurait fait si l'amendement des Etats-Unis avait été adopté. En effet, ce texte révisé était acceptable pour la majorité des pays et, par ailleurs, soulignait la nécessité de prendre des mesures propres à favoriser la compréhension et la coopération entre les nations; il respectait donc entièrement le principe d'une indemnisation juste et équitable, sans aucun caractère discriminatoire, et laissant entièrement de côté les détails juridiques et techniques. Si l'amendement de l'Inde n'avait pas été soumis, la position de la délégation du Pakistan à l'égard de l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.188) auquel elle ne s'oppose pas en principe, aurait été différente, mais la délégation du Pakistan a estimé que l'amendement de l'Inde réglait de façon satisfaisante la question dont traitait l'amendement des Etats-Unis.

20. M. BETETA (Mexique) explique la façon dont sa délégation a voté; il rappelle que la délégation du Mexique a fait partie du groupe de travail officieux qui a examiné les divers textes, et qu'il a voté pour le texte définitif. M. Beteta se félicite que la Commission ait adopté cette résolution, car elle souligne le rapport qui existe entre le développement économique des pays insuffisamment développés et la libre mise en valeur de leurs ressources. La résolution mentionne également l'octroi de garanties suffisantes à ces pays ainsi que la nécessité de maintenir la confiance mutuelle et la coopération économique entre les nations. La délégation mexicaine ne partage pas les

inquiétudes exprimées par certains représentants qui craignent que l'adoption d'un tel projet de résolution ne soit incompatible avec les dispositions d'autres résolutions destinées à encourager le mouvement des capitaux privés vers les pays insuffisamment développés. Ni la lettre ni l'esprit de la résolution ne justifient une telle conclusion.

21. D'autres délégations ont regretté que l'obligation de verser une indemnité en cas d'expropriation n'ait pas été mentionnée. La délégation mexicaine n'est pas de cet avis. Lors de la première intervention qu'elle a consacrée au projet de résolution (231^{ème} séance), elle a, comme de nombreuses autres délégations, souligné le caractère incontestable du droit souverain que possède tout pays à exploiter ses propres ressources. Il est illogique de reconnaître en principe le droit d'un pays à nationaliser ses ressources et d'envisager la possibilité de réglementer sur le plan international l'exercice de ce droit. La plupart des constitutions nationales consacrent l'existence d'un tel droit; l'Organisation des Nations Unies n'a pas à recommander à chaque pays la manière dont il doit en user.

22. La délégation mexicaine ne pense pas que la résolution aurait dû garantir expressément le versement d'indemnités, mais elle ne considère pas pour autant que la résolution encourage la confiscation. M. Beteta cite les articles 22 et 27 de la Constitution du Mexique où il est clairement indiqué que son pays respecte intégralement le principe de l'indemnisation en cas d'expropriation et interdit la confiscation. Le Gouvernement mexicain a toujours conformé ses actes aux principes énoncés dans la Constitution: on peut en trouver une preuve dans la politique qu'il a suivie à l'égard des compagnies pétrolières des Etats-Unis; en effet, il a exproprié ces dernières, mais les a entièrement indemnisées. La même remarque s'applique aux autres compagnies pétrolières étrangères et aux diverses entreprises que le gouvernement a expropriées en vue de mener à bien la réforme agraire.

23. Rien ne justifie donc, selon M. Beteta, la crainte que l'adoption du projet de résolution révisé ne décourage les investissements de capitaux privés étrangers. Comme d'autres représentants l'ont fait remarquer, les personnes qui désirent procéder à de tels investissements n'ont qu'à prendre connaissance de toutes les dispositions législatives en vigueur dans le pays où elles envisagent de placer leurs capitaux. Au Mexique, le principe de l'expropriation figure clairement dans la Constitution; les investissements de capitaux étrangers n'en ont pourtant pas été découragés et, au contraire, s'accroissent régulièrement; le représentant du Mexique espère que les capitaux étrangers continueront à affluer dans son pays et serviront toujours à financer les activités qui contribuent directement au développement économique de la nation. M. Beteta tient néanmoins à souligner une fois de plus le principe qu'il a déjà énoncé au cours de la discussion générale (200^{ème} séance): le développement économique de chaque pays doit reposer sur l'utilisation rationnelle et efficace de ses propres ressources, et l'assistance étrangère n'étant considérée que comme un facteur auxiliaire.

24. L'adoption du projet de résolution révisé aura pour effet, selon le représentant du Mexique, d'encou-

rager le développement économique et social tout en respectant l'égalité et la justice qui doivent régner parmi tous les Membres des Nations Unies.

25. M. SALAMANCA FIGUEROA (Bolivie) déclare, pour expliquer son vote, que la Bolivie désire vivement entretenir les meilleures relations avec les pays industriels, notamment avec les Etats-Unis; le discours que le représentant de la Bolivie a prononcé devant l'Assemblée générale¹ témoigne clairement des bonnes intentions de la Bolivie dans ce domaine. Il ne faut donc pas attacher d'importance à l'information qui a paru dans le *New York Times* du jour et selon laquelle les Etats-Unis n'auraient pas d'amis au sein de la Deuxième Commission. La Bolivie veut développer son économie et accueillera l'assistance que tout pays est prêt à lui offrir à cette fin.

26. M. JONKER (Pays-Bas) déclare qu'il a déjà exposé, lors de la déclaration qu'il a consacrée au texte initial du projet de résolution (232^{ème} séance), les raisons de l'attitude prise plus tard par la délégation des Pays-Bas à l'égard du texte définitif. La délégation des Pays-Bas craint qu'une telle résolution n'ait pour effet de compromettre le développement économique des pays insuffisamment développés; elle regrette que la Commission ait été saisie de ce projet de résolution, qui ne répond à aucune fin utile; en outre, le libellé de la résolution adoptée lui paraît inacceptable. La délégation des Etats-Unis a cherché, par l'amendement qu'elle a déposé, à améliorer le texte du projet; la délégation néerlandaise était disposée à approuver cet amendement, mais, en admettant même qu'il eût été accepté, elle ne s'en serait pas moins abstenue lors du vote sur l'ensemble du texte. L'amendement de la délégation de l'Inde n'a porté que sur la forme du projet de résolution révisé sans en modifier l'esprit.

27. Le vote que vient d'émettre la délégation néerlandaise à la Deuxième Commission ne préjuge néanmoins pas nécessairement l'attitude définitive qu'elle adoptera lorsque l'Assemblée générale se prononcera, après discussion, sur la résolution.

28. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) déclare qu'il a voté pour le dispositif proposé dans l'amendement des Etats-Unis y compris le dernier paragraphe. Du fait que la Commission a rejeté l'ensemble de l'amendement des Etats-Unis après l'avoir accepté paragraphe par paragraphe, la délégation néo-zélandaise a dû s'abstenir lorsque le texte amendé du projet de résolution révisé a été mis aux voix.

29. Il est exact que ce texte final ne soulève aucune objections sérieuses et que les responsabilités des Etats qui assurent eux-mêmes l'exécution de leurs programmes de développement économique sont mentionnées, bien que d'une manière insuffisante. La délégation néo-zélandaise estime toutefois que la résolution n'expose pas comme il convient l'important problème auquel elle a trait; elle est en outre dénuée de valeur pratique et ne tient pas suffisamment compte des questions qui ont été débattues durant la majeure partie de la discussion. On ne peut l'interpréter qu'à la lumière de cette discussion et en se rappelant que toute mention des responsabilités des Etats qui nationalisent

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Séances plénières, 384^{ème} séance.*

les entreprises étrangères a été précédemment rejetée. De telles considérations auraient justifié le rejet du projet de résolution pris dans son ensemble; la délégation néo-zélandaise considère néanmoins que les répercussions dues à l'adoption d'une résolution sur ce sujet ont été clairement indiquées au cours des débats et que, dans ces conditions, il était difficile de s'opposer au désir évident de la majorité des pays directement intéressés.

30. La délégation de la Nouvelle-Zélande se réserve de préciser son attitude et de se prononcer sur le fond de la question lorsque l'Assemblée étudiera en session plénière le rapport de la Commission.

31. M. GUTIERREZ GOMEZ (Colombie) dit que le débat s'est déroulé de façon telle que sa délégation n'a pu faire les observations qu'elle avait l'intention de présenter à propos du projet primitif de résolution de l'Uruguay (A/C.2/L.165 et Corr.1 et 3) et de l'amendement de la Bolivie (A/C.2/L.166). Comme la délégation de la Colombie n'a exprimé ses vues que devant le groupe de travail officieux qui s'est réuni pour étudier l'amendement de l'Inde (A/C.2/L.189), elle estime nécessaire d'expliquer pourquoi elle a appuyé cet amendement. Tout en approuvant les intentions des auteurs du projet de résolution, elle avait à faire de sérieuses réserves à propos du projet initial.

32. En premier lieu, la délégation colombienne redoutait qu'en demandant de reconnaître explicitement le droit qu'à chaque pays d'exploiter ses propres ressources naturelles, on ne mette en doute un principe qu'elle estime indiscutable. En deuxième lieu, la délégation colombienne craignait que le texte primitif ne donne lieu à des interprétations erronées favorables à la confiscation. La Colombie est catégoriquement opposée à la confiscation et elle ne veut pas participer à un mouvement que l'on pourrait considérer comme favorable aux mesures de cet ordre. Elle estime également que les représentations diplomatiques faites pour protéger les intérêts des ressortissants d'un pays dans un autre pays sont parfaitement légitimes.

33. La troisième réserve que fait la délégation de la Colombie est que le texte proposé pourrait être considéré comme favorable à la nationalisation des entreprises en tant que moyen nécessaire ou utile de favoriser le développement économique. En Colombie, on est fermement attaché au principe de l'entreprise privée libre, qui s'est révélée l'instrument de progrès le plus efficace.

34. Comme, toutefois, la délégation colombienne a estimé que ses craintes avaient été dissipées par l'amendement de l'Inde, toutes les raisons qui l'empêchaient d'appuyer le projet de résolution révisé ont disparu. L'amendement de l'Inde affirme pour tout pays le droit d'exploiter librement ses ressources naturelles. En recommandant à tous les Etats Membres d'exercer leurs droits sans porter atteinte à la confiance mutuelle et à la coopération économique entre les nations, il écarte tout encouragement aux mouvements favorables à la confiscation, et finalement, il élimine tous les termes qui pourraient être interprétés comme une déclaration en faveur de la nationalisation de l'entreprise privée considérée comme instrument de progrès.

35. En votant en faveur de l'amendement de l'Inde, la délégation colombienne a agi conformément aux

principes constitutionnels de son pays, aux mesures prises antérieurement sur le plan international et elle a soutenu les principes de libre disposition, de non-intervention et de bon voisinage proclamés par le Président Roosevelt, principes fondamentaux de l'Organisation des Etats américains, qui a si bien servi la cause de l'unité du continent américain. En appuyant l'amendement de l'Inde, la délégation de la Colombie a ainsi manifesté son approbation de principes dont les nations américaines, les Etats-Unis au premier rang, sont fières.

36. En votant pour le projet de résolution révisé, la délégation colombienne n'a tenu compte que de la question de principe. Elle ne s'est pas préoccupée des cas particuliers et, encore moins, des intérêts directs de son propre pays, dont la politique de respect absolu de la propriété privée a été et continuera d'être un élément essentiel de son système juridique et de sa politique économique.

37. M. ABDELRAZEK (Egypte) déclare qu'il n'avait pas l'intention de prendre la parole, mais qu'un grand nombre de ses collègues lui ont demandé de faire une déclaration impartiale au cours des explications de vote. Comme preuve de son impartialité, il rappelle à la Commission qu'il a appuyé le projet de résolution révisé de la Bolivie et de l'Uruguay, alors même que le représentant de l'Uruguay avait soutenu un projet de résolution dirigé contre les Etats arabes.

38. Citant l'article publié le jour même dans le *New York Times*, qui a interprété l'adoption du projet de résolution commun comme une défaite pour la politique des Etats-Unis et une victoire pour la propagande communiste, il estime qu'au contraire, ce vote constitue une victoire pour les Etats-Unis parce qu'il démontre la fausseté de la thèse selon laquelle l'Organisation des Nations Unies est une organisation purement américaine. Le *New York Times* reproche à la Commission de n'avoir pas appuyé le dernier paragraphe de l'amendement des Etats-Unis, qui est fondé sur la Charte de La Havane, mais on doit faire remarquer que même les auteurs de cette Charte ne l'ont pas encore ratifiée. Etant donné les affirmations du *New York Times*, il importe également de souligner que les pays qui se sont opposés au droit pour un pays d'exploiter ses propres ressources sont les mêmes que ceux qui se sont révélés hostiles à la disposition concernant les moyens d'encourager les investissements internationaux dans les pays insuffisamment développés, sous prétexte que les circonstances ne sont pas favorables.

39. On a dit qu'il est superflu d'affirmer un droit reconnu, mais s'il devait en être ainsi, il serait logique d'abroger la Charte, qui ne contient elle-même que des principes parfaitement établis. Le représentant de l'Egypte n'a pas compris pourquoi le représentant de la Chine n'a pu concevoir ce que l'on entend par pression directe et pression indirecte. Il a voté impartialement en faveur du projet de résolution révisé parce qu'il estime que tous les arguments que l'on peut faire valoir contre le texte manquent de force et de logique.

40. M. NURADI (Indonésie) déclare qu'il a voté pour le projet de résolution révisé, amendé conformément à la proposition de l'Inde parce que son pays estime que chaque nation a le droit et le devoir

d'utiliser tous les moyens de production existant sur son territoire en vue d'assurer le bien-être économique de sa population. Les conditions modernes, par exemple la nécessité de favoriser le plein emploi et une répartition équitable du revenu national, rendent nécessaire la participation de l'Etat à la vie économique des pays insuffisamment développés. Cela est particulièrement vrai dans le cas des pays dont l'économie repose essentiellement sur l'agriculture. A ce sujet, le représentant de l'Indonésie souligne l'importance des projets de résolution relatifs à la réforme agraire que la Commission a examinés. Il est indispensable que les pays insuffisamment développés mettent une plus grande partie de leurs terres en culture et poussent leur industrialisation; de cette façon, ils pourront élever le niveau de vie de leurs populations et atténuer le caractère essentiellement agricole de leur économie. A cette fin, ces pays doivent pouvoir utiliser leurs propres moyens de production librement et sans restriction.

41. Etant donné l'interdépendance économique croissante des différents pays, les mesures prises par un pays ne peuvent pas ne pas affecter les autres membres de la communauté internationale. Les répercussions des décisions prises par un pays peuvent avoir un effet nuisible et, en définitive, influencer sur l'économie mondiale dans son ensemble. Il est donc évident qu'en appliquant sa politique économique, chaque pays doit tenir compte des autres pays. La sagesse et la modération s'imposent; pour sa situation future, il est dans l'intérêt de chaque pays de tenir pleinement compte de l'intérêt des autres.

42. La délégation de l'Indonésie estime que la nécessité d'accepter ce principe et de tenir compte de la faiblesse économique des pays insuffisamment développés, faiblesse qui les rend plus vulnérables aux influences extérieures, justifie amplement l'adoption à l'intention des autres pays d'une recommandation les invitant à ne pas prendre de mesures capables de compromettre le développement ou la stabilité économiques des pays insuffisamment développés.

43. M. GARCIA (Philippines) rappelle que sa délégation a exposé la politique, fondée sur la Constitution que suivent les Philippines au sujet du droit de propriété de l'Etat sur les ressources naturelles et qu'elle a insisté pour que cette question soit renvoyée à la Commission des droits de l'homme (232ème et 237ème séances). Il regrette que les arguments qu'il a fait valoir n'aient pas persuadé la Commission. Le représentant de l'Egypte a affirmé que les délégations qui ne votaient pas pour le projet de résolution révisé étaient opposées au développement économique des pays insuffisamment développés; mais la Commission se souviendra que le Gouvernement des Philippines s'est toujours prononcé en faveur de toute mesure concrète visant au développement économique et qu'il a, par exemple, voté pour le récent projet de résolution de l'Argentine relatif au financement du développement économique (A/C.2/L.162/Rev.2).

44. Etant donné les raisons exposées par sa délégation, M. Garcia s'est abstenu lors du vote sur le projet de résolution révisé et il se réserve de définir plus en détail son attitude au cours de la session plénière de l'Assemblée générale.

45. M. BOTHA (Union Sud-Africaine) explique qu'il s'est abstenu lors du vote sur le projet de réso-

lution révisé parce qu'il ne s'est pas estimé en mesure d'exprimer une opinion motivée sur un texte qui n'a été distribué que quelques heures avant d'être mis aux voix, qui n'a pas été présenté par les auteurs du projet révisé et n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi.

46. La délégation de l'Union Sud-Africaine s'inquiète de la procédure anormale qui a été suivie la veille lorsque la Commission a pris une décision avant de passer à la discussion. Il espère que ce fait ne constituera pas un précédent et représentera seulement un exemple de procédure contraire aux principes démocratiques. Il se réserve de revenir à nouveau sur cette question en séance plénière.

47. M. HALIQ (Arabie saoudite) fait observer que le texte original du projet de résolution de l'Uruguay (A/C.2/L.165) était inutile parce qu'il affirmait le droit que consacre déjà implicitement la notion de souveraineté nationale et parce qu'une telle affirmation ne concernait pas la Commission. Tel qu'il a été amendé par la délégation de la Bolivie (A/C.2/L.165/Rev.1), le projet de résolution invitait chaque Etat à reconnaître le droit pour les autres Etats d'exploiter librement leurs propres ressources. Lorsque l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.188) a été présenté, le représentant de l'Arabie saoudite a acquis la conviction que toute cette discussion sur la nationalisation était inopportune, notamment du fait que le représentant des Etats-Unis a soulevé certains principes juridiques qui, s'ils sont dignes d'attention, limitent le libre exercice des droits attachés à la souveraineté nationale. L'amendement de l'Inde (A/C.2/L.189) a réaffirmé le principe de la souveraineté nationale et le principe de la coopération économique internationale; il visait à trouver une solution de compromis entre l'amendement des Etats-Unis et le projet révisé de la Bolivie et de l'Uruguay.

48. Le représentant de l'Arabie saoudite a proposé de différer le vote sur la motion d'ajournement du débat du Danemark, dans l'espoir que les efforts de la délégation de l'Inde en vue d'aboutir à un compromis seraient couronnés de succès, mais le rejet de cette motion a montré que la Commission était déterminée à régler la question. Dans un effort en vue d'accélérer la procédure, M. Haliq a alors proposé à la Commission de prendre une décision sur le projet de résolution révisé. Si une délégation quelconque avait pris la parole pour s'opposer à sa suggestion, il l'aurait reconsidérée. Il n'est donc pas juste d'affirmer, comme le représentant de l'Union Sud-Africaine, que la procédure suivie n'était pas conforme aux principes démocratiques.

49. Lorsqu'il s'est prononcé pour le projet de résolution révisé, le représentant de l'Arabie saoudite ne s'est pas prononcé sur le problème de la nationalisation; il a voulu éviter les conséquences malheureuses qui pourraient résulter de l'insistance d'un Etat sur son droit d'exploiter librement ses ressources nationales. Il a également voté pour le principe de la coopération internationale proclamé dans la Charte. Si la proposition qu'il a faite à la séance précédente donne encore lieu à des malentendus, les représentants qui y sont opposés ont la possibilité de soulever cette question devant l'Assemblée générale.

50. M. STANOVNIK (Yougoslavie) désire expliquer les raisons qui l'ont porté à se prononcer en

faveur du projet de résolution révisé, afin de dissiper certains malentendus qui se sont manifestés dans la presse et à la Commission. On a prétendu que l'adoption du projet commun de résolution était un succès pour ce qu'on est convenu d'appeler le "bloc soviétique", alors qu'elle est en réalité une victoire des principes de la Charte. L'objet de cette résolution n'était pas d'inciter les Etats Membres à respecter ces principes, acceptés par les Nations Unies, mais d'opposer un obstacle à ceux qui ne s'y conforment pas. Il est d'autant plus inexact de prétendre que l'adoption de mesures en faveur des pays insuffisamment développés constitue un succès soviétique, que l'URSS elle-même ne se fait pas faute d'enfreindre, dans sa politique à l'égard d'autres Etats, les principes affirmés dans la résolution. L'existence dans les démocraties populaires de certaines sociétés par actions suffit à le prouver. Selon un article paru en mars 1950 dans la sixième livraison de *Bolchevik*, et qui traite de la coopération économique entre l'Union soviétique et les démocraties populaires, ces sociétés ont été créées à l'aide d'anciens biens allemands. De même, la douzième livraison de *Voprosi Ekonomiki* de 1950 affirme que la coopération économique entre l'Union soviétique et les démocraties populaires se rattache historiquement à la main-mise de l'Union soviétique sur les biens d'origine allemande.

51. M. KATZ-SUCHY (Pologne), prenant la parole sur une motion d'ordre, fait observer que le représentant yougoslave ne doit pas être autorisé à utiliser le temps consacré aux explications de vote pour se livrer à une propagande calomnieuse.

52. Le PRESIDENT invite le représentant de la Yougoslavie à se conformer aux dispositions de l'article 127.

53. M. STANOVNIK (Yougoslavie) estime qu'il est en droit de se demander, puisque la plupart des démocraties populaires ont nationalisé leurs industries, pourquoi ces sociétés par actions dont il a parlé continuent d'exister. La réponse à cette question se trouve dans l'article 5 de la loi roumaine sur les nationalisations, aux termes duquel les biens acquis par un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, soit en vertu d'un traité de paix, soit au titre des réparations, ne peuvent être nationalisés. L'Union soviétique est la seule grande Puissance qui ait obtenu des réparations de la Roumanie aux termes de l'accord de Potsdam. Si la Pologne a également reçu certains

biens roumains, ils ont été pris par l'Union soviétique qui a donné en échange à la Pologne des biens allemands. M. Stanovnik pense qu'il est utile de rappeler ces faits, car le projet de résolution révisé qui vient d'être adopté fait mention des Etats qui violent les principes de la Charte.

54. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) est certain que les membres de la Commission pensent tous que l'intervention du représentant de la Yougoslavie est complètement étrangère à leurs travaux. Cette intervention n'est pas surprenante, la délégation yougoslave ayant pour mission de saisir toutes les occasions d'attaquer l'Union soviétique. Les insinuations hostiles au Gouvernement de l'URSS témoignent du zèle avec lequel les maîtres de la Yougoslavie s'appliquent à plaire aux Puissances dont ils reçoivent des subsides à des fins militaires.

55. M. KATZ-SUCHY (Pologne) rappelle que les représentants du Gouvernement de Tito ont l'habitude de porter contre l'Union soviétique, la Pologne et la Tchécoslovaquie des accusations calomnieuses, sans rapports avec les travaux de la Commission, et qui n'ont d'autre objet que de la détourner de sa tâche. Les faits concernant les sociétés par actions et les relations entre l'Union soviétique et les démocraties populaires sont bien connus et ont fait l'objet de débats fréquents. La meilleure réponse aux attaques de la Yougoslavie se trouve dans un des derniers numéros du *Bulletin économique pour l'Europe*, qui contient une étude fort instructive sur l'ampleur des relations commerciales entre les démocraties populaires et l'Union soviétique. L'intervention du représentant yougoslave est normale pour qui sait que le gouvernement actuel de la Yougoslavie a vendu son pays et son peuple aux militaristes étrangers.

56. M. STANOVNIK (Yougoslavie), parlant en vertu de l'article 114, fait observer que ni l'URSS, ni le représentant de la Pologne, n'ont réfuté l'authenticité des faits qu'il a cités. La Yougoslavie n'a jamais subi la domination d'une Puissance étrangère.

57. M. GOURINOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) signale que la sixième livraison de *Bolchevik* a paru en juin. Les faits avancés par le représentant yougoslave ont donc été inventés ou isolés de leur contexte. Il est par conséquent inutile de réfuter ses allégations.

La séance est levée à 12 h. 55.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 12 décembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Pages

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.190, A/C.2/L.191, A/C.2, L.192, A/C.2/L.193) [suite]	319
Développement économique des pays insuffisamment développés : b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social (A/2172)	323

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155, A/C.2/L.190, A/C.2/L.191, A/C.2/L.192, A/C.2/L.193) [suite]

[Point 25 *]

1. M. BURR (Chili) rappelle que sa délégation a déjà eu l'occasion de présenter le projet de résolution qui porte la cote A/C.2/L.155, et d'en expliquer la portée. Il désire cependant présenter quelques observations complémentaires.

2. Il souligne tout d'abord qu'il convient d'envisager le développement économique sous l'angle interrégional ou intercontinental, c'est-à-dire en fonction des intérêts généraux de l'humanité, et non en fonction des intérêts d'une région ou d'un pays déterminé. S'il est dangereux de changer l'orientation du développement économique, il y a avantage, chaque fois que les circonstances le permettent, à prévoir le développement économique à long terme. La délégation chilienne n'a pas manqué de souligner les énormes avantages que présente une politique clairvoyante d'interdépendance économique, et elle s'est toujours prononcée en faveur de l'adoption de mesures propres à promouvoir dans une région déterminée la création de marchés suffisamment larges pour fournir la base d'un développement économique harmonieux et équilibré. Ce souci de coordination entre les différentes mesures propres à assurer le développement économique doit guider constamment les organisations internationales, les institutions spécialisées et les organes de financement dans l'application de leur politique.

3. M. Burr observe qu'un mouvement en faveur de la coordination s'est dessiné récemment dans les pays industrialisés. Après avoir pendant longtemps tiré de la spécialisation les avantages classiques de la division du travail, les pays industrialisés d'Europe occidentale ont décidé de faire un premier pas vers l'intégration

économique européenne en exploitant en commun les matières premières nécessaires à la fabrication de l'acier. Les pays insuffisamment développés d'Amérique latine n'ont pas suivi la même tendance; des industries de même nature se sont créées dans tous ces pays; il en résulte qu'en dehors des possibilités d'ailleurs limitées que lui offrent ses matières premières, l'Amérique latine ne peut s'industrialiser que dans la mesure où le permettent le niveau des exportations et la structure des importations de chaque pays. Seule une coordination internationale des programmes de développement économique permettrait de mettre en valeur comme il convient les ressources de chacun des Etats de l'Amérique latine. C'est ce qu'indique une étude portant sur l'industrie et le commerce extérieur préparée par la Division des enquêtes économiques de l'Union panaméricaine et sur certains extraits de laquelle M. Burr appelle l'attention de ses collègues.

4. Le représentant du Chili reconnaît que les pays insuffisamment développés sont fondés à tenter de s'industrialiser; mais il maintient qu'il est dangereux d'entreprendre des programmes d'industrialisation non coordonnés entre eux. Cette coordination ne constitue pas un obstacle au développement économique; elle le favorise, puisqu'elle tend à rendre plus efficaces les efforts entrepris. Certes, le représentant du Chili n'ignore pas les difficultés que comporte une coordination internationale complète en matière de développement économique, du fait que de fréquentes divergences existent entre les intérêts des divers pays; il serait cependant possible de coordonner tout d'abord l'activité d'industries importantes, à condition de les choisir soigneusement.

5. M. Burr rappelle également que sa délégation a déjà eu l'occasion d'exprimer l'inquiétude des pays insuffisamment développés en présence de certaines initiatives qui paraissent contraires tant au principe du plein emploi qu'à celui de la dignité de la personne humaine, que proclame la Charte des Nations Unies. Les gouvernements des pays insuffisamment développés sont inquiets de constater que l'expansion écono-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

mique coloniale se fait souvent au détriment du niveau de vie des populations. Cette exploitation est à la fois contraire aux principes de morale humanitaire et aux principes d'interdépendance économique que consacre la Charte. Elle crée une situation de concurrence déloyale au détriment des pays qui tiennent compte, lorsqu'ils établissent des programmes de développement économique, de la nécessité d'accorder aux classes laborieuses une juste rémunération et des avantages sociaux.

6. M. Burr croit qu'il convient, pour remédier à cet état de choses, de mettre l'accent sur la coordination du développement économique. La coordination sera le remède au fractionnement excessif des marchés, à la concurrence entre les divers programmes de développement économique et à l'exploitation excessive des niveaux de vie des populations de certains pays. Il importe d'éviter en effet que certains programmes ne soient exécutés au détriment d'autres programmes, et que certaines régions ne soient favorisées par rapport à d'autres.

7. M. Burr souligne que les commissions économiques régionales sont extrêmement bien placées pour réaliser cette coordination internationale, en étudiant objectivement les besoins propres à chaque pays. De ce fait, elles sont en mesure d'adresser au Conseil économique et social les recommandations appropriées. Le Conseil, qui reçoit les rapports de ces commissions, est, lui aussi, particulièrement bien placé pour participer à cette œuvre de coordination.

8. Telles sont les raisons pour lesquelles la délégation chilienne a présenté le projet de résolution qui porte la cote A/C.2/L.155. M. Burr en donne lecture. Il exprime l'espoir que ce projet ne soulèvera pas de controverse de nature à retarder les travaux de la Commission, et il remercie les diverses délégations qui l'ont déjà appuyé au cours de la discussion générale.

9. M. LUBIN (Etats-Unis), présentant les amendements proposés par sa délégation (A/C.2/L.190), déclare qu'il ne s'agit que d'amendements de forme destinés à améliorer le texte anglais du projet de résolution chilien. Il semble que la délégation chilienne puisse, sous réserve de quelques modifications, accepter ces amendements.

10. M. Lubin déclare qu'à la demande du représentant du Chili, il remplacera, dans son premier amendement, les mots "devrait s'accomplir" par les mots "peut le mieux s'accomplir".

11. D'autre part, à la demande du représentant du Chili, M. Lubin est prêt à renoncer à remplacer les mots "et à coopérer aux efforts déployés en ce sens par les pays, ainsi que pour la solution..." par les mots "ainsi que dans l'examen..." Cette partie du deuxième amendement des Etats-Unis est donc supprimée.

12. Enfin, toujours à la demande du représentant du Chili, M. Lubin accepte de supprimer, dans son troisième amendement, les mots "dans le cadre du mandat que le Conseil économique et social a donné à ces commissions". Pour les remplacer, il propose d'ajouter le membre de phrase "les décisions de principe pertinentes que le Conseil économique et social prendra ainsi que le mandat des commissions" à la fin de l'alinéa *a* du second paragraphe du dispositif du projet

de résolution, après les mots "les objectifs fixés par le paragraphe 1, *b*, de sa résolution 523 (VI)".

13. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) est disposé à appuyer le projet de résolution présenté par la délégation du Chili (A/C.2/L.155).

14. Il croit cependant qu'il y aurait intérêt à modifier le texte de l'alinéa *a* du second paragraphe du dispositif, dans lequel il vaudrait mieux ne pas mentionner le paragraphe 1, *b*, de la résolution 523 (VI). La Commission sait que les délégations adoptent souvent l'ensemble d'une résolution dans un esprit de compromis. Le compromis ne peut se faire si l'on isole, dans le texte, un passage déterminé. C'est pourquoi il convient de ne pas s'appuyer sur les dispositions d'un paragraphe particulier. Tel est le cas en ce qui concerne la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale. Ce serait en déformer le sens que de vouloir en isoler l'alinéa *b* du paragraphe 1. C'est pourquoi Sir Clifford préférerait remplacer, dans le projet de résolution du Chili, les mots "fixés par le paragraphe 1, *b*, de sa résolution 523 (VI)" par les mots "fixés par sa résolution 523 (VI)". Il espère que le représentant du Chili acceptera cet amendement qui figure au document A/C.2/L.191.

15. En terminant, Sir Clifford Norton déclare qu'il appuie les amendements présentés par la délégation des Etats-Unis (A/C.2/L.190), et que sa délégation votera pour le projet de résolution modifié en ce sens.

16. M. BURR (Chili) accepte les amendements proposés par le représentant des Etats-Unis.

17. Répondant au représentant du Royaume-Uni, il indique qu'il convient à son avis de mentionner l'alinéa 1, *b*, de la résolution 523 (VI) parce que cet alinéa est directement lié au problème à l'étude. Il propose un nouveau libellé pour la fin de l'alinéa *a* du second paragraphe du dispositif de son projet: "... en ayant spécialement en vue les objectifs fixés par le paragraphe 1, *b*, de sa résolution 523 (VI)".

18. M. TOUS (Equateur) tient à exprimer toute son admiration pour les travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine qui a fait œuvre particulièrement utile en Equateur. Il appuiera le projet de résolution déposé par la délégation chilienne, ainsi que les amendements présentés par la délégation des Etats-Unis et acceptés par l'auteur du projet de résolution.

19. La délégation de l'Equateur présente pour sa part des amendements qui figurent au document A/C.2/L.192. L'objet de ces amendements est d'élargir la portée du projet de résolution chilien, plutôt que de le modifier à proprement parler.

20. M. Tous observe en effet qu'il convient de signaler, parmi les activités de la CEPAL, les études complètes que cette Commission a entreprises au sujet des possibilités et du développement économiques des divers pays de l'Amérique latine. Ces études, qui constituent une innovation et qui ont été entreprises sur les instructions de M. Prebisch, l'éminent secrétaire exécutif de la Commission, se sont révélées extrêmement utiles, et il serait de l'intérêt des pays insuffisamment développés de l'Amérique latine qu'elles soient généralisées. A ce sujet, M. Tous cite des extraits du quatrième rapport annuel de la CEPAL¹, où le secrétaire exécutif a souli-

¹ Voir les *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 2*.

gné toute la valeur de ces études. Il évoque également les travaux auxquels la CEPAL s'est livrée en Equateur. M. Tous croit qu'il serait utile de ne pas perdre de vue cet aspect de l'activité de la Commission; c'est pourquoi il a présenté un amendement en ce sens.

21. La délégation de l'Equateur s'est inspirée de considérations du même ordre en mentionnant, à l'alinéa suivant de son premier amendement, les réunions d'experts spécialistes des industries de base, notamment la session que le groupe de travail d'experts de l'industrie sidérurgique en Amérique latine vient de tenir à Bogota. Là encore, il convient de souligner toute l'importance de cet autre aspect de l'activité de la CEPAL. M. Tous rappelle que la réunion précitée a été riche en enseignements et qu'elle aura, sur la vie économique de l'Amérique latine, une répercussion sans précédent, parce qu'elle a permis de détruire les préjugés de ceux qui ne croyaient pas à la possibilité de créer en Amérique latine une industrie sidérurgique.

22. M. Tous indique enfin que sa délégation a voulu compléter le dispositif du projet chilien de résolution par un nouveau paragraphe tendant à recommander aux commissions économiques déjà existantes de développer les échanges commerciaux entre leurs régions respectives, d'une part, et les pays du Moyen-Orient et du Proche-Orient, d'autre part. En effet, la délégation de l'Equateur juge regrettable qu'il n'existe pas de commission économique pour le Moyen-Orient et le Proche-Orient. En l'absence d'une commission de cette nature, il serait néanmoins utile d'envisager un développement des relations commerciales entre les pays de cette région et les autres pays insuffisamment développés. Il est d'autre part indispensable que la CEPAL continue les études qu'elle a entreprises au sujet des possibilités et du développement économiques des pays d'Amérique latine. Telles sont les raisons qui ont amené M. Tous à présenter cet amendement, conséquence logique des considérations énoncées à l'alinéa a du second paragraphe du dispositif du projet de résolution du Chili.

23. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) dit que sa délégation approuve sans réserve l'esprit et la lettre du projet de résolution présenté par le Chili (A/C.2/L.155) et votera en sa faveur.

24. M. Dias Carneiro voudrait profiter de l'occasion pour faire part à la Commission de quelques suggestions concernant l'activité future des commissions économiques régionales. En premier lieu, il conviendrait d'encourager les gouvernements des Etats membres d'une commission économique régionale à participer aux travaux des autres commissions; à cette fin, il serait bon que les commissions régionales avertissent les gouvernements des Etats Membres d'autres commissions, chaque fois qu'elles traitent d'un problème qui intéresse l'économie de leurs pays. Cette procédure ne manquerait pas de développer les échanges commerciaux inter-régionaux, d'accroître les possibilités d'investissement et de favoriser les mouvements internationaux de main-d'œuvre.

25. En deuxième lieu, les commissions régionales devraient étudier la possibilité de mettre en commun les ressources en matières premières et les moyens financiers dont disposent les pays de leurs régions respectives. En étudiant, notamment, la possibilité pour les pays d'une même région d'exploiter en commun leurs ressources en pétrole et en charbon et de financer conjointement l'exécution de projets hydro-électriques,

ainsi que la mise en œuvre de programmes agricoles ou de plans d'irrigation, les commissions régionales contribueraient à unifier les économies de ces pays et à supprimer les barrières internationales. La session, que le groupe de travail d'experts de l'industrie sidérurgique en Amérique latine vient de tenir à Bogota, illustre de manière frappante les résultats que l'on peut espérer obtenir dans ce domaine.

26. En troisième lieu, il conviendrait d'étendre aux commissions économiques régionales la responsabilité de mettre en œuvre le programme multilatéral d'assistance technique. Les commissions régionales pourraient envoyer leurs experts auprès d'institutions gouvernementales des pays membres, ou accueillir à leur siège des fonctionnaires de pays appartenant à la région où s'exerce leur activité. On pourrait de la sorte surmonter les difficultés auxquelles l'exécution du programme d'assistance technique se heurte parfois, du fait de l'inconvertibilité des devises, et élargir ainsi la portée même du programme d'assistance technique.

27. Enfin, il y aurait lieu de diffuser plus largement les études, tant générales que particulières, auxquelles procède chaque commission économique régionale, en les communiquant aux autres commissions et, par leur entremise, aux gouvernements des Etats membres de ces commissions. Il y a des études qui, alors qu'elles sont devenues périmées pour certaines régions, peuvent présenter de l'intérêt pour d'autres. On ferait certainement œuvre utile en ne limitant pas leur distribution à l'échelon régional et en les réimprimant, le cas échéant.

28. M. Dias Carneiro pense qu'il y aurait peut-être intérêt à communiquer ces suggestions aux secrétaires des commissions économiques régionales.

29. En ce qui concerne l'œuvre accomplie par la Commission économique pour l'Amérique latine, M. Dias Carneiro tient à attirer l'attention de la Deuxième Commission sur le rôle exceptionnel que cet organisme a joué sous la direction de M. Prebisch, l'un des économistes les plus distingués de l'époque actuelle. En participant à l'élaboration d'une théorie générale du développement économique, M. Prebisch a d'ailleurs aidé à uniformiser les programmes économiques de l'Amérique latine que ne l'ont fait toutes les réunions officielles qui ont eu lieu à ce jour. Sous l'impulsion de M. Prebisch, la CEPAL a renforcé sa collaboration avec les institutions spécialisées. La délégation du Brésil se réjouit tout particulièrement de noter que le Comité de coordination créé en vue d'éviter tout chevauchement entre les programmes de travail de la CEPAL et ceux du Conseil économique et social inter-américain a pu constater, récemment, que ces programmes ne faisaient aucunement double emploi: la menace qui planait sur l'existence même de la CEPAL est donc écartée, du moins pour le moment. C'est encore à M. Prebisch que l'on doit le soin avec lequel la cinquième session de la CEPAL est organisée. Si cette session, qui se tiendra à Rio-de-Janeiro, a été reportée au mois d'avril 1953, la raison en est le souci que M. Prebisch a de voir cette session couronnée de succès; ce retard ne saurait être interprété comme indiquant que les réunions annuelles de la CEPAL ne sont pas nécessaires et qu'on pourrait fort bien espacer les sessions de cet organisme. La délégation brésilienne tient à s'associer aux membres du Conseil économique et social qui ont félicité la CEPAL pour l'œuvre remarquable qu'elle a accomplie et qu'elle

continue d'accomplir dans l'intérêt du développement économique de l'Amérique latine, en déterminant les besoins de la région, tant techniques que financiers, en étudiant de façon constante les programmes de développement économique, en participant à l'élaboration d'une théorie du développement économique, et en spécialisant des économistes dans l'étude des problèmes du développement économique. Le Brésil apprécie d'autant plus la tâche accomplie par M. Prebisch et la CEPAL qu'il sait combien cette tâche leur a été rendue difficile par les moyens limités dont ils disposaient pour la mener à bien et par le scepticisme que certains organismes gouvernementaux de l'Amérique latine professaient, à l'origine, à l'égard des institutions des Nations Unies.

30. La délégation brésilienne n'approuve pas les trois premiers amendements que la délégation des Etats-Unis d'Amérique (A/C.2/L.290) propose d'apporter au projet de résolution chilien; à son avis, ces amendements tendent à limiter l'activité des commissions économiques aux régions où cette activité s'exerce habituellement et aux domaines expressément prévus par le mandat qui leur a été imparti. Le premier amendement des Etats-Unis ignore totalement l'interprétation globale que l'on est en droit de donner à l'Article 55 de la Charte et crée l'impression que les commissions régionales devraient s'abstenir, pour le moment, de collaborer sur le plan mondial; or, la délégation brésilienne a déjà eu l'occasion de dire qu'à son avis, les commissions régionales n'ont pas encore joué le rôle important qui leur revient dans les efforts que l'on fait pour résoudre les problèmes économiques du monde. Les deuxième et troisième amendements des Etats-Unis paraissent également vouloir renforcer la tendance à compartimenter l'activité des commissions régionales, tendance que la délégation brésilienne ne saurait assez déplorer. En revanche, la délégation brésilienne votera en faveur du quatrième amendement des Etats-Unis, qui complète heureusement le projet de résolution chilien.

31. Pour terminer, M. Dias Carneiro se réserve le droit de faire connaître ultérieurement le sentiment de sa délégation à l'égard des amendements présentés par les délégations du Royaume-Uni (A/C.2/L.191) et de l'Equateur (A/C.2/L.192).

32. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) demande si le représentant du Chili n'accepterait pas de remanier la dernière partie de l'alinéa *a* du second paragraphe du dispositif de son projet de résolution de la manière suivante: "...en ayant en vue les objectifs fixés par sa résolution 523 (VI) et, notamment, par le paragraphe 1, *b*, de cette résolution".

33. M. BURR (Chili) accepte volontiers cette proposition.

34. Il ne lui est pas possible, en revanche, d'accepter les amendements présentés par la délégation de l'Equateur (A/C.2/L.192) qui sortent du cadre du projet de résolution. Le premier amendement de l'Equateur se réfère expressément à l'activité de la Commission économique pour l'Amérique latine, alors que le projet de résolution traite plus particulièrement de la coordination entre toutes les commissions économiques régionales de l'Organisation des Nations Unies. L'alinéa *a* du deuxième amendement de l'Equateur cite le Moyen-Orient et le Proche-Orient: or, si le projet

de résolution chilien ne fait aucune mention de cette région du monde, c'est précisément parce qu'il n'y existe pas de commission économique régionale. Enfin, la disposition qui fait l'objet de l'alinéa *b* du deuxième amendement de l'Equateur est contenue implicitement dans le projet de résolution considéré.

35. M. FACIO (Costa-Rica) dit que sa délégation approuve le projet de résolution de la délégation chilienne et, notamment, l'alinéa *c* du second paragraphe du dispositif qui rend hommage à la CEPAL.

36. M. Facio rappelle qu'au cours de la discussion générale (202ème séance), il a signalé à la Commission les accords conclus en vue de l'union économique des pays de l'Amérique centrale et fait ressortir le rôle important que la CEPAL a joué en prenant l'initiative de convoquer une conférence chargée d'examiner et d'harmoniser les programmes de développement de ces pays. Un comité de la CEPAL procède déjà aux études que cette Conférence a recommandé d'entreprendre. C'est donc avec un sentiment de gratitude que la délégation du Costa-Rica s'associera à la proposition du Chili; elle n'éprouve aucune difficulté, d'autre part, à appuyer les amendements des Etats-Unis (A/C.2/L.190), tels qu'ils ont été modifiés verbalement par M. Lubin avec l'assentiment du représentant du Chili.

37. M. BAUER PAIZ (Guatemala) dit que sa délégation votera également en faveur du projet de résolution du Chili.

38. M. Bauer Paiz voudrait ajouter à l'éloge que les autres représentants de l'Amérique latine ont fait de la CEPAL l'hommage d'un deuxième pays de l'Amérique centrale, qui éprouve lui aussi une grande reconnaissance pour la part que cette commission régionale a prise à l'expérience d'intégration économique des cinq républiques de l'Amérique centrale. Ces pays, entre lesquels existent des liens géographiques, historiques, raciaux et culturels, ont compris qu'une union économique était la condition de leur progrès, aussi bien économique que social. L'histoire montre, en effet, que lorsque des pays essentiellement agricoles s'industrialisent, il se crée une concurrence acharnée qui nuit aux intérêts de toutes les parties. La CEPAL a pris l'initiative de convoquer la Conférence dont vient de parler le représentant du Costa-Rica, afin de mettre au point une politique commune de développement économique fondée sur la coopération mutuelle et visant la fusion progressive des économies ainsi que la création d'entreprises nouvelles ou le développement d'activités existantes selon un ordre de priorité établi en commun. M. Bauer Paiz donne quelques indications au sujet des branches d'activité sur lesquelles porteront les premiers efforts; il souligne, en particulier, l'importance des études entreprises dans le domaine des transports et des ressources hydro-électriques ainsi qu'en matière de statistique et rappelle que l'on projette de créer un institut technologique pour l'Amérique centrale. Toutes ces activités ont conduit à la création d'un Comité de coopération économique des ministres de l'économie de l'Amérique centrale, qui a déjà rédigé et adopté son règlement intérieur. Ce Comité a récemment invité la République de Panama, dont les problèmes économiques sont analogues à ceux des cinq républiques de l'Amérique centrale, à participer à ses travaux. Le représentant du Guatemala dit que,

s'il a tenu à rappeler ces faits, c'est parce qu'ils font mieux comprendre toute la gratitude que les pays de l'Amérique latine, et les républiques de l'Amérique centrale en particulier, éprouvent à l'égard de la CEPAL et expliquent l'empressement avec lequel ces pays s'apprentent à voter en faveur du projet de résolution chilien.

39. M. TOUS (Equateur) s'étonne que le représentant du Chili considère que les amendements que sa délégation propose d'apporter au projet de résolution chilien sortent du cadre de ce projet. Les activités de la CEPAL, sur lesquelles le premier amendement de l'Equateur tend à mettre l'accent, sont à peine moins importantes que les activités relatives à l'intégration économique des pays de l'Amérique centrale, qui sont mentionnées à l'alinéa *c* du second paragraphe du dispositif du projet de résolution considéré; il semble qu'en les passant sous silence, on minimise, en quelque sorte, l'importance du rôle que joue la CEPAL en Amérique latine.

40. En ce qui concerne le deuxième amendement proposé par l'Equateur, M. Tous n'insistera pas pour le maintien de l'alinéa *b*, bien que ses dispositions découlent logiquement de l'alinéa *c* du second paragraphe du dispositif du projet de résolution considéré et en constituent l'aboutissement pratique. En revanche, il pense que l'alinéa *a* du deuxième amendement proposé par sa délégation s'impose; attendu qu'aux termes de l'alinéa *a* du second paragraphe du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale approuverait chaleureusement la collaboration qui s'est établie entre les commissions régionales existantes pour favoriser le développement des échanges commerciaux entre les pays de leurs régions respectives, on ferait, en somme, preuve de discrimination, si l'on n'invitait pas, par ailleurs, ces commissions régionales à favoriser également le commerce entre ces régions et les pays du Proche et du Moyen-Orient.

41. M. BURR (Chili) dit que, sans sous-estimer l'importance des problèmes soulevés dans les amendements de l'Equateur, il ne pense pas que ces problèmes entrent dans le cadre du projet de résolution présenté par sa délégation.

42. M. HALIQ (Arabie saoudite) se prononce en faveur du projet de résolution du Chili (A/C.2/L.155) et des amendements du Royaume-Uni et des Etats-Unis tels qu'ils ont été acceptés par le représentant du Chili. Le représentant de l'Arabie saoudite approuve également les amendements de l'Equateur; toutefois, à l'alinéa *a* du nouveau paragraphe que le représentant de l'Equateur voudrait voir ajouter à la fin du dispositif, il propose de remplacer les mots "échanges commerciaux" par les mots "une coopération économique plus étroite".

43. M. HUEZO (Salvador) rappelle que, lors de l'examen du Programme d'assistance technique des Nations Unies, il a exprimé sa satisfaction de l'aide que l'Organisation et les institutions spécialisées ont accordée, à ce titre, au Salvador (212ème séance). M. Huezo tient maintenant à rendre hommage aux experts et au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine, qui font œuvre très utile. Il se prononcera donc en faveur du projet de résolution du Chili.

44. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) rappelle les dispositions du second amendement de l'Equateur et il fait observer qu'on pourrait atteindre les objectifs visés par cet amendement si l'on ajoutait à l'alinéa *a* du second paragraphe du dispositif, tel qu'il a été modifié par les Etats-Unis, les mots "non seulement entre ces pays, mais aussi avec les pays d'autres régions", après les mots "et déclare que cette collaboration doit être encouragée...".

45. M. TOUS (Equateur) approuve la proposition du représentant des Etats-Unis qui est conforme à l'esprit même du premier amendement de l'Equateur. Il ajoute que, dans ces conditions, sa délégation retire l'alinéa *a* du nouveau paragraphe qu'elle a proposé. Pour ce qui est de l'alinéa *b* du même paragraphe, la délégation de l'Equateur, tenant compte des appréhensions manifestées par le représentant du Chili, se déclare disposée à le retirer également.

46. M. DE SEYNES (France) approuve le projet de résolution du Chili.

47. Il fait observer que ce projet a été déposé à propos de l'examen de la première question inscrite à l'ordre du jour de la Commission, à savoir le développement économique des pays insuffisamment développés. En raison des circonstances particulières dans lesquelles la présente session s'est déroulée, cette question sera sans doute la seule à laquelle la Commission aura consacré de longs débats. Etant donné qu'elle n'examinera pas d'autres problèmes et, notamment, qu'elle n'étudiera pas l'activité de la Commission économique pour l'Europe à laquelle le Gouvernement français s'intéresse particulièrement, le représentant de la France craint qu'aux yeux d'un public peu au courant des délibérations de la Commission, le projet de résolution du Chili ne paraisse, sous sa forme actuelle, négliger quelque peu le rôle de la CEE.

48. C'est pour éviter de donner cette impression que la délégation française propose l'amendement qui figure au document A/C.2/L.193.

49. M. BURR (Chili) accepte l'amendement de la France.

50. M. JUNG (Inde) déclare que sa délégation voudrait examiner non seulement l'amendement de la France mais aussi les effets que, du point de vue des pays membres de la CEAEO, l'amendement de l'Equateur pourrait avoir sur l'équilibre du projet de résolution du Chili. La délégation de l'Inde propose donc de remettre à la séance suivante le vote sur le projet de résolution du Chili et sur les différents amendements.

La proposition de l'Inde est adoptée.

Développement économique des pays insuffisamment développés: b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social (A/2172)

[Point 25, *c* *]

51. M. GINOSSAR (Israël) rappelle que, pendant la discussion générale sur le point 25 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale, les membres de la Commission ont pu exposer leurs idées sur l'amélio-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

ration de la productivité. En outre, aucune délégation n'a déposé de projet de résolution sur cette question. Le représentant d'Israël doute que, dans ces conditions, un débat puisse donner des résultats fructueux. Au cas où certains orateurs auraient déjà demandé à prendre la parole, le représentant d'Israël proposerait de clore la liste des orateurs.

52. Le **PRESIDENT** déclare close la liste des orateurs qui comprend les représentants de deux pays, la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique.

53. **M. DE GROOTE** (Belgique) déclare que sa délégation attache une importance particulière à l'amélioration de la productivité dans le monde; à son avis, l'examen de cette question devrait permettre de résoudre certains problèmes relatifs au développement de la production dans les pays insuffisamment développés.

54. Le représentant de la Belgique fait observer que, si par suite d'une amélioration de la productivité et en raison d'un effort constant, on obtient une augmentation de la production, cette augmentation n'a de sens que si elle répond aux besoins d'un marché plus large. On ne peut donc concevoir une amélioration de la productivité que dans le cadre d'une économie en expansion et avec un accroissement simultané du pouvoir d'achat. Les résultats obtenus par une amélioration de la productivité doivent, par conséquent, être répartis de manière à permettre une augmentation du pouvoir d'achat. Non seulement cette augmentation contribuerait au développement de l'économie, mais elle stimulerait les différents éléments qui concourent à l'amélioration de la productivité.

55. Le représentant de la Belgique attire ensuite l'attention sur les différents obstacles auxquels se heurte l'amélioration de la productivité. Le principal obstacle est d'ordre psychologique et tient à la crainte de voir une amélioration de la productivité entraîner une diminution de l'emploi. Or, même si, dans l'immé-

diat, cette crainte peut s'expliquer, à longue échéance, elle est dénuée de tout fondement. L'Organisation des Nations Unies pourrait jouer un rôle utile en soulignant le fait qu'une crainte de ce genre n'est pas fondée; en effet, en y prêtant par trop d'attention, on risquerait de mettre un frein au progrès.

56. Le représentant de la Belgique ajoute qu'une amélioration de la productivité n'a d'intérêt que si elle repose sur une amélioration de la structure économique. On ne peut considérer la productivité comme un problème isolé. Elle fait partie d'un tout et des mesures d'ordre administratif ou fiscal peuvent certainement contribuer à l'amélioration de la productivité.

57. Enfin, le représentant de la Belgique fait observer qu'on a tendance, en général, à ne considérer que le facteur humain de la productivité. Sans doute ce facteur est-il d'une importance primordiale, mais il ne faut pas négliger non plus la manière dont on utilise l'équipement et les méthodes de production. Toutes les études sur l'entretien et la conservation du matériel contribuent à l'amélioration de la productivité. Il en est de même de l'amélioration des méthodes de production et de la coordination des recherches scientifiques. A ce propos, le représentant de la Belgique souhaiterait que les travaux de recherches scientifiques fussent coordonnés sur le plan mondial. Il ajoute que, pour donner les meilleurs résultats, ces travaux devraient porter sur chacune des diverses branches de l'activité industrielle ou agricole.

58. Le représentant de la Belgique déclare en conclusion que, dans le domaine de la productivité, des travaux bien menés, avec l'aide des différents organes de l'Organisation des Nations Unies, permettraient de faciliter le développement économique, notamment celui des pays insuffisamment développés, et de répondre dans une large mesure aux besoins de l'humanité tout entière.

La séance est levée à 17 h. 30.



SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155/Rev.1 et A/C.2/L.192) [suite]..	325
Développement économique des pays insuffisamment développés: b) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social (A/2172) [fin].....	327
Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194)	327

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés (A/2172, chapitre III, A/2192, A/C.2/L.155/Rev.1 et A/C.2/L.192) [suite]

[Point 25*]

1. Le PRESIDENT invite la Commission à poursuivre la discussion sur les activités des commissions économiques régionales. La Commission reste saisie d'un projet de résolution révisé du Chili (A/C.2/L.155/Rev.1) qui tient compte des amendements de la France, des États-Unis et du Royaume-Uni, et du premier amendement de l'Equateur (A/C.2/L.192), le second ayant été retiré.

2. M. JUNG (Inde) estime que le premier amendement de l'Equateur introduirait dans le projet de résolution révisé du Chili un déséquilibre que l'on ne pourrait faire disparaître qu'en faisant également mention des activités des deux autres commissions économiques régionales. Il demande donc au représentant de l'Equateur s'il accepte de retirer son amendement; au cas contraire, il suggère de compléter le texte en comblant la lacune qu'il a signalée.

3. M. TOUS (Equateur) reconnaît qu'en toute justice il faudrait également mentionner les activités des deux autres commissions économiques régionales. Il ne désire pas retirer son amendement; en particulier, il estime très important de faire mention des activités entreprises dans le domaine des industries de base. L'industrialisation fait partie du programme essentiel de développement économique d'un grand nombre de pays d'Amérique latine — le Mexique, la Colombie, le Venezuela, le Brésil, l'Allemagne et le Chili, par exemple et, dans certains cas, elle tient une place

aussi importante que l'agriculture. Les six pays que le représentant de l'Equateur vient de citer s'efforcent tout particulièrement de développer leurs industries métallurgiques.

4. M. GARCIA (Philippines) constate qu'il semble exister un très large accord sur la question des activités des commissions économiques régionales.

5. A l'origine, certains membres paraissaient douter que la CEAEQ, organe dont les Philippines font partie, fût capable de répondre aux aspirations communes des pays d'Extrême-Orient en matière économique. A l'époque, la plupart de ces pays étaient encore au premier stade de la vie politique, et les habitants d'un grand nombre d'entre eux se trouvaient dans une quasi-famine. En outre, l'Orient passait communément pour une région malsaine où on ne pouvait espérer réaliser de grands progrès. Néanmoins, la CEAEQ a pu surmonter toutes ces difficultés, éveiller chez les nations un nouveau sens de leur rôle et rendre possible la coopération dans la solution des problèmes économiques.

6. La CEAEQ a décidé de commencer ses futures sessions par une discussion sur la situation économique en Extrême-Orient, en prenant pour base son rapport semestriel. Cette discussion complètera heureusement les débats du Conseil économique et social sur la situation économique dans le monde. La CEAEQ s'est également révélée utile en tant qu'organe de coordination pour l'étude de questions comme l'hydraulique fluviale, les transports et l'assistance technique. Le Gouvernement des Philippines a donc pris connaissance avec une vive inquiétude de la proposition actuellement soumise à la Cinquième Commission et tendant à stabiliser le budget des Nations Unies à un certain niveau; il espère que cette proposition n'aura pas pour effet de restreindre l'activité des commissions économiques régionales.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

7. La délégation des Philippines appuie le projet de résolution révisé du Chili et partage l'avis du représentant de l'Inde en ce qui concerne l'amendement de l'Equateur. M. Garcia espère que la coopération dont il est question dans le troisième amendement des Etats-Unis, qui a été incorporé au texte révisé du projet de résolution du Chili, se fera dans le cadre des attributions que les commissions économiques régionales tiennent de leur mandat.

8. M. ENCINAS (Pérou) appuie sans réserve le projet de résolution révisé du Chili. Au cours de la discussion générale (209ème séance), M. Encinas a déjà fait mention des travaux de la CEPAL. Le projet de résolution du Chili laisse forcément de côté certaines activités pour lesquelles la CEPAL mérite d'être félicitée. Un aspect particulièrement intéressant des travaux de cette organisation consiste à former des économistes latino-américains en créant des centres à leur intention. M. Encinas reconnaît cependant qu'il serait inopportun de chercher à énumérer toutes les activités de la CEPAL dans une résolution, et il ne saurait approuver aucun amendement rédigé en ce sens.

9. M. ELAHI (Pakistan) appuie le projet de résolution remanié du Chili et rappelle qu'il a déjà exprimé l'opinion de sa délégation sur les travaux des commissions économiques régionales.

10. Etant donné que le projet de résolution révisé du Chili semble recueillir l'accord général et qu'il n'y a que de légères divergences d'opinions sur l'amendement de l'Equateur, on pourrait éviter une prolongation du débat si le représentant du Chili acceptait l'addition du mot "intégré" après les mots "développement économique", à l'alinéa *c* du deuxième paragraphe du dispositif de son texte. Cette modification répondrait à l'objet principal de l'alinéa *ii* de l'amendement de l'Equateur.

11. En réponse à une question de M. DIAS CARNEIRO (Brésil), M. GARCIA (Philippines) dit que les représentants des gouvernements d'Amérique latine seront les bienvenus s'ils désirent assister à la Conférence sur le développement des échanges commerciaux qui se tiendra en 1953 sous les auspices de la CEAEQ.

12. M. NURADI (Indonésie) appuie sans réserve le projet de résolution révisé du Chili. Comme les représentants de l'Inde, des Philippines et du Pakistan, il doute qu'il soit opportun d'incorporer l'amendement de l'Equateur dans le projet de résolution révisé. Sous sa forme remaniée, ce projet de résolution est satisfaisant.

13. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) propose d'ajouter, à la fin du deuxième alinéa du préambule du projet de résolution révisé du Chili, les mots: "en entreprenant certaines études de concert avec elles". Cette adjonction rendrait le projet conforme à la décision que le Conseil économique et social a adoptée à sa onzième session et par laquelle les trois commissions économiques régionales seraient autorisées à entreprendre de concert certaines études.

14. M. DE SEYNES (France) accepte la proposition du représentant des Etats-Unis. Au sujet de l'amendement de sa délégation (A/C.2/L.193), qui a été accepté par la délégation du Chili, il désire préci-

ser qu'en mentionnant certaines activités de la Commission économique pour l'Europe, il n'a pas prétendu épuiser les mérites de cet organisme dont la mission s'exerce avant tout dans une région qui est parmi les plus développées du monde. Mais dans le cadre du débat actuel sur le point 25 de l'ordre du jour, il n'est guère possible de mentionner que celles des activités de la Commission qui ont trait aux régions insuffisamment développées. L'amendement proposé n'est pas destiné à encourager une modification dans le programme général de la Commission économique pour l'Europe. Il ne peut être interprété en particulier comme suggérant une modification des arrangements existant entre la Commission et les divers services d'assistance technique. La participation des commissions régionales au programme d'assistance technique présente, aux yeux du gouvernement français, la plus grande importance. Mais cette participation soulève certains problèmes d'ordre administratif; les arrangements intervenus semblent avoir résolu de manière satisfaisante ces problèmes et l'amendement français n'entend recommander aucune innovation dans ce domaine.

15. En réponse à une question posée par le PRESIDENT, M. BURR (Chili) dit qu'il accepte l'amendement proposé oralement par le représentant des Etats-Unis et concernant le deuxième alinéa du préambule de son projet de résolution révisé.

16. M. BUNGE (Argentine) annonce que sa délégation votera pour le projet de résolution révisé, car elle estime qu'il convient de rendre hommage à l'activité des commissions économiques régionales. Les travaux des commissions faciliteront beaucoup la tâche des Nations Unies.

17. Il serait souhaitable de trouver une rédaction que puissent accepter tous les membres de la Commission. L'amendement du représentant de l'Equateur ne fait que donner quelques exemples des utiles travaux accomplis par la CEPAL. Il devrait être possible d'arriver à un projet de résolution plus équilibré en insérant, peut-être au deuxième paragraphe du dispositif, une mention englobant l'ensemble des activités de toutes les commissions économiques régionales.

18. M. HALIQ (Arabie saoudite) pense que l'on pourrait donner satisfaction aux représentants de l'Inde et du Pakistan et retenir en même temps l'amendement de l'Equateur, en ajoutant, à l'alinéa *b* du deuxième paragraphe du dispositif du projet de résolution, après les mots "stimule le commerce", les mots "en entreprenant des études intégrées, en convoquant des réunions d'experts et en organisant des conférences techniques relatives à divers aspects du développement économique".

19. M. TOUS (Equateur) dit qu'il n'avait pas très bien compris, tout d'abord, la proposition du représentant de l'Inde; mais il se rend compte maintenant que M. Jung a proposé soit que l'on supprime la mention particulière des travaux de la CEPAL, soit que l'on fasse mention des études intégrées et des réunions d'experts dans un paragraphe séparé qui concernerait toutes les commissions économiques régionales. Il est très partisan d'adopter cette deuxième solution, qui serait, à son avis, préférable à la modifi-

cation des alinéas *b* et *c* du deuxième paragraphe du dispositif.

20. M. JUNG (Inde) dit que l'adoption de l'une ou l'autre des solutions qu'il a proposées lui donnerait satisfaction, mais il serait peut-être préférable de ne pas essayer de rédiger maintenant un nouveau paragraphe, afin que la Commission soit en mesure de voter au cours de la journée sur le projet de résolution révisé. Il appuie l'amendement présenté par le représentant de l'Arabie saoudite et propose de lui ajouter les mots "et en créant des centres de formation".

21. M. HALIQ (Arabie saoudite) accepte l'adjonction à son amendement proposée par le représentant de l'Inde.

22. M. BURR (Chili) accepte les amendements proposés par les représentants de l'Arabie saoudite et de l'Inde.

23. A la suite d'une question posée par M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique), M. JUNG (Inde) reconnaît qu'il serait préférable d'employer l'expression "cycle d'études" puisque les "centres" dont il est question dans son amendement ne doivent pas être permanents; il s'est simplement conformé à la terminologie employée dans le rapport de la CEAEO¹.

24. Répondant à M. TOUS (Equateur), M. JUNG (Inde) déclare que sa délégation ne fera pas d'objection si le représentant de l'Equateur désire maintenir le texte actuel de son amendement, mais il préférerait qu'il n'y ait pas de référence expresse au Groupe de travail d'experts de l'industrie sidérurgique.

25. M. DE SEYNES (France) propose d'amender l'alinéa iii de l'amendement de l'Equateur, qui se lirait: "les réunions de spécialistes des industries de base".

26. M. TOUS (Equateur) accepte l'amendement de la France.

27. M. BURR (Chili) accepte l'amendement de l'Equateur (A/C.2/L.192) ainsi modifié.

28. M. ELAHI (Pakistan), retire sa proposition tendant à insérer le mot "intégré" dans l'alinéa *c* du second paragraphe du dispositif du projet de résolution, en raison de l'adoption de l'amendement de l'Equateur.

29. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) estime que le texte révisé du projet de résolution exprime remarquablement l'approbation de la Commission pour l'œuvre des commissions économiques régionales. Cependant, au fur et à mesure qu'il est modifié, le texte perd de plus en plus son caractère de déclaration générale et devient un exposé de cas particuliers; or, et c'est peut-être le cas d'autres représentants, il ne s'estime pas en mesure d'apprécier l'importance relative des activités particulières des commissions économiques régionales. Sa délégation pourra donc voter en faveur du texte révisé, tel qu'il a été présenté, mais elle ne sera pas en mesure d'approuver les amendements qui ont été proposés.

30. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution révisé du Chili (A/C.2/L.155/Rev.1) tel qu'il a été modifié.

Par 37 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le projet de résolution révisé ainsi amendé est adopté.

¹ Voir les Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 5.

Développement économique des pays insuffisamment développés: *b*) Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde: rapport du Conseil économique et social (A/2172) [fin]

[Point 11*]

31. Le PRESIDENT annonce que le représentant des Etats-Unis, seul membre de la Commission qui avait demandé à prendre la parole au sujet du point 25 *b*, a fait rayer son nom de la liste des orateurs.

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194)

[Point 11*]

32. M. TOUS (Equateur) présente son projet de résolution sur la production de denrées alimentaires (A/C.2/L.194); il déclare que le Gouvernement de l'Equateur, qui étudie depuis un certain temps la possibilité d'accroître la production de denrées alimentaires dans le monde, a soigneusement examiné la résolution 424 (XIV) du Conseil économique et social sur le rapport de la FAO. Il conviendrait de donner à la production de denrées alimentaires la priorité la plus élevée qui soit. L'écart entre les normes d'alimentation dans les pays insuffisamment développés et dans les pays industrialisés est considérable et l'on ne pourra pas assurer une paix permanente tant que certaines populations seront sous-alimentées.

33. Le deuxième alinéa du préambule du projet de résolution rappelle certaines déclarations du Directeur général de la FAO, qui mérite des félicitations pour avoir pris l'initiative d'attirer l'attention du Conseil économique et social sur l'urgence que présente l'adoption de mesures efficaces destinées à accroître la production de denrées alimentaires. La Commission devrait approuver la déclaration du Directeur général. La Conférence de la FAO a souligné la nécessité de mieux coordonner la production de denrées alimentaires, bien que plusieurs institutions travaillent déjà de concert à ce sujet. Dans son projet, la délégation de l'Equateur a insisté sur l'urgence de cette question, car il est indispensable de susciter un mouvement d'opinion publique. La FAO effectue un travail digne d'éloges et l'Equateur a bénéficié de son aide, par exemple pour les produits de la pêche et de l'élevage.

34. L'Equateur désire encourager et est prêt à faciliter l'immigration de 10 millions de travailleurs en vue de mettre en valeur sa région côtière qui promet d'être fertile. L'OIT pourrait être d'un grand secours à cet égard. Selon les études effectuées par l'International Basic Economic Corporation de la Fondation Rockefeller, l'Equateur pourrait faire vivre une cinquantaine de millions d'immigrants. La mise en valeur de la région côtière et des bassins des deux grands fleuves assurerait un appoint important pour la production de denrées alimentaires dans le monde.

35. Le projet de résolution qu'il présente a pour but essentiel de faire la synthèse du problème de la pénurie de denrées alimentaires, problème qu'il importe de résoudre rapidement et effectivement, avant que la situation ne s'aggrave encore.

La séance est levée à 12 h. 40.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



SEANCE

Lundi 15 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

	Page
Motion d'ordre du Rapporteur	329
Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite]	329

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Motion d'ordre du Rapporteur

1. M. HALIQ (Arabie saoudite), Rapporteur, prenant la parole pour une motion d'ordre, fait observer que le projet de résolution de la Bolivie et de l'Uruguay (A/C.2/L.165/Rev.1), que la Commission a adopté à propos du développement économique des pays insuffisamment développés, ne porte pas de titre. Il propose d'intituler la résolution: "Exploitation des ressources naturelles".
2. M. BURR (Chili) suggère la formule: "Exploitation des richesses et ressources naturelles".
3. M. ABDELRAZEK (Egypte) estime qu'il serait bon de préciser: "Libre exploitation ...".
4. Après un échange de vues auxquels participent M. RAJKUMAR (Inde), M. BAUER PAIZ (Guatemala), et M. DIAS CARNEIRO (Brésil), M. HALIQ (Arabie saoudite), Rapporteur, propose de donner à la résolution le titre suivant: "Droit d'exploiter librement les richesses et ressources naturelles".

Cette proposition est adoptée.

5. M. HALIQ (Arabie saoudite), Rapporteur, suggère de modifier légèrement le troisième alinéa du préambule de la résolution adoptée sur la proposition du Chili (A/C.2/L.155/Rev.1) en remplaçant, pour donner suite à l'amendement proposé par la délégation des Etats-Unis, les mots: "... à assurer la coordination des efforts entre les pays ..." par les mots "... à assurer la coordination entre les pays ...".

Cette proposition est adoptée.

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite]

[Point 11*]

6. M. TOUS (Equateur) rappelle les raisons qui ont amené sa délégation à présenter le projet de résolution A/C.2/L.194.
7. Le Directeur général de la FAO a souligné que, même avant la deuxième guerre mondiale, la pénurie

de denrées alimentaires se faisait gravement sentir dans le monde. Depuis la guerre, la population mondiale a augmenté de 12 pour 100 tandis que la production de denrées alimentaires ne s'est accrue que de 7 à 8 pour 100. Il convient de remarquer à cet égard, que si les Etats-Unis, l'Argentine et d'autres pays fournissent d'importantes quantités de denrées alimentaires, les principaux producteurs sont cependant les pays insuffisamment développés. Malheureusement, la différence entre les niveaux de production et de consommation des pays pauvres et des pays riches n'a fait que s'accroître au cours des dernières années, et le représentant du Chili, M. Santa Cruz, avait à juste titre attiré sur ce fait l'attention de la Commission. A l'appui de sa thèse, le représentant de l'Equateur donne lecture du paragraphe 413 du rapport du Conseil économique et social (A/2172). Il ajoute que pour les pays insuffisamment développés, les conséquences d'une pénurie de denrées alimentaires sont donc plus graves que pour les pays industrialisés, lesquels disposent de ressources financières suffisantes pour acheter à l'étranger.

8. Le problème a déjà retenu l'attention de la Commission des questions sociales et du Conseil économique et social. Toutefois, c'est là un problème très grave qu'il faut résoudre immédiatement. Il ne suffit pas d'adresser des recommandations aux gouvernements; seule une action commune des différents organes de l'Organisation et des institutions spécialisées permettra d'obtenir des résultats tangibles. Cette action contribuerait au maintien de la paix car il est évident qu'une pénurie mondiale de denrées alimentaires ne peut susciter que des difficultés et des conflits. A ce propos, le représentant de l'Equateur fait observer qu'au premier paragraphe du dispositif de son projet de résolution, il faudrait remplacer les mots "action coordonnée" par les mots "action commune".

9. M. Tous croit qu'une conférence réunissant les représentants des gouvernements et des différents organismes internationaux trouverait, peut-être, les moyens de remédier à la pénurie de denrées alimentaires. Si le Conseil économique et social le jugeait opportun, cette conférence pourrait être convoquée après consultation de la FAO et d'autres institutions spécialisées.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

10. Le représentant de l'Equateur déclare, pour terminer, que sa délégation continuera d'accorder une attention soutenue au problème de l'accroissement de la production mondiale de denrées alimentaires. Il espère que, lors de sa prochaine Conférence, la FAO étudiera attentivement ce problème et prendra des décisions qui permettent d'entamer une action commune.

11. M. McDOUGALL (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) déclare que le projet de résolution de l'Equateur intéresse vivement la FAO qui se préoccupe de l'approvisionnement du monde en denrées alimentaires.

12. La déclaration rappelée au deuxième alinéa du préambule du projet de résolution est vérifiée par les faits mais les statistiques relatives à la production de denrées alimentaires et à l'accroissement de la population ne sont pas assez complètes pour permettre des calculs précis. Toutefois, il ressort des renseignements réunis par la FAO que, dans le monde, 1.200 millions de personnes souffrent de sous-alimentation.

13. A l'alinéa *a* du troisième paragraphe du préambule, le membre de phrase "et, singulièrement pour les populations des pays les plus directement menacés par les pénuries d'aliments" vise probablement les pays qui sont constamment menacés par la famine. Il faut toutefois se rappeler que la menace pèse aussi sur les pays qui doivent importer de grandes quantités de denrées alimentaires.

14. Au sujet du quatrième alinéa du préambule, le représentant de la FAO fait observer que, sur le plan international, c'est à la FAO qu'il incombe au premier chef d'aider les gouvernements à augmenter la production des denrées alimentaires. Sans doute, elle ne peut mener seule l'action voulue mais il ne faut pas négliger la responsabilité fondamentale qui est la sienne.

15. La Conférence tenue en 1951 a invité les 68 membres de la FAO à augmenter la production de denrées alimentaires de 1 à 2 pour 100 de plus que le taux d'accroissement annuel de la population. Pour seconder les gouvernements dans la mise en œuvre de cette importante recommandation, la FAO les aide à établir des programmes et leur rend de très nombreux services. En outre, la FAO s'emploie à favoriser l'accroissement de la production agricole dans les divers pays par l'emploi accru d'engrais, le développement de l'irrigation et l'application des méthodes modernes de culture.

16. Pour accomplir cette tâche, la FAO dispose d'un budget ordinaire de 5.250.000 dollars et elle reçoit une allocation prélevée sur le compte spécial de l'Assistance technique. A l'heure actuelle, les demandes d'assistance technique adressées à la FAO sont tellement nombreuses que cette institution n'est pas en mesure de fournir tous les services et de détacher tous les experts qui lui sont demandés.

17. M. McDougall attire l'attention de la Commission sur la coopération établie entre la FAO et d'autres institutions spécialisées, notamment la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'UNESCO, l'OMS et l'OIT. La FAO comprend donc parfaitement l'intérêt que présente une action coordonnée pour mettre rapidement en œuvre des programmes de développement agricole. Toutefois, elle insiste sur la nécessité de reconnaître la responsabilité fondamentale qui lui incombe dans ce domaine.

18. Le représentant de la FAO estime que le problème de l'accroissement de la production de denrées alimentaires est tellement important que la collaboration de tous les organismes intéressés, nationaux et internationaux, apparaît indispensable. La FAO se félicite de constater que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social s'intéressent vivement à ce problème. Elle espère que les gouvernements consacreront une part de plus en plus importante de leurs ressources à l'agriculture et, notamment, à l'accroissement de la production agricole.

19. Pour terminer, M. McDougall signale que la FAO est toute disposée à aider le Secrétariat de l'Organisation en lui communiquant les renseignements dont il aura besoin pour faire figurer, dans le rapport annuel du Conseil économique et social à l'Assemblée générale, comme le représentant de l'Equateur le propose, une section réservée aux mesures prises en vue d'accroître la production de denrées alimentaires.

La séance, suspendue à 11 h. 45, est reprise à 12 h. 5.

20. M. KATZ-SUCHY (Pologne) constate qu'à la présente session, la Commission n'a examiné que la question du développement économique des pays insuffisamment développés. Le temps qu'elle a consacré à cette question indique toute l'importance que l'Organisation y attache; mais, en raison même de la gravité du problème, la Commission ne peut négliger les autres questions économiques qui se posent au monde et sur lesquels l'Organisation des Nations Unies se doit de prendre position.

21. Depuis quelques années, le chapitre II du rapport du Conseil économique et social ne fait l'objet que d'un débat purement académique. La Deuxième Commission n'a pas cherché à analyser l'activité du Conseil économique et social, sauf peut-être en matière de développement économique, ni à orienter son action future. Elle n'a tiré aucune conclusion pratique de ses délibérations et elle n'a adopté que des résolutions imprécises, qui sont restées, pour ainsi dire, sans effet.

22. Le Conseil économique et social a une mission extrêmement importante à remplir aux fins de la coopération économique internationale; tous ses efforts doivent tendre à élever le niveau de vie des peuples et à favoriser leur bien-être social et culturel. Or, si l'on analyse les décisions qu'il a prises jusqu'à présent, on est obligé de conclure qu'il n'a nullement contribué à renforcer la coopération économique entre les nations sur la base du respect de la souveraineté de chacune, de l'égalité des droits et de leurs intérêts mutuels. Cet état de choses n'est pas un effet du hasard: il est la conséquence de la politique délibérée des Etats-Unis et d'une majorité soumise à leur volonté qui entravent tous les efforts tentés en vue de permettre à l'Organisation des Nations Unies de résoudre pacifiquement les problèmes internationaux d'ordre politique, économique et social.

23. Cette politique s'insère dans le cadre des préparatifs de guerre des Etats-Unis. Il appartient à la Deuxième Commission d'analyser les aspects économiques du problème. Nul ne peut nier, aujourd'hui, que l'élément qui caractérise la situation économique du monde capitaliste est la course effrénée aux armements dans laquelle les Etats-Unis et leurs alliés se sont engagés. Les préparatifs de guerre dominent toutes les activités des pays du bloc de l'Atlantique-Nord, et l'on peut déjà en constater les lourdes conséquences: dimi-

nution de la production des biens de consommation, augmentation du prix de ces produits; baisse du pouvoir d'achat des classes laborieuses. La nécessité de financer des budgets militaires élevés a entraîné une augmentation des impôts et suscité l'inflation, tandis que les monnaies ont perdu leur valeur réelle: il est évident que le pouvoir d'achat et le niveau de vie des masses ne peuvent qu'en souffrir.

24. En revanche, l'économie de guerre sert les intérêts d'un petit groupe de monopoles. Le développement de la production de guerre a accéléré la concentration du capital entre les mains de quelques grands monopoles qui, de ce fait, sont à même d'exercer leur contrôle sur l'ensemble de l'économie. En même temps, ces monopoles renforcent leur mainmise sur les sources de matières premières et accaparent les marchés des pays insuffisamment développés, où l'exploitation coloniale revêt des formes de plus en plus brutales. Les pays insuffisamment développés se trouvent dans l'obligation de vendre leurs produits à bas prix; il leur est impossible d'importer les biens d'équipement dont ils ont besoin pour mettre en œuvre leur programme d'industrialisation et, alors que s'accroît leur dépendance à l'égard des Etats-Unis, leurs populations s'appauvrissent de jour en jour.

25. Cependant, les dissensions s'accusent au sein du camp impérialiste. Sous prétexte de leur venir en aide, les Etats-Unis d'Amérique obligent le Royaume-Uni et la France à exécuter de vastes programmes d'armement pendant qu'ils les évincent des marchés qui étaient traditionnellement les leurs. Le Gouvernement des Etats-Unis, se faisant l'instrument des monopoles américains, s'efforce d'anéantir l'indépendance économique des pays de l'Europe occidentale. Ce sont ces monopoles qui aident à reconstituer la puissance militaire et économique de l'Allemagne et du Japon, qui menace déjà le Royaume-Uni et la France dans plusieurs parties du monde. Les Etats-Unis, tout en invoquant la liberté du commerce, afin de mieux dominer les marchés des autres pays capitalistes, n'hésitent pas à protéger leur propre marché par des barrières douanières de plus en plus élevées.

26. C'est à cette subordination de leur économie aux préparatifs de guerre des Etats-Unis d'Amérique que les pays de l'Europe occidentale doivent leur situation économique de plus en plus précaire. On trouve dans le dernier bulletin de la Commission économique pour l'Europe des renseignements sur les difficultés croissantes dans lesquelles se débattent les pays de l'Europe occidentale: sauf en Allemagne occidentale et en France, la production industrielle du deuxième trimestre de 1952 aurait été inférieure à ce qu'elle était pendant la période correspondante de l'année précédente. Cette tendance se serait d'ailleurs accentuée au cours du troisième trimestre de 1952. Le *London Times Weekly Review* du 6 novembre signalait que l'indice officiel de la production industrielle au Royaume-Uni avait accusé, en juillet, août et septembre, une baisse d'environ 7 pour 100 par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Le journal *Le Monde* du 19 octobre annonçait une baisse de la production en France au cours des six derniers mois. Le *Christian Science Monitor*, en date du 11 novembre, constatait qu'aux Pays-Bas, la tendance inflationniste affectait non seulement les importations, mais aussi la consommation des produits nationaux: la production, selon ce journal,

aurait diminué de 2 ½ pour 100 et il y aurait 43.000 chômeurs de plus que l'année précédente. En Belgique, selon l'*Agence économique et financière*, l'indice de la production industrielle était descendu à 99 aux mois de juillet et d'août, alors que la moyenne pour 1951 était de 119. En Allemagne occidentale, l'indice moyen de la production pour les huit premiers mois de l'année 1952 n'avait marqué qu'un accroissement de 0,004 pour 100 par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

27. La crise touche principalement les branches de l'industrie qui produisent des articles de grande consommation. C'est ainsi que, selon les renseignements publiés dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, la production textile a enregistré au cours du deuxième trimestre de 1952, par comparaison avec l'indice le plus élevé de 1951, une diminution de 33 pour 100 en Belgique, de 28 pour 100 au Danemark, de 27 pour 100 au Royaume-Uni, de 27 pour 100 aux Pays-Bas, de 26 pour 100 en Autriche, de 22 pour 100 en Allemagne occidentale, de 21 pour 100 en Grèce, de 20 pour 100 en Italie, de 14 pour 100 en Suède, de 12 pour 100 en France et de 11 pour 100 en Norvège. D'autres secteurs, notamment ceux des produits chimiques et du papier, ont été également touchés. La seule industrie qui marque un accroissement constant de la production est l'industrie des armements. En France, cette augmentation a été de l'ordre de 17 pour 100 au cours du deuxième trimestre de 1952 par rapport au deuxième trimestre de 1951. En Allemagne occidentale — transformée en arsenal de guerre des Etats-Unis d'Amérique — l'industrie de la construction mécanique a enregistré une hausse de production de 12 pour 100, tandis que dans les pays où le réarmement ne joue pas un rôle de premier plan — aux Pays-Bas, en Belgique ou au Danemark — on peut constater une baisse de la production de cette industrie.

28. Une crise aussi aiguë frappe le commerce des pays de l'Europe occidentale. La pénurie de dollars est plus grave qu'elle ne l'a jamais été jusqu'ici. Pour surmonter les difficultés croissantes qu'ils éprouvent à équilibrer leur balance des paiements, les pays de l'Europe occidentale n'ont d'autre recours que d'imposer des restrictions à l'importation et d'appliquer une politique de crédit déflationniste. Ils se trouvent dans une position d'autant plus difficile que certains territoires d'outre-mer qui ont souffert de la chute des prix des matières premières se sont vus obligés, eux aussi, de limiter leurs importations.

29. Ces restrictions à l'importation frappent uniquement les branches de l'industrie qui produisent des biens de consommation. Ainsi, la crise commerciale concourt à aggraver la situation des industries de consommation de l'Europe occidentale et tend à accroître le chômage et à abaisser davantage encore le niveau de vie des populations. Pour illustrer la situation générale des pays de l'Europe occidentale, M. Katz-Suchy cite le correspondant à Genève du *New York Times*; le 15 novembre dernier, celui-ci écrivait que, bien que les dirigeants de plusieurs pays européens aient cru devoir déclarer que l'économie occidentale ne traversait aucune crise, il n'en restait pas moins que l'indice de la production de la plupart des pays industriels de l'Europe était demeuré stationnaire ou avait même subi un recul.

30. M. Katz-Suchy reconnaît qu'une légère amélioration est intervenue dans plusieurs pays d'Europe au

cours des deux derniers mois. Il fait observer, toutefois, que même ceux qui font profession d'optimisme n'ont pu aller jusqu'à attribuer à cette amélioration un caractère permanent. Il cite à ce propos l'*Economist* de Londres qui, le 22 novembre dernier, admettait que la crise aurait été plus grave si l'exécution du programme d'armement n'assurait pas des possibilités d'emploi dans les principales branches de l'industrie. De l'avis du représentant de la Pologne, rien ne caractérise mieux la dégénérescence du système capitaliste que cet aveu: le système capitaliste ne cherche pas à satisfaire les besoins de la population, mais à accroître la production d'armements, secteur auquel les monopoles se proposent d'affecter la grande masse des travailleurs.

31. D'autre part, pour se faire une idée de la situation des pays insuffisamment développés, il suffit de se reporter à l'Etude économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient 1951 (E/CN.11/345); M. Katz-Suchy donne lecture d'un résumé analytique de cette étude paru dans le *New York Times* du 24 novembre; il en ressort, notamment, que la balance commerciale des pays d'Asie, qui se soldait par un excédent de 1.130 millions de dollars au cours du premier semestre de 1951, accusait un déficit de 350 millions de dollars à la fin du deuxième semestre. La situation a continué de s'aggraver en 1952, ainsi que la Deuxième Commission elle-même a pu le constater au cours de l'examen des problèmes relatifs au développement économique des pays insuffisamment développés.

32. M. Katz-Suchy fait valoir que c'est à la lumière de la politique économique des Etats-Unis qu'il faut envisager la situation de l'Europe occidentale et des pays insuffisamment développés. Le Ministre des affaires étrangères de la Pologne n'a d'ailleurs pas manqué de le faire remarquer, lorsqu'il a déclaré, en présentant son exposé de politique générale, que les experts américains les plus optimistes ont dû reconnaître que la politique économique des Etats-Unis, qui repose sur le réarmement, ne pourra éviter une crise économique attendue au plus tard pour l'année 1954¹. A l'appui de cette thèse, M. Katz-Suchy cite des extraits du journal *Business Week* du 18 novembre 1952 et du bulletin économique de la National City Bank. Il indique aussi que le journal *New York Times* a naïvement reconnu que la prospérité des Etats-Unis repose uniquement sur l'accroissement de la production de guerre, laquelle, selon les évaluations du Federal Reserve Board, représente 15 pour 100 des frais de production de biens et de services aux Etats-Unis. Pour le moment toutefois, les craintes d'une crise prochaine sont tempérées par la satisfaction qu'éprouvent les milieux capitalistes américains à voir s'accroître les bénéfices qu'ils réalisent et qu'ils espèrent encore réaliser en imposant aux classes laborieuses le fardeau toujours accru de la préparation à la guerre.

33. M. Katz-Suchy souligne que cet état de choses est loin d'être satisfaisant, aussi bien pour les Etats-Unis que pour les pays d'Europe occidentale et les pays insuffisamment développés. On aurait donc pu espérer qu'à sa dernière session le Conseil économique et social aurait analysé cette situation de façon objective, constatant la croissance du chômage dans les industries de consommation et la baisse des niveaux de vie des masses, pour en tirer des conclusions. Il était facile de

voir que sous la pression des Etats-Unis les mesures de militarisation avaient déformé l'économie de tous les pays, que les Etats-Unis avaient, en outre, envahi les marchés européens et extra-européens des pays occidentaux; que grâce à leur prétendue aide économique, ils assuraient des débouchés à leurs exportations et ouvraient la voie à de nouveaux investissements, à de nouvelles exploitations; que les Etats-Unis, profitant de leur situation privilégiée, absorbent à leur profit la production des matières premières nécessaires à d'autres pays auxquels ils ont imposé des taux de change désavantageux, et que cette politique, destinée à assurer la suprématie des Etats-Unis, a pratiquement conduit l'économie mondiale au chaos.

34. Pour le prouver, M. Katz-Suchy cite des statistiques relatives aux prix des matières premières dans divers pays. En Inde, le prix de vente de la toile est passé de 27 dollars 22 les cent yards en 1951 à 12 dollars 59 en 1952; en Egypte, le prix de vente du coton est passé de 66 dollars 50 les 100 livres en 1951 à 35 dollars 10 en octobre 1952; au Pakistan, le prix de vente du jute est tombé à 119 dollars la tonne en septembre 1952 contre 264 dollars en 1951; en Malaisie, le prix de vente du caoutchouc qui était de 51 dollars 90 les 100 livres en 1951 n'était plus que de 27 dollars 76 en août 1952. Il indique également que la valeur des exportations des pays de l'Europe occidentale est passée de 30.499 millions de dollars pour le premier trimestre de l'année 1952 à 26.154 millions pour le troisième trimestre de la même année. D'autre part, les importations au cours des mêmes périodes sont passées de 37.244 millions de dollars à 31.151 millions. Les exportations de la France sont passées de 3.100 millions de dollars à 3.440 millions et ses importations de 5.352 millions de dollars à 3.745 millions.

35. Il fait observer, en outre, que d'importants changements sont intervenus dans le mouvement des importations. Ainsi, les importations de l'Inde en provenance du Royaume-Uni, évaluées en pourcentage du total des importations de ce pays, sont passées de 30 pour 100 en 1937 à 26 pour 100 en 1951, tandis que les importations en provenance des Etats-Unis passaient de 7 pour 100 en 1937 à 30 pour 100 en 1951. De même, les importations du Brésil en provenance du Royaume-Uni sont passées de 13 pour 100 à 8 pour 100, tandis que les importations en provenance des Etats-Unis passaient de 26 pour 100 à 42 pour 100 du total des importations du pays. En ce qui concerne l'Italie, les importations en provenance de l'Allemagne sont passées de 19 pour 100 à 7 pour 100, tandis que les importations en provenance des Etats-Unis sont passées de 11 pour 100 à 21 pour 100 du total.

36. Dans leur ensemble, ces statistiques montrent à quel point le commerce mondial s'est détérioré sous la pression des monopoles des Etats-Unis, qui, tout en envahissant les marchés concurrents, ont pris des mesures protectionnistes, ont agi sur les cours des produits de base, et ont empêché les autres pays d'entretenir des relations commerciales avec les pays d'économie socialiste. Tandis que les échanges commerciaux et les liens économiques entre les démocraties populaires continuent à se développer rapidement et harmonieusement, les liens économiques et commerciaux entre les divers secteurs du monde capitaliste se sont resserrés à l'avantage du capital américain qui, d'une crise à

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Séances plénières*, 382ème séance.

l'autre, a précipité le monde dans une guerre économique ouverte.

37. C'est en vain, dit M. Katz-Suchy, que la presse américaine met l'accent sur la création d'un marché mondial et sur les possibilités d'expansion de ce marché. Il n'existe pas de possibilités d'expansion lorsque la plus grande partie des peuples vit dans des pays insuffisamment développés que les puissances industrialisées maintiennent dans leur situation de producteurs de matières premières; le marché intérieur de ces pays ne peut se développer, et ils ne sont pas en mesure d'absorber les produits manufacturés des pays industrialisés dont la population est de ce fait réduite au chômage. Il n'existe pas de possibilités d'expansion du marché lorsque le seul remède à la pénurie de dollars réside dans l'application de restrictions à l'importation et dans l'abaissement des niveaux de vie, lorsque les Puissances capitalistes consacrent leurs ressources au réarmement, provoquant l'inflation, la hausse des prix et des impôts, le chômage et toute une séquelle de calamités économiques dévastatrices.

38. M. Katz-Suchy insiste sur le fait que seul le retour à une économie pacifique peut permettre de normaliser les relations économiques internationales, d'accroître les échanges commerciaux, de stabiliser les prix et de donner aux pays insuffisamment développés les moyens de s'approvisionner en biens d'équipement, ce qui aurait pour effet d'élever le niveau de l'emploi dans les industries d'exportation de nombreux pays.

39. Le représentant de la Pologne souligne que le Conseil économique et social n'a rien fait de constructif dans ce sens. Il ne s'est pas élevé contre les nombreuses propositions du Gouvernement des Etats-Unis qui sont contraires à la lettre et à l'esprit de la Charte des Nations Unies. Il n'a pas davantage pris position contre le Gouvernement des Etats-Unis qui cherche à faire échouer tous les efforts déployés pour établir une véritable coopération internationale, pour faire reprendre les échanges entre tous les pays, réduire le chômage et améliorer la situation des pays insuffisamment développés, ni contre la politique de discrimination pratiquée à l'égard des démocraties populaires, à l'instigation des Etats-Unis. Cette politique du Gouvernement des Etats-Unis est d'ailleurs un signe de faiblesse. Il est

à noter que les milieux économiques d'Europe occidentale, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont tendance à réagir de plus en plus contre les effets désastreux de la politique des Etats-Unis. Les industriels et les commerçants de ces pays commencent à comprendre que la reprise des relations commerciales avec l'Union soviétique, avec la République populaire de Chine et avec les démocraties populaires d'Europe orientale offrirait des possibilités considérables en matière d'échanges internationaux. L'opinion publique de ces pays est de plus en plus convaincue que telle est la condition préalable de leur libération de la tutelle américaine, la condition de leur retour à une politique économique conforme à leurs intérêts nationaux. Là encore, remarque M. Katz-Suchy, le Conseil économique et social n'a pas tenu compte de la réalité. La résolution 427 (XIV) du Conseil ne fait que mettre en relief le rôle de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et celui du Fonds monétaire international qui ont toujours été les instruments de la politique américaine.

40. Il serait facile de continuer à énumérer les lacunes de l'œuvre du Conseil économique et social. C'est ainsi, par exemple, que la résolution 523 (VI) relative au développement économique intégré et aux accords commerciaux issue d'un projet présenté par la délégation de la Pologne et adopté à l'unanimité par l'Assemblée générale, n'a jamais été mise en œuvre. Le Conseil économique et social ne s'est pas élevé contre les mesures discriminatoires que le Gouvernement des Etats-Unis a prises non seulement contre les démocraties populaires mais aussi contre d'autres pays capitalistes. Il n'a rien fait ni pour encourager les échanges commerciaux sur la base d'avantages mutuels entre les pays participants, ni pour assurer la coopération économique internationale.

41. En terminant, M. Katz-Suchy affirme que le Conseil économique et social n'atteindra les objectifs en vue desquels il a été créé que s'il prend des mesures énergiques visant à développer des relations commerciales suivies entre tous les pays, dans le cadre d'une économie pacifique. C'est cette orientation que devrait prendre à l'avenir l'action du Conseil économique et social.

La séance est levée à 13 h. 5.



Mardi 16 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite]	335
--	-----

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite]

[Point 11*]

1. M. FEN (Norvège), usant du droit de réponse prévu à l'article 114 du règlement intérieur, tient à démentir les déclarations que le représentant de la Pologne a faites à la séance précédente, au sujet de la situation économique en Norvège. Il conteste les données citées par le représentant de la Pologne et déclare que le niveau de vie de la population norvégienne n'est pas atteint par l'effort de réarmement que les circonstances imposent au pays; au contraire, il s'est progressivement amélioré au cours des dernières années.

2. M. TOUS (Equateur) fait observer qu'en dehors des grands problèmes qui sont normalement de la compétence du Conseil économique et social et de la Deuxième Commission, il existe deux questions extrêmement importantes auxquelles l'Assemblée générale devrait accorder toute son attention: la pénurie d'insecticides dans le domaine de la santé publique, et la production et la répartition du papier journal et du papier d'édition.

3. La première de ces questions, qui est surtout du domaine de l'Organisation mondiale de la santé, a d'abord fait l'objet de la résolution 377 (XIII) du Conseil économique et social, qui portait création d'un groupe de travail chargé d'examiner la situation mondiale des approvisionnements en DDT et en BHC. Dans son rapport au Conseil (E/2183 et Corr.1)¹, ce groupe de travail a exprimé l'avis qu'il n'existait pas pour le moment de pénurie importante d'insecticides; il a souligné la nécessité de poursuivre les recherches concernant l'utilisation de nouveaux insecticides, en insistant particulièrement sur le problème que pose le développement de souches d'insectes résistants; il a également préconisé la réunion, au début de 1953, d'un autre groupe de travail dont le mandat serait élargi. Par sa résolution 422 (XIV), le Conseil

a pris acte du rapport du groupe de travail et décidé d'examiner à une date ultérieure la nécessité d'organiser de nouvelles réunions du groupe de travail.

4. M. Tous estime que le Conseil n'a probablement pas attaché à ce problème toute l'importance qu'il mérite et qui n'a pas échappé aux spécialistes de la question, puisqu'un congrès vient de s'ouvrir à Chicago pour y étudier la situation en matière de lutte contre les insectes. Il fait valoir que l'opinion suivant laquelle il n'existe pas de grave pénurie d'insecticides, est de nature éminemment subjective. Il se peut que la pénurie d'insecticides, dans l'ensemble, ne soit pas grave, mais elle n'en est pas moins réelle dans certains pays moins bien pourvus que d'autres. Dans les pays de la zone tropicale, notamment, le problème reste aigu et la pénurie d'insecticides est extrêmement préjudiciable au développement économique; la lutte contre le paludisme reste au premier plan des préoccupations des gouvernements de ces pays, car le facteur sanitaire est l'un des éléments les plus importants de la productivité du travail. Aussi, M. Tous estime que l'Organisation des Nations Unies devrait dès maintenant examiner s'il n'y aurait pas lieu de convoquer un autre groupe de travail. C'est pourquoi la délégation de l'Equateur a décidé de présenter un projet tendant à demander au Secrétariat de continuer d'informer le Conseil économique et social, à ses futures sessions, de l'évolution de la situation en ce qui concerne les disponibilités et les besoins d'insecticides dans chaque pays. M. Tous espère que l'Assemblée générale adoptera ce projet.

5. Pour ce qui est de la production et de la répartition du papier journal et du papier d'édition, M. Tous rappelle que sa délégation a eu l'honneur de s'associer à d'autres délégations pour saisir l'Organisation des Nations Unies de ce problème auquel l'Equateur attache une très grande importance. En effet, les prix du papier journal et du papier d'édition ont subi une forte hausse sur le marché international en 1950 et n'ont cessé d'augmenter depuis. M. Tous ne cherchera pas à déterminer les causes de cette hausse, mais il en souligne les conséquences très graves pour les populations du monde, notamment celles des pays insuffisamment

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

¹ Voir les *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 8 de l'ordre du jour.

développés où le journal constitue souvent le principal moyen d'éducation des masses. En Equateur, le prix des quotidiens a accusé une augmentation de 50 pour 100 qui peut être attribuée entièrement à la hausse des prix sur le marché international puisqu'elle ne s'est pas accompagnée, comme dans certains autres pays, d'une hausse plus ou moins concomitante du coût de la vie et des salaires. Le Gouvernement de l'Equateur s'est ému de cette situation et il a pensé qu'il fallait la porter à la connaissance de l'Assemblée générale des Nations Unies. Or, le Conseil économique et social, après avoir étudié le problème à sa quatorzième session, est arrivé à la conclusion que, par suite de l'amélioration survenue depuis sa treizième session dans les approvisionnements en pâte de bois et en papier, la situation à court terme n'exigeait plus une action internationale immédiate. Le Conseil s'est donc borné, par sa résolution 423 (XIV), à prier le Secrétaire général, la FAO, l'UNESCO et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement de poursuivre leurs efforts en vue de l'action à long terme demandée dans sa résolution 374 (XIII).

6. Le Gouvernement de l'Equateur estime que l'Assemblée générale doit, pour sa part, adopter une attitude plus positive. En effet, il ne faut pas oublier que, de nos jours, les situations exceptionnelles tendent à se prolonger: rien ne permet de penser que la pénurie de papier, si aiguë pendant la dernière guerre, et dont on sait les répercussions sur le développement intellectuel des peuples, ne se reproduira pas un jour, peut-être même bientôt. Le Gouvernement de l'Equateur estime qu'il n'est possible de résoudre le problème que si chaque nation peut pourvoir elle-même à ses besoins en papier grâce à l'exploitation de ses ressources naturelles. D'ores et déjà, les pays de l'Amérique latine prennent des mesures dans ce sens; les commissions économiques régionales, en particulier la Commission économique pour l'Amérique latine, se pré-

occupent de la question; mais il appartient à l'Assemblée générale de se prononcer d'une manière définitive en faveur d'une politique économique tendant à assurer l'indépendance des nations pour ce qui est de leur approvisionnement en papier journal et en papier d'édition. Cette politique permettrait aux divers pays, non seulement de résoudre plus facilement les problèmes qui se posent à eux dans le domaine de l'éducation, mais aussi de réaliser des économies de devises importantes.

7. Pour terminer, M. Tous reconnaît que les deux problèmes qu'il vient d'évoquer ne présentent pas autant de gravité que d'autres questions plus générales, comme celle du développement économique des pays insuffisamment développés ou celle du plein emploi, qui retiennent l'attention du Conseil économique et social. Il espère néanmoins que l'Assemblée générale ne les négligera pas pour autant et qu'elle saura manifester l'intérêt qu'elle y porte.

8. Le PRESIDENT indique que le délai fixé pour le dépôt des projets de résolution relatifs au chapitre II du rapport du Conseil économique et social est venu à expiration. Il propose aux membres de la Commission de procéder, à la fin de la discussion générale sur le chapitre II, au vote sur le projet de résolution de la délégation de l'Equateur (A/C.2/L.194), le seul dont la Commission soit saisie.

Il en est ainsi décidé.

9. Le PRESIDENT annonce la clôture de la liste des orateurs qui désirent participer à la discussion générale sur le chapitre II. Cette liste comprend l'Indonésie, le Royaume-Uni, la Bolivie, l'Inde, la Tchécoslovaquie, les Pays-Bas, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République socialiste soviétique d'Ukraine et le Pakistan.

La séance est levée à 12 heures.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



SEANCE

Mercredi 17 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Pages

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite]	337
Projet de rapport de la Commission (A/C.2/L.195)	342

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite]

[Point 11 *]

1. M. CECH (Tchécoslovaquie) indique que, dans le Chapitre II du rapport du Conseil économique et social, deux sections ont plus particulièrement retenu l'attention de la délégation tchécoslovaque: la section I (Situation de l'économie mondiale) et la section II (Plein emploi et mesures en vue de la stabilité économique internationale).

2. De nombreuses délégations ont déjà souligné les entraves que le système économique capitaliste met au progrès social et à l'élévation des niveaux de vie. Les représentants des pays insuffisamment développés n'ont pas manqué d'exposer les difficultés qui influent sur la situation économique et sociale de ces pays. Ils ont évoqué la baisse des prix des produits de base sur lesquels repose l'économie des pays insuffisamment développés; ils ont dépeint l'état de pénurie dans lequel vit la population de ces pays; ils ont indiqué que les pays insuffisamment développés ne peuvent se procurer les biens d'équipement nécessaires à la réalisation de leurs programmes de développement; ils ont mentionné les déficits des balances des paiements et les barrières douanières qui entravent le commerce international. La délégation tchécoslovaque elle-même, à la quatorzième session du Conseil économique et social, a eu l'occasion de comparer l'évolution de la situation économique dans les pays de démocratie populaire et dans des pays d'économie capitaliste.

3. L'opposition entre les deux tendances n'a pas cessé de se manifester et les observations du représentant de la Tchécoslovaquie restent valables, c'est-à-dire que les pays de démocratie populaire continuent à se développer et à élever le niveau de vie de leur population dans une atmosphère pacifique tandis que les pays d'économie capitaliste continuent à menacer la paix et la sécurité internationales en militarisant leurs économies au détriment de la situation économique et sociale des masses laborieuses.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

4. Reprenant ce parallèle, M. Cech étudie tout d'abord la situation économique aux Etats-Unis et dans les autres pays d'économie capitaliste. A son avis, tous les phénomènes qui caractérisent l'économie capitaliste de nos jours et qui font obstacle au développement économique, découlent au premier chef de la politique suivie par le capitalisme américain. Cette politique consiste à exploiter et à asservir des populations entières, à désorganiser l'économie des autres pays capitalistes. Elle a pour effet de compromettre la stabilité économique du monde et de détruire la coopération économique internationale. C'est ainsi que le capitalisme américain, qui a déclenché une guerre d'agression contre la Corée, et qui s'efforce de créer une psychose de guerre, a mis l'économie des pays capitalistes sur le pied de guerre. L'examen des budgets de ces pays donne une idée très nette du degré de militarisation des économies des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France et d'autres pays capitalistes, malgré d'habiles opérations de camouflage budgétaire. Aux Etats-Unis par exemple, le budget total, qui était en 1938-1939 de 2.500 millions de dollars, est passé en 1952-1953 à 51.200 millions de dollars, chiffre auquel il convient d'ajouter encore un crédit de 10.800 millions de dollars prévu pour l'assistance aux pays étrangers dans le cadre du prétendu programme de sécurité mutuelle. Pour l'exercice financier 1953-1954, le budget des Etats-Unis atteindra 85 milliards de dollars; ce chiffre comprend un crédit de 55 à 58 milliards de dollars pour les dépenses militaires, un montant de 7.500 millions de dollars pour l'assistance aux pays étrangers et un crédit de 3.300 millions de dollars pour le développement de l'énergie atomique. M. Cech cite également des chiffres concernant les budgets du Royaume-Uni et de la France et des autres pays signataires du Traité de l'Atlantique Nord pour montrer que ces pays consacrent la majeure partie de leurs dépenses au réarmement. Il affirme que cette militarisation conduit à la baisse de la production des biens de consommation et exerce ainsi une influence fâcheuse sur le niveau de vie des populations. Le fait est d'ailleurs reconnu par des publications telles que le *Wall Street Journal* du 21 mai 1952, aux Etats-Unis, et les "Notes et études

économiques" du 4 octobre 1952, en France; il ne fait pas de doute que la militarisation de l'économie s'est effectuée au détriment de certaines branches du secteur civil.

5. M. Cech fait également observer que la militarisation de l'économie au profit des monopoles américains a entraîné la constitution de stocks de fournitures stratégiques. Ainsi, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'impérialisme américain a consacré tous ses efforts à la conquête des ressources en matières premières du monde, à la conquête des marchés mondiaux de matières premières, et à la constitution d'énormes stocks de matières premières. Le représentant de la Tchécoslovaquie souligne les dangers que présente, pour la paix du monde et pour le développement économique des pays insuffisamment développés, la constitution de stocks de produits stratégiques. En ce qui concerne les relations entre les Etats-Unis et les autres pays capitalistes, il est naturel que les Etats-Unis, dans la course aux matières premières, soient entrés en conflit avec les autres Puissances impérialistes et en particulier avec la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis se sont efforcés de maintenir la Grande-Bretagne en état permanent de subordination et le Gouvernement des Etats-Unis a cherché par tous les moyens à intervenir dans les relations entre la Grande-Bretagne et ses dominions, notamment en concluant des alliances économiques et militaires telles que le Pacte du Pacifique dont la Grande-Bretagne est exclue.

6. Le capitalisme américain cherche à supplanter le capitalisme britannique dans toutes les régions où s'exerçait l'influence du Royaume-Uni. Dans le cas des pétroles, cette tendance est flagrante. Avant la deuxième guerre mondiale, le capitaliste américain contrôlait 36 pour 100 de l'industrie pétrolière du monde, tandis que le capital britannique en contrôlait 51 pour 100. En 1951, les Etats-Unis contrôlaient 55 pour 100 de l'ensemble des puits de pétrole, et le Royaume-Uni n'en contrôlait plus que 35 pour 100. Dans le Moyen-Orient, les monopoles américains ont accru leur participation aux exploitations pétrolières jusqu'à 58 pour 100, contre 13 pour 100 en 1937. Le pétrole n'est d'ailleurs qu'un exemple, et la situation est sensiblement la même dans l'industrie minière et dans toutes les industries qui présentent un intérêt stratégique.

7. M. Cech fait valoir aussi que le Gouvernement des Etats-Unis exerce des pressions sur les pays d'économie capitaliste pour les obliger à rompre leurs liens traditionnels avec les Puissances pacifiques, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République populaire de Chine et les autres pays de démocratie populaire. Depuis longtemps déjà, le Gouvernement des Etats-Unis a renoncé à appliquer le principe du respect de la souveraineté et il a recours à des moyens de pression économique pour atteindre ses objectifs politiques et pour s'immiscer dans les affaires intérieures des autres Etats. Il n'hésite d'ailleurs pas à rompre ses engagements contractuels vis-à-vis des autres Puissances; c'est ainsi qu'il a rompu unilatéralement ceux qui le liaient envers la Tchécoslovaquie aux termes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

8. Les Etats-Unis imposent aux autres Etats une politique qui n'est pas conforme à leurs intérêts. Les économies des pays capitalistes sont ainsi subordonnées aux intérêts des monopoles américains, qui préparent

une troisième guerre mondiale, une guerre d'agression contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les démocraties populaires. Les Etats-Unis, contrairement aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies, s'efforcent d'affaiblir les autres Etats Membres des Nations Unies, afin de les priver de leur indépendance économique ou politique.

9. A ces tendances, M. Cech oppose alors la situation économique des pays de démocratie populaire qui sont en plein effort de reconstruction économique, dans une atmosphère de paix, et qui peuvent s'enorgueillir des résultats qu'ils ont déjà obtenus.

10. En ce qui concerne plus particulièrement la Tchécoslovaquie, M. Cech indique que ce pays s'emploie à reconstruire son économie, dans l'enthousiasme de la population, avec l'aide fraternelle de l'Union soviétique. Après avoir rappelé les ravages que la Tchécoslovaquie avait subis sous l'occupation allemande et pendant la guerre, il indique qu'en 1948 la Tchécoslovaquie avait déjà rétabli sa production industrielle aux niveaux de 1937. En 1949, la production a augmenté de 126 pour 100 par rapport à 1937, et en 1951 elle a augmenté de 160 pour 100. Cet accroissement de la production s'accompagne d'un accroissement du revenu national qui, en 1951, avait déjà augmenté de 168 pour 100 par rapport à 1937. En cinq ans, de 1946 à 1950, le volume total des traitements et salaires en Tchécoslovaquie est passé de 40 milliards de couronnes à 85 milliards de couronnes.

11. L'accroissement de la production s'accompagne aussi d'un accroissement des crédits budgétaires consacrés à l'enseignement, à la santé publique et à l'assistance sociale. En 1952, les crédits de l'enseignement ont dépassé de 28 pour 100 ce qu'ils étaient en 1951. Les crédits accordés à l'hygiène publique en 1952 dépassent de 113 pour 100 leur niveau de 1951. Ces chiffres donnent une idée suffisamment claire des progrès réalisés par la Tchécoslovaquie dans le cadre de son économie pacifique.

12. M. Cech signale que les autres démocraties populaires ont réalisé des progrès du même ordre. Il cite à ce propos des chiffres concernant la production industrielle de la Hongrie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de l'Albanie, de la République démocratique d'Allemagne et de la République populaire de Chine. Ce dernier pays, en particulier, maintenant libéré de l'exploitation par le capital étranger, a accompli des progrès gigantesques dans la voie du développement industriel. En un an, la production de l'industrie lourde a plus que doublé; la production de l'acier s'est accrue de 294 pour 100, celle des métaux non ferreux de 190 pour 100, celle de l'énergie électrique de 289 pour 100. La production des biens d'équipement a augmenté en 1951 de 20 pour 100 par rapport à 1950. De plus, en procédant à la réforme agraire, le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine a, pour la première fois dans l'histoire de la Chine, réussi à remédier aux famines qui ravageaient périodiquement ce pays.

13. En terminant, M. Cech souligne que tous les pays de démocratie populaire pratiquent une politique d'étroite collaboration mutuelle. Leurs relations reposent sur le principe de l'égalité et de l'assistance mutuelle. Elles profitent largement de l'expérience de l'Union soviétique et de l'assistance technique offerte par cette Puissance qui les aide à édifier leur économie socialiste.

C'est pourquoi la Tchécoslovaquie, de même que les autres démocraties populaires, entretient avec l'URSS des relations d'indéfectible amitié et se trouve aux côtés de l'URSS dans le grand combat pour la paix.

14. M. SASTROAMIDJOJO (Indonésie) rappelle que, par comparaison avec 1950, la situation économique mondiale s'était nettement améliorée en 1951. Toutefois à la fin de 1951 et pendant le premier semestre de 1952, l'évolution économique pouvait faire craindre un ralentissement des affaires et même une crise économique dont la Commission économique pour l'Europe avait noté les signes avant-coureurs dans son rapport de 1951 (E/ECE/140/Rev.1). A l'heure actuelle, la menace de crise semble avoir disparu. En Europe occidentale, la production de biens de consommation a repris, le chômage a diminué et la situation financière et monétaire s'est améliorée.

15. En dépit de ce tableau encourageant, le représentant de l'Indonésie estime qu'un certain nombre de facteurs peuvent mettre en danger la structure économique du monde. Tout d'abord, 80 milliards de dollars sont affectés, chaque année, à la production d'armements. Sans doute ne peut-on pas attribuer le développement économique actuel aux seules dépenses d'armement et ne peut-on pas non plus prétendre que la crise à laquelle on s'attendait après la deuxième mondiale a été évitée uniquement grâce aux préparatifs de guerre. Toutefois, il paraît indéniable que la conjoncture favorable du moment est due à des facteurs qui ne sont pas du domaine économique.

16. Les régions productrices de matières premières acquièrent, par la vente de leurs produits, un certain pouvoir d'achat. Ce pouvoir d'achat devrait leur permettre de se procurer des articles manufacturés. Cependant tel n'est pas toujours le cas. En effet, l'offre de produits manufacturés ne correspond pas toujours à l'importance des disponibilités monétaires, ce qui entraîne un déséquilibre monétaire. Dans les régions productrices de matières premières, ce déséquilibre provoque des poussées inflationnistes. Sans doute ne peut-on transformer en articles manufacturés la totalité du pouvoir d'achat disponible car chaque pays doit posséder des réserves monétaires pour assurer la convertibilité de sa monnaie, mais la contrepartie des devises qu'un pays pourrait utiliser représente un pouvoir d'achat dont l'accumulation entraîne une sérieuse inflation. Enfin, une quantité importante des matières premières achetées par les pays industriels sert à des fins non économiques; dans plusieurs de ces pays, l'insuffisance de l'offre entraîne également un déséquilibre monétaire.

17. Le représentant de l'Indonésie estime que la pénurie de dollars dont souffrent les pays de l'Europe occidentale résulte de la stagnation du commerce international. Les Etats-Unis ont fourni à ces pays une aide considérable en leur accordant des crédits en dollars. Mais cette aide ne permet pas de résoudre le problème de manière durable. L'équilibre monétaire de l'Europe occidentale ne pourra être rétabli que par des investissements en dollars dans cette région ou par l'accroissement des exportations à destination de la zone dollar.

18. De nombreux facteurs entravent aussi les échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale. La Commission économique pour l'Europe

a reconnu que le développement des échanges commerciaux entre ces deux régions aiderait à assurer la pleine utilisation de la production mondiale.

19. Enfin, il existe un déséquilibre grave dans les échanges commerciaux entre les pays producteurs de matières premières et des pays industrialisés. Les premiers n'imposent, en général, aucune restriction à l'exportation de leurs produits, mais, lorsqu'ils désirent importer des biens d'équipement et des biens de consommation, ils se heurtent à des obstacles dressés par les pays industrialisés sous la forme de licences et autres dispositions de ce genre.

20. Il ne fait pas de doute que toutes ces difficultés entravent le développement du commerce international. Le caractère extrêmement vulnérable de l'économie des régions insuffisamment développées ajoute au déséquilibre de l'économie mondiale. A ce propos, le représentant de l'Indonésie rappelle que, lors du déclenchement de la guerre de Corée, les prix des produits primaires ont considérablement augmenté. Les pays producteurs de matières premières ont évidemment bénéficié de cette hausse. La demande consécutive de biens d'équipement et d'articles manufacturés a stimulé les échanges internationaux et contribué à un accroissement de la production et de l'emploi dans les pays industriels.

21. La hausse des prix des produits primaires a été causée non par une diminution de l'offre, mais par un accroissement de la demande. Cette hausse a entraîné, à son tour, une augmentation des prix des articles manufacturés. Sans doute, cette "correction automatique" s'est-elle produite avec un certain retard, écourté par l'action de quelques gouvernements; elle n'a évidemment pas supprimé tous les avantages dont les pays producteurs de matières premières ont bénéficié, mais elle a certainement atténué l'amplitude des fluctuations du rapport des échanges. Il ne faudrait pas conclure de l'évolution récente du rapport des échanges que ce rapport est devenu constamment favorable aux pays producteurs de matières premières. D'ailleurs, en raison de la production d'armements, ces pays n'ont pas pu se procurer tous les articles manufacturés dont ils avaient besoin, ce qui a provoqué une inflation, aggravée par l'augmentation des exportations.

22. Les prix des produits primaires ont actuellement tendance à baisser et le rapport des échanges est devenu défavorable aux pays insuffisamment développés. Il se produira certainement une nouvelle "correction automatique", en ce sens que les prix des articles manufacturés diminueront à leur tour. Mais les pays insuffisamment développés ne peuvent, comme les pays industriels, intervenir pour modifier en leur faveur le rapport des échanges.

23. En raison de la diminution de leurs exportations, les pays insuffisamment développés doivent restreindre leurs importations. Leur situation budgétaire devient aussi précaire car elle dépend directement et indirectement de leurs exportations. Si la situation économique s'est récemment améliorée en Europe occidentale, il n'en est pas de même dans les régions insuffisamment développées qui cherchent à enrayer les tendances inflationnistes qui entravent leur développement économique.

24. L'énumération de ces différents facteurs suffit à montrer qu'à l'heure actuelle, on ne saurait considérer comme entièrement favorable la situation de l'économie mondiale. Les programmes de réarmement imposent

aux pays de l'Europe occidentale des charges budgétaires trop lourdes; leur pénurie de dollars provoque une stagnation des échanges commerciaux. Ces pays souffrent donc d'un déséquilibre économique. Mais il ne faut pas oublier que, même lors de la hausse des prix des produits primaires, les pays insuffisamment développés ont souffert du déséquilibre économique. Lorsque l'accroissement des exportations constituait la cause principale des poussées inflationnistes dans les pays insuffisamment développés, ces pays pouvaient renforcer, par des mesures fiscales, l'effet déflationniste des importations. Actuellement, il leur est plus difficile de remédier à l'inflation qui se produit surtout dans les villes, tandis que les régions rurales souffrent d'une insuffisance de pouvoir d'achat.

25. Les débats de la Commission ont montré à quel point il est difficile d'étudier les problèmes économiques mondiaux de manière objective et de leur trouver une solution. Pour ce qui est de la pénurie de dollars, on cherche actuellement à y remédier par trois séries de mesures. Les premières consistent dans l'institution de l'Union européenne des paiements. Cette union a réussi à assurer, dans une grande mesure, la convertibilité des monnaies européennes. Elle s'efforce de remédier à la pénurie de dollars en mettant des dollars à la disposition des régions qui en manquent. Ainsi ces régions pourront-elles mettre en œuvre leurs programmes de développement, notamment au moyen de commandes *off shore* passées dans les pays membres de l'Organisation européenne de coopération économique. Ce plan hardi montre que ses auteurs ne considèrent pas la pénurie de dollars comme un problème régional, mais dans le cadre de l'économie mondiale. Malheureusement, ce plan n'indique pas clairement de quelle manière les pays insuffisamment développés pourront se procurer des dollars.

26. De leur côté, les pays du Commonwealth britannique essaient également de résoudre le même problème. Il semble certain que, d'une manière ou d'une autre, peut-être au moyen de prêts, des dollars seront mis à la disposition de ces pays. La suppression de la pénurie de dollars dans une région aussi importante contribuerait certainement à étendre la convertibilité des monnaies.

27. La troisième tentative est celle qu'a entreprise le Conseil de l'Europe en proposant le plan dit Plan de Strasbourg. Ce plan est l'œuvre d'une organisation qui n'a pas de pouvoir d'action, à la différence de l'Union européenne des paiements ou du Commonwealth britannique. Il porte sur le développement des régions insuffisamment développées qui ont des liens constitutionnels avec les pays de l'Europe occidentale. Si ces régions pouvaient produire une plus grande quantité de matières premières, il est évident qu'elles permettraient à l'Europe occidentale de réduire ses dépenses en dollars. En outre, ces régions pourraient acquérir des dollars pour le compte de l'Europe occidentale en augmentant leurs exportations à destination des Etats-Unis. Le Plan de Strasbourg prévoit la création d'un établissement financier en vue du développement de ces régions insuffisamment développées. De plus, des mesures à long terme assureraient aux participants un marché stable; pour stimuler les échanges commerciaux entre les territoires métropolitains et les régions moins développées, le plan prévoit également l'institution d'un régime préférentiel.

28. La délégation de l'Indonésie estime que le Plan de Strasbourg n'est pas sans présenter certains dangers. Tout d'abord, il rappelle le système mercantiliste de l'époque coloniale, lorsque les colonies fournissaient des matières premières aux industries de la métropole et consommaient les articles manufacturés produits par ces industries. De nos jours, on ne peut admettre le maintien d'un tel système; tôt ou tard, les colonies doivent disparaître, il serait contraire à l'évolution historique de créer un système fondé sur des conceptions périmées.

29. On peut surtout opposer au Plan de Strasbourg une objection fondamentale: les débats de l'Organisation des Nations Unies ont fait ressortir la nécessité d'accroître la prospérité des pays insuffisamment développés par l'industrialisation. Les auteurs du Plan de Strasbourg reconnaissent, dans une certaine mesure, cette nécessité, mais, à leur avis, les pays insuffisamment développés doivent continuer à être surtout des fournisseurs de matières premières. La délégation de l'Indonésie ne comprend pas comment, avec une telle conception, il serait possible d'élever de manière appréciable le niveau de vie dans les pays insuffisamment développés. D'ailleurs, les pays insuffisamment développés du Commonwealth britannique ont fait de l'industrialisation un objectif important de leur programme de développement. Les auteurs du Plan de Strasbourg commettent aussi une erreur en estimant que l'industrialisation de ces pays provoquerait une pénurie de matières premières et rétrécirait le marché des articles manufacturés.

30. Les pays insuffisamment développés ne se proposent d'ailleurs pas de devenir exclusivement industriels. L'Indonésie, par exemple, cherche à augmenter sa production de matières premières tout en développant ses industries. Quant à la crainte de perdre des marchés, la délégation indonésienne considère qu'elle révèle un manque d'assurance et d'imagination. Il ne fait pas de doute que l'industrialisation des pays insuffisamment développés augmentera la demande de biens d'équipement. De plus, l'accroissement de la population de ces pays contribue à une augmentation de la demande effective. Enfin, si les pays insuffisamment développés connaissent la prospérité, leur pouvoir d'achat ne pourra que s'accroître.

31. L'application du Plan de Strasbourg entraînera des discriminations contre certains pays consommateurs et certains pays producteurs de matières premières. Les pays consommateurs qui ne font pas partie du groupe de l'Europe occidentale ne pourront pas entrer en concurrence sur les marchés fournis par les régions qui ont des liens constitutionnels avec les pays de l'Europe occidentale. En outre, les pays insuffisamment développés qui n'ont aucun lien constitutionnel avec les pays d'Europe occidentale ne seront pas compris dans le système de tarifs préférentiels.

32. Pour toutes ces raisons, la délégation indonésienne estime que le Plan de Strasbourg présente un caractère rétrograde. Selon les vues exposées à maintes reprises devant la Commission, les problèmes qui se posent aux pays insuffisamment développés doivent être résolus dans leur ensemble. Le Plan de Strasbourg propose aux pays de l'Europe occidentale qu'aucun lien constitutionnel n'unit à des régions insuffisamment développées de se joindre au groupe. Pourquoi ne pas adresser cette invitation aux pays situés en dehors de

l'Europe occidentale? Et pourquoi ne pas l'adresser également aux pays fournisseurs de matières premières qui n'ont pas de liens constitutionnels avec des pays consommateurs de matières premières?

33. Les trois tentatives évoquées par le représentant de l'Indonésie montrent que, d'une manière générale, on a reconnu que le problème n'intéressait pas seulement l'Europe occidentale et la zone dollar, mais qu'il était nécessaire d'augmenter le pouvoir d'achat des régions insuffisamment développées.

34. La Deuxième Commission a longuement étudié le problème du développement économique des pays insuffisamment développés. C'est à ces pays qu'il incombe principalement de mettre en œuvre leurs programmes de développement. A cette fin, ils ont besoin de capitaux et de connaissances techniques. Sans doute, le détenteur de capitaux est-il en général méfiant, mais il en est de même de l'emprunteur. Le capitaliste tient à recevoir des garanties et à réaliser d'intéressants bénéfices; le pays dans lequel sont investis les capitaux craint, lui, d'être exploité et maintenu dans un état de dépendance économique. Il faut donc tenir compte des préoccupations des deux parties.

35. Le projet de résolution de l'Argentine (A/C.2/L.162/Rev.2) a suscité un débat intéressant sur la question de la stabilité économique. La délégation indonésienne espère vivement que l'Assemblée générale adoptera ce projet de résolution qui met l'accent sur certains facteurs capables de faciliter la solution d'un problème dont l'importance n'échappe à personne.

36. Toutefois, quel que soit le sort du projet de résolution de l'Argentine, la délégation indonésienne voudrait inviter le Conseil économique et social à étudier attentivement le problème soulevé par l'instabilité économique des pays insuffisamment développés. Elle voudrait également inviter le Conseil à prendre en considération l'idée d'une réserve de monnaie-matière, idée qu'elle a exposée brièvement dans une précédente intervention.

37. Les stocks régulateurs nécessaires à l'établissement de cette monnaie-matière permettraient de stabiliser le niveau de la production et des prix. Le financement de ces stocks peut s'opérer presque automatiquement si ces stocks servent de base à un système monétaire. Théoriquement, on disposerait ainsi d'un moyen qui permettrait d'accroître la stabilité économique de tous les pays en atténuant l'ampleur des fluctuations cycliques. En outre, il serait plus facile de résoudre le problème de la convertibilité des monnaies. Peut-être cette idée paraît-elle révolutionnaire. Toutefois, on ne l'a pas encore étudiée de manière suffisamment complète et c'est pourquoi la délégation de l'Indonésie attire sur ce point l'attention de la Commission dans l'espoir qu'il sera possible de mettre en œuvre une proposition de cette nature et d'obtenir ainsi la coopération de tous les pays, développés et insuffisamment développés.

38. M. RUYGERS (Pays-Bas) indique qu'en qualité de membre de la délégation parlementaire de son pays au Conseil de l'Europe, il a participé aux conversations qui se sont déroulées à Strasbourg, en septembre dernier, en vue d'étudier la possibilité de coordonner d'une façon plus étroite les économies des Etats membres du Conseil de l'Europe et celles des territoires d'outre-mer qui ont conservé des liens constitutionnels avec ces Etats. A ce titre, il voudrait répondre aux obser-

vations que le représentant de l'Indonésie a faites sur ces conversations au cours de la discussion générale sur le point 25 de l'ordre du jour (215ème séance) et dans le discours qu'il vient de prononcer.

39. Tout d'abord, le plan arrêté à Strasbourg ne tend nullement à remplacer le colonialisme politique par un colonialisme économique. Les conversations de Strasbourg ont été essentiellement motivées par la pénurie de dollars, qui constitue l'un des problèmes économiques les plus graves de l'époque actuelle. Ce problème ne touche pas uniquement les pays de l'Europe occidentale, mais également un grand nombre d'autres pays situés hors d'Europe, territoires coloniaux aussi bien qu'Etats indépendants. En cherchant à le résoudre, l'Europe occidentale ne poursuit pas une politique coloniale: au contraire, les effets salutaires de son action, de caractère purement économique, ne manqueront pas de se faire sentir bien au delà de ses frontières.

40. La résolution adoptée à Strasbourg concerne tout autant les intérêts des territoires ou régions qui ont conservé des liens constitutionnels avec l'Europe que ceux des pays européens eux-mêmes. On en trouve la preuve dans le préambule où il est dit que le développement économique des territoires d'outre-mer doit tendre essentiellement à élever le niveau de vie de leurs populations par la mise en valeur harmonieuse de leurs ressources.

41. En outre, la résolution propose de créer une Banque européenne d'investissements, afin de permettre à tous les pays de l'Europe occidentale — et pas seulement aux Puissances ou anciennes Puissances métropolitaines — de participer au développement économique des territoires d'outre-mer. La délégation des Pays-Bas est convaincue que cette participation élargie offre une garantie positive contre la naissance d'un nouveau colonialisme.

42. M. Ruygers souligne que l'adoption du Plan de Strasbourg, sous sa forme actuelle, ne constitue nullement un acte définitif. Au reste, certains des aspects de ce plan sont encore à l'étude: par exemple, la question de la convertibilité du dollar et de la livre sterling n'est pas encore réglée. D'autre part, l'OECE, à Paris, et la Mutual Security Administration, à Washington, étudient de leur côté des plans analogues, tandis que la Conférence des Premiers Ministres du Commonwealth, actuellement réunie à Londres, doit discuter le Plan de Strasbourg qui lui a été soumis. Il apparaît donc bien que les études en sont encore à leur phase initiale: le plan dit de Strasbourg n'est qu'une contribution au règlement de l'un des problèmes économiques réellement importants de la période d'après-guerre.

43. En tant qu'organisme international, les Nations Unies ne peuvent se désintéresser des conversations de Strasbourg. Si une assemblée moins nombreuse peut contribuer à résoudre un problème difficile — et c'est souvent le cas — l'Organisation des Nations Unies n'a pas à en prendre ombrage. Au contraire, la délégation des Pays-Bas espère que tous les membres de la Commission suivront les travaux de Strasbourg de très près et dans un esprit constructif aussi bien que critique.

44. M. Ruygers voudrait ensuite répondre au représentant de la Pologne qui, dans son discours de la séance précédente, a cité un article paru dans le *Christian Science Monitor* en date du 11 novembre

dernier pour illustrer la situation économique actuelle des Pays-Bas. En fait, le représentant de la Pologne a isolé arbitrairement certains passages de cet article afin de présenter une image déformée de la situation dans laquelle se trouvent des nations comme les Pays-Bas qui se voient obligées de réarmer afin de sauvegarder leur liberté. M. Ruygers donne lecture, à son tour, de trois extraits du même article: le journal constate que les perspectives économiques des Pays-Bas sont meilleures cette année qu'elles ne l'ont jamais été depuis la guerre, signale que les Pays-Bas ont réussi cette année non seulement à résorber le déficit de leur balance commerciale, mais à s'assurer une position créditrice au sein de l'Union européenne des paiements, et cite une déclaration du Président de la Banque des Pays-Bas selon laquelle les Pays-Bas ont résolu, tout au moins pour le moment, le problème de leur balance des paiements.

45. M. LUBIN (États-Unis d'Amérique) réserve le droit de sa délégation en vertu de l'article 114 du

règlement intérieur, de répondre, à la fin de la discussion générale, à certaines délégations qui ont mis en cause la politique suivie par son gouvernement.

Projet de rapport de la Commission (A/C.2/L.195)

46. M. HALIQ (Arabie saoudite), Rapporteur, présente le projet de rapport de la Commission à l'Assemblée générale (A/C.2/L.195)¹. Il signale qu'il faut, au paragraphe 22, remplacer les mots: "examinée de façon approfondie l'année suivante" par les mots "examinée de façon approfondie au Conseil économique et social et à la prochaine session de l'Assemblée générale". De même, dans le texte français du dernier paragraphe de la résolution V B, il y a lieu de remplacer le mot "diffusion" par le mot "publicité".

La séance est levée à 13 h. 10.

¹ Le rapport de la Commission sur le point 25 de l'ordre du jour a été soumis à l'Assemblée générale sous la cote A/2332.



SOMMAIRE

Page

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172, A/C.2/L.194 et A/C.2/L.194/Rev.1) [suite]	343
---	-----

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172, A/C.2/L.194 et A/C.2/L.194/Rev.1) [suite]

[Point 11*]

1. Sir Clifford NORTON (Royaume-Uni) déclare que sa délégation ne peut laisser passer sans observations l'analyse dénuée de toute objectivité que le représentant de la Pologne a faite de la situation économique mondiale. S'appuyant sur des renseignements statistiques puisés dans le *Bulletin économique pour l'Europe* et à d'autres sources, le représentant de la Pologne a déclaré que les pays de l'Europe occidentale traversent une crise économique grave du fait des préparatifs de guerre qu'ils ont entrepris à l'instigation des Etats-Unis d'Amérique (241^{ème} séance).

2. Avant d'aborder l'aspect économique de cette thèse, Sir Clifford rappelle d'abord que, depuis la guerre, les Etats-Unis d'Amérique contribuent avec la plus grande générosité au relèvement du Royaume-Uni et des autres pays qui se sont trouvés dans une situation précaire à l'issue de la lutte menée en commun contre le nazisme et le fascisme. Les Etats-Unis ont assumé la direction des efforts entrepris en vue d'encourager la coopération entre les nations et de favoriser la compréhension mutuelle. D'innombrables déclarations publiques des dirigeants américains attestent que rien ne servirait mieux les intérêts des Etats-Unis que le renforcement de la puissance économique et politique des pays qui sont réellement démocratiques, libres et indépendants. La délégation du Royaume-Uni repousse avec indignation toute assertion tendant à faire croire que les Etats-Unis cherchent délibérément à affaiblir le Royaume-Uni ou d'autres pays européens.

3. Cette discussion aurait pu paraître académique si les incidents que l'on sait ne s'étaient produits en Corée. A cette occasion, l'Organisation des Nations Unies a su juger à leur valeur la fermeté et l'esprit d'initiative des Etats-Unis d'Amérique et elle a réagi avec vigueur contre une agression honteuse. Le Royaume-Uni s'enorgueillit, pour sa part, de participer à la lutte commune

dont l'objectif est de sauvegarder la paix du monde en prouvant que l'agression ne mène à rien.

4. Sur le terrain économique, le représentant de la Pologne a cherché, sans grande subtilité, à semer la discorde entre les Etats-Unis et leurs amis. Sir Clifford reconnaît volontiers que le réarmement impose un lourd fardeau aux nations et que celles-ci seraient beaucoup plus heureuses si elles n'avaient pas besoin de réarmer. Cependant, il est évident que cet effort inquiète vivement le représentant de la Pologne qui semble en avoir pris bonne note. Sir Clifford s'en réjouit et déclare qu'il ne peut qu'abonder dans le sens du représentant de la Pologne si celui-ci a voulu démontrer que les pays occidentaux sont prêts à subir toutes les privations si leurs sacrifices doivent assurer le règne de la démocratie dans le monde.

5. Passant à la situation économique du Royaume-Uni, Sir Clifford souligne que les études les plus récentes montrent clairement que le Royaume-Uni a enfin réussi à enrayer les tendances défavorables. Il rappelle que, dans le communiqué qu'elle a publié le 11 décembre dernier, à l'issue de ses travaux, la Conférence économique du Commonwealth a pris acte avec satisfaction du fait que la balance des paiements de la zone sterling serait équilibrée au cours du deuxième semestre de 1952. Les efforts que le Royaume-Uni déploie en vue de son relèvement ne l'empêchent pas d'aider au développement des pays moins industrialisés que lui. Le Royaume-Uni accroît constamment le volume de ses exportations de biens d'équipement et le nombre des techniciens qu'il envoie à l'étranger; d'autre part, depuis la guerre, il a prêté à d'autres pays une assistance financière considérable.

6. Le représentant de la Pologne a insisté sur la baisse enregistrée dans la production de biens de consommation et, notamment, de l'industrie textile. En fait, cette baisse a été compensée au cours de ces derniers mois par un accroissement marqué de la production de l'industrie sidérurgique dont les fabrications répondent davantage aux besoins immédiats des pays en voie de développement. Sir Clifford affirme que son Gouvernement s'efforce, parallèlement, d'affermir la situation économique du Royaume-Uni et de parfaire ses préparatifs de défense nationale.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

7. Pour terminer, Sir Clifford rappelle qu'à propos du point 25 de l'ordre du jour, la Commission a discuté des grands problèmes économiques qui se posent aujourd'hui au monde, notamment des effets des fluctuations des prix des matières premières sur les balances des paiements, de la pénurie de dollars, etc. Ces difficultés ne doivent cependant pas faire oublier les progrès constants qui sont réalisés dans le domaine de la production et de la productivité. Sans doute, c'est pour l'alimentation et l'agriculture que la situation est la moins satisfaisante; l'écart que l'on constate entre le rythme de l'accroissement démographique et celui de l'augmentation de la production alimentaire pose, en vérité, un problème très grave, dont la solution présente une importance capitale, non seulement pour les pays en voie de développement, mais aussi pour les pays qui, comme le Royaume-Uni, importent une grande partie des denrées alimentaires dont ils ont besoin. La délégation du Royaume-Uni approuve donc l'initiative que l'Equateur a prise en déposant un projet de résolution relatif à l'augmentation de la production des denrées alimentaires (A/C.2/L.194) et elle se propose de voter pour ce projet.

8. M. ELAHI (Pakistan) rappelle qu'à sa sixième session, l'Assemblée générale a étudié attentivement la situation alimentaire mondiale et adopté la résolution 525 (VI) relative à l'alimentation et la famine et la résolution 522 (VI) concernant les méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde. De même, le Conseil économique et social et la FAO ont examiné des questions qui ont un rapport direct avec la production mondiale de denrées alimentaires. A la présente session, l'Assemblée générale a donc, à juste titre, repris l'étude d'un problème fort important pour de nombreux pays où l'augmentation de la production de denrées alimentaires est insuffisante par rapport à l'accroissement de la population. Le représentant du Pakistan approuve le projet de résolution de l'Equateur qui met l'accent sur la nécessité d'entreprendre une action coordonnée. Il propose toutefois de mettre au pluriel les mots "son rapport annuel" dans le second paragraphe du dispositif, afin que le Conseil économique et social puisse, chaque année, faire rapport à l'Assemblée générale sur la situation alimentaire mondiale.

9. Sans vouloir insister sur la nécessité d'accroître la production mondiale de denrées alimentaires, le représentant du Pakistan tient à souligner qu'on ne saurait prétendre que la mise en œuvre de programmes de développement économique dans les pays insuffisamment développés est la cause de la diminution de la production agricole dans bon nombre de ces pays. Ainsi, les pays de l'Asie du Sud-Est qui participent au plan de Colombo ont mis l'accent sur le développement de l'agriculture et sur l'augmentation de la production de denrées alimentaires. Les dépenses afférentes à la production industrielle contribuent, dans bien des cas, à l'exécution de programmes destinés, en dernier ressort, à accroître la production agricole. Les projets hydro électriques, par exemple, permettent non seulement de fournir de l'énergie aux villes et aux campagnes, mais aussi de mettre en valeur d'importantes superficies actuellement en friche et d'assurer régulièrement l'approvisionnement en eau indispensable à une économie agricole stable.

10. L'exécution de ces programmes améliorera considérablement la situation alimentaire de nombreux pays

qui n'auront plus besoin d'importer en aussi grandes quantités des denrées alimentaires; certains d'entre eux pourront même exporter des excédents. Toutefois, il faut reconnaître que la production agricole est toujours sujette à de violentes fluctuations et que, pour remédier aux difficultés les plus graves, il est nécessaire d'entreprendre une action sur le plan international.

11. Le Gouvernement du Pakistan a donné la priorité absolue à l'accroissement de la production agricole, et, avec l'aide de la FAO, il prend de nombreuses mesures en vue de faciliter le développement de l'agriculture. Malheureusement, la sécheresse qui a sévi dans le Pakistan occidental a provoqué une pénurie de blé; le Pakistan a dû affecter à l'achat de blé étranger des devises qui auraient été fort utiles pour l'exécution des programmes de développement.

12. Le représentant du Pakistan estime donc que les problèmes soulevés par l'augmentation de la production de denrées alimentaires devraient constamment retenir l'attention de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées; dans ce domaine la coordination revêt une importance primordiale.

13. Pour ce qui est des questions mentionnées au chapitre II du rapport du Conseil économique et social, le représentant du Pakistan rappelle les déclarations qu'il a prononcées au cours de la discussion générale (203ème séance) et de l'étude des différents projets de résolution dont la Commission a été saisie. Il tient à souligner que, comme l'a fait ressortir l'examen du projet de résolution de l'Argentine (A/C.2/L.162/Rev.2), les pays producteurs de matières premières sont préoccupés par l'avenir de leur commerce d'exportation, les prix des produits primaires, le rapport des échanges et les possibilités qu'ils ont de mettre en œuvre leurs plans de développement, aussi modestes soient-ils. La Commission a, sur ce sujet, adopté un projet de résolution, mais le représentant du Pakistan craint que le problème ne soit pas résolu pour autant, et il espère que, dans un esprit de compréhension, les pays développés tiendront compte des inquiétudes des pays fournisseurs de produits de base. Ainsi les relations commerciales entre les pays insuffisamment développés et les pays industriels pourraient-elles s'améliorer considérablement.

14. Présentant une motion d'ordre, M. GINOSSAR (Israël) propose à la Commission de passer au vote sur le projet de résolution de l'Equateur (A/C.2/L.194) sans attendre la fin de la discussion générale sur le chapitre II du rapport du Conseil économique et social.

A l'issue d'un bref échange de vues, il en est ainsi décidé.

15. M. ROGERS (Australie) dit que le projet de résolution de l'Equateur est acceptable pour sa délégation. Il propose cependant de remplacer les mots "de tous les organismes internationaux" par les mots "de la FAO et de tous autres organismes internationaux", dans l'alinéa a du quatrième paragraphe du préambule. Toutes les institutions spécialisées et organisations internationales ont certes un rôle à jouer en la matière, mais il importe, de l'avis de M. Rogers, de mettre plus particulièrement en relief les possibilités d'action de la FAO. M. Rogers espère en conséquence que le représentant de l'Equateur ne verra pas d'inconvénient à modifier ainsi son projet.

16. M. TOUS (Equateur) exprime la satisfaction que lui vaut l'appui donné à son projet de résolution par les représentants du Royaume-Uni et du Pakistan. Il reconnaît que le domaine de l'amélioration de la production alimentaire n'est étranger à aucune des organisations internationales existantes. La production alimentaire pose de nombreux problèmes connexes de main-d'œuvre, de financement, d'amélioration de l'hygiène publique, que l'OIT, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ou l'OMS peuvent aider à résoudre. Mais le rôle principal revient à la FAO qui est intéressée au premier chef à la solution du problème de la production alimentaire.

17. M. Tous accepte donc sans réserve l'amendement oral du représentant de l'Australie. Il annonce également qu'il a remanié son projet en tenant compte des débats qu'il a suscités et présente le nouveau texte sous la cote A/C.2/L.194/Rev.1.

18. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit l'intérêt que sa délégation porte au problème de l'accroissement de la production alimentaire. Il est en effet indispensable d'accroître les ressources en denrées alimentaires pour assurer des conditions de vie acceptables aux populations du monde. La délégation de l'URSS est toujours prête à approuver des mesures pratiques à cette fin. Toutefois, M. Arkadyev ne partage pas les avis exprimés au cours de la discussion par les représentants de l'Inde et de l'Indonésie, qui ont présenté des thèses apparentées au néo-malthusianisme et qui voient dans l'excès de population la cause de la pénurie alimentaire. La cause véritable est l'existence même des conceptions capitalistes en matière économique, et le remède réside dans des mesures concrètes telles que la réforme agraire et l'application à la production agricole de techniques modernes qui ont fait leurs preuves dans les pays d'économie socialiste. La délégation de l'URSS ne sera donc en mesure d'appuyer ni le deuxième paragraphe du préambule, ni le premier paragraphe du dispositif du projet révisé de l'Equateur (A/C.2/L.194/Rev.1).

19. M. TOUS (Equateur) regrette que le représentant de l'URSS estime devoir interpréter le deuxième paragraphe du préambule de son projet de résolution révisé comme un argument en faveur des thèses néo-malthusiennes. Il ne s'agit nullement de justifier un système économique déterminé, mais de constater un fait. Le problème de l'insuffisance de la production alimentaire se pose dans toutes les régions du monde; si les pays d'économie socialiste y échappent, M. Tous s'en félicite. Le représentant de l'URSS obéit évidemment au désir légitime d'expliquer son vote, mais M. Tous ne croit pas qu'il ait donné à ce propos une interprétation correcte du deuxième paragraphe du préambule du projet de résolution.

20. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) répond au représentant de l'Equateur que sa délégation n'a nullement l'intention de rejeter le projet de résolution révisé dans son ensemble ni d'en minimiser l'importance.

21. Il estime que le texte de l'alinéa *b* du troisième paragraphe du préambule peut donner lieu à une interprétation erronée. Il croit que le représentant de l'Equateur a perdu de vue le but initial de son projet de résolution qui était de remédier à la pénurie alimen-

taire dont souffrent précisément les pays insuffisamment développés. Il serait dangereux à son avis d'adopter à la hâte une formule ambiguë. En effet, les pays producteurs de denrées alimentaires comprennent non seulement des pays insuffisamment développés, mais aussi des pays industrialisés, dont il n'est pas nécessaire de favoriser le développement économique.

22. M. GOURINOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) et M. BIRECKI (Pologne) s'associent aux déclarations du représentant de l'URRS. Ils estiment que la thèse de l'alinéa *b* du troisième paragraphe du préambule est fâcheusement ambiguë.

23. M. TOUS (Equateur) déclare que le but des dispositions de l'alinéa *b* du troisième paragraphe du préambule est de venir en aide aux pays qui sont le plus touchés par les effets de la pénurie alimentaire, indépendamment de l'avancement du développement économique. Il propose en conséquence de remplacer les mots "notamment dans les pays visés à l'alinéa *a* ci-dessus" par les mots "notamment dans les pays les plus directement menacés par les pénuries d'aliments".

24. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que l'intention du représentant de l'Equateur ne ressort pas de ce texte, qui lui paraît trop vague. L'addition que propose le représentant de l'Equateur ne change en rien le fait que l'alinéa *b* du troisième paragraphe du préambule vise, dans sa forme actuelle, à encourager les pays producteurs de denrées alimentaires qui ne sont pas forcément des pays insuffisamment développés.

25. M. KRIVEN (République socialiste soviétique d'Ukraine) appuie cette observation. Il fait remarquer que ce sont surtout les pays avancés dans la voie du développement économique qui produisent les denrées alimentaires, et que les pays insuffisamment développés ne sont en général que des pays de monoculture qui peuvent être touchés par la pénurie alimentaire.

26. M. UMARI (Irak) et M. BURR (Chili) estiment que l'on pourrait peut-être résoudre la difficulté en supprimant, à la fin de l'alinéa *b*, les mots "notamment dans les pays visés à l'alinéa *a* ci-dessus".

27. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), n'étant pas entièrement satisfait par cette proposition, M. GINOSSAR (Israël) suggère de remplacer les mots "pays producteurs" par les mots "pays producteurs insuffisamment développés", dans l'alinéa *b* en question.

28. M. GARCIA (Philippines) pense qu'il suffirait de remplacer les mots "pays producteurs" par les mots "pays insuffisamment développés".

29. M. DOMINGUEZ (Cuba) fait observer que, si le texte de l'alinéa *b* du troisième paragraphe du préambule est modifié conformément à la dernière proposition du représentant de l'Equateur, on y trouvera une fâcheuse répétition des mots "pénurie d'aliments". A son avis, il suffirait de dire simplement "notamment dans les pays les plus directement menacés".

30. M. TOUS (Equateur) accepte les suggestions que viennent de formuler le représentant des Philippines et le représentant de Cuba.

31. M. WEINTRAUB (Secrétariat) donne lecture de l'alinéa *b* du troisième paragraphe du préambule dans sa forme définitive:

“Qu’il est nécessaire d’arrêter des mesures utiles pour augmenter le total de la production de denrées alimentaires afin d’encourager le développement économique des pays insuffisamment développés et de remédier aux souffrances que causent les pénuries d’aliments, notamment dans les pays les plus directement menacés.”

32. Il donne également lecture du texte de l’alinéa a du quatrième paragraphe du préambule modifié par l’amendement oral du représentant de l’Australie:

“Que lesdites mesures exigent une action internationale efficace, coordonnée et commune de la FAO et de tous autres organismes internationaux qui pourraient être à même d’aider à augmenter la production agricole, en particulier la production de denrées alimentaires.”

33. M. SASTROAMIDJOJO (Indonésie) propose d’ajouter à la fin du premier paragraphe du dispositif le membre de phrase suivant: “singulièrement pour les populations des pays les plus directement menacés par les pénuries d’aliments”. Ce paragraphe se trouvera ainsi en parfaite harmonie avec les considérations qui figurent au troisième paragraphe du préambule.

34. M. TOUS (Equateur) accepte cette modification et déclare qu’il approuve également la substitution des mots “dans son rapport annuel” par les mots “dans ses rapports annuels” au second paragraphe du dispositif suggérée par le représentant du Pakistan.

35. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à passer au vote sur le projet de résolution de l’Equateur (A/C.2/L.194/Rev.1), tel qu’il vient d’être amendé.

36. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande le vote par division.

Par 36 voix contre zéro, sans abstention, le premier paragraphe est adopté.

Par 31 voix contre 5, sans abstention, le deuxième paragraphe est adopté.

Par 36 voix contre zéro, sans abstention, l’alinéa a, du troisième paragraphe est adopté.

Par 36 voix contre zéro, sans abstention, l’alinéa b, amendé du troisième paragraphe est adopté.

Par 31 voix contre zéro, avec 5 abstentions, l’alinéa a amendé du quatrième paragraphe est adopté.

Par 31 voix contre zéro, avec 5 abstentions, l’alinéa b du quatrième paragraphe est adopté.

Par 31 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le premier paragraphe amendé du dispositif est adopté.

Par 36 voix contre zéro, sans abstention, le second paragraphe amendé du dispositif est adopté.

Par 31 voix contre zéro, avec 5 abstentions, l’ensemble du projet de résolution amendé est adopté.

La séance est levée à 13 heures.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Vendredi 19 décembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Pages

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [suite]....	347
Projet de rapport de la Commission (A/C.2/L.195) [suite].....	352
Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [suite]....	353

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [suite]

[Point 11*]

1. Le PRÉSIDENT annonce qu'il a reçu du Président de l'Assemblée générale une lettre (A/C.2/178) l'informant que, sur la recommandation du Bureau, l'Assemblée générale, à sa 406ème séance plénière, a décidé de renvoyer à la Première Commission le point 16, b, de l'ordre du jour, intitulé: "Rapports de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée" dont l'examen avait d'abord été confié à la Deuxième Commission.

2. Il invite la Commission à poursuivre le débat sur le chapitre II du rapport du Conseil économique et social.

3. M. VOGEL (Bolivie) se bornera à présenter quelques brèves observations sur l'économie de la Bolivie, du point de vue du chômage et de la stabilité économique.

4. En tant que pays minier, la Bolivie ne peut être comparée aux pays insuffisamment développés dont l'économie repose entièrement sur l'agriculture; l'économie nationale de la Bolivie est fondée exclusivement sur l'industrie extractive et les difficultés qu'elle peut connaître sont, par conséquent, étroitement liées aux mouvements des prix des produits des mines boliviennes sur le marché international. Le Groupe d'études international de l'étain a publié en 1950 un mémoire exposant les effets de la baisse du prix de l'étain sur la production et l'emploi. Ce mémoire n'est toutefois pas complet. Si l'on poursuit l'étude du problème, on arrive aux conclusions suivantes: toute baisse du prix de l'étain provoque une baisse de la production et, par conséquent, du niveau de l'emploi et affecte, par là, l'ensemble de l'économie nationale.

5. Toute diminution de la production entraîne une réduction des recettes en devises et ajoute aux difficultés que le pays éprouve à se procurer les quantités

nécessaires de biens de consommation essentiels, car la Bolivie doit importer la plus grande partie des denrées alimentaires dont elle a besoin. Toute baisse du prix de l'étain a aussi pour effet de réduire la production nationale d'articles manufacturés, étant donné que les industries manufacturières dépendent surtout des importations de matières premières. Par suite, les échanges commerciaux et l'activité industrielle marquent un recul, la consommation diminue et les prix des produits agricoles subissent un mouvement de baisse. De plus, la diminution consécutive des recettes fiscales de l'Etat entraîne inévitablement une réduction des services publics et limite la possibilité d'entreprendre des travaux publics. Les caractéristiques du chômage ainsi provoqué diffèrent de celles du chômage qui affecte les pays industrialisés, car celui-ci peut être résorbé par les exploitations agricoles; cependant, il a généralement pour effet d'ajouter à la misère.

6. D'après une étude de M. Pollner, la population rurale de la Bolivie est évaluée au total à plus de 2 millions de personnes dont la moitié environ sont employées dans des exploitations agricoles. La législation du travail ne s'appliquait pas jusqu'ici à ces travailleurs. En réponse au questionnaire relatif aux causes de chômage que le Secrétaire général avait adressé aux gouvernements en 1949, le Gouvernement bolivien, qui servait alors les intérêts des entreprises minières, avait déclaré qu'il ne possédait pas de statistiques du chômage. Il avait toutefois indiqué qu'il avait pris certaines mesures, telles que la création de nouvelles industries, en vue de résorber le chômage provoqué par la baisse du prix de l'étain. Il avait indiqué en outre qu'il avait appliqué une nouvelle législation sociale, qui protégeait les travailleurs, et une loi qui interdisait la fermeture des mines. Peu de temps après, les mineurs s'étaient mis en grève et le gouvernement avait décrété une augmentation des salaires que les propriétaires des mines Patiño avaient refusé d'appliquer. Les dirigeants des syndicats miniers avaient été chassés et les travailleurs boliviens continuaient de travailler dans des conditions très défavorables.

7. Sur les 200.000 travailleurs industriels que compte la Bolivie, environ 45.000 sont employés dans les indus-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

tries extractives; les grandes et moyennes exploitations minières en employaient 33.239 en 1948, 33.002 en 1949 et 30.591 en 1950. Ces travailleurs ont gagné 21.226, 24.517 et 29.343 boliviens en 1948, 1949 et 1950 respectivement. Si l'on prend l'année 1948 pour base, il apparaît que l'indice du coût de la vie est passé de 100 en 1948 à 110 en 1949 et à 149 en 1950. Le salaire moyen annuel, en valeur réelle, a sensiblement diminué et n'était que de 19.700 boliviens en 1950; les salaires dans les industries extractives sont supérieurs à la moyenne, mais ils ont également baissé dans les mêmes proportions.

8. M. Vogel évoque alors les conclusions du groupe d'experts qui ont étudié le problème du plein emploi dans leur rapport intitulé *Mesures d'ordre national et international en vue du plein emploi* (E/1584), en mentionnant les trois genres de chômage. D'une façon générale, la Bolivie appartient à la catégorie des pays où le chômage est déterminé par des facteurs inhérents à la structure de l'économie, mais, en Bolivie, le chômage est également le résultat de la politique d'entreprises industrielles dominantes qui ont empêché le pays de mettre ses richesses en valeur comme il aurait pu le faire. Les capitaux sont sortis du pays et aucune tentative n'a été faite pour diversifier l'économie. La Bolivie reste presque entièrement tributaire de ses industries extractives et elle est profondément affectée par toutes les fluctuations qui atteignent ces industries. La production agricole, par habitant, est extrêmement faible. Si la Bolivie avait eu des capitaux à sa disposition, une partie de l'excédent de la population agricole aurait pu être absorbée par l'industrie et l'on aurait pu mettre en application des méthodes de culture modernes qui auraient permis d'accroître la production agricole et même d'approvisionner ceux qui sont partis travailler dans les industries manufacturières.

9. La Bolivie a toujours été une nation possédant une législation sociale progressive et elle continue d'être considérée comme telle. Malheureusement, la plupart de ses lois sociales n'ont pas été appliquées.

10. M. Vogel souligne l'importance que présente le projet de résolution de l'Argentine (A/C.2/L.162/Rev.2) adopté par la Commission quelques jours auparavant, et il exprime l'espoir que les études auxquelles le Comité d'experts devra s'employer aideront des pays comme le sien à obtenir des prix équitables pour leurs produits, afin que leur économie puisse se développer normalement. Le peuple bolivien est uni dans son désir d'indépendance économique et il a supprimé l'un des principaux obstacles qui s'opposaient à son développement; il pourra maintenant aller de l'avant et participer librement au développement de l'économie du pays.

11. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la Deuxième Commission devrait tenir compte des changements intervenus dans la situation économique mondiale.

12. Dans l'Union soviétique, dans la République populaire de Chine et dans les démocraties populaires de l'Europe, le développement économique constructif, tendant à promouvoir le bien-être de la population, s'est intensifié; au contraire, le but visé par les pays capitalistes a été de garantir aux détenteurs de capitaux des profits maximums, en exploitant le peuple, en le réduisant à l'esclavage et en appauvrissant d'autres pays, notamment les pays insuffisamment développés.

13. Aujourd'hui, le trait dominant de l'économie capitaliste est la militarisation, qui entraîne un recul de la production de biens de consommation. La militarisation de l'économie capitaliste a eu aussi pour conséquence la rupture des relations commerciales entre l'Ouest et l'Est et une aggravation des conditions de vie des populations autochtones. Les effets de la militarisation sont évidents dans les pays du bloc atlantique, notamment aux Etats-Unis, où les difficultés économiques se sont rapidement accrues. Le retour à la production de guerre s'est traduit par une prospérité temporaire des industries de guerre, qui ne sera que de courte durée. La militarisation a été encouragée par les monopoles industriels, car elle permet à ces entreprises de réaliser d'énormes bénéfices.

14. Les hommes politiques, les économistes et les hommes d'affaires des Etats-Unis ont cependant reconnu la possibilité d'une récession économique. M. Elliot Bell, dans un article publié par le *Business Week*, a déclaré que les dépenses militaires avaient presque atteint leur maximum et qu'il fallait s'attendre à une récession en 1953-54. Le Président de la Mutual Life Insurance Company a également prédit une crise prochaine et il a souligné les difficultés de vente des matières premières, ainsi qu'une baisse générale de la demande. Les monopoles des Etats-Unis maintiennent les prix à des niveaux élevés et écartent la concurrence étrangère au moyen de barrières douanières. La concurrence de l'Allemagne et du Japon augmente cependant et le marché mondial des pays capitalistes se rétrécit, cette tendance étant d'ailleurs accentuée par les restrictions apportées à la production de biens de consommation pour le secteur civil. La course aux armements n'est qu'un remède illusoire. Les contrats de fournitures militaires ne constituent pas une panacée, car ils ne font qu'encourager un développement unilatéral et dirigent la main-d'œuvre vers les industries improductives. Des pays comme le Royaume-Uni et la France ont épuisé leurs réserves d'or; leurs balances commerciales sont en déséquilibre et leurs marchés tombent aux mains des Etats-Unis.

15. M. Arkadyev cite un extrait du *U.S. News and World Report* pour montrer l'importance des préparatifs de guerre auxquels se livrent les pays du bloc atlantique, encouragés par les milieux d'affaires qui y trouvent leur intérêt. La politique de militarisation rendra presque impossibles des grèves nationales aux Etats-Unis et les crédits pour l'enseignement et pour l'exécution d'importants projets de construction de logements seront réduits. L'augmentation des dépenses militaires amènera une majoration croissante des impôts et réduira le pouvoir d'achat de la population. D'ailleurs, le coût de la vie aux Etats-Unis est actuellement environ trois fois plus élevé qu'en 1939.

16. En ce qui concerne le chapitre II du rapport du Conseil économique et social (E/2172), M. Arkadyev dit que les Nations Unies n'ont rien fait pour empêcher la course aux armements et pour favoriser un développement industriel pacifique. En raison de l'opposition menée par les Etats-Unis, le Conseil économique et social, à sa quatorzième session, a rejeté le projet de résolution relatif aux mesures propres à développer l'emploi et à lutter contre le chômage présenté par la délégation de l'URSS (E/L.388)¹.

¹ Voir les *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, points 4 et 5, f, de l'ordre du jour.

17. Les contrats de fournitures militaires aux Etats-Unis s'élèvent à 84 milliards de dollars. Environ 62 pour 100 de ces contrats sont passés avec 100 grands monopoles tels que General Motors, United Aircraft Company, Douglas Electric Company, Ford, etc. Le *Journal of Commerce* des Etats-Unis indique que les six plus grandes sociétés de constructions aéronautiques ont réalisé environ 2 milliards de dollars de bénéfices au cours du premier semestre de 1952. Les bénéfices réalisés par Dupont, Edison, Gulf Oil et d'autres compagnies qui produisent des matières stratégiques sont du même ordre. Grâce aux programmes de production de guerre, les monopoles des Etats-Unis ont réalisé, au cours des années d'après-guerre, environ 250 milliards de dollars de bénéfices.

18. On a prétendu que ces bénéfices n'étaient pas tellement élevés puisqu'une grande partie en est reversée sous forme d'impôts; en réalité, une fraction importante de ces bénéfices n'est pas soumise à l'impôt. D'ailleurs, le revenu imposable peut être considérablement réduit par des artifices de comptabilité. Le *Defence Production Act* fournit, au surplus, les moyens d'obtenir des exemptions d'impôt.

19. Par opposition à ces bénéfices considérables, le bien-être de la population a considérablement diminué. La production nationale brute des Etats-Unis est 3,75 fois plus élevée qu'en 1939 mais la valeur actuelle du dollar n'est plus que 43 pour 100 de ce qu'elle était avant la guerre. La situation actuelle de la population est donc plus mauvaise qu'avant la guerre et les effets de l'accroissement de la production sont annulés à la fois par l'inflation et par l'accroissement de la population. L'augmentation de la production ne contribue pas à l'élévation des niveaux de vie mais sert aux fins destructives de la guerre. Comme autre caractéristique de la situation économique des Etats-Unis, on peut citer le fardeau toujours plus lourd des impôts: alors qu'en 1945 le produit des impôts directs était, selon le *New York Times* du 22 janvier 1952, de 19 milliards 700 millions, il est en 1952 de 30 milliards de dollars et l'on prévoit qu'il sera en 1953 de 33 milliards de dollars. Les impôts sont la source principale du financement des industries d'armement. Comme l'ancien Président Hoover l'a déclaré le 27 janvier 1952, l'économie des Etats-Unis est écrasée sous les dépenses budgétaires; le peuple américain, malgré l'inflation et l'augmentation des impôts, n'a pas encore ressenti pleinement les effets des dépenses de l'Etat. M. Hoover a ajouté que les Etats-Unis avaient maintenant une économie de guerre, quoique les échos de la bataille ne parviennent pas encore aux oreilles du peuple américain.

20. La population américaine subit les conséquences de la fixation des prix par les monopoles et des tarifs élevés destinés à protéger le marché des Etats-Unis et à entraver le retour de la prospérité à l'étranger. Les milieux d'affaires et les économistes américains ont prédit qu'il serait impossible de réduire les prix en 1953. C'est le consommateur qui devra supporter le fardeau des prix élevés.

21. On aurait pu croire que la militarisation de l'économie des pays occidentaux se serait traduite par un développement des échanges et de l'activité économique en Europe occidentale; mais, selon le Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe, l'activité économique de la plupart des pays de l'Europe occiden-

tale, au cours du deuxième trimestre de 1952, a diminué de façon notable par rapport à la période correspondante de 1951. D'autres indices montrent que les échanges entre les pays de l'Europe occidentale diminuent: le Secrétariat de la CEE signale que les échanges entre dix-huit pays de l'Europe occidentale ont diminué de 12 pour 100 par rapport à 1951.

22. Le Secrétariat de la CEE a reconnu, au contraire, que la production industrielle et les échanges s'étaient développés de façon considérable dans l'Union soviétique et les démocraties populaires. Les Etats-Unis renforcent le contrôle économique et politique qu'ils exercent sur l'économie de l'Europe occidentale, ce qui se traduit par une réduction de la production des biens destinés à la population civile, par une inflation de plus en plus sensible et par des crises dans les industries textile et charbonnière. En avril 1952, le Premier ministre du Royaume-Uni, M. Churchill, a annoncé que son pays était au bord de la faillite. L'économie française vacille elle aussi, car elle repose sur la production de matériel de guerre et non sur un développement pacifique. Les pays économiquement faibles subissent les conséquences néfastes des préparatifs de guerre du groupe de l'OTAN. Les régions insuffisamment développées ne peuvent se procurer les biens d'équipement dont elles ont besoin et nombre d'entre elles sont devenues des fournisseurs de matériaux stratégiques, et des instruments de la politique des Etats-Unis.

23. Les Etats-Unis considèrent que le développement et l'indépendance économiques de l'Europe occidentale menacent leurs propres intérêts. Toute aggravation de la situation économique dans les principaux pays d'Europe occidentale leur fournit l'occasion d'apporter une aide supplémentaire, qui, une fois accordée, ajoute encore à la sujétion de ces pays à l'égard des Etats-Unis. Tout en se faisant passer pour le sauveur de l'Europe occidentale, le Gouvernement des Etats-Unis cherche en fait à dominer le monde et détruit le multilatéralisme traditionnel des relations commerciales.

24. Plus d'un tiers des crédits prévus au budget du Royaume-Uni, exactement 38,5 pour 100, sont destinés à des fins militaires. Ainsi s'explique l'augmentation des impôts: les recettes fiscales ont atteint 4.500 millions de livres en 1952 contre 890 millions en 1938-39. Le programme de militarisation du Gouvernement s'est traduit par un abaissement du niveau de vie dans le Royaume-Uni. Au deuxième trimestre de 1952, les réserves de devises fortes de ce pays avaient diminué de 1.280 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 1951. La situation désastreuse du Royaume-Uni résulte de la subordination de ce pays aux Etats-Unis et de la rupture de ses relations commerciales avec l'Europe orientale. En septembre 1952, James Gardner a déclaré devant le Congrès des syndicats réuni à Margate que les échanges entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale permettraient d'accroître la prospérité dans le monde et d'améliorer les conditions de travail. Le Congrès a également exprimé l'avis que les échanges avec la Chine et l'Europe orientale aideraient à améliorer la situation internationale, et il a lancé un appel aux gouvernements pour qu'ils entreprennent des efforts coordonnés en vue de développer les échanges et de supprimer les obstacles artificiels. L'ancien ministre du commerce, M. Harold Wilson, a déclaré que la politique économique du Royaume-Uni devait avoir pour principal objectif de permettre à ce

pays de se passer le plus tôt possible de toute aide étrangère, car autrement il lui serait impossible de pratiquer une politique étrangère indépendante.

25. Tandis que le Royaume-Uni et certains autres pays ont été appauvris par la guerre, les Etats-Unis se sont enrichis et se sont même emparés de certains marchés qui faisaient partie autrefois de la zone sterling. Selon M. Wilson, les Etats-Unis s'efforcent d'imposer le libre échange afin d'assurer les débouchés à leurs industries d'exportation, tout en maintenant leurs propres barrières douanières. M. Wilson a ajouté que les militaristes américains exigeaient le réarmement de leurs partenaires de l'OTAN, ce qui signifiait que l'économie du Royaume-Uni serait de plus en plus tributaire de l'aide militaire des Etats-Unis dont elle aurait à subir toutes les conséquences.

26. Les pressions exercées par les Etats-Unis ont obligé la France à mettre en train un vaste programme de dépenses militaires. En 1950, 21,7 pour 100 du budget total de la France étaient consacrés aux préparatifs militaires; en 1951, le montant de ces dépenses a dépassé de 55 pour 100 ce qu'il était en 1950, et, en 1952, il a encore augmenté de 53 pour 100 par rapport à 1951. Le fardeau des impôts n'a cessé de s'accroître. En 1951, les impôts directs étaient environ deux fois plus élevés qu'en 1949.

27. Pour répondre aux besoins de l'économie de guerre, la France a dû surcharger certains secteurs industriels, si bien qu'en 1951 la construction de machines-outils était de 15 pour 100 inférieure aux objectifs fixés par le programme et qu'il a fallu réduire de 40 pour 100 la production de tracteurs et de locomotives. En outre, la production de matériel roulant a dû être réduite, en raison de la concurrence étrangère. Au lieu de recevoir des commandes des Etats-Unis s'élevant à 625 millions de dollars pendant une période de trois ans, comme il avait été garanti à la Conférence de Lisbonne, les commandes passées en France n'ont atteint que 186 millions de dollars. Le 21 juillet 1952, le Gouvernement français a envoyé, à ce propos, un télégramme à Washington, mais il a néanmoins été contraint de redistribuer le mieux possible les commandes militaires. Selon le quotidien *Libération*, l'indice de la production de biens de consommation est tombé de 126 en juin 1951 à 110 en juin 1952 (1938 = 100). Les industries qui ont souffert le plus sont celles du cuir, du papier, des chaussures, du verre, des textiles, des produits chimiques et des produits pharmaceutiques. Au cours du second semestre de 1952, la France a pris des mesures pour mettre fin aux importations de textiles, afin de protéger son industrie. Selon le journal *Le Rassemblement*, la crise s'étendra bientôt à d'autres secteurs industriels. Déjà, les usines d'automobiles Renault ont dû réduire leur production. Le nombre des chômeurs est passé de 93.158 en octobre 1951 à 118.624 en octobre 1952. Le nombre des faillites augmente constamment. En 1951, les réserves monétaires du pays n'atteignaient plus que le tiers du niveau d'avant-guerre.

28. On a prétendu que les pays insuffisamment développés avaient accompli des progrès remarquables grâce à l'aide de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Export-Import Bank. Mais le rapport de l'Export-Import Bank donne de la situation un tableau bien différent de celui qu'ont brossé les représentants des Etats-Unis. Les motifs qui ont

inspiré l'Export-Import Bank ne sont pas aussi altruistes qu'on le pensait; les bénéfices qu'elle a accumulés au cours des cinq dernières années s'élèvent à 70 millions de dollars. Pendant la période allant de janvier à juin 1952, elle a réalisé des bénéfices nets de 24,6 millions de dollars. Les taux d'intérêt qu'elle pratique sont exorbitants: pour la plupart des prêts qu'elle consent, le taux d'intérêt est de 4 à 5 pour 100; elle n'accorde des taux moins élevés que pour les prêts de caractère stratégique. Sur la recommandation de la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis, 35 millions de dollars ont été prêtés à l'Union Sud-Africaine pour l'exploitation de l'uranium. L'Export-Import Bank ne cherche pas à aider les pays insuffisamment développés, mais à favoriser les desseins militaires des pays de l'OTAN.

29. Ainsi qu'il a été indiqué de façon détaillée au cours de la quatorzième session du Conseil économique et social, les crédits accordés par la Banque internationale sont eux aussi destinés à favoriser les desseins agressifs des Etats-Unis. Des prêts importants ont été accordés à la Belgique pour développer les mines d'uranium, de cuivre, de plomb, de cobalt et de wolfram au Congo belge. La moitié environ de l'étain produit au Congo est envoyée aux Etats-Unis. De même, la Rhodésie du Sud a obtenu des crédits importants de la Banque internationale pour développer sa production de cuivre.

30. Le Gouvernement des Etats-Unis a signalé que le niveau des bénéfices tirés des investissements dans les pays insuffisamment développés n'était pas plus élevé qu'aux Etats-Unis; mais cette assertion est démentie par les faits. La General Motors par exemple, a annoncé que ses investissements aux Etats-Unis lui rapportaient 19 pour 100, contre 94 pour 100 pour les investissements à l'étranger. Les bénéfices provenant des 69,4 millions de dollars investis à l'étranger s'élèvent à 55,8 millions de dollars et, en l'espace de deux années, le montant des bénéfices que cette société a réalisés à l'étranger est passé de 58,7 millions de dollars à 110,7 millions de dollars. Ayant agrandi leur empire économique et s'étant emparés de marchés qui appartenaient autrefois au Royaume-Uni, à la France et à l'Italie, les Etats-Unis occupent aujourd'hui une position privilégiée: les économistes américains eux-mêmes le reconnaissent. Le 21 octobre 1952, le *New York Herald Tribune* a préconisé la conquête des marchés que les autres pays avaient perdus au cours de la deuxième guerre mondiale.

31. En janvier 1952, les exportations des Etats-Unis ont accusé une augmentation de 610 millions de dollars par rapport à 1951, tandis que la valeur des importations de la période allant de janvier à juin 1952 a été inférieure de 613 millions de dollars au chiffre enregistré pendant la période correspondante de 1951. Ces mouvements confirment la récente déclaration de M. Santa Cruz, savoir, que l'aggravation du rapport des échanges des pays de l'Amérique latine se traduit par une dépendance accrue de ces pays à l'égard des Etats-Unis. En 1950, les exportations des Etats-Unis ont dépassé les importations de 1.319 millions de dollars, et en 1952 la différence sera de 5.100 millions de dollars. Au contraire, la situation commerciale des pays d'Europe occidentale s'aggrave constamment et le déficit des transactions en dollars, déjà sérieux, s'accroît. Logiquement, les pays de l'Europe occiden-

tale devraient avoir pour politique de développer leurs échanges avec d'autres pays, ce qui leur permettrait de connaître les bienfaits de l'indépendance. C'est une politique de cette nature qu'a préconisée le Ministre des finances du Royaume-Uni.

32. Aux Etats-Unis, on envisage de passer des commandes de fournitures à des firmes d'Europe occidentale, dans l'espoir d'apaiser le mécontentement croissant des industriels de cette région. Mais ce plan se heurtera sans aucun doute à l'hostilité des monopoles des Etats-Unis, qui n'ont aucun intérêt à accorder l'accès de leur marché aux marchandises européennes.

33. La Chambre de commerce internationale a proposé que les Etats-Unis favorisent l'expansion du commerce international, au lieu de fournir une assistance. Il a été également proposé que les Etats-Unis demandent l'abolition des contingents d'importation et du contrôle des changes. A cet égard, il est intéressant de noter que l'Australie, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas ont déjà protesté contre la violation par les Etats-Unis de certains accords commerciaux. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'est également plaint que tout le terrain gagné sur les marchés américains par les produits du Royaume-Uni se trouve perdu en raison des mesures que prennent les industriels des Etats-Unis. L'Italie, la Belgique, le Pérou, l'Allemagne occidentale, le Japon et la Suisse ont déjà élevé des protestations similaires contre les barrières douanières des Etats-Unis. A la conférence du GATT réunie à Genève, cinq pays ont accusé les Etats-Unis de manquer aux obligations qu'ils ont assumées dans le domaine du commerce extérieur en imposant un système restrictif de contingentement des importations. La délégation des Etats-Unis a déclaré que le Gouvernement des Etats-Unis ne tient pas compte du fait que le commerce implique la réciprocité. Ces exemples illustrent la désorganisation et les contradictions dont souffre l'économie mondiale.

34. Au contraire, l'économie de l'Union soviétique, celle des démocraties populaires et celle de la République populaire de Chine se fondent sur la coordination, le respect mutuel et l'assistance. Entre 1948 et 1952, les échanges commerciaux entre ces pays ont triplé, tandis que, dans le monde capitaliste, le commerce devient de plus en plus difficile.

35. Autrefois, il y avait d'importants échanges entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale, mais ces échanges ont diminué sous l'effet de la pression exercée par les Etats-Unis, qui désirent conserver leurs débouchés européens. La France, la Belgique et l'Italie, qui devaient importer de l'Europe orientale des quantités importantes de denrées alimentaires, ont considérablement souffert de la politique suivie par les Etats-Unis.

36. Dans un certain nombre d'ouvrages publiés récemment aux Etats-Unis, il est dit qu'il faudrait exercer un contrôle plus strict en vue de restreindre le commerce entre l'Est et l'Ouest. Le représentant des Etats-Unis à la Commission économique pour l'Europe a déclaré à maintes reprises que les Etats-Unis sont favorables au commerce entre l'Est et l'Ouest, mais ses déclarations ont été démenties par le Gouvernement des Etats-Unis, qui a pris des mesures instituant un système de réglementation des importations qui entrave les échanges commerciaux. Les Etats-Unis ne cherchent en réalité qu'à mobiliser les forces productives de

l'Europe et à coordonner toute l'industrie lourde de l'Europe sous leur propre contrôle, afin de s'en servir contre l'Union soviétique. Tels sont les véritables objectifs du Plan Schuman.

37. Le Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a déclaré que la Banque était prête à collaborer à l'établissement de programmes de coordination économique en Europe occidentale, et il a précisé que la mise en œuvre de ces plans supposait la création d'une organisation supranationale.

38. L'infiltration du capital américain dans l'industrie lourde de l'Europe occidentale aboutit à l'asservissement de cette industrie aux Etats-Unis. Indépendamment de la politique qu'ils poursuivent en ce qui concerne le Plan Schuman, les Etats-Unis prennent d'autres mesures en vue de renforcer leur position en Europe occidentale, et les capitaux américains s'emparent peu à peu de l'industrie des Pays-Bas, de la France et du Royaume-Uni. Selon le Plan Schuman, le pouvoir sera concentré entre les mains des industriels les plus réactionnaires de l'Allemagne occidentale; les Etats-Unis protègent en effet un groupe d'anciens nazis, de monopoliseurs et de néo-fascistes dont l'activité sera le principal ressort d'une nouvelle guerre.

39. Lorsqu'elle examine ces questions, l'Organisation des Nations Unies ne doit pas oublier que les masses populaires, qui ne souhaitent rien que la paix, souffrent des conséquences de tous les programmes conçus par les Etats-Unis. En URSS, dans la République populaire de Chine et dans les Démocraties populaires, qui ont entrepris un programme de reconstruction pacifique, la situation économique au contraire s'améliore constamment.

40. Le développement économique de la République populaire de Chine a une signification historique de la plus haute importance. En l'espace de trois ans, la production agricole de ce pays a augmenté de 150 pour 100; la production de fer et d'acier est maintenant huit ou neuf fois ce qu'elle était auparavant; la production de charbon et d'énergie électrique a doublé; le rendement par ouvrier a augmenté de 88 pour 100 et de nouvelles sources d'épargne nationale ont été créées. L'indice de la production des industries de base, à l'exclusion du charbon, est le plus élevé qui ait jamais été enregistré. Le secteur nationalisé de l'économie joue un rôle capital; 70 à 80 pour 100 de l'industrie lourde et 40 pour 100 des industries légères appartiennent à l'Etat, et les entreprises d'Etat inscrivent à leur actif les deux tiers de la production industrielle globale. De nouvelles voies ferrées ont été construites au cours des trois dernières années, et à l'heure actuelle, 23.785 kilomètres de voies sont en service. L'indice du commerce intérieur atteint maintenant 170 contre 100 en 1950.

41. En outre, le gouvernement a institué un nouveau système fiscal qui va permettre de réduire les impôts auxquels sont assujettis les agriculteurs, en vue de favoriser le développement de l'agriculture. L'exercice budgétaire de 1952 a été marqué par un solde créditeur et le gouvernement a pu stabiliser l'économie du pays. D'importants crédits ont été consacrés à l'hygiène et à l'enseignement. En 1953, un nouveau plan quinquennal sera mis en train. Environ 100 écoles techniques ont été créées récemment et 150.000 nouveaux spécialistes et techniciens y seront formés.

42. La situation matérielle et le niveau culturel de la population se sont considérablement améliorés. En trois ans, les salaires moyens ont augmenté de 60 pour 100 et le revenu des agriculteurs a doublé ou même triplé. A la fin de 1951, on avait trouvé du travail pour plus de 2.200.000 chômeurs. De nouvelles ressources vont être mises en valeur et de nouveaux succès seront sans aucun doute enregistrés dans l'avenir.

43. Dans l'URSS, le principe fondamental est de satisfaire au maximum les besoins matériels et culturels toujours croissants de la population par l'augmentation constante de la production socialisée, grâce à l'application de techniques perfectionnées. Tous les secteurs de l'économie, ainsi que le bien-être de la population, marquent des progrès constants. Les relations amicales qui se sont établies entre l'URSS et d'autres nations démocratiques ont également contribué au développement de l'économie soviétique.

44. Pour donner une idée de la cadence à laquelle les progrès économiques s'accomplissent, il suffit d'indiquer que la production totale en 1951 s'est élevée à 1.266 pour 100 de ce qu'elle était en 1929. L'industrie lourde produit actuellement en neuf jours ce qu'elle produisait en un an avant la révolution et, depuis que les Autorités soviétiques sont au pouvoir, la production industrielle est trente-neuf fois plus élevée qu'auparavant.

45. De 1946 à 1951, le montant total des capitaux intérieurs investis dans l'économie nationale s'est élevé à 500 milliards de roubles, dont 320 milliards ont été investis dans l'industrie. Au cours de la même période, 7.000 entreprises d'Etat importantes ont été reconstruites ou créées. En 1952, l'URSS a produit 25 millions de tonnes de fonte en gueuses, 35 millions de tonnes d'acier, 27 millions de tonnes de laminés, 300 millions de tonnes de charbon, 47 millions de tonnes de pétrole et 117 milliards de kilowatt-heures d'énergie électrique. En 1952, la production de machines et d'équipement a triplé par rapport à 1940.

46. M. Arkadyev rappelle alors qu'il a déjà mis la Commission au courant du développement de la production agricole dans l'URSS (229^{ème} séance). En 1952, la récolte de céréales s'est élevée au total à 8 milliards de pouds environ. De vastes programmes de reboisement sont en train, et les programmes d'irrigation et d'installations hydro-électriques vont offrir d'immenses possibilités nouvelles.

47. Le revenu national est l'un des meilleurs indices de la prospérité d'un peuple. Dans l'URSS, les travailleurs reçoivent les trois quarts du revenu national, le reste étant consacré à l'accroissement de la production et aux autres besoins d'ordre général. Les prix des biens de consommation et des articles manufacturés ont diminué de 50 pour 100 depuis 1940. Tous les travailleurs ont droit à une pension, à des congés payés, à des soins médicaux gratuits, à des allocations familiales et à l'enseignement supérieur gratuit. Les dépenses publiques au titre de la santé publique sont passées de 11.200 millions de roubles en 1940 à 26.400 millions en 1951, et les dépenses au titre de l'enseignement de 22.500 millions de roubles en 1940 à 57.300 millions en 1951. Lorsque le Gouvernement soviétique a pris le pouvoir, il n'existait que 96 établissements d'enseignement supérieur fréquentés par 117.000 étudiants; il existe aujourd'hui 887 établissements de cet ordre qui dispensent l'enseignement à 1.400.000 étudiants. Le pays a main-

tenant à son service près de 5 millions et demi de spécialistes et de techniciens.

48. Le plan quinquennal de 1950-1955 prévoit de nouveaux progrès économiques. En 1955, la production industrielle devrait dépasser de 70 pour 100 ce qu'elle était en 1950, ce qui signifie qu'elle sera trois fois plus élevée qu'en 1940. La récolte de céréales doit augmenter de 40 à 50 pour 100 par rapport au niveau de 1950, et les autres récoltes, telles que la betterave à sucre et le coton, doivent augmenter dans des proportions analogues. La production des industries mécaniques et métallurgiques doit doubler, celle de l'industrie de l'énergie électrique doit également doubler et le débit des usines hydro-électriques doit tripler. On peut donc constater que l'Union soviétique accomplit des progrès importants vers les objectifs qu'elle s'est fixés dans son dernier plan quinquennal.

49. Le PRESIDENT prononce la clôture de la discussion générale sur le chapitre II du rapport du Conseil économique et social.

50. M. LEE (Chine), invoquant l'article 114 du règlement intérieur, se réserve le droit de répondre au représentant de l'URSS.

Projet de rapport de la Commission (A/C.2/L.195) [suite]²

51. M. HALIQ (Arabie saoudite), Rapporteur, déclare que les membres de la Commission lui ont proposé d'apporter trois sortes de modifications au projet de rapport de la Commission sur le point 25 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale. On lui a demandé d'abord de modifier sur certains points la forme ou la rédaction du rapport, ce qu'il a fait. D'autre part, quelques représentants auraient voulu voir consigner dans le rapport certaines des observations faites au cours de la discussion générale. Par exemple, le représentant de l'Irak aurait voulu que le rapport mentionne ce qu'il a dit de la discrimination dont l'Administration de l'assistance technique se serait rendu coupable dans le choix de son personnel. M. Haliq estime que le rapport aurait été trop long s'il avait dû y faire place à toutes les questions soulevées au cours de la discussion générale; il n'a donc pas été en mesure de donner suite à ces propositions. Enfin, plusieurs représentants ont fait valoir que certaines des résolutions adoptées par la Commission devaient être révisées. M. Haliq estime qu'il appartient maintenant à l'Assemblée générale de faire le nécessaire, lorsqu'elle examinera le rapport de la Commission.

52. M. UMARI (Irak) précise qu'il a demandé que le rapport de la Commission fasse mention, non pas de la question d'une discrimination dans le choix du personnel de l'Administration de l'assistance technique, mais du problème de la définition des mots "pays insuffisamment développés". La délégation de l'Irak a signalé au cours de la 205^{ème} séance que l'assistance technique n'est pas accordée seulement aux pays insuffisamment développés, mais que des pays dont le développement est avancé en bénéficient aussi dans une large mesure. Au cours de la 209^{ème} séance, le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique a dit qu'on n'avait jamais donné de définition précise de l'expression "insuffisamment développé". La délégation iraquienne a démontré qu'il n'est pas nécessaire de

² Suite de la 243^{ème} séance.

formuler une définition précise; les représentants savent bien, d'une façon générale, quels sont les pays insuffisamment développés. Toutefois, si la question devait faire l'objet de nouveaux débats, la délégation de l'Irak se réserve de soumettre à l'Assemblée générale un projet de résolution tendant à demander au Conseil économique et social d'arrêter une définition des pays insuffisamment développés. Si M. Umari a tenu à préciser sa pensée sur ce point, c'est pour que personne ne puisse croire qu'il éprouve de l'animosité envers l'Administration de l'assistance technique.

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [suite]

[Point 11*]

53. M. WILEY (Etats-Unis d'Amérique) ne partage pas les vues de l'Union soviétique, mais il félicite le représentant de ce pays de la clarté de son exposé. Il est heureux d'apprendre que le peuple russe se trouve dans une situation si favorable, mais il ne comprend pas pourquoi le représentant de l'URSS s'est employé si longuement à critiquer les Etats-Unis et à faire croire que ce pays est en proie à un malaise économique grave.

54. M. Wiley ne comprend pas pourquoi un si grand nombre de pays du bloc soviétique éprouvent de la haine envers les Etats-Unis. A l'époque où ces pays étaient saignés à blanc, les Etats-Unis leur ont cédé, au titre du "prêt-bail", des navires et des fournitures d'une valeur globale de 12 milliards de dollars. Le peuple américain n'éprouve aucune haine envers le peuple russe. En fait, certains citoyens des Etats-Unis parmi les meilleurs sont originaires de Russie; il est vrai qu'ils ne désirent nullement retourner dans ce pays.

55. Par son discours, le représentant de l'URSS a cherché à susciter la crainte et, par ce moyen, à diviser et à conquérir. Mais les représentants sont habitués aux méthodes de l'Union soviétique et ils ne se laisseront pas abuser. Il convient cependant, pour éclairer l'opinion publique mondiale, que la délégation américaine réponde aux déclarations du représentant de l'URSS.

56. Ce serait une idée excellente que de désigner une commission impartiale des Nations Unies qui serait chargée de visiter l'Union soviétique pour voir quelle est la véritable situation dans le pays et rechercher s'il existe des camps de concentration et des cas de travail forcé, ou si la prospérité de l'Union soviétique repose sur la liberté individuelle.

57. Le représentant de l'URSS a annoncé que les Etats-Unis allaient connaître une récession; il a aussi accusé les Etats-Unis de vivre au détriment d'autres pays, mais il n'en reste pas moins que 97 pour 100 de la production américaine s'écoule sur le marché intérieur. Les Etats-Unis ne sont pas un vampire, ils ne dépouillent pas les autres peuples. Leur seul désir est d'aider le monde et le peuple russe à se dégager de l'esclavage sous toutes ses formes. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont fait don aux autres pays de 35 milliards de dollars pour contribuer à leur reconstruction tant morale et spirituelle que matérielle. En dépit de leur généreuse inspiration, les actes des Etats-Unis ont toujours été mal interprétés par l'Union soviétique. Et pourtant, le sort du monde dépend de la volonté de coopération de l'URSS.

58. Les représentants des pays soviétiques ont mentionné à maintes reprises la "course aux armements" que les Etats-Unis encourageraient "à des fins d'agression". Il est exact que les Etats-Unis ont décidé d'affecter à la défense une fraction importante de leur capacité de production: mais cette décision leur a été dictée par l'agression et les menaces d'agression en Corée, en Malaisie, en Yougoslavie, à Berlin, en Grèce et en d'autres endroits.

59. Depuis la fin des hostilités, l'Union soviétique a toujours, pratiquement, maintenu son économie sur un pied de guerre. Elle a continué de produire des armes en grande quantité; elle a maintenu sous les drapeaux des effectifs importants. Au milieu de l'année 1950, l'Union soviétique avait encore 4 millions et demi d'hommes sous les armes. Les Etats-Unis, au contraire, avaient ramené leurs forces militaires en service actif de 12 millions d'hommes en 1945 à 1 million et demi en juin 1950 et ils avaient réduit très fortement leurs dépenses militaires. De 1947 à 1950, l'Union soviétique a consacré à des fins militaires une fraction de son revenu national près de trois fois plus forte que celle que les Etats-Unis ont affectée aux mêmes fins. L'Union soviétique redoute-t-elle vraiment les Etats-Unis? Et qui donc a préparé une agression?

60. Fallait-il, en présence d'une agression et de menaces d'agression appuyées par l'énorme appareil militaire des Soviets, que les peuples libres du monde acceptent passivement de perdre leur liberté? Tant que l'Union soviétique n'aura pas accepté, en vue de limiter les armements, un accord international dont l'exécution puisse être assurée, les Etats-Unis peuvent-ils faire autre chose que se préoccuper de leur défense? Le peuple américain est décidé à conserver sa liberté et à aider les autres peuples à demeurer libres. C'est pour cela qu'il continuera à reconstituer ses moyens de défense. Les Etats-Unis ne désirent pas s'approprier un pouce du territoire de l'URSS ou de ses satellites. Ils ne désirent qu'une chose, c'est d'être laissés en paix et de voir cesser l'infiltration soviétique qui est notoire dans de nombreux pays.

61. La charge financière qu'imposent la lutte contre l'agression communiste en Corée et la remise en état des moyens de défense du monde libre est une lourde charge; cependant, les pays économiquement développés n'ont pas relâché l'effort qu'ils déploient pour aider les nations moins favorisées à exécuter des programmes pratiques de développement. L'expansion de l'économie des pays insuffisamment développés fait partie intégrante des programmes que le Gouvernement des Etats-Unis a élaborés en vue d'accroître la puissance de la moitié ne sont d'ailleurs sans emploi que depuis des peuples libres, devant la menace de subversion et d'agression qui pèse sur le monde. Les Etats-Unis ont-ils demandé quelque chose en échange ou porté atteinte aux droits et aux libertés des pays insuffisamment développés?

62. En raison du niveau élevé de leur activité économique, les Etats-Unis sont en mesure de continuer à aider le monde libre. La valeur du produit national brut des Etats-Unis est passée de 325 milliards de dollars au cours du premier semestre de 1951 à 336 milliards de dollars pour la période correspondante de 1952. L'emploi se maintient au chiffre le plus élevé que l'on ait jamais connu; le nombre des chômeurs est actuellement inférieur à 1.500.000 personnes, dont plus

quatre semaines ou moins. Loin de baisser, le niveau de vie des travailleurs s'est élevé sensiblement.

63. Certes, tout n'est pas parfait aux Etats-Unis. Entre autres choses, il faut étendre les programmes de conservation du sol, augmenter le nombre des logements, améliorer les écoles et les hôpitaux. Mais le Gouvernement des Etats-Unis a conscience de ces besoins et il s'efforce d'y répondre.

64. Les chiffres fournissent la preuve d'une vigueur économique qui durera. Lorsque les dépenses consacrées à la défense commenceront à diminuer, les ajustements nécessaires se feront et la somme des investissements privés restera sans doute élevée. La structure des salaires et le volume des avoirs liquides à la disposition des travailleurs et des agriculteurs assureront le maintien de la demande effective de biens de consommation.

65. Le Conseil économique et social et la Deuxième Commission ont été conçus pour servir de tribunes mondiales où chaque pays ait la possibilité de mieux comprendre les problèmes économiques qui se posent aux autres; mais on a parfois abusé de cette possibilité. Les représentants de l'URSS et des Etats de l'Europe orientale ont utilisé ces tribunes pour mener une guerre de propagande contre le monde libre et répandre l'idée que les Etats-Unis sont un pays de monopoles avides que seuls les bénéfices intéressent.

66. Les raisons de ces attaques ne sont que trop évidentes. Cependant, cet effort délibéré visant à détruire la confiance que le monde a placée dans les Etats-Unis et dans la liberté, que ce soit la liberté de l'homme ou la liberté de l'entreprise, est voué à l'échec, parce que ceux qui le tentent ne veulent pas reconnaître que la volonté de liberté repose sur une confiance profonde en la personne humaine et en Dieu. A la base de tout gouvernement libre, il y a le fait que chaque personne nourrit des espoirs et des désirs et possède des talents et des dispositions qui, dans un milieu libre et favorable, lui fournissent d'immenses possibilités d'épanouissement. Par liberté, il ne faut pas entendre les débordements ou le manque de discipline dans les affaires qui ont marqué une partie du XIX^{ème} siècle.

67. En ce qui concerne les monopoles, le peuple des Etats-Unis est convaincu qu'il n'est pas bon qu'une seule entreprise commerciale acquière une puissance économique prépondérante. C'est pourquoi les Etats-Unis ont une législation contre les monopoles: des enquêteurs veillent sans relâche pour déjouer toute manœuvre tendant à monopoliser une branche de l'économie. Certes, il y a beaucoup de grandes sociétés aux Etats-Unis, mais elles n'appartiennent pas à l'Etat. Dans beaucoup des plus grandes sociétés américaines, le nombre des actionnaires l'emporte sur le nombre des travailleurs. C'est le cas notamment de l'Anaconda Copper Mining Company, de la Dupont Company et de la General Electric, pour n'en citer que quelques-unes.

68. En dehors des millions d'actionnaires des grandes sociétés, il faut compter les 86 millions de titulaires de polices d'assurance dont les économies sont placées en obligations de sociétés d'une valeur de 29 milliards de dollars que détiennent les compagnies d'assurances américaines; ils ont ainsi un intérêt considérable dans les industries des Etats-Unis. Des millions d'autres ont des économies d'un montant total de 40 milliards

de dollars dans des banques d'épargne et des institutions financières. Le dernier recensement des entreprises indique qu'en 1947, 3.840.000 entreprises indépendantes ont exercé leur activité aux Etats-Unis, et que les deux tiers de ces firmes étaient la propriété de particuliers. Les sociétés de capitaux ne représentent que 10 pour 100 de ce nombre.

69. Les monopoles des Etats-Unis dont l'activité ne s'exerce que dans le domaine des services publics, des transports et des communications, font l'objet d'une réglementation. L'American Telephone and Telegraph Company, notamment, est soumise à une réglementation fédérale ainsi qu'aux règlements promulgués dans les quarante-huit Etats et dans le District of Columbia. Cette société assure chaque jour plus de 145 millions de communications téléphoniques.

70. Etant donné l'intérêt que l'URSS et les Etats qui lui sont associés prétendent porter au bien-être des travailleurs, il conviendrait d'examiner quelles sont, pour l'Américain moyen, les conséquences de la forme de co-propriété que l'on trouve aux Etats-Unis. Les gains hebdomadaires moyens des ouvriers d'usine, par exemple, sont passés de moins de 10 dollars en 1909 à 60 dollars environ en 1951. Les gains réels ont plus que doublé malgré l'augmentation des prix. De 60 heures, la durée de la semaine de travail a été réduite à 40 heures. Le revenu familial moyen s'est élevé à 4.320 dollars en 1951.

71. Cette évolution s'explique par l'accroissement continu de la productivité agricole et industrielle. Entre 1929 et 1950, l'augmentation en volume de la production de l'ensemble de l'industrie privée a été de 65 pour 100. Cet accroissement fantastique est dû non seulement aux progrès techniques mais aussi à la coopération de plus en plus étroite entre les syndicats ouvriers et la direction des entreprises. Les salaires et les bénéfices augmentant, les consommateurs peuvent acheter une plus grande quantité de marchandises à des prix modérés. Alors qu'il fallait 17 minutes de travail pour gagner une livre de pain en 1914, 6 minutes suffisaient en 1952.

72. Le succès de l'économie des Etats-Unis est dû à la fois aux progrès techniques, à l'évolution des méthodes de direction des entreprises et à l'institution des rapports sociaux propres à élever le moral de chacun. Les Américains ont su comment répartir les avantages provenant de l'accroissement de la productivité entre les travailleurs et les consommateurs, sous la forme de salaires plus élevés et de marchandises moins chères. Cette politique a contribué aussi à l'élévation du niveau de vie et à l'augmentation de l'emploi. Le partage des fruits d'une activité productrice croissante et l'application d'un système d'imposition progressive des revenus se sont traduits par une élévation et une répartition meilleure du revenu national: en 1929, 95 pour 100 de la population des Etats-Unis, comprenant toutes les personnes dont les revenus sont les plus faibles, s'étaient partagé 66 pour 100 du revenu national; en 1951, cette fraction de la population a reçu 82 pour 100 d'un revenu national beaucoup plus élevé.

73. Afin d'assurer une expansion économique continue, il a fallu autant que possible supprimer tous les éléments retardateurs. On a renforcé les syndicats ouvriers libres pour qu'ils puissent assurer aux tra-

vailleurs une part équitable des avantages tirés de l'accroissement de la productivité. Il a fallu accorder autant d'attention à la commercialisation et à la distribution qu'à la production. Il est indispensable en effet d'encourager la concurrence entre les producteurs ainsi qu'entre les distributeurs de biens pour les obliger à faire bénéficier les consommateurs des avantages d'une productivité accrue.

74. Au contraire, la doctrine politique et l'organisation sociale du système soviétique constituent une négation complète des valeurs humaines et des concepts qui sont à la base de la liberté et du progrès. Dans cette société, le citoyen est un outil aux mains de l'Etat omnipotent; il n'a pas de droits politiques. Sous le déguisement de la représentation populaire et de la démocratie occidentales, la dictature du prolétariat, en réalité, et comme l'a déclaré M. Vychinsky, ne connaît absolument aucune limite d'ordre statutaire. Toutes les décisions d'ordre politique, social, culturel et économique sont le fait de quelques dirigeants du parti communiste de l'Union soviétique. Voilà un exemple de véritable monopole.

75. Les organisations dites syndicales de l'Union soviétique ont pour fonction principale d'accroître le volume et d'améliorer la qualité de la production, dans l'intérêt de l'Etat, en abaissant les prix de revient. Les contrats collectifs et les grèves sont inconnus. Ainsi, lorsque les mineurs des charbonnages tchécoslovaques ont demandé le rétablissement de la semaine de cinq jours de travail en 1951, le Ministre de l'intérieur de la Tchécoslovaquie a répondu que ce qui était révolutionnaire sous le régime capitaliste était devenu réactionnaire et contre-révolutionnaire sous le nouveau régime.

76. Les travailleurs soviétiques ont dû accepter les conditions de travail que leur seul et unique employeur leur a imposées. C'est le gouvernement qui fixe les salaires, les prix et les heures de travail. La discipline du travail est stricte; l'abandon du lieu de travail sans l'autorisation de la direction est passible d'une peine de prison. Depuis 1938, tout travailleur est tenu d'avoir une carte de travail grâce à laquelle son employeur peut le contrôler en permanence. En résumé, la main-d'œuvre est désarmée devant l'Etat omnipotent et elle plie sous le poids d'une législation répressive. Elle est soumise à des pressions constantes en vue d'accroître le rendement. Il est donc permis de se demander si une élévation du niveau de vie a compensé le système soviétique d'enrégimentation.

77. Pour illustrer la condition du travailleur soviétique, M. Wiley compare le nombre d'heures de travail qui sont nécessaires à l'ouvrier de Moscou et à celui de certains pays libres, pour gagner de quoi se procurer des articles de première nécessité. Pour acheter une livre de pommes de terre, il faut 9 minutes de travail dans une usine de Moscou tandis qu'en Europe occidentale, il suffit de moins de 5 minutes. Le prix d'une livre de pain, évalué de la même façon, représente le salaire de 14 minutes de travail à Moscou contre 6 à 10 minutes dans les divers pays d'Europe occidentale. Il est démontré qu'en 1937, la meilleure année de la période qui a précédé la deuxième guerre mondiale, la consommation par habitant en Union des Républiques socialistes soviétiques était aussi peu élevée qu'en 1928, et ne dépassait probablement guère le niveau de 1913, der-

nière année de paix de la Russie des tsars; depuis, ce niveau s'est peu élevé. Aux Etats-Unis, la répartition des revenus s'est sensiblement égalisée au cours des vingt dernières années, mais dans l'Union soviétique, des inégalités de revenu croissantes se sont fait jour et une nouvelle échelle des classes sociales est apparue: la classe supérieure, composée de dirigeants du parti, de hauts fonctionnaires du gouvernement, de directeurs de grandes entreprises et d'intellectuels célèbres bénéficie de taux d'imposition peu élevés et peut donner à ses enfants une éducation coûteuse et leur léguer des fortunes considérables.

78. Il est inexact, par ailleurs, que les Etats-Unis aient essayé de faire obstacle aux échanges de biens destinés à des usages pacifiques entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest; mais les Etats-Unis ne peuvent tolérer l'envoi de marchandises d'intérêt stratégique à destination des pays du bloc soviétique, pour alimenter la machine de guerre communiste. Récemment, non seulement les représentants du bloc soviétique ont parlé de l'iniquité des mesures de contrôle prises par les Etats-Unis pour des raisons de sécurité, mais ils ont souligné la nécessité d'étendre les échanges internationaux. Or, l'histoire de leur politique commerciale montre toute l'hypocrisie de ces appels au développement des échanges entre les pays du bloc soviétique et le monde libre. Lorsqu'après la guerre a été créée la zone d'influence soviétique, Moscou a imposé une politique d'autarcie qui a sonné le glas du commerce international. La politique soviétique a été conçue spécialement pour orienter presque exclusivement vers l'Union soviétique le commerce de ses satellites d'Europe orientale et de la Chine communiste. L'Union soviétique n'importe du monde libre que les marchandises indispensables à la reconstruction de son industrie et à son réarmement. M. Wiley cite, à ce propos, des instructions secrètes du Gouvernement de la Tchécoslovaquie, datant de 1950, pour montrer jusqu'à quel point cette politique est poussée.

79. L'Union soviétique a constamment refusé de participer aux programmes de coopération internationale, en s'acharnant à les discréditer, et les pratiques commerciales de l'Union soviétique ont leur pendant dans l'attitude de ses représentants auprès des organisations internationales. On a beaucoup parlé du désir des pays du bloc soviétique de traiter avec les milieux d'affaires étrangers, mais en réalité, pour ce qui est par exemple de la Tchécoslovaquie, il est virtuellement impossible aux sociétés américaines d'y faire des affaires. Dans la vie commerciale comme dans les affaires politiques ou les questions militaires, la doctrine et la pratique soviétiques montrent que les récentes déclarations en faveur de la coopération internationale ne sont que propagande hypocrite. Les Etats-Unis seraient heureux de voir le bloc soviétique donner des preuves de sincérité en ce qui concerne le développement du commerce mondial mais ils ne peuvent accepter que cette expansion se fasse aux dépens de leur propre sécurité nationale ou de celle des autres nations libres. En outre, le bloc soviétique ne peut s'attendre à ce que l'on accepte sa propagande lorsqu'elle est accompagnée de l'agression et d'une activité subversive généralisée.

80. Au cours de la 241ème séance, le représentant de la Pologne a accusé les Etats-Unis d'entraver la

coopération économique internationale, mais c'est là une étrange accusation de la part d'un pays qui a refusé d'adhérer à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, de la part d'un pays qui s'est retiré de plusieurs institutions spécialisées sans avoir versé sa contribution et qui a la réputation bien établie de faire obstacle à la coopération économique internationale au sein des Nations Unies. Le bloc soviétique n'a pas participé au financement des secours aux réfugiés de Palestine ou de Corée, mais il a exploité leurs souffrances à des fins politiques. Les passages du dernier rapport de la Commission économique pour l'Europe que le représentant de la Pologne a cités ont été choisis pour donner une image déformée de la situation: en fait, dans un certain nombre de pays d'Europe occidentale, la consommation a atteint en 1952 un niveau beaucoup plus élevé qu'en 1949. Le rapport indiquait également qu'en Pologne et en Tchécoslovaquie le niveau des salaires réels avait baissé.

81. Un des arguments constamment avancés par les pays du bloc soviétique est que les monopoles capitalistes américains veulent la guerre et qu'ils ont imposé au monde la course aux armements; la vérité est que, pour le commerce américain, la guerre se traduirait par des mesures de réglementation des prix et des salaires, par la pénurie de matières premières, par un surcroît d'impôt, par la crainte de voir des concurrents gagner les marchés américains du temps de paix, et par nombre d'autres difficultés.

82. Pour ce qui est de la fausse accusation selon laquelle l'Amérique tire d'énormes bénéfices de son effort de défense nationale, M. Wiley indique que les bénéfices sont imposés, et que, depuis le déclenchement de la guerre de Corée, les impôts directs sur les revenus des particuliers et des sociétés, ainsi que les

impôts indirects, ont été considérablement majorés, et l'impôt sur les excédents de bénéfice a été rétabli. Les gains des entreprises américaines après imposition ont été pour les neuf premiers mois de 1951, inférieurs de 9 pour 100 à ce qu'ils étaient en 1950, et la tendance s'est légèrement accentuée entre 1951 et 1952. De plus, on a constaté une baisse des bénéfices des industries sidérurgiques, pétrolières et chimiques, toutes liées au programme de défense.

83. Toutefois, les intentions véritables d'un gouvernement ressortent des mesures qu'il prend en faveur de la guerre ou de la paix. Dans ce domaine, les débats aux Nations Unies ont nettement établi que c'est le bloc soviétique qui fait obstruction aux efforts déployés en vue de résoudre le problème coréen. Le Gouvernement de Etats-Unis a montré à maintes reprises son désir de voir s'établir une paix durable et une prospérité générale, mais il ne peut accepter la paix aux conditions imposées par l'Union soviétique, c'est-à-dire une paix reposant sur la domination soviétique. Il espère qu'un jour tous les Membres des Nations Unies se mettront d'accord sur un plan de désarmement universel, et quand viendra ce jour, les Etats-Unis seront heureux de se joindre aux autres Etats Membres pour accroître leur contribution à un vaste programme de développement économique. Le Gouvernement des Etats-Unis espère que tous les pays épris de liberté pourront alors s'unir afin d'exploiter de façon constructive les ressources matérielles et les moyens techniques que l'obstruction d'un petit groupe d'Etats les empêche pour le moment de consacrer à des fins meilleures que le réarmement. Plus tôt le monde sera libéré de la crainte de l'agression, plus tôt les Etats-Unis seront à même d'apporter leur contribution au développement.

La séance est levée à 19 h. 15.

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels

DEUXIEME COMMISSION, 246^e

SEANCE

(SEANCE DE CLOTURE)

Samedi 20 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Pages

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [fin]	357
Clôture des travaux de la Commission	360

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172) [fin]

[Point 11*]

1. M. LEE (Chine) déclare que les porte-parole des pays du bloc soviétique se sont accordés à faire l'éloge des progrès que la Chine communiste aurait accomplis dans le domaine agricole et industriel comme dans celui des communications. Or, la question principale n'est pas de savoir si la production s'est effectivement accrue en Chine et si l'on y procède vraiment à de nouvelles constructions, mais bien si ces mêmes objectifs ne pouvaient pas être atteints sans assujettir le peuple à de grandes souffrances et sans le placer sous le joug de l'étranger. L'exemple de Formose, seule partie de Chine restée libre, permet de déclarer qu'il était possible de le faire. Tous les Chinois qui ont l'heur de se trouver en dehors du rideau de fer et beaucoup de ceux qui vivent sous le régime communiste considèrent que l'on fait preuve d'une cruelle ironie en affirmant que le règne de l'URSS sert les intérêts du peuple chinois. Selon les renseignements qui proviennent de Chine, la production agricole ne fait que baisser, car les cultivateurs sont découragés par le taux excessif des impôts; la classe des propriétaires fonciers est "liquidée" et la révolte gronde parmi les paysans. Dans l'industrie, les mesures de répression frappent impitoyablement les patrons comme les ouvriers. M. Lee déclare que ces renseignements, qu'il a déjà eu l'occasion de communiquer à la Commission, émanent d'observateurs neutres et dignes de foi. Il rappelle que toutes les installations industrielles de la Mandchourie, région industrielle la plus prospère de Chine avant la guerre, ont été envoyées en Russie en 1945 par l'Armée soviétique: la Mission Pauley a évalué à 800 millions de dollars la valeur totale du matériel et de l'équipement ainsi enlevés à la Chine.

2. Il semble bien, en effet, que de vastes travaux soient accomplis d'urgence dans le domaine des communications. Mais la délégation de la Chine tient à souligner que les routes et les chemins de fer, en dehors de leur intérêt économique, présentent une immense impor-

tance du point de vue militaire et stratégique: cette considération prend toute sa valeur en regard des événements qui se produisent en Corée et dans le sud-est de l'Asie. La délégation de la Chine est, certes, en faveur du développement économique, mais d'un développement économique qui s'accomplit dans la liberté. L'histoire abonde en exemples de travaux prestigieux accomplis par des esclaves; même si les renseignements communiqués par les représentants du bloc soviétique étaient fondés — et M. Lee le conteste — le genre de développement économique qui est imposé aujourd'hui au peuple chinois est de ceux que repousse la délégation de la Chine.

3. M. CECCH (Tchécoslovaquie) fait observer qu'à la séance précédente un nouveau représentant des Etats-Unis, le sénateur Wiley, dans une intervention remarquable par la violence et par la médiocrité des arguments, a prononcé des paroles calomnieuses pour l'Union soviétique et les démocraties populaires. Le sénateur Wiley, qui siégeait pour la première fois à la Deuxième Commission, ignorait sans doute que cette Commission s'est consacrée à l'étude de graves problèmes économiques que ses membres s'efforcent — en dépit de leurs divergences d'opinions — de résoudre en toute objectivité à la lumière d'arguments bien fondés. La délégation de la Tchécoslovaquie s'élève avec énergie contre l'utilisation de méthodes qui peuvent avoir cours dans divers organes des Etats-Unis, mais qui n'ont pas leur place dans une organisation internationale.

4. M. Cech souligne que, dès la naissance de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement des Etats-Unis s'est efforcé d'en entraver le fonctionnement et de poursuivre une politique contraire à la Charte et aux principes de la collaboration pacifique internationale. Le *Mutual Security Act*, promulgué le 10 octobre 1951 par le Gouvernement des Etats-Unis, est l'expression de cette politique. Conformément aux dispositions de cette loi, un crédit de 100 millions de dollars a été affecté au financement de l'activité d'individus ou d'organismes chargés de se livrer en URSS et dans les démocraties populaires à des manœuvres de sabotage ou à des opérations d'espionnage. C'est ainsi que des saboteurs pourvus d'armes de fabrication américaine, de faux papiers et de grosses sommes

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

d'argent ont été recrutés par les services américains d'espionnage et introduits sur le territoire de la Tchécoslovaquie. Ceux d'entre eux qui ont été arrêtés ont reconnu qu'ils avaient été chargés de missions d'espionnage et de sabotage. La plupart étaient des repris de justice et certains avaient appartenu à des organisations nationales-socialistes, ce qui n'a rien de surprenant étant donné que le Gouvernement des Etats-Unis a pour politique d'exploiter à leurs propres fins la soif de revanche des nazis contre les pays de régime socialiste. La terreur, l'espionnage, l'assassinat et le sabotage sont devenus des instruments reconnus de la politique des Etats-Unis.

5. M. Cech indique également qu'un sénateur américain, celui qui précisément s'est livré devant la Commission aux calomnieuses attaques précitées, a déclaré, lors d'une entrevue accordée à des correspondants de presse, que le Gouvernement des Etats-Unis s'efforçait, par le moyen de la Voix de l'Amérique, de diffuser sa propagande dans les démocraties populaires.

6. Le représentant de la Tchécoslovaquie indique qu'il n'est pas surprenant, en présence d'une telle situation, que la politique des Etats-Unis ait soulevé l'opposition et la résistance de tous les pays d'Europe occidentale. Dans ces pays, les masses réagissent contre l'impérialisme américain. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les inscriptions qui recouvrent les murs des capitales d'Europe et qui sont l'expression spontanée de la résistance des populations à la politique impérialiste des Etats-Unis. Cette résistance a atteint un degré tel que certains Américains s'en sont émus et se sont préoccupés de rechercher les causes de l'échec de la propagande américaine en Europe, en Asie, dans le Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.

7. Au cours de son intervention, le représentant des Etats-Unis a accusé la Tchécoslovaquie d'avoir violé les obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Rien n'est plus faux, déclare M. Cech, car les statistiques démontrent que dès 1947 les exportations des Etats-Unis vers la Tchécoslovaquie ont commencé à baisser à la suite de mesures restrictives prises par le Gouvernement des Etats-Unis. Ce sont les Etats-Unis qui ont pris l'initiative des mesures tendant à liquider les succursales des sociétés américaines en Tchécoslovaquie. Le représentant des Etats-Unis a également prétendu que son gouvernement était mal informé au sujet du marché tchèque. A ce propos, M. Cech indique que rien n'empêchait les sociétés américaines de faire des offres aux entreprises d'Etat tchèques, et que les conditions du commerce avec la Tchécoslovaquie ne sont nullement tenues secrètes. Il ressort au contraire, de documents publiés par les organes compétents des Etats-Unis, et notamment du rapport à la Chambre des représentants en date du 16 juillet 1951, que le Gouvernement des Etats-Unis exerce depuis 1948 un contrôle d'ensemble sur les exportations. Les changements intervenus ont eu leur cause dans l'évolution de la politique des Etats-Unis. Aux termes du même rapport, il s'agit, pour le Gouvernement des Etats-Unis, de se ménager des alliances et de neutraliser les pays dont il n'est pas sûr. Le Secrétaire d'Etat n'a pas non plus caché l'intention des Etats-Unis de créer la base économique indispensable à une politique de force. C'est ce qui a amené le Gouvernement américain à pratiquer une politique de discrimination à l'encontre des pays qui se sont libérés

de l'exploitation par le capital national et étranger et qui ont conquis leur indépendance économique et politique. C'est ce qui l'a conduit à prendre des mesures discriminatoires contre la Tchécoslovaquie après avoir, vers la fin de la guerre et juste avant la libération du pays par la vaillante armée russe, bombardé des installations industrielles tchécoslovaques.

8. En terminant, M. Cech tient à préciser que les déclarations du représentant des Etats-Unis ne pourront évidemment influencer l'amitié indéfectible qui lie la Tchécoslovaquie à l'Union soviétique, laquelle continue à accorder généreusement son assistance technique à la Tchécoslovaquie depuis la libération de ce pays. Le peuple de la Tchécoslovaquie s'emploie activement, dans une atmosphère de paix, à édifier son économie socialiste. La production de la Tchécoslovaquie se développe régulièrement, son revenu national s'accroît, le niveau de vie de la population augmente sans cesse. Le représentant de la Tchécoslovaquie cite des chiffres qui établissent les progrès réalisés dans le domaine de la rémunération du travail. Il souligne qu'en économie socialiste le travail n'est pas un esclavage mais un droit consacré par la Constitution, en vertu duquel chaque citoyen peut participer au développement de l'économie nationale. C'est pourquoi le peuple tchécoslovaque est fier de coopérer avec l'Union soviétique, et c'est pourquoi il repousse comme par le passé toutes les tentatives dirigées contre sa souveraineté politique et son indépendance économique.

9. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'à la séance précédente de la Commission, la présence d'un nouveau représentant des Etats-Unis a excité son intérêt et sa curiosité. En effet, M. Arkadyev pensait que le sénateur Wiley prononcerait devant la Commission un exposé original, rempli de faits et d'arguments nouveaux. Malheureusement, cet orateur s'est contenté de reprendre des thèmes connus; il a répété le discours prononcé par M. Kotschnig lors d'une session antérieure du Conseil économique et social. Le représentant de l'URSS est certain que la délégation américaine réservera le même discours à la quinzième session du Conseil et sans doute à la huitième session de l'Assemblée générale.

10. Dans sa déclaration, le représentant des Etats-Unis n'a guère fait preuve de modération et, par ses vantardises, il a rappelé un personnage fameux: Tartarin de Tarascon. Ne pouvant nier certains faits, il les a interprétés d'une manière très personnelle.

11. Le sénateur Wiley a prétendu que l'URSS accélérerait sa production d'armement et constituait, par là même, une menace pour les Etats-Unis. Il a voulu ainsi dissimuler les préparatifs de guerre de son propre pays et justifier sa politique d'agression. Les milieux réactionnaires des Etats-Unis tentent de lancer le peuple américain dans la guerre et, par la production d'armement de permettre aux hommes d'affaires de réaliser des bénéfices considérables.

12. Le représentant des Etats-Unis a soutenu que les banques américaines appartenaient à toutes les personnes qui y déposaient leurs économies. L'écolier le moins éveillé sait que dans aucun pays un déposant ne peut être considéré comme le propriétaire d'une banque. Le même orateur a parlé des monopoles américains et il a prétendu de nouveau que ces monopoles étaient la propriété du peuple. Dans ces conditions, on peut se demander pour quelles raisons le Congrès a institué une

commission chargée de contrôler la puissance des monopoles. Après plusieurs années d'étude, cette commission a publié ses conclusions et a souligné le rôle prédominant des monopoles dans la vie économique américaine. De même, le Gouvernement des Etats-Unis a entamé une instance judiciaire contre certains monopoles tels que Dupont de Nemours et la General Motors.

13. Le représentant des Etats-Unis a fait appel aux sentiments religieux et il a cité des passages de la Bible. Malheureusement, il n'a pas réussi à justifier ainsi sa position. Le financier Rockefeller a déclaré un jour que Dieu lui avait donné sa fortune. On peut se demander par conséquent pour quelles raisons Dieu n'a pas étendu ses bienfaits aux travailleurs des abattoirs de Chicago ou aux ouvriers agricoles des plantations du sud des Etats-Unis. Ce n'est pas en manifestant de bons sentiments que les capitalistes justifieront les bénéfices réalisés grâce à l'exploitation des travailleurs.

14. Le représentant des Etats-Unis a exposé ses idées sur la liberté qui règne dans son pays. Pourtant, ses compatriotes ne partagent pas tous son point de vue. En juillet 1952, M. Herbert Hoover a parlé de la suppression progressive de la liberté aux Etats-Unis. Il a ajouté que la création d'une grande armée entraînait la militarisation du pays et constituait une menace à la liberté. Le sénateur Wiley, tout en jetant de toutes les manières possibles le discrédit sur les réalisations sociales des pays de démocratie populaire, n'a rien dit sur les prétendus avantages qui découlent de la liberté aux Etats-Unis. Il n'a nullement fait mention des camps de concentration que le Gouvernement des Etats-Unis se propose d'établir. A ce propos, le représentant de l'URSS cite un extrait du journal *Action*, selon lequel le Ministère de la justice des Etats-Unis a décidé d'accélérer la construction de camps de concentration dans l'Arizona et l'Oklahoma. Pour la construction de ces camps, il utilise comme main-d'œuvre les détenus des prisons fédérales. Récemment, le Président des Etats-Unis a demandé au Haut-Commissaire américain en Allemagne de lui transmettre des renseignements sur l'organisation des principaux camps de concentration nazis et d'envoyer aux Etats-Unis un groupe d'Allemands ayant participé à l'établissement de ces camps. On peut se demander pourquoi le représentant des Etats-Unis n'a pas mentionné ces faits.

15. D'après un article paru dans le *New York Times* en novembre 1952, le représentant des Etats-Unis au Comité spécial du travail forcé qui s'est réuni à Genève a déclaré que, dans son pays, 3.800.000 personnes travaillaient dans des conditions équivalentes à l'esclavage.

16. Le sénateur Wiley a prétendu que l'URSS serait, pour les milliardaires, un pays idéal. M. Kotschnig avait déjà dit la même chose devant le Conseil économique et social. On peut se demander comment le représentant des Etats-Unis explique le fait que les principaux milliardaires vivent dans son propre pays. Il ressort d'un bulletin publié en juin 1952 par la National City Bank of New York que 102 entreprises possèdent, à elles seules, des biens d'une valeur totale de 62 milliards de dollars. Parmi ces entreprises, les plus importantes sont les sociétés Dupont de Nemours, Standard Oil de New Jersey, General Motors et United States Steel. Le représentant des Etats-Unis a affirmé que ces entreprises gigantesques étaient la propriété de petits actionnaires, mais l'on sait fort bien que quelques

familles seulement possèdent la majeure partie des actions et contrôlent ainsi les principaux conseils d'administration.

17. Le sénateur Wiley a déclaré que les Etats-Unis étaient prêts à défendre tous les pays menacés par l'URSS. Il y a longtemps que les Etats-Unis se posent en sauveurs universels. Il leur est ainsi plus facile de s'imposer à ceux qu'ils prétendent sauver. M. Malenkov a souligné que ce champion de l'amitié cherche simplement à mettre en esclavage ses alliés les plus faibles. L'attitude des milieux dirigeants américains leur permet de tromper l'opinion publique du pays et d'encaisser plus facilement des bénéfices grâce à la production d'armements.

18. Le représentant des Etats-Unis a soutenu que son pays désirait aider le peuple russe. Mais de quel genre d'assistance s'agit-il? Sans doute celle qui consiste à affecter des centaines de millions de dollars à des activités subversives dans les pays de démocratie populaire. Comme l'a souligné le représentant de l'URSS devant la Commission politique spéciale¹, le sénateur Wiley lui-même a déclaré que les Etats-Unis devaient faire une propagande hostile contre l'URSS. Il faut espérer que Dieu préservera l'URSS de tels amis.

19. Le sénateur Wiley a rappelé qu'au cours de la dernière guerre son pays avait fourni du matériel de guerre à l'URSS. C'est indéniable. Mais il est également incontestable que les Etats-Unis ont demandé à l'URSS de leur rendre la totalité du matériel qu'ils lui avaient donné. Pourtant il ne faut pas oublier que c'est l'armée de l'URSS qui a anéanti l'armée hitlérienne et a ainsi sauvé l'armée américaine.

20. Le représentant des Etats-Unis a prétendu que l'URSS et les pays de démocratie populaire ne désiraient pas entretenir des relations commerciales avec le reste du monde. Les Etats-Unis ont tout fait pour entraver les relations commerciales entre l'Est et l'Ouest. C'est l'URSS qui a présenté en toute sincérité des propositions tendant à développer ces relations commerciales. L'URSS et les pays de démocratie populaire entretiennent d'ailleurs des relations commerciales avec certains pays situés dans le reste du monde. La Hongrie procède à des échanges commerciaux avec l'Indonésie et l'URSS avec le Pakistan. Ces relations ne peuvent s'établir que dans la mesure où ces pays sont encore libres de l'influence et du contrôle des Etats-Unis.

21. Rappelant l'adoption, par la Première Commission, du projet de résolution de l'Inde relatif à la guerre de Corée [610 (VII)], le représentant de l'URSS souligne qu'en Corée les bombardiers américains ont anéanti des villages entiers et massacré des femmes et des enfants. Aussi la population coréenne, poussée par la colère, s'est-elle révoltée. Les Etats-Unis sont responsables de l'agression en Corée. Les peuples du monde le savent, de même qu'ils savent qui a voté contre la proposition tendant à faire cesser le feu en Corée. Les Etats-Unis porteront devant l'histoire cette lourde responsabilité.

22. M. DE SEYNES (France) rappelle que le représentant de l'URSS a dressé, au cours de la séance précédente, un tableau très sombre de la situation économique de la France, plus particulièrement dans le domaine de la métallurgie. Ce n'est pas la première fois

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale*, septième session, Commission politique spéciale, 44ème séance.

que le représentant de l'URSS recourt à la méthode qui consiste à citer un certain nombre de chiffres soigneusement choisis et à spéculer sur la crédulité de l'auditoire. Cependant, au moment où parlait le représentant de l'URSS, M. de Seynes avait précisément sous les yeux un certain nombre de données qui auraient pu compléter heureusement le tableau brossé par M. Arkadyev. Il ressort des renseignements que possède la délégation française que, parmi les quatre-vingts familles professionnelles de l'industrie métallurgique, seul un petit nombre éprouve des difficultés; d'autres sont particulièrement prospères: l'exportation des machines de bureau a doublé en un an, l'exportation des moteurs rapporte deux fois plus de devises qu'en 1951, l'exportation d'appareils de chauffage au mazout a décuplé depuis 1939.

23. M. de Seynes dit qu'il n'attache pas plus d'importance à ce genre de réfutation que M. Arkadyev n'en attache, sans doute, aux chiffres qu'il a cités. Mais le représentant de l'URSS, et celui de la Tchécoslovaquie au cours de la présente séance, se sont efforcés de présenter la France comme la victime principale de la volonté d'agression des Etats-Unis d'Amérique. C'est là, du reste, une thèse qui se développe depuis quelque temps et dont les tenants présentent chaque jour de nouvelles variantes. A cette dernière phase d'une session qui s'est caractérisée, cependant, par la qualité des débats, le représentant de la Tchécoslovaquie n'a pas craint de mentionner, en dernier ressort, des inscriptions murales. Le représentant de la Tchécoslovaquie connaît les sources de ces inscriptions. Il connaît aussi la France. Aussi peut-il s'imaginer sans trop de mal ce que serait le sentiment de l'immense majorité des Français — y compris ceux qui se livrent à ces inscriptions murales — si les Etats-Unis d'Amérique venaient à obéir aux injonctions qui figurent sur les murs et si les troupes américaines venaient à quitter le sol de la France.

24. Le représentant de la Tchécoslovaquie a présenté la France comme le pays le plus récalcitrant à l'effort d'armement entrepris par le monde libre; il a dit que la France cédait à la volonté du Gouvernement américain, sans préciser la nature des pressions exercées sur elle. Or, l'histoire atteste que tous les efforts déployés récemment par la France sur le terrain diplomatique ont eu pour objet d'assurer la participation du Gouvernement des Etats-Unis à la défense de l'Europe occidentale. Que l'aide généreuse reçue par la France provoque parfois les réactions incongrues auxquelles il a été fait allusion, cela est assez lamentable, mais ne peut tromper personne sur les véritables sentiments du peuple français. Si le représentant de la Tchécoslovaquie tient à savoir sous quelle pression la France réarme, il ferait mieux de regarder plus près de chez lui. D'après les renseignements dont on dispose, il y aurait actuellement 175 à 180 divisions sur pied de guerre en URSS et plus de 70 dans les républiques démocratiques populaires. Pour un pays qui, comme la France, est habitué à l'invasion, ce sont là des données qu'il n'est pas possible de passer sous silence.

25. Le PRÉSIDENT annonce la clôture de la discussion sur le chapitre II du rapport du Conseil économique et social. La question figurant au point 16 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ayant été renvoyée à la Première Commission, l'ordre du jour de la Deuxième Commission se trouve épuisé.

Clôture des travaux de la Commission

26. M. ABDELRAZEK (Egypte) rappelle qu'au début de la session, sa délégation a appuyé la candidature de M. Nosek aux fonctions de Président de la Deuxième Commission. Il se plaît à reconnaître maintenant l'esprit d'impartialité avec lequel M. Nosek a dirigé les travaux de cette Commission, qui, au cours de la présente session, a adopté une série de résolutions qui serviront les intérêts des pays insuffisamment développés. Si des divergences de vues sont apparues, il n'en reste pas moins que la Commission aura fait œuvre utile.

27. M. Abdelrazek tient cependant à constater que la foi dans les droits fondamentaux de l'homme et dans les principes d'égalité entre les nations grandes et petites s'est quelque peu attiédie depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Il souligne le fait que les pays insuffisamment développés ne sont pas les responsables mais les victimes de cet état de choses. Il attire l'attention de la Commission sur les signaux d'alarme qui retentissent dans certains pays et qui sont la manifestation des sentiments populaires, des aspirations des peuples avides d'exercer leur droit de libre disposition et de jouir de leurs propres richesses. Il ne faut voir là que le désir, chez les populations des pays insuffisamment développés, chez les peuples de couleur, d'apporter leur contribution à une civilisation harmonieuse. Ce ne sont pas là des marques de fanatisme, mais des manifestations de pur patriotisme; les peuples demandent justice et ils demandent que la force soit mise au service du droit. Il appartient aux Nations Unies de définir les rapports justes et équitables qui doivent régir les relations internationales.

28. En terminant, M. Abdelrazek renouvelle les félicitations qu'il adresse au Président de la Commission; il tient également à féliciter le Vice-Président et le Rapporteur, dont la compétence fait honneur aux pays arabes. Il exprime enfin ses remerciements à tout le personnel du Secrétariat.

29. M. ELAHI (Pakistan) tient à remercier le Président qui a su mener à bien les travaux de la Commission en les dirigeant avec une parfaite impartialité. Il se félicite de ce que, sous l'habile direction de M. Nosek, la Commission ait pu prendre des mesures destinées à faire progresser les pays insuffisamment développés sur la voie du développement économique, et pour alléger les souffrances des populations de ces pays.

30. En terminant, M. Elahi exprime ses remerciements au Secrétaire de la Commission et au Secrétariat des Nations Unies pour leur participation à l'œuvre de la Commission.

31. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) est heureux que le représentant d'un pays ami de l'URSS ait présidé les débats de la Commission. Il félicite le Président de la manière remarquable dont il a dirigé les débats, de sa connaissance approfondie des problèmes, de son tact et de ses qualités d'organisateur. Il adresse ses remerciements au Vice-Président, au Rapporteur, au Secrétaire de la Commission et à tous les membres du Secrétariat qui ont aidé la Commission dans ses travaux.

32. M. JAMAHI (Irak), M. KAZEMI (Iran), M. BUNGE (Argentine), M. YUNG (Inde), M. ANDERSON (Royaume-Uni), M. SASTRO-AMIDJOJO (Indonésie), M. BAUER PAIZ (Guat-

mala), M. YAFTALI (Afghanistan), M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) et M. VANER (Turquie) s'associent chaleureusement aux déclarations prononcées par les précédents orateurs.

33. Au nom du Vice-Président et du Rapporteur, ainsi qu'en son nom propre, le **PRESIDENT** remercie sincèrement les membres de la Commission pour les paroles très aimables qu'ils leur ont adressées. Il exprime sa gratitude au Vice-Président et au Rapporteur pour l'aide qu'ils lui ont apportée dans la conduite

des débats. Enfin, il adresse ses remerciements les plus sincères à M. Georges-Picot, Secrétaire général adjoint chargé des Départements des questions économiques et des questions sociales, à M. Blough, à M. Weintraub, Secrétaire de la Commission, à M. Dumontet, à M. Varley et à tous les membres du Secrétariat qui, au cours de la session, se sont parfaitement acquittés de leur tâche.

La séance est levée à 12 h. 30.

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A., Alsina 500, Buenos Aires.

AUSTRALIE

H. A. Goddard, 255a George St., Sydney.

BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.

BOLIVIE

Libreria Selecciones, Casilla 972, La Paz.

BRESIL

Livraria Agir, Rua Mexico 98-B, Rio de Janeiro, Sao Paulo, Belo Horizonte.

CANADA

Ryerson Press, 299 Queen St. West, Toronto.
Periodico, 4234 de la Roche, Montreal.

CEYLAN

The Associated Newspapers of Ceylon Ltd., Lake House, Colombo.

CHILI

Libreria Ivens, Moneda 822, Santiago.
Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.

CHINE

The World Book Co. Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
Commercial Press, 211 Honan Rd., Shanghai.

COLOMBIE

Libreria Latina, Carrera 6a., 13-05, Bogotá.
Libreria América, Medellín.
Libreria Nacional Ltda., Barranquilla.

COSTA-RICA

Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.

DANEMARK

Einar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, København, K.

EGYPTE

Librairie "La Renaissance d'Egypte," 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.

EQUATEUR

Libreria Científico, Guayaquil and Quito.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Int'l Documents Service, Columbia Univ. Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.

ETHIOPIE

Agence Ethiopienne de Publicité, Box 128, Addis Abeba.

FINLANDE

Akateminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, Paris V.

GRECE

"Eleftheroudakis," Place de la Constitution, Athènes.

GUATEMALA

Goubaud & Cie. Ltda., 5a. Avenida sur 28, Guatemala.

HAITI

Librairie "A la Caravelle," Boite postale 111-B, Port-au-Prince.

HONDURAS

Libreria Panamericana, Calle de la Fuente, Tegucigalpa.

INDE

Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, New Delhi, and 17 Park Street, Calcutta.
P. Varadachary & Co., 8 Linghi Chetty St., Madras 1.

INDONESIE

Jajasan Pembangunan, Gunung Sahari 84, Djakarta.

IRAK

MacKenzie's Bookshop, Baghdad.

IRAN

Ketab-Khanesh Danesh, 293 Saadi Avenue, Téhér.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd., 35 Allenby Road, Tel Aviv.

ITALIE

Colibri S.A., Via Mercalli 36, Milano.

LIBAN

Librairie Universelle, Beyrouth.

LIBERIA

J. Momolu Kamara, Monrovia.

LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer, Luxembourg.

MEXIQUE

Editorial Hermes S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.

NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forleg, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.

NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

Thomas & Thomas, Fort Mansion, Frere Road, Karachi, 3.
Publishers United Ltd., 176 Anarkali, Lahore.

PANAMA

José Menéndez, Plaza de Arango, Panamá.

PARAGUAY

Moreno Hermanos, Asunción.

PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PEROU

Libreria Internacional del Perú, S.A., Lima and Arequipa.

PHILIPPINES

Aleman's Book Store, 749 Rizal Avenue, Manila.

PORTUGAL

Livraria Rodrigues, 186 Rue Aurea, Lisboa.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Libreria Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.

ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P. O. Box 569, London, S.E. 1 (and at H.M.S.O. Shops).

SALVADOR

Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.

SINGAPOUR

The City Book Store, Ltd., Winchester House, Collyer Quay.

SUEDE

C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE

Librairie Payot S.A., Lausanne, Genève.
Hans Rounhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.

SYRIE

Librairie Universelle, Damas.

TCHECOSLOVAQUIE

Čestoslavenký Spisovatel, Národní Tržde 9, Praha 1.

THAILANDE

Pramuan Mit Ltd., 55 Chetrewat Road, Wat Tuk, Bangkok.

TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.) Ltd., Box 724, Pretoria.

URUGUAY

Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Av 18 de Julio 1333, Montevideo.

VENEZUELA

Distribuidora Escolar S.A., Ferrenquín e Cruz de Candelaria 178 Caracas.

YUGOSLAVIE

Drzavno Produzeca, Jugoslovenska Knjiga, Mersala Tita 23-11, Beograd.

Les publications des Nations Unies peuvent également être obtenues aux adresses ci-dessous:

ALLEMAGNE

Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin —Schöneberg.
W. E. Soarbach, Frankentresse 14, Köln —Junkersdorf.
Alex. Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

AUTRICHE

B. Willerstorff, Waagplatz, 4, Salzburg.
Gerold & Co., 1, Graben 31, Wien.

ESPAGNE

Libreria Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelone.

JAPON

Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome Nihonbashi, Tokyo.

(53F1)

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique) ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).